La lutte pour un parti marxiste révolutionnaire en Belgique et les tâches de la section belge de la IVme Internationale par J. POSADAS

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

— BI-MENSUEL —

3me ANNEE — N° 23

20 JANVIER 1965.

LE NUMERO : 5 FRANCS

La lutte de classes dans le pays et la nécessité du programme et de la direction Prolétarienne révolutionnaire

Rompre avec la droite du P.S.B. ! Impulser le débat pour le programme anti-capitaliste et pour l'organisation du Front Unique Prolétarien, dans la perspective d'un nouveau Parti Socialiste Révolutionnaire !

Intervention du Camarade M. Arroyo, approuvée comme résolution lors de la réunion élargie du Bureau Politique du P.O.R. (T.), 6 décembre 1964.

Cette analyse sur l'évolution de la situation en Belgique doit tenir compte, en premier lieu, du processus des luttes des masses, de l'ensemble des masses prolétariennes et petites-bourgeoises pauvres de la campagne et de la ville. L'ensemble des masses mûrit dans la lutte anti-capitaliste qui se développe dans le pays, pour les tâches de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Nous tiendrons compte également dans le cours de cette analyse, des effets de l'évolution économique du pays, sur le cours de cette lutte des masses. Pour nous autres, pour l'Internationale, le facteur déterminant du cours de l'histoire en Belgique et dans le monde dans cette phase de la révolution, c'est le facteur social, ce sont les masses, leurs luttes et leur niveau de conscience déjà acquis. **Dans ce processus, il faut comprendre la marche de la situation internationale où la conscience des masses mûrit de plus en plus, le rôle objectif et les conquêtes objectives, matérielles de la révolution mondiale. Ce sont ces forces qui déterminent le cours de l'histoire.**

Quand nous parlons des forces objectives matérielles, nous ne parlons pas seulement du renforcement et du développement constants des Etats Ouvriers — quatorze Etats Ouvriers — qui développent de plus en plus une force terrible se transformant en force d'attraction pour les masses dans le reste du monde qui cherchent à suivre le même chemin. Nous nous référons aussi aux conquêtes objectives de la révolution dans toute une série de pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, qui sont dans un processus de transformation vers de nouveaux Etats Ouvriers. Il faut y ajouter les conquêtes de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, conquêtes objectives, sans transformer pour autant le régime de propriété et la lutte des masses dans les pays qui restent encore sous l'emprise du capitalisme en Europe et dans les Etats-Unis. L'ensemble de ce processus provoque une situation qui, objectivement, tend de plus en plus à détruire le régime capitaliste dans la partie du monde où il continue encore à survivre. Dans ces conditions, la conscience que les masses ont acquise de leur force et de leur rôle, s'élève aujourd'hui comme une force objective qui détermine le cours de l'histoire.

C'est face à cette situation, que ce qui freine l'avance de ces forces qui cherchent la révolution mondiale et le socialisme, ce n'est plus la force du capitalisme, sa capacité de résistance, sa force économique, politique et militaire ; ce qui freine maintenant et empêche que l'ensemble de ce processus mondial avance avec une rapidité beaucoup plus grande que ce que nous connaissons, c'est le rôle traître que jouent dans le camp ouvrier même, les direction bureaucratisées et dégénérées des partis socialistes et communistes en particulier.

LE CAPITALISME EST A LA DEFENSIVE

Dans ce processus, la bourgeoisie a pu profiter du manque de direction consciente comme nous le voyons en Belgique, pour maintenir ici et là une certaine stabilité, manœuvrer devant les forces qui avancent et l'assiègent de plus en plus. L'important pour nous, pour la compréhension du processus révolutionnaire qui se prépare en Belgique, c'est de comprendre ce processus comme un tout dialectique mondial. Sans nous impressionner par le fait que, en Belgique par exemple, le capitalisme uni au capitalisme mondial, se présente encore avec une grande puissance économique, se développe, dans un processus de grande accumulation capitaliste. Ce que nous devons voir, ce sont les contradictions profondes dans lesquelles le capitalism doit se débattre. Pour se défendre, il a besoin de compter sur des forces qui, de plus en plus, ne sont pas de son propre camp, mais qui appartiennent au camp du prolétariat.

En Belgique, s'ouvre un chemin qui est déjà parcouru par plusieurs pays d'Europe. Le triomphe des Travaillistes en Angleterre, le prochain triomphe de la social-démocratie en Allemagne Occidentale, et le fait qu'en Italie, le capitalisme ne peut plus gouverner seulement avec des dirigeants bourgeois et doit accepter dans son sein des dirigeants socialistes, et discute au travers de tendances comme Fanfani, par exemple, ou de la gauche de la démocratie chrétienne, la possibilité, la nécessité d'ouvrir peut-être un chemin dans les cercles et dans le camp gouvernemental à des forces comme le P.S.I.U.P. et le P.C. Cela démontre la nature de ce processus, dans lequel la lutte des masses avance pour abattre le capitalisme.

Ces forces, même déformées, même dégénérées, doivent refléter sous l'une ou l'autre forme la force des masses, qui cherchent à monter sur le chemin de la lutte anti-capitaliste et passer aux tâches de la révolution. Le problème du processus social en Italie est totalement clair et l'Internationale l'a analysé dans différents documents. Mais en Belgique, nous avons le même phénomène : les contradictions sont apparemment encore plus atténuées, mais le cours qui se prépare est le même. Indépendamment des particularités, malgré les diversités des formes qui se donnent dans ce cours, en tenant compte des différences de traditions, différence d'organisation des masses, le rôle des partis ouvriers, leur poids plus ou moins grand au sein de la classe, etc., la ligne, le cours sont le même. Mais les formes qu'il adopte sont différentes. Pour cela, il est très important, pour les tâches de l'avant-garde prolétarienne, de l'avant-garde révolutionnaire, d'analyser une fois de plus aujourd'hui, dans la phase actuelle, particulièrement après le 7e Congrès de la 4e Internationale, comment s'exprime ce cours, comment avancent les masses dans leur lutte anti-capitaliste, de quelle manière ont mûri certaines conditions, pour l'organisation de classe anti-capitaliste et révolutionnaire des masses ; et dans ces conditions quel doit être le comportement de l'avant-garde révolutionnaire en particulier pour intervenir dans ce cours et chercher à s'associer aux secteurs les plus combattifs, les impulser dans la lutte anti-capitaliste, dans la perspective du gouvernement ouvrier et paysan. Mais concrètement, aujourd'hui, impulser le développement des tâches pour l'organisation du courant révolutionnaire des masses.

MURISSEMENT DE LA MASSE ET ROLE DE L'AVANT-GARDE

Il faut analyser la phase actuelle pour comprendre mieux où va le cours objectif qui se développe en Belgique. Le comprendre, non pas en général, pour nous c'est clair que le cours avance vers la révolution prolétarienne. Mais, où va d'un point de vue concret, objectif, aujourd'hui même. Parce que c'est aujourd'hui, c'est maintenant que les trotskystes, en même temps que les tendances qui mûrissent pour la révolution prolétarienne, doivent accomplir un rôle fondamental. Et pour accomplir le rôle de demain, prendre le pouvoir avec les masses, les trotskystes doivent accomplir aujourd'hui le rôle que l'histoire exige d'eux : comment s'incorporer à ce processus, comment intervenir dans ce processus, dans lequel les masses mûrissent, dans lequel se révèle déjà une grande aptitude pour l'organisation de classe anti-capitaliste, comment, en partant du niveau où mûrissent les masses, intervenir audacieusement pour impulser ces organisations de classe anti-capitalistes. Tel est le problème. Ce n'est pas difficile de comprendre les problèmes de la révolution dans leur sens général, de propagande, la lutte pour le pouvoir, le gouvernement ouvrier-paysan, la grève générale, le régime socialiste, la nouvelle société, l'Etat Ouvrier, etc.

C'est bien plus difficile de comprendre les tâches concrètes : comment appliquer la politique concrète de la IVe Internationale, à une phase déterminée de l'évolution du processus qui prépare les tâches de demain, mais qui exige des tâches d'aujourd'hui. Ceci est un peu plus difficile et requiert une expérimentation et l'exercice de la pratique dans le cours de la lutte de classe et révolutionnaire. C'est à travers cet exercice que l'avant-garde trotskyste apprend à travailler, apprend à se mouvoir, à reconnaître le terrain sur lequel elle marche, et à développer son caractère et sa physionomie particulière d'avant-garde révo-

(voir suite en page 2)

EDITORIAL

Unifier les luttes partielles en préparant la grève générale pour les revendications de l'ensemble des masses.

Les grèves de tramways, le mouvement des ouvriers du port d'Anvers, la réquisition qui leur fut appliquée et la décision de travailler au ralenti, la grève des ouvriers du pétrole, la disposition à sortir en lutte des ouvriers du Gaz et Electricité, de la métallurgie, etc., montrent clairement que le prolétariat est disposé immédatement à défendre son niveau de vie et ses conditions de travail avec sa force de classe. Les conditions se préparent pour une mobilisation d'ensemble.

La simultanéité des luttes dans des secteurs aussi importants, fut précédée de luttes de moindre envergure, dans toute la période antérieure. Des luttes, non seulement contre les secteurs patronaux, mais parfois contre la ligne conciliatrice de la direction syndicale elle-même, ou des attitudes bureaucratiques s'opposant au droit de la base à imposer ses propres délégués. Les pressions se font plus vigoureuses et puissantes chaque jour, contre le propre appareil syndical.

Les grèves des ouvriers d'un secteur de Cockerill, et des dockers de Gand, contre l'intervention impérialiste du capitalisme belge au Congo et par solidarité avec la révolution congolaise, révèlent par eux-mêmes le haut esprit anti-capitaliste et de classe du prolétariat.

Les conditions se préparent pour organiser la lutte générale pour l'ensemble des revendications des masses exploitées, les directions syndicales comprennent que c'est dans cette ligne qu'évoluent les choses. Elles cherchent les moyens de céder devant la pression des masses, mais sans abandonner les méthodes de conciliation. Pour cette raison, les mouvements de grève sont maintenus séparés les uns

(voir suite en page 6)

La lutte de classes dans le pays et la nécessité du programme et de la direction Prolétarienne révolutionnaire.

(suite de la page 1)

lutionnaire. Dans cette association entre sa propre pensée qui prépare l'avenir du gouvernement ouvrier et paysan et les tâches concrètes qu'exige la phase actuelle, le militant se trempe.

La trempe n'est pas le produit d'une école de cadres, de la lecture de nombreux livres, de discussions dans le Parti, mais c'est tout cela avec en outre, l'intervention directe des Trotskystes dans le processus concret de lutte de classe anti-capitaliste et révolutionnaire. Ce sont les petites luttes de chaque jour, de chaque usine, de chaque branche de l'industrie, de chaque quartier ouvrier, la lutte des paysans, la réponse à chaque problème posé par le système en décomposition, tous ces problèmes posés devant les masses qui cherchent à avancer sur le chemin de la lutte anti-capitaliste.

C'est dans la réponse à chacun de ces problèmes et l'intervention directe de l'avant-garde trotskyste, soit par l'agitation générale de sa politique et de son programme, soit par la présence physique du trotskyste comme militant et comme cadre, que le caractère du cadre, du militant, du mouvement se forme. Cette présence des Trotskystes dans le cours des luttes partielles et générales est irremplaçable. Sans cela, il est tout-à-fait impossible d'avancer. Parce que, sans cela, il y a un déficit très grand dans deux aspects : le caractère du militant et du Parti ne parvient pas à comprendre tout-à-fait la réalité, telle qu'elle est, et pour autant sa trempe est faible, et d'autre part, les masses et leur avant-garde qui sont en train de chercher le programme révolutionnaire, les idées et les méthodes de la révolution, ne développent pas leur confiance dans l'avant-garde trotskyste.

La condition est de trouver la voie pour intervenir directement dans le processus sans s'impatienter parce que la lutte est longue, sans s'exaspérer ou s'énerver parce que le succès ne vient pas après chaque petite action. La norme générale est d'obtenir des succès et ensuite des reculs. Au travers de ce processus, qui exige la patience et la sécurité du programme et de la trempe, le Parti se développe, son caractère se transforme et gagne de l'autorité devant la classe.

Dans la lutte actuelle, le processus de la lutte des masses en Belgique et le processus de construction de l'équipe de l'Internationale se combinent. C'est un phénomène très clair pour nous autres. Pour en arriver à l'analyse de cette phase, il convient de rappeler certains éléments qui sont déjà un acquit pour l'Internationale en Belgique, mais qu'il faut répéter.

EXPERIENCES ET LEÇONS DE LA GRANDE GREVE

Nous nous référons au grand processus de lutte de la grève de 1960-61, qui a représenté une leçon, une expérience très grande pour les masses en Belgique et qui prépare les conditions, qui a préparé les conditions de la phase qui se développe, de la prochaine période.

A cette occasion, l'Internationale, au travers du camarade Posadas, a analysé que le processus de lutte de la grande grève générale et insurrectionnelle en Belgique, par la propre logique de son développement, avait posé le problème du pouvoir ouvrier et paysan en Belgique. Les masses belges, sous la pression des contradictions dans le pays et du cours de la révolution mondiale, en particuier de la première phase du développement de la révolution congolaise, les masses se sont senties menacées par le capitalisme dans le pays, par le truchement de la Loi Unique, et elles se sont lancées dans la lutte.

La lutte, comme nous le savons, a commencé en particulier dans les grands centres industriels, Liège Cockerill, par exemple, en posant des revendications immédiates. C'est le processus normal de toutes les luttes de classes anti-capitalistes, qui partent de revendications immédiates, et ne trouvant pas de solution dans le cours de leur développement, les luttes s'élèvent et le prolétariat, à la tête des masses exploitées, va de l'avant, centralise ses forces, généralise ses revendications, et se heurte de plus en plus à l'appareil même de l'état capitaliste et au régime capitaliste dans son ensemble.

C'est tout cela qui est arrivé en 1960-61 Cette grande grève montre, de même que toute la série des mouvements postérieurs en Belgique, que les conditions, en général, sont mûres pour la révolution prolétarienne. Mais il manque la direction révolutionnaire. Cependant, l'intervention des masses, dans ce processus de grève générale insurrectionnelle, s'est élevée à un haut niveau insurrectionnel, comme à Liège, quant au point de vue des méthodes prolétariennes et révolutionnaires que cherche la classe.

Cette intervention des masses, pendant 33 jours de grève, a démontré que la situation, pour le capitalisme et pour les masses, n'est plus la même que dans la période antérieure. Dans la phase historique antérieure, une défaite — et apparemment, cette grève fut une défaite car elle n'a pas obtenu ses revendications — était suivie d'un écrasement de la classe ouvrière, d'un recul dans sa conscience, d'une perte de confiance en elle-même.

Cette fois-ci, non. Il y a des faits évidents, connus de tous les camarades et déjà discutés, qui montrent que les masses sont retournées au travail avec une grande confiance en elles-mêmes. Ici et là, dans divers secteurs de la classe, il y a indubitablement confusion et désorientation, mais la classe, prise dans son ensembe, est sortie de la grève avec la conscience que la faiblesse pour affronter le capitalisme, n'était pas le produit de son propre manque de force, mais du rôle de ses directions.

Et ceci est la conquête essentielle de cette grande grève. Les leçons que la classe a tirées dans le sens qu'elle avait les forces pour vaincre. Par exemple, tous les ouvriers, dans de grandes régions comme le Borinage, sont retournées au travail en chantant l'Internationale et en levant le poing. Ils réflétaient la confiance en eux. Cette confiance en soi représente un fait subjectif, c'est-à-dire un état de conscience des masses, qui dans le cours de toute la période de 1961 à maintenant, a tendu de plus en plus à acquérir des forces objectives. Passer d'un état de conscience à un état d'organisation. Développer des aptitudes inhérentes à la classe ouvrière, qui préparent la condition plus mûre pour son organisation de classe anti-capitaliste.

Telle est la situation que nous vivons aujourd'hui. La grande grève a commencé par des revendications de conditions de travail et de salaires, et fondamentalement pour faire face à l'état capitaliste belge qui voulait imposer la Loi Unique. Le cours de la lutte a démontré à la conscience même des masses, que ces renvendications et ces objectifs ne pouvaient pas être obtenus sans renverser le régime capitaliste. Après quinze, vingt jours, cela fut clair dans toute la Belgique. Le prolétariat était en train de secouer et d'organiser autour de ses propres forces, le gros des masses paysannes pauvres et petites-bourgeoises, en montrant qu'il y avait la possibilité de passer à une phase supérieure du processus. C'est dans ces conditions que la masse a accumulé une expérience et développé ses meetings et manifestations, ses heurts avec la police, avec des calicots surgissant directement de la base, qui disaient : « Plutôt mourir que céder ! ». Elle exprimait ainsi ses forces et, d'autre part, cela exprimait que la direction n'apparaissait pas pour donner les consignes et les directives que la grève posait déjà. C'était le programme de transition de l'Internationale qui n'apparaissait pas dans le cours de la grève. L'avant-garde prolétarienne, pour son fonctionnement normal à l'intérieur de la classe, était en train d'exiger ces consignes.

Pour cela, le rôle criminel de « La Gauche » dans cette phase, qui avait la sympathie des grandes masses, d'un grand courant des masses, et des soi-disant trotskystes, ex-trotskystes, à l'intérieur de de « La Gauche », qui se sont adaptés au milieu de « La Gauche » et au travers d'elle, à l'ambiance de la lutte dans les marges du capitalisme. Dans le cours de la grève, quand les camps de classe s'affrontaient et que les masses comprenaient qu'il fallait passer à une phase supérieure, « La Gauche », dans le Parti Socialiste, en front unique avec les renardistes, au lieu de donner les consignes correspondant à cet affrontement de classes parlait le langage du régime capitaliste.

Non le langage de la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan, au moyen d'un ensembe de mots d'ordre, qui est le programme de transition de la IVe Internationale : étatisation des entreprises, contrôle ouvrier, organismes de pouvoir ouvrier, alliance des ouvriers et paysans, etc. ; elle proclamait les réformes de structures. Ceci caractérise le rôle de « L Gauche » C'est-à-dire une politique réformiste, avec un langage plus ou moins nouveau, moderne, mais dans les limites du système capitaliste. C'est dans le cours de ce grand processus de lutte que les masses ont fait l'expérience la plus riche de l'après-guerre. Pour cela, elles sont rentrées au travail avec la conscience qu'elles avaient la force pour atteindre les objectifs qu'elles se donnaient au début de la grève, et que dans leur propre camp, elles avaient des directions qui ne fonctionnaient pas en fonction des aspirations et de la disposition anti-capitaliste des masses. Ces leçons de la grande grève sont restées non seulement présentes dans le cours de 1961 à 1964 ; mais elles se sont incorporées à la réalité comme un fait fondamental. Pour cela nous assistons, cette année-ci particulièrement, à un processus d'une richesse extraordinaire en Belgique.

On ne peut pas toujours observer avec clarté, dans toute son intensité, ce processus, parce qu'il manque encore à l'équipe belge, à l'équipe de l'Internationale en Belgique, toutes les informations nécessaires pour tirer toutes les conclusions de ce processus. Si nous avions des cellules développées dans les grandes usines, si nos cellules n'étaient pas faibles comme elles le sont encore, si nous menions une vie politique intense comme cellule, comme organisme vivant à l'intérieur des grandes usines, et dans tout le pays, dans les mines, dans la campagne, dans les grandes villes industrielles, etc., nous pourrions avoir un cadre beaucoup plus expressif de la richesse de cette situation. Pourtant en rappelant les faits dont le parti dispose, et des symptômes, nous pouvons mesurer la profondeur de ce processus. Toute une série de conflits partiels se développent en permanence, au travers desquels la classe ouvrière parle, non seulement le langage de la lutte anti-capitaliste, non seulement le langage de la grande grève 1960-61, mais un langage montrant sa disposition à renverser le capitalisme.

PROFONDEUR DES LUTTES ACTUELLES

Si cela n'apparaît pas avec une clarté suffisante, si cela ne se généralise pas dans un mouvement général de revendications et de luttes, vers la grève générale, qui se prépare de toute façon dans cette période, c'est parce que toutes les leçons du passé, toute l'expérience acquise par le prolétariat belge lui ont appris à se méfier de tous les partis, socialistes, communistes, et aussi de nous autres, trotskystes. La trahison, nous l'avons dit plus d'une fois aux camarades, des soi-disant trotskystes de la tendance de Mandel à l'intérieur de « La Gauche », n'est pas passée inaperçue pour l'avant-garde prolétarienne. C'est un héritage, un mauvais héritage que l'avant-garde trotskyste d'aujourd'hui doit faire disparaître devant les yeux de l'avant-garde prolétarienne. L'histoire ne pardonne absolument rien, elle ne fonctionne pas gratuitement, elle tient compte de tout.

Le cours actuel est en train de démontrer que d'un côté les masses développent une attitude critique devant toutes les directions ouvrières et, de l'autre, qu'elles cherchent un moyen d'exprimer toute l'expérience et l'aptitude qu'elles ont développées pour s'organiser politiquement comme classe. Dans la mesure où manque un centre qui unifie, la classe ouvrière ne peut pas parler le langage qu'elle est disposée à parler. Pour cela, les mouvements se réalisent d'une manière partielle, mais se réalisent dans toute la Belgique, dans les centres miniers, dans les centres de la métallurgie, du textile, de la chimie, chez les dockers. Il y a toute une série de mouvements qui expriment la profondeur de ce processus. Dans la mesure où le capitalisme belge se maintient encore, sur la base de l'accumulation capitaiste antérieure, il a encore une certaine possibilité de céder devant la pression des masses, en comprenant la nature de ce processus, de faire certaines concessions.

Mais les revendications qui sont posées indiquent d'elles-mêmes la nature de ce processus. Il y a quelques mois, les mineurs ont conquis les 40 heures. Il y a quelques semaines, les dockers ont conquis les 37 heures 1/2. La direction métallurgique nationale elle-même a discuté la nécessité de mettre à l'ordre du jour les 40 heures comme une revendication normale. Et nous savons que les 40 heures, c'est le mot d'ordre qui va mobiliser toute l'Europe, toute l'Europe prolétarienne, dans un début d'une grande lutte révolutionnaire qui va s'étendre sur tout le continent, toute la partie de l'Europe encore sous le capitalisme. Si le capitalisme, presque sans lutte, fait des concessions de ce genre, c'est parce qu'il comprend que le niveau de conscience des masses et son aptitude pour la lutte sont très grands. Cela s'exprime dans le caractère de certaines luttes. Lorsque se développe un mouvement comme chez Sambria, une petite entreprise d'employés, qui occupent l'entreprise, ou quasi, maintiennent pendant des semaines leur mouvement, reçoivent la sympathie de toute la région de Charleroi et causent de grandes préoccupations pour les bureaucrates, qui ont fait vingt mille manœuvres pour contenir le mouvement, ce mouvement-là indique que ce n'est pas la seule force de 80 employés qui affronte le patronat, mais que, autour de ces 80 employés, se concentre, même de façon limitée, l'état de conscience sociale de l'ensemble du prolétariat belge.

De même pour les luttes qui se développent actuellement. La lutte des mineurs au Puits Martinet, en général étrangers, mais aussi des Belges, pose le même problème, qui est celui de toute l'Europe capitaliste. C'est-à-dire la résistance du prolétariat, aussi bien étranger, qui a été et qui est plus exploité, et sur lequel se développe une réelle discrimination et qui revendique des conditions de vie et de travail dignes.

Mais le processus de vie le plus intéressant, plus important, qui montre la maturité du prolétariat belge, c'est le fait des ouvriers qui entrent en choc avec leur propre appareil syndical. Cet événement, apparemment fortuit, dans la grande usine de « La Discipline » à Charleroi, où un militant d'avant-garde, pas délégué, est élu de fait par les ouvriers, comme leur délégué, et devant l'imposition de la délégation syndicale socialiste, qui ne voulait pas de ce militant d'avant-garde comme délégué, les ouvriers ont dit : « Bon, alors on sort du syndicat socialiste et nous allons au syndicat chrétien. Si l'on n'obtient pas de réunion au syndicat socialiste, nous en obtiendrons au syndicat chrétien, mais celui-ci reste notre délégué ». Ce fait apparemment fortuit, montre le niveau de mûrissement des masses. Quand les ouvriers réagissent ainsi, c'est parce qu'ils sont arrivés à la conclusion que leur force comme classe est très grande, et que leur faiblesse est dans leur direction. Et ce n'est pas tellement leur faiblesse. Car ils ont la force inhérente à leur propre expérience, à tout ce qu'ils ont accumulé de forces dans leur intérieur, depuis la grande grève de 1960-61 jusqu'à aujourd'hui qui leur permet non seulement de déborder leur direction, comme en Italie, par exemple, mais d'abandonner l'appareil et de tendre à construire leur propre direction. En Italie, ce processus se réalise déjà d'une façon plus ordonnée, parce que les masse sont centralisées dans le Parti Communiste et la C.G.I.L., et elles tendent à avancer en faisant pression sur leur appareil.

Ici le processus se prépare d'une manière plus chaotique, plus désordonnée ; ici les masses se cherchent un centre national. Il n'y a pas de grande concentration des ouvriers belges, ni dans le Parti Socialiste, ni dans le Parti Communiste, ni dans aucun parti. Les masses sont sans centre national. Mais elles se sentent centralisées dans leur conscience, dans leur disposition de lutte, dans leur aspiration anti-capitaliste. Pour que les ouvriers disent à leur syndicat, au syndicat socialiste de « La Discipline » : « Vous ne voulez pas qu'on nomme notre propre délégué, alors nous allons au syndicat chrétien ». Cela veut-il dire que les masses cessent d'être socialistes ? Non, elles veulent mener de l'avant ce qu'elles sentent, et c'est la lutte pour le socialisme. En partant de leurs revendications, en construisant les organismes dont elles ont besoin, en cherchant des représentants, des délégués, des dirigeants, au travers desquels elles peuvent parler leur langage de lutte anti-capitaliste. Pour cela, les ouvriers parlent ainsi, agissent ainsi. Dans leur propre mûrissement, ils sont en train d'apprendre à utiliser les méthodes, les idées, des formes de programme, qui sont les méthodes, les idées, le programme de l'Internationale. Pour cela aussi, dans la même usine, et cela n'est pas un exemple isolé, les ouvriers eux-mêmes, leur immense majorité, en front unique, sortent un journal comme « La Nouvelle Défense », qui exprime cette disposition pour mener de l'avant la lutte contre le patronat.

LES CONDITIONS POUR L'ORGANISATION D'UNE TENDANCE REVOLUTIONNAIRE

C'est l'ensemble de tout ce processus qui manifeste une aptitude nouvelle du prolétariat belge, qui s'exprime dans ces tendances à s'organiser comme classe. Dans les grandes usines, dans les centres miniers, dans tous les lieux où travaillent les ouvriers, où se forme l'opinion publique, dans les usines et dans les quartiers, surgissent et vont surgir de plus en plus, des groupements, des organisations embryonnaires, qui montrent l'aptitude de la classe ouvrière belge à se donner une nouvelle direction révolutionnaire. Comme nous le verrons plus loin, notre travail essentiel, un travail vraiment historique de l'avant-garde trotskyste belge est de comprendre le fond de la nature de ce phénomène historique, le dominer en toute clarté, pour pouvoir intervenir. Intervenir de deux manières : en faisant le journal, parler le même langage que parlent les ouvriers, ne pas s'occuper seulement des grands problèmes de la révolution, mais aussi des petits problèmes que vivent les ouvriers tous les jours. Et en même temps, l'action directe, physique, même limitée à nos propres forces, des militants et cadres trotskystes, qui interviennent directement dans l'organisation de ces groupes, dans le développement des tendances et des groupes d'avant-garde, soit dans le Parti Socialiste, dans le Parti Communiste, les groupes pro-chinois, les syndicats, dans les usines, etc.

Pour le développement de cette tendance révolutionnaire se précisent maintenant de nouvelles conditions avec la crise du Parti Socialiste. Tous les groupes de la gauche, soit ceux qui répondent encore à leurs dirigeants, soit ceux qui ont rompu avec sa politique réformiste, et qui se maintiennent organisés ou en puissance font pression actuellement dans le sens de construire un nouveau Parti Socialiste Révolutionnaire.

Dans ce sens, il faut orienter les tâches pour coordonner l'action de toutes les forces dans le cadre de la lutte anti-capitaliste et pour la rupture avec la droite du P.S.B. et la perspective de l'organisation d'un nouveau parti socialiste révolutionnaire. Cette perspective doit être préparée par des discussions sur le plan national, du programme anti-capitaliste révolutionnaire autour duquel doit se regrouper toute l'avant-garde prolétarienne. C'est en fonction de cela que les militants révolutionnaires ont une tâche fondamentale à accomplir dans la présente étape.

C'est dans l'ensemble de ce processus que sont en train de mûrir les conditions pour l'organisation de la tendance révolutionnaire dans tout le pays.

Cela même s'est exprimé dans les élections dernières. Tout le pays marche vers la gauche. Tout ce qui était contenu hier, tout ce que la bourgeoisie a voulu cacher, tout ce que les appareils de répression veulent empêcher de venir au grand jour, apparaît clairement dans les élections. Relativement clairement. Jamais aucune élection parlementaire ou communale ne peut refléter avec clarté ce qui existe dans le sous-sol de la société, jamais. Parce que les élections sont un reflet déformé de ce qui mûrit réellement à l'intérieur de la classe et des contradictions entre les classes. Dans la mesure que la classe ouvrière ne peut pas encore fonctionner démocratiquement comme classe, parce que le pouvoir ne lui appartient pas encore, et parce que dans son propre camp de classe, les appareils syndicalistes, bureaucratisés et dégénérés étranglent son véritable désir de manifester : dans cette mesure, les élections parlementaires ou communales ne peuvent refléter tout ce qui existe au sein des masses. Quelle est l'opinion publique du prolétariat et des masses exploitées en Belgique ? Qu'est-ce que le prolétariat est disposé à faire aujourd'hui, pas demain, mais aujourd'hui ? Cela s'exprime dans les élections communales, mais d'une manière déformée, limitée et légale.

Mais même d'une manière déformée et limitée, nous avons au travers des résultats électoraux, le même diagnostic que l'Internationale a fait en étudiant le cours du processus social en Belgique, de 1960-61 jusqu'à maintenant.

C'est-à-dire la révolution prolétarienne se prépare. La relation sociale de forces dans le pays avance de plus en plus en faveur des masses. Tout le processus se radicalise. Tout le pays se polarise de plus en plus et avance dans ce chemin. La même polarisation, la même différenciation de front entre prolétariat et bourgeoisie, qui s'exprimait en 1960-61 et qui a pu être contenue immédiatement après, est apparu dans les élections, mais, nous insistons, d'une manière légale, parce

(voir suite en page 3)

La lutte de classes dans le pays et la nécessité du programme et de la direction Prolétarienne révolutionnaire.

(suite de la page 2)

que la différenciation réelle, qui existe dans le camp ouvrier est beaucoup plus riche. Et l'avance de la différenciation de classe tend à briser tous les partis. Le P.S.C. tend de plus en plus à se briser en tendances. Non seulement la tendance de gauche, qui se développe aujourd'hui. Un secteur très grand de la droite n'a pas voté pour le P.S.C. Elle a voté pour le parti libéral. Mais le plus important c'est que le secteur traditonnel de la petite-bourgeoisie, qui vote habituellement pour le P.S.C., pas tout le secteur encore, mais une grande partie, a laissé la démocratie-chrétienne chrétienne et a voté pour les socialistes.

Mais les socialistes à leur tour ont perdu 100.000 voix, qui proviennent des secteurs du prolétariat, qui se radicalisent et ont senti la nécessité de manifester leur résolution combattive — la même d'ailleurs que dans la grève de 1960-61, la même que chaque jour dans leurs luttes partielles — au travers du P.C. particulièrement. Non pas que les masses approuvent la ligne de coexistence pacifique du P.C., la voie pacifique, mais parce que les conditions inhérentes du processus social belge reflètent les relations mondiales de forces, l'avance de la révolution mondiale sous toutes ses formes, et l'autorité, la confiance qu'ont les Etats Ouvriers aux yeux des masses malgré la chute de Krouchtchev et son remplacement par Brejnev, malgré la bureaucratie soviétique. Un grand secteur socialiste a voté pour les communistes, pas pour la politique du P.C.B. qui ne se différencie pas de la politique réformiste du P.S.B., mais pour démontrer qu'il veut suivre le même chemin qu'ont suivi les Etats Ouvriers et la révolution prolétarienne, dans les colonies et semi-colonies.

Ce processus à l'intérieur de la classe ouvrière belge se manifeste avec plus de clarté là où le prolétariat est concentré industriellement. Justement dans la région du Borinage, du Centre et à Liège particulièrement, le P.C. a obtenu beaucoup de votes. Justement là les socialistes ont perdu beaucoup de voix. De même dans la région d'Anvers, le P.C. a gagné beaucoup de voix. Tandis que dans toute une série de régions du pays, où les masses n'ont pas encore fait l'expérience suffisante, des zônes de la campagne, par exemple, mais elles sont en train d'avancer dans la même voie, celle de l'alliance avec le prolétariat, de mûrir pour les tâches de la lutte pour la révolution, ces masses-là ont appuyé le Parti Socialiste ; dans de telles zônes, en Flandre particulièrement, les socialistes ont augmenté leurs voix. Mais l'important pour nous, c'est que tout marche vers la gauche.

Dans ce processus, se donnent toute une série de phénomènes particuliers, qui montrent la même tendance.

Par exemple, ce mouvement de la Volksunie, mouvement nationaliste de droite. Dans la mesure où la révolution prolétarienne a reculé ses délais en Belgique par manque d'une direction révolutionnaire de masses, et par le rôle des appareils bureaucratiques, la petite-bourgeoisie prise dans son ensemble, en ne rencontrant pas de perspectives au travers du prolétariat, passe par des moments de désorganisation, de confusion, de vacillations, qui sont à leur tour alimentés dans les dernières années par une hausse du standing de vie. Face à cela, il y a eu et il y a toutes les manœuvres de la bourgeoisie, inclus le fameux problème du fédéralisme, de la division du pays en deux langues, et l'exploitation de ce problème par la bourgeoisie. Posadas a fait un article, qui est une résolution du Secrétariat International, sur ce problème. Vous l'avez publié dans le journal. La bourgeoisie belge a exploité le problème des langues et continue à l'exploiter, d'une manière diversionniste, parce qu'elle a conscience de tout ce qui s'est accumulé en Belgique du point de vue social. Elle essaie d'intervenir pour empêcher l'union des grandes masses autour de la perspective révolutionnaire, socialiste. Et elle se sert du fait de la division du pays en langues différentes, pour empêcher, ou essayer d'empêcher la réalisation du Front Unique Prolétarien des ouvriers flamands et wallons. Les propres partis ouvriers bureaucratisés transmettent cela comme une courroie de transmission, dans le camp ouvrier, sous l'une ou l'autre forme. C'est dans ces conditions que la petite-bourgeoisie des secteurs de la petite-bourgeoisie, par manque d'un centre ouvrier avec un programme clair dans la perspective socialiste, s'est sentie entraînée dans des tendances régionalistes, fédéralistes, et dans ce mouvement Volksunie, nationaliste de droite par son origine, fasciste même. Mais dans la mesure où le processus social va de l'avant, et par sa propre logique, impulse vers la différenciation des camps, ce même mouvement entre en crise. Dans son propre sein, surgissent des tendances de gauche qui emploient sous l'une ou l'autre forme, des mots d'ordre et un langage socialiste. C'est-à-dire que le secteur de la petite-bourgeoisie qui est encore orienté aujourd'hui et qui ne trouve pas la perspective socialiste, tend à rompre avec la droite et cherche l'alliance avec le prolétariat.

C'est un fait barométrique très intéressant ; il montre où va la Belgique, de même que les autres faits qui apparaissent dans les usines et les syndicats.

Il n'y a pas de centre national et la bureaucratie syndicale, dans toutes les régions du pays, a peur de faire des assemblées, a peur de provoquer des votes dans les assemblées, parce qu'elle n'a pas confiance que le résultat sera favorable à l'appareil. Si cela parcourt tous les niveaux en Belgique, qu'arrivera-t-il quand il existera un centre, une direction, avec de l'autorité devant les grandes masses ?

Des secteurs importants de la petite-bourgeoisie sentent l'avance de la révolution. C'est-à-dire, malgré le manque d'un centre prolétarien révolutionnaire, la petite-bourgeoisie, malgré son niveau de vie économique assez élevé, sent le stimulant de la révolution et est attirée par la révolution, par la révolution mondiale, mais aussi par le processus de mûrissement révolutionnaire en Belgique. C'est le produit de toutes les luttes quotidiennes du prolétariat belge. Les masses, sans direction, sans un centre national qui les unifie, se heurtent à des appareils, résistent à tous les freins, ont réalisé et réalisent toute une série de mouvements et avancent des conquêtes importantes comme les 40 heures. Cette méthode de lutte, cette présence de la classe ouvrière, qui ne se laisse pas démoraliser, qui ne se laisse pas abattre, c'est cela qui attire l'attention de la petite-bourgeoisie belge.

Aussi, la petite-bourgeoisie tend à abandonner la droite, tend à avancer vers le prolétariat.

Si ce processus ne s'exprime pas encore avec toute clarté, c'est parce que les masses, dans leur ensemble, ne peuvent pas encore parler leur langage à haute voix, parce qu'il leur manque un centre politique pour s'exprimer. Telle est la tâche essentielle pour l'avant-garde prolétarienne et l'avant-garde trotskyste, révolutionnaire.

NECESSITE DU PASSAGE AU SOCIALISME ET INTERVENTION DES MASSES

Posadas a fait un document très important sur l'échec du Marché Commun et la décomposition du capitalisme européen. Cet article a été adopté comme résolution par le S.I. de la IVe Internationale. Il analyse en toute clarté, les contradictions que doit affronter le capitalisme en Europe et l'obligation pour lui de réinvestir en Europe par impossibilité de maintenir la ligne d'investissements en Amérique Latine et en Afrique parce qu'il ne trouve plus de sécurité dans ces continents où la révolution gagne toujours plus de terrain. L'évolution du capitalisme en Europe à cette phase et ces problèmes du Marché Commun se répercutent en Belgique d'une manière très profonde. La concurrence va s'aiguiser, dans toute cette période, et l'expression très claire en est la crise dans le secteur automobile. Ses répercussions se font sentir en France et en Italie particulièrement, dans un processus déjà plus avancé de licenciements, mais tout cela fait partie du corps même du capitalisme et a ses répercussions avec, par exemple, les mesures de licenciements à l'usine de montage de voitures Volkswagen à Bruxelles, etc.

Que se prépare-t-il en Angleterre, en Allemagne, quel chemin va suivre l'Italie, quand on voit que les masses vont avancer de plus en plus dans leur lutte anti-capitaliste, et que les partis socialistes, communistes et travaillistes peuvent jouer encore un certain rôle, parce que les conditions pour organiser une nouvelle direction ne sont pas encore avancées d'une manière assez grande. Aussi peut-on prévoir un cours très tortueux, dont la ligne ne sera pas, comme disait ce matin un camarade sympathisant, une tendance des ouvriers à « s'introduire dans le régime capitaliste », mais, au contraire, à détruire le régime capitaliste.

Par les contradictions inhérentes à ce processus, les bureaucraties des partis socialistes et particulièrement des partis communistes sont en train de s'allier à la bourgeoisie dans le pays et à la bourgeoisie européenne — comme l'analyse Posadas — pour se substituer au capitalisme. Les lois de l'histoire ont préparé la nécessité inviolable du passage au socialisme. Les bureaucraties, en particulier communistes, orientées sous l'une ou l'autre forme par la bureaucratie soviétique, mais avec une certaine indépendance en même temps, comme la grande bureaucratie du P.C. italien, 70.000 fonctionnaires, avec leurs intérêts propres, ces bureaucraties en voyant que les conditions de la révolution avancent, s'offrant au capitalisme pour essayer que ce passage au socialisme — le passage à la propriété étatisée comme partie de ce passage — se fasse froidement, non violemment. Sans l'intervention des masses, au travers de l'action révolutionnaire.

Nous allons voir cela en Belgique aussi, d'une autre manière. Mais la situation belge préfigure déjà ce processus d'une manière particulière.

C'est cela la grande peur du capitalisme belge. Les capitalistes belges, le roi belge et le grand-duc du Luxembourg, si on mesurait réellement leur spirituel, sont encore plus terrorisés que le président du Conseil italien.

Et Moro a une tête d'un homme qui panique, nous pouvons le dire, sa photo apparaît tous les jours. Mais le capitalisme a encore beaucoup plus peur. Moro de toute façon sait qu'il peut compter sur le grand P.C., Togliatti, avant de mourir, l'a dit en toute clarté : « Nous allons empêcher la révolution prolétarienne ». Il ne l'a pas dit avec ces paroles, mais il l'a exprimé clairement. Et en Italie, la révolution prolétarienne a démontré ses forces : manifestations à l'occasion des funérailles de Togliatti, contre Togliatti, parce que c'est contre la politique du défunt que 1.000.000 de manifestants ouvriers et paysans se sont retrouvés à Rome. La révolution a démontré sa force là. La propre presse bourgeoise le voyait et l'a écrit. « La Nation », par exemple, un journal fasciste, a dit en voyant cette multitude, dont le plus grand luxe était le drapeau rouge et le foulard rouge, qu'il a eu l'impression que à n'importe quel moment, au premier signal, au moindre cri, hommes et femmes, pouvaient tout arracher. Cela montre la peur terrible de la bourgeoisie face à la masse. Et elle avait raison ! Les ouvriers eux-mêmes commentaient : « Nous sommes la majorité, pourquoi n'irions-nous pas au Quirinal, au palais du gouvernement, et prenons le pouvoir ! ». Mais Moro et le capitalisme, qui voient ce processus, comprennent en même temps le rôle du Parti Communiste.

En Belgique, c'est la même chose. Apparemment plus calme. Il n'y a pas de grand parti communiste. Mais il y a un mûrissement social de la masse qui tend à suivre le même chemin que les masses en Italie. L'avantage de ce processus est justement l'inexistence d'un appareil, il y a une multitude d'appareils, qui ont déjà perdu la confiance des masses, qui n'ont pas d'autorité devant les masses. Mais le mûrissement suit le même chemin, les masses se sentent centralisées comme en Italie, mais elles sont en train de se chercher un centre, qui n'est pas encore apparu. Elles avancent dans ce chemin.

C'est très important de comprendre la phase actuelle, parce que la différence avec le processus en Italie et en Angleterre réside seulement dans des aspects particuliers. Mais le chemin que cherchent à suivre les masses est le même. En Italie, par exemple, un centre est déjà apparu qui tend à diriger les masses, le P.S.I.U.P. (Parti Socialiste Italien de l'Unité Prolétarienne). Les tâches que la IVe Internationale accomplit dans le processus de la lutte, au moyen d'une petite équipe, en front unique, avec les courants de gauche dans le P.S.I.U.P., six mois après le Congrès Mondial, a démontré une énorme valeur, dans la mesure qu'on va gagner une énorme force dans la classe, pour transformer le cours objectif. Dans les usines, dans les quartiers, là où le prolétariat travaille dans certaines régions, la maturité générale du prolétariat italien apparaît déjà plus clairement d'une manière organisée.

Ici, se prépare la même chose, les mêmes conditions, mais d'une façon beaucoup plus importante, c'est-à-dire les bonds dans la situation objective vont être beaucoup plus importants, plus rapides.

LES TACHES ESSENTIELLES : LE FRONT UNIQUE PROLETARIEN, IMPULSER LA LUTTE ANTI-CAPITALISTE

La possibilité de passer de l'aptitude des masses pour construire groupes, courants, tendances, à l'existence même de ces groupes, courants, tendances, va être très rapide. Pour cela, sans connaître l'ensemble du processus parce que nous n'avons pas les moyens qui sont les cellules de militants dans tout le pays, nous avons déjà la possibilité de rentrer en contact avec toute une série de groupes d'usines, de groupes de gauche qui ont rompu avec « La Gauche », etc., qui s'organisent ou ont maintenu une forme d'organisation et qui se préparent à mener de l'avant les tâches anti-capitalistes.

Nos tâches essentielles aujourd'hui, c'est intervenir dans ce processus pour impulser l'organisation de ces groupes et tendances, leur développement politique, pour les orienter au travers de la lutte anti-capitaliste de classe. C'est le programme qui leur manque, et les méthodes de la IVe Internationale. La tactique essentielle aujourd'hui, c'est le Front Unique Prolétarien, Front Unique à tous les niveaux, pas avec tout le programme, sans quoi il ne faudrait pas de front unique.

Si les masses dans leur ensemble, sont en conditions de faire Front Unique avec la IVe Internationale, avec tout le programme de la IVe Internationale, en partant de mots d'ordre minimum, comme le salaire minimum vital jusqu'au gouvernement ouvrier-paysan, il ne faudrait plus de Front Unique. La politique de front unique pose justement la nécessité de faire mûrir les masses dans le chemin de la révolution, répond au fait objectif que l'avant-garde consciente est encore en minorité et qu'elle doit gagner le droit d'être la majorité devant les grandes masses. Pour cela le Front Unique. Le Front Unique que propose le Parti doit considérer avant tout le niveau de mûrissement des masses et savoir trouver, dans les usines, dans les quartiers, à la campagne, dans la lutte quotidienne, dans les milieux étudiants, comment s'associer à ces groupes, secteurs, courants, qui sont disposés à avancer dans la lutte contre le capitalisme, à travers différents points du programme, non pas de l'ensemble.

Dire que les masses, les groupes, les courants ne sont pas encore trotskystes, mais avancent vers nous et appuyent notre programme 100 % pour impulser les tâches d'aujourd'hui, c'est une attitude sectaire. Nous devons porter au niveau des masses, être capables de travailler avec les groupes et courants qui mûrissent pour les tâches anti-capitalistes, avec souplesse, d'une manière didactique, avec des mots d'ordre simples, des formes claires, un langage didactique. Expliquer à ces groupes que les Trotskystes et le programme trotskyste ou des parties fondamentales du programme trotskyste, répondent à la nécessité actuelle.

De cette façon, nous allons rencontrer des surprises. Nous allons comprendre toute l'autorité du trotskysme en Belgique, malgré les capitulards à l'intérieur de « La Gauche ». La vieille tradition du trotskysme en Belgique va renaître d'une manière très importante. Les tâches en Belgique, c'est l'application du Front Unique, souplement. Toute une série de groupes sont en train de mûrir. Ces groupes ne seront pas trotskystes, immédiatement ils ne vont pas être trotskystes. L'Internationale explique cela très clairement : les tâches du pouvoir en Belgique vont se présenter aux masses, les mêmes masses qu'en 1960-61, mais à un niveau beaucoup plus élevé, plus riche, vont se présenter bien avant que tous ces groupes aient intégré la IVe Internationale.

On ne prendra pas le pouvoir en Belgique, comme trotskystes, comme parti trotskyste de masses. Le pouvoir va être un processus compliqué et complexe, de mûrissement des masses exploitées en Belgique, sous la pression de la situation internationale et nationale ; des lois objectives qui préparent la révolution et où les masses n'auront ni la possibilité, ni l'opportunité de s'organiser, avant le pouvoir, dans l'Internationale.

Les masses vont se poser la question du pouvoir, la nécessité de créer des organismes de pouvoir, des comités, des organisations, du type soviétique, des commissions, sans être à la IVe Internationale. C'est l'aptitude des masses, leur maturité révolutionnaire, comme partie d'un processus mondial, qui prépare cette situation. Nous avons le devoir de comprendre ce processus tel qu'il se donne, pour pouvoir intervenir, chercher le Front Unique avec les courants les plus politisés, avec les groupes les plus agressifs, les plus combattifs, pour impulser les tâches concrètes. C'est cela la révolution, les tâches anti-capitalistes. C'est la nécessité pour la classe ouvrière belge, de passer de cette phase d'affrontement avec le capitalisme, dont les élections sont un exemple, à des conquêtes réelles. Pas seulement les 40 heures, la lutte pour un meilleur salaire, pour de meilleures conditions de vie, mais aussi tous les problèmes de logement dans de nombreuses régions du pays, problèmes de l'école, de l'hygiène, etc., les problèmes fondamentaux que pose l'Internationale pour la Belgique, la France, l'Italie, l'Angleterre, les nouveaux problèmes de l'automation, tous les bénéfices de l'automation à la classe ouvrière, aucun chômeur. Répondre à tous les problèmes qui existent déjà ou qui vont apparaître dans la prochaine période. Répondre d'un point de vue concret, réel, pour que l'avant-garde prolétarienne voit les trotskystes discuter non seulement des hauts problèmes de la révolution, mais aussi des petits phénomènes de la vie quotidienne.

En même temps que cette lutte, il y a la lutte pour l'unification de tout le mouvement ouvrier en une seule organisation. Dans les usines, cette union existe en fait. Il faut lutter pour une seule centrale ouvrière de toutes les masses travailleuses avec un programme anti-capitaliste. Et qui regroupe non seulement le prolétariat, mais aussi des couches et secteurs de la petite-bourgeoisie pauvre et les étudiants.

En ce moment en Belgique, les trotskystes vont gagner une grande autorité en apprenant à donner ces issues et à répondre à tous les problèmes.

Des groupes entiers de « La Gauche » ont déjà rompu avec elle. Notre devoir est de travailler en front unique avec eux non seulement pour les problèmes des usines métallurgiques où certains travaillent. Mais aussi les problèmes du pouvoir communal : passer de l'existence de la classe qui cherche le socialisme à des solutions concrètes, anti-capitalistes, qui ne se donnent pas seulement au niveau de l'usine et du syndicat, mais aussi de la commune, dans le processus de destruction du capitalisme en Belgique. Que doit être une direction socialiste dans une commune ? Ce que doit être un gouvernement socialiste dans un pays comme l'Angleterre, ou un gouvernement comme dans une province comme Bologne en Italie. Ce sont des socialistes. Qu'ils parlent le langage des masses, qu'ils mènent de l'avant la solution des problèmes de la commune, du gouvernement provincial, du gouvernement national. Là où il y a des groupes, qui en tant que socialistes de gauche ont gagné un petit pouvoir, ils doivent accomplir les tâches du pouvoir ; en tant que conseillers communaux, ils ne doivent pas administrer les biens de la bourgeoisie. Ils doivent se différencier de la bourgeoisie. De cette plate-forme, faire entendre le point de vue des prolétaires dont parlait Lénine.

Le prolétariat, en tant que classe a une opinion politique, concrète, face à chaque problème de la société moribonde. Tous les problèmes doivent être résolus par la classe ouvrière. Le prolétariat et son avant-garde consciente doivent donner une solution à tous les problèmes, que le capitalisme n'a pas su résoudre, malgré son niveau d'accumulation capitaliste. Les masses belges peuvent donner une solution. Mais ce n'est pas encore la question du pouvoir qu'elles vont résoudre, il faut commencer à donner une solution. Tel est le mot d'ordre de l'Internationale pour la révolution qui avance. Il y a des années que le B.L.A. a dit : « Il ne faut pas attendre un gouvernement ouvrier-paysan national en Bolivie pour mener de l'avant les tâches de la révolution. Tout le pouvoir aux mineurs en Bolivie ! Commencez les tâches de la construction d'une nouvelle économie ». Des années se sont écoulées et maintenant, nous nous trouvons, depuis le 7e Congrès Mondial, face à un processus de prise de pouvoir en Bolivie, dans les mines. Et après une étape d'expérimentation, apparaît un gouvernement ouvrier populaire en Front Unique avec notre mouvement. Il ne faut pas attendre le triomphe national.

D'un point de vue général, toute la Bolivie est révolutionnaire. Comme tout le Congo est révolutionnaire. D'un point de vue général, toutes la masse italienne tend à prendre le pouvoir. Idem en Angleterre et en Belgique. Mais il manque une direction, une direction nationale, qui donne une réponse à cette aspiration de la masse. Alors le processus est beaucoup plus complexe et l'avant-garde révolutionnaire trotskyste doit comprendre cela dialectiquement, pour s'incorporer

(voir suite en page 7)

La lutte pour un parti marxis et les tâches de la section belg

Les récentes élections en Belgique montrent d'une façon indiscutable que le processus de développement de tendances révolutionnaires, d'un secteur de l'avant-garde prolétarienne et petite-bourgeoise, s'incline vers des positions révolutionnaires, et qu'il montre leur désir, leur volonté de lutter pour un programme de classe. Le Parti Socialiste a perdu une quantité très grande de votes, les Sociaux Chrétiens aussi ; par contre, le Parti Communiste a quasiment doublé ses votes, et le Parti Communiste pro-chinois a obtenu 8.000 votes, ce qui est presque le tiers des votes obtenus par le P. C. Ce succès électoral du P. C. et du P. C. pro-chinois n'est pas dû au programme, à la politique de ces partis. Ces deux partis ont une politique réformiste, conciliatrice avec le P. S. Les votes donnés par les ouvriers et la petite-bourgeoisie à ces partis indiquent le désir d'un secteur important des masses exploitées de voter contre la politique de conciliation avec le capitalisme. Il n'y a pas un autre centre d'unification de classe que ces partis. La « Gauche » a complètement échoué ; elle est en liquidation et, dans peu de temps, elle cessera d'exister et d'avoir une importance politique même si organisationnellement elle peut survivre. Elle ne pèse ni ne pèsera dans la vie politique du pays. Les masses ont cherché à donner un appui hors du P.S.B. C'est la forme la plus éloquente de montrer leur tendance vers la gauche et la recherche d'un centre pour faire peser leurs intérêts.

IL SE PREPARE EN BELGIQUE UNE NOUVELLE CRISE COMME EN 1960-1961

Les grèves qui ont eu lieu, la tendance à l'occupation des usines, la tendance des ouvriers à défendre leurs délégués contre la prépotence patronale et contre le front unique patrons-délégués syndicaux socialistes et chrétiens, la tendance des ouvriers à défendre les délégués qui sont contre la politique officielle du P.S.B. ou du P. C. ou des directions syndicales, montrent qu'ils veulent rechercher un nouveau centre de regroupement, qu'ils sont en train de chercher hardiment un centre où pouvoir manifester leurs intérêts et leur esprit et volonté de lutte de classe. Les votes au P. C. de Breznev et au P. C. pro-chinois sont une indication de la ligne que prennent les ouvriers et de la forme sous laquelle s'exprime la tendance de classe et révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier en Belgique. La Belgique avance vers un nouvel affrontement d'une crise qui peut conduire à court délai à la crise de 1960-1961. Après de nombreux efforts et tentatives des directions socialistes et communistes de demeurer sur le plan de la politique réformiste et conciliatrice avec le capitalisme, les masses, balayant les tentatives de répression de la part des directions syndicales et du P. S., ont manifesté contre l'intervention de l'impérialisme belge au Congo et en faveur des masses révolutionnaires du Congo, et ainsi elles manifestent — et c'est une partie de l'expression des masses belges — leur désir d'une politique révolutionnaire et de classe. De nouveau comme en 1960-1961, les masses se manifestent contre l'impérialisme belge, et elles le font non par l'intérêt d'augmentations de salaires ou d'améliorations du travail, mais guidées par un sentiment solidaire de classe internationale, qui exprime une conscience révolutionnaire élevée. **Le recul du P. S. B. et du P. S. C., mais aussi le développement d'une tendance de droite fasciste, est ouvert, et les votes au P. C. pro-chinois, les manifestations contre l'impérialisme belge, les manifestations contre Tschombé et le gouvernement fantoche au service des impérialismes belge et nord-américain dénotent une tendance vers la polarisation des tendances et de la lutte de classe, et qui s'exprimera dans les prochaines étapes.**

La situation économique en Belgique ne tend pas à s'élever ; elle va subir dans peu de temps la crise même du Marché Commun Européen qui, sans entrer dans une crise de chômage global, va augmenter le coût de la vie, va créer des difficultés à l'augmentation des salaires ; et la nécessité de la concurrence, et les dépenses de l'armement pour la guerre atomique de l'impérialisme belge, vont tendre à faire peser chaque fois plus sur les masses belges la diminution des salaires et l'augmentation du coût de la vie. Il se prépare de grandes luttes, et en conséquence, la tendance marxiste révolutionnaire, le Parti Ouvrier Révolutionnaire Belge (section de la IVe Internationale) doit se lancer à une politique de Front Unique en l'établissant depuis les plus petites usines, le quartier et jusqu'aux grandes luttes pour des élections syndicales et de nouvelles élections. Une erreur très sérieuse de la section belge de la IVe Internationale — et qui a de graves conséquences — est de ne pas avoir su trouver le chemin pour intervenir dans les élections, et cela a permis en conséquence la compétition du P. C. pro-chinois. En intervenant, la moitié des 8.000 votes au P. C. pro-chinois et des votes au P. C. était pour notre propre parti. Les ouvriers ont voté pour les pro-chinois et pour le P. C. en recherchant un centre d'opposition à la politique officielle du P. S. conciliatrice avec le capitalisme. Le prolétariat belge n'avait pas un autre moyen de s'exprimer. L'erreur commise est due à une timidité encore de notre section et au manque de dynamisme suffisant, de l'agilité et de l'agressivité suffisantes pour trouver le chemin qui aurait conduit à pouvoir se présenter aux élections. Ce ne sont pas des empêchements matériels et organiques, mais la faiblesse et la timidité de la section même. Notre section doit comprendre qu'elle a une force infiniment supérieure à celle qu'elle manifeste actuellement, et qu'il lui manque le dynamisme suffisant et qu'elle reste enfermée dans une activité très limitée.

Ceci est la conclusion fondamentale à tirer. **Dans la prochaine étape, il faut une politique tendant à regrouper groupes, tendances et secteurs qui recherchent une politique révolutionnaire. Les élections ont montré que la porte reste ouverte à notre parti pour ce Front Unique qui commence des points les plus limités vers les conclusions les plus importantes.** D'autre part, cette faille de la section belge est une partie fondamentale et importante, mais elle est accompagnée par une activité et une grande intervention dans d'autres aspects de la lutte de classe et révolutionnaire en Belgique.

LA LUTTE POUR UN PARTI MARXISTE REVOLUTIONNAIRE EN BELGIQUE

Un fait important que les camarades de Belgique doivent considérer est le triomphe du P.S.I.U.P. en Italie. 800.000 votes donnés au P.S.I.U.P. sont des votes donnés au courant révolutionnaire ; ce ne sont pas des votes donnés au courant conciliateur, mais donnés contre le P.C.I. Les 8.000 votes aux pro-chinois, les 20.000 votes au P.C.B. sont aussi contre la politique pro-capitaliste qui, en Belgique, n'est pas menée par le P.C. parce que ce n'est pas lui qui décide des luttes. Mais en Italie, si ! C'est pourquoi les masses en Italie ont voté pour le P.S.I.U.P. contre le P.C.I. ; mais en Belgique, où le P.C. n'est pas celui qui décide, mais le P.S.B., les masses ont cherché de cette manière à faire pression pour diriger une lutte contre le P.S.B. L'organisation des courants révolutionnaires en Europe est déjà en marche. C'est sur cette base que nos camarades belges, que les camarades de la section de la IVe Internationale en Belgique doivent appuyer leur politique de lutte pour un nouveau courant révolutionnaire en Belgique. Peu importe qu'on les appelle divisionnistes. Le mouvement ouvrier est divisé en 20 morceaux ; le Mouvement Populaire Wallon, le mouvement flamand sont tous des divisions du mouvement ouvrier. Ce qu'il est nécessaire de faire actuellement est frapper la conscience, la volonté, l'expérience récente, vivante des masses belges, pour appeler à l'organisation d'un parti socialiste révolutionnaire, un parti marxiste révolutionnaire basé sur le programme de la lutte pour le pouvoir, pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Notre pire ennemi, notre principal ennemi est dans la maison : c'est l'impérialisme belge, c'est le capitalisme belge. Nos principaux amis sont les masses exploitées du monde ! Front Unique immédiat pour se présenter dans toutes les luttes, et un programme d'agitation et de revendication prolétariennes, journées moindres de travail, augmentations de salaires, échelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail, étatisation des principales industries, etc.

La lutte pour le nouveau parti en Belgique n'est pas une lutte partielle de la Belgique. C'est un développement de luttes qui existaient déjà en Italie, et en France aussi à une moindre échelle, et qui existera prochainement en Angleterre aussi. Le Parti Travailliste a triomphé, Wilson fait la politique de l'impérialisme, mais les masses la font contre Wilson. Mais cette fois, les masses anglaises ne seront pas longtemps seules. Le seul fait de l'existence du P.S.I.U.P. indique qu'existe déjà la base pour le développement dans toute l'Europe d'un courant marxiste révolutionnaire, même si elle n'est pas encore consciente et si le P.S.I.U.P. ne se dispose pas à le faire, n'ayant pas conscience de sa propre force et de l'objectif précis et clair : lutter pour conquérir la direction du prolétariat en Europe. Cependant, si le P.S.I.U.P. ne lutte pas pour la direction du prolétariat en Italie, et à travers elle en Europe, ce qu'il ne peut faire qu'à travers la lutte pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan, il n'a pas de raison d'exister et il disparaîtra. Mais déjà la force électorale du P.S.I.U.P., démontrée dans cette campagne, démontre à son tour qu'il y a une base énorme et forte, ouvrière, paysanne et petite-bourgeoise qui cherche un parti marxiste révolutionnaire ; et même si cette direction du P.S.I.U.P. refuse de répondre à la nécessité historique de l'organisation d'un courant marxiste révolutionnaire, les bases existent déjà pour que surgisse à l'intérieur même du P.S.I.U.P. un autre courant qui prendra sa place dans l'histoire pour organiser le courant marxiste révolutionnaire. C'est avec cette confiance que les camarades belges doivent se lancer à cette campagne du nouveau parti, dans les conditions que déjà nous avons exposées. Déjà est en marche le courant marxiste révolutionnaire en Europe, courant marxiste qui tend à être de masse. C'est sur cela qu'il faut s'appuyer.

La possibilité de la création d'un nouveau parti socialiste est impérieuse, mais non immédiate. L'on ne peut lancer d'un moment à l'autre la constitution d'un parti socialiste sans auparavant le faire précéder d'une campagne d'agitation qui tende à faire sentir aux secteurs de l'avant-garde ou à l'avant-garde du mouvement ouvrier belge quelles sont les intentions de ce parti, ce qu'il veut, pourquoi il s'organise, pourquoi il sort à lutter. C'est cela faire sentir et faire connaître le programme révolutionnaire de la lutte pour le pouvoir ouvrier en Belgique. Organiser un parti actuellement, immédiatement, c'est favoriser les plans empiriques, conciliateurs, travestis de gauchisme de Mandel et Cie. Ils n'ont pas intérêt à agiter dans la classe ouvrière la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire car ils ne veulent pas se compromettre, ils ne veulent pas le contrôle de la classe ouvrière, ni ne veulent la pression de la classe ouvrière. Nous, si. D'où la nécessité d'une agitation préalable, d'une activité préalable destinée à exalter, à stimuler, à appeler au contrôle, à l'intervention des couches de l'avant-garde prolétarienne, à ce qu'elles interviennent dans la constitution du nouveau parti, et même si elles n'interviennent pas physiquement par leur vote, leur adhésion ou leur présence, qu'elles interviennent par leur attention, leur contrôle, leur jugement ou par leur participation de l'extérieur, mais en suivant, en étant dans les événements, ce qui est une manière d'intervenir ; et demain elles vont le faire et elles vont contrôler.

LA POLARISATION DE CLASSE ET LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

Il y a une polarisation de classe ; l'on tend à une polarisation de classe. Le Parti Socialiste sent la nécessité de s'organiser de manière à empêcher les fluctuations,

Appel à soutenir le financement de « LA LUTTE OUVRIERE » bi-mensuelle

Nous faisons un appel à tous nos lecteurs, sympathisants et membres du Parti, pour appuyer notre campagne financière pour soutenir l'apparition bi-mensuelle de « La Lutte Ouvrière ». Dans les conditions actuelles de lutte et de mûrissement des masses dans le pays, le rôle du journal est fondamental. Nous encourageons tous les camarades à verser des cotisations mensuelles de soutien, à s'abonner et faire des abonnés, à se faire responsables de la vente d'une quantité de journaux parmi leurs camarades de travail.

Ce numéro est consacré spécialement aux problèmes de la lutte anti-capitaliste et de la construction de la direction révolutionnaire en Belgique. Nous invitons tous les camarades à impulser la discussion en fonction du contenu de ce numéro.

Noure prochain numéro contiendra, en plus d'autres matériels, une résolution du Secrétariat International sur le Congo, un article du camarade J. Posadas sur la Crise du Marché Commun Européen et des Partis Socialistes et Communistes en Europe.

Tant que nous ne pourrons pas résoudre le problème des finances, nous nous verrons obligés de sortir des éditions de 6 et 4 pages. Le prochain numéro de « La Lutte Ouvrière » paraîtra le 5 février.

Le Comité de Rédaction.

e révolutionnaire en Belgique
de la IVme Internationale

par J. Posadas

à empêcher que ne pénètre la pression des secteurs révolutionnaires du prolétariat, de l'avant-garde révolutionnaire. Mais en même temps que cette nécessité d'éliminer les secteurs qui peuvent transposer à l'intérieur du Parti fluctuation, pression des secteurs de l'avant-garde révolutionnaire et du prolétariat et, en conséquence, de liquider la gauche parce que déjà il n'en a plus besoin, il ne peut se détacher de la direction ouvrière. Sa relation avec la classe ouvrière se fait à travers du mouvement syndical, à travers de l'appareil syndical et parlementaire. Il doit de toute façon faire un pacte, un contrat avec la bureaucratie, et maintenir le contrat qu'il a actuellement. La bureaucratie a ses propres intérêts, et une fusion du P.S. avec la droite liquiderait la direction syndicale. Celle-ci va s'y opposer et il va y avoir une nouvelle crise dans le P.S.B. si la direction du P.S.B. veut fusionner avec les démocrates-chrétiens, ce que nous excluons parce que ce serait l'élimination du P.S.B. Qu'il y ait des tentatives de la droite du P.S.B. à rechercher l'unification comme garantie pour soutenir un puissant parti ne dépendant pas de la base et faisant une combinaison entre la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie aisée et pauvre (qui s'incorporerait à travers le P.S.) ainsi que le prolétariat et quelques paysans, il est évident que la droite a cet intérêt. Mais comme parti, elle ne peut le faire. La bureaucratie syndicale, les carriéristes parlementaires se trouveraient délogés parce qu'ils ne pourraient concurrencer avec les secteurs bourgeois ou avec la petite-bourgeoisie qui est sous contrôle capitaliste. Par contre, est très petite la possibilité qu'ils auraient de se maintenir avec une clientèle électorale petite-bourgeoise. Les dirigeants socialistes ne sont que des vendeurs de contrats électoraux. Ils ont une clientèle électorale qu'ils doivent soigner, et la bureaucratie syndicale aussi. Une lutte ultérieure dans le P.S.B. est presque inévitable. La bureaucratie syndicale va vouloir demeurer à ses postes, et même, il n'est pas exclu qu'il y ait une réaction des secteurs de la direction syndicale cherchant à maintenir le contact avec les masses, soit sous forme de grèves, soit sous la forme de quelque mouvement, il faut intervenir et, en même temps qu'intervenir, appeler à l'organisation d'un nouveau parti socialiste, avec le programme de contrôle ouvrier, d'échelle mobile des salaires, de journée mobile des heures de travail, de droits démocratiques des masses, et un programme **anti-impérialiste.** Tout nouveau parti, toute nouvelle organisation, toute nouvelle activité du prolétariat doit être basée, comme une de ses prémices essentielles, sur **hors du Congo l'impérialisme ! Hors d'Afrique l'impérialisme ! Liberté pour les masses, indépendance des colonies ! Du Congo ! Appui inconditionnel à la révolution coloniale !** Tel est le point essentiel de tout notre programme. Il n'est pas exclu que « La Gauche » tente de spéculer en essayant de canaliser le mécontentement qui existe dans le P.S.B. Mais elle n'a ni politique ni programme pour le faire. Elle a été compromise durant tout le passé récent — et l'antérieur — avec la politique du P.S.B. Elle a besoin de nous, elle nous craint, elle essaye de nous écraser, mais elle a à la fois besoin d'une certaine base, d'une certaine influence, d'un certain prestige — ou notre prestige — pour se couvrir et attirer la base sous son contrôle. Ils ont confiance non pour gagner politiquement, mais pour décider numériquement, parce qu'ils ont un plus grand nombre, un plus grand poids social. Il ne peut se faire aucun accord sur un nouveau parti socialiste disimulé, mais public ! une discussion publique sur tel programme, même avec Mandel, avec qui que ce soit, pour l'organisation d'un nouveau parti sur la base de ce programme, de cette politique, avec l'intervention des masses. Et de plus un appel aux directions, aux cadres du P.S.B. à lutter pour ce programme, analysant, adressé à eux, montrant avec une analyse que le recul actuel électoral n'est pas un recul de la volonté combattive des masses, sinon une condamnation de la politique opportuniste, réformiste, bourgeoise du P.S.B. Le programme révolutionnaire signifie un centre pour que s'organisent les masses. C'est sur cette base que pourra se développer dans un délai pas très éloigné un nouveau parti socialiste. Outre qu'il va être accompagné par la crise qui, à très bref délai, va éclater dans le mouvement ouvrier européen.

LE PROGRAMME ET LES TACHES DE LA SECTION BELGE

Notre section doit maintenir régulièrement son journal, elle doit élever les cotisations de ses membres, de manière à assurer l'édition régulière bi-mensuelle du journal et la vente du journal, et de plus une intense activité syndicale qui, dans la prochaine étape, aura une importance fondamentale. Il faut tirer des tracts, des bulletins, des suppléments, des appels au Front Unique, des appels à lutter pour des points minima de revendications syndicales jusqu'aux points les plus élevés des élections de dirigeants et pour un programme de classe et révolutionnaire. Surtout considérant que dans cette étape, déjà le capitalisme s'est lancé dans l'élimination des délégués syndicaux qui répondent consciemment, loyalement aux intérêts de classe des ouvriers, dans l'augmentation du coût de la vie, le licenciement massif de délégués syndicaux dont le comportement est révolutionnaire, la fermeture des mines, la fermeture des usines. Le programme doit répondre à ces nécessités. Aucun délégué ne doit être chassé ! Démocratie syndicale ! Défense inconditionnelle de tout délégué et militant ouvriers ! Aucun licenciement d'ouvriers ! Même si on lui paie une indemnité ! Echelle mobile des salaires ! Journée mobile des heures de travail ! Etatisation des mines ! Etatisation des entreprises moyennes et importantes du capitalisme ! Réforme agraire ! Appui aux petites entreprises paysannes ! Traitement et droits égaux pour les ouvriers espagnols, italiens, grecs, turcs, etc. ! Droit égal dans le salaire, dans les droits sociaux, juridiques et constitutionnels à ceux du prolétariat belge ! Défense et revendication inconditionnelles des droits des masses qui travaillent en Belgique ! C'est la manière de les égaler, de faire le Front Unique Révolutionnaire des masses exploitées. Les ouvriers espagnols, italiens, turcs, grecs, etc., sont dans la même situation que les ouvriers belges : exploités par la même bourgeoisie. La bourgeoisie ne leur donne pas de droits juridiques comme au prolétariat belge afin de tenir un moyen d'exploitation et de différenciation entre eux, pour pouvoir s'appuyer sur le prolétariat belge contre eux et en même temps, s'appuyer sur eux pour faire pression sur le prolétariat belge et faire diminuer le salaire. Cette mesure de la bourgeoisie belge est partagée et approuvée, appuyée directement ou indirectement par la direction des syndicats. « La Gauche », une partie de la gauche du P.S.B., qui eut l'opportunité de se développer dans le cours révolutionnaire du pays, a démontré être liquidée. La manière de mesurer le développement des tendances révolutionnaires est que dans les crises du pays, « La Gauche », avec des moyens suffisants, avec de l'argent et avec des députés, a été incapable de croître et de se développer. Elle ne le fit pas, non seulement de par une incapacité de sa direction, mais parce que sa politique était aussi conciliatrice, réformiste, capitulatrice et opportuniste que celle de la direction du P.S.B.

Il faut ajouter la lutte pour d'autres revendications du prolétariat belge : l'égalité de la femme : A travail égal, salaire égal ! Que cela soit réellement appliqué ! La bourgeoisie n'a pas d'autre remède que d'éluder l'accomplissement de cette égalité. Mais à son tour, l'égalité de l'homme et de la femme dans le travail doit être aussi dans le mouvement syndical : représentation proportionnelle de la femme à la direction du mouvement ouvrier, ainsi que d'hommes et de femmes pour chaque lieu de travail ! Droit à la fraction, aux tendances, représentations proportionnelles des tendances ! Complète démocratie syndicale ! Programme de revendications générales des masses et aussi l'appel vers une seule Centrale Prolétarienne en Europe ! Discussion sur les puits de charbon pour empêcher de nouvelles attaques aux masses, contre les fermetures de puits de charbon, et exiger le maintien et l'amélioration technique, sans diminution du niveau de vie atteint ni du salaire des ouvriers. Que l'on continue à exploiter les puits en améliorant leur capacité technique et en augmentant la productivité ; et que les avantages de la productivité aillent au bénéfice des masses, en diminuant les heures de travail, en maintenant et en augmentant le prix de la journée. Pour une Centrale Syndicale Unique de l'Europe ! L'unification de tout le prolétariat du charbon de l'Europe, avec un programme de revendications communes. Sur cette base : à plus grande productivité, moins de temps de travail, plus grande augmentation de salaire ! Contrôle ouvrier et étatisation de toutes les entreprises de charbon, d'acier, etc. Défense inconditionnelle de la révolution congolaise, manifestations, campagnes, appels à la petite-bourgeoisie ; comme auparavant pour l'Algérie ; actuellement : appui inconditionnel à la révolution congolaise. La lutte des masses congolaises aide d'une façon efficiente et historiquement puissante la lutte même des masse belges pour la défense de leurs intérêts vitaux, contre l'exploitation capitaliste et pour le renversement du capitalisme.

Il faut mener une intense vie intérieure, une intense discussion et vie de parti, accroissement constant, formation et fonctionnement de fractions et tendances dans les centres de travail. Régularité du journal flamand ronéotypé ; il faut organiser l'activité pour réaliser les tâches.

L'on doit apporter une attention spéciale à la tâche du front unique. En l'absence de syndicats, de vie syndicale démocratique, en l'absence de possibilité pour les ouvriers de pouvoir influer eux dans les syndicats, parce qu'il n'y a pas une vie syndicale démocratique, la lutte pour le front unique, même pour des points minimes, aura une importance très grande dans la prochaine étape. Il est nécessaire d'aider les secteurs d'avant-garde du prolétariat qui veulent trouver le chemin de la constitution d'une tendance révolutionnaire, ou qui veulent peser et faire pression à l'intérieur du P.S.B., à l'intérieur des syndicats, vers la formation de groupes pour déterminer une politique révolutionnaire. Pour toute une étape, on passera par la politique de front unique pour regrouper différents groupes et tendances, à différents niveaux, dans les usines, les quartiers, les bureaux, etc., sur le chemin de la lutte révolutionnaire.

En ce qui concerne l'organisation des différents syndicats : socialistes, chrétiens, Wallons, flamands, etc., il est nécessaire que notre parti lance la consigne d'une seule Centrale syndicale, unification des ouvriers chrétiens avec les non-chrétiens, unification des catholiques avec les non-catholiques, sans distinction d'idéologie ni de pensée religieuse, mais unifiés par le programme de classe et révolutionnaire. Dans ce sens, il faut rendre propices des comités d'usine dans lesquels interviennent toutes les tendances. L'existence de plusieurs syndicats, ou la tendance à l'organisation de nouveaux syndicats est un facteur de division, d'entrave pour le développement de la lutte de classe des masses exploitées. Face à cela, les masses belges ont démontré leur unification dans leur désir de lutte contre le capitalisme, contre l'exploitation. C'est en ce sens qu'il faut donner une importance très grande aux appels à l'unification et au front unique pour impulser un seul syndicat, en commençant par des comités d'usine dans chaque usine, et auxquels soient incorporés les ouvriers des différentes tendances pour lutter pour un programme de revendications minima vers la lutte pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Il faut faire des campagnes, des meetings, des appels dans les usines en soutien de la révolution congolaise, de la même façon que la campagne pour la liberté des prisonniers révolutionnaires en Espagne, parmi lesquels les camarades trotskystes. A propos du Mouvement Populaire Wallon, il faut insister dans la lutte pour empêcher la décomposition que signifie le mouvement à part, en tendant, à travers des appels au front unique, à les unir tous. Wallons et Flamands, etc., ce qui est l'unique manière d'empêcher la partialisation du mouvement sectaire du Mouvement Populaire Wallon qui sert à maintenir divisé le prolétariat et qui bénéficie uniquement à la bourgeoisie et au carriérisme bureaucratique, conservateur de la bureaucratie politique et syndicale.

J. POSADAS.

17 décembre 1964.

REUNION ELARGIE DU BUREAU POLITIQUE

A la date du 6 décembre 1964, s'est réalisée une réunion élargie du B.P., avec l'assistance de camarades de la section française, de la section italienne et d'un représentant de l'Internationale.

L'ordre du jour suivant s'est développé :
Discours d'ouverture, par le camarade Stéphane. Situation nationale, par le camarade Arroyo. Conception bolchévique du Parti, par le camarade Nadine. Situation internationale, par le camarade Samuel. Discours de clôture, par la camarade Sonia.

Des résolutions furent votées sur chacun des points, des saluts à tous les militants de l'Internationale emprisonnés, résolution d'impulser la campagne pour la liberté de tous les militants révolutionnaires emprisonnés en Espagne, saluts aux sections de l'Internationale, au Secrétariat International et au camarade Posadas pour le rôle fondamental qu'ils accomplissent dans cette phase de développement de la révolution mondiale.

La réunion s'est déroulée dans une ambiance très fraternelle et s'est terminée sur le chant de l'Internationale.

Dernière minute

COMMUNIQUE DU COMITE-PILOTE EN FRANCE

Nicole Boyer et Gabrielle Hildenbrandt, ressortissantes françaises, arrêtées à Barcelone en juin dernier en même temps que plusieurs dizaines de militants espagnols viennent de sortir de prison, en liberté provisoire, après le versement de la caution de 10.000 pesetas. Le **Comité pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne** salue cette libération qui a été rendue possible grâce à l'attitude des intéressées, de leurs avocats, de l'action de toutes les forces qui, en Espagne, luttent contre l'arbitraire du régime et pour les droits démocratiques et syndicaux, grâce au mouvement d'opinion en France et dans d'autres pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique Latine qui s'est manifesté pour cette cause en ayant commencé à verser de l'argent pour la caution exigée par les autorités franquistes. Cette libération doit encourager l'action pour que tous les militants qui restent dans les prisons, déjà condamnés ou en attente de jugement, recouvrent une liberté définitive ; pour que ceux qui bien qu'en liberté provisoire risquent de lourdes peines, soient acquittés.

Le Comité salue l'action du groupe d'avocats (parmi eux : Mes Beauvillard, de Felice, Lallemand, Rein, Stul, Zavrian, Basso, Luzzato, Serra, Walter, Sommerhausen, Lallemand) qui, en France, en Italie, Angleterre, Belgique à travers la délégation qui vient de se rendre en Espagne, a contribué à ces mises en liberté provisoire.

Le versement de la caution a été rendue possible grâce à des prêts et des participations pour lesquelles le Comité remercie tous ceux qui y ont contribué. Le Comité lance un nouvel et urgent appel à maintenir l'action de solidarité financière qui lui a été apportée pour lui permettre le remboursement des prêts, pour faire face aux multiples frais qu'entraînent la poursuite et l'intensification de son action.

LE COMITE
POUR LA LIBERATION DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES ET SYNDICAUX EN ESPAGNE

Parmi les membres du Comité : **C. Audry, S. de Beauvoir, F. Binanrd, J.-M. Bleibtreu, M. Blum, Beaufrère, J. Busse, J. Cassou, J. Clerte, E. Depreux, J.-M. Domenach, M. Duras, C. Gategno, M. Jardot, R. Lapeyre, M. Leiris, J. Lochard, D. Mayer, M. Nadeau, R. Paris, J. Peron, B. Pingaud, J. Pierre, J.-P. Sartre, L. Schwartz, Vidal-Naquet, J.-M. Vincent, Tanguy-Prigeant, R. Wognensky P. C. R. (Trotskyste).**

*
**

Les fonds peuvent être adressés : SANTERNE, 4bis, rue Bouloi, Paris 1er — C. C. P. PARIS 21 418 93

Unifier les luttes partielles

(suite de la page 1)

des autres. Et aucun mouvement ne s'accompagne d'une véritable mobilisation de tous les ouvriers, dans des meetings expliquant à la population le sens des revendications ; dans des commissions d'ouvriers qui se mettent en contact avec les autres secteurs ; dans de vértiables comités de grève qui fonctionnent comme des comités d'usine ; dans des assemblées permanentes permettant à tous les ouvriers d'intervenir avec toute leur initiative et toute leur force ; dans des bulletins d'informations quotidiens enregistrant le développement des mouvements.

Les patrons et le capitalisme dans son ensemble tirent avantage de cela. Cependant, la faiblesse sociale et économique du capitalisme est énorme. Au moment même où s'élève la révolution congolaise, qui a déjà mis en déroute le rôle d'assassins de l'impérialisme américain, belge, anglais, et de leur instrument Tshombé, le prolétariat en Belgique entre dans de grandes luttes. La stratégie de classe, l'intérêt et le point de vue de classe du prolétariat exigent de frapper maintenant pour obtenir l'ensemble des revendications. C'est maintenant que l'ennemi commun des masses belges et des masses congolaises peut être attaqué simultanément !

La faiblesse du capitalisme s'exprime dans le recours aux ministres socialistes pour appliquer et essayer de justifier la réquisition des ouvriers du port d'Anvers.

Devant cette situation, on ne peut pas tirer tous les avantages avec la méthode des pressions et des mouvements partiels : c'est-à-dire, en dernière instance, avec la conciliation. Il faut faire intervenir la classe, mobiliser les masses dans des meetings, des manifestations, sortir dans la rue. Il faut préparer sur cette base la mobilisation générale, en unissant dans un même programme de revendications les intérêts de la masse exploitée.

Le coût de la vie continue à augmenter. La réduction des heures de travail et les licenciements s'intensifient. On annonce des fermetures d'entreprises. Les mesures patronales pour augmenter le rendement de la main-d'œuvre se multiplient. Le capitalisme belge, de même que le capitalisme européen, doit diminuer le coût de production devant une concurrence qui s'aiguise plus chaque jour.

Les masses ne doivent pas payer les difficultés du capitalisme ! La concilliation, les freins bureaucratiques qui empêchent l'intervention directe des ouvriers favorisent le patron. Il faut unir les mouvements partiels, les coordonner entre eux, en organisant depuis la base, les liens nécessaires ; avec des commissions d'ouvriers, piquets de masse, comités d'entreprises, qui imposent la mobilisation réelle des masses, leur intervention directe. Il faut préparer de cette façon les conditions organisatives pour la grève générale.

Pour freiner ce processus, la direction des métallurgistes, qui avait parlé avant de la nécessité de revendiquer les 40 heures, a accepté — sans que les ouvriers entrent en lutte ! — les 44 heures par semaine.

Il ne faut pas céder ! Il faut imposer les 40 heures par semaine avec le paiement de 48 heures et les tâches de 40 heures. Tous les bénéfices de l'automation doivent revenir aux travailleurs ; il faut empêcher l'augmentation des cadences. Contre le coût de la vie qui augmente, revendiquer l'échelle mobile des salaires, le salaire minimum vital, établi et contrôlé par des commissions d'ouvriers, d'employés ; de maîtresses de maison ; contre les menaces de fermeture, réduction d'horaires, contre les licenciements, imposer la journée mobile des heures de travail. Le droit au travail est inviolable. Les ouvriers doivent partager entre tous le travail existant avec le même salaire. Les familles ouvrières doivent vivre ! Si le capitalisme est impuissant pour assurer un niveau de vie digne, alors il doit être exproprié !

Il faut commencer par appliquer le contrôle ouvrier, et mettre à nu les mensonges du capitalisme sur ses profits, en imposant l'ouverture des livres de comptes.

Les luttes actuelles donnent la base pour que les militants d'avant-garde impulsent et organisent la volonté anti-capitaliste de la classe, et développent les conditions politiques et organisatives pour la construction de la nouvelle direction prolétarienne révolutionnaire.

Il existe des groupes d'ouvriers socialistes, communistes, trotskystes, syndicalistes révolutionnaires dans toutes les usines. Ils doivent se mettre en contact, établir des liens, se transmettre leurs expériences, constituer des commissions qui unissent usines et régions, tendre à organiser des comités d'usine.

Au moment même où se développent les luttes actuelles, le P. S.B. montre clairement une fois de plus son rôle d'instrument du capitalisme et sa profonde crise. Mais cette crise est aussi celle de « La Gauche », qui n'a pas eu de programme anti-capitaliste, ni de conception prolétarienne pour construire un courant socialiste révolutionnaire. Pour cela, une partie des dirigeants gauchistes ont déjà rencontré les conditions imposées par la direction du P. S.B., les autres cherchent encore à concilier.

La lutte pour impulser les revendications anti-capitalistes, en partant de chaque grève et préparant la mobilisation générale ; la lutte de l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire pour une nouvelle direction prolétarienne dans le pays, est unie à la lutte pour briser la conciliation avec la droite P.S.B., et préparer les conditions pour un nouveau parti socialiste révolutionnaire qui organise la volonté révolutionnaire des masses dans la perspective du pouvoir ouvrier et paysan, dans l'alliance avec la révolution congolaise mondiale et avec les Etats Ouvriers.

La lutte pour le programme d'action immédiate ouvrira la voie pour cette perspective. Pour les 40 heures avec le salaire de 48 heures et des tâches de 40 heures. Contre tout licenciement, réduction d'horaire, journée mobile des heures de travail, occupation des entreprises, contrôle ouvrier ! Pour le salaire minimum vital et l'échelle mobile des salaires. Pour que le développement de l'automation profite aux ouvriers. Intégration des primes dans les salaires. Pour le triomphe de l'ensemble des revendications ouvrières pour lesquelles sont déjà partis en lutte les ouvriers du port d'Anvers, de l'industrie du pétrole, des transports en commun, des mines, de la métallurgie, etc.

Pour l'organisation de comités d'usine, commissions inter-usines, qui unissent les luttes partielles, pour le Front Unique Prolétarien pour préparer sur ce programme la mobilisation de l'ensemble des masses exploitées.

Le 17 janvier 1965.

POUR VOUS ABONNER

ABONNEMENT ORDINAIRE :
6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS
1 an — 24 numéros : 100 FRANCS
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS

Prière de s'adresser :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND
Pour la correspondance :
Même adresse.

PROGRAMME
DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section Belge de la IVe Internationale :

Appelle la classe ouvrière, les militants de base du P.S.B., de la F.G.T.B., de « La Gauche », du M.P.W., du P.C. pro-chinois et de toutes les tendances ouvrières, à la lutte pour arracher ce programme. :

Appel du Bureau Politique du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), à organiser à la base le front unique anti-capitaliste, des travailleurs Flamands et Wallons, afin de lutter pour ce programme ouvrier.

— Pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, payée comme l'actuelle et avec une tâche de 40 heures.
— Pour un mois complet de congés payés, avec double pécule en 1965.
— Pas de licenciement.
— Augmentation générale des salaires. Un salaire vital minimum en fonction du coût de la vie. Echelle mobile des salaires.
— Echelle mobile des heures de travail ; partage du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire.
— A travail égal, salaire égal pour hommes et femmes et pour tous les travailleurs de toutes les régions du pays.
— Contrôle ouvrier sur les conditions de travail, les cadences, la production et les salaires à l'intérieur de l'usine.
— Pour un véritable Service National de Santé : médecins et médicaments gratuits pour tous, aux frais de la bourgeoisie capitaliste et sous contrôle ouvrier.
— Ajustement des pensions au niveau des salaires moyens.
— Pension à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes, sans perdre les 25 %. Avec un minimum vital de salaire, égal à 100 % du salaire moyen d'un travailleur.
— Amélioration des conditions de travail et de sécurité sur les lieux de travail.
— Réduction des cadences. Contrôle ouvrier sur les cadences. Plus de chronométreurs.
— Vote à 18 ans.
— Solidarité agissante de classe avec les luttes des travail leurs d'Europe ! Espagne, Italie, France, Angleterre, etc.
— Etatisation des entreprises capitalistes, sans indemnisation ni compensation. Contrôle ouvrier de la production. Gestion ouvrière de l'industrie étatisée. Etatisation des Banques.
— Monopole d'Etat du commerce extérieur et du commerce grossiste intérieur, sous contrôle ouvrier.
— Expropriation sans indemnisation, étatisation sous gestion ouvrière des grandes propriétés agricoles. Formation de coopératives des petites exploitations paysannes. Etatisation sous contrôle ouvrier et paysan du commerce agricole.
— Rupture de toutes les alliances militaires, économiques, politiques faites pour la défense du régime capitaliste mondial contre les états ouvriers et la révolution coloniale.
— Alliance et complète solidarité avec la révolution coloniale ; avec l'U.R.S.S., la Chine, Cuba et les autres Etats Ouvriers ; avec le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés, pour balayer le capitalisme mondial.
— Lutte contre toute oppression de l'impérialisme belge, militaire, économique, politique, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Alliance et appui complets avec les luttes des peuples de ces territoires contre l'impérialisme belge et toute oppression impérialiste.
— Défense et élargissement des libertés syndicales.
— Front Unique des ouvriers Flamands et Wallons contre le capitalisme belge (flamand et wallon).
— Front Unique de toutes les organisations ouvrières pour lutter contre le capitalisme.
— Formation de comités d'usine, de quartier, ayant une action commune permanente pour développer l'unité d'action et l'initiative de la base.
— Pour la République Socialiste Belge et les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde.
— Pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Avec les méthodes de classe anti-capitalistes et révolutionnaires :

— Grève générale contre un seul licenciement.
— Création des organes de Dualité Pouvoir ! Comités d'usines, Comités inter-usines, Comités de grèves, Comités de quartiers, Comités de ménagères, Milices ouvrières armées !
— Grève générale illimitée pour imposer ces mesures, ce programme de toute la classe ouvrière de Belgique.

TEL EST LE PROGRAMME POUR LEQUEL LUTTE ET APPELLE A LUTTER AVEC ELLE LA IVe INTERNATIONALE EN BELGIQUE

La lutte de classes dans le pays et la nécessité du programme et de la direction Prolétarienne révolutionnaire

(suite de la page 3)

dans ce processus. Là où existent déjà des organisations de classe, sans qu'elles soient tout-à-fait mûres, sans être à la IVe Internationale, mais si elles ont la tendance d'avancer dans le chemin de la lutte anti-capitaliste, il faut les impulser, faire front unique avec elles, comme en Bolivie. En Bolivie, le processus est déjà plus élevé, mais nous avons convaincu des secteurs déjà organisés de mineurs, avec leurs groupes, leurs syndicats, leurs milices, leur propre radio, qu'ils doivent prendre le pouvoir sans attendre que tout le processus à la même minute prenne le même chemin.

Cela crée un stimulant énorme. De même en Italie, en Angleterre, en Belgique. Il y a ici des possibilités beaucoup plus riches que dans n'importe quel continent arriéré, historiquement arriéré. Il y a la condition qu'offre la grande industrie, une énorme concentration du prolétariat. Les socialistes et les communistes mentent. C'est antimarxiste de croire que la révolution est possible seulement en Afrique, en Asie, en Amérique Latine. La révolution n'est pas le produit de la faim, mais le produit du développement historique du capitalisme, qui prépare les conditions de sa destruction. Elle est en dernière instance le produit de la conscience de la masse. C'est cela la révolution. Et la conscience en Europe existe, la disposition et la volonté révolutionnaire existent. Nous ne devons pas inventer la conscience des masses en Europe, en Belgique. Ce n'est pas nous qui avons rendu le prolétariat belge révolutionnaire. C'est lui qui nous l'apprend ; il manque seulement une organisation de la volonté des masses.

Mais même sans nous, en Belgique, sans les trotskystes belges, qui ne sont pas présents dans tout le pays, parce qu'il n'y a pas le nombre suffisant, même sans nous, les masses vont s'organiser. Du propre sein des masses belges, surgissent des groupes, des organisations, des tendances qui manifestent la ligne d'avancer sur le chemin de la révolution. C'est l'analyse de Marx, d'Engels, Lénine, Trotsky. C'est l'analyse de la IVe Internationale. C'est une situation très riche, qui attend la contribution des Trotskystes. Non pas que sans nous, ce processus ne se réaliserait pas. Le processus sera plus lent, les délais seront plus longs, mais la révolution est inévitable, a dit Marx, parce que dans le cours de l'histoire et de la lutte de classe révolutionnaire, les masses vont inévitablement rencontrer le chemin de la révolution. Le rôle de l'avant-garde n'est pas d'inventer la révolution, mais c'est d'agir comme organisateurs conscients de la volonté révolutionnaire des masses. Et cela est très clair en Belgique.

Pour cette raison, nous avons dit que le roi de Belgique, le capitalisme tremblent de peur. Eux l'ont dit, pas nous, que les grandes masses veulent la révolution. C'est écrit dans « Le Soir ». Pour donner cet exemple, ils n'ont pas cherché le prolétariat le plus avancé. Ils n'ont pas mesuré le sentiment de Cockerill. Un sondage d'opinion s'est réalisé dans les Services Publics et 69 % des personnes interrogées ont répondu : « Pour la solution de nos revendications, nous croyons que la meilleure méthode est la grève générale ». 69 % ! 22 % disent qu'il faut occuper les entreprises. C'est du trotskysme cela ! Et la grève générale et l'occupation des entreprises. Qui a appris aux employés et aux ouvriers des secteurs publics ces idées et ces méthodes ? Nous ? Non ! On serait heureux si c'était nous. C'est la loi de l'histoire qui a élevé ces gens à la compréhension de ces méthodes. Le journal bourgeois ajoutait : « C'est ainsi parce que dans les grandes usines où travaillent des groupes trotskystes anarcho-syndicalistes et communistes de l'aile pro-chinoise ». C'est vrai, mais seulement en partie. Cela démontre qu'ils nesont pas dialectiques. Ce n'est pas parce que des groupes pro-chinois anarcho- syndicalistes et trotskystes, par leur travail, ont créé cette réalité. Non !

La réalité s'est développée par les propres lois de l'Histoire. Cette réalité facilite le travail d'une avant-garde consciente. D'autre part, les anarcho-syndicalistes en Belgique et les communistes pro-chinois ne travaillent pas à ce processus. Ils créent la confusion dans ce processus. Il suffit de lire ce qu'ils écrivent. Ce qu'écrit Grippa est monstrueux, déforme le processus trahit la réalité. En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas encore de grandes cellules dans toutes les usines.

ELEVER L'EQUIPE DANS LA FUSION AVEC L'INTERNATIONALE ET AVEC LES MASSES

En outre, nous devons le dire en toute clarté, malheureusement nous ne travaillons pas comme il faut. Nous sommes assez sectaires, arrogants, et parfois nous essayons, pris dans l'enthousiasme et la conviction, d'avoir la vérité, de violenter le processus. Nous exigeons que tous les gens, tous les groupes qui mûrissent dans les usines soient trotskystes comme nous. S'ils ne sont pas trotskystes, alors ils ne valent pas la peine. C'est une application sectaire du programme et de la conception de travailler de l'Internationale. La richesse de la situation est très apte pour nous. Beaucoup plus riche que nous-mêmes. Nous allons avancer dans le chemin de la lutte qui prépare le pouvoir, en y répondant avec notre programme de transition de la IVe Internationale, programme enrichi par les expériences de l'Internationale, avec une série de nouvelles réponses et solutions, que la vie elle-même exige, en passant par le processus de lutte anti-capitaliste.

Dire chaque jour « grève générale, gouvernement ouvrier et paysan, lutte pour le pouvoir, IVe Internationale », ce n'est pas répondre du tout à la situation actuelle. Parfois, c'est une réponse nocive. Parce qu'il n'y a pas toujours la conciliation pour une grève générale. Il n'y a pas toujours les conditions pour le pouvoir. La grève générale est un instrument, le pouvoir est un objectif. Il faut intervenir dans la lutte de classe concrète et révolutionnaire, en donnant une réponse à tous les problèmes que nous avons cités. Dans ce sens, notre journal doit s'épurer de toute une série d'éléments sectaires. Nous donnons toujours l'impression, malgré que le journal s'améliore, que le pouvoir nous attend déjà. Alors, nous apparaissons devant les masses, l'avant-garde qui travaille dans la masse, devant les groupes qui mûrissent dans toute la Belgique, comme partie de mûrissement de la masse, nous apparaissons comme quelque chose d'étranger à la masse.

Pas comme quelque chose qui surgit de la masse, mais comme quelque chose qui s'élève au-dessus de la masse. Nous sommes différents de la masse, dans la mesure où nous exprimons consciemment un processus qui se déroule inconsciemment. Nous ne nous dissolvons pas dans la masse, nous maintenons notre différenciation comme programme et comme parti, mais nous tendons de plus en plus à nous associer à la masse, pour nous élever en même temps qu'elle, non en dehors d'elle, ni au-dessus d'elle, mais avec elle.

Cela exige une maturité supérieure. La condition de cette maturité est une fusion complète avec l'Internationale. Nous ne pouvons pas substituer l'expérience de l'Internationale. Pour pouvoir travailler, pour pouvoir mûrir, nous devons intervenir dans chaque groupe, chaque tendance, les impulser dans la lutte anti-capitaliste en Front Unique sur un point, deux, trois points du programme, et à côté de cela, maintenir une intense vie politique. Sans vie politique intérieure, il est impossible d'apprendre à travailler. Le premier aspect de la vie politique est que chaque cellule, et le Bureau Politique, comme cellule, discute chaque jour les documents de l'Internationale, toute la situation dans le monde et dans le pays, et élève sa capacité politique. Sans la domniation de la réalité objective, nous ne pouvons pas travailler. En ne dominant pas la réalité objective, on perd la perspective. Alors pénètrent dans le Parti, comme le discute l'Internationale actuellement pour l'Europe et aussi pour l'Amérique Latine, ce qu'on appelle des problèmes familiaux : des goûts, des habitudes, des coutumes qui sont l'expression de la perte de la perspective.

Quand, par contre, le Parti intérieurement, vit une intense vie politique, il se fusionne avec la réalité objective, il apprend à travailler et voit que son travail donne des résultats, influe toujours plus, qu'il gagne de l'autorité, il sent la sympathie des masses — non pas l'opinion des masses qui disent : « Ce sont des aventuriers, des sectaires, les trotskystes ont des idées justes en général, mais pour demain, pas pour aujourd'hui », mais la sympathie concrète, quotidienne, de la masse qui mûrit, de l'avant-garde qui ne veut pas se séparer de la grande masse. Celle-ci doit voir que les trotskystes ont, non seulement une bonne perspective pour le futur, mais des idées, une méthode et un programme pour aujourd'hui, pour la lutte d'aujourd'hui, pour les problèmes et les préoccupations d'aujourd'hui. Alors l'équipe des trotskystes va rencontrer la sympathie et va développer ses forces. Parce qu'elle va se sentir utile, sentir qu'elle progresse dans la vie, sentir que sa présence dans la réalité, dans une usine ou dans un syndicat, dans un parti ouvrier, est utile, nécessaire et prodigieuse.

Cela maintient la perspective des trotskystes. La perspective ne peut se maintenir seulement avec les pensées tendues vers demain, mais en voyant que l'aujourd'hui s'unit à demain. Si cette association se brise, on perd la perspective à la longue et on cesse d'être un trotskyste. Progressivement, il entre dans la conscience du révolutionnaire des préoccupations, des problèmes, des habitudes de vie, qui ne sont pas d'un révolutionnaire. C'est ce qui s'est passé avec toute une série de gens qui ont capitulé, Germain à la tête. Pendant de nombreuses années, ils n'ont pas compris ce problème C'étaient des hommes brillants, avec le programme et les idées trotskystes. Ils exprimaient, comme l'a analysé Posadas, l'arrogance intellectuelle. Ils étaient produit d'une phase de l'histoire de notre mouvement. Pour cela, on peut donner une explication, pas une justification. Durant des années et des années, dans les conditions historiques antérieures, les trotskystes ont accompli la fonction de maintenir l'héritage du programme, l'héritage du marxisme. Isolés des masses, sans pouvoir communiquer directement avec les masses, parce que les lois objectives l'empêchaient, ils ont maintenu le programme. Cela fut le grand rôle historique accompli par les premières avant-gardes trotskystes. De toute manière, nous devons notre existence au rôle que eux ont joué.

Cependant, des secteurs importants de cette avant-garde n'ont pas pu empêcher un effet nocif de la vieille étape celui de se croire des élus de Dieu. Nous le disons ainsi, parce qu'ils fonctionnaient ainsi. Croire qu'ils avaient le programme et que la pureté du programme suffisait pour entraîner les masses et de développer alors, comme le disait Posadas, un esprit de pétulance et d'arrogance intellectuelles. Quand la révolution a commencé à s'ouvrir en 1943, cela leur empêchait de comprendre le processus, tel qu'il se déroulait, et de comprendre alors comment associer le programme aux masses et à leurs mouvements. Toute une série d'expressions de cette arrogance et de la pétulance intellectuelle existent encore dans notre mouvement. Pas seulement en Europe, mais également en Amérique Latine. Ce n'est pas si facile de construire une avant-garde dans les nouvelles conditions historiques, préparées avec la dernière guerre, avant-garde qui soit capable d'éliminer tout-à-fait les restes du passé.

Sous l'une ou l'autre forme, inclus en Amérique Latine, où l'Internationale est plus développée, existent encore des secteurs de notre mouvement qui croient que les masses vont venir les chercher, par la seule valeur du programme. Ils ne comprennent pas que l'art de la révolution se caractérise essentiellement en ne pas rompre l'association entre le programme et l'action. Cela est le marxisme : pensée et action. Et si se brise cette association, le révolutionnaire ne peut éduquer sa conscience. Savoir beaucoup, comme Germain, dire des conférences, des discours dans des Ecoles de cadres, etc. Il a lu beaucoup et il a une bonne mémoire, mais il ne sait pas construire un Parti. Il n'a rien à voir avec Lénine et Trotsky.

Parce que construire un Parti, c'est être capable de s'élever en même temps que la classe et agir avec la classe.

LES CONDITIONS SONT MURES POUR LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE

Aujourd'hui, en Europe particulièrement, où les conditions mûrissent pour la révolution, à travers de la lutte anti-capitaliste, toutes les conditions objectives existent pour le programme de la IVe Internationale.

Mais les équipes ne sont pas mûres, elles sont jeunes, elles sont nées d'hier comme la conséquence de la crise qui a traversé l'Internationale.

Elles doivent apprendre à mûrir et apprendre à travailler elles doivent encore faire l'exercice de leur propre pratique. Cet apprentissage ne se fait pas dans une école de cadres, ni dans les réunions du Parti. Ceci est un aspect, mais pas le plus important. On ne peut pas apprendre avec la tête des autres ; on peut apprendre ainsi, mais de façon limitée. L'apprentissage réel se fait dans la vie même. C'est dans l'exercice de la propre pratique que le militant, le cadre, les équipes se transforment eux-mêmes. La réalité en se transformant, va impulser les groupes et tendances qui mûrissent en Belgique et va transformer leur propre psychologie. Les camarades qui ont la disposition pour être des révolutionnaires vont être transformés en des révolutionnaires 100 %. Ce processus ne peut pas se faire en dehors de la lutte concrète de chaque jour.

Nous avons en Belgique de l'or dans nos mains. Il n'y a aucune entrave objective qui empêche notre développement, mais pas encore un développement comme un grand courant de masses. Il n'y a pas encore de secteurs fondamentaux de la masse qui soient disposés à s'intégrer à la IVe Internationale. Nous pouvons gagner des unités, mais nous devons voir quelles unités.

Pas n'importe quelle unité, mais des membres de la classe, qui avancent au même rythme que la classe. Si nous gagnons 10 ouvriers, qui sont à l'intérieur des usines, dans la base de « La Gauche », dans la base des syndicats, dans la base du Parti Communiste, et à l'intérieur de ces groupes qui mûrissent dans chacune de ces organisations, ce seront alors des unités qui se multiplieront par mille et par dix mille ; parce qu'ils réflètent la force des masses, leur dynamisme et ils ont de l'autorité devant la classe. Nous ne pouvons pas nous substituer à cette autorité qu'ils ont gagnée pendant des années et des années de lutte.

Ceci est notre travail et nous devons nous élever encore beaucoup plus pour l'accomplissement de cette tâche. Dans ce sens, la vie, la préoccupation, la volonté, le journal, la vie intérieure du Bureau Politique, la vie intérieure des cellules doivent être au service de cet objectif. Il faut passer à la nouvelle phase du trotskysme en Belgique, en France, en Angleterre. Il faut faire mûrir la conscience, dans le développement du travail concret qu'exige la phase concrète de lutte qui se déroule en Belgique.

LA CRISE DANS LE P.S.B. ET LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE. TACHES IMMEDIATES

Nous insistons essentiellement sur la base du Parti Socialiste, les groupes qui se réclament de « La Gauche », les prolétaires socialistes des usines, des organisations estudiantines, de l'avant-garde intellectuelle révolutionnaire, sur la base du Parti Communiste et pro-chinois : nous leur lançons un appel fraternel pour franchir le pas décisif dans la construction d'un courant révolutionnaire socialiste et la formation d'un Parti Révolutionnaire Socialiste. Dans ce sens, un pas immédiat est de coordoner les efforts pour le développement d'une discussion nationale sur le programme qui manque pour mener de l'avant la lutte anti-capitaliste des masses dans le pays.

Le programme des 40 heures, le programme de tous les bénéfices de l'automation aux ouvriers, l'échelle mobile des salaires, le salaire minimum vital, le programme d'empêcher tout licenciement, le programme pour faire face à la surexploitation avec l'échelle mobile des heures de travail et le partage du travail entre tous les ouvriers, le contrôle ouvrier, le programme d'empêcher tout licenciement, expropriation de toutes les industries-clefs sous contrôle ouvrier, à travers les syndicats, le programme de donner la terre aux paysans, la planification de l'économie, l'alliance des ouvriers et des paysans, avec un programme de lutte anti-capitaliste qui lance lui-même les ponts pour l'unification du prolétariat belge avec le prolétariat européen, avec la Cenrale Unique Prolétarienne anti-capitaliste dans la perspective des Etats Soviétiques Socialistes d'Europe.

C'est le programme qui va rendre possible de développer la ligne qui unifie tous les groupes, tous les secteurs, pour développer le courant anti-capitaliste révolutionnaire. Immédiatement, il faut discuter cette nécessité en faisant un appel à tous ces groupes pour approfondir la discussion de ce problème et intervenir déjà avec un programme dans la lutte anti-capitaliste.

Les mouvements de grève qui se développent et les mouvements qui se préparent, la revendication de la direction elle-même de la métallurgie, par exemple, qui se voit obligée de discuter de la semaine de 40 heures avec un salaire de 48 heures, les conquêtes que les mineurs ont déjà obtenues et les dockers, l'appel des dockers d'Anvers à unifier leur lutte avec les dockers de France, tout cela pose qu'il faut discuter le programme que nous avons, avec tous les ouvriers d'avant-garde, avec tous les groupes de « La Gauche », avec les ouvriers communistes, avec les ouvriers syndicalistes. C'est un programme qui répond directement à la lutte telle qu'elle se développe maintenant.

Nous faisons une invitation au Front Unique Prolétarien, pour fortifier la lutte anti-capitaliste et le développement des tâches de ce Front Unique Prolétarien, pour mener de l'avant les tâches de la lutte anti-capitaliste, et pour le développement d'un courant révolutionnaire dans la perspective d'un nouveau Parti Socialiste Révolutionnaire.

En même temps, développer la discussion sur les problèmes de la révolution coloniale et la solidarité la plus complète avec la révolution congolaise, la préparation des conditions pour organiser la grève générale immédiate devant l'éventualité d'une nouvelle intervention de l'impérialisme belge, américain et mondial pour écraser la révolution, congolaise africaine particulièrement ; la discussion autour des problèmes qui se développent dans les Etats Ouvriers, en particulier depuis la chute de Krouchtchev, la discussion comme l'a posé la IVe Internationale, des raisons de la chute de Krouchtchev, c'est-à-dire le développement des conditions pour la révolution politique et l'échec dans le monde entier de la politique de coexistence pacifique ; la discussion sur le niveau auquel est arrivée la relation mondiale des forces, l'impossibilité, l'absurdité de vouloir maintenir le monde tel qu'il est, sans guerre et sans révolution, c'est-à-dire la phase actuelle qui marche directement au règlement final des comptes entre les deux grandes forces existantes : les deux grandes forces antagonique de la scène contemporaine, la révolution mondiale sous toutes ses formes et ce qui reste encore du capitalisme et de l'impérialisme.

Dans la phase actuelle, l'affrontement de ces deux forces, l'inter action entre elles, marque un point aigu de la situation internationale, qui s'exprime particulièrement dans le Sud-Est Asiatique, au Viet-Nam, au Laos, et au Congo d'une manière plus aigue, mais qui est présent dans tous les points de pression de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique Latine et aussi bien en Europe. Tel est essentiellement le produit de l'avance de la révolution mondiale et de son mûrissement, des forces des masses et de la révolution sous toutes ses formes, et de la décomposition du capitalisme. Contenir le monde tel qu'il est, comme le fait la bureaucratie soviétique, c'est prétendre vivre dans les conditions de putréfaction du capitalisme, les conditions d'un capitalisme agonisant, et être obligé de fonctionner dans un processus de décomposition qui lance son venin dans le camp de la révolution, dans le camp des masses. Ce sont les lois objectives de l'Histoire qui obligent d'avancer dans le chemin de la révolution.

L'avant-garde prolétarienne et les masses en Belgique, le prolétariat dans son ensemble doivent mettre comme partie fondamentale, la compréhension de la phase actuelle de l'histoire, dans la perspective de se préparer plus dynamiquement possible pour intervenir comme partie du prolétariat européen dans la solution de ce problème. Dans ce sens, un des aspects les plus fondamentaux du programme du courant et du Parti Socialiste Révolutionnaire doit être la discussion de ces problèmes et la solidarité la plus complète avec la révolution coloniale, l'union indissoluble avec les Etats Ouvriers, l'union indissoluble avec le prolétariat et les masses soviétiques et des Etats Ouvriers, qui cherchent à avancer dans le rétablissement des Soviets, c'est-à-dire de la révolution politique, de même que l'union de tout le prolétariat européen en particulier avec le prolétariat espagnol et la préparation de la grève générale pour renverser Franco.

C'est l'ensemble d'un tel programme, d'une compréhension du cours de la situation belge et mondiale, qu'il sera possible d'impulser le développement des tâches pour la construction et le développement d'un courant révolutionnaire, pour la coordination des groupes qui existent déjà et impulsent cette nécessité et pour, à un moment déterminé, convoquer une réunion nationale des groupes, secteurs, pour discuter la constitution d'un comité coordinateur d'action politique pour impulser d'une manière organique, organisée, ordonnée, la discussion du programme de la lutte concrète anti-capitaliste et transformer progressivement ce centre coordinateur national de courant socialiste en un nouveau Parti Socialiste Révolutionnaire.

M. ARROYO.

LISEZ ET PROPAGEZ

La Lutte Ouvrière

SOLIDARITE AVEC LES MASSES DU CONGO !

Liberté aux militants anti-impérialistes dans le monde entier.

Liberté aux militants de la IVe Internationale au Brésil, à Cuba, en Espagne !

Dans le prochain numéro, nous publierons une résolution du S. I. appelant à la solidarité avec « tous les détenus ouvriers, politiques et syndicaux au Brésil ». Quinze militants de la section brésilienne de la IVe Internationale sont emprisonnés. Entre eux, les camarades **Pedro Makovsky, Aybere Ferreira, Silvia Montearroyos, Joca Zeferino da Silva, Augusto da Silva** et **Martinho Campos**, dernièrement arrêtés à Pernambouc. « La police — dit la résolution du S. I. — a frappé la lutte révolutionnaire à Pernambouc, mais elle n'a pas pu empêcher l'activité du Parti de se poursuivre ; elle n'a pas pu empêcher le développement de la lutte des guerillas paysannes ».

Nous faisons un appel à toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, à exprimer leur solidarité avec les militants révolutionnaires au Brésil ; et la même chose en Espagne et à Cuba, avec tous les prisonniers ouvriers et militants révolutionnaires anti-capitalistes ; nous faisons un appel à la solidarité active avec les masses du Congo, qui élèvent leur lutte jour après jour pour l'expulsion de l'impérialisme et pour le développement de la Révolution congolaise ; en se préparant à répondre par la grève — inclus la grève générale — dans le cas d'une nouvelle attaque de l'impérialisme belge !

« *Le bolchevisme : c'est un programme, une trempe, une morale, une discipline, une politique, une organisation de l'avant-garde préparée et résolue à assaillir le pouvoir* ».

TROTSKY.

LA PRESSE TROTSKYSTE

CUARTA INTERNACIONAL
Organo del Comité Ejecutivo de la IV internacional Casilla 1204
MONTEVIDEO (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA
Casilla 1204 — Correo Central
MONTEVIDEO (Uruguay).

ALGERIE

REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IV Internationale.

ANGLETERRE

RED FLAG
Organe du « Revolutionary Worker's Party » (Trotsk.)
21, Bolton Road, E. 15.

ARGENTINE

VOZ PROLETARIA
Organe du Partido Obrero (T.)
Centenario Uruguayo 1751
LANUS — PCIA DE BUENOS AIRES.

BELGIQUE

LA LUTTE OUVRIERE
ARBEIDERSTRIJD
Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire
Gustave DACHE,
143, rue Bayet,
CHARLEROI-Nord.

BRESIL

FRENTE OPERARIA
Caixa Postal 4562
SAO-PAULO.

BOLIVIE

LUCHA OBRERA
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Amadeo Vargas Arce
ORURO.

CHILI

LUCHA OBRERA
Organe du Uartido Obrero Revolucionario
Casilla 14054
SANTIAGO DE CHILE.

CUBA

VOZ PROLETARIA
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Monte n. 12, estq. Zulueta
AP. 11 — Piso 2
LA HABANA.

ESPAGNE

LUCHA OBRERA
Organe du Partido Obrero Revolucionario.

FRANCE

LUTTE COMMUNISTE
Organe du Parit Communiste Révolutionnaire
Goldstein, B.P. 33-17
PARIS.

ITALIE

LOTTE OPERAIA
Organe du Partido Comunista Rivoluzionario
Casella Postale 5059
ROMA — OSTIENSE.

MEXIQUE

VOZ OBRERA
Organe du Partido Obrero Revolucionario
APDO POSTAL 1370 — AD. de CORREOS N. 1
MEXICO D.F.

PEROU

VOZ OBRERA
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Apartado 5044 — C. Central
LIMA.

URUGUAY

FRENTE OBRERO
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Gral Flores, 2515
MONTEVIDEO.

Guerre civile interrompue en Bolivie

(EXTRAITS)

En Bolivie, il s'est développé à nouveau un commencement de guerre civile. Pratiquement, on doit dire que c'est le commencement d'une guerre civile interrompue. Ce début de guerre civile n'est pas une conséquence directe d'une crise immédiate, de la grève des professeurs, ou des étudiants, ou de la lutte des mineurs, mais la conséquence de tout un processus de crise qui s'est développée depuis 1952. La phase actuelle de guerre civile peut se caractériser ouvertement par l'affrontement armé et la lutte armée de l'armée contre les mineurs, en partie contre les étudiants et professeurs, et ensuite, le soulèvement direct de l'armée et la chute du gouvernement de Paz Estenssoro. Cela montre un état de décomposition complète du régime capitaliste en Bolivie.
(.....)

Il n'y a aucune force capable, en Bolivie, d'imposer le retour à avant 1952. Non seulement parce que le capitalisme n'a pas la force de se maintenir, mais parce que les forces historiques l'empêchent de trouver des forces, historiques, sociales, économiques et politiques, pour se maintenir.

Il n'y a pas eu jusqu'à présent, d'unification du mouvement ouvrier, ni un parti de masses et de classe, ni une Centrale Ouvrière qui lutte pour le programme de classe ; mais si une dictature attaquait les mines nationalisées et la réforme agraire, tout en obtenant un succès momentané, en confondant les mineurs et les ouvriers, en faisant une répression sanglante, brutale et barbare, immédiatement se formerait un pôle d'unification de toutes les masses, et le début d'une nouvelle étape, vers le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Aussi, le débat actuel en Bolivie, ce n'est pas un conflit entre Paz Estenssoro et Barrientes, mais une tentative de deux ailes du capitalisme, de chercher le moyen de soutenir le capitalisme contre les mineurs et les paysans, et d'autre part, la nécessité du développement économique et social de la Bolivie, qui peut se faire uniquement avec la nationalisation de toute la propriété, de la petite propriété qui existe, et un Gouvernement Ouvrier et Paysan.
(.....)

Le récent Gouvernement Populaire Ouvrier des mines de Huanuni a rendu évident à la bourgeoisie de toute l'Amérique Latine et à l'impérialisme, que les masses minières avaient compris et étaient résolues à répondre aux mesures réactionnaires du capitalisme en Bolivie, à la crise constante de la Bolivie, surtout avec la rupture avec Cuba, avec le processus électoral qui a été une escroquerie contre les masses, une simple démagogie et une comédie.

Barrientes critique Paz Estenssoro, mais il est lui-même un produit de l'élection qui fut une farce, les votes se sont faits dans les imprimeries et on les a mis dans les urnes. Les masses minières ont essayé de donner leur propre réponse de classe et révolutionnaire à la crise bolivienne, elles ont démontré qu'elles étaient les représentantes de l'énorme force de la révolution coloniale et mondiale.

Face à la crise, face aux attentats contre Lechin, face aux attentats contre les mineurs, contre le contrôle ouvrier, face à la livraison de Estenssoro à l'impérialisme, les masses minières ont répondu par le Gouvernement Populaire Ouvrier de Huanuni, déclarant qu'elles continuaient à reconnaître Cuba, qu'elles enverraient des ambassadeurs à Cuba et dans les Etats Ouvriers, et qu'elles commerceraient directement avec eux.
(.....)

Un mot d'ordre essentiel, c'est l'appel à une Assemblée Constituante des Ouvriers, Soldats et Paysans, pour résoudre la crise actuelle de la Bolivie. Les ouvriers mineurs doivent appeler les paysans, la petite-bourgeoisie, à l'organisation d'une Assemblée Constituante, et y aller eux-mêmes avec le programme du Gouvernement Ouvrier et Paysan, expropriation de l'impérialisme, nationalisation de la terre et extension des nationalisations des mines, de toute la propriété, la moyenne et la grande propriété, respect de la petite propriété paysanne, reconnaissance de tous les Etats Ouvriers.

L'expérience des masses boliviennes, même avec une défaite circonstancielle, va conduire des secteurs importants à se convaincre de la nécessité d'un parti indépendant avec un programme de classe, à se dégager de leurs directions canailles et traitres, capitulardes comme Lechin, et à se centraliser dans le programme, à se donner une direction propre surgie des rangs des mineurs eux-mêmes ,de la petite-bourgeoisie, de la paysannerie, pour lutter pour le programme d'expropriation de l'impérialisme, de l'oligarchie, Gouvernement Ouvrier et Paysan, Contrôle Ouvrier, participation de toutes les masses au travers du Gouvernement Ouvrier et Paysan. C'est-à-dire revenir au programme de Pulacayo.

J. POSADAS.

4 novembre 1964.

*
**

Cet article paraîtra dans son entièreté comme « supplément de la Lutte Ouvrière ».

LA VIE DU PARTI

..... Vie du Parti .....

★ Le n° 6 de « Arbeidersstrijd » a été vendu dans des usines et des quartiers. Ce numéro contient, outre l'éditorial : un article du camarade Posadas sur « L'Encyclique Papale, la Crise de l'Eglise et la Révolution Socialiste » un article orientant la lutte pour les 40 heures et un article sur la proposition de Front Unique, de la part des dockers d'Anvers et la nécessité de la Centrale Unique en Europe.

*
**

★ La fraction métallurgique du Parti a édité également son bulletin « De strijd van de Metaalarbeider ».

*
**

★ A la date du 23 décembre, le Bureau Politique du Parti a édité un bulletin sous le titre : « Il faut rompre avec la droite et constituer un nouveau parti socialiste révolutionnaire sur un programme anti-capitaliste et révolutionnaire », Appel du P.O.R. (T.) à tous les militants de base du P. S.B., de « La Gauche », de « Links », à tous les camarades ouvriers, étudiants ,intellectuels, qui cherchent une issue anti-capitaliste à leur lutte.

Cet appel, largement distribué, a eu un très bon accueil dans les milieux de l'avant-garde.

*
**

★ Le Parti continue à travailler activement en Front Unique avec d'autres tendances et personnalités, pour impulser la campagne que développe le « Comité pour la libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux en Espagne et pour les droits démocratiques et syndicaux des masses espagnoles ».

En plus du Comité à Bruxelles, se sont constitués des comités à Gand et à Anvers.

Le Comité-Pilote de Paris a lancé la campagne pour 100.000 F. B. pour la caution exigée par les juges espagnols pour la mise en liberté provisoire des camarades françaises Nicole Boyer et Gabrielle Hildebrandt.

D'autres militants espagnols ont obtenu la liberté provisoire.

*
**

A l'occasion de la réunion des militants socialistes de « La Gauche », et de l'avant-garde en général, pour discuter l'issue de la crise du P.S.B., le Parti a mené une action, en distribuant le document qui appelle à un nouveau Parti Socialiste Révolutionnaire et en vendant « La Lutte Ouvrière ».

La camarade Claudine Pôlet, au nom de la section belge de la IVe Internationale, a parlé dans l'assemblée et développé la ligne du Parti.

FRANCE - Appel aux ouvriers communistes, à tous les travailleurs d'Ivry...

Sous ce titre, la section française de la IVe Internationale a distribué un tract pour dénoncer l'agression dont furent l'objet des vendeurs de notre journal trotskyste en France.

Nous transcrivons les passages suivants de ce tract, en saluant l'esprit militant de nos camarades.

Dimanche 3 janvier 1965, des militants du **Parti Communiste Révolutionnaire (Trotskyste) — section française de la IVe Internationale** — qui vendaient notre journal « **Lutte Communiste** », ont été attaqués au marché de l'avenue Lénine par des vendeurs de « L'Humanité Dimanche ». Nos camarades avaient une banderolle portant le mot d'ordre : « Après le succès de la grève du 11 . **Comité de Front Unique à la base** ». Ils lançaient des mots d'ordre de solidarité avec les masses du Viet-Nam et du Congo, en lutte contre l'agression impérialiste, ils appelaient à intensifier l'action unie de tous les secteurs des masses en France, pour préparer la **grève générale** et faire céder le gouvernement et le patronat sur les grandes revendications, en formant des **Comités de Front Unique à la base**, avec toutes les tendances ouvrières, pour la discussion et la décision des formes et méthodes pour poursuivre l'offensive ouvrière. Les vendeurs de « L'Humanité Dimanche » ont insulté nos camarades, les traitant de fascistes, d'agents policiers et, avec des méthodes staliniennes, les ont frappés, déchirant leurs journaux, brisant leur banderolle.

Cette attaque a provoqué la réaction de dizaines de personnes présentes, qui ont réagi en défendant nos camarades et leurs droits de vendre, ont manifesté leur sympathie en achetant les journaux qui restaient et ont obligé les agresseurs à prendre la fuite, devant la fermeté de nos camarades. La police est ensuite intervenue pour emmener au poste deux des vendeurs (ceux qui avaient reçu la principale agression).

Nous appelons les ouvriers, les électeurs communistes et tous les travailleurs d'Ivry à assurer la libre diffusion de notre presse, et à protéger celle-ci contre ces méthodes staliniennes, et contre cette action de la police. Nous les appelons à s'adresser aux syndicats, au Parti Communiste Français, au Parti Socialiste, et à toutes les organisations populaires, à la municipalité communiste, pour leur exiger qu'ils garantissent les droits et libertés ouvrières.

Le Bureau Politique du
Parti Communiste
Révolutionnaire

Section Française de la
IVe Internationale.

Editeur responsable :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

L'ÉCHEC DU MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN

(1ère partie) par J. POSADAS (voir page 2)

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

— BI-MENSUEL —

3me ANNEE — N° 24

13 FEVRIER 1965.

LE NUMERO : 5 FRANCS

EDITORIAL

Conclusions des grèves et mobilisations actuelles. Face à la crise capitaliste et à la politique conciliatrice des directions syndicales :

S'organiser à la base avec les méthodes de classe pour imposer le point de vue et les solutions anti-capitalistes du prolétariat

Les mouvements de revendications et de grèves de la classe ouvrière en Flandre et en Wallonie expriment une profondeur toujours plus grande dans leur force, leur ampleur et leur décision, et se dressent toutes devant le même obstacle : le frein, le sabotage des directions syndicales : F.G.T.B. et C.S.C.

L'exemple le plus clair en est la grève des ouvriers du pétrole, la mobilisation constante du personnel de la capitainerie d'Anvers, les mobilisations chez les métallurgistes (comme à Genck), à Gazelco, chez les mineurs, etc.

Cette étape s'ouvre sur la crise économique du capitalisme qui vient encore aggraver et approfondir sa crise sociale et politique : augmentation toujours plus rapide du coût de la vie, mesures de chômage, licenciements en masse d'ouvriers, fermetures d'usines et de mines, réduction d'horaires de travail, en particulier dans le textile et les constructions métalliques.

Mais ce début de crise économique ne prend pas la classe ouvrière au dépourvu. Elle se produit dans une période de grandes luttes de tous les secteurs du prolétariat et des masses exploitées. Et toutes ces mobilisations tendent de plus en plus à déborder l'appareil dégénéré des syndicats. La grève des ouvriers du pétrole a été imposée par la base, surtout par le le secteur le plus concentré et le plus combattif d'Anvers, contre les conciliations et les négociations de la direction F.G.T.B. - C.S.C. qui ont cherché à s'appuyer sur les secteurs les moins avancés pour empêcher ceux d'Anvers de mener la lutte jusqu'au bout.

Le soi-disant vote qui a décidé la reprise du travail a été une fraude complète et une manœuvre réactionnaire des dirigeants syndicaux pour obliger à reprendre le travail. Ceux-ci ont imposé bureaucratiquement leur point de vue de capitulards contre la volonté du secteur d'avant-garde à Anvers. Aucun retour au travail ne peut être décidé sans un Congrès national de tous les délégués de base, où le secteur le plus combattif a la possibilité de faire entendre son point de vue et de gagner ainsi la majorité !

Cette méthode de l'appareil syndical d'empêcher un vote démocratique coïncide avec sa ligne de conciliation avec le capitalisme.

L'autre exemple récent de cette politique de conciliation est l'accord conclu entre Fabrimétal et les directions C.S.C. - F.G.T.B.: alors que la grande masse des métallurgistes luttent pour améliorer ses conditions de vie et pour conquérir les 40 heures dans l'immédiat, les commissions paritaires au sommet ont conclu un accord scandaleux, sur une ridicule augmentation de salaires en deux ans, les 44 heures pour mai 1966, en monnayant ces quelques avantages contre l'interdiction de faire encore grève pour ces revendications pendant deux années !

Mais la classe ouvrière ne se laisse pas paralyser par ces trahisons et ces conciliations. Elle cherche au cours de sa lutte à imposer ses propres méthodes de classe et à triompher de ses directions. Pendant la grève du pétrole, les ouvriers d'Anvers ont cherché à organiser pour leur propre compte des piquets de grève massifs, à intervenir en masse dans cette grève, seul moyen d'empêcher le travail des jaunes. De même dans la métallurgie : quelques jours après la signature de l'accord, les ouvriers de chez Ford à Genck sont partis en grève pour leurs revendications : 40 heures, égalité des salaires masculins et féminins, augmentation des salaires et des primes ! Ils ont montré une grande fermeté et sûreté en affrontant les gendarmes qui tentaient de briser leur force de classe.

A Anvers, le personnel de la capitainerie du port maintient à un haut niveau sa combattivité, en organisant la grève du zèle pour exprimer son refus des méthodes de réquisition du gouvernement capitaliste.

Toutes ces luttes démontrent que la classe ouvrière déborde ses directions syndicales et les freins des appareils. Mais elles montrent aussi qu'elle ne parvient pas encore à s'imposer complètement, à organiser toutes ses propres forces en tant que classe.

Les grandes luttes anti-capitalistes qui se réalisent et qui se préparent maintenant, ont besoin des méthodes et du programme prolétariens, ont besoin de l'unification à la base pour imposer la force et le point de vue du prolétariat. Les meilleures conditions existent pour organiser le Front Unique Prolétarien, pour unir les différents mouvements et revendications, pour fortifier encore la résolution anti-capitaliste des masses, et pour neutraliser le rôle des appareils qui freinent et qui concilient avec le capitalisme.

Empiriquement, cette unité existe et se forme à la base : ce sont partout les mêmes revendications ; c'est partout la même disposition combattive et la même volonté de triompher malgré les directions traîtres. Mais il est nécessaire d'organiser, dans chaque usine, dans chaque quartier ouvrier, dans les mines, et les bureaux, cette volonté : former des groupes dans les usines, les entreprises pour le programme et les méthodes prolétariens. Ces groupes doivent prendre contact d'une usine à l'autre, d'une région à l'autre du pays, éditer un bulletin d'usine, pour orienter, publier des tracts, des lettres, se transmettre de l'un à l'autre chaque expérience, coordonner toutes les luttes et les idées. Chaque groupe, chaque bulletin dans l'usine, doit agir et se préparer à agir comme une véritable direction, à laquelle aspirent tous les ouvriers, fonctionner comme un véritable syndicat, orienter les luttes dans l'usine, donner les solutions et les perspectives anti-capitalistes sur chaque problème, proposer les méthodes et les moyens nécessaires pour faire avancer les luttes, devenir l'instrument de ce Front Unique Prolétraien en informant des luttes semblables des autres usines de la région, des autres régions du pays, en se coordonnant avec tous les groupes d'usines qui se préparent pour le même objectif.

La combattivité et la résolution anti-capitaliste des masses met cette tâche à l'ordre du jour pour imposer le point de vue et les solutions prolétariennes face à la crise capitaliste, face à la vie chère, aux fermetures d'usines et de mines, à l'augmentation de la productivité.

Pour organiser les méthodes prolétariennes de luttes anti-capitalistes :

— exiger et lutter pour la démocratie syndicale la plus complète dans les discussions et les décisions !
— organiser l'intervention massive des ouvriers dans chaque grève : piquets de grève de masses, grèves avec manifestations dans la rue et appel à toute la population à se solidariser !

En avant pour le programme d'action et de revendications immédiates :

— augmentation générale des salaires ! Echelle mobile des salaires, salaire minimum vital établi et contrôlé par les ouvriers eux-mêmes, les ménagères, les pensionnés !
— pour les 40 heures dans l'immédiat, avec un salaire de 48 et des tâches de 40 heures !
— pas un seul licenciement ! pas un seul chômeur ! Echelle mobile des heures de travail dans l'usine : partage du travail entre tous les ouvriers de l'usine !
— non aux fermetures des mines et des usines ! Ouvertures des livres patronaux, occupation de la mine, de l'usine, mise en marche, fonctionnement et vente des produits sous contrôle ouvrier !

Telle est la réponse que le prolétariat donne à tous ces problèmes que le système capitaliste est incapable de résoudre.

Résolution du S. I. de la IVe Internationale (Extraits)

Appui et Solidarité aux masses du Congo

Expulser l'impérialisme de chaque pays !

La Quatrième Internationale s'adresse à tous les Etats Ouvriers du monde, aux directions des Partis Communistes, aux gouvernements des Etats Ouvriers, aux Centrales ouvrières, aux syndicats des Etats Ouvriers chinois, tchécoslovaque, polonais, yougoslave, etc., de la Corée du Nord, aux organisations syndicales et ouvrières, aux partis socialistes et communistes de tous les pays capitalistes, aux mouvements nationalistes des pays coloniaux et semi-coloniaux, aux syndicats ouvriers et paysans et aux organisations d'étudiants, et les appelle à intervenir avec tous les moyens et toutes les forces en appui et en aide aux masses anti-impérialistes qui luttent à Stanleyville pour empêcher que l'impérialisme ne puisse les écraser, pour permettre qu'elles se libèrent de l'oppression en chassant l'impérialisme du pays.

Il existe un Front Unique mondial, s'exprimant à travers l'O.N.U. en tout premier lieu et dans l'unité mondiale de toute la bourgeoisie du monde, pour essayer d'écraser la révolution au Congo. L'importance de cette révolution ne doit pas se mesurer par la valeur du pays, par sa richesse du point de vue économique pour la conservation des mines. Ce qui meut l'impérialisme pour intervenir, en prenant le risque d'une intervention massive des masses du Congo, des Etats Ouvriers, en prenant le risque d'accroître son rôle contre-révolutionnaire avec une réaction de masses des Eats Ouvriers, c'est la volonté d'empêcher Stanleyville de se développer comme un Etat Ouvrier, en servant d'exemple et en influençant tout le reste de l'Afrique noire.

Le Congo n'est arriéré que dans la forme. Du point de vue culturel, du point de vue du niveau de vie, Stanleyville est une des villes les plus arriérées de la Terre. Les masses n'ont pas de chaussures, de vêtements, d'aliments. Le capitalisme a été incapable de développer, pas même à la moindre échelle, les moyens culturels de ce pays. Mais les masses du Congo ont appuyé le mouvement rebelle de Soumialot, de Mulele, de Gbenye, qui ont exproprié presque toutes les propriétés du capitalisme. Non pas complètement, mais ils ont exproprié presque toutes les propriétés du capitalisme et de l'impérialisme. De là, l'Etat Ouvrier pouvait faire un pas. La tendance des masses a été

(voir suite page 3)

L'ÉCHEC DU MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN

par J. POSADAS

et la lutte pour la Fédération des Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe

Dans divers articles et résolutions antérieurs, nous avons analysé le fait qu'il y a une concentration plus puissante que jamais du capital, et un développement plus puissant que jamais du capital. Mais, à la différence de l'étape du développement et même de l'étape antérieure du capitalisme, à rythme plus lent, cette concentration du capital va accélérant l'élimination des compétiteurs capitalistes ainsi que du champ où le capitalisme peut intervenir. Le développement et les naissances des Etats Ouvriers, des révolutions coloniales, le développement socialiste, diminuent ce champ et le capital, qui se concentre, n'a pas d'endroits où se réinvestir. C'est ce qui explique les furieuses compétitions entre eux.

Le taux moyen de profit est beaucoup plus important en Amérique Latine, en Afrique, qu'en Europe. Mais les capitaux ne peuvent s'investir en Afrique et en Amérique Latine parce que la révolution les en empêche ; ils n'y seraient pas en sécurité. Ils ne peuvent non plus créer un marché pour cette énorme masse de capitaux ; aussi doivent-ils s'investir en Europe, où existent déjà un tel marché, une telle consommation. Le taux moyen de profit est inférieur en Europe ; mais la concentration des investissements y est supérieure. On peut investir, ce qui n'est pas le cas en Amérique Latine et en Afrique.

C'est là une des bases essentielles de la limitation du capitalisme, qui ne peut s'épanouir (ce qui est sa condition de survie) ; et, comme il ne peut s'épanouir, il faut qu'il se concentre. En se réduisant, il perd des zones et des aires d'influence, base d'appui et d'autorité sociale, politique et économique. Telle est une des bases — non la condition — essentielles de la chute du capitalisme.

C'est pourquoi l'attitude des Chinois est importante. Ils s'appuient de façon opportuniste sur ces situations.

POSSIBILITES DU CAPITALISME ET ECHEC DU MARCHE COMMUN EUROPEEN

L'autre aspect important est que le capitalisme, dans le Marché Commun européen, a montré son énorme limitation historique. Il ne peut créer le marché qui lui est nécessaire. Il ne peut unifier l'Europe parce que l'unification sociale, l'élimination des intérêts individuels, l'élimination des frontières et la planification ne peuvent se faire sans éliminer le capitalisme ; parce que la propriété privée ne peut unifier les pays. Ce qui peut uniquement les unifier, ce sont les monopoles, les trusts, etc., mais pour mieux exploiter, rien de plus. Tout en augmentant sa concentration, le capital n'augmente pas sa capacité historique d'expansion du capitalisme. Ceci crée des chocs inter-capitalistes. On peut voir l'impuissance du capitalisme, sa limitation historique et en même temps son énorme perte d'autorité dans ces conditions de grande concentration du capital, qui a besoin d'élargir les marchés sans toutefois pouvoir faire la guerre, sans pouvoir aller récupérer les zones perdues. Le capitalisme ne peut plus prendre les pays coloniaux et semi-coloniaux parce que la résistance, la résolution et l'autorité des Etats Ouvriers se développent. Sinon, le capitalisme aurait déjà fait la guerre. En Afrique, par exemple. Pourquoi n'a-t-il pas répété la guerre des Boers ? Pourquoi n'a-t-il pas répété l'invasion de l'Afrique, pourquoi n'a-t-il pas envahi l'Amérique Latine ? Cela lui aurait été nécessaire pour investir des capitaux. Qu'est-ce qui le retient ? Sa capacité militaire ? Sa capacité économique ? Non ! Elle est plus forte que jamais du point de vue de la concentration du capital. Le capitalisme est plus puissant que jamais, mais il est plus débile que jamais parce qu'il n'a pas d'appui social. Le manque d'appui social n'est pas seulement qu'il a perdu autorité devant les masses, mais que le développement de la Révolution restreint ses champs d'investissement.

C'est la raison pour laquelle le Marché Commun a une immense limitation et, après bien peu d'années de construction, s'écroule. De Gaulle vient d'aller chercher des marchés en Amérique Latine, non en Europe. Si les capitalistes avaient foi en l'expansion du Marché Commun européen, ils unifieraient l'Europe. Unifier toute l'économie européenne est une nécessité. La production de charbon et de fer d'Allemagne, de France, de Belgique, requiert une unification, ce qui réduirait le coût de 40 à 50 % et augmenterait la productivité. A court terme, cela réduirait énormément le coût de production. Mais cela ne peut se faire car il faudrait éliminer les intérêts privés. C'est impossible : ce serait supprimer le capitalisme.

Mais, en même temps, cela montre une autre conclusion : la tendance qu'ont les capitaux à se détacher de l'appareil de l'Etat, à l'éliminer. Comme ils ne peuvent éliminer l'Etat parce qu'il est nécessaire à leur soutien, ils s'attaquent au parlementarisme. Une expression très concrète en est les attaques qui ont été faites en France, contre le parlementarisme et le développement de la tendance au pouvoir présidentiel. Cette tendance qui existe en France et en partie en Allemagne, n'est pas déterminée par le désir de gouverner d'un seul homme, comme disent avec respect les communistes à De Gaulle. Et ils parlent du pouvoir personnel. C'est que le capitalisme ne peut déjà plus s'appuyer davantage sur le Parlement parce que son ère sociale d'influence d'autorité politique se réduit, et le Parlement ne sert déjà plus. Le Parlement influence, en dernière instance, les courants petits et moyens-bourgeois, et même en partie les grands, qui se heurtent aux grands trusts et monopoles qui les dominent et les éliminent. L'unique forme possible d'existence du capitalisme dans le monde — et particulièrement en Amérique du Nord et en Europe — c'est le monopole. Le Marché Commun n'a pas conduit à l'unification de l'Europe, mais à la concentration de grands capitaux et au développement de grands monopoles et, en même temps, à une perte d'appui social, d'influence, à la perte d'une base sociale immense. Aussi l'impérialisme yankee, qui pourrait investir en maints endroits dans le monde — endroits qui lui conviendraient — ne le fait-il pas. Il réduit ses investissements en Amérique Latine, en Afrique, en Asie (sauf au Japon qui, à ses yeux, a une stabilité capitaliste plus sûre). Mais, en Amérique Latine et dans le reste de l'Asie et de l'Afrique, il n'investit pas par crainte d'insécurité politique et sociale, et parce que cela réduirait leur taux moyen de profit.

(A suivre)

TOUJOURS EN VENTE :

Prix :

— MANIFESTE DU 1er MAI DU 7me CONGRES MONDIAL ... ... 5 fr.

— RESOLUTION DU S. I. SUR LA SITUATION EN ESPAGNE ... ... 5 fr.

— CLASSE, PARTI ET DIRECTION (Trotsky) 5 fr.

Passez vos commandes à CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai — GAND

Appel du Secrétariat de la IVe Internationale...

Liberté pour tous les emprisonnés, ouvriers, politiques et syndicaux au Brésil

Liberté pour les 15 Trotskystes emprisonnés au Brésil, parmi eux Pedro Makovsky, Aybere Ferreira, Silvia Montearroyos, Jôca Zeferino Da Silva, Augusto Da Silva y Martinho Campos, récemment détenus à Pernambuco

Le Secrétariat International de la IVe Internationale appelle toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, les partis ouvriers, les partis communistes, le Parti Communiste Chinois, la direction de la Révolution Coloniale, toutes les tendances révolutionnaires nationalistes, tous les combattants ouvriers et anti-impérialistes, à exiger la liberté de tous les emprisonnés ouvriers et anti-impérialistes au Brésil, et parmi eux des membres du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) — Section brésilienne de la IVe Internationale.

Les Trotskystes au Brésil sont en première ligne de combat avec les masses nationalistes, révolutionnaires qui, depuis Rio Grande do Sul a Amazonas, résistent d'une façon distincte mais avec la même décision révolutionnaire aux plans de la bourgeoisie de maintenir le capitalisme au Brésil aux dépens du niveau de vie et des droits politiques et syndicaux des masses. Le coup réactionnaire du mois d'avril, réalisé avec l'objectif d'imposer une dictature ouverte, n'a pu contenir ni abattre l'esprit et la décision de combat des masses d'ouvriers, paysans, soldats, étudiants et petie-bourgeoisie exploitée, qui cherchent à organiser un front unique des exploités pour renverser le front bourgeois. Dans cette lutte, les camarades du Parti Ouvrier Révolutionnaire du Brésil soutiennent l'activité révolutionnaire en défense du programme pour la Révolution au Brésil dans cette étape, pour l'expulsion de l'impérialisme, pour les nationalisations, pour le Contrôle Ouvrier, pour l'organisation à la base des masses, pour une Centrale Unique de Masses avec un programme de classe et révolutionnaire, pour la pleine participation de toute la population, depuis les usines, les quartiers et les ateliers, dans des organismes avec l'objectif d'imposer ce programme révolutionnaire et de renverser le capitalisme au Brésil. C'est pour cela même que les masses luttent au Brésil, c'est pour cela même que les masses sont réprimées et c'est pour cela même que sont détenus les trotskystes.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) du Brésil a 15 militants emprisonnés en différentes régions du pays, et récemment ont été détenus à Recife (Pernambuco) les camarades Pedro Makovsky, Aybere Ferreira, Silvia Montearroyos, Jôca Zeferino da Silva, Augusto da Silva et Martinho Campos. La police a frappé la lutte révolutionnaire à Pernambuco, mais elle n'a pu empêcher que l'activité du Parti continue, elle n'a pu empêcher la lutte des guerillas paysannes, ni l'intervention de « Chapeu de Couro », parce que c'est le résultat de la nécessité d'un centre qui dirige la lutte des paysans pour la terre, la défense de leurs droits, la lutte contre les capangas et les latifondistes. « Chapeu de Couro » est une expression encore empirique, mais révolutionnaire de cette nécessité. L'emprisonnement des camarades a aussi pour objectif d'essayer d'empêcher l'intervention consciente, la fusion du programme révolutionnaire avec cette lutte empirique. Les appels lancés par les camarades du Nordeste pour appuyer la lutte des paysans et pour le front unique avec « Chapeu de Couro » sont expression de l'avance et mûrissement de cette intervention du Parti.

A huit mois du coup réactionnaire d'Avril, non seulement le gouvernement de Castello Branco ne s'est pas stabilisé, mais ses contradictions et sa faiblesse ont augmenté. De même en Argentine, en Bolivie, de même pour le processus au Chili et au Pérou, où les masses empêchent toute stabilisation du capitalisme. L'interinfluence du processus révolutionnaire en Amérique Latine accélère les délais ; et ce qui détermine le rythme et la décision n'est pas l'emprisonnement des révolutionnaires sinon la lutte des masses et les coups au capitalisme et à l'impérialisme. L'impérialisme emprisonne des révolutionnaires au Brésil, mais il est mis en défaite par les guerillas guatémaltèques qui font réaliser un saut immense à la Révolution latino-américaine en luttant pour ce programme de la Révolution Socialiste. Telle est la mesure des luttes des masses ! Telle est la confiance pour lutter pour la liberté de tous les emprisonnés !

Les capangas et les latifundistes assassinèrent il y a deux ans, le camarade Jeremias, ainsi que des centaines et des centaines de paysans. La police a donné à cette détention de camarades à Pernambuco une importance énorme et ils ont publié dans tous les journaux du Brésil des pages entières avec photos et publications du parti, prétendant présenter leur intervention comme une action qui a « désarticulé des complots » et ils appellent l'ensemble des polices des différents états du Brésil à réprimer le trotskysme. Mais la bourgeoisie, l'impérialisme et sa police perdent ! Les masses brésiliennes et le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) du Brésil intensifient et développent chaque fois plus leur activité et leurs luttes révolutionnaires. Aujourd'hui, ils sont des milliers ceux qui vont aux guerillas, des milliers et des milliers ceux qui participent aux luttes, occupent les terres, luttent les armes à la main contre les latifundistes et les exécutent. Demain, ces milliers prendront le programme de la Révolution Socialiste, comme les ouvriers et les paysans guatemaltèques.

La IVe Internationale appelle à développer dans tous les pays une campagne pour la liberté de tous les emprisonnés ouvriers, politiques et syndicaux au Brésil. Elle appelle à se prononcer pour la liberté, à envoyer des télégrammes, à recueillir des signatures, à tirer des résolutions pour la liberté des militants trotskystes emprisonnés au Brésil, à la liberté de Pedro Makovsky, Aybere Ferreira, Silvia Montearroyos, Jôca Zeferino da Silva, Augusto da Silva et Martinho Campos, et des copies de ces résolutions aux journaux trotskystes dans chaque pays.

Elle appelle toutes les organisations nationalistes révolutionnaires, le mouvement brizzoliste, ses groupes à l'intérieur du Brésil, à tirer des manifestes, des déclarations, à faire des chaulages pour la liberté de tous les emprisonnés et parmi eux pour la liberté des trotskystes qui, au Brésil comme en Espagne, sont emprisonnés pour leur lutte pour le programme marxiste révolutionnaire, qui est le programme de la lutte objective des masses. Tous les trotskystes emprisonnés dans le monde entier (y compris Cuba) le sont pour leur lutte pour ce programme.

Elle appelle tous les partis ouvriers, les partis communistes, les partis socialistes, le P.S.I.U.P. en Italie, les tendances qui se développent vers le programme révolutionnaire en Belgique, en Europe, les directions de la Révolution Coloniale, la direction algérienne, la direction de la Révolution congolaise, angolaise vietnamienne, à incorporer dans leurs luttes la lutte pour la liberté de tous les emprisonnés anti-impérialistes. Ce sera un appui invincible pour les luttes des masses qui, au Brésil comme dans le monde entier, luttent contre le capitalisme et l'impérialisme. Elle appelle en particulier les syndicats et les organisations des Etats Ouvriers, de la Chine, de Cuba, de l'U.R.S.S., à tirer des protestations et des résolutions dans ce sens.

Elle appelle ouvriers, paysans, soldats, matelots, étudiants, professeurs, professionnels, parlementaires, écrivains, scientifiques, à lancer les plus vigoureux appels et protestations contre l'écrasement des droits des masses au Brésil, pour la défense des droits démocratiques, pour l'expulsion de l'impérialisme du Brésil, pour les nationalisations, pour la pleine intervention des masses, et en avançant dans la lutte de chaque pays pour ce même programme et pour le renversement du capitalisme et l'instauration de gouvernements ouvriers et paysans.

Ceux-ci sont des points, des parties du programme pour lequel les trotskystes luttent au Brésil. C'est pour cette lutte qu'ils ont été détenus, mais le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), Section Brésilienne de la IVe Internationale, comme les masses, continue sa lutte et poursuit, construisant la prochaine et proche victoire.

16 décembre 1964.

Le Secrétariat International de la IVe Internationale.

APPUI ET SOLIDARITÉ DES MASSES AU CONGO (suite de la p. 1)

d'appuyer immédiatement, de faire pression pour impulser tout ce qui signifiait l'expropriation du capitalisme. Elles ont appuyé immédiatement ces expropriations de toute laa propriété capitaliste. Et c'est de cela que le capitalisme mondial a peur. Il ne craint pas seulement la perte directe des usines, des mines ou de quelques petits commerces de transport, ou de quelques terres. Bien sûr, il craint cela, mais il craint davantage les conséquences de l'expulsion de l'impérialisme et l'étatisation de la propriété. L'impérialisme comprend que le développement du sentiment révolutionnaire des masses africaines — l'établissement d'un Etat Ouvrier en Afrique dans lequel les masses pourraient elles-mêmes déterminer, avec le formidable poids qu'a Stanleyville, et venant après l'installation de la révolution à Zanzibar — exercerait une influence immense sur le reste de l'Afrique noire.

La force de l'impérialisme ne réside pas dans sa capacité d'intervenir. Tshombé n'est qu'un représentant de l'impérialisme yankee et belge et, à travers eux, de tout le capitalisme mondial. La force qui permet à l'impérialisme et à Tshombé de se maintenir, c'est la politique des gouvernements des Etats Ouvriers, des gouvernements des pays africains appelés « libérés », des gouvernements des pays de la dénommée Union Africaine qui se maintient en dehors de ce mouvement. Et, parce qu'ils restent de côté, parce qu'ils n'interviennent pas comme le fait l'impérialisme, parce qu'ils ne volent pas au secours de la révolution, en reconnaissant tout au contraire le gouvernement Tshombé, ils laissent les masses de Stanleyville sans leur concours. Ils ne leur permettent pas de pouvoir compter avec le rapport de forces mondial, avec l'appui de toutes les masses du monde. Appui direct ou indirect. Appui indirect à travers la pression des gouvernements, la dénonciation de la part des organisations syndicales, des partis communistes et socialistes de ces pays. Directement, à travers l'envoi de volontaires, les mobilisations contre l'impérialisme, comme au Caire, dans tout le mouvement ouvrier, pour la destruction de toute la propriété impérialiste, l'expropriation de toute la propriété impérialiste.

Les masses de Stanleyville, dont la force dans cette ville est petite, ont leur puissance prolongée par la force des masses du reste du monde. Et celles-ci doivent l'employer en expropriant l'impérialisme comme la manière la plus efficace de soutien. Les masses de Stanleyville sont pauvres en moyens économiques et matériels, mais elles ont, par contre, la richesse immense de l'appui des masses coloniales du reste du monde, des masses exploitées des pays capitalistes, des masses des Etats Ouvriers. Toutes celles-ci n'ont pu intervenir directement en appui à leurs sœurs exploitées du Congo et de Stanleyville parce que leur direction les en a empêchées. La mobilisation des masses du monde entier aurait un formidable effet contre l'impérialisme. Une mobilisation, non pas avec de simples déclarations, mais une mobilisation pour exproprier l'impérialisme, pour l'écraser, le détruire, le renvoyer de ses entreprises, de ses bureaux, pour l'exproprier ! Pour l'expulser de chaque pays ! Pour faire fonctionner ses propriétés sous contrôle ouvrier ! Là serait l'expression la plus vivante de la prolongation de la force des masses de Stanleyville, qui manquent pour le moment de nombreuses forces militaires et économiques. Mais, malgré le fait que l'impérialisme a pu compter avec la complicité directe et indirecte de la majorité des directions des partis communistes, des directions des Etats Ouvriers et des partis communistes des pays capitalistes, il n'a pu écraser la volonté de lutte des masses congolaises.

L'impérialisme a pu intervenir parce qu'il a senti que l'Union Soviétique, comme le Parti Communiste de l'Union Soviétique, comme aussi les Chinois, Cuba, l'Algérie et les organisations de l'Unité Africaine, et tous les autres Etats Ouvriers, n'allaient pas intervenir. Ce n'est qu'après que l'impérialisme soit intervenu qu'ils sont intervenus. Les protestations qu'ils font actuellement, les déclarations, auraient dû être faites avant l'intervention, pour donner un appui à Gbenye. Durant 15 jours, Gbenye a lancé de dramatiques appels : « Pour la seconde et dernière fois, je demande à mes frères exploités du monde, à mes frères de l'Organisation des Etats Africains, qu'ils m'envoient des armes, des aliments, de l'aide, pour pouvoir résister à l'intervention impérialiste ». Il n'a reçu aucune réponse. Les gouvernements de l'O.E.A. ont essayé de laisser passer, de ne faire pression qu'avec des déclarations diplomatiques sur l'impérialisme. Aussi l'impérialisme est-il intervenu. S'ils ont aujourd'hui changé, c'est à cause de l'énorme impulsion des masses qui les y ont obligés, qui les y ont obligés, pour ne pas perdre leur crédit, leur autorité et la confiance des masses. Mais aussi parce qu'ils se rendent compte que, demain, cela peut leur arriver à eux-mêmes. Ils sentent l'énorme décision de l'impérialisme exprimée dans son intervention, et ils essaient de prendre des mesures auxiliaires, de s'appuyer sur les masses pour contenir l'impérialisme.

Mais les masses ne veulent pas seulement cela. Elles veulent abattre l'impérialisme ! C'est là la raison de l'attitude des masses au Caire, en Tchécoslovaquie et dans presque tous les pays africains où il y a eu des mobilisations contre l'impérialisme. L'attitude des masses du Kenya et la déclaration de l'organisation étudiante proposant d'aller en masse expulser l'impérialisme, même si cela devait déclencher la guerre mondiale, sont significatives de cet état d'esprit. La déclaration des Etudiants du Kenya d'intervenir en défense des masses congolaises, même si cela devait déclencher la troisième guerre mondiale, est un exemple de ce qu'est la guerre préventive. C'est-à-dire, ne pas permettre l'initiative de l'impérialisme, mais faire en sorte que les masses aient et prennent l'initiative. C'est défendre la révolution même au prix de la guerre atomique, parce que cela va contre l'impérialisme. Cela montre en même temps le puissant développement de la conscience communiste, et aussi que les masses sont conscientes que la décision finale dans la lutte contre l'impérialisme se décidera dans la guerre atomique. C'est pour cela qu'elles disent : « Même si cela doit déclencher la guerre mondiale ». Il existe une conscience objective, un Front Unique mondial des masses contre l'impérialisme. Les masses sont conscientes, beaucoup plus que les directions. Elles comprennent que seulement par la force, on peut expulser l'impérialisme.

Cette nouvelle invasion de l'impérialisme au Congo montre la pourriture de la politique des partis communistes, la pourriture des directions de la majorité des Etats Ouvriers. Cela montre que la politique de coexistence pacifique ne peut se faire qu'au bénéfice de l'impérialisme. Les larmes et les appels de quelques directions d'Etats Ouvriers, et parmi eux celui de Fidel Castro exigeant que la « coexistence pacifique doit s'appuyer à fond », ne servent qu'à tromper les masses. La voilà, la coexistence pacifique ! L'impérialisme ne peut appliquer une autre coexistence que celle-là.

L'Union Soviétique est intervenue en déclarant que l'impérialisme doit cesser son intervention, ce qui ne signifie pas qu'elle va apporter une aide. Le devoir de l'Union Soviétique et des autres Etats Ouvriers est d'envoyer des milices, des armes, de l'argent, comme l'a fait l'impérialisme. Ils doivent appeler tout le Congo à se soulever, toute l'Afrique à se soulever contre l'impérialisme, à expulser l'impérialisme, à liquider tous ses agents. Telle est l'attitude que doivent prendre les organisations syndicales des pays capitalistes, les partis communistes et socialistes, les pays d'Afrique, etc. L'impérialisme ne peut s'arrêter avec de simples raisonnements. Il ne s'arrêtera que devant la force, devant la révolution et devant la lutte des masses. Seulement cela peut arrêter l'impérialisme, l'écraser. Le reste n'est que du vent, qu'appels pour tromper les masses en leur faisant croire qu'il est possible d'arrêter l'impérialisme avec du vent. C'est là le laisser intervenir.

L'indépendance et la liberté des pays opprimés sont absolument inséparables de l'expulsion de l'impérialisme et du capitalisme. Cela montre non seulement la fausseté, l'échec et la non-valeur de la politique de coexistence pacifique, mais également toute la justesse de la révolution permanente. Les masses de Stanleyville ont pris le pouvoir, elles ont expulsé l'impérialisme, mais pour pouvoir se développer, elles doivent affronter l'impérialisme. Aussi la prochaine étape sera-t-elle celle de la nationalisation totale de toutes les propriétés et installations pour l'Etat Ouvrier de Stanleyville. C'est là la conclusion logique et principale de cette situation. Et pour cela, il faut s'appuyer sur les masses du monde.

L'attitude des Chinois, l'appui donné par Mao, de même que l'attitude des masses des autres Etats Ouvriers, des masses algériennes qui ont décidé l'envoi de volontaires, d'argent, est correcte. Mais cela aurait dû être fait avant. Avant, pour contenir l'impérialisme et soulever les masses. Mais de plus, il n'est pas suffisant d'envoyer de l'argent, des armes, une aide économique et militaire, il faut appeler les masses à se soulever. Et pas seulement les masses d'Afrique, mais aussi celles d'Europe.

L'échec, la déroute de l'impérialisme au Congo est un stimulant immédiat pour les masses de toute l'Afrique.

C'est pour cela que ni les partis communistes, ni les grandes organisations ouvrières ne sont intervenus. Ils ont eu peur de la répercussion révolutionnaire. Ils ont eu peur des conséquences réelles. Et ils ont pris une attitude conciliatrice. Le propre appel de l'Union Soviétique à cesser l'intervention est conciliateur, parce que c'est un appel pour que l'impérialisme se retienne, et non pas un appel aux masses à se soulever. On peut faire un tel appel à l'impérialisme, c'est correct, mais il doit être accompagné d'un appel aux masses à l'expulser.

La Quatrième Internationale lance un appel à tous les partis communistes, à tous les syndicats ouvriers, à toutes les organisations nationalistes, pour organiser des mobilisations en défense des masses africaines, à organiser la lutte pour l'expulsion de l'impérialisme et l'expropriation de toutes ses propriétés. Elle appelle les masses d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie, d'Europe, à exproprier l'impérialisme, à étatiser toutes ses propriétés, à lutter contre « l'opération Ayacucho » en Amérique Latine. En Amérique Latine, l'impérialisme se prépare à une intervention comme au Congo.

Elle appelle les partis ouvriers, communistes et socialistes, les grandes organisations syndicales des pays capitalistes, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine à organiser des mobilisations, des meetings, des manifestations contre l'impérialisme et son intervention, pour son expropriation. Elle appelle les Etats Ouvriers, l'U.R.S.S., la Chine, etc., les partis communistes des Etats Ouvriers et les syndicats à faire des manifestations, à envoyer des milices, à appeler les masses d'Afrique à se soulever contre l'impérialisme. Elle appelle les partis communistes à faire des manifestations en appelant les masses à exproprier l'impérialisme et à la lutte pour le renversement du capitalisme, pour instaurer des gouvernements ouvriers et paysans. Telle est la réponse qu'il faut donner à l'intervention au Congo.

Celle-ci montre que l'impérialisme ne s'arrêtera devant aucun obstacle « démocratique », ni devant aucun accord avec aucun Etat Ouvrier, et interviendra là où il sent la nécessité d'intervenir. C'est à travers la lutte révolutionnaire des masses seulement qu'il sera possible d'écraser l'impérialisme. C'est cette conclusion qu'il faut tirer de l'intervention.

La Quatrième Internationale appelle les partis ouvriers et les Etats Ouvriers, les directions politiques et syndicales de tous les Etats Ouvriers, à intervenir massivement en appui des masses congolaises. Elle appelle les masses de toute l'Afrique à se soulever pour écraser et expulser l'impérialisme et instaurer des Etats Ouvriers, des gouvernements ouvriers et paysans.

Emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne (suite de p. 4)

grèves incessantes des mineurs et métallurgistes d'Asturie, de Bilbao, des ouvriers agricoles du Sud, à travers la création d'organisations syndicales clandestines, à travers l'occupation de l'Université de Madrid par les étudiants, à travers les multiples manifestations de rues, à Bilbao, Séville, Madrid, El Ferrol, etc.

Depuis quelques années, en dépit de la répression, les manifestations de rues se multiplient. Malgré la répression, les déportations sans interruption depuis quatre ans, les mineurs asturiens imposent dans les faits leur droit à la grève et leurs syndicats clandestins. Aujourd'hui, les emprisonnements des militants syndicaux, politiques, révolutionnaires représentent une dernière tentative d'intimidation pour freiner ce mouvement. Mais, pas plus que les déportations massives des mineurs en 1962, ces arrestations ne pourront arrêter un processus qui ne cesse de grandir et de se développer.

Défendre ces emprisonnés, c'est soutenir cette lutte des masses travailleuses en Espagne, c'est soutenir les militants d'avant-garde espagnols.

Le fait même que le gouvernement franquiste, que la bourgeoisie espagnole doivent chercher une issue à leurs contradictions dans l'alliance avec le capitalisme européen et dans son soutien, permet une intervention plus grande et efficace du mouvement ouvrier européen, pour soutenir le combat du prolétariat espagnol. La défense des emprisonnés est inséparable de l'action du mouvement ouvrier européen et mondial pour soutenir la lutte des travailleurs espagnols : lutte pour les droits de réunion, d'association, pour la liberté de presse, le droit de syndicalisation, le droit de grève. Personne, enfin n'ignore l'importance et la signification qu'auraient pour tout le mouvement ouvrier européen et international la destruction et le renversement du régime de Franco.

Nous appelons tous les travailleurs, les organisations ouvrières syndicales et politiques, les étudiants, les intellectuels de Belgique et de toute l'Europe, à s'unir dans un Front Unique avec tous ceux — ouvriers, paysans, étudiants — qui luttent en Espagne.

Nous appelons à lutter pour la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et syndicaux en Espagne.

Nous appelons à lutter avec ces militants de la révolution espagnole pour les droits démocratiques et syndicaux du peuple espagnol : droit de grève, de parole, de presse, de réunion, d'association syndicale et politique, pour la suppression des syndicaux verticaux (corporatifs) et la reconnaissance des syndicats ouvriers indépendants.

Nous appelons à organiser toutes les actions, à exercer toutes les pressions pour la libération des emprisonnés : signature d'appels, pétitions, résolutions, manifestations aux Ambassades.

Luttes et grèves sont appelées à se multiplier en Espagne dans le futur. Nous invitons le mouvement ouvrier, les syndicats et les partis à préparer ou à envisager des mesures de boycott, de débrayages et des grèves de solidarité.

Nous appelons à la solidarité fraternelle et financière la plus grande avec les emprisonnés des Asturies, de Barcelone, de Séville, de Madrid, etc., qui luttent pour les droits des masses espagnoles et pour le socialisme en Espagne.

Les ouvriers des villes et des campagnes, les paysans, les étudiants, les intellectuels d'Espagne mènent une lutte dont l'aboutissement sera leur libération. Soutenons cette lutte et celle des militants emprisonnés !

Ce COMITE a été formé pour l'organisation de la victoire de cette lutte de solidarité.

Nous appelons à la formation de comités dans les usines, les quartiers, les villes et les universités. Nous appelons à s'incorporer au COMITE.

Adhérez, signez, souscrivez ! »

Etudiants Socialistes de Gand.
Jeunes Socialistes de Zottegem.
Un groupe d'ouvriers de l'Usine ARBED (Gand).
J. Verbist (Professeur à l'E. O.S.).
C. Mattart (syndicaliste C. G. S. P.).
Un groupe d'ouvriers des verreries de Charleroi.
C. Andersen (employé de banque).
Jeunes Socialistes de Mortsel.
E. Hulet (pensionné métallurgiste).
L. De Heusch (Professeur à l'U.L.B.).
Mouvement Marxiste Révolutionnaire (Gand).
Etudiants Socialistes d'Anvers.
Jeunes Socialistes de Gand.
R. Van de Wiele (délégué syndical C.G.S.P.).
L. Somerhausen (avocat).
Carlos Dumortier (militant syndical C.G.S.P.).
A. Donnai (syndicaliste C.G.S. P.).
T. Delforge (instituteur).
C. Delforge (étudiante).
Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste).
M.-J. Peetermans (étudiante).
A. Peetermans (étudiante).
M.-J. de Pauw (professeur).
J. Losman (étudiant).
M. Van de Meuleboeke (Professeur).
J.-P. Lagneaux (syndicaliste C. G.S.P. — U.L.B.).
Sturner (ancien des Brigades Internationales).

Editeur responsable correspondance : M.-J. Peetermans, 30, rue G. Defnet, Bruxelles.

Pour les envois d'argent : F. Flips, 30, Nieuwbrugkaai, Gand. C. C. P. 9282.55.

LETTRE DU P.O.R.(T.) A « LA NOUVELLE DEFENSE »

« La Nouvelle Défense » est née à « La Discipline » comme l'expression de l'aspiration, de la disposition pour la lutte anti-capitaliste qui existe dans tout le personnel de la verrerie, et comme l'expression des heurts violents entre le personnel et la direction syndicale de la F.G.T.B., de l'appareil réformiste socialiste. Votre journal est surgi de la volonté et du désir de défendre jusqu'au bout la démocratie la plus complète, le droit de faire des assemblées quand la base le décide, le droit de choisir librement ses propres délégués, droits auxquels les dirigeants syndicaux de l'usine se sont opposés brutalement.

C'est justement dans le développement de cette lutte pour imposer la volonté de la base que le camarade Jean Alleyn a été expulsé de l'usine avec la complicité des bureaucrates syndicaux.

Mais dans le n° 3 de « La Nouvelle Défense », il ne reste plus rien de toute cette combattivité anti-capitaliste et de cette aspiration à une complète démocratie syndicale.

Vous semblez avoir oublié les raisons pour lesquelles votre bulletin est né, parce que dans le n° 3, vous faites, en définitive, l'éloge et la défense de la bureaucratie de la F.G.T.B. Cela n'est pas exprimé dans les phrases. Mais en défendant « Le Syndicat » et « L'Unité Ouvrière », comme vous le faites, sans dire un mot contre les dirigeants bureaucrates du syndicat, vous faites croire que « La Nouvelle Défense » et tout le personnel qui l'appuye, c'est la même chose que toute l'organisation syndicale. Mais de quel syndicat s'agit-il ? Celui de Liévin et des délégués traîtres à la classe ouvrière, ou celui pour lequel tous les ouvriers de « La Discipline » sont en lutte ?

Nous pensons, et nous l'avons déjà posé ainsi, que « La Nouvelle Défense » doit fonctionner comme le véritable syndicat, se transformer en direction qui reflète et représente l'intérêt des ouvriers, leur aspiration à construire une nouvelle direction.

Mais vous ne dites rien de tout cela ! L'article de critique à la C.S.C. est une véritable trahison de la base qui vous avait élus pour autre chose ! Vous faites le jeu de la bureaucratie réformiste de l'usine quand vous passez sous silence complètement son propre rôle anti-démocratique et conciliateur.

Dans son n° 3, « La Nouvelle Défense » n'accomplit plus les objectifs pour lesquels elle est née. Aussi, il y a une grande différence entre le premier numéro, une partie du second et celui-ci. Celui-ci est réformiste à tous les points de vue et ne vaut rien par rapport à ce que cherchent les ouvriers.

L'expression la plus claire de cette évolution vers la droite c'est l'éditorial. Pour quelles raisons attaquez-vous le trotskysme et qu'est-ce que vous attaquez dans le trotskysme ? Pourquoi n'attaquez-vous pas le programme du Parti qui est le centre et la base fondamentale de notre lutte, et que nous publions dans presque tous les numéros de « La Lutte Ouvrière » ? Vous n'attaquez pas le programme trotskyste parce que vous-mêmes, vous vous rendez compte qu'il répond aux aspirations de toute la classe ouvrière, parce qu'il est appuyé par la classe ouvrière.

Pourquoi n'attaquez-vous pas toute la Quatrième Internationale ? Quelles sont vos propres positions sur la révolution coloniale, sur la révolution congolaise ? L'Internationale répond à chacun de ces problèmes !

Ce que vous attaquez uniquement, c'est la façon dont fut appliqué, à certains moments dans notre journal, l'instrument que représente la grève générale pour mener de l'avant la lutte pour le programme.

Nous vous invitons à lire, à ce sujet, le numéro de janvier de « La Lutte Ouvrière », l'Internationale critique dans un article certaines attitudes extrémistes et sectaires de la section belge, et spécialement dans la manière d'employer ce mot d'ordre de grève générale. Mais cela n'est qu'une erreur qui ne change rien à la valeur, à la pureté du programme. Et de cela, vous ne dites rien.

Nous sommes d'accord avec « La Nouvelle Défense », mais dans l'esprit de son premier numéro. Maintenant, non.

Vous ne vous disposez pas à poursuivre une politique révolutionnaire et vous vous couvrez de cela en disant que « La Nouvelle Défense » est purement syndicale et non politique. Mais c'est impossible de mener une activité syndicale sans activité politique, sinon vous faites le jeu de la bourgeoisie. Le « syndicalisme » est une expression de l'idéologie bourgeoise dans le camp ouvrier. Si vous voulez mener une lutte syndicale anti-capitaliste, cela exige un programme anti-capitaliste ! Le « syndicalisme » exprime simplement que la bourgeoisie a conscience de la division de la société en classes et que pour autant elle est obligée d'admettre le fonctionnement des syndicats. Mais elle les admet quand ils font simplement une lutte syndicale, non pas une politique de classe et révolutionnaire. C'est-à-dire, elle admet une lutte syndicale qui se réalise à l'intérieur des marges du capitalisme. Pour cette raison, toute activité syndicale, qui n'est pas accompagnée d'un programme et d'un objectif anti-capitalistes, révolutionnaires, favorise les plans de la bourgeoisie et de son alliée dans le camp ouvrier : la bureaucratie syndicale.

Un exemple clair de cela, c'est l'article de « La Nouvelle Défense » contre la C.S.C. et en particulier, les passages suivants : « En fait, notre unité est notre seule arme en face du patronat. Il faut que les travailleurs de base chrétienne sachent que les syndicats autres que la F.G.T.B. ont été voulu par le patronat pour briser notre action. Notre syndicat respecte les divergences politiques, ainsi que les opinions philosophiques de tous. Nous avons des statuts fort démocratiques et nous donnons le droit à la parole à quiconque dans les assemblées ».

Pas un mot de critique contre l'appareil de la F.G.T.B. à « La Discipline » ! Dans la verrerie, ceux qui freinent la volonté et la combattivité de la base, qui empêchent tout fonctionnement démocratique du syndicat, qui participent à l'expulsion d'un camarade parce que les jeunes l'ont choisi comme représentant, ce n'est pas la C.S.C., ce sont les Liévin et tout cet appareil bureaucratique qui est en front unique avec le patronat !

Une autre expression de l'évolution de « La Nouvelle Défense » vers la droite, c'est que tout en se défendant de « faire de la politique » d'une part, elle cherche à se différencier du trotskysme et, d'autre part, elle le fait en marquant les points qu'elle défend : réformes de structures et fédéralisme.

Réformes de structures : c'est déjà un vieux mot d'ordre qui nous vient de Bernstein et Kautsky. C'est la social-démocratie qui, dans sa période de putréfaction et de développement réformiste, parle de la possibilité de réformer le capitalisme : c'est cela les réformes de structures ! C'est la conception capitaliste de la lutte de classes : il y a deux classes antagoniques qui se battent entre elles, mais qui règlent leurs différends par la négociation, la conciliation. C'est la lutte de classes, mais dans les marges du capitalisme. Togliatti a été le continuateur le plus conséquent du réformisme social-démocrate. Dans le cadre des voies pacifiques au socialisme, il voulait voir la possibilité de réformer le capitalisme, mais en maintenant ses structures : réformes des structures du capitalisme. Mais pas la destruction du capitalisme !

Ce mot d'ordre que vous défendez signifie un grand pas en arrière : parce que « La Nouvelle Défense », il n'exprime pas la confusion de certains secteurs de l'avant-garde ouvrière qui représentent et appliquent, derrière ce mot d'ordre, toute la ligne anti-capitaliste des masses. Il s'agit ici d'une défense ouverte du programme réformiste de « La Gauche », du M.P.W., de Mandel. Parce que, en même temps que vous défendez ce mot d'ordre, vous attaquez le trotskysme d'une manière calomnieuse. C'est une calomnie que vous faites dans cet éditorial : vous attaquez le Parti trotskyste sans dire un mot de son programme !

Il est nécessaire de changer l'orientation de « La Nouvelle Défense » ! Il faut revenir à l'esprit du premier numéro, à la combattivité anti-capitaliste qui a fait naître votre bulletin. Sans cela, « La Nouvelle Défense » est condamnée à mort. L'écho et l'enthousiasme qu'elle a eus avec ses deux premiers numéros vont être perdus à court délai.

Et nous contribuerons à la mort de ce bulletin tel qu'il est maintenant, par notre clarification politique, par notre lutte, notre action dans l'avant-garde prolétarienne. De même que nous luttons contre la bureaucratie syndicale, nous lutterons contre toute tendance bureaucratique qui peut naître et essayer de profiter de la lutte actuelle du prolétariat.

Il faut revenir et rester fidèle à la volonté de la base qui vous a élus pour mener de l'avant sa lutte contre le capitalisme et pour une complète démocratie syndicale. C'est avec cet appui de cette lutte que nous faisons un front unique et que nous avons fait objectivement un front unique avec « La Nouvelle Défense » lorsqu'elle est née et avant sa naissance, parce que nous l'avons appuyée et défendue. Et notre Parti sera toujours disposé à faire ce front unique avec vous si vous vous disposez à changer votre évolution réformiste pour revenir à ce que veulent les ouvriers de « La Discipline ».

Salutations fraternelles et révolutionnaires.

Le Bureau Politique du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste)
Section Belge de la Quatrième Internationale.

A L'ARBED (Métallurgie Gantoise) :
— Lutte pour les 40 heures
— Conditions dignes de travail
— A travail égal, salaire égal

L'échec du Marché Commun Européen, qui a conduit au développement de grands monopoles et à une concentration énorme des grands capitaux, conclut à une situation où le patronat doit faire face à une concurrence de plus en plus accrue dans les différentes branches de l'industrie. Le patronat essaye dans les usines d'augmenter davantage les rythmes de travail, aidé dans la plupart des cas par les directions syndicales qui ne font rien pour lutter concrètement contre ces attaques.

A l'Arbed, entre autres, le système de classification dans les paiements est appliqué d'une façon très rigoureuse. Il est scandaleux de voir des camarades qui, pour le même travail et le même rythme, sont payés différemment sous prétexte qu'il y a différenciation d'âge, de sexe, ou qu'ils sont mariés ou célibataires. Notre revendication immédiate doit être : **A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL.**

Ce système de classification, ajouté au paiement par prime, est vraiment une combinaison patronale qui tend à diviser les ouvriers, en s'appuyant sur les mieux payés, pour freiner les grèves, et en même temps en vue d'augmenter les rythmes de travail et de production.

Dans chaque secteur de l'usine, la situation mûrit pour de grandes luttes contre le système de prime, pour l'intégration des primes dans le salaire, sur la base du plus haut pourcentage, **contre les classifications,** pour nos revendications immédiates. La semaine dernière, à la boulonnerie, tous les hommes ont arrêté le travail pendant deux heures ; la direction fait croire que cette grève a eu lieu contre les mauvaises odeurs d'acide ; en partie, cela est vrai (il n'y a pas d'aérage suffisant), mais la raison profonde de cette mobilisation, ce sont toutes les revendications qui s'accumulent et qui ne trouvent pas de solution, faute d'une direction qui lutte dans un esprit réellement syndical et révolutionnaire. Signalons que cette courte grève, et bien d'autres (il y a un peu plus d'un mois, c'était la galvanisation, une autre fois la tréfilerie, etc.), n'étaient pas soutenues par les deux syndicats C.S.C. et F.G.T.B. ; au contraire, ils sabotent. A un délégué de la boulonnerie un peu après la grève, un chef de section lui demanda ce qui s'était passé, pourquoi cette grève. Le délégué répondit : « Je n'en comprend rien ! Je ne sais pourquoi, tous les hommes sont partis d'un seul coup ! » exactement comme s'il s'agissait d'un mouvement très profond, d'un désir de lutte qui le dépasse tout-à-fait. Et bien, oui, à l'Arbed, il s'agit bien de cela, une réelle combattivité qui s'organise à la base, par dessus la direction syndicale.

La semaine dernière, des camarades de la boulonnerie, de la galvanisation, de la tréfilerie, des maçons, ont décidé de créer leur propre comité, leur propre journal, pour se battre efficacement et organisationnellement contre le capitalisme, pour les 40 heures, l'intégration des primes dans le salaire, à travail égal, salaire égal. Cette organisation issue de la base, trouve déjà un appui chez un grand nombre de travailleurs des A.C.E.C. et de la chimie à Gand.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) lance un appel au Front Unique Révolutionnaire à toutes les tendances ouvrières qui se réclament d'une véritable lutte anti-capitaliste et salue la volonté des travailleurs de Gand de s'organiser en un réel mouvement marxiste révolutionnaire.

Stéphane MERTENS.

COMITÉ pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne ; pour les droits démocratiques et syndicaux des masses espagnoles

Le P.O.R. (T.) participe, en front unique avec les militants de diverses tendances qui adhèrent à ce comité, à la campagne internationale de solidarité avec la lutte des masses espagnoles.

Nous avons informé dans le numéro précédent de « La Lutte Ouvrière » du communiqué du Comité-Pilote en France saluant la mise en liberté provisoire de deux camarades détenues à Barcelone : Nicole Boyer et Gabrielle Hildebrandt.

C'est un grand succès de la campagne qui s'est engagée.

Nous appelons tous les militants du mouvement ouvrier, de toutes tendances à prendre part à cette action qui ne peut s'achever qu'avec le triomphe de la lutte des masses exploitées espagnoles pour le renversement du régime de Franco et avec la libération complète de tous les prisonniers politiques et syndicaux d'Espagne.

A l'appel du comité en Belgique, nous reproduisons ci-après le manifeste du comité, ainsi que les dernières adhésions recueillies à la date du 1 janvier :

« Des centaines de militants du mouvement ouvrier et révolutionnaire espagnol ont été arrêtés ou déportés : membres des syndicats clandestins, militants d'avant-garde et révolutionnaires, grévistes mineurs, métallurgistes, ouvriers agricoles, militants trotskystes et oppositionnels communistes du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de « Chispa », de « Proletario », du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, du Parti Comuniste d'Espagne (Mundi Obrero Revolucionario), des militants communistes, socialistes.

Ces militants ont été arrêtés, battus, gardés au secret par l'appareil répressif du franquisme.

Ces arrestations prennent toute leur signification à la lumière de la crise actuelle du régime franquiste. Ce sont d'abord les mouvements de grève : dans les Asturies, à Bilbao, parmi les ouvriers agricoles d'Andalousie, chez les ouvriers et les employés, les étudiants, les intellectuels de toutes les régions d'Espagne. Confronté à ce mouvement, le régime ne peut sévir comme par le passé. Lui-même est rongé par ses contradictions internes. Armée, administration, phalange, église, gouvernement même : tous les secteurs sur lesquels s'appuyait l'appareil politique franquiste sont ébranlés par les contradictions, des crises, des déchirements. Une importante partie de la bourgeoisie cherche à échapper à cette situation en s'appuyant sur la bourgeoisie européenne, en s'intégrant au Marché Commun, en suscitant une évolution libérale. Toutes ces contradictions économiques, politiques, sociales, ne font qu'affaiblir les capacités répressives du régime franquiste.

La véritable volonté du peuple espagnol s'exprime à travers les

(Voir suite page 3)

POUR VOUS ABONNER
ABONNEMENT ORDINAIRE :
6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS
1 an — 24 numéros : 100 FRANCS
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS
Prière de s'adresser : CLAUDINE POLET 30, Nieuwbrugkaai, GAND
Pour la correspondance : Même adresse.

Editeur responsable : CLAUDINE POLET 30, Nieuwbrugkaai, GAND.

L'ECHEC DU MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN

(fin) par J. POSADAS (voir page 2)

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

— BI-MENSUEL —

3me Année — N° 25.

6 MARS 1965.

LE NUMERO : 5 FRANCS

Donner une réponse aux nouvelles attaques impérialistes, contre le Vietnam du Nord par la mobilisation révolutionnaire des masses.

La nouvelle attaque de l'impérialisme américain contre le Vietnam du Nord montre sa décision d'aller jusqu'à l'épreuve de forces devant les défaites qu'il a subies au Vietnam du Sud, au Laos, devant l'avance permanente de la révolution dans toute l'Asie du Sud-Est et dans le monde entier. Cela démontre en même temps et une fois de plus l'échec de la politique de coexistence et de compétition pacifique. Et que la mobilisation et l'intervention directe et révolutionnaire des masses pour faire face et rompre la prépotence et les crimes de l'impérialisme sont impérieuses.

Avec ces méthodes et ces moyens, dans une ligne qui démontre clairement sa prédisposition d'aller jusqu'à la guerre atomique, l'impérialisme essaie de faire pression sur la bureaucratie soviétique dans le but qu'elle résiste à la pression des Chinois et de la révolution mondiale. De même que pendant l'attaque dans le Golfe du Tonkin, il y a un accord tacite et caché entre le gouvernement soviétique, comme représentant de la caste parasitaire de la bureaucratie soviétique, et l'impérialisme nord-américain. Les deux coïncident dans leur intention d'empêcher le développement de la révolution mondiale.

Cependant, la situation s'aiguise de plus en plus dans la mesure où la révolution mondiale sous toutes ses formes s'étend et s'élève jour après jour ; dans la mesure où la relation mondiale des forces favorise plus la révolution, les Etats ouvriers, la révolution coloniale et le prolétariat qui lutte dans les pays avancés. Dans cette situation, non seulement le champ pour la coexistence se restreint mais toute l'évolution mondiale, sous l'impulsion de la révolution exige des méthodes révolutionnaires et le programme anti-capitaliste et anti-impérialiste qui répondent à la réalité de la situation.

Cela rend plus aigu le conflit sino-soviétique et le pousse en fin de compte et logiquement à la rupture avec la politique de la bureaucratie soviétique. C'est cela qui mène le gouvernement soviétique à essayer de manœuvrer, en combinant un langage plus dur devant l'impérialisme avec une intervention sur les scènes de la révolution, en offrant de l'aide mais en même temps en essayant de freiner et de rechercher les formes de négociation et conciliation avec l'impérialisme. L'impérialisme cherche à profiter au maximum de cette politique de la bureaucratie, avec en premier lieu l'objectif de freiner les Chinois qui expriment, même d'une façon empirique et limitée, les pressions et l'avance de la révolution mondiale et qui sont plus sensibles à elle.

Dans la ligne d'être décidé à aller jusqu'à l'affrontement final des comptes avec la guerre atomique, l'impérialisme ne peut pas abandonner les dispositifs sur lesquels il compte dans le Sud-Est asiatique ou dans n'importe quelle partie du monde, par la voie de la conciliation. Il peut être seulement délogé par la force. L'impérialisme manœuvre, essaie d'exploiter les contradictions dans le camp des Etats ouvriers et de la révolution, essayant de gagner du temps, sous la pression de ses propres contradictions qui minent le camp capitaliste-impérialiste mondial, tandis que sa décision d'aller à la guerre atomique avance. L'impéralisme yankee ne peut pas se retirer sans lutte parce que tout le Sud-Est asiatique et toute l'Asie sont en jeu. Seule la lutte des masses peut le déloger et les conditions sont plus que mûres pour réussir en cela. Toute négociation, tout traité, sans l'intervention révolutionnaire des masses, sera uniquement avantageux à l'impérialisme. Le crime de la bureaucratie soviétique est justement d'agir comme contre - révolutionnaire, obligée de défendre ses intérêts de caste parasitaire, malgré qu'elle doit aller plus à gauche, sous la pression de l'évolution de toute la situation.

La propre vacillation de la direction chinoise, produit de son empirisme, de son manque d'une conception globale marxiste-léniniste, contribue à permettre les manœuvres et attaques criminelles de l'impérialisme. Mais cette situation ne peut se maintenir pour longtemps. Toutes les forces de la révolution travaillent et font pression dans le sens de la mobilisation révolutionnaire des masses, dans le sens de chercher le front unique anti-capitaliste et anti-impérialiste. Cela fait pression et fera de plus en plus pression sur les propres directions, inclue la direction soviétique qui sera obligée de réagir en défense de l'Etat ouvrier, malgré ses forces et intérêts qui la mènent à concilier et à essayer de réaliser des concessions.

Le devoir de l'avant-garde en Europe, de l'avant-garde révolutionnaire, est de contribuer avec toutes ses forces à ce que le cours objectif, à ce que cherche le cours objectif : faire surgir et développer pleinement toutes les forces de la révolution, s'accélère, rencontre des centres et formes d'expression.

Il faut se mobiliser : les syndicats, les centrales ouvrières, les partis ouvriers, socialistes, communistes, pour donner des coups à l'impérialisme, pour liquider ses bases en Europe, pour expulser ses troupes, pour l'affaiblir sous toutes ses formes. Il faut organiser des manifestations, meetings, grèves, arrêts de travail, attaquer les organisations et les représentations impérialistes.

Les groupes, les tendances, les courants révolutionnaires qui surgissent dans toute l'Europe doivent se mettre ensemble à l'avant-garde de cette mobilisation, doivent impulser l'organisation du Front Unique anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Il faut unir cette mobilisation et cette lutte au programme et à la politique anti-capitaliste pour toutes les revendications des masses exploitées en Europe.

Il faut concrétiser organisativement le Front Unique avec les Etats ouvriers et avec la Révolution coloniale en Asie, Afrique et Amérique latine.

L'avant - garde prolétarienne dans toute l'Europe, les groupes qui s'organisent en Belgique pour le nouveau parti socialiste révolutionnaire, les groupes qui, en Belgique, ont fait des grèves dans les usines et les ports contre l'impérialisme et en défense de la révolution congolaise ; les groupes révolutionnaires et tendances ouvrières qui mûrissent en France ; le P.S.I.U.P. et la gauche marxiste-révolutionnaire qui mûrit dans son sein en Italie ; les syndicats et les organisations clandestines révolutionnaires en Espagne, tous doivent se mettre à la tête de cette politique et mobilisation révolutionnaire, anti-impérialiste et anti-capitaliste des masses.

L'impérialisme yankee cherche à terroriser la bureaucratie soviétique par sa décision d'aller jusqu'à la guerre atomique : **Mort à l'impérialisme yankee ! Détrui-**

(suite en page 6)

EDITORIAL

La crise de la bourgeoisie et la campagne électorale

L'issue n'est pas au parlement. Il faut organiser la force de classe du prolétariat pour le front unique prolétarien, la mobilisation directe des masses pour les révendications et le programme anti-capitalistes !

Le régime capitaliste démontre clairement au travers de la liquidation des charbonnages, de la mise au chômage de nombreux ouvriers, de la hausse du coût de la vie, de la politique de blocage des salaires, le développement et l'approfondissement de sa crise, son incapacité à résoudre aucun problème des masses, à céder des améliorations importantes.

C'est dans ces conditions que la bourgeoisie affronte les élections, avec une profonde inquiétude : les élections communales lui ont montré que tout le pays glisse vers la gauche, qu'il se développe une énorme polarisation des forces en faveur de la classe ouvrière, une aspiration anti-capitaliste profonde dans les masses.

Pour cela, la bourgeoisie fait tous les efforts pour empêcher à tout prix l'éclatement et l'élargissement des mouvements de grève qui mûrissent dans la classe ouvrière, empêcher la grève générale, en s'appuyant sur la bureaucratie syndicale et la direction du P.S.B.

Pour cela, elle s'efforce maintenant d'échapper à une crise gouvernementale, de rassembler ses forces, de constituer un gouvernement plus fort pour résister à la poussée des masses et maintenir encore son pouvoir.

Les projets de révision constitutionnelle et les négociations entre le P.S.B. et le P.S.C. ont fondamentalement cette signification : trouver les moyens de former encore un gouvernement, renforcer l'appareil de l'Etat et de la bureaucratie P.S.B. - P.S.C. Les conclusions de la Table Ronde ont pour objectif de restreindre au maximum les possibilités d'opposition parlementaire qui, même déformée, traduit et exprime les sentiments anti-capitalistes des masses, par des accords et des consultations extra-parlementaires entre le P.S.B. et le P.S.C., par le frein mis à la représentation des petits partis ; de concentrer les pouvoirs politiques dans les mains des deux partis gouvernementaux qui sont le dernier recours et appui de la bourgeoisie pour maintenir son pouvoir ; de renforcer directement le pouvoir exécutif avec les mesures d'« état d'urgence » contre les troubles intérieurs.

Les questions d'« autonomie culturelle », de « droit des communautés minoritaires » n'ont rien à voir avec le fond du problème. C'est un appât que la bourgeoisie jette dans le mouvement ouvrier pour entretenir la confusion et la dispersion de ses forces. Le Parlement, avec ou sans majorité flamande, reste un instrument du pouvoir capitaliste. Il est certain que la bourgeoisie cherche à réduire l'intervention du Parlement et à gouverner directement au travers de son appareil d'Etat et de celui des partis gouvernementaux parce qu'elle ne peut plus fonctionner normalement et que dans sa crise et sa faiblesse actuelles, même une opposition parlementaire peut être un élément de cristallisation et d'impulsion à la lutte.

La conclusion n'est pas de chercher des garanties de représentation plus démocratiques, de droit de la « Communauté Wallonne ». Pour approuver les résolutions des congrès du P.S.B. et du P.S.C., les délégués wallons et flamands ont été quasi-unanimes. Il en est de même au Parlement. Celui-ci

(voir suite page 3)

L'ECHEC DU MARCHE
et la lutte pour la Fédération des Eta

L'investissement global des capitaux est inférieur à ce qu'il pourrait être en Europe parce qu'il n'est pas possible de créer des marchés intérieurs comme en Europe. Ceci montre les limites du capitalisme et pourquoi il ne gagne ni autorité ni force. En échange, ceci donne la possibilité au mouvement ouvrier européen socialiste et communiste, de lancer les consignes de lutte pour : une seule Centrale ouvrière européenne, pour l'unification et le Front Unique de tous les partis ouvriers communistes et socialistes, une Centrale ouvrière unique avec le programme des **Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe.**

L'unification de l'Europe n'est pas l'unification des capitaux, car elle serait simplement déterminée par les intérêts égoïstes et individuels des capitalistes. L'unification de l'Europe, c'est ce qui répond aux nécessités des masses et à l'expansion de l'Europe, qui est réellement contenue. Les masses européennes ne consomment pas tout ce qu'elles pourraient et devraient consommer. Le Marché Commun n'est pas saturé, c'est totalement faux. Nous en avons une preuve dans la consommation du lait, les maladies, la limitation de la production. L'Espagne est un exemple. La Belgique aussi, la Hollande, l'Italie : tout le sud de l'Italie présente une immense sous-consommation. En Italie, la consommation de viande est très basse : moins de 30 kilos de viande par an. La proportion de consommation de viande en Italie est de 20, 25, 30 kilos par an, alors que le taux moyen de protéines requiert une consommation de 60 kilos de viande par an. 30 à 35 % de la population italienne, dans la zone Sud, sont sous-alimentés, mal logés, etc. Un des éléments qui démontrent que le « miracle italien » maintient une limitation immense du développement capitaliste italien est qu'en même temps que se développe l'industrie à grande productivité, la production agricole stagne, et il faut importer les 40 ou les 50 % de la consommation agricole. Ils n'ont pu développer en même temps la consommation et la productivité de la production agricole, à cause des structures arriérées, du manque d'investissements, du problème de la possession de la terre. Leur seule préoccupation est de trouver un marché qui rapporte, alors que, sur un marché de 50 millions d'habitants, 20 millions sont avides de consommer. Mais le capitalisme ne peut harmoniser le marché qui ne lui procure pas d'investissements capitalistes. Bilan : il y a presque 400 à 500.000 ouvriers italiens qui vont travailler à l'extérieur. Rien qu'en Allemagne, il y a 248.000 ouvriers italiens, ainsi que des Espagnols, en moindre quantité.

LE PROGRAMME DU PROLETARIAT POUR L'UNIFICATION DE L'EUROPE

Tout ceci montre l'échec du Marché Commun Européen et la nécessité de répondre à la concentration des capitaux en Europe, avec le développement du Front Unique Prolétarien pour l'étatisation de toutes les grandes et moyennes entreprises, l'étatisation de la terre, la production collective de la terre et la remise des terres aux paysans. Une Centrale unique européenne, pour un programme révolutionnaire qui (à partir de statistiques) fixera un salaire minimum, avec l'échelle mobile des salaires en fonction des améliorations de la productivité. Que toute avance de l'automation soit au bénéfice des masses et de la population pour que tous les profits qui résultent de la diminution du temps nécessaire pour produire aillent aux masses, immédiatement : réduction des heures de travail, augmentation des vacances, des salaires, des compensations, échelle mobile des heures de travail, contrôle ouvrier jusque sur l'armée. A bas Franco ! A bas Salazar ! Mort à Franco et à Salazar ! A bas l'impérialisme, appui inconditionnel à la lutte du prolétariat espagnol et portugais, etc.

Appeler les Etats Ouvriers à l'unification de l'Europe et des Balkans. Non à la proposition criminelle, assassine, réactionnaire et contre-révolutionnaire de Tito (qui veut que les Etats Ouvriers des Balkans se retirent ou rompent l'unification socialiste ou la solidarité face au capitalisme, et forment des Etats neutres), lui opposer la Fédération Socialiste Balkanique et appeler le reste des pays qui ne sont pas encore des Etats Ouvriers à s'unir entre eux. Fédération Socialiste Balkanique, Fédération Socialiste Européenne, Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe. Appui inconditionnel aux révolutions coloniales. Grève générale en Europe, maintenant, pour jeter à bas Franco, en appui à la révolution espagnole. Une grève générale pour les propres revendications du prolétariat stimulerait l'unification de toutes les masses en Espagne, ouvriers, paysans, petits-bourgeois, dirigés par le prolétariat. Toutes les conditions existent pour faire cela.

A la concentration capitaliste, on ne peut répondre avec d'autre moyen que celui de la lutte pour le pouvoir. Aucune mesure ne peut limiter, pacifier, il n'y a aucune possibilité de le faire, parce que le marché capitaliste a sa propre logique et conduit au monopole. Vouloir limiter le monopole, c'est détruire le capitalisme ; en conséquence, il faut le jeter à bas, il n'y a pas d'autre moyen. La politique conciliatrice des socialistes et des communistes fait le jeu du capitalisme. Il trompe, dévie, désamorce les forces prolétariennes, les forces de la lutte des masses, dans leurs vains efforts pour limiter les monopoles. Et soutenir le parlementarisme. L'emprisonnement du prolétariat dans les luttes parlementaires est tel que les masses ne peuvent développer toute leur force, leur capacité d'action, d'attraction envers les secteurs paysans et petits-bourgeois, pour résoudre les problèmes des prix, des salaires, de production, de travail, de misère (comme pour les masses italiennes). Devant l'actuelle situation de chômage des masses italiennes, aucune mesure ne peut imposer au capitalisme une régulation du travail des masses, sauf l'expropriation et l'étatisation du capitalisme. Toute entreprise doit être arrêtée jusqu'à ce qu'elle soit expropriée, étatisée. C'est la base qui donne la possibilité de maintenir le travail des masses et d'avancer pour résoudre les problèmes économiques des masses italiennes.

Toute la lutte des masses espagnoles continue ; même maintenant, les mobilisations à Bilbao, Barcelone, aux Asturies, à Saint-Sébastien, continuent constamment. Les masses espagnoles luttent, luttent constamment. Une grève générale, en Italie ou en France, soutenue d'actions dans les rues de toutes les masses, aurait un effet énorme sur l'Espagne. C'est pour cela que les partis socialiste et communiste ne font pas de telles grèves générales, parce qu'ils sentent que ce serait la chute du capitalisme ; ils ne proposent d'ailleurs même pas d'en faire. C'est pourquoi ils ne font rien, bien que, maintenant, la Grève Générale soit nécessaire pour défendre le salaire, la condition de vie et le travail des ouvriers.

Il faut unifier les ouvriers européens dans une Centrale unique, avec un programme anti-capitaliste. Il y a eu récemment une réunion des syndicats des ouvriers mineurs et ferroviaires de toute l'Europe. Il y a eu deux fois des réunions d'ouvriers mineurs pour un programme commun. C'est une tentative opportuniste, fomentée par les directions des syndicats socialistes et communistes pour répondre à une nécessité historique. Mais il faut partir de cette base possible pour étendre, non seulement l'unification et un programme commun des mineurs, mais de tout le mouvement ouvrier européen. Mais, pour le faire, il faut se baser sur le programme anti-capitaliste, parce que le capitalisme n'a pas l'intention de céder aux masses. De plus, les masses exploitées de toute l'Europe ont la force de mettre l'économie à leur disposition, ont la force organisée, syndicale et politique.

Le Parlement a déjà démontré toutes ses limitations et il était question en Italie, comme nous l'avions mentionné dans des articles il y a deux ans, de faire des coups militaires, parce que le Parlement ne sert déjà plus. En France, il y a eu constamment des tentatives de coups au Parlement pour réinstaurer une dictature militaire et, si ce courant s'est arrêté, c'est parce que De Gaulle compte sur l'appui des communistes. L'appui des communistes lui donne la sécurité de pouvoir obtenir du Parlement toutes les mesures dont a besoin l'impérialisme français.

Les Etats Ouvriers européens doivent faire peser toutes leurs forces pour organiser les masses en un Front Unique. Pourquoi le prolétariat de Bulgarie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Yougoslavie, n'appelle-t-il pas le prolétariat des pays capitalistes à une unification dans l'action ? Quelles différences y a-t-il entre eux ? Aucune. On peut faire un Front Unique et appeler à l'unité de la lutte du prolétariat de Tchécoslovaquie, Pologne, Bulgarie, Roumanie avec le prolétariat italien, français, etc. Un Front Unique en Europe sur la base d'un programme socialiste, pour jeter à bas le capitalisme.

LA LIGNE DES PARTIS SOCIALISTES ET COMMUNISTES

Le Parti Communiste Italien, avec Amendola — et, jusqu'à il y a peu, avec Togliatti (Togliatti au centre, Amendola à droite) — ont senti cette nécessité et la faiblesse énorme du capitalisme. Ils sentent que le capitalisme se débilite et que le Marché Commun européen n'a pas conduit à l'extension de l'autorité du capitalisme ; c'est ce qui importe en dernière instance historiquement. Le Marché Commun européen conduit à la concentration, au monopole gigantesque du capitalisme, mais non à l'autorité et au développement social du capitalisme, qui diminue. Parce que, pour développer les monopoles — comme il n'a pu le faire ni en Afrique, ni en Asie, ni étendre le marché mondial dans les mains du capitalisme — il a dû brûler, manger, détruire une quantité énorme de secteurs petits-bourgeois, commerciaux, de production, d'industries, paysans. C'est l'immense échec du Marché Commun européen, qui signifie la concentration et le monopole, mais non l'extension de l'autorité sociale du capitalisme, mais au contraire sa diminution, parce qu'il perd la base sociale : petite bourgeoisie, petite industrie, petit commerce, etc.....

Amendola et les partis socialistes sentent que le capitalisme se dilue. Ils n'essaient pas de s'appuyer sur ce processus pour terminer de l'enfoncer ; au contraire, ils sentent qu'il se dilue et veulent le remplacer en cherchant un accord entre eux pour faire une politique de persuasion, de conciliation, d'alliance avec le capitalisme, pour le remplacer petit à petit. C'est-à-dire, la politique réformiste, évolutionniste, de la bureaucratie socialiste et communiste, croit qu'il est possible de remplacer peu à peu la fonction du capitalisme et, quand ils seront majoritaires, supprimer le capitalisme par décret. C'est la conception évolutionniste qui démontre indirectement l'énorme autorité des Etats Ouvriers, l'énorme décision des masses européennes de renverser le capitalisme ; et, en même temps, l'énorme perte de capacité de celui-ci, qui ne peut résoudre les problèmes sociaux d'Europe. En même temps qu'il se concentre dans de gigantesques monopoles, le capital n'a pas la capacité sociale de résoudre les problèmes de l'économie, des masses. C'est pour cela que cette politique des socialistes et des communistes est réactionnaire. Elle tend à jouer, à tromper les masses en s'appuyant sur le Parlement, avec des moyens de pression, de persuasion envers les capitalistes. Ils cherchent des alliances avec la petite bourgeoisie, avec des secteurs bourgeois libéraux, pour faire croire aux masses qu'il est possible de faire une politique d'escalier, ou de « courroie de transmission » dans laquelle le capitalisme perd de plus en plus sa capacité et sa fonction de direction, et que eux le remplacent. Le capitalisme a besoin de ses propres organismes et, quand il sent qu'ils ne vont plus servir, il va essayer de faire un coup militaire, de lancer la guerre. S'il ne peut répondre avec une dictature fasciste militaire, il va répondre avec la guerre. Tout le reste n'est qu'illusions. L'histoire montre que le capitalisme ne se laisse ni surprendre, ni soustraire, ni tromper. Le capitalisme utilise les communistes et les socialistes pour le soutenir, car il n'a pas d'autorité réelle sur les masses pour les contenir.

Mais, quand il verra que les socialistes et les communistes ne peuvent déjà plus contenir les masses (c'est ce qui va arriver bientôt, il lancera des coups militaires, de quelque manière et de quelque forme que ce soit.

L'attitude de Tito démontre que cette couche conservatrice parasitaire de la bureaucratie soviétique, yougoslave, polonaise, etc..., ne s'appuie pas sur les conditions favorables pour achever de détruire le capitalisme. La proposition de Tito pour la formation d'un secteur neutre, qui se sépare des deux blocs, est réactionnaire et contre-révolutionnaire, et favorise directement l'impérialisme. Au contraire, les moyens des pays coloniaux et semi-coloniaux qui les conduisent au neutralisme sont progressistes. Mais que les Etats Ouvriers reculent vers le neutralisme est réactionnaire et contre-révolutionnaire. Là-bas, ce sont des mouvements bourgeois et petits-bourgeois nationalistes qui essaient d'échapper au contrôle du capitalisme, tandis que, pour les Etats Ouvriers, ils doivent être opposés et antagoniques envers le capitalisme. La politique yougoslave montre la dégénérescence et la perversion criminelle, bourgeoise, de ces gens. C'est une conception bourgeoise de la politique ; ce n'est pas eux qui doivent se défendre du capitalisme, parce qu'il ne les intéresse pas, et ils défendent une conception bourgeoise. Un tel appel est un recul. C'est réactionnaire et contre-révolutionnaire.

En Europe, il existe une immense richesse. L'augmentation de la production de l'acier et du charbon est de 9 % par an. C'est une productivité en constante progression, qui démontre comment la concentration des capitaux, même du point de vue capitaliste, a produit un développement immense, énorme. La production du lait, de la viande, des légumes, est immense, en voie de se tripler, mais, en échange, la consommation ne triple pas. Ceci montre qu'avec l'Europe socialiste, il y a des bases économiques et matérielles pour résoudre les problèmes de nourriture des masses européennes dès à présent, aujourd'hui.

LA NECESSITE DES ETATS SOCIALISTES-SOVIETIQUES D'EUROPE

Les Etats-Unis Socialistes Soviétiques Européens faciliteraient en conséquence, non seulement un meilleur développement de production et de productivité, mais aussi les nouveaux plans rendraient dix mille fois plus que dans le système capitaliste. Parlons des plans actuels capitalistes. Ils apparaissent immenses dans le Marché Commun européen, mais sont limités, car ils sont déterminés par le gain, donc stoppés. Cela empêche, par exemple, la Belgique de produire plus de charbon et elle doit en importer, tandis que l'Angleterre doit diminuer sa production. En Europe, l'actuelle unification de la production est déterminée par la concurrence avec les U.S.A. L'investissement du capitalisme yankee en Europe limite en même temps la capacité possible d'expansion de la production parce que l'intervention des U.S.A. se fait en tenant compte des intérêts de la métropole, c'est-à-dire de l'Amérique du Nord.

C'est complètement faux que le Marché Commun européen soit une force que l'on ne peut contenir, capable de développer toutes les possibilités d'une économie européenne. La limite est déterminée logiquement par l'intérêt des gains des monopoles en nombre considérable, est l'intérêt de l'impérialisme nord - américain. C'est la raison des limitations actuelles des regroupements des trusts yankees d'un côté, français, allemands, italiens de l'autre. C'est l'exemple de la production automobile. Demain, ce sera l'acier, etc... Par contre, les Etats-Unis Socialistes d'Europe développeraient toutes ces forces en les multipliant immédiatement.

Des 9 % d'augmentation de la production annuelle du charbon et de l'acier, les Etats-Unis Socialistes d'Europe élèveraient la capacité de production à 20 % au minimum à un bref délai. Il y a une force énorme, qualifiée : le prolétariat. En Italie, la capacité

Appel à discuter le problème du " Fédéralisme „. Pour une clarification et une réponse Marxiste-Révolutionnaire

Nous republions ci-dessous les extraits les plus importants de l'exposé du camarade Luis, sur « le problème Wallons-Flamands », qui a déjà paru dans le n° 10 de « La Lutte Ouvrière ».

Cet article conserve toute son actualité aujourd'hui, au moment où la Belgique est agitée par d'importantes mobilisations des ouvriers et des paysans, contre le régime et l'exploitation capitaliste, où des secteurs très importants de l'avant-garde et de la classe ouvrière cherchent et commencent à s'organiser pour donner une issue révolutionnaire à leurs luttes, au moment où va se former un nouveau parti socialiste sur la base de la pression énorme et décisive de l'avant-garde ouvrière.

Les dirigeants de ce nouveau parti maintiennent la même confusion, cherchent à nouveau à dévier la lutte révolutionnaire sur des voies de garage en posant à leur programme : le fédéralisme, en faisant le jeu de la bourgeoisie en créant la diversion et la dispersion des forces du prolétariat.

Nous appelons tous les militants ouvriers, du Parti Communiste, du P.C. pro-chinois, du P.S.B., les militants qui veulent un nouveau parti révolutionnaire, des syndicats, etc. à discuter et à analyser ce problème dans des assemblées, des réunions.

Nous appelons les camarades ouvriers qui sont à la base de la constitution du nouveau parti socialiste à imposer cette discussion publiquement dans ce parti, à faire des résolutions dans ce sens, à lutter pour que le parti s'engage dans la voie révolutionnaire, à rejeter le programme réformiste et à faire triompher le progamme ouvier anti-capitaliste !

Le Comité de Rédaction.

« ... Une discussion s'est tenue dans le pays. La bourgeoisie a posé la discussion sur le problème des langues par surprise, sans aucune nécessité, ni sociale, ni économique, ni financière, ni commerciale. Et une démarche parlementaire très rapide décide de diviser le pays en deux langues et d'introduire une modification contre la zone wallonne en faveur des Flamands, et décide en même temps d'installer une commune flamande dans les Fourons, zone où tout le monde parle français. **C'est une véritable provocation !**

» La subite résolution de ce problème n'obéit à aucune nécessité, nous insistons, ni commerciale, ni financière. L'unique raison pour laquelle la bourgeoisie a pris cette résolution est sociale, contre-révolutionnaire. C'est simplement une résolution destinée à créer un problème artificiel, parce qu'il n'existe pas de problème, bien qu'il y ait des langues différentes. La bourgeoisie a besoin de susciter artificiellement des antagonismes et créer une cause de lutte entre les zones flamandes et wallonnes, entre le prolétariat flamand et wallon, pour dévier, pour contenir, pour perturber la lutte révolutionnaire des masses. Il ne se pose aucun problème de division du pays parce qu'il y aurait une nationalité opprimée... »

.../...

« ... Quand, dans l'époque antérieure et postérieure à la Révolution russe, le problème des nationalité s'est exprimé, c'était à effet du développement révolutionnaire du pays. C'était pour rompre, affaiblir la grande bourgeoisie et introduire un élément de ferment révolutionnaire et pouvoir avancer dans cette voie. Il n'y avait pas d'autre raison.

» Quand nous posons le problème de la culture et des langues, ce n'est pas dans un but de reconnaissance morale ou esthétique, nous ne le posons pas en abstrait, mais avec une finalité historique, sociale, révolutionnaire. Idem en Belgique. Il y a un problème de langues et de division artificiellement créé par la bourgeoisie d'un côté, mais de l'autre, il y a une réelle division car on parle deux langues distinctes. Dans un même pays, unifié sous un même gouvernement, sous une même bourgeoisie, de tout côté, les choses se désignent en deux langues, dans le tram, au magasin, dans la propagande, il y a deux langues. Mais cette division réelle qui existe doit être considérée sous son aspect le plus progressiste : c'est qu'actuellement le point fondamental, ou la base pour le développement social de la Belgique est-il de poser le problème de la différenciation des langues ? Est-ce le problème de la division ou le problème de la lutte pour le pouvoir ?

» Si c'était un obstacle pour l'unification de la lutte pour le pouvoir, pour construire une seule centrale syndicale, un front unique prolétarien, pour le gouvernement ouvrier et paysan, nous poserions le problème. Mais, s'il n'est pas le problème des langues, les différences entre les régions divisées par la bourgeoisie et par la coutume, la tradition, on peut faire le front unique, la consigne n'est pas le problème des langues, mais d'unification du prolétariat en front unique. **Une fois au pouvoir, poser le problème des langues,** on verra qu'il n'y a aucune nécessité de division du pays. Et si le pays se divise, ce sera autre chose. Par exemple, unir la Flandre à la Hollande et la Wallonie à la France sera un problème à résoudre ensuite. Faire cela actuellement, c'est une question de chauvinisme, de diversion, de séparation. Nous reconnaissons qu'indubitalement la langue flamande n'a rien à voir avec la langue wallonne, nous ne nous opposons pas à l'unification des Flamands avec les Hollandais, mais sous quel gouvernement ? Sous quelle forme ? Est-ce que ceci peut être la base actuelle de l'impulsion de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir ? Non ! Est-ce que cela constitue un obstacle à l'unification de la lutte pour le pouvoir ? Non ! Il n'y a pas de problème wallon-flamand, il y a deux langues différentes, nationalités différentes, mais aujourd'hui ne se pose pas le problème pour la différenciation des langues et des nationalités pour impulser la révolution. C'est un élément introduit par la bourgeoisie pour retarder, entraver l'unification des masses dans la lutte pour le pouvoir, comme la grève 1960-61 a prouvé qu'elles étaient capables de le faire.

» En outre, poser le problème de la langue et des nationalités, c'est poser le problème de la division du pays. Si les différentes langues s'opposent, alors la Flandre peut s'unir à la Hollande et la Wallonie à la France. Mais nous n'avons aucun intérêt à poser ce problème sous le gouvernement bourgeois parce que c'est augmenter la centralisation du pouvoir de la bourgeoisie. Nous sommes contre cela.

» A cette étape, notre résolution est : appel aux masses pour un Front Unique Prolétarien pour renverser le capitalisme et, dans ce processus, résoudre le problème des langues et des nationalités ne peut être posé au sein de la seule Belgique mais en fonction des Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe.

» Nous acceptons et approuvons la nécessité de l'autodétermination, mais soumise à la nécessité de la Révolution, tel que cela a été posé en 1918 en U.R.S.S. Alors, le Parti bolchevique organisa l'Etat Ouvrier et sa direction accueillit favorablement la volonté des Ukrainiens d'avoir une langue et une culture propres, et même Lénine leur proposa la séparation de l'U.R.S.S. s'ils la désiraient, si c'était une nécessité et une requête de la population. Les Bolcheviques firent un appel pour qu'elle reste au sein de l'U.R.S.S., de l'agitation, ils ont employé toutes leurs forces, leur propagande et le poids de l'Etat Ouvrier pour que l'Ukraine reste à l'Etat Ouvrier.

» C'est la même question relativement à la Belgique. Non la Belgique d'aujourd'hui mais avec la perspective de la prise du pouvoir, des Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe, du socialisme en Europe. Alors nous poserons le problème des langues. Ce problème est uni à la structure économique, à la production et à la productivité.

» La zone industrielle de Belgique s'unit très bien avec la zone allemande et française. Il est très possible que, demain, avec le socialisme, il y aura une série de changements importants. Et nous devons considérer que le problème des langues et des nationalités ne se posera pas comme avant, on le posera pour fortifier et développer la centralisation sous l'Etat Ouvrier.

» En conclusion : les perspectives de cette lutte ne sont pas isolées du problème du pouvoir, mais unies à la lutte pour le pouvoir... »

Suivre l'exemple des métallos de Genck

Comité de Front Unique dans toutes les usines métallurgiques pour coordonner les luttes et faire triompher le programme de revendications. A bas les accords avec Fabrimétal. Imposer le respect de la démocratie syndicale.

L'accord que les directions syndicales de la métallurgie ont signé avec Fabrimétal a été accepté au sommet, mais il est répudié par tous les ouvriers métallurgistes du pays.

Les ouvriers de Genck ont exprimé leur révolte contre ces accords. Ils sont partis en grève au lendemain de leur signature, montrant bien qu'ils passent pardessus toutes les conciliations et qu'ils sont disposés à imposer leur volonté contre le capitalisme.

Cette grève reflète et représente toute la combativité et la disposition de lutte de tous les métallos, leur rejet des conventions qui ont été signées sur leur dos et sans leur avis.

Le patronat résiste même à augmenter les salaires, il ne peut permettre un niveau de vie digne pour la classe ouvrière. Il doit augmenter la productivité, les cadences et le rendement du travail pour résister à la concurrence dans le Marché Commun. Et la bureaucratie syndicale fait un front unique avec lui pour cela, elle accepte la paix sociale pour deux ans, elle accepte de saboter toutes les grèves qui pourraient éclater.

Mais pour la classe ouvrière, aucun problème n'est résolu. Les métallos de Genck, par leur grève, se lancent en lutte pour ces revendications qui sont celles de toute la métallurgie :

— les 40 heures sans diminution de salaires ;
— égalité des salaires masculins et féminins ;
— augmentation des salaires ;
— droits syndicaux dans l'entreprise.

Le patronat et le gouvernement, par la voix du ministre Spinoy, socialiste, veulent faire un chantage sur les grévistes et menacent de ne plus poursuivre leurs investissements dans la région et dans le pays si la grève se poursuit. Mais la classe ouvrière n'est pas responsable des plans capitalistes ! Ils ne conçoivent que l'intérêt de la bourgeoisie et son plus grand profit, sans se préoccuper d'épuiser les ouvriers par des cadences très dures de travail, ou de fermer des usines, de mettre des ouvriers en chômage pour sauver des intérêts !

Il faut poursuivre la lutte et appeler tous les ouvriers de l'industrie automobile à s'unifier autour des grévistes de Genck, à partir en grève par solidarité et pour leurs revendications !

La lutte pour les 40 heures, pour un salaire convenable, pour l'égalité de salaires entre tous triomphera par la mobilisation de tout le secteur métallurgiste.

La C.S.C. appuie cette grève par pure démagogie parce que dans les faits elle concilie avec les patrons en maintenant des grèves de 24 heures de temps en temps, en laissant les grévistes de Genck isolés du reste de la classe ouvrière ; la C.S.C. aussi a signé les accords avec Fabrimétal et participe à freiner les luttes et la combativité des masses.

C'est à la base qu'il faut s'unir pour imposer les revendications : discuter dans toutes les usines ce que font les métallos de Genck, s'organiser pour suivre leur exemple, former des groupes avec les camarades les plus décidés pour exiger des assemblées d'usine, refaire un vote sur ces accords ! Envoyer des délégations en solidarité chez les grévistes de Genck ; que les grévistes envoient eux aussi des délégations dans les autres usines de montage automobile, dans les grandes usines métallurgiques pour les appeler à soutenir la lutte et à faire la même chose.

Les dirigeants syndicaux veulent empêcher les luttes, il faut fonctionner comme un syndicat à la base, dans des comités de front unique de tous les ouvriers ; faire des résolutions d'assemblées, des appels dans l'usine, d'une usine à l'autre pour coordonner la volonté de tous sur la base de la grève de Genck, pour le programme anti-capitaliste : les 40 heures immédiatement, augmentation générale des salaires, échelle mobile des salaires et des heures de travail, salaire minimum vital.

La crise de la bourgeoisie et la campagne électorale

(suite de la page 1)

ne peut être représentatif de la volonté des masses tant que le régime capitaliste subsiste.

La conclusion, c'est que les conditions sont mûres aujourd'hui pour organiser toutes les forces de la classe ouvrière dans la perspective de la prise du pouvoir et du gouvernement ouvrier et paysan.

En faisant leur cheval de bataille de la « défense de la démocratie parlementaire » et des droits des communautés, le P.C., le M.P.W. et un secteur du nouveau Parti Wallon des Travailleurs font le jeu de la bourgeoisie. Le referendum d'intiative populaire est une tromperie totale pour les masses ; cela laisse croire que les moyens légaux et pacifiques peuvent résoudre tous les problèmes. La bourgeoisie garde le pouvoir de faire ce qu'elle veut de la volonté des masses et elle mènera la politique qui répond à ses intérêts de classe.

La classe ouvrière, les masses exploitées en Belgique, ont déjà suffisamment exprimé quels sont leurs sentiments, leurs aspirations et leur volonté, dans les grèves, les luttes permanentes, les élections précédentes !

C'est la classe ouvrière en Flandre et en Wallonie, et non pas le Parlement, qui exprime le point de vue de la majorité du pays dans ses luttes pour défendre son niveau de vie, pour conquérir les 40 heures, pour l'égalité des salaires, pour faire bénéficier les masses de l'automation, dans sa capacité et son dynamisme pour s'organiser, s'unifier dans les usines, les quartiers.

La campagne électorale doit servir ces seuls objectifs : organiser le Front Unique à la base du prolétariat, pour son programme de classe. Dans ce sens, le nouveau parti des Travailleurs, le P.C. pro-Chinois, doivent rejeter toute alliance sans principe sur la seule base du fédéralisme et des réformes de structure. Le rassemblement des différents groupes politiques sur leur seule qualité de « Wallon » ne peut aider à résoudre aucun problème de la classe ouvrière et des masses en Belgique.

Le P.W.T. doit être l'instrument de centralisation et d'une fixation de la classe ouvrière, lui permettre de s'exprimer dans toute sa force et montrer clairement ses perspectives : celles du pouvoir ouvrier ! Son programme : expropriation sans indemnisation des entreprises capitalistes ; contrôle ouvrier et administration ouvrière des entreprises nationalisées ; pas un seul licenciement, pas un seul chômeur ; augmentation des salaires en fonction du coût réel de la vie ; salaire minimum vital pour permettre à une famille ouvrière de vivre dignement ; 40 heures immédiatement; tous les bénéfices de l'automation à la classe ouvrière ; défense et alliance avec les petits paysans, etc.

Le P.W.T. doit se saisir de la campagne électorale pour agiter ce programme de classe, conclure ses alliances pour construire le Front Unique Prolétarien, montrer que la perspective n'est pas dans un bulletin de vote, mais dans l'organisation directe de la lutte des classes et révolutionnaire. Les militants du P.W.T. doivent défendre le programme de classe, être les centres de l'unification des ouvriers dans les usines, à la base, pour en assurer le triomphe.

L'ECHEC DU MARCHE COMMUN EUROPEEN

(suite de la page 5)

et la lutte pour la Fédération des Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe

tendances et des courants. C'est l'unique justification de l'existence du P.S.I.U.P., pas une autre. Un carriérisme parlementaire plus à gauche de Nenni, une politiqpe syndicale ou parlementaire à la gauche de Nenni n'a aucune signification. Les carriéristes l'ont (ils ont toutes les ailes : gauche, droite et centre). Ils ne tiennent dans la direction aucune aile révolutionnaire. Ingrao, qui se présentait comme aile gauche démontra sa limitation, c'est l'aile gauche mais de la bureaucratie,, c'est-à-dire une aile qui veut avoir davantage de racines dans la classe ouvrière pour avoir appui, mais rien de plus. De la même manière que l'aile gauche dans les partis socialistes cherche des racines plus solides, dans la base sociale prolétaire, pour avoir un appui social plus stable. Mais en dernière instance, cela démontre l'inquiétude qui existe dans le P.C. par l'appui au capitalisme que fait la direction du Parti. Pour mesurer Ingrao, il suffit de voir la politique qu'il fait : il refuse Moro, mais cherche Fanfani ; il cherche un accord avec la démocratie chrétienne pour un programme de persuasion du capitalisme. Il ne cherche pas à exploiter la révolution. L'attitude consciente, digne, qui répond aux intérêts de classe des masses exploitées, c'est la réponse qu'ils pouvaient et doivent donner encore, que le P.S.I.U.P. peut et doit donner encore, à la démonstration de volonté révolutionnaire et anti-capitaliste des masses qui allaient à l'enterrement de Togliatti. Un million de personnes, à la mort de Togliatti, ont été manifester non leur douleur pour le mort, non leur sentiment affectueux, mais leur volonté de lutter, de manifester que la mort de Togliatti ne les affecte pas, ne les consterne, ni ne les soumet, mais au contraire, qu'elles cherchent un centre pour pouvoir manifester massivement et arracher et attirer la population petite-bourgeoise et les autres secteurs des masses exploitées qui ne sont pas dans le P.C.

Tout grand événement est un motif de concentration des masses. Les manifestations et les meetings attirent les gens parce qu'ils espèrent dans la concentration et le meeting rencontrer une manière de s'unifier entre eux, de pressionner la direction pour qu'elle avance davantage. Pour cela, les masses assistent aux grands meetings. Dans la mort de Togliatti, la multitude espérait de la direction des déclarations, des résolutions, l'appel à l'enterrement de Togliatti devait être continué par la lutte pour le communisme. La masse allait à cela. Ce fut son centre d'unification communiste ; ce fut une intention communiste. Dans le million, au moins 30 à 35 % n'étaient pas communistes ; c'étaient des démocrates chrétiens, du P.S.I.U.P., des socialistes, des ouvriers, des paysans, des étudiants, des petits-bourgeois qui furent attirés par la multitude communiste. Mais attirés par quoi ? Par le souvenir envers Togliatti ? Ils furent attirés par la volonté combattive des masses communistes et arrachés par elle. Cela démontre la possibilité immense de s'appuyer dans une lutte à court délai, et d'arracher des tendances à l'organisation d'une tendance révolutionnaire qui va exercer une influence énorme dans le sein du parti communiste et socialiste.

Actuellement, une attitude décidée du P.S.I.U.P., une attitude constante, régulière, conséquente, un appel à la défense intransigeante des masses pour l'augmentation des salaires, le plein emploi, l'échelle mobile des salaires, l'échelle mobile des heures de travail, le contrôle ouvrier des comités d'usines, des comités de front unique des ouvriers, des étudiants et des paysans, lutte unifiée, grève générale, qui tendent à imposer le programme de revendications ouvrières, aucun ouvrier licencié, aucune diminution de salaire, étatisation des entreprises qui ferment, étatisation de toutes les entreprises qui diminuent les heures de travail. Etatisation sans indemnité et fonctionnement sous contrôle ouvrier. Un tel programme, dans un court délai, aurait un effet énorme sur les masses du parti communiste. Mais il faudrait une période, pas un appel, deux ou trois, parce que cela seulement ne peut pas donner confiance aux masses, parce que elles sont accoutumées à voir pendant des années et des années le mensonge de ses dirigeants, qui leur font une série d'appels et ensuite les abandonnent.

Les masses doivent voir la conséquence et la responsabilité d'une direction qui est disposée à porter, soutenir et lutter pour cette proposition. Pour cela la solution en Italie n'est pas de contenir les monopoles, ce n'est pas de détruire les monopoles. Il n'y a pas de possibilité de contenir, de diluer ou de détruire les monopoles. L'issue en Italie est la lutte contre les monopoles et la lutte pour le pouvoir ouvrier. Il n'y a pas d'autre issue.

L'appel à l'unification socialiste de l'Europe, à la Centrale Unique de masse basée sur un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste, d'appui inconditionnel aux révolutions coloniales, aux Etats Ouvriers, à une alliance avec les Etats Ouvriers, que les syndicats d'Europe, que la C.G.I.L. italienne, que les centrales françaises, belges, anglaises, fassent un appel aux syndicats des Etats Ouvriers, à un Front Unique d'appui inconditionnel aux révolutions coloniales, aux masses d'Afrique, de Chine populaire ; d'appui inconditionnel aux revendications des masses de toute l'Europe ; c'est le chemin de l'unification et le développement progressiste de l'Europe. Il n'y a pas d'autres progrès pour l'Europe. Le progrès qu'il y a actuellement, c'est le seul progrès du capitalisme, pas celui des masses. Le progrès ne se mesure pas dans la concentration du capital, dans la capacité mineure de la concentration et de la production capitaliste, mais dans le développement culturel et social des masses.

Les masses ont progressé dans leurs conditions de vie de 1 %, le capitalisme, lui, de 1.000 %. De cette façon, on ne peut pas dire que le M.C.E. signifie le développement de l'Europe. Il signifie le développement du capitalisme, mais pas celui des masses européennes. Il n'y a pas d'autre possibilité que l'unification des masses avec un programme socialiste, anti-capitaliste, pour le développement progressiste de l'Europe pour les masses exploitées. Et pour l'unification des masses, il faut la Centrale Uunique Européenne, basée sur un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste, le Front Unique de tous les partis ouvriers, dans lequel ce programme, comme celui des syndicats, fixe l'appui inconditionnel aux masses espagnoles, appel à l'appui solidaire avec les masses espagnoles, au travers de la grève générale, d'arrêts en appui aux grèves du reste de l'Europe. Mais la forme la plus effective d'action est la lutte du prolétraiat européen pour le pouvoir. Les conditions existent et à court délai pour le renversement du fascisme de Franco et de Salazar ; pour cela, il est nécessaire que le P.S.I.U.P., les courants pro-chinois du prolétariat, des P.C. et P.S. se développent davantage, vers un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste.

DISCUTER PUBLIQUEMENT LA CHUTE DE KROUCHTCHEV

L'intention de protester de la direction des partis communistes contre la bureaucratie soviétique, contre Breznev et Cie, contre l'équipe de la direction de l'Union Soviétique, qui porte la même politique que Krouchtchev, d'alliance avec le capitalisme, de coexistence pacifique, d'usurpation du prolétariat ; c'est-à-dire que la base historique est la même. Toute cette protestation des partis français et italien est dirigée pour qu'ils ne soient pas laissés de côté, pour que soient maintenus les intérêts de ces bureaucraties, qu'ils soient respectés. Ils ne savent pas où ils s'arrêteront, ils craignent d'être liquidés et, en même temps, de ne pas faire participer les masses. C'est-à-dire, donner une explication qui tende à satisfaire les couches bureaucratiques et les secteurs des masses de ces partis pour empêcher un processus intérieur d'inquiétude, de doutes, qui lance la discussion publique dans les masses pour qu'elles cherchent leur propre explication de la chute de Krouchtchev, et trouvent l'explication dans la politique contre-révolutionnaire, dans la lutte inter-bureaucratique pour des intérêts contre-révolutionnaires.

C'est l'attitude de Longo, du parti comuniste français et des autres partis communistes, mais l'attitude correcte qui réponde aux intérêts des masses, c'est la discussion publique, pas seulement pourquoi Krouchtchev tomba, mais quelle est la politique de la bureaucratie, quelle est la politique qu'elle doit faire, la liaison entre la chute de Krouchtchev et l'opposition du Parti Communiste d'Italie aux grèves générales et, en échange, l'attitude du Parti Communiste de promouvoir des grèves partielles, des grèves séparées. C'est-à-dire, en n'utilisant pas, en ne concentrant pas la force des masses, mais en les disolvant, les divisant. Le M.C.E. démontre que leur force consiste dans l'unification du capitalisme. Dans le centre concentré du capitalisme, les masses ne peuvent pas répondre avec des grèves séparées dans la lutte pour leurs revendications, ni dans la lutte contre le capitalisme, elles doivent répondre dans l'unité. Et la grève générale en Italie, en France, en Belgique, etc., c'est l'arme et l'instrument actuel des masses, avec lequel elles doivent répondre, pas seulement pour leurs luttes partielles, mais dans la lutte pour le progrès de ces pays, qui est de répondre à l'intérêt du développement économique, social des masses. Sans la grève générale en Europe, on ne peut répondre à l'intérêt des masses dans la défense qu'elles font de leur vie, et cela est uni à la chute de Krouchtchev.

On ne peut dicuter de la chute de Krouchtchev sans discuter de la politique réactionnaire, réformiste et conciliatrice avec le capitalisme, des partis communistes français, belge, italien tous unis. Pour cela, le P.S.I.U.P. doit lancer l'initiative qui va avoir un écho immense dans les rangs du P.C. L'aile gauche du P.S.I.U.P. ne doit pas se laisser intimider par la pression de l'aile droite, qui aime maintenir dans le camp parlementaire la discussion avec le capitalisme, cherche à persuader le capitalisme qu'il fasse quelques concessions et, en même temps, ne pas rompre avec la bureaucratie des partis communistes. S'il ne rompt pas, c'est parce qu'il ne se sent pas fort, c'est parce qu'il craint toute lutte avec le P.C., pour cela il se limite. La chute de K. donne des bases parfaites pour la discussion de toute la politique réactionnaire du P.C., de toute la politique réactionnaire de la bureaucratie soviétique, et la possibilité d'impulser la lutte des masses pour intervenir, en pesant sur l'Union Soviétique, au travers, non seulement de la discussion des conséquences et les bases contre-révolutionnaires de la lutte interbureaucratique en Union Soviétique, mais en la liant à la lutte des masses en Italie pour le pouvoir, en France, en Belgique, Italie. Les deux choses sont unies, pour cela le P.S.I.U.P. a un immense avenir, s'il lutte consciemment pour le développement du programme anti-capitaliste en Italie, et appelle les masses de toute l'Europe à la lutte pour le programme anti-capitaliste.

Sur cette base, il faut mener la discussion de la crise historique immense que signifie la chute de Krouchtchev, il faut discuter de la nécessité de mener aussi, en Union Soviétique, la lutte pour la démocratie socialiste. Et la démocratie socialiste signifie la discussion ouverte et publique des masses ; le droit à discuter, le droit de tendances, le droit de syndicats en Union Soviétique, lutte inconditionnelle des masses de tous les pays, en partant des Etats Ouvriers, la participation des masses des Etats Ouvriers à travers les syndicats, le parti communiste, les Soviets et tous les organes qui noyautent les masses soviétiques, appui inconditionnel à la révolution mondiale, au prolétariat européen. Parmi les conditions de la discussion de la chute de Krouchtchev, il y a l'appel aux masses des Etats Ouvriers, au prolétariat d'Europe, à un Front Unique contre le capitalisme. Les syndicats et les partis communistes doivent rompre et attaquer cette politique en appelant à l'unification du prolétartiat contre le capitalisme.

C'est la ligne pour discuter de la chute de Krouchtchev. L'autre est simplement une ligne dans le cadre des intérêts bureaucratiques, administratifs, parasites et conservateurs.

LES ETATS OUVRIERS REPOUSSENT LA BUREAUCRATIE ET SA LIGNE DE COEXISTENCE PACIFIQUE

La chute de Krouchtchev est la plus grande crise de la bureaucratie qui, en n'étant pas contenue, n'a pas permis un équilibre du maintien de la bureaucratie, Krouchtchev est tombé frappé par le développement de la révolution mondiale, de la révolution des pays coloniaux et semi-coloniaux, du développement de la révolution chinoise, de la nécessité de celle-ci de s'unir à la révolution mondiale, de la nécessité de la planification des Etats Ouvriers. La politique de Krouchtchev et de toute la bureaucratie, Brejnev, Kossyguine, Mikoyan et toute l'équipe actuelle qui étaient unis et sont unis dans cette politique de coexistence pacifique, attentent au développement de la révolution. La politique de coexistence pacifique est l'alliance, la conciliation avec le capitalisme et l'impérialisme yankee, et cette politique oblige à se désintéresser, à s'opposer ou à lutter contre la révolution coloniale sous n'importe quelle forme, quoique non directement, sous forme indirecte. La preuve en est, une série de révolutions dans le monde, qui avec une petite aide, avec une petite participation économique des Etats Ouvriers, militaire, politique ou même diplomatique, pourraient triompher, comme au Congo. Ils n'ont pas triomphé, ils se débattent dans un processus lent de développement des luttes et encore de permanence du capitalisme, parce que les Etats Ouvriers ne sont pas intervenus, empêchés de le faire par la bureaucratie soviétique. Krouchtchev est tombé parce que la nécessité de l'Etat Ouvrier soviétique est de s'unir à la révolution mondiale, parce que les Etats Ouvriers doivent se planifier entre eux et faire un front solide anti-capitaliste en se basant sur la force anti-capitaliste. Ces Etats Ouvriers manifestent dans la forme « suigeneris » qu'ils peuvent prendre (parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen pour se manifester) l'énorme contradiction entre l'existence de la bureaucratie et eux. Kossyguine, Brejnev, Mikoyan chargent maintenant toutes les fautes sur Krouchtchev, pour essayer de contenir les critiques et les réactions, à l'intérieur des Etats Ouvriers et avec les Chinois, croyant qu'ils se déchargent eux-mêmes de fautes. La chute de Krouchtchev est seulement une étape passagère qui va être suivie d'une violente lutte intérieure mais dont la base essentielle est le développement de la révolution politique à bref délai.

Dans ce sens, il faut s'appuyer dans les partis socialistes et communistes et dans le P.S.I.U.P., pour intervenir dans la crise des partis communistes ouverte par la chute de Krouchtchev. Il existe la nécessité constante, permanente de l'Internationale Communiste de masse. Comme nous l'avons manifesté dans d'autres documents et dans les résolutions de la IVe Internationale, l'Etat Ouvrier se prolonge, prolonge ses forces et la dictature du prolétariat dans la révolution mondiale. La prolongation de l'Etat Ouvrier n'est pas la planification entre eux de tous les Etats Ouvriers ; celle-ci est une nécessité que l'on ne peut pas rejeter, mais elle est insuffisante et limitée. C'est sa portée, sa fusion à la révolution prolétarienne mondiale. Celle-ci est la véritable force et transcendance des Etats Ouvriers. L'Internationale Communiste de masse doit être la base des Etats Ouvriers, avec les masses des pays coloniaux, semi-coloniaux et avec le prolétariat et les masses exploitées des pays capitalistes.

Entre cette nécessité et la coexistence pacifique, qui est l'alliance et la conciliation avec le capitalisme, il y a un monde antagoniste, d'opposition. Celle-ci est une autre des causes pour lesquelles Krouchtchev est tombé ; elles n'apparaissent pas à la lumière, mais ce sont les causes historiques réelles de sa chute ; cela signifie que mûrissent les conditions pour l'Internationale Communiste de Masses.

Les Chinois, quoiqu'ils veulent concilier et qu'ils cherchent la forme opportuniste de tirer des avantages particuliers de la chute de Krouchtchev, seront obligés, tôt ou tard, de mener une opposition même limitée, non d'une manière administrative, mais révolutionnaire, parce que l'Etat Ouvrier l'exige et parce qu'ils reflètent, même d'une façon déviée et non consciente, les nécessités de la fusion mondiale des Etats Ouvriers avec les masses du monde et la planification économique de tous les Etats Ouvriers. Ceci est à la base de la chute de Krouchtchev, qui n'apparaît pas à la lumière, à la surface, parce que des forces impulsent les directions des Etats Ouvriers pour répondre à cette nécessité historique. Tôt ou tard, cela sortira à la lumière.

La chute de Krouchtchev est seulement un épisode ; l'équipe qui reste lui est semblable. Elle va essayer d'avoir la même politique, mais elle n'a pas les bases historiques pour durer le même temps. Les luttes internes de la bureaucratie ne sont qu'un reflet indirect de la maturité de la révolution politique dans les Eats Ouvriers ; c'est-à-dire de la nécessité du développement des Etats Ouvriers, de la planification so-

(suite en page 6)

COMMUN EUROPEEN

par J. POSADAS

ts-Unis socialistes soviétiques d'Europe

du prolétariat a augmenté. Environ 240.000 ouvriers sont en train de travailler en Allemagne et 400.000 ouvriers italiens, presque tous du Sud, ont développé leur capacité comme main-d'œvre. C'est-à-dire une capacité qui se dirige vers une haute qualification. Le prolétariat n'est pas en train de travailler dans des régions peu développées d'Europe ; une quantité importante s'y trouve, mais un pourcentage élevé — plus de 50 % — travaille dans des industries et élève en conséquence ses capacités industrielles.

La politique des socialistes et des communistes est de vouloir remplacer le capitalisme en se substituant aux capitalistes, en contenant les monopoles, en créant des illusions mais en ne laissant aucune possibilité réelle. Actuellement, le programme à réaliser en Europe par la direction du Parti Communiste Italien est de faire un front avec le Parti Socialiste, afin de créer une force remplaçant le capitalisme. C'est-à-dire d'empêcher le développement de toute tendance et toute lutte révolutionnaire et, en même temps, d'unifier l'intérêt des classes conservatrices, parasitaires, bureaucratiques, socialistes et communistes en commençant par Mandel, jusqu'à celles du Parti Socialiste Italien et autres courants.

Le Parti Communiste que dirige Amendola cherche l'unité de tous les partis ouvriers européens. Ce n'est pas là un essai d'unification des forces prolétariennes afin de les jeter contre l'impérialisme et disputer le pouvoir, renverser le pouvoir capitaliste ; mais, au contraire, afin de les orienter dans une sorte d'alliance avec le capitalisme à travers le Parlement, les gestions syndicales et les grèves, essayer de les remplacer par des socialistes et des communistes. Si on arrivait à faire cette union, le capitalisme ne pourrait la supporter et se défendrait avec une dictature militaire fasciste ou avec la guerre. Par contre, il existe la possibilité d'union des partis socialistes et communistes en un Front Unique anticapitaliste. Aujourd'hui même, un Front Unique socialiste et communiste en Europe, basé sur le programme d'expropriation, de nationalisation des principales entreprises, de l'appui sans conditions aux ouvriers, afin d'augmenter les salaires, la diminution des horaires de travail, serait la chute du capitalisme à bref délai.

Mais personne — ni les socialistes, ni les communistes — n'exploite la possibilité immense qui existe pour détruire le régime capitaliste. Ils essaient d'utiliser cette force pour persuader les organes capitalistes de la bourgeoisie qu'ils peuvent la remplacet et qu'ils vont la remplacer. Ils cherchent, en conséquence, à convaincre les démocrates chrétiens, les libéraux, les courants petits et moyens du capitalisme, qu'ils peuvent la remplacer sans faire de révolution. Ils veulent gagner du poids sur les courants libéraux, non seulement sur les courants petits-bourgeois de professionnels, techniciens, mais bourgeois, industriels, propriétaires, financiers. C'est une idiotie, une illusion de croire que l'impérialisme peut accepter cela ; non seulement il ne peut l'accepter, mais il ne peut le promettre. L'exemple de la Chine est totalement clair. Les Chinois sont arrivés au pouvoir, non parce qu'ils avaient fait une alliance avec les petits secteurs bourgeois libéraux, sans poids, mais parce qu'ils ont pris les armes.

LE ROLE DU P.S.I.U.P. ET LE TESTAMENT DE TOGLIATTI

C'est exactement la même chose en Italie. Les dirigeants du Parti Socialiste d'Unité Prolétarienne ont une responsabilité historique immense. Ils doivent comprendre qu'il n'y a aucune possibilité d'avance progressive, persuasive, avec le capitalisme. Le capitalisme ne cède pas parce qu'on le persuade, mais parce qu'il est obligé de céder. La responsabilité historique du Parti Socialiste d'Unité Prolétarienne est immense, parce qu'il est le reflet, la conséquence, l'expression de couches très importantes du prolétariat italien, qui a cherché à s'organiser à l'aide d'un programme révolutionnaire, anticapitaliste. Non la formulation programmatique de l'idée mais la lutte constante. Une preuve déterminante est l'existence, chaque fois plus grande, de mouvements ou de grèves dans les usines, dirigés par des militants ou dirigeants du P.S.I.U.P. contre les dirigeants conservateurs communistes, et le Front Unique de lutte des ouvriers, activistes, militants, du P.S.I.U.P. et du Parti Communiste pour l'appui inconditionnel des revendications ouvrières, l'appui aux grèves, à l'occupation des usines pour essayer de les faire fonctionner. Les conditions d'existence du P.S.I.U.P. : la lutte pour le pouvoir ouvrier, l'immense influence qu'il gagne dans les couches du Parti Socialiste et du Parti Communiste, surtout du Parti Communiste.

Au contraire, la compétition réformiste, conciliatrice et opportuniste avec le Parti Communiste sera sa mort. Le Parti Communiste a une plus grande capacité, plus d'habileté, plus de cadres, une structure d'Etat avec laquelle on ne peut entrer en compétition. Du point de vue de l'opportunisme, de la conciliation, du réformisme, le P.C. est le plus capable, le plus apte pour le faire. Il n'en est pas de même pour le Parti Socialiste de Nenni, pour Saragat, parce qu'ils n'ont aucune base sociale, ni l'autorité, ni la force sociale, la garantie sociale qu'a le P.C. qui, lui, a en plus l'appui et la relation internationale du P.C., c'est-à-dire la bureaucratie des Etats Ouvriers.

Le testament de Togliatti représente la défense des intérêts de la bureaucratie du P.C. italien, qui se sent déjà comme membre de l'Etat et qui doit entrer en compétition avec la bureaucratie des Etats Ouvriers et particulièrement avec la bureaucratie de l'Union Soviétique.

En même temps qu'il propose la règlementation des relations pour étendre et coordonner les intérêts de toutes les bureaucraties dirigeantes des Etats Ouvriers et des Partis Communistes, Togliatti écrit en pensant qu'en tant que dirigeant de l'Etat Italien, il doit déjà se défendre pour ne pas être soumis aux intérêts particuliers de la bureaucratie de l'Union Soviétique.

Dans les autres Etats Ouvriers et dans les P.C. d'Italie, de France, d'Indonésie, etc., se sont développées des équipes de bureaucrates qui ont des intérêts personnels. Mais le développement des Etats Ouvriers ne permet pas, résiste, ne se soumet pas aux convenances de la bureaucratie soviétique.

La bureaucratie, usurpant la représentation des Etats Ouvriers, essaie de défendre ses intérêts personnels de direction et d'équipe bureaucratique. Il se dresse, en face de ces intérêts, les conflits inter-bureaucratiques qui deviennent de plus en plus évidents. La Roumanie vota par deux fois dans un organisme de l'O.N.U. contre les propositions de la bureaucratie soviétique, elle se retire du COMECON, étend ses liens avec l'impérialisme ; de même pour la Pologne. La Yougoslavie appelle les Etats Ouvriers de Bulgarie, Albanie, à se retirer de l'alliance avec les autres Etats Ouvriers et d'organiser, en dehors des deux blocs (capitalisme et Etats Ouvriers), un nouveau groupe. Les bureaucraties de ces Etats Ouvriers défendent leurs intérêts sur le compte de l'Etat, usurpant, expropriant le pouvoir politique des masses et usufructant en leur faveur l'économie sociale et politique de l'Etat Ouvrier.

Les divergences avec la Chine demeurent plus ouvertes et menacent de fracturer davantage les relations entre les Etats Ouvriers. Les dirigeants des P.C. et des autres Etats Ouvriers protestent, veulent discuter à Moscou des causes de la chute de Krouchtchev, parce qu'ils ont peur d'être absorbés et soumis davantage aux intérêts de la bureaucraite soviétique. La bureaucratie soviétique s'imposait ou essayait de s'imposer en tant que chef, mais elle rencontrait chaque fois davantage une résistance des autres bureaucraties qui défendaient leurs propres intérêts. Togliatti sentit et comprit qu'il fallait écourter ce processus de désagrégation. Au nom de ses propres intérêts de bureaucratie, pour maintenir l'unité entre la bureaucratie dirigeante, pour faire face au capitalisme, unis en forme conciliatrice, bureaucratique, pour faire face, négocier, pactiser, concilier et s'allier avec l'impérialisme, mais unis pour ne pas donner l'avantage au capitalisme, Togliatti comprit qu'il fallait coordonner les intérêts, les relations des bureaucraties des Etats Ouvriers.

Il ne s'intéresse pas aux masses des Etats Ouvriers, seulement à l'intérêt de l'usufruit de la bureaucratie pour se défendre en commun du capitalisme, des masses et de la révolution prolétarienne, dans les colonies et dans les pays capitalistes. Togliatti appela à une discussion démocratique entre eux, pour coordonner, harmoniser leurs intérêts, donner aux bureaucraties dirigeantes confiance pour se présenter unies face à la compétition du capitalisme. Togliatti écrivit et pensa en fonction de la bureaucratie, essaya de faire une règlementation des relations inter-bureaucratiques. Ils se prennent pour des maîtres, ils agissent comme maîtres des Etats Ouvriers, croient qu'ils les remplacent, se prennent pour les remplaçants du capitalisme. Ils ne se sentent pas des constructeurs du socialisme, ils n'ont pas l'idéal du socialisme. Leurs déclarations de socialisme sont de la pure démagogie pour attirer et maintenir l'appui des masses. Togliatti essaya de faire une réglementation des relations entre lui et la bureaucratie, relations démocratiques entre la bureaucratie, pour structurer l'assise de la direction des Etats Ouvriers, du P.C. et donner sécurité et confiance dans l'avenir de la bureaucratie.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE MASSES ET LA LUTTE POUR SURVIVRE

Les Etats Ouvriers ont besoin, pour exister, du développement de l'Internationale Communiste de masses. L'Internationale Communiste de masses est l'extension, la prolongation de la force individuelle de tous les Etats Ouvriers, qui les fusionne et les fond aux masses exploitées de tout le monde.

C'est une nécessité constante pour les Etats Ouvriers qui tendent à s'étendre, qui doivent étendre la nature de leur régime — la propriété étatisée — à tous les Etats qui même ne l'ont pas. C'est une tendance naturelle nécessaire à leur existence. Ils doivent planifier leur économie et leur politique, leur développement, face aux Etats capitalistes et au régime capitaliste.

Les masses exploitées du monde sont les alliées naturelles, objectives, permanentes des Etats Ouvriers, car elles affaiblissent, font reculer constamment le pouvoir et la force sociale du capitalisme. L'Internationale Communiste de masse est l'instrument qui centralise la nécessité de la fusion des Etats Ouvriers avec la lutte des masses du monde. Leur ennemi est le même : le capitalisme ; leurs objectifs sont les mêmes : détruire, éliminer le capitalisme. L'intérêt conservateur parasitaire des bureaucraties des Etats Ouvriers les empêche de s'intéresser à l'organisation de l'Internationale Communiste de masses.

Les masses des Etats Ouvriers n'ont pu imposer l'Internationale Communiste de masses. Les réunions des 81 partis n'ont été que des tentatives d'accords bureaucratiques superficiels, de sommet, non pas l'Internationale Communiste de masses. Et l'unification, la centralisation des Etats Ouvriers restent absolument nécessaires.

Les secteurs de la bureaucratie sentent et vérifient les avantages pour le capitalisme de cette situation. Ils n'ont pas l'intérêt révolutionnaire de renverser le capitalisme et de développer les Etats Ouvriers vers le socialisme ; ils défendent leurs intérêts conservateurs et parasites de bureaucrates, mais c'est également pour le capitalisme le but décisif de ses objectifs : détruire et balayer avec la guerre atomique les Etats Ouvriers. Togliatti, en cherchant à harmoniser les intérêts bureaucratiques, appelle à la réflexion la bureaucratie soviétique, en établissant que l'on ne peut continuer comme avant. La bureaucratie soviétique s'appuie, vit de l'Etat Ouvrier. Pour harmoniser leurs intérêts, se défendre et se présenter unis devant le capitalisme, et ne pas courir le risque de stimuler des luttes révolutionnaires des masses, Togliatti proposait un règlement des relations sous forme de discussions démocratiques entre les sommets. Pas entre les masses et pour les masses, mais entre bureaucrates et pour les dirigeants seulement. Il essayait de persuader la bureaucratie qu'elle devait accepter qu'existent déjà d'autres intérêts des autres bureaucraties, qu'il était nécessaire de respecter pour ne pas débiliter le front commun de la bureaucratie face à l'impérialisme. En même temps, il œuvrait ainsi pour défendre ses propres intérêts de bureaucratie du P.C.I. en espérant monter, en remplaçant la bourgeoisie italienne dans le pouvoir.

Pour cela, Togliatti s'opposait à ce qu'il y eût rupture avec le Parti Communiste Chinois, parce qu'existait le péril de stimuler les Chinois à la politique révolutionnaire, et la bureaucratie du P.C.I. souffrait de dépendre davantage de la direction et des intérêts de la bureaucratie soviétique.

La bourgeoisie italienne est consciente et comprend que si on cherche une solution d'accord à l'opportunisme et au réformisme, elle doit l'accepter avec le P.C. et pas avec les autres partis qui n'ont pas d'autorité sociale. C'est-à-dire que la concurrence réformiste est la mort du P.S.I.U.P. Au contraire, le seul fait qu'existe un troisième parti socialiste en si peu d'années montre que la base prolétaire qui cherche le chemin révolutionnaire, fusionne constamment pour organiser des

(voir suite en page 4)

Appel à soutenir financièrement la parution bi-mensuelle de « La Lutte Ouvrière »

« La Lutte Ouvrière » paraît maintenant bi-mensuellement, pour savoir répondre aux conditions actuelles de lutte et de mûrissement des masses dans le pays. C'est d'une importance fondamentale que « La Lutte Ouvrière » continue à paraître régulièrement deux fois par mois, en donnant le programme, les méthodes de lutte et les orientations à tous les secteurs de l'avant-garde ouvrière, qui commencent à s'organiser et cherchent un centre, une direction capable de répondre à leurs aspirations révolutionnaires.

Nous faisons appel à tous nos lecteurs, aux membres, sympathisants et amis du Parti afin de nous aider dans cette lourde charge financière, en s'abonnant, en vendant quelques numéros de « La Lutte Ouvrière » autour d'eux, en décidant leurs camarades de travail à prendre également un abonnement, en versant une cotisation mensuelle.

Jusqu'à ce que le problème financier soit résolu, « La Lutte Ouvrière » paraîtra deux fois par mois, une fois sur 6 et une fois sur 4 pages.

Envois d'argent provisoirement par mandat postal aux nom et adresse de C. Pôlet, 30, Nieuwbrugkaai, Gand.

Salut pour la liberté des Trotskystes pris en Espagne

Résolution du Secrétariat International de la IVme Internationale

Au nom de nous tous, notre allégresse la plus grande pour la liberté des camarades en Espagne. Nous faisons parvenir aux camarades d'Espagne et du Bureau Européen, comme aux sections française, belge, italienne, nos saluts et notre reconnaissance pour le travail réalisé. C'est une magnifique démonstration de capacité et d'optimisme, de confiance en nos forces et en notre fusion avec la Révolution Socialiste Mondiale. Ce fut la combinaison de ces deux forces et la capacité inépuisable d'initiatives et de dynamisme de l'Internationale qui a obtenu la liberté des camarades. C'est l'exemple le plus vivant et le plus puissant de ce qu'un noyau de l'Internationale où que ce soit peut faire avancer la Révolution et organiser la prise du pouvoir, s'il vit, s'il se soumet et se base sans vacillation dans la fusion intégrale avec l'Internationale. Sa force est toute l'Internationale et la Révolution Socialiste Mondiale.

Nous faisons parvenir aux camarades d'Europe et d'Espagne notre allégresse pour les libertés et pour la campagne menée. Ce n'est pas seulement en Europe sinon dans le monde, particulièrement en Urugay et Argentine, dans des pays et des sections, où se sont menées et se mènent des campagnes par radio, meetings, propositions, signatures, dans les syndicats, les parlements, les centrales ouvrières et par les journaux.

Pour Nicole et Gaby, parviennent notre accolade et nos saluts solidaires et fraternels pour leur digne comportement et leur résolution de lutte. Mais aussi doivent aller nos saluts et notre accolade solidaire et fraternelle aux camarades de la section espagnole, en particulier à ses camarades les plus responsables pour leur constance et leur résolution à continuer l'activité et la lutte.

Nous nous adressons à toute l'Internationale en exposant l'importance et la signification de la liberté de nos camarades (et de tous les emprisonnés politiques, syndicaux, sociaux pris dans ce coup de filet). L'Internationale doit sentir et mesurer consciemment l'énorme force qu'elle possède et qu'elle ne sait pas encore appliquer, par manque de fonctionnement suffisant et de vie concentrée, par manque d'une vie centrée sur les problèmes qui sont les problèmes déterminants, et ceux qui décident. Les vieux camarades qui continuent encore d'être préoccupés par les problèmes de leurs personnalités et de leur subjectivisme, et qui vivent en pensant à des tactiques, des mesures, des pensées étroites, sectaires et de hiérarchie, que déjà l'Internationale a dépassées. De même que la Révolution avance sans nous, la liberté des camarades en Espagne avance de par notre participation dynamique. Il est certain que les contradictions entre les fascistes du gouvernement et d'Espagne sont une part importante, de poids, dans la liberté de nos camarades, mais ce n'est pas le facteur décisif. Sans notre campagne, non seulement en Europe sinon dans le monde, ces gens n'auraient pas été intéressés à rechercher la liberté de nos camarades pour faire preuve de libéralisme. Ce libéralisme vise à répondre, à donner satisfaction aux cercles où nous menons les campagnes et où il y a des millions d'Espagnols, d'intéressés à négocier, et de larges secteurs de la petite bourgeoisie dans lesquels une aile des fascistes veut rester bien et recevoir sympathie et appui indirect et direct en faveur de ses luttes internes. Avant, d'autres secteurs des fascistes recherchaient l'appui de Mussolini, et ensuite des impérialistes yankees, des bourgeoisies européennes, etc. Maintenant, ils recherchent l'appui, la sympathie de la petite bourgeoisie d'Europe et du monde et aussi du prolétariat. Ils sont l'écho, à leur tour, des luttes ininterrompues des masses espagnoles, qui sont le facteur fondamental de la décomposition du régime fasciste en Espagne, et en partie aussi de la crise sociale, politique et idéologique de la bourgeoisie mondiale et particulièrement européenne. Avec les libertés données, ils tentent d'alléger en partie la crise du régime, en cherchant è fléchir la position de secteurs de la bourgeoisie et des partis communistes. C'est l'annonce de ce qu'il se prépare des crises plus profondes et à bref délai. Il faut prévoir que la police espagnole essaiera de se servir des libertés comme d'un hameçon pour suivre la piste du mouvement. Mais telle n'est pas la raison du mouvement ou de la libération des camarades.

Faire des appels au Front Unique anti-franquiste, anti-capitaliste, pour la défense des droits démocratiques des masses, pour la liberté de tous les emprisonnés ouvriers, politiques et syndicaux, pour le fonctionnement à la base et l'organisation de la direction révolutionnaire des masses espagnoles.

Le Secrétariat international de la IVe Internationale fait parvenir à toute l'Internationale sa plus complète allégresse révolutionnaire et son plus fraternel salut pour la magnifique activité développée pour la liberté des camarades. Il salue spécialement l'activité du Bureau européen et des sections européennes, la section française en particulier, sur qui a retombé le plus grand poids de la campagne et de l'activité qui ont imposé la liberté de nos camarades, ainsi qu'aux avocats dont l'activité a été un élément d'importance pour la rapide libération de nos camarades.

Cela montre les véritables rapports de force en Espagne, et cela signifie qu'il faut approfondir et développer avec plus de force que jamais la lutte pour la liberté de tous les emprisonnés ouvriers, politiques et syndicaux qui demeurent en Espagne, unie à la lutte pour le programme ouvrier, pour la lutte pour le Pouvoir ouvrier en Espagne.

Nous appelons à intensifier la campagne de signatures, de prononcements des organisations ouvrières, politiques et syndicales, et la campagne de finances pour couvrir les frais et dettes contractées avec les organisations et les personnes qui ont rendu possible le paiement immédiat de la caution, et que nous saluons et à qui nous exprimons notre reconnaissance.

La liberté des camarades trotskistes et des autres emprisonnés politiques, ouvriers et syndicaux en Espagne est un triomphe énorme qui montre les conditions qui mûrissent pour le triomphe de la révolution espagnole, et la force et le développement de la nouvelle direction de classe et révolutionnaire en Espagne, unie à celle qui y est déjà et irréversiblement fusionnée, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskiste) d'Espagne et l'action mondiale de la IVe Internationale.

7 janvier 1965.

Pour le Secrétariat International
de la IVe Internationale :
J. POSADAS.

Donner une réponse aux nouvelles attaques impérialistes

(suite de la page 1)

sons le capitalisme en Europe ! Occupons les bases impérialistes et détruisons-les ! Expulsons les troupes impérialistes !

Les masses du Congo, les masses du Vietnam, les masses du monde ne redoutent pas la guerre atomique. Elles sont disposées et le démontrent dans leurs luttes, à faire face au chantage de l'impéralisme et à le détruire ! A la menace de guerre et à la guerre atomique, les masses répondront par la mobilisation révolutionnaire à un niveau encore inconnu, formidable, universel, liquidant ce qui reste encore de capitalisme dans le monde !

Il faut organiser la mobilisation révolutionnaire des masses en Europe ; faire sentir la solidarité active avec la révolution indochinoise, avec l'Etat ouvrier du Vietnam du Nord, avec les masses vietnamiennes qui sont en train d'expulser l'impérialisme et ses alliés féodo-capitalistes.

Il faut unir cette mobilisation contre l'impérialisme yankee et mondial à la lutte quotidienne en Europe contre le capitalisme ; pour l'organisation de classe révolutionnaire ; pour le Front Unique prolétarien ; pour le développement des courants révolutionnaires à l'intérieur des partis socialistes, travaillistes, communistes, des syndicats.

Il faut unir cette lutte dans son ensemble avec la perspective de l'instauration de gouvernements ouvriers et paysans et de la Fédération des Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe !

8 février 1965.

Bureau Européen de la
Quatrième Internationale.

ENCORE EN VENTE

Révolution permanente : Révolution politique, crise sino-soviétique, développement de l'Internationale de masses, rôle de la IVe Internationale, par J. Posadas.
10,— Fr.

Bolivie : Guerre civile interrompue en Bolivie. La crise du capitalisme et la lutte pour la prise du pouvoir. Assemblée Constituante d'Ouvriers, de Paysans et de Soldats, par J. Posadas.
10,— Fr.

Cuarta Internacional : en espagnol, contenant toutes les résolutions du 7e Congrès Mondial de la IVe Internationale.
20,— Fr.

Classe, parti et direction : comment fut vaincu le prolétariat espagnol, par L. Trotsky.
5,— Fr.

Vous pouvez vous procurer ces documents à l'adresse du Parti en versant par mandat postal la somme demandée.

LA VIE DU PARTI

A propos des nouvelles attaques de l'impérialisme yankee contre le Nord-Vietnam, le Parti a distribué un tract dans d'importantes usines de Gand, Bruxelles, Charleroi, dont le texte est publié en première page de la Lutte Ouvrière.

Le Parti a adressé à toutes les organisations, partis, syndicats, groupes ouvriers un « appel à organiser le **Front Unique Prolétarien,** pour organiser et unifier la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées contre l'intensification des attaques yankees et la préparation de nouvelles attaques... Nous faisons un appel à unir la mobilisation en appui aux masses vietnamiennes, à la lutte pour le Front Unique Prolétarien en Europe, à la lutte pour une Centrale Ouvrière Européenne ».

A l'occasion du congrès du Parti Wallon des Travailleurs, le Parti est intervenu en distribuant le document : « Il faut rompre avec la droite et constituer un nouveau parti socialiste sur un programme anti-capitaliste et révolutionnaire » ; en distribuant gratuitement, pour cette occasion, le numéro de janvier de La Lutte Ouvrière qui contient une analyse et une orientation très importantes pour la constitution d'un nouveau parti sur une ligne révolutionnaire. L'intervention du Parti fut bien accueillie et des discussions se sont engagées avec des camarades congressistes sur la nécessité de développer une tactique et des méthodes révolutionnaires de lutte pour le renversement du capitalisme.

Dans le prochain numéro de La Lutte Ouvrière, il paraîtra une analyse et des conclusions complètes sur ce Congrès.

L'échec du Marché Commun Européen

(suite et fin de la page 4)

cialiste de son économie et les tentatives d'éliminer les plans (comme ceux de Liberman) qui seraient le retour à un système de profit et d'intérêt individuel limité à des secteurs intéressés dans l'exploitaiton et le profit capitaliste. L'Etat Ouvrier repousse ces mesures, ces conciliations, ce programme qui sont propres à la bureaucratie soviétique.

C'est seulement la première étape de l'insurrection politique. D'autres suivront, basées, influencées par la révolution coloniale mondiale et la lutte des masses prolétariennes en Europe. Cette chute de Krouchtchev donne une impulsion énorme à cette lutte des masses. La crise des partis communistes, toute la lutte du prolétariat européen vont être influencées par la chute de Krouchtchev. Elle va réanimer la lutte des masses et leur attitude indépendante vis-à-vis de leurs directions, l'intention d'impulser la discussion en même temps que la lutte pour un programme qui réponde à leurs intérêts.

Il faut se baser sur cette nouvelle crise qu'ouvre à l'Histoire la chute de Krouchtchev pour une impulsion des luttes révolutionnaires. Le P.S.I.U.P. doit s'appuyer sur cette crise du P.C. pour développer des tendances révolutionnaires. Non pour disputer sur les bancs parlementaires où il va perdre, ni pour disputer des postes dans les directions des syndicats ou les centres ou directions sur un programme réformiste parce que là aussi il va perdre. Il n'y a pas de possibilité de disputer les masses aux communistes sur la base d'un programme réformiste. Il faut faire des appels à la masse communiste, en démontrant que la chute de Krouchtchev signifie la chute d'un des bureaucrates les plus imposants, les plus assassins de la bureaucratie soviétique, et que la même équipe de conciliation avec le capitalisme et d'usurpation des droits démocratiques, économiques et sociaux des masses soviétiques et du monde continue. Dans la masse communiste, cela va se répercuter énormément, avec une grande secousse, pour avancer dans son désir de savoir pourquoi il se passe cela, de discuter pleinement non entre sommets. Tous les appels que fait Amendola, le P.C.I. et les autres P.C. d'Europe qui discutent la chute de Krouchtchev, le sont pour discuter entre sommets, dans le but de se donner une sécurité mutuelle de ne pas passer au-delà, pour ne pas que cela rejaillisse sur eux, pour stopper la discussion.

La discussion que propose actuellement tout le P.C.I., comme avant Togliatti, c'est une discussion dans les sommets ayant pour but de donner une sécurité mutuelle dans la possibilité de développement de toutes ces tendances à l'intérieur du camp bureaucratique. C'est l'intention de Togliatti, une discussion entre bandits, pour mutuellement se défendre des masses, et ne pas se détruire entre eux. Ils ne se sentent pas en forme pour s'éliminer mutuellement parce qu'ils n'ont pas la force sociale pour se détruire tout en pouvant continuer à gouverner. Ils n'ont pas la force sociale pour contenir cette lutte.

Le P.S.I.U.P., les tendances ouvrières à l'intérieur des partis communistes, doivent faire des discussions publiques, non pas seulement du pourquoi et comment il tomba, mais une discussion du programme de l'U.R.S.S., du développement économique de l'U.R.S.S., de l'absence de démocratie socialiste et de l'application de la démocratie socialiste. Dans le P.S. belge, dans le P.C. français, dans les P.S. et P.C. italien, dans le P.C. anglais, dans le P.C. hollandais, dans tous les partis, il faut discuter du programme de l'Etat Ouvrier, du programme de la révolution, de l'unification européenne des masses sur un programme anti-capitaliste, anti-impérialiste, pour la lutte pour la Fédération des Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe.

23 octobre 1964.

J. POSADAS.

POUR VOUS ABONNER

ABONNEMENT ORDINAIRE :
6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS
1 an — 24 numéros : 100 FRANCS

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS

Prière de s'adresser :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND

Pour la correspondance :
Même adresse.

Editeur responsable :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

CHASSER L'IMPERIALISME AMERICAIN DU VIETNAM J. Posadas

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE), Section Belge de la Quatrième Internationale

3è année - bi-mensuel- 6 avril 1965 - Nº 26

Le numéro: 5 francs.

* * * \

tions des Etats Ouvriers ne sont pas capables de donner une expression aux aspirations anti-capitalistes, alors apparaissent des Soekarno.

Il faut unifier les forces et les moyens de la révolution mondiale des Etats Ouvriers, de pays où dominent des mouvements nationalistes anti-impérialistes révolutionnaires, les mouvements révolutionnaires des masses du monde entier. Il faut un centre pour les luttes mondiales révolutionnaires de masses. Ce rôle doit être rempli par l'Internationale Communiste de masse Révolutionnaire. Mais comme elle n'existe pas, l'unification prends des chemins qu'elle trouve. Normalement; elle devrait se faire autour des Etats Ouvriers, de leur unification, du front unique prolétarien mondial des Etats Ouvriers, des partis ouvriers révolutionnaires de tous les pays, ou dans le front unique anti-impérialiste mondial. A l'époque de Lénine et de Trotsky, l'URSS jouait ce rôle. Mais la bureaucratie et le stalinisme ont anulé pendant une période cette fonction de l'Etat Ouvrier. Leur trahison et toute leur politique les ont séparé des masses du monde. Aujourd'hui ce sont les mouvements révolutionnaires de masses coloniales et semi-coloniales qui prennent le devant en imposant le sabotage de la bureaucratie des Etats Ouvriers en s'imposant aux limitations des directions comme celle de la Chine ou de Cuba. C'est pourquoi la révolution parle par la bouche de Soekarno, de Beb Bella, de Gbenye et autres. Le front unique anti impérialiste mondial s'ouvre aujourd'hui un chemin comme un besoin imprescriptible Il s'impose aux Chinois et aux Cubains et à l'opposition implacable de Moscou. La prochaine conférence d'Alger va être le théâtre de nouelles exigeances à ce sujet Il y a l'appèl de Soekarno, le voyage de Guevarra, mais avant tout, la pression immense des masses, la situation concrète au Viet-Nam qui rend chaque jour plus impératif le besoin du front unique mondial anti-impérialiste.

La crise du Viet-Nam oeuvre comme un polarisateur de toutes les forces du monde. L'extension de la guerre, les actions des guerrilleros et les bombardements impérialistes du Nord-Vietnam font que toutes les différentes forces du monde gravitent autour des deux camps. Pour l'impérialisme et le capitalisme, il est impossible d'abandonner le Vietnam. Pour les révolutionnaires il n'y a pas de solution sans l'expulsion préventive de l'impérialisme. La possibilité de maintenir la guerre limitée à quelques ou à certains milieux s'éfface au fur et à mesure qu'il devient évident que l'impérialisme ne peut plus rester ici. Toures les autres forces du monde sont prêtes pour se prononcer et intervenir. En se sens, la situation est différente par rapport à la guerre de Corée. Aujourd'hui la révolution mondiale est mille fois plus forte et l'impérialisme ne peut s'exposer à une defaite partielle comme au Corée. La tendance est à l'extension de la guerre. Pour le moment elle est encore limitée et contrôlée. Mais la situation est au plus hat niveau instable. L'impérialisme est obligé de faire appèl à de plus en plus de troupes et de moyens, à prendre de nouvelles initiatives agressives. La bureaucratie soviétique est à la recherche d'une issue à travers la négociation mais l'impérialisme ne veut l'accepter qu'à condition de ne pas devoir sortir du Vietnam. Cette solution est dehors le cours que suivent les événements. Les masses vietnamiennes ne veulent pas de l'impérialisme chez elles et elles sont décidées à aller jusqu'au bout -même si elles devraient rester seules, ce qui n'est pas possible. Ainsi la tendance est-elle à l'intervention des forces de plus en plus nombreuses dans la lutte, à l'affrontement mondial de classe et à la guerre mondiale. De la crise actuelle, on ne reviendra pas en arrière. Ce qui veut dire que la guerre mondiale soit fatale et qu'elle va commencer par le Vietnam. Elle peut se déclencher à n'importe quel moment et n'importe où. Mais les événements du Vietnam, les défaites militaires de l'impérialisme, la défaite de la coexistence pacifique mettent la situation mondiale à un autre niveau, et posent la perspective de la guerre inévitable pour l'ensemble des forces de la révolution mondiale.

Conclusions et tâches.

La conférence d'Alger, dans ces conditions, va devoir définir une position. Le chemin de la coexistence pacifique est fermé. Il fat avancer dans l'organisation du Front Unique anti-impérialiste mondial. L'initiative peut en être prise par l'Indonésie qui doit recevoir un appui concret dans la lutte contre l'impérialisme anglais en Malaisie. A BAS L'O.N.U.! POUR UNE ONU ANTI-IMPERIALISTE! FRONT UNIQUE DE TOUS

LES PAYS EN REVOLUTION: Il est clair que l'ONU anti-impérialiste participe dans tous mouvements révolutionnaires qui luttent pour le pouvoir. Cela ne remplace pas ni n'annule le besoin d'une Internationale Communiste Révolutionnaire de masses, mais sera un moyen de faire avancer l'idée et mûrir le besoin. Ce que doivent faire les directions révolutionnaires et en particulier les Chinois, est appeler à l'unification révolutionnaire des Etats Ouvriers, à construire l'Internationale Communiste de masses sur le programme de la revolution socialiste et le plein droit de toutes les tendances révolutionnaires qui défendent ce programme à impulser la lutte non seulement pour la seule expulsion de l'impérialisme, mais aussi pour la destruction du capitalisme et la création de nouveaux Etats Ouvriers. C'est-à-dire se mettre à la tête de la lutte mondiale anti-impérialiste, anti-capitaliste, organiser le front unique de la revolution coloniale, du prolétariat et des Etats Ouvriers pour la suppression du colonialisme et l'installation de gouvernements ouvriers et paysans dans tous les pays. Il faut donner toute l'aide et l'appui aux révolutionnaires du Vietnam. DEHORS L'IMPERIALISME DU VIETNAM! Il faut envoyer des armes, des volontaires et tous les moyens nécessaires pour l'expulsion de l'impérialisme du Vietnam. Il faut que la conférence d'Alger se prononce là-dessus. Il faut appeler les masses soviétiques à ce qu'elles se prononcent, comme les masses du monde entier. Pour que les masses puissent peser de tout leur poids dans la crise du Vietnam, leur seule aide sur le terrain de la guerre ne suffit pas!

L'aide qui peut être fourni à l'intérieur du Vietnam est limitée. Il faut faire à fond la lutte anti-impérialiste dans tous les pays. A la porte l'impérialisme dabs tous les pays! Expropriation sans indemnisation de toutes les entreprises impérialistes! Il faut que les centaines d'ouvrières et paysannes, étudiantes, discutent et votent des résolutions. Organiser des grèves générales et de grandes démonstrations de masses. Voilà les formes à travers lesquelles les masses du monde peuvent exercer leur poids et décider comme dans le cas de la guerre au Vietnam.

L'Etat Ouvrier Chinois, le Vietnam du Nord, la Corée, etc... doivent intervenir ouvertement, envoyer des troupes, des armes lourdes pour les guerrilleros, mettre la bombe atomique à la disposition des révolutionnaires du Vietnam. Personne l'a plus en mesure, n'est plus responsable du meilleur usage que l'on peut faire de la bombe atomique, que les masses qui luttent contre l'impérialisme, les armes à la main. Les Chinois hésitent avant de faire arriver leur aide massive aux révolutionnaires vietnamiens et cependant c'est ce qu'ils ont à faire. On ne peut arrêter la tendance de l'impérialisme à étendre la guerre au Vietnam, sans montrer rapidement la disposition des Etats Ouvriers à exercer des représailles, à rendre coupes sur coups et à faire sentir implacablement à tout l'impérialisme mondial qu'il ne peut rester au Vietnam. Sans doute que cela peut signifier la guerre, mais dans des conditions beaucoup plus avantageuses. De très importantes manifestations ont eu lieu aux Etats-Unis contre la guerre au Vietnam. Ce qui signifie que même dans ces propres mûrs l'impérialisme ne peut se sentir sur de lui pour lancer la guerre. Il faut mettre en évidence cette faiblesse de l'impérialisme en le frappat, en le frappant et en faisant intervenir chaque fois davantage des Etats Ouvriers aux côtés de la révolution coloniale, non seulement au Vietnam mais au Congo, en Angola, en Guinée, appelée "portugaise", au Mozambique, au Yémen, au Guatémala, en Colombie, au Vénézuela et dans toutes les parties du monde où se développe la guerre civile révolutionnaire. Les Chinois doivent à juste titre que l'impérialisme est dans la situation de celui qui veut écraser dix puces avec les dix doigts. Il faut mettre cela en relief. Il fat prendre l'initiative pour de nouvelles actions militaires agressives et ne pas en laisser la priorité à l'impérialisme.

L'impérialisme traverse une formidable crise. Il est évident qu'il ne sait pas que faire au Vietnam, ni dans le reste du monde. Ce qu'il ne veut pas c'est partir et il sait qu'il ne peut pas bbandonner le Vietnam. Mais il est divisé. Un secteur fait pression pour l'extension de la guerre immédiate à la Chine et pour la guerre atomique mondiale. D'autres veulent négocier, mais he savon pas comment. C'est le moment pout mettre tous les moyens dans une offensive générale revolutionnaire? C'est la stratégie qui correspond aux intérêts de la révolution mondiale dans le cadre de la guerre inévitable. Il faut frapper, frapper et toujours les premiers et de tous les côtés.

Nous saluons les expropriations révolutionnaires réalisées par le gouvernement syrien avec l'intervention et la décision des ouvriers. Nous saluons la décision de l'Algérie; de la R.A.U., du Tanganika et du Soudan d'appuyer militairement les révolutionnaires congolais. Mais ce sont encore des interventions limitées.

IL FAUT ORGANISER LE FRONT UNIQUE MONDIAL POUR METTRE TOUS LES MOYENS DE LA REVOLUTION MONDIALE EN MOUVEMENT SUR LES OBJECTIFS CENTRAUX:

- A LA PORTE L'IMPERIALISME DE TOUS LES PAYS!
- A BAS LE CAPITALISME!
- POUR L'INSTALLATION DE GOUVERNEMENTS OUVRIERS ET PAYSANS DANS TOUS LES PAYS!
- INCORPORER A LA LUTTE ET AUX OBJECTIFS MONDIAUX REVOLUTIONNAIRES LA REVOLUTION POLITIQUE ET L'ECRASEMENT DE LA BUREAUCRATIE A L'INTERIEUR DES ETATS OUVRIERS!
- FONCTIONNEMENT SOVIETIQUE!
- CENTRALISATION DE TOUTE LA VIE POLITIQUE ET ECONOMIQUE DES ETATS OUVRIERS DANS LES MAINS DES ORGANISATIONS REPRESENTATIVES DES MASSES!
- UNIFICATION DES ETATS OUVRIERS ET ALLIACE AVEC LA REVOLUTION MONDIALE!
- INTERNATIONALE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE MASSES!

Sécretariat International
de la IVº Internationale.

20 février 1965.

xxxx

DE TROTSKISTISCHE PERS

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA
CUARTA INTERNATIONAL
Casilla 1204 - Montevideo (Uruguay)

ALGERIE: Révoucion Socialiste
Organe de la Groupe IVº Internationale (Trotskiste)
BP. 13, Grand Poste - Alger.

ARGENTINE: Voz Proletaria
Organe du Partido Obrero (T)
Centenario Uruguayo 1751 - Lanus - Pcia Buenos Aires

BELGIE: La Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd
Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste)
C. Polet, Nieuwbrugkaai 30, Gand

BOLIVIE: Lucha Obrero
Organe du Partido Obrero Revolucionnario
Casilla 644 - Oruro

BRESIL: Frente Operaria
Caixa Posatal 4562 - Sao Paulo

CHILI: Lucha Obrera
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Casilla 100 - Correo San Miguel - Santiago de Chili

CUBA: Voz Proletaria
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Montes nº 12, esq. Zulueta - AP.LL - Piso 2 - La Havanna

ANGLETERRE: Red Flag
Organe du Revolutionary Workers Party
21, Bolton rd. E. 15 - Londres

France: Lutte Communiste
Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (Trotskyste)
21, av. du Président Wilson - La Plaine - Saint Denis (Paris)

ITALIE: Lotta Operaia
Organe du Partido Communista Rivoluzionario
Casella Postale 5059 - Roma-Ostiense

MEXICO: Voz Obrero
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Apdo Postal 1370 - AD. de Correos nº 1 - Mexico D.F

ESPAGNE: Lucha Obrero
Pour la correspondence: écrire en France, Italie ou Belgique.

URUGUAY: Frente Obrero
Organe du Partido Obrero Revolucionario
General Flores 2515 - Montevideo

PERU: Voz Obrero
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Apartado 5044 - C. Central - Lima

<u>Pour vous abonner</u>: abonnement ordinaire: 6 mois (12 numéros): 50 frs.
1 an (24 numéros): 100 frs
abonnement de soutien: 150 frs.
Prière de s'adresser chez CLAUDINE POLET, 30, Nieuwbrugkaai, Gand
Pour la correspondance: même adresse.

Editeur responsable: Claudine Pôlet, 30, Nieuwbrugkaai, Gand.

APPEL DU SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA IVe INTERNATIONALE - 16 mars 1965

LIBERTE IMMEDIATE POUR TOUS LES TROTSKISTES
ET REVOLUTIONNAIRES EMPRISONNES A CUBA.

Arrêt immédiat des persécutions et des mesures contrerévolutionnaires du Parti Communiste avec la complicité et l'alliance du gouvernement cubain, qui lésionnent l'Etat Ouvrier et la Révolution Socialiste.

Nous venons de recevoir les nouvelles comme quoi ont été détenus nouvellement des camarades à Cuba, à Guantanamo et à la Havane. La IV& Internationale dénonce ces détentions arbitraires comme contre-révolutionnaires, comme un véritable attentat cotre les masses et l'Etat Ouvrier Cubain, et elle accuse le Parti Communiste avec la complicité du gouvernement cubain, d'essayer de faire revenir à Cuba les temps de Staline.

Le Parti Communiste à Cuba, avec la complicité ou l'alliance directe du gouvernement, détient et condamne à 9 et 5 ans de prison les camarades trotskistes cubains sans cause ni raison, seulement parce que les Trotskistes défendent le droit démocratique revolutionnaire et le droit d'affronter résolument l'impérialisme. Cette nouvelle et dernière détention d'un camarade Trotskiste à la Havane est une campagne du Parti Communiste et du gouvernement cubain pour essayer de terroriser les révolutionnaires de toute l'Amérique Latine afin qu'ils ne suivent pas la voie qu'est en train de suivre la Révolution au Guatémala. Au Guatémala a été mis en échec toute la ligne de conciliation, de coexistence, de parlementarisme et de soumission à la ligne de conciliation avec la bourgeoisie. Cette ligne a été mise en échec par la ligne révolutionnaire, qui est celle pour laquelle appelent à lutter les Trotskistes. Rapidement les Partis Communistes essayeront de faire la même chose en Colombie, et, comme au Vénézuela, ils dénonceront à la police, à l'armée et au gouvernement, les révolutionnaires de Marquetalia.

Le Parti Communiste essaye de minter un process type Staline contre les Trotskistes afin de contenir la lutte révolutionnaire qui, en Amérique Latine, se développe dans la voie Trotskiste. La ligne révolutionnaire de la guerrilla au Guatémala est la ligne du programme Trotskiste, qui est l'expropriation sans indemnisation du capitalisme, l'expulsion de l'impérialisme, le contrôle ouvrier, la pleine démocratie pour les masses, aucune alliance ni conciliation avec la bourgeoisie, lutte armée, pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. De même les guerrillas en Colombie, dont la ligne est trotskiste, et non celle des Partis Communistes. Dans toute l'Amérique Latine, il y a un développement immense du murissement politique des masses dans le Programme de la Révolution Socialiste. E, Argentine, la Fédération des Ouvriers de Tucuman de l'Industrie du Sucre (FOTIA) a dénoncé les bureaucrates de la direction de la CGT et s'est lancée à une lutte de tendance pour un programme révolutionnaire. Comme une partie de cette lutte, ils ont présenté dans les récentes élections leurs propres candidats à Tucuman, où ils ont obtenu 100 milles votes, gagnant l'élection. Nos camarades du Parti Ouvrier (Trotskiste) d'Argentine sont intervenus dans ce front et appelent à ce que cette force s'exprime en occupant les usines, les raffineries sucriers et les terres, par l'organisation de la grève générale pour préparer la lutte afin d'imposer le programme de la Révolution Socialiste en Argentine.

Telle est la ligne révolutionnaire des masses en Amérique Latine. Par contre, les Partis Communistes vont en sens contraire, à la recherche d'alliances avec la bourgeoisie qui s'enfonce. C'est pourquoi la bureaucratie, avec la répression des Trotskistes à Cuba, essaye de terroriser les révolutionnaires qui, dans ce processus, élèvent leur maturité vers l'organisation révolutionnaire. Elle essaye de montrer, de présenter un appareil qui peut tout, afin de cacher sa faiblesse et son manque de politique et d'organisation revolutionnaire. Le gouvernement cubain est entièrement responsable de cette ligne criminelle, et à travers elle il montre non seulement son empirisme et son manque de formation marxiste, sinon aussi son manque de confiance historique et concrète dans l'intervention et le pouvoir créateur des masses. Ces détentions correspondent aux conclusions terroristes -indignes d'un révolutionnaire- contenues dans le discours de Fidel Castro du 13 mars à l'Université, comme

quoi il ne laissera personne discuter à Cuba sur les problèmes des Partis Communistes parce qu'il n'en a pas envie. Les Trotskistes, au contraire, dans le monde entier, qu'ils soient ou non à la direction, appelent ouvertement à ce que tout ce discute, à ce qu'interviennent tous les ouvriers, dans les usines, les ateliers, les syndicats, les quartiers, dans les campagnes, dans les guerrillas. C'est cela le trotskisme, et c'est poutquoi il est appaqué et réprimé par la bureaucratie xx qui ne peut pas supporter la discussion ni l'intervention directe des masses.

Les masses démontrent dans le monde entier qu'elles sont à des milliers de kilomètres de Fidel Castro et de tous ceux qui se considèrent leurs protecteurs. Les masses démontrent à Zanzibar, au Mali, au Ghana, en Syrie, en algérie, au Viet-Nam, au Guatémala, qu'elle ne nécessitent ni tuteurs ni protecteurs, qu'elles savent faire et défendre la Révolution Socialiste mieux qui quiconque. C'est cela le Trotskisme, et c'est pourquoi les bureaucrates éteinnent et poursuivent les Trotskistes à Cuba, et en plus parce que l'empirisme, le paternalimse et les attitudes bureaucratiques déjà ne peuvent plus se soutenir à Cuba. Egalement la Révolution Politique en marche dans les Etats Ouvriers se manifeste dans l'Etat Ouvrier Cubain. L'existance et la vie organisée des Trotskistes à Cuba est un stimulant permanent pour les tendances anti-bureaucratiques, révolutionnaires, et une attaque permanten à la bureaucratie contre-révolutionnaire et à tous ceux qui concilient ou s'allient avec elle, Fidel Castro ou qui que ce soit. A Cuba il y a une crise dans la direction beaudoup plus grande que ce qui apparait en surface. Guevara, cela fait 3 mois qu'il est en tournée, et ces déclarations et activités politiques ne indiquent pas qu'il soit à la recherche d'alliances ou de contacts avec d'autres Etats Ouvriers. L'unique justification d'une telle tournée devrait être la recherche d'accords avec les pays africains et asiatiques; mais il n'y a pas de déclarations ou de résolutions d'ensemble. L'emprisonnement de nos camarades à Cuba est fait au secret, on ne leur a porté ni accusation ni jugement, aucun. Tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, auquel appartient la Révolution cubaine, doivent, de même que les masses cubaines, connaitre, discuter tous les problèmes de la Révolution cubaine et intervenir pour son développement socialiste. A BAS LES METHODES STALINISTES ET TOUTES LES TENTATIVES POUR VOULOIR REPETER OU MONTER A CUBA DE NOUVEAUX PROCES DE MOSCOU! A BAS LA CAMPAGNE CRIMINELLE ASSASSINE DU PARTI COMMUNISTE CUBAIN ET DU GOUVERNEMENT CUBAIN: LIBERTE POUR TOUS LES TROTSKISTES!

La IVe INTERNATIONALE appele à l'organisation d'une campagne mondiale pour la liberté des membres du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskiste), section cubaine de la IVe Internationale, emprisonnés à Cuba, détenus et condamnés dans aucuna accusation, rt qui, à Cuba comme dans le monde entier, sont les premiers défenseurs de l'Etat Ouvrier Cubain, de la Révolution Socialiste, du plein droit à l'intervention des masses, de la liberté des tendances et des partis ouriers soumis à la défense inconditionnelle de l'Etat Ouvrier et de la Révolution Socialiste. ELLE APPELLE TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIERES, POLITIQUES ET SYNDICALES, LES PARLEMENTAIRES, LES SCIENTIFIQUES, A DEFENDRE LE DROIT DES TROTSKISTES A FONCTIONNER PUBLIQUEMENT A CUBA, CE QUI EST LA DEFENCE DU DROIT DES MASSES CUBAINES ET DES MASSES DU MONDE A INTERVENIR, A DONNER LEUR OPINION ET A DECIDER, ELLES, DE COMMENT IMPULSER LA REVOLUTION SOCIALISTE. ELLE APPELLE A EXIGER LA MISE EN LIBERTE IMMEDIATE DE TOUS LES TROTSKISTES EMPRISONNES A CUBA.

La IVe Internationale appelle toutes les tendances et les groupes qui, dans les Partis Communistes, dans les Partis Socialistes, dans les mouvements nationalistes, se sont prononcés et interviennent en défence du programme ou de points de programme de la Révolution Socialiste, à sortir des déclarations, à envoyer des lettres au gouvernement cubain en exigeant la liberté immédiate de tous les Trotskistes emprisonnés, et le plein droit de fonctionnement pour le Parti. Elle appelle les tendances qui, en Italie en en Belgique, et en général dans toute l'Europe, évoluent vers des positions marxistes-revolutionnaires, à se prononcer dans ce sens. Elle appelle les syndicats, les organisations et tendances révolutionnaires en Amérique-Latine, en Argentine, Bolivie, Chili, Uruguay, Pérou, les guerrillas de Guatémama, de la Colombie, du Vénézuela, à exiger la liberté des Trotskistes emprisonnés à Cuba.

Ces mesures du gouvernement cubain, emprisonnant et condamnant les révolutionnaires, sont une attaque absurde et criminelle à l'Etat Ouvrier, et ce à quoi la IVe Internationalle appelle à mettre un terme net. C'est un aspect essentiel du dé-

veloppement et du triomphe de la Révolution Socialiste, et de la liquidation de la bureaucratie des partis communistes qui, avant d'être balayés par la Révolution Politique, veut frapper et terroriser pour survivre. Mais elle est condamnée et s'effondre sans recours.

C'est pour hâter sa chute que la IVº Internationale lance cet appèl.

I6 mars, I965.

Le Secretariat International
de la IVº Internationale.

Après le Congrès du P.W.T.: LE PARTI WALLON DES TRAVAILLEURS DOIT DEVENIR LE PORTE-PAROLE DE L'AVANT-GARDE OUVRIERE ET APPLIQUER UN PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE DANS LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE A LA BASE!

La formation du Parti Wallon des Travailleurs marque une étappe importante du processus de la formation d'une direction révolutionnaire des masses travailleuses en Belgique, non pas à cause du programme de ce parti, qui est un programme réformiste, mais parce que cela ouvre concrètement un canal à travers lequel l'avant-garde prolétarienne peut impulser la construction d'un véritable parti révolutionnaire. La formation du Parti Wallon des Travailleurs est surtout le résultat du mûrissement du prolétariat belge dans le cadre du murissement de la lutte révolutionnaire des masses en Europe et dans le monde; mais ce n'est pas une expression vérotable de l'esprit combattif et révolutionnaire du prolétariat belge; pour arriver à cela il faut maintenant mener la lutte contre toutes les forces qui cherchent à empêcher que le prolétariat belge se donne la direction révolutionnaire dont il a besoin. Et ces forces ne sont pas seulement la bourgeoisie, le gouvernement, le PSB, mais même et surtout les dirigeants du nouveau Parti, qui cherchent à freiner la poussée révolutionnaire à la base, à empêcher que sa véritable volanté s'exprime C'est des dirigeants qui jusqu'hier se sont opposés à rompre avec le parti de Collard et de Spaak, et entre eux en premier lie, le groupe de "La Gauche" avec son leader Ernest Mandel. Ils ont rompu avec la droite socialiste, non pas pour construire uh parti révolutionnaire comme la base ouvrière du nouveau parti le veut, mai mais bien parce qu'ils s'ils n'avaient pas rompu ils auraient vu qu'immédiatement ou peu après un nouveau parti se serait construit de toute façon malgré eux. Et ils ont cherché alors à rompre avec la droite sans rompre réellement avec la politique réformiste, en substituant un réformisme de "gauche" à un réformisme de "droit", en cherchant à contrôler le processus qui allait s'ouvrir avec la formation du nouveau Parti.

Le groupe de "La Gauche" agit comme un groupe étroitement lié et compromis comme il l'est avec les forces conservatrices et carriéristes, qui cherchent à survivre dans le camp ouvrier, avec la bureaucratie de ce milieu; et pourtant ils agissent avec crainte face à la possibilité chaque jours plus évidente de la formation à court délai d'un courant marxiste revolutionnaire de masse, d'un parti ouvrier révolutionnaire qui va signifier le commencement de la fin de toutes ces forces conservatrices et bureaucratiques.

Ils sont épouvantés de l'évolution de la situation et vont chercher à faire n'importe quelles manoeuvres pour tenter d'arrêter, de freiner le développement du courant révolutionnaire, pour ne pas laisser entrer dans le nouveau prti toute la charge explosive que signifie la poussée des masses, que signifie l'organisation de groupes d'avant-garde pour le nouveau parti. Ils vont même chercher à se "gauchiser" dans la forme pour ne pas perdre le contrôle sur la base du nouveau parti, mais en réalité ils vont faire la politique de conciliation avec le capitalisme.

Pour mesurer une politique, il faut mesurer le programme. Mandel et la "Gauche" peuvent parler de révolution, de contrôle ouvrier, de programme de transition, peuvent exploiter le nom de Trotsky, mais cela sont les mots. Quel est leur vrai programme? Ce que dit "La Gauche" même! "Réformes de structures et fédéralisme"! C'est un programme réformiste! Quelle est leur attitude face au processus de la lutte des classes? Il faut dire aujoutd'hui: il y a telle lutte, telle autre. Mais il faut aussi, et eux ne le font pas, donner le programme, les consignes dont chaque lutte

a besoin pour vaincre, pour se transformer en lutte de classe révolutionnaire, pour faire à chaque moment le plus grand pas possible en avant sur la voie de la lutte pour le pouvoir.

L'avant-garde revolutionnaire de nouveau parti à ici un combat à mener: pour mener de l'avant le nouveau parti, pour qu'il se transforme véritablement en un instrument de la classe ouvrière belge dans la lutte pour le pouvoir; il faut lutter pour imposer le véritable programme marxiste révolutionnaire, pour démasquer les nouveaux réformistes, pour imposer une direction et uneorganisation révolutionnaire au nouveau parti. De même qu'en Italie pour transformer le PSIUP en un parti révolutionnaire, il faut lutter contre le secteur réformiste de Vecchietti, de sa direction. Le PWT, avec les autres partis, qui vont se constituer dans les autres régions (cette ~~division~~ division absurde est un autre exemple de la conception conciliatrice de la direction) peuvent mener à la formation du parti révolutionnaire en Belgique. Pour cela il faut passer par une lutte, une transformation qualitative, il faut passer surtout par la discussion et la lutte à la base pour le programme révolutionnaire.

Il y a beaucoup d'ouvriers de la base du nouveau parti qui donnent une signification empiriquement révolutionnaire au mot "réformes de structure" en luttant pour elles, ils veulent lutter contre le capitalisme pour le renverser. Mais ce n'est n'est pas le sens que leur donne la "Gauche" malgré la mot "anti-capitaliste" qu'elle elle ajoute. Il n'y a pas de possibilités pour des réformes de structuren et surtout il n'y a pas de possibilités pour des réformes de structure "anti-capitaliste" Il y a le réformisme et il y a la lutte révolutionnaire pour renverser le capitalisme. Parler de réformes de structure signifie croire qu'il y ait la possibilité de faire certains changements au système capitaliste, de l'améliorer, de résoudre certains problèmes des masses sans renverser le capitalisme. Mais c'est impossible: le capitalisme a démontré déjà depuis longtemps qu'il n'a pas la possibilité de résoudre les problèmes les plus élémentaires des masses, les habitations, le chomage etc... S'il en avait la possibilité, le capitalisme le ferait, car ainsi il pourrait acquérir une autorité sur les masses. Mais il n'en a pas la possibilité et surtout pas aujourd'hui qu'il est dans sa crise finale où sa seule préoccupation n'est pas celle de développer la technique, le niveau de vie des masses, ce n'est même pas son propre développement économique, mais la lutte contre-révolutionnaire pour sa survivance; aujourd'hui qu'il se préoccupe fondamentalement de la préparation de la guerre contre-révolutionnaire.

Dans une situation comme celle-ci, il n'est même plus possible de faire vraiement du réformisme, il n'est plus possible de obtenir des "réformes" qui signifient une solution d'aspects partiels en envoyant à demain la lutte pour le socialisme. Aujourd'hui -et toute l'expérience le confirme- la politique réformiste mène tôt ou tard à la politique de soutien direct au capitalisme. Il n'y a qu'un seul choix: politique révolutionnaire ou politique de conciliation avec le capitalisme. Toute autre politique est impossible.

De même pour le féféralisme: ici il s'agit d'une soumission complète à la manoeuvre que fait la bourgeoisie pour créer un problème qui en réalité n'existe pas Il est absurde et contre-révolutionnaire de faire toute une campagne -comme le fait la "Gauche"- sur le problème des Wallons, des Flamands et du fédéralisme, quand ce dont il s'agit -et dont la réalité même montre qu'il est en train de se réaliser- c'est l'unification, le front unique des masses wallonnes et flamandes pour la lutte pour renverser le capitalisme en Belgique.

A la politique de réformes de structure, à la politique de fédéralisme, il faur opposer le programme de transition vers la prise du pouvoir, appliquée à la situation d'aujourd'hui en Belgique. Il faut partir des problèmes actuels des masses du pays pour lutter pour les solutions ouvrières à ces problèmes, avec les méthodes de lutte de classes et révolutionnaire. Car seulement ces méthodes peuvent contraindre la bourgeoisie à céder, à faire des concessions qii signifient des coups directs à son propre fonctionnement Il est possible dans ce processus d'obtenir des revendications importants avant même la prise du pouvoir, mais pas comme une systématisation, un réajustement de système capitaliste, une amélioration de son organisation pour satisfaire certaines exigeances des masses. Non, au contraire, un coup au fonctionnement du système capitaliste ne peut être obtenue, comme une étappe,

la conquète d'une position dans le processus de la lutte pour le pouvoir. La solution complète des problèmes des masses, c'est le pouvoir.

Et on avance sur cette voie en imposant déjà aujourd'jui le pouvoir ouvrier dans une usine, dans une catégorie, en donnant la solution prolétarienne à chaque proè blème, en faisant peser la force de classe du proletariat, en contraingnant le capitalisme à céder aujourd'hui face à la force de la lutte de classes et révolutionnaire, pour sans cesse aller de l'avant pour conquérir d'autres positions dans la lutte lutte pour la solution des problèmes des masses, qu'est le processus même de la lutte pour le pouvoir ourier.

==========

LA LUTTE OUVRIERE RONEOTYPE.

L'imprimeur de la Lutte Ouvière, ne pouvant pour ce numéro ci et le suivant assurer son impression, nous avons décidé de sortir encore le journal ronéotypé pour continuer à répondre aux nécessités de la lutte actuelle.

Le Comité de Rédaction.

Nous relançons un appèl à tous les camarades lecteurs de "La Lutte Ouvrière", aux abonnés, sypathisants et amis du P.O.R.(T.) à fournir un nouvel effort pour nous permettre d'assurer la sortie bi-mensuelle du journal.

L'intervention du Trotskysme, au travers de son organe d'impression, est particulièrement importante maintenant que dans le monde entier se prépare le règlement final des comptes entre le capitalisme et la révolution mondiale, qu'en Belgique surgit dans le mouvement ouvrier la création de nouveaux partis, une discussion sur les objectifs et le programme pour mener la révolution, que la classe ouvrière, les mineur en particulier, est en train de développer et d'organiser sa grande capacité et puissance de lutte anti-capitaliste.

Nous appelons les camarades, qui ne l'ont pas encore fait, à souscrire un abonnement de soutien, à verser une cotisation régulière pour "LA LUTTE OUVRIERE".

LETTRE DU PARTI AUX MINEURS DE LA BATTERIE ET DE SAINTE-EUGENIE.

le 16 mars 1965.

Camarades,

Le parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section belge de la IVe Internationale, salue le plus fraternellement et solidairement votre grève d'occupation de la mine, votre ferme décision de vous opposer à la fermeture de votre charbonnage et à la liquidation, par le capitalisme belge et international, de l'industrie charbonnière en Belgique.

Nous appuyons totalement votre grève qui est un appel à tous les mineurs à suivre votre exemple et à toute la classe ouvrière à se solidariser avec votre lutte. Comme vous le montrez, la grève et la mobilisation directe sont les seuls moyens de faire peser votre volonté.

Nous appuyons vos appels à tous les mineurs de la région, parce que votre force est dans la lutte générale de tous les mineurs, et de toute la classe ouvrière. Toute la classe ouvrière doit pouvoir s'exprimer avec sa véritable force qui est énorme et ainsi le chemin de la victoire sera assuré!

Comme vous le posez dans vos revendications, il ne s'agit pas d'obtenir le maintien de votre puits seulement, mais de défendre l'industrie charbonnière et le droit au travail de tous les mineurs et de tous les travailleurs qui dépendent des charbonnages. Nous pensons que pour conquérir et préserver définitivement ce droit fondamental, la seule solution est de poser comme objectif:
LA NATIONALISATION DES CHARBONNAGES ET LEUR FONCTIONNEMENT SOUS CONTROLE OUVRIER.
Le patronat veut liquider les charbonnages, c'est aux travailleurs eux-mêmes à prendre leur direction et les faire fonctionner, à imposer leur nationalisation. Les capitalistes et le gouvernement prétendent que ces puits ne sont plus rentables, mais vous savez mieux que personne que ce n'est pas vrai. Ils ne sont plus rentables du point de vue des capitalistes et de la concurrence entre eux. Mais c'est aux mineurs eux-mêmes à contrôler et décider comment réorganiser et faire fonctionner les charbonnages. Il faut exiger l'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE PATRONAUX, exiger la modernisation et un équipement technique pour tous les charbonnages que les capitalistes peuvent payer! Du point de vue de la classe ouvrière, à Tamines, à Liège, et et dans beaucoup d'autres charbonnages, ceux-ci sont encore rentables et riches en possibilités d'exploitation. Il faut les faire FONCTIONNER DIRECTEMENT PAR LES OUVRIERS ET ORGANISER LA MISE EN VENTE DIRECTE DU CHARBON AVEC L'AIDE DE TOUTE LA POPULATION TRAVAILLEUSE!

Nous pensons que c'est la seule perspective, le programme anti-capitaliste- qui peut organiser une victoire complète et que pour cela, il faut compter que sur vos propres forces et celles de toute la classe ouvrière. Ce n'est pas le Parlement qui peut garantir la victoire, mais votre propre organisation à la base, l'initiative anti-capitaliste directe de tous les mineurs et de toute la classe ouvrière.

Pour cela, nous proposons d'appeler à LA GREVE GENERALE IMMEDIATE DE TOUS LES CHARBONNAGES pour ce programme, d'appeler les mineurs à partir directement en grève comme vous l'avez fait, sans attendre les décisions des directions syndicales, à organiser leur comité de grève dans chaque puits et à les coordonner en un COMITE CENTRAL DE GREVE.

Appeler tous les mineurs à suivre votre exemple, appeler toute la classe ouvrière de la région et du pays, à organiser des COMITES D'USINE pour vous soutenir financièrement et par des arrêts de travail, des manifestations dans les rues.

En Wallonie et en Flandres, toute la classe ouvrière a les yeux tournés sur votre lutte et elle est disposée à se battre. Nous proposons d'appeler toute la classe ouvrière à vous soutenir directement, à réaliser le FRONT UNIQUE de solidarité pour votre grève et le programme, et à lutter en même temps pour ses propres revendications.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) s'engage à agiter ces propositions et la lutte pour ce programme, à organiser cette solidarité pour votre grève contre le capitalisme jusqu'à la victoire.

Vive la grève générale des mineurs et la solidarité grévistr de tous les travailleurs.

En avant pour faire triompher la lutte et le programme anti-capitaliste.

Le Bureau Politique du Parti Ouvrier Révolutionnaire

tiers, le salaire vital, l'échelle mobile, les 40 heures avec paiement de 48, les bénéfices de l'automation pour les travailleurs!

Telle est la vraie solidarité avec les guérillas et les masses révolutionnaires qui donnent leur vie tous les ~~jxxx~~ jours dans le combat pour liquider l'impérialisme, pour la dignité humaine, pour le socialisme!

Cette lutte doit s'unir chaque jour aux actions de masses qui secouent le pays d'un bout à l'autre; pour le contrôle des usines par les ouvriers (que le capitalisme paie sa crise!); pour l'occupation des terres par les paysans pour l'alliance ouvrière et paysanne en formant des Comités de Front Unique, des Comités d'Usine, des Comités qui unissent usines et quartiers.

Les étudiants doivent s'appuyer, pour leurs revendications actuelles, sur les masses mobilisées tous les jours. Il faut impulser, étendre, approfondir, l'organisation par la base, débordant ~~xx~~ les directions réformistes et conciliatrices avec le capitalisme, pleine de peur devant le cynisme de l'impérialisme.
A bas les bureaucraties! Vive l'organisation et l'action des Comités! Vive le Front Unique des prolétaires, paysans, étudiants!

Que chaque manifestation, que chaque grève pour le salaire, contre la vie chère, les licenciements; pour la rénovation des contrats de travail; pour la terre; pour un logement digne; pour le droit des étudiants pauvres à la culture moyenne et universitaire gratuite- soit accompagnée de résolutions et d'actions concrètes pour l'expulsion de l'impérialisme du pays; pour la formation de toutes parts, de comités et de commissions de liaison qui prennent en charge la direction et l'organisation des luttes, pour préparer des arrêts de travail dans les usines, dans les régions, jusqu'à débouxher sur la grève générale!

Ce n'est pas avec des larmes qu'on arrêtera les bombes et les mitraillettes de l'impérialisme assassin, Seule l'action révolutionnaire des masses pourra y parvenir, en expulsant l'impérialisme, en détruisant le capitalisme en Belgique et en Europe!

Les masses n'ont rien à perdre et ont au contraire un monde à gagner. Les masses ont besoin d'une direction en acier et non pas de fer blanc.

Il faut passer par-dessus les directions! Il ne faut pas attendre que d'elles, viennent des directives de combat! Elles recommenceront, à chaque fois, à concilier avec le capitalisme, à trahir le prolétariat.

Nous appelons la base du PSB, du PC; nous appelons les ouvriers chrétiens, les syndicats, les militants syndicalistes révolutionnaires de la FGTB; nous appelons les militants du PWT, du PC pro-chinois, des J.G.S. à organiser le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-Impérialiste pour mener de l'avant le programme et la politique de classe, d'expropriation du capitalisme, d'expulsion de l'impérialisme.

Il faut rompre avec la soumission à la politique de coexistence pacifique et de collaboration ouverte avec le capitalisme que défendent le PSB et les directions réformistes.

Nous saluons l'esprit anti-capitaliste et la combativité des mineurs de La Batterie qui ont été un exemple pour toute la classe ouvrière de la voie à suivre pour conquérir ses droits.

Nous saluons les mineurs de Houthalen qui ont en fait répondu à cet appel et se sont mis en lutte eux aussi.

Nous saluons le grand esprit de solidarité qui s'est manifesté dans toute la classe ouvrière pour appuyer et soutenir les mineurs.

C'est cela la voie! Ouvrir et impulser le chemin à l'initiative des masses. Que l'initiative et l'esppit créateur de milliers d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, se concrétise dans l'organisation de chaque lutte, dans des Commissions de Liaison, des Comités d'Usines, des Groupes de Combat, pour donner une forme organique au développement du courant de classe prolétarien, révolutionnaire.

Pour le contrôle des usines par le prolétariat! Empêcher toute fermeture et licenciement!

Pour le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-Impérialiste!

Solidarité avec les masses du Sud-Est asiatique$

Solidarité avec les masses espagnoles: Mort à Franco! A Bas Franco!:frapper le capitalisme en luttant dès maintenant pour le pouvoir aux Partis Ouvrier et aux Syndicats!

CONTRE LA FERMETURE DES CHARBONNAGES:

- GREVE AU FINISH DE TOUS LES MINEURS
- NATIONALISATION DE TOUS LES CHARBONNAGES
- OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE PATRONAUX
- OCCUPER ER FAIRE FONCTIONNER LA MINE SOUS CONTROLE OUVRIER
- SOLIDARITE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE PAR DES COLLECTES, DES RESOLUTIONS D'USINE, DES ARRETS DE TRAVAIL, DES MANIFESTATIONS DE RUE.

=-=-=-

Les ouvriers peuvent prouver le contraire! En occupant la mine et en la faisant fonctionner sous contrôle ouvrier, ils peuvent disputer aux patrons la propriété du charbonnage. En fait, par cette grève du fond, les mineurs sont déjà maîtres de la mine, mas ià faut exercer le pouvoir, le faire peser contre les patrons. Il faut exiger l'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE PATRONAUX et imposer l'amélioration de la capacité technique des charbonnages. Il n'y a pas de doute que les patrons peuvent p payer ces frais. Il faut exercer le pouvoir dans la mine EN LA FAISANT FONCTIONNER DIRECTEMENT PAR LES OUVRIERS ET EN ORGANISANT LA MISE EN VENTE DU CHARBON AVEC L' AIDE DE TOUTE LA POPULATION! En appelant tous les mineurs à suivre cette exemple, par des arrêts de travail en solidarité, par une grève générale de tous les mineurs le pas est donné vers la NATIONALISATION, SOUS CONTROLE OUVRIER, DE TOUS LES CHARBONNAGES. C'est là un fameux coup pour les capitalistes, une victoire et une solution pour laclasse ouvrière toute entière.

Les mineurs doivent compter sur leur propre force, s'organiser directement à la base. Une fois de plus ils ne pourront pas compter sur leur délégation syndicale, qui joue le jeu de la bourgeoisie, en essayant de calmer, de dévier cette grève dans des pourparlers sans fin. Il faut rejeter, comme l'ont fait les grévistes de Tamines l'attitude conciliatrice de la direction syndicale qui "comprend l'émotion des mineurs, mais leur prie de ne pas se laisser prendre par des actes irréfléchis". C' est une attitude honteuse, capitularde, qui n'exprime en rien le sentiment et la volonté des mineurs et de toute la classe ouvrière, tant en Flandres qu'en Wallonie, qui est sensibilisée par lalutte courageuse des mineurs et prête à suivre leur exemple.

Les mineurs eux-mêmes doivent tirer toutes les conclusions de leur expérience. Ils doivent réaliser qu'ils n'ont de toute façon rien à perdre, mais qu'ils peuvent tout gagner. La lutte n'est pas finie, même si les mineurs sont remontés à la surface. Le problème reste posé, tat pour les mineurs de Taines, que pour ceux des autres charbonnages. La seule solution, la seule perspective, c'est de mieux se préparer, tous ensemble, à la lutte, de s'organiser à la base et d'organiser toute la classe ouvrière, avec la ferme décision de vaincre, de lutter au finish: la victoire des revendications, du programme anti-capitaliste.

Cette claire démonstration des aspirations des mineurs et de toute la classe ouvrière doit faire réfléchir toutes les directions ouvrières, et particulièrement le PWT. Il ne s'agit pas d'accepter la fermeture des charbonnages, moyennant la reconversion préalable. Le Parti Wallon des Travailleurs doit être le centre de la lutte des mineurs, de toutes les luttes qui se donnent et se donneront dans la classe ouvrière. Il doit orienter et organiser ces luttes, pour qu'elles puissent s'exprimer avec toute leur force, en donnant des mots d'ordre, le programme: celui qui prépare à laprise du pouvoir par les ouvriers, en commençant par la prise du pouvoir dans quelques entreprises. Et cette lutte n'est pas ~~xxxxxxxx~~ celle pour "des réformes de structure" en laissant le système capitaliste debout; c'est des coups et des attaques directs à la bourgeoisie, au système capitaliste. C'est là la seule façon pour unifier et faire avancer la lutte révolutionnaire qui mûrit dans le pays.

Nous lançons un appèl à tous les mineurs à s'unir dans cette lutte, pour une grève au finish pour ces revendications anti-capitalistes: nationalisation de toutes les charbonnages, ouverture des livres de compte patronaux, occupation et fonctionnement de la mine sous contrôle ouvrier.

Nous lançons un appèl à toute la classe ouvrière pour se montrer solidaire avec les mineurs, en luttant pour ses propres revendications et en même temps en solidarité avec les mineurs, en organisant des collectes, par des résolutions d'usine, des arrêts de travail, des manifestations de rue.

29.3.65

LETTRE DES CAMARADES DE LA SECTION ESPAGNOLE (du 2 mars 1965).

" Cher ami,

Tu peux déjà te rendre compte comment vont les choses ici: violemment et précipitant les événements. Après les manifestations des étudiants de Madrid, celles qui ont aussi eu leu à Barcelone et celles qui se préparent, il faut attendre et envisager la possibilité immédiate que le régime cède de ce côté, en donnant une sorte de syndicat libre aux étudiants, en essayant d'étouffer la chose et de sauve les apparences. Mais ce n'est pas cela le plus important; ce qui importe c'est ce que cela signifie. Surtout les manifestations ouvrières à Madrid et à Barcelone, et les grèves continuelles. Celles-ci ont été assez importantes, non seulement par le nombre -plusieurs milliers- mais par la manifestation en elle-même, pour ce que tu as analysé sur la Catalogne, et comment le prolétariat allait se lancer à la lutte à un niveau supérieur. C'est ce que nous voyons maintenant, et ceci n'est qu'un petit essai, comparé à ce que roule le fond du fleuve.

Selon les informations, la manifestation est l'expression déformée d'un véritable front unique à la base. Par la manière dont elle s'organisa, par les revendications, et par l'affiliation des organisateurs (qui furent arrêtés avant la manifestation à cause d'un délateur), et l'absesnce du Parti Communiste dans l'organisation. Ceci leur échappe complétement des mains, à eux tous, La Démocratie Chrétienne est désespérée parce qu'elle ne peut rien contrôler, et elle a une peur énorme, même si elle collabore à cela.

D'autre part, le régime ne qait absolument pas comment faire face à cette situation publique, qui va prendre une plus grande extension, et qui va mobiliser les prochaines semaines des milliers de personnes, et qui va s'unir aux propres processus des grèves, protestations se développant de tous côtés (plus de 7.000 ouvriers agricoles en grève depuis 20 jours dans la province de Cadix), manifestations d'employés, étudiants, nouvelles grèves dans la métallurgie de Madrid et à Barcelone, et rumeurs sur un grand malaise en Asturies. Les conditions existent pour un plus grand mouvement, mais il manque encore un plus grand exercici commun des masses. De toutes façons, le régime doit s'adapter à cette situation et céder. Cela peut commencer avec les étudiants, mais cela va continuer, et c'est là que va se lancer la Démocratie Chrétienne. Le changement est proche et avec lui, l'ouverture d'un processus révolutionnaire dans toute l'Espagne.

Le niveau des mineurs est en train de se généraliser avec ces mouvements locaux. Il n'y a pas encore une unification nationale, il n'y a pas de centre, et c'est la raison pour laquelle le mouvement n'a pas une puissance plus grande, et un plus grand pouvoir de décision. Mais le cours même du processus va réaliser ces conditions dans un délai de temps très court.

Les luttes internes au sein de gouvernement, de l'appareil, sont immenses. Certains lancent des cris comme: ou bien on change, ou bien tout saute! Publiquement, dans la presse, on demande nerveusement de prendre des mesures, mais toutes les mesures qu'on demade, sont d'un changement. Même les secteurs les plus fascistes, ils s'acérochent à Franco, mais en le pressionnant. L'un d'eux déclare: "nous ne pouvons pas revenir à 1936, c'est impossible. Mais il faut changer cette situation. C'est indiscutable. Nous ne pouvons continuer. Il faut donner de la représentativité. Nous avons confiance en Franco, c'est lui qui arrangera cela, c'est lui qui fera tous les changements nécessaires. Oui, nous allons changer".

Il est optimiste, ce brigand!"

* *

LA SUBSTITUTION DE L'ETET PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS
N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE

LENINE

AVEC LE PARTI NOUS SOMMES TOUT.. SANS LE PARTI
NOUS NE SOMMES RIEN

TROTSKY

Résolution du Secrétariat International de la IVº Internationale:

CHASSER L'IMPERIALISME AMERICAIN DU VIETNAM
FRONT UNIQUE ANTI-IMPERIALISTE MONDIAL POUR E CRASER L'IMPERIALISME ER ABATTRE LE CAPITALISME DANS TOUS LES PAYS.

par J. Posadas.

xxxxxxx

Les événements du Vietnam représentent une étappe très importante dans le processus ouvert avec la chute de Kroutchev qui est le processus de la crise et de la lutte de la bureaucratie soviétique, et avec elle de toute sa politique. C'est la période de l'éclatement de la coexistence pacifique et la marche vers la guerre. La coexistence pacifique a subi un coup terrible. Kossyguine est allé pour concilier, chercher le chemin pour une solution négociée. Au lieu d'accepter la solution offerte par Kossyguine, les révolutionnaires du Vietcong ont entrepris l'offensive la plus importante de toute la guerre, en conquérant les victoires de Pleiku et Q et Qui-Nhon, en battant les impérialistes à l'intérieur de leurs propres bases.

Cette offensive révolutionnaire au Viet-Nam signale un saut, une avance dans la relation de forces. Cette actionmilitaire serait impossible sans une participation très active de toute la population. Les masses ont versés dans les assauts des bases yankees toute leur capacité d'imagination, d'audace et de confiance dans la lutte, pour planifier et exécuter. Ce sont des actions "magistrales" selon les yankees eux-mêmes, qui sont possibles seulement lorsque les masses interviennetn totalement, appliquant là toute leur avance politique. Ces actions vont se répéter et dans des niveaux toujours plus élevés.

L'impérialisme a bombardé le Viet-Nam du Nord durant le voyage de Kossyguine parce qu'ils a vu que la situation lui échappait des mains. Les impérialistes voient comment se prépare leur expulsion du Viet-Nam et de tout le Sud-est Asiatique. Il voit comment se ramollit et s'écroule ce qui reste du capiralisme dans cette région. Au Laos vient de se produire un nouveau coup avec l'écrasement de la tentative de Fumi Hosévan. Les guerrillas de Thailande s'affermissent. La conférence indo chinoise de Pnom-Pen pose qu'elle doit se retirer. Il y a des crises politiques aux Philippines et l'Indonésie menace d'arracher les dernières positions impérialistes dans la Fédération Malaise. L'impérialisme n'a rien sur qu oi s'appuyer. Et il voit comment avance l'aile révolutionnaire en Inde contre laquelle le gouvernement bourgeois de Shastri est paralysé. Se maintenir au Viet-Nam est une question de vie ou de mort pour l'impérialisme yankee. Les bombardements sont destinés à établir cette condition pour n'importe quel type de négociations, en même que de donner confiance et sécurité aux forces claudiquantes du capitalisme, dans toute la région en leur démontrab que les yankees ne pensent pas abandonner. Les bombardements ont avant tout cet objectif. Avant de bombarder, les Yankees ont informé Moskou et savaient à quoi s'en tenir quand à la réaction soviétique. Ces bombardements sont toutefois une action à l'intérieur de la coexistence pacifique, c'est à dire dans le cadre du profit par l'impérialisme de la coexistence pacifique.

Le plus important a été la réaction des masses, des guerrillas. Après les deux premiers bombardements vint Qui-Nhon et la déclaration du Front de Libération Nationale du Viet-Nam, qui désormais il y aura la guerre totale et à mort. La réponse des masses est celle qui échappe complètement à la politique de coexistence pacifique, celle qui détruit complètement la politique de coexistence pacifique, cel(le qui détruit les plans de Kossyguine et celle qui impose l'expulsion totale et complète de l'impérialisme comme condition préalable à n'importe quelle négociation

Comme conséquence, les bombardements impérialistes passèrent maintenant à être normaux et la guerre est passé à un niveau supérieur. Ceci ne veut pas dire que la guerre va s'étendre encore plus immédiatement et se transformer en guerre mondiale le jour suivant. L'impérialisme etend la guerre en attaquant des villes de l'Etat Ouvrier du Viet-Nam du Nord, sachant qu'avec ceci il ne se compromet pas dans une généralisation immédiate de la guerre, car la bureaucratie l'a fait savoir ainsi.

L'impérialisme joue à fond avec la politique de coexistence pacifique contre la révolution et les Etats Ouvriers. Mais, quoique ces bombardements ne signifient pas la guerre mondiale le jour suivant, il est clair que cette nouvelle étappe de la guerre est bien moins contrôlable et, dans son développement, va poser des situations capables de déboucher sur la guerre mondiale à n'importe quel instant. Ni

l'impérialisme, ni la bureaucratie soviétique n'ont aucune domination sur le cours des événements. Kossyguine est allé à Hanoi avec un but et il dut changer, adopter les positions que justement il allait combattre. C'est à dire la position des Chinois d'aide et d'appui à l'Etat Ouvrier du Viet-Nam du Nord et aux révolutionnaires vietnamiens.

Le Conflit Sino-Soviétique à cette étappe.

L'appel conjoint des Chinois et du gouvernement soviétique n'est rien de plus que l'imposition à Moscou, de la part des masses, de la politique d'appui à la Révolution vietnamienne et d'appui et de défense de l'Etat Ouvrier. Pour Kossyguine, il ne restait plus d'autre issue. La bureaucratie soviétique ne peut pas vendre la révolution vietnamienne. Si elle l'avait pu, elle l'aurait fait, mais elle ne peut plus. Les masses en URSS mêmes, en plus de l'ensemble de la situation mondiale, ne la laissent pas faire. A la bureaucratie soviétique, il ne reste pas d'autre issue que de s'!ecricher aux positions des chinois: sinon les masses pousseraient encore plus loin. Mais ceci n'est pas un rapprochement sino-soviétique. La bureaucratie soviétique cède sous la pression et la force des masses et de la révolution, mais cette même pression et cette force impulsent les chinois plus en avant. Ceci est dans la nature même de la lutte sino-soviétique, telle qu'elle a été analysée par le camarade J. Posadas.

Les Chinois ne s'opposent pas à la bureaucratie soviétique seulement pour tel ou tel point de programme, mais parce qu'ils sont poussés par la révolution dans et hors de la Chine, à s'affronter à la politique de la bureaucratie soviétique qui est toujours conçue au service des intérêts réactionnaires d'une caste à l'intérieur de l'Etat Ouvrier. Même si, à un moment déterminé, ils peuvent être d'accord sur ceci ou cela, dans le fond, il n'y a pas d'accord possible. Ce sont les forces sociales qui sont derrière Pékin et Moscou qui empêchent la réconciliation.

L'opportunisme et les limitations des Chinois peuvent confondre les choses à certain moment, comme cela est arrivé lors de la chute de Kroutchev et même maintenant. Mais ensuite vient la différentiation, et ceci s'est déjà produit, par exemple quand Chen Yi dit: "Nous rendrons coup sur coup" ou lorsque les Chinois insistent qu'il n'y ait pas de négociation possible sur le Viet-Nam sans qu'avant s'en aillent les impérialistes. Brejnev et Kossyguine se voient obligés d'appuyer la guerrilla, mais ils le font pour concilier avec l'impérialisme, dans la recherche d'une issue qui leur permette de concilier. Les Chinois, non. Ils vont devoir intervenir ouvertement au Vietnam, non seulement à travers de l'aide souterraine, que déjà ils donnent évidemment, mais ils vont devoir intervenir ouvertement, et leurs limitations se manifestent aussi en cela, mais la tendance à intervenir va prédominer.

Toutefois, les Chinois se meuvent dans le camp de la coexistence pacifique; seulement, ils sont à sa limite. Chen Yi a du dire qu'il ne peut y avoir de coexistence pacifique avec l'impérialisme yankee. A la politique et stratégie de la coexistence pacifique, ils doivent substituer la guerre inévitable soit la nécessité de la guerre préventive. La tendance des Chinois est d'intervenir de plus en plus. Sur eux agit non seulement la pression de la révolution au Vietnam, mais à l'intérieur de la Chine même, 12 millions de manifestants sortirent dans les rues, dans les principales villes de Chine, avant que la gouvernement chinois ait défini sa politique face à la crise du Vietnam. Le PC chinois, de par sa nature, par ce que l'on a vu déjà avant, ne peut fuir à cette disposition combative et révolutionnaire des masses chinoises. L'évolution de la lutte sino-soviétique démontre que les Chinois vont de nouveau avancer, même si c'est au prix de graves crises internes.

La bureaucratie soviétique, non. Elle ne peut abandonner le Vietnam à son sort. Car si elle le fait, comme Kroutchev le faisait, la révolution avance et triomphe également et se tourne contre elle. Et en plus, la bureaucratie soviétique ne peut faire son jeu avec l'impérialisme si celui-ci est soumis à des continuels désastres politiques et militaires et a besoin de réagir organiquement par l'extension de la guerre. La bureaucratie soviétique maintenant va à Hanoï pour voir comment prendre en mains la situation. Elle ne peut le faire, mais a besoin de la tenter car, sans son intervention, la crise du Vietnam marche vers la guerre mondiale. C'est pour cela qu'est allé Kossyguine et il est sorti

écrasé dans sa première tentative; mais la bureaucratie soviétique va insister. Lorsque Moscou avertot l'impérialisme sur les consaquences de son agression contre le Viet-Nam du Nord et offre aide militaire et appui politiques aux Vietnamiens, c'est pour pouvoir controler et parer à la révolution.

Il n'y a pas de réconciliation avec les Chinois, Ce qu'il y a, c'est que la bureaucratie soviétique ne peut plus poursuivre sa politique et tenter de l'imposer aux autres Etats Ouvriers et mouvements révolutionnaires et, menacée directement par la révolution, elle doit s'adapter pour pouvoir intervenir et cette intervention, jusqu'au dernier moment, sera pour contenir la révolution et les masses et pour concilier avec l'impérialisme. Dans ceci s'appuie aussi la politique des yankees, mais chaque fois plus les bases manquent pour cette conciliation.

La crise de la bureaucratie soviétique.

Le gouvernement soviétique n'a pas une politique définie depuis la chute de Kroutchev. Dans le fond, sa politique est la même, mais ils ont dû faire tomber Kroutchev car les formes concrètes de comment Kroutchev menait la coexistence pacifique ne servaient plus. Brejnev et Kossyguine n'ont pu encore définir ce qu'ils voulaient. Tout ceci est un désastre pour la bureaucratie soviétique.

Depuis la chite de Kroutchev, le gouvernement soviétique va plus à la dérive qu'avant. Il doit répondre aux événements sans pouvoir le déterminer ni les diriger. Il a désiré gagner une trève avec les Chinois et il n'a pu. Il a essayé de réaliser la conférence des P.C. contre les Chinois et il s'est trouvé avec la crise du Viet-Nam. Au milieu de cela, l'instabilité dans le Kremlin est complète. Les tentatives de la bureaucratie, de gagner une base interne en ouvrant certaines participations aux bases du Parti et essayant de créer des points d'appui avec la décentralisation de l'économie avec l'application des idées de Liberman et Trapaznikov, en introduisant le critère du gain dans l'administeation des entreprises, il n'ont pu résister à la combinaoson de la résistance interieure des masses soviétiques avec la pression de la révolution mondiale et les échecs de la coexistence pacifique. La bureaucratie soviétique est soumise à une lutte interne de tendances, chaque fois plus grande, encore plus agrevée par les événements du Vietnam et avec son insécurité et son impuissance, elle stimule les masses qui tendent à intervenir chaque fois plus.

Les manifestations anti-impétialistes de Moscou et Budapest sont un reflet lointain de l'effet de la crise du Viet-Nam dans les masses des Etats Ouvriers. Il doit y avoir d'autres manifestations plus violentes et vivantes de la poussée qu'elle donne à la révolution politique.

~~[illegible]~~ A Cuba, la chute de Carlos Rafael Rodriguez, qui continue et accentue ce qui déjà s'est passé avec la chute de Ordegui et Martinez Sanchez, exprime la relation de l'avance de la révolution coloniale et socialiste mondiale avec l'avance de la révolution politique dans les Etats Ouvriers Fidel Castro dit qu'il ne s'est passé rien, que se sont seulement des mesures administratives. Mais c'est le troisième haut-dirigeant du gouvernement cubain, d'origine stalinisteé, lié à la bureaucratie soviétique, et avec l'établessement de la bureaucratie à Cuba, qui tombe en peu de mois. Carlos Rafael Rodriguez était le principal parmi les dirigeants du P.C. qui participait à de hautes fonctions du gouvernement et maintenant il est déstitué. Fidel Castro enlève importance à ceci et se refuse à donner des explications, mais il est évident qu'il est en train de chercher d'autres bases pour son gouvernement. Aussi, sans donner der explications, Guevara est est allé parcourir l'Afrique et l'Asie peu après la chute de Kroutchev. Pourquoi? C'est la recherche de nouvelles bases d'appui pour l'Etat Ouvrier cubain, dont il a besoin à l'intérieur et à l'extérior du pays. La bureaucratie soviétique ne représente pas une garantie ni un appui.

Il n'y a pas de structure soviétique à Cuba pour que les masses puissent s'exprimer et que ce soient elles directement qui gouvernent l'Etat Ouvrier. Mais de même les masses interviennent, se font sentir. Elles font sentir leur condamnation et leur répudiation des représentants de la bureaucratie à l'intérieur de Cuba et leur condamnation de la politique de Castro lorsqu'il s'appuyait sur les bureaucrates des P.C. Les masses ont aussi condamné la soumission aux conditions d'appui de

de Kroutchev. Par contre, les masses presionnent pour l'alliance avec la révolution mondiale. Après la chute de Kroutchev, empiriquement, Castro a du aller en s'adaptant aux pressions des masses. C'est une processus qui vient de loin, mais qui, avec la chute de Kroutchev, avec l'évidence de la crise de la bureaucratie soviétique s'est accéléré beaucoup plus. Maintenant la crise du Vietnam donne une nouvelle impulsion à celui-ci même. Fidel Castro doit nettoyer le gouvernement des hommes de la bureaucratie et, en même temps, chercher d'autres appuis à l'extérieur pour substituer la dépendance de la bureaucratie soviétique. C'est pour cela que Guevarra est allé en Algérie, Egypte, Mali, Ghana, et Chine. Ils cherchent un front unique anti-impérialiste, formé par des gouvernements nationalistes et ouvriers avec une forte base de masses. Toutefois, indirectement, avec confusions, les Cubains portent à s'appuyer extérieurement dans les masses. Intérieurement, ils cèdent à la pression des masses, mais toutefois ils résistent à s'appuyer ouvertement dans leur interventions politiques organisées, qui serraient les Soviets.

Cependant, par le chemin où ils vont, cette nécessité va se poser très rapidement. Il est impossible de donner un virage d'une amplitide et d'une importance tel qu'est en train de donner le gouvernement cubain et en même temps d'éluder sa signification politique et d'éviter ses dernières conséquences. Le silence et les explications administratives de Castro démontrent seulement une résistance à l'impuissance de la révolution politique. Ils démontrent qu'ils sont entrainés par la vague de la révolution politique, sans la diriger. Mais la révolution politique est présente en elle à un poids considerable en Cuba. Même sans organisation. Le front unique anti-impérialiste mondial se reflète à travers l'expulsion des membres du P.C. qui va aller en se poursuivant, et à travers l'alliance avec la révolution mondiale, indépendamment de la bureaucratie soviétique.

Le front unique mondial anti-impérialiste des Etats Ouvriers avec les gouvernements des pays où domine la révolution et avec les mouvements de masse révolutionnaires du monde entier, répond à une nécessité impérieuse de la situation actuelle. Mais ce n'est pas tout. C'est une réponce partielle au besoin de la centralisation et de l'impulsion à la révolution à son niveau le plus élévé des Etats Ouvriers et du programme communiste internationaliste. La révolution mondiale n'est pas seulement anti-impérialiste, mais anti-capitaliste et socialiste. Cela est démontré dans les pays où la révolution triophe sous une direction nationaliste impirique, petite bourgeoise et où les masses imposent des mesures socialistes comme en Egypte, en Algérie, etc..., et antérieurement à Cuba. Le front unique mondial anti-impérialiste répond seulement en partie à la force et à l'avance de la révolution mondiale Il faudrait également le front unique mondial prolétarien des Etats Ouvriers avec les partis ouvriers révolutionnaires du monde entier. Mais, dans la mesure où les directions des Etats Ouvriers, des grands partis ouvriers de masse empèchent et sabotent cela, il faut que l'unification des mouvements de masse et révolutionnaires s'imposent par d'autres moyens. Le voyage de Guevarra est un reflet de ce besoin. Le gouvernement cubain n'a pas voulu s'adresser aux masses des Etats Ouvriers parce qu'il n'a pas encore totalement roupu avec la bureaucratie et alors il cherche dans la pays, où le mouvement nationaliste-révolutionnaire est au pouvoir, comme l'Algerie, le Ghana, etc., un appui de masse international sans lequel l'Etat Ouvrier ne peut subsister.

L'appèl à la nouvelle O.N.U.

Les forces de la revolution mondiale échappent à tout contrôle bureaucratique et de la part des gouvernements des Etats Ouvriers. Dans le cas de l'ONU, ce fut Soukarno, dirigeant nationaliste bourgeois celui qui a pris la tête pour le dénoncer et appeler à former une nouelle ONU avec les pays qui luttent contre l'impérialisme Dans cela, Soukarno xxx a été en avant des Chinois et des Cubains. Quand Soukarno dit "Qu'ils aillent tous au diable", que l'ONU est une hantre de bandits et a appelé à former l'ONU anti-impérialiste, il a utolisé un language que l'on n'a pas entendu depuis le temps de Lénine, dans la bouche d'un gouvernement.

Il est évident que ce n'est pas Soukarno, mais la révolution indonésienne et mondiale qui prle dans ce cas. Et les Chinois ont dû aller au-delà. Le voyage de Guevarra a le même sens. C'est le besoin d'un front unique anti-impérialiste xxxxxx qui se fraye le chemin contre tous les fronts bureaucratisues. Si les direc-

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

VOTEZ AO

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

— BI-MENSUEL —

3me ANNEE — N° 27

1er MAI 1965.

LE NUMERO : 5 FRANCS

EDITORIAL

Appel du P.O.R. (T.) en ce Premier Mai, face aux élections.

Pour le Front Unique de Classe, avec le programme anti-capitaliste pour impulser l'organisation du courant révolutionnaire.

Après la grève des mineurs de La Batterie, de Tamines et du Limbourg, après la grève des métallurgistes de chez Ford à Genck, face aux luttes et mobilisation permanentes de la classe ouvrière et des masses, les directions syndicales F.G.T.B. et C.S.C. et le P.S.B. se sont entendus pour essayer d'imposer aux masses une « trêve électorale ». De même qu'elles ont employé tout ce qui leur reste de force, tout leur appareil bureaucratique pour empêcher la grève générale des mineurs et le développement de la solidarité parmi tous les ouvriers, maintenant, les directions syndicales ont pris prétexte de la proximité des élections, pour reculer le dépôt du préavis de grève chez les cheminots, faire traîner au maximum toutes les négociations dans les nombreux conflits qui se développent actuellement.

Cependant, ces tentatives sont vouées à l'échec : rien ne peut détruire la montée de l'énorme mécontentement des masses, leur volonté et leur décision de trouver le chemin pour résoudre tous leurs problèmes, leur force et leur capacité à organiser la lutte anti-capitaliste et à faire triompher leurs revendications. Les directions syndicales et le P.S.B. au gouvernement essaient d'étouffer et de réduire le développement de la lutte de classes car la paix sociale leur est indispensable pour pouvoir encore défendre ou collaborer aux intérêts de la bourgeoisie.

Pour maintenir son fonctionnement économique, pour résister à la concurrence féroce intercapitaliste, la bourgeoisie ne peut admettre la réduction du temps de travail, ni la diminution de l'âge de la pension, ne peut admettre l'augmentation des salaires, etc. Elle emploie au maximum le soutien et la collaboration du P.S.B. et des syndicats, pour maintenir sa politique.

Cependant, c'est une base d'appui qui n'a pas la moindre force, ni stabilité, car de tous côtés, les masses dans leur résistance, dans leur discussion, dans leur lutte, grèves ou manifestations, repettent la conciliation et débordent les appareils syndicaux et politiques, pour chercher à imposer leur point de vue et organiser la lutte pour cela.

La situation qui se développe au sein des masses conduit à un nouveau 1960-61, mais à un niveau et avec une richesse, une force mille fois supérieures !

Momentanément, les masses ne sont pas encore parvenues à imposer, à organiser une généralisation de leurs luttes, avec des revendications communes à tous, mais les appareils ne sont plus capables déjà de contrôler, de réprimer les multiples mouvements qui ont éclaté partout en Belgique.

Les dircetions ouvrières veulent obliger à une trêve électorale. Mais il n'y a pas de trêve possible à la lutte des classes ! Et à défaut de pouvoir s'exprimer et intervenir directement dans la rue, dans la grève, les masses s'exprimeront au travers des élections, avec toutes les limitations que signifie une « activité légale », mais elles s'exprimeront comme elles l'ont déjà fait lors des élections communales, mais à un niveau, avec une poussée beaucoup plus puissants encore.

Elles chercheront à exprimer par leur vote, ce qu'elles cherchent, développent et organisent tous les jours dans leur lutte : en finir avec les conciliations avec le capitalisme, en finir avec la politique réformiste qui ne résoud aucun de ses problèmes ; et d'autre part, unir tous les ouvriers, unir toutes les luttes sur une même volonté et aspiration anticapitalistes.

Ce désir d'unification sur une base anti-capitaliste doit être écouté par tous les partis et groupes ouvriers, pour faire un Front Electoral de classe, avec le programme révolutionnaire, mais avec la claire conscience et compréhension que le Parlement ne résoudra jamais aucun problème, que ce programme revendiqué, il faut le défendre à toutes occasions, mais le conquérir dans la lutte anti-capitaliste, dans l'intervention massive des masses, dans l'organisation directe de leurs forces.

Tout le processus qui se développe en Belgique, fait partie d'un processus mondial qui avance dans une ligne de montée permanente des masses pour liquider le capitalisme et l'impérialisme. Dans le Sud-Est asiatique, au Congo, en Espagne, dans divers pays d'Amérique Latine, se trouvent actuellement les points les plus élevés de cette lutte mondiale. Mais dans la mesure où les luttes avancent, elle s'influencent toujours plus les unes les autres, cherchent le programme conscient et les méthodes de classe conscientes. L'expression la plus élevée de cela se trouve dans le mouvement de libération nationale et sociale qui se développe au Guatémala, dirigé par le Mouvement Révolutionnaire du 13 Novembre ; celui-ci dans sa récente conférence nationale à laquelle participèrent des délégués guerilleros des quatre fronts de lutte, a approuvé un programme, reproduit dans « Revolucion Socialista », journal du mouvement, ayant un clair contenu de révolution prolétarienne, de Front Unique anti-impérialiste et prolétarien, dans la perspective du Gouvernement Ouvrier et Paysan. Ce même Mouvement du 13 Novembre appelle à constituer un front commun de lutte contre l'impérialisme dans toute l'Amérique Latine et dans tout le monde. La révolution guatémaltèque se place ainsi au niveau le plus haut des mouvements révolutionnaires armés de libération nationale et sociale.

Une autre expression de l'élévation de ces luttes est en Argentine : la FOTIA, syndicat de l'industrie sucrière, a remporté un grand triomphe électoral avec 300.000 voix d'appui à son programme anti-capitaliste, et avec l'affirmation d'un embryon de Parti Ouvrier basé sur les syndicats.

Au Brésil de même : avec la constitution du Front Populaire de Libération, dont fait partie la section brésilienne de la IVe Internationale, qui prend la tête de l'insurrection armée commencée dans le pays contre la dictature de Castello Branco ; ce Front a publié un manifeste que nous reproduisons d'autre part dans ce journal.

Tous ces processus qui cherchent à s'harmoniser ont une influence très grande sur le prolétariat en Europe, de même que les luttes du prolétariat européen influent le processus mondial. Les masses tendent à unifier plus leur front de lutte. Les masses en Belgique sont unies aux masses du Congo, du Viet-Nam, de l'Espagne, et l'avance de toute la situation internationale produit chaque fois d'effet pour stimuler et renforcer leur lutte anti-capitaliste. Les grèves éclatées à Cockerill et aux docks de Gand, le sentiment de solidarité des masses avec les masses du Viet-Nam du Sud et du Nord le montrent.

En ce Premier Mai, date universelle d'union internationale et de lutte mondiale des masses contre l'exploitation capitaliste, les masses du monde se sentent plus unies que jamais et affirmeront une fois de plus, mais avec une résolution nouvelle et plus élevée, de victoire finale contre le capitalisme et l'impérialisme, leur décision d'avancer dans la lutte pour construire de nouveaux Etats Ouvriers et le socialisme mondial.

La lutte du prolétariat et des masses en Belgique entre dans ce processus. En ce Premier Mai, et dans le cadre de ces luttes qui s'élèvent chaque jour dans le monde et dans le pays, le Parti Ouvrier Révolutionnaire fait un appel à intervenir de la manière la plus élevée et la plus consciente. Il faut impulser et développer l'organisation du Front Unique Prolétarien, du Front Unique Anti-Impérialiste. Il faut unir la lutte contre l'impérialisme, contre ses bases, contre les traités avec l'impérialisme, à la lutte directe contre le capitalisme et l'impérialisme belge, qui exploite le prolétariat national et opprime d'autres pays.

Cette union au travers du Front Unique Prolétarien et Anti-Impérialiste peut rencontrer sa véritable force dans le programme de classe révolutionnaire qui a comme perspective la destruction du capitalisme en Belgique à travers de la mobilisation révolutionnaire des masses, vers le Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Il faut mener cette politique de Front Unique dans la campagne électorale pour unifier les masses belges contre le capitalisme et les partis capitalistes. Cette union est faite déjà à la base ; elle se manifeste dans chaque usine, chaque quartier, chaque lutte. Le prolétariat et les masses dans leur ensemble sont unies nationalement et mondialement. C'est la politique réformiste, les différentes formes de confusion et de conciliation propres au réformisme des directions ouvrières, qui freinent la tendance des masses à s'unifier aussi politiquement face au capitalisme. Il faut affronter le jeu de toutes les directions qui désorientent le mouvement des masses par une politique réformiste et conciliatrice, au moyen du développement de la politique du Front Unique Prolétarien et Anti-Impérialiste ,avec un programme de classe révolutionnaire.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire fait un nouvel appel à affronter la campagne électorale avec le Front Electoral de Classe, avec le programme anti-capitaliste et révolutionnaire ; il lance un appel à tous les partis ouvriers, en particulier aux deux Partis Communistes, aux nouveaux partis, P.W.T. et U.G.S., à mener de l'avant ce Front et la politique anti-capitaliste et révolutionnaire ; à rompre réellement avec le réformisme et la conciliation, avec la coexistence pacifique et les différentes formes de faire le jeu de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

(suite page 6).

Meetings publics du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskiste) aux usines et quartiers ouvriers, pendant la campagne électorale

Le 3 mai, à 16 h. 30, aux A. C. E. C.

Le 5 mai, à 14 h., à HAINAUT-SAMBRE.

Le 7 mai, à 16 h. 30, à GLAVERBEL (Barnum).

Le 10 mai, à 14 h., à SOLVAY.

Le 14 mai, à 14 h., à la PROVIDENCE.

Le 17 mai, à 16 h. 30, à LA DISCIPLINE.

Les 8 et 9 mai : MEETINGS DANS LES RUES DE LA COMMUNE DE GILLY.

Les 15 et 16 mai : MEETINGS DANS LES RUES DE LA COMMUNE DE JUMET.

Meetings de rues dans les cités de :

- **COUILLET,**
- **LEERNES,**
- **GERMINAL,**
- **MONCEAU-SUR-SAMBRE,**
- **CHATELINEAU.**

La nouvelle crise au Viet-Nam e dans le Sud-Est A

Dans des anlyses antérieures, nous avons montré la décomposiotion et la faiblesse immense du capitalisme qui entre dans une furieuse compétition dans son sein, et s'affaiblit comme régime, alors que son intérêt historique et concret serait d'être uni.

A d'autres époques de l'histoire, il s'est unifié, et il a agi de façon unifiée dans des conditions de danger inférieures à cette situation-ci.

Actuellement, dans des conditions où il est sur le point de disparaître, il continue une compétition immense dans son intérieur.

La France et l'Amérique du Nord, par exemple : la compétition a atteint un degré tel que De Gaulle propose une série de mesures financières affectant l'autorité mondial de l'axe central du capitalisme, non pas l'autorité du point de vue moral et politique, mais l'autorité de la structure du capitalisme.

Et à mesure que les Etats Ouvriers avancent — bien qu'ils ne soient pas coordonnés par un centre, qu'il n'existe pas une direction centralisée — ceux-ci tendent à réagir, sous l'une ou l'autre forme, avant ou après, même mal ; même faiblement ; mais, bien que les Etats Ouvriers ne puissent s'exprimer directement comme structure, et que la bureaucratie des Etats Ouvriers et les dirigeants des Partis Communistes trompent les masses des Etats Ouvriers, ceux-ci doivent faire sentir leur défense de la révolution coloniale, par besoin de se soutenir et de s'étendre. L'attitude de De Gaulle est suscitée fondamentalement par l'intérêt de faire prévaloir l'impérialisme français. Celui-ci ne pourrait se soutenir sans les mesures qu'il prend au travers de De Gaulle. Si l'impérialisme français doit mettre en danger l'existence du régime capitaliste, ce n'est pas parce qu'il le désire, c'est parce que le régime est en décomposition. Parce que dans la dernière étape du régime capitaliste, il n'y a pas d'issue de guerre inter-capitaliste, pour cela il y a une telle controverse. L'impérialisme français n'a pas d'autre issue pour se maintenir que de concurrencer l'impérialisme yankee. Il ne s'agit pas de se maintenir en France, mais de disputer à l'impérialisme yankee la concurrence commerciale et politique dans des parties du monde très importantes. Pour cela, il doit faire une politique qui concilie, qui s'associe de l'une ou l'autre manière avec la révolution coloniale et avec la coexistence pacifique des Etats Ouvriers. Il essaie d'exploiter en sa faveur la situation actuelle et brise le front unique du capitalisme quand dans cette étape de l'histoire, la condition essentielle pour l'existence du capitalisme est sa capacité d'action immédiate et de centralisation ; il n'y a pas cette capacité d'action et de réponse uniforme s'il n'y a pas de centralisation. Toute la dispute de De Gaulle avec le capitalisme est déterminée par les contradictions entre eux, la profondeur de cette crise s'appuie sur un sentiment croissant de défaite. Sentiment défaitiste de couches chaque fois plus importantes et étendues de l'impérialisme mondial.

LA POLITIQUE DE CONCILIATION DU VIET-CONG ET DES ETATS OUVRIERS

Les événements d'Indochine traduisent, d'une part, la couche défaitiste de l'impérialisme mondial qui s'exprime chaque fois plus ouvertement et, de l'autre, une attitude conciliatrice, criminelle de la part des Etats Ouvriers.. La négligence et la conciliation de la part des Chinois et des Soviétiques, des Cubains, des Yougoslaves et des Partis Communistes du monde, donnent à l'impérialisme une capacité d'initiative que celui-ci ne possède pas. Dans la décision des conflits sociaux comme dans la révolution — qui est le sommet des conflits sociaux — la capacité d'initiative a une valeur immense ; non pour décider une lutte en soi, mais pour donner confiance et sécurité. L'initiative n'est pas toujours pour décider une action, mais pour éveiller des aptitudes, les organiser, les coordonner, les maintenir, empêcher la désorganisation et démoraliser l'ennemi. Une des nécessités de la guerre de guerillas, c'est que, arrivée à un degré déterminé de lutte comme en Indochine, la lutte constante est nécessaire pour décider. La guerre de guerillas se mène depuis de nombreuses années en Indochine, et il reste aux Yankees trente kilomètres. Bien sûr, il y a une exagération dans ces proportions, mais ils ne dominent pas plus de trente kilomètres, et pour dominer cela, quel appareil ils dirigent ! L'impérialisme yankee ne peut plus se maintenir s'il doit rester sur ces trente kilomètres.

Sa réaction de bombarder, comme il l'a fait, n'est pas une réponse à l'offensive des autres, mais parce qu'il ne peut plus se soutenir. Si les nord-américains ne maintiennent pas l'offensive constante, ils pourrissent. S'ils ne maintiennent pas l'armée en constante activité, l'armée se pourrit et cela ils le savent de l'autre côté.

Le Viet-Cong ne fait pas d'appels à l'action pour prendre les terres et exproprier l'impérialisme. Au moyen de la lutte militaire et des guerillas, le Viet-Cong soutient une ligne de conciliation avec les tendances pro-capitalistes du Viet-Nam du Sud. Cette politique retarde et étale la lutte inutilement parce qu'elle donne du temps et une capacité de manœuvres aux impérialistes et aux secteurs bourgeois du Viet-Nam du Sud.

Il n'y a aucun appel qui tende à unifier la population pour se soulever, et celle-ci est déjà mûre pour cela, pour le soulèvement, on a l'impression que le Viet-Cong veut coordonner un front unique avec les boudhistes et espère arriver au front unique. Le F.L.N., qui est du Viet-Cong, est composé aussi des boudhistes, il y a des représentants de beaucoup de religions : catholiques, boudhistes, musulmans. Ils ne veulent pas entrer en conflit avec ces gens. Mais ils vont entrer en conflit avec eux, quand ils voient la prolongation de la guerre et ses conséquences. Ce n'est pas une tactique adéquate et correcte. Parce que la prolongation de la guerre a permis l'intervention de l'impérialisme et des maux pour la révolution, un recul de la révolution, et en plus elle a permis à l'impérialisme de s'unifier, de se décider en voyant la faiblesse des Etats Ouvriers ; ce n'est pas une tactique correcte, mais mauvaise. S'il était possible de prolonger la lutte révolutionnaire ainsi, deux ou trois ans, pour éviter des pertes humaines d'importance, comme avec la guerre atomique, par exemple, nous appuyerions cela, mais la prolongation de la guerre a seulement servi pour que l'impérialisme continue à rester là. C'est cela la condition qui existe. Une attitude décidée du Viet-Nam du Nord entraîne et influence immédiatement l'autre côté, influence imméditement la Laos et la Birmanie. Alors, le « camarade Prince » Souvana Phuma va devoir choisir. Conseillé par les Chinois et par le Viet-Nam du Nord, il est en train d'attendre un accord avec le Cambodge et le Laos pour ne pas affronter des courants monarchistes et pouvoir parvenir ainsi, dans un « bloc des quatre classes », à éliminer le capitalisme. Ce n'est pas une attitude ou une tactique circonstancielle des Chinois et des Indochinois, celle qu'ils suivent actuellement en Indochine du Sud, mais c'est une conception politique qui s'appelle « bloc des quatre classes ». C'est la politique des Chinois : ils sont en train d'attendre ; de même maintenant au Viet-Nam du Sud, comme au Laos, Cambodge, et comme ils ont conseillé également en Birmanie, et le font maintenant en Thaïlande. Ils espèrent de cette manière gagner du temps historique et en plus empêcher les destructions. L' exemple clair de la Chine elle-même, de Corée, du Tibet, et maintenant du Sud-Est asiatique, indique que c'est une tactique qui prolonge la guerre, qui permet au capitalisme de marcher, et qui lui permet de maintenir sa puissance mondiale. Les relations de force doivent se mesurer non seulement dans le Sud-Est asiatique, mais à l'échelle mondiale. Si le prolétariat avait pris le pouvoir en 1946 dans toute l'Europe, le capitalisme ne se serait pas armé comme il l'est maintenant, et sa guerre atomique aurait été une guerre de poche, le mal à l'humanité aurait été minime.

Par contre, comme le prolétariat n'a pas pu prendre le pouvoir — la bureaucratie des Etats Ouvriers l'en a empêché — le capitalisme est là avec ses armes atomiques, avec une plus grande capacité de destruction de l'humanité. Les délais ont de l'importance dans l'histoire, non parce qu'ils empêchent l'extension de maux ou l'aggravation de conflits humains : guerre, destruction, etc., mais parce que le processus de l'histoire est retardé, et tout retard du processus de l'histoire est un retard dans la confiance en soi-même de l'humanité.

L'histoire n'est pas une abstraction, l'histoire se fait avec l'être humain, c'est lui qui la fait. La base essentielle de la sécurité est la confiance en soi de l'individu ou de la société. Plus elle a de confiance en elle, plus elle se sent sûre pour faire face à chaque obstacle.

LES CONTRACTIONS DE LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME AU VIET-NAM

L'impérialisme ne peut rester immobile au Viet-Nam du Sud, quel que soit l'accord auquel on parvient avec lui, n'a aucune valeur, quel qu'il soit. Par lui-même aucun accord diplomatique n'a plus devaleur et de portée que ce que permet le rapport de forces existant. Quand l'un des signataires se sent sûr et ferme, il envoie au diable les traités, au diable les accords. La simple manière de le mesurer, c'est la relation entre le patron et l'ouvrier ; quand le patron peut se délier des accords, il les brises, quand il veut ; quand il ne le peut pas, c'est parce que le syndicat l'en empêche. Mais quand le syndicat est là, et que l'accord est signé, et que la bureaucratie l'accepte, il n'y a aucun accord qui vaille. L'impérialisme ne peut supporter aucun traité, aucune convention, c'est absurde de croire qu'il va respecter ou essayer, soit la neutralité, soit n'importe quelle forme d'accord, il ne peut se maintenir inactif, il doit se maintenir constamment comme un dirigeant actif, dynamique et poser des initiatives.

La raison essentielle de ses initiatives, c'est non seulement d'essayer de terroriser tous les Viet-Namiens, mais de maintenir le moral du peu qu'il lui reste au Viet-Nam, de sa base militaire et de la bourgeoisie, certains secteurs de capitaistes, car il n'existe pas de bourgeoisie organisée au Viet-Namu du Sud. Il doit maintenir constamment son activité comme unique condition pour subsister. Pour cela, toute initiative d'accord dans le F.L.N. sera suivie de nouvelles crises. Par contre, l'expulsion des Yankees du Viet-Nam du Sud, c'est l'extension de la révolution au Cambodge, Laos, Birmanie et Thaïlande et en plus, son extension à la Malaisie. Si les Yankees mènent une telle offensive maintenant, c'est parce qu'ils veulent imposer un certain rythme pour gagner un temps historique. Ils n'ont plus une décision déterminée, leur manière d'agir exprime qu'ils changent de détermination d'une semaine à l'autre. Le miroir où se réflète un tel esprit des Yankees, ce ne sont pas les communiqués **entre eux, qui en soi n'expriment pas cela, ou l'expriment de façon très limitée et empiriquement ; mais ce sont les coups d'état au Viet-Nam du Sud. S'ils avaient la sécurité d'une action déterminée, ferme, résolue et décidée à vaincre, et avec la sécurité de vaincre, ils auraient déjà créé l'esprit et le moral dans une équipe militaire, mais il n'y a pas que cela. Le comportement de la camarilla fasciste du Viet-Nam est celui d'un secteur qui comprend que le dernier train s'en va et essaie de tirer en chemin tout ce qu'ils peuvent, tous les avantages que donne le pouvoir. Quand la dispute pour le pouvoir se donne comme elle se donne, c'est parce qu'il n'y a pas de subsistance du régime, ils s'accrochent à lui pour en tirer tout ce qu'il reste. En une semaine, ils ont fait 14 coups.**

Il faut en conclure que l'impérialisme ne peut que continuer la guerre. Il peut être obligé à un accord sous la pression de la France, de l'Angleterre, mais il ne peut se retirer du Viet-Nam. L'impérialisme ne va retirer ni les troupes ni les armes, mais au contraire, il va essayer avant de partir de provoquer une crise, un conflit plus sérieux, de manière à obliger la France, l'Angleterre, la bureaucratie soviétique et les Chinois, à admettre qu'il doit rester.

L'attitude du gouvernement travailliste est une preuve déterminante de ce que l'Angleterre sent que le capitalisme doit rester. Le jour même où l'impérialisme anglais communiquait, au travers de Wilson, à l'impérialisme yankee qu'il l'appuyait incontre celle des 52 députés travaillistes s'adressaient à Johnson, au nom du peuple anglais, lui demandant de se retirer de l'Indochine. Dans un tel moment et telles que sont les choses, c'est une rébellion, et quelle rébellion ! Non pour un problème de salaire, ou de soldes, mais pour une des clefs essentielles de la politique mondiale du capitalisme, d'intérêt commun du capitalisme. D'un côté, l'attitude de De Gaulle, de l'autre celle des 52 députés traavillistes. Cela montre que du côté capitaliste, il y a une conscience que l'on va vers la guerre totale et que si cette situation ne s'arrête pas à temps, elle entraîne une guerre totale. D'autre part, le capitalisme est conscient que les Chinois vont intervenir, les Soviétiques aussi, même de façon

Liberté immédiate pou et Révolutionnaires

Nous dénonçons le Parti Communiste de Cuba qui, avec la complicité ou l'alliance directe, détient et condamne à 5 et à 9 ans de prison les camarades trotskystes, sans cause ni raison, seulement parce que les trotskystes défendent le droit démocratique et révolutionnaire et le droit d'affronter résolument l'impérialisme. La nouvelle détention d'un camarade trotskyste à La Havane est une campagne du Parti Communiste et du gouvernement cubain pour essayer de terroriser les révolutionnaires de toute l'Amérique Latine afin qu'ils ne suivent pas la voie qu'est en train de suivre la révolution au Guatemala.

Le Parti Communiste essaye de monter un procès type Staline contre les trotskystes afin de contenir la lutte révolutionnaire qui, en Amérique Latine, se développe dans la voie trotskyste. La ligne révolutionnaire de la guerilla au Guatemala est la ligne du programme trotskyste, qui est l'expropriation sans indemnisation du capitalisme, l'expulsion de l'impérialisme, le contrôle ouvrier, la pleine démocratie pour les masses, aucune alliance ni conciliation avec la bourgeoisie.

Le gouvernement cubain est entièrement responsable de la ligne criminelle du Parti Communiste, et à travers elle, il montre non seulement son empirisme et son manque de formation marxiste, mais aussi son manque de confiance historique et concrète dans l'intervention et le pouvoir créateur des masses.

Les trotskystes dans le monde entier, qu'ils soient ou non à la direction, appellent ouvertement à ce que tout se discute, à ce qu'interviennent tous les ouvriers, dans les usines, les ateliers, les syndicats, les quartiers, dans les campagnes, dans les guerillas. C'est cela le trotskysme, et c'est pourquoi il est attaqué et réprimé par la bureaucratie qui ne peut pas supporter la discussion ni l'intervention directe des masses.

L'emprisonnement de nos camarades à Cuba est fait au secret, on ne leur a porté ni accusation ni jugement aucun. Tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, auquel appartient la révolution cubaine, doit, de même que les masses cubaines, connaître, discuter tous les problèmes de la révolution cubaine et intervenir pour son développement socialiste. **A bas les méthodes staliniennes et toutes les tentatives pour vouloir répéter ou monter à Cuba de nouveaux pro-**

La conception réformiste des « Réformes de structures » et le programme révolutionnaire pour cette étape

Pour l'action et le rôle que peut jouer l'avant-garde ouvrière dans la construction du courant révolutionnaire, il est nécessaire d'analyser et dénoncer le caractère réformiste du programme de « La Gauche », son faux gauchissement, et définir le programme révolutionnaire à mener de l'avant dans cette étape.

Pour pouvoir maintenir un certain contrôle et une influence sur sa base, la direction réformiste des nouveaux partis est obligée de reprendre certains points du programme de transition anticapitaliste. Ces points, ces éléments partiels et isolés flottent à l'intérieur d'un programme réformiste sans un véritable sens, volontairement confus, et se heurtent à l'ensemble de ce programme. La direction les utilise comme éléments de contention et de satisfaction de la base, comme des éléments démagogiques envers la classe ouvrière.

« La Gauche » a posé que le capitalisme ne peut pas résoudre les problèmes de l'humanité et qu'il est nécessaire de l'abattre. Mais elle ne tire pas de cette affirmation les conclusions programmatiques et organisatives. Il ne reste qu'une affirmation gratuite, contemplative, parce qu'elle n'est pas suivie d'un programme révolutionnaire. « La Gauche » pose certains objectifs transitoires pour arriver au socialisme : contrôle ouvrier, 40 heures, nationalisation des sources d'énergie, socialisation de la Banque. Malgré l'ambiguité générale du programme de « La Gauche », ce sont là des points du programme de transition révolutionnaire. Mais ce qui enlève de la portée et de la signification à ces points, c'est le fait que « La Gauche »affirme qu'on ne peut les atteindre qu'à travers la voie réformiste qu'ils appellent les « réformes de structures », c'est-à-dire transformer le capitalisme petit à petit en socialisme avec toute une séire de réformes, sans ruptures violentes, sans la mobilisation révolutionnaire des masses. Le programme qui en résulte est une confusion dans laquelle la ligne prédominante est la ligne réformiste.

Dans la mesure où le mûrissement des conditions pour un courant révolutionnaire en Europe devient de plus en plus apte, ils sont conscients aussi de cette situation. C'est pour cela qu'ils parlent, dans leur programme et dans leurs organes, d'une manière plus ou moins insistante, qu'il faut unifier tous les mouvements européens pour opposer l'Europe des travailleurs à l'Europe des monopoles. Ils ne parlent pas de liquider le capitalisme avec des méthodes révolutionnaires, mais d'établir une union de toutes les gauches bureaucratisées qui expriment d'une façon déformée le programme marxiste tout en se réclamant du marxisme pour remplacer le capitalisme, par une voie plus ou moins graduelle de réformes de structures, de voies pacifiques, etc.

Les réformistes de « La Gauche » essaient de masquer aux yeux de la classe cette conception réformiste en ajoutant aux termes « réformes de structures » le mot « anticapitalistes ». De là leur terminologie ambiguë. Dans la mesure où les conditions mûrissent de plus en plus, ils doivent les refléter ainsi, d'une façon ambiguë, mais chaque fois plus limitée. Le fait d'ajouter le mot « anticapitalistes » est une innovation des derniers mois. Antérieurement ils posaient seulement les réformes de structures. Dans la grève générale de 1960-61, ils parlaient de « réformes de structures ». Maintenant ils disent « réformes de structures anticapitalistes ». En réalité, les réformes de structures sont la négation d'une véritable lutte anticapitaliste qui ne peut atteindre un tel caractère qu'avec l'intervention directe et la mobilisation révolutionnaire des masses.

Le contrôle ouvrier, les 40 heures, l'expropriation des industries-clés, la nationalistaion de la Banque, sont des points essentiels pour le capitalisme ; il cède devant l'intervention et la mobilisation des masses, et non pas en permettant des « réformes » sans que les masses interviennent. Pour atteindre ces objectifs, il faut la mobilisation révolutionnaire des masses. Il est absurde de penser qu'on peut atteindre à travers d'une voie évolutioniste pacifique, à travers les « réformes de structures ». On ne peut pas poser les objectifs sans en même temps organiser et impulser les méthodes de lutte pour les atteindre, parce que à ce moment-là, les objectifs ne sont que des mots morts, et ce qui prédomine c'est le programme réformiste.

Ceci doit être bien clair. A l'étape actuelle, il n'y a plus de place pour les réformes. Ce qui signifie qu'on ne peut plus mener de l'avant une politique de classe sans qu'elle ne tende immédiatement à se transformer en une politique révolutionnaire. Parce que la direction mandeliste ne veut ni ne peut mener une politique révolutionnaire, et sent aussi qu'elle manque de force et d'autorité pour imposer une politique réformiste, elle est obligée de saboter les formes les plus élémentaires de l'organisation politique et de classe de la classe ouvrière, pour maintenir ses positions de bureaucratie dirigeante.

La vieille sociale-démocratie avait fait, dans le processus de sa déformation et dégénérescence, une totale séparation entre ce qu'elle appelait le programme minimum et le programme maximum. Déjà dans la décennie antérieure à 1914, cette séparation a donné lieu à une vie réellement monstrueuse comme couche dégénérée. Trotsky disait de ces gens qu'ils ne se souvenaient du marxisme que le premier mai. Le reste de l'année, ils développaient au maximum le crétinisme parlementaire. Entre la lutte minimum des revendications immédiates, la lutte syndicale et les objectifs finals, il n'y avait aucune relation. La IIIe Internationale revendique le marxisme cent pour cent et établit un programme de transition qui a été repris par après et adapté à la phase d'agonie du capitalisme par Trotsky et la IVe Internationale.

Notre programme ne fait aucune séparation entre les tâches immédiates et les tâches finales. Il y a une interélation dialectique dans le programme de transition entre la lutte pour gagner des positions face au capitalisme moribond et la lutte pour la prise du pouvoir. La lute pour les tâches dites immédiates est simplement une lutte pour impulser et préparer la construction idéologique et organisative de l'avant-garde et des masses pour les conditions de la lutte pour le pouvoir.

Indépendamment du fait que chaque mot d'ordre a une vie propre, parce qu'il peut donner une réponse à un moment donné, il n'y a pas une séparation, non pas seulement historique, mais même immédiate. Dans ce sens, ce programme exige une méthode et un type d'organisation bolchevique qui correspond avec son objectif et avec son fonctionnement.

Ces gens, en essence — pas dans la forme dans laquelle ils apparaissent en se gauchissant comme réformistes — retournent au programme de la sociale-démocratie. Ils établissent une forme de programme immédiat pour, après ce qu'ils appellent une « période de transition », mettre en question le régime capitaliste. Pour arriver aux tâches finales, le programme de transition pose qu'il faut commencer à penser dès aujourd'hui à ces tâches finales. Pas pour les appliquer d'une façon ultimatiste, mais pour construire idéologiquement et politiquement la classe qui demain va prendre en charge toutes ces tâches. Cela exige une conception et une interélation entre toutes les tâches très différentes de celles que les dirigeants de « La Gauche » ont.

Quand ils parlent un langage apparemment de gauche, qui n'est qu'une revendication du vieux programme de la sociale-démocratie, c'est parce qu'ils adaptent le réformisme à cette époque, à cette étape de la révolution prolétarienne mondiale. Aujourd'hui, on ne peut plus parler du réformisme type Bernstein, Kaustky, etc., parce que la situation objective exige la transformation et le passage de la société au socialisme. Mais comme ces gens ne sont pas sensibles aux tâches de la révolution prolétarienne, de l'organisation et mobilisation révolutionnaire des masses, ils apparaissent avec un langage et une phraséologie apparemment révolutionnaires dans quelques positions, mais au fond et en essence, c'est le même réformisme de la vieille sociale-démocratie.

La tentative de ce programme, où apparaît la consigne de fédéralisme, est bien claire : c'est un attentat aux formes les plus élémentaires de l'organisation de classe, il essaye de détruire la cohésion, la centralisation, l'unification de la classe ouvrière. Ne pouvant pas contenir le processus, la direction tente de maintenir ses mains libres pour poursuivre sa politique de liaison avec le P.S.B., soustrayant « La Gauche » à l'influence, à la pression et au contrôle de la base.

Dans la grande grève de 1960-61, la classe ouvrière belge a fait l'expérience de ce que c'est la lutte pour les « réformes de structures ». Ce sont là les méthodes ! La classe ouvrière belge est à 10.000 kilomètres plus loin que toutes ces directions. Parler de « réformes de structures » signifie placer l'action parlementaire et diplomatique avant l'action révolutionnaire des masses. Dans la grande grève de 1960, la classe ouvrière du pays a répété les méthodes de « réformes de structures ». « La Gauche » a capitulé dans cette grande grève. Ce ne fut pas par faiblesse de la classe ouvrière que la grande grève n'a pas triomphé comme elle aurait pu le faire. Il manquait l'organisation et le programme révolutionnaire pour permettre aux masses de mener de l'avant leur lutte contre le capitalisme.

ORGANISER L'INTERVENTION DE LA BASE DU NOUVEAU PARTI ET DE TOUTE L'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE

C'est un programme hétérogène qui montre l'énorme distance existante entre la direction et la base. La direction voit qu'elle ne peut pas avoir la même ligne politique du P.S.B. parce que ceci serait sa mort politique, et elle est obligée d'accueillir quelques points anticapitalistes. Malgré le frein que la direction essaye d'introduire avec ce programme, ces points ont une vie propre et exercent une grande attraction sur la classe ouvrière. Quelques secteurs de la classe peuvent tendre à intervenir dans les nouveaux partis, attirés par ces points et par l'écho même de la rupture avec le P.S.B. pour pousser, avec tout le reste de l'avant-garde révolutionnaire, le développement du courant révolutionnaire qu'exige la situation dans tout le pays.

Il faut impulser la discussion dans tous les partis sur le programme à mener de l'avant dans cette étape en dénonçant ouvertement le caractère réformiste et la tromperie de « La Gauche ». Pourquoi « La Gauche » et autres n'appellent-ils pas la classe ouvrière à lutter ? Pourquoi n'indique-t-elle pas à la classe ouvrière comment atteindre ces « réformes de structures » ? Il faudrait rompre d'une manière décisive avec la politique des sociaux-démocrates du P.S.B. Il faudrait unifier les luttes dans les diverses usines et catégories pour atteindre ces « réformes ». Mais « La Gauche » ne pose pas tout ça. Elle ne fait aucun appel à l'occupation des usines. Les disciples actuels de la sociale-démocratie réservent les paroles anticapitalistes du programme de transition qu'ils ont repris en les déformant, de la IVe Internationale qu'ils ont reniée, pour les jours de fête et les trois dernières lignes de leurs éditoriaux. C'est pour cette raison que c'est la base de ces partis, celle qui doit mener de l'avant le programme, en s'unissant aux groupes organisés, avec la tâche d'impulser les courants révolutionnaires dans ces partis, pour créer à l'échelle nationale une direction avec une politique et un programme révolutionnaires.

Il faut mener de l'avant les méthodes de lutte et les objectifs révolutionnaires en se préparant pour une phase très importante de grandes luttes. Unifier les luttes de toutes les masses exploitées wallonnes et flamandes en outrepassant les entraves de la direction syndicale. Unifier chaque lutte partielle, en partant du niveau le plus élémentaire d'usine à usine à travers l'inter-échange de piquets de grève, de délégations en impulsant l'intervention indépendante des ouvriers à travers des feuilles d'usine, des bulletins comme « La Lutte des Métallos », « La Nouvelle Défense », et la création de comités élus par les ouvriers, révocables s'ils n'accomplissent pas la volonté des assemblées ouvrières. Solidarité avec les usines et catégories qui luttent, et aussi des pactes d'unité d'action entre différentes catégories et usines en lutte, pour les revendications de tous. Unifier les luttes des objectifs communs comme les 40 et 36 heures, le salaire minimum vital, échelle mobile des heures de travail, vers la préparation d'une nouvelle grève générale, occupation de toutes les usines qui licencient, leur fonctionnement par les ouvriers et la vente directe des produits, nationalisation de toutes les usines qui licencient et des principales industries sans indemnisation et sous contrôle ouvrier, alliance ouvrière et paysanne, solidarité avec la révolution coloniale et les Etats Ouvriers. C'est ça le programme à mener de l'avant en cette étape, et nous appelons à la base de ce nouveau parti ainsi qu'à toute l'avant-garde révolutionnaire belge, à lutter pour ce programme anti-capitaliste dans le processus d'impulsion des luttes pour l'organisation de la tendance marxiste-révolutionnaire qui unifie organiquement toute la volonté et décision de combattivité du prolétariat dans la perspectice de la prise du pouvoir.

Camarades ! Appuyez l'activité publique du Parti au cours de la campagne électorale

La présentation du Parti aux élections législatives ne s'appuie point sur un but électoral. De toute façon, la lutte parlementaire est incapable de donner une issue aux aspirations et revendications de la classe ouvrière. Notre présentation s'inscrit dans le mûrissement et le développement mondial de la révolution. Partout dans les pays colonialistes et capitalistes, les masses avancent à un rythme accéléré dans la voie de leur organisation de classe, en s'exprimant sur l'entité ou des points du programme de transition. Face à la décision des masses, l'impérialisme et le capitalisme rentrent en crise ouverte, qui s'exprime clairement dans le M.E.C., et se voit obligé à se défendre en contreposant à la force sociale des masses son pouvoir militaire dans une vaine tentative d'écraser et de dominer, pour pouvoir survivre. Le rôle de la bureaucratie de l'U.RU.S.S., des Etats Ouvriers et directions ouvrières freinent la lutte des masses, en ne donnant pas des moyens pour s'organiser et le programme, dont chaque lutte a besoin pour survivre.

Il faut unir la force et la décision des masses dans le pays, partout dans le monde, en formant le Front Unique Prolétarien, basé sur le programme de revendications et de lutte pour la prise du pouvoir par les ouvriers — qui est le programme de transition — et des méthodes de lutte révolutionnaire.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) se présente aux élections avec ce programme, en défendant et impulsant la création et le développement du courant révolutionnaire et du Front Unique Prolétarien. Nous faisons un appel à tous les ouvriers de discuter ce programme dans les usines, les assemblées, les quartiers. Nous les invitons cordialement à assister à nos meetings d'usine et de quartier, à appuyer le Parti aux élections.

— 3 mai, à 16 h. 30 : A. C. E. C.
— 5 mai, à 14 h. : HAINAUT-SAMBRE.
— 7 mai, à 16 h. 30 : BARNUM.
— 8 et 9 mai : QUARTIERS DE GILLY.
— 10 mai, à 16 h. 30 : A. C. E. C. ; à 14 h. : SOLVAY.
— 12 mai, à 14 h. : HAINAUT-SAMBRE.
— 14 mai, à 16 h. 30 : BARNUM ; à 14 h. : PROVIDENCE.
— 15 et 16 mai : QUARTIERS DE JUMET.
— 17 mai, à 18 h. : DISCIPLINE, JUMET-HAMENDES.
— 18 mai, à 18 h. : GERMINAL.
— 19 mai, à 18 h. : PROVIDENCE, LEERNES.
— 20 mai, à 18 h. : MONCEAU-SUR-SAMBRE.
— 21 mai, à 18 h. : SOLVAY, COUILLET.
— 22 mai, le matin : QUARTIERS DE CHATELINEAU.
— 22 mai : CONFERENCE DE CLOUTRE.

La nouvelle crise au Viet-Nam et programme pour la révolution dans le Sud-Est Asiatique

(suite de la page 5)

S'il pouvait avoir une échappatoire économique, et gagner l'appui de l'humanité pour sa plus grande capacité économique, il l'aurait fait. Mais quand toute sa capacité est destinée au budget, dont les 45 % — d'après ce qu'ils disent — vont à la production de guerre — il faut bien compter 60 % — c'est parce qu'il ne repose pas sa confiance dans la production et dans la productivité, mais dans sa capacité atomique. Là sont les bases de ses espoirs. Indubitablement, aux Etats-Unis, il existe déjà ce qu'on appelle l'industrie ; depuis 1945, et c'est une structure sociale qui domine la principale industrie lourde, qui la dirige et qui décide à la fois de l'intervention des capitaux à l'extérieur ; qui dirige les grandes finances ; c'est elle la maîtresse des U.S.A. et elle qui dirige en dernière instance, de maintenir un haut budget militaire. Mais ils savent en même temps que la guerre atomique est leur fin. Et la fin en même temps de l'industrie de guerre. Cela ne veut pas dire qu'ils reculent ; ils hésitent devant la décision de la guerre atomique, parce qu'ils ne sont pas sûrs. S'ils étaient sûrs, ils l'auraient déjà fait. Rappelons qu'en 1945, Churchill a proposé que la charte de San Francisco se base sur une conclusion : guerre à mort contre l'Union Soviétique. Telle fut la proposition, et le capitalisme ne l'a pas acceptée, non parce qu'il n'en voulait pas, mais parce qu'il n'en voyait pas la possibilité. Cette contradiction entre l'impérialiste Churchill et l'impérialisme nord-américain, c'est la même qui existe actuellement entre les équipes de l'impérialisme yankee aux U.S.A. Ils doutent, mais ils n'ont pas d'autre issue que la guerre atomique ; ils pourront concilier, s'arranger, mais en essayant toujours de maintenir l'initiative ou en tendant à présenter une résistance armée, inclus atomique, à l'avance de la révolution. Si l'Indochine, qui est un petit pays, suscite un tel intérêt et préoccupation mondiale du capitalisme, c'est parce que, ce qui se décide n'est pas l'Indochine en soi, mais le reste de la révolution asiatique. Les Yankees abandonneraient s'il s'agissait simplement du Viet-Nam du Sud, qui est, en dernière instance, Saïgon et ses environs, ils négocieraient ; mais ils ne le font pas parce qu'ils perdraient le Sud-Est asiatique.

LES ETATS OUVRIERS DOIVENT APPELER A UNE REELLE MOBILISATION REVOLUTIONNAIRE

Il est nécessaire de faire un appel à prendre la réelle position révolutionnaire dans ce conflit. Il est nécessaire de faire un appel à ne pas permettre, à rejeter, quelles que soient les conséquences, l'intromission de l'impérialisme en Indochine. A donner toutes les armes dont a besoin le Viet-Cong, l'armer et lui donner tout l'appui politique, économique, militaire, milicien, dont il a besoin ; à ce que le Viet-Nam du Nord et les Chinois interviennent ouvertement en Indochine. Un appel à ce que tous les Etats Ouvriers se mobilisent ouvertement en défense de l'Indochine ; un appel à une Centrale Unique, à une direction unique sur la base d'un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste ; un appel aux masses du monde pour chasser le capitalisme.

On ne peut délier, séparer la lutte pour chasser l'impérialisme du Sud-Est asiatique, de l'Indochine concrètement, de la lutte contre le capitalisme dans le reste du monde. Un appel à l'intensification de la lutte des masses dans chaque pays, pour les problèmes de chaque pays, sur la base de deux conclusions fondamentales : a) l'attitude criminelle et terroriste en Indochine montre que celui-ci est disposé à affronter, avec la guerre, le progrès de la révolution coloniale dans le Sud-Est asiatique ; il est disposé à la faire avant ou après ; b) la bureaucratie soviétique se comporte comme au moment de la crise de Cuba, conciliant avec le capitalisme. Mais à la différence de Cuba et d'août 1964, elle se voit obligée de faire un avertissement à l'impérialisme et se compromettre à intervenir. Elle l'a fait par obligation, ce n'est pas une initiative.

Ce n'est pas une initiative propre, c'est une attitude de défense de sa part.

L'attitude correcte de la part des Etats Ouvriers doit être non seulement de rejeter l'attaque, mais de passer à l'attaque pour se défendre. Appeler à l'attaque. Pourquoi pas ? Si les Yankees répondent avec les armes, leur répondre. S'ils disent que l'attitude de l'impérialisme va déboucher sur la révolution dans toute l'Asie, très bien. L'attitude de l'impérialisme sera de toutes façons clairement atomique, il va employer les armes atomiques. Aucun régime ne renonce à employer les armes qu'il a dans les mains pour se défendre, se maintenir, ou s'étendre. Et en Indochine, il en sera ainsi. La bureaucratie a essayé de crier à l'impérialisme qu'il doit concilier, ou ne pas intervenir comme l'a fait Krouchtchev en août passé. Maintenant, elle doit intervenir et déclarer ; Pourquoi ? Parce que les forces supérieures de l'Union Soviétique l'y obligent. Dans un journal, on dit que des agitations ont été faites dans des usines contre l'impérialisme. Elles sont importantes indubitablement, mais minuscules. Des actions importantes en Union Soviétique ou en Chine, ce ne sont pas des manifestations de trois ou quatre millions de personnes. Dans un pays de 700 millions d'habitants, qu'est-ce que c'est 7 millions ? Ce serait un pour cent. Dans un pays capitaliste, un pour cent serait important parce que c'est une initiative des masses, mais dans un Etat Ouvrier, où l'initiative part d'en haut et où rien n'empêche de faire des organisations, où il n'y a pas de répression, où personne ne va perdre son travail, le fait que moins de un pour cent y aille, indique l'attitude conciliatrice de cette action, qui veut simplement servir de pression, pour contenir, non pour frapper, ni décider. Ni la Chine, ni l'U.R.S.S. ne se montrent décidées à écraser et décider, elles ne se montrent pas résolues à rejeter l'intervention et à appeler à écraser, et non pas simplement à persuader, même par des mesures militaires. A persuader, non pas à écraser l'impérialisme. Si elles avaient l'intention de profiter de la conjoncture historique favorable à l'écrasement de l'impérialisme, elles appelleraient à des mobilisations gigantesques et en plus, à expulser l'impérialisme de l'Asie, en disant que c'est une mobilisation des masses révolutionnaires, mais elles ne le font pas parce qu'elles n'y ont pas intérêt, parce qu'elles veulent seulement la politique de conciliation, même les Chinois. Les Chinois sont conscients que les Yankees sont prêts à envahir la Chine, demain ou après, l'année qui vient ou la suivante, ils vont le faire. Les armes atomiques des Yankees ne sont pas pour l'U.R.S.S. seulement, mais pour la Chine aussi. La Chine n'a pas de délai historique pour concurrencer l'impérialisme yankee sur le plan des armes atomiques. Indubitablement, d'ici à un an, ils peuvent avoir quinze à vingt bombes atomiques ; une grande capacité de destruction, mais les Yankees vont en avoir trois fois plus pour tout ce qu'eux auront et, en plus, deux ans de plus en armement atomique signifient une capacité de destruction beaucoup plus grande. Plus de temps passe, plus l'impérialisme peut faire de mal. Plus s'impulse la révolution dans le Sud-Est asiatique, plus s'impulse la révolution en Europe, en Afrique, Asie, Amérique Latine. La bureaucratie soviétique et les Chinois n'essayent pas de s'appuyer sur cette conjoncture historique pour écraser l'impérialisme, mais simplement pour le persuader de s'en aller, de rester tranquille et pour concilier. C'est une politique criminelle, erronée et conciliatrice. L'impérialisme ne peut concilier, ne peut s'en aller d'Asie, il doit se maintenir là, parce que s'il s'en va d'Asie, c'est la déception, la démoralisation de la petite équipe capitaliste qui reste dans le Sud-Est asiatique. La conclusion finale de cette situation, c'est la nécessité que tôt ou tard, ce mois ou le prochain, ou demain, se donne un renouveau à l'offensive révolutionnaire dans le Sud-Est asiatique. La Birmanie est sur le point d'être un Etat Ouvrier. Le Laos et le Cambodge sont aptes pour le dréveloppement de la révolution. L'attitude de l'Indonésie de se retirer de l'O.N.U., bien qu'on ne puisse encore en tirer aucune conclusion définitive, il peut y avoir beaucoup de spéculation, mais c'est un coup à l'autorité de l'O.N.U. ; elle a créé une conjoncture extrêmement favorable dans le Sud-Est asiatique parce que le retrait de l'Indonésie stimule toute une série de pays à chercher une issue en dehors de l'O.N.U. Quelle meilleure opportunité que maintenant pour que les Chinois et les Soviétiques dénoncent l'O.N.U. : repaire de bandits ! Les Chinois le disent, que c'est un repaire de bandits, mais ils ne mènent pas une campagne pour dire qu'ils ne veulent pas discuter le traité de Genève qui est aussi un repaire de bandits. Les Chinois continuent à se baser sur les accords de Genève de 1954 qui sont une véritable escroquerie. Qui dirige ces accords ? Les états capitalistes plus que la bureaucratie soviétique qui sont ceux qui ont donné leur appui, et les accords se respectent seulement en fonction du rapport des forces.

PROGRAMME POUR LA REVOLUTION DANS LE SUD-EST ASIATIQUE

Il faut faire en même temps un appel à tous les peuples africains, asiatiques et latino-américains à se retirer de l'O.N.U., pour l'organisation d'une nouvelle organisation mondiale sur la base de la lutte pour l'auto-détermination, pour l'appui mutuel des pays indépendants de l'impérialisme, pour un accord entre les pays sous-développés et les pays qui se libèrent de l'impérialisme, avec les Etats Ouvriers ; sur la base d'une politique d'extension de l'indépendance de chaque pays, et de l'appui mutuel entre les Etats Ouvriers au travers de l'organisation d'une centrale unique des syndicats des Etats Ouvriers, d'une Internationale Communiste de masses, sur le programme anti-capitaliste et anti-impérialiste ; d'un appel au travers de la nouvelle centrale unique, de l'Internationale Communiste de masses, aux masses du monde pour renverser le capitalisme. Appeler à des démonstrations gigantesques pour se charger de la destruction du capitalisme et des actions concrètes d'occupation d'usines, de prise des terres par les paysans, d'occupation des terres, de contrôle ouvrier, de gouvernement des ouvriers et des paysans. C'est la solution d'aujourd'hui. Par exemple, un appel au Laos, au Viet-Nam à occuper les terres, au contrôle ouvrier et paysan susciterait une énorme avalanche. Indubitablement, nous comprenons qu'il est nécessaire de profiter et d'utiliser les possibilités d'une série de gouvernements comme l'Indonésie pour une politique de compromis avec eux, nous sommes d'accord, cela peut se faire, mais pas sur le dos de la révolution. Comme l'ont fait les Bolcheviks en 1917, on peut chercher l'accord de gouvernements semi-coloniaux qui cherchent le développement et l'indépendance ; un accord avec eux contre l'impérialisme, mais pas au prix d'arrêter la révolution ; et cette attitude paralyse la révolution parce que c'est une erreur d'attendre que Soekarno aille de l'avant jusqu'à en arriver à l'Etat Ouvrier. Et si demain Soekarno change ? Pour autant, il est nécessaire d'unir le problème du Sud Viet-Nam au problème de l'avenir de la révolution dans tout le Sud-Est asiatique.

Cela montre la faiblesse énorme des Etats Ouvriers, parce qu'il leur manque leurs organes d'intervention : Internationale Communiste de masses sur la base d'un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste ; centrale unique des Etats Ouvriers sur la base du programme anti-capitaliste ; intervention des Partis Communistes dans chaque pays pour renverser le capitalisme. Cette situation dans le Sud-Est asiatique est passagère ; passagère ne veut pas dire que la crise va passer, mais que cette crise est simplement temporelle ; quel que soit l'arrangement auquel ils parviendront, elle sera suivie par une autre crise supérieure et il faut se préparer par conséquent pour impulser à des niveaux supérieurs, pour ne pas attendre des Partis Communistes et faire un appel afin d'organiser des tendances révolutionnaires, pour l'organisation de nouveaux courants, de nouvelles tendances, de nouveaux groupes et organismes, qui tendent à mener la lutte révolutionnaire.

Pour mesurer la limitation de la révolution cubaine, il suffit de voir son attitude actuelle : pas un mot de la direction cubaine, de la C.T.C. cubaine, du Parti Uni de la Révolution Socialiste. Rien. La chute de l'importance et de l'influence politique de Cuba peut se mesurer par cela, elle n'intervient pas comme un facteur, elle n'a aucune importance, elle n'apporte aucune idée, elle n'intervient pas, ni ne pèse. Fidel Castro croit que les gens le suivent parce qu'il dit deux paroles. Et quelles paroles dit-il ? « Nous condamnons». Une série de pays capitalistes aussi condamnent. De Gaulle parce qu'il est contre. Mais le problème est : que faut-il faire en Indochine, quels appels, quelles mobilisations ?

La lutte contre le capitalisme en Indochine, c'est la lutte contre le capitalisme à l'échelle mondiale. Il faut appeler à l'échelle mondiale à frapper le capitalisme. Les Cubains suivent la position conciliatrice, avec le capitalisme. Il n'y a pas d'issue par là. L'impérialisme n'a d'autre issue que de mener la guerre contre-révolutionnaire pour contenir la révolution. S'il ne peut la contenir par différents moyens, il va le faire en portant la guerre à l'Indochine. Mais en même temps, il démontre son énorme faiblesse. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait jusqu'à présent ? Il a les armes pour le faire, il a les moyens et il a en dernière instance, l'attitude contemplative du capitalisme qui le laisse faire même s'il ne l'appuie pas ouvertement.

Il faut que les Chinois appellent à la discussion publique, non pas en ce qui concerne la discussion avec les Soviétiques, mais en ce qui concerne ce qu'il faut faire en Indochine, et qu'ils proposent un appel pour la prise des terres à toutes les masses du monde, appeler à la prise des terres, à la mobilisation du Sud-Est asiatique ; Birmanie, Cambodge, Laos, à se mobiliser, à prendre les terres ; appeler l'Indonésie à expulser l'impérialisme ; appeler la Malaisie non seulement au travers dela lutte de guerillas, mais en offrant une Fédération de Malaisie avec l'autodétermination, et pour que les paysans prennent les teres.

Le facteur de décomposition de l'impérialisme en Malaysia, c'est l'appel à la prise des terres et à l'autodétermination ; non pas s'associer à l'Indonésie. Pourquoi ? La Malaysia n'a pas de quoi changer de maître, mais ce qui doit changer, c'est le régime social de propriété, et cela peut se faire. Tant que n'existent pas de telles consignes qui mobilisent les masses, la capacité d'action contre l'impérialisme se limitera.

Notre parti doit faire des appels à discuter aux Partis Communistes, aux pro-Chinois, aux pro-Soviétiques, sur de tels programmes. Dehors les troupes de l'Indochine, d'accord. Intervention complète de l'U.R.S.S., de la Chine, avec des troupes, de l'argent, des armes, mais aussi mobilisation des paysans, résoudre les problèmes qu'ont les masses au travers d'un programme de reprise des terres, de partage des terres, l'alliance ouvière et paysanne, de gouvernement ouvrier et paysan.

Cette crise en Indochine est seulement une nouvelle étape de crise révolutionnaire en Asie et elle va continuer. Il faut appeler à la liquidation de l'O.N. U., ce repaire de bandits, non pas pour l'organisation d'une autre O.N.U., mais une organisation qui ait comme centre l'Internationale Communiste de masses et un appel à organiser un accord entre des pays récemment libérés avec des pays semi-coloniaux, avec des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine sur la base de l'autodétermination des nations et d'un programme anti-impérialiste. Sur cette base un programme d'aide au développement économique de ces pays. Mais en même temps, l'Internationale Communiste de masses avec un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste. Afin que les masses du monde ne soient pas soumises à une nouvelle organisation, parce que cette organisation est seulement un front temporaire pour affaiblir le front capitaliste et l'écraser. Telles sont les conculsions de cette nouvelle crise d'Indochine.

12 février 1965.

J .POSADAS.

« Les militants, les cadres, les dirigeants révolutionnaires qui, à cette étape de la révolution permanente, comprennent le processus historique et sont incapables de comprendre les masses, de fusionner avec elles et de LES ORGANISER POUR LA REVOLUTION, s'appuyent sur le VIDE et FINISSENT PAR Y TOMBER. »

POSADAS.

t programme pour la révolution Asiatique par J. POSADAS

limitée. Une nouvelle Corée peut se produire. Si la guerre de Corées s'est limitée à la Corée, ce n'est pas parce que l'impérialisme a voulu la limiter, mais parce que les Chinois l'ont arrêtée et les Soviétiques se sont lavés les mains. Seulement 300 avions donnés par les Soviétiques et l'histoire aurait changé, le rythme de l'histoire aurait changé, parce que les Yankees auraient été chassés de la Corée du Sud, ils avaient très peu d'armes atomiques, et ils auraient été chassés de toute l'Asie. Les Chinois, qui venaient d'instaurer leur Etat Ouvrier, deux ans après son instauration ont risqué l'Etat Ouvrier en défendant la Corée. Cela montre la nature différente de la Chine et de l'U.R.S.S.

S'il y a maintenant la même situation, il y a un changement. Le changement consiste en ce que la bureaucratie soviétique ne peut plus se laver les mains ; en 1951, Staline s'est lavé les mains ; en 1965, Kossyguine doit aller en Indochine et sa présence fut un avertissement aux Yankees : « Je ne peux pas me laver les mains d'Indochine », c'est cela qu'il allait faire en Indochine, il n'y est pas allé pour retirer l'appui de l'Indochine aux Chinois ; il y est aller chercher la manière conciliatrice d'avertir les Yankees qu'il n'a pas d'autre remède que de défendre l'Indochine et les autres Etats Ouvriers du monde ; et avertir un secteur déterminant de l'armée soviétique qu'ils ne peuvent abandonner l'Indochine. Le Viet-Nam du Sud est un petit pays, il a très peu d'importance du point de vue économique, il produit un peu de coton, du riz, certains minéraux, un peu de pétrole, rien de plus. Economiquement, il a très peu d'importance. Alors, pourquoi la guerre ? Quel est le facteur déterminant en Indochine ? S'il a peu d'importance économiquement, apparemment c'est une guerre de positions ; mais une guerre de positions n'existe pas en abstrait ; une guerre de position est une manière de recevoir un rapport et un équilibre de forces et surtout une unfluence politique.

AU VIET-NAM DU SUD, SE DECIDE LA REVOLUTION DANS LE SUD-EST ASIATIQUE

L'existence, la survivance de l'impérialisme yankee ne se joue pas en Indochine. C'est le cours postérieur de la révolution dans le Sud-Est asiatique qui se joue en Indochine, d'où son importance, non pour l'importance militaire ou de l'armée viet-namienne, mais pour élever le moral du capitalisme, ou pour miner le moral du capitalisme — ce qui reste du capitalisme — pour stimuler, influencer et impulser la révolution dans le reste du Sud-Est asiatique, ou la contenir. Pour cela, l'impérialisme dispute tellement le Viet-Nam, non pas pour une importance stratégique, économique ou militaire ; la révolution en s'étendant, a autant d'importance au Laos, au Cambodge, qu'en Indochine..

Et l'offensive organisée des Chinois peut liquider tout cela ; mais tant que se livre une guerre de positions, avec la manière dont s'étend la révolution, à cause de la limitation de l'action des Chinois, de l'Union Soviétique et des Etats Ouvriers, cela donne du temps au capitalisme pour s'organiser, se maintenir et pouvoir rester dans cette zone, pour maintenir et unifier le petit groupe capitaliste qui existe dans le Sud-Est asitatique ; c'est pour cela que c'est important pour les Yankees, mais cette zone qui est disputée peut être liquidée en deux jours. Si le Viet-Cong peut se mettre jusque dans les marines des Yankees et leur voler un édifice de quatre étages où entrent seulement des gens totalement identifiés, qui sont de totale confiance pour l'impérialisme, et il l'a volé, cela signifie qu'ils ont les moyens pour pénétrer et qu'il y a une décomposition de l'armée vietnamienne associée aux Yankee. Il y a des milices près de Saïgon, dans le Viet-Nam, qui répondent au Viet-Cong, qui sont prêtes à agir ou disposées à agir, et la manière de mesurer s'ils sont ou non disposés, c'est la sécurité avec laquelle agit le Viet-Cong. Le Viet-Cong pose des bombes sous la barbe des Yankees, entre dans les édifices et fait exploser des édifices dans le centre de la ville, c'est parce qu'il compte sur toute une organisation de milices qui répondent politiquement, de façon ordonnée, disciplinée, et sur des gens disposés à faire exploser des édifices, disposés à prendre les armes. Il existe un prolétariat, pas important, mais nombreux, au Viet-Nam du Sud, qui est en train de faire des grèves conséquentes. Dernièrement, il a fait une nouvelle grève textile qui a triomphé. C'est un appui pour le Viet-Nam du Nord.

Mais en dernière instance, ce qui décide au Viet-Nam du Sud, c'est la conception de la révolution qu'ont les Chinois et les Soviétiques, c'est-à-dire, par voie diplomatique, par le moyen des quatre classes, par le moyen de la coexistence pacifique. Indubitablement, il y a des guerillas et la guerre, des coups de fusils, des cannonades, il y a des morts, cela paraît comme dans une guerre révolutionnaire lente, de positions, qui permet à l'impérialisme de subsister, de se soutenir et d'apparaître avec une capacité de résistance et d'action qu'il n'a pas. Le triomphe, le délogement des Yankees est retardé par la limitation où se trouvent les Indochinois. A partir de là, c'est la révolution dans tout le Sud-Est asiatique et indubitablement cela rapproche la guerre atomique ; mais ils ne vont pas empêcher la guerre atomique ; avant ou après, elle va éclater, plus tôt ce sera, pire pour les Yankees, moins d'armes ils auront, et moins de capacité militaire pour se maintenir. Entretemps, le capitalisme, même d'une façon contradictoire et concurrentielle entre soi, s'est maintenu dans son camp de classe et essaye d'œuvrer, non pour livrer la révolution, mais pour en tirer avantage de sa concurrence intérieure, en particulier les Français.

L'impérialisme reçoit de toutes manières, sous l'une ou l'autre forme, la solidarité du monde capitaliste parce que de Gaulle ne favorise pas le développement de la révolution et ce qu'il fait en France le démontre, quand il poursuit, réprime et essaie de contenir le développement ouvrier. La révolution indochinoise est un acte d'affrontement du rapport mondial des forces, entre la révolution mondiale, les Etats Ouvriers et le capitalisme, mais la révolution n'intervient qu'avec de petites forces ; les forces réelles pour intervenir et décider, même dans cette guerre de positions, d'influences, de pression, ne sont pas employées. Aucun Etat Ouvrier n'a mobilisé ses masses en défense du Viet-Nam, les mobilisations réalisées furent très petites et limitées. En Hongrie et en U.R.S.S., il y eut l'assaut des édifices yankees ; apparemment c'est une action importante ; il y avait 4 à 5.000 personnes ; l'U.R.S.S. a 230 millions d'habitants, dont 70 millions travaillent, 30 millions sont des ouvriers et 40 millions des paysans. Où sont-ils ? Pourquoi ne mobilisent-ils pas ? Les partis communistes des Etats Ouvriers n'ont pas mobilisé leur base, ils n'ont pas fait de manifestations ; les Partis Communistes des pays capitalistes ont fait seulement de petites manifestations, ils n'ont pas tendu à organisé et impulser les masses ; de simples déclarations ! Cuba n'a pas fait de déclaration officielle, la C.T.C. cubaine, le Parti Uni de la Révolution Socialiste n'ont pas fait une déclaration, ils n'ont pas appelé à se mobiliser, ils n'ont pas fait de manifestations à Cuba. Les gens sortent à manifester pour leur compte, mais ils n'ont pas été dirigés par les Partis Communistes, par la direction des Etats Ouvriers et de telles mobilisations sont des éléments insubstituables, pour impulser le développement de la révolution mondiale, la révolution ne se décide pas en Indochine, mais dans le reste du monde. Une mobilisation, actuellement, en U.R.S.S. de 20 millions de personnes, manifestations dans les usines, meetings, arrêts des usines, sortir dans la rue, stimulerait le prolétariat d'Espagne, d'Europe, à sortir pour ses motifs propres, de lutte révolutionnaire dans son propre pays, stimulerait les masses à sortir en Amérique Latine, en Asie, en Afrique, les stimulerait à sortir non en simples manifestations, mais, comme c'est normal, dans l'action et démonstration des luttes de classes révolutionnaires ; les masses tendent à unir les revendications de solidarité avec la lutte révolutionnaire des masses dans les autres pays, avec celles de leur propre pays, c'est ce que les économistes appellent le sens pratique des masses ; c'est le sens révolutionnaire des masses. Les masses indochinoises du Sud sont laissées seules ,elles sont assistées en partie militairement par le Viet-Nam du Nord, indubitablement par les Chinois, mais elles ne sont pas sous le rapport des forces, elles reçoivent une aide très limitée. Dans cette lutte même, s'exprime la nécessité indiscutable d'un centre fondamental centralisé qui coordonne toutes les luttes et toutes les masses du monde. Quatorze Etats Ouvriers, et pas une centrale ouvrière des Etats Ouvriers, quatorze Etats Ouvriers et il n'y a pas une action commune pour tirer une résolution commune, pour tirer une résolution en défense du Viet-Nam. Le capitalisme reçoit, sent cela et le prend comme une faiblesse, et c'est cela la force des Yankees ; non seulement ses armes atomiques, non seulement sa décision criminelle d'assassiner la moitié du monde, lui permettent et le conduisent à agir avec une telle impunité, mais c'est la faiblesse qu'il rencontre de l'autre côté, faiblesse, non parce que la bureaucratie des Etats Ouvriers a intérêt à la coexistence pacifique.

Une action organisée, coordonnées des Etats Ouvriers, des Partis Communistes des Etats Ouvriers, des centrales ouvrières des Etats Ouvriers, tendrait à impulser et à unifier l'action des masses des pays capitalistes, surtout d'Amérique Latine, et dans des pays comme la France, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique où les masses sont sur un pied de lutte constante, cela les conduirait à poser des revendications de classes et révolutionnaires, qui mettraient en défaite leur propre gouvernement. La force de la révolution n'existe pas seulement dans l'action, soit individuelle partielle, particulière ou coordonnées des Chinois, de l'U.R.S.S., de la Yougoslavvie, de Cuba, Tchécoslovaquie, mais dans l'intervention des masses du monde, leur poids qui est décisif. Chaque action révolutionnaire doit servir et sert, non seulement pour décider une action locale dans un milieu local où la réaliser, mais mondialement. Elle sert à stimuler, avancer, donner de l'expérience, soulever l'esprit, le moral, décider ou écraser. L'impérialisme a essayé de terroriser les masses du Viet-Nam ; les bombardements qu'il réalise sont ceux d'un système qui se pourrit, mais dont la finalité est d'imposer la terreur, et la terreur pour soulever l'esprit du capitalisme afin qu'il ne se relâche pas, qu'il ne concilie pas, mais au prix de la guerre atomique. Les Yankees ne sont pas décidés à n'importe quoi. Ils sont disposés à la guerre atomique et à la lancer quand cela leur convient, mais aussi quand ils peuvent ; pas toujours quand cela leur convient, mais aussi quand ils peuvent. Leur crise intérieure démontre l'insécurité de l'impérialisme devant son propre avenir ; pour cela la crise intérieure, sinon, ils auraient été unifiés pour le Viet-Nam du Sud. Il est certain que la manière d'agir au Viet-Nam de l'impérialisme yankee indique des contradictions très grandes entre eux, et des luttes entre eux : des luttes très grandes, de tendances qui veulent concilier et de tendances qui ne veulent concilier avec rien du tout. Il n'y a pas nécessairement différences d'intérêts économiques, de couches sociales, ou d'intérêts pétroliers, ferroviaires, d'armes atomiques, ou d'intérêts industriels. Il n'y a pas de différences. Ce sont les mêmes couches de la bourgeoisie qui entrent en contradiction par insécurité de la victoire. Lorsqu'elles sont sûres de triompher, les différences disparaissent, les disputes sont minimes ; quand il y a insécurité, ils se battent entre eux pour l'avenir et, par conséquent, le doute accentue le doute entre eux.

C'est énorme, énorme, ce n'est pas une plaisanterie : il y a une contradiction très grande et une bagarre entre eux ; le « New-York Times » dit que Rusk était contre le bombardement du Viet-Nam et cherchait un compromis. Quel compromis ? A quel compromis peuvent-ils parvenir ? A ce que les Chinois se colorent les cheveux ? A ce qu'ils marchent de côté ? A ce qu'ils partent du Viet-Nam du Sud ? Et la crise est dans le Viet-Nam du Sud.
Le Viet-Cong ne va pas abandonner la lutte, et il n'y a aucune possibilité de compromis ; même s'ils arrivent à un compromis, celui-ci ne pourra pas se maintenir. Cette situation en Indochine pose la nécessité indiscutable de l'Internationale Communiste de masses. C'est absurde et criminel que le prolétariat mondial, les masses des pays coloniaux, les nouveaux Etats Ouvriers qui surgissent libérés de l'impérialisme, voient les Etats Ouvriers dans l'indécision, le manque de coordination et dans l'incapacité de sortir une résolution commune. C'est cela la force du capitalisme ! Ce ne sont pas ses armes atomiques. Tant que les Etats Ouvriers ne se présentent pas comme un seul corps, l'influence sur la révolution africaine, asiatique, latino-américaine, est limitée, absolument limitée. L'impérialisme n'a pas d'autre issue que la guerre atomique et, par conséquent, il pousse constamment au bord de la guerre atomique, parce qu'il n'a pas d'autre issue.

(suite en page 4).

r tous les Trotskystes emprisonnés à Cuba

cès de Moscou ! A bas la campagne criminelle assassine du Parti Communiste Cubain et du gouvernement cubain ! Liberté pour tous les trotskystes !

La IVe Internationale appelle à l'organisation d'une campagne mondiale pour la liberté des membres du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section cubaine de la IVe Internationale, emprisonnés à Cuba, détenus et condamnés sans aucune accusation et qui, à Cuba comme dans le monde entier, sont les premiers défenseurs de l'Etat Ouvrier Cubain, de la Révolution Socialiste, du plein droit à l'intervention des masses, de la liberté des tendances et des partis ouvriers soumis à la défense inconditionnelle de l'Etat Ouvrier et de la Révolution Socialiste. **Elle appelle toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, les parlementaires, les scientifiques, à défendre le droit des trotskystes à fonctionner publiquement à Cuba, ce qui est la défense du droit des masses cubaines et des masses du monde à intervenir, à donner leur opinion et à décider, elles, de comment impulser la révolution socialiste. Elle appelle à exiger la mise en liberté immédiate de tous les trotskystes emprisonnés à Cuba.**

La IVe Internationale appelle toutes les tendances et les groupes qui, dans les Partis Communistes, dans les Partis Socialistes, dans les mouvements nationalistes, se sont prononcés et interviennent en défense du programme ou des points du programme de la Révolution Socialiste, à sortir des déclarations, à envoyer des lettres au gouvernement cubain en exigeant la liberté immédiate de tous les trotskystes emprisonnés, et de plein droit de fonctionnement pour le Parti. Elappelle les tendances qui, en Italie et en Belgique, et en général dans toute l'Europe, évoluent vers des positions marxistes-révolutionnaires, à se prononcer dans ce sens. Elle appelle les syndicats, les organisations et tendances révolutionnaires en Amérique Latine, en Argentine, Bolivie, Chili, Uruguay, Pérou, les guerillas du Guatemala, de la Colombie, du Vénézuela, à exiger la liberté des trotskystes emprisonnés à Cuba.

DEFENSE INCONDITIONNELLE DE L'ETAT OUVRIER CUBAIN !

LIBERTE IMMEDIATE POUR TOUS LES TROTSKYSTES EMPRISONNES A CUBA !

Plateforme électorale du P.O.R. (T.)

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste, Section Belge de la IVe Internationale, appelle à appuyer ses candidats députés nationaux dans la région de Charleroi pour les élections du 23 mai, en appuyant sa plateforme électorale.

La plateforme électorale du P.O.R. (T.) constitue le programme de classe et révolutionnaire avec lequel le Parti a impulsé le Front Unique Prolétarien pour faire face au capitalisme. Avec ce programme ou avec des parties de ce programme, le Parti a fait des appels et appelle maintenant à tous les Partis Ouvriers à se constituer en un Front Unique Electoral de Classe. La lutte pour ce programme et pour cette plateforme électorale fait partie, aussi, de la lutte pour développer un courant révolutionnaire de masses, qui unissant en Front Unique de Classe à tous les militants d'avant-garde, groupes d'usines et secteurs avancés du prolétariat, puissent créer les conditions pour construire la nouvelle direction de classe et révolutionnaire.

VOTER POUR LES CANDIDATS DU PARTI DANS LES ELECTIONS DU 23 MAI, C'EST IMPULSER ENCORE CETTE TACHE ET PERSPECTIVE.

PROGRAMME
DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

— Pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, payée comme l'actuelle et avec une tâche de 40 heures.
— Pour un mois complet de congés payés, avec double pécule en 1965.
— Pas de licenciement.
— Augmentation générale des salaires. Un salaire vital minimum en fonction du coût de la vie. Echelle mobile des salaires.
— Echelle mobile des heures de travail ; partage du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire.
— A travail égal, salaire égal pour hommes et femmes et pour tous les travailleurs de toutes les régions du pays.
— Contrôle ouvrier sur les conditions de travail, les cadences, la production et les salaires à l'intérieur de l'usine.
— Pour un véritable Service National de Santé : médecins et médicaments gratuits pour tous, aux frais de la bourgeoisie capitaliste et sous contrôle ouvrier.
— Ajustement des pensions au niveau des salaires moyens.
— Pension à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes, sans perdre les 25 %. Avec un minimum vital de salaire, égal à 100 % du salaire moyen d'un travailleur.
— Amélioration des conditions de travail et de sécurité sur les lieux de travail.
— Réduction des cadences. Contrôle ouvrier sur les cadences. Plus de chronométreurs.
— Vote à 18 ans.
— Solidarité agissante de classe avec les luttes des travail leurs d'Europe! Espagne, Italie, France, Angleterre, etc.
— Etatisation des entreprises capitalistes, sans indemnisation ni compensation. Contrôle ouvrier de la production. Gestion ouvrière de l'industrie étatisée. Etatisation des Banques.
— Monopole d'Etat du commerce extérieur et du commerce grossiste intérieur, sous contrôle ouvrier.
— Expropriation sans indemnisation, étatisation sous gestion ouvrière des grandes propriétés agricoles. Formation de coopératives des petites exploitations paysannes. Etatisation sous contrôle ouvrier et paysan du commerce agricole.
— Rupture de toutes les alliances militaires, économiques, politiques faites pour la défense du régime capitaliste mondial contre les états ouvriers et la révolution coloniale.
— Alliance et complète solidarité avec la révolution coloniale ; avec l'U.R.S.S., la Chine, Cuba et les autres Etats Ouvriers ; avec le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés, pour balayer le capitalisme mondial.
— Lutte contre toute oppression de l'impérialisme belge, militaire, économique, politique, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Alliance et appui complets avec les luttes des peuples de ces territoires contre l'impérialisme belge et toute oppression impérialiste.
— Défense et élargissement des libertés syndicales.
— Front Unique des ouvriers Flamands et Wallons contre le capitalisme belge (flamand et wallon).
— Front Unique de toutes les organisations ouvrières pour lutter contre le capitalisme.
— Formation de comités d'usine, de quartier, ayant une action commune permanente pour développer l'unité d'action et l'initiative de la base.
— Pour la République Socialiste Belge et les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde.
— Pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Avec les méthodes de classe anti-capitalistes et révolutionnaires :

— Grève générale contre un seul licenciement.
— Création des organes de Dualité Pouvoir! Comités d'usines, Comités inter-usines, Comités de grèves, Comités de quartiers, Comités de ménagères, Milices ouvrières armées!
— Grève générale illimitée pour imposer ces mesures, ce programme de toute la classe ouvrière de Belgique.

TEL EST LE PROGRAMME POUR LEQUEL LUTTE ET APPELLE A LUTTER AVEC ELLE LA IVe INTERNATIONALE EN BELGIQUE

La paille est en train de sécher...

La IVe INTERNATIONALE intègre le FRONT POPULAIRE DE LIBERATION, qui appelle au Brésil à l'insurrection pour renverser la dictature pro-impérialiste.

Nous publions ci-dessous le manifeste du **Front Populaire de Libération,** composé de représentants du brizzolisme, de groupes socialistes et socio-chrétiens, du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section brésilienne de la IVe Internationale, de la C.G.T. et d'autres organisations anti-impérialistes.

C'est un programme de Front Unique, avec des tâches précises : la lutte révolutionnaire contre la dictature. Et, malgré la limitation de certaines positions, il y a un contenu réellement révolutionnaire, que nous appuyons avec l'action, parce que l'action elle-même conduit à la liquidation du capitalisme au Brésil, dans le processus permanent de la révolution, dans laquelle la lutte pour la terre et les droits démocratiques ne peut être victorieuse que par le triomphe d'un gouvernement Ouvrier-Paysan. Dans ce processus avancent des tendances révolutionnaires nationalistes, qui ne se sont pas encore donné cet objectif consciemment, et on sélectionnera la direction marxiste-révolutionnaire de masses. La seule apparition de ce manifeste a produit la panique à Rio de Janeiro, Sao Paulo, Porto Alegre et dans d'autres villes décisives du Brésil. La distribution du manifeste à Porto Alegre a obligé le gouvernement a appliquer la mesure de l'encasernement des troupes. Ce manifeste a été lu à la télévision pour montrer que l'insurrection commençait. Ceci confirme tout-à-fait cette analyse.

Tel que nous l'exposons dans un article à part, il est d'une importance fondamentale de diffuser la formation de ce Front et faire arriver toute la solidarité, en sortant des manifestes, en menant de l'avant des actions contre les gorilles brésiliens, contre l'impérialisme, contre le capitalisme au Brésil et dans toute l'Amérique Latine et dans le monde.

Le Comité de Rédaction.

(De « Voz Proletaria », organe hebdomadaire du Parti Ouvrier (Trotskyste) d'Argentine. Première semaine d'avril).

« Nul ne se fait plus d'illusions sur la situation au Brésil après le coup des gorilles. La trahison, la violence et l'imposture ont occupé le pays. Au nom de la démocratie, ils étouffent la liberté, annulent les mandats des députés, démettent des sénateurs, suppriment les élections. Au nom de Dieu, ils annulent le respect de la personne humaine, ils arrêtent, torturent et instaurent la terreur idéologique. Au nom du combat contre l'inflation, ils oppriment les syndicats, congèlent les salaires, élèvent les prix, augmentent brutalement les loyers et aggravent l'inflation. Au nom de la lutte contre la subversion, ils annulent les conquêtes populaires, empêchent l'accès des paysans à la terre. Au nom de la lutte contre la corruption, ils protègent les corrupteurs, ouvrent les portes à la corruption dans les zones militaires, instaurent la machine de l'enrichissement illégal le plus gigantesque qu'on ait jamais connu. Au nom de la révolution, ils abandonnent notre souveraineté, dénationalisent notre industrie et donnent nos richesses aux pays étrangers.

Aujourd'hui, le Brésil est un pays occupé par un autre pays. C'est là la triste vérité : militaires patriotes ont été expulsés ou neutralisés, et les forces armées brésiliennes sont venues à être le propre instrument de cette occupation.

Mais il faut que vous sachiez que, il y a quelques jours, quelque part dans le pays, se sont réunis des représentants légitimes des forces populaires brésiliennes, celles même qui historiquement ont lutté pour le monopole étatique du pétrole, pour le salaire minimum, pour le droit de grève, pour les libertés syndicales, pour la nationalisation de nos ressources de richesse, pour donner la terre aux paysans, pour la défense de la légalité en août 1961. Et on a pris une très importante décision : nous unir tous en un front unique de lutte, le **Front Populaire de Libération.**

Le F. P. L. est dès maintenant l'instrument de lutte et d'action de tous ceux qui veulent lutter pour renverser la dictature, pour l'émancipation du peuple brésilien et pour la libération de la patrie. Civil ou militaire, homme ou femme, soit un combattant du **Front Populaire de Libération.** Cherchez ceux qui pensent comme vous, formez avec eux un groupe de 5 ou un Comité d'Entreprise et préparez-vous, préparez-vous pour agir dans votre rue, dans votre quartier, dans votre lieu de travail, dans votre école, dans votre caserne. Votre première tâche : planifier soigneusement les actions révolutionnaires que votre groupe réalisera avec le propre développement de la lutte. Diffuser ce communiqué sous toutes les formes possibles y compris la poste. Et faites savoir à tous que le **Front Populaire de Libération** est déjà formé. Les ennemis du peuple ont pris l'initiative d'empêcher le cours pacifique des réformes. Ils préfèrent la lutte, ils l'auront !

Toute forme de lutte est valable. Ne faites rien qui puisse porter préjudice à la population. Faites tout contre la dictature qui s'est installée dans le pays.

Il suffit d'une étincelle. **La paille est en train de sécher. »**

Appel du P. O. R. (T.)

(suite de la page 1)

Nous appelons en même temps la base de tous ces partis à impulser le programme de classe et révolutionnaire à s'organiser, pour développer au sein de leurs organisations, la clarification de ce programme, et tendre à établir desaccords de front unique, sur ce programme anti-capitaliste, ou des positions de ce programme. Unir la lutte pour le programme de classe, anti-capitaliste, ou pour des positions qui répondent à la lutte contre le capitalisme et contre l'impérialisme, dans le cours de la campagne électorale, unir cette lutte aux luttes partielles qui se développent dans chaque usine, chaque entreprise, en arrivant à des accords de Front Unique et constitution à la base d'organismes de Front Unique. Les mineurs de La Batterie en ont donné un exemple qui doit s'étendre et se généraliser, unissant les mouvements partiels, pour préparer la mobilisation générale de la classe.

Exiger en même temps, le droit à la liberté et démocratie syndicales, à la démocratie interne dans les Partis Ouvriers, le droit de tendance dans les partis et syndicats, la représentation proportionnelle et la pleine vie et activité politique démocratique interne. Discuter tous les problèmes et les résoudre sur la base de l'intervention pleine de la classe. Comités d'usine, pour soutenir la pleine démocratie syndicale.

Il est nécessaire d'impulser la lutte pour ce programme et la direction de classe révolutionnaire. Il faut profiter de la campagne électorale aussi, avec cet objectif. Les élections en elles-mêmes ne détermineront rien. Le Parlement ne sera pas le centre pour l'action anti-capitaliste et révolutionnaire. Ce qui décide et décidera, sera le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-Impérialiste. Il faut unifier le Front de Classe, de même que les masses apparaissent, unifiées dans la lutte, organisant, donnant forme organique à ce sentiment et disposition de la masse. Il faut unir cela au développement du courant révolutionnaire pour la construction d'un véritable parti et directions révolutionnaires de classe, qui lutte vraiment pour la destruction du capitalisme, en ouvrant la voie, la perspective du pouvoir ouvrier et paysan.

Il faut organiser la volonté des masses. Unir leurs luttes contre le capitalisme, pour leurs revendications quotidiennes, le salaire minimum vital, l'échelle mobile des salaires, journée mobile d'heures de travail, à travail égal, salaire égal, pour l'occupation des entreprises qui menacent de fermeture, avec le fonctionnement et le contrôle des ouvriers eux-mêmes au travers de leurs syndicats et comités d'entreprises ; pour l'expropriation et étatisation des industries-clefs... ; unir tout cela à la lutte pour la destruction du capitalisme et la constitution du Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Nous faisons un appel particulier à « La Lutte des Métallos » (de Gand), à « La Voix Ouvrière » de Cockerill-Liège, à « La Nouvelle Défense » de Charleroi, pour impulser l'organisation du Front Unique Prolétarien, du Front Unique Anti-Impérialiste, développant le programme anti-capitaliste dans le cours de la campagne électorale, en l'unissant aux luttes concrètes qui ont lieu, comme partie de la tâche nécessaire au développement du courant révolutionnaire.

Dans le même sens, nous lançons un appel aux camarades du Comité constitué par les grévistes de La Batterie.

Nous appelons toute la classe ouvrière et les masses exploitées du pays, aux étudiants et intellectuels d'avant-garde ; nous appelons les métallurgistes de Charleroi, le prolétariat minier, les dockers de Gand et d'Anvers, les métallurgistes de Liège, Anvers, Gand ; nous appelons les groupes qui, dans chacun de ces centres, sont à l'avant-garde de la lutte anti-capitaliste, à impulser la politique et le programme du Front Electoral de Classe, la lutte pour la perspective du Gouvernement Ouvrier et Paysan. Nous les appelons à intervenir dans la campagne électorale pour impulser le débat et la clarification du programme de classe nécessaire pour organiser les tâches du courant de classe et révolutionnaire.

Nous lançons un appel spécial au prolétariat et aux masses de Charleroi à appuyer aux élections du 23 mai, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section belge de la IVe Internationale, en votant pour ses candidats.

Nous faisons un appel à s'incorporer à notre Parti, comme la meilleure manière d'impulser la tâche pour le Front Unique Electoral de Classe, pour le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-Impérialiste, pour le développement du courant révolutionnaire, sur le programme de classe anti-capitaliste.

Le 30 avril 1965.

Bureau Politique du P.O.R. (T.).

POUR VOUS ABONNER

ABONNEMENT ORDINAIRE :
6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS
1 an — 24 numéros : 100 FRANCS
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS

Editeur responsable :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

un manque de confiance en l'immense force créatrice et d'avance du progrès des masses. Cette décision de désir d'intervenir des masses cubaines, c'est , c'est ce qui s'exprime dans les déclarations du gouvernement cubain sur l'intervention au Vietnam et c'est ce qui s'exprime dans la liberté des trotskistes. De même qu'en octobre de 62 avant que Fidel Castro ait parlé les masses déjà avaient décidé d'affronter et d'arrêter l'impérialisme, de même aujourd'hui, les masses ont décidé l'appui et l'intervention pleine au Vietnam, et elles ont décidé la liberté des trotskistes. Celui-ci est leur triomphe immense, c'est le triomphe de la lutte pour la démocratie socialiste à Cuba.

En même temps, il est nécessaire de considérer que le triomphe des force révolutionnaires, prolétariennes, antibureaucratiques qui ont imposé la liberté des trotskistes à Cuba, est un saut dans le cours d'avance de la Révolution cubaine, et une expression vivante, concrète de la révolution politique " sui généris " à Cuba, et non à ses débuts, sinon dans une étape élevée et dynamique qui,avec l'intervention accrue, vigoureuse, dynamique de la IVº Internationale hors de Cuba et à Cuba, donne rapidement et dans des délais très courts, de nouveaux sauts.

Nous saluons avec une immense allégresse révolutionnaire tous les camarades cubains, et nous leur transmettons une accolade interminable au nom de toute l'Internationale dans le monde entier, nos camarades considèrent cet évènement comme un triomphe de l'action révolutionnaire de la IV º INTERNATIONALE, comme une partie de la lutte révolutionnaire des masses du monde,fussionnées à elle. ?Nous saluons avec la même émotion et fraternité révolutionnaire cette lutte parce que c'est aussi son son triomphe..C'est votre triomphe camarades guerilleros du Mouvement du 13 Novembre de Guatemala. C'est votre triomphe camarades ouvriers de la canne à sucre, et paysans de la FOTIA de Tucuman en Argentine! C'est votre triomphe, camarades combattants guerrilleros de Colombie, du Venezuela, du Brésil, de Panama! C'est votre triomphe camarades communistes de l'URSS, de Chine et de tous les autres Etats Ouvriers impulsant la révolution Politique avec les positions , les sentiments et les aspirations de la IVº Internationale, même sans être organisés dans la IVº Internationale. C'est votre triomphe, camarades combattants d'Indochine, d'Asie, d'Europe, d'Afrique et du monde entier , qui êtes en train de liquider l'impérialisme et le capitalisme, et qui êtes la base du triomphe prochain et proche de la révolution dans le règlement final des comptes avec l'impérialisme dans la guerre atomique. C'est un triomphe des masses nord-américaines , qui rejettent l'intervention impérialiste au Vietnam, à Cuba, et dans le reste du monde! C'est un triomphe de la IVº Internationale en temps qu'organisation mondiale centralisée dans le programme, la politique et les conceptions du marxisme révolutionnaire à cette étape, et en particulier de la Direction du Secrétariat International et du camarade J. POSADAS, dont la certitude, la décision et la fermeté historique et concrète sont la base la plus mure et la plus élevée, qui a prévu et travaillé consciemment pour ce triomphe que nous communiçons aujourd'hui avec une immense satisfaction à tous nos camarades, à toutes les sections et à toutes les organisations de classe et révolutionnaires du monde entier.

VIVE L'ETAT OUVRIER CUBAIN!

VIVE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DES MASSES CUBAINES POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE ET SOCIALISTE!

VIVE LA LUTTE DE TOUTES LES MASSES DU MONDE, QUI ONT IMPULSE LA LIBERTE DE NOS CAMARADES A CUBA.

VIVE LA LUTTE MONDIALE DE LA IVº INTERNATIONALE!

23/4/65 LE SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IVº INTERNATIONALE.

EDITEUR RESPONSABLE : Claudine POLET 30 NIEUWSTUCKAAI GAND.
NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE/

Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste)
Section belge de la IVe Internationale.

Supplement à "La Lutte Ouvrière" no 27 di 1 mai.

Au moment de la sortie de "La Lutte Ouvrière" nous venons de recevoir une lettre du Secretariat International, que nous publions ci-dessous, qui informe que tous nos camarades, emprisonnés à Cuba, ont été libéré.

Nous nous unissons avec énorme joie au triumphe de l'Internationale, et des masses de tout le monde, qui luttent pour la victoire du socialisme mondial.

Le Comité de Rédaction.

TOUS NOS CAMARADES SONT EN LIBERTE A CUBA!

Vive cet immense triomphe de la IVe Internationale, de sa lutte mondiale, des masses cubaines et de toutes les masses impulsant la Révolution Socialiste dans le monde entier.

Camarades,

C'est un événement d'une immense transcendance dans la lutte de classe et révolutionnaire des masses cubaines, et qui aura une répercussion directe, immédiate sur l'ensemble des masses du monde, en particulier sur les masses des Etats Ouvriers. A Cuba, la bureaucratie soviétique vient de subir une défaite énorme. Pour la première fois dans un Etat Ouvrier s'est discuté le droit de l'existence des trotskistes comme tendance, se sont affrontées deux positions : pour ou contre la liberté des trotskistes, et la position révolutionnaire a triomphé. La libération de tous les camarade détenus, quelques uns d'entre eux condamnés à la prison pour jusqu'à neuf années, la mise en liberté des derniers détenus à GUANTANAMO et à la Havane ont pu être possible seulement parce que au milieu de l'immense crise et discussion de la direction cubaine, il y a eu une lutte dans la quelle a triomphé la sensible tendance et qui répond à la pression révolutionnaire des masses cubaines. Il ne s'est pas discuté une mise en liberté ou l'autre, sinon la liberté des trotskistes et le droit à leur existence comme tendance. Et nous avons gagné!

VOTEZ NON

Cet évènement est la reconnaissance dans les faits, de la part de la direction révolutionnaire cubaine, de que toutes les mesures prises antérieurement, de que tous les jugements et toutes les condamnations arbitraires, contraires à la légalité révolutionnaire et aux intérêts de l'Etat ouvrier Cubain, n'ont pas une autre base que les intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie du PC cubain et de la bureaucratie soviétique; mais il montre en même temps, comme a insisté le Cde. Posadas fondamentalement dans tous les documents et analyses de la IV éme INTERNATIONALE sur Cuba, que la direction de l'Etat Ouvrier Cubain, même prenant des mesures bureaucratiques ou de complicité avec la bureaucratie soviétique n'est pas une direction corrompue ou bureaucratique.

La liberté des camarades cubains, des membres du PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKISTE) SECTION CUBAINE DE LA IVe INTERNATIONALE, est une expression totalement vivante de l'immense crise par laquelle passe la direction de la Révolution Cubaine. Les derniers discours de Fidel Castro ont montré l'énorme contradiction, l'antagonisme des pressions auxquelles se voit soumise cette direction entre l'immense impulsion en ascension des masses cubaines et du cours imparable de la Révolution Mondiale, et la pression des conceptions bureaucratiques et contre-révolutionnaires de la bureaucratie soviétique qui essaie d'enfermer la Révolution Cubaine dans la politique de coexistence pacifique et de conciliation avec l'impérialisme Tandis que Fidel Castro doit défendre l'aide inconditionnelle au Vietnam, l'envoi de volontaires et l'appel à l'intervention des Etats Ouvriers même au risque de la guerre, dans le même discours il essaye de contenir et parer l'intervention des masses, il essaye de parer aux discussions, soumis à la conception paternaliste, protectioniste qui l'enferme dans

o/o

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

— BI-MENSUEL —

3me ANNEE — N° 28

15 MAI 1965.

LE NUMERO : 5 FRANCS

EDITORIAL

Votez 10, voter la liste Trotskyste, c'est impulser le programme anticapitaliste et le courant de classe et révolutionnaire

La trêve électorale que les directions ouvrières ont voulu imposer n'a pas été respectée. La classe ouvrière belge, en élevant continuellement son niveau de lutte, ne se laisse nullement freiner par des manœuvres d'un jeu électoraliste dont elle n'attend pas de solution pour ses luttes et revendications. Le Parlement est une création et un instrument de la bourgeoisie, destiné à défendre ses propres intérêts de classe. En plus, le capitalisme, dans sa crise mortelle tend à éliminer ou limiter le rôle du Parlement. Il maintient le Parlement pour sauvegarder une apparente démocratie, en s'appuyant sur le rôle traitre et réformiste des directions ouvrières, qui s'offrent comme direction de rechange de la bourgeoisie. Jamais les élections, le Parlement, ne seront un centre de la lutte anti-capitaliste et révolutionnaire. Ce qui décide, c'est la lutte des masses. Mais on ne peut profiter de la campagne électorale pour agiter et impulser le programme de lutte et la direction de classe et révolutionnaire.

La seule façon par laquelle la classe ouvrière peut imposer ses revendications, c'est la lutte continuelle, de chaque jour, dans les usines et les quartiers. Et cette lutte ne peut exprimer toute sa force qu'en unissant toutes les luttes partielles dans un grand Front de combat, dans le Front Unique Prolétarien. Partout dans le pays, dans les usines et les quartiers ouvriers, se développent les mêmes luttes, se posent les mêmes revendications. Il faut unir toutes ces luttes, donner partout la même réponse aux attaques de la bourgeoisie, développer l'initiative offensive de la classe ouvrière.

C'est à la classe ouvrière elle-même de prendre l'initiative et de ne pas attendre que les appareils des directions ouvrières bureaucratisées se mettent en marche. La classe ouvrière a montré qu'elle a la force, la décision et la volonté de triompher. Les luttes qui se sont développées ou qui se développent ont démontré clairement que les ouvriers ont fait l'expérience de leur propre force et initiative d'organisation. Quand les mineurs occupent les puits, envoient leurs dirigeants au diable et forment leur propre comité de grève qui fait appel à toute la classe ouvrière à se solidariser et s'unir dans la lutte, quand après la grève ce comité continue son expérience et se constitue en comité d'entreprise qui établit un programme de lutte, cela montre l'énorme sécurité que la classe ouvrière a atteint dans sa propre force de lutte et dans le programme anti-capitaliste ; quand les employés de la Fabrique Nationale d'Armes de Guerre se lancent dans la lutte pour leurs revendications, en organisant pour leur propre compte des piquets de grève et en les coordonnant, quand les ouvriers de l'usine participent à la lutte malgré la séparation entre les ouvriers et les employés, que les directions syndicales ont voulu maintenir, démontre qu'ils ont la force de décider eux-mêmes de l'organisation de leur mobilisation et d'unir toutes leurs forces.

La classe ouvrière belge est unie dans la lute. Les divisions entre les ouvvriers de différentes idéologies, la division entre la classe ouvrière flamande et wallonne, perdent leur sens dans la lutte. Le Front Unique Prolétarien n'est pas une tactique nouvelle. Il existe de fait dans la lutte et la conscience de la classe ouvrière. Il s'agit maintenant de l'organiser effectivement. Dans diverses usines, des groupes d'ouvriers se sont constitués sur la base d'un programme de lutte anti-capitaliste. Des bulletins d'usine apparaissent partout. C'est un courant marxiste qui est en train de naître et de se développer. Et malgré les tentatives de conciliation et de frein de la part des directions ouvrières, qui craignent de ne plus pouvoir contrôler le processus et de perdre leur base, la marche de ce processus ne pourra plus être contenue.

Les luttes du prolétariat entraînent toutes les couches exploitées de la population. De plus en plus, de larges secteurs de la petite bourgeoisie entrent dans le combat, à des niveaux extrêmement élevés, comme c'est le cas des employés de la F.N. ou des téléphones où la grève des employés de l'Institut des Finances. Ceci montre l'énorme richesse de la situation et les grandes possibilités qui existent pour coordonner toutes les luttes au travers d'un Front Unique. La petite bourgeoisie voit dans les luttes et dans le programme du prolétariat, la perspective de la révolution face à la crise du capitalisme et à sa décomposition.

LE FRONT DE LUTTE DE CLASSE ET LA LUTTE DES MASSES DANS LE MONDE.

Le Parti Ouvrier Révolutionaire (Trotskyste) se présente aux élections en se basant sur cette volonté de lutte de la clase ouvrière dans son ensemble, avec un programme de lutte anticapitaliste et révolutionnaire, en lançant un appel à la formation d'un Front Unique Electoral de Classe et l'organisation d'un Front Unique Prolétarien, comme moyen d'impulser tous ces groupes et qui surgiront dans un proche avenir. La classe ouvrière tend à réaliser ce Front Unique. Si le cartel P.W.T. - P.C. s'est formé dans ces élections, cela est dû à la pression de la base. De même que les dirigeants du P.W.T. ont rompu avec la droite du P.S.B. à cause de la pression que la base exerçait, ces dirigeants cèdent maintenant devant la volonté de Front Unique, que les masses expriment, tout en essayant de prendre la tête du mouvement et de le contrôler en axant la propagande sur un programme réformiste et opportuniste. Pour le P.W.T. - P.C., ce cartel est un moyen d'obtnir plus de voix. Les ouvriers qui appuieront ce front se prononceront pour l'unité de la classe ouvrière et continueront à lutter et à imposer leurs aspirations à ces dirigeants de paille.

Nous faisons un appel à la formation d'un Front Unique Electoral de Classe basé sur un programme de lutte anti-capitaliste qui donne une réponse à la lutte de classe et impulse et oriente vers la formation d'un courant marxiste et le Front Unique Prolétarien. Et cet appel ne se limite pas aux élections, mais s'étend surtout et avant tout sur la lutte qui se développe dans le pays et qui prépare un nouveau 1960-61, mais dans des conditions beaucou plus mûres, beaucoup plus conscientes, qui poseront avec décision la volonté de renversement du régime capitaliste et la prise du pouvoir par les ouvriers. Et cette lutte se prépare dans toutes les mobilisations de la classe ouvrière qui a fait l'expérience de la grande grève 1960-61 et a développé et enrichi cette expérience dans ses luttes postérieures. Déjà est présent dans l'esprit de la classe ouvrière, la nécessité d'unification et de conception internationaliste de ses luttes.

Les luttes qui se développent dans les pays coloniaux et semi-coloniaux sont discutées dans les usines et les quartiers ouvriers. Elles influenceront la lutte atnicapitaliste en Belgique. Quand les ouvriers regardent la photo du commandant de l'insurrection à Saint-Domingue, avec le poing levé, ils n'admirent pas seulement la force de ce peuple lointain qui approche de la victoire, mais ressentent la force de la lutte contre un ennemi commun. La lutte en Belgique fait partie d'une lutte mondiale contre l'impérialisme et le capitalisme, et les luttes qui se développent dans ce cadre dans n'importe quel pays du monde exercent une influence sur les autres pays et reçoivent l'influence de ces autres peuples en lutte. Il est d'une importance fondamentale que cette influence s'exprime dans une solidarité entre tous les peuples en lutte. La meilleure solidarité que le prolétariat belge peut apporter aux masses en lutte au Conog, au Viet-Nam, à Saint-Domingue, etc., c'est la lutte contre le capitalisme belge, c'est l'organisation de la classe ouvrière belge à sa base pour exprimer avec plus de force cette volonté mondiale de vaincre.

LES ELECTIONS LEGISLATIVES ET LA POLITIQUE DE CLASSE ET REVOLUTIONNAIRE.

La participation du Parti aux élections s'inscrit dans le désir d'impulser cette lutte en agitant le programme de lutte anti-capitaliste en donnant des orienta-

(suite page 8)

LISEZ DANS CE NUMERO :

— Viet-Nam page 4

— Manifeste 1er Mai page 3

MEETINGS DU PARTI

AUJOURD'HUI :

Samedi 15 mai, à 10 h. : AUX QUITRE-BRAS DE GILLY.
Samedi 15 mai, à 11 h. 30 : à JUMET, place des Martyrs.
Samedi 15 mai, à 15 h. 30 : à JUMET, cité des Hamendes.

AUTRES MEETINGS :

Dimanche 16 mai, à 11 h. 30 : à JUMET, place du Monument.
Lundi 17 mai, à 14 h. : à la PROVIDENCE.
Lundi 1 7mai, à 16 h. 30 : à la DISCIPLINE.
Mardi 18 mai, à 13 h. 30 : aux FORGES DE THY.
Mercredi 19 mai, à 14 h. : à la PROVIDENCE.
Mercredi 19 mai, à 18 h. : à la CITE DE LEERNES.
Jeudi 20 mai, à 14 h. : aux A.M.S.
Jeudi 20 mai, à 18 h. : à MONCEAU-SUR-SAMBRE.
Vendredi 21 mai, à 14 h. : au RUAU.
Vendredi 21 mai, à 18 h. : à la CITE A COUILLET.
Samedi 22 mai, à 11 h. 30 : à CHATELINEAU.
Samedi 22 mai, à 20 h. : MEETING DE CLOTURE.

An moment même de la parution de ce numéro de « La Lutte Ouvrière », est en train de se réaliser un meeting à Cockerill de Liège.

Votez et faites voter 10

Vigoureux développement de la Campagne Electorale du Parti

La Campagne Electorale que le Parti développe audacieusement dans les usines et dans tous les quartiers ouvriers de Charleroi, montre clairement quelle est la situation de crise sociale dans laquelle se placecent ces Elections Législatives et les énormes possibilités, c'est-à-dire dans un contexte social de luttes permanentes, de grèves du prolétariat, de la petite bourgeoisie, des masses exploitées qui cherchent à se donner un centre, une direction révolutionnaire, en créant les conditions pour le développement d'un courant révolutionnaire capable d'unfier les luttes en un Front Unique Prolétarien. Là est le sens de la présentation du P.O.R. (T) : impulser la création de groupes et des courants révolutionnaires sur la base du programme de revendications et de lutte anticapitalistes, impulser la création du Front Unique Electoral de Classe. La classe ouvrière va s'exprimer dans ces Elections avec un vote de classe, tout comme elle s'exprime tous les jours dans les usines, dans les grèves, mais déjà à un niveau organisationnel qui tend à se centraliser, à se catalyser autour du programme révolutionnaire et à appliquer les méthodes de lutte de classe et révolutionnaires.

Le Parti, qui a obtenu la Liste n° 10, a développé toute la campagne de signatures dans tous les quartiers ouvriers, recevant un énorme appui qui a permis de dépasser le chiffre fixé de plus de 250 signatures, grâce à la collaboration des familles ouvrières, qui connaissaient déjà le journal « La Lutte Ouvrière », qui le lisaient régulièrement, d'autres qui ne connaissaient pas le journal mais qui ont donné leur signature sur la base du programme que présente le Parti et la nécessité d'impulser les luttes pour ces revendications. Le succès remporté par cette campagne de signatures ainsi que la composition ouvrière de la liste des candidats, exprime puissamment la force et la volonté de la classe ouvrière, et la décision du Parti en intervenant dans ce processus où mûrissent les conditions pour le développement de grandes luttes anticapitalistes dans tout le pays.

MEETING DU PARTI DANS LES USINES ET QUARTIERS OUVRIERS

Au cours de toute la semaine, les camarades Claudine Polet, Frieda Flips, Jacques Jonnart, Josée Duprey, Dominique Pierry, Claude Deschamps et André Marchand font toute une campagne de meetings dans les usines et les quartiers ouvriers, accompagnés d'une équipe de camarades avec des brassards qui portaient l'inscription « Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) » et la faucille, le marteau et le quatre, avec des troncs, se promenant dans les rues des quartiers ouvriers avec un haut-parleur à piles en lançant les consignes du Parti, en faisant des appels au prolétariat à s'incorporer au Front Electoral de Classe, à s'incorporer au Parti. Aux portes des usines : **A.C.E.C., Hanrez, Hainaut-Sambre, Solvay, Barnum,** ont été faits des meetings sur une tribune en bois entourée du drapeau rouge avec la faucille, le marteau et le quatre, et une banderole de trois mètres par un mètre sur laquelle il y avait marquée l'inscription : « Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskiste) — Section Belge de la IVe Internationale — Pour un Gouvernement Ouvrier et Paysan, votez 10 ». A travers ces meetings et à travers ces méthodes le Parti reprend les vieilles traditions révolutionnaires de propagande dans les rues, dans les usines, traditions qui répondent aujourd'hui aux méthodes de lutte que le prolétariat impose, cherche à reprendre et à appliquer face aux méthodes réformistes, conciliatrices des autres partis. Des camarades speakers ont ouvert les meetings et ont présenté les camarades orateurs qui ont développé les analyses de l'Internationale sur la situation nationale et internationale, reprenant les consignes du programme de transition, en faisant appel à voter pour le Parti, à l'unification des luttes, au Front Electoral de Classe, au développement du courant révolutionnaire, pour l'expulsion de l'impérialisme du Viet-Nam et de Saint Domingue. Tous les meetings ont été précédés d'un collage d'affiches la veille autour de l'usine ou du quartier où le meeting allait avoir lieu, ainsi que par une distribution de tracts annonçant les meetings qui ont été distribués aussi au moment même du meeting. La vente du journal « La Lutte Ouvrière » s'est faite d'une manière systématique et a remporté un grand succès. Dans tous les meetings faits aux portes des usines, beaucoup d'ouvriers y ont assité et les camarades ont pris des contacts avec des ouvriers qui faisaient des commentaires sur la justesse du programme, sur le courage des camarades, rencontrant un énorme écho de sympathie et de solidarité de leur part. Tout au long du meeting, la vente du journal, la distribution de tracts, a permis d'engager des conversations avec les ouvriers qui sortaient ou entraient dans l'usine.

Des meetings ont aussi eut lieu lieu dans les quartiers ouvriers de **Jumet, Gilly** (à Germinal, Place de Corvée, Place Saint Pierre) et à **Couillet** où ont été vendu 71 journaux. Les gens sortaient sur le pas des portes pour écouter les camarades, acheter le journal, et beaucoup de jeunes de 12, 13 et 14 ans se sont unis aux camarades collaborant dans la distribution de tracts ou aidant à monter la tribune ou portant la banderole, s'offrant aussi pour vendre le journal. Cette collaboration des jeunes est une expression puissante du rôle des enfants dans la révolution mondiale qui se sentent attirés et qui voient qu'ils peuvent participer dans une action révolutionnaire, mais montre aussi toute la solidarité de la part des familles ouvrières qui disaient à leurs enfants d'aller aider les camarades et qui, après avoir entendu les camarades parler par le haut-parleur ou avoir lu le tract ou acheté le journal, encourageaient les enfants à collaborer ou se prêtant eux-mêmes à garder la tribune et l'amplificateur chez eux s'il pleuvait, ou encore donnant des conseils aux camarades sur les meilleures heures et endroits pour faire les meetings. Les commentaires des enfants montre clairement quel est le sens qu'ils donnaient à leur collaboration, comme, par exemple, l'un d'eux qui a dit : « Mon frère travaille dans une usine et il lutte pour tout ce que vous dites, alors je vais aussi collaborer ».

Le Parti salue avec émotion cette collaboration, cette énorme solidarité de la part des familles ouvrières, et fait des appels pour intensifier cette intervention dans les quartiers et dans les usines, pour s'incorporer à la Campagne Electorale du Parti, pour apporter leur soutien, pour apporter leur solidarité aux tâches du Parti, comme moyen d'intervenir dans le processus de la création du Front Unique Prolétarien, et s'incorporer directement au Parti dans le déroulement de la campagne électorale, votant 10, comme partie de la lutte que le Parti mène de l'avant pour la construction du courant révolutionnaire dans le pays. Pour mener cette campagne le Parti fait aussi appel à l'appui financier pour le Fonds Electoral, en distribuant des listes du Fonds Electoral dans tous tes quartiers et les usines, s'unissant aux camarades qui passent dans les quartiers et qui passent avec les troncs.

POUR LE FRONT UNIQUE ELECTORAL DE CLASSE

Unie à toute cette activité, la Commission Electorale du Parti publie tous les deux jours un Bulletin de la Campagne Electorale, où sont rapportés tous les actes que le Parti fait, les meetings, les tracts qui sortent tous les jours, la campagne d'affiches, des extraits du programme du Parti, des appels pour le Fonds Electoral, à la collaboration, toutes les anecdotes que les camarades rapportent sur les commentaires des gens en appuyant l'action courageuse des camarades lors des actes publics.

Dans le même contexte de cette Campagne Electorale le Parti a fait un appel aux partis ouvriers : Parti Communiste, Parti Wallon des Travailleurs, Parti Communiste Wallon (pro-chinois), au Comité de Rédaction de « La Nouvelle Défense », au Comité de Rédaction de la « Lutte des Métallos », Gand, à la « Voix Ouvrière » de Cockerill Liège, au Mouvement des Travailleurs Progressistes, à la base de ces même partis pour que dès l'intérieur poussent les directions pour la constitution d'un Front Unique Electoral de classe sur la base du programme de lutte et de revendications anticapitalistes, pour que la classe ouvrière, le prolétariat se présente comme un bloc face aux partis bourgeois, face au capitalisme, donnant à travers le programme, l'alternative de l'issue ouvrière à la crise du capitalisme et la perspective des luttes pour un Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Tous les contacts pris par le Parti avec des ouvriers des grandes usines et quartiers ouvriers, la constitution de cellules de Front Unique à l'intérieur des usines que la Campagne Electorale facilite, se placent sur cette politique destinée à unir entre eux tous les groupes d'ouvriers organisés qui fonctionnent dans les usines dans la perspective du développement du courant révolutionnaire, du Front Unique Prolétarien dans tout le pays.

Le Parti se lance dans cette campagne électorale en poursuivant les objectifs de classe, de lutte contre le capitalisme, pour impulser la création de groupes, de tendances, de courants, qui unifient leurs luttes, leurs actions à travers l'organisation d'un courant révolutionnaire, et appelle tous les ouvriers et militants d'avant-garde, communistes, socialistes, syndicalistes, à assister aux meetings du Parti, à s'incorporer à la Campagne Electorale du Parti pour impulser le Front Electoral de Classe, basé sur un programme de lutte anticapitaliste ; à voter pour les candidats du Parti, à voter 10 comme moyen d'intervention dans le processus révolutionnaire du pays, pour le Front Unique Prolétarien du prolétariat et des masses exploitées wallonnes et flamandes.

La Commission Electorale.

VOTEZ 10
Plateforme électorale du P.O.R. (T.)

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste, Section Belge de la IVe Internationale, appelle à appuyer ses candidats députés nationaux dans la région de Charleroi pour les élections du 23 mai, en appuyant sa plateforme électorale.

La plateforme électorale du P.O.R. (T.) constitue le programme de classe et révolutionnaire avec lequel le Parti a impulsé le Front Unique Prolétarien pour faire face au capitalisme. Avec ce programme ou avec des parties de ce programme, le Parti a fait des appels et appelle maintenant à tous les Partis Ouvriers à se constituer en un Front Unique Electoral de Classe. La lutte pour ce programme et pour cette plateforme électorale fait partie, aussi, de la lutte pour développer un courant révolutionnaire de masses, qui unissant en Front Unique de Classe à tous les militants d'avant-garde, groupes d'usines et secteurs avancés du prolétariat, puissent créer les conditions pour construire la nouvelle direction de classe et révolutionnaire.

VOTER POUR LES CANDIDATS DU PARTI, VOTER POUR LA LISTE TROTSKYSTE, VOTER 10 DANS LES ELECTIONS DU 23 MAI, C'EST IMPULSER CETTE TACHE ET PERSPECTIVE.

— Augmentation générale des salaires. Un salaire vital minimum en fonction du coût de la vie. Echelle mobile des salaires.
— Echelle mobile des heures de travail ; partage du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire.
— A travail égal, salaire égal pour hommes et femmes et pour tous les travailleurs de toutes les régions du pays.
— Contrôle ouvrier sur les conditions de travail, les cadences, la production et les salaires à l'intérieur de l'usine.
— Pour un mois complet de congés payés, avec double pécule en 1965.
— Pension à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, au niveau du salaire moyen d'un ouvrier.
— Pour un véritable Service National de Santé : médecins et médicaments gratuits pour tous, aux frais de la bourgeoisie capitaliste et sous contrôle ouvrier.
— Pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, payée comme l'actuelle et avec une tâche de 40 heures.
— Etatisation des entreprises capitalistes, sans indemnisation ni compensation. Contrôle ouvrier de la production. Gestion ouvrière de l'industrie étatisée. Etatisation des Banques. Ouverture des livres patronaux.
— Pas de fermetures des charbonnages : maintien de leur exploitation, amélioration de la capacité technique ; augmentation de la productivité au bénéfice des mineurs : diminution des heures de travail, augmentation des salaires.
— Monopole d'Etat du commerce extérieur et du commerce grossiste intérieur, sous contrôle ouvrier.
— Expropriation sans indemnisation, étatisation sous gestion ouvrière des grandes propriétés agricoles. Formation de coopératives des petites exploitations paysannes. Etatisation sous contrôle ouvrier et paysan du commerce agricole.
— Pas de licenciement. Pas d'usine ou d'entreprise fermée. Occupation par les ouvriers, mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier et vente de ses produits.
— Tous les bénéfices de l'automation au service des masses.
— Pour la défense des droits démocratiques. Droit de vote à 18 ans. Pour la pleine liberté et démocratie syndicales. Démocratie interne dans les Partis Ouvriers, droit de tendance dans les partis et syndicats. Représentation proportionnelle et pleine vie et activité politiques, démocratiques internes. Discuter tous les problèmes et les résoudre sur la base de l'intervention pleine de la classe. Comités d'usine pour soutenir la pleine démocratie syndicale.
— Pour le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-impérialiste. Front Unique des ouvriers flamands et wallons contre le capitalisme flamand et wallon.
— Pour la Centrale Ouvrière Unique qui regroupe les travailleurs de tout le pays.
— Solidarité de classe avec les luttes des travailleurs d'Europe. Pour la Centrale Ouvrière Unique de toute la classe ouvrière européenne.
— Rupture de toutes les alliances militaires, économiques, politiques, faites pour la défense du régime capitaliste contre les Etats Ouvriers et la révolution coloniale.
— Alliance et complète solidarité avec la révolution coloniale; avec l'U.R.S.S., la Chine, Cuba et les autres Etats Ouvriers.
— Lutte contre toute oppression de l'impérialisme belge, militaire, économique, politique, au Congo. Alliance et solidarité complète avec le peuple congolais.
— Pour des groupes ouvriers de défense ; milices ouvrières.
— Pour la préparation de la grève générale, avec l'organisation du FrontUnique Prolétarien dans la lutte pour imposer ce programme.
— Pour la République Socialiste Belge. Pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde.

Ouverture du local public du Parti

CAMARADES,

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), Section Belge de la IVe Internationale, porte à votre connaissance l'ouverture d'un local public le 12 mai à l'adresse suivante : 17, RUE DES BRASSEURS, A GILLY (à 100 m. de la Place des Haies.

Une permanence y sera tenue tous lesjours de 19 h. à 21 h. Le P.O.R. (T.) invite à y venir discuter. Des documents sur la posiiton du Parti dans la campagne électorale et des publications de la IVe Internationale seront à votre disposition.

Le 11 mai 1965. La Commision Electorale.

Manifeste du 1er Mai

A toutes les masses exploitées du Monde

— Front Unique Mondial pour écraser l'Impérialisme et le capitalisme au Viet-Nam et dans le reste du monde.
— Vive l'alliance ouvrière et paysanne !
— Gouvernements ouvriers et paysans !
— Pour une nouvelle organisation mondiale des Etats Ouvriers, des pays coloniaux et semi-coloniaux en lutte contre l'impérialisme.

1 mai 1965.

Le Secrétariat International de la IVe Internationale s'adresse à toutes les masses exploitées du monde, à tous les partis, courants et tendances révolutionnaires des pays coloniaux, semi-coloniaux et des pays capitalistes développés, à toutes les centrales ouvrières et à tous les partis communistes des Etats Ouvriers, et les appelle à l'organisation d'un Front Unique mondial pour la révolution socialiste et l'instauration d'Etats Ouvriers dans tout le reste du monde encore aux mains du capitalisme.

Le développement de la révolution mondiale est impétueux et toutes les conditions pour s'élever lui sont favorables. Il existe 14 Etats Ouvriers appelés « socialistes » (incorrectement). Avec cette dénomination, on veut dire Etats qui ne s'appuient plus sur la propriété privée, mais sur la propriété étatisée et qui donnent la base pour la construction du socialisme et qui commencent à le construire. Il n'existe aucun « Etat Socialiste », mais seulement des mesures économiques premières tendant vers la société socialiste, à un régime socialiste. Mais toutes les conditions dans le monde sont favorables. En plus des 14 Etats Ouvriers existants, il y a différents Etats encore sous le régime capitaliste, mais qui tendent de plus en plus vers l'Etat Ouvrier. Ils en sont proches. C'est le cas de l'Algérie, de l'Irak, de l'Egypte, de la Syrie, du Yemen, de l'Indonésie, du Laos, du Cambodge, du Viet-Nam du Sud, du Ghana, de la Guinée, du Tanzania, du Mali. Au sein du Tanzania, Zanzibar peut être considéré comme un Etat Ouvrier, de même que le Mali peut le devenir très rapidement. Cette situation crée un rapport de forces immensément favorable aux Etats Ouvriers et à la révolution, à la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Dans tous les Etats capitalistes d'Europe, il y a un développement continu de luttes, de grèves, d'occupations d'usines, de mobilisations de masses. En Italie et en France, les Partis Communistes et Socialistes accroissent leur force électorale, dans le même temps que s'accroît la force combative des masses et leur volonté de lutte. En Italie, il y a un flux incessant de grèves et d'occupations d'usines, depuis les juges jusqu'aux paysans ; depuis les médecins jusqu'aux ouvriers, etc. La même chose en France et en Belgique. Le triomphe du Parti Travailliste en Angleterre, malgré sa direction bourgeoise, indique que les masses travaillistes veulent et essayent d'impulser la direction de leur parti pour la lutte anti-capitaliste.

Les luttes des masses en Asie, Afrique, Amérique Latine, là où il existe encore des régimes capitalistes hors d'une étape de transition aussi bien que dans les 14 Etats en marche vers l'Etat Ouvrier, la lutte est constante, ininterrompue : mobilisations paysannes permanentes, grèves, occupations d'usines, luttes de guerilla se développent partout. En Colombie, au Vénézuela, au Guatemala, au Brésil, en partie en Bolivie, au Pérou et en Argentine, la lutte de guerilla atteint un niveau déjà élevé. Au Guatemala, la lutte représente la tête idéologique de la révolution en Amérique Latine. Son programme est un programme de révolution socialiste qui montre la combinaison du mouvement guerillero avec la lutte pour la révolution socialiste : unique façon de pouvoir avancer pour triompher. Dans le reste de l'Amérique Latine se développe la lutte des masses au Chili, en Argentine, en Bolivie, au Pérou, au Brésil, au Mexique, mettant en évidence l'énorme potentiel combatif des masses et leur volonté de lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste inépuisable. Des Fronts ouvriers et paysans se constituent. Partout, l'alliance ouvrière-paysanne se réalise pratiquement. Les grandes mobilisations paysannes trouvent un appui parmi les ouvriers. Les grandes mobilisations et grèves des ouvriers trouvent un appui dans les paysans. La petite bourgeoisie se radicalise. L'Uruguay, le pays où la stabilité politique était la plus grande, se trouve constamment sous la pression et les attaques des mobilisations de la petite bourgeoisie, des ouvriers et des paysans. Dans toute l'Amérique Latine, en Asie, en Afrique, l'impérialisme et le capitalisme ont perdu et perdent sans arrêt, graduellement et rapidement la base sociale petite bourgeoise sur laquelle ils s'appuyaient et qui se trouve gagnée par la lutte des ouvriers et des paysans.

FRONT UNIQUE, OBJECTIF DE LA REVOLUTION DANS LE MONDE

Dans tous les pays où les masses entrent en lutte : France, Italie, Belgique, Angleterre, Argentine, Bolivie, Pérou, Colombie, Vénézuela, les masses paysannes sont entraînées aux côtés des ouvriers et de la petite bourgeoisie dans le Front Unique : un front unique objectif de la révolution.

En Afrique, en Asie, les masses sont constamment mobilisées. En Corée du Sud, elles élèvent leur combativité révolutionnaire, leur combativité anti-gouvernementale et anti-impérialiste. Tout récemment, elles ont assailli des postes de police, elles se sont affrontées à l'armée en la rejetant comme un moyen d'exprimer leur refus de l'impérialisme bien qu'apparemment la lutte se présente d'une manière parfois administrative.

Au Japon, les mobilisations de masses sont permanentes et pour la troisième fois, les étudiants partiellement suivis par le prolétariat ont rejeté la présence des agents impérialistes et se sont mobilisés sur cet objectif. Le prolétariat développe grèves et luttes, obtient des victoires syndicales importantes tout comme des victoires électorales.

Le prolétariat des pays coloniaux et semi-coloniaux et des pays capitalistes se trouve unifié autour d'un centre de lutte commun : « Mort à l'impérialisme ! Mort au capitalisme ! ».

Toutes ces luttes ne trouvent cependant pas un accès, ne développent pas leur totale et logique influence pour le front unique mondial. Elles ne parviennent pas à recevoir toute l'influence du prolétariat des Etats Ouvriers, à faire le front unique avec les Etats Ouvriers. Tandis que les masses du monde se mobilisent et entrent en lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, et le meilleur exemple est d'avoir empêcher les tentatives sanglantes et criminelles de l'impérialisme yankee d'envahir et de détruire tout l'Etat Ouvrier du Viet-Nam du Nord. Les masses prolétariennes, paysannes, les masses des Etats Ouvriers et des Etats capitalistes mènent de l'avant la destruction du capitalisme et de l'impérialisme à l'échelle mondiale sans pouvoir réaliser leur front unique entre elles et avec les masses des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Cette puissante vague de l'influence de la révolution parvient à exercer son influence dans la propre citadelle de l'impérialisme mondial, au sein de l'impérialisme yankee. Comme cela a été défendu par la IVe Internationale et par tout notre mouvement trotskyste mondial, c'est dans la citadelle même de l'impérialisme que se reflète à un niveau chaque fois plus élevé les mobilisations des masses contre l'impérialisme et le capitalisme. On l'a vue avec les premières mobilisations de secteurs étudiants qui voulaient visiter Cuba. Alors qu'apparemment il ne s'agissait que de petits groupes, la IVe Internationale a tiré la conclusion de la volonté croissante parmi des couches de la population nord-américaine de s'opposer à l'impérialisme yankee, de voir avec sympathie le développement des Etats Ouvriers et d'essayer de collaborer avec leur développement. A leur manière, enfermés dans la citadelle du capitalisme sans syndicats, sans parti ouvrier de classe, les étudiants nord-américains sont l'expression d'un mouvement beaucoup plus profond et puissant que ce qu'eux-mêmes expriment.

En moins d'un an, de nouveaux groupes étudiants ont été à Cuba. Actuellement il y a des manifestations de cinq, dix et jusque vingt mille manifestants non seulement étudiants mais aussi ouvriers et petits bourgeois pour s'opposer à la criminelle tentative de l'impérialisme de détruire l'Etat Ouvrier du Viet-Nam du Nord. Ces manifestations sont accompagnées de l'occupation de l'Université de Californie qui réclame le droit démocratique de discuter, de résoudre. Ce n'est que contre le capitalisme que l'on peut réclamer de tels droits aux Etats-Unis. Lorsque les masses demandent le droit de parler, de discuter, cela va contre le capitalisme. La résolution des ouvriers des chemins de fer réclamant la nationalisation des chemins de fer montre que dans des secteurs importants des masses ouvrières, étudiantes et petites bourgeoises nord-américaines s'élève le degré de conscience anti-impérialiste et anti-capitaliste. C'est une conséquence de la révolution mondiale.

Les mobilisations des masses pour aider le Viet-Nam dans les Etats Ouvriers, en Chine où leur gigantisme reste limité par rapport à une population de 700 millions d'habitants, montrent le puissant front unique mondial objectif des masses. Il est en train de se réaliser quotidiennement, d'une façon ininterrompue, montrant sa décision de s'opposer, de détruire et d'abattre le capitalisme et l'impérialisme avec les armes, avec tous le moyens qui seront nécessaires. Tel est le panorama actuel.

L'impérialisme dispose de moyens militaires et financiers plus puissants que jamais, mais il a moins de moyens politiques et sociaux. Jamais il n'en a eu si peu dans l'histoire. Son influence, sa base d'appui social, sa capacité d'organisation sociale diminuent constamment. Dans ces conditions existent avec une puissance jamais atteinte dans l'histoire, les possibilités d'une attitude audacieuse et résolue pour en finir avec ce qui reste du capitalisme et épargner ainsi à l'humanité de nombreuses années de destruction qui seront immanquablement provoquées par la poursuite de l'existence du capitalisme.

Il n'existe aucun pays au monde dans lequel il y ait un progrès des courants des tendances et des partis pro-capitalistes. Les masses, dans n'importe quelle partie du monde, avancent et progressent. Le développement mondial et gigantesque du nationalisme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est accompagné par la jonction de ces mouvements avec les idées révolutionnaires. Et cela n'est pas seulement vrai au Guatémala où la lutte a déjà fait sien le programme de la révolution prolétarienne, socialiste et où il y a des appels directs à abattre le capitalisme par les armes et à construire un Etat Ouvrier, mais aussi dans les pays africains, asiatiques. Au Mali, au Ghana, on passe directement de l'expulsion de l'impérialisme à la lutte pour le socialisme.

Les déclarations de Modibo Keita le montrent. Elles disent que malgré l'énorme retard des paysans dans le pays, ils appliquent directement le programme socialiste. La déclaration de Subandrio — vice-président de l'Indonésie — est un appel à une direction de la révolution mondiale pour en terminer avec qu'il reste du capitalisme. La déclaration d'un dirigeant de Zanzibar indique orgueilleusement que l'année même où le capitalisme a été abattu, ils ont pris les chemins de la construction du socialisme en exerçant leur influence sur le Tanganika. Un pays de 360.000 habitants comme Zanzibar influence un pays de 9 millions d'habitants dans lequel existe encore une puissante petite bourgeoisie, des intérêts fonciers ! Ceci montre que l'influence de la révolution ne provient pas de la capacité de manœuvrer diplomatiquement, ou de la puissance financière, mais du programme qu'offre la révolution. L'influence de Zanzibar sur le Tanganyka en est une preuve évidente et déterminante.

L'impérialisme anglais a essayé de s'appuyer sur le Tanganyka pour écraser Zanzibar, pour que ce dernier absorbe Zanzibar et contienne ainsi la révolution. Le résultat a été à l'inverse. La force puissante du programme de la révolution socialiste et de la lutte pour la révolution socialiste a attiré et gagné les masses du Tanganyka en obligeant la direction de ces pays d'essayer de coordiner et de parvenir à un accord avec la direction de Zanzibar pour ne pas être délogé du pouvoir. Ils ont essayé de s'approcher des Chinois, montrant par là le mûrissement de la révolution.

IL N'Y A PAS DE PLACE POUR LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Tout ce cadre montre que sans une direction coordinatrice, sans une direction centralisée, l'impulsion objective mondiale se dirige vers la centralisation et le Front unique mondial de la révolution pour imposer dans la lutte le programme de la révolution socialiste. Voilà un fait objectif. Il n'y a pas de place pour la coexistence pacifique, pour des manœuvres diplomatiques, pour des accords qui trompent, qui contiennent l'impérialisme et le capitalisme. Il n'y a pas de place pour abattre le capitalisme par la persuasion, par la raison, par la force économique ou par la supériorité économique et sociale.

L'impérialisme yankee et mondial comprennent et ont senti que l'on ne peut opposer à cette avance de la révolution des mesures de progrès social et économique. Ceux qui ont tenté de le faire ont échoué. Le Marché Commun en est l'expression la plus claire. Malgré le développement gigantesque des monopoles et la concentration des capitaux dans le M.C.E., malgré la formidable concentration des capitaux à la campagne et la liquidation de centaines de milliers de petits paysans en concentrant la production agraire ; les masses européennes élèvent leurs luttes dans les partis socialistes et communistes, tandis que les conditions de vie des masses vont en empirant. La seule chose à laquelle soit arrivée le M.C.E. et à laquelle il puisse parvenir est la concentration de formidables monopoles et de trusts. Mais il ne peut donner une réponse historique au besoin du développement social, aux exigences de la vie des masses.

L'impérialisme yankee perd de plus en plus de forces économiques à l'échelle mondiale. Il n'a pas confiance dans le développement de la production, de la productivité, des investissements de capitaux, de la concurrence économique et commerciale. Car, en dépit de son pouvoir et sa concentration de capitaux qui va en augmentant, le développement de la révolution lui ôte chaque fois davantage de champs d'investissements, d'exploitation et d'usufruit. L'avantage de la révolution le place face à un ennemi qui

(suite page 7)

La nouvelle crise au Viet-Nam prépare des et la guerre à court délai

Dans la crise du Viet Nam du Nord ne doit pas être considérée seulement la dernière phase, la récente crise — les bombardements qu'a fait l'impérialisme yanqui sur le Viet Nam Nord et sur le Laos, la menace de nouveaux bombardements, la menace d'un débarquement de deux milles « marines », mais on doit prendre dans sa totalité, le processus qui se développe au Viet Nam Nord.

Nous avons déjà écrit que l'impérialisme a essayé, il essaie et il essaiera d'occuper le Viet Nam Nord. Dans la logique de ses intérêts et pour maintenir sa précaire domination impérialiste dans le Sud Est Asiatique, il ne peut pas permettre un « statu quo », d'aucune manière. Seulement dans le cas d'un rapport de forces qui s'impose à lui et où il sente que, au delà c'est la guerre ou l'extension de la révolution et l'occupation de toute l'Asie par la révolution, seulement cela, nous disons, peut arrêter l'impérialisme.

Fullbright, Morse avertissent de ce qu'une invasion du Viet Nam Nord ou une poursuite réitérée des bombardements peut donner lieu à l'invasion de la part de la Chine de tout le Sud Est Asiatique. La moitié de la Chine peut être détruite, mais il ne vas pas être possible d'empêcher les chinois d'occuper tout le S. E. Asiatique.

L'impérialisme est conscient de ce qu'il ne s'agit pas seulement du Viet Nam, mais que c'est une épreuve de feu pour lui et, dans une certaine mesure, décisive pour l'étape postérieure. L'attitude de l'impérialisme Yanqui est d'essayer de contenir la révolution dans le S. E. asiatique. Son intérêt n'est pas la possession du Viet Nam Sud en soi ; ce n'est là q'un moyen de chantage, de négociation, de terrorisme ou d'imposition pour contenir la révolution. Etant donné qu'il ne peut pas la contenir, qu'il lui est très difficile de poursuivre les bombardements et aller plus loin contre le Viet Nam Nord au risque de déclencher une guerre générale, il essaie dans cette dernière étape, de faire pression sur les soviétiques pour que ceux-ci fassent pression sur les chinois et sur les vietnamiens du Nord, pour tenter d'arriver à un accord, à un « statu quo », dont le degré et la forme ne peut pas encore être précisé.

Pour l'impérialisme yankee, sa permanence au Viet Nam Sud est vitale. Il ne peut absolument se retirer du Viet-Nam Sud. Il ne peut le faire qu'à travers la force. Et maintenant ceci est possible. Il peut être retiré du Viet Nam par la force sans le risque d'une guerre générale. Mais pour cela est nécessaire la mobilisation de toute l'Asie. Au travers des moyens de négociation, de chantage, de démonstrations de force, ils ont plus d'avantages que la révolution, que les chinois, les vietnamiens et les soviétiques.

Il n'a pas d'autre moyen que la mobilisation des forces militaires. Il ne peut pas offrir des manifestations, des meetings ; des mobilisations, ils ne peuvent pas offrir les terres. Il ne peut offrir absolument rien. Il ne peut que mobiliser les forces militaires, bombarder et menacer d'une destruction générale. Il n'a d'autre recours. De telle façon, que toute négociation diplomatique avec eux est fausse et est basée, au fond, sur des rapports de force. Ce ne sont pas des rapports de force déterminés par des négociations diplomatiques ou des accords qui peuvent être accomplis comme, par exemple, les négociations diplomatiques qui se déroulent actuellement entre les français et les anglais, entre deux Etats capitalistes. Pour l'impérialisme yankee c'est vital : le Viet-Nam du Sud. Et pourquoi la essentielle pour contenir la révolution. S'il part ou s'il est obligé de partir, c'est un écroulement du moral du reste de la bourgeoisie du S. E. asiatique et, en conséquence, une trainée d'influence qui va se transmettre à toute l'Asie. Et, en plus, l'élévation du sentiment et du moral de la révolution des autres peuples et, parmi eux, les latino-américains.

L'impérialisme ne peut pas s'en aller. Il ne peut pas gagner la guerre non plus. Il est conscient du fait qu'il ne peut pas gagner la guerre. Gagner la guerre c'est étendre la révolution dans tout le S. E. asiatique et la généraliser. Il est disposé à le faire. Sa résolution de bombarder, qui est une vraie provocation, un acte criminel et assasin et une provocation adressée aux chinois et aux soviétiques, c'est pour forcer ces derniers à intervenir pour un accord, pour démontrer sa décision de vouloir imposer un accord. La décision de l'impérialisme n'est pas démagogique. Ce n'est pas une simple démonstration ou illustration. C'est une décision sérieuse et décidée. Il n'a pas d'autre échappatoire. On ne peut pas le convaincre autour d'une table de négociations et attendre ensuite qu'il s'en aille : il faut le jeter de là par la force ! Et on ne peut le faire qu'au travers de l'action révolutionnaire des masses : le soulèvement de l'Asie !

Autour d'une table diplomatique, le maximum qu'on peut obtenir dans les négociations où interviendraient les chinois et les soviétiques, c'est une neutralisation du Viet Nam Sud. Et pourquoi la neutralisation ? Nous sommes contre ! Les vietcongs ne sont pas importés du Viet Nam Nord ni du Japon. Les vietcongs c'est la révolution du Viet-Nam Sud. C'est la révolution de la population, c'est un peuple en armes. Tout essai de vouloir neutraliser doit être refusé. Toute neutralisation du Viet-Nam Sud, ne serait-ce que dans la forme, puisque la révolution va continuer, c'est un avantage pour les yankee, parce qu'ils obtiennent quelque chose qu'ils ne pourraient obtenir d'aucune autre façon : gagner du temps. Ce qu'ils veulent c'est gagner du temps, du temps, du temps. Ils sont conscient qu'ils ne peuvent pas triompher. Ils ne peuvent pas imposer un gouvernement qui leur réponde. Ils ne peuvent pas mettre en échec le Viet Nam Nord. Ils ne peuvent pas remonter le moral de la Malaisie ou de la Thaïlande, qui ne sont que quatre marionettes qui passent toute la journée sous le lit et qui ont un type qui leur dit chaque matin : « Tu peux sortir ». Et le lendemain, ils demandent qui est le nouveau président du pays.

Pour l'impérialisme, la situation dans le S.-E. asiatique est d'une vitale importance. C'est le foyer le plus essentiel. Et le S.-E. asiatique signifie l'Inde. Un progrès de la révolution au Viet-Nam Sud, une extension quelconque de la révolution va couvrir, non seulement le Laos, le Cambodge, la Birmanie, mais ira directement à l'Inde et à la Malaisie. Le triomphe au Viet-Nam Sud c'est l'extension de la révolution à tout le S.-E. asiatique, l'Inde comprise. Et qui s'approche déjà du Moyen Orient. L'impérialisme est conscient de celà. C'est pour cette raison qu'il ne lâche pas. C'est pour cette raison qu'il arrive même, comme avec les bombardements, à courir le risque d'une guerre. Parce qu'il ne peut pas s'en sortir, parce qu'il n'y a pas de moyens diplomatiques de discussion, parce qu'il n'y a pas de négociation possible. Dans d'autres opportunités, il y avaient des moyens pour négocier, à Cuba, par exemple, des moyens relatifs, mais pas ici.

L'impérialisme a essayé de contenir la révolution et de négocier. Il y a eu des négociations secrètes dans lesquelles sont intervenus les soviétiques, et les chinois aussi, en essayant d'arriver à une conciliation et à un accord. Et aucun accord ni conciliation n'ont été possibles. Les yankees ne peuvent pas s'en aller. L'impérialisme doit rester. Tout au contraire, il a augmenté sa force et a mis une capacité de feu qui multiplie par cent la capacité qu'il avait l'année dernière, avec des avions à réaction, qui sont des avions de grande portée et de grande puissance et de grande vitesse, que les vietnamiens du Nord n'ont pas de capacité pour contenir. C'est cela le plan de l'impérialisme.

Tous les essais de la part des soviétiques de dire aux yankees : « Partez », l'attitude des soviétiques en les dénonçant pour qu'ils s'en aillent, pour qu'ils se retirent, pour pouvoir négocier, c'est une attitude imbécile.

Les yankees ne vont pas partir parce qu'on le leur demande ou parce qu'on le met comme condition pour négocier. Les yanquis ne von écouter que la force, que l'imposition de la force. Ce n'est qu'au travers d'une action offensive de la part des Indonésiens, du Viet Nam Nord, des chinois, des Etats Ouvriers en envoyant des armes, des munitions, des miliciens, qu'ils von comprendre et qu'on va faire reculer l'impérialisme.

Si à Cuba l'impérialisme a reculé alors qu'il avait l'intention de l'envahir, c'est parce qu'il a vu les conséquences que ça allait être la révolution. Il s'est arrêté parce que l'Etat Ouvrier soviétique a dû intervenir malgré Kroustchef, en manifestant qu'il ne pouvait pas permettre l'invasion de Cuba.

LA SORTIE DE L'O.N.U. DE L'INDONESIE

Mais en même temps, la situation dans l'Asie du Sud Orientale est plus favorable que jamais dans le passé. Il y a un élément nouveau qui s'est incorporé récemment et qui est d'une énorme valeur : l'attitude de l'Indonésie. Il faut voir que l'Indonésie est collée à la queue du S. E. asiatique. Le triomphe, le développement de la révolution dans le S. E. asiatique va immédiatement en Indonésie, en Malaisie et liquide les anglais. C'est pour cela que les anglais provoquent constamment une série de conflits pour maintenir leur flotte là, en pied de guerre. Les anglais sont prêts, ils s'attendent à une continuation de la révolution du Viet Nam en Malaisie et l'unification de la révolution. C'est un crime que les chinois et les soviétiques abandonnent séparément et laisse la révolution en Indochine sans unification. C'est une seule révolution, elles sont unies !!

Les mesures que Soekarno a pris dernièrement ne sont pas le produit de sa résolution politique. Soëkarno est un lâche. Toute son histoire le montre. Rappellez-vous du moment où il a été fait président : on l'a fait président. On a résolu de déclarer la République en Indonésie et déclarer Soëkarno président. Soëkarno est parti en courant. Des officiers avec des mitraillettes sont allés le chercher et lui ont dit : « Venez ici, vous êtes président ». « Non, je ne suis rien ». « Oui, vous êtes président ». « Non, personne ne m'a choisi ». « Bon, on vous choisit, allez ». Et il a dû y aller. On l'a amené sur la place publique pour qu'il prête serment, avec les mitraillettes derrière son dos, et ils lui ont dit : « Vous devez prêter serment ». C'était toute une série d'officiers de l'armée qui avaient résolu, appuyés sur les paysans et sur les ouvriers, d'instaurer la République en Indonésie, en 1945 !

Manifeste du 1er Mai

(suite)

Il se prépare pour intervenir à Cuba, en Chine. Face à ce cynisme, il est insensé de croire et de tirer la conclusion que l'impérialisme peut être arrêté avec la négociation.

L'impérialisme essaye de gagner du temps, rien de plus. La seule façon d'épargner des vies humaines, des destructions de richesses, c'est d'abattre le capitalisme avant qu'il ne lance la guerre atomique, même en courant le risque des conséquences que cela peut entraîner. Le vice-président de l'Indonésie vient de déclarer qu'il faut répondre aux tentatives de l'impérialisme de vassaliser le peuple indonésien en développant la révolution, quelqu'en soit le prix. Le gouvernement chinois a fait le même type de déclaration il y a quelque temps.

Il faut que le prolétariat européen lutte dans chaque pays pour renverser le capitalisme sur la base du programme anti-impérialiste et anti-capitaliste. Il faut que les masses d'Europe et les courants révolutionnaires comprennent le besoin d'une action décidée dans la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste, sans attendre des directions des partis communistes et socialistes la moindre initiative pour organiser le front unique, même à une échelle réduite d'usine, de quartier, de province ou de pays qui stimulerait la lutte des masses du monde.

Les conditions sont mûres. Les directions communistes et socialistes n'ont aucun intérêt et sont contre les développements révolutionnaires. Les directions des Etats Ouvriers s'opposent à la lutte révolutionnaire des masses du monde car elles ont peur de perdre leurs propres privilèges bureaucratiques. Elles concilient avec le capitalisme mondial au profit de leurs intérêts, d'où la politique de coxeistence pacifique. Il faut que les courants qui comprennent et sentent le besoin de la lutte révolutionnaire, se lèvent résolus et audacieux. Ils rencontreront à court terme un immense écho.

Il faut gagner du temps sur l'impérialisme pour que celui-ci ne puisse s'organiser à l'échelle mondiale pour de nouvelles invasions, répressions, attentats aux Etats Ouvriers comme au Viet-Nam du Nord. Il faut le faire dès maintenant pour empêcher l'impérialisme d'avoir plus de temps pour s'armer. Plus l'impérialisme s'arme, plus il causera de dommages à l'humanité. Plus il aura le temps d'exister et plus il sera en condiiton de provoquer des pertes humaines. Il perd base sociale, base politique, mais il augmente son pouvoir militaire et financier, sa concentration et capacité de destruction. Ce n'est qu'avec la révolution que l'on pourra l'empêcher de faire plus de mal avec la guerre atomique.

La IVe Internationale appelle les masses exploitées du monde, les directions, les courants et tendances révolutionnaires des Etats Ouvriers, des pays capitalistes, des pays coloniaux et semi-coloniaux à l'organisation du Front Unique, à la lutte même initiée à une petite échelle et par de petites tendances pour se lancer résolument aux actions pour les revendications démocratiques et syndicales unies au programme anti-capitaliste. Il faut appeler les masses à l'occupation des usines, à étatiser, à exproprier pour stimuler la lutte révolutionnaire et l'avance des masses, pour balayer les directions qui s'opposent à ces luttes.

Il faut que les tendances révolutionnaires qui existent dans les Etats Ouvriers se lancent à la lutte pour les revendications socialistes, pour les droits démocratiques des masses des Etats Ouvriers, pour qu'elles puissent discuter, décider, exiger de leurs directions, qu'elles interviennent résolument avec tous les moyens matéirels, militaires, économiques et financiers pour défendre l'Etat Ouvrier attaqué par l'impérialisme tout en appelant les masses du monde à renverser le capitalisme.

Il faut unir les revendications immédiates de chaque pays, les particularités de chaque pays, les revendications syndicales et démocratiques au programme anti-capitaliste et à la lutte pour le Front Unique anti-impérialiste de la petite bourgeoisie, des paysans, des ouvriers sur la lutte pour abattre le capitalisme.

La petite bourgeoisie est gagnée par la révolution. Le paysan est gagné par la révolution. Le prolétariat est sur pied, résolu, dans la lutte pour la révolution. Le Front Unique Mondial objectif se développe sans pouvoir être contenu. La IVe Internationale appelle les directions des Etats Ouvriers, en particulier les directions cubaines et chinoises, les courants révolutionnaires des Etats Ouvriers, ceux qui existent dans les partis communistes et socialistes des pays avancés ou arriérés à ce qu'ils se lancent avec résolution et audace pour mener de l'avant cette campagne dans le monde entier, pour préparer à court délai le renversement du capitalisme à l'échelle mondiale.

LE S. I. DE LA
IVe INTERNATIONALE.

20 avril 1965.

décisions révolutionnaires

r J. POSADAS

Après, Soëkarno a pris toute une série de mesures sous la pression des masses : mobilisation des paysans, mobilisation d'ouvriers, et le développement de la révolution dans tout le S. E. asiatique. C'est sur cela que Soëkarno s'est appuyé et s'appuie actuellement. Toutes ces mesures ne sont pas le produit d'une planification et programmation à lui. Il n'est qu'un écho de la montée de la révolution dans le S. E. asiatique et de la faiblesse de l'impérialisme. Pourquoi ne pas unifier les révolutions ?

Les chinois doivent faire un appel et faire un front unique : Viet Nam, Indonésie, Chine. Pourquoi pas ? Les indonésiens se sont retirés de l'O.N.U. Quelle situation plus favorable peut-on trouver ? L'O.N.U. ne peut pas commencer comme un rite, d'une façon juridique, se réunissant et faisant un réglement. Il n'y a pas besoin de réglements. Les chinois doivent proposer aux indonésiens, au Viet Nam, une nouvelle organisation qui ait, parmi ses principes l'autodétermination des nations, l'appui mutuel des pays opprimés et où les Chinois, en tant qu'Etat Ouvrier et le Viet Nam, y soient mais dans un front unique. Toute organisation avec de différents pays est un front unique, car c'est la manière la plus élevée du front unique entre pays. Pourquoi ne prennent-ils pas l'initiative, les chinois ? Ils doivent se lancer à cette initiative et unifier, en conséquence, la révolution dans le S. E. asiatique.

LA POLITIQUE DE LA BUREAUCRATIE ET L'INTERVENTION DES MASSES DANS LA GUERRE

Ce que les soviétiques veulent c'est une négociation avec les yanquis. Ils sont en train d'essayer de les forcer à une négociation pour les faire se retirer ou les arrêter.

C'est une erreur de croire que Kossyguine est allé livrer le Nord Vietnam. Ce n'est pas la même situation qu'avant. Malgré toute la politique réformiste et conciliatrice de la bureaucratie soviétique, celle-ci ne peut livrer le Vietnam du Nord. Elle ne peut pas, cela ne signifie pas qu'elle ne veut pas. Il y a une différence énorme avec la politique de Staline en 1943-1945, qui livra la révolution en Europe, voulut livrer la Chine, la Yougoslavie, livra la révolution grecque, la Corée... et le comportement de Kroutchev.

Kroutchev voulut livrer Cuba et ne l'a pas pu. Il voulait se laver les mains lors de l'attaque de l'impérialisme au Vietnam du Nord en août 1964, et il a du intervenir. Mais cette fois Kossyguine va de l'avant. Il va au Vietnam du Nord non pour dire aux vietnamiens de se livrer. C'est une sottise de croire cela. Il n'y a pas besoin de se déplacer pour cela. S'il veut qu'ils se livrent, il n'y va pas. Il a essayé de faire un pacte, de négocier une aide en échange d'un accord politique contre les Chinois, ou pour arrêter les Chinois. Mais la raison essentielle pour laquelle il est allé c'est pour avertir les Yankees : « je ne peux pas abandonner le Vietnam du Nord ».

Si Kossyguine avait voulu livrer Vietnam du Nord, les Yankees n'auraient pas attaqué au moment de sa visite, parce qu'ils ont mis le médiateur au pied du mur. Au contraire, les Yankees voient le danger du voyage de Kossyguine au Vietnam du Nord et ont adopté une attitude terroriste pour obliger les soviétiques à se prononcer et en même temps leur dire : « nous sommes disposés à aller jusqu'au bout ». Voilà leur comportement.

Cette étape est différente des étapes antérieures de la bureaucratie. Ce n'est pas qu'il leur manque la volonté de négocier pour livrer la révolution c'est parce que, maintenant, elle ne peut pas ! Staline put livrer impunément la révolution grecque, la révolution en Irak, dans le centre de l'Europe, il voulut imposer aux Chinois de pactiser avec Tchang-Kai-Tchek pour faire un gouvernement commun et ne pas faire la révolution. En Irak et en Grèce il put l'imposer, mais pas en Chine, ni en Yougoslavie.

Plus tard il voulut faire la même chose avec d'autres révolutions, parmi elles, la Corée. Les soviétiques sont restés à l'écart. L'impérialisme intervint ouvertement et Staline se lava les mains, il ne bougea pas. L'impérialisme alla de l'avant, il essaya d'envahir la Corée du Nord et d'arriver jusqu'en Chine. C'est alors que le général Mac Arthur dit : « les amis, pour la Noël nous serons chez nous ! Il espérait envahir la Chine et qu'ils s'en iraient ensuite... Mais, il finit par rentrer chez lui, parce qu'il est chassé ! Et il lui a manqué très peu, plus ou moins trente kilomètres. Si les soviétiques avaient donné trois cents avions — trois cent avions ! — on chassait les yankees.

Les yankees ont tiré la leçon de cette expérience. Des experts militaires conseillent actuellement le Pentagone : « Tirons l'expérience de la Corée », lui disent-ils. En Corée, nous avons détruit le pays jusqu'au fleuve Yalù et, cependant nous avons perdu. Parce que la guerre ne se gagne pas dans l'air mais avec des bombes atomiques. La guerre continue d'être un facteur humain. Un territoire une fois détruit, il faut l'occuper. Et qui l'occupe ? Bien ! Nous détruisons toutes les lignes de ravitaillement des Chinois, nous détruisons tous les dépôts de matériel, tous les champs d'aviation, nous détruisons tout. Et qu'en résulte-t-il ? Tranquillement, Mac Arthur regardait et disait : « Les amis, le 25 nous serons à la maison ! ». Et pendant qu'il disait cela, la nuit, les chinois, les coréens allaient par la montagne à 5.000 mètres d'altitude ou par des souterrains et ils allaient portant chacun une grenade. Mais ils allaient par millions ! Il y avait un pont humain, une file humaine qui allait marchant, marchant la nuit.

Les yankees ne comprenaient pas comment, après avoir détruit toutes les lignes de ravitaillement, le matin suivant les chinois étaient toujours là. Boum ! Boum ! Boum ! Alors, ils disaient : « Dieu est avec les chinois ! » Non ce n'est pas Dieu, c'était le peuple chinois, le peuple coréen qui la nuit faisait cela sans rien.

Des enfants de huit ans dont la préoccupation était de manger, qui n'avaient rien à manger, de qui on avait tué parents, frères, grands-parents, tout... et leur grande fierté était : « j'ai porté une grenade ». Et quand ils discutaient avec les autres enfants, comme les jeux que font les enfants d'ici, ce n'était pas le jeu de balle ni rien de tel mais : « Combien de grenades as-tu apportées ? Moi, j'en ai porté autant ...Regarde, tu dois porter la grenade ainsi.

Et ils se donnaient des instructions techniques sur la façon de porter une grenade, comment l'armer et beaucoup d'entre eux disaient : « Quelle envie j'avais ! Parce que j'ai passé auprès d'un campement militaire et il y avait des yankees qui étaient si beaux... » Mais l'ordre était de porter la grenade. Des femmes de soixante, septante ans, des hommes que l'on nomme des vieux de septante, quatre-vingt, nonante ans, apprirent à porter des grenades, à les armer, à porter des explosifs. En potrant des armes ils entraient réellement dans la vie. Ils n'avaient jamais vécu autant. Avant, ils étaient simplement des objets dans l'existence des objets dans la nature. Ils n'avaient jamais participé à rien, ils n'avaient jamais émis d'opinion, n'avaient jamais eu le droit de décider et de rien dire. C'étaient des objets simplement des objets. Quand ils commencèrent à vivre c'est quand ils intervinrent dans la révolution. Et les vieux de nonante ans commentaient tout ce qu'ils faisaient, que dans leur vie ils n'avaient pas fait l'effort de marcher des kilomètreset des kilomètres. Et de plus, ils organisaient leur vie pour pouvoir passer des armes.

LA REVOLUTION INCORPORE LES MASSES A LA VIE

Et en Amérique latine on le voit très vite. Ces indigènes qu'on dit idiots et qui ne sont pas incorporés à la civilisation, qui parlent leur idiome et qui présentent une résistance... résistent... à quoi ? Ils résistaient avant aux Espagnols, maintenant aux blancs, parce qu'ils comprennent qu'entre eux et les blancs il n'y a rien. Mais quand ils sentent que la révolution est pour eux et qu'elle va leur donner les terres, ils viennent alors seuls et vont apprendre l'espagnol très vite et d'un coup. Comme en Bolivie où soudain les blancs et ceux du gouvernement sont allés parler espagnol aux indigènes, et les indiens machant la coca, n'ont rien compris. Il es venu un du syndicat qui leur a dit :« Hola, comment ça va », en espagnol ! Nous avons vu ceci et nous avons fait beaucoup de réunions avec eux, avec des camarades parlant quechua. Ceux du gouvernement sont venus et ils n'ont rien compris : ils ont mâché leur coca et les ont regardé en crachant. Ceux du gouvernement sont partis convaincus qu'ils ne comprenaient pas l'espagnol. Ensuite des camarades sont venu en leur apportant des tracts, ils se sont réunis et ils ont lu en espagnol. Et c'est la même chose au Vénézuéla, Colombie, Guatemala, Mexique.

Tous ces indigènes qui apparemment aujourd'hui sont indifférents à la révolution, sont en train de l'écouter, de la voir venir. Ce n'est pas seulement le cas pour l'Afrique, l'Asie, mais aussi l'Amérique latine. Tous les indigènes qui ne sont pas incorporés à la révolution, se préparent pour s'y incorporer. Ils vont s'y incorporer à court délai. Parce qu'ils sont en train de sentir la révolution. Leur résistance à appuyer le gouvernement, à être les instruments du gouvernement, se démontre dans le manque d'intérêt dans l'idiome : ils le savent assez. C'est qu'ils n'ont pas d'intérêt. En échange ils viennent. Les guérillas, et le mouvement révolutionnaire avance et sera capable de leur démontrer qu'ils luttent pour leur donner les terres et pour organiser la vie collective en coopératives, et très vite on va voir : ils vont tous apprendre l'espagnol. Parce que ce qui attire les gens à la civilisation ce n'est pas la force, ni l'imposition, ni le poids, ni la terreur : c'est l'intérêt social, la préoccupation sociale et leur participation à la vie. Si les Cubains ont pu, en un an, en une seule année enseigner à des gens de 90 ans avec des enfants de 12 ans, ce n'est pas parce que l'état ouvrier cubain les impulsent, ce n'est pas au nom du progrès, de l'écriture ou de l'enseignement, c'est parce que tout le monde était unit par l'intérêt de la révolution. La révolution les unifient. Dans chacun il y a la même préoccupation, c'est pour cela qu'ils apprennent. Sinon, qui irait enseigner à une personne de 60 ans, de 70 ans ou de 90 ans si leur vie est simplement la terre, la maison, être exploité, être volé, être applati, être battu, et qui n'avaient jamais eut le droit à quoi que ce soit. Leur vie était une action routinière : se lever, travailler, dormir. On leur vole le fils, on viole leur femme, leurs filles, on leur vole tout ; on les bouscule. L'alphabétisation eut du succès et triompha non par l'effort du gouvernement, ni par la planification ou l'attention du gouvernement à l'enseignement, mais parce qu'il rencontre une base sociale qui accueille, qui a intérêt.

Normalement, les paysans de tous ces pays, qui sont les plus illetrés n'ont pas d'intérêt à apprendre, pourquoi ? parce qu'ils sont unis à la vie et au gouvernement ? non. Ils vivent la vie routinière de tous les ojurs, se lever, travailler la terre, dormir et c'est fini. Leur compréhension de vie, leur horizon se termine là. C'est-à-dire leurs moyens matériels de voir l'horizon, mais leur tête est beaucoup plus loin que ce qu'ils peuvent matériellement voir. Pour celà, quand avance la révolution, quand elle triomphe, elle rencontre un type apte qui pense, qui constamment suit un processus d'évoluttion mental, de discussion, de compréhension de participation. Il n'y a aucune révolution qui peut changer la mentalité paysanne ou l'intérêt paysan en une semaine, s'il n'y a pas une préparation préalable.

Quand ils font ceci et interviennent c'est parce qu'ils espèrent une telle opportunité, à tel moment ? Ils réfléchissent, discutent, vivent pleinement, bien qu'ils ne peuvent vivre politiquement en forme organisée mais il vivent ainsi. C'est pour cela que la révolution cubaine fut un succès. Ce fut ainsi parce qu'elle rencontra l'appui de toute la population, qui voit l'intérêt, non à apprendre pour apprendre, mais parce qu'elle s'incorporait à la vie. Apprendre à lire et à écrire était une manière de pouvoir peser avec plus de décision. C'est la même chose au Vénézuéla, en Equateur, Guatémala, Mexique.

Quand le Viet Namien du Nord rencontre un tel écho au Viet-Nam du Sud, c'est pour la même raison que la révolution cubaine. Les gens interviennent dans la lutte, en apportant du matériel, en passant des armes, et courant un péril constant. Leur préoccupation n'est pas : que manger, comment dormir quel travail chercher ; leur travail, c'est apporter des armes. Quand massivement s'incorporent, les multitudes, les masses, à la révolution, ce n'est pas parce que la révolution à ce moment les réveille, mais parce qu'il y avait un processus à l'intérieur d'eux-mêmes, qui attendait le moment et un centre, qui leur donne confiance pour s'incorporer. Vous verrez la même chose dans peu de temps au Vénézuéla, en Colombie, au Guatémala, les trois pays où les guérillas sont les plus avancés, surtout au Guatémala, mais en Colombie aussi.

Quand les Colombiens depuis 48 maintiennent une zône inattaquable par le gouvernement, ce n'est pas parce qu'ils sont trois ou quatre dirigeants capables de maintenir le moral, sinon parce qu'ils canalisent et organisent tout un sentiment qui existe depuis des années dans la population. On peut immaginer ce que sera tout le Sud-Est Asiatique, où la situation est infiniment supérieure à celle de l'Amérique latine. Ils sont debout depuis 1944 sans interruption ; la révolution s'y mène, soit en forme de révolution limitée ou avec des objectifs de Front Unique avec la bourgeoisie ou avec les rois ou les princes qui se trouvent là, soit directement pour renverser les Japonais, soit directement pour nationaliser la terre, mais il y a un processus ininterrompu de la révolution et elle avance.

L'IMPERIALISME NE PEUT NEGOCIER : FRONT UNIQUE POUR L'ECRASER.

Les conditions sont mûres pour faire un appel au Front Unique. Il faut faire un appel au Front Unique dans tout le Sud-Est Asiatique pour le renversement de l'impérialisme, mais un appel effectif, non simplement une insinuation, comme le font les Chinois. Un appel concret : « dehors les yankees ! ». Expropriation de la terre, répartition de la terre, étatisation ! Un appel où il ne faut pas inclure immédiatement la révolution socialiste, mais un appel au Front Unique anti-impérialiste, dont le programme inévitablement conduit à la révolution socialiste. Mais actuellement, il faut faire un appel pour décider de la situation de l'impérialisme, en le renversant. Un appel au Front Unique de tous les pays. Toutes les conditions existent pour le faire.

La même attitude en Indonésie, qui sort de l'ONU et qui actuellement a fait beaucoup d'expropriation ; a exproprier les yankees, les anglais et dont le processus est en ascension. C'est la base sur laquelle doit se résoudre le problème du Viet-Nam du Sud. Ce n'est pas un

(suite page 6)

VOTEZ POUR LA LISTE Nº 10
pour les candidats Trotskystes

ROUSMAN, Pierre	ouvrier verrier
DACHE, Gustave	ouvrier verrier
DEWARE, René	pensionné mineur
HALLUENT, François	coupeur de verre
VANDERBORGHT, Pierre	pensionné mineur
DEGROVE, Jacques	ouvrier verrier
DENIS, Marie	ménagère
VANDEZANDE, Willy	ouvrier soudeur
MARTIN, Georges	ouvrier maçon
HULET, Jean-François	pensionné mineur
VANDEVELDE, Charles	pensionné mineur

LA NOUVELLE CRISE AU VIET-NAM

(suite des pages centrales

problème diplomatique, qui se règle à l'ONU, c'est un problème de relation de forces. Et si les soviétiques n'emploient pas la force, c'est qu'ils n'y ont pas d'intérêt à le faire. Et les chinois ont peur et sont faibles. Les chinois accusent les soviétiques, disent qu'ils doivent intervenir. Et pourquoi n'interviennent-ils pas eux-mêmes ? Pourquoi n'appellent-ils pas à intervenir ? Pourquoi ne font-ils pas des manifestations de 20 millions d'habitants en Chine, des manifestations de 40, 60, 100 millions. Ils peuvent le faire. Un pays de 700 millions d'habitants dans lequel la grande majorité constitue les milices, peuvent se mobiliser avec la simple agitation par le gouvernement, on peut mobiliser 100 millions d'habitants avec ces consignes : dehors de l'Asie, l'impérialisme ! On stimulerait tout le Sud-Est asiatique. La même chose au Viet-Nam du nord. Pourquoi ne font-ils pas une mobilisation, appelant au Front Unique au Viet-Nam du Sud sur la base de l'expropriation et la nationalisation de la terre ! Simplement pour cela : pourquoi ne pas le faire ? Ils ne le font pas parce qu'ils ont peur de l'impérialisme qui sera une réponse dévastatrice au point de vue militaire. Maintenant et après ; l'impérialisme va le faire ; alors que maintenant il est dans des conditions pires. Plus le temps s'écoule, plus l'impérialisme s'arme. Plus l'impérialisme s'arme, plus il est dans les conditions de faire une plus grande destruction de l'humanité. Si la révolution éclate avant et paralyse l'impérialisme, et l'oblige à faire la guerre, les dommages causés à l'humanité seront moindres.

Si la révolution avait triomphé en 1945 en Europe comme il aurait été possible que cela soit, si elle avait triomphé en Italie et en France, où les communistes avaient le pouvoir en main et l'ont donné à la bourgeoisie. Si elle avait triomphé en Grèce, où les communistes étaient au pouvoir et que Staline a remis au Roi Pablo, si la révolution avait triomphé en Irak, (ce qui est fait maintenant), si les Etats Ouvriers s'étaient développés immédiatement dans tout le centre de l'Europe, les armes atomiques de l'impérialisme auraient été infiniment moindres, ainsi que sa capacité de destruction. Mais comme l'impérialisme a eu l'opportunité et la base pour pouvoir se développer militairement, maintenant il possède plus d'armes atomiques, plus de capacité destructive. Si la révolution avait eu lieu avant, elle n'eut pas permis à l'impérialisme de s'armer.

L'impérialisme n'a aucune possibilité de négocier. C'est un crime contre l'humanité de dire que les yankees veulent ou peuvent négocie. Ils ne peuvent ni ne veulent. Ils ne le peuvent pas parce que toute négociation qui les obligent à partir du Viet-Nam Sud est un stimulant pour le développement de la révolution. Et ils ne le peuvent pas parce que s'ils abandonnent le Viet-Nam Sud ils stimulent non seulement la révolution dans tout le S. E. asiatique, mais la démoralisation de toute la bourgeoisie s'étend immédiatement à la Malaisie. C'est pour cela que c'est un problème de rapport de forces, non un problème de Nations Unies.

Le développement de la révolution mondiale, des luttes du prolétariat et des masses exploitées en Europe, en Amérique du Sud et du Nord vont rétrécir et éliminer par leur propre force les bases sur lesquelles attendent de s'appuyer la bureaucratie soviétique et l'impérialisme pour soutenir la coexistence pacifique et leur alliance commune contre la révolution mondiale. Pour ceci, l'impérialisme n'a d'autre issue que bombarder le Viet-Nam en cherchant à contenir la révolution et mettant la bureaucratie soviétique devant le fait accompli, mais ceci provoque des réactions révolutionnaires dans les Etats Ouvriers et les masses du monde. Et la bureaucratie soviétique, de son côté acculée par l'avance de la révolution et par les bases de la révolution politique dans les Etats Ouvriers, essaye de chercher des nouveaux points d'appui dans les directions des entreprises, dans les secteurs accomodants du prolétariat soviétique, et cherche à intéresser économiquement et socialement des couches de l'U. R.S.S. en alliance avec la couche directrice de la bureaucratie, de l'armée, la police, le parti communiste, les syndicats et la centrale ouvrière de l'U.R.S.S. ainsi que les autres Etats Ouvriers.

Il est indiscutable que l'attitude soviétique n'est pas aujourd'hui la même que celle de Kroustchev. Celui-ci voulait faire l'âne (en plus de ce qu'il l'était), vous devez vous souvenir qu'il n'est intervenu que deux jours plus tard — d'une manière douceâtre — pour tâcher de se laver les mains. C'était en accord avec la coexistence pacifique. Mais la nouvelle direction n'a pas des bases sociales, des points d'appui, ni la liberté de mouvements qu'avait Kroutchev. Non qu'elle ai changé de positions, mais du fait du développement de la révolution mondiale y inclus le développement de la bureaucratie soviétique. Elle est disposée à soumettre une révolution pour maintenir la coexistence pacifique. Mais elle ne peut pas la trahir en la donnant au capitalisme. A certaines étapes, à certains moments, la révolution a un plus grand poids et surmonte toutes ces manœuvres démonstratives de la bureaucratie ainsi que toute la puissance atomique militaire de l'impérialisme et des soviétiques.

Au Viet-Nam, c'est ce qu'il se passe. L'impérialisme a des armes pour détruire le monde entier ; les soviétiques également. Et pourquoi l'impérialisme n'envahit-il pas le Viet-Nam ? Il a les armes pour le faire ! il a insinué qu'il voulait le faire. Pourquoi pas ? Parce qu'il est conscient que l'invasion du Viet-Nam Nord obligerait l'intervention soviétique d'une manière ou d'une autre, et aussi l'intervention de la Chine. Et cette intervention serait la révolution dans tout le S. E. asiatique. De là un fait concret et objectif : ils ont des bombes pour détruire, pourquoi ne le font-ils pas ? Bombarder, et puis tout est fini ! C'est simple ! Question d'appuyer sur le bouton. Mais le doigt ne parvient pas au bouton. Ils essayent mais sont retenus. Ce n'est pas Johnson qui les retient. Cet idiot ne peut rien empêcher. C'est la révolution qui les retient.

L'impérialisme a de la force, les soviétiques aussi. L'impérialisme pour détruire la révolution, les soviétiques pour obliger les vietnamiens à céder. Pourquoi ne le font-ils pas ? Quelle est la force qui les freine les uns et les autres ? Leur peur n'est pas seulement qu'interviennent les chinois. Ils ont peur de la révolution dans tout le S. E. asiatique. Ils ont peur du soulèvement des masses. Ils ont aussi peur de la réaction du peuple nord-américain.

Il faut noter et considérer avec assez d'attention la préoccupation d'une partie du gouvernement de justifier aux yeux du peuple nord-américain les raisons de leur invasion et de leurs bombardements. Ils doivent aujourd'hui — ce qu'il ne devait pas faire dans le passé — essayer de justifier et de démontrer qu'il s'agit d'une invasion provenant du Viet-Nam Nord. Autrefois, ils ne s'en souciaient pas, ils bombardaient impunément, puis c'était fini. Le fond est qu'ils doivent tenter de se justifier devant le peuple nord-américain, pour empêcher le développement de la révolution en Amérique du Nord. Ce n'est pas seulement une question de rapports d'armement, mais une question de rapports sociaux. La guerre, comme la révolution, se gagne en dernière instance avec la base des forces sociales. Les armes sont un moyen technique qui peut décider d'une victoire militaire, mais si cette victoire n'a pas d'appui social elle se perd. Les alliés en 1917, avaient beaucoup d'armes, beaucoup plus que les bolchevicks. Qui a gagné la révolution ? Les armes des alliés ? Les Allemands ? Non : les tracts de Trotsky, la décision de Lénine : « Emparez-vous de la terre ! Gouvernement ouvrier et paysan ! » La même chose dans le S.E. asiatique en Amérique latine, en Afrique.

Nous avons lu dernièrement le reportage d'un journaliste anglais auprès des mercenaires de Tsombé. Ceux-ci renonçaient et désertaient parce qu'ils étaient ébranlés par la riposte du peuple congolais. Des enfants de 8, 9, 10 ans, par dizaines, par centaines, luttaient comme des adultes. Leur préoccupation était de vaincre l'impérialisme et de jeter Tsombé à la mer. Les mercenaires luttaient contre ces gens et ils ont montré que les assasinats n'étaient pas commis par les congolais, mais bien par eux, ce que faisaient les congolais c'était se défendre. Quelque massacre qu'ils aient pu commettre, ils se défendaient. Les mercenaires eux, massacraient et assasinaient pour envahir le pays. Des enfants de 8, 9, 10 ans avec des flèches ou des frondes affrontaient les mitraillettes. Lorsqu'il y a un tel sentiment, lorsque la décision s'élève à un tel niveau, cela ne provient pas de la propagande, de l'organisation, de la direction ou d'un stimulant, mais de l'existence d'un sentiment collectif des masses, d'un sentiment collectif de libération. C'est ce sentiment qui existe dans les masses du monde. S'il ne s'exprime pas encore partout avec la même profondeur c'est à cause du sabotage des partis communistes, socialistes, de Krouchtcev, de Kossiguine, de toutes les directions qui empêchent le développement de la révolution, qui freinent, qui veulent assujetir, calomnier, mentir, contenir, au lieu de stimuler.

LA REVOLUTION S'EXPORTE

Guevara, il y a peu de temps, se défendait des attaques de l'impérialisme et disait : « Nous n'exportons pas la Révolution ! » La IVème Internationale et les Trotskystes ont toujours dit que la Révolution s'exportait. Exporter la ne signifie pas envoyer un paquet d'armes avec la destination Congo, Afrique. Cela peut se faire. Mais en général les armes ne s'envoient pas par la poste, mais à travers d'autres canaux. Avant tout, et surtout, l'exportation de la révolution consiste à stimuler, à inciter, à influencer, à appeler à la révolution. C'est cela exporter la révolution. L'élément essentiel de l'exportation de la révolution, c'est l'exemple. Les bolcheviques ont exporté la révolution de plusieurs manières, mais la plus importante fut l'exemple des Soviets. Lorsque les masses d'Europe ont vu ce qu'étaient les Soviets, elles ont vu que pour la première fois dans l'histoire, elles pouvaient décider, parler, discuter ; être pour la première fois dans l'histoire, des être humains. En Autriche-Hongrie, il y avait des gens qui n'étaient jamais sortis de 3 m2 de terrain. Lorsqu'elles ont vu qu'elles pouvaient prendre les terres, les travailler et parler, lorsque les enfants de paysans ont vu qu'ils pouvaient parler, ils ont senti qu'ils commençaient à vivre. Ils virent que tout le monde pouvait parler dans les Soviets, donner son avis, poser des problèmes, se tromper et corriger. Ils virent les fermes démocratiques pour pouvoir intervenir. Là sont les exemples les plus puissants de l'exportation de la révolution.

Les trotskystes ont toujours appuyé l'exportation de la révolution de cette manière qui est la plus complète, qui donne sécurité aux masses. Les autres formes sont à un niveau inférieur bien que parfois elles apparaissent plus efficaces : envois d'hommes, envois d'argent. Bien qu'apparemment ce soit une grande aide, elle est inférieure. Ce qui décide la révolution — nous allons insister — ne sont pas les armes, mais le programme et les objectifs révolutionnaires. Lesarmes servent à atteindre ce but mais ne décident pas en dernière instance. Touts l'histoire le démontre.

Les trotskystes sont en prison à Cuba pour avoir dit ceci : « Il faut exporter la révolution ». Il faut appeler à faire la révolution, il faut appeler les Etats Ouvriers à intervenir, à donner des armes des munitions, de l'argent, un appui technique, sans discuter ; des avions, des tancks, tout ce qui est nécessaire. Ils nous ont critiqué, disant que nous étions des aventuristes, que nous mettions en danger la révolution cubaine, qu'il fallait la défendre avant tout. Nous répondrons : « Nous sommes d'accord qu'il faut la défendre, mais si faite ainsi, vous ne la défendrez pas ». En Algérie, Guevara vient de déclarer : « Le devoir primordial des Etats Socialistes est d'appuyer sans condition toutes les révolutions, en envoyant des armes gratuites, de l'argent, des milices ». Ainsi vient de parler Guevara. Et les trotskystes sont en prison à Cuba pour avoir dit cela.

Guevaro vient de faire d'autres déclarations sur le dit front unique contre l'impérialisme. Nous aussi appelons à ce front unique. Et ils ont emprisonné nos camarades. Lorsqu'en 1960, les trotskystes ont proposé le Congrès Latino-Américain de la jeunesse sur le programme du front unique anti-impérialiste, de l'expulsion de l'impérialisme de Cuba, pour la totale étatisation, ils nous ont crié : « Aventuriers, agents de l'impérialisme ». Le congrès n'était pas terminé que Fidel Castra déclarait : « Tout étatiser, les trotskystes viennent nous provoquer, ce sont des agents de l'impérialisme, ils viennent demander l'expropriation de l'impérialisme pour nous mettre en difficultés vis-à-vis du gouvernement américain ». Et nous répondions : « Il faut faire des soviets, un état ouvrier ». Et ils criaient : « Vous venez provoquer, nous n'en sommes pas encore là, il y a encore un long parcours». Une semaine plus tard, Fidel Castro dit : « Nous n'avons pas pris la force pour faire autre chose, nous avons dû nous défendre pendant une semaine. Une nuit se déclencha la crise à la suite d'une attaque contre nous. Nous avons alors tenu conseil de guerre : Que faire ? Carnous savions que la nuit suivante, les attaques allaient se répéter et qu'ils pouvaient prendre n'importe quel prétexte pour nous liquider. Certains l'avaient d'ailleurs dit : « Vous ne passerez pas le jour, nous vous tuerons et jetterons à la mer ». Alors, nous avons décidé de répondre... que nous ne savions pas nager. Nous avons décidé de nous maintenir et de réponde avec un tract. Nous l'avons publié. C'est lui qui a décidé et non le flics. Quand ils nous ont vu, ils ont dit : « Vous ne savez pas manier une arme ». Et nous avons répondu : « Vous ne savez pas manier le marxisme ». « Nous savons manier les armes, mais aussi le marxisme, ce que vous ne savez pas faire et qui est plus important que toutes les armes que vous avez. Les armes sans le marxisme ne servent à rien. Le marxisme, lui, fait sortir les armes. Toute idée trouve les moyens matériels dont il ont besoin lorsque c'est juste. Aucun moyen matériel ne peut parvenir à arracher et à s'appuyer sur les bases sociales lorsqu'il n'y a pas un besoin historique.

POUR UNE NOUVELLE ORGANISATION DES NATIONS CONTRE L'IMPERIALISME.

Ce que nous avons dit aux Cubains, nous le disons aux Chinois aujourd'hui. S'ils veulent empêcher de plus grands maux, ils doivent faire un appel aujourd'hui même à tout le sud-est asiatique pour le Front Unique anti-impérialiste pour mettre à la porte l'impérialisme. Immédiatement ! Si cela amène le danger de la guerre atomique, qu'il vienne. L'impérialisme aura moins de possibilités à décider, parce que de toute manière, il va à la guerre. Il ne peut se soutenir avec des discussions, en persuadant pour voir qui est plus capable économiquement. Il ne peut faire la concurrence économique. Il n'est que de voir la tête de Johnson. Il doit faire des injections de capitaux toutes les 4 minutes. Il doit se réveiller à 4 h. du matin pour lire des communiqués sur le Viet-Nam du Nord. Il n'a pas de sécurité, sinon il ne se lèverait pas ainsi. On les lui communique parce qu'il veut connaître les réactions aux bombardements, car d'elles dépendent les autres actions.

Il faut appeler les Chinois et les Soviétiques à intervenir dès maintenant. Il faut appeler à une intervention massive dans le sud-est asiatique, à envahir, à un soulèvement, à l'occupation des entreprises impérialistes, à la répartition des terres, à la formation des milices et à rejeter l'impérialisme par la force. Sur cette base, il faut une nouvelle organisation mondiale. Sur cette base « mort à l'impérialisme ! Autodétermination des nations ! ». En deux points tient le programme. Là est la nouvelle organisation mondiale des nations.

(La fin de l'article du camarade J Posadas sera publiée dans le prochain numéro de « La Lutte Ouvrière », à paraître le 1 juin).

Manifeste du 1er Mai : A toutes les masses exploitées du Monde

(suite)

n'est pas le développement commercial des Etats Ouvriers, mais le développement mondial de la révolution. Aussi, se propose-t-il et se préoccupe-t-il principalement de ses préparatifs militaires.

La réponse de l'impérialisme au développement de la révolution au Viet-Nam du Sud est une démonstration irréfutable. Contre un petit pays qui n'a économiquement aucun poids — comme ce fut aussi le cas de Cuba — l'impérialisme applique toutes ses forces. Le Viet-Nam du Nord est au centre de la crise mondiale et peut conduire au déchaînement de la guerre atomique mondiale. Quand un tel pays conduit à une telle crise, cela n'est pas dû à son importance économique ou sociale, mais parce qu'il forme un centre qui aggrave le mûrissement des conditions pour l'éclatement mondial de la guerre, et parce que l'impérialisme ne peut supporter l'avance de la révolution. L'impérialisme en est réduit à soutenir une petite camarilla criminelle qu'est le gouvernement du Viet-Nam du Sud en envoyant le meilleur de sa flotte, une des meilleures parties de son armée, dépensant 3 à 8 millions de dollars journellement pour financer la guerre. Il agit de la sorte car il se sent incapable de supporter le développement de la révolution. Il sent que la perte du Viet-Nam du Sud c'est le développement de la révolution dans toute l'Asie et par conséquent la perte d'une aire principale de soutien du capitalisme.

Quand le capitalisme en est réduit à défendre un si petit bout de terrain, c'est parce que socialement il ne se sent pas sûr, ni capable d'affronter la compétition face au développement de la révolution mondiale. Cela rend vain et enlève toute illusion à ceux qui croient la coexistence pacifique possible. L'impérialisme ne peut l'accepter. Il ne fait que tâcher de profiter de celle-ci pour s'armer, durer, subsister et gagner du temps historiquement.

Si l'impérialisme avait pu déclencher la guerre atomique, il l'aurait fait. Dans son dernier discours, Johnson parle cyniquement de la paix au Viet-Nam dans le même temps où il envoit 7.000 Marines, le meilleur de la flotte, des avions à réaction et, sous peu, des armes atomiques. Son discours est dirigé au peuple nord-américain pour contenir l'énorme pression de couches chaque fois plus importantes qui se rebellent contre la politique impérialiste du capitalisme américain, qui réclament l'indépendance du Viet-Nam du Sud et le retrait de la flotte. Ce discours est aussi dirigé à la bureaucratie soviétique dans le but de trouver un point d'accord qui permette un meilleur contact, un approfondissement de la discussion et des divergences entre elle et les Chinois, pour que l'impérialisme gagne un temps historique.

Si l'impérialisme ne peut profiter de sa propre force, s'appuyer sur elle et doit recourir à de tels moyens accessoires, c'est parce qu'il ne se sent pas la force sociale et politique pour se maintenir, si ce n'est seulement militairement. Il essaie de gagner du temps en profitant de la politique de coexistence pacifique de la direction des Etats ouvriers et des partis communistes. Il veut tirer des avantages historiques, rien de plus.

Cependant, il comprend qu'il ne pourra avoir un grand succès, ne pouvant se reposer sur le conflit sino-soviétique. Aussi, en même temps qu'il tâche de profiter de telles divergences, il augmente la flotte et son pouvoir militaire.

Les pays capitalistes d'Europe, à commencer par la France, prennent une position apparemment intermédiaire, différente au sujet du Viet-Nam et de l'Asie. C'est là totalement faux. La France emploie la plus grande partie de son budget et de ses énergies à la préparation de la guerre, à la fabrication des armes atomiques, à la réorganisation de l'armée, pour une plus grande capacité de feu, etc. Le recul de l'impérialisme français est imposé par les masses. L'impérialisme anglais et allemand applique le plus important de leurs forces à la préparation militaire. Telle est la réponse que donne le capitalisme à la politique de coexistence pacifique.

Ainsi que le précise la IVe Internationale, la chute de Kroutchev signifie le commencement de la fin de la coexistence pacifique, ce qui signifie que le capitalisme ne peut plus supporter aucune mesure qui impulse la révolution dans n'importe quelle partie du monde. Il n'y a aucun terrain sur lequel l'impérialisme et la bureaucratie puissent s'entendre pour parvenir à un accord pour écraser la révolution.

Kroutchev a voulu livrer le Viet-Nam du Nord mais il n'a pas pu. Kossyguine essaie de négocier et se voit obligé à prendre une attitude qui, en dernière instance, va contre l'impérialisme.

Le Parti Communiste Chinois et le gouvernement chinois, malgré une attitude de conciliation vis-à-vis du capitalisme, de recherche de conciliation avec l'impérialisme yankee et de tentative de gagner du temps, se voient obligés à dénoncer, à faire appel aux masses à défendre le Viet-Nam du Nord. Ni Moscou, ni la Chine ne font une politique révolutionnaire, mais il y a un besoin logique, historique pour l'Etat ouvrier de rejeter la pression et l'agression du capitalisme. Un petit Etat comme le Viet-Nam du Nord est actuellement le centre principal de la crise mondiale. Celle-ci n'est pas le produit de conditions économiques, ni d'une crise des Etats ouvriers ou des Etats capitalistes, mais elle provient d'un petit Etat ouvrier qui n'admet pas et ne permet pas que l'impérialisme le détruise. C'est cela la crise ; ce qui signifie que le développement de la crise ne peut être contenu. La crise mondiale actuelle n'est pas une crise de manque de capitaux, ou une crise économique, ou politique, ou financière du capitalisme mais une crise sociale historique. Elle est provoquée par un petit Etat ouvrier, comme en 1962 elle a été provoquée par Cuba. Cela montre la force puissante et imparable de la révolution. C'est sur cette base que nous devons fixer les perspectives historiques.

POUR UNE NOUVELLE ORGANISATION DES PAYS EN LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

En ce premier mai, le capitalisme connaît un recul plus important que jamais. Dans ses discours récents, le Pape ne s'adresse plus à attaquer le communisme, ni à soulever le monde catholique contre le communisme, mais il veut coordonner un front unique pacifiste. Au nom du capitalisme, le Pape appelle d'une manière cynique à un accord pour empêcher que les conflits mondiaux se résolvent par les guerres, alors qu'il y a encore peu d'années, le Pape appelait à la guerre. Aujourd'hui, ils la préparent de la même façon. Ils préparent avec acharnement la contre-révolution mondiale. Mais le Pape se trouve obligé de s'adresser publiquement pour parvenir à un accord. C'est en partie une attitude cynique envers les masses catholiques qui ne veulent pas la guerre, qui sont contre l'impérialisme et la capitalisme, mais c'est aussi parce que l'Eglise a peur et qu'elle sent qu'elle a déjà cessé de jouer le moindre rôle. Ni le Pape, ni ses bénédictions ne déterminent la volonté des masses, mais la révolution et la volonté du capitalisme de se défendre par le feu et par le sang. C'est la raison pour laquelle le capitalisme a confiance dans les armes atomiques et non dans les discours du Pape ou dans la main tendue à Kroutchev, Brejnev ou Kossyguine.

La force de la révolution ne peut moins que jamais être arrêtée. Il faut trouver le chemin du Front Unique. L'impérialisme essaie de mettre en échec le Vietcong ou de parvenir à un accord qui signifierait une défaite pour le Viet-Nam du Nord et du Sud. Il veut stimuler le soutien de la bourgeoisie du monde et élever son moral. Le capitalisme américain est conscient de ce que l'invasion du Viet-Nam du Nord amènerait immédiatement une réponse mondiale des masses et un soulèvement des masses contre le capitalisme à l'échelle mondiale. Cela se solderait par le front unique mondial des masses des Etats ouvriers qui se soulèveraient contre le capitalisme. Aussi n'envahissent-ils pas le Viet-Nam du Nord. Voilà pourquoi leur peur à l'envahir, d'où leurs diverses tentatives. Mais leur décision est prête à l'invasion, y compris la Chine. Leur tentative d'envoyer des avions espions près des côtes chinoises ne sont pas de simples simulacres, mais un moyen de mesurer quelles seront les réponses de la Chine. Et la Chine a montré qu'elle était prête à défendre l'Etat ouvrier avec la guerre et quelles que soient les conséquences.

Les masses des Etats ouvriers sont prêtes pour intervenir. Il serait absurde de supposer que les masses des Etats ouvriers sont indifférentes au cours mondial de la révolution. Si les masses des Etats-Unis, des Etats capitalistes se mobilisent, font des campagnes, des mouvements, manifestent contre le capitalisme, il en va de même des masses des Etats ouvriers. Elles ne peuvent faire de manifestation parce que leurs directions les en empêchent, les sabotent, les empêchent de sortir à la rue. Il est partout nécessaire de trouver le chemin qui unisse la volonté et les mobilisations des masses des Etats ouvriers avec les masses prolétariennes et exploitées des Etats capitalistes du monde.

Les mobilisations des masses des Etats ouvriers auront un effet révolutionnaire sur les masses des Etats-Unis en particulier. Elles vont exercer une influence puissante et décisive dans la révolution. C'est pour cela que la bureaucratie des Etats ouvriers ne mobilise pas, ni à travers les syndicats, ni à travers les Partis Communistes. Elle craint l'influence révolutionnaire.

Il est nécessaire de trouver le chemin pour ces mobilisations et leur unification. Les Nations Unies ont démontré être un antre de bandits. Il n'est pas possible d'attendre d'elles la moindre réponse favorable à la volonté et à l'intérêt des masses du monde. Les Nations Unies sont le centre d'unification et de coordination de la conciliation des intérêts de la bureaucratie soviétique et de la bureaucratie des partis communistes avec les Etats capitalistes du monde. Il faut rejeter et rompre avec les Nations Unies et aller vers la constitution d'une nouvelle organisation mondiale des pays en lutte contre l'impérialisme, sur la base du programme anti-impérialiste. C'est la façon simple, immédiate du front unique mondial des masses opprimées contre l'impérialisme et le capitalisme.

Les Etats ouvriers doivent jouer un rôle fondamental dans cette étape. Il faut faire un appel pour qu'à commencer par l'Union Soviétique ils brisent avec les Nations Unies — antre de bandits qui défend l'intérêt capitaliste et bureaucratique de l'U.R.S.S. — pour former une nouvelle organisation mondiale de nations sur la base d'un programme anti-impérialiste et anticapitaliste. Il faut la formulation du programme de l'autodétermination des nations appuyé sur le droit à se libérer par les armes. Il faut l'appui inconditionnel des Etats ouvriers aux révolutions coloniales et semi-coloniales, l'aide aux pays qui approchent de l'Etat ouvrier. Il faut les aider économiquement et militairement à aller jusqu'à l'Etat ouvrier, à finir d'étatiser la propriété avec l'expropriation et la remise des terres.

Il faut appeler les masses exploitées du monde à ce qu'elles s'organisent avec des milices, à ce qu'elles s'arment. Il faut les appeler à ce qu'elles désobéissent en ne s'incorporant pas aux armées capitalistes, mais au contraire s'organisent dans les milices populaires, comme à Zanzibar où les milices ont renversé le pouvoir impérialiste et capitaliste. Sur ces bases, il faut appeler à l'organisation de nouveaux Etats ouvriers.

LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME, C'EST LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME

Il faut appeler à suivre l'exemple des guerillas guatémaltèques qui montrent que l'on peut passer de la lutte de guerilla à la lutte pour le programme socialiste, impulsant la guerilla à coordonner son mouvement avec les masses des villes, les paysans, les petits bourgeois et les ouvriers pour abattre l'impérialisme et le capitalisme. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux : Guatémala, Colombie, Vénézuela, Mexique, Pérou, Equateur, Bolivie, Chili, comme dans tous les autres, la lutte contre l'impérialisme c'est la lutte contre le capitalisme. L'unique manière d'existence du capitalisme dans ces pays se fait sur la base de l'aide matérielle, sociale, financière et militaire de l'impérialisme, sans laquelle il ne pourrait vivre.

Il est insensé de vouloir appeler les masses à lutter contre l'impérialisme sans unir cette lutte à la lutte contre le capitalisme, sans l'unir à la lutte armée, avec des milices, de guerillas pour la révolution socialiste. Il n'y a pas une autre forme de combattre et de préparer la libération de ces pays. La lutte pour la démocratie, pour l'indépendance, pour les droits des masses à parler, donner leur avis, et élever leurs conditions de vie est liée à la lutte pour abattre l'impérialisme et le capitalisme. Il n'y a pas une autre manière de conquérir la démocratie, d'améliorer les conditions sociales et économiques des masses.

Telles sont les conditions et les immenses possibilités que les masses du monde ont. Partout, les masses unissent leur programme, élèvent leur lutte, partant de revendications locales pour arriver aux revendications anti-impérialistes et anti-capitalistes. Le Guatémala n'est pas seul à donner l'exemple. Il est également donné par les masses du Pérou, du Brésil, de la Bolivie, des pays africains. Jusqu'à des pays comme la Tunisie qui jusqu'il y a peu étaient sous le contrôle d'une couche pro-bourgeoise, agent de l'impérialisme français et qui aujourd'hui parlent de socialisme, même si c'est un socialisme « musulman », « particulier ». Si Bourguiba doit parler de « socialisme musulman » cela montre qu'il doit donner une réponse à l'énorme pression des masses qui n'ont pas d'issue sous le régime capitaliste et veulent un développement socialiste, un développement révolutionnaire. Il veut éviter que ne se développent des tendances révolutionnaires indépendantes.

Il faut l'organisation d'un Front Unique Mondial des masses, une Internationale Communiste de masse, une organisation des peuples opprimés du monde, des colonies et semi-colonies, une liaison avec les Etats Ouvriers. Il faut que la Chine aux côtés de l'Indonésie, du Viet-Nam, lancent un appel pour la nouvelle organisation des nations sur le programme anti-impérialiste unifiant les luttes des masses du monde sous forme de révolutions armées et d'insurrections pour écraser l'impérialisme dans le monde.

Il faut le programme de la révolution anti-impérialiste et anti-capitaliste. Il faut un appel aux Etats Ouvriers, aux syndicats, aux centrales ouvrières, aux partis communistes des Etats Ouvriers — Union Soviétique, Cuba, etc. — à ce qu'ils interviennent dans le front unique et appellent les masses du monde à faire échec au capitalisme. Il faut que les Etats Ouvriers envoient inconditionnellement toutes sortes d'aide en milice, armes, munitions, armes atomiques, pour empêcher la poursuite de l'attaque de l'impérialisme et pour aider les pays qui sont en train de marcher vers des Etats Ouvriers comme l'Algérie, l'Indonésie, la Birmanie, l'Irak, la Syrie, le Mali, etc.

ORGANISER LE FRONT UNIQUE MONDIAL DES MASSES EXPLOITEES DES PAYS OPPRIMES AVEC LES ETATS OUVRIERS CONTRE L'IMPERIALISME ET LE CAPITALISME

Ce front unique mondial est né-

(suite page 8)

La grève de la F.N., l'action des mineurs de la Batterie :

Deux exemples d'organisation à la base de la Classe Ouvrière

A la F.N., les employés ont développé pendant plus d'un mois une grève fort importante car elle a été une démonstration de l'esprit d'initiative et de création de toute la classe ouvrière. Les méthodes de lutte qui sont apparues dans cette grève ont surgi de la base directement : l'emploi de la radio pour communiquer entre les piquets de grève, la solidarité pour maintenir la fermeté de la lutte, entre les ouvriers et les employés le montrent. Cette initiative d'unir la combativité des ouvriers et des employés d'une même usine ne vient pas de la direction syndicale qui fait tout pour séparer les ouvriers des employés, pour diviser les luttes des différents secteurs des masses exploitées.

Le prolétariat dans sa lutte contre le capitalisme doit se heurter et faire face à sa propre direction. Sur la base de l'initiative et de la combativité qui existe dans les masses, il faut affronter les manœuvres bureaucratiques des directions, unifier l'esprit combatif des masses dans des organismes qui centralisent l'action de la classe et qui agissent comme les véritables directions ; organiser le Front Unique à la base entre les ouvriers et les employés pour se stimuler et renforcer la lutte pour des revendications communes. Toute la situation est mûre pour cela. A la F.N., les piquets de grève n'ont pas fonctionné comme de simples piquets, mais comme des embryons de Front Unique, comme des comités d'usine. Il faut approfondir et développer cette tendance. La classe dans son ensemble cherche à intervenir parce que dans son ensemble elle est consciente de ses propres forces et s'élève déjà à la compréhension des méthodes nécessaires pour vaincre.

Les employés en grève à la F.N., au travers des piquets de grève, devaient pour autant coordonner leur action pour les revendications posées, d'abord contre le patronat de l'usine, en entraînant et appelant les ouvriers à s'unir à eux pour leurs propres revendications et pour un programme de lutte commun aux deux secteurs. Coordonner leur action vers l'intérieur de l'usine, vers tous les employés du secteur, vers toute la classe ouvrière en appelant à se solidariser avec eux.

L'appel à la solidarité ne suffit pas pour lui-même. Il était nécessaire d'offrir à l'ensemble des travailleurs un programme des revendications de l'ensemble des masses exploitées.

Il est certain que la lutte éclate et commence dans un secteur et que chaque secteur défend ses revendications particulières. Mais le processus de la lutte de classes dans le pays mène de plus en plus à la nécessité de généraliser les luttes pour pouvoir vaincre. La lutte et les revendications ne sont jamais le propre d'une seule catégorie. Dans l'ensemble de la classe, les masses sentent cela. Elles comprennent que c'est seulement comme classe qu'elles peuvent conquérir leurs revendications et passer à un niveau plus élevé.

Les masses attendent des directives claires, des orientations précises sur les méthodes et les moyens d'organiser leurs luttes, pour atteindre leurs objectifs. Les masses répondront lorsqu'il surgira une direction, un secteur qui oriente, qui fait des appels clairs, qui montre l'exemple.

Les piquets de grève de la F.N. centralisés dans un comité de grève, devaient éditer un bulletin quotidien sur le cours de leurs luttes, des tracts permanents, organiser des commissions couvrant toute l'usine, appeler à l'organisation de la solidarité active, et surtout coordonner ses revendications aux revendications des autres secteurs à l'usine, des autres usines de la région, pour préparer et organiser à partir de la base l'extension du mouvement.

En premier lieu, il faut agir pour rompre les entraves de la bureaucratie syndicale, en faisant intervenir les ouvriers de la F.N.

Il en est de même pour les mineurs de la Batterie. Ils ont donné un grand exemple de courage et de fermeté combative. Maintenant encore, ils maintiennent et poursuivent leurs luttes pour essayer d'empêcher, d'affronter les fermetures des puits. Mais ils doivent voir que pour vaincre et résoudre leurs problèmes, pour conquérir la nationalisation des mines et le contrôle ouvrier sur la production, ils doivent s'unir à tout le prolétariat.

Comme le dit le camarade Posadas, ils doivent discuter sur les puits de charbon pour empêcher denouvelles attaques contre les masses, contre les fermetures de puits de charbon, et exiger le maintien et l'amélioration technique, sans diminution du niveau de vie atteint ni du salaire des ouvriers. Que l'on continue à exploiter les puits en améliorant leur capacité technique et en augmentant la productivité, et que les avantages de la productivité aillent au bénéfice des masses, en diminuant les heures de travail, en maintenant et augmentant le prix de la journée.

Aujourd'hui, il est impossible de vaincre dans les problèmes fondamentaux, comme simples secteurs séparés, en luttant pour des problèmes partiels. C'est minime ce que l'on peut obtenir ainsi. C'est toute la classe qui affronte le capitalisme et celui-ci ne peut céder sans lutte sur tous les problèmes fondamentaux. Pour vaincre dans cette lutte, il faut imposer, il faut faire peser une relation de forces, qui ne peut être celle d'un secteur, mais celle de toute la clase.

La relation des forces est aujourd'hui favorable aux masses ; le capitalisme, de même que la bureaucratie, le sentent.

N'importe quel secteur qui part en lutte peut rapidement devenir un exemple, un centre, et entraîner l'ensemble des masses à le suivre. Mais il faut pour cela organiser le rapport de forces favorable au prolétariat, avec des méthode et un programme de classe. Il faut constituer un Front Unique avec des points au programme, avec une plate-forme commune à toutes les masses du pays.

Dans la situation actuelle, la nécessité d'une politique révolutionnaire et du Front Unique à la base organisant l'intervention et l'initiative des masses, devient de plus en plus claire. Et en même temps que cela, le rôle essentiel du Parti Trotskyste, donnant desorientations, faisant l'analyse pour mesurer correctement l'évolution des forces, donnant des méthodes, des mots d'ordre pour faire avancer les luttes et organiser le Front Unique Prolétarien.

Manifeste du 1er Mai

(suite)

cessaire immédiatement. Partant de la situation des masses et des conditions particulières de chaque pays, il faut un programme de revendications spécifiques à chaque pays, le programme général de lutte anti-impérialiste et de front unique anti-impérialiste mondial avec expropriation des terres, remise de la terre aux paysans, alliance ouvrière paysanne, lutte de guerilla, milices armées de toute la population, armement des masses dans les syndicats, les quartiers, les usines pour intervenir immédiatement dans les luttes en défense inconditionnelle de tous les Etats Ouvriers. Pas un pas en arrière dans les conquêtes des Etats Ouvriers. Front unique mondial pour abattre le capitalisme dans le monde, à la porte l'impérialisme du Vietnam. Répondre avec la guerre révolutionnaire dans toute l'Asie, aux tentatives de l'impérialisme yankee et du capitalisme mondial, d'envahir et de détruire l'Etat Ouvrier du Viet-Nam du Nord et d'empêcher la formation d'un Etat ouvrier au Viet-Nam du Sud. Il ne faut pas faire de simples déclarations, mais des appels concrets. La Chine doit mobiliser des millions, elle doit faire des manifestations de cent, deux cents, trois cents millions de personnes, mobilisant l'immense majorité de la population, se préparer à l'intervention armée des milices au Viet-Nam. Que la Chine fasse un appel aux masses du monde à se soulever contre l'impérialisme. Que la C.T.C. cubaine, que le P.U.R.S. de Cuba, que le gouvernement cubain appellent les masses à intervenir directement au Viet-Nam, qu'ils appellent les masses d'Amérique du Sud à s'unifier dans un front unique mondial et dans un front unique latino-américain anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Il n'y a pas de crise sino-sivié-tique, il y a une crise de croissance des Etats Ouvrviers qui veulent s'élever et se développer. Il faut une discussion publique, à l'échelle mondiale sur tous ces événements et sur cette soi-disant crise unie à la lutte contre le capitalisme et contre l'impérialisme. La discussion sino-soviétique fait partie de cette situation. Elle ne peut en être séparée. Cuba est un reflet de cela.

La crise qui existe actuellement à Cuba fait partie de ces événements et de cette crise. L'unique solution est la lutte pour abattre l'impérialisme et le capitalisme à l'échelle mondiale. Là est la crise de croissance des Etats Ouvriers dont la structure exige et impose le besoin de l'extension de la révolution mondiale, et l'harmonisation de son développement. Là est la véritable nature de la crise sino-soviétique et sa seule solution possible à l'échelle mondiale est d'harmoniser les luttes pour renverser l'impérialisme et le capitalisme sur le programme de la révolution socialiste mondiale.

La voie la plus décisive, la plus rapide, la moins coûteuse pour l'humanité et la moins dangereuse, c'est d'abattre le capitalisme avant tout.

Le capitalisme répondra avec la guerre taomique. Il se prépare pour cela, mais il ne parviendra pas à terroriser les masses ou à contenir la révolution. Il est insensé de croire que l'on pourra empêcher la guerre atomique. C'est l'unique issue de l'impérialisme et c'est de cela que l'on discute actuellement aux Etats-Unis. Johnson se déclare disposé à faire la paix au Viet-Nam et dans le même temps, il envoie des armes, des navires, des avions, des armes atomiques et bombarde le Viet-Nam du Nord.

(suite en page 4)

Salut aux jeunes ouvriers de Charleroi

Appuyer la campagne électorale pour impulser le programme anticapitaliste

Dans le cours de quasi trois semaines de développement de la campagne électorale, le Parti a rencontré un grand appui de la population travailleuse de Charleroi. Cependant, avec le commencement de la campagne de meetings d'usines, de quartiers, un nouvel élément apparaît qui montre clairement les conditions mûres pour la politique et le programme révolutionnaires : l'appui des jeunes, des gamins de quartiers, et aussi des enfants. Au cours de la propagande dans la rue, l'équipe des camarades qui diffuse les mots d'ordre du Parti avec le haut-parleur, et réalisent de véritables meetings hors du programme, rencontrent non seulement l'appui des gens, mais l'appui des jeunes qui s'incorporent à l'action du Parti, en distribuant les tracts, en se proposant pour vendre les journaux, en portant le drapeau, et une grande banderole qui invite à voter pour la liste n° 10, et à lutter pour la perspective du Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Nous saluons le dynamisme et l'action solidaire de ces jeunes et ces gamins des quartiers de Charleroi ; et même des enfants qui ont entouré nos camarades. Nous les saluons fraternellement comme des camarades de lutte et nous les encourageons à multiplier les initiatives. A distribuer les tracts parmi leur famille, les ouvriers ; faire connaître le journal avec la Plateforme électorale du Parti, impulser avec nous l'obtention d'argent pour le fonds électoral ; apporter les tracts aux maisons et usines ; impulser à voter pour la LISTE TROTSKYSTE, POUR LA LISTE N° 10.

Le réformisme a fait des problèmes de la jeunesse, des enfants, de la femme, des problèmes en soi, déliés des problèmes de la classe dans son ensemble. Les problèmes de la jeunesse, de l'enfant, de la femme ouvrière ou ménagère, sont unis aux problèmes du prolétariat dans son ensemble, dans sa lutte contre le capitalisme ; pour organiser le Front Unique Prolétarien et Anti-impérialiste ; pour développer le courant de classe révolutionnaire. Ce sont les problèmes de la révolution et pour préparer l'organisation de la volonté des masses pour le pouvoir ouvrier en Belgique.

Nous saluons avec émotion et allégresse, l'appui des quartiers ouvriers de Charleroi à la campagne électorale du Parti.

Nous saluons particulièrement les jeunes et gamins de quartiers, et nous leur faisons un appel fraternel à intensifier encore plus leur chaleureux et cordial appui.

Le Bureau Politique du P.O.R. (T).

EDITORIAL

(suite de la page 1)

tions pour l'organisation de la classe à la base. Nous faisons un appel à tous les ouvriers d'avant-garde, les ouvriers communistes, socialistes et syndicalistes, aux ouvrières, ménagères et jeunes travailleurs à discuter ce programme, à l'appliquer dans la lutte de chaque jour. Nous faisons un appel à tous les camarades membres d'autres organisations ouvrières à discuter l'appel au Front Unique de Classe et au Front Unique Prolétarien, comme moyen d'impulser le mûrissement du courant marxiste révolutionnaire dans toutes ces organisations, pour imposer une véritable lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste. Nous encourageons ces camarades à discuter dans leurs organisations, pour arriver à des accords de Front Unique sur quelques points du programme de lutte anti-capitaliste, pour arriver à des accords de Front Unique dans les luttes. Nous appelons tous les camarades ouvriers et étudiants dans la campagne électorale du Parti, en assistant aux meetings, en collaborant au Front Financier pour la campagne électorale, en aidant aux tâches, mais surtout en faisant connaître l'action et le programme du parti à l'intérieur des usines et dans les familles ouvrières.

Nous appelons tous les camarades ouvriers à voter pour les candidats ouvriers du Parti. Voter pour la liste trotskyste, voter 10, c'est voter pour le programme de lutte anti-capitaliste, c'est exprimer le désir de faire avancer le développement du courant marxiste révolutionnaire.

Nous faisons un appel particulier aux militants d'avant-garde à s'incorporer au Parti pour faire avancer la lutte anti-capitaliste que mène le Parti pour préparer les tâches des luttes qui se développent et se développeront à un niveau toujours plus élevé, en donnant pour chaque lutte, chaque mobilisation les mots d'ordre corrects, les méthodes d'organisation qui correspondent, tendent à ce que la classe ouvrière, dans chaque étape de lutte fasse le plus grand pas possible en avant.

Nous faisons un appel à tous les militants d'organisations ouvrières pour qu'ils impulsent de l'intérieur des mêmes la lutte pour le Front Unique Electoral de Classe, menant la discussion pour l'application de ce programme. Nous les appelons à intervenir directement dans la campagne électorale, pour décider de la politique à mener de l'avant, en discutant librement la nécessité de l'unification des luttes, pour organiser les tâches du courant de classe et révolutionnaire.

Bureau Politique du P.O.R. (T.).
Le 15 mai 1965.

Editeur responsable :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

3me Année — N° 29.

1 JUIN 1965.

—— BI-MENSUEL ——

Le prochain numéro sortira le 19 juin.

LE NUMERO : 5 FRANCS

EDITORIAL

Organiser le courant qui a voté contre le réformisme : Front Unique Prolétarien avec le programme révolutionnaire de classe !

Les élections législatives ont montré avec plus d'évidence le processus qui s'était déjà clarifié aux élections d'octobre ; la polarisation des forces de classe en Belgique. Dans tout le pays s'est produit un déplacement au sein des classes sociales. Cette polarisation croissante est la conséquence du processus révolutionnaire qui mûrit en Belgique, et de la pressions, de l'influence sans cesse plus fortes de la Révolution mondiale sur l'évolution de la situation en Belgique. C'est toute la situation mondiale, le rapport mondial des forces, qui s'est exprimé ici : les masses exploitées ont manifesté une seule tendance sous diverses formes, qui est la recherche d'une direction de classe, la recherche de la politique révolutionnaire nécessaire à leurs luttes.

La bourgeoisie de son côté, a exprimé la même intention : elle a voté P.L.P. car elle ne peut plus faire confiance au P.S.C., ni au P.S.B. pour contenir et empêcher le mûrissement anti-capitaliste des masses. L'avance du P.L.P. provient essentiellement de la bourgeoisie et des couches de la petite-bourgeoisie qui ont intérêt ou mentalité capitalistes, dans leur recherche d'un centre capable de les garantir contre l'avance des masses.

Au sein des masses exploitées, la petite-bourgeoisie a cherché également à montrer sa répudiation à la politique conciliatrice du P.S.B., à l'impasse dans laquelle la placent les partis gouvernementaux, en refusant massivement ses voix au P.S.B. et au P.S.C. Ces voix ont pu être recueillies par le F.D.F. à Bruxelles, la Volksunie en Flandres, à cause de l'énorme confusion où se trouvent les masses petites-bourgeoises : dans la mesure où aucun des partis ouvriers ne mène une politique révolutionnaire, une poltique de classe, et qu'au contraire, ils introduisent l'idéologie bourgeoise avec les problèmes linguistiques, le fédéralisme, etc., la bourgeoisie utilise la confusion de la petite-bourgeoisie et le front unique général contre le P.S.B. pour orienter le mécontentement et l'insatisfaction, les concentrer sur des questions tout-à-fait secondaires, tels que les problèmes linguistiques. C'est sous cette forme alors que la petite-bourgeoisie a exprimé son mécontentement, qui est fondamentalement social.

La petite-bourgeoisie pauvre, les petits paysans et le prolétariat se sont prononcés contre la politique rformiste, pour une politique de classe. Cela n'a pu s'exprimer au travers d'un centre de classe comme, par exemple, en France et en Italie où les masses votent massivement pour le P.C. ou le P.S.I.U.P. En Belgique, la traduction organisative de cette tendance des masses est multiforme. Il n'y a pas de centre pour canaliser le gros des masses.

Mais la classe s'est exprimée, en augmentant les voix du P.C. krouchtchévien, en soutenant le P.W.T., le P.C. pro-chinois, le Parti Trotskyste, et aussi en s'abstenant. L'augmentation de 100.000 voix des abstentions (qui porte le nombre des bulletins blancs et abstentions à 400.000) est une forme de voter ! Elle traduit un haut niveau de politisation, car c'est une opinion consciente qui se révèle contre tous les partis ouvriers qui mènent une politique réformiste et de conciliation.

A Charleroi, cette avant-garde a pu rencontrer le programme révolutionnaire et un secteur a voté pour le Parti Trotskyste.

Il n'y a pas de contradiction dans l'esprit des masses entre ces votes au P.C. krouchtchévien, au P.W.T., aux pro-chinois, au Parti Trotskyste ou les abstentions. Ils ont tous réflété la tendance de la classe à se chercher une direction de classe. Ils ont reflété l'énorme influence de la révoluiton mondiale, la répudiation de la politique pro-capitaliste et pro-impérialiste du P.S.B., et en même temps le rejet des méthodes réformistes dans la lutte en Belgique même.

ECHO ET ACCEPTATION DU PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

La campagne électorale menée par le P.O.R. (T.) a une signification et a un écho beaucoup plus profond que les votes exprimés. Le Parti, avec des moyens matériels extrêmement réduits, a dû faire face à mille entraves, au sabotage du P.S.B. et de la police bourgeoise. Nous dénonçons ici ce sabotage : la police de Montignies nous a confisqué notre haut-parleur, le P.S.B. a sytématiquement arraché nos affiches, ou les a recouvertes des siennes. Le Parti, d'autre part, n'a pas eu accès à la T.V. ni à la radio, comme tous les autres partis, pour faire connaître son point de vue et son programme. L'impossibilité de présenter des témoins dans chaque bureau de vote a permis une fraude sur les bulletins. Il faut compter que le nombre réel des voix au Parti, vaut le double de celles qui sont sorties officiellement.

D'autre part, la présentation du Parti, si elle avait pu se faire nationalement, aurait fait gagner un nombre plus important de votes.

Nous appelons tous les camarades qui ont voté trotskyste à Charleroi, à ceux qui auraient voté trotskyste dans les autres régions, à travailler avec les directives et les orientations du Parti, pour aider au mûrissement des groupes d'usines, pour éditer des bulletins d'usine, vendre « La Lutte Ouvrière » dans leur milieu de travail, faire des abonnés, assurer la sortie bi-mensuelle de « La Lutte Ouvrière » et sa parution prochaine sur huit pages, en versant une cotisation mensuelle, à discuter « La Lutte Ouvrière » avec leurs camarades de travail, susciter des discussions avec les étudiants, les jeunes, pour les impulser à la lutte pour le programme dans leur popre Parti.

Le résultat électoral remporté par le Parti est très important dans les conditions où s'est développée la campagne, mais ne reflète pas cependant l'écho rencontré et l'acceptation du programme trotskyste. Des centaines de camarades, tout en approuvant le programme, ont donné leur voix aux pro-chinois ou au P.C. avec le désir d'apparaître comme une plus grande force de classe. Toute la campagne électorale a montré les conditions merveilleuses qui existent pour orienter mieux les préoccupations de la classe envers la politique révolutionnaire. Et cette avant-garde, c'est dans tout le pays qu'elle existe. L'uniformité du nombre de voix aux Trotskystes dans les différentes communes de la région de Charleroi exprime également l'existence de ce même secteur dans tout le pays. Partout, une partie de la classe ouvrière a voté blanc, parce qu'elle ne nous a pas rencontrés, parce qu'elle n'a pas rencontré le moyen d'exprimer autrement sa conscience révolutionnaire, son aptitude pour la politique révolutionnaire, et sa grande combativité. C'est ce secteur qui va donner forme au courant révolutionnaire existant au sein des masses, qui va rencontrer le programme et la politique trotskystes, pour développer et appuyer dans la lutte de classe, son actuelle recherche. Ce secteur a rejeté l'«union des forces de gauche », prônée par le P.C., mais pour se préparer à construire et organiser le Front Unique à la base, le Front Unique Prolétarien et Anti-impérialiste.

Nous appelons tous ces camarades, qui par leur abstention ont montré leur conscience que la politique réformiste du P.C. et du P.W.T. n'aboutit à rien, à s'organiser dans leurs usines, dans les quartiers, à former des groupes de Front Unique pour faire avancer les revendications et les luttes de la classe ouvrière.

UN COURANT CONTRE LE REFORMISME DE GAUCHE

Ce courant important de la classe a rejeté la politique du P.C. krouchtchévien et de « La Gauche », a voté contre leur programme réformiste et d'union des gauches. C'est parce que ni le P.W.T., ni le P.C. krouchtchévien ne donnent de perspectives, de solutions de classe aux problèmes fondamentaux qui se posent aux masses. Au problème des fermetures des charbonnages par exemple : le capitalisme ne peut en aucune manière résoudre ce problème et il ne sert à rien dans ces conditions de se plaindre, comme le fait le P.C., que le gouvernement ne tient pas ses promesses, et de demander des subsides plus importants de l'Etat pour maintenir les charbonnages en fonctionnement. Les perspectives, et l'unique solution sont dans la nationalisation sans indemnisation des charbonnages, le contrôle ouvrier par les syndicats et des comités d'ouvriers, sur la production et le fonctionnement du puits, la modernisation de leur capacité technique, et conquérir cela avec des méthodes de classe par l'intervention massive et directe de la classe.

Il en est de même pour cet autre problème fondamental pour les masses aujourd'hui : le chômage. « Le Drapeau Rouge » à propos de la situation à la F.N., propose un partage équitable du chômage entre les ouvriers de l'usine. Mais cela n'est pas une solution ! La solution et le point de vue du prolétariat sont d'imposer qu'aucun ouvrier ne chôme, ne soit licencié, et le partage du travail entre tous, sans diminution de salaires. Ces deux exemples montrent où conduit la politique des « réformes de structure » qui refuse de sortir des marges du capitalisme.

C'est contre cette politique que tout un courant de la classe ouvrière s'est exprimée aux élections.

Le P.C. pro-chinois n'a pas été capable non plus, de recueillir toutes ces voix. Cela est dû au manque d'un programme pour les tâches anti-capitalistes d'aujourd'hui. Ils disent qu'il faut liquider le capitalisme, mais en général ; et abstraitement. Face au chômage, aux fermetures, ils n'ont pas le programme pour faire avancer la classe. Au contraire, les dirigeants du P.C. pro-chinois camouflent le programme nécessaire qui est le programme trotskyste, pour ne pas donner une réponse honnête à leurs propres militants qui se préoccupent de ce programme et du trotskysme. Ils leur disent que c'est Mandel le dirigeant du Trotskysme, de la

(suite page 2)

LISEZ DANS CE NUMERO :

La nouvelle crise au Viet-Nam (suite) par J. Posadas p. 2

Première déclaration de la Sierra des Mines (Guatémala) p. 5

Tous les militants trotskystes cubains libérés p. 7

LA NOUVELLE CRISE AU VIET-NAM REVOLUTIONNAIRES ET LA GUERRE

par J. Posadas

Les Soviétiques ont une opportunité immense pour un soulèvement mondial des masses maintenant. Ils ont une possibilité immense pour élever leur position en rapport avec les relations de force avec l'imérialisme dans le Sud-Est asiatique. Un seul appel des Soviétiques aux masses à se soulever contre l'impérialisme donnerait une extension immense à l'autorité de l'Etat Ouvrier. Mais ils ne le font pas. Pourquoi? Parce que ce serait la révolution. C'est pour cela qu'ils ne le font pas. Si les Soviétiques décidaient maintenant de la formation d'une nouvelle organisation mondiale des nations, ils y parviendraient en deux semaines. Bien que cela n'ait pas un effet immédiat, la crise entre impérialisme et pays arriérés s'approfondira. Dans chacune d'entre elles, ces pays auraient un point de comparaison l'O.N.U. ou la nouvelle organisation. C'est maintenant qu'il faut faire un appel. L'O.N.U. est un centre de conciliation et d'alliance entre le capitalisme mondial, en particulier l'impérialisme yankee et la bureaucratie soviétique et les P.C. L'O.N.U. a servi et servira à couvrir les crimes de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique. Elle sert à tromper les masses du monde en se présentant comme un organisme impartial, un tribunal mondial de justice pour les peuples. L'expérience concrète des peuples leur enseigne que tout se résoud à l'O.N.U. en fonction du rapport de force militaire et financière. Mais la base de toutes les résolutions, le point d'appui, la structure, les fondements juridiques de l'O.N.U. résident dans la défense de la propriété privée. C'est l'impérialisme yankee et le reste des capitalistes qui décident et se servent de l'O.N.U. pour tromper à leur profit les masses. Derrière l'O.N.U., on organise tous les coups de main, toutes les invasions et assassinats des peuples (Algérie, Congo, Yemen, Afrique, Indonésie, Cuba, Corée, Viet-Nam, Laos, Cambodge). L'impérialisme abandonnerait l'O.N.U. s'il y avait la moindre tentative d'une réforme qui puisse servir d'appui, de soutien, aux luttes des peuples pour leur indépendance et leur autodétermination. L'impérialisme soutient l'O.N.U. parce qu'elle sert ses fins, pour cacher l'aspect des assassinats, invasions militaires et financières contre les peuples.

Les dirigeants de l'Union Soviétique, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, etc., appuient l'O.N.U., font des pactes avec l'impérialisme à travers leur soutien et maintien de l'O.N.U., parce que cela sert leur propre but d'empêcher le développement de la révolution, de s'opposer et d'écraser le développement des révolutions prolétariennes contre le capitalisme et l'impérialisme. Pour cela, tous ces dirigeants font le silence et permettent que l'impérialisme assassine, réalise et continue à réaliser des attaques militaires contre les peuples du Congo, de Cuba, du Viet-Nam.

Tant l'impérialisme que les dirigeants bureaucratiques des Etats Ouvriers sont unis dans l'intérêt commun de s'opposer aux révolutions prolétariennes. Tous ces dirigeants et les directions des partis communistes préfèrent admettre que l'impérialisme attaque militairement, mieux, de permettre le triomphe de la révolution prolétarienne, parce que cela va à l'encontre de leurs intérêts bureaucratiques et réactionnaires. Seulement, derrière la pression de la révolution ou quand ils craignent que l'impérialisme pourrait mettre en danger les relations de force militaires-sociales, alors seulement ces dirigeants des Etats Ouvriers se montrent énergiques, alors qu'ils ont suffisamment de moyens militaires, politiques et sociaux pour écraser et détruire l'impérialisme.

Les Chinois ont une attitude passive, et cette attitude passive existe parce qu'ils n'ont pas de sécurité historique. Les Chinois ne s'appuyent pas consciemment sur le marxisme, sinon ils devraient savoir cela : que la guerre est inévitable. La guerre, ce n'est pas l'impérialisme qui la décide, la guerre est déjà décidée, parce que l'impérialisme ne peut se maintenir sinon au moyen de la contre-révolution et de la guerre. Ce n'est pas simplement un calcul qu'il font. C'est qu'ils n'ont pas d'autre moyen pour vivre, de la même manière que pour vivre il n'y a d'autre remède que de s'alimenter (au moins pour maintenant. Demain ou dans quelques siècles, peu-être n'avons-nous déjà plus la nécessité de nous alimenter, nous aurons une autoalimentation).

Les Chinois acceptent les conclusions et l'analyse trotskyste. Les guerres se décident socialement, que ce sont les masses qui décident la guerre et non les armes atomiques. Egalement valable est la conception telle que les trotskystes la déclarent pour elle, que les moyens les plus importants pour écraser, contenir et expulser l'impérialisme sont les mobilisations des masses, depuis les Etats Ouvriers jusqu'aux pays capitalistes, tous inclus et le plus petit état colonial.

Les armes atomiques et conventionnelles sont fondamentales mais secondaires par rapport aux mobilisations des masses. Les mobilisations des masses des Etats Ouvriers et des pays capitalistes exercent une influence énorme sur les masses nord-américaines. Elles sentent la force énorme, mondiale de la révolution ; elles sentent que ce sont les masses qui décident et non les armes atomiques et les aident à comprendre, à s'organiser politiquement contre l'impérialisme yankee et le régime capitaliste.

L'impérialisme profite justement, en s'appuyant sur la coexistence pacifique et sur la crainte de la révolution et les intérêts réactionnaires conservateurs des directions des partis communistes et de la direction des Etats Ouvriers, pour insister dans sa politique de chantage, de terrorisme et de tentatives d'écraser militairement certains pays jusqu'aux Etats Ouvriers comme le Viet-Nam du Nord.

Les dirigeants ou une aile des dirigeants de l'Etat Ouvrier Chinois, comme les directions des Etats Ouvriers et des partis compartagent les mêmes craintes de la révolution prolétarienne, aussi bien craignent la mobilisation des masses de leurs pays par dizaines de milliers.

Ils tentent fondamentalement de tirer des avantages opportunistes, conciliateurs, des positions plus adroites que celles des dirigeants des Etats Ouvriers, particulièrement des positions de la bureaucratie soviétique.

Il est nécessaire que nous lancions toute une activité sur chaque point, sur chaque lieu de notre activité, afin d'impulser aujourd'hui deux points essentiels : soulèvement du Sud-Est asiatique, nouvelle organisation mondiale des nations, sur la base d'un programme anti-impérialiste : Dehors l'impérialisme du Sud-Est asiatique ! Autodétermination des nations ! Etatisation des entreprises impérialistes ! Partage des terres ! Ceci est le programme qui unit les masses de tout le Sud-Est asiatique et de la Chine.

LES MASSES AMERICAINES SENTENT LA REVOLUTION.

La Chine attend d'avoir des armes atomiques pour concurrencer l'impérialisme et l'affronter. C'est une chose nocive. Avant que les Chinois aient des armes atomiques en suffisance pour causer des dommages décisifs à l'impérialisme yankee, il va passer 2, 3 ou 4 ans. Et cela ne peut durer 4 ans. C'est absurde de supposer que l'impérialisme va rester 4 ans dans cette situation. Même s'ils disent avoir une telle sécurité économique que pour pouvoir attendre beaucoup de temps, tout cela sont des mensonges.

Selon les derniers rapports, le chômage est monté aux 5 % de la population active. Ils disent qu'il y a 4 millions environ de chômeurs ; en réalité, il y en a 8 millions, comme le dit l'A.F.L. - C.I.O.

Si l'impérialisme se rend compte qu'il ne peut continuer à retenir la révolution et contenir le processus de récession lente aux Etats-Unis, qui va vers la crise, la guerre peut éclater à n'importe quel moment. Il y a des conflits internes entre eux, il y a des luttes entre eux. Il y a une montée du pessimisme et des tendances défaitistes. La dernière proposition de Fullbright, de faire intervenir l'Union Soviétique dans la construciton du nouveau canal de Panama, n'est pas un problème financier. C'est une tentative de liaison avec les Soviétiques et d'un accord contre la révolution. En même temps, il veut faire le contre-poids aux sénateurs et à l'aile du gouvernement nord-américain opposé à un accord avec les Soviétiques. Il dit : « Notre avenir, pour gagner du temps, est un accord avec les Soviétiques ». En réalité, c'est la bataille du type qui est en train de gagner du temps : gagner du temps historique, rien de plus. Parce que les yankee n'ont pas d'autre issue que d'écraser la révolution et n'y parviennent pas.

Le seul fait d'accepter la négociation, même sans la participation du Viet-Cong, est une défaite pour eux, parce que c'est une reconnaissance de la force de la révolution. Maintenant, c'est la moindre des défaites qu'ils pourraient subir. C'est en cela qu'ils essaient maintenant d'arriver à un accord avec les Soviétiques. Mais toutes leurs tentatives sont d'une immense faiblesse. Non pas une avance et un progrès : une faiblesse, c'est le moment !

Le processus tend à conduire l'impérialisme non à un renforcement de ses bases financières et économiques. L'impérialisme est chaque fois plus faible. Si l'impérialisme aujourd'hui, maintenant même investissait toute sa capacité financière dans l'augmentation de la production et de la productivité, il double la production en 5 ans. Mais il se noie ! Ce sont les rapports qu'ils donnent eux-mêmes : l'A.F.L. - C.I.O. dit que dans l'industrie charbonnière, la productivité augmenterait de 60 % et le personnel diminuerait de 40 %. Cette indication est suffisante. Ils ne s'engagent pas à une plus grande automation et dans la cybernétique, à employer plus d'I.B.M. : où mettraient-ils les gens ? Il y a une étape de certaine inanition de l'impérialisme. Le capitalisme par sa nature, est agressif, dynamique. Mais le dynamisme du capitalisme montre ses limitations toujours plus grandes, parce qu'il doit compter avec la révolution et avec les Etats Ouvriers.

La base essentielle de l'impérialisme yankee, son dynamisme capitaliste était de sortir du pays et d'envahir le monde, d'entraîner et d'encercler le monde. Ainsi ils ont fait. Ils ont 68 milliards de dollars investis hors des Etats-Unis. Cependant, Johnson vient de déclarer : « Que les capitaux viennent Amérique du Nord pour protéger le dollar et, en plus, réinvestir à l'intérieur des U.S.A. ». Dans le fond, son programme de lutte contre la pauvreté est destiné à gagner un temps historique et à étendre son appui social aux Etats-Unis. Parce que les dernières années ont montré une avance et un progrès constant, ininterrompu, de résistance et de réactions contre l'action impérialiste dans le monde.

Deux faits déterminants montrent la faiblesse immense de

EDITORIAL
(suite)

IVe Internationale en Belgique et démontrent facilement que le programme de Mandel est réformiste, qu'il concilie avec le P.C. krouchtchévien, cela dans le but de les détourner du programme trotskyste, du programme du P.O.R. (T.). Cette attitude et le manque de programme révolutionnaire a servi le P.C. krouchtchévien, il n'a pas permis au P.C. pro-chinois de gagner plus de voix et d'entraîner avec lui le secteur qui s'est abstenu.

Nous appelons les militants communistes pro-chinois à discuter cette situation, à discuter le programme révolutionnaire capable de répondre aux préoccupations et aux luttes de la classe.

IMPULSER LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE

Nous appelons l'avant-garde ouvrière qui a fait connaître son existence dans ces élections et sa décision de rejeter le réformisme, à s'organiser pour construire à la base le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-impérialiste sur le programme qui fait avancer les revendications immédiates des masses, avec le salaire minimum vital, l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier sur les salaires, la semaine de 40 heures avec des tâches de 40 heures et sans diminution de salaire, la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises qui ferment, et de toutes les industries-clé, le partage du travail, etc. Dans la perspective de la conquête du pouvoir public.

Nous appelons à développer pleinement le rôle que doit jouer l'avant-garde en impulsant la lutte anti-capitaliste, pour la construction et l'organisation du grand courant de classe exprimé aux élections. Il faut exiger pour cela le droit de tendance dans tous les partis ouvriers, la pleine démocratie dans les organisations syndicales, lutter dans les Partis pour lesquels cette avant-garde a voté, dans les syndicats, pour mener de l'avant ce qu'elle cherche.

Le Parti Communiste krouchtchévien, le P.W.T., « La Gauche » recherchent déjà un nouveau front avec le P.S.B. en l'appelant à se retirer du gouvernement et à retrouver son visage de parti ouvrier, mais la garantie pour faire avancer la lutte n'est pas le retrait de Spaak du gouvernement.

L'unité de la classe ouvrière ne peut se construire en leur tendant la main comme le font déjà « Le Drapeau Rouge ». C'est le Front Unique à la base qu'il faut organiser, avec les socialistes inclus, mais avec une politique anti-capitaliste. La perspective du P.C. et de « La Gauche » d'orienter les masses vers le Parlement et pour renforcer ce Parlement, et les entretenir en expectative dans la crise gouvernementale qui se manifeste maintenant.

Mais les masses ont dit non au Parlement et aux solutions parlementaires. Les élections n'ont été qu'un reflet du processus de lutte anti-capitaliste qui s'élève dans le pays. La campagne électorale n'a pas signifié une trêve dans les luttes des masses. Et après les élections, c'est ce processus qui va encore s'élever.

Un symptôme de cela se trouve dans la manifestation organisée à Charleroi par 300 délégués syndicaux pour protester contre le non-respect des conventions par le patronat. Ce même appareil syndical, qui a sans cesse freiné les luttes de la classe et entravé son intervention, se met en branle pour protester ! Il veut par là, donner l'alerte au capitalisme qu'il n'est plus capable de maintenir sa politique de conciliation, que la classe ouvrière pressionne et le déborde.

Il faut faire peser la relation des forces existant dans le pays, en la versant dans la lutte de classe. Ce n'est pas le Parlement qui peut exprimer cette relation, mais l'intervention du prolétariat dans la lutte contre le capitalisme, agissant comme conducteur des masses exploitées pour conquérir ses revendications, en construisant le Front Unique Prolétarien, en s'organisant avec le programme anti-capitaliste dans les syndicats et les partis ouvriers le courant révolutionnaire qui est apparu aux élections.

PREPARE DES DECISIONS A COURT DELAI (suite)

l'impérialisme, deux faits qui sont de véritables révolutions aux Etats-Unis. Le premier : l'occupation del'Université de Californie, où 3.000 étudiants ont occupé l'université pour défendre le droit d'intervenir et de dire ce qu'ils ont envie, et cette action fut dirigée par des trotskystes, qui avaient antérieurement été à Cuba. C'est le « Times » qui dit cela.

Le second, c'est le syndicat ferroviaire qui, face à la crise des machinistes (ils veulent licencier 50.000 ouvriers du rail, dont la moitié sont machinistes), propose l'étatisation pour faire face à cette crise due à l'augmentation de l'automation. Proposer l'étatisation aux Etats-Unis, cela signifie une véritable et réelle révolution ! Les Etats-Unis sont le sommet de l'individualisme, de la liberté et de la libre initiative.

Lorsque aux U.S.A., d'une façon organisée et au travers du mouvement ouvrier, du syndicat ferroviaire — qui est un syndicat conservateur, non révolutionnaire, les ferroviaires nord-américains ont été les premiers à engendrer les fraternités ferroviaires — on propose l'étatisation des chemins de fer, ce n'est pas une attitude spontanée, empirique. Non. C'est l'influence de la révolution mondiale sur eux. Parce qu'ils font des prpositions sortant de l'arsenal du libéralisme économique, de la libre initiative, de la libre entreprise, et prises dans notre arsenal. Pas celui des communistes, ni de Krouchtchev, ni de Kossyguine, mais de nous les trotskystes qui sommes les seuls à proposer, dans cette étape, les nationalisations.

Aucun d'eux n'a fait cette proposition.

Quand les communistes sont obligés de faire une proposition d'étatisation, c'est une étatisation à une étape déterminée, en combinaison avec un secteur de la bourgeoisie, ou quand ils sont obligés pour ne pas être dépourvus de l'appui des masses. Mais si aux U.S.A., un syndicat propose l'étatisation, cela indique l'influence de la révolution sur des couches immenses de la population.

Les récentes manifestations contre l'impérialisme et son intervention au Viet-Nam ont apparemment peu d'importance, parce qu'il s'agit de 4, 5, 8 mille personnes. Mais cela se passe aux Etats-Unis, où tout l'appareil de propagande des yankee est immense, le niveau de vie est très supérieur à n'importe quelle partie du monde, à part la Suisse, où la forme d'existence semble une source inépuisable pour chercher des occasions — semble seulement, car c'est un mensonge. Quand il y a aux Etats-Unis des manifestations en faveur du Viet-Nam, suivies, continues, c'est parce qu'il y a un sentiment croissant d'opposition à l'impérialisme dans les secteurs petits bourgeois.

Pas seulement d'opposition pour le droit et les libertés démocratiques, mais à cause de l'influence de la révolution, parce qu'ils disent : « Partez au Viet-Nam », c'est-à-dire : « Laissez la révolution ». Ils ne proposent pas : « Renoncez à un conflit qui ne nous intéresse pas ». Non. Ils disent : « Bas les pattes à la révolution ».

L'impérialisme n'est pas parvenu à faire une seule intervention pour justifier son attaque au Viet-Nam. S'il avait un appui social, s'il avait du crédit, s'il avait un appui social, s'il avait du crédit, s'il avait une certaine sécurité, il fait une manifestation. Pourquoi ne la fait-il pas ? Il peut le faire. Aux Etats-Unis, ils peuvent faire une manifestation pour justifier et appuyer l'action militaire de l'impérialisme yankee au Viet-Nam. 10, 20, 50 mille personnes, ils peuvent les réunir. Ils peuvent faire une agitation et propagande. Sur Cuba aussi, ils peuvent le faire. Pourquoi ne le font-ils pas ? Ils ont, par exemple, 250.000 Cubains contre-révolutionnaires. Pourquoi ne les font-ils pas « fonctionner » ? Faire des manifestations ? Donner un appui ? Parce que cela, c'est inciter la vie politique, stimuler la vie politique des masses. Ils le savent bien : s'ils laissent faire une manifestation pour dire : « Les Rouges hors du Viet-Nam », il en surgit une autre qui dit : « Augmentation des salaires ! Etatisations ! Contrôle ouvrier ! Plus de congés payés ! ». C'est-à-dire qu'ils stimuleraient l'action politique de classe des masses ; pour cela, ils ne le font pas. Quand ils manifestent une telle peur, c'est quand ils sentent l'état de l'opinion publique des masses nord-américaines.

LA GREVE PORTUAIRE, LES SYNDICATS ET L'AFFAIBLISSEMENT IMPERIALISTE.

En outre, si le niveau de vie des masses nord-américaines correspondait à un niveau de préoccupation politique et d'adhésion à l'impérialisme, pourquoi n'y a-t-il pas de spontanéité ? Pourquoi les dirigeants A.F.L - C.I.O. ne font-ils pas des manifestations, des résolutions dans les usines ? Pourquoi ne le font-ils pas ? Il y a eu récemment une grève des ouvriers portuaires. Cette grève n'est pas normale, autant pour sa durée que pour ses objectifs. En réalité, dans le fond, ce n'est pas une grève correcte, elle est erronée. De la part de la base ouvrière, son désir est correct. De la part de la bureaucratie, non. La bureaucratie syndicale a deux attitudes, chacune plus réactionnaire que l'autre. L'une qui négocie et a accepté immédiatement les propositions patronales. Et l'autre qui acceptait l'automation. Les ouvriers étaient contre l'automation et demandaient une meilleure garantie de travail. Le désir des ouvriers de maintenir et de garantir leurs journées de travail est correct. Mais il est impossible de contenir l'automation. En outre, celle-ci est un progrès. Aux mains du capitalisme, c'est un recul, c'est une exploitation inique des masses. Aux mains du socialisme, non. L'automation aux mains du capitalisme est la déformation de l'individu, mais dans le socialisme, non. Ce qu'il faut proposer alors, c'est que toute l'automation dans le travail doit s'accompagner d'une diminution des heures de travail. Si au port, on a incorporé une machine — car il ne s'agit pas encore de l'automation — et une plus grande organisation technique du travail, les ouvriers du port doivent demander : diminution des heures de travail, augmentation des salaires. C'est-à-dire que le bénéfice que laisse l'augmentation de la production et de la productivité doit aller au profit des masses.

Telle est la mesure. Par contre, vouloir combattre l'automation pour se mettre eux-mêmes, c'est totalement impossible, parce que c'est la nécessité de l'histoire : chercher les moyens d'augmenter la production et la productivité.

Ce que les masses doivent faire, c'est empêcher que l'augmentation de la production et de la productivité aille contre elles, contre leurs vies. De là l'importance que les ouvriers du rail proposent l'étatisation des chemins de fer, tandis que les ouvriers portuaire et la direction portuaire, comme issue, cherchent un contrat de travail qui leur garantisse autant de jours de travail. C'est-à-dire, il y a une vie politique des masses. Dans un cas, très limitée, dans l'autre, beaucoup plus accentuée.

S'il n'y avait pas une telle vie politique, pourquoi aurait éclaté l'occupation en Californie ? Si les masses étaient insensibles à ce qui se passe dans le monde, pourquoi cette occupation ? Il faut bien voir qu'aux Etats-Unis, occuper une université, c'est violer la propriété privée. Cela est à moi, cela m'appartient et j'en fais ce que je veux. Telle est officiellement la base juridique, mentale, philosophique du nord-américain.

Mensonge ! Ainsi est le patron américain. Les masses sont en train d'apprendre qu'il n'en est pas ainsi. Pour cela, elles ont occupé l'université. L'occupation de l'université par les étudiants implique qu'il y a déjà une tendance dans les masses nord-américaines à intervenir directement dans les luttes, avec les moyens les plus avancés, qui sont trotskystes : occupation et étatisation.

Indubitablement, ce sont les étudiants qui sont à la tête, de façon limitée, parce qu'ils ont le plus de possibilité de vie politique. Les syndicats ouvriers sont des gangsters. On ne peut mesurer la vie dans les syndicats, tels qu'ils sont actuellement. Ils sont dirigés par de véritables gangsters, des camarillas, des assassins qui font des réunions, protégés par des gardes de corps armés. Cela se voit même dans les films : le bureaucrate syndical parle ; un homme demande la parole et les gardes de corps menacent : « Qui a demandé la parole ? ». C'est un symbole. Mais c'est chaque fois ainsi.

Les luttes en développement dans les syndicats nord-américains montrent un accroissement de la volonté combative des masses et de l'intervention démocratique des masses. Pour cela, l'impérialisme ne s'appuie pas sur elles contre le Viet-Nam et contre Cuba.

Il ne fait pas participer les masses parce qu'il redoute que celles-ci le dépassent. C'est une situation absolument favorable pour intervenir, pour un appel à un front unique dans le Sud-Est asiatique.

Economiquement, l'impérialisme montre une énorme faiblesse. Johnson vient de demander de ne pas exporter de capitaux comme l'impérialisme le faisait dans son ascension et, au contraire, de faire rentrer les capitaux. C'est un coup pour l'expectative et les espérances de la bourgeoisie latino-américaine surtout. En outre, une diminution d'autorité, l'autorité de l'impérialisme ne provient pas du fait d'avoir beaucoup d'avions, de tanks et d'armes atomiques, mais de ses investissements de capitaux et du fait que, de l'une ou l'autre manière, dans les relations mondiales de l'économie capitaliste, les yankee décident pour 40 %. Pour cela, un appel à faire rentrer les capitaux, montre quel'impérialisme est arrivé au zénith de ses possibilités financières. Et de là, il retombe.

Il ne faut pas mesurer cela seulement dans la diminution de ses réserves d'or, mais dans cet appel à un recul par rapport à l'action logique, dynamique du fonctionnement capitaliste : exporter des capitaux. L'exportation de capitaux est déterminée par le taux moyen de profit, pas par un règlement. C'est une forme empirique. Le taux moyen de profit attire et distribue le capital. Quand la direction yankee, pardessus les intérêts d'investissements de capitaux en fonction du taux moyen de profit, appelle à rentrer les capitaux, c'est parce qu'il sent une faiblesse financière immense. Il se prépare pour de grandes actions, à court délai, parce qu'il voit venir sur son dos une base de récession économique.

Nous sommes les seuls à avoir posé cela il y a deux ans. Mais depuis un an concrètement, nous insistons là-dessus, spécialement dans nos articles récents. Les Chinois dans « Pékin Informations » du 18 février, disent la même chose : « Indices de récession et de crise aux Etats-Unis ». Ils font la même analyse que nous. Nous analysons cela dans des articles depuis deux ans ; mais concrètement, nous le répétions récemment, dans les articles sur le capitalisme en Europe et sur le 47me anniversaire de la révolution russe. Les Chinois le disent maintenant seulement ; ils tirent des conclusions assez bonnes, mais un peu confuses, parce qu'ils voient une crise très galopante. En réalité, la crise aux Etats-Unis n'est pas galopante. Ils ont encore des moyens. Ils ont une capacité financière et ils ont surtout une structure industrielle puissante et solide, et ils peuvent encore résister.

Mais il est évident que le capitalisme ne monte pas, ne se fortifie pas. Il est en affaiblissement. Toutes les conditions favorables sont là pour le développement de la révolution ! Si l'initiative ne vient pas de la part des Etats Ouvriers en Indonésie, en Indochine, dans le Sud-Est asiatique, l'initiative va venir de toute manière de l'impérialisme. Celui-ci ne peut rester statique, ou c'est sa mort. C'est leur démoralisation. Pour cela, il doit bombarder, bombarder continuellement pour maintenir leur moral combatif. Et pour dire à la bourgeoisie : « Nous intervenons, nous sommes fermes, nous sommes encore solides ! ». Cela est destiné à maintenir le moral de ce qui reste du capitalisme.

LA GUERRE ATOMIQUE NE PARALYSE PAS LA DECISION SOCIALE DES MASSES

L'impérialisme essaie de terroriser les masses, essaie de les paralyser. Mais il ne paralyse rien. Les masses continuent à être vives et dynamiques. Elles ne perdent rien de leur capacité d'initiative. C'est ce qui va être la guerre atomique ! Ils essaient de menacer : « La guerre atomique est la débâcle, c'est l'holocauste de l'humanité ! Le monde va disparaître ! ». Rien ne disparaît ! Nous sommes les seuls qui, depuis des années, l'avons analysé. La guerre atomique n'est pas la fin du monde, ce sera la fin du capitalisme.

Quand les Soviétiques, avec une politique conservatrice et bureaucratique, essaient d'intimider l'impérialisme, ils disent comme Malinowski récemment : « La guerre atomique est la fin du capitalisme ». Mais quand ils doivent parler aux masses soviétiques pour les contenir et contenir la révolution coloniale, ils disent : « La guerre atomique est la fin du monde ». Laquelle de ces deux déclarations est valable ? Celle qui est adressée au capitalisme !

Les masses d'Indonésie, du Viet-Nam et de toute l'Asie et de l'Afrique vivent déjà la guerre atomique. Quelle différence y a-t-il entre la guerre atomique et la guerre de ces enfants qui sont crucifiés à un pieu, par les mercenaires qui assassinent centaines par centaines ? Aucune ! Que vont-ils pouvoir dire : « La guerre atomique est pire, elle va te tuer plus vite ». Les masses vivent la guerre atomique tous les jours ! Au Congo, ils en ont assassiné des milliers, dix mille personnes, comme le dit le mercenaire sur des journaux anglais. Ils en ont assassiné des milliers. Cependant, les masses n'ont pas été terrorisées. Elles ont continué. Et ont occupé récemment toute la zone d'où on les avait rejetées. La même chose dans le sud-est asiatique. Toute l'attaque de l'impérialisme n'a pas paralysé les masses. La finalité de toute attaque militaire n'est pas destinée seulement à détruire ; des maisons, dépôts, provisions d'armes, aéroports sont détruits. Mais la finalité de toute action dans la lutte de classe est de paralyser les masses, les soumettre, les intimider, paralyser leur esprit créateur et leur vie. Ceci est le but de toute lutte de classe.

Les masses ne se laissent pas intimider. Elles font front à tous les attentats terroristes de l'impérialisme. La finalité de toute action d'assassins, comme le fait l'impérialisme, est de faire perdre la confiance, l'assurance des masses, les faire déserter, les faire se sentir faibles, écrasés. Mais après avoir fait tout cela, en Indonésie, en Indochine, au Congo, les masses ont continué à lutter, et elles ont triomphé. Ce n'est pas une valeur personnelle des masses, de l'un ou l'autre. C'est une décision sociale. C'est la décision sociale consciente des masses qui luttent pour elles-mêmes. Ce n'est ni vengeance ni non plus courage personnel des masses — qu'elles ont comme on le voit dans les actions individuelles — c'est la décision sociale !

Rien ne remplace cette décision sociale. Ce n'est pas le produit de la propagande, agitation et stimulation. Propagande, agitation et stimulation aident à élever, mais

(suite page 4)

LA NOUVELLE CRISE AU VIET-NAM

prépare des décisions révolutionnaires et la guerre à court délai

ne décident pas, ne sont pas la base qui détermine. Tous ces philosophes qui étudient le genre humain, tous ces psychanalystes qui s'interrogent sur les actions des êtres humains, des chiens et des animaux, pourquoi n'étudient-ils pas ces gens ? Quand ils voient venir les avions américains, alors qu'ils savent que tout va être détruit, ils regardent comment cela se passe et font leurs calculs. Et ils se battent pour savoir lequel d'entre eux tirera premier.

Et les bombes arrivent, éclatent, assassinent, et ils restent calmes. Ceci n'est pas un mépris de la vie. Au contraire, c'est amour de la vie et décision sociale de lutter pour se libérer. C'est tout un mouvement mondial dans lequel toutes les masses du monde ont la décision d'intervenir pour décider. C'est pour cela que les masses viet-namiennes ne sont pas détruites. Au Congo également. C'est sur cela que doivent se baser les Chinois. C'est sur cela que doivent se baser les P.C. qui essaient d'intervenir, les dirigeants communistes qui veulent aider la révolution en Indochine. C'est sur cela que doivent se baser les Cubains et Guevara, en son appel aux Etats Ouvriers à intervenir avec des armes sans aucun paiement.

Les masses sont disposées à intervenir. Maintenant il faut intervenir ! Plus le temps passe, plus cela donne avantage à l'impérialisme, plus il en tire bénéfice, plus il a la possibilité de s'armer. Il n'y a aucune manière de le décider, maintenant c'est le moment.

Quand Guevara après avoir accusé les Trotskystes d'aventuriers et d'inconscients pour avoir dit qu'il faut appeler les Etats Ouvriers à intervenir avec les armes, si Guevara fait cela, c'est l'approbation de ce que nous nous avons dit. Que l'Etat Ouvrier cubain fasse un appel ! Que si les Yankees interviennent, ils interviennent. La réponse sera déterminée par les masses. La réponse est au Viet-Nam. Les Yankees ont perdu le Viet-Nam. S'ils avaient la force, s'ils avaient la capacité historique pour décider, ils auraient déjà envahi le Viet-Nam du Nord. La logique dialectique, la conclusion dialectique de l'action des Yankees était bombarder et envahir. S'ils bombardent et s'ils n'envahissent pas, c'est par faiblesse et peur. Ainsi, s'ils bombardent et n'envahissent pas, pourquoi ? Qui est-ce qui les retient ? Devant qui reculent-ils ? L'intervention des Soviétiques ? L'intervention des Chinois ? L'intervention des masses ? L'intervention de tous ? C'est de cela qu'ils ont peur.

C'est une question de relation mondiale de force. Ce n'est pas une question de relation entre les Yankees et les Viet-Namiens. Si c'était une histoire de relation entre l'impérialisme yankee et les Viet-Namiens, ils se seraient décidés en faveur de l'impérialisme. Ils ont la capacité militaire pour les détruire. Mais les décisions ne se prennent déjà plus, dans cette période, entre l'impérialisme et tel ou tel pays. De même quand nous nous référons au reste des pays : Argentine, Chili, Colombie, Guatemala. Ce n'est pas une décision entre pays. C'est une décision mondiale.

Ce sont des relations de force. Si l'impérialisme n'envahit pas le Viet-Nam du Nord, c'est parce qu'il sent que la réaction mondiale serait contre lui. Et que les Etats Ouvriers interviendraient d'une manière ou d'une autre. Pour cela il n'intervient pas, et il n'a pas envahi. Avec une invasion, il stimule le soulèvement de tout le sud-est asiatique. Il a bombardé et puis fini. A-t-il démontré de la vaillance, de la décision ? Rien de tout cela. Il a bombardé simplement pour maintenir le moral de ses propres forces, de la bourgeoisie, et pour essayer de terroriser. Mais il n'a pas envahi.

Cela ne signifie pas que la bureaucratie soviétique est bien intervenue. Non ! La bureaucratie essaie de négocier d'une manière défensive. Cependant, la bureaucratie soviétique n'a pas pu se laver les mains. Ceci fait partie du rapport de forces mondial. Si les Soviétiques avaient laissé tomber, et les Chinois aussi, l'impérialisme aurait eu le champ libre. Et les Chinois aussi. Mais si les Soviétiques doivent intervenir, c'est parce que la force du développement des Etats Ouvriers oblige à cette intervention.

Les Etats Ouvriers ne peuvent permettre un désastre au Viet-Nam parce que c'est une relation de forces favorable à l'impérialisme. Et, soit le secteur militaire, soit le secteur économique, ou divers secteurs de la bureaucratie, sont obligés de défendre l'Etat Ouvrier. De même devant l'invasion nazie, Staline s'est vu obligé à organiser la défense, de même en 1939, devant l'avance possible de l'impérialisme allemand, les Soviétiques se sont vu obligés d'envahir la Finlande. Mais ce n'est pas Staline, c'est l'Armée Rouge qui a envahi. De même en 1940, quand l'Armée Nazie avançait dans la Pologne, l'armée soviétique a occupé la moitié de la Pologne. A cette époque, tout le monde a crié : « Invasion ! Voyez comme ils envahissent ! ». Ils se sont lassés et c'est tout : c'était nécessaire pour défendre l'Etat Ouvrier. Mais aujourd'hui, il faut défendre le iViet-Nam. Et il n'est plus nécessaire d'envahir comme avant : développer la révolution simplement !

LA MOBILISATION REVOLUTIONNAIRE DES MASSES, POINT D'APPUI DECISIF CONTRE L'IMPERIALISME.

La bureaucratie des Etats Ouvriers redoute de mobiliser les masses des Etats Ouvriers contre l'impérialisme. Ils savent et ils comprennent que les masses utiliseraient, s'appuyeraient sur les mobilisations anti-impérialistes pour faire pression politiquement pour impulser leur lutte contre la bureaucratie de chaque Etat Ouvrier. Les masses utiliseraient les mobilisations pour essayer d'impulser plus loin la révolution, pour faire pression sur les directions des Etats Ouvriers pour aider inconditionnellement les autres Etats Ouvriers, pour ne pas permettre les coups et les attaques militaires contre les Etats Ouvriers et aider ouvertement par tous les moyens militaires, financiers, techniques tous les Etats Ouvriers et les révolutions coloniales.

En même temps, les masses ne s'arrêteont pas à des manifestations et à réclamer l'appui aux luttes pour écraser l'impérialisme. Elles utiliseraient leurs mobilisations pour faire pression et poser des revendications contre la bureaucratie des Etats Ouvriers, pour des droits démocratiques révolutionnaires dans les Etats Ouvriers, comme l'ont réclamé les peintres, écrivains et poètes en U.R.S.S. et ils viennent d'avancer un peu plus dans cette revendication révolutionnaire. Les masses réclameraient le droit au fonctionnement indépendant des syndicats à décider sur les salaires, sur le fonctionnement de l'Etat Ouvrier, contre les concessions réactionnaires et capitalistes à des directeurs d'usine ; que les usines fonctionnent et déterminent leurs plans en fonction de l'intérêt centralisé de l'Etat Ouvrier, et non comme l'a fait la bureaucratie de laisser les directeurs imposer le fonctionnement en fonction du bénéfice par usine, comme dans le système capitaliste.

Les bureaucraties des Etats Ouvriers auraient intérêt à s'appuyer sur les mobilisations des masses (les Chinois aussi), mais elles redoutent les conséquences, un stimulant à des activités, des actions, des influences révolutionnaires contre elles-mêmes comme bureaucraties, comme usurpatrices des directions des Etats Ouvriers. La manifestation des cinq mille étudiants à Moscou contre l'ambassade américaine est très importante pour cela. Ils exigeaient que l'Union Soviétique intervienne en défense du Viet-Nam.

La manifestation de ces étudiants, quasi tous étrangers, et avec la participation d'étudiants chinois, indique une ambiance de vie et de discussion politiques. Leur manifestation et leur décision ne peuvent être le produit de ces seuls cinq mille, ou d'une vie cloîtrée et isolée, mais ces étudiants vivent dans une atmosphère générale de discussion dans la population, qui a stimulé leur intervention et leur initiative. Les autorités soviétiques empêchent et répriment toute vie politique des étudiants. Mais l'impulsion vient d'en bas, de la population avec laquelle ils vivent et sont en contact ; de là vient l'importance de la manifestation.

La bureaucratie soviétique protège les édifices yankees à Moscou, comme une partie de la coexistence pacifique, et réprime les manifestations contre l'impérialisme yankee. Non seulement, elle n'organise pas de manifestation contre l'impérialisme, mais elle réprime à Moscou, les manifestations et mobilisations contre l'impérialisme yankee.

Les masses du monde, en particulier des Etats-Unis, vont intervenir, activer, appeler à des mobilisations de la part des syndicats et des Centrales Ouvrières des Etats Ouvriers. Elles ne voient pas les Etats Ouvriers bouger, se mobiliser, venir en aide révolutionnaire anti-impérialiste et anti-capitaliste. Elles voient seulement les menaces militaires des Etats Ouvriers, qui ont très peu d'effets, très peu de conséquences, pour mobiliser les masses du monde. Les menaces d'intervention militaire contre l'impérialisme yankee, de la part de la bureaucratie soviétique, ont de l'importance pour contenir celui-ci.

Mais elles ont très peu d'effet en fonction de la tâche fondamentale qui est de mobiliser, agiter, lancer les masses de chaque pays, dans la rue, pour expulser l'impérialisme et l'écraser. La bureaucratie soviétique a seulement recours à des menaces militaires, par sa peur des conséquences révolutionnaires.

Elle essaie de répondre à la tentative assassine de l'impérialisme en s'enfermant dans des mesures diplomatiques, négociations, et en s'appuyant sur des menaces militaires et de puissance militaire. C'est correct et nécessaire de s'appuyer sur des gestions et des négociations diplomatiques, avec l'impérialisme et de s'appuyer aussi sur la puissance militaire des Etats Ouvriers. Mais ce ne sont pas les forces fondamentales pour contenir l'impérialisme, pour lutter contre l'impérialisme. La bureaucratie utilise de tels moyens pour maintenir les négociations dans le champ de la coexistence pacifique. Aussi, tandis que « L'Etoile Rouge » menace de destruction atomique, l'impérialisme, Kossyguine continue à inviter l'assassin Jonhson à visiter l'U.R.S.S. Il présente l'impérialisme devant les masses du monde, comme susceptible d'entendre des raisons et de respecter les droits d'auto-détermination des peuples. C'est le coup le plus criminel que la bureaucratie donne contre les masses exploitées des Etats Unis et l'aide la plus effective et consciente à l'impérialisme yankee, pour continuer à maintenir sa domination et son contrôle politique sur les masses exploitées des Etats-Unis.

Les négociations diplomatiques avec l'impérialisme doivent toujours se baser et s'appuyer sur les moyens les plus importants et les facteurs sociaux de pression et de forces historiques révolutionnaires. Ce sont les mobilisations des masses, les appels des syndicats, des centrales ouvrières de l'U.R.S.S., Chine, Pologne, Yougoslavie, etc., des appels à se mobiliser à expulser l'impérialisme et à lutter pour les revendications des masses de chaque pays et du monde et les appuyer. Une telle politique aurait et aura un effet énorme de stimulant et d'impulsion sur les masses exploitées nord-américaines, pour les aider à comprendre, à s'organiser, à lutter pour des intérêts de classe et révolutionnaires.

Cela les aidera à se détacher et à expulser les gangsters dirigeants du mouvement ouvrier nord-américain, et à lutter pour renverser le capitalisme nord-américain.

Pour expulser et écraser l'impérialisme, un des points d'appui principaux, c'est les mobilisations révolutionnaires des masses du monde.

Les mobilisations, les manifestations et meetings de millions de masses dans les Etats Ouvriers exerceront une influence décisive pour mobiliser, impulser les luttes des masses exploitées du monde, particulièrement et fondamentalement sur les masses exploitées des Etats-Unis. La révolution mondiale n'a pas encore pu verser et employer toutes ses forces contre l'impérialisme et le capitalisme. Tant que les bureaucraties des Etats Ouvriers et des Partis Communistes peuvent continuer à exclure la participation massive des masses des Etats Ouvriers, des luttes et manifestations contre l'impérialisme, celui-ci compte sur une chance et une possibilité en sa faveur pour spéculer et faire du chantage sur les directions bureaucratiques des Etats Ouvriers, comme il l'a fait, jusqu'au point d'attaquer militairement un Etat Ouvrier.

Fidel Castro accuse correctement les dirigeants soviétiques et chinois de ne pas aider, de ne pas répondre, par des moyens militaires, à l'attaque de l'impérialisme contre le Viet-Nam du Nord. Mais lui-même n'a réalisé aucne mobilisation à Cuba. La C.T.C. cubaine n'a réalisé aucune concentration, aucune manifestation importante ou d'un certain poids, contre l'attaque impérialiste au Viet-Nam. Fidel Castro doit réaliser un tel appui, et lui-même prendre l'initiative de convoquer des centaines, des milliers et des millions d'hommes à manifester, à se concentrer, à faire des meetings contre les attaques de l'impérialisme. Son attitude aura un écho et des effets sur les Etats Ouvriers et sur les masses exploitées du monde, et des Etats-Unis, et dans tous les pays capitalistes, ce sera une influence énorme et irremplaçable pour le développement de la lutte de classe et révolutionnaire.

LES COURANTS DEFAITISTES DANS L'IMPERIALISME.

Si l'impérialisme n'a pas envahi le Viet-Nam du Nord, c'est parce qu'il n'a pas pu le faire. Cela ne veut pas dire qu'il ne va pas le tenter. Mais il ne peut le faire. S'il avait envahi, il aurait relevé le moral de toute la bourgeoisie, il aurait essayé d'écraser les masses. Il ne l'a pas fait parce qu'il n'a pas la capacité historique de décider. Au sein de l'impérialisme, il y a des discussions actuellement — depuis ceux qui disent : « Les rouges hors du Viet-Nam ! » jusqu'à d'autres qui disent : « Négocions. C'est le moindre mal » — ce n'est pas parce qu'ils manquent de compréhension et d'identité politique. S'il y a un tel déconcertement dans l'impérialisme, c'est parce que les courants défaitistes augmentent au sein de l'impérialisme. L'incapacité du

LOCAL PUBLIC DU PARTI

CAMARADES,

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) porte à votre connaissance que tous les jours, de 18 h. 30 à 19 h. 30, une permanence fonctionne à votre intention à son local public : RUE DES BRASSEURS, 17, A GILLY (à 100 m. de la Place des Haies), excepté le samedi et le dimanche. Vous êtes tous invités cordialement à venir y dicuter et à amener des camarades.

Première déclaration de la Sierra des Mines

Aux travailleurs, ouvriers, paysans et étudiants du Guatémala, de l'Amérique Latine et du Monde

Nous publions aujourd'hui le texte du Communiqué d'une Réunion Nationale du « Mouvement Révolutionnaire » du Guatémala. Dans la récente Conférence Nationale à laquelle ont participé des délégués guerilleros des quatre fronts de lutte, ont été approuvés une déclaration et un programme reproduits dans « Révolution Socialiste », journal du mouvement ayant un clair contenu de révolution prolétarienne, de Front Unique anti-impérialiste et prolétarien, dans la perspective du Gouvernement Ouvrier et Paysan. Ce même « Mouvement Révolutionnaire du 13 Novembre » appelle à constituer un front commun de lutte contre l'impérialisme dans toute l'Amérique Latine et dans tout le monde. La révolution guatémaltèque se place ainsi au niveau le plus haut des mouvements révolutionnaires armés de libération nationale et sociale.

L'en-tête de cette information est celui du document approuvé par le « Mouvement Révolutionnaire 13 Novembre ».

Le Comité de Rédaction.

COMMUNIQUE

Au cours du mois de décembre 1964, a eu lieu une réunion de la Direction Nationale Elargie du Mouvement Révolutionnaire 13 Novembre, dans la Sierra des Mines, en territoire contrôlé par les guerillas et sous la protection de leurs propres armes.

Dans la réunion, sont discutés les points suivants : 1) Situation Internationale : a) développement de la révoluton mondiale ; b) conflit sino-soviétique. 2) Situation nationale ; développement, perspectives et tâches de la révolution guatémaltèque. 3) Activité et organisation du M-R 13 : a) Front « Edgar Ibarra » : rapport et document présenté par cette guerilla ; b) front « Alejandro de Leon » : rapport ; c) front « Rodolfo Chacon » : rapport. 4) Journal « Révolution Socialiste » et publication du M-R-13. 5) Tâches du Front Unique. 6) Structure, développement et fonctionnement des Etats Ouvriers. 7) Expériences et perspectives de la révolution latino-américaine. 8) Programme et plan de travail du M-R-13 pour la prochaine période.

La réunion a fonctionné constamment depuis le 10 jusqu'au 20 décembre compris ; avec une moyenne de dix heures de travail par jour, avec des rapports, des discussions et du travail politique, combiné avec les tâches propres de surveillance et de fonctionnement de campements. Tous les membres de la Direction Nationale y ont assisté ainsi que des camarades des trois fronts qui ont commencé à arriver à l'endroit de la réunion au cours de la première semaine du mois de décembre, pour retourner le 22 à leurs postes de combat. Pendant tout le mois de décembre, avant, pendant et après la réunion, l'armée a réalisé des soi-disantes « manœuvres » dans toute la zone d'opérations des guerillas, qui n'ont été que des essais pour tendre un encerclement avec une forte répression contre les paysans et dans la capitale. Ses mouvements ont été suivis constamment des rapports des camarades du M-R-13 disséminés dans toute la région et, aussi bien à l'arrivée qu'au départ de la réunion, les différentes patrouilles de guerilleros qui retournaient dans leurs fronts, ont pu éviter l'encerclement sans aucnue difficulté.

Dans la réunion qui, par l'importance des sujets traités et par la forme sous laquelle elle fut organisée eut le caractère d'une petite conférence du M-R 13 novembre, tous les rapports et conclusions furent approuvés à l'unanimité par la Direction Nationale et on a résolu , à l'unanimité aussi, publier à l'unanimité un communiqué et la **première déclaration de la Sierra des Mines.**

On a pris la résolution de donner le nom de **Rodolfo Chacon**, l'un des membres de la Direction du M-R-13 et commandant des guerillas, tombé dans le combat dans le Sinahi, dans le Front qui opérait dans la capitale.

On a approuvé une salutation pour l'organe divulgateur du M-R-13, « Révolution Socialisée », manifestant l'appui unanime de la direction aux tâches de divulgation, propagande et préparation politique du M-R-13 et des masses dans la ligne de la révolution socialiste. On a accordé la publication du supplément de « Révolution Socialiste », à apparaître régulièrement sous le nom de « El Guerillero » et on a accordé aussi d'autres publication du Mouvement pour la prochaine période.

La réunion a envoyé une salutation révolutionnaire à toutes les masses du monde qui sont en lutte contre le capitalisme pour la révolution socialiste et, spécialement, aux masses du Congo et du Viet-Nam Sud ; et à tous les camarades du M-R-13, et d'autres organisations révolutionnaires et aux ouvriers, étudiants et paysans **emprisonnés dans les prisons de la dictature capitaliste et pro-impérialiste.** Au début, on a rendu hommage, debout, à tous les camarades tombés au cours de la lutte révolutionnaire au Guatemala et dans tout le monde.

En dehors des heures des travaux, les nuits, les camarades des différents Fronts ont échangé leurs expériences et ont raconté des anecdotes de la lutte révolutionnaire et du travail politique parmi les masses, et on a chanté des chansons populaires et révolutionnaires, quelques-unes composées par les mêmes guerillas.

Pendant tous les jours de travail collectif, il a régné ambiance de cohésion, homogénéité et confraternité révolutionnaire qui reflétait le développement et le mûrissement croissant des cadres du M-R-13, ainsi que l'indestructible confiance dans la perspective révolutionnaire tracée par le Mouvement. Cette ambiance et cette confiance de la perspective révolutionnaire se sont exprimées dans l'acte de clôture où sont intervenus tous les camarades assistants, a été fait le bilan de la signification et de l'importance de la réunion pour les prochaines tâches de la révolution socialiste guatémaltèque, pour développer le travail dans tous les Fronts de lutte du M-R-13 et, en particulier, pour chacun des camarades présents.

Pour clôturer la réunion, après une courte intervention faite par les commandants Marco Antonio Yon Sosa et Luis Turcios Lima, a été chantée « L'Internationale », chant des prolétaires de tout le monde.

La Direction Nationale.

LA NOUVELLE CRISE AU VIET-NAM...

capitalisme pour avancer et imposer sa sécurité, se retourne contre lui et introduit de l'insécurité dans son avenir historique. L'insécurité entraîne, comme conséquence, une série de courants qui vont du pessimisme au défaitisme.

Dans le fond historique, l'attitude de De Gaulle, indépendamment de lui et de son grand nez, est une attitude défaitiste. Malgré son nez, il ne flaire pas ce qui arrive dans l'histoire, parce qu'il ne le peut pas. Son attitude est défaitiste, en dernière instance. Il n'agit pas délibérément, ou consciemment en faveur de la révolution, mais il œuvre d'une manière défaitiste, parce que l'impérialisme devrait être tout uni face à l'avance de la révolution. Il ne parvient pas à s'unifier aux Etats-Unis et il y a des courants comme Morse, comme Fullbright, qui essaient un accord avec les Soviétiques, parce qu'ils expriment un sentiment d'insécurité historique. Quelle différence entre cet impérialisme et celui de 1940! Ils défendaient alors une seule politique extérieure. « On lave son linge sale en famille » disaient-ils. « Extérieurement, nous avons une seule politique ». Et c'était ainsi. Les commissions démocratiques et républicaines décidaient d'un même accord. Actuellement, il y a quarante commissions. Une commission se réunit, discute et il vient un Fullbright qui dit : « Je suis d'avis qu'il faut s'allier aux Soviétiques ». Deux extrêmes! L'un propose d'associer les Soviétiques au nouveau canal de Panama et l'autre propose d'envahir l'Union Soviétique, d'envahir la Chine, d'employer les armes atomiques. Deux positions antagoniques comme celles-là, où les uns soutiennent la guerre atomique ,maintenant, et l'autre propose de gagner tout le temps historique possible, parce que l'impérialisme est déconcerté. Il n'a pas de sécurité historique. C'est un mensonge qu'ils sont tous prêts et décidés. Mensonge! S'il en était ainsi, ils auraient déjà envahi, il n'y aurait pas de Fullbright, de Morse, il n'y aurait pas de raison qu'ils surgissent. S'ils surgissent, c'est parce qu'il existe entre eux des sentiments défaitistes avancés.

Si cela ne s'exprime pas d'une façon plus éloquente, plus profonde, plus ouverte, c'est par manque de vie politique des masses. Avec une vie poltique dans les masses, nous trouverions des dizaines de manifestations en faveur de Cuba, en faveur du Viet-Nam et de la Chine. D'une façon indirecte, le sentiment des masses américaines qui ne veulent pas que l'impérialisme fasse de telles actions dans la déclaration des cheminots sur l'étatisation des chemins de fer, dans l'intransigeance de la grève portuaire, dans l'intransigeance des ouvriers de l'acier et de l'automobile, qui vont négocier maintenant des accords incluant l'augmentation des congés payés, et pas seulement des augmentations de salaires. Ce n'est pas que les masses nord-américaines soient insensibles. Elles n'ont pas un parti à elles. Il y a un retard historique du point de vue de l'organisation politique, retard que les masses nord-américaines essaient de substituer d'une manière empirique comme nous venons de le mentionner.

Les Soviétiques essaient de négocier un statu quo avec l'impérialisme. C'est évident. Mais ils ne peuvent le faire. Ils l'ont déjà essayé. Indubitablement, les Soviétiques essaient de gagner du temps. Toutes les accusations des Soviétiques contre l'impérialisme sont destinées à le contenir. Ce ne sont pas des accusations vaines, de la simple démagogie. Lorsque « L'Etoie Rouge » dit : « Une invasion au Viet-Nam du Nord, c'est la guerre mondiale et c'est la guerre aux Etats-Unis », ce n'est pas une simple menace. C'est « L'Etoile Rouge » qui dit cela, c'est l'armée. Mais en formulant de telles menaces, sans donner directement des armes, et des armes de qualité, aux Viet-Namiens, ils font une menace pour parvenir à un accord. Ils n'essaient pas de profiter des conditions favorables pour écraser les Yankees. Ils n'essaient pas de s'appuyer sur cette situation de conditions maxima, pour donner un coup contre l'impérialisme, mais pour négocier.

Ce qui les unit, les uns les autres, et ce qui continue à les unir, c'est leur peur de la révolution. Fullbright, en proposant l'incorporation de l'Union Soviétique à la construction d'un nouveau canal, s'adresse à la bourgeoisie mondiale, à l'impéiralisme yankee, et à la bureaucratie soviétique. Il appelle à faire un nouvel accord avec la bureaucratie soviétique sur la base de cette intervention en commun. Il cherche une nouvelle alliance avec l'Union Soviétique, alors qu'il y a une telle crise. En considérant la situation de la crise, Fullbright comprend, et l'exprime d'une manière indirecte, que continuer à avancer, c'est la guerre. Et ils sentent que c'est la défaite. Pour cela, la proposition, à l'impérialisme, à la bourgeoisie mondiale et à la bureaucratie d'un nouvel accord, sur la base de la tentative de gagner du temps, avec une participation en commun qui leur permet de se soutenir mutuellement, mais avec la condition que la bureaucratie soviétique puisse freiner et intervenir comme parapet, devant le développement de la révolution mondiale. Aussi, pour maintenir la division entre la Chine et l'U.R.S.S. Surtout, l'aile Fullbright cherche à gagner du temps, en espérant une plus grande détérioration des Etats Ouvriers, une plus grande avance de la politique de libéralisation des usines, de la coexistence pacifique, espérant gagner des avantages et du temps avec les disputes et les luttes interbureaucratiques, et avec le progrès d'une aile bureaucratique conservatrice en Union Soviétique et dans les autres Etats Ouvriers. C'est cela la finalité de l'impérialisme. Il n'a aucun autre intérêt et il n'y a aucune autre raison historique qui puisse la conduire à chercher un accord avec la bureaucratie.

Dans cette étape concrète, alors qu'il y a la possibilité qu'un front « sui generis » se réalise entre les Soviétiques et les Chinois en ce qui concerne le Viet-Nam, Fullbright va rompre ce front et proposer un autre front à la bureaucratie soviétique.

Fullbright se lance à briser ce front et à offrir un nouveau front à la bureaucratie soviétique. C'est une manœuvre diplomatique d'un secteur de l'impérialisme pour essayer d'empêcher une galvanisation même temporaire d'un front des Soviétiques et des Chinois ; c'est-à-dire, une tentative d'affaiblir le front de la Révolution Mondiale au travers des Chinois et des Soviétiques.

LA REVOLUTION AVANCE AVEC LE PROGRAMME SOCIALISTE.

La bureaucratie soviétique, comme l'impérialisme, redoute la révolution et l'avance de la révolution. Mais à la différence de l'impérialisme, la bureaucratie s'appuie sur un Etat Ouvrier en ascension, sur l'ascension de la révolution, et n'a pas d'autre remède que de dépendre de cela. Pour cela, elle doit décider : « Vous n'envahirez pas le Viet-Nam du Nord, parce que l'invasion au Viet-Nam, c'est la guerre en Amérique du Nord ». Mais en même temps, au lieu de profiter d'un tel rapport de force favorable, elle lance une menace pour parvenir à un accord.

Les Chinois, en dernière instance, de même. Si les Chinois voulaient profiter d'une telle situation et avaient une conscience marxiste de la situation favorable, ils lanceraient un appel au front unique, que nous proposons, maintenant, dans le sud-est asiatique. Les initiatives des dernières mesures progressistes de la révolution ne viennent pas des Chinois. Elles sont surgies en dehors des Chinois. Elles sont venues des Congolais, des Guatémaltèques, de Zanzibar, d'Indonésie. Le développement de la révolution socialiste à Zanzibar n'est

(suite page 6)

La nouvelle crise au Viet-Nam

pas venu des Chinois, mais des Zanzibariens, qui sont passés directement du féodalisme à la révoluiton socialiste. Au Mali, il y a 15 ans, on vendait les femmes et aujourd'hui, il y a une magnifique armée de femmes, avec une robe qui leur vient jusqu'aux pieds et avec des mitraillettes. Il faut voir leurs visages! Leurs visages n'ont rien de commun avec celui des esclaves. Quand on demande à Keita : « Les conditions au Mali sont terribles », il déclare : « Elles sont terribles, il n'y a rien à manger ». Et l'interrogateur attend qu'il dise alors que la révolution doit se faire lentement, qu'il ne faut pas se dépêcher ; en échange, il répond : « Non! Nous allons directement au socialisme ». « Comment allez-vous faire ? ». « Ah! Toute la population veut le socialisme. C'est cela que nous sommes en train de préparer ». Il existe un état de conscience et de compréhension historique. Ce n'est pas une aventure, la preuve en est que le Mali est en train d'avancer sur des mesures socialistes.

Et le Guatémala ! Le Guatémala est passé des guerillas, diretement à la révolution socialiste. Entretemps les communistes essaient de l'assujetir à la bourgeoisie inexistante, et qu'il faut d'abord créer. Il faut d'abord installer des industries, créer la bourgeoisie, et alors, faire un accord avec la bourgeoisie. Les Communistes cherchent la justification historique d'un accord avec la bourgeoisie et mettent des annonces : « Avons besoin d'une bourgeoisie pour front unique ». Ils ajoutent : « Et si ce n'est pas comptant, nous la prenons à crédit ». Ils cherchent comme des désespérés! De même en Bolivie. Nous disions aux communistes en Bolivie : « Vous voulez faire un front unique avec la bourgeoisie démocratique ? Où est-elle ? Cherchez-là! ». Ils répondent : « Paz Estenssoro ». Paz Estenssoro n'a rien à voir avec cela. Où est la bourgeoisie en Bolivie ? Quelle est-elle ? Elle n'existe pas! De même en Equateur : où se trouve la bourgeoisie démocratique ? Il faudrait d'abord la créer. En outre, ces gens ne croient pas à la démocratie.

Il n'y a aucune possibilité de telles étapes historiques. Le Guatémala en est la démonstration. Un petit pays, dans la plus complète misère, avec des années de dictature, avec deux défaites, passe directement à la révolution socialiste. Ce n'est pas la décision de deux ou trois personnes. Les conditions historiques permettent une telle chose. Mais c'est cela que disent les Trotskystes ! Lorsque nous posons de passer directement à la révolution socialiste, ce n'est pas qu'il nous vient à l'esprit de dire : « Venez, venez, ceci est plus joli ». C'est une conclusion historique! Aucun programme, aucune action historique, révolutionnaire, qui ait du succès, qui se maintienne, et qui conclut sur des besoins historiques, n'est pas un produit de l'imagination. Ce sont des nécessités contenues dans des possibilités historiques, et le programme en est un reflet. Le programme de la IVe Internationale n'est pas une invention de Trotsky. Il est simplement le reflet, dans le programme, d'une nécessité possible dans l'histoire. Par exemple, Trotsky posait : contrôle ouvrier, étatisation, échelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail. On se moquait alors de nous : « Ces Trotskystes sont fous! Echelle mobile des salaires, il faut être fou! ». Maintenant, officiellement, le gouvernement chilien, le gouvernement bolivien proposent l'échelle mobile des salaires. A leur façon. Mais ce sont des issues historiques.

LA COEXISTENCE PACIFIQUE NE PEUT RIEN DONNER.

En conclusion : tous ces événements du Viet-Nam du Nord marquent un aiguisement de la tension mondiale. Non pas parce que les impérialistes sont mauvais, mais parce qu'ils ont chaque fois moins de marge de négociation. Et chaque fois augmentera le langage de la guerre, des bombardements. La diplomatie va s'appuyer chaque fois plus, à chaque étape, sur des attaques, des assassinats, des bombardements atomiques.

Un autre aspect aura une importance décisive dans les prochaines étapes : la coexistence pacifique a démontré qu'elle est déjà arrivée au maximum qu'elle pouvait faire. Elle est au bout de ses possibilités ; la bureaucratie a montré qu'elle ne peut décider quand elle veut ni comme elle veut, n'importe quelle chose. Son intention était de concilier au Viet-Nam. Elle n'a pas pu concilier. Elle n'est pas intervenue, cependant l'impérialisme s'est arrêté, cela montre son sentiment qu'il ne peut aller plus loin, sans obliger la Chine à intervenir, et aussi l'Union Soviétique. Mais cette rétention ne signifie pas qu'il n'essayera pas d'intervenir de nouveau, elle signifie qu'il a été freiné. Indubitablement, l'Union Soviétique n'est pas intervenue pour essayer d'écraser l'impérialisme. Cela ne lui convient pas. Dans le jeu diplomatique, elle essaie de gagner du temps et un délai, et en plus, un terrain de négociation. Si la bureaucratie soviétique intervient activement et met en défaite l'impérialisme au Viet-Nam, la réponse de celui-ci sera la guerre. Et ce serait en plus un stimulant à la révolution, qui ne convient pas à la démocratie. Pour cela, elle essaie de mener un jeu diplomatique de positions, un jeu stupide, imbécile, mais criminel ; un jeu qui permet à l'impérialisme de gagner du temps et du temps, mais en même temps de se soutenir. Le triomphe du Viet-Nam du Sud ne convient pas du tout à la bureaucratie, mais sa défaite non plus. Ce n'est pas que cela représenterait un coup pour elle directement. Du point de vue du rapport de forces militaire, le Viet-Nam n'a aucune importance, aussi bien pour les yankees que pour les Etats Ouvriers. Il a de l'importance du point de vue de la stratégie mondiale de la révolution. La stratégie, ce ne sont pas des positions purement géographiques. C'est le stimulant du moral de la révolution, et aussi l'autorité de l'impérialisme, qui pend à un fil.

Le fait que les Yankees se voient obligés de chercher un accord sur la base de positions de force, vient de ce qu'ils doutent de continuer l'invasion du Viet-Nam du Nord. Mais la coexistence a déjà donné son maximum. A partir de là, elle n'avance plus, elle recule. Cependant la bureaucratie ne va pas la donner pour terminée, au contraire ; elle va continuer la coexistence. Mais elle n'a pas de délais ni de bases pour faire ce qu'elle veut, comme avant. Pour cela, il faut établir la différence entre la politique de Staline, de Krouchtchev et de Kossyguine. Les trois ont la même aspiration. Les trois défendent la même chose : les intérêts conservateurs de la bureaucratie, de la caste bureaucratique qui domine l'U.R.S.S. Mais ils doivent prendre des positions différentes, et d'une manière croissante, ils doivent prendre des positions qui ne tendent pas à favoriser la politique de l'impérialisme, en particulier dans la dernière étape de Kossyguine. Ce n'est pas un changement dans la politique de la bureaucratie, mais c'est le mûrissement de la Révolution Politique et des rapports de force mondiaux de la révolution, qui empêchent la bureaucratie de s'imposer.

Pour cela, l'importance et l'intérêt, que ce n'est pas Kossyguine qui parle quand il faut faire des déclarations fortes pour arrêter l'impérialisme, mais « L'Etoile Rouge » et le ministre de la guerre. La dernière déclaration importante, où ils ont dit : « L'invasion du Viet-Nam du Nord, c'est la guerre aux Etats-Unis », c'est le chef des missiles soviétiques qui l'a faite, le même qui un mois auparavant avait dit qu'une fusée soviétique met moins d'une demi-heure pour arriver à n'importe quelle partie du monde, et qu'il y en a une quantité suffisante pour liquider les Etats-Unis de la carte du monde.

Ce Mac Namara, qui a un nom d'œuf pourri, a fait une déclaration il y a peu de temps, où il a dit : « La guerre signifie cent millions de motrs aux Etats-Unis ». Il pose cela parce qu'il se prépare pour la guerre. Ils ne le posent pas pour obtenir un appui, mais pour préparer l'esprit d'un secteur de la bourgeoisie. En plus, pour obtenir l'appui de la petite-bourgeoisie nord-américaine. S'il accepte que la guerre signifie le premier jour cent millions de morts, il faut compter qu'il veut dire : en 15 jours ils sont morts. Parce qu'ils n'ont pas la capacité de se soutenir après la mort de cent millions. Le chaos qui va se produire aux Etats-Unis va être totalement imparable.

Quel sera le comportement de l'impérialisme dans la guerre ? Ils vont essayer de détruire toutes les bases militaires, stratégiques et industrielles et les zones prolétariennes. Le vértiable ennemi de l'impérialisme, c'est le prolétariat, non pas les fabriques, ni les armes.

Indubitablement, les armes sont le danger immédiat pour les opérations de guerre, mais si le prolétariat reste après la destruction des armes, le danger pour l'impérialisme continue. Pour cela, il va détruire le prolétariat. Les Etats Ouvriers, eux, n'ont pas intérêt à détruire le capitalisme. Il est possible que la bureaucratie essaye de le détruire, comme elle l'a fait en 45, en tuant des milliers et des milliers de prolétaires allemands qui recevaient l'Armée Rouge comme si c'était la révolution. Mais en 1965, 66 ou 68, ce ne sera pas comme en 1945 en Union Soviétique. La Révolution Politique avance. Une des choses qui montre l'avance de la Révolution Politique c'est que, lors des récentes élections en Union Soviétique, l'Union des Ecrivains et des Peintres ont liquidé toute l'aile de droite, ENTIEREMENT, et ont élu à nouveau Evtouchenko, qui reflète l'aile favorable à la révolution.

Ce que les Yankees ont fait au Viet-Nam du Nord, montre ce qu'ils vont essayer de faire dans le monde entier. Ils l'ont essayé, dans d'autres lieux : en Chine, en Corée, et ils ont échoué. Avec Cuba, ils ont essayé dix mille fois pire. A Cuba, ils entouraient l'île avec cinq cent mille soldats prêts à l'envahir, avec des bateaux, avec cinq mille avions pour bombarder Cuba. Les idiots de l'impérialisme yankee croyaient qu'ils allaient terroriser le peuple cubain, que le peuple cubain dirait : « 5.000 avions! 500.000 soldats! Ils nous tuent tous! ». Alors les Cubains resteraient, tout petits et tranquilles. Le peuple cubain a dit : « 5.000 avions ? Ils dureront trois jours... 500.000 yankees vont venir ? Nousles tuerons en deux semaines ». Il n'y eut pas d'attitude de soumission, de crainte, de terreur ou de paralysation. Au contraire, ils ont fait des calculs optimistes. Il y avait un cirque, soviétique je crois. Les gens disaient : « Ces Yankees de misère, ils vont empêcher de voir le cirque ». Tous étaient préparés, rien ne s'est paralysé. Cela fut la force de la révolution cubaine, non pas les cris de Fidel Castro. Si les masses avaient eu peur, il n'y avait pas de pouvoir qui puisse empêcher l'invasion de Cuba. Si les masses cubaines, devant l'annonce des 5.000 avions, de 500.000 Yankees prêts à envahir, de 180 bateaux pour bombarder, s'étaient écrasées, rien n'empêchait l'invasion de Cuba, ni les Soviétiques, ni personne. Ils envahissent! Mais ils savaient qu'une lutte de quatre heures à Cuba était le soulèvement de toute l'Amérique Latine. Pour cela, ils ne sont pas entrés.

Maintenant les Yankees essaient de faire au Viet-Nam ce qu'ils voulaient faire à Cuba. Ils essaient de frapper le Viet-Nam et d'en finir. Ils croient qu'ils décident avec les armes atomiques. Nous répétons : les armes atomiques ne décident pas la guerre. La guerre est une nécessité et un facteur social. Ce qui décide la guerre, c'est l'intervention des masses. Les Yankees peuvent essayer de liquider la Chine, mais ils doivent l'occuper. D'où vont-ils sortir les gens ? En plus, chaque arbre du Guatémala, de Cuba, de la Chine, va être contre eux. Tous! Les moustiques vont s'organiser et fabriquer du venin contre les Yankees. Les mouches, si inuisibles, vont se convertir en élément progressiste et vont injecter n'importe quelle peste aux Yankees. Tout le monde va intervenir.

LA FAIBLESSE DU FRONT INTERNE IMPERIALISTE ET LA LUTTE DES NOIRS.

Si les Yankees avaient une décision historique, ils auraient déjà décidé. Si la bureaucratie soviétique le pouvait, aussi. Si la bureaucratie doit s'arrêter, c'est parce qu'elle n'a pas d'autre remède que de dire aux Yankees : « Il faut négocier ». Elle ne peut faire comme Staline, qui a livré la Grèce, l'Irak et a essayé de livrer la Chine et la Corée. Elle ne peut faire comme Krouchtchev, qui a essayé de livrer Cuba et le Viet-Nam. Non qu'elle ne veuille pas. Cette trahison est dans la nature de la bureaucratie. Mais elle ne peut pas. La montée du développement de la révolution politique en Union Soviétique la paralyse, la Révolution Mondiale. Un autre facteur ce sont les Chinois. Ceux-ci peuvent être un facteur indépendant de toute cette montée de la révolution, ils font partie d'elle.

Si les Yankees avaient capacité de décider maintenant même par des moyens militaires, qui commande le monde, ils l'auraient déjà fait. Dans les raisons pour lesquelles ils ne le font pas, il y a aussi leur manque de sécurité intérieure. Ensuite, ils sentent que c'est leur fin. Nous répétons : la décision atomique de la part des Yankees est déjà prise. Ils vont intervenir. Le Viet-Nam le montre. Mais avec toute l'insécurité historique qu'on peut imaginer. Ils sont conscients qu'ils peuvent bombarder, détruire un pays, mais qu'après, il faut l'occuper. En plus, le peuple nord-américain doit continuer à vivre, et les Yankees doivent convaincre leur propre pays que c'est bien ce qu'ils font, que c'est correct. Pour cela, ils ne prennent aucune mesure qui puisse susciter, stimuler l'activité politique des masses nord-américaines. Rien! Même à leur désavantage, parce qu'ils pourraient faire des manifestations contre Cuba, contre le Viet-Nam. Rien! Pourquoi ? S'ils avaient la sécurité que les masses nord-américaines sont idiotes, ils le feraient. Mais ils savent bien qu'elles ne sont pas idiotes, que les masses nord-américaines vivent et sentent la révolution.

Deux faits historiques le démontrent, en plus des exemples déjà posés. Malgré l'interdiction de voyager à Cuba, à deux reprises, 60 à 80 étudiants nord-américains vont visiter Cuba, venant de différentes parties des Etats-Unis. Ce n'est pas un hasard non plus, que ceux qui se trouvaient à la tête des questions, de l'animation, des visites aux Cubains, étaient des Trotskystes. Ceux qui ont fait les questions et pris les positions les plus élevées, les plus importantes du point de vue révolutionnaire, c'étaient des Trotskystes. Ils ont demandé non seulement pourquoi les Trotskystes étaient prisonniers à Cuba, mais pourquoi on ne les laissait pas parler : « Laissez parler les Trotskystes! ». De tels faits montrent que les Etats-Unis vivent politiquement. Johnson doit dire : « Nous devons nous occuper plus du problème du bien-être social » — l'impérialisme, qui assassine au Viet-Nam et au Congo, n'a pas le sentiment pour s'occuper de l'humanité, encore moins de son propre peuple —. Il doit dire cela, parce qu'il veut gagner la confiance du peuple nord-américain, gagner du temps pour l'embourber dans la guerre.

Par deux fois, l'impérialisme yankee a pris des mesures qui montrent sa faiblesse immense, des mesures selon ses besoins de domination mondiale. Par deux fois, il diminue les impôts, la pre-

(suite page 8)

DOCUMENTS DU VIIe CONGRES MONDIAL
EN VENTE, DEUX BULLETINS CONTENANT :
— Résolution politique du Congrès,
— Rapport d'organisation, par le camarade J. Posadas.
Chaque bulletin peut être obtenu pour le prix de 10 fr., au local du Parti ou à l'adresse du journal.

LETTRE DU CAMARADE POSADAS AUX CAMARADES CUBAINS

TOUS LES MILITANTS TROTSKYSTES CUBAINS LIBERES !

Nous publions ici la lettre du camarade Posadas sur la libération des camarades cubains. Ayant reçu la nouvelle de leur libération lorsque notre journal « La Lutte Ouvrière » se trouvait déjà à l'imprimerie, nous avons sorti immédiatement un supplément contenant le salut du Secrétariat International aux camarades. Maintenant, nous publions cette lettre saluant les camarades, leur libération, qui est un triomphe du programme révolutionnaire de la IVe Internationale et du droit des masses à intervenir dans la construction de l'Etat Ouvrier.

Le Comité de Rédaction.

CHERS AMIS,

Nous venons de recevoir directement de la Havane la nouvelle que tous les camarades emprisonnés à Cuba ont été remis en liberté. Nous avons parlé avec eux la nuit dernière, le 22 avril. Ils vont tous très bien et chacun est chez soi.

La liberté de nos camarades cubains est un événement historique comparable aux grandes avances des luttes révoutionnaires de l'humanité. C'est l'avance, le progrès incessant de la révolution mondiale, notre lutte et activité intransigeantes (y compris celle de nos camarades cubains) qui a permis ces mises en liberté de camarades ignominieusement emprisonnés.

Nous saluons avec notre plus grande force, solidarité et fraternité révolutionnaires la libération de nos camarades. Nous saluons plein d'allégresse et d'enthousiasme, d'allégresse et d'optimisme et félicitons de toute notre force et décision révolutionnaires le comportement digne, résolu, inébranlable de nos camarades cubains qui ont su maintenir intacte dans le combat leur dignité révolutionnaire et les principes révolutionnaires. Ils ne se sont laissés ni abattre, ni soumettre aux réactions inconscientes et non conformes à l'intérêt objectif révolutionnaire malgré l'ignominieux emprisonnement de plus d'un an.

La confiance inébranlabe des camarades dans le cours ascendant de la révolution mondiale, dans le développement des luttes révolutionnaires des masses et dans l'avance et le développement de l'Internationale, leur sécurité consciente et constante dans la politique et les objectifs de l'Internationale ont été les piliers qui ont maintenu leur confiance permanente dans le succès et le développement de la révolution mondiale. Leur libération est une partie très importante, étroitement liée au cours ascendant de la révolution mondiale et de la révolution politique dans les Etats Ouvriers. La pureté révolutionnaire de nos camarades, leur comportement digne dans la prison ont été des éléments fondamentaux pour éduquer, élever, donner confiance aux masses, aux dirigeants et aux cadres responsables de la marche de la révolution mondiale, à commencer par Cuba. Les masses du monde et de Cuba inclus ont vu, ont senti le comportement des camarades trotskystes emprisonnés de même que celui des militants trotskystes et de l'Internationale. La IVe Internationale a posé en premier lieu la défense inconditionnelle de l'Etat Ouvrier cubain et de la révolution mondiale, et ceci avant la défense de ses intérêts de partis, avant la libération des camarades. La lutte, la libération fait partie du besoin historique, du développement ascendant du progrès de la révolution mondiale.

Dans les prisons ,nos camarades se sont employés à impulser la révolution, à élever les capacités combatives des emprisonnés en défense de l'Etat Ouvrier cubain. Ils ont été responsables de cours sur le marxisme. Ils se sont donnés avec passion, responsabilité et objectivité révolutionnaire à cette tâche, pour impulser la révolution. Ils combattaient à l'intérieur de la prison en défense de l'Etat Ouvrier et de la révolution mondiale, bien qu'ils étaient les prisonniers de cet Etat Ouvrier. Leur digne comportement, leur résolution, leur activité responsable et objective (passant avant eux-mêmes et leur lutte pour la liberté) en défense de l'avance de la révolution, de l'Etat Ouvrier cubain ont été des éléments fondamentaux de leur mise en liberté Ils ont impulsé et donné confiance et sécurité à des dirigeants, des cadres et militants de l'Etat Ouvrier et de la révolution mondiale.

Nous donnons avec notre plus grande force et décision et objectivité révolutionnaire, une accolade à nos camarades. Et cela au nom de toute l'Internationale, des masses exploitées du monde, des masses des Etats Ouvriers, des pays coloniaux et semi-coloniaux qui luttent pour se libérer de l'oppression. Nous fusionnons avec la sécurité et la responsabilité révolutionnaires de nos camarades de la section cubaine de la IVe Internationale.

Nous nous rappelons également de toutes nos forces et affection révolutionnaires, avec toute notre conscience et volonté de lutte révolutionnaire de Léon Trotsky et de l'opposition de gauche en U.R.S.S. A cette étape historique pour le progrès humain, la liberté des trotskystes à Cuba est aussi et fondamentalement une conséquence de la fermeté, de la sécurité et de la conviction historique de Léon Trotsky dans le triomphe final et le besoin historique du trotskysme. L'opposition de gauche en U.R.S.S. fait partie de ce triomphe du trotskysme mondial qui a su maintenir sa sécurité et la persistance de son esprit de lutte. C'est là un facteur important pour le développement de la révolution mondiale, pour l'impulsion, la sécurité et la fermeté historiques des cadres, des secteurs et noyaux révolutionnaires qui en U.R.S.S. ont su et avant maintenir leurs principes et objectifs révolutionnaires en luttant comme ils ont pu et comme ils peuvent en attendant le moment historique qui arrive pour impulser et réanimer l'avance de la révolution socialiste en U.R.S.S. et dans les autres Etats Ouvriers. Leurs luttes sont une partie inséparable du progrès et de l'ascension de la révolution politique et de la révolution socialiste mondiale. Eux tous, comme le rappelait Trotsky, sont une partie indestructible du progrès de la révolution mondiale.

Notre joie ne vient pas uniquement du fait que les camarades sont libérés, cela n'est qu'un aspect. La raison principale de notre joie est de constater, de vérifier malgré des épreuves si difficiles que celles de ces emprisonnements que l'Internationale a raison historiquement et concrètement, que notre inébranlable décision dans la défense des principes de la révolution prolétarienne et des Etats Ouvriers ont stimulé, stimulé des courants, des secteurs, des tendances qui se font sensibles à la pression du processus objectif, qui parvient à sentir le besoin de changements révolutionnaires dans la politique des directions des Etats Ouvriers.

Ces tendances viennent d'en ressentir le besoin et se sont animées à appuyer la libération de nos camarades. C'est le commencement, la continuation de la fusion sui-generis de la IVe Internationale avec les forces qui se sont organisées inconsciemment, empiriquement pour la révolution politique, c'est la poursuite consciente de la révolution mondiale. La décision, la dignité et l'objectivité de la vie militante dans la prison ont contribué au développement de la révolution politique avec une force et une importance historique immense. Sous la pression de l'Etat Ouvrier, ils ont maintenu, impulsé et luté pour garder la sécurité et la confiance dans la révolution mondiale. Les forces, les tendances qui à Cuba ont collaboré à ces libérations dans une forme encore inconsciente signifie qu'une tendance est en marche qui cherche à appuyer les luttes révolutionnaires des masses du monde.

Le comportement, les luttes, les activités de l'Internationale, de toutes nos sections ont été un facteur décisif de la liberté de nos camarades. Les campagnes pour leur liberté soumises aux besoins et à la défense et au développement des Etats Ouvriers et de la révolution mondiale ont permis de comprendre et de faire sentir le besoin objectif de la révolution auprès de nombreux secteurs, tendances et cadres dirigeants de la révolution mondiale. Notre Internationale, tous nos cadres dirigeants et militants, tous les sympathisants ont joué un rôle fondamental dans ces libérations. Ils ont fait peser, sentir l'influence, la force des positions et objectifs révolutionnaires alors qu'auparavant ils n'avaient pas de point d'appui suffisant pour s'appuyer. Aujourd'hui ils les ont. C'est l'exemple le plus clair de la fusion des polisations, des idées et des luttes de la IVe Internationale avec la révolution mondiale. Notre petite force numérique a montré qu'elle pouvait compter sur des points d'appui d'une très grande importance parce que se basant dans le besoin objectif du trotskysme pour que la révolution avance dans le monde, pour que les Etats Ouvriers progressent. Là est la base de notre confiance et de notre optimisme conscient.

La liberté de nos camarades à Cuba est l'expression déjà en forme organique, bien qu'encore indirectement et empiriquement de la fusion du trotskysme avec la marche ascendante de la révolution mondiale. Les succès du développement de la révolution et des guerillas au Gautémala, du «Mouvement du 13 novembre», du développement des luttes révolutionnaires des masses argentines et notre front unique avec elles pèsent et pèseront d'une façon toujours plus décisive pour élever la confiance et la sécurité révolutionnaire objective des groupes, tendances et courants encore confus et dispersés.

Les trotskystes ont été emprisonnés pour des raisons et des intérêts politiques des bureaucrates, pour des intérêts réactionnaires. Si dans le monde les courants révolutionnaires triomphaient, si le besoin de la révolution restait en forme passive et conservatrice, il n'y aurait pas eu de force ni le besoin de libérer les trotskystes dans un Etat Ouvrier. Si en 1965, en plein conflit sino-siviétique, les trotskystes sont libérés, cela répond à un besoin politique. Ils n'ont été que des instruments occasionnels pour imposer le besoin du progrès et de l'avance historique de la révolution qui ne peut encore s'appuyer et compter sur des instruments conscients que sont les trotskystes et la IVe Internationale.

En pleine crise du Viet-Nam, de Cuba et des Etats Ouvriers, la bureaucratie et la réaction contre-révolutionnaire mondiale n'ont pas eu la force historique pour assassiner les trotskystes comme ils l'ont fait dans l'étape antérieure. Aujourd'hui, les trotskystes sont libérés. C'est une forme indirecte, inconsciente et empirique qui exprime le mûrissement des conditions et des forces dirigeantes qui se lèvent pour impulser la révolution permanente mondiale et la révolution politique. La crise du Viet-Nam a ouvert des groupes, des tendances, des secteurs dirigeants de la révolution mondiale à la compréhension et à un mûrissement non seulement sur le Viet-Nam, mais dans une résolution persistante, une constante inébranlable de ce que les masses du monde impulsent les luttes révolutionnaires pour détruire le capitalisme et l'impérialisme. 10.000 personnes viennent de former une république indépendante à Panama. Elles ont décidé de la formation de milices pour se défendre et se maintenir. Leur intention, leur désir est de se libérer de l'oppression capitaliste. Leur méthode et formes de luttes reçoivent toute l'influence de la lutte révolutionnaire des masses du monde. Les masses du Viet-Nam ne se laissent ni intimider, ni terroriser. Nos camarades non plus. En prison à Cuba, ils ne se sont laisser ni terroriser ni intimider.

La décision de lutte de l'Internationale comme de nos camarades cubains a été, est et sera une partie constitutive fondamentale de l'ascension des luttes révolutionnaires et du progrès mondial de la révolution. Nos sections doivent comprendre et s'appuyer dans ces considérations et conclusions concrètes et vivantes, dynamiques, pour élever leur activité et leurs perspectives, leurs objectifs et leurs décisions de lutter, de progresser, d'élever leur vie et fonctionnement et objectivité révolutionnaires. L'activité mondiale de l'Internationale, ses luttes ininterrompues pour impulser la révolution mondiale, ont puissamment contribué à la libération de nos camarades. Cela doit aussi contribuer à impulser le développement des fronts uniques avec tous les courants et tendances révolutionnaires qui, comme nous, s'orientent à chercher le chemin de la révolution.

L'Internationale avait prévu la libération de nos camarades cubains. Dans une lettre à ces camarades, du camarade Posadas en novembre 1964, il était dit que le rapide développement de la révolution mondiale sortirait les camarades de prison. La confirmation de ces prévisions doit servir à toute l'Internationale pour élever son rendement, son fonctionnement, pour harmoniser et organiser dynamiquement ses activités et ses objectifs. Il ne faut pas craindre la petitesse de notre nombre. Notre force est la compréhension du processus révolutionnaire et notre décision de nous fondre dans l'activité à la dynamique révolutionnaire, en cherchant à toujours élever notre rendement, en essayant d'organiser des fronts uniques avec les courants, tendances révolutionnaires. La liberté de nos camarades cubains est une preuve historique que nous nous rapprochons à grans pas et à un rythme dynamique et vigoureux du règlement final des comptes. On ne doit pas s'attendre à des résultats immédiats de ces libérations. Il faut s'y attendre à court délai. Les forces qui se sont intéressées à ces libérations — comme auparavant pour nos camarades espagnols — montre qu'un développement empirique, inconscient de tendance existe à la recherche de l'organisation des luttes révolutionnaires. Elles sentent l'impulsion objective que l'avance de la révolution donne aux conquêtes actuelles. Les bases de notre front unique suis generis sont en train de se solidifier à l'échelle mondiale. Demain, le front unique mondial de la IVe Internationale avec les forces qui essayent timidement, empiriquement d'impulser la révolution mondiale, sera ouvert.

Nous entrons dans l'étape de la fusion mondiale de l'Internationale avec la révolution mondiale. Il faut développer l'activité de nos sections d'une façon ordonnée, mais vigoureusement et dynamiquement. L'activité intransigeante de l'Internationale, son influence sur le cours de la révolution, des guerillas guatémaltèques, des luttes en Argentine, Bolivie, Pérou, Brésil, sont des facteurs qui ont influencé et influenceront puissamment la décision de tendances et de groupes vers la révolution mondiale.

L'autorité objective politique de l'Internationale est en train d'avancer dans des courants, des tendances qui cherchent empiriquement à avancer vers la révolution mondiale. Sur la base de ces conclusions, il faut développer l'activité de nos sections. D'ici deux, quatre ou cinq ans, toute l'Amérique Latine sera englobée dans la révolution mondiale. Nous sommes déjà en train d'entrer puissamment dans ce chemin. Comme cela a été prévu par le VIIe Congrès Mondial, nous serons à la tête, avec la tête en front unique avec les directions de la révolution mondiale dans peu d'années.

Au nom du Secrétariat International, nous saluons sans fin nos camarades cubains et nos sections de l'Internationale qui avec leurs luttes ont obtenu la liberté de nos camarades cubains.

Pour le S. I. :
J. POSADAS.

23 avril 1965.

LA NOUVELLE CRISE AU VIET-NAM

mière de dix mille millions de dollars, et l'autre mille cinq cents millions de dollars.

L'impérialisme doit éliminer onze mille millions de dollars d'impôts pour maintenir le rythme et stimuler le développement de l'économie, parce qu'il arrive à l'épuisement. Autrement il ne ferait pas ainsi, parce que c'est un affaiblissement de toute façon de l'appareil et de la réserve d'or. Par deux fois consécutives, il diminue les impôts. Il élimine la réserve d'or de toutes les réserves bancaires et les transfère, en dernière instance à la puissance industrielle. Il ne la laisse pas en l'air, mais il la transfère d'une façon indirecte à la puissance industrielle nord-américaine. Ils doivent déclarer concrètement que 25 % de la population nord-américaine souffre de la faim, chose qu'ils ne disaient pas avant, et qu'il faut s'occuper de cette faim. Ils disent aux industriels : ramenez les capitaux et investissez-les aux Etats-Unis. Il doit faire toutes ces choses parce qu'il doit fortifier le front intérieur, parce qu'il sent les ébranlements, des doutes, de l'insécurité dans la confiance vis-à-vis du pouvoir économique, militaire et social de l'impérialisme. S'il avait une solidité effective, il ne recourrait pas à de telles mesures et de telles déclarations.

La lutte des Noirs aux Etats-Unis est un indice pour la rébelloin des noirs. Mais un fait montre la direction et le chemin qu' est en train de prendre la lutte des noirs : l'assassinat de Malcolm X. Celui-ci a commencé par être un musulman noir, c'est-à-dire : ceux qui veulent se séparer des blancs. Ils sont racistes comme les blancs et réactionnaires. Apparamment leur programme est démocratique ; mais dans le fond ils sont réactionnaires. Ils servent de pont à l'impérialisme pour contenir la lutte des noirs pour l'intégration et les droits démocratiques. Mais ce Malcolm X. a visité l'Asie et l'Afrique ; il a reçu l'influence du développement de la révolution africaine, surtout quand il est allé en Algérie et en Egypte. Il est revenu en proposant, non pas de grandes mesures, mais une série de mesures qui incluaient la lutte contre l'impérialisme. Aucun de ces leaders noirs encore, ni Luther King ni les autres, n'a parlé de lutte contre l'impérialisme. Malcolm X. a posé comme condition essentielle de la lutte des noirs, la lutte contre l'impérialisme yankee. Pour cela, ils l'ont assassiné, non parce qu'il avait une valeur ni une importance par lui-même, mais parce qu'il était le reflet d'un mûrissement de couches de la petite-bourgeoisie, qui comprend qu'il n'y a pas de lutte des noirs isolée de la lutte de classe aux Etats-Unis, et que en même temps, elle est aussi unie à la lutte mondiale contre l'impérialisme. Pour cela, ils l'ont assassiné. C'est une expression indirecte du mûrissement de la révolution. Non pas une expression vive, directe, mais bien indirecte.

Selon les derniers rapports, inclus de l'O.N.U., dans des zones de Chicago, de Détroit, de Pittsburgh, c'est-à-dire dans des zones de développement industriel et prolétarien, il y a eu des mouvements des noirs, pas pour demander des revendications de droit civil, mais pour participer effectivement à la lutte aux côtés des ouvriers blancs. Toute lutte des noirs, qui se sépare des ouvriers blancs est dans le fond une base d'appui réactionnaire, utilisée par l'impérialisme. Il n'y a pas de séparation entre la lutte des noirs et la lutte des blancs aux Etats-Unis. Si le mouvement noir, par nécessité de sa propre existence, a besoin d'une action indépendante, son programme de lutte doit tendre à s'unir à la lutte de classe des ouvriers blancs des Etats-Unis, à la lutte contre le capitalisme aux Etats-Unis et contre l'impérialisme dans le monde. Sans quoi, il n'y a pas de lutte progressiste, mais une action qui profite en dernière instance à une couche petite-bourgeoise et bourgeoise de noirs, pour leur situation dans le camp capitaliste des Etats-Unis. Toute lutte qui n'aboutit pas par un appui aux ouvriers blancs pour se libérer des bureaucrates syndicaux et de toute cette bande, toute lutte qui ne tend pas à s'unir à la lutte pour renverser le capitalisme yankee, sépare en dernière instance les masses noires de la lutte de classe aux Etats-Unis et permet l'action de l'impérialisme yankee. Malcolm X. sentait cela. Il avait encore une confusion immense. Il n'avait pas de notions claires. Mais il était influencé. C'était la première expression chez les noirs, d'une lutte contre l'impérialisme. Pour cela ils l'ont liquidé. Cela montre par conséquent la faiblesse immense de l'impérialisme qui doit assassiner un homme qui n'avait pas d'appui, qui avait un petit mouvement et qui continuait à se croire une espèce de Dieu.

Le fait que l'impérialisme se voit obligé d'organiser l'assassinat de cet homme, c'est parce qu'il a peur de la propagande, de la diffusion, de l'influence qui court. La société nord-américaine est sensible à la Révolution. C'est notre conclusion. C'est pourquoi l'impérialisme a peur.

TOUTES LES CONDITIONS EXISTENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION.

Tout cela montre les avantages favorables pour le développement de la révolution. Qu'ils aient des armes qu'ils vont détruire, qu'ils vont tuer, c'est indiscutable. Ils vont le faire de toute manière. Mais plutôt se développera la révolution, plutôt ils seront obligés d'entrer en guerre, et mieux ce sera pour l'huamnité! Ils causeront moins de dommages, infiniment moins. d'autant qu'il y a une situation historique dans laquelle on peut faire un front unique comme dans le Sud-Est asiatique, ces conditions historiques n'ont jamais existé qui rendent possible un front unique de toutes les masses. Il faut un appel aux masses de Malaisie dans le conflit avec l'Indonésie, à l'autodétermination et à former une fédération anti-impérialiste, un appel qui unisse toutes les masses. En Amérique Centrale, par exemple : un appel à l'unification ANTI-IMPERIALISTE de l'Amérique Centrale. Que le mouvement du 13 novembre lance un appel au FRONT UNIQUE ANTI-IMPERIALISTE en Amérique Centrale, un appel qui tende à unifier et impulser les masses. Ce serait une immense force que celle qui donnerait une perspective correcte répondant au désir des masses centre-américaines, mais aujourd'hui, il faut répondre au besoin du développement économique et social. Nous proposons la même chose dans le conflit du fleuve Lauca entre la Bolivie et le Chili, ou dans le conflit entre le Pérou et l'Equateur. Qu'ils s'unifient! Que l'Equateur, le Pérou, le Chili, la Bolivie s'unifient régionalement dans une fédération vers la Fédération Socialiste Latino-Américaine. Toutes les conditions existent pour développer la révolution. Il faut considérer que la révolution du Viet-Nam est un point culminant d'une étape de la crise de l'impérialisme dans laquelle il montre qu'il ne peut continuer à supporter le développement de la révolution, mais en même temps qu'il est immensément faible pour l'empêcher. C'est pourquoi il menace d'intervenir et il doit s'arrêter. Il est disposé à intervenir, à massacrer, à assassiner, mais il est retenu par la révolution. Et il répondra par la guerre.

La révolution le contient, le limite et plus encore, la révolution triomphe. C'est la condition dans l'étape actuelle pour un appel à intervenir en un Front Unique asiatique, y inclus tous les Etats Ouvriers : Front Unique de tous les Etats Ouvriers, un appel aux masses latino-américaines, asiatiques, africaines. Dehors l'impérialisme! Etatisation de toutes les propriétés impérialistes! Contrôle ouvrier! Expropriation des propriétés foncières et partage de la terre aux paysans! Alliance ouvrière et paysanne! Gouvernement ouvrier et paysan! C'est la formule de Lénine et de Trotsky en 1917, la formule avec laquelle triompha en dernière instance la révolution chinoise.

Et c'est la formule que les ouvriers imposèrent à Fidel Castro, alors qu'il prônait des réformes capitalistes, et les ouvriers lui montrèrent qu'ainsi n'allaient pas les choses. Les ouvriers ne s'intéressèrent pas à Fidel Castro quand il parlait de réformer le capitalisme. Quand les ouvriers virent qu'ils pouvaient influencer, imposer et exproprier, alors ils intervinrent avec âme et vie. Là se fit le gouvernement ouvrier et paysan. Avant que le gouvernement de Fidel Castro ne se concrétise, les masses firent le gouvernement ouvrier et paysan dans la rue. Fidel Castro ne le fit pas, les masses le firent en occupant les usines, les fermes. Avant que Fidel Castro ne signe l'étatisation des entreprises de l'électricité, elles avaient déjà été occupées par les ouvriers durant 15 jours. Avant que Fidel Castro exproprie toutes les entreprises yankees et les « ranch » des éleveurs, les ouvriers les avaient occupés! Et quand Guevara, les armes à la main, vint pour les en chasser, les paysans le reçurent aussi, les armes à la main. « Hola Guevara, comment vas-tu ? ». Le gouvernement à l'époque d'Urrutia a sorti un décret, disant que celui qui occuperait les fermes serait fusillé. Et les ouvriers et les paysans dirent : « Ainsi on va fusiller! Bien, mais qui fusillera ? ». Et ils occupèrent tout et quand on voulait les chasser, ils demeurèrent. Ensuite Fidel Castro sortit le décret : « Tout est étatisé« ». C'était déjà étatisé!

La même chose s'est passée dans les mines boliviennes. Ce n'est pas Lechin qui organisa le contrôle ouvrier en Bolivie. Les masses l'imposèrent dans les faits. Quand Lechin se vit perdu en 1952, il appela l'appui des masses en disant : « Nationalisation des mines ». Et les ouvriers ajoutèrent : « Contrôle ouvrier ». Et alors Lechin, depuis le palais du gouvernement disait : « Contrôle ouvrier ». Il recourut à cela lorsqu'il se vit perdu. Les masses lancèrent et le combat cessa. Après deux jours d'intervention ouvrière, tout cessa. Lechin dit alors : « Nous nationalisons les mines ». Non! Ils n'ont rien nationalisé! Ce furent les masses qui les obligèrent à nationaliser.

Dans tout le sud-est asiatique, dans toute cette région, la situation est mûre pour tout nationaliser, et complètement. La politique du bloc des quatre classes des Chinois ne sert à rien. Ils essayent d'avancer avec des mesures diplomatiques pour empêcher la guerre, pour tromper l'impérialisme. Personne ne trompe l'impérialisme, qui a conscience qu'il n'a pas d'autres moyens que d'avancer à coups de fusil, puis avec la guerre atomique. Ce n'est pas la diplomatie des Chinois qui va tromper l'impérialisme. Au contraire, la diplomatie des Chinois et des Sovivétiques donne plus de place historique et de temps historique à l'impérialisme, lui permet de prolonger son existence sans aucun gain pour la révolution. Chaque jour qui passe, il possède plus d'armes atomiques, plus de moyens de destruction. En conséquence, chaque jour qui passe va permettre que l'impérialisme cause davantage de dommages à l'humanité. Plutôt trimphera la révolution et moins l'impérialisme causera de dommages. Le prolétariat européen doit intervenir, se mobiliser avec des arrêts de travail, des grèves, des manifestations, des meetings, appelant à exproprier les entreprises impérialistes. Pour que les mobilisations aient un effet et une portée réelle, il est nécessaire d'unir les mots d'ordre de défense du Viet-Nam contre l'impérialisme aux consignes : « Dehors l'impérialisme! Expropriation des entreprises impérialistes! Dehors l'O.T.A.N, l'impérialisme et ses missions d'Europe! ».

Il faut lancer un appel à une nouvelle organisation mondiale des peuples, en partant de l'Indonésie, du Viet-Nam, de la Chine, avec le programme anti-impérialiste d'expropriation et d'expulsion de l'impérialisme. Et en même temps un appel à l'intervention de tous les Etats Ouvriers. Appel à ce qu'en Chine on fasse des manifestations de cent millions de personnes, à ce qu'on organise des milices pour intervenir et appeler à organiser des armées de milices dans tous les Etats Ouvriers, et dans tous les pays où se développe la révolution, comme en Indonésie, en Egypte, en Irak. La milice ne s'oppose pas à la guerilla, mais c'est la forme régionale, territoriale d'organisation de la lutte à un niveau déterminé. La guerilla ouvre la lutte, impulse, prépare les conditions et postérieurement est continuée par les milices. La milice est la forme nationale de l'organisation de la lutte sans arrêter de s'appuyer sur les guerilleros. Ce doit être la forme de lutte actuellement : milices en Indonésie, milices au Viet-Nam du Nord, milices dans tout le sud-est asiatique. Chaque habitant un fusil, chaque habitant un soldat, chaque habitant organisé sur le lieu de travail, le quartier pour intervenir.

Il faut faire ce programme pour intervenir immédiatement, parce qu'il y a les conditions les plus favorables pour le développement de la révolution, l'écrasement de l'impérialisme, et en même temps l'impulsion de la crise sino-soviétique en faveur du développement des tendances révolutionnaires de la part des Chinois.

J. POSADAS.

Le 5 mars 1965.

MEETINGES DE CLOTURE DE LA CAMPAGNE ELECTORALE AU LOCAL DU PARTI

La campagne électorale s'est terminée par un meeting de clôture au local du Parti. Ce meeting a exprimé toute la force de la campagne, tant dans les exposés des camarades que par l'assistance au meeting.

La décoration du local exprimait la propagande que le parti avait mené. Le drapeau, la banderole avec l'inscription « Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section belge de la IVe Internationale — Votez 10 — pour un gouvernement ouvrier et paysan », les affiches imprimées et dessinées à la main, des pancartes avec des points du programme, les troncs, le haut-parleur, des journaux et documents de l'Internationale, c'est-à-dire tout le matériel de la campagne y était présent.

Après une introduction par le camarade André, la camarade Claudine Pôlet a fait l'analyse de la situation nationale et dressé le bilan de la campagne du Parti, soulignant encore une fois que le parlement ne sera jamais un centre de lutte anti-capitaliste. La lutte de la classe ouvrière se déroule sur le plan extra-parlementaire, dans les usines et les quartiers ouvriers, dans l'organisation de la clase. La campagne du Parti, en conséquent, ne se termine pas avec le scrutin, mais continue à impulser cette lutte à travers le programme anti-capitaliste et l'appel à l'organisation de la classe dans un Front Unique Prolétarien. La campagne a fait partie de cette lute, de même que les votes exprimés par la classe ouvrière, qui indiquent sa recherche d'une politique révolutionnaire de classe.

Ensuite, le camarade Piero Leone, du Comité Exécutif de l'Internationale, a fait le rapport sur la situation internationale, montrant que le mûrissement du prolétariat belge fait partie d'un processus mondial dans lequel la force du camp ouvrier et sa pression sur ses directions réformistes ou bureaucratiques devient de plus en plus décisive.

Après la dicussion des deux exposés, où plusieurs camarades sont intervenus, le meeting a été clôturé par la camarade Frieda, en insistant pour que la lutte continue, en appelant les camarades à appuyer le Parti dans ses actions et en donnant un soutien financier régulier. Puis tous les camarades debout et lepoing levé, ont chanté le chant émouvant de « L'Internationale ».

En sortant du local, les camarades ont déjà donné une première réponse à l'appel financier du Parti, en mettant de l'argent dans les troncs, pour une valeur de presque 1.000 francs.

Editeur responsable :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

3me Année — N° 30

19 JUIN 1965.

—— BI-MENSUEL ——

Le prochain numéro sortira le 3 juillet.

LE NUMERO : 5 FRANCS

EDITORIAL

INTERVENTION DIRECTE DES MASSES POUR FAIRE FACE AUX FERMETURES ET AU CHOMAGE
FRONT UNIQUE P.S.B. - P.C. - F.G.T.B. - C.S.C. AU GOUVERNEMENT

La crise gouvernementale qui dure depuis un mois, et d'autre part la crise économique qui se manifeste de plus en plus clairement montrent bien quelle est la situation d'extrême faiblesse et de décomposition du capitalisme en Belgique. La bourgeoisie cherche désespérément les moyens de se garantir contre l'énorme mécontentement des masses et leurs aspirations anti-capitalistes. Dans son propre sein, elle est divisée : un secteur cherche à constituer un gouvernement « dur » avec le P.S.C. et le P.L.P., pour concentrer ce qui lui reste de force ; l'autre secteur espère encore tirer profit de la collaboration offerte par le P.S.B. Cependant le Parti Socialiste n'est plus qu'une faible garantie pour les capitalistes. L'énorme défaite électorale du P.S.B. a traduit, bien qu'imparfaitement, l'esprit critique des masses et leur recherche d'une issue anti-capitaliste.

La bourgeoisie cherche un gouvernement capable de contenir la poussée et les luttes des masses. Cela lui est d'autant plus pénible que la crise actuelle vient encore s'approfondir sur le plan économique.

Les mesures de licenciement, de chômage, de fermetures d'usines et de charbonnages se multiplient et pèsent sur des secteurs de plus en plus nombreux de travailleurs.

Face à cela, ce sont les masses dans leur ensemble qui doivent intervenir directement, en opposant à la décomposition capitaliste, leur point de vue, et en imposant leurs solutions.

Les organisations de gauche ne s'orientent pas dans cette voie. Le P.C. krouchtchévien, « La Gauche », comme le M.P.W. cherchent à détourner la combattivité de la classe ouvrière, soit dans la lutte au Parlement, dans des pressions sur les gouvernements, sur les autorités provinciales ou communales, pour qu'ils réalisent eux, les soi-disant réformes de structure nécessaires à la défense des masses.

Mais la bourgeoisie ne peut accéder à aucune réforme, elle continuera de fermer les charbonnages, à réduire le personnel dans les usines, à en fermer d'autres, elle n'installera pas de nouvelles usines pour contrebalancer les emplois perdus parce qu'elle agit uniquement en fonction de ses propres intérêts de classe. Le programme réformiste, même de gauche, et les méthodes réformistes qui l'accompagnent conduisent à une voie sans issue !

D'autre part, c'est dans l'immédiat que ces problèmes se posent à la classe ouvrière, et c'est dans l'immédiat qu'il faut engager la lutte pour les résoudre sans attendre d'impossibles réformes de structures.

Les mesures de fermetures décidées par le patronat s'étendent déjà des charbonnages, à l'industrie métallurgique (usines Gilson), aux usines textiles de la région de Gand. C'est une première manifestation de la crise insoluble pour lui où se trouve le capitalisme, et dans laquelle il ne peut faire aucune concession aux masses. Il faut imposer des mesures anti-capitalistes pour y faire face, **organiser immédiatement l'occupation de toutes les usines qui ferment pour les maintenir en fonctionnement sous le contrôle des ouvriers et de leurs organisations, exiger l'ouverture des livres de comptes patronaux, lutter pour la nationalisation sans indemnistaion de toutes les entreprises en faillite.**

Dans de nombreuses usines, des ouvriers sont licenciés, mis en chômage partiel ou complet. La riposte dela classe ouvrière doit s'organiser dans l'immédiat pour y faire face : **Pas un seul licenciement ! Pas un seul chômeur ! Organiser le partage du travail existant entre tous les ouvriers, la réduction du temps de travail sans perte de salaire.**

Toute la classe ouvrière est menacée aujourd'hui dans son droit au travail, dans son niveau de vie, sa sécurité d'existence, et c'est massivement qu'il faut organiser son intervention pour faire peser et s'exprimer sa véritable force, imposer les mesures anti-capitalistes. La lutte orientée vers le Parlement, ou des pressions sur le gouvernement, ne permettront jamais de faire triompher ce programme. Les ouvriers doivent le mettre en application immédiatement, dans chaque entreprise menacée, en constituant des comités d'usine, de mine, de quartier à la base, pour mettre sur pied la réalisation concrète du programme et l'imposer.

Dans chaque usine, dans chaque mine qui menace de fermeture, de licenciement, il faut créer de tels comités, les coordonner entre eux pour transmettre chaque expérience, unifier chaque lutte, appeler à la solidarité et à la mobilisation de tout le secteur et de toute la clase ouvrière. Les masses doivent intervenir directement, dans des manifestations, des arrêts de travail, sur la base de la politique anti-capitaliste et des méthodes anti-capitalistes.

Dans ces conditions, le Front Unique Prolétarien peut se développer et se renforcer parce que les masses voient une perspective anti-capitaliste et qu'elles ont la force pour l'atteindre ; l'unité de laquelle parlent les réformistes « de gauche », divise en fait la classe ouvrière dans la mesure où ils maintiennent la confusion sur les moyens, la portée et le programme de lutte nécessaires.

Le Front Unique se réalise à la base entre les ouvriers, chrétiens, socialistes, communistes, dans leur recherche commune pour donner une solution de classe aux problèmes des mases et dans le développement de la lutte concrète.

Ce Front Unique doit trouver son expression à tous les niveaux et conduit au gouvernement. Il faut lutter pour un gouvernement des partis ouvriers et des syndicats : P.S.B. - P.C. - F.G.T.B. - C.S.C. Face à la crise politique de la bourgeoisie, la classe ouvrière doit pouvoir développer son propre point de vue. Et ces organisations sont encore les principales dans lesquelles se retrouvent les masses. Dans la mesure où la nouvelle direction révolutionnaire de masse n'a pas encore trouvé sa forme d'expression, le Front Unique Prolétarien doit se porter au gouvernement de cette façon, comme une étape transitoire vers un véritable gouvernement ouvrier et paysan, pour ouvrir la perspective du pouvoir ouvrier.

Les charbonnages à qui les exploitent

La fermeture à plus ou moins brève échéance de plusieurs charbonnages va être un facteur important de l'approndissement de la crise sociale qui déjà se précise en Belgique.

La crise de l'industrie charbonnière belge est une conséquence directe de la concentration capitaliste dans le cadre du Marché Commun. Si le capitalisme avait la faculté de proposer d'autres solutions, pour résoudre ses problèmes que la fermeture des charbonnages, il le ferait parce qu'il est conscient que les luttes que vont provoquer ces fermetures vont créer un nouveau centre de polarisation, d'élévation, de la volonté combattive, révolutionnaire des masses. Mais le capitalisme n'a pas trente-six alternatives. Il doit répondre à ses propres impératifs et la concentration est une nécessité inhérente au fonctionnement de l'économie capitaliste. Pour cette raison, le patronat va user de tout ce qu'il lui reste comme force pour imposer ses solutions. Il ne peut supporter, sur le problème des charbonnages, aucune opposition à ses projets parce que, rediscuter, remettre en cause les fermetures signifierait avant tout mettre en cause la propre structure capitaliste. Le capitalisme belge doit se résoudre à fermer ses charbonnages. S'il ne s'y décide pas rapidement, il perd toutes ses chances de réinvestir et de participer à la compétition dans le cadre du Marché Commun.

Tous les secteurs du capitalisme européen sont engagés dans une concurrence très sévère afin de garder leur place, leurs intérêts propres dans le cadre du Marché Commun. Les secteurs qui ne supporteront pas cette compétition devront disparaître et c'est ce qui provoque l'âpreté de leur lutte. Le capitalisme ne peut accepter en général aucune mesure susceptible d'avoir des répercussions néfastes sur le coût de la production qu'il doit maintenir le plus bas possible afin qu'il reste concurrentiel. Le vrai problème de l'industrie houillère n'est pas l'absence de charbon dans les bassins de Liège et de Charleroi. Ce n'est pas en fonction de cela que le patronat déclare que les puits ne sont plus « rentables ». En réalité, ces charbonnages du point de vue de la classe ouvrière sont riches en possibilités d'exploitation. Mais l'optique du patronat n'est pas celle du prolétariat. Le capitalisme mesure et agit en fonction de ses intérêts et son intérêt immédiat est de cesser l'exploitation des charbonnages pour réinvestir dans d'autres secteurs plus aptes à supporter la concurrence inter-capitalistes. Poursuivre l'exploitation des gisements miniers en Belgique nécessiterait la mise en œuvre de moyens techniques énormes, nécessiterait l'abandon de méthodes d'exploitation tombées en désuétude pour leur remplacement par de nouveaux procédés et tout cela se révélerait extrêmement coûteux. Le patronat des mines ne peut accepter de telles solutions à cette étape de la concentration capitaliste dans le Marché Commun.

Les fermetures de charbonnages en Wallonie ne représentent qu'une partie des plans du capitalisme qui projette de fermer progressivement les charbonnages de Campine et des autres régions. Il y a quelque temps d'ailleurs, à Houthalen, les mineurs sont partis en grève pour protester contre les menaces de fermeture qui pèsent sur leur puits. D'ici peu, le prolétariat des mines en Flandre va se trouver face aux mêmes problèmes qu'en Wallonie car les fermetures de charbonnages correspondent à une nécessité objective du capitalisme belge.

Le patronat va employer tous les moyens pour imposer son point de vue et une fois de plus va se servir de ses fidèles collaborateurs : les directions réformistes et bureaucratiques de la F.G.T.B., de la C.S.C., du P.S.B. et du P.C. Il va se servir de gens qui, à l'origine, ne sont pas de son propre camp, mais de celui du prolétariat dans lequel ils jouent un rôle criminel de conciliation, de frein et de trahison. Sans ces directions réformistes, le capitalisme n'aurait plus la force de rien imposer sans aussitôt provoquer la riposte de la classe ouvrière.

Depuis dix ans que la liquidation des charbonnages est entreprise, l'attitude des directions ouvrières est restée la même : passivité absolue, refus d'organiser aucune action valable. Il y a des années que ces messieurs proclament : « Il faut organiser l'action ! » et ils ne font rien d'autre, ils ne donnent aucun programme de lutte, ils résistent désespérément à la pression des masses qui veulent lutter, qui veulent apporter leurs solutions. Leur attitude maintenant n'est pas différente de ce qu'elle était alors. Il ne faut s'attendre à rien de positif de leur part. Ils ne cesseront de jouer leur rôle d'agent de la bourgeoisie que quand la classe ouvrière les aura tous balayés comme elle a entrepris de le faire.

Pour les réformistes et bureaucrates de la F.G.T.B., de la C.S.C.

(Suite page 4)

L'INVASION IMPERIALISTE YANKEE ET LE SOCIALISTE A SAINT-DOMINGUE

par J. POSADAS

Les événements de Saint-Domingue ont une importance historique immense. Cette importance historique ne provient pas de la scène des événements parce que Saint-Domingue est un petit pays. L'importance de Saint-Domingue ne provient pas de la position géographique de ce pays, mais parce qu'il marque la crise du capitalisme et particulièrement, dans son expression la plus élevée, de son chef : l'impérialisme yankee. Tout comme le Viet-Nam du Sud, Saint-Domingue n'a pas d'économie et géographiquement n'a aucune importance. La force de Saint-Domingue dans l'Amérique Latine, sur le plan économique et géographique, est nulle, on peut dire zéro. Il vit de l'exportation du café et d'autres choses, mais s'il cessait de vendre cela ne changerait rien au marché mondial. Pourquoi alors Saint-Domingue a-t-il une importance, s'il n'a aucun poids économique, si le poids du prolétariat est tellement petit ? L'importance qu'il a, que lui donne l'impérialisme, ne provient pas de Saint-Domingue même, mais du fait que le reste de l'Amérique Latine est mûr, qu'une nouvelle révolution qui délogerait l'impérialisme stimulerait le reste des masses latino-américaines vers la révolution ; et les bourgeoisies latino-américaines à faire du chantage sur l'impérialisme.

L'intervention de l'impérialisme à Saint-Domingue est déterminée par la situation de crise dans toute l'Amérique Latine. La crise du capitalisme, la crise sociale, la perte constante de positions de l'impérialisme, l'avance de la révolution coloniale mondiale et l'avance de la révolution socialiste à Cuba — malgré la faiblesse politique de sa direction —, l'impuissance de la bourgeoisie à contenir le processus social révolutionnaire en Amérique Latine, l'attrait toujours plus grand pour les masses en Amérique Latine d'une issue révolutionnaire, la lutte pour le pouvoir, l'instauration de nouveaux Etats Ouvriers, les nationalisations, la réforme agraire, l'expropriation et la répartition des terres, etc. Tel est le climat qui existe en Amérique Latine. C'est tout cela qui apparaît à la lumière dans les récentes élections au Chili, dans le processus au Brésil, les guerillas du Guatémala, les guerillas de Colombie, du Vénézuéla, etc.

Tout ce processus crée les bases de la faiblesse de l'impérialisme, qui ne craint pas pour les conséquences à Saint-Domingue même, mais pour l'influence de Saint-Domingue sur le reste du monde, parce que cela stimulera l'Amérique Latine pour continuer dans la voie dela révolution. Cela affirmera, donnera une situation plus stable au développement de la révolution latino-américaine. C'est la raison pour laquelle l'impérialisme intervient en freinant le processus.

L'intervention de l'impérialisme démontre qu'il n'a pas de confiance dans l'investissement de capitaux, dans l'investissement de dollars, ni dans sa propre armée, ni dans l'ensemble des bourgeoisies latino-américaines, ni dans les Partis Communistes, ni dans la bureaucratie soviétique. Il n'a confiance en personne. Pour cela il intervient directement, avec ce que nous évaluons à 55.000 hommes.

L'impérialisme s'est engagé à affronter directement toute l'Amérique Latine avec une réelle attitude de pirate, d'envahisseur, de prépotence par les armes, pour empêcher le développement de la tendance révolutionnaire à Saint-Domingue. C'est ce but là, qu'a l'impérialisme. Autrement il ne ferait pas la politique qu'il est en train de faire, parce que cela affaiblit sa position du point de vue socio-politique sur le plan international.

Ainsi il démontre qu'ici à Saint-Domingue il est disposé à continuer jusqu'à la guerre, quelles qu'en soient les conséquences, et immédiatement. Son intervention à Saint -Domingue va à l'encontre de toutes les possibilités de coexistence, d'alliance pour le progrès, d'accord avec les communistes, d'alliance avec la bourgeoisie latino-américaine. Il se heurte à tout cela. Il affronte les masses, la petite-bourgeoisie et les gouvernements bourgeois de l'Amérique Latine. Il perd sa base politique et sociale. Mais quand il agit ainsi, c'est parce qu'il sent que c'est moins dangereux que l'autre façon. Ecraser et empêcher par la force l'inauguration et le processus d'un nouveau Cuba. A cela l'impérialisme est décidé, et pour cela il intervient.

En même temps, une preuve de la richesse énorme qui existe pour la révolution en Amérique Latine, c'est qu'à Saint-Domingue, il y eut un soulèvement armé immédiat des masses, qui ont impulsé un secteur militaire, même sous la dictature militaire et malgré le fait que l'impérialisme a presque écrasé le peuple, en le massacrant constamment pendant plusieurs années. Malgré l'invasion de 55.000 marines yankees, les masses dominent à Saint-Domingue et, les armes à la main, ils se sentent maîtres de la situation.

Cela renverse la politique de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique. Toute la politique de coexistence pacifique va au diable ! Il ne reste aucun argument pour justifier la politique de coexistence pacifique.

Les conséquences de cette situation vont être les suivantes : un plus grand approfondissement de la crise de tous les partis communistes, de la bureaucratie soviétique, du conflit sino-soviétique et de l'aile même de l'impérialisme. Il y a des secteurs de l'impérialisme qui veulent prendre certaines précautions pour ne pas se présenter devant les masses d'Amérique Latine comme ils le font — sous une forme ouverte et se comportant comme des réactionnaires —. Ils veulent donner une chance à certains gouvernements en Amérique Latine, et entre autres, au Vénézuéla, en Colombie, au Chili, pour qu'ils puissent se présenter comme une alternative au communisme. Mais l'impérialisme sait que cela est impossible, et pour cela il joue la carte et entraîne toutes les bourgeoisies latino-américaines.

La guerre continue à exister et existera jusqu'à la fin du capitalisme. Cela est déterminé par la terre. On vit par terre, non dans le ciel. Il peut y avoir beaucoup d'avions, de bombes et de bateaux, mais c'est par terre que tout se définit. Et les yankees auront besoin de plus ou moins mille millions d'hommes armés pour dominer tout ce qu'ils veulent. Si pour Saint-Domingue, ils ont besoin de 55.000 hommes quand Saint-Domingue ne compte que 3.300.000 habitants, si pour dominer la capitale qui compte 300.000 personnes, ils envoyent 55.000 marines et parachutistes avec une capacité de feu pour cent mille, d'où les yankees vont-ils sortir suffisamment de gens pour dominer le monde ? En plus, leur armée reçoit une démoralisation terrible, parce qu'elle voit qu'elle est en train de jouer un rôle d'ordure.

A cette étape de révolution coloniale mondiale, il n'y a aucune armée qui peut exercer le rôle d'une armée yankee sans se décomposer. Ils veulent faire une armée de professionnels, de techniciens. De Gaulle propose une armée de ce type — il la proposait déjà en 1934 et 1945 — : une armée de professionnels, de gens qui vivent pour faire la contre-révolution. Mais il ne trouve pas les gens pour faire cela.

...../.....

Les soldats nord-américains sentent et sentiront chaque fois plus leur rôle d'ordures et d'assassins, qui tentent d'écraser les peuples qui luttent pour leur liberté. Et à l'intérieur de l'Amérique du Nord, les masses sentent aussi les effets. Récemment, 40 étudiants nord-américains ont déchiré leur carnet militaire pour refuser de faire leur service militaire, et en protestation contre l'invasion de l'impérialisme au Viet-Nam !

Il suffit seulement de voir que Jonhson fait une série de discours et de déclarations qui ne sont pas destinés à l'extérieur, mais à l'intérieur : pour justifier, pour maintenir la morale et le terrorisme. Tous les discours de Johnson et du Parlement de l'impérialisme, toute la presse yankee est destinée à maintenir le moral des soldats, de l'armée et de la bourgeoisie américaine, mais surtout des soldats. Parce que les soldats en Indochine, au Laos, au Cambodge, au Congo, à Cuba, et dans le reste de l'Amérique Latine voyent de la haine, de la haine, de la haine. Et en plus, ils voyent qu'ils n'ont aucune fonction progressiste, ils voyent que les gens sont contre ,et pas seulement qu'ils sont contre, mais qu'ils résolvent, se défendent, se battent et font face à leurs canons avec de vieux fusils. Cela décompose l'armée.

Il n'y a aucune armée qui peut maintenir le moral dans ces conditions. Et moins encore en 1965, quand il y a quatorze Etats Ouvriers, la moitié du monde en révolution coloniale et les masses du monde avec de petits révolvers (pour tuer les chats) qui font face aux yankees.

Il serait impossible que la population de Saint-Domingue résiste, encerclée par 55.000 soldats, s'il n'y avait pas de la haine dans chacun.

DANS LES MASSES DOMINICAINES, IL Y A LA VOLONTE DE CHANGER LE REGIME SOCIAL.

Tout cela sont des facteurs de la décomposition sociale des yankees. Cela fait que les yankees envoient 55.000 hommes, 40 navires, 500 avions et qu'en plus ils ont des armes atomiques en éventualité de n'importe quel événement. Quand l'impérialisme a besoin de 55.000 hommes pour Saint-Domingue, qui est tellement petit, c'est parce que la volonté de la population est immense et qu'en plus, elle se sent sûre.

A l'origine, ils voulaient imposer un gouvernement constitutionnel, mais après dix jours ils voyent déjà que ce n'est pas un gouvernement constitutionnel et que le peuple décide. En dix jours, il y a une évolution immense à Saint-Domingue : d'une défense constitutionnelle à une action anti-impérialiste déclarée. Quand il y a une telle attitude, cela reflète un degré de mûrissement de la population et la perte d'autorité de l'impérialisme. C'est une population très pauvre, exploitée, arriérée du point de vue de ses conditions de vie, mais du point de vue historique et social, elle est la plus avancée du monde. Le capitalisme mesure la culture à travers de ce que sait l'homme.

Quand un peuple comme celui de Saint-Domingue, extraordinairement sous-alimenté, et dont la rente nationale est des plus basses du monde, se lève pour donner son appui, les armes à la main, et se maintient sans eau, sans alimentation, sans rien, c'est une guerre civile qui se déroule de maison à maison : ce n'est pas une simple volonté nationale pour imposer un candidat. C'est une volonté nationale historique révolutionnaire, et une guerre civile révolutionnaire qui se déroule à Saint-Domingue.

C'est une guerre civile qui conduit au socialisme : elle conduit inévitablement, dans l'esprit des gens, à un Etat Ouvrier ,et dans la tête de la population qui résiste, il y a déjà un Etat Ouvrier. Autrement, elle ne pouvait pas résister ainsi. Si c'était une simple dispute électorale, constitutionnelle, il n'y aurait pas un tel saut, une telle résistance. Quand il y a une telle résistance, une telle capacité de résistance, de réaction et de combat des masses, c'est parce que dans leurs sentiments elles ont décidé qu'elles ne veulent pas retourner à ce qui était avant ; elles n'ont pas de confiance dans le capitalisme ; elles n'ont pas de confiance dans l'impérialisme ; elles n'ont pas peur et veulent imposer une nouvelle situation, type Cuba. Quand la population de Saint-Domingue fait une telle action, c'est parce que dans le fond elle est décidée ; il y a un sentiment révolutionnaire pour changer la structure sociale, le régime social capitaliste de Saint-Domingue.

Il n'y a pas d'uniformité dans la population. Il n'y a pas encore un courant, une tendance qui dirige consciemment, mais il y un sentiment dans la population. Autrement une telle capacité n'est pas possible. L'impérialisme a envoyé toute une armée pour essayer d'écraser, de terroriser les masses et de les frapper. Il n'intervient pas seulement de sa présence, mais il intervient concrètement pour liquider. Il n'y a pas d'organisation, pas de direction, c'est un processus empirique qui est parti — apparemment — d'une réelle résistance contre la dictature militaire.

Avant ce mouvement, il n'y avait à Saint-Domingue aucune activité politique, les masses n'étaient pas organisées dans un parti, elles ne pouvaient pas fonctionner, elles étaient sous la dictature. Il y a eu seulement quelques grèves dans le transport et chez les dockers. Apparemment les masses étaient tranquilles, il n'y avait pas d'activité politique, ni d'action de classe. Cependant un tel éclatement démontre que les masses essayent de vivre et de maintenir une intense activité politique, malgré le fait de ne pas être organisé, de ne pas pouvoir vivre en forme organisée.

Une telle réaction signifie une volonté très grande des masses de vouloir intervenir et agir. Autrement il ne peut y avoir une telle mobilisation en une semaine. Apparemment elles étaient paralysées, n'intervenaient pas ; il y avait seulement des grèves dans le transport et chez les dockers, mais le reste de la population n'intervenait pas : les paysans et le prolétariat. Apparemment c'étaient de petits groupes qui intervenaient et pas le reste de la population.

Le fait qu'en six jours toute la population était entraînée, que le gouvernement rebelle se manifeste disposé à chasser l'impérialisme et lutte contre l'impérialisme, qu'il n'abandonne pas la lutte, qu'il supporte, contient et rejette l'invasion impérialiste, avec l'appui de toute la population, signifie que les masses, dans leur vie intérieure, vivaient, sentaient le désir, la nécessité, la volonté d'intervenir. Les masses ne sont pas attirées. Elles se sont décidées à participer, parce que au préalable elles étaient déjà décidées à intervenir.

Saint-Domingue est une mesure pour le reste de l'Amérique Latine. Où apparemment il y a une tranquillité, comme par exemple au Nicaragua, à Costa Rica, au San Salvador, au Honduras, et même au Guatémala, il faut mesurer comme à Saint-Domingue. Apparemment il y a une tranquillité, de petits groupes seulement interviennent, mais il suffit d'un mouvement qui acquiert une certaine importance et entraîne les masses ,immédiatement les masses prennent la direction en main, ou essayent de la prendre, pour lui donner un sens anti-impérialiste et anti-capitaliste. Tout le reste de l'Amérique Latine est ainsi. C'est cela la mesure qu'il faut prendre.

Pour cela l'impérialisme intervient et est présent avec 55.000 hommes, parce qu'il sent que ce n'est pas un problème militaire, mais que toute la population est là Une conclusion importante qui démontre la volonté des masses et leur expression, c'est qu'un petit groupe d'officiers qui intervint, fut attiré par toute la population. Au début, ce groupe n'essayait pas d'arriver où il est arrivé maintenant ; il essayait seulement de faire une opposition militaire, une lutte militaire. Mais l'action des masses dans la rue, la volonté exprimée par les masses, de vouloir intervenir et

DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION ET EN AMERIQUE-LATINE (extraits)

ses servir d'armes, influençait et stimulait une quantité de militaires, qui se soumettaient à la population. Et ils ne peuvent déjà plus retourner en arrière. Il ne s'agit déjà plus de Juan Bosch.

Les militaires furent attirés. La distribution d'armes par les militaires à la population ne s'est pas seulement faite parce que les militaires voulaient les distribuer, mais parce que la population le demandait, venait les chercher. Ce n'est pas parce que les militaires attiraient la population. Pourquoi la population a reçu des armes ? Si elle n'avait pas voulu intervenir, elle n'aurait pas reçu des armes. Et quand elle fait face aux 55.000 soldats nord-américains qui sont à Saint-Domingue, c'est parce qu'elle s'en sert. Pourtant elle ne savait pas manier les armes. La population l'a appris. Elle a résolu d'apprendre en une semaine ce qu'elle n'a pas pu apprendre pendant des années. Elle était décidée à intervenir. Quand elle s'est décidée à se servir des armes, c'est parce que dans son sentiment elle voulait diriger, déterminer et changer le régime social. C'est cela la conséquence de Saint-Domingue. Autrement on ne prend pas les armes.

Il n'y a pas de direction révolutionnaire, pas de gouvernement, et pourtant il n'y a pas de désertions. Quand cette population, qui n'est pas unie dans un parti, ni par des syndicats, ni par des organisations, fait face à 55.000 impérialistes avec des armes pour détruire ; tout Saint-Domingue résiste, pas seulement résiste, mais combat, c'est parce qu'il y a une volonté révolutionnaire de changer le régime social dans le pays. C'est l'image de tout le reste de l'Amérique Latine.

EXPULSER L'IMPERIALISME, EN L'EXPROPRIANT ET EN L'EXPULSANT DE TOUTE L'AMERIQUE LATINE.

Toutes les conditions existent pour un Front Unique Mondial. Cela prouve la stupidité de la politique de coexistence pacifique, qui espère que l'impérialisme va respecter les accords et les traités, ou qu'il va se retirer. L'impérialisme est contenu par la force, mais prépare en même temps la guerre atomique. La preuve : toutes ses actions ! Il ne retire pas ses troupes de Saint-Domingue, il en envoie plus. Il ne retire pas ses troupes du Viet-Nam du Sud, il en envoie plus et va encore en envoyer plus.

Les défaites partielles de l'impérialisme, soit au Viet-Nam, soit à Saint-Domingue, ne signifient pas qu'il va accepter ses défaites. Il va essayer d'intervenir avec d'autres moyens. La coexistence pacifique ne vaut pas seulement rien pour l'Amérique Latine, mais ne vaut rien pour tout le monde. L'impérialisme n'accepte pas la raison, la volonté des masses, la démocratie, ni même pas la force militaire. Si c'était ainsi, l'impérialisme aurait déjà abandonné la scène de l'histoire. L'impérialisme ne peut pas abandonner, mais doit essayer de toutes les manières possibles de contenir le développement de la révolution au moyen de la contre-révolution armée. Mais en même temps cela démontre que les masses peuvent contenir l'impérialisme, lui apporter des échecs, préparer de meilleures conditions pour répondre avec la révolution mondiale à la guerre atomique que va déclencher l'impérialisme. Il faut tirer ces conclusions.

Cette influence du Viet-Nam du Sud, de Saint-Domingue, démontre l'énorme importance des Etats Ouvriers, de Cuba, de l'U. R.S.S., Tchécoslovaquie, Chine, où des millions et des millions ont fait des manifestations, des meetings, ont exprimé ainsi leur appel au Front Unique des Masses du Monde pour expulser et exproprier l'impérialisme. Cela montre quelle serait l'importance si les Etats Ouvriers appelaient à la grève générale et à l'occupation de toutes les entreprises impéralistes, à l'occupation de toutes les usines du capitalisme dans chaque pays. Les masses de Saint-Domingue, d'Amérique Latine, de Cuba verraient la force de la révolution qui avance.

Si les masses de tous ces pays pouvaient manifester librement avec des millions et des millions, elles pourraient exercer de l'influence sur les masses nord-américaines, qui verraient ainsi la force de la révolution. Elles la verrait aller de l'avant. Elles ne la verrait pas comme une déclaration de Kossyguine, dont elles voient seulement l'appareil.

...../.....

Les masses sont influencées directement quand elle voyent les masses des autres pays se mobiliser. Les Partis Communistes d'Italie, de France, tous les grands partis communistes n'ont rien fait pour Saint-Domingue. Tous ces partis communistes du monde qui ont une immense force, n'ont RIEN fait. Des déclarations ne suffisent pas ! Il faut se servir de la situation interne de l'Italie, de la France, de la crise du capitalisme pour combiner la lutte pour le pouvoir ici avec l'appui aux masses de Saint-Domingue. Il faut une grève générale.

...../.....

C'est stupide et criminel, cette attitude de la direction de la C. T.C. cubaine, du gouvernement cubain, du P.U.R.S., qui ne font pas d'appels aux masses du monde à se lever contre l'impérialisme. C'est cela qu'il faut faire maintenant. Faire des appels aux masses latino-américaines. C'est nécessaire de faire une nouvelle organisation latino-américaine qui englobe la volonté des masses qui luttent pour leur autodétermination. C'est urgent. Saint-Domingue démontre, comme Cuba le démontrait avant, que dans beaucoup de pays où apparemment règne une certaine passivité et stabilité sociale qu'il suffit d'un mouvement de lutte, même si l'origine en est simplement une lutte inter-bourgeoise, pour que se développe une guerre civile immédiatement. C'est cela le panorama de l'Amérique Latine.

...../.....

L'attitude de la bureaucratie soviétique est criminelle et assassine, elle fait du chantage avec l'impérialisme. Elle fait un pur jeu de conciliation pour essayer d'arriver à un accord avec l'impérialisme et de le convaincre de ne pas créer des difficultés à la bureaucratie dans les autres pays. Pour essayer d'arriver à un accord, soit en Allemagne, soit au Viet-Nam, soit en Afrique. Pour cela la bureaucratie admet l'intervention yankee. Cette canaille et misérable bureaucratie de l'U. R.S.S., représentée dans l'O.N.U., se comporte comme un vulgaire capitaliste ou impérialiste. Elle déclare que 450 soldats suffisent pour défendre la population nord-américaine à Saint-Domingue. Il admet le principe de l'invasion et de l'intervention yankee. Tandis que son devoir est de condamner et d'appeler les masses du monde. Mais la bureaucratie soviétique ne profite pas de cette opportunité parce qu'elle veut se présenter devant l'impérialisme en conciliant et en cherchant un accord pour les autres zones.

En forme plus limitée, les Chinois non plus n'ont dit mot pour en appeler aux masses du monde.

...../.....

Il ne faut pas espérer que l'impérialisme s'en aille. Il faut le chasser. Il faut aider les masses de Saint-Domingue à expulser l'impérialisme et la manière de le faire est le développement de la révolution dans toute l'Amérique Latine.

Il faut réaliser un appel au Front Unique Latino-Américain, comme il faut réaliser un appel pour faire une organisation des peuples du monde contre les Nations-Unies, contre cette poignée de bandits. Il faut réaliser une nouvelle organisation latino-américaine. L'O.E.A. et l'O.N.U. se sont montrés comme un simple instrument de conciliation, tant de la bureaucratie que de l'impérialisme. La bureaucratie soviétique démontre qu'elle va laisser tomber Saint-Domingue, parce que ce n'est pas sa sphère d'action. La bureaucratie soviétique s'adresse à l'impérialisme en disant : « Je ne m'occupe pas de Saint-Domingue, à condition que vous ne vous occupiez pas de ce qui nous intéresse ». Saint-Domingue n'est pas la sphère de la bureaucratie soviétique. Pas encore.

S'il y avait une révolution triomphante, ce serait différent. Ici se montre la nature des intérêts de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique. Ce n'est pas qu'elle a des intérêts contre-révolutionnaires, parce qu'elle ne veut pas vendre les Etats Ouvriers. Mais sa politique est contre-révolutionnaire et détermine inévitablement des intérêts contre-révolutionnaires. Son devoir essentiel est d'appuyer la révolution à tout prix, parce que c'est la manière pour rester lié aux peuples du monde, aux masses du monde. Pour cette raison aussi, la politique du Parti Communiste du Chili est le silence, et celui qui joue le premier rôle et prend les initiatives est Frei et pas le Parti Communiste.

Il est nécessaire d'appeler à un Front Unique Latino-Américain. Comme il faut former une nouvelle société des nations dans laquelle interviennent les peuples exploités et opprimés du monde avec l'intervention des Etats Ouvriers sur la base d'un programme anti-impérialiste. Cela va avoir d'énormes répercussions en Amérique Latine. Les masses verront que pour défendre leurs intérêts démocratiques, elles doivent faire la révolution. Toutes les masses vont le comprendre. Seulement pour le droit de parler, de décider et de dire, ils doivent déjà le faire, parce que le capitalisme n'est pas en condition pour respecter ces droits.

Les courants nationalistes vont recevoir une énorme impulsion dans cette étape. Les gauches nationalistes surtout, parce qu'ils vont sentir que pour défendre le moindre droit d'auto-détermination dans leur pays, ils doivent suivre le chemin de la révolution. Il n'y a plus d'autre remède que de le faire, les armes à la main et dans un Front Unique de soldats, paysans, ouvriers et étudiants.

Toutes les conditions existent pour l'expulsion de l'impérialisme de l'Amérique Latine, et pour appeler à la formation de milices. Pour affronter l'impérialisme dans les nouvelles actions qu'il va réaliser, pour l'expulser de Saint-Domingue, il faut réaliser le soulèvement populaire en Amérique Latine. Il ne faut pas s'attendre à ce que les gouvernements petits-bourgeois ou les directions petites-bourgeoises, socialistes, communistes ou péronnistes, fassent des appels aux masses. Il faut les appeler à se lever maintenant dans un Front Unique à travers les milices.

LES ARMES A LA MAIN, LES MASSES DOMINICAINES PARALYSENT L'IMPERIALISME.

La désertion d'une très grande partie de militaires à Saint-Domingue est l'expression de ce qu'est le reste de l'Amérique Latine. Il est nécessaire de gagner les militaires, des parties très grandes de l'armée, à la révolution. Ce n'est pas seulement le phénomène de Saint-Domingue. C'est l'expression de l'état d'esprit des masses latino-américaines et cet état provient de la perte complète d'autorité capitaliste et impérialiste, et aussi des communistes et socialistes.

L'impérialisme ne peut opposer à l'avance de la lutte des masses ni alliance pour le progrès, ni développement économique, ni investissements de capitaux. Ce qui lui reste encore c'est l'armée. Mais du point de vue économique et social, il n'a aucune force. L'économie ne se développe pas. Elle va en arrière. L'agriculture en Amérique Latine va en arrière en relation à l'augmentation de la population. Le commerce en Amérique Latine prend chaque fois une moindre proportion à l'échelle mondiale, des 11 à 12 % qu'il occupait il y a quinze ans, il n'en reste que 6 . L'impérialisme ne peut compter sur aucune perspective de développement économique pour arrêter, dévier ou orienter la révolution à travers des niveaux du système capitaliste démocratique.

Un des mots d'ordre essentiels qu'il faut agiter en Amérique Latine et dans le monde, pour toutes les masses exploitées, c'est les milices. Chaque quartier une armée. Des femmes, des hommes, des enfants, tous armés. Organisés dans une armée à travers le syndicat et à travers le quartier. S'adresser aux armées, aux jeunes officiers : sergents, caporaux et soldats, à la collaboration et à un Front Unique pour expulser le capitalisme et l'impérialisme.

Faire des appels à l'organisation des forces militaires pour s'opposer aux prochaines intentions de l'impérialisme, qui va intervenir partout en Amérique Latine. La déclaration de l'impérialisme est claire et déterminante. I! ne peut pas permettre un mouvement comme celui de Saint-Domingue, même si l'origine en fut démocratique, et qu'il est dirigé par des couches bourgeoises et militaires bourgeoises. Le capitalisme ne peut pas permettre, ni supporter un tel mouvement parce qu'il sent que cela va échapper à son contrôle, même avec une telle origine, dirigé et contrôlé par la bourgeoisie. Tout mouvement dans lequel interviennent les masses avec des manifestations, des meetings, avec les armes, doit échapper au capitalisme, parce que les masses tendent à donner une issue anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Il faut organiser un Front Unique pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour l'armement populaire, pour des milices ouvrièrs, pour le Front Unique de tous les partis ouvriers et les syndicats pour expulser l'impérialisme, pour l'étatisation sans indemnisation de l'impérialisme sous contrôle ouvrier ; pour les gouvernements ouvrier et paysan.

Avec ce programme, il faut répondre à l'action de l'impérialisme à Saint-Domingue. Saint-Domingue n'est pas perdu. Les masses ont été écrasées militairement, mais pas moralement, pas dans leur esprit. La preuve en est que les 55.000 marines étaient nécessaires pour écraser une petite population dont, selon eux-mêmes, pas 10.000 ne possédaient une arme. Cela signifie l'énorme volonté combattive des masses qui, à Saint-Domingue, sont seulement le reflet de la capacité d'action des masses. Pour cela, il faut répondre à l'agression impérialiste avec la mobilisation révolutionnaire des masses latino-américaines dans un Front Unique latino-américain des partis ouvriers, des organisations syndicales, des organisations paysannes, dans le but d'expulser l'impérialisme, en l'expropriant, en l'expulsant de ses missions militaires, de ses ambassades.

Il est nécessaire que la Chine, l'U.R.S.S., la direction cubaine prennent l'initiative d'appeler les masses à ces actions. Que la C.T. C. cubaine se lance dans la mobilisation du peuple cubain contre l'invasion de l'impérialisme à Saint-Domingue. Qu'ils appellent les masses latino-américaines à appuyer avec des armes et de toutes les manières possibles les masses de Saint-Domingue. Et en même temps, il faut réaliser partout en Amérique Latine la mobilisation pour expulser l'impérialisme, pour l'exproprier, l'étatiser et le mettre sous contrôle ouvrier. C'est la forme la plus complète de lutter contre l'impérialisme dans cette étape. Il faut exiger la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec l'impérialisme. Il ne faut pas craindre les conséquences économiques pour les masses.

Front Unique Latino-Américain. Hors de l'O.E.A. Hors de la C.E.P.A.L. Dehors, toutes les organisations qui servent seulement à dévier les masses et essayent d'être un centre d'imposition des intérêts contre-révolutionnaires et de la volonté de l'impérialisme.

J. POSADAS.

Le 4 mai 1965.

Les charbonnages sont à qui les exploitent (suite)

et des partis ouvriers, le problème des charbonnages n'en est plus un. Au moment où toutes les conditions existent pour faire triompher les solutions ouvrières, eux considèrent les fermetures comme un fait inéluctable et se préparent plutôt à faire accepter la liquidation d'autres secteurs de l'industrie dans la prochaine étape. Ils se disent : « Bon ! Le plus dur est fait, voyons comment nous allons leur faire avaler la fermeture des usines sans nous attirer trop d'ennuis ! ». Tel est leur raisonnement, que Lambion, secrétaire des métallurgistes de Liège, a très bien résumé lors de la rencontre du 13 juin à Liège, en déclarant : « L'Etat Unitaire doit comprendre notre cri d'angoisse, doit accepter de réaliser les réformes modérées que nous proposons, parce que ce sont des réformes très modérées, sinon les travailleurs eux-mêmes exigeront plus ! ». C'est le cri d'alarme lancé à la bourgeoisie en disant : « Attention ! Bientôt nous serons débordés et ne pourrons plus rien faire pour vous ! ». La digue va céder !... Ils se préparent consciemment à jouer le rôle de dernier frein à la lutte que le prolétariat se prépare à engager.

L'exemple le plus récent de leur détermination à bien jouer leur rôle s'est exprimé récemment encore lors des grèves au charbonnage de La Batterie. Pendant toute la durée de cette action, dans laquelle les mineurs ont manifesté une détermination, une combattivité énormes, ils n'ont absolument rien entrepris pour organiser la lutte, pour appeler à la solidarité des ouvriers de la métallurgie et des autres secteurs. Rien ! Ils n'ont rien fait, et maintenant que la grève est terminée, ils se réunissent et déclarent : « Préparons l'action ! ». Lorsque les mineurs ont cessé la grève, leur sentiment général était qu'on les avait abandonnés. La vérité, c'est que tout l'appareil réformiste des syndicats et des partis ouvriers s'est ingénié à empêcher une extension du conflit, à couper court à toute tentative de solidarité émanant d'autres secteurs, à limiter, à localiser la lutte à un seul puits. Car il est évident que si, au moment de l'envoi des parachutistes à Stanleyville, les ouvriers de Cockerill ont protesté en faisant la grève, ils étaient aussi disposés à appuyer les mineurs de La Batterie. Et cela est vrai aussi bien pour Cockerill-Ougrée que pour les autres secteurs.

Mais la classe ouvrière est consciente de toutes ces trahisons et la plupart des actions menées par le prolétariat depuis 1961 se sont déroulées sans et même à l'encontre des directives des directions syndicales. Il y a de pultiples exemples et nous prendrons le plus récent, celui de la grève au charbonnage de Tamines où les mineurs ont répondu à l'attitude conciliatrice, timorée, réformiste des délégués syndicaux en les expulsant. Cela révèle toute la force et la sécurité du prolétariat qui se sent maintenant capable d'organiser lui-même sa lutte et de la développer. C'est un facteur extrêmement important et dans les mois à venir, cette tendance à l'organisation à la base va se manifester clairement.

La grève d'occupation à La Batterie et Ste-Eugénie n'a pas été une grève pour rien. Les mineurs ont fait une très riche expérience qui influencera toute la classe ouvrière. Parce que « la lutte continue » comme les mineurs l'ont dit eux-mêmes en remontant et en chantant l'Internationale. En occupant la mine, en établissant un programme tel que la nationalisation de tous les charbonnages, en organisant la solidarité de toute la population et en lançant des appels aux autres charbonnages et industries de la région, les mineurs ont prouvé leur force, qui réside dans la lutte d'ensemble de toute la classe ouvrière, sur la base d'un programme révolutionnaire et avec des méthodes de lutte de classe. Les réponses à la crise du capitalisme sont les solutions de la classe ouvrière. Face à chaque menace de fermeture ou de licenciement : occupation de la mine, de l'entreprise, expropriation sans indemnisation et mise en marche sous contrôle ouvrier, à travers les syndicats, mise en vente des produits avec l'aide de toute la population. Imposer un meilleur équipement technique des charbonnages aux frais du patronat. Tous les bénéfices de l'automation et de la production à la classe ouvrière. Contrôle ouvrier sur les livres de comptes patronaux. Il faut organiser la lutte de l'ensemble des mineurs, de l'ensemble de la classe ouvrière dans un grand Front Unique Prolétarien, par la création d'organismes de double pouvoir, par des comités de grève et d'entreprises dans tous les charbonnages, toutes les usines. Coordonner tous les comités dans le front de lutte. Faire des appels à toute la classe ouvrière pour se solidariser avec chaque mobilisation, chaque lutte qui se déroule dans une seule entreprise, par des arrêts de travail, des manifestations, une grève générale de tout le secteur et de toute la classe ouvrière. Organiser le Front Unique à l'échelle européenne. En Allemagne, en Angleterre, partout en Europe, la classe ouvrière se trouve devant les mêmes problèmes. Partout en Europe la classe ouvrière est disposée à se battre et a la force de vaincre. Il est nécessaire en conséquence d'organiser la lutte sur le plan européen, en construisant la Centrale Unique Européenne. Tel est le programme de lutte que la classe ouvrière est en train de réaliser, encore empiriquement, mais en élevant constamment son niveau de compréhension et d'organisation.

Nous invitons toutes les directions ouvrières à discuter ce programme, à imposer son application dans la lutte quotidienne. Fini avec les fausses manœuvres dans la marge du système capitaliste. Lutte directe pour des perspectives ouvrières, avec des méthodes de classe et révolutionnaires.

« La Voix du Peuple », organe du Parti Communiste de tendance pro-chinoise, sème consciemment la confusion en disant que Mandel (de « La Gauche ») est le représentant du Trotskysme en Belgique, que les Trotskystes ont obtenu un député à la Chambre en la personne de Le Grève (de l'Union des Gauches Socialistes), en passant sous silence la présentation du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section belge de la IVe Internationale aux élections dans l'arrondissement de Charleroi et en ne tenant pas compte des 377 voix que nous avons obtenues. Ils poussent le jeu jusqu'au bout en attaquant le programme des réformes de structure de « La Gauche » — qu'ils disent être le programme des Trotskystes — avec des arguments qu'ils puisent dans « La Lutte Ouvrière ».

Il ne s'agit pas ici de simple confusion ou d'erreur de la part des dirigeants du Parti Communiste Wallon qui connaissent trop bien le programme et la lutte du P.O.R. (T.) et savent que Mandel et Cie ont capitulé devant la lutte révolutionnaire des masses du monde et du prolétariat belge et qu'ils n'appartiennent plus à la IVe Internationale. Ils connaissent la position du Parti qui a critiqué et critique régulièrement le rôle opportuniste et réformiste de ces gens là qui visent à freiner et dévier la lutte des masses.

Pourquoi alors ces affirmations mensongères ? Parce que les dirigeants du P.C.W. constatent que la ligne politique de notre Parti est correcte, que la classe ouvrière recherche notre programme et adopte de plus en plus les méthodes de lutte et mots d'ordre que nous préconisons. Ils mesurent que le cours de l'histoire à cette étape est trotskyste. Ils savent en outre que leurs propres militants discutent notre programme, se sentent attirés et cherchent le contact avec des militants de notre Parti. Ils subissent cette pression et ressentent en même temps la faiblesse et le manque de perspectives de leur propre programme. Pour cela, ils sèment la confusion, en voulant couper court à chaque tentative de Front Unique entre leurs militants et notre Parti (à ce sujet, nous rappelons que notre Parti a adressé au P.C.W., au P.C. et au P.W.T. une proposition de Front Unique Electoral sur la base d'un programme de lutte anti-capitaliste, à laquelle nous n'avons pas eu de réponse).

Nous invitons les militants de base du P.C.W., les dirigeants du parti pro-chinois à ouvrir la discussion sur la base d'un programme révolutionnaire, dans le but de chercher des accords sur un, deux, ou plusieurs points de nos programmes, de former un Front Unique parallèlement aux mobilisations et luttes de la classe ouvrière belge et mondiale.

Le capitalisme, dans sa crise finale, fait peser sa seule force financière et militaire, pour écraser la lutte des masses. Mais la classe ouvrière a la volonté et la force sociale pour vaincre. Même sans direction, empiriquement, elle s'organise, établit son programme et élève constamment son esprit et sa conscience. Mais la lutte pourrait avancer beaucoup plus vite, si elle trouvait devant elle un centre, une direction capables d'organiser et de donner une réponse révolutionnaire à chaque mobilisation, dans chaque étape de lutte. Pour cela, il est possible et nécessaire que nous en arrivions à des accords de Front Unique. Il faut mettre de côté toutes les querelles stériles et se lancer à fond dans la lutte révolutionnaire pour qu'elle aboutisse le plus tôt possible par le renversement du régime capitaliste au gouvernement ouvrier et paysan.

La Vie de l'Internationale

AU PEROU (extrait de « Voz Obrera, 1re quinzaine de mai).

L'ascension de la révolution est, au Pérou comme dans le monde entier, constante. Une série de grèves, d'occupation d'usines, de guerillas sont en train d'exprimer la détermination des masses ouvrières et paysannes de renverser l'impérialisme et d'en finir avec le capitalisme. Les avances croissantes des luttes révolutionnaires s'expriment dans la décomposition des organismes de répression et dans le développement de tendances nationalistes dans l'armée. Jusque dans le Parti du Congrès, une aile nationaliste s'est développée et la position que le Gouvernement vient d'adopter face à la question de Saint-Domingue n'est pas déterminée par une position anti-impérialiste de défense des intérêts de masses, mais par la peur devant l'avance de la Révolution.

C'est continuellement que les masses péruviennes occupent les terres, organisent des guerillas, occupent des usines. Le **Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste)** a joué un rôle très important pour faire avancer, en appuyant cet esprit et cette décision combattive des masses du Pérou. Ainsi l'intervention du Parti a-t-elle produit là où elle s'est manifestée le mûrissement idéologique de secteurs ouvriers, en particulier dans l'un des premiers syndicats : celui des mines de Cerro Pasco. Les mineurs ont non seulement adopté le programme trotskyste, mais aussi la lutte pour la Fédération Socialiste Soviétique d'Amérique Latine. La Cinquième Convention des Syndicats mineurs a approuvé un nouveau programme de classe et révolutionnaire que là où le prolétariat peut intervenir il pèse pour faire avancer les luttes idéologiques et les luttes pour la construction des organismes de classe et révolutionnaires.

Dans toute cette activité et dans l'avance de la classe ouvrière au Pérou, dans les avances des paysans, de la petite-bourgeoisie et des courants nationalistes, l'intervention vigoureuse et dynamique, agressive des Trotskystes joue un rôle fondamental. Comme dans tout le monde, ils augmentent leur influence, leur autorité, leur force organique.

Une des expressions de cette avance se montre dans le fait que les quatre derniers numéros de **« Voz Obrera »**, l'organe bi-mensuel du Parti, a été totalement épuisé.

Dernièrement, le Parti a tenu à l'Université de San Marcos des meetings éclairs sur la situation internationale et nationale. Deux meetings se sont terminés avec une assistance de 200 et 1.000 personnes et une vente de 160 « Voz Obrera ».

La fraction étudiante du Parti tient à jour un « Bulletin d'Informations révolutionnaires » dans l'Université, dans lequel il publie des nouvelles des luttes révolutionnaires que la presse bourgeoise cache. Une autre initiative de cette fraction a été l'installation de six hauts-parleurs qui ont permis la diffusion pendant 6 heures d'extraits d'articles du camarade POSADAS, d'appels du Parti à la lutte, etc.

Récemment, le parti a organisé une manifestation contre l'intervention de l'impérialisme américain à Saint-Domingue, manifestation très combattive qui a brisé les vitres des bureaux de l'entreprise des mines Cerro Pasco et de l'ambassade américaine.

Le Parti a sorti plusieurs tracts qui ont eu un immense écho et répercussion parmi les ouvriers et les masses exploitées.

Dans un récent meeting, devant 500 personnes, les groupes de boter le meeting, ils ont été reborder le meeting, ils ont été refoulés par l'action du parti et des assistants.

Nous saluons l'action dynamique et vigoureuse et les avances politiques et organisatives du Parti comme partie du développement impétueux de la IVe Internatinale dans le monde.

NOUS INVITONS NOS CAMARADES PRO-CHINOIS A LA DISCUSSION

APPEL FINANCIER

Nous relançons un appel à tous les militants, sympathisants et amis du Parti, à tous les lecteurs de « La Lutte Ouvrière », pour appuyer financièrement la lutte de la section belge de la IVe Internationale. Notre activité et notre intervention constituent un élément intégrant et essentiel dans la construction d'une direction révolutionnaire en Belgique, dans la construction de courants révolutionnaires, dans le mûrissement de secteurs importants du prolétariat dans leur lutte contre le capitalisme et la bureaucratie qui freine et concilie.

Pour affronter avec succès toutes nos tâches, nous avons besoin de l'appui de tous nos militants et sympathisants. Sans cela, il deviendra impossible de sortir régulièrement et bi-mensuellement « La Lutte Ouvrière ».

Dans ce sens, le bureau politique lance un appel à tous les militants, à tous les camarades, à tous les lecteurs de notre journal, à contribuer à la possibilité de la parution régulière de « La Lutte Ouvrière », en prenant une carte de cotisation mensuelle, en s'abonnant au journal, en abonnant vos camarades, en vous faisant responsables de la vente de quelques numéros autour de vous.

Le Bureau Politique du P.O.R. (T.).

EDITEUR RESPONSABLE
et envoi d'argent par mandat postal :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

3me Année — N° 31

3 JUILLET 1965.

— BI-MENSUEL —

Le prochain numéro sortira le 17 juillet.

LE NUMERO : 5 FRANCS

A bas le coup d'état réactionnaire en Algérie ! Mobilisations ouvrières pour appuyer les masses algériennes

Pour bien comprendre le processus qui se déroule actuellement en Algérie, il est nécessaire de mesurer le rôle de Ben Bella avant sa chute et celui des masses ouvrières et paysannes qui voulaient aller de l'avant dans le développement de la révolution socialiste. En Algérie, les conditions sont mûres pour le saut vers l'instauration d'un Etat Ouvrier et cela grâce aux luttes des masses, pas à Ben Bella. Celui-ci, tout en recevant l'impulsion et la pression des masses, avait pris certaines mesures — telles que la nationalisation des entreprises étrangères — sans pour autant permettre l'intervention directe des masses dans la gestion de l'Etat. Dans les Congrès Paysans, dans les assemblées ouvrières, les masses insistaient sur le développement du socialisme, en formulant des critiques à la bureaucratisation et aux entraves à leur intervention directe.

Cette situation, dans laquelle les masses ne pouvaient s'exprimer clairement, a permis l'explosion de luttes internes au gouvernement et le renversement de Ben Bella par une équipe militaire de tendance droitière. Cela s'exprime déjà maintenant à travers les organisations qui appuyent la nouvelle équipe (par exemple, les Oulemas, qui sont un groupe de gros propriétaires fonciers), à travers l'interdiction des manifestations et assemblées, l'emprisonnement de militants de gauche et le manque d'un programme net.

Le camarade Posadas, dans une analyse datée du 27-11, envisageait cette possibilité : « Actuellement, il y a une dualité dans le gouvernement algérien. Il y a une alliance entre le secteur militaire et Ben Bella. Le secteur militaire n'est pas le plus avancé. Le secteur militaire a démontré être une des bases essentielles sur lesquelles s'appuyent les secteurs conservateurs et même impérialistes. C'est un élément d'alliance et de disposition à s'allier directement avec l'impérialisme. La première mesure, par conséquent, que l'on doit proposer, pour empêcher que l'armée pèse comme une force particulière, c'est la reconstitution des milices, en partant des usines, et que celles-ci soient liées directement aux masses. Former une armée territoriale sous forme de milices. Il n'y a aucune nécessité d'une armée professionnelle permanente en Algérie. Au contraire, la même puissance militaire, la même force et la même efficacité peuvent être maintenues avec une armée composée de milices. Le peuple l'a fait dans la lutte contre l'impérialisme. Quelle différence y a-t-il maintenant ? On peut faire exactement la même chose. En même temps, cela éliminé le poids conservateur d'une armée professionnelle qui est la base d'infiltration de l'impérialisme et du capitalisme.

La constitution des milices est une mesure de lutte contre la possibilité d'un recul de la révolution algérienne, ou de stagnation, ou de conciliation avec l'impérialisme ».

Mais les masses ne vont permettre le recul. Leur lutte est déjà trop avancée. Le régime actuel ne sera que fort transitoire. Le fait que la nouvelle équipe se nomme « Conseil Révolutionnaire » indique qu'elle est consciente de la pression des masses. Les premières manifestations confirment cela. Si les étudiants sortent dans la rue en soutien à Ben Bella et affrontent la police, c'est parce qu'ils se basent sur le sentiment de toute la classe ouvrière et paysanne. Si des jeunes enfants de 14 à 16 ans déclarent : « Nous manifestons pour le socialisme », ils expriment la disposition et la volonté des masses pour avancer. Les masses manifestent en faveur de Ben Bella, pas pour le défendre, lui, mais par manque d'organisation de classe et révolutionnaire, elles le prennent comme centre de leur lutte, tout en le dépassant de loin par leurs revendications et méthodes de lutte, et en organisant en même temps leur propre direction. Cela se vérifie quand le Front Populaire de Libération appelle à des manifestations en faveur de Ben Bella et fait appel à l'organisation d'une grève générale pour renverser la nouvelle équipe.

L'attitude des Chinois montre encore une fois leur conception bureaucratique et opportuniste de la lutte, leur manque de confiance dans les masses. Au lieu d'appeler les masses à avancer dans leur lutte, sur la base d'un programme de lutte de classe et d'instaurer un gouvernement ouvrier et paysan, ils reconnaissent la nouvelle direction, pour faire pression sur elle, dans le but

(suite page 4)

EDITORIAL

POUR DEFENDRE LE NIVEAU DE VIE DES MASSES ET LE DROIT AU TRAVAIL :

- Préparer l'offensive de la classe ouvrière en organisant des comités de Front Unique à la base.

Tandis que la crise gouvernementale se poursuit depuis plus d'un mois, les capitalistes ont déjà préparé le programme du prochain gouvernement, quelle que soit sa composition : il s'agit pour eux de faire peser sur la classe ouvrière et les masses exploitées tout le poide de la crise sociale et économique qui est en train de décomposer le capitalisme. La F.I.B. veut imposer le blocage des salaires. Elle propose — entre autres — dans ce but, de faire travailler les pensionnés au-delà de 65 ans, afin de créer une pression permanente sur les travailleurs pour les empêcher de revendiquer de meilleurs salaires.

La F.I.B. se prépare également à une concentration industrielle encore plus forte aux mains de quelques grands monopoles, ce qui entrainera un nombre plus important de fermetures d'entreprises, de chômeurs et d'ouvriers licenciés. Et en même temps, dans les usines qui fonctionnent, la productivité et les rythmes de travail ne cessent d'augmenter.

Ce programme n'est qu'une expression de la décomposition du capitalisme et le facteur essentiel de sa crise se trouve dans la résistance des masses, dans leur volonté de lutte et leur mobilisation permanente, dans leur recherche d'une solution définitive à leurs problèmes. Pour essayer de faire face à cela, la bourgeoisie cherche, avec des difficultés terribles, la formule gouvernementale qui lui garantira un minimum de stabilité, et la possibilité d'appliquer son programme. Pour les mêmes raisons, la F.B.I. parle de s'associer encore plus étroitement les directions syndicales, de « règlementer » le droit de grève. Mais elle constate elle-même que son problème principal est de contenir la classe ouvrière qui tend, de plus en plus audacieusement, à déborder ses directions et à s'organiser pour la lutte.

Cependant, l'initiative reste encore dans les mains de la bourgeoisie, malgré sa crise et son incapacité : elle attaque le niveau de vie des masses en augmentant les prix (dont la dernière est une nouvelle augmentation du pain), en empêchant ou en limitant les revendications de salaires. Elle attaque le droit au travail de la classe ouvrière, en fermant des usines, en mettant des ouvriers au chômage. Elle attaque la santé et la vie des travailleurs en imposant des rythmes épuisants de travail.

Cette possibilité d'initiative n'est pas due au dynamisme intérieur du capitalisme, qui est devenu incapable d'apporter les moindres améliorations aux masses. Elle ne provient pas de la passivité ou de la résignation des masses. Celles-ci ne cessent de démontrer leur mécontentement, leur combativité et leur capacité de lutte : les résultats électoraux, la grève de La Batterie, les grèves qui éclatent spontanément dans de nombreuses entreprises (comme l'Arbed à Gand, l'électricité, les transports, les postiers à Bruxelles, etc.) le montrent.

La dernière force de la bourgeoisie provient du manque encore d'une direction révolutionnaire de masses pour organiser les luttes de la classe ouvrière, lui permettre de verser dans la lutte anti-capitaliste le potentiel énorme qui s'accumule en elle, pour donner le programme clair et l'issue du gouvernement ouvrier et paysan, les méthodes révolutionnaires nécessaires à faire triompher les luttes. Dans la mesure où toutes les directions, les organisations et les partis dits de gauche ne se lancent pas à construire cette direction, ils font le jeu de le bourgeoisie et entretiennent la confusion et les diversions au sein du mouvement ouvrier.

Le Parti Communiste krouchtchévien fait ce jeu d'une manière criminelle ! Il est en train de tromper consciemment l'avant-garde ouvrière sur le rôle et la nature actuelle du Parti Socialiste. Il en donne une image complètement mensongère, en le faisant passer pour un parti de gauche qui seulement se trompe de voie, en l'appelant à entrer dans l'opposition au gouvernement pour redonner confiance aux travailleurs, à former un front unique avec les communistes dans ce but. C'est une proposition consciemment contre-révolutionnaire parce que le P.S.B. aujourd'hui, est dirigé par des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier et a pour but d'imposer à la classe ouvrière la politique et les objectifs de la bourgeoisie. Le front unique, c'est avec les ouvriers qui votent socialiste, avec les militants de base du P.S.B., qu'il est nécessaire de le construire ; il faut les appeler à rompre avec leur direction pourrie, à se lancer dans la lutte pour un programme et des perspectives révolutionnaires !

« La Gauche » suit la même orientation que le P.C. ; elle fait dépendre le sort de la classe ouvrière de la direction socialiste. Elle appelle également le P.S.B. à « reprendre le bon chemin ». C'est une façon de camoufler les véritables problèmes : la construction d'un nouveau parti, marxiste-révolutionnaire de masses, l'organisation du courant révolutionnaire qui se forme au sein des masses, sur un programme et des méthodes anti-capitalistes. « La Gauche » et les dirigeants socialistes de gauche ont voulu empêcher cette avant-garde de rencontrer le programme et le parti dont elle a besoin. Ils ont créé avec précipitation le P.W.T. dans cette intention. Cependant, leur rôle de frein est de courte durée, car déjà le P.W.T. a éclaté en mille morceaux : l'aile la plus droitière, avec Perin à sa tête, fusionne avec le Front Wallon, collabore avec un secteur bourgeois et se soumet à un programme bourgeois. L'aile « gauche » du P.W.T. ne tire pas les conclusions de cette crise : c'est celle de la politique et des méthodes réformistes ! Les militants du P.W.T. doivent discuter les raisons profondes de cette crise, s'orienter à la préparation du Parti révolutionnaire, appeler au front unique et organiser celui-ci, pour lancer immédiatement la lutte contre les fermetures, le chômage avec le programme et les méthodes nécessaires, avec la perspective du pouvoir ouvrier. En maintenant son programme et ses conceptions réformistes, le P.W.T. achèvera de se décomposer à bref

Le M.P.W. aussi participe à ce jeu de division et de confusion. Cela s'est encore exprimé dans la réunion des mouvements wallons du 13 juin, où les dirigeants M.P.W. imploraient la bourgeoisie d'accéder aux « réformes modérées » qu'ils proposent .Mais ils les proposent dans une situation où la bourgeoisie ne peut se permettre aucune réforme et démon-

(suite page 3)

LA CRISE SOCIALE DU REGIME CAPITALISTE PROGRESSISTE : LE GOUVERNEMENT

par J. POSADAS

Les événements de Bolivie confirment une fois de plus, que tant que la révolution bolivienne ne reprend pas sa marche pour renverser consciemment le capitalisme, il y aura constamment des bases, des motifs et des circonstances pour permettre des tentatives d'écraser les masses, de la part de la réaction, de la dictature militaire, d'agents de l'impérialisme yankee, d'agents du peuple avec des intérêts propres et alliés à l'impérialisme.

Nous avons dit, il y a environ six mois, que la Bolivie vivait une révolution interrompue. A partir de Paz Estensoro, a éclaté un processus révolutionnaire et il est resté interrompu. Cela veut dire que le coup qui a renversé Estensoro avait comme intention d'écraser les masses. Il n'ont pas pu le faire ; les masses se sont défendues ; les mineurs, les paysans, les ouvriers d'usine, la petite bourgeoisie, ont maintenu dans leurs mains les centres vitaux de production du pays et ont empêché, après le renversement de Pas Estensoro, de continuer à écraser les mineurs.

Mais à leur tour, les mineurs n'ont pas pu dominer, déloger le pouvoir de la dictature militaire. Une guerre civile a commencé, interrompue par manque de force. La dualité du pouvoir se maintient en Bolivie depuis 1952 ; cette dualité de pouvoir s'exprime dans la nationalisation des mines sous contrôle ouvrier, l'établissement des milices ouvrières, l'armement ouvrier. Les ouvriers n'ont pas pu avancer, mais le capitalisme non plus n'a pas pu récupérer ce pouvoir là.

Constamment, à l'une ou l'autre occasion, le capitalisme voyait les mineurs imposer des décisions. Sur une partie du territoire, les mineurs dominaient : il y a l'exemple des mouvements paysans, de la COMIBOL, les résolutions des mineurs, les résolutions sur le fonctionnement des mines, etc. Mais à son tour, le capitalisme a essayé à plusieurs reprises de faire renoncer au contrôle ouvrier — pas seulement Barrientos, mais aussi Paz Estensoro, avec Lechin comme vice-président — et il n'a pas pu. Mais les masses n'ont pas pu continuer à avancer. Maintenir simplement le contrôle ouvrier, sans avancer vers le contrôle pour diriger le pays, c'était et c'est un processus, une domination transitoire, même si elle dure des années. Les mines ne sont pas tout le pays — même si elles sont la base du pays — et tant que les mineurs ne domineront pas tout le pays, ce sera un processus transitoire.

Au moment de la chute de Paz Estensoro, nous avons soutenu que Lechin essayait de négocier, essayait de faire un accord avec une série de partis, pour parvenir à la présidence d'une façon pacifique, et développer une politique opportuniste et réformiste. Il s'est vu obligé d'imposer un programme de 31 points ; les plus importants de ceux-ci, qui sont progressistes et révolutionnaires, sont des propositions du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskyste, section bolivienne de la IVe Internationale : ils ont été accepté par la Fédération des Mineurs. Une série de points et de propositions qui ne viennent pas de Lechin ni de la C.O.B., mais des trotskystes. Auparavant, ni la C.O.B., ni Lechin ne défendaient ces points. Cela fait partie de l'influence du mouvement trotskyste, mais cela signifie qu'il y avait et qu'il y a des conditions pour faire ces propositions, mais les faire ne suffit pas.

Dans ce même congrès de la C. O.B., en janvier, certaines résolutions importantes furent prises — importantes, mais limitées. Ces résolutions se rapportaient à des problèmes du travail et du secteur, mais ils se rapportaient seulement incidemment au reste de la classe travailleuse. Dans cette résolution, il manquait trois points essentiels qui démontraient la limitation du syndicat des Mineurs : ils ne disaient absolument rien au sujet du partage des terres pour les paysans, de l'alliance ouvrière et paysanne, de l'extension de la réforme agraire, de l'expropriation et de la nationalisation des terres. Ensuite, il n'y avait pas un mot sur la révolution coloniale, mondiale, celle de Cuba et autres pays. Pas une seule référence à la révolution coloniale ni à la nécessité du gouvernement ouvrier et paysan.

Il y avait une série de points en appui à Barrientos. Cette limitation des résolutions du Congrès des Mineurs, démontrait que sa propre direction ne se proposait pas de faire avancer la révolution, de continuer le double pouvoir, et ils donnaient seulement un programme pour avoir un appui de la petite bourgeoisie, des ouvriers d'usine, des mineurs. C'était une politique de pression sur le gouvernement pour améliorer le niveau de vie des masses exploitées et parvenir à placer Lechin en tête d'un gouvernement constitutionnel, démocratique, pacifique. On a vu qu'un tel chemin n'était pas possible.

LA DICTATURE MILITAIRE A EU PEUR DES REACTIONS DES MASSES EN FAVEUR DE SAINT-DOMINGUE.

Comme les trotskystes l'ont dit, avant et maintenant, c'était un maintien du statu quo avec le gouvernement de Barrientos. Si Paz Estensoro a été délogé du pouvoir, par la même équipe qui l'a soutenu pendant tout un temps, c'est parce que le capitalisme ne peut plus supporter une telle situation, de dualité de pouvoirs. Durant dix ou douze ans, l'impérialisme a pu le supporter, en négociant, en cherchant l'appui de Paz Estensoro, de Lechin, de Siles Zuaso. Mais aujourd'hui, il ne peut plus le faire. Il ne peut plus supporter la présence d'un tel foyer en Bolivie.

Jusqu'à maintenant, il a pu le supporter, se concilier l'un et l'autre, surtout parce que les mineurs n'ont pas essayé d'avancer et sont restés dans une attitude passive. Mais actuellement, après la chute de Paz Estensoro et l'attaque à Saint-Domingue, l'impérialisme a compris que chaque mois qui passe fait d'une situation comme celle de la Bolivie, un foyer permanent d'incitation à la révolution. Pour cela, Barrientos s'est lancé, en profitant de Saint-Domingue, mais en profitant surtout de la passivité de la direction minière, de la C.O.B. Passivité, tranquillité, immobilité des mineurs, qui ne se sont pas mobilisés, qui n'ont pas mené de l'avant la lutte pour assumer le pouvoir.

Barrientos a profité de la passivité des mineurs, surtout de la lâcheté, de l'attitude misérable et carriériste de Lechin, qui a maintenu les mineurs immobilisés. L'invasion impérialiste à Saint-Domingue a provoqué, pour la première fois depuis des dizaines d'années, une mobilisation des mineurs. Barrientos a vu le danger de cette situation. La mobilisation des mineurs pour Saint-Domingue s'est faite malgré Lechin. Celui-ci, pour maintenir le contrôle des mineurs, pour maintenir ses espoirs d'être président constitutionnel, devait agiter les mineurs, les mobiliser, céder à la pression des mineurs, qui l'ont obliger à se manifester en appui à Saint -Domingue.

C'était une manifestation politique des mineurs, qui influencé la petite bourgeoisie : celle-ci a vu une possibilité, un commencement de réaction dans la mobilisation des mineurs, qui allait englober toute la population. Un état de crise sociale, de crise politique, d'incapacité, de la part de Barrientos pour prendre la moindre mesure de développer l'économie et la vie sociale en Bolivie. L'attitude des mineurs était d'agir comme un centre pour toute la population ; pour cette raison, ils ont donné un coup, avant que ne se produisent des conséquences plus importantes. La dictature militaire a été contenue dans son intention d'écraser militairement les mineurs. Elle essaie maintenant de disperser le prolétariat, de diminuer son poids social, de diviser le mouvement ouvrier mineur pour recommencer postérieurement une attaque militaire contre lui.

Si le coup de l'assassin Barrientos n'a pas eu plus d'effet, s'il n'est pas parvenu à triompher immédiatement, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas le danger qu'il triomphe — non pas à cause d'une plus grande décision ou capacité — mais parce qu'il a les moyens militaires suffisants. L'impérialisme va lui donner des moyens militaires — comme il l'a fait à Saint-Domingue — mais sa possibilité de triompher vient de l'immobilité, de la passivité des mineurs.

La direction des mineurs est dans une attitude défensive. Les mineurs eux-mêmes, la masse des mnieurs, de même que les ouvriers et les paysans, ont démontré leur disposition pour aller jusqu'au bout, jusqu'à la guerre civile. La guerre civile a recommencé en Bolivie. Ces jours-ci, on ne peut pas dire ce qui s'est passé, ce qui va se passer, parce que la direction minière ne prend pas l'offensive, elle est en train de négocier. Elle pactise avec la junte militaire, elle essaie de gagner du temps, tandis que la junte militaire avance ses positions, en essayant d'encercler les mines.

LA PASSIVITE ET LA LACHETE DES DIRECTIONS OUVRIERES EST LA FORCE DE LA DICTATURE MILITAIRE.

A nouveau, depuis 1952, il s'est fait un front unique objectif des ouvriers, des paysans, de la petite bourgeoisie et des mineurs. A La Paz, à Cochamamba, à Oruro — en particulier dans la zone minière et à La Paz — il y a eu un véritable front unique. Une véritable guerre civile, interrompue encore une fois, ces jours-ci, par le pacte, mais qui sera reprise immédiatement. Toutes les masses se sont lancées dans la guerre civile. Pendant plusieurs jours, tout La Paz a subi le blocus des ouvriers, de même dans les zones minières. Un accord s'est fait entre l'armée et les ouvriers : les ouvriers lèvent le blocus des quartiers et l'armée lève le blocus des usines, de même dans les mines.

C'est une situation transitoire. Les mineurs et les ouvriers ont pris l'initiative de bombarder des casernes, d'assaillir des casernes, de prendre des otages militaires : une véritable guerre civile, interrompue momentanément ; mais une telle situation ne retourne pas en arrière. Le pacte que recherche la direction des mineurs peut servir uniquement à l'armée. Il n'y a pas d'autre possibilité. Ils ne sont pas dans la situation de Caamano. Caamano est sans aide, il est encerclé, avec l'armée yankee en face de lui ; les mineurs, la direction des mineurs et des ouvriers n'ont aucune armée en face d'eux. L'armée bolivienne est faible, elle a une grande capacité de feu — parce que les vieilles armées ont été liquidées et une nouvelle armée s'est formée, avec moins d'hommes et plus de capacité de feu — mais elle n'a aucun appui social.

Barrientos parlait de mobiliser cent mille paysans, il n'a pas mobilisé un seul paysan jusqu'à présent. Mais même s'il les trouve, que vont-ils faire ? Il y a des millions de paysans et Barrientos, selon ses paroles, n'en trouve que centm ille avec lui. S'ils disent aujourd'hui qu'ils peuvent mobiliser onze mille paysans, c'est qu'il y en a mille au plus. Il peut mobiliser les petits paysans, patrons, mais ce n'est pas le paysan de base. Les mineurs peuvent mobiliser des centaines de milliers de paysans de base et ils ne le feront pas par manque d'un programme objectif.

La situation en Bolivie montre que maintenant, dans cette étape, seule la révolution peut décider. Ils peuvent parvenir à une nouvelle étape transitoire, mais ce sera une étape très courte, où l'armée va se préparer à un coup massif, comme à Saint-Domingue, du type 16 juin 1955 en Argentine. Des bombardements massifs de toutes les populations — cela ils vont le faire sans se préoccuper des critiques ; pour l'impérialisme et la junte militaire, ce qui est en jeu, c'est leur propre vie, leurs propres intérêts ; pour cela, ils ne vont pas se préoccuper des critiques.

La force des mineurs, et en même temps leur faiblesse, c'est de ne pas faire un appel aux ouvriers et aux paysans. Faire un gouvernement propre, c'est donner une solution à la Bolivie maintenant. On ne peut attendre un statu quo, on ne peut attendre que Barrientos fasse des élections ; il ne peut faire aucune élection sans se perdre. Ils ont essayé l'issue électorale en comptant sur l'appui de la petite bourgeoisie et ils ont échoué ; ils ont espéré dans le mouvement paysan et ils ont échoué ; et ils ne vont pas attendre une issue militaire, c'est impossible.

L'attitude de Lechin est lâche, il s'est porté prisonnier pour ne pas devoir assumer un soulèvement, une résistance à la junte militaire — car il voyait venir le coup militaire — et il s'est échappé, pour ne pas devoir répondre de la seule manière possible qui était le soulèvement des mineurs. C'est la force et la faiblesse des mineurs, de ne pas appeler les paysans, les ouvriers et la petite bourgeoisie à faire un Front Unique. L'échec de Barrientos de vouloir faire un gouvernement et un mouvement électoral en se basant sur la petite bourgeoisie démontre que la petite bourgeoisie, dans sa radicalisation, est apte pour un gouvernement ouvrier et paysan. Pour cela, les masses paysannes, petites bourgeoises, doivent voir les mineurs disposés à sortir, à se mobiliser pour prendre de telles positions, pas seulement pour contenir les militaires. Toute la politique de la direction des mineurs était destinée à contenir, à déloger les militaires. Cela ne suffit pas. Les militaires sont rejetés, contenus, et ils se lancent à nouveau ; ils ont des armes, de l'argent et des soldats.

Un fait éloquent et déterminant : la direction minière dénonce que Barrientos est en train d'encercler les centres miniers avec 25 mille nouveaux soldats, qu'il appelle au service militaire pour les laisser dans les mines. Elle dénonce cela, mais cela ne sert à rien. L'attitude correcte est d'appeler les soldats à désobéir, à prendre les armes et à les diriger contre l'armée, contre les chefs, contre les officiers, contre la direction de Barrientos. Telle est l'attitude correcte. Par contre, la direction des mineurs, proteste simplement et se plaint. Cela importe peu à la junte militaire assassine de Barientos, d'être dénoncée.

Ce qu'il faut faire, c'est appeler les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois, qui sont dans les rangs militaires, à désobéir et à se retourner, s'ils ont les armes, contre celui qui les dirige, mettre toutes les armes au service des mineurs et se préparer pour une solution révolutionnaire. Une solution révolutionnaire qui signifie : renverser le pouvoir militaire et imposer un gouvernement ouvrier et paysan. Appeler une Constituante d'Ouvriers, de Paysans et de Soldats ; dans cette Constituante, imposer les 31 points de la C.O.B., dans laquelle il y a, malgré le programme conciliateur et réformiste, une série de points très importants et progressistes ; des points de nationalisations et de commerce avec tout le monde, de reconnaissance de Cuba, et des révolutions coloniales, telle est l'attitude à prendre.

C'est faux que la mauvaise situation en Bolivie provient du déficit, du coût élevé de production des mines. La base essentielle de la crise et du chaos économico-social en Bolivie se doit : au paiement d'indemnisation pour les mines nationalisées, au paiement des propriétaires fonciers pour les terres réparties (qui sont peu nombreuses et mauvaises), à la soumission de l'exploitation des mines nationalisées au commerce avec l'impérialisme yankee ; à

EN BOLIVIE NE PEUT AVOIR QU'UNE ISSUE OUVRIER ET PAYSAN (larges extraits)

l'exploitation du pétrole par l'impérialisme ; au manque de soutien de l'Etat envers les exploitations agricoles ; à l'existence de propriétaires fonciers et à la soumission au capitalisme.

Le capitalisme n'a pas d'issue. Il est incapable d'améliorer la situation des masses. Il n'a pas de moyens, de possibilités ni de conditions nationales, ni historiques. La nationalisation de la banque, le monopole du commerce extérieur, l'étatisation de toutes les mines, de l'exploitation du pétroles, des grandes terres de l'oligarchie, de l'industrie et du commerce : c'est cela la voie pour élever la production, la productivité et le niveau de vie des masses. Mais seul, le gouvernement ouvrier et paysan peut réaliser un tel programme et une telle politique. Pour cela, il faut renverser la dictature militaire. Il faut appeler les masses à renverser la dictature militaire sur la base des 31 points de la C.O.B. ; et de là, s'élever jusqu'au gouvernement ouvrier et paysan, en complétant le programme limité de la C.O.B. avec ces points déjà formulés.

L'impérialisme, en alliance avec la dictature militaire et avec la minuscule bourgeoisie bolivienne et la petite bourgeoisie assimilée, n'a pas de soutien pour maintenir le régime capitaliste, autre que de restituer les mines à la propriété privée, de tripler l'exploitation des masses, de réduire le personnel ouvrier et d'augmenter le rendement. De même pour la production agricole.

Les mines étatisées, le contrôle ouvrier, les milices armées, ne peuvent déjà plus coexister avec le régime capitaliste. L'impérialisme, au moyen de la dictature militaire, a besoin d'écraser les masses, de détruire leurs syndicats, de les mettre sous son contrôle, de détruire les milices ouvrières et d'assassiner des milliers de militants et de dirigeants ouvriers. C'est la seule issue qui lui reste.

L'initiative est en permanence aux mains de la dictature militaire. Les syndicats miniers et ouvriers réagissent et sont à la défensive face aux mesures réactionnaires et contre-révolutionnaires de la dictature militaire. Sans avoir les moyens ni la force de s'imposer, la dictature profite de la passivité des syndicats pour adopter continuellement des mesures réactionnaires, contre-révolutionnaires qu'elle essaie d'imposer. Les masses observent la passivité des directions minières, ouvrières, paysannes et estudiantines. Elles les voient à la défensive et sans résolution offensive.

Elles ne peuvent se sentir entraînées, par conséquent à s'incorporer aux luttes défensives des mineurs et des ouvriers. Les étudiants, comme représentants de la petite bourgeoisie pauvre et moyenne, ont manifesté, démontré, d'une façon éloquente, par leur rejet permanent de la junte militaire, qu'ils sont disposés à lutter pour la déloger, pour l'abattre. Les paysans sont dans la même situation et le même esprit de lutte. Récemment, les paysans, dans diverses zones de Bolivie, ont repoussé les tentatives de l'oligarchie de leur reprendre les terres.

Aussi bien les paysans que les étudiants et la petite bourgeoisie ne peuvent se sentir attirés, ne peuvent avoir confiance dans les buts et les perspectives de la lutte, s'ils ne voient pas les mineurs et les ouvriers résolus à affronter et à renverser la dictature militaire.

Il ne faut pas espérer que la junte respecte et concède des droits démocratiques aux masses. Au contraire : elle a essayé de concilier avec la petite bourgeoisie et les faibles secteurs de la bourgeoisie nationale pour imposer sa candidature et se maintenir au pouvoir avec des élections. La dictature a échoué. Cela révèle la profonde crise et la maturité de la situation de crise révolutionnaire et l'aptitude pour renverser la junte militaire par la force.

Il n'y a personne qui appelle à l'issue révolutionnaire. La passivité des directions minières, ouvrières et paysannes, fait la force dans le fond, de la dictature militaire. C'est cette situation qui lui permet de se maintenir au pouvoir. La dictature militaire, la bourgeoisie et le régime capitaliste bolivien n'ont pas de force économique et sociale pour concéder des droits démocratiques aux masses. Le peu de droits démocratiques qui existent, ont été imposés par la force des masses.

Les dirigeants des masses cachent leur peur, leur indécision et leur incapacité à comprendre et à se décider à appeler à l'issue révolutionnaire. Ce sont les masses qui, par leur initiative, par leurs propres résolutions, rélisent le front unique objectif dans l'action. Elles se réunissent, elles décident de la résistance et des mesures de lutte armée contre la dictature militaire. Il n'y a pas de droits démocratiques, de défense des mines nationalisées ; il n'y a pas de défense du contrôle ouvrier, que celui qui peut se maintenir les armes à la main.

Mais la junte militaire ne peut continuer à supporter la présence et l'existence des ouvriers armés. Elle a réalisé une épreuve de force, contre les masses et elle n'a pas triomphé. Les ouvriers et une partie de la petite bourgeoisie l'ont rejetée. Mais comme elle n'est pas renversée par les mineurs, la dictature militaire essaie de maintenir une offensive contre eux. Elle n'a pas de force sur laquelle s'appuyer. Cette nouvelle épreuve de force peut être décisive. C'est seulement en renversant la dictature, en imposant le Gouvernement Ouvrier et Paysan qu'il sera possible de maintenir la nationalisation des mines, le contrôle ouvrier, les milices armées et les droits démocratiques des masses.

(« Après que cet article a été écrit, il est arrivé l'information selon laquelle 50 dirigeants syndicaux mineurs se sont livrés au gouvernement pour être déportés. C'est une capitulation devant la dictature militaire et une conciliation avec elle. Beaucoup de ces déportés ont fait une affaire en recevant de l'argent et des avantages personnels. Mais la majorité a capitulé parce qu'ils ne savent que faire, comment répondre à l'offensive de la junte militaire. Ils ne se disposaient pas à mener la lutte jusqu'à ses fins ultimes, la lutte pour renverser la dictature. Il n'y a pas d'autre issue. Ils ont cherché à réaliser des pressions sur la junte au moyen des grèves, en espérant que la dictature céderait et n'attaquerait pas les mineurs, ne les attaquerait pas dans leurs postes syndicaux. La junte ne peut céder, il faut la renverser, sinon elle continuera son offensive.

Par leur fuite (car l'expulsion du pays est une forme de fuite), ils ont abandonné le mouvement ouvrier, ils ont donné un coup criminel à la décision, à l'attitude combattive des mineurs. La dictature militaire essaiera de profiter de cette capitulation des dirigeants syndicaux pour persécuter, pour écraser les mineurs. Ils ont donné un avantage énorme à la junte militaire. On pouvait et on peut encore rejeter les mesures de la junte, l'expulsion des dirigeants syndicaux. Ils espèrent ainsi désorganiser et démoraliser les mouvements ouvriers et les syndicats, en démantelant leur organisation syndicale et militaire »).

LA SITUATION ACTUELLE EST TRANSITOIRE ET CONDUIT A UN NOUVEL AFFRONTEMENT A COURT DELAI.

...../.....

La situation en Bolivie est dans un état de crise permanente. Cela peut durer tout un temps indubitablement. Mais dans les prochains jours, ou mois, il y aura une définition. Un triomphe militaire sera péremptoire. Un triomphe militaire de Barrientos, doit être suivi d'assassinats massifs de milliers de mineurs, d'ouvriers, de paysans. Il n'a pas de base sociale large et forte. Nous venons de lire dans les journaux que le parti qu'il a formé — le Parti Démocrate Chrétien — vient de faire une critique à son gouvernement, et à Lechin aussi, en disant que l'un ni lautre n'ont su donner une solution au chaos.

Dans ce cas, l'unique issue c'est l'appel à une constitution — comme l'ont proposée les trotskystes — à une Assemblée Constituante de soldats, de paysans et de la petite bourgeoisie, dans laquelle les mineurs et les ouvriers, en front unique avec les paysans, mènent le programme d'expropriation de la terre ; extension des nationalisations, industrialisation du pays; expropriation de toutes les concessions des impérialistes ; reconnaissance et commerce avec tous les Etats Ouvriers, maintien du contrôle ouvrier ; monopole du commerce extérieur ; relations avec les Etats Ouvriers et refus de prêts des capitalistes. Appel aux masses de toute l'Amérique Latine pour appuyer une Centrale Unique de masses ; appui inconditionnel aux masses de Saint-Domingue ; comités d'ouvriers, de soldats, de paysans ; collectivisation des grandes propriétés. Tel est le programme qui va entraîner toutes les masses de Bolivie.

Sur cette base, faire un soulèvement armé. Appeler les troupes à désarmer, appeler les soldats de Barrientos à se soulever ; qu'ils se retournent avec leurs armes contre leurs officiers ; faire prisonniers des militaires, les tuer sur les faits, et sur cette base, appeler à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan. Ne pas craindre les bombardements. Les mineurs y sont accoutumés ! Mais le facteur essentiel qui permet à Barrientos de se maintenir, c'est l'immobilité des mineurs. Aussi ils doivent passer à l'offensive.

La solution est simple : une dictature militaire ou un gouvernement ouvrier et paysan. Il n'y en a pas d'autre ; il n'y a pas de moyen terme, pas de solution démocratique, bourgeoise ou petite bourgeoise. Même si cette situation se prolonge des jours et des semaines, la crise se crée dans la junte militaire, il y aura un nouvel essai de donner une solution semi-démocratique ; mais de toute façon, on arrive à une étape culminante de la crise, dans laquelle la tendance sera d'imposer une dictature militaire ou l'alternative d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan.

...../.....

Les militants révolutionnaires, les militants de la C.O.B., mineurs, paysans, ouvriers, ne peuvent ni de doivent attendre que leurs directions prennent une attitude de lutte. Elles essaient de négocier. Toute leur attitude actuelle est simplement un essai de concilier avec la junte ; il n'y a pas le moindre désir d'écraser la junte. Ce sont les initiatives des masses, de la base qui, elles, sont en train de faire de telles luttes.

Toutes ces luttes que mènent les mineurs sur les sommets de La Paz, dans les mines, dans les usines, sont le produit des cadres moyens des mineurs. Les hauts dirigeants bureaucratiques ont déserté. Alors qu'il y a toutes les conditions pour organiser une nouvelle direction, en Bolivie le Parti Communiste s'est divisé ; l'aile principale des dirigeants mineurs est passée à une aile qui, sans être pro-chinoise, est favorable à une politique révolutionnaire plus proche des Chinois. Ces dirigeants se sont rapprochés des trotskystes, dans une infinité d'occasions ; c'est nécessaire de s'appuyer sur eux.

Que ces dirigeants communistes, actuellement pro-chinois, que les dirigeants du PRIN, la jeunesse du PRIN, comprennent qu'ils ne peuvent attendre une décision de leurs dirigeants ; ceux-ci vont les maintenir dans la passivité. Ils doivent lancer un appel à ce mouvement, pour une Assemblée Constituante ; appeler à la désertion militaire ; à former à partir de cela, un front unique de tous ces courants, pour diriger ce mouvement ; obliger les directions à avancer ; destituer tous les dirigeants qui sont passifs, craintifs, ou qui tendent à concilier avec la junte militaire.

Le moment est venu de former une nouvelle direction révolutionnaire, en pleine lutte. Cela ne veut pas dire se mettre à lutter intérieurement, mais sur cette base, à partir d'en bas, former des comités, des groupes qui impulsent la lutte, sans l'arrêter, sans la contenir, poursuivre la lutte, sans pour cela perdre son temps à des discussions intérieures pour changer les dirigeants.

Former des comités, à partir d'en bas, qui impulsent ce mouvement et qui obligent à un changement dans le cours de l'action, pour une nouvelle direction qui réponde aux désirs des masses. Il n'est pas exclu qu'une partie de la vieille direction soit sensible et puisse répondre ; dans la marche même, on verra ; mais il est nécessaire de former, à partir de la base, des comités, des commissions, qui fonctionnent dès maintenant, dans chaque quartier, dans chaque syndicat pour casser la dictature militaire ; pour appeler les soldats à se rebeller pour expulser l'impérialisme ; pour imposer l'Assemblée Constituante d'ouvriers, de soldats et de paysans ; pour imposer un Gouvernement Ouvrier et Paysan. C'est cette lutte qu'il faut mener en Bolivie.

J. POSADAS.

30 mai 1965.

Editorial

(suite)

tre son incapacité totale à résoudre le moindre problème des masses. D'autre part, le M.P.W. veut séparer la lutte de la classe ouvrière flamande et wallonne en rendant responsables d'insaisissables « flamands » de la crise actuelle en Wallonie, sans dénoncer une seule fois la responsabilité du régime capitaliste.

Même si les problèmes de la classe ouvrière se posent, provisoirement, sous des formes quelque peu différentes — chômage et fermetures, surtout en Wallonie, surexploitation et salaires réduits en Flandres — la responsabilité unique en revient au capitalisme et à l'impossibilité dans laquelle il se trouve de maintenir ou d'améilorer la situation des masses.

La classe ouvrière, empiriquement encore, mais avec une grande décision et capacité de lutte, est en train de construire les instruments dont elle a besoin pour avancer et elle dépasse toutes ses directions. C'est à cette tâche que l'avant-garde doit se consacrer. Les militants socialistes, communistes, du M.P.W., du P.W.T., syndicalistes, de base, cherchent également cette voie dans leurs organisations. Il faut s'y engager immédiatement, en répondant aux mesures réactionnaires de la bourgeoisie, pour faire peser et s'exprimer pleinement le rapport des forces de classes qui est immensément favorable au prolétariat.

Pas de chômage, pas de licenciements ! Les 40 heures immédiatement et les 36 heures, sans diminution de salaires ! Expropriation et mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier et syndical des usines qui menacent de fermeture ! Echelle mobile des salaires et des heures de travail !

Pour ce programme de lutte anticapitaliste immédiat, nous appelons tous les militants d'avant-garde à impulser la lutte, à le discuter, à prendre des résolutions d'assemblées, à former des groupes d'action en front unique dans les usines, le quartiers, pour préparer une offensive générale de la classe ouvrière et la perspective du gouvernement ouvrier et paysan.

SECONDE LETTRE DU CAMARADE J. POSADAS AUX CAMARADES CUBAINS

CHERS CAMARADES DE LA SECTION CUBAINE DE LA IVme INTERNATIONALE,

Dans la lettre antérieure, nous avons établi notre jugement sur les raisons de la libération de nos camarades cubains. Nous réitérons notre allégrese inépuisable pour leur mise en liberté, et nous répétons aussi le jugement que nous avons exposé dans notre lettre antérieure sur l'existence empirique de courants qui cherchent à impulser, à ranimer la révolution socialiste. Lorsque nous avons écrit la lettre antérieure aux camarades cubains, nous ne connaissions pas encore quelle sorte de documents ils avaient signé. Nous ne le savons pas encore d'une manière spécifique. Nous savons en général qu'ils ont signé leur acceptation de dissoudre le Parti à Cuba et de se détacher de la IVme Internationale. Nous comprenons la situation terrible et opprimante dans laquelle nos camarades doivent vivre et décider, mais cela ne justifie pas la signature d'une telle renonciation. Notre vie et notre perspective dans la vie est de faire, d'organiser, d'impulser le progrès humain sous sa forme la plus complète et nécessaire : la Révolution Socialiste ; la démocratie socialiste, le droit aux tendances révolutionnaires et le fonctionnement indépendant de parti révolutionnaire, est la forme la plus complète et nécessaire de la lutte pour la révolution socialiste. Renoncer à cela, c'est renoncer à notre vie.

Il n'y a pas de force qui puisse empêcher les masses de lutter pour la révolution socialiste. Ni les bombes atomiques, ni la terreur atomique incessante, ni les assassinats criminels de milliers d'êtres des masses exploitées du Viet-Nam, au Congo, en Amérique Latine, en Afrique, rien ne contient, ni ne retient les masses du monde, et les luttes pour la révolution socialiste avancent irrésistiblement. Récemment à Panama, 10.000 indigènes ont constitué une république indépendante et se sont organisés en guerilla pour défendre leur résolution de vie indépendante (leur intention historique est d'abattre le capitalisme, c'est une façon de l'exprimer). Les moyens qu'ils ont utilisés sont ceux de la révolution coloniale. La personnalité historique, l'entrée dans la vie des masses d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine commence en réalité par leur entrée dans la révolution ; toutes les menaces pour les faire renoncer, de la part de l'impérialisme et du capitalisme, ont échoué.

Ils ont assassiné Trotsky, il y a 40 ans, pour essayer d'abattre et de faire taire l'opposition et les luttes des trotskystes. Cependant, la révolution a avancé, 14 nouveaux états ouvriers se sont créés, le trotskysme s'est développé à l'échelle mondiale et la ligne objective de la révolution est trotskyste dans le monde entier. La dernière preuve en est Saint-Domingue. Parce que la réalité exige la politique, la ligne et le programme trotskystes. Le trotskysme, ce n'est pas l'aspiration, la défense, le soutien intransigeant d'idées et de positions de notre Internationale, pour des motifs particuliers de tendances ou de groupe. Le trotskysme est l'expression, en principes, de la nécessité objective du cours que doit suivre la révolution pour avancer, pour triompher et pour pouvoir construire le socialisme.

A Moscou dernièrement, 400 jeunes et intellectuels ont rendu hommage à Mayakovsky (poète qui s'est suicidé en U.R.S.S. en 1930, en protestation contre la politique criminelle de répression de Staline). La ligne qu'il suivait était celle d'un honnête révolutionnaire orienté vers la gauche ; dans ce sens, il sympathisait avec les positions de lutte qui essayaient de développer la révolution en U.R.S.S. et dans le monde.

Si aujourd'hui, à Moscou, 400 jeunes rendent hommage à Mayakovsky, se battent avec la police, défilent dans les rues et déclarent qu'ils sont de gauche et semblables à Mayakovsky, qu'ils veulent éditer une revue de gauche ; s'il se passe de tels événements en U.R.S.S., c'est parce que il y a une avance de la nécessité et des forces croissantes qui essaient d'impulser, d'exprimer la réanimation socialiste en Union Soviétique et dans le monde, qui essaient d'imposer la démocratie socialiste. Pourtant l'opposition de gauche a été supprimée, assassinée et décapitée en U.R.S.S. il y a 38 ans. Maintenant elle renaît fermement, même si elle est encore faible dans ses premières tentatives. Mais pour la première fois publiquement, un groupe nombreux s'est animé à se déclarer de gauche et à vouloir se différencier de la bureaucratie soviétique, par la gauche. Ce sont les premières manifestations en U.R.S.S., que l'on peut appeler de masses.

Tous les assassinats commis par la bureaucratie soviétique et les bureaucrates du monde entier, n'ont pas pu et ne pourront contenir le développement nécessaire et objectif de la révolution socialiste.

Vos signatures et votre renoncement au Parti et à l'Internationale doivent être rejetés. Les maintenir serait la négation de votre vie et des perspectives ascendantes du développement de la révolution politique et de de la révolution prolétarienne mondiale. La faiblesse produit probablement de l'isolement, l'illusion d'avoir fait une manœuvre contre les bureaucrates qui vous ont obligé de signer, toutes ces intentions n'ont aucune valeur. Elles conduisent en dernière instance à la démoralisatioi et à la perte de confiance et de sécurité historique. Il faut rejeter de telles signatures.

Une des raisons fondamentales pour lesquelles ils vous ont mis en liberté, vous camarades libérés, la fermeté, la sécurité révolutionnaire que vous avez montrées pendant votre emprisonnement, et la campagne et la lutte de nos sections dans le monde entier, pour le développement du trotskysme qui est le développement de la révolution mondiale, les succès, le développement objectif de nos luttes sont unis au développement de la révolution mondiale.

Mais c'est aussi votre digne activité révolutionnaire, dans la prison, l'activité de tous les camarades de la section cubaine qui n'ont pas cessé de travailler qui ont permis cette mise en liberté. Notre fermeté, la vôtre, celle de toute l'Internationale, la fermeté et l'action révolutionnaire, ont pesé puissamment pour obtenir votre liberté. Telles sont les conclusions qu'il faut tirer, sur lesquelles il faut s'appuyer maintenant pour continuer l'activité de la section à Cuba.

Les perspectives sont d'avance, et non de recul. Lorsque les bureaucrates et les apprentis bureaucrates se voient obligés de mettre en liberté nos camarades, c'est parce qu'ils se sentent faibles, parce que il y a sur eux le poids, l'avance de la révolution mondiale, et surtout **les luttes ininterrompues, le progrès constant et mondial, objectif, direct du trotskysme.** Il faut continuer à fonctionner comme avant, maintenir la vie centralisée et organique de Parti, en vivant, en discutant, en adoptant des résolutions sur tous les problèmes de la révolution socialiste à Cuba et dans le monde. Les secteurs que le Parti influençait, attendent la continuation de son activité. L'activité du Parti les a encouragés et encouragera à maintenir leur résolution de lutte. Les secteurs qui, empiriquement, veulent impulser la révolution, se sentiront encouragés à continuer la lutte.

Au Viet-Nam, et maintenant à Saint-Domingue, l'avance de la révolution se démontre irréversible. On voit que l'impérialisme est acculé et qu'il faut la révolution prolétarienne et l'action armée pour renverser le capitalisme et l'impérialisme. La coexistence pacifique est en train d'être délogée de tous les coins du monde où les Partis Communistes veulent la mettre.

Ne sentez pas de remord et de honte pour avoir signé de tels renoncements. Ce n'était pas correct, c'est un avilissement de notre dignité de révolutionnaire. Mais, comme dans toutes les erreurs que nos militants et notre mouvement commettent, elles peuvent et elles doivent être corrigées. Les masses du monde et notre Internationale comprennent et comprendront les raisons et la situation qui vous ont fait signer de tels documents. Toute l'Internationale attend et exige la rectification. Les camarades espagnols, dans une situation aussi difficile que la vôtre, ont nié toute déclaration qui compromette la dignité révolutionnaire et paralyse la militance ou le développement d'une activité au nom de l'Internationale.

La crise de la direction de la révolution cubaine n'est qu'une partie de la crise mondiale des directions bureaucratiques. Cela veut dire que la marge pour leurs manœuvres bureaucratiques se rétrécit. Il faut se préparer pour cette perspective à court délai ! Maintenir ininterrompue la vie politique dans tous les secteurs des masses que vous pouvez accéder. Nous sommes disposés à réaliser des pactes, des accords, des fronts avec tous ceux qui sont disposés à impulser la révolution socialiste. Aussi minimes que soient ces accords.

Toutes les perspectives vont vers l'impulsion et le progrès constant de la révolution. Au Guatémala, le Mouvement Révolutionnaire du 13 Novembre dirige la révolution sur la base d'un programme, de luttes et d'objectifs révolutionnaires qui sont les nôtres. Au Mexique, une tendance de gauche révolutionnaire est en train de se développer et cherche le trotskysme, et une orientation révolutionnaire au travers du trotskysme.

Le coup que l'impérialisme reçoit à Saint-Domingue, ébranlera toute sa stratégie et ses structures dans les Caraïbes ; cela impulsera et stimulera la révolution socialiste dans toute l'Amérique Latine, inclus Cuba. Si les guerillas du 13 Novembre au Guatémala ont adopté notre programme et nos luttes, rapidement elles suivront le même cours dans d'autres pays d'Amérique Latine. En Argentine, le front unique de notre Parti avec les tendances révolutionnaires péronistes se renforce et un courant révolutionnaire péroniste qui admet notre programme et objectifs révolutionnaire est en marche. Nos camarades en Argentine augmentent leur influence dans le mouvement ouvrier. Dans différentes branches et dans différentes provinces, nos camarades sont en tête des luttes syndicales.

En Italie, notre section augmente son influence sur les tendances et groupes qui s'organisent pour les luttes révolutionnaires les plus élevées dans le Parti Socialiste Italien d'Unité Prolétarienne (P.S.I.U.P.), qui a obtenu un million de voix. En Suisse, s'est formé un nouveau parti communiste pro-chinois, qui a cherché des relations avec nous, qui nous a écrit et avec lequel nous sommes en relation constante et sur lequel augmente d'une façon permanente notre influence. De même pour le parti communiste espagnol pro-chinois. L'écrivain Deutscher a écrit il y a trois mois que : « Dans des cercles de Moscou considérés quasi comme trotskystes, on déclare qu'il y a une furieuse lutte interbureaucratique en U.R.S.S. ».

De tous les côtés, apparaissent des tendances et des groupes trotskystes ; la IVme Internationale augmente son influence et son poids, même sur les Chinois. Leur silence prolongé est le signe d'une profonde discussion interne et de l'existence de tendances qui veulent impulser la révolution coloniale et la révolution socialiste mondiale. C'est en fonction de cette perspective que les camarades cubains doivent décider de la continuation de l'activité sans avoir aucune crainte pour les documents signés. Les bureaucrates demandent à des révolutionnaires de renoncer à la lutte pour la révolution prolétarienne parce que eux-mêmes sont disposés à renoncer et ont déjà renoncé à la lutte pour la révolution prolétarienne et s'adaptent à leur vie bureaucratique et conservatrice. C'est seulement de la part d'hommes méprisables, corrompus et déçus que l'on peut attendre l'exigence de tels renoncements à des révolutionnaires. Seulement celui qui ne sent pas la révolution ou qui la redoute, ou qui a des conceptions bureaucratiques qui peut se sentir incliné à faire une telle exigence.Tous ceux-là seront liquidés en peu de temps.

Chers camarades, nous comprenons la situation compliquée et déprimante dans laquelle vous vivez, mais il faut la supporter encore pendant quelque temps. Votre libération indique que le cours de la Révolution Mondiale est en montée ; notre propre lutte en fait partie. Il faut la maintenir à tout prix.

Nous embrassons de toute notre ferveur révolutionnaire les camarades et nous espérons et désirons ardemment que les camarades qui ont signé se corrigent immédiatement, et sans complication dans les relations avec les autres camarades.

Vive la section cubaine de la Quatrième Internationale ! Vive nos courageux et honnêtes camarades de la section cubaine ! Vive les masses cubaines qui, comme nous, aspirent et espèrent développer la révolution socialiste ! Au nom de la Quatrième Internationale : A bas les signatures ! Vive la résolution de maintenir l'activité du parti et la vie liée à l'Internationale !

J. POSADAS.

Le 27 avril 1965.

Algérie (suite)

Vive la lutte héroïque des masses algériennes !

A bas le coup d'Etat réactionnaire !

Pour la transformation de l'Algérie en Etat Ouvrier !

qu'elle n'accepte pas la participation d'une délégation soviétique à la conférence Afro-Asiatique. Et les partis pro-chinois en Europe suivent aveuglément cette ligne, en changeant du jour au lendemain leurs flatteries à Ben Bella pour des reproches et même des insultes.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) appelle toute la classe ouvrière, les militants communistes, socialistes, syndicalistes, à discuter cette situation en Algérie, à se mobiliser dans tout le pays pour appuyer les masses algériennes. A bas le coup d'Etat ! Pour l'avance de la révolution socialiste en Algérie ! Nous appelons à discuter les événements de l'Algérie dans les assemblées d'usines, à prendre des résolutions de solidarité avec les masses algériennes, à préparer des manifestations, des meetings.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières, les syndicats, les partis ouvriers et les groupes d'ouvriers d'avant-garde à se mobiliser contre le coup réactionnaire en Algérie !

LOCAL PUBLIC DU PARTI

CAMARADES,

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) porte à votre connaissance que tous les jours, de 18 h. 30 à 19 h. 30, une permanence fonctionne à votre intention en son local public : RUE DES BRASSEURS, 17, A GILLY (à 100 m. de la Place des Haies), excepté le samedi et le dimanche. Vous êtes tous invités cordialement à venir y discuter et à amener des camarades.

POUR VOUS ABONNER

ABONNEMENT ORDINAIRE :
6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS
1 an — 24 numéros : 100 FRANCS
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS

Prière de s'adresser :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND
Pour la correspondance :
Même adresse.

EDITEUR RESPONSABLE

et envoi d'argent par mandat postal :

CLAUDINE POLET

30, Nieuwbrugkaai, GAND.

LE PROGRAMME ET LES TACHES DE LA REVOLUTION A SAINT-DOMINGUE ET L'ORGANISATION DU FRONT UNIQUE MONDIAL CONTRE L'IMPERIALISME ET LE CAPITALISME.
Par J. POSADAS.

LA LUTTE OUVRIÈRE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE)
Section belge de la Quatrième Internationale.

3è. année — 17 juillet 1965. — N° 32

__ BI-MENSUEL __

Le prochain numéro paraîtra le 31 juillet. — Le numéro : 5,-

EDITORIAL.

LE P.S.B. AU GOUVERNEMENT OU DANS L'OPPOSITION, VA DEFENDRE LE CAPITALISME.

IL FAUT ORGANISER LE FRONT UNIQUE PROLETARIEN ET ANTI-CAPITALISTE POUR PREPARER LA NOUVELLE DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIERE !

L'impasse dans laquelle se trouve toujours la crise gouvernementale, après les négociations PSB-PSC, révèle cette fois à quel point la crise est profonde au sein du Parti Socialiste. Le bureau du PSB s'est trouvé divisé lors des votes sur la participation gouvernementale.

Au sein de la direction socialiste, une tendance est apparue, qui ressent de loin, les pressions au sein du Parti qui vont contre la participation au gouvernement. Cela ne veut pas dire qu'un seul des dirigeants socialistes ait une volonté sincère de ne pas collaborer avec le capitalisme. Qu'ils soient wallons ou flamands, toute la direction du PSB est complètement intégrée et liée à la politique pro-capitaliste du parti. Le PSB a perdu tput caractère démocratique et progressiste, et ceux qui parviennent à sa direction y sont admis parce qu'ils se disposent à défendre, non pas les intérêts anticapitalistes des masses, mais **ceux de l'appareil** bureaucratique. Cet appareil est engagé à empêcher les masses de prendre le pouvoir, parce que ses propres intérêts sont mêlés à ceux du capitalisme.

La tendance la plus " dure ", de Spaak et Collard, voit un aspect de la crise surtout : la nécessité de la collaboration socialiste au gouvernement pour maintenir sur pied la bourgeoisie. L'autre tendance, qui n'est pas contre la politique de Spaak, voit en même tout le danger qu'il y a pour l'appareil à entrer inconditionnellement au gouvernement. Le bureau ne s'est pas divisé sur le principe de la participation, mais sur les conditions. Il y a aussi une tentative de faire un chantage sur la bourgeoisie pour tirer certains avantages particuliers.

LE PROGRAMME DU P.O.R.(T.)

- Augmentation générale des salaires. Un salaire minimum vital en fonction du coût de la vie. Echelle mobile des salaires.
- Echelle mobile des heures de travail; partage du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire.
- A travail égal, salaire égal pour hommes et femmes et pour tous les travailleurs de toutes les régions du pays.
- Contrôle ouvrier sur les conditions de travail, les cadences, la production et les salaires à l'intérieur de l'usine.
- Pour un mois complet de congés payés, avec double pécule en 1965
- Pension à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, au niveau du salaire moyen d'un ouvrier.
- Pour un véritable Service National de Santé: médecins et médicaments gratuits pour tous, aux frais de la bourgeoisie capitaliste et sous contrôle ouvrier.
- Pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, payée 48 et avec une tâche de 40 heures.
- Etatisations des entreprises capitalistes, sans indemnisation ni compensation. Contrôle ouvrier sur la production.
- Gestion ouvrière de l'industrie étatisée. Etatisation des Banques. Ouverture des livres de compte patronaux.
- Pas de fermetures des charbonnages: maintien de leur exploitation amélioration de la capacité technique; augmentation de la productivité au bénéfice des mineurs: diminution des heures de travail, augmentation des salaires.
- Monopole d'Etat du commerce extérieur et du commerce intérieur grossiste, sous contrôle ouvrier.
- Expropriation sans indemnisation, étatisation sous gestion ouvrière des grandes propriétés agricoles. Formation de coöpératives des petites exploitations paysannes. Etatisation sous contrôle ouvrier et paysan du commerce agricole.
- Pas de licenciements. Pas d'usines ou d'entreprises fermées. Occupation par les ouvriers et vente directe des produits.
- Tous les bénéfices de l'automation au service des masses.
- Pour la défense des droits démocratiques. Droit de vote à 18 ans. Pour la pleine liberté et democratie syndicale. Démocratie interne dabs les Partis Ouvriers, droit de tendance dans les partis et syndicats. Représentation proportionnelle et pleine vie et activité politiques, démocratiques internes. Discuter tous les problèmes et les résoudre sur la base de l'intervention pleine de la classe. Comités d'usine pour soutenir la pleine démocratie syndicale.
- Pour le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-impérialiste. Front Unique des ouvriers Flamands et Wallons contre le capitalisme flamand et wallon.
- Pour la Centrale Ouvrière Unique qui regroupe les travailleurs de tout le pays.
- Solidarité de classe avec les luttes des travailleurs d'Europe. Pour la centrale Ouvrière Unique de toute la classe ouvrière européenne.
- Rupture de toutes les alliances militaires, économiques, politiques faites pour la défense du régime capitaliste contre les Etats Ouvriers et la révolution coloniale.
- Alliance complète et solidarité avec la revolution coloniale, avec l'URSS, la Chine, Cuba et les autres Etats Ouvriers.
- Lutte contre toute oppression de l'impérialisme belge, militaire, économique, politique au Congo. Alliance et solidarité complète avec le peuple congolais.
- Pour des groupes d'ouvriers de défense; milices ouvrières.
- Pour la préparation de la grève générale, avec l'or anisation du Front Unique Prolétarien dans la lutte pour imposer ce programme.
- Pour la République Socialiste Belge. Pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde.

LE PROGRAMME ET LES TACHES DE LA REVOLUTION A SAINT-DOMINGUE ET L'ORGANISATION DU FRONT UNIQUE MONDIAL CONTRE L'IMPERIALISME ET LE CAPITALISME.

Par José POSADAS.

L'évènement le plus important dans la situation internationale, est un énorme développement de la révolution à Saint-Domingue. Un mois et demi après, les masses continuent à résister et à maintenir leurs positions. Avec peu d'armes, sans recevoir de salaires, sans avoir de quoi acheter, elles font un véritable acte d'héroîsme.

Ce qui était au début, un soulèvement en défense des résolutions constitutionnelles - un centre épisodique, momentané, pour cristalliser la volonté de lutte des masses - s'est développé en un véritable sentiment révolutionnaire, en une guerre civile, dont on ne peut pas encore percevoir la finalité ou le centre.La guerre civile à Saint-Domingue est caractérisée par deux faits fondamentaux : la cristalisation autour de la petite bourgeoisie, d'abord, et ensuite l'intervention de toute la population civile. La petite bourgeoisie a attiré l'intérêt des masses, et elle fut ensuite elle-même prisonnière des masses, qui l'ont obligée, stimulée, pour continuer à se maintenir ferme.

L'attitude de Caamano, sa résistance à l'impérialisme, exprime-nt, non pas sa volonté personnelle ou celle de l'équipe qui l'entoure, mais la pression indirecte de la volonté de résistance des masses. Caamano est en train de discuter avec l'impérialisme, il essaie de négocier les positions, mais en même temps, dans tout le pays, la résistance armée s'étend. Malgré soixante mille soldats, Nord-Américains de l'impérialisme, quarante bateaux, des tanks, des canons, malgré l'armée de Imbert et le massacre ouvert de la population, le peuple de Saint-Domingue ne s'est pas laissé intimider. C'est l'expression la plus éloquente, la plus juste, de ce qu'est le sentiment de combat des masses.

Saint-Domingue est une petite île, apparement isolée du monde, avec des conditions de vie misérables, un prolétariat en embryon, qui a un poids social minime; ce sont les couches paysannes qui prévalent, petites-bourgeoises pauvres, toutes très misérables, telles sont les couches de la population. Saint-Domingue n'a pas de réelles industries, sauf un début d'industrie de transformation de la consommation, mais de produits chers, et les soixante pour cent des aliments internes sont importés.

Malgré l'abscence de poids du prolétariat, les masses résistent, et possèdent un ordre, une compréhension consciente historique qui équivaut l'ordre, la volonté et la décision historique du prolétariat. C'est la petite-bourgeoisie radicalisée qui dirige la révolution.

En même temps cela exprime que l'abscence de prolétariat, n'est pas un facteur déterminant. L'attitude de la petite bourgeoisie, de la population civile, est un reflet de l'influence très grande de la révolution. Cela ne s'exprime pas encore dans le programme. Les objectifs révolutionnaires ne sont pas exprimés. Du point de vue du programme, les objectifs sont petits-bourgeois démocratiques. On ne peut pas mesurer la révolution au travers du programme et des objectifs actuellement déclarés. Mais au travers de la résistance et du type de lutte qui est suivi contre l'impérialisme. Une telle résistance peut se faire seulement si un sentiment communiste existe, non pas la conscience, ni la finalité objective communiste de lutter pour un Etat Ouvrier, mais la résolution de décider, de chasser l'impérialisme.

Le front unique objectif qui s'est réalisé - il y a un front unique à Saint-Domingue - dirigé par la petite bourgeoisie - , est en train d'exprimer que , malgré l'abscence d'un programme et de l'objectif communiste, socialiste, il existe la volonté de lutte anti-impérialiste, et une telle lutte anti-impérialiste est anti-capitaliste, parce qu'on ne peut résister à l'impérialisme sans la disposition de résoudre l'avenir de Saint-Domingue en fonction de ce que veulent les masses exploitées.

LE MOUVEMENT DE CAAMANO DOIT LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE ET DONNER UN PROGRAMME ANTI-IMPERIALISTE ET ANTI-CAPITALISTE.

Le mouvement de Caamano, fait délibérément des déclarations pour ne pas affronter l'impérialisme, pour ne pas se heuter à lui; en plus, comme il n'a pas la conscience, la notion, la précision, ni la compréhension idéologique de la finalité communiste, comme il ne comprend pas que cette lutte peut mener à la finalité communiste, il est intimidé par le terrorisme anti-communiste de l' impérialisme. L'abscence des objectifs communistes déclarés de ce mouvement, est dû à ce que les Etats Ouvriers ne lui ont donné aucune aide, ni idéologique, ni politique, ni matérielle. Il n'y a eu aucune aide des Etats Ouvriers, aucun ne les a impulsés, stimulés, à aller de l'avant, à mener une lutte pour renverser l'impérialisme et faire un Etat Ouvrier, aller de l'avant vers l'objectif socialiste. Tous les Etats Ouvriers ont déclaré leur appui , mais sans donner aucune aide, ils ont simplement déclaré la nécessité de rétablir les droits constitutionnels, de respecter la volonté démocratique des masses. Caamano ne reçoit aucune influence, aucune pression qui puisse l'impulser vers des objectifs beaucoup plus importants et idéologiquement communistes. De là, la limitation de ce mouvement. Limitation, rien de plus, parce qu'il mène une lutte de puis un mois, après 30 ans de dictature.

Il n'existe pas de parti communiste de masses, il n'existe pas de parti socialiste de masses, il n'existe pas de parti de classe, il n'existe pas de mouvement syndical à part de petits mouvements syndicaux. Ce mouvement , dirigé par la petite-bourgeoisie n'a pas de point d'appui solide pour passer comme Fidel Castro, à des objectifs communistes. On ne peut rendre coupable le mouvement de Caamano, parce qu'il est en train de pactiser avec l'impérialisme, il n'a pas d'autre issue. Il essaie de pactiser mais il ne s'est pas encore donné et c'est la preuve que ses négociations ne partent pas d'une volonté de se donner à l'impérialisme.

Cela ne veut pas dire une attitude révolutionnaire de la part de Caamano mais que le mouvement qui l'appuie s'oppose à toute livraison. Il exprime l'énorme force de la population qui ne lâche pas sa lutte. L'impérialisme a fait un corridor entre la zone de Caamano et celle de Imbert. A travers ce corridor, l'impérialisme essaie d'avancer constamment, de terroriser , de faire pression, et cela est une base permanente pour se décourager, pour faire tomber la volonté des masses du côté de Caamano, cependant une telle chose ne se passe pas. L'impérialisme a échoué dans sa tentative d'abattre la population au moyen de l'encerclement qu'il a fait. L'intention de l'impérialisme était, avec ce corridor qui est en fait le siège de la ville - de faire tomber , d'écraser la volonté combattive des masses, et il n'y est pas parvenu. Les masses ne se sont pas laissées terroriser,intimider, par l'impérialisme, parce que dans leur idée il ne s'agit pas de défendre la constitution mais de quelquechose de plus. Elles expriment l'influence de la révolution coloniale, surtout celle du Vietnam du Sud. Elles expriment leur volonté socialiste.

Le programme a manqué, a été absent. Dans notre premier article, nous ne nous sommes pas référés en particulier à la nécessité d'un programme pour le mouvement de Caamano, à la nécessité de faire un front unique avec les masses paysannes parce que celui-ci existait déjà. Dans cette étape le front unique s'est établi pour chasser l'impérialisme. C'était un front unique, solide et puissant, dans lequel les masses se jetaient à la lutte (indépendamment d' un quelconque programme d'action) et in n'était pas besoin d'aucun programme pour les unifier. D'ici là il y a eu une série d'évènements qu'il ne faut pas comprendre seulement avec une analyse mais avec le programme.

Après un mois de lutte, il est évident que l'impérialisme ne va pas s'en aller, cela est clair, comme nous l'avons dit dans notre premier article, l'impérialisme va rester. Toutes ces manoeuvres aboutissent à ce que l'OEA le remplace nominalement, formellement.

Les troupes sont celles de l'impérialisme, les troupes nord-américaines obéissent seulement au commandement nord-américain de telle sorte que l'OEA peut envoyer deux mille, trois mille soldats, pas plus. Nous pensons qu'elle enverra au plus mille cinq cent soldats. Mais les troupes nord-américaines seront 15.000, 30.000, et elles vont rester, elles obéiront au commandement impérialiste; l'OEA sera seulement un moyen de tromper et de détourner l'attention. Et même si c'est l'OEA qui commande toutes les troupes, elle obéira à ce que disent les yankees. L'OEA n'a pas de fonds, pas d'armes, pas de moyens, ni de capacité pour pouvoir décider; ce sont les yankees qui décident.

L'impérialisme est en train d'organiser l'OEA comme une armée permanente, pour la lancer dans la répression de tout mouvement révolutionnaire, et mobilisations des masses en Amérique Latine. Certains gouvernements et bourgeoisies latino-américaines redoutent de telles fonctions de l'OEA parce que celle-ci pourrait servir demain contre leurs intérêts commerciaux et économiques qu'ils disputent à l'impérialisme, et par la peur de devoir affronter les masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises dans leur propre pays. L'impérialisme fait pression en tenant compte du danger de l'amplification inévitable des mobilisations, de soulèvements, de mouvements révolutionnaires en Amérique Latine et leur rapide évolution depuis des mouvements nationalistes vers des mouvements anti-impérialistes et anti-capitalistes. De l'une ou l'autre manière, les bourgeoisies, les gouvernements finiront par se réfugier derrière la direction de l'impérialisme. L'intérêt commun de la défense du système capitaliste les unit devant un danger général et commun.

Cela pose dès maintenant, une longue période de résistance et de guerre civile, de lutte pour l'indépendance nationale, pour l'autodétermination de Saint-Domingue. L'autodétermination sans l'intervention des masses est impossible, et sans la lutte des masses pour expulser l'impérialisme unie à un prigramme révolutionnaire. Ce qui a servi dans la première étape pour unir les masses autour d'une lutte pour chasser l'impérialisme, aujourd'hui ne suffit plus et il faut dans cette étape un programme plus vaste, qui tende à mettre Saint-Domingue en marche. Il est important de considérer qu'aucun appel ne va débiliter le front de Imbert. Le seul appel qui puisse débiliter Imbert, est un appel de conciliation avec des mesures réactionnaires capitalistes.

L'arrière-garde de Imbert, ce sont tous les bourgeois de Saint-Domingue, les 90 % s'y trouvent. Il n'y a rien qui les affaiblisse. Les yankees ne vont pas s'en aller, ils ont vu que n'importe quel pas en arrière de leur part, signifie la déroute de Imbert, alors ils doivent rester. Les armes dans les mains des gens, la résistance d'un mois, la volonté des gens de résister à l'impérialisme, signifie que si l'impérialisme se retire, un Etat Ouvrier s'instaure à bref délai. Dans cette étape il est nécessaire d'unir toutes les masses de Saint-Domingue. Parce que l'étape ou Caamano est parvenu a être un centre de toute la volonté combattive des masses dominicaines, n'a pas suffi pour décider de l'expulsion de l'impérialisme. L'impérialisme ne va pas s'en aller, il ne va pas céder. Il faut se préparer pour une guerre de libération nationale, qui signifie la lutte contre l'impérialisme, c'est à dire la lutte contre le capitalisme. La seule manière pour le capitalisme d'exister à Saint Domingue, est de s'appuyer sur l'intervention de l'impérialisme. Il faut une guerre de guerillas, combinée à des milices, comme nous le disions dans le premier article.

Caamano, par conséquent, doit lancer un programme, pour que les groupes dans son mouvement, commencent à se différencier, un programme de réforme agraire, d'expropriation, d'étatisation des principales sources de production, d'étatisation des banques, du commerce extérieur. Sans aucun doute, l'impérialisme va se lancer contre cela, comme prétexte pour pouvoir avancer. le mouvement de Caamano, avec ses mesures de différenciation, ne doit pas être retenu par la peur que l'impérialisme s'en serve comme propagande, en disant que c'est un mouvement communiste. Il n'y a aucune possibilité d'accord, de rétablissement de la constitution de 1963. Même une lutte pour le retour à la Constitution de 1963 serait importante, si les masses pouvaient y intervenir, mais l'impérialisme ne peut pas supporter même cela, parce que les masses, en un mois, ont appris que ce sont elles qui décident,

elles ont été impulsées à l'activité politique, à sentir qu'elles peuvent décider, et se sont senties unifiées dans la lutte. L'expérience acquise par les masses pendant ce mois, ne peut revenir en arrière. Les yankees ne vont pas se retirer parce quiils savent cela. Il faut par conséquent, se préparer à une guerre civile longue, à une guerre prolongée de libération nationale, de guérillas, de milices, basée sur l'expropriation de l'impérialisme, des terres, sur le partage des terres, la formation de milices populaires, de guerillas, et sur un programme d'étatisation des meilleures sources de production; telle est la perspective actuelle.

En dehors de cela, il n'y a aucune perspective;si ce n'est une lutte de positions où c'est l'impérialisme qui gagne, parce qu'il ne va pas s'en aller, et que la bureaucratie soviétique ne va pas appuyer la révolution des masses dominicaines.

LA REVOLUTION ET LA GUERRE CIVILE A SAINT DOMINGUE STIMULENT LES LUTTES REVOLUTIONNAIRES EN AMERIQUE LATINE.

Les masses de Saint Domingue n'ont d'autre perspective que celle qui surgit de leur propres possibilités. Mais même dans ces conditions elles ont pu résister et se maintenir actuellement. Elles ont mis en défaîte l'impérialisme, dont les premières intentions étaient d'intervenir et d'écraser. Si celui-ci n'a pas pu le faire, ce n'est pas seulement à cause de la résistance de Saint Domingue, mais parce que dans le monde entier, et en particulier en Amérique Latine, l'énorme réacti on des masses l'a empêché d'avancer.

Cela montre clairement qu'il est possible, dans la lutte révolutionnaire, de faire reculer profondément l'impérialisme - même au risque de la guerre atomique, et sans pour cela que l'impérialisme lance la guerre dans tous les cas - . Mais il ne va pas faire ainsi dans tous les cas non plus, et continuellement reculer. A un moment déterminé, il répondra par la guerre atomique, mais on peut gagner une série de positions révolutionnaires, comme l'ont fait les masses de Saint Domingue, et plus les masses gagnent de positions dans cette lutte révolutionnaire, plus de sécurité elles acquièrent pour affronter la guerre atomique que va lancer l'impérialisme.

La politique de chantage, de spéculation avec l'impérialisme, de la part des soviétiques, est une chose insensée. L'impérialisme essaie de tirer des avantages,rien de plus. L'action des masses dominicaines doit servir à montrer aux directions cubaine, chinoise, yougoslave, de tous les Etats Ouvriers, la possibilité et la nécessité de mener la lutte révolutionnaire à fond, sans que pour cela, l'impérialisme lance la guerre atomique à tout instant.

Il va le faire bien sûr, en définitive, mais on peut gagner une immense quantité de positions; Saint Domingue le montre bien, le Vietnam aussi. L'impérialisme a peur, et il est indubitable que son issue est la guerre atomique, mais plus les masses gagnent de positions révolutionnaires, plus courte sera la guerre atomique, moins de tort elle fera à l'humanité et plus rapidement l'impérialisme disparaîtra.

L'attitude de l'équipe de Caamano et de la petite bourgeoisie dominicaine montre la radicalisation de la petite bourgeoisie dans toute l'Amérique Latine. La guerre de Saint Domingue a provoqué une série de crises dans le camp de la bourgeoisie et aussi dans les partis ouvriers.Ce ne sont pas les luttes des masses dominicaines qui provoquent ces crises, mais le fait qu'elles se basent sur un processus d'accumulation qui culmine devant un processus comme celui-ci. La crise des partis communistes au Chili, en est un autre exemple. Les partis communiste, et socialiste, viennent à nouveau de se diviser au Chili, et une aile du PC et du PS a formé un nouveau parti. Ce sont les journaux qui en informent, nous ne savons pas quelle force ils ont, mais elle doit être diimportance du moment qu'il ne suit pas les groupes isolés qui ont formé un nouveau parti communiste, un nouveau parti marxiste-révolutionnaire: celui-ci en est un autre nouveau , et son programme, selon la presse, est la lutte, contre la conciliation avec l'impérialisme, contre la coexistence pacifique, et pour la révolution. Ce sont les conséquences directes de Saint Domingue.

Sans les luttes révolutionnaires des masses latini-américaines, l'impérialisme ne se serait pas contenu à Saint Domingue. Ce n'est pas à cause de l'Union Soviétique qu'il s'est contenu; mais parce qu'il a vu la résistance énorme des masses, et l'activité du mouvement estudiantin et de la petite bourgeoisie, dans l'immense majorité des pays d'Amérique Latine.

Là où, par des circonstances spéciales, comme en Argentine, le prolétariat a pu se mobiliser parce que cela coïncidait avec l'intérêt d'une couche péroniste en lutte contre le gouvernement de Ilia, toutes les masses se sont prononcées. Il n'y a pas eu un seul pays d'Amérique Latine qui n'ait pas vu des mobilisations contre l'impérialisme: des attentats, des coups, des tentatives d'assassinats d'agents yankees. L'impérialisme a senti cela, les troupes ont senti cela.

Telles doivent être les conclusions que doivent tirer toutes les directions révolutionnaires pour voir que Saint Domingue est l'expression de la révolution qui existe en Amérique Latine. La division est immense dans la bourgeoisie; il y a une véritable division, une décomposition immense en son sein.

Chacun indubitablement, agit avec la finalité de tirer un avantage personnel, comme bourgeois, mais ils reflètent tous, qu'il n'y a pas de position commune face à un processus révolutionnaire. Pour aucun bourgeois, ce n'est un mystère que Saint Domingue commence un processus de base communiste, non parce que les communistes le dirigent, mais parce que effectivement, cela va aboutir au communisme, il n'y a pas d'autre issue. Le capitalisme ne peut donner aucune réponse devant la décomposition du système capitaliste de Saint Domingue. Quelle réponse peut-il donner? Le développement de la démocratie, l'alliance pour le progrès? Tout cela ils l'ont essayé, et ils ont échoué parce que cela ne répond pas à une nécessité historique. Ils le savent bien! et ils ne peuvent écraser. La force de Caamano, ils ne la voient pas. La force de Caamano est l'expression indirecte de la volonté des masses de lutter contre le capitalisme et contre l'impérialisme. Dans des pays comme ceux de l'Amérique Latine, et particulièrement dans ceux qui sont les plus arriérés du point de vue social et économique, comme Saint Domingue, il n'y a pas d'autre forme de domination capitaliste que la domination impérialiste. Aucune bourgeoisie ne peut remplacer l'impérialisme. L'impérialisme en est conscient. Quelle autre mesure peut-il prendre? Et cela se répète dans toute l'Amérique Latine.

C'est la conclusion la plus importante de Saint Domingue: il y a une radicalisation profonde de la petite bourgeoisie et celle-ci s'est lancée dans la révolution. Ce n'est pas le prolétariat qui dirige la résistance à Saint Domingue, c'est la petite bourgeoisie suivie par les masses exploitées; mais il y a un déficit dans cette lutte: c'est que le mouvement de Caamano n'est pas capable de comprendre, ou ne se sent pas capable d'appeler les paysans, qui ne sont pas encore intervenus massivement. Il faut faire un appel aux paysans pour qu'ils prennent les terres, et forment des milices, parce que c'est la logique de la lutte qui conduit à cela.

La résistance de Caamano n'est pas un fait personnel, c'est la résistance de toute une équipe qui l'a stimulé à aller de l'avant dans la lutte, pas lui personnellement - on ne peut pas prédire qu'il va continuer la lutte - , mais tout le mouvement qui a surgi avec Caamano, lui, va continuer la lutte et c'est lui qui s'est lancé dans les campagnes de Saint Domingue pour lancer des guerillas et pour former des milices - elles sont en train de se préparer -. Pour cela l'ambassadeur de Caamano à l'ONU, a déclaré: " s'il n'y a pas d'arrangement immédiat et si les troupes yankees ne se retirent pas immédiatement, il faut s'attendre à une longue guerre civile de libération nationale". La révolution et la guerre civile à Saint Domingue stimulent toutes les luttes en Amérique Latine.

Il ne faut pas espérer un triomphe militaire des troupes de Caamano. C'est impossible. Les autres ont 60 mille hommes et une puissance capable de raser Saint Domingue. Par contre, il faut s'attendre à une guerre civile prolongée, qui s'étende sous forme de guerilla, de résistance et sous mille formes dans tout Saint Domingue. Il faut s'attendre à une occupation impérialiste et à une longue guerre civi-

le dans laquelle la décision immédiate peut entraîner l'écrasement militaire des masses, mais non pas le triomphe de l'impérialisme. Les masses ont vu qu'elles peuventtriompher, qu'elles peuvent vaincre, et elles se sont senties unifiées dans la lutte: la lutte a rompu l'insécurité des masses pour intervenir, et plus personne ne peut empêcher leur unification. Les masses ont affronté et affrontent des tanks, des avions, 40 bateaux, et 60 mille hommes armés, avec l'équipement le plus moderne; et elles ont vu leur capacité de faire face. Saint Domingue est le foyer, le centre qui va stimuler toute la lutte de l'Amérique Latine, non pas par son importance et son poids, mais parce qu'elle surgit à un moment où l'élévation de la lutte des masses de Saint Domingue s'exprime , comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Il faut attendre un développement de révolutions en chaîne. Les conclusions de cette lutte sont qu'il ne faut attendre d'aucune bourgeoisie qu'elle lève le doigt pour faire partir l'impérialisme; tout ce qu'ils font est de la comédie. Même des bourgeoisies comme au Vénézuéla, en Colombie, au Mexique, et au Chili, font une opposition juridique, mais non sociale: elles n'ont fait aucune mobilisation;aucune d'elles n'a permis des mobilisations contre l'impérialisme dans son pays. Aucune n'a exproprié, n'a profité de la situation, pour donner un coup juridique, politique, ou social à l'impérialisme. Elles essaient de profiter du point de vue économique et politique des difficultés de l'impérialisme, mais elles n'ont aucun intérêt à lui créer des difficultés historiques, sociales, parce que ce serait lutter contre elles-mêmes. La faiblesse de l'impérialisme en Amérique Latine est la faiblesse des bourgeoisies elles-mêmes; et la tentative de ces bourgeoisies de concilier la résistance à l'impérialisme et le maintien des masses immobiles, s'est démontrée impossible, pour cela elles se paralysent, elles essaient de se maintenir sur un plan purement juridique.

PROGRAMME ET TACHES A L'ETAPE ACTUELLE DE LA REVOLUTION A SAINT DOMINGUE

Il faut tirer encore d'autres conclusions de ce processus: aucune de ces bourgeoisies (latino-américaines) n'a de force pour faire autre chose, il y a un état d'inertie énorme ; et ni l'impérialisme, ni la bourgeoisie, ni la bureaucratie soviétique, ni la bureaucratie des Etats Ouvriers n'ont de capacité d'initiative. Les évènements se développent dans un manque d'initiative de eux tous; non pas par manque de moyens, mais parce qu'il n'y a pas de base pour une telle initiative, historiquement et socialement. Quelle initiative peuvent-ils avoir à Saint Domingue? que l'impérialisme s'en aille? il ne s'en ira pas! que l'impérialisme fasse des concessions? quelles concessions? n'importe quelle concession de leur part signifie le retrait militaire et laisser les masses décider; cela ils ne peuvent le faire. Quelle initiative peut avoir la bureaucratie? envoyer des armes, des milices, appeler à la mobilisation contre l'impérialisme. Cela va contre elle-même, parce que c'est une élévation des masses; pour cela elle n'a pas de capacité d'initiative. Les chinois non plus: les chinois font des appels et des déclarations, mais aucun appel au soulèvement contre l'impérialisme; aucun appel! ils n'appellent à aucun moment les masses à se soulever contre l'impérialisme. Ils parlent en abstrait: "il faut renverser l'impérialisme". "Il faut détruire l'impérialisme américain!". Mais ils ne disent pas concrètement comment le faire.

Les chinois n'appuient aucun mouvement, ni le nôtre, qui luttent contre l'imperialisme pour le détruire. Ils préfèrent faire des pactes avec des courants qui sont contre nous, objectivement ils sont sur les mêmes positions que les soviétiques. Les déclarations sont insuffisantes: si la déclaration n'a pas pour base, pour propos objectif d'organiser l'action armée des masses contre l'impérialisme, elle se perd dans le vide, elle n'a aucune valeur historique, aucune importance. Saint Domingue démontre la réalité du front unique des masses: petites bourgeoises, paysannes et prolétariennes. La radicalisation qui s'est montrée partiellement à Cuba, dans le reste de l'Amérique Latine, de la petite bourgeoisie, nous la voyons à Saint Domingue. Des couches pauvres et moyennes de la petite bourgeoisie se sont lancées à la lutte anti-impérialiste, qui est la lutte anti-capitaliste;

telle est la conclusion à tirer à Saint Domingue, et dans les prochaines étapes, l'impérialisme devra montrer chaque fois plus ses divergences avec une série de courants de la petite bourgeoisie sur lesquels il s'appuyait parce qu'il n'a déjà plus de capacité historique pour contenir la révolution.

L'impérialisme a perdu la stabilité de ses interprétations: d'une semaine à l'autre, il passe de l'accusation du mouvement communiste, à la tentative de concilier. Et lorsqu'il vient pour concilier, en proposant un gouvernement qui contienne la marée révolutionnaire du côté de Caamano, il est déjà arrivé trop tard. Les évènements sont d'une rapidité et d'un dynamisme énormes. Dans la première étape, où Caamano a essayé de concilier et de négocier, il a été dépassé par la pression de son propre mouvement. Il n'y a pas d'information, on ne connaît pas la vie politique du mouvement communiste, mais on peut mesurer la pression qu'il reçoit au travers de la vie politique des groupes qui l'appuient. Et au traverd de ses propres changements: il a fait une série de propositions de conciliation avec l'impérialisme, et il a du les retirer; par exemple, la dernière: mettre Guzman comme président. Son délégué aux Nations-Unies dit qu'ils sont contre, parce que c'est un agent de Trujillo. Cela indique l'énorme lutte intérieure. Cela veut dire qu'il y a des groupes avancés, et disposés à aller infiniment plus loin que Caamano. Pour cette raison, nous avons dit que Caamano peut être et est un centre transitoire, mais rien de plus. Si Caamano concilie et se donne il se donnera lui et son équipe. Cela aura un effet indubitablement; cela va permettre pour l'impérialisme l'invasion de tout Saint Domingue, mais les masses ont résisté et continué la lutte.

Il faut voir que la situation à Saint Domingue ne s'arrête pas au statu quo actuel qui est favorable à Imbert, appuyé sur l'impérialisme. Ce n'est qu'une étape de transition? Il faut s'attendre à une lutte prolongée qui va se mêler à la continuation de la lutte dans toute l'Amérique Latine. Il faut tirer cette conclusion. Entretemps, il faut que les groupes qui appuient Caamano se lancent dans un mouvement de lutte pour l'expropriation des terres, pour le partage des terres, pour la formation de comités d'ouvriers, de paysans, et de soldats, et de la petite-bourgeoisie; afin de se préparer pour une lutte prolongée contre l'impérialisme, contre Imbert, en occupant les terres. Faire un appel aux masses paysannes de Haïti pour les appuyer.

Un appel aux masses de Haïti , pour faire un front uniquep qui se fait dans la première étape spontanément et objectivemebt, et le transformer en un front unique conscient, politique, pour dépasser la limitation avec laquelle Caamano se meut. Nous ne critiquons pas le groupe de Caamano pour sa tentative de négocier avec l'impérialisme, il est isolé, il n'a pas de perspective ni de force. S'il reste dans sa position de relative immobilité, comme maintenant, il ne sera pas possible non plus de maintenir le front unique objectif de toutes les masses exploitées contre l'impérialisme.

Caamano et les militants révolutionnaires centralisés dans sa direction, ne peuvent et ne doivent pas attendre l'appui des discussions diplomatiques avec le gouvernement, les parlements bourgeois, l'ONU etc.. Eux tous resteront sur ce terrain-là parce qu'ils redoutent d'adopter des décisions independantes, d'affrontement décisif face à l'impérialisme. Dans ce sens, il y a la pression particulièrement misérable de la bureaucratie soviétique, et des directions des autres Etats Ouvriers, qui maintiennent cyniquement, comme les gouvernements de la bourgeoisie, des discussions hypocrites, sans valeur ni capecité de décision, au sein de l'ONU, avec des moyens purement diplomatiques. Caamano et les militants regroupés dans son mouvement, doivent exiger des Etats Ouvriers, qu'ils leur donnent leur appui complet. L'impérialisme ne s'en ira pas, il maintiendra ses forces militaires, et les masses devront lutter dans une guerre de libération pour l'expulser; comme d'autres peuples ont déjà expulsé l'impérialisme. Se préparer pour la guerre de guerillas, organisation de milices, en unissant la lutte pour l'expulsion de l'impérialisme, et de ses agents nationaux, à la lutte pour le progrès du pays. Le programme de nationalisations, d'étatisations, de monopole du commerce extérieur, le partage des terres, de contrôle ouvrier, d'exprpriation des terres, est la base pour étendre, souder fermement l'appui et l'intervention massive du peuple

de Saint-Domingue dans la lutte pour l'expulsion de l'impérialisme et de ses agents nationnaux. L'attente actuelle, la passivité, le manque d'initiatives révolutionnaires, la confiance dans des discussions purements diplomatiques conduiront à la déception, à la désorientation des masses qui s'unifient dans le mouvement de Caamano.

Le gouvernement de Caamano doit étendre ouvertement ses activités à l'intérieur du pays, maintenir une pleine activité publique des masses dans les assemblées populaires. Les masses doivent décider avec leur résolution et leur opinion, avec une pleine liberté de tendances et de drpits démocratiques pour toutes les masses. Discuter publiquement tous les problèmes et mesures à adopter pour l'expulsion de l'impérialisme et le fonctionnement dans tout le pays de toutes les masses pour orienter vers l'issue du gouvernement anti-impérialiste avec le contrôle et la participation de toutes les masses, la pleine liberté syndicale et politique des masses et de leurs tendances. Que les syndicats fonctionnent ouvertement et pleinement. Laisser peser les tendances pour le nouveau pas vers l'expulsion de l'impérialisme, l'étatisation, l'expropriation de l'impérialisme et vers le gouvernement ouvrier et paysan. L'impérialisme essaiera d'écraser ke mouvement de Caamano et les masses qui l'appuient, il a déjà voulu le faire sans y parvenir. Par contre les masses répandront dans toute l'île leur décision et leur unification dans l'action pour continuer les luttes pour l'écrasement de l'impérialisme, de l'oligarchie pour imposer le gouvernement ouvrier-paysan. Cela les masses latino-américaines le verront et le sentiront; cela les stimulera dans leurs luttes, cela aggravera la crise du capitalisme et impulsera la révolution anti-impérialiste et anti-capitaliste. Cela exercera aussi une énorme influence sur les masses exploitées d'Amérique du Nord. Les masses d'Amérique Latine et du monde doivent sentir que les masses dominicaines parlent, donnent leur avis, exercent leurs droits démocratiques révolutionnaires.

POUR LA RECONNAISSANCE DU GOUVERNEMENT DE CAAMANO.

Les directions des Etats Ouvriers, de la bureaucratie et la direction cubaine commettent un crime évident. Sans que Cuba se compromette directement, pourquoi la CTC ne lance-t-elle pas un appel aux masses latino-américaines? Pourquoi le Parti Uni de la Révolution Socialiste ne lance-t'il pas un appel? Pourquoi n'impulse-t-il pas la révolution pour exproprier l'impérialisme yankee, pour le chasser? C'est cette mesure qu'il doivent prendre. La meilleure manière d'aider Caamano, c'est de lutter dans toute l'Amerique Latine contre l'impérialisme, comme les masses au premier moment et spontanément ont essayé et essaient de le faire dans leurs mobilisations. Dans tous les attentats contre les maisons des impérialistes, les usines, les propriétés impérialistes, les réprésentants, les diplomates, les conseillers militaires impérialistes, dans tous les attentats faits contre eux par la petite bourgeoisie et les ouvriers, il y a implicitement le désir d'ecpulser l'impérialisme.

La volonté de lutte existe, ce qui n'existe pas c'est une organisation centralisée qui les appelle à lutter. Le Chili, dans lequel il y a un puissant parti communiste du FRAP, n'a fait aucune mobilisatie on contre l'impérialisme. Aucun n'a fait des mobilisations importantes ils ont fait de petites manifestations, de petites déclarations, mais pas de mobilisations importantes, pas de sabotage à l'impérialisme, pas d'expropriation ni d'occupation d'usines de l'impérialisme. Les masses de Frei sont plus avancées que le parti communiste. Le PC français, pour concilier avec De Gaulle, ne fait aucune manifestation contre l'impérialisme, les masses en profiteraient pour faire des manifestations contre De Gaulle, pour des augmentations de salaires.

A Cuba, il n'y a eu aucune mobilisation. Qu'est-ce qui empêche Fidel Castro de reconnaître Caamano? dans notre premier article, nous avons fait un appel aux Etats Ouvriers pour qu'ils reconnaissent Caamano; il était implicite que tous les états capitalistes doivent reconnaître Caamano. Nous déclarons: tous les états capitalistes et tous les Etats ouvriers doivent reconnaître Caamano comme le président et gouvernement constitutionnel. Cela ne veut pas dire appuyer

politiquement ce que Caamano fait, mais cela veut dire donner un coup qui permette l'intervention des masses, en affaiblissant l'impérialisme. En même temps que nous appelons à reconnaître le gouvernement de Caamano, nous appelons à la lutte des masses organisées pour expulser l'impérialisme et pour imposer un Etat Ouvrier à Saint Domingue.

Cette étape n'est pas celle de l'Etat Ouvrier à Saint Domingue mais de la lutte pour expulser l'impérialisme, et la condition pour préparer cette étape est le partage des terres, l'organisation des paysans en comités, milices, l'expropriation de la banque yankee, l'expropriation des petites propriétés de production, de transformation, d'industrie sucrière. C'est cela la préparation.

Tous les partis communistes, tous les mouvements populaires d'Amérique Latine et du monde doivent lutter pour la reconnaissance de Caamano, pour établir des relations diplomatiques et commerciales avec Caamano, en même temps que nous appelons les groupes au sein du mouvement de Caamano , comme le I4 juin, à se développer, à se differencier politiquement avec un programme révolutionnaire atni-capitaliste et anti-impérialiste. Tout va conduire à la victoire à bref délai dans ce mouvement.

LA FAIBLESSE DE L'IMPERIALISME EST ACCOMPAGNEE DE LA FAIBLESSE ET DE LA DECOMPOSITION DES BOURGEOISIES LATINO-AMERICAINES.

Nous devons insister sur deux conclusions fondamentales de ce processus de Caamano: le processus objectif montre que seule la IVè Internationale, les trotskystes ont interprété et sont capables d'interpréter, prévoient et organisent l'action dans le sens de: organisation de milices d'une part, et la rapide transformation de mouvement anti-impérialiste en mouvement de guerre civile. Nous sommes les seuls à avoir analysé cela, répétons-le.

Saint-Domingue démontre une nouvelle fois ceci: un mouvement qui commence par une lutte pour appliquer la Constitution , est obligé pour le faire d'entrer dans la guerre civile. La formation de milices à Saint Domingue est une conclusion spontanée des masses. Nous sommes les seuls qui abons analysé dans ce sens que le reste de l'Amérique Latine va faire de même. Quel que soit le motif du début dûune lutte, elle va se transformer en cela rapidement. Lorsqu'il y a une transformation aussi rapide, un passage rapide d'un mouvement de défense des libertés constitutionnelles ou démocratiques, d'application de la Constitution bourgeoise contre le gouvernement réactionnaire, fasciste, impérialiste, ce passage rapide en guerre civile, est possible parce qu'il y a les éléments et les bases préparées pour la guerre civile. La faiblesse, l'impuissance de l'impérialisme, l'incapacité pour accéder aux droits et conclusions et libertés démocratiques des masses se montrent là. Les masses tirent cette conclusion et cette expérience dans toute l'Amérique Latine, que pour défendre leurs droits démocratiques il faut lutter pour le pouvoir.

L'impérialisme aura besoin de 30 millions d'hommes pour affronter toute l'Amérique Latine. Nous avons fait cette analyse antérieurement. Impérialisme yankee n'a pas de force suffisante, même en comptant sur sa puissance militaire, il n'a pas de force numérique suffisante pour faire ce qu'il devrait afin de se maintenir au pouvoir; écraser la révolution en Amérique Latine, en Asie, en Afrique. Totalement impossible! s'il faut 60 mille hommes pour Saint Domingue, il en faut 30 millions pour tout le reste de l'Amérique Latine. La tentative de l'impérialisme de subsister, au travers de la guerre atomique et de la contre-révolution, est totalement irréalisable.Totalement impossible! cela est condamné à l'échec à tout point de vue.

Même du point de vue militaire, il ne suffit pas d'avoir l'intention d'écraser la révolution en Amérique Latine, il faut diriger les pays dominés et s'y maintenir. Comment le ferait-il? chaque habitant est son ennemi. Saint Domingue le montre et toute l'Amérique Latine aussi; ils n'ont pas pu faire une seule manifestation en leur faveur. Les gouvernements latino-américains, n'ont pas été capables dans un seul pays, de faire des manifestations en faveur de l'invasion impérialiste à Saint Domingue. Pas une seule manifestation, même de mille personnes! par contre , il y a eu des manifestations de centaines de mille, et des actions de masses qui correspondent à des centaines de

EDITORIAL (suite de la première page)
Par exemple le contrôle des holdings, la mise en service public de l'électricité, permettraient avant tout à l'appareil socialiste de prendre plus de place au sein de l'appareil de l'Etat, de remplir de nouvelles commissions, de nouveaux " directoires ".

Le PSB fait la politique de la bourgeoisie. Mais s'il dépend d'elle, la classe capitaliste dépend aussi de lui dans la mesure où il est sa dernière garantie contre les masses.

La tendance qui intervient au PSB pour que celui-ci entre dans l'opposition n'exprime pas non plus la recherche, ni les aspirations de la classe ouvrière. Le " manifeste des Intellectuels " signé entr'autres par Glinne et d'autres membres de la gauche, ont tous démontré leur esprit capitulard, et leur trahison de la classe ouvrière, lorsqu'ils se sont inclinés devant la direction PSB en janvier.

De même à Liège; si les dirigeants socialistes liégeois se sont prononcés pour l'opposition, c'est parce qu'ils subissent plus fort la pression surtout des mil ieux syndicaux que dans d'autres régions. Le "Ouf " de soulagement poussé par Dejardin après le premier vote du bureau le montre bien : c'est le soupir d'un bureaucrate qui voyait par ce moyen là une possibilité encore de retarder sa propre liquidation!

Une opposition plus déclarée se manifeste aussi dans l'appareil syndical, un homme comme Arthur Gailly, qui est complètement intégré et solidaire de la politique, de la direction socialiste, se prononce contre la participation. Un secteur de l'appareil FGTB est conscient que la collaboration gouvernementale entraîne pour lui une dépendance encore plus grande et une collaboration encore plus poussée avec le capitalisme. Il veut garder une certaine marge de manoeuvre pour faire face et contenir les luttes des ouvriers pour parvenir encore à ne pas être débordé par la base. Ils veulent garder les mains plus libres pour encore manoeuvrer.

Cependant la décomposition du capitalisme, sur le plan intérieur comme sur le plan de l'Europe avec la crise, maintenant publique du Marché Commun, laisse peu de marge à toutes ces manoeuvres et ces jeux d'appareils.

Le capitalisme doit se garantir contre la poussée de plus en plus dure des masses. S'il ne peut y parvenir avec le PSB, où de nouvelles scissions, de nouvelles crises vont se produire, il cherchera l'alternative fascisante que la Libre Belgique laisse déjà apparaître lorqu'elle parle de former " les milices des classes modérées."

Le PSB est conscient de cette crise, mais conscient aussi que les masses développent et élèvent sans cesse leur lutte anti-capitaliste. Les tendances qui se montrent au jour maintenant reflètent cela et cherchent, selon leur position vis-à-vis des masses, de résoudre la crise pour sauver la bureaucratie socialiste.

Aucune tendance du PSB ne se lance dans la définition d'une politique anti-capitaliste, du programme et des méthodes d'organisation que veut la classe ouvrière et qui réponde à ses intérêts.

Les tendances de " gauche ", mettant l'alternative : PSB dans l'opposition.
Ils sont soutenus et encouragés dans cette voie par le PC Kroutchévien. Mais en réalité, il n'y a pas d'issue à cette lutte non plus: le PSB au gouvernement, ou le PSB dans l'opposition, se comporte comme un appareil capitaliste, comme l'agent direct ou indirect du capitalisme dans le mouvement ouvrier. Aussi sa politique aura toujours le même objectif : conciliation et alliance avec la bourgeoisie, pour réprimer, contenir, ou détourner les mobilisations révolutionnaires des masses.
C'est faux de déclarer, comme le font les communistes et la Gauche, que les militants socialistes doivent lutterpour convaincre leurs dirigeants d'entrer dans l'opposition, comme une issue progressiste à la crise, parce que jamais les dirigeants socialistes ne prendront la tête ou ne permettront le développement des luttes des masses.

mille. S'il n'y a pas eu de manifestations, c'est à cause du sabotage des directions. Les masses de Saint Domingue ont trouvé le moyen de s'unifier dans la lutte contre l'impérialisme, non pas que le front unique se soit établi à ce moment-là, mais parce que les conditions existaient déjà, dans l'esprit, dans le désir, la volonté des masses, dans la conscience des masses de toute l'Amérique Latine. Le front unique objectif est dans la rue.

L'évolution des luttes à Saint Domingue démontre le caractère confus, empirique, mais dans la ligne révolutionnaire, du front unique objectif entre la petite bourgeoisie, la paysannerie, les étudiants et le prolétariat. Elle montre en même temps la nécessité du maximum de souplesse politique pour entraîner, gagner, et influencer la petite bourgeoisie. Celle-ci est gagnée, entraînée, et incorporée aux luttes anti-impérialistes. Le carctère, la forme révolutionnaire de cette lutte est accpetée, et même développée aussi par des secteurs importants et fondamentaux de la petite bourgeoisie.

De l'Argentine au Mexique, d'un point à l'autre de l'Amérique Latine, les masses s'unissent dans une seule volonté face à l'impérialisme, parce que le front unique est posé, dans la rue. Le programme de ce front unique est un programme anti-impérialiste . Dès maintenant on peut faire un programme d'expulsion de l'impérialisme en Amérique Latine: grèves, arrêts de travail, meetings, occupations d'usines de l'impérialisme, combinées à des luttes de revendications des masses. Il est évident que Saint Domingue a créé deux pôles d'attraction dans quasi toute l'Amérique Latine: l'unification objective de la lutte des masses et en même temps, la décomposition de l'appareil bourgeois. Dans le reste de l'Amérique Latine, la division de la bourgeoisie a exprimé la décomposition de son appareil, et a déjà donné lieu à l'impulsion de nouvelles crises, de nouveaux mouvements, en Uruguay, Argentine, Brésil, Pérou, Chili, Bolivie, Colombie, Vénézuéla. En même temps que la décomposition, une lutte intérieure de la bourgeoisie à cause de Saint Domingue signifie la faiblesse sociale de la bourgeoisie. Les étudiants colombiens, ont maintenu en haleine la bourgeoisie. Le gouvernement a du céder devant une grève qui en principe a triomphé.

Au Pérou un des résultats de cette mobilisation à Saint Domingue et de la mobilisation des masses dirigée par le Parti Ouvrier Révolutionnaire, trotskyste, section péruvienne de la IVè Internationale, qui fut le seul à mobiliser les masses dans la rue, est celui-ci: maintenant un juge veut faire le jugement de Languascole - ex-ministre des Affaires Intérieures du Pérou - en l'accusant de génocide. Il l'accuse d'avoir provoqué ces manifestations pour pouvoir ré primer ensuite les masses. Il y a une décomposition de l'appareil, un affaiblissement immense, en même temps qu'il y a une impulsion immense des masses.

On voit la radicalisation de la petite bourgeoisie non seulement à Saint Domingue, mais aussi en Colombie. La mobilisation des étudiants se fait de toutes parts. En même temps on peut mesurer la faiblesse de la lutte de guerilla lorsqu'elle n'a pas comme finalité la lutte pour le pouvoir. Il n'y a pas eu d'unification entre la guerilla et la grève générale des masses estudiantines. Les dirigeants révolutionnaires de la guerilla doivent tirer cette conclusion: ils ont une magnifique opportunité de front unique avec les étudiants, et à travers eux, avec toutes les masses. Parce que les étudiants représentent la petite bourgeoisie moyenne et pauvre, l'axe avec les masses exploitées prolétariennes et paysannes. Pourquoi ne se sont-ils pas unifiés? les conditions existent pour le faire. C'est le manque d'un programme révolutionnaire anti-capitaliste, avec la finalité objective de renverser le pouvoir capitaliste de la part des guerillas. Cela montre comme la limitation des guerillas se met en évidence, clairement dans les moments de crise.

Au Vénézuéla, malgré qu'ils représente un gouvernement réactionnaire, Leoni s'est vu obligé de résister à l'impérialisme. Pourquoi cette résistance? Parce qu'il s'appuie sur la petite bourgeoisie et doit se présenter devant elle comme le défenseur de certains droits démocratiques, sans quoi il perd sa base.

En Argentine, on assiste à la décomposition du propre parti du gouvernement. Dans des articles antérieures consacrés à l'Argentine, nous soutenions que: "En Argentine la crise de la petite bourgeoisie va se donner au sien du parti au pouvoir". C'est ce à quoi nous assistons. Un groupe impor ant de députés radicaux a voté contre l'envoi de troupes à Saint-Domingue et contre l'invasion et s'est uni en Front Unique avec les péronistes contre l'impérialisme et son intervention à Saint-Domingue. De même au Brésil, on a vu des hésiatations au gouvernement, ses limitations, ses doutes, la lutte intérieure qui s'est déclanchée dans son sein, la m se en liberté de Arraiz, les poursuites engagées contre Reid, et ce n'est qu'après un mois qu'ils ont envoyé des troupes à Saint-Domingue. On mesure aussi l'impuissance du gouvernement boliviain au fait qu'en dépit de tout son appareil de dictature militaire, il n'a pas encore pu envoyer un seul soldat à Saint-Domingue. Il est impuissant égaleùent à réprimer et à écraser les mineurs. La guerre civile continue en Bolivie. Au Chili, les masses démocrates-chrétiennes se sont mobilisées en union avec celles du FRAP contre l'invasion impérialiste à St. Domingue.

La décomposition, la faiblesse, la division de l'impérialisme, s'accompagnent de la décomposition, de la division et de l'affaiblissement de la bourgeoisie latino-américaine Comme jamais en core dans l'histoire set trouvent réunies en amérique latine les conditions essentielles pour un front unique de toutes les masses, Front Unique qui doit s'exprimer au niveau des syndicats ouvriers, de centrales ouvrières, de partis ouvriers: un Front Unique anti-impérialiste. Les masses ont réalisé leur unification dans l'action. Les seules obstaclas qui s'y opposent encore sont les directions des partis, des centrales ouvrières, des syndicats, ce sont leur intérêts bureaucratiques rien d'autre!

Les conditions sont plus que mûres pour que des tendances, des groupes, des sectuers du sein du syndicat, des centrales ouvrières, des partis socialistes et communistes ou des mouvements petits-bourgeois (que ce soit au Brésil (les brizzolistes), au Pérou, en Bolivie ou au Chili) rompent avec leurs directions et se lancent ouvertement à la lutte, appelant à l'organisation de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. C'est le moment de les appeler à rompre et à se lancer dans la rue. Le Front Unique fonctionne déjà objectivement au sein des masses. Il ne faut pas compter sur les directions, mais sur la base, et c'est là que se trouvent réunies les conditions les plus favorables à la révolution qu'ait connues l'histoire. Attendre plus longtemps, attendre une nouvelle opportunité c'est laisser ~~xx~~ perdre d'énormes possibilités de porter des coups à l'impérialisme.

Les conclusions à tirer de l'expérience à Saint-Domingue sont donc: la radicalisation de la petite-bourgeoisie, non seulement à Saint-Domingue, mais dans toute l'Amérique-Latine, et l'existance du Front Unique des masses contre l'impérialisme.

LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS EXPRIME LA DEXOMPOSITION DU CAPITALISME.

A l'échelle mondiale, la bourgeoisie, le capitalisme sont plus faibles que jamais. Leurs contradictions internes ne cessent de s'aggraver. Le conflit qui oppose de Gaulle à l'impérialisme yankee est le fruit de la décomposition de l'appareil bourgeois à échelle mondiale, de la crise du système capitaliste tout entier. Ce conflit affaiblit la structure mondiale du capitalisme qui repose sur l'impérialisme américain et ses bombes atomiques. Mais de fait, la seule chose qui rend encore possible la survie du capitalisme, c'est la politique de conciliation de la bureaucratie soviétique et la politique semi-conciliatrice, opportuniste des Chinois.

Toute la puissance militaire du camp capitaliste est representée par l'impérialisme yankee. C'est pourquoi toute attitude, comme celle de de Gaulle, qui tend à s'opposer à l'impérialisme yankee, affaiblit en définitive tout le camp capitaliste.

Le but de de Gaulle n'est évidemment pas d'affaiblir le système capitaliste, mais il exprime, de façon inconsciente et indirecte, un sentiment défaitiste qui est commun à tout le capitalisme mondial.

C'est en raison de ce sentiment défaitiste que De Gaulle essaie de tirer des avantages pariticuliers de la politique de coëxistence pacique. Il essaie de tirer profit de la crise de la bureaucratie soviétique et du Parti Communiste Chinois, non pour l'impérialisme yankee, non pour le capitalisme mondial, mais en bénéfice du seul capitalisme français. Il tente d'exploiter au maximum la situation dans laquelle se trouve la bureaucratie soviétique, acculée par la nécessité de main tenir des relations avec le capitalisme, et d'empêcher les Chinois de se lancer à la Révolution.

De Gaulle amplifie ses relations avec les Etats Ouvriers, tentant de s'appuyer sur l'Union Soviétique pour faire pression sur d'autres etats capitalistes, comme l'Angleterre, l'Allemagne, et les Etats Unis. Mais pour cela il doit faire quelques concessions qui lui permettent de trouver une base d'accord avec les Etats Ouvriers, et aussi de maintenir des relations commerciales avec une série de pays qui sont en train de se libérer de la tutelle imperialiste. De là sa politique de neutralité, en défense des intérêts de l'impérialisme français.

En fait, l'imperialisme français n'est pas le plus puissant du camp capitaliste, et sa politique exprime le sentiment de sa propre faiblesse, de l'état arriéré de son appareil militaire et industriel, par rapport à d'autres pays capitalistes comme les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne. S'il entrait en concurrence avec le capitalisme yankee, le capitalisme français ne pourrait rien, et c'est ce handicap sur le terrain économique, fonancier, de la productivité, de la production, qu'il essaie de contrebalancer par ses prises de positions politiques. A la base de cette politique, il y a donc la politique de coëxistence pacifique de la bureaucratie des Etats Ouvriers, et l'esprit défaitiste de l'imperialisme français. Objectivemen t, il agit contre les intérêts de l'ensemble du capitalisme: la seule manière pour le camp capitaliste, de survivre -bien qu'il soit historiquement condamné- est de se maintenir fortement uni sous la dépendance de l'impérialisme américain, et De Gaulle porte atteinte à cette cohésion.

C'est une des énormes contradictions du capitalisme. Une partie de la force, des progrès et du développement de la révolution est due à ces contradictions du capitalisme, et à son impuissance à les résoudre, contradictions qui sont la conséquence du processus inévitable de centralisation, d'accumulation du capital. Il y a longtemps que le capitalisme a cessé de jouer un rôle progressive et qu'il a dépassé ses possibilités d'expansion. Il ne se maintient qu'en absorbant les capitalismes plus faibles. Le grand capital élimine les petites capitalistes, les petites entreprises, comme c'est le cas des paysans de France, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie. L'augmentation de la productivité, le processus de concentration du capital, sont plus rapides que l'augmentation de la consommation et dépassent les possibilités de créer de nouveaux marchés. D'où les énormes difficultés actuelles. Le capitalisme français sent son incapacité à soutenir la concurrence dans de telles conditions et il essaie d'y remédier par sa politique.

Mais il n'en abandonne pas pour autant ses préparatifs de guerre: il continue à se préparer pour la guerre en construisant des armes atomiques et en adaptant son armée.

Actuellement, l'impérialisme français discute de la forme à;donner à son armée: une armée de métier ou une armée normale, basée sur la conscription universelle. Une des secteurs gaulistes fait pression en faveur d'une armée professionnelle, qui ne soit pas autant soumise aux influences du peuple qu'une armée de conscrits. Mais ceci représenterait également un danger pour la bourgeoisie: comme le soutiennent d'importants secteurs, industriels entre autre, et avec raison, une telle armee de métier les placeraient dans une situation de dépendance, ne leur serait pas soumise, sinon qu'au contraire, elle essaierait de les dominer. Et c'est de cela qu'ils ne veulent pas à tout prix: ils veulent une armée qui soit pour eux un instrument docile. Ce sont des sectuers qui ne voient pas encore des possibilités d'un règlement à court terme. La guerre va éclater sans qu'eux, sans que les couches petites nombreux de la bourgeoisie, ne l'aient sentie

venir. Car l'impérialisme déclenchera la guerre sans les consulter et ils se verront entrainés inexorablement par le jeu du système capitaliste.

LE CRISE DU CAPITALISME S'ACCOMPAGNE DE LA CRISE DES PARTIS COMMUNISTES

L'impérialisme français se prepare pour la guerre. Ses sentiments à l'égard de la classe ouvrière mondiale, ses dispositions à l'égard de la révolution coloniale, peuvent se meusrer à travers sa lutte, en France, contre les masses, sa politique de répression des masses françaises. Sa politique étrangère n'a qu'un but: au moyen de De Gaulle, il essaie d'obtenir des avantages pour lui-même, sans se préoccuper si c'est au détriment des Etats-Unis. De là son attitude au sein de l'OTAN, de l'OTASE et à propos de Saint Domingue.: il essaie de se distinguer, de se differencier de l'impérialisme américain pour maintenir une base d'accord, d'un Front Unique avec les Etats Ouvriers tout en préservant ses intérêts essentiels (économiques, financiers, et militaires) dans le camp impérialiste.

Toute la politique de De Gaulle conduit insensiblement et inévitablement à un Front Unique beaucoup plus important avec la bureaucratie soviétique. Mais il n'y a pas de bases historiques pour un tel front, car se sont deux régimes opposés, ennemis. Il s'agit de fronts épisodiques transitoires. La situation mondiale montre que la crise existe d'une façon permanente et que la guerre peut éclater à n'importe quel moment.

C'est en ce sens que l'attitude du Parti Commubiste français est significative. Il est en train de chercher des moyens d'un accord avec De Gaulle, sans pour cela leer jusqu'à appuyer De Gaulle. Il faut s'attendre à une crise aigûe et profonde dans les prochains mois. L'orientation de la tendance Deferre dans le parti socialiste va accroître la crise dans le parti socialiste et stimuler la crise daans le Parti communiste . Defferre essaie d'attirer certaines tendances au sein de la petite bourgeoisie et des masses à travers la recherche d'une solution intermediaire, réformiste de conciliation avec l'impérialisme français. Il essaie d'organiser une nouvelle force en tre De Gaulle et les communistes. Il profite de l'immobilité de la passivité et de l'impuissance du parti communiste qui ne peut pas - et sa direction ne le veut pas - opposer à De Gaulle une politique de classe et révolutionnaire.

Conformément à leur politique de coexistence pacifique et de soutien de Moscou, les communistes essaient d'établir des relations, de trouver les moyens d'une alliance indirecte avec De Gaulle. Bien qu'ils essaient de dissimuler cette alliance, elle ne va pas manquer de provoquer de grandes et puissantes résistances, une opposition et un refus dans les rangs des militants, des cadres et mêmes des dirigeants du parti communiste.

La politique de Deferre va provoquer les mêmes effets dans les rangs de la SFIO. La seule politique à appliquer, la seule qui réponde aux neeessités et aux possibiltés est celle du front unique prolétarien, syndical, politique, électoral. Elle aura beaucoup de conséquences favorables, un écho et une acceptation auprès de tendances, de secteurs importants des masses exploitées et de la petite bourgeoisie. Il faut se lancer à rechercher le contact, la discussion ouverte, publique, à établir avec ces groupes des rapports et des accords. La crise des partis communistes va se développer dans les mois à venir plus rapidemment, avec plus de dynamisme que dans le passé. Il est possible d'organiser des groupes de discussion, d'établir des accords pour une action sur tous les terrains. Il faut surtout mettre l'accent résolument, sur les appels directs à la base. Insister sur ces appels, autant et même plus que sur les appels aux directions.

La guerre au Vietnam et à St. Domingue oblige l'impérialisme à intervenir, bien que ce soit des tous petits pays; 150.000 soldats en tout (75.000 offic ellement déclarés au Vietnam et 60.000 à Saint-Domingue, mais il est évident qu'il y en a beaucoup plus) pour des populations qui sont respectivement de 6 et de 3 millions d'habitants.

Ceci montre l'énorme faiblesse du capitalisme. La faiblesse des partis communistes et la décomposition dans leur sein n'est pas moins

grande. En France, le parti communiste s'oppose au parti unique proposé par Deferre. En Italie, un secteur du Parti Communiste propose un parti unique semblable. Ce n'est pas qu'il y ait des divergences entre ces partis, ni qu'ils soient sur le point de rompre, c'est seulement l'expression de leur crise, partout où ils ne savent plus où accrocher leur politique de conciliation, d'opportunisme, de coexistence. La crise du capitalisme va de pair avec celle des partis communistes.

LA MONTEE DE LA REVOLUTION OUVRE D'IMMENSES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT POUR LES TENDANCES REVOLUTIONNAIRES ET POUR LE TROTSKYSME.

Cette crise ouvre d'immenses perspectives pour un grand bond en avant dans le développement des tendances révolutionnaires au sein des partis communistes. Récemment encore, les trotskystes se heurtaient à d'énormes difficultés pour faire admettre leurs positions et leur ligne révolutionnaire. Depuis la crise du Vietnm il faut s'attendre à voir s'ouvrir, dans un délai très court, une période pleine d'immenses possibilités pour le développement des partis trotskystes. Les dirigeants des partis trotskystes du monde entier, les dirigeants de la IV ème Internationale, doivent baser toute leur action sur ces considérations : en même temps que la crise du capitalisme s'aggrave, la crise des partis communistes et de la bureaucratie soviétique s'approfondi. Après deux ans de crise ouverte, il est clair que le conflit sino-soviétique n'a pas de solution. Et ce n'est pas, faute d'efforts de part et d'autre, mais bien parce qu'il n'est plus possible d'ariver à un arrangement : le développement de la révolution, les nécessités du développement des Etats Ouvriers et la pression des masses dans ces pays s'y oppose.

Nous avons analysé l'an dernier, et cette année encore, dans un article sur le Vietnam, que la bureaucratie a voulu livrer la révolution vietnamienne à l'impérialisme. Mais elle n'a pas pu, elle doit maintenant attirer l'attention de l'impérialisme sur le fait qu'elle ne peut pas cèder le Vietnam. Saint-Domingue, le Vietnam, se transforment en centre de la crise mondiale, tout en n'étant que des petits pays, car en eux s'exprime, se résume, toute la crise mondiale du capitalisme , de la bureaucratie soviétique et des Etats Ouvriers, de leur incapacité de prendre l'initiative. Ils n'ont plus les moyens de contenir la révolution, de la trahir, de l'écraser ou d'en faire l'objet de négociations.

Ceci aggrave la crise des partis communistes. Une nouvelle situation se développe, favorable au développement des tendances et courants révolutionnaires. De là la crise du parti communiste en Italie, en France, mais surtout au Chili, en Bolivie et au Pérou. Il ne faut pas y voir une nouvelle crise, mais une nouvelle étape de la même crise, ce qui ouvre d'immenses possibiltés pour la constitution de courants révolutionnaires.

La mise en liberté des Trotskystes emprisonnés à Cuba n'est pas le résultat d'une décision, d'une résolution de la part de la direction de l'Etat Ouvrier Cubain. Ils ont pris la décision de les libérer et cette décision ne dépendait que d'eux. Mais ils l'ont prise sous la pression d'événements qui dépassent leur propre compréhension et leur propre pouvoir de décision. De même qu'ils avaient été emprisonnés sans jugement, ils viennent d'être libérés sans jugement après avoir étés comdamnés à neuf ans de prison. Cette libération signifie qu'il y a des courants qui cherchent le développement de la révolution politique . Nous ne doutons absolument pas qu'il en soit ainsi. La libération des trotskystes à Cuba coïncide avec le développement du " mouvement du 13 Novembre " , son avance comme tendance trotskyste, son développement comme mouvement révolutionnaire sur les positions, le programme, les objectifs trotskystes. Cette libération coïncide avec le développement de l'influence du " Mouvement du 13 Novembre " sur le reste de l'Amérique Latine et le Développement des tendances révolutionnaires en Union Soviétique et en Pologne. Dans ces derniers pays, on vient de publier qu'il existe un courant dirigé par un ex-ministre qui a publlié un manifeste dit " Des 34 intellectuels " et dont l'un des articles réclame la liberté de presse, de paroles, le retour à la démocratie prolétarienne en Pologne.

Ce manifeste s'appuie directement sur des critiques de Trotsky à la bureaucratie soviétique. L

Le quatorze avril à Moscou, une manifestation de mille personnes a réclamé la liberté d'idées, de paroles, de presse, la liberté de la production artistique. C'est une expression de la révolution politique en ascension. C'est la deuxième fois en peu de mois - la première fois fut en mars à propos de Maiakovsky - qu'il y a des manifestations en Union Soviétique, publiquement, dans la rue pour des revendications soviétiques, des manifestations auxquelles prennent part des soviétiques.

S'ils n'avaient compté que sur leurs propres forcesn ils n'auraient pu arriver à élever leur décision au point de ne pas craindre de s'affronter à toute l'opinion publique. Ils n'ont pu le faire que parce qu'ils avaient rebcontré un état d'esprit, une opinion publique qui les y encourageaient, qui,y étaient favorables. De même pour cette nouvelle manifestation. Pour que le phénomène se produise, à si court intervalle, il faut qu'il y ait en Union Soviétique des courants et des tendances très sensibles aux influences de la révolution mondiale et sur lesquels pressionnent, en particulier, en ce moment, la crise de Saint-Domingue.

La République Dominicaine, ce petit pays, est en train de jouer dans l'histoire un rôle infiniment plus important que celui qui lui revenait vu sa faible population : elle est au centre de l'attention mondiale, au centre de la crise mondiale du capitalisme. Car elle est bien auncentre de la crise mondiale du capitalisme, c'est là que ce dernier montre toute son immense faiblesse, son impuissance à décourager, terroriser, soumettre et écraser les masses. C'est là aussi que les masses démontrent leur capacité de faire face avec tous les moyens dont elles disposent, à toute la puissance militaire de l'impérialisme.

Quand les masses du monde se soulèvent pour protester contre l'invasion de l'imperialisme à Saint-Domingue, c'est parce que les conditions mondiales sont mûres pour un front unique mondial pour renverser le capitalisme et l'impérialisme.

Il est insensé d'espérer que les partis communistes permettent, dans un futur immédiat, le développement des tendances révolutionnaires. Il faut mener la lutte à fond avec des petits groupes. Cette étape est beaucoup plus favorable que n'importe quelle autre dans le passé pour organiser des courants et des tendances qui puissent gagner une influence à l'intérieur des partis communistes en se liant à la lutte quotidienne des masses. Partout les Chinois ont échoué dans leurs tentatives de former des partis communistes; le plus récent de ces échecs est celui du parti communiste pro-chinois de Belgique : après avoir obtenu plus de 8.000 voix dans les élections antérieures, ils ne sont pas parvenus à se maintenir. Par contre, le parti communiste pro-Moscou a augmenté notablement ses voix. Ce ne sont pas des voix en faveur de la politique du parti communiste, mais elles indiquent de façon certaine l'existence dans le prolétariat de tendances de gauche qui veulent appuyer la lutte anti-capitaliste et qui espèrent pousser à la création d'une tendance anti-capitaliste.

La même explication est valable en ce qui concerne le nouveau parti formé par Huysmans, ce socialiste de plus de 90 ans qui, après s'être retiré de la lutte politique pendant des années, pendant lesquelles il s'était transformé en objet de musée, se lance aujourd'hui à nouveau : ce n'est qu'un écho attardé, lointain de la lutte révolutionnaire. Il sortavec un programme de gauche mais non avec un programme marxiste -révolutionnaire. Cependant, cet évènement est important, car il reflète l'énorme pression qu'exerce la petite bourgeoisie belge, mais surtout des secteurs du prolétariat qui veulent lutter sur un programme anti-capitaliste.

Saint-Domingue a éveillé dans le monde entier un immense écho. Mais dans le monde entier également, s'est démontré le fait que ce qui s'est passé à Saint-Domingue n'a été tout simplement que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, sans plus. Saint-Domingue a servi à mettre en évidence que dans le monde entier les conditions sont favorables au développement de courants et de tendances révolutionnaires, à l'extension de la lutte révolutionnaire, anti-impérialiste et

anti-capitalistes à é chelle mondiale.

LA VOLONTE REVOLUTIONNAIRE DES MASSES EST CE QUI REND IMPOSSIBLE LA CONCILIATION ENTRE L4IMPERIALISME ET LES ETATS OUVRIERS.

La crise sino-soviétique continue pleinement sont cours ascendant. Dans cette crise il y a un recul beaucoup plus grand dans l'attitude de la bureaucratie soviétique que de la part des chinois. Mais des deux côtés, il y a un silence.Dans cette crise mondiale aucun de ces deux Etats Ouvriers n'apparaît comme dirigeant, comme orientateur. Crise à Saint-Domingue; crise au Vietnam. A Cuba, la disparition de Guevara dure maintenant depuis plus de trois mois. La presse et la radio cubaine sont muettes à son sujet. Des rumeurs circulent selon lesquelles les Guevara ferait l'objet d'une sanction indirecte de la part de la bureaucratie soviétique en raison de ses positions trotskystes. Ces commentaires sont dus au fait que les positions prises par Guevara - surtout dans la dernière période, après sont voyage en Chine, en Asie et en Afrique - rejoignent la ligne de la révolution permanente contre la coexistence pacifique et appelent à la révolution. Il a critiqué la direction des Etats Ouvriers pour sa politique de chantage, de mainmise, d'extorsion à l'égard des petits Etats Ouvriers comme Cuba, il appelle au front unique de tous lesEtats Ouvriers avec la récolution coloniale. Tout ceci est considéré à juste titre par Moscou comme Trotskyste. Telle est , en effet, la ligne trotskyste. Mais c'estt aussi le court objectif de l'histoire.

Comme jamais auparavant, la Quatrieme Internationale, les trotskystes, doivent baser leurs luttes sur la pleine confiance de ce que l'histoire prouve qu'ils ont raison. Le cours de l(histoire tout entier montre que les trotskystes avaient raison, que la politique trotskyste est necessaire, et par conséquent que la direction trotskyste est nécessaire.

La politique révolutionnaire trotskyste ne peut être appliquée, organisée, par des directions qui jusqu'ici ont mené une politique conciliatricen traître, opportuniste à l'égard de l'impérialisme et du capitalisme/ Toutes ces directions sont en train d'essayer de changer, de renouveler, de rajeunir, les apparences de leur politique, à dire la conciliation avec le capitalisme, l'opportunisme, et le réformisme. Elles sont incapables de mener une politique révolutionnaire. Le programme, la politique, la lutte pour les ob jectifs révolutionnaires, pour la destruction du capitalisme, ne peuvent être appliquées que par les directions qui se sont développées et préparées dans ce sens. Il n'y en a qu'une : la IV ème Internationale, les Trotskystes;.

La crise actuelle des directions des Etats Ouvriers s'aggrave de plus en plus. Cette crise nous l'avons prevue deux ans avant qu'elle nr devienne publique, nous avons analysé chacune de ses étappes et ó prévu ses développements. Nous avons formé en ce sens les cadres trotskystes, l'avant-garde revolutionnaire mondiale.

Si cette crise n'a pas pu rouver de solution, ce n'est pa faute d'intérêt en ce sens de la part de la bureaucratie soviétique, de la direction du Parti Communiste Chinois ou de la direction cubaine. Les tentatives n'ont pas manqué: elles ont échoué parce que il n'y a pas de bases objectives à un tel arrabgement.

La crise est complète, aussi bien du côté de l'impérialisme, que du côté de la direction des Etats Ouvriers. Chaque jour apparait plus flagrante l'impossibilité d'un accord sur la base de la coëxistence pacifique. Nous avons dit déjà que la chute de Kroutchev a marqué la fin de la politique de coëxistence pacifique. C'est ce qui apparait de plus en plus clairement chaque our. La coëxistence n'est plus possible parce que l'imperialisme ne peut plus supporter plus longtemps les progrès de la révolution. L'imperialisme essaie encore de maintenir la coëxistence avec la bureaucratie soviétique, le discours de Johnson du 29 juin allait en ce sens et il s'adressait aussi bien à la bureaucratie soviétique qu'à la population américaine. Dans ses derniers discours, Johnson s'adresse de plus en plus au peuple américain et de moins en moins à l'ensemble des bourgeoisies mondiales. Ce fait exprime la croissante préoccupation des masses américaines, leur désir croissant d'intervenir politiquement. Johnson doit justifier sa poli-

tique devant un secteur très important de la petite-bourgeoisie qui constitue ce que l'on appelle l'opinion publique, et qui est une base importante pour y chercher un appui pour maintenir les masses immobilisées. Il s'adresse à ce secteur pour le tranquiliser, lui donner satisfaction. De là ses déclarations disant qu'il n'intervient pas à Saint-Domingue pour écraser les masses, imposer sa volonté, ni établir une dictature, mais bien pour défendre la liberté. Il est évident que le but conscient de l'impérialisme est d'écraser le peuple dominicain d'empêcher son développement progressiste, d'empêcher la constitution d'un nouvel Etat Ouvrier en République dominicaine. Pourquoi essaie-t-il donc de le dissimuler? A qui s'adresse-t-il avec ces justifications? Aux masses du monde, bien sur, mais surtout au peuple américain.

Quand à ces justifications, Johnson ajoute que l'impérialisme ne va pas toujours intervenir, pour empêcher la constitution d'un nouvel etat communiste, qu'il ne va pas reprimer tout le mouvement communiste, c'est à la bureaucratie soviétique qu'il s'adresse: il cherche son accord pour intervenir à Saint-Domingue: que la bureaucratie n'intervienne pas à Saint-Domingue et l'impérialisme cedera au Vietnam, ou sur un autre point qui intéresse les Soviétiques. Telle est la base de l'accord: un chantage! Mais il est de plus en plus difficile de maintenir de tels accords. Pour que de tels marchandages soient possible il faut que les mases ne puissent pas décider elles-mêmes, que les masses des Etats Ouvriers ne puissent pas intervenir et décider; dans ce cas seulement, les directions, la bureaucratie soviétique et les Partis Communistes peuvent contenir les masses, les écraser et passes, au sommet, un accord de coëxistence pacifique avec l'impérialisme. Une telle alliance se base sur une division des zones d'intervention. Mais le camp libre se réduit de plus en plus. L'Etat Ouvrier chinois ne peut concilier ni avec la bureaucratie soviétique, ni avec l'impérialisme yankee. La bureaucratie soviétique ne peut concilier à la fois avec l'impérialisme et les Chinois.

Les essais de conciliation au Vietnam ont été visibles. Les six jours de diminution des bombardements impérialistes sur le Nord-Vietnam (il est faux qu'ils aient suspendu les bombardements: dans cette période les raids ont eté moins nimbreux, on peut su poser que, au lieu de 170 bombardements en un jour, ils soient passé à 2 ou 3, mais ils n'ont pas été suspendus) en etaient un. L'impérialisme essayait par cette réduction des bombardements, et avec l'approbation de la bureaucratie soviétique, d'encourager une aile de la direction vietnamienne à négocier, malgré les Chinois. Malgré la pression de la bureaucratie soviétique qui, à ce moment, envoya des armes (à la même époque une délégation Nord-vietnamienne, dirigée par le Vice-président de la République, fut reçue à Moskou), il n'a pas été possible d'arriver à un accord. C'est que la pression de la revolution a été plus forte. La volonté des masses du Vietnam, du Nord comme du Sud, est de liquider l'impérialisme. Si la position chinoise, de continuer la lutte, est si bien acceuillie par les masses, c'est que celles-ci, comme le peuple de Saint-Domingue, ont ka volonté révolutionnaire d'expulser limpérialisme. C'est pour cette raison que toute possibilité d'accord entre les directions soviétique et chinoise est exclue. Malgré les attitudes conciliatrices des Chinois, il n'y a pas de marge historique qui leur permette de pactiser avec l'impérialisme. L'impérialisme ne peut faire de concessions et la revolution chinoise ne peut pas concilier avec l'impérialisme.

L'ISSUE DE LA GUERRE NE DEPEND PAS DES ARMES ATOMIQUES MAIS DES MASSES.

La limitation de la direction chinoise s'exprime dans le fait que les Chinois ne sont pas encore intervenus résolument dans cette crise. Ils n'ont fait aucun appèl au soulèvement, ils n'ont pas envoyé des renforts en hommes et en armes. Pourquoi? Ce serait pourtant la manière pour obliger les Soviétiques à intervenir. Les Etats Ouvriers, les Etats dit socialistes, doivent envoyer des troupes, des armes de tout types, de l'argent, des milices, et dans les proportions nécessaires au Vietnam et à Saint-Domingue. On ne doit pas tolérer plus longtemps que l'impérialisme bombarde le Vietnam du Nord. Le tolérer c'est encourager l'impérialisme à intervenir militairement et avec des armes atomiques contre les Etats Ouvriers et pour éviter la formation d'

un nouveau Etat Ouvrier: Saint-Domingue en est un exemple frappant. Les bombardements contre le Nord-Vietnam sont en partie destinées à maintenir le moral de capitalisme mo dial.

Les Etats Ouvriers doivent intervenir massivement en envoyant des armes, des troupes, des milices, au Viet-nam et à Saint-Domingue pour faire cesser les bombardements contre le Vietnam du Nord et exp pulser l'impérialisme de ces pays.

Les masses, les mouvements nationalistes progressistes du monde, q i résistent ou qui s'opposent à l'impérialisme, doivent sentir l' aide immédiate des Etats Ouvriers; ils doivent voir que ceux-ci interviennent directement, militairement. Cecci encouragera ces mouvements dans leurs luttes pour aller plus loin; des dixaines de mouvements nationalistes dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux se verront encouragés à se lancer à des actions revolutionnaires contre l'imp rialisme; en particulier en Amérique latine. Si cela déclanche la guerre atomique tout de suite, tant pis pour l'impérialisme: il a aujourd'hui moins d'armes atomiques qu'il n'en aura demain. A l'époque actuelle, il est possible, non pas d'expulser l'impérialisme, mais de l'obliger de reculer. Saint-Domingue le démontre. L'impérialisme affrontera ainsi la guerre atomique dans des conditions ene c re plus défavorables. On épargnera ainsi beaucoup de vies humaines et on gagnera des avantages historiques en faveur du developpement de la révolution et du socialisme. La crise mondiale du capitalisme aussi bien que de la bureaucratie soviétique s'exprime dans le bluffe d'accords qu'ils en arrivent à passer: "Bombardez jusqu'ici, mais pas plus loin, sinon...". Ils s'observent, evaluent au milimètre près jusqu'ou l'autre s'engage, jusqu'ou il bombarde. Ceci permet d'apprécierle degré atteint par la crise, degr auquel la guerre atomique peut éclater d'un moment à l'autre, et l'immense faiblesse des deux directions -soviétique et américaine- s us la pression, ils avancent un peu, et attendent de voir la réaction de l'autr . C'est que ni l' un ni l'autre n'agissent avec confiance. Johnson, s'adressant à la bureaucratie soviétique, déclare qu'il n'interviendra pas contre tout mouvement communiste, pour ma ntenir ouverte t ute possibilité de conciliation. En r alité, l'imp rialisme interviendra, aussi longtemps qu'on lui permettra, contre tout ouvement révolutionnaire (non pas contre les Partis Communistes, qui ne luttent ni pour la révolution, ni pour les mobilisations communistes des masses).

La bureaucratie soviétique peut intervenir. Les Etats Ouvriers ont une base immense où s'appuyer: la force des masses du monde. Mais la direction des Etats Ouvriers s'y oppose, les masses manquent une direction politique et c'est là un enorme avantage pour l'impérialisme. La dernière réunions de l'OTAN avait pour but de préparer le camp capitaliste, de mettre au point sa stratégie pour se préparer à affronter une resistance accrue, une amplification révolutionnaire à échelle mondiale. Ils se preparent également à une plus grande intervention des Etats Ouvriers (URSS, Chine), en appui des révolutions coloniales et au Vietnam du Nord.

L'impérialisme se prépare pour répondre à cette nouvelle phase par la guerre à plus gr nde échelle et par la guerre tomique. C'est pourquoi que c'est une folie de permettre, comme le font les Chinois, que l'imperialisme gagne du temps, un sursis historique. Nous répétons notre opinion sur l'armement atomique des Chinois. Il n'y a pas un délai historique suffisant pour que les Chinois puissent s'armer atomiquement au point de devenir redoutables. L'imperialisme ne le permettra pas. De plus, pour chaque bombe que construisent les Chinois, les USA en f briquent 20, 50 ou 100. C'est une folie d'attendre des bombes atomiques un avantage dans la guerre. Ce qui compte, c'est encore et toujours le d veloppement de la Révolution. Les Chinois doivent mettre en application les principes qi'ils énoncent -qui sont les nôtres d'ailleurs, de la IVeme Internationale, et non d'eux-. L' issue de la guerre ne dépend pas des armes, mais des masses. La guerre a lieu et se gagne sur le terrain. La bombe atomique ne détruit ni l' humanité, ni la vie. Après les armes atomiques viennent les armées d' occupation. L'imp rialisme, pour survivre de la guerre, et maintenir le système capitaliste en vie aurait besoin d'une armée d'au moins

100.000.000 hommes, et ce, supposant qu'ils puissent gagner. Le capitalisme est conscien de sa faiblesse historique. S'il était sûr de sa force historique, par exemple, il aurait écrasé Saint-Domingue, sans se préoccuper plus que d'une guigne de l'opinion publique mondiale. S' il se soumet à l'opinion publique mondiale -c'est à dire l'opinion des autres gouvernements capitalistes- c'est qu'il se sent faible, incapable de liquider Saint-Domingue sans qu'il lui importe. C'est aussi un indice de ce qu'au sein des USA même, l'opinion publique pressionne énormement. L'imperialisme en a conscience de ce que, historiquement, il est fini, mort. C'est pourquoi l'attitude des Chinois n'a pas de sens: il faut passer résolument à l'offensive et appuyer la IVème Internationale et les trotskystes.

L'ETAT OUVRIER CHINOIS DOIT APPUYER LA LUTTE DE LA IV° INTERNATIONALE, DES TROTSKYSTES.

Les dirigeants de l'Etat Ouvrier chinois doivent arriver à la conclusion qu'il faut aider, appuyer la lutte de la IVème Internationale, des Trotskystes, car c'est là la base essentielle pour le développement de la Révolution. Ce qu'ils recherchent, c'est le développement de la Revolution, et des Etats Ouvriers. Et bien, les trotskystes veulent la même chose, et c'est pour cela qu' ls luttent!

Ce que les Chinois doivent discuter aujourd'hui avec la bureaucratie soviétique, ce n'est pas ce qu'à fait Staline, mais:QUELLE POLITIQUE FAUT IL MENER AUJOURD'HUI? Il faut appeler, concrètement, les masses à prendre le pouvoir, à renverser le pouvoir capitaliste. Toute lutte passée est dépassée. Discuter du passé sans dire ce qu'il convient de faire aujourd'hui, c'est esquiver le problème, esczmoter la réalisté. Il faut dire ce qu'il faut faire aujourd'hui à Saint-Domingue, en France, en Italie.

Nous appellons à la lutte pour le pouvoir, nous appelons à organiser des partis révolutionnaires, à imposer des programmes révolutionnaires; nous appelons à renverser le capitalisme et l'impéirialisme. Nous ne craignons pas la guerre ztomique. Nous avons été les premirs à dire que la guerre atomique ne sera pas la fin du monde; elle causera d'énormes dégâts, mais le monde continuera. Récemment, les Chinois ont commencé à dire que l'imperialisme se verra obligé de déclencher la guerre atomique; nous avons dit cela les premiers, et nous avons organisé pour renverser le capitalisme dans cette perspective. C'est en nous que les Chinois nt un allié. Leir devoir revolutionnaire leur commande d'appuyer les Trotskystes. Quel inconvénient cela représenterait-il pour eux? Que les soviétiques vont les accuser? Les soviétiques traitent bien les Chinois de canalles! Est-ce vrai pour autant? La direction du Parti Communiste Chinois doit s'en tenir à la vérité historique: nous luttons pour la révolution prolétarienne, pour le renversement du capitalisme, de l'impérialisme. Nous appelons les Chinois à former, avec nous, des partis communistes dans divers pays du monde: au Chili, en Belgique, en France, en Bolivie. Nous les appelons à un Front Unique avec nous. C'est le moment opportun. La crise ascendanteva permettre de remporter de grandes victoires à court délai, à condition de mener une politique ouvertement et résolument révolutionnaire. Toute la crise intérieure du Parti Communiste n'arrive pas à s'exprimer d'une façon plus directe et ouverte, faute d'un centre pour s'appuyer. Leurs appuis flanchent et, parmi eux, les Chinois.

La base des secteurs importants des Partis Communistes est trompée par la politique des Chinois. Si ceux-ci n'avaient une politique ouverte, vigilante, d'appui à la politique objective révolutionnaire des trotskystes, la base la trouverait correcte. Par contre, toutes les accusations qu'ils portent contre le trotskysme, contre Trotsky, sont fausses. D'abord parce qu'elles ne s'affirment pas sur la vérité historique. Ensuite parce que ce qu'il faut faire c'est analyser la politique des Trotskystes aujourd'hui, et la comparer avec celle des Partis Communistes. Que faut-il faire à Saint-Domingue? Quelle est la politique à suivre à l'égard du capitalisme européen? Voilç ce qu'il faut discuter. Il faut organiser un Front Unique mondial en se basant sur un programme anti-capitaliste et anti-impérialismte, tout en prenant pour point de départ les revendications, la lutte des masses dans chaque

EDITORIAL (Suite)

La classe ouvrière, les militants de base du PSB, de la FGTB, ne peuvent attendre ou espérer convaincre leurs directions; ou penser qu'en faisant pression sur elles, elles changeront d'orientation.
Il faut mener la lutte dans le PSB, non pas destinée à convaincre ou à faire pression sur l'appareil, mais à organiser les masses qui ont voté socialiste, les militants de base du PSB, les ouvriers affiliés à la FGTB, pour prendre l'initiative de la lutte anti-capitaliste d dans les usines, dans les quartiers, pour avancer le programme anti-capitaliste, appeler au Front Unique et le concrêtiser sur des points de ce programme.

Toute l'avant-garde ouvrière dans cette crise du parti Socialiste : militants du PC Kroutchévien, Pro-Chinois, syndicalistes, du PWT, il faut discuter complètement de la crise gouvernementale, tirer toutrs les conclusions des dernières élections, appeler et participer à l'organisation du Front Unique.

Les élections ont montré l'existence de tout un courant révolutionnaire dans la classe ouvrière qui continue à s'exprimer dans des grèves, des mobilisations. La crise du PSB reflete aussi cette polarisation des forces, le développement d'un courant révolutionnaire.
Il faut se lancer à organiser ce courant avec le courant anti-capitaliste et la politique du Front Unique à la base. Il faut organiser ce centre qui entraînera les masses des travailleurs, les masses socialistes, chrétiennes, dans la lutte, les unifier et élever leur confiance dans les perspectives anti-capitalistes.

L'avance des luttes de la classe ouvrière ne depend de l'alternative que se donnera le PSB en aucun cas, elle depend de l'organisation révolutionnaire de son avant-garde.

C'est parce qu'ils n'ont pas répondu à cette nécessité, que la "Gauche" et le PWT se sont déjà brisés. La tendance de Périn a rompu avec le PWT pour organiser un nouveau Parti Wallon, sur un programme de conciliation, et de réformes à conquérir légalement. Ce Parti Wallon n'a aucune perspective parce qu'il ne répond pas non plus aux nécessités de la lutte anti-capitaliste ni à la volonté combattive des masses. Son existence peut se maintenir quelque temps uniquement parce que la classe ouvrière n'a pas encore trouvé un centre pour organiser et élever ses luttes.

Pour faire reculer le capitalisme, faire avancer les revendications des masses; les élever dans la perspective du pouvoir ouvrier, il faut préparer la construction du Parti Marxiste-Révolutionnaire, de la nouvelle direction anti-capitaliste de masses, il faut construire ce centre!

Nous appelons toute l'avant-garde, les militants de base des organisations ouvrières à intervenir dansla crise actuelle : organiser à partir des usines, à partir des quartiers, des assemblées syndicales, des comités de Front Unique, qui discutent de la situation, impulsent la lutte pour toutes les revendications ouvrières pour faire intervenir et décider les masses.

AVIS A NOS LECTEURS.

Camarades,

en raison de la fermeture des imprimeries en période de vacances, nous avons été contraints d'assurer la publication de " La Lutte Ouvrière " sous forme stencilée.
Le prochain numéro paraîtra de la même manière.
Le numéro 34 de mi-août sera quant à lui imprimé comme auparavant.

Le Comité de Rédaction.

pays. Le rôle du Front Unqiue mondial, de l'Internationale communiste des masses. Objectivement, les masses sont déjà unies. Les chinois ne doivent pas laisser perdre plus de temps en attente d'avoir leurs propres bombes atomiques. Ils doivent faire un appel, tout de suite: c'est le moment! Une offensive, de leur part, aurait une énorme influence sur les masses, à l'intérieur de l'URSS. Toutes les tentatives des sectuers de jeunes, d'intélectuelles, réclamant les libertés démocratiques, la liberté d'expression, de création artistique et littéraire, indiquent que des profondeurs de la société soviétique s'élève une force qui les pousse à secouer le joug de la dictature qui les empêche de s'exprimer, de penser. Il faut s'adresser à ces secteurs. Toutes les masses ont d'accords pour renverser le capitalisme dans le monde entier. Voilà des alliés pour les Chinois. De fait, s'il se trouve encore des amiraux et des dirigeants soviétiques pour condamner Staline, ce n'est pas dans le but de maintenir la polémique avec les Chinois: c'est pour conserver la confiance des masses soviétiques.

Mais discuter d'hier et non du present, c'est esquiver le problème. Tout ceci s'exprime qu'il y a une énorme pression révolutionnaire à laquelle ils ne veulent pas donner d'issue, de canal, parce qu'ils ont peur. C'est pour cela qu'ils continuent à se disputer au sujet du passé. La discussion et les critiques au révisionnsime n'ont aucune importance. La discussion sur le marxisme doit être une discussion sur des verités concrètes. Lorsque nous discutons du passé, c'est seulement pour en tirer des leçons des erreurs passés et en déduire ce qu'il faut faire, aujourd'hui, concrètement, quelle politique faut-il mener face à l'impérialisme. Nous appelons à renverser le capitalisme. Pourquoi les Chinois n'appellent-ils pas à l'expulsion de l'impérialisme d'Asie? Pourquoi n'appellent-ils pas à renverser le capitalisme en Italie, en France, en Amérique latine? Ils mènent une politique opportuniste; ils critiquent la bureaucratie soviétique pour sa politique de Front Unique, d'alliance directe, concrète à l'échelle mondiale avec l'impérialisme, dans le but de s'attirer le soutien des masses du monde. C'est une politique fausse qui conduit à de graves dommages et qui permet la survie de l'impérialisme.

De là, la nécessité du Front Unique Mondiale. L'internationale communiste fonctionne, de façon tout à fait empirique, sur la base du désir, de la volonté commune de toutes les masses de renverser le capitalisme. Il faut donner une forme organisée à ce Front Unique dont les masses de Saint-Domingue, d'Amérique latine, d'Asie, d'Amérique ont demontré l'existence à travers leurs luttes communes et les répercussions que les luttes anti-capitalistes ont d'un pays à l'autre. Les conditions pour le Front Unique existent, car c'est cela que les masses veulent.

Les Partis Communistes stagnent, ils ne se developpent pas, sauf, et cela encore de façon très limitée, dans certains pays où ils s'accroissent par réaction contre les partis bourgeois, socialistes, à la solde de l'impérialisme, comme en Belgique. Partout où les Partis Communistes sont des partis de masses, ils s'affaiblissent, perdent leur authorité. L'augmentation de nombre des voix n'exprime pas une croissance de l'authorité sur les masses.

Il faut s'attendre à une crise du Parti Communiste. La politique d'appui direct ou indirect à De Gaulle qu'il va suivre, va lui faire perdre énormément d'authorité sur les masses, Il faut lancer une campagne en alliance avec les intélectuels du PCF, ou attendre, pour se lancer, que se développent les luttes prolétariennes pour les condition de vie des masses françaises et créer une tendance au sein du Parti Communiste Français.

La rebellion des intellectuels et des étudiants du PCF n'est pas due au hasard, ni au caprice. Ils ne font qu'exprimer indirectment le désir de larges couches ouvrières, de la base du PCF de secouer le joug de la politique de coëxistence pacifique qui leur est imposée; d'en finir avec le réformisme, l'opportunisme, la conciliation avec le capitalisme. Mais ils n'osent pas encore se lancer. Ils n'ont pas de confiance dans les intellectuels qui n'ont pas su conquérir la confiance des masses. Led masses ne sont pas responsables de ce qu'une tendance revolutio naire tarde tant à s'organiser. La prochaine

étape va leur être plus favorable et les encourager.

Le PCF va négocier avec De Gaulle et s'opposer à la lutte des masses, sans toutefois les heurter de front. Il va manoeuvrer pour essayer d'empêcher les mobilisations des masses, les luttes profondes et les grèves générales, et en menant cette politique, il va entrer en conflit direct avec les masses.

Pour la prochaine étape, il est nécessaire de se préparer à un grand bond en avant, ou à la possibilité du surgissement de tendances révolutionnaires au sein du PCF. Là aussi, les Chinois doivent appuyer les Trotskystes, développer, en Front Unique avec eux, des tendances des organisations, des groupes révolutionnaires en France, en Italie, en Belgique, en Angleterre. Telle est la politique correcte pour la période à venir. Le programme de cette politique est la lutte pour les revendications de classes des masses, pour les droits democratiques des masses, pour la démocratie prolétarienne, pour la réalisation du Front Unique pour le renversement du capitalisme. En une seule année d'une telle lutte de la part du Parti Communiste Chinois; constante, consequente, on pourrait atteindre des objectifs formidables. Cela élèverait la confiance, l'assurance de couches importantes des Partis Communistes belge, français, italien et, par conséquent, les stimulerait à organiser des courants et des tendances révolutionnaires.

GAGNER UN TEMPS HISTORIQUE EN LANCANT L'OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE ET EN ORGANISANT LE FRONT UNIQUE MONDIAL CONTRE L'IMPERIALISME ET LE CAPITALISME.

Dans cette perspective, il est possible de porter des coups à l'impérialisme et de le faire reculer. Ce qui est impossible, c'est de maitriser l'impérialisme et de l'empêcher de lancer la guerre atomique. Il la déclanchera si c'est nécessaire. Les Chinois, dans un article, disent qu'ils ne prendront pas l'initiative de lancer les premiers une bombe atomique. Ce n'est pas seulement une folie, c'est une honte une trahison à la lutte de classe.

Dans une grève, si les grévistes ont la possibilité de frapper les premiers le patron, leur devoir est de le faire. Dans la guerre civile, si les masses peuvent frapper les premiers pour maitriser, écraser la bourgeoisie, elles doivent le faire. S'il est nécessaire de lancer la guerre atomique, si cela permet de gagner un temps historique et limiter ainsi les conséquences désastreuses de la guerre, il faut la lancer. A qui s'adressent-ils quand ils déclarent: "Nous ne lancerons pas les premiers de bombes atomiques"? Ils cherchent à se gagner la sympathie, non des immenses couches de masses exploitées, mais de la petite bourgeoisie, des gouvernements bourgeois et de petits secteurs.

La position correcte consiste à dire: nous lutterons, nous mènerons de l'avant la lutte révolutionnaire, nous ferons tout pour gagner du temps et d'avantages historiques au dépens du capitalisme et, au moment opportun, nous déciderons de ce qu'il convient de faire. Telle doit être la stratégie révolutionnaire. Ce qui va influencer pour gagner la sympathie des masses, ce n'est pas, qui va jeter les premieres bombes atomiques. Ce qui est décisif c'est la lutte de classe.

Laisser se perdre une occasion historique d'écraser l'impérialisme, c'est perdre du temps historique. Il faut se saisir de l'occasion pour gagner du temps et pour le bien de l'humanité. Ces déclarations ne visent qu'à maintenir la conciliation avec l'impérialisme et la petite bourgeoisie. C'est indigne. La seule chose qu'il faut dire c'est qu'on emploiera jamais des armes, ni conventionnelles, ni atomiques en faveur du capitalisme. Ne pas oublier que le capitalisme va profiter de la premiere occasion pour lancer la guerre. C'est à cela qu'il faut se préparer.

L'impérialisme lancera la guerre quand il le jugera nécessaire. Chaque étape raccourcit les délais qui nous en separent. La lutte au sein du capitalisme est terrible. Le Pebtagone est en conflit avec la Maison Blanche. Ce n'est pas qu'il y ait entre eux des divergences dues à des antagonismes. C'est un reflet de la crise et de la décomposition du capitalisme qui lui fait perdre ses capacités et ses possibilités d'équilibre. Ils se divisent sur la recherche de diverses

solutions, parce qu'aucun n'est sûr de soi, ni confiant, c'est pourquoi ils n'offrent pas un front uni. Les Chinois doivent mesurer tout cela.

Les divergences intercapitalistes ont des limites. De même que c'est dans la lutte contre une grève importante il peut y avoir des divergences entre les patrons. Ils sont d'accords sur le but à atteindre et les divergences s'efacent devant une grève unifiée contre eux, ou d'un coup contre leurs intérêts. Il ne faut pas s'attendre à tirer de grands profits de la divergence entre le Pentagone et la Maison Blanche Il faut en profiter, mais la seule façon consiste à développer, à pousser de l'avant la revolution.

Des sources d'informations nord-americaines (radio, télévision) annancent qu'il y a eu aux USA une manifestation de IOO?OOO personnes pour le Vietnam. Des manifestations de I.OOO, puis de 3.OOO, 5.OOO, on passe à IOO.OOO, qui demandent le retrait des troupes du Vietnam et de Saint-Domingue. C'est à cette situation que Johnson essaie de répondre par des discours. Mais l'imperialisme ne va pas céder, ne va pas reculer, s'arrêter devant ces manifestations. Tout le peuple se prononce contre l'impérialisme, contre l'aggression au Vietnam, mais l'impérialisme ne se retire pas. La seule façon de repondre à cela, c'est en faisant avancer la révolution, en obligeant l'impérialisme à reculer, même si cela declenche la guerre atomique. Si à un moment donné, il est de l'interêt des Etats Ouvriers de declencher la guerre, ils doivent le faire. Et s'est ainsi que les choses vont se passer: toutes les déclarations ne sont qu'hypocrisie.

Dans la guerre de classe, gagne celui qui a xx pour lui la raison historique et la façon de reduire les dégâts est d'utiliser au mieux cette raison historique: c'est a dire par les armes, la mobilisation des masses, la revolution.

Il faut organiser le Front Unique Mondial qui existe objectivement c'est à dire, il faut organiser les masses contre l'impérialisme. Les Chinois doivent lancer dès maintenant un appel. Leur programme de développement économique doit tenir compte de ce que les delais historiques sont très courts. De même les Cubains. C'est une folie de faire, comme ils le font, un plan pour I970.

Le capitalisme ne peut tenir jusqu'en I970. Les Cubaind doivent p préparer leur economie, la developper au maximum, en tenant compte que la guerre qui vient dans quelques années. Cela ne veut pas dire qu'il faut abandonner l'économie. Mais l'attitude correcte est d'ajuster le développement économique à la perspective de la guerre dans un délai très court.

L'impérialisme ne peut resister 5 ans de plus. Dès aujourd'hui, il ne peut même pas supporter saint-Domingue. Les Cubains s'imaginent qu'il peut tenir jusqu'en I970 parce que la révolution va se paralyser il n'y aura plus de mouvements et que, s'il se produit une révolution, l'imperialisme va intervenir, il sera vaincu et il se retirera. Rien, aucun exemple, ne permet de supposer cela! L'impérialisme intervient pour deux petits pays qui ne totalisent que I2 millions d'habitants! Et s'il le fait xxxx c'est parce qu'il ne peut supporter la création d'un seul Etat Ouvrier nouveau.

C'est dans cette ligne qu'il faut tirer les conclusions. C'est sur cette ligne que la IVème Internationale appelle à réfléchir.

L'intervention des yankees à Saint-Domingue n'est pas une manifestation de plus de leur esprit de domination. Ils sont dominateurs, féroces, mais s'ils interviennent, c'est parce qu'ils ne peuvent plus supporter le développement d'un petit état. Cela ne veut pas dire qu'ils vont triompher a chaque intervention. Il est possible de les faire reculer. Mais jusqu'où supporteront-ils ce processus? Ils ne peuvent supporter qu'on les expulse et ils vont déclencher la guerre.

C'est à cela qu'il faut se preparer, en poussant de l'avant de façon constante le Front Unique. Sans programme objectif, sans direction ce Front Unique existe dans la conscience, dans la volonté des masses, qui, dans le monde entier, luttent pour renverser le capitalisme. Leur réaction aux agressions imperialistes au Vietnam et à Saint-Domingue le montrent.

Il faut appeler à l'organisation d'une Internationale Communiste

de masses sur la base d'un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste. Appeler au Front Unique pour la liquidation de l'imparialisme dans le monde. Les Chinois doivent faire cet appèl et ils peuvent compter sur le soutien inconditionnel des trotskystes sur cette base: non pas à notre silence sur les aspects conciliateurs et réformistes que nous considérons devoir critiquer, mais un appui inconditionnel pour appliquer ce programme et cet appèl. Un appèl aux Chinois, aux Soviétiques et aux Cubains de prendre l'initiative de cette politique aura un effet immense.

La crise récente de Bulgarie n'est pas un coup réactionnaire de droite: elle montre, de façon déformée, sous forme de réactions des bureaucraties des Etats Ouvriers à la soumission que veut leur imposer la bureaucratie soviétique, les conditions qui existent dans kes Etats Ouvriers pour un soulèvement, pour la révolution politique et l'expulsion de la bureaucratie.

Les Chinois doivent s'appuyer sur ces conditions pour lancer un appèl pour le programme de la révolution mondiale anti-imp rialiste et anti-capitaliste,

- Expropriation des terres.
- Expropriation de l'impérialisme.
- Contrôle Ouvrier.
- Développement d'une politique anti-capitaliste.
- Organisation de milices, de guerillas.
- Constitutions de gouvernements ouvriers et paysans.

partout dans le monde, afin d'impulser la révolution mondiale.

le 30 mai 1965

J. POSADAS.

****

APPEL.

UNE AIDE FINANCIERE URGENTE EST NECESSAIRE POUR LE FONCTIONEMENT CLANDESTIN DE LA SECTION BOLIVIENNE DE LA IV INTERNATIONALE.

Nos camarades du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), Section bolivienne de la IVè. Internationale, demeurent à leur poste de combat en Bolivie. Ils partagent les mêmes dangers, les mêmes conditions de vie, les mêmes persécutions que les mineurs, les ouvriers et les paysans, qui s'organisent, cachent les armes, préparent la construction de la nouvelle direction qui remplacera les capitalateurs en train de fuir en plein combat.

Ils sont persécutés en temps que dirigeants qui ont pris la responsabilité de diriger la résistance, qui ont appelé au renversement de la junte militaire et à la constitution d'un gouvernement Ouvrier et Paysan. La junte a donné un très grand coup, mais elle n'a pas écrasé les masses, elle n'est pas parvenu à les paralyser ni à détruire leur esprit et leur décision de lutte. Elle n'est pas parvenu à leur enlever les armes, elle n'est pas parvenue à imposer ses décrets de famine, ni à rendre les mines aux capitalistes. Mais elle est parvenue à certains succès transistoires.

Pour reprendre l'offensive, il est nécessaire que s'ouvre une étape de résistance et de préparation en maintenant un fonctionnement clandestin, en protégeant les familles, en voyageant.

NOUS LANCONS UNE CAMPAGNE AUPRES DE TOUS LES CAMARADES DU PARTI, AUPRES DE TOUS LES SYMPATISANTS ET LECTEURS, DE LA " LUTTE OUVRIERE " A ENVOYER DE L'ARGENT, A FAIRE DES TRAVAUX EXCEPTIONNELS, A VENDRE DES OBJETS NON NECESSAIRES POUR PERMETTRE AUX CAMARADES BOLIVIENS DE FAIRE FACE AUX BESOINS VITAUX DE LA REVOLUTION BOLIVIENNE.

Nous appelons à donner une aide urgente pour répondre à des besoins qui sont urgents.

L'argent doit être envoyé par mandat postal à l'éditeur responsable du journal, en mentionnant : " Pour la Bolivie ".

LA VIE DE L'INTERNATIONALE

VIVE LES GUERILLAS AU BRESIL.

Cet appèl en appui aux guérillas du Sud du Brésil vient d'être publié par le FRONT POPULAIRE DE LIBERATION qui regroupe des forces nationalistes et révolutionnaires (dont la section brésilienne de la IV° Internationale) en lutte pour le renversement de la dictature capitaliste et pro-impérialiste de Castello Branco au Brésil.

Plein soutien à la lutte guerillera commencée au Sud du Brésil.

Le foyer de guerilla qui vient de s'alumer n'exprime pas seulement la volonté héroique d'un petit groupe qui se dispose à faire QUELQUE CHOSE DE CONCRET contre la situation actuelle. Il exprime l'insatisfaction générale du peuple contre la dictature de Castello Branco et tout ce qu'elle représente: vie chère, dépression économique, maintien du régime d'exploitation féodale du paysan, salaire de misère et chomage pour les ouvriers, exploitation par le capital étranger, abandon scandaleuse de nos richesses, aliénation de notre souveraineté.

Quelques combattants sont tombés, d'autres ont été mis en prison. Mais la lutte ne s'arrête pas. Les informations officielles contestent que le nombre des combattants en arme actuellement soit supérieur à 200. La lutte continue, elle continuera jusqu'au la victoire finale.

Appui total pour les guerilleros! L'appui moral et les applaudissements ne sufissent pas. Il faut des actions concrètes, sur tous les fronts. Il faut intensifier le mouvement de masse à la campagne et dans les villes. Il faut mener des actions de toute sorte qui expriment le refus du peuple de l'actuel état de choses. Les délateurs ne peuvent rester impunis! Guerre sans merci aux entreprises américaines! Bras d'acier contre les américains, civils et militaires que l'on rencontre sur notre sol au service de l'impérialisme!

Les objectifs patriotiques des guerillas doivent être largement divulgués (par téléphone, courier, petites réunions, bulletins, de toutes les façons). Les objectifs des guerilleros sont les suivants: renversement de la dictature, droits démocratiques larges pour tous, liberté d'association pour les paysans, les ouvriers, les étudiants, les militaires nationalistes, les intellectuels progressistes, suppression de la grande propriété foncière, la terre aux paysans, émancipation sociale du peuple à travers des réformes de structures, l'indépendance économique et politique du Brésil.

Les GROUPES DE CINQ et les COMITES D'USINE sont la base de l'organisation du F.P.L. et l'instrument d'appui des guerillas. La consigne est la suivante: organisez des groupes de cinq et des comités d'usine en front unique et avec une structure de commandement du bas vers le haut (commandement de groupe, commendement local, régional, provincial, zonal, national).

Planifiez bien les actions pour agir en sécurité!

Toutes les formes de lutte sont valides. Ne faites rien qui porte préjudice à la population. Faites tout contre la dictature traitre établie dans le pays, dictature qui trahit les travailleurs, la jeunesse, le peuple, le Brésil.

Gloire aux paysans qui ont pris les armes!
Vive les luttes des guerrilleros!
Bras d'acier contre les américains!
A bas la dictature!
LA PAILLE EST EN TRAIN DE SECHER

FRONT POPULAIRE DE LIBERATION.

LA PRESSE TROTSKYSTE

CUARTA INTERNATIONAL
Casilla I204 - Montevideo (Uruguay)
REVISTA MARXISTA LATINO AMERICANA
Casilla I204 - Correo Central - Montevideo (Uruguay)
ALGERIE: Révolution Socialiste
Organe du Groupe IVème Internationale (Trotskyste)
Alger.
ANGLETERRE: Red Flag
Organe du Revolutionary Worker'sParty
2I Bolton Rd. E. I5 - Londres
ARGENTINE: Voz Proletaria
Organe du Partido Obrero (T.)
Centenario Uruguayo I75I - Lanus - Pcia de Buenos Aires.
BELGIQUE: La Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd
Nieuwbrugkaai, 30, Gand
BOLIVIE: Lucha Obrera
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Amadeo Vargas Arce - Oruro
BRESIL: Frente Operaria
Caixa Postal 4562 - Sao-Paulo
CHILI: Lucha Obrera
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Casilla IO D correo San Miguel - Santiago de Chili
CUBA: Voz Proletaria
Organe du Partido Obrero Revolutionario
Monte n° I2, esq. Zulueta - La Habana
ESPAGNE: Lucha Obrera
Organe du Partido Obrero Revolucionario
s'adresser aux journeaux italien, belge ou français.
FRANCE: Lutte Communiste
2I, av. du Président Wilson - La Plaine Saint Denis
ITALIE: Lotta Operaia
Organe du Partido Communista Rivoluzionario
Casella Postale 5059 - Roma Ostiense
MEXIQUE: Voz Obrera
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Alfonso Lizarrago - Apdo Postal 7 - I039 - Mexico DF
PEROU: Voz Obrera
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Apartado 5044 - C. Central - Lima
URUGUAY: Frente Obrero
Organe du Partido Obrero Revolucionario
General Flores 25I5 - Montevideo

****

P O U R V O U S A B O N N E R :

Abonnement ordinaire : 6 mois - I2 numéros : 50 Francs
1 an - 24 numéros : I00 Francs

Abonnement de soutien: I50 Francs

Prière de s'adresser : Claudine POLET
30, Nieuwbrugkaai, Gand

Pour la correspondance et envois d'argent par mandat postal: même adresse

****

Editeur Responsable: Claudine Pôlet, Nieuwbrugkaai 30, Gand.

SOMMAIRE : - Appel à la discussion avec les militants Pro-Chinois.
- Le Front Unique Prolétarien Existe dans la volonté de la classe ouvrière.
- Formation de Comités de Ménagères pour déterminer le coût de la vie.
Imposer l'échelle mobile des salaires sur le base de ce salaire minimum vital.
- Au Guatémala...
- Le Programme du P.O.R.(T)
- Le Programme et les tâches de la révolution à Saint-Domingue et l'organisation du Front Unique Mondial contre l'impérialisme et le capitalisme(Par Posadas)
- La vie de l'Internationale.
- La presse trotskyste.

++

APPEL A LA DISCUSSION AVEC LES MILITANTS PRO-CHINOIS.

Introduction: Nous ouvrons, par cet article, une discussion ouverte avec les camarades-militants du Parti Communiste pro-Chinois, dans le but de clarifier certaines positions politiques, qui sont à la base de leur action. Notre but et l'intérêt de la classe ouvrière est d'organiser le Front Unique et de contribuer à la construction de la direction révolutionnaire, nécessaire pour avancer la lutte vers la prise du pouvoir et le gouvernement ouvrier-paysan.

CHAQUE MOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIERE EXIGE LA PLANIFICATION DE LA CONTINUATION ET L'AVANCE DE LA LUTTE.

L'action révolutionnaire demande l'analyse constante des événements qui se passent. Il ne s'agit pas de faire et de refaire le bilan d'une grève, d'une mobilisation de la classe ouvrière comme quelque chose qui soit déjà finit, mais il est nécessaire de tirer de chaque action, en la plaçant dans son contexte générale, les conclusions dans le but d'orienter comment il faut agir maintenant, de voir ce qu'il faut faire aujourd'hui pour avancer le processus, mieux organiser l'action, sur la base d'un programme révolutionnaire avec des méthodes de lutte de classe et révolutionnaire.

La classe ouvrière, récemment, a fait une série de très riches expériences de lutte, en exprimant sa volonta d'aller de l'avant. En absence d'une véritable direction de classe, elle a pris elle-même en main l'organisation de sa propre direction, outrepassant le rôle de frein, de déviation ou de confusion de la part de ses directions syndicales et politiques. Mais il est clair que la force globale, la décision de la classe ne peuvent pas s'exprimer dans toute leur puissance, à cause du manque de ce centre, capable de diriger, de centraliser, de coördonner les luttes permanentes de la classe ouvrière, dans le but du renversement du régime capitaliste.

Nos camarades pro-chinois aussi agissent encore avec confusion, suite à la limitation et les positions éronnées de leur ligne politique. Prenons des exemples concrètes, comme la grève de La Batterie.

Nos camarades pro-chinois considèrent la grève de La Batterie comme une greve perdue. C'est parce qu'ils mesurent le processus dans ses aspects isolés, pas dans leur ensemble. La grève des mineurs n'a pas été couronné d'un succès direct, mais pour autant ce n'est pas une bataille perdue. Les mineurs eux-mêmes n'ont pas du tout ce sentiment défaitiste. Ils sont remontés en disant: "camarades, la lutte continue!". Ce qui compte en première instance est l'effet qu'a eu cette grève sur l'ensemble de la classe ouvrière. Les

mineurs ont montré un exemple à suivre: ils ont construit leur propre organisation, leur comité de grève, qui a fait des appels aux autres mineurs, à la classe ouvrière et à la population pour soutenir cette grève, ils dnt donné eux-mêmes l'exemple en agissant en solidarité avec leurs camarades en grève à Tamines. Ces exemples vont être suivis et généralisés dans les luttes;qui se préparent dans touts les secteurs de l'industrie.

Le bilan qu'il faut tirer de cette grève, est de voir comment il faut mieux préparer la nouvelle phase de lutte, sur la base de quel programme, avec quelles méthodes de lutte. Là aussi, les pro-chinois ne proposent pas de perspectives claires, parce qu'il veulent en arriver à des conclusions fausses: l'autodétermination par le fédéralisme et l'indépendance nationale.

Qu'est-ce que cela veut dire, l'indépendance nationale? Chasser les Américains et leur domination sur notre marché. C'est une expression de l'opportunisme des pro-chinois: ils se servent du sentiment anti-impérialiste de la classe ouvrière. Mais est-ce une solution pour les ouvriers que les capitaux américains disparaissent de notre marché? Est-ce mieux d'être exploité par le capitalisme belge? Ce qui importe c'est: quel genre d'état, qui gouverne, qui décide et planifie. Il faut en arriver à ce que cela soit la classe ouvrière qui assume le pouvoir, à un Etat Ouvrier en Belgique, à un Gouvernement Ouvrier et Paysan, seule force qui résoudra en définitif les problèmes de la classe ouvrière. Comment y arriver? Par le fédéralisme? Il n'existe pas de capitalisme flamand et wallon. Le capitalisme est uni, nationalement et mondialement. Et la classe ouvrière belge est disposée à lutter contre. Tant en Flandres qu'en Wallonie, elle lutte pour les mêmes revendications. Empiriquement elle est unie. Seul les directions politiques et syndicales la maintiennent divisée. Il faut organiser cette force de la classe ouvrière, pour qu'elle puisse s'exprimer de tout son poids.

Toute la lutte, tous les moyens d'action doivent s'inscrire dans ce but. Commençant par chaque mobilisation, n'importe quel en soit le niveau de lutte, il faut proposer les mots d'ordre qui font élever ce niveau, qui avancent dans l'organisation politique et syndicale des ouvriers, dans la construction d'organismes de double pouvoir. Il ne suffit pas de crier "à l'action", de distribuer des tonnes de tracts et affichettes avec des mots d'ordre vagues. Partant du niveau, déjà atteint dans la lutte, il faut planifier un pro ramme de transition, en élevant constamment la comprehension, le niveau de lutte et l'organisation de la classe ouvrière, jusqu'à la prise du pouvoir pas la classe ouvrière: la lutte pour les 40 heures sans diminution de salaire et sans augmentation des tâches, un salaire minimum vital planifié par la classe ouvrière et l'echelle mobile des salaires en fonction du coût réel de la vie, la contrôle ouvrier sur la production, la productivité et les conditions de travail, les bénéfices de l'automation à la classe ouvrière,.... Il faut impulser l'organisation à la base, dans des comités d'usine et de quartier, qui centralisent les problèmes qui se posent, établissent un programme et planifient les actions nécessaires pour resoudre les problèmes et appliquer ce programme. Il faut stimuler la formation de fractions syndicales qui imposent la démocratie syndicale et la pleine intervention des ouvriers. Il faut exiger la liberté de tendance dans les partis politiques. C'est la classe ouvrière qui doit pouvoir intervenir, exprimer sa volonté, programmer, décider.

C'est le programme pour lequel luttent les Trotskystes; c'est le programme qui est recherché empiriquement par la classe ouvrière dans ses actions. La direction du parti pro-Chinois le sait, et pour cela elle veut le cacher à sa propre base en semant la confusion, en attaquant le programme réformiste de Mandel -avec nos propres arguments- et en le faisant passer pour trotskyste.

Les mineurs ont organisé leur propre comité de grève, ils ont proposé un programme de lutte. Les pro-chinois encouragent cette forme d'action, proposent de former des comités dans les autres secteurs de l'industrie, d'établir des secteurs de laison, pour former un large front. Bien! Mais cette action doit se baser sur un programme. C'est cela la tâche d'une direction d'avant-garde: pousser, orienter. Les mineurs ont sorti un programme, qui exprimait la confusion, par suite des manoeuvres des directions soi-disant ouvrières. Il faut clarifier, expliquer ces manoeuvres, proposer des meilleures formes; pas dans le but d'en tirer des profits pour le propre parti, pas dans le but de noircir avec des insultes dans l'air les autres directions.

Quand le Parti Communiste fait des actions pour détourner la lutte vers une campagne gouvernementale qui ne peut rien résoudre, il faut démontrer logiquement la fausse base d'une telle action, proposer dans l'action une autre base. La CECA impose la fermeture de tous les charbonnages belges (tant en Wallonie qu'en Flandres). Le point de vue de la classe ouvrière est que ces charbonnages sont encore riche en exploitation. Prenons en mais la gestion des mines, à travers l'occupation de la mine et l'exploitation par les mineurs eux-mêmes, la mise en vente avec l'aide de toute la population. Imposons à la bourgeoisie un meilleur equipement technique de la mine, à leur frais. Effectuons le contrôle ouvrier sur la production: les bénéfices de l'automation aux ouvriers. Imposons des augmentations de salaire et la diminution des heures de travail. C'est ce programme là, qui était nécessaire pour avancer la lutte.

Nous invitons les camarades pro-chinois à discuter ce programme ces objectifs. Il faut en arriver au Front Unique dans l'action. Peut être nous ne sommes pas d'accord sur certaines appreciations politiques. On peut ouvrir la discussion sincère là-dessus. Mais ce qui compte en première instance, c'est l'action révolutionnaire. La classe ouvrière a besoin d'une discussion centralisée pour ses luttes. Discutons ensemble du programme révolutionnaire et des propositions de lutte de classe, nécessaire à chaque phase précise de la lutte: discutons du front unique de la classe ouvrière, comment l'organiser, concrètement, comment l'élargir. Ainsi nous contribuerons à l'avance de la classe ouvrière et à la réalisation des objectifs finals/

xxxxxxxxxxx

LOCAL PUBLIC DU PARTI

Camarades,

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) porte à votre connaissance que tous les jours, de I8h.30 à I9h.30, une permanence fonctionne à votre intention en son local public: RUE BRASSEUR, I7, à GILLY (à I00 metres de la Place des Haies), excepté le samedi et le dimanche. Vous êtes tous invites cordialement à venir y discuter et ammener des camarades.

LE FRONT UNIQUE PROLETARIEN EXISTE DANS LA VOLONTE DE LA CLASSE OUVRIERE.

La grève des centrales électriques de l'E.B.ES.qui pendant une quinzaine de jours a perturbé l'activité de l'industrie gantoise permet de dégager certains enseignements confirmant le haut niveau de conscience atteint par la classe ouvriere, son esprit de solidarité et sa clairvoyance.

Cette grève de l'E.B.ES. qui avait pour objectif d'appuyer des revendications salariales et la modification des crîtères de classification, le patronat tenta de s'en servir pour rompre l'unité de la classe en décrétant la mise en chômage des ouvriers de la métallurgie, de la chimie et des textiles, sous prétexte que sans électricité le travail n'était pas possible.

Le patronat en fut pour ses frais, car la division escomptée ne s'effectua pas. Mieux encore, la première réaction des ouvriers fut de se considérer non pas en chômage, mais solidaires de l'action du personnel de l'E.B.ES. et de traduire cette solidarité en exigeant que les journées de chômage soient considérées comme journées de grève et payées en conséquence.

Les directions syndicales firent quant à elles, preuve de beaucoup d'opportunisme. Ce sentiment que les ouvriers manifestaient en se considérant en grève, fut présenté comme l'oeuvre du syndicat qui n'hésita pas à annoncer que des assemblées d'information seraient organisées.

En vérité, cette attitude des directions syndicales plus rompues à la pratique de la conciliation qu'à l'organisation de l'action, était des plus inattendue. Mais le vrai objectif pour elles, était purement publicitaire. Il s'agissait, en l'occurence, de regagner la confiance des ouvriers qui à maintes reprises avaient déjà montré leur mépris, leur méfiance et leur rejet de la politique réformiste, conciliatrice, des syndicats.
Toute la position des syndicats avait été déterminée par le fait qu'ils savaient l'imminence d'un accord. La confirmation en est que, au cours du week-end précédant le début du chômage, la grève de l'EBES prit fin. Les directions syndicales n'était pas sans savoir que cet accord était imminent.

Tous ces évènements montrent clairement qu'il existe dans la classe ouvrière un sentiment de solidarité très développé et que déjà, bien que sous une forme empirique, existe le front unique prolétarien dont à maintes reprises nous avions prouvé l'existence.

Si ce front unique ne se manifeste pas au travers d'actions coordonnées du prolétariat, c'est uniquement par manque d'une direction révolutionnaire, d'en centre capable de diriger les luttes et d'organes permettant à la classe ouvrière d'exprimer son esprit de lutte, sa combattivité, de maniere centralisée.

Dans l'étape actuelle, qui est celle de l'existence du front unique prolétarien sous une forme empirique, jusqu'à celle de l'organisation concrête de ce front unique à la base, sous forme de comités d'usines et de quartiers, il n'y a qu'un pas que la crise du régime qui se précise de plus en plus va amener à faire.

++++++++++
+++++++

FORMATION DE COMITES DE MENAGERES POUR DETERMINER LE COUT DE LA VIE. IMPOSER L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES SUR LA BASE DE CE SALAIRE MINIMUM VITAL.

Parmi tous les problèmes qui sensibilisent la classe ouvrière, celui provoqué par l'augmentation constante du coût de la vie, n'a certes pas fini de se poser avec accuité car il affecte directement les masses laborieuses du pays.

Ces augmentations de plus en plus fréquentes, n'auraient en elles mêmes rien de bien désastreux si automatiquement elles étaient compensées par l'augmentation équivalente des salaires, des pensions, des revenus en général. Chacun sait qu'il n'en est rien. Certes l'index est truqué, et nous ne nous attarderons plus sur ce sujet.

Il reste cependant à ouvrir les yeux sur un aspect du problème que les pourfendeurs de l'index ne considèrent pas.
Le principe de l'augmentation des salaires proportionnellement à la hausse du coût de la vie, dut, à une étape déterminée être accepté par la bourgeoisie sous la pression des masses impulsées par le désir de se préserver de toute atteinte à leur niveau de vie.

Ce système à l'époque déjà, ne pouvait être admis par le patronat dans son intégralité. Pour cette raison, les partis ouvriers,les directions syndicales, une fois le principe admis par la bourgeoisie, eurent soin de fermer les yeux sur la sélection des éléments devant servir à l'élaboration du coefficient d'augmentation des salaires. Moyennant donc ces conditions, le principe de l'index fut admis.

Si, maintenant, la bourgeoisie capitaliste en est venue à truquer ce système éléboré sous son contrôle, c'est que les conditions limitatives qu'elle avait posées ne sont plus suffisantes, que certaines concessions faites il y a peu, déjà elle ne peut plus les supporter et que la nécessité pour elle serait de supprimer l'index comme première mesure contre l'augmentation des salaires. La bourgeoisie voudrait reprendre de la main gauche, ce qu'elle a cèdé de la droite. Le dernier rapport de la F.I.B. prônant le blocage des salaires en est d'ailleurs la confirmation.
En conclusion, les insuffisances de l'index, les manipulations auxquelles il est soumis sont l'expression de l'instabilité de l'économie capitaliste en Belgique.

La solution des problèmes posés par l'augmentation constante du coût de la vie ne se trouve dans aucun programme gouvernemental. Quel que soit le type de gouvernement qui apparaîtra, le capitalisme va poursuivre son offensive pour maintenir ses marges de profit en s'attaquant au niveau de vie des masses. Nous le répètons et les récentes déclarations de la Fédération des Industriels de Belgique est suffisament éloquente à ce sujet.

Dans l'immédiat, la solution aux augmentations du coût de la vie consiste à développer la lutte pour les augmentations de salaires.
La vague d'augmentations des prix depuis quelques années, n'a pas été compensée par l'augmentation équivalente des salaires en raison précisément de la falsification de l'index.

La première revendication à poser afin de compenser cela, c'est le salaire minimum vital. Nous appelons les ménagères à se grouper en comités de quartiers, à y discuter et à déterminer ce salaire minimum vital en fonction du coût réel de la vie actuellement, à effectuer ce calcul en tenant compte d'absolument tous les besoins d'une famille. Il faut imposer au syndicat la discussion de ce salaire minimum vital, imposer au travers d'organes de pression, comme les comités d'usines, les fractions syndicales, l'inscription de cet objectif au programme de revendications immédiates.

Ce salaire minimum vital doit servir de base à l'échelle mobile des salaires. Chaque augmentation du coût de la vie, pour quelque motif que ce soit, doit être compensée immédiatement dans de justes proportions. La solution n'est pas la croisade contre l'index dont la faillite est déjà consommée.

Chaque défaillance de l'appareil capitaliste doit être mise à profit par la classe ouvrière pour porter des coups à la société bourgeoise,pour imposer les solutions ouvrières, préparer les organes de dualité de pouvoir et se mettre en condition d'abattre le régime existant dans la perspective du gouvernement ouvrier et paysan.

AU GUATEMALA

Nous publions ci-dessous un article de "El Guerrillero", supplément n° 6 de Revolucion Socialista, l'organe du Mouvement Révolutionnaire I3 novembre.

LES GUERRILLAS GUATEMALTEQUES SE SOLIDARISENT AVEC LE VIETNAM DU NORD ET LES GUERRILLEROS DU VIETCONG.

Les guerrillas de Guatémala - comme ceux du Vietcong- sont partis à l'offensive devant l'attaque de l'impérialesme yankee contre le Vietnam du Nord. La situation d'affrontement entre le Vietnam du Nord et le Vietcong contre l'impérialisme exige une riposte immédiate de solidarité de la part de toutes les forces revolutionnaires et des masses du monde.

Le Mouvement Révolutionnaire I3 novembre, dans son Front Rodolfo Chacon de la ville de Guatémala, a détaché une patrouille pour attaquer -en réprésaille directe- un agent militaire de l'impérialisme dans le pays.

L'attaque de la patrouille guerrillera s'est réalisée le mercredi passé à I7.30h., quand le Chef de la mission militaire terrestre des Etats Unis de N.A. Colonel Harold Houser passait par l'avenue Reforma, à la hauteur de la I4eme rue. Un defaut mécanique a empêché la liquidation définitive de l'agent yankee. Mais l'operation peut être considérée comme un succès. Elle démontre devant la population qu'il existe une capacité de réaction contre l'impérialisme.

L'objectif répressif de cette mission à Guatémala, démontre l'alliance de la dictature de Peral Azurdia avec le Pentagone et la C.I.A. dans la répression des guerrillas et du mouvement armé et révolutionnaire. Une semaine avant l'attaque traitre au Vietnam du Nord, l'armée à Guatémama, secondé par le Colonel Houser et dirigé par le Colonel Rodolfo Fuentes, a incendié I5 ranches à Izabal et détruisait tout en entrant au village Colombie. Le 9 février, tandis que les impérialistes continuaient leur contre-attaque -à la défensive, parce qu'ils n'ont aucun appui dans les masses vietnamiennes- l'armée ici assassinait une femme dans le village Piedra Parada et maltraitait les habitants de tout le village.

L'armée se sent impuissante pour enlever la base sociale des guerrillas et pour cela elle cherche l'appui militaire yankee et emploie la violence anti-paysanne pour trouver une certaine force et camoufler sa perte d'authorité.

Le Mouvement Révolutionnaire I3 novembre avertit que -tout comme cela s'est passé avec Houser- elle garde un stricte contrôle sur le Chef militaire qui dirige les opérations contre les guerrilleros. Avec la première opportunité s'appliquera la justice révolutionnaire!

Immédiatement après l'action, la Direction Nationale a sorti un bulletin de presse pour informer l'opinion publique. Radio Havana a transmis l'action et informait les masses de l'Amérique latine. L'armée aussi, devant la pression de l'impérialisme, a publié un bulletin. Et la dictature continue comme toujours, à garder l'oeil sur les actions du Mouvement Révolutionnaire.

Le mouvement appelle les syndicats ouvriers et paysans, les partis anti-impérialistes, à réaliser des actions contre l'impérialisme au Guatémala. Il relance son appèl aux Etats Ouvriers (URSS, la Chine, etc.), à la direction cubaine, au P.C. Chinois, à toutes les organisations d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Europe pour qu'ils sortent en appui du Vietnam du Nord et du Vietcong.

OUVRIERS - PAYSANS - ETUDIANTS - ARMEZ-VOUS.

Le Mouvement Révolutionnaire
du I3 novembre.

LE COUP D'ETAT EN ALGERIE MARQUE LE CENTRE DE LA CRISE DE LA REVOLUTION COLONIALE.

L'AJOURNEMENT DE LA CONFERENCE AFRO-ASIATIQUE.

par J. POSADAS.

LA LUTTE OUVRIÈRE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE)
Section belge de la Quatrième Internationale

3è. année — I4 aout I965 — N° 33

---BI-MENSUEL---

Le prochain numéro sortira le 4 septembre. — Le numéro : 5,-

EDITORIAL.

LE GOUVERNEMENT HARMEL REPRESENTE LA CRISE ET LA FAIBLESSE DU CAPITALISME DEVANT LE MURISSEMENT REVOLUTIONNAIRE DES MASSES EXPLOITEES.

Le gouvernement Harmel se destine à défendre le régime capitaliste dans des conditions qui ne cessent de se détiorer pour lui, et à faire face au profond mécontentement de la classe ouvrière et des masses exploitées. La bourgeoisie s'est assurée la collaboration du Parti Socialiste dans ce but car elle espère encore pouveoir s'en servir contre les aspirations et les mobilisations anti-capitalistes des masses. Mais la crise capitaliste est énorme dans le monde entier et en Europe également. D'autre part s'est dans le monde et dans toute l'Europe que la classe ouvrière se mobilise et intervient constamment et qu'un courant révolutionnaire cherche à se manifester et à diriger les luttes. La classe ouvrière en Belgique reçoit cette influence des luttes révolutionnaires des masses du monde, de leur avance permanente, des luttes anti-capitalistes des masses européennes et cela représente un stimulant et un encouragement pour développer ses propres luttes. L'équipe gouvernementale avec les socialistes et le P.S.C. se prépare contre cela, à se préserver contre les revendications des masses, contre leurs luttes, à les contenir et les réprimer.

Mais le capitalisme pour survivre et se maintenir, malgré sa crise se lancera à reprendre à la classe ouvrière les droits acquis au prix de grandes luttes, à faire peser sur elle le prix de sa crise, à empêcher surtout les luttes des masses pour leurs revendications de salaire de diminution de temps de travail, de droit au travail, etc... En ayant pleinement conscience de cela, le P.S.B. est entré au gouvernement, comme une ultime garanti de la bourgeoisie contre les masses.

Le congrès du P.S.B. a voté à 65% la participation gouvernementale. Cela met d'abord en évidence son caractère complètement anti-damocratique, alors que le sentiment et les aspirations de la classe ouvrière

autres. Ceci ne signifie pas un développement de l'économie; siil en était ainsi, le capitalisme aurait raison en offrant un salaire en fonction de la production: à la pièce, au temps, au primes. Le capitalisme dispose de plus de moyens et de forces économiques pour attirer les ouvriers selon cette formule.

Si dans les Etats Ouvriers et dans les révolutions coloniales les masses interviennent, développent des rapports socialistes et poussent au développement gébéral de la société, elles ne le font pas dans une préoccupation d'augmenter leurs salaires aux dépens des autres. Elles se préoccupent de développer l'économie dans son ensemble. C'est pourquoi la base essentielle d' un développement gébéral de la société est l'intervention des masses. On ne peut parler d'intervention des masses que quand ce sont les couches les plus importantes de la population qui peuvent tout décider de façon démocratique. Telle est la manière de mesurer l'avance de la révolution, qu'il s'agisse de pays ex-coloniaux en marche de la révolution nationaliste à la révolution socialiste, ou des Etats Ouvriers.

C'est ce qui est en train de s'exprimer en Algérie. Les mesures prises pour développer l'économie dans les campagnes et les villes, le développement de l'étatisation en sont arrivés à une étape à partir de laquelle, pour pouvoir continuer et avancer, sont nécessaires l'intervention des masses et l'étatisation de tous les secteurs fondamentaux de la société. Telles est la base de la crise. Ne pas avoir pris à temps des mesures d'étatisation complète en s'appuyant sur l'action des masses; a permi que des groupes militaires, liés aux petits propriétaires; aux propriétaires fonciers arabes, à l'impérialisme français et yankee, à des tendances dont les intérêts peuvent pousser à essayer de porter un coup au cours de la révolution, puissent intervenir. " Puissent intervenir " ne signifie pas que le groupe de Boumédienne représente directement les intérêts de l'impérialisme et du capitalisme français : il représente les intérêts d'une couche qui veut freiner le développement de la révolution, qui a peur, qui manque d'assurance et qui dans ces conditions reçoit l'influence de tous les secteurs qui sont intéressés à conservatiser; à limiter la révolution : ce sont les secteurs féodaux arabes; les propriétaires fonciers algériens et en partie l'impérialisme qui poussent, stimulent tous ces gens. Boumédienne s'appuie sur ces secteurs et non sur les masses exploitées, car les masses d'Algérie n'appuient pas une telle mesure, elles veulent au cintraire que la révolution continue à avancer.

En ne s'appuiant pas sur les masses; en ne les mobilisant pas pour élerver les mesures d'étatisation et de socialisation de la terre, la distribution des terres aux paysans, l'étatisation de l'industrie, et des secteurs les plus impottants du commerce et de la propriété, lesgouvernement algérien a laissé un champ ouvert à l'organisation de groupes qui veulent freiner la révolution, c'est ce qui se donne actuellement. Une fois de plus, le Parti Unique s'est montré incapable de mobiliser, d' agir et de freiner. Pour la seconde fois il s'est montré impuissant. Cette crise d'Algérie n'est pas unique; on a vu au Ghana, en Guinée, au Congo Brazzavile, et antérieurement au Gabon : tant que les masses ne peuvent pas intervenir et se mobiliser, il y a toujours une possibilité ouverte pour des coups contre-révolutionnaires ou des tentatives d'arrêter la révolution. Ces tentatives de paralyser la révolution part de l'intérieur et non de l'extérieur. Elle part d'éléments et de secteurs qui dans leur ensemble sont unis au mouvement de la révolution nationaliste : en Algérie, comme au Congo Brazzavile, en RAU, en Indonésie, au Mali, au Ghana, en Guinée, etc.., ces tentatives sont faites pardes secteurs de la direction nationaliste elle-mê même, des secteurs plus arriérés qui en restent à l'étape bourgeoise et qui recherchent le contact de façon directe, consciente, avec les couches de la population qu'ils savent disposées

à les appuyer pour essayer d'arrêter la révolution.

Les mouvements nationalistes sont hétérogènes, En Algérie, au Ghana, en Indonésie, Etc, dans la direction des mouvements nationalistes, sont représentés depuis des secteurs bourgeois jusqu'à des secteurs prolétariens influencés par la révolution prolétarienne. Les luttes intérieures ne sont pas déterminées par une lutte au sommet, mais par l'influence de la révolution colo coloniale. Partout à cette étape, il s'est démontré que tous les co courants, ceux qui ont vaincu sont ceux qui veulent mener la révolution de l'avant. Il y a en Afrique et en Asie, une quantité immense d'Etats Ouvriers en puissance, contenus, freinés, des révolutions comme celles du Laos et du Cambodge, dans lesquelles s'expriment l'influence de la révolution coloniale, des pays qui, sous la pression immense des masses, dans l'impossibilité d'ordonner l'économie du point de vue capitaliste, doivent avoir recours à des mesures révolutionnaires anti-capitalistes, et tendre à dépendre des masses. Ceci ne signifiepâs qu'ils vont appliquer un programme révolutionnaire et le mener de l'avant de façon consciente? . Ils obéissent aux pressions et à la nécessité logique de faire avancer l'économie, mais en même temps ils essaient de freiner, d'empêcher la participation des masses, de les exproprier de leur pouvoir. Telle est l'expérience qui se dégage de toutes les révolutions coloniales.

Dans toutes les directions nationalistes, qui étaient homogènes dans la lutte contre l'impérialisme, au moment de négocier et de discuter, il s'est produit ensuite un processus de différenciation interne. Quelle est la base de cette différenciation? Comment se produit-elle? Ce n'est pas fondamentalement une conséquence des discussions idéologiques intérieures, ni le résultat des expériences programmatiques, idéologiques des directions. Ces différenciations se font sous la pression de la révolution mondiale. Les secteurs qui avancent sur la voie de la révolution ne le font pas en s'appuyant sur leurs,propres déductions, experiences, développement , mais sur les exemples de l'avance de la révolution dans les Etats Ouvriers et dans les autres pays de la révolution coloniale. Il est certain que ceci leur permet de s'élever et de rechercher une forme harmonieuse, ordonnée, de compréhension idéologique, de ce qu'est le marxisme, mais tant qu'elles ne s'appuient pas sur les masses et sur l'avis démocratique des masses, ces directions ne reçoivent ni influence, ni optimisme, ni force, qui leur permette de s'affirmer. De là les luttes au sommet où des secteurs pensent vaincre grâceà un appui indirect des masses, et non un appui direct, puisqu'ils ne leur permettent pas d'intervenir. Les masses appuient indirectement les tendances qu'elles sentent être les plus à gauche pour les pousser en avant, mais entre les directions et les masses il y a tout un abîme : l'abîme créé par une attitude paternaliste, protectioniste, vis-à-vis des masses.

Le Parti Unique reflète le manque d'assurance, le doute, l'hésitation au sujet des objectifs de la révolution, un manque d'assurance, de confiance dans la révolution. Telles sont les conclusions fondamentales qu'ils faut tirer de cette étape. Quand il y a un problème à l'intérieur des groupes nationaux, les différienciations se produisent sous la pression de la révolution mondiale. Ni les directions des Etats Ouvriers, ni les Partis Communistes, ni même dans une certaine mesur la Chine et Cuba - bien que ce soit ces deux pays qui tendent le plus à impulser la révolution - n'aident les tendances nationalistes à voir la voie marxiste de la révolution car eux-mêmes, ne la suivent pas. Ils ne l'appuient pas en ses points les plus fondamentaux et historiquement les plus importants : les masses n'interviennent pas , ne sont pas indépendantes.

LA REVOLUTION ALGERIENNE ET L'ACTION INDEPENDANTE DU PROLETARIAT.

Les directions nationalistes doivent comprendre que leur principal appui est l'organisation d'un parti révolutionnaire : le Parti Marxiste. Mais à la base du parti marxiste il n'y a pas seulement la déclaration de sa filiation marxiste : son caractère marxiste s'exprime dans sa façon de fonctionner, son programme, ses structures, et ses objectifs. Le programme doit poser l'étatisation, l'objectif doit être d'impulser la révolution socialiste grâce à l'intervention des masses. La structure du parti doit être celle de la démocratie révolutionnaire; c'est à dire le centralisme démocratique qui permet l'intervention et l'influence des masses, dans lequel la volonté des masses d'impulser la révolution n'est élimonée, ni contenue ni déviée. Cette volonté il faut l'encourager. La structure du Parti, son fonctionnement démocratique révolutionnaire permet aux masses d'exercer leur influence, les stimule et les anime à intervenir : aucune capacité d'initiative n'est coupée. A la base du développement de la révolution il y a la capacité d'initiative des masses. C'est sur cette base que le pouvoie a été pris en Russie en 1917, et en Chine. Le Parti Marxiste révolutionnaire est indispensable. Mais le Parti Marxiste "évolutionnaire s'exprime à travers le programme, les objectifs, la structure, le fonctionnement et la base prolétarienne, ce qui neveut pas dire que la majorité de ses membres soient des prolétaires. Le fait qu'une série de ces pays ont une population en majorité paysanne; ne signifie pas qu'on ne puisse y former un parti marxiste révolutionnaire, le parti prolétarien. Il suffit que le Parti adopte le programme de la révolution prolétarienne : l'étatisation de la propriété sous toutes ses formes; étatisation de la banque; monopole du commerce extérieur; expropriation et nationalisation de la terre; la terre aux paysans; exploitation collective de la terre dans les grandes exploitations; milices ouvrières. Si en Algérie avaient existé les milices - point qu'à proposé la 4 è Internationale et pour lequel elle lutte partout - comme elles ont existé dans la révolution russe et dans la révolution chinoise, Boumédienne n'aurait pu triompher. Avec l'existence des milices, aucun coup militaire, aucun coup contre-révolutionnaire, aucun coup tendant à freiner la révolution ne peut triompher, car il y a une réaction immédiate des masses; pas seulement un contrôle mais une réaction immédiate armée.

C'est le programme qui définit le caractère et la forme du Parti. Mais pour cela le fonctionnement démocratique révolutionnaire des masses, leur indépendance organique comme classe est bécessaire afin qu'ils puissent intervenir immédiatement. Les masses sont pleines d'initiative et si leurs organismes fonctionnent d'une façon indépendante elles peuvent développer leurs initiatives sans aucune entrave. Peu importe que le Parti soit composé en majorité de paysans, pourvu quessa base soit prolétarienne, que son programme et ses objectifs soient révolutionnaires, que le prolétariat puisse intervenir et que l'armée sur soit basée sur une armée de milices. Si Boumédienne a triomphé c'est parce qu'il exiàte en Algérie une armée de type capitaliste. Il n'y a pas eu le temps pour changer; mais Ben Bella non plus n'a rien fait pour changer. Le triomphe sur l'impérialisme français a eu lieu sur forme de milices. Pourquoi donc ont-ils constitué une armée régulière? C'est ub recul de la révolution tout comme l'est aussi un système parlementaire et un pays constitutionnaliste, qui sont les formes bourgeoises de développement.

Dans leur action, dans leur programme et dans leurs mobilisations, les syndicats doivent être indépendants de l'Etat, dans les Etats Ouvriers ou dans les révolutions coloniales. Mais [illegible] le programme des syndicats et des organisations de masses exploitées, doi[illegible] se fonder dans l'impulsion et dans l'

appui à la révolution. S'ils n'avancent pas, c'est parce que les directions les contiennent: parce que ces directions nationalistes veulent aller vers la gauche -comme allait Ben Bella- chercher à imiter les autres, par manque de sécurité et d'appui historique de la part des directions des Etats Ouvriers et des Partis Communistes. C'est le seul exemple qu'ils ont, la seule influence qu'ils reçoivent: celui des manoeuvres diplomatiques, des astuces, de passer des accords pour tenter d'avancer timidement.

Pour avancer sur ce chemin, le délai est très court. Inévitablement, pour que l'économie puisse avancer, à une certaine étape, elle a besoin de l'appui des masses, de la population. C'est à dire qu'elle a besoin du contrôle, de l'intervention, de la direction de la population pour avancer et éliminer les obstacles qui empêchent son progrès, et qui sont les secteurs ou les intérêts bourgeois, les camarillas bureaucratiques, qui se forment, et par conséquence, l'organisation et les rapports entre ces mêmes camarillas;militaires, politiques, camarillas de l'Etat et syndicales, qui, sous une forme ou une autre peuvent arriver à se coordonner entre elles. Les camarillas syndicales, à cause de leur dépendance du mouvement ouvrier tendent à s'opposer au reste des camarillas mais un certain moment elles peuvent même coïncider contre la marche ou dans le désir de contenir le développement de la révolution.

La plus grande expérience des révolutions coloniales, dans leur montée au passgge à la révolution socialiste montre qu'il ne peut y avoir d'armée qui agisse de façon indépendante ni de police, ni d'appareil d'Etat. Si ceux là agissent de façon indépendante, ils peuvent passer sur l'ensemble de la société, freiner le développement de l'économie étatisée et pour autant contenir l'intérêt des masses et le développement de la révolution socialiste. Et ceci parce que l'appareil de l'armée, qui n'est pas soumis au contrôle des masses ni à leur action développe des intérêts propres, limités; et ne crèe pas la sécurité historique et idéologique dans le socialisme. Ils développent plutôt une intervention paternaliste, administrative, et pour autant, il y a des doutes, des vacillations, des sentiments antagoniques et des contradictions devant toute action des masses et devant toute étatidation parce qu'ils se voiebt dépossédés du pouvoir.

Tant qu'elle n'arrive pas à élever la conscience socialiste, contrôlée par les masses ouvrières qui lui imposent le développement de l'armée dans tous les pays coloniaux et semi-colonaiux tend à créer une conscience et un intérêt opposés au développem ment socialiste de la révolution. Opposés au développement, mais non opposés à des mesures socialistes qu'il peut accepter puisque c'est sa source de ressources et de vie. Mais dans ce processus où cet appareil cherche à contenir le développement socialiste; il doit aussi chercher des alliés et ces alliés il ne peut les trouver ni chez le prolétariat ni dans les groupes qui veulent impulser la révolution. Alors ils doivent chercher les alliés inévitablement, parmi les secteurs qui s'opposent au développement de la révolution socialiste. Et même si au début le désir de contenir la révolution ne va pas accompagné du désir de la faire reculer, de lui porter atteinte, pour se maintenir, il doit chercher l'appui capitaliste des propriétaires fonciers, des commerçants, des financiers, l'appui national et international Là est l'expérience de la révolution algérienne.

L'expérience la plus importante et la plus concluante c'est la nécessité de l'action indépendante des masses qui ne veut pas dire que les masses font ce qu'elles veulent. Les masses ne font jamais ce qu'elles veulent, elles font tout ce qui est dans leurs conviction et dans leurs intérêts de classe, elles sentent comme nécessaire et convenable pour le développement de la révolution. Il n'y a aucun exemple historique des masses ou celles-ci aient appuyé des mesures réactionnaires et contre-révolutionnaires,

ou de contention de la révolution, les masses réagissent contre cela. Aucune mesure de ce genre ne peut se faire.

POURQUOI LES MASSES NE SE MOBILISENT PAS ?

Dans la situation actuelle en Algérie les masses ne sont pas intervenues, il n'y a pas eu des mobilisations du prolétariat et des paysans. Ceci ne peut pas être pris comme une indéfférence de la part des masses. Ce qui arrive c'est que les masses ne voient pas le fond de l'affaire, elles voient que c'est une lutte sur le même plan de la révolution. Boumédienne et Bouteflika sont des types issus du gouvernement Ben Bella, ils étaient dans ce gouvernement jusqu'au jour du coup d'Etat. Le reste du gouvernement Ben Bella n'a pas parlé : il n'y a eu aucune mobilisation, pas d'agitation, aucune mesure qui touche la révolution, aucune mesure contre les masses, aucune mesure contre les étatisations. Les masses ne voient donc pas là un coup direct porté contre-elles. Instinctivement elles se méfient des deux, les rejettent, parce qu'elles ne voient pas la raison de cela, parce qu'elles voient que le giuvernement Boumédienne-Bouteflika ne les a pas appelées à se mobiliser. Si elles avaient été appelées, ceci aurait maontré que Boumédienne et Boutéflika voulaient impulser la révolution d'une façon beaucoup plus audacieuse, dynamique et vigoureuse, et à un rythme plus accéléré que Ben Bella. Mais les masses sentent qu'elles n'ont pas été convoquées ni appelées et elles se méfient; Instinctivement elles se méfient et elles sont déjà en train de discuter et d'organiser dans leurs maisons, dans leurs centres de travail, dans leurs quartiers, tout ce processus de la révolution pour intervenir. Si les masses avaient senti que c'était un mouvement d'appui à la révolution, elles seraient déjà sorties dans la rue. Quand elles ne se sont pas mobilisées, c'est parce qu'elles ressentent que ce n'est pas là un mouvement qui puisse les favoriser. Celle-ci est instinctivement l'action des masses

La plus importante des conclusions que nous devons tirer de ce processus, c'est que, pour que le développement de la révolution coloniale puisse continuer, il doit acquérir le caractère d'une révolution socialiste; c'est à dire : étatiser les secteurs décisifs de la production et de la propriété : la campagne, la ville, le commerce, établir le monopole du commerce extérieur, monopole des finances, étatisation de la banque, socialisation de la terre, exploitation collective des terres, des grandes propriétes déjà exploitées en tant que propriétés capitalistes et distribuer les terres entre les paysans pauvres et moyens, organiser à travers eux des coopératives qui permettent de développer l'économie. Mais pour franchir ce pas, pour qu'il puisse avoir lieu, il est nécessaire, non seulement des mesures économiques et s'appuyer sur l'appareil de l'Etat pour s'imposer au capitalisme, mais surtout , faire participer les masses. L'aide réelle de toute révolution coloniale s'appuie sur deux bases : l'action et l'intervention des masses, action organique et organisée, et le développement de la révolution mondiale.

La révolution algérienne comme toutes les autres révolutions coloniales y compris les Etats Ouvriers, s'appuiebt entre-elles pour que les masses du monde empêchent le capitalisme d'avancer de progresser et de contenrir la révolution. La lutte des masses en Italie, en France, en Belgique, en Hollande, en Angleterre, la lutte des masses en Amerique Latine, est le point d'appui fondamental qu'ont les masses dominicaines pour empêcher l'imperialisme de les écraser ou d'imposer une dictature militaire. C'est cela l'appui. Mais sans la propre action des masses de St. Domingue, il ne fait pas de doute que l'influence mondiale n'aurait pas de point d'appui. Les masses de St. Domingue et le leurs luttes, trouvent un point d'appui dans la lutte mondiale des masses qui entravent l'impérialisme et qui l'empêchent de déclencher la répression et sanglante - comme c'était son idée lors du débarquement des " marines " - Il a débarqué mais a été contenu par l'action des masses de St. Domingue et celles-ci

ont été influencees par la révolution mondiale. Et, à son tour, la révolution mondiale a été influencée par la décision des masses de St. Domingue. Ceci confirme le fait que l'action des masses du monde a un énorme effet et écho. C'est une action de cause à effet.

Le même pour l'Algérie: la réaction des masses françaises, quoique tardive, enmpêche l'intervention de l'impérialisme français, la crise mondiale du capitalisme, ses contradictions mondiales, sont un point d'appui initial du développement de la revolution. La contradiction mondiale du capitalisme ne s'exprime pas fondamentalement dans la lutte entre l'impérialisme français et l'impérialisme anglo-yankee; ce n'est là qu'un aspect partiel. La crise mondiale du capitalisme s'exprime dans la totale perte d'autorité de celui-ci. Les Etats Ouvriers les dépassent dans le niveau de production et de capacité économique; le capitalisme n'a âs d'autorité lui permettant de soumettre les masses du monde; il n'a même pas d'autorité sur la petite-bourgeoisie.

Aux Etats-Unis, augmente constamment l'intervention des masses petites-bourgeoises et des ouvriers qui discutent, qui rejetent, qui se mobilisent pour expulser l'impérialisme du Viet-Nam et de St. Domingue. Ce sont les masses qui font cela. Et les masses de St. Domingue s'en apperçoivent et le ressentent. Là est le rapport mondial des masses.

La contradiction mondiale du capitalisme, la lutte entre le capitalisme français et le yankee, est déterminée par les progrès de la révolution mondiale, qui les fait perdre de la sécurité, qui les fait douter du propre devenir, et des mesures qu'ils prennent, parce qu'ils n'ont pas de points d'appui ni d'autorité sur la petite-bourgeoisie. Pourtant ce n'est plus comme il y a vingt ans, quand une résolution du capitalisme trouvait une autorité absolue pour l'appliquer, sans autre inconvéniant. Maintenant, il trouve chaque fois plus d'inconvéniant à appliquer ses propres résolutions. La crise de l'impérialisme nord-américain, la discussion entre le Pentagone et la Maison Blanche la lutte entre eux-mêmes et les vraies camarillas, les tendances à l'intérieur de l'impérialisme nord-américain, sont déterminées par son insécurité en son propre avenir. Si l'impérialisme se sentait sûr, il prendrait des mesures qui conviennent à eux tous, malgré les luttes internes et les differences d'intérêts. Mais lorsque pour un même problème, se présentent six ou sept mesures antagoniques, c'est parce qu'ils ne savent plus comment s'y prendre. Le Pentagone prend des mesures contre la Maison Blanche, sans que celle-ci en aie connaissance. Par exemple, le Plan Camelot pour l'Amérique latine tend à organiser les forces contre-révolutionnaires: ceci est en train d'indiquer les profondes contradictions qui les minent. La base de ces contradictions c'est la montée de la révolution mondiale qui les fait douter et de là cette bagarre entre eux. L'insécurité fait qu'il cherchent mille et un chemins différents, parce qu'ils n'ont la sécurité pour agir. C'est celle-ci, la situation qui existe dans le capitalisme mondiale; et dans cette situation se place la révolution algérienne. La limitation de la direction algérienne l'a empêchée d'avoir un point d'appui dans le monde beaucoup plus solide et beaucoup plus ferme.

Les masses ne se sont pas mobilisées parce qu'elles voient une lutte interne, elles ne comprennent pas encore très bien se qui se passe. Elles voient qu'ils luttent entre eux et qu'ils font partie de la même équipe; et, en plus, elles ne voient encore aucune mesure prise qui les touche ou qui touche la révolution; Il n'y a pas de doute que, si ces gens arrivent à se maintenir et prennent des mesures contre la révolution et contre les masses, celles-ci vont réagir.

Le coup de Boumédienne s'est appuyé sur une mauvaise situation économique, de critiques, de protestations et de mécontem-

tement général parmi la population. Mais il y a une différence dans le mécontentement: les secteurs petits bourgeois dirigeaien leur mécontentement pour attaquer le développement de la révolution; les masses par contre, manifestaient leur mécontentement en essayant d'impulser la révolution. Le mécontentement des masses a cause de la mauvaise situation économique, à cause de la négligence de la direction, de la distribution bureaucratique contre elles, ne les a conduites en aucun moment à prendre des mesures contre la révolution; tout au contraire, les masses tendaient à prendre des mesures pour son impulsion, pour résoudre les problèmes économiques. Le coup de Boumédienne et Bouteflika tend à faire face à la mauvaise situation économique avec des mesures de recul, de stagnation de la révolution.

Les mesures qu'avaient prises Ben Bella sous la pression des masses pour tenter de répondre aux nécessités du développement de l'économie furent très limitées. Les masses n'ont pas pu se mobiliser; non pas seulement parce qu'elles n'ont pas encore compris le mouvement -elles ne le voient pas directement comme un coup contre elles-, mais parce qu'elles n'ont pas d' independance de mouvements. Et c'est là la conséquence de l' appareil et de la domination bureaucratique. Si les masses avaient l'indépendance de mouvement, contrôle ouvrier, usine par usine, organisation de communes et de conseils syndicaux, elles auraient déjà discuté et se seraient mobilisées.

Il faut appeler les masses à discuter le pourquoi de cette crise et sa solution. Pas seulement des manifestations contre le conseil ou contre le coup lui-même, mais des reunions pour décider ce qu'il faut faire. Les masses n'ont pas pu se mibiliser pour cette raison. Ce fut un mouvement au niveau de l'Etat, et elles n'ont pas leur propre parti. Il y a un Partu Unique qui dépend d'un appareil administratif, bureaucratique.

Le fonctionnement des partis signifie la possibilité pour les masses de se mobiliser, d'avoir une action indépendante. Ceci n'existe pas à cause de l'appareil bureaucratique. Tout Parti Unique, même s'il a au départ une intention révolutionnaire, doit -nécessairement, logiquement et dialectiquement- dégénérer se bureacratiser et se décomposer. Parce que la vie des partis n'est pas déterminée par l'action de la direction, mais par la vie des masses. Le parti en est un reflèt. Le Parti est un reflèt de la lutte de classes, il ne la crée pas, il la reflète, l'interprète et intervient.

Si les masses n'interviennent pas dans la lutte pour le développement, soit de la lutte de classes, soit pour le socialisme, le parti se décompose, dégénère et il ne reste que l'appareil bureaucratique qui ne se sont pas la force, le poids ni l'autorité de la révolution mondiale. C'est pour cette raison que les masses n'ont pas pu se mobiliser. C'est aussi une expérience que doivent tirer les direction nationales des pays coloniaux et semi-coloniaux, qui cherchent la montée de la révolution vers un Etat Ouvrier.

La crise en Algérie montre le degré maximum que peut atteidre les mesures vers le socialisme à l'intérieur de l'Etat capitaliste. A un certain moment -comme en Algérie, où est déjà nécessaire le pas vers l'Etat Ouvrier- on rencontre toutes ces difficultés. La base essentiele pour passer à l'Etat Ouvrier, pour pouvoir se développer, même avec des difficultés et des résistances, mais en prenant le dessus, c'est l'intervention des masses, la démocratie révolutionnaire et socialite.

LE DEVELOPPEMENT DYNAMIQUE DE LA REVOLUTION ALGERIENNE.

Il est évident que la revolution algérienne a parcourru en trois ans, un immense chemin. De toutes les autres révolutions coloniales, l'algérienne est la plus proche de l'Etat Ouvrier, non parce qu'elle a étatisé la propriété plus que les autres -l'Indonésie et la RAU ont étatisé beaucoup plus- mais

parce que en Algérie le mouvement ouvrier et paysan, organisé, est intervenu et a eu du poids sur l'appareil de l'Etat. C'est en Algérie que l'organisation indépendante des masses est la plus profonde. Cela ne signifie pas qu'elle soit tout à fait indépendante, mais que c'est là que ce processus a tendu à s'organiser et à s'approfondir le plus. Après cent trente and de domination par l'impérialisme français, les masses qui avaient été masacrées, pouvsuivies, après sept ans de lutte continuelle, tendent immédiatement à s'organiser dans des syndicats, dans des organisations coöpératives, dans des organisation de masses exploitées pour peser sur l'appareil de l'Etat. Voilà un exemple de la préparation, de la résolution idéologique, spirituelle, consciente des masses. Après avoir été, pendant cent trente ans dominées par l'impérialisme, elles ont tout de suite formé les syndicats qui agissent pour leur propre compte, en imposant au gouvernement Ben Bella (uni à d'autres secteurs du FLN et soumis à la pression de la direction bourgeoise), leur pression. La même pression des masses qui ont occupé les usines, les dits "biens vacants" des français qui ont occupé les banques, qui expulsaient et prenaient des otages, qui organisaient des action collectives pour envahir et faire fonctionner des usines, qui cherchaient d'elles-mêmes à aranger et à remplacer les léléments que les français avaient brisés ou cachés pour les faire fonctionner.

Toute cette pression des masses, obligea une couche du FLN, dirigée par Ben Bella, d'aller beaucoup plus loin. Ce ne fut pas la conséquence d'une expression directe de Ben Bella. Le socialisme de Ben Bella est un socialisme paternamiste, comme l'est aussi celui de la RAU et de Fidel Castro. Ils ne s'appuyent pas sur l'action indépendante des masses, ni sur leur désir. L'objectif de la condtruction de l'Etat Ouvrier -la construction du socialisme- c'est de répondre à la nécessité historique des masses exploitées qui sont majoritaires dans le monde. Il faut donc obéir à leur désir de progrès.

Ce fut l'action des masses qui contraignait le gouvernement. Ni en Egypte, ni dans aucun des Etats Ouvriers, l'intervention des masses n'a joué un rôle aussi important et décisif qu'en Algérie. Cependant, la direction de Ben Bella, tout en cèdant aux masses, en répondant favorablement à elles, limitait, empêchait, contenait et dévalorisait l'action des masses. Elle n'a pas répondu intégralement à cette pression. Si Ben Bella et son équipe avait répondu à l'action des masses, tout serait déjà étatisé, et il n'y aurait pas lieu pour la formation de l'armée indépendante de l'appareil d'Etat;

Ceci est la conclusion que doivent tirer les directions des mouvements nationalitès, qui tendent, qui veulent et aspirent à construire le socialisme, mais sous une forme diplomatique, avec des manoeuvres, en conciliant avec le capitalisme. Elles doivent assimiler cette expérience. Nous comprenons que l'astuce diplomatique est nécessaire pour la direction des Etats Ouvriers. Dans cette étape actuelle, de telle mesures sont nécessaires: des mesures militaires, diplomatiques, économiques, fonancières et politiques. Mais si toutes ces mesures ne s'appuient pas sur l'action des masses, dans leur intervention et dans le contrôle par elles, de l'économie, de la politique et de l'armée, il y a toujours un camp ouvert pour que de telles mesures ne bénéficient pas aux masses et au contraire puissent encourager et stimuler les courant bureaucratiques, des secteurs dont les intérêts se séparent de ceux du développement socilaiste, et qui agissent pour contenir ce même développement de la révolution ou pour le faire reculer. Ce sont là les couches bureaucratiques de l'armée, des syndicats, de l'appzreil de l'Etat et de l'appareil économique.

De toutes les revolutions coloniales, la révolution algérienne est bien celle qui est allée la plus loin, et les

masses algériennes celles qui interviennent et décident le plus. elles réflètent le désir l'impulser la revolution socialiste. Si celle-ci n'a pas avancée plus, ce n'est pzs parce qu'il n'y avaient pas les condition, mais à cause de l'insécurité de la direction de Ben Bella. Et c'est pour cette raison que les masses ne se sont pas lancées dans la rue en défense de Ben Bella.

Si Ben Bella avait eté uni aux masses, à travers un rapport socialiste révolutionnaire, les masses seraient dans la rue. Tout comme au Viet-Nam. Au Viet-Nam, les masses -sous le contrôle, le terrorisme et les menances de l'impérialisme-, sans aucune crainte, sortent à lutter et expulser l'impérialis e: elles l'encerclent et le poussent vers la cote.

Nous comprenons la necessité d'une marge de manoeuvres pour les directions des gouvernements nationalistes, pour avancer vers le socialisme et vers l'histoire. Mais comprenons aussi que cette marge, ces mesures, ⊠⊠⊠ si elles ne vont pas accompagnées de l' action indépendante du proletariat et des masses exploitées, ne peuvent pas acquérir la securité et la confiance nécessaire pour avancer. Ces directions sont timides, elles vacillent, doutent, et, partant, diminuent le rythme de la révolution et permettent l'organisation de forces contre-révolutionnaires.

Ces directions n'ont pas l'appui historique qui leur permettrait de tirer les expériences.Ni la direction des Partis Communistes, ni celle des Etats Ouvriers ne leur donnent un appui conscient: au contraire, elles font des manoeuvres pour empêcher le développement de l'économie. Les Partis Communistes sont contre les révolutions dans cette ligne. Le Parti Communiste a appuyé l'imperialisme français contre la révolution algérienne. Le Parti Socialiste -dirigé par de Gaulle- fut celui qui donna le programme pour écraser la révolution élgérienne; c'es(lui qui séquestra Ben Bella et toute la direction révolutionnaire du FLN à ce moment là. Et la direction des Etats Ouvriers (la direction, non pas les masses: les masses voulaient intervenir) abandonna les directions nationalistes.

Ces directions n'ont aucune base historique de politique et d'action révolutionnaire. Les masses n'ont pas un moyen pour faire sentir leur influence, parce que les directions des Etats Ouvriers n'influent pas sur la politique révolutionnaire, avec leur politique concili trice; et ces directions nationalustes qui veulent avancer rencontrent une entrave: la politique de toutes les directions des Etats Ouvriers ou des Partis Communistes qui sont ceux qui dirigent.

Elles ne peuvent pas élever une confiance qui ne découle pas du mouvement déjà organisé et d'expériences hist riques déjà réalisées. D'où es difficultés que rencontrent ces mouvements nationalistes pour avancer. Mais en même temps, ceci montre que les mouvements nationalistes des pays coloniaux et semi-comoniaux qui passent de révolution nationalidte à révolution socialiste, atteignent une étape où ils entrent en crise. L'Algérie montre cette crise. L'organisations de groupes indépendants de l'intérêt du développement socialiste -sans se poser à certaines mesures socialistes- font que ces groupes ont un intérêt indépendant de caste, de burcaucratie, de secteurs qui n'ont pas confiance dans le developpement socialiste. Un exemple en est l' armée. Les directions nationalistes des révolutions coloniales et les directions qui veulent organiser des révolutions ou la lutte armée -soit dans la guerrilla, soit dans les mobilisations de masse contré le capitalisme, contre l'imperialisme, contre les oligarchies et contre les propriétaires fonciers, doivent tirer l'expérience historique définitive de ce que dans aucune révolution coloniale, l'armée ne peut être indépendante de l' appareil de l'Etat. L'armée doit être sous le contrôle des masses, c'est à dire sous le contrôle direct de l'Etat, et celui-ci sous le contrôle des masses

Dans toute les armées des pays coloniaux et semi-coloniaux, ont doit poser immédiatement le contrôle ouvrier. Telle est l'exemple du Soudan: sans l'intervention des syndicats et la mobilisation des masses, l'armée se serait déjà engégée par la contre-révolution. Mais même ainsi, les syndicats ne peuvent pas peser suffisamment sur les masses paysannes, pour impulser la révolution soudanaise. De même en Algérie.

L'Algérie est un pays de paysans, mais de paysans révolutionnaires. Le paysan de cette époque n'est pas celui d'il y a cent ans. Les révolutions dans le monde, révolutions coloniales et semi-coloniales, la révolution socialiste, ont élevé la confiance des paysans dans leur intervention massive, développé leur sentiment collectif. Le paysan qui vivait attaché à la terre est déjà passé à l'histoire. Même dans les pays où les communautés indigènes sont en majorité, comme en Bolivie, Equateur, Pérou, Guatémala, ces communautés reçoivent l'influence de la révolution coloniale mondiale.

En Algérie, le mouvement paysan reçoit l'influence de la révolution mondiale; les paysans sont très proches de l'esprit socialiste et ont le sens des luttes révolutionnaires collectives. Ils ne résistent pas à s'incorporer aux luttes révolutionnaires collectives. La Bolivie et le Pérou sont d'autres exemples de ce phénomène: les mobilisations paysannes constantes ne sont pas dues seulement aux besoins de terres -bien que ce soit le but des mobilisations- mais par un sentiment de sécurité, 'intervention, de décision, qui se développent sous l'influence de la révolution coloniale. C'est là la base de l'alliance ouvrière et paysanne.

Une des erreurs essentielles de la direction nationaliste de Ben Bella, est d'avoir empêché, limité,l'alliance ouvrière et paysanne. A travers l'alliance ouvrière et paysanne, les organismes dont la base d'alliance est l'expropriation des grands domaines féodaux et des grandes propriétaires arabes, algérens et français, aurait pu liquider, exproprier tout le reste de la terre. Et ceci en même temps aurait fourni une énorme base à l'alliance ouvrière et paysanne, pour influencer l'armée et la controller. La base de l'indépendance de l'armée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux n'est pas que la direction militaire ait le pouvoir de soustraire l'armée à l'influence des masses. Elle est due à la faiblesse et au paternalisme des directions nationalistes et même socialistes, qui permettent l'existence d'une base sociale pour que la direction bureaucratique de l'armée puisse la séparer, l'armée, de l'influence du reste de la société. Si les paysans et les ouvriers interviennent dans la société, fonctionnent, contrôlent, décident; le soldat ne se mobilise pas et n'obéit pas quand on lui ordonne de réprimer les masses et d'agir contre le gouvernement. Au contraire, dans ces conditions l'armée se soulève immédiatement comme se soulève l'armée des masses du monde.

L'armée de milices est la base pour empêcher la bureacratisation, la domination par une couche de la société, du pays; c'est une base pour que les masses puissent intervenir. C'est pour cette raison que le fait que la majorité du pays soit paysanne ne représente pas un obstacle. Cette majorité paysanne est déjà gagnée à la revolution. La situation n'est plus la même qu'il y a cinquante ans. uand le paysan était éloigné de la révolution: Aujourd'hui il est la base essentielle de la révolution. Les milices ouvrières ne font pas partie de l'armée permanente: elles la complètent, mais sont la base essentielle de la défense. L'armée permanente doit être soumise au contrôle des masses, au intérêts de l'application de la politique révolutionnaire. Les milices ouvrières s'organisent sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans les syndicats. Elles obéissent et répondent non pas au commandement de l'armée mais de leur syndicat et quartier; et ceux-ci à travers leurs organismes sont unis et dépendent de manière centralisée de la ligne du programme et des

n'ont rien à voir avec ce vote. La forte minorité qui s'est prononcée contre la participation reflète indirectement le dégout et la révolte de la classe ouvrière pour cette politique pro-capitaliste de la direction socialiste. Mais ils ne représentent cependant pas sa volonté, ni sa décision de lutter. La minorité qui a voté contre la participation n'a exprimé aucune perspective, aucune orientation ni directive de lutte. La crise du PSB s'étend aussi aux secteurs minoritaires de l'appareil socialiste.

Alors qu'elle s'opposait à la participation pendant le congrès, cette minorité a appuyé la déclaration gouvernementale au parlement, soi-disant par respect de la discipline et de l'unité du parti. En réalité c'est parce qu'elle n'a elle-même aucune perspective et surtout elle ne se propose pas de lutter. Elle même n'est pas homogène: bien que se soit une majorité de socialistes wallons, qui ont voté contre la participation au gouvernement, il y a une crise entre eux. Leur "non" laisse la voie ouverte à toutes les démissions et à tous les compromis. Gailly, Glinne, Merlot, etc., se sont retrouvés dans l'opposition. Mais ils ne sont pas les portes-paroles de la classe ouvrière pour autant chacun d'eux cherche selon ses fonctions et ses possibilités à se maintenir au sein de l'appareil et à sauver celui-ci contre le mécontentement et les initiatives révolutionnaires de la classe ouvrière. Aucun d'eux n'a proposé une alternative anti-capitaliste à la crise actuelle, n'a défendu des solutions que la classe ouvrière est capable à donner à tous les problèmes qui se posent.

Le PSB doit jouer aujourd'hui son rôle réformiste dans des conditions où le capitalisme ne peut plus accorder ni céder aucune réforme importante. Pour cela la direction socialiste doit s'engager de plus en plus profondément dans la collaboration avec la bourgeoisie et accepter sa politique. Collard a déclaré que le temps des nationalisations était dépassé. C'est un indice que le réformisme lui-même ne peut plus se maintenir comme auparavant.

Même sur les revendications immédiates des masses, le capitalisme ne cèdera rien. Déjà les augmentations des salaires des pensionnés est remise en question, alors qu'elle se trouvait au premier plan de la propagande électorale socialiste.

Il en est et il en sera de même pour toutes les revendications des masses: la semaine de 40 heures, l'augmentation du salaire en fonction du cout réel de la vie, le droit au travail, etc.

Le gouvernement Harmel se prépare à attaquer la classe ouvrière, à lever de nouvelles impôts, à coördonner les fermetures des entreprises, à organiser le bloquages des salaires. L'aide indirecte du PSB lui est indispensable pour le faire, parce que c'est un moyen plus sur pour de faire participer la direction de la FGTB à se programme réactionnaire.

Cependant, si les directions syndicales et socialistes s'engagent à réprimer et freiner toutes les luttes, la classe ouvrière et son avant-garde se prépare à les organiser malgré tous les obstacles. La détérioration du niveau de vie, les fermetures, les licenciements, le chômage vont continuer à se développer dans la prochaine période, et la drirection socialiste et syndicale en seront les garants.

Il faut se préparer pour donner toute leur expression, toute leur force aux luttes que les masses, inévitablement se lanceront à mener, pour imposer le programme de l'échelle mobile des salaires, l'expropriation sans indemnisation de toutes les entreprises qui menacent de fermeture, le partage du trvail entre tous les ouvriers au sein de l'usine pour empêcher le chômage, la semaine de 40 heures, les pensions au niveau du salaire moyen d'un ouvrier. Les masses doivent intervenir pour tous les problèmes qui se posent à elle! C'est leur intervention qu'il faut préparer, discuter à la base dans les usines, dans les quartiers la crise actuelle, le programme pour y faire face. Organiser des groupes de Front Unique de tous les militants socialistes, syndicalistes, pro-chinois, kroutchéviens, pour tirer des conclusions de lutte anti-capitaliste sur la signification du gouvernement actuel, le rôle du PSB dabs cette étape, etc.

objectifs révolutionnaires.

Le poids social, la force et l'influence ainsi que la decision politique révolutionnaire des masses exploitées s'exercent à travers et au moyen de leurs organismes de classe, et même sur le parti officiel. La pluralité de patis révolutionnaires ne perturbent pas, ne blessent pas ni n'entravent le fonctionnement de l'Etat Colinial Révolutionnaire, ni de l'Etat Ouvrier. La pluralité de partis révolutionnaires n'est pas obligatoire; elle repond à la nécessité dans la révolution/ Son existence permet une pleine capacité d'initiative, d'élaboration, de pensée, de généralisation des expériences les plus élevées des masses et au contrôle de l'appareil de l'Etat et de l'armée. C'est la seule façon pour que puisse se préparer et se développer les dirigeants et les cadres qui répondent aux intérêts de la révolution et, par conséquence, aux intérêts des masses exploitées.

Dans ce sens, il est fondamental que les direction nationalistes suivent l'exemple de la Chine, qui vient de prendre une mesure d'une énorme importance historique. Cette mesure obéit à des luttes internes, mais signifie une pression et un pricessus d'avance de la revolution chinoise, qui va s'exprimer dans peu de temps. Nous l'avons déjà dit dans d'autres articles: le silence des Chinois n'obéit pas à leur indifférence pour le processus actuel, soit à Cuba, soit à St. Domingue, ou au Viet- Nam, mais à cause d'une lutte interne, idéologique et programmatique auprès du cours ultérieur de la révolution mondiale et la préparation à l'affrontement dans la guerre atomique mondiale que prépare l'impérialisme.

Les récentes mesures du gouverment de supprimer les grades et le salut militaire, de rendre égaux le commandant et le soldat. Le soldat n'a plus a être soumis à la rigidité et à la discipline militaire dans cet aspect: il y a le même rapport entre un soldat et un autre, ou entre un soldat et un commandant. En plus, le plus important de cette mesure, c'est que le soldat a le droit de critiquer son chef et de faire des réunions de critique au chefs. Le soldat a le droit de refuser, d'obéir à des ordres. Il peut rejeter et critiquer toute mesure qui aille contre la finalité politique révolutionnaire du programme du Parti. Voilà une mesure que doivent suivre tous les mouvements, gouvernements nationalistes.

NECESSITE DE LA DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE POUR FAIRE AVANCER LA REVOLUTION.

Il est évidant que l'Etat Ouvrier Chinois -qui agit sous la pression et la préparation du Parti- est une chose, et que la révolution nationaliste en est une autre: mais il faut en arriver à des mesures comme celle-là, c'est à dire à la démocratie révolutionnaire dans les pays coloniaux. Il ne peut y avoir de démocratie socialiste, là où il n'y a pas encore un Etat Ouvrier, mais une démocratie révolutionnaire, c'est à dire que les masses doivent discuter, intervenir en tout et décider. Au sein de l'armee même on doit discuter. Pourquoi ne discuterait-on pas dans l'armée, comme on discute dans les syndicats, dans les usines et dans la campagne? Une des plus grandes limitations de Ben Bella est de n'avoir pas fait intervenir les masses pour contrôller l'armée.

Le seul fait que Boumédienne organise une armée indépendante de l'influence de l'appareil d'Etat, indique son manque de confiance, quant au chemin à suivre vers le socialisme; sans cela, il aurait soumis l'armée à l'ensemble du programme de l'appareil d'Etat. Toutes les accusations de dictature, de "pouvoir personnel" de Ben Bella, sont des mensonges. Malgré ses prétentions égolâtrie et vanité de chef historique, on ne peut douter que Ben Bella ait été un chef revolutionnaire, qui a

cédé plus aux masses qu'à l'impérialisme, qui s'est soumis plus à la pression des masses qu'à celle du capitalisme, de l'impérialisme et des propriétaires féodaux. La grande limitation de Ben Bella fut son attitude paternaliste. Il aurait du sentir u -et toutes les directions nationalistes doivent en tirer la conclusion- que cette lutte a une limite; que pour lutter contre les organisations comme celle de l'armée, de couches bourgeoises, de secteurs de la bureaucratie, rien ne remplace l'intervention des masses. Il est évident que le temps historique dont il a disposé est très court pour résoudre tous les problèmes de l' Algérie. Mais la situation n'est plus la même qu'il y a vingt ans. A cette étape historique, les délais se raccourcissent sous l'influence de la revolution mondiale. Le gouvernement de Ban Bella a eu suffisamment de temps pour céder aux masses. La direction du gouvernement ne s'est pas fondue aux masses, parce qu'elle était en partie séparée de leurs intérêts. Le gouvernement ⊠⊠ lui-même reflétait encore les contradictions dues à son ori ine: c'est une direction nationaliste bourgeoise dans laquelle coëxistait une tendance de droit, une ⊠⊠ tendance centriste et la tendance Ben Bella, qui cherchait la voie du socialisme. Cette tendance n'a pas triomphé. En partie faute de temp historique et en partie à cause de son propre manque de conscience. La responsabilité historique, de ce processus ,'est pas à rejeter sur le groupe Ben Bella, ni sur le mouvement, mais ⊠⊠⊠⊠⊠⊠ sur tout, sur les directions des Etats Ouvriers et des Partis Communistes qui n'offrent aucune base historique d'expériences, de tradition, d'influence politique révolutionnaire. Toutes ces revolutions coloniales, toutes ces révolutions nationalistes qui passent de l'atape de la revolution coloniale a celle de la rév lution socialiste ou qui recherchent les voies de ce passage, n'ont pour s'appuyer que l'expérience empirique des masses, et en partie l'influence de la IV° Internationale. Le programme de la IV° Internationale, l'action des Trotskystes dans le monde -même limitée par le nimbre et les moyens matériels- sont les seuls qui ont défendu le programme intransigeant de la revolution permanente, du passage sans arrêt historique de la revolution nationaliste à la révolution socialiste. C'est de cette façon que se développe aujourd'hui les révolutions, que ce soit en Algérie, en RAU, en Indonésie, en Syrie ou en Irak. Les Trotskystes sont les seuls à l'avoir prévus et inclus dans leur programme. Les Trotskystes, la IV° Internationale, luttent dans le monde entier pour ce programme et cette conception de la r volution, pour ces objectifs. A l'époque où elle fut formulé cette conception, cette action des Trotskystes, semblait aventureuse. Elle se vérifie maintenant: il ne peut y avoir une révolution coloniale qui s'arrête à l'etape de la révoluti n bourgeoise. Dand le cours révolutionnaire tout arrêt signifie un recul.

Telle est l'expérience qu'il faut tirer et retirer. Cuba a montré comment il était possible de passer en deux ans de la révolution bourgeoise à la revolution socialiste. Ceci ne veut pas dire que le passage s'est fait sans difficultés, et l'Algéri aujourd hui en rencontre aussi. La direction de Ben Bella n'a pas su se séparer à temps des secteurs bourgeois nationalistes de droit; elle n'a pas su faire non plus appèl aux masses pour y trouver un appui social historique pour vaincre la résistance de ces secteurs; elle a voulu vaineme t vaincre les tendances bourgeoises au sommet, se débarasser d'elles par une lutte diplomatique, par les maoeuvres, des ruses, et elle a perdu. Il n'y a p s de place dans l'histoire pour la ruse. On peut tromper les ouvriers transitoirement: on ne peut les tromper longtemps. Ni eux, ni la bourgeosie, car celle-ci réagit en fonction de ces interêts de classe, elle a son flair, son instinct, son expérience et sa connaissance des problèmes économiques et sociaux. On ne peut tromper historiquement le prolétariat.

Ben Bella n'organisa pas toute la force qu'il aurait pu utiliser. Au contraire, il la limita. Au cours de la dernière année, les masses avaient élevé leur intervention, elles recherchaient et désiraient un appel de Ben Bella, les invitant à intervenir, à etatiser, à exproprier. Au cours d'un Congrès récent, quand le gouvernement céda, il le fit pour organiser une base d'appui solide, mais aussi pour organiser une aristocratie ouvrière comme en Yougoslavie et en URSS; non pas une aristocratie ouvrière comme celle qui existe dans les etats capit listes, mais comme celle qu'il y a dans les Etats Ouvriers, où elle a ses intérêts de secteur et tend à freiner l'avance de la révolution.

Les masses ont rejeté l'autogestion, et proposé au contraire le contrôle ouvrier et le développement de l'exploitation collective. Les masses ont démontré qu'elles voulaient étatiser toute la propriété, exproprier complètement l'impérialisme, lui arracher les terres. Ben Bella les a freinées. Pourquoi? Parce de telles mesures l'aurait contraint d'affronter l'empérialisme? De toute façon, il sera obligé de la faire demain, Parce que l'armée française est en Algérie? Avant, ils étaient plus d'un demi milion et ils ont été vaincu par le peuple algérien. Les masses algériennes étaient disposées à liquider tous les propriétaires fonciers, moyens et grands, algériens et français. Elles étaient disposées à liquider et à expulser l'impé(rialisme; Les congrès ouvriers et paysans, l'ont démontré. Les masses exploitées avaient manifesté leur volonté d'impulser la révolution en liquidant ce qui reste du capitalisme. Ben Bella et son équipe les ont retenu, freiné, et ont empêché le développement de tendance révolutionnaire, qui voulait liquider le capitalisme.

Ben Bella a mené une politique de liquidation de l'aile droite, de tous les secteurs liés, soumis à l'impérialisme et au capitalisme, mais il a pris ces mesures de façon limitée, administratives, bureaucratique, sans intervention des masses, par des luttes et des discussions au sommet. Dans l'appareil administratif bureaucratique de l'Etat, la lutte des masses se réflète de façon limitée, comme un écho très lointain. L'appareil n'exprime pas la volonté directe des masses. Même à des secteurs, comme celui de Ben Bella , qui reçoivent l'influence des masses, celle-ci ne leur parvient que de façon limitée. Leur action n'est pas dictée par l'esprit et la volonté révolutionnaire des masses, mais par le désir de pr grès des directions nationalistes. Même cette lutte bureaucratisue pour liquider l'aile droite, Ben Bella ne la mena pas jusqu'au bout. Toute cette lutte se fit sans interventions des masses; celles-ci ne purent décider ni gagner des p sitions dans l'appareil de l'Etat. Ben Bella a réprimé l'aile droite; mais aussi la gauche. Certains secteurs de gauche. Il n'y eut pas de terrorisme contre la gouche, mais une répression quand même.

Ce n'est pas en répromant indistinctement qu'on realise l'union de toutes les forces de la revolution qui existaient et existent encore. On doit mener la répression contre la droite en s'appuyant sur la mobilisation des masses, ceci permet d'élever, d'encourager, et de gagner de l'autorité sur les tendances qui, même si elles ne sont pas r volutionnaires que de façon limitée, sont sensibles à cette expression de la capacité d' organisation et d'action des masses. En élevant la confiance historique de ces secteurs, en les gagnant à la révolution, on influence la direction e le-même, qui peut avancer de façon plus décidée sans rencontrer d'obstacles importants: on élimine les obstacles soulevés par la droite, et la bureaucratie de l'armée plus soucieuse de ses intérêts propres que de ceux de la révolution.

L'impérialisme et le capitalisme ont une porte qui leur permet d'entrer pour pressioner et freiner le cours dynamique

de la révolution algérienne. Les masses se spnt senties entravées, déviées, assujeties. Elles voulaient impulser la révolution et passer à la révolution socialiste. Pour cela il ne manquait qu'à étatiser certains secteurs de l'économie. En même temps les masses devaient souffrir les conséquences de la mauvaise situation économique: elles ont dénoncé le fait que la bureaucratie militaire, syndicale et de l'appareil d'Etat (techniciens, etc.)accaparaient pour elle-même le meilleur et que la part de production consacrée à la consommation des masses était très réduite.

Ben Bella esperait que la conférence Afro-Asiatique lui donnerait une plus grande autorité et ferait pencher en sa faveur le rapport des forces avec les secteurs de Boumédienne et de Bouteflika, secteurs de droite de sa propre équipe. Il continuait dans la voie paternaliste; protecteur vis-à-vis des masses et conciliateur vis-à-vis des secteurs de droite. Le résultat était que les secteurs les moins confiants dans le développement de la révolution se sont décidés à donner le coup devant la perspective de cette augmentation du pouvoir de Ben Bella. Ils comp taient que Ben Bella et sa tendance ne mobiliseraient pas les masses ou ne pourraient le faire. Tous les secteurs qui avaient intérêt à freiner la révolution (les propriétaires fonciers, les grands et moyens ~~xxx~~ commercants, etc.) s'appuyèrent sur ces sec teurs et les ont encourgé à donner le coup militaire. Ce coup est donc la conséquence de la politique paternaliste de Ben Bella, de la soumission des masses à l'appareil d'Etat.

Ben Bella lui-même a recherché la conciliation avec l'impérialisme; il a essayé de tirer profit de l'imperialisme français et yankee, s'est pourquoi il n'est pas exclu que l'impérialisme yankee essaie de s'introduire en offrant des produits alimentaires, des crédits, pour tenter d'unfluencer le gouvernement. Dans ce sens il va se heurter à l'impérialisme français qui va s'opposer à de telles mesures et ce sera une contradiction de plus entre eux. Il n'est pas interdit aux directions nationalistes des révolutions coloniales de tenter de tirer profit des divergences, des contradiction et des luttes inter-capitalistes, mais elles ne peuvent le faire qu'en développant la révolution. La seule façon de tirer avantage des relations diplomatiques avec le monde capitaliste, consiste à pousser de l'avant la révolution, tout en maintenant et essayant de développer l'économie et la production. Tout accord, toute relation avec l'impérialisme qui tende à porter préjudice à la révolution, qui paralyse la révolution, qui présente l'imperialisme comme un soutien desintéressé dont le but est de soutenir la démocratie, trompent les masses, et trompent surtout les masses des pays impérialistes.

Les masses nord-américaines doivent voir que les pays coloniaux et semi-coloniaux, que les Etats Ouvriers rejetent, méprisent, attaquent l'imperialisme yankee et l'accusent d'être l'axe fondamental de la contre-revolution mondiale. Ben Bella a fait -comme les directions des Etats Ouvriers- toute une série d'accord diplomatiques et commerciaux, établi des relations politiques avec l'impérialisme yankee, français, etc., qui présentent l'impérialisme comme un bien-faiteur, prétendant qu'il est possible de concilier ou de coëxister avec lui. Ceci est tromper les masses des Etats Ouvriers, des pays capitalistes et surtout des Etats-Unis. C'est un coup porté au développement de la conscience révolutionnaire des masses et par conséquent une entrave au développement de la révolution.

Si la revolution en Algérie n'a pas avancée d'avantage, ce n'est pas par manqye de possibilité mais à cause de la limitation idéologique, programmatique, du manque de compréhension de la direction algérienne qui n'a pas su s'élever jusqu'à la compréhension marxiste de la révolution. Elle était sur cette voie, mais elle avanait lentement. L'histoire démontre qu'on

ne peut pas attendre que les directions comprennent et agissent. L'histoire, c'est les masses et le capitalisme qui agissent. Ben Bella n'a pas permis que les masses agissent; il a même freiné les grèves. Les masses faisaient grève, occupaient les usines, imposaient l'expropriation, l'étatisation et le fonctionnement des usines, des établissements de commerce, que l'impérialisme français sabotait. Si Ben Bella avait cédé aux masses, il aurait triomphé, même si la lutte avait été dure. De telles mesures auraient aggravé le conflit interne qui l'oppos it au groupe militaire et au secteur bureaucratique. Mais la solution était plus simple, plus facile et n'aurait pas arrêté le développement du commerce. La crise se developpait sans cesse, malgré le cours ascendant de la revolution socialiste, parce que les masses b'avaient pas été appelé à intervenir, parce qu'on leur avait imposé une série de limitations aux grèves et aux occupations. C'est ce qui a été à la base du triomphe du coup militaire. Mais nous répétons que des coups militaires durent peu, car ils n'ont aucune perspective historique.

LE COUP MILITAIRE N'A AUCUNE PERSPECTIVE DE SE MAINTENIR.

Les masses d'Algérie ont démontré qu'elles veulent occuper les terres, les usines et les faire fonctionner, exproprier ce qui reste du capitalisme français, de l'impérialisme français. Dernièrement les masses étaient en train de dénoncer l'organisation de la bureaucratie, l'expropriation par la bureaucratie des intérêts du développement de la revolution. Au cours d'une série de congrès ouvriers et paysans -congrès de l'électricité, de la métallurgie, des paysans des secteurs des coöpératives et des secteurs autogérés- les masses ont exprimé leur critique. Bien que ces congrès aient été préparé à l'avance, les délégués sélectionnés, et qu'ils se soient réunis sous une certaine pression paternaliste et terroriste, tendant à éviter des prises de position révolutionnaires, les masses y ont exprimé leur critique. Des délégués représentant des secteurs très importants de la population paysanne, ouvrière et employée, manifestèrent leur déaccord avec l'appareil d'Etat. Ils ont dénoncé la formation et l'existence du'une bureaucratie, dénoncé ces usurpations. Ils disaient: "Ils (c' st à dire la direction syndicale, le commandement de l'armee, la direction de l'appareil d'Etat) nous demandent des sacrifices, mais nous sommes les seuls à en faire, et pas eux; ils nous demandent de prendre patience, nous sommes patients, mais euc pas: ils ont villas, voitures, et mangent bein. Nous voulons des écoles, nous voulons l'instruction, nous voulons intervenir". C'est cela la force de lé révolution algérienne. La direction de Ben Bella n'a pas su sentir ni comprendre cela, elle n'a pas cèdé à cette pression, elle n'a pas su sentir ni comprendre cela, elle n'a pas cèdé à cette pression, elle n'a pas su lui permettre de s'exprimer, et de se fait, elle est resté prisonnière de l'appareil d'Etat, de sa structure bureaucratique. La démocratie révolutionnaire aurait évité tous ces maux. Démocratie révolutionnaire signifie: droit pour le syndicat de fonctionner librement et indépendamment et de poser et décider tout ce qui est utile à lá révolution. Les ouvriers ne vont pas proposer des salaires qui aillent contre les intérêts de leur Etat: ils ont plus de sens pratique et de compréhension historique que tous ces dirigeants, car ils luttent pour développer la societé dirigée par eux. Mais pour cela il faut prendre des mesures qui permettent ces interventions: contrôle ouvrier, contrôle à travers les syndicats, contrôle sur l'armée, l'armée ne peut rien décider par elle-même, elle doit vivre politiquement comme en Chine et à Cuba, en partie seulement où, bien qu'il n'y ait pas un fonctionnement des masses, il y a quand même un type de fonctionnement apte à empêcher l'organisation de tendances bureaucratiques. L'e reur des Cubains consiste à ne pas permettre le développement de la démocratie socialiste qui existe mais sous une forme restrainte. Il faut la développer, camarades cubains, non pour empêcher la formation de castes militaires,

mais pour permettre à la révolution d'avancer d'avantage dans le monde. Les masses doivent contrôller l'armée, l'armée doit avoir une vie politique comme en Chine, les soldats qui sont des ouvriers et des paysans, doivent être liés au syndicat, à la vie politique indépendante; il faut lier cette revendication à celle du droit de constituer le parti, c'est à dire et seulement les partis révolutionnaires. Il est possible maintenant que la tendance de Bouteflika demande que l'armée dispose d'un moyen parlementaire constitutionnel d'intervenir dans la vie politique. Ceci est un recul, et il ne faut pas le permettre, les masses ne doivent pas le permettre; s'il y avait eu la démocratie révolutionnaire, les masses auraient empêché ceci. Ce qu'il faut actuellement, ce n'est pas la forme constitutionnelle démocratique parlementaire, qui est la voie d'accès au capitalisme, parce que c'est la façon de tromper les masses, de contenir leur expression. L'Algérie est un pays en révolution vers le socialisme et qui doit prendre des mesures révolutionnaires. La conclusion n'est pas la forme parlementaire, constitutionnelle de pluralité de partis, mais la forme soviétique, insister dans la forme politique des communes et des soviets et, partant de là, pluralité de partis revolutionnaires. L'existence de partis doit être sur la base de l'appui inconditionnel au developpement de la révolution algérienne vers un Etat Ouvrier. La base de l'existance de tous ces partis doit être la lutte pour impulser l'étatisation, la socialisation de l'Algérie. C'est cela la base, non pas la pluralité de partis bourgeois, petits-bourgeois, qui sont des partis capitalistes. Si l'Algzrie passe à la voie bourgeoise constitutionnelle parlementaire, c'est un recul juridique qui va avoir des effets économiques et sociaux sur les masses. Les masses doivent rejeter et doivent faire une mobilisation en posant l'organisation d'une assemblée Constituante d'ouvriers, soldats et paysans, pour decider du cours de la révolution algérienne. Que les masses sortent dans la rue pour décider! Pourquoi le gouvernement Boumédienne et Bouteflika n'appelle-t-il pas les masses? Parce qu'elle sont contre lui; s'ils avaient des intérêts réels liés aux masses, ils les auraient déjà appelées.

La recconnaissance du gouvernement de la part des Chinois n'a aucune importance, elle ne donne pas une qualification au gouvernement Boumédienne; c'est une manoeuvre des Chinois, incorrecte, que nous rejetons. Le but était correct, mais non pas la manoeuvre diplomatique, parce qu'elle a donné une autorité politique à un gouvernement qu'il faut renverser; cette mesure des Chinois a été pour tenter de mener de l'avant la Conférence afro-asiatique. Les Chinois ont cru que cette Conférence avait plus d'importance que le gouvernement algérien, parce que cette Conférence se serait imposée même au coup militaire de Boumédienne. C'est incorrect, ce qu'ils ont fait, parce quecela donne une autorité politique à un coup militaire, qui n'e t pas progressiste, mais qui tend, au moins, à faire stagner, à diminuer le rythme de la révolution. Parce que, si le coup avait pour but d'impulser la révolution, il l'aurait déjà montré, il aurait déjà pris des mesures

LE COUP D'ETAT ET L'IMMOBILITE ACTUELLE.

L'immobilité qu'il y a actuellement, ce n'est pas parce qu'ils ne savent pas que faire. L'intention de Bouteflika est claire: il s'agit de contenir le développement de la revolution. Mais il ne sait pas comment organiser les forces sociales pour imposer cela, et il y a crise. Une semaine après le coup, il n'y a encore ni forme de gouvernement, ni programme, aucune intervention, intention, claire, décl rée -ceci montre qu'ils trouvent des difficultés et qu'il y a une crise interne. Il font un coup, en essayant de prendre par surprise les masses algériennes, et maintenant ils ne savent que faire parce qu'ils ne peuvent ni mobilser les mass s, ni les reprimer; ils n'ont

pas la capacité pour écraser ou réprimer la volonté révolutionnaire des masses.

L'attitude des masses algériennes n'est pas d'indifférence: elles sont en train d'observer, elles voient que c'est une crise à l'intérieur du gouvernement, parce que tous faisaient partie de ce gouvernement et elles ne voient pas une grande différenciation. Les masses établissaient la différenciation mais non pas comme une grande différenciation, parce qu'elles n'ont pas vu une décision du gouvernement Ben Bella, pour les appeler contre tus ses secteurs. Ben Bella a cru que le temps éliminerait les secteurs de droite. Il est évident qu'il a réussi dans toute une série de mesures diplomatiques, mais parce qu'il a liquidé les secteurs directement liés à l'impérialisme, comme Farès, et des intermédiaires entre le capitalisme français, le capitalisme mondial et la révolution algérienne, comme l'était Ferat Abbas et sa camarilla. Mais les autres, reflètaient, des tendances beaucoup plus proches de la révolution nationaliste. Dans ce processus il n'y avait, pour organiser une organisation révolutionnaire, d'autre façon que celle de la mobilisation et de la vie politique révolutionnaire des masses, et cèder à leur pression pour exproprier tout le capitalisme et former des soviets.

Ce gouvernement actuel, ce coup militaire, n'a pas d'autorité pour s'imposer, s'il l'avait, déjà il l'aurait fait. La surprise du coup devait être accompagnée d'une imposition militaire. Si ils ne l'ont pas fait, c'est parce qu'ils le craignent, parce qu'ils ne trouvent ni l'acceuil ni l'autorité nécessaire pour l'imposer. Il est évident qu'ils n'ont pas tous la même intention. Il est très possible que Boumédienne ait voulu contenir le développement, mais pas imposer le recul; tandis que d'autres forces au sein même de son group veulent contenir et faire reculer la révolution. Les masses ne vont pas le permettre. L'issue de cette crise n'est pas de laisser Boumédienne et Bouteflika décider; ce n'est pas non plus le retour de Ben Bella (encore que nous ne soyons pas contre ce retour). Ce qui est nécessaire c'e t de voir comment résoudre cette crise et là les masses doivent intervenir. Il faut faire une grève générale pour imposer la convocation de l'Assemblée Nationale Constituante pour l'alliance ouvrière et paysanne et la mobilisation pour exproprier les terres qui sont encore aux mains des Français; Il faut appeler l'armée à désobéir aux ordres qui vont contre le développement de la révolution algérienne, et exiger la réunion de l'Assemblée Constituante des Ouvriers, des Soldats et des Paysans qui déterminera un programme d'étatisation de tout ce qui reste de l'exploitation privée: non pas les petites et moyennes propri tés pauvres, mais des grandes propriétés agricoles, industrielles ou commerciales, la banque, etc. Il faut exiger le monopole du commerce extérieur, le développement des exploitation coöperatives agricoles, l'exploitation collective des grandes propréiétés pour passer, non à l'autogestion, mais au contrôle ouvrier. L'autogestion est un recul dans le domaine économique. C'est une mesure qui tent à impulser le développement économique sur la base de l'intérêt individuel, et ceci va à l'encontre du développement du sentiment socialiste, contre la création des bases collectives de la nouvelle société. La société socialiste ne va pas triompher seulement parce qu'elle se développe plus vite que la société capitaliste. Pour battre le capitalisme sur le terrain de la production et de la productivité il faut mettre en oeuvre les formes collectives de priduction et celles ci ne peuvent se developper si on stimule l'intérêt individuel de chacun. La formule: "de chacun selon ses capacités" est très limitée. Le programme, la détermination des objectifs du plan s'établissent en fonction de l'ensemble des intérêts de la société: un secteur y compense les limitations économiques d'un autre et ceci développe l'esprit socialiste. Le socialisme se construit, non parce que sous le socialisme il y a une plus gran-

de abondance que sous le capitalisme, mais parce qu'il existe, à la base, une co science et un sentiment socialiste, et s'est en s'y appuyant qu'il est possible de développer l'économie dans ce sens. Le progrès économique de tout Etat Ouvrier va accompagné du sentiment de de la conscience socialiste des masses qui appuyent le développement économique et influent sur lui, le déterminet, le dominent et le contrôlent.

C'est pour cela que toute mesure d'autogestion ou d'intensification de l'intérêt privé de chaque ouvrier est un recul dans les mesures socialistes, parce que cela crée l'intérêt individuel de l'un contre l'autre; tandis que le développement de l'économie socialiste va accompagné de la creation du sentiment collectif socialiste. Les ouvriers admettent encore une certaine différenciation de salaire, parce qu'ils le considèrent encore nécessaire, non pas à cause du pénurie ou du manque. Mais à cause de la limitation de la direction. Existent déjà toutes les conditions pour aller vers l'élimination de la différenciation des salaires, mais pour cela il faut la démocratie socialiste, et dans les pays en voie de développement d'Etat capitaliste à Etat socialiste, il faut la démocratie révolutionnaire des masses, non pas de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie aisée, mais des masses. Ce sont là les mesures qu'il faut prendre.

Toute lutte dans les directions nationalistes pour faire prévaloir la tendance de gauche, ne peut pas se mener de l'avant sans la participation des masses. Si elle se fait sans la participation des masses, les efforts sont très limités et laissent toujours en activité des groupes organisés, décidés, résolus à intervenir ou en attendant l'opportunité d'intervenir, parce qu'ils voient que les masses n'interviennent pas. En intervenant, les masses leur enlèvent la zone, la base sociale qui leur encourage et les décide d'intervenir. De là que la lutte contre toutes les ailes de la droite doit se faire sur la base de la mobilisation des masses, de leur élévation et du contrôle de l'organisme de l'Etat. Et une des bases pour le contrôle de l'Etat, de l'armée, de la police, c'est la large démocratie révolutionnaire et la démocratie socialiste des masses; qu'elles puissent intervenir, decider, surveiller, contrôller et impulser la révolution. Plus la population intervient, moins il y a du terrain et de base sociale pour que la contre-révolution puisse se développer.

LES MASSES ET LE COUP MILITAIRE.

En Algérie, il faut réclamer, exiger que les masses interviennent de façonindépendante, appeler les masses à la grève générale tout de suite pour imposer une Assemblée Constituante d'ouvriers, soldats et paysans: et là déterminer le programme soviétique, l'étatisation du reste de la grande et moyenne propriété agricole, industrielle et commerciale, la forme coöpérative et collective de la production, donner la terre aux petits paysans, le monopole du commerce extérieur et la nationalisation de la banque. Ce sont là les mesures qu'il faut prendre maintenant. Le contrôle ouvrier sur l'armée. Les masses qui font partie de l'armée sont exploitées, ce sont des membres de l'Etat révolutionnaire algérien et doivent obéir non au commandement de l'armée mais aux intérêts de l'Etat algérien. L'absence d'interventions des masses a empêché que le programme puisse aller vers le socialisme à un plus grand rythme. C'est pour cela que Boumédienne a pu maintenir une camarilla militaire, former une caste militaire d'intérêts contraires au reste de la population, des différenciations; il n'y a pas d'intérêt pour le retour de Ben Bella pour qu'il fasse la politique qu'il était en train de faire; il y a l'intérêt d'un gouvernement ouvrier et paysans, d'une Assemblée Constituante d'ouvriers, soldats et paysans qui doit lutter xxxxxx pour la soviétisation de l'armée sur la base d'un gouvernement ouvrier et paysan avec le programme d'étendre les mesures socialistes dzns l'armée. C'est cela la conclusion qu'il faut tirer.

Toute l'attaque de l'URSS et des Partis Communistes ne va pas adressée, dans le fond, à s'opposer au coup militaire. Ils ont des intérêts pour une certaine contention de la révolution algérienne. Si la révolution algérienne avance dans des mesures socialistes sous le contrôle des masses, étant la seule façon d' avancer, les Partis Communistes s'y opposent, n'ont aucun intéret parce que ceci stimule la révolution en Europe. Ils sont contre le coup militaire parce qu'ils craignent d'abord une influence de l'impérialisme et du capitalisme mondial qui puissent leur enlever une base d'influence en Afrique, mais aussi parce qu'ils craignent que cette mesure de résoudre les crises dans les révolutions coloniales ne s'étende au reste des pays et aux Etats Ouvriers et que, dans quelques Etats Ouvriers, des camarillas militaires tentent des coups militaires comme en Algérie? C'est pour cela qu'ils s'opposent. S'ils avaient des intérêts revolutionnaires ils appelleraient les masses algériennes à se soulever.

Ni Fidel Castro, ni les Chinois, ni les soviétiques n'ont appelé les masses. Fidel Castro a fait un discours qui, en dernière instance, est superficiel, d'accusation à Boumédienne. Quels appèls a-t-il fait aux masses? Pourquoi n'appelle-t-il pas les masses à se soulever? Il appelle pour réinstaurer Ben Bella. Ce n'est pas Ben Bella qu'il faut réinstaurer; si Ben Bella n'appelle pas les masses pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour enlever le pouvoir militaire, pour imposer des communes et des soviets, pour étatiser les restes de la propriété capitaliste, resteront de toute façon les bases pour le coup d'Etat.

Il est nécessaire que le gouvernement cubain, que le Parti, que les syndicats cubains, que la centrale ouvrière cubaine, le gouvernement chinois, les syndicats, la centrale ouvrière chinoise et les syndicats et gouvernements des Etats Ouvriers, appellent les masses algériennes à intervenir et à mobiliser pour exiger l'Assemblée Constituante. Il est nécessaire de leur part une issue immediate, ne pas rester dans l'immobilité. L'immobilisme actuel favorit tous les calculs de la contre-révolution, qui essaie de profiter de cette situation de passivité en Algérie pour tenter d'avancer dans ses postes, dans le commandement à l'intérieur de l'Etat algérien. Il faut faire intervenir tout de suite de façon à impulser -même les tendances à l'intérieur du coup d'Etat qui ne veulent pas un retour en arrière- pour prendre des mesures d'étatisation, pour les affirmer et tenir bon aux secteurs qui veulent revenir en arrière, à la conciliation avec le capitalisme français pour ouvrir le pas à l'influence des secteurs propriétaires fonciers.

L'expérience et la conclusion fondamentale de ce processus en Algérie, c'est que les révolutions coloniales atteignent une étape dans laquelle la base fondamentale pour se développer, ne sont plus les mesures économiques, même si elles sont importantes et décisives, mais l'intervention massive des masses. Le problème est là. Les révolution coloniales doivent avancer dans les mesures économiques mais tout en s'appuyant dans les mesures socialistes; parce que c'est la seule manière de garantir le développement socialiste des Etats, la possibilité de développement de la productivité et de la production, et contenir les possibilités de coups d'Etat. C'est là la grande expérience qu' il faut tirer de la situation en Algérie.

Il est évident que ce coup militaire n'a pas de sécurité; s'il l'avait, il l'aurait déjà montré un gouvernement, un programme, il se serait lancé à une réorganisation de la société algérienne. Il y a sans aucune doute une discussion interne de couches, de camarillas et de tendances qui n'ont pas les mêmes intérêts. C'est très possible que ce coup de Boumédienne ait été le produit d'une alliance de différents secteurs: militaires, bureaucratiques, économiques, mais aussi appuyé sur un appareil

bureaucratique qui n'a pas d'intérêts à revenir au capitalisme. La base de son intérêt c'est la propriété déjà étatisée et il vit d'elle. Rendre harmonieux tous ces intérêts, les faire coincider, c'est tres difficile. C'est tres probable que sous peu il se produise une lutte interieure qui décide le chemin à suivre. Cette paralysation du soi-disant Conseil Militaire de la Révolution est une expression de la crise intérieure, du fait qu' ils n'ont toujours pas décidé quel chemin suivre. La reconnaissance de la Chine et de l'Albanie sont sans valeur. Il s'agit seulement des mesures diplomatiques tendantes à pousser de l' avant la Conférence afro-asiatique et aussi un essaie de faire pression sur le nouveau gouvernement algérien. Ce serait une erreur d'attacher de l'importance à ces reconnaissances, ou au nom que s'est donné le gouvernement algérien. Le nom qu'il se donne n'a aucune importance, ne représente aucune mesure révolutionnaire, aucun programme supérieur à celui auquel était arrivé Ben Bella. S'ils avaient eu un programme revolutionnaire ils l'auraient dit et ils auraient agi.

LA CONFERENCE AFRO-ASIATIQUE ET LE COUP MILITAIRE.

Le coup d'Etat militaire est, de certaine façon, lié à la conference afro-asiatique. Cette conférence aurait porté un grand coup au capitalisme mondial, et bien qu'elle ne se soit pas tenue le seul fait qu'elle était seulement repoussée signifie déjà un coup pour le capitlisme. Mais en même temps, repousser cette conference, c'est donner un avantage au capitalisme mondial, et c'est lui permettre de gagner du temps. Cette conference aurait signifié l influence de la revolution chinoise sur la révolution coloniale. C'est totalement faux de consid rer comme le point fondamentale de cette conférence, le conflit sino-soviétique. C'est faux et stupide. Quelles qu'aient été les intentions des Chinois, l'importance de cette confarence était l' influence qu'elle allait exercer sur 60 pays, le fait que ces pays allaient recevoir l'influence du pays le plus avancé de la révolution coloniale et des Etats Ouvriers: l'Etat Ouvrier chinois. Cette conference se teint à un niveau bien plus supérieur à celle de Bandoung il y a IO ans. Aujourd'hui la Chine dispose d'un pouvoir bien établi et d'une influence mondiale énorme. D' autres pays comme le Viet-Nam, la Corée,Cuba, exercent également une grande influence sur la révolution coloniale mondiale. Malgré les mesures prises par le capitalisme et les gouvernements des pays coloniaux et semi-coloniaux récemment libérés mais qui xx cherchent à stabiliser le système capitaliste, une immense quantité de pays coloniaux et semi-coloniaux sont en voie de se constituer en Etats Ouvriers, allaient recevoir au cours de cette conférence l'influence de la révolution la plus avancée, de l'Etat Ouvrier le plus avancé: la Chine. Elle constituait un centre vital d'influence sur la revolution!

Ce qui était en question n'était pas le conflit sino-soviétique. Dans cette conférence les Chinois allaient exercer une influence sur les revolutions coloniales, non pas pour les empêcher de suivre la ligne des soviétiques mais pour les pousser à aller de l'avant dans la révolution et dans la lutte contre l'impérialisme. C'était le point fondamental de cette conférence. C'est pourquoi la retarder est donner un délai d'avantage au capitalisme. Mais malgré tout ce n'est pas un succès ni un triomphe du capitalisme: le simple fait qu'il n'a pas pu éliminer, faire annuler la conférence, montre que le capitalisme est incapable de briser un centre d'organisation de developpement de la révolution et que celui-ci va se réanimer rapidement en liaison avec le développement révolutionnaire qui va se donner en Algérie et en Asie.

La realisation de cette conférence indique la montée de la révolution mondiale. Le gouvernement de Ben Bella n'a pas senti ni vu toute l'importance de cette conférence en liaison avec la revolution algérienne. Si Ben Bella a été pris de surprise, ce

Dans les usines, les ouvriers se remettent à discuter de la grande grève de 60-61. Ils en tirent eux, la conclusion qu'il faut se préparer maintenant, à partir en lutte, sans attendre les mots d'ordre, ni la direction syndicale et du PSB. La nouvelle directions sortira des usi(nes, des quartiers; une direction dure pour faire triompher toutes les revendications des masses, et disputer son pouvoir à la bourgeoisie. Cette direction sortira du Front Unique anti-capitaliste de tous les ouvriers d'avant-garde, quelle que soit leur opinion ou leur parti, qu'ils soient de Flandres ou de Wallonie. Il faut se préparer dès aujourd'hui, pour qu'elle s'exprime au niveau le plus conscient, et ouvre la voie au pouvoir ouvrier.

xxxxxxxxxx

AVIS A NOS LECTEURS.

Camarades,

en raison de la fermeture des imprimeries en période de vacances, nous avons été contraints d'assurer la publication de "La Lutte Ouvrière" sous forme stencilée.

Le prochain numéro, qui sortira le 4 septembre, sera quant à lui imprimé comme auparavant.

Le Comité de Rédaction.

xxxxxxxxxx

SOMMAIRE:

- Editorial: le gouvernement Harmel représente la crise et la faiblesse du capitalisme devant le murissment revolutionnaire des masses exploitées.
- Le coup d'Etat en Algérie marque le centre de la crise de la révolution coloniale. - L'ajournement de la Conférence Afro-Asiatique. Par J. Posadas.
- La tactique du Front Unique (extraits). Par L. Trotsky
- Reproduction de "El Guerrillero", organe du Mouvement Révolutionnaire I3 Novembre: "Le Colonel Molina est liquidé".
- Le Programme du P.O.R.(T.)
- La Presse Trotskyste.

n'est pas parce qu'il ignorait ce qui était en train de se passer, mais il n'a pas voulu faire appèl aux masses. Il aurait pu faire cet appèl, mais il savait que faire intervenir les masses l'aurait amené à se retrouver seul face à la pression des masses, et il ne se sentait pas encore assez sur ni idéologiquement ni politiquement. Il craignait de prendre trop d'avance sur le reste des pays d'Afrique et d'Asie et surtout sur les autres pays arabes. C'était cependant la seule façon de faite avancer la révolution.

Les crises se développent en accord avec le processus de chaque pays, mais les pays à leur tour reçoivent l'influence de la révolution mondiale. . En Algérie il s'est démontré qu'à une étape donnée, la revolution, pour continuer à avancer, devrait prendre résolument un caractère socialiste et se baser sur la démocratie révolutionnaire socialiste, c'est à dire le contrôle par les masses de tout le fonctionnement de la société. Les masses ne vont jamais s'opposer à des mesures qui poussent au développement de la société, de l'économie, de la production et la satisfaction des besoins des masses exploitées. Jamais! Au contraire, elles vont pousser cela.

Cette Conférence était d'une importance historique immense. Elle signifiait la confrontation, sur dix ans, entre les développements des pays coloniaux capitalistes et ceux des pays coloniaux qui sont en marche vers la construction du socialisme. L'influence de la Chine, de Cuba, de l'Algérie allaient peser énormément sur tous ces pays. Mais surtout l'influence de la Chine, qui malgré des erreurs et des limitations de sa direction, suit en général une ligne tendant à développer la revolution coloniale. Les éluments les plus avancés de la révolution dans le ~~xxx~~ pays arriérés, allaient recevoir, ç travers la Chine, l'influence de la revolution socialiste et ceci à une importance énorme.

Le moment dans lequel s'est produit le coup de Boumédienne est sans importance, de même que toutes les élucubrations des journalistes pour essayer de détourner l'attention des gens des causes profondes du coup: Ben Bella est-il mort ou vivant? Comme si tout dépendait de ce que Ben Bella rapparaisse ou non. Les déclarations de Sekou Touré et de toutes les directions des pays coloniaux réclamant la réapparition de Ben Bella n'ont aucune valeur. Ce qui est important c'est la sognification du coup; or, personne n'a critiqué le coup. Ni Sekou Touré, ni les Chinois. En un certain sens, les Cubains sont ceux qui ont le plus critiqué le coup; le discours de Fidel Castro a une certaine valeur car il critique le sens de ce coup et le qualifie de réactionnaire, mais à part cela il ne dit rien, il n'y a pas une véritable critique, et surtout, il ne dit pas ce qu'il faut opposer à cela. Opposer au coup le retour de Ben Bella, c'est en revenir à la même situation qu'avant. Ce qu'il faut opposer, c'est la démocratie révolutionnaire, le développement vers la démocratie socialiste: c'est cette mesure qu'il faut prendre? C'est pourquoi la Conférence afro-asiatique aurait donné une grande impulsion au développement de la révolution. Et c'est pourquoi aussi le coup a une certaine importance historique: ces secteurs se sont lancés maintenant pour empêcher que la tendance de Ben Bella se stabilise et s'affermisse au pouvoir. La conférence afro-asiatique aurait, c'est certain, stabilisé Ben Bella et affaiblit le front intérieur de tous ceux qui voulaient freiner le développement de la revolution, c'est pourquoi ils se sont décidés à donner le coup. Il n'étaient pas opposés à ce que la conférence se réunisse, au contraire: ils avaient intérêt à ce que la conférence se tienne, car cela leur aurait donné une autorité, mais le fait que tout ce soit retourné contre eux démontre la crise qui existe et l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de controller, de dominer la situation. Cela démontre aussi la crise qui existe entre eux et l'ajournement de la conférence doit avoir provoqué une crise à l'interieur de l'équipe de Boumédienne et de Bouteflika, mais ce n'est pas cette crise

entre eux qui va resoudre le problème. C'est ce que semble attendre les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux, même ceux qui sont sur la voie de la révolution socialiste et appelant pas les masses à intervenir. Pour résoudre le problème, il ne faut pas attendre que la crise éclate entre eux, ni le retour de Ben Bella. Il faut appeler dès maintenant, directement, les masses à se mobiliser, pour frapper et liquider ce gouvernement et installer un gouvernement ouvrier et paysan, une Assemblée Constituante qui instaure un gouvernement ouvrier et paysan, sur le programme de: monopole du commerce extérieur -expropriation et étatisation de toute la Banque, expropriation de toutes les grandes propriétés agricoles, aussi bien algériennes que françaises - expropriation de toute l'industrie et du grand et moyen commerce, développement des soviets et des communes, développement du contrôle ouvrier - soumission de l'armée à l'appareil d'Etat et l'appareil d'Etat sous le contrôle des masses à travers l'action indépendante des syndicats - action indépendante des organisations des masses ouvrières et paysannes et pluralités des partis révolutionnaires qui doivent exister sur la base de l'appui inconditionnel à la révolution algérienne et à son développement vers la révolution socialiste. Pas de partis bourgeois, par de droit démocratique bourgeois! La démocratie est directement liée aux intérêts des masses dans la société.

Que signifie instaurer la démocratie en Algérie? Restaurer la démocratie capitaliste? Ces mesures tendent à réactiver et à donner un centre d'union, de fonctionnement et de pression aux secteurs capitalistes. C'est cela la démocratie capitaliste: cela reviendrait à instaurer un gouvernement constitutionnel et un parlement bourgeois. Ce dont l'Algérie à besoin c'est d'un parlement prolétarien basé sur les communes, sur les soviets, sur le contrôle ouvrier, sur la vie indépendante des syndiczts et sur la pluralité des partis révolutionnaires. Ce sont là les mesures qu'il faut prendre. Il ne faut pas mettre l'accent sur le retour de Ben Bella. Nous sommes d'accord sur le fait que Ben Bella doit revenir, mais la solution n'est pas là. Elle est dans le développement vers la révolution socialiste. Toute cette équipe, est déjà en conflit interne et il faut s'attendre à court démai à des mobilisations des masses quand elles verront que son intention est de faire reculer la révolution. Si ces gens ont été obligé de reculer, de s'arrêter, c'est à cause de la pression des masses. Ils ont subi une défaite avec l'ajournement de la conférence, mais ce n'est pas là l'essentiel. Les secteurs qui veulent mener de l'avant des mesures pour arrêter le développement de la révolution, et limiter sa portée, vont essayer de toute façon de trouver le moyen de le faire et de se réorganiser pour cela, mais ils ne vont pas rencontrer l'appui. C'est pourquoi nous prédisons une brève existance à ce gouvernement et la mobilisation de grandes luttes en Algérie pour le renverser. Dans ce sens, il faut stimuler les masses pour qu'elles voient, et aussi les directions et les tendances du groupe de Ben Bella, les directions syndicales et le Parti, que l'on peut continuer la révolution par des mesures fermes, résolues, de démocratie révolutionnaire, qu'on ne peut continuer avec des mesures à mi-chemin, entre le socialisme et le capitalisme. Ce qu'il faut c'est la démocratie révolutionnaire et non une démocratie parlementaire ou constitutionnelle, c'est à dire une démocratie qui s'appuie sur les mesures d'étatisation socialiste, sur des mesures qui tendent à donner le contrôle et le pouvoir aux masses, qui tendent à développer la revolution en expropriant le capitalisme et l'impérialisme. Telle est la seule démocratie acceptable. C'est sur ce programme qu'il faut lutter et c'est là l'expérience que doivent tirer toutes les directions nationalistes; on ne peut se limiter et stagner. Toutes ces directions doivent avancer vers le socialisme ou bien elles seront liquidées ou déviées. Telle est la grande expérience que l'Algérie donne

donne pour toutes les masses du monde, pour toutes les directions nationalistes qui sont en cours de développement vers les révolutions socialistes. Pour avancer, les révolutions coloniales ont besoin de l'appui des Etats Ouvriers non seulement, mais de l'Alliance avec les Etat Ouvriers. C'est pourquoi, cette conférence afro-asiatique aurait représenté un grand et puissant pas en avant dans la réalisation de l'alliance entre les révolutions coloniales et semi coloniales en voie de se transformer en révolution socialiste, et les Etats Ouvriers comme la Chine, la Corée, Cuba. Ceci a une immense importance, c'est une forme pratique de l'établissement d'une alliance encore sui-généris avec les Etats Ouvriers, mais cela signifie le moint de départ d'une alliance entre les révolutions coloniales et les Etats Ouvriers à l'échelle mondiale. En ce sens, il est tout à fait illégitime d'avoir la décision de reconnaitre Boumédienne. Il fallait le condamner, car de toute façon, il était obligé de faire en sorte que la conférence se tienne. C'était donc une erreur de calcul politique de le reconnaitre. La conférence, c'est certain, était une expression élevée d' un début d'alliance mondiale, malgré toutes ses limitations encore. Les masses du monde, les tendances et les courants nationalistes qui sont en train de se transformer en courants et directions socialistes auraient reçu une influence énorme, elles auraient vu un chemin ouvert et cela leur aurait donné une confiance historique pour s'approcher de plus en plus de la conscience socialiste. C'est pourquoi, dans une certaine mesure, l'ajournement de la conférence est un certain avantage pour le capitalisme, mais ce n'est pas un succès, car la confarence n'a été ni éliminée ni vaincue. Il est certain que le capitalisme a manoeuvré aussi-tôt qu'il a vu une possibilité pour empêcher que cette conférence se tienne.

La conference n'a pas été ajournée, précisément par le coup d'Alger. Il y avait tout une enorme pression du capitalisme pour l'empêcher, de même qu'on l'avait vu avant la conférence de Bandoung. Cette réunion des pays du Commonwealth, c'est à dire de l'imperialisme anglais sous la direction du gouvernement socialiste anglais, avait dans sa tête et dans sa conscience l'objectif d'empêcher la réunion de cette conférence, car l'impérialisme et le capitalisme mondial y voiyaient un énorme pas en avant vers L'ALLIANCE MONDIALE ENTRE LES ETATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION COLONIALE.

Les Chinois ne doivent pas abandonner, ils doivent insister et ne pas attendre le délai de quatre mois, ils doivent continuer leur tentative en faisant des réunions régionales, avec les Etats Ouvriers et les révolutions coloniales d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique latine pour préparer une nouvelle réunion. Ils ne doivent pas laisser l'initiative au capitalisme pour que celui-ci tire profit de cet ajournement. Ils doivent reprendre leur activité en faisant les conférences régionales dans le même but que celui que devait avoir la conférence afro-asiatique d'Algérie, c'est à dire un programme de developpement des révolutions coloniales, de condamnation du capitalisme. Concrètement, cette conférence ne doit pas tendre seulement à condamner l'impérialisme pour son aggression au Viet-Nam et à St. Domingue, mais elle doit poser un programme concrèt de développement économoque et d'alliance politique entre les Etats Ouvriers et les révolutions coloniales; C'est là la manière la plus élevée d'impulser la révolution mondiale. Il est certain que la conférence allait permettre aux Chinois de critiquer directement ou indirectement les Soviétiques et leur politique de coëxistence et de conciliation avec l'impérialisme. Ceci est très important et très nécessaire, mais le but n' était pas celui-là. Il ne s'agissait pas d'une lutte entre les Chinois et les Soviétiques, mais d'un aspect de la lutte pour le développement de la révolution mondiale qui s'exprime dans

le conflit sino-russe que, le conflit n'était pas le point fondamental de cette conférence, sinon seulement un de ses aspects.

Les Chinois doivent tirer comme conclusion que pour peser sur la révolution coloniale et la pousser de l'avant, les mesures diplomatiques et la ruse sont insuffisantes: il faut se baser sur la mobilisation des masses.

Cet ajournement de la conférence est un semi-échec, undélai historique qui avantage l'impérialisme, et ceci doit démontrer aux Chinois qu'il est nécessaire de conbiner les mesures diplomatisues, les tournées, les réunions, à des appèls et mobilisations de masses. Si, au lieu de reconnaitre le gouvernement Boumédienne -Bouteflika, le gouvernement de Chou en Lai avait, indirectement, à travers d'autres organisations ou le Parti Communiste Chinois, appelé les masses à se mobiliser pour imposer l'Assemblée Constituante d'ouvriers, de paysans et soldats, ils auraient gangé une autorité immense. Et ceci aurait représenté un énorme avantage historique, et une énorme avance pour la révolution, car Boumédienne n'aurait pu se stabiliser au pouvoir. La reconnaissance immédiate de la part des Chinois a permis au gouvernement de Boumédienne, en une certaine mesure, de se consolider au pouvoir du moins momentanément car cela lui a donné un certain prestige pour les masses d'Algérie, voir que les Chinois reconnaissent le gouvernement de Boumédienne représente un coup, car c'est l'autorité de la révolution chinoise qui est transférée au gouvernement de Boumédienne. Ceci a été une erreur diplomatique immense.

La lutte contre la bureaucratie soviétique, contre la direction bureaucratique du Parti Communiste de l'URSS ne peut se mener simplement par des mesures diplomatiques; il faut combiner ces mesures avec un appèl révolutionnaire aux masses. Telle est la conclusion que les Chinois et les directions nationalistes et les directions des révolutions coloniales doivent tirer.

Les masses algériennes, les syndicats ouvriers et paysans, les étudiants doivent organiser un Front Unique pour lutter contre le gouvernement de Boumédienne. Non pas pour ammener Ben Bella au pouvoir, mais pour décider de la continuation de la révolution algérienne. Il faut se lancer à organiser la lutte depuis le niveau le plus bas jusqu'au plus haut. Il faut lutter pour le programme sur lequel les masses veulent et doivent intervenir dans la réslution de la crise algérienne. Ce sont les masses qui doivent décider la forme du gouvernement (gouvernement revolutionnaire anti-impérialiste et anti-capitaliste), qui doit diriger le pays.

Les masses doivent lutter pour imposer la continuation de la révolution, le gouvernement ouvrier et paysan basé sur les milices ouvrières; le contrôle puvrier; l'indépendance des syndicats et le droit au fonctionnement des partis révolutionnaires; il faut s'opposer au fonctionnement de toute forme de parti bourgeois ou qui défende le système capitaliste.

Il faut lutter pour l'Assemblée Constituante d'ouvriers, de soldats et de paysans pour imposer le programme de la continuation de la révolution jusqu'à l'instauration de l'Etat Ouvrier; expropriation de ce qui reste du capitalisme et d'impérialisme; nationalisation de la banque; expropriation et collectivisztion des terres, des grandes et moyennes propriétés; distribution de la terre aux paysans; monopole du commerce extérieure; pour le Front Unique Mondiale avec les pays libérés de l'impérialisme, avec les Etats Ouvriers pour continuer la lutte à l'échelle mondiale et écraser, liquider l'impérialisme; pour une nouvelle société des nations des pays libérés et des Etats Ouvriers. Appeler à incorporer les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique sur la base du programme anti-impérialiste, pour la réalisations de congrès pour planifier les économies à échelle nationale et mondiale.

C'est pour ce programme que doivent lutter les masses d'Algérie pour donner une issue progressiste à la crise ouverte en Algérie par le coup d'Etat militaire.

26/7/65

J. POSADAS.

xxxxxxxxxxx

LA TACTIQUE DU FRONT UNIQUE (Extraits)

L. TROTSKY

Nous publions les extraits suivants de " La Tactique du Front Unique " écrit par L.Trotsky le 2 mars 1922, pendant le Plenum du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste . Comme on le sait, tous les documents de l'Internationale Communiste, à l'époque de Lénine et Trotsky, jusqu'au 4ème Congrès mondial, le dernier avant sa dégénérescence, ont été adoptés par la IV° Internationale et font partie des fondements de sa base politique et programmatique. Ces thèses, comme tant d'autres documents de la meilleure tradition bolchévique furent plus tard enterrés par la bureaucratie stalinienne.
Les passages que nous ne reproduisons pas se réfèrent à des situations et des polémiques particulières de cette époque. Par contre, nous avons publié toutes les parties qui se rapportent aux problèmes de la lutte de classes et de la construction de l'instrument, de la politique et de la tactique pour la révolution prolétarienne aujourd'hui, en particulier en Belgique.

Les orientations, que Trotsky donne dans cet écrit, aux Partis communistes de cette époque sur la nécessité d'une claire differenciation et d'une lutte politique intransigeante contre les partis socialistes réformistes, et sur la nécessité, en même temps, de la politique de front unique avec ces partis, ont un rapport étroit avec les problèmes qui se posent aujourd'hui à tous les militants révolutionnaires du mouvement ouvrier, aux parti communiste pro-Chinois, au PWT, comme à la gauche du PSB et des Syndicats.

Ce document de Trotsky a une importance fondamentale pour la compréhension des tâches actuelles de l'avant-garde ouvrière, qui lutte aussi bien dans le PSB que dans les syndicats, et en particulier pour les militants du PC pro-Chinois.

Le courant révolutionnaire qui se développe en Belgique, recherche le Front Unique, que les masses empiriquement établisse nt dans leurs luttes. La tâche de l'avant-garde est de lui donner la forme d'expression, d'organisation et de programme qui permette son développement.

Nous appelons tous les militants de l'avantgarde à lire et étudier ce document ce document pour tirer toutes les conclusions de la situation actuelle. L'opposition qui se manifeste dans le PSB, l'existence même du PC pro-Chinois et du PWT mettent ces tâches à l'ordre du jour.

- 1 - CONSIDERATIONS GENERALES SUR LE FRONT UNIQUE.

A. Le but du Parti Communiste est de diriger la révolution prolétarienne. Afin d'orienter le prolétariat vers la conquête directe du pouvoir, le Parti Communiste doit s'appuyer sur la majorité prédominante de la classe ouvrière. Tant que le Parti n'aura pas cette majorité, il doit lutter pour la gagner.

Le Parti ne peut atteindre cet objectif que s'il est une seule organisation absolument indépendante, avec un programme clair et une stricte discipline intérieure. Pour cela le Parti doit se démarquer idéologiquement et organisativement des réformistes et des centristes; qui ne luttent pas pour la révolution prolétarienne, qui n'ont ni la capacité, ni la volonté de préparer les masses pour la révolution, et qui par leur comportement, sont un obstacle à cet objectif.
Les membres du Parti Communiste qui se lamentent de leur scission avec les centristes, au nom d'une"unité des forces " ou de " l'unité du front " démontrent leur incompréhension de l'ABC du communisme, et qu'ils sont seulement par hasard dans

les rangs du Parti Communiste.
B. Après s'être assurés une complète indépendance et homogénéité idéologique des cadres, le Parti Communiste lutte pour influencer la majorité de la classe ouvrière. Cette lutte peut prendre un caractère rapide ou lent, qui dépend des conditions o objective et de l'efficacité de la tactique suivie.
Mais il est évident que la vie de la classe ouvrière ne s'enferme dans cette période préparatoire à la révolution. Les conflits avec les patrons, avec la bourgeoisie, avec l'appareil de l'Etat, répondant à l'initiative de l'un ou de l'autre secteur, selon leur cours.
Dans ces conflits, qui couvrent les intérêts de l'ensemble du prolétariat ou de sa majorité ou de l'un ou l'autre secteur, la masse ouvrière sent la nécessité de l'unité dans l'action, de l'unité pour résister à l'attaque du capitalisme ou de l'unité pour prendre l'offensive contre lui.
Tous les partis qui s'opposent mécaniquement à cette nécessité du prolétariat, d'unité d'action, seront inévitablement condamnés par les ouvriers.
D'autre part, la question du Front Unique dans son origine et dans son essence, n'est pas une question de rapports mutuels entre les fractions parlementaires socialistes et communistes ou entre les Comités centraux des deux partis, ou entre l' " Humanité" et le " Populaire ". Le problème du Front Unique, - malgré le fait qu'une scission est inévitable à cette époque . entre les organisations politiques qui se basent sur le prolétariat surgit de l,urgente nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front Unique dans la lutte contre le capitalisme.
Pour ceux qui ne comprennent pas ces objectifs,le Parti n'est-qu'une société de propagande,et-non une organisation pour l'action de la masse.
B.Dans les cas où le Parti Communiste apparaît encore comme une organisation composée d'une minorité numériquement insignifiante,la question de son comportement dans le front unique de la - lutte des masses n'a pas une signification politique et organisative décisive.Dans ces conditions,les actions des masses restent sous la directins des vieilles organisations qui continuent à jouer un rôle décisif en vertu de leur tradition encore puissante.

D'autre part, le problème du Front Unique ne surgit pas dans les pays où - la Bulgarie par exemple - le Parti Communiste est l'unique dirigeant de la masse exploitée.

Mais dans tous les pays où le parti Communiste constitue une force politique puissante et organisée, mais pas une majorité décisive - là où le Parti comprend organiquement, un quart, un tiers, ou même une proportion plus grande de l'avant-garde prolétarienne organisée - le problème du front unique se pose dans toute son accuité.

Si le Parti comprend un tiers, ou la moitié de l'avant-garde prolétarienne, le reste de celle-ci sera organisée chez les réformistes et les centristes. Il est évident que les ouvriers qui appuient encore les réformistes et les centristes sont intéressés vivement à maintenir le niveau de vie le plus élevé possible et la liberté d'action la plus grande possible. Par conséquent, nous devons éviter que le Parti Communiste, qui dans un prochain avenir comprendra les trois tiers du prolétariat, se convertisse en un obstacle organisationnel dans la voie de la lutte prolétarienne actuelle.

Ainsi le Parti doit prendre l'initiative pour assurer l' unité dans les luttes actuelles. Seulement ainsi le Parti s'approchera des deux tiers qui ne suivent pas encore sa direction, qui n'ont pas encore confiance en lui parce qu'ils ne le comprennent pas. Seulement de cette façon, le Parti peut les gagner. Si le Parti Communiste n'avait pas rompu drastiquement et irrévocablement avec les Sociaux-Démocrates, il ne saurait se

convertir en Parti de la révolution prolétarienne. Il n'aurait pu faire les premiers pas sérieux sur le chemin de la révolution. Il serait comme une valve parlementaire de " securité " sur l'Etat bourgeois. Celui qui ne compre,d pas cela, ne connaît pas la premiè-re lettre de l'ABC du communisme.

D. Si le Parti Communiste ne parvient pas à construire une voie organisative, au bout de laquelle il soit possible de faire des actions coordonnées d'ensemble entre les masses communistes et non-communistes (y compris celles qui appuyent la social-démocratie), il mettra au jour son incapacité de gagner - sur la base des actions des masses - la majorité du prolétariat. Il dégénérera en une association de propagande communiste, il ne se développera pas comme un Parti qui lutte pour la conquête du pouvoir.

Il ne suffit pas d'avoir une épée, il faut qu'elle soit effilée il ne suffit pas qu'elle soit effilée, il faut savoir s'en servir.

Après avoir separé les communistes des réformistes, il ne suffit pas de fondre entre eux les communistes au moyen de la discipline d'organisation : il est nécessaire que chaque organisation soit le guide de toute l'activité collective du prolétariat dans toutes les sphères de la lutte de classes. C'est la seconde lettre de l' ABC du communisme.

- 2 -DIRIGEANTS COMMUNISTES DANS LE FRONT UNIQUE.

E. Le Front Unique comprend-il seulement des masses laborieuses ou inclut il aussi leurs dirigeants opportunistes ?

Le seul fait de poser cette question démontre une incompréhension du problème.

Si nous pouvions simplement unir le prolétariat autour de notre drapeau ou autour de nos mots d'ordre pratiques, et passer au-dessus des organisations réformistes, Partis ou Syndicats, logiquement ce serait la meilleure chose. Dans ce cas le problème du Front Unique n'existerait pas dans sa forme actuelle.

La question surgit du fait que certains secteurs très importants du prolétariat appartiennent à des organisations réformistes ou les appuient. Leur expérience actuelle est trop insuffisante pour leur permettre de les abandonner et de s'unir à nous. C'est précisément après être intervenu dans les activités des masses qui sont à l'ordre du jour, que se produira un grand changement dans la situation. Les accords organisationnels seront réalisés à moitié ou pas du tout Mais il est nécessaire que les masses en lutte aient toujours la possibilité de se convaincre que l'impossibilité de réaliser l'action n'est pas due à notre politique irréconciliable, mais au manque d' une réelle volonté de lutte de la part des réformistes.

En se mettant d'accord avec d'autres organisations, nous assumons naturellement une certaine discipline dans l'action. Mais cette discipline ne peut être absolue. Au moment où les réformistes commencent à freiner la lutte au détriment du mouvement et à agir contre les situations et la volonté des masses, nous, comme organisation indépendante, nous nous réservons toujours le droit de diriger la lutte jusqu'à la fin et sans nos semis-alliés temporaires.

Ceci peut donner lieu à un nouvel aiguisement de la lutte entre nous et les réformistes. Mais cela ne signifiera pas une simple répétition d'un ensemble d'idées à l'intérieur d'un cercle fermé, mais cela signifiera - si notre tactique est correcte - l'extension de notre influence sur des secteurs nouveaux et frais du prolétariat.

F. Nous avons rompu avec les reformistes et avec les centristes, afin d'obtenir la complète liberté de critiquer la perfidie, la trahison, l'indécision, et l'esprit passif dans le mouvement ouvreier. Pour cette raison tout type d'accord organisationnel qui restreint notre liberté de critique et d'agitation est complètement inacceptable pour nous. Nous participons à un Front Unique, mais à aucun moment nous ne nous diluons dans lui. Nous agissons dans le Front Unique comme un groupe independant. C'est le cours de la lutte de l'ensemble des masses , qu'ils doivent faire la preuve par l'expérience que nous luttons mieux que les autres, que nous voyons plus clairement les choses, que nous sommes plus audacieux et decidés. De cette façon, nous nous rapprochons toujours plus de la conquète du

LE COUP D'ETAT EN ALGERIE MARQUE UN CENTRE DE CRISE DES REVOLUTIONS COLONIALES.

L'AJOURNEMENT DE LA CONFERENCE AFRO-ASIATIQUE.

Par J. POSADAS.

Le coup d'Etat en Algérie est une expression du processus de la révolution coloniale qui entre en crise. Crise ne signifie pas recul, défaite ou impuissance; mais dans son processus de développement, la révolution coloniale rencontre une série d'obstacles et de conflits - produits de ce développement même - qu'il est nécessaire de surmonter; et la force et la direction ne sont pas organisées pour cela. Les éléments qui existent pour résoudre le processus - soit d'avance, soit de recul- n'ont pas la force suffisante pour imposer le recul ou l'avance.

Ce coup d'Etat en Algérie, est une expression de cette crise. Mais c'est une crise de croissance des révolutions coloniales. Ce n'est pas une crise de stagnation, d'impuissance ou d'incapacité. Ceci marque et indique quel est le processus de la révolution coloniale. Pour passer de l'Etat capitaliste à l'Etat Ouvrier, il doit y avoir un processus de transition dans lequel des mesures sont nécessaires, pas seulement économiques, mais aussi sociales. Si celles-ci ne s'accomplissent pas, il y a de façon permanente une porte ouverte sur des causes et des conditions de crise, dont peuvent profiter des groupes ou des tendances - militaires ou économiques ou bureaucratiques - qui essaient de contenir, d'arrêter, de dévier, de limiter le processus, la portée et le développement, le rythme de la révolution coloniale.

Révolution coloniale signifie avant tout le processus d'étatisation de la propriété et de l'économie. Elle signifie la domination de la propriété par l'Etat et en même temps le contrôle des masses. Développement de la révolution coloniale ne signifie pas simplement que la bourgeoisie a été dépossédée. La manière de marquer la montée de la révolution coloniale, c'est le processus dans lequel l'appareil économique est aux mains de l'Etat, contrôlé, influencé, déterminé par les masses exploitées.

Si ce processus ne s'accomplit pas, il reste une possibilité de pression de secteurs bourgeois, du capitalisme mondial, de l'impérialisme, et - ce qui est une des conséquences fondamentales de tout développement révolutionnaire - de l'organisation de secteurs bureaucratiques qui surgissent de l'appareil économique, de l'appareil militaire, de l'appareil politique, et de l'appareil syndical.

En Algérie, ce coup militaire exprime le processus vivant du mûrissement de la révolution coloniale dans cette étape, exprime que la révolution coloniale pour s'élever, s'étendre et s'affirmer, exige et a besoin de l'intervention massive des masses d'une manière independante comme classe, au travers de leurs organismes ibdépendants, pour pouvoir déterminer et impulser le développement de la révolution. Dans son processus de développement, la révolution coloniale atteint le degré d'une étape décisive de transition; la propriété; les bases de l'économie et les forces économiques de l'appareil de l'Etat, sont en train d'être nationalisées; mais en même temps que cette nationalisation il n'y a pas d'intervention et de contrôle de la part des masses correspondant.

L'appareil de l'Etat a une force immense, qui est la propriété ététisée; mais le contrôle social sur l'Etat s'affaiblit

en même temps. Une marge immense reste ouverte aux pressions, aux forces et influences des secteurs organisés de la société, qui ne sont pas seulement le prolétariat et la paysannerie, ma. ce sont aussi les forces militaires, l'appareil bureaucratique du parti, l'appareil économique etnles organisations économique de l'impérialisme et du capitalisme mondial.

Au travers de ses organisations économiques, banques, compagnies, ambassades, toutes les formes de représentation, attachés militaires, attachés économiques, attachés syndicaux, le capitalisme mondial a des formes de représentation pour faire pression sur tous les Etats coloniaux et sur tous les pays, qui sortent de leur situation de colonie ou de semi-colonie, qui sont sur le chemin des Etats Ouvriers dans le processus de leur indépendance et libération nationale. Dans ce processus, les secteurs qui déterminent la vie économique du pays ont une importance fondamentale. Le prolétariat dans quasi tous ces pays, s'il est organisé en syndicats, ne domine pas, n'intervient pas et ne determine pas le fonctionnement économique, militaire ou politique; il ne peut pas peser sur lui;pas par manque de force, de capacité, de désir, ou de moyen de le faire; il les a, mais c'est parce qu'on ne lui permet pas de le faire.

Les directions révolutionnaires de ces mouvements nationalistes - comme Ben Bella, N'Kruma, Sekoutouré, ou même Soukarno - cherchent et stimulent l'appui des masses exploitées : ouvriers, paysans, petite-bourgeoisie; mais ils ne les laissent pas décider, ils ne permettent pas que le prolétariat au travers de ses organismes, puisse contrôler et décider. Comme cela était le cas dans la révolution russe et la révolution chinoise : les masses pouvaient intervenir et décider au travers de leurs organismes et se refléter dans le Parti Communiste qui était alors un parti révolutionnaire, qui exprimait et représentait l'intérêt des masses exploitées de toute la Russie et de toute la Chine.

La concentration dans l'appareil de l'Etat de la propriété, de la fonction et de la détermination de l'économie crée, par sa propre force, par sa propre gravitation, une série d'intérêts qu'elle développe et stimule : l'appareil militaire, l'appareil politique, l'appareil bureaucratique du Parti et l'appareil syndical; ceux-ci dans leur ensemble, forment l'appareil d'Etat, mais ils se heurtent entre eux, et reflètent différents intérêts. C'est au travers de ces intérêts, de ces couches et secteurs de la bureaucratie, que ce qui reste du capitalisme mondial et de l'impérialisme - au travers des mille liens et relations syndicales, politiques et militaires - a les moyens d'interférer dans l'Etat, d'influencer, de contenir, de paralyser et de dévier le processus de socialisation et d'étatisation de l'économie.

Toutes les révolutions coloniales vivent le même phénomène. Dans toutes les révolutions prolétariennes aussi, le même phénomène arrive, avec la différence que si les révolutions prolétariennes sont dirigées par le Parti Révolutionnaire, c'est le Parti qui assume le pouvoir. Le Parti organisé pendant des années de préparation; avec des eléments organisés, convaincus, résolus, qui ont la confiance, de l'autorité et l'influence dans la classe. C'est le Parti Révolutionnaire qui détermine et qui tient dans ses mains l'économie. C'est le Parti Révolutionnaire qui empêche l'organisation de forces, d'organismes, de secteurs qui exercent des pressions nocives, capitalistes, de détention de la socialisation ou de détention de l'étatisation; ou qui essaient de dévier la révolution de ses buts. Pour parvenir à leurs fins ces forces doivent chercher des alliés ou des secteurs d'appui qui doivent être intéressés à contenir la révolution de l'une ou l'autre manière.

Ces tendances essaient de contenir la révolution, soit par crainte, soit pour divers intérêts, par opposition aux intérêts de l'étatisation, de l(organisation et de la construction du socialisme; parce qu'ils possèdent des intérêts économiques liés

aux capitalistes, petits-bourgeois accomodés, féodaux, industriels, commerçants; ceux-ci à leur tour, au travers des organisations religieuses - manquant de sécurité, de capacité, ne représentant pas un intérêt propre, mais celui d'une petite caste ayant des intérêts de propriété privée - cherchant l'alliance et l'appui de toutes les tendances qui essaient de contenir la révolution et surtout d'empêcher que ce soient les masses qui contrôlent.

Dans l'absence d'un parti prolétarien, d'un Parti qui exerce de l'influence sur les masses et qui détermine l'organisation, le développement de l'activité de la société, qui mobilise les masses, qui influence les chefs et les officiers dans l'armée, l'appareil d'Etat, les techniciens, les organisations dont l'Etat a besoin (économiques, militaires, politiques et syndicaux, etc..) dans l'abscence d'un parti qui exerce cette influence et se montre le directeur de la société, et dans l'abscence d'un état permanent de contrôle des masses, au travers d'organismes de contrôle ouvrier, de contrôle des usines, de conseils ouvriers, de communes, de soviets; dans l'absence de tout cela, les forces qui ne sont pas intéressées au développement de la révolution ou qui le redoutent, cherchent et trouvent toujours la manière de s'organiser, de faire front unique, de s'associer ou de s'allier pour contenir la révolution.

Ces intérêts sont hétérogènes, manquent d'harmonie entre eux, mais ils trouvent un centre : l'alliance pour empêcher le développement de la révolution, ou de contenri son rythme et son dynamisme. Ils ne sont pas nécessairement contre le développement de l'étatisation, ils n'essaient pas non plus de revenir en arrière, mais ils essaient de contenir le développement de la révolution. Le seul fait de contenri la révolution, permet d'ouvrir une série de canaux dans lesquels s'expriment des intérêts et des sentiments capitalistes - nationaux ou internationaux - et des liaisons du capitalisme international avec des secteurs intérieurs intéressés au maintient de la propriété privée.

Tel est le processus en Algérie. Ici l'absence d'un Parti Prolétarien Révolutionnaire, n'est pas compensée par l'existence du parti qui se dit " socialiste " et appuie la révolution parce qu'il n'y a pas de vie du prolétariat. Pour que celui-ci exerce une réelle influence, pour empêcher l'organisation et la constitution de groupes capables de déterminer des coups d'Etat - militaires, économiques ou politiques - pour empêcher que ces groupes exercent une pression et puissent dominer le pouvoir, l'action du prolétariat est nécessaire.

En Algérie il existe encore de nombreux propriétaires fonciers algériens, petits, moyens et grands, des entreprises et du commerce privé. C'est-à-dire une base très importante d'intérêt privé, qui est une source permanente de pression, qui a cherché, cherche et cherchera contact avec les milieux de l'appareil de l'Etat. L'appareil de l'Etat non constitué en Etat Ouvrier, doit cèder dans une certaine mesure à cette influence. Ce sont ces secteurs d'intérêts privé qui ont fait pression pour contenir la révolution, et qui feront pression. La mesure qu'il fallait et qu'il faut prendre, c'est de tous les liquider. En les éliminant, il n'y a pas de base de pression sur la révolution, au contraire, on élimine une base importante de corruption et d'influence contre-révolutionnaire.

L'appareil de l'armée est le plus sensible à cette influence, parce qu'il est plus indépendant de la société; c'est lui qui au sein de l'Etat, à tendance à s'élever immédiatement au-dessus de la société. Il est le plus dangereux et celui qu'il faut le plus contrôler. Parce qu'il vit d'une manière parasitaire en usufruit de la société. C'est seulement sous le contrôle des masses, le fonctionnement indépendant des syndicats, la pluralité des partis révolutionnaires, la pleine vie politique des masses, que celles-ci peuvent contrôler, dominer et que les soldats feront partie

de la révolution, contrôlent l'armée elle-même, au travers des syndicats et partis révolutionnaires; c'est seulement ainsi que l'on peut contrôler l'armée, et empêcher le développement de tendances, d'idéologies, de conceptions, de sentiments, de produit parasitaire de la société. Ben Bella n'a pas voulu cela. Il aurait pu le faire, même très rapidement. Cuba a démontré que en deux ans il est possible de prendre de telles mesures. C'est une expérience très grande dont toutes les directions de la révolution coloniale doivent tirer les conclusions.

Au travers de l'appareil d'Etat, cette action est limitée, absolument limitée. L'appareil d'Etat peut contrôler tous les groupes qui s'opposent au développement de l'économie. Il le voit ou le prevoit, mais tard; parce qu'il ne contrôle que de loin, au travers des relations bureaucratiques qui parviennent seulement de loin à exprimer les sentiments, les intérêts, les relations qui s'organisent en bas sous forme de caste, de secte, Et l'intervention est lente, inconsciente, en outre, la bureaucratie de l'appareil de l'Etat, l'appareil syndical, militaire, n'ont pas d'intérêts liés avec la révolution, ils ne voient pas le danger, parce qu'ils ne ressentent pas que celui-ci soit directement contre eux.

Ils ne voient pas le danger, parce qu'ilne s'agit pas de les déloger eux, directement du pouvoir, de diminuer leur pouvoir, leurs intérêts, leurs salaires, leurs privilèges et leurs usurpations. Par conséquent ils ne voient pas et ne sentent pas. En plus ils n'ont pas d'intérêts parce que cela ne les touche pas directement. Tant qu'il n'y a pas d'organisation, ou une action révolutionnaire, avec des intérêts formés, déterminés, organisés au préalable, préparés, ces organisations de groupes usurpateurs qui tendent à liquider le développement de la révolution, à la dévier, à l'écraser, ou à la limiter ne peuvent pas ressentir une pression.

C'est l'prganisation du prolétariat, qui permet d'exercer un contrôle jour après jour, sous la forme du contrôle ouvrier, de l(intervention indépendante du prolétariat, de son intervention dans tous les organismes de l'Etat, dans une action indépendante qui puisse s'adresser aux paysans, à l'armée, l'appareil d'Etat.

Le soldat alors, obéit, non pas aux ordres du chef, mais aux ordres de l'intérêt du développement de la révolution : il la voit, il la contrôle, il la comprend, parce qu'il est lié di directement au mouvement ouvrier et au Parti Révolutionnaire, et il réagit instantanément, il dénonce, il travaille, il empêche l'organisation des groupes ou leurs possibilités d'action.

Telle est la manière. Cela signifie l'action indépendante du prolétariat et de ses organismes de classe, et cela signifie que le prolétariat puisse s'organiser de cette façon, pour pouvoir exercer son influence au sein de l'appareil d'Etat.

LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION COLONIALE ET LE PROLETARIAT.

Les organes dirigeants de l'économie, de la sécurité ou de la répression ne peuvent être indépendants de l'Etat ; ils doivent être sous son contrôle. Les conclusions et les résolutions de cette expérience sont très importantes, surtout dans un pays où il ne s'agit pas d'une révolution socialiste, mais d'une révolution coloniale en marche vers la révolution socialiste. C'est un processus de mouvement nationaliste qui, indubitablement - comme au Ghana, en Guinée, au Congo Brazzaville, en Indonésie, en Syrie, en RAU - va vers un Etat Ouvrier. Mais ce sont des mouvements nationalistes, dont la sécurité idéologique est très limitée. Ils se voient contenus et limités par l'insécurité idéologique, par l'insécurité dans le programme et les perspectives. Cette insécurité a une influence constante qui les fait hésiter,

douter et vaciller dans leur propre confiance. Cela à cause de la politique des Etats Ouvriers, de l'action de l'Union Soviétique, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Yougoslavie, de Cuba et encore de la Chine. Dans aucun de ces pays, le prolétariat n'a de vie indépendante, ne peut exercer un contrôle comme classe; ne peut empêcher le développement de tendances, de groupes de camarillas, et en outre il ne peut empêcher la formation de tendances et de secteurs bureaucratiques, qui portent un tort et une lesion immenses au développement de l'économie, au intérêts de développement social des masses exploitées.

Pour mesurer le développement de toute révolution coloniale, comme des Etats Ouvriers, on doit mesurer l'avance de la participation des masses dans l'appareil d'Etat; c'est la seule garantie pour que la révolution coloniale nationaliste - influencée par la révolution mondiale - atteigne des niveaux socialistes; ce qui n'élimine pas les obstacles, les inconvénients, les luttes intérieures, le processus de détention, les petits reculs, cela il y en a et il y en aura toujours. Mais pour empêcher que les forces qui s'opposent au développement conscient de la révolution socialiste, puissent triompher, ou se rendre maître du pouvoir, ou causer des torts à la révolution, l'unique garantie est dans l'intervention des masses sous forme d'organisations indépendantes.

L'Union Soviétique,les Etats Ouvriers et même Cuba et la Chine ont un interêt plus direct et plus décidé à appuyer la révolution coloniale ,et dans cette étape appuient résolument-dans leur ensemble,ils montrent tous aux revolution coloniales non pas un chemin ré volutionnaire à suivre,mais un chemin de conciliation,d'alliance et même de soumission au capitalisme.

Les mouvements nationnalistes révolutionnaires en ascension comme en Algérie,Indonésie,Guinée,Mali,Congo,Brazzaville,Syrie, Irak,Egypte etc.n'ont pas de point d'appui,ni d'expérience,dans la politique révolutionnaire,dans laquelle ce sont les masses qui doivent décider.Ils ne peuvent se baser sur un processus historique de confiance dans les masses.Ils ne considèrent pas que ce sont les masses qui décident,les masses qui ne reculeront jamais,et qui vont en plus lutter pour empêcher le recul de révolution.En réalité,toutes ces directions,que ce soit Ben Bella Soekarno etc.ont une attitude paternaliste,de tutelle,de protection des masses et à l'histoire.Ils partent de la conception qu'ils agissent en fonction du profit de développement économique d'un pays,parce qu'ils en décident ainsi,sans comprendre que c'est la force des masses qui les influence,les impulse,et les fait décider.Si les masses n'étaient pas disposées à appuyer la révolution et toute mesure progressiste,le capitalisme et la réaction mondiale auraient déjà triomphé.

Ce processus d'Algérie exprime un processus
une étape d'une certaine manière critique,des révolutions coloniales.Critique,non pas par ce qu'il serait impossible d'avancer et de progresser,mais parce que la révolution a besoin,pour avancer,pas seulement des mesures économiques,mais fondamentalement,des mesures réelles et decisives:en Algérie,à Cuba,en Indonésie,cette mesure,c'est l'intervention massive indépendanteddes masses.Ces révolutions et directions nationnalistes n'ont pas d'expérience,ne recoivent aucune influence,aucun stimulant,des directions des Etats Ouvriers ni des Partis Communistes.Elles voient que ceux-ci ont une politique d'alliance d'accord avec l'impérialisme,une politique de mesure diplomatiques,et celles croient que l'on peut avancer ainsi.Cela ne développe pas la confiance dans les masses,ne developpe pas la confiance dans le marxisme;la confiance dans le marxisme est en dernière instance, la sécurité et la confiance indestructible dans la classe ouvrière,dans les masses exploitées du monde pour construire le socialisme.La confiance en elle,pas seulement comme un point d'appui mais la confiance que l'axe central c'est leur intervention,leur organisation et leur décision.

L'existence de Partis Uniques est une usurpation, elle exprime une mise en tutelle des masses, une attitude protectioniste. Les masses n'ont besoin de tuteur ni de protection; si les masses n'intervenaient pas de façon décidée avec tout l'esprit de sacrifice, si elles n'avaient pas compris que le socialisme est progressiste, que le capitalisme est une entrave qui signifie : guerre, destruction, faim, mort pour le peuple, si les masses n'avaient pas lé décision d'avancer, rien ne pourrait se faire. Personne ne peut les obliger à lutter! Lorsque les masses se lancent à la lutte, elles ne le font pas seulement pour amélioer leurs conditions de vie, même si ceci est logique et correct : c'est une nécessité historique et une aspiration légitime. Ce qui entraîne les masses, ce n'est pas la perspective de manger plus de pain, plus de viande, plus de lait: c'est celle de déterminer la vie des pays. Elles sentent qu'elles peuvent la déterminer et que ce sont elles qui réalisent. Ce qui les attire c'est l'action des grandes masses. Derrière cette action des grandes masses il est bien évident qu'il y a une aspiration légitime à améliorer, à élever leurs conditions de vie. Mais ce que les masses apprennent au cours de ce processus, c'est que la seule façon d'améliorer leurs conditions de vie, d'être des êtres humains, de pouvoir intervenir et déterminer leur propre existence, c'est en intervenant massivement. C'est pourquoi les masses tendent immédiatement à se mobiliser, à faire des manifestations, des meetings, en appui à toute action qui signifie un coup porté à la contre-révolution, c'est pourquoi elles impulsent les actions révolutionnaires et la révolution. Ce sentiment qui pousse les masses à s'unifier à l'échelle mondiale n'est pas le sentiment d'une comunne nécessité matérielle ni la faim: c'est le sentiment d'une nécessité spirituelle, consciente d'intervenir, de houer dans l'histoire le rôle décisif. Ceci ne veut pas dire que les masses à un moment donné disent: "Maintenant c'est notre tour:elles sont elles-mêmes poussées par la crise mondiale du capitalisme, par la liquidation du capitalisme, par l'avance des masses dans le monde entier, par le développement des Etats Ouvriers et des Révoluti ns Coloniales qui sont ke miroir dans lequel elles se voient et se reflètent.

C'est pourquoi les masses de St. Domingue n'agissent pas seulement en défense de la Constitution de Caamano. C'est pourquoi les masses de St. Domingue, au sortir d'une dictature qui a duré plus de 30 ans, peuvent faire une telle révolution. C'est le sentiment des masses qui est socialiste: il s'agit d'une révolution socialiste; c'est à dire dans laquelle le sentiment des masses, le sens de leur action, les causes qui les mobilisent, sont socialistes. En aucun point du monde les masses ne mènent une lutte d'un mois et demi -affrontant 60.000 hommes armés, les tanks, les avions, le siège du pays par l'impérialisme- pour défendre une constitution; elles le font poussées par des sentiments historiques beaucoup plus élevées, sentiments socialistes historiques de vouloir intervenir.

De même dans les masses du monde entier, de même eb Algérie. C'est à ces masses qu'il faut reccourir. Non pas en leur demandant de répondre à un appèl, à un meeting, à un plébiscite ou à une conférence dans laquelle parle unleader (tout ceci peut se faire pour maintenir constamment les masses en action), mais en faisant que les masses agissent pour leur propre compte, que les syndicats, les organisations ouvrières et paysannes puissent se mobiliser de façon permanente pour discuter et résoudre toud les problèmes. Jamais les masses ne vont agir contre les intérêts historiques et immédiats,jamais de leur discution ou leur resolution ne va sortir une décision basée sur le sentiment égoiste. Tout cela malgré les "auto-gestions" comme en Algérie ou en Yougoslovaqui sont en réalisté des mesures destinées à créer des différences d'intérêts dans les couches ouvrières et de faire comme dans le capitalisme. Chacun se sent stimulé à intervenir dans l'économie, en fonction de la formule de "chacun selon ce qu'il produit", c'est a dire au dépens des

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

4me Année — N° 34

18 SEPTEMBRE 1965.

— BI-MENSUEL —

Le prochain numéro sortira le 2 oct. 1965.

LE NUMERO : 5 FRANCS

HOMMAGE A L. TROTSKY

A L'OCCASION DU 25me ANNIVERSAIRE DE SON ASSASSINAT PAR LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

A 25 ans de l'assassinat du camarade Léon Trotsky par le stalinisme, les millions de révolutionnaires qui, dans le monde entier, sont en train de « bouleverser le ciel et la terre », représentent dans la vie même, la fusion objective de la révolution avec le programme de la IVe Internationale, et la réalisation de cette prévision de Trotsky.

Il y a des milliers de militants et de cadres révolutionnaires qui, sans connaître Trotsky ni la IVe Internationale, interviennent comme des trotskystes, avec les mêmes sentiments, le même esprit et la même sécurité historique, le même optimisme révolutionnaire que le camarade Trotsky a exprimé dans sa lutte, au plus haut degré de conscience historique. L'hommage au camarade Trotsky aujourd'hui est rendu, par la lutte des masses vietnamiennes, des masses grecques, dominicaines, boliviennes, guatémaltéques, du prolétariat des pays capitalistes, qui minent la sécurité de l'impérialisme, la lutte des masses aux Etats-Unis mêmes, qui s'exprime dans la rébellion des masses noires à Los Angeles ; c'est l'avance de la révolution politique dans les Etats Ouvriers, et joint à cet immense combat, l'avance de l'organisation mondiale d'un Front Unique derrière le programme de la révolution socialiste.

C'est pour cela que notre Parti, en rendant hommage au camarade Trotsky, rend en même temps un hommage ému de solidarité révolutionnaire en particulier à tous les lutteurs et militants révolutionnaires tomés dans le combat pour ce programme, aux mineurs et paysans boliviens assassinés lors du dernier coup militaire, aux paysans péruviens, aux paysans et ouvriers du Brésil — entre eux, à notre camarade Jeremias, assassiné il y a deux ans —, au camarades Estefano et Paco, du Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre du Guatémala, assassinés également par la police avec la complicité du Parti Communiste.

C'est la lutte pour l'objectif le plus élevé dans cette étape de l'histoire, parce que c'est la lutte pour la construction et le progrès de l'histoire. Cette lutte est la continuation des idées, des conceptions et des objectifs qui ont orienté la vie du camarade Trotsky. Pour cette raison, sa vie continue dans la lutte pour la terre, par les paysans, dans la lutte pour l'expulsion de l'impérialisme, pour l'expropriation sans indemnisation des industries, dans l'étatisation de la banque et du commerce extérieur, dans le contrôle ouvrier, dans la participation pleine des masses, dans l'organisation de comités d'usines, de quartiers, d'ateliers, dans la lutte contre la bureaucratie et pour la démocratie syndicale, dans l'organisation du Front Unique Anti-impérialiste et dans l'organisation du Front Unique Prolétarien pour renverser le capitalisme et constituer des Gouvernements Ouvriers et Paysans, et la Fédération des Républiques Soviétiques d'Europe et du monde. C'est le programme des masses et c'est la force du trotskysme aujourd'hui. C'est la force qu'exprime le camarade Posadas, avec le plus haut degré de conscience et de compréhension historique, lorsqu'il dit : « A bref délai, c'est la Quatrième Internationale qui dirigera le processus, en front unique avec la tête, ou mêlée à la tête, de la direction de la révolution. Auparavant, elle influençait théoriquement, politiquement ; demain, prochainement, elle sera à la direction. L'expérience de l'histoire, est avant tout l'expérience des masses, des directions, des cadres qui reflètent et sentent la nécessité de la politique révolutionnaire pour pouvoir avancer. Dans cet aspect, il faut être clair : ne pas limiter les prises de positions. C'est le Bureau Latino-américain qui a mené la campagne contre la coexistence pacifique ; c'est lui qui a démontré que la guerre atomique est inévitable, que l'impérialisme recourt à cette issue pour essayer de se maintenir, mais aussi, puisque la guerre atomique est la seule issue sur laquelle compte l'impérialisme pour se soutenir, il faut l'inclure dans la stratégie mondiale révolutionnaire des Etats Ouvriers, en relation, en fusion avec les nécessités du processus de la révolution mondiale, inclus la défense et le soutien des Etats Ouvriers et de la révolution coloniale mondiale.

Dans ce processus, ne pas laisser l'impérialisme prendre l'initiative, ne pas lui laisser l'avantage de commencer à lancer des bombes atomiques, mais ce sont les Etats Ouvriers qui devraient le faire, en se soumettant à la nécessité de gagner du temps historique, de soutenir, de défendre, d'impulser et d'étendre la révolution socialiste dans le monde ».

L'hommage que nous rendons en Belgique au camarade Trotsky, c'est la vie et la lutte de notre Parti, comme une partie de la lutte des masses belges, pour l'organisation et la construction du Front Unique Prolétarien, anti-capitaliste et anti-impérialiste, pour l'organisation du courant révolutionnaire qui se développe au sein de la classe ouvrière, du large secteur de l'avant-garde qui a été à la base des 377 voix au Parti Trotskyste lors des dernières élections, pour l'organisation de la combativité et des initiatives anti-capitalistes de la classe ouvrière, face à tous les problèmes que le capitalisme lui pose dans son agonie mortelle.

Nous appelons tous les militants, fidèles à la classe ouvrière, à lutter pour le Front Unique Anti-capitaliste contre les fermetures d'usines, le chômage, pour les 40 heures, l'augmentation des salaires, pour la Centrale Ouvrière Unique en Belgique, pour le front unique de toute la classe ouvrière européenne dans la voie de la construction des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde. C'est dans l'avance et l'organisation de cette activité révolutionnaire que notre Parti et tous les camarades rendent leur hommage au camarade Trotsky.

EDITORIAL

DE NOUVELLES FERMETURES D'USINES !

- Expropriation sans indemnisation.

- Fonctionnement sous contrôle ouvrier.

- Elaborer un plan ouvrier pour le développement du pays.

A l'usine textile d'Audenaerde, aux Ateliers de l'Est à Marchiennes, aux Briquetteries de Boom, le patronat a fait à nouveau la preuve de l'incapacité du capitalisme à dépasser sa crise, et que celle-ci au contraire continue à se développer et n'a pas d'issue pour le régime. Ces nouvelles fermetures et mises au chômage sont l'expression d'une situation de crise qui avance dans toute l'Europe capitaliste, où le Marché Commun a organisé et organise une concentration de plus en plus grande des industries, en éliminant tous les secteurs, les branches d'industries jugées non rentables pour les profits capitalistes. Cette situation ne peut que s'aggraver continuellement, car le capitalisme n'a pas d'autre remède pour continuer à vivre que de concenter toute l'industrie dans les mains des plus grandes sociétés, de monopoles. Les secteurs les moins rentables, les usines les plus petites, ou aux structures les plus vieillies, en font les frais les premiers. Pas pour les patrons qui, même lorsque leur entreprise fait faillite, gardent leurs capitaux et leurs richesses, mais pour la classe ouvrière qui voit son droit au travail menacé et renié par des licenciements, des réductions d'horaires, le chômage.

Le régime capitaliste ne peut en aucune façon accorder le plein emploi, organiser les reconversions en fonction des besoins de la population laborieuse ; il n'a aucune capacité, par la logique même de son fonctionnement, pour prendre des mesures de planification, de reconversion nécessaires aux masses. Les fermetures des charbonnages en ont été un exemple, et ces nouvelles fermetures le montrent aussi : toutes les promesses de reconversion ou de planification qui viennent du gouvernement, ou du Parti Socialiste, ceux-ci ne peuvent pas les réaliser ! Ce sont les propres lois capitalistes qui décident, en fonction du meilleur profit, non pas en fonction des intérêts des masses.

La seule force capable de répondre et de résoudre la crise actuelle, c'est celle de la classe ouvrière : en organisant la lutte anti-capitaliste, en donnant la solution ouvrière à chaque problème posé aux masses : pas de fermetures d'usines, de mines, de chantiers ! La classe ouvrière peut les faire fonctionner elle-même et pourra, elle seule, satisfaire les besoins de toute les masses. A l'anarchie et l'empirisme du système capitaliste, la classe ouvrière doit opposer son plan : il faut se dresser dans toutes les usines, dans les quartiers, contre ces nouvelles fermetures qui ne sont que l'annonce d'une crise qui s'approfondit. Toute la classe ouvrière est menacée par les licenciements d'Audenaerde, de Marchiennes, qui suivent les fermetures des charbonnages, la crise des usines Gilson de La Louvière. Il n'y a de perspectives, de solution que dans la nationalisation de toutes les entreprises qui ferment, de toute l'industrie de base, leur fonctionnement sous contrôle ouvrier. Pour préparer cette lutte, il est nécessaire que toute la classe intervienne, discute, décide, dans des assemblées d'usines, de quartiers, dans ses organisations politiques, pour préparer des manifestations de solidarité, avec les travailleurs licenciés, pour soutenir et encourager la lutte pour l'occupation des usines, le contrôle ouvrier. Organiser des manifestations, des meetings de solidarité avec les travailleurs actuellement licenciés, pour manifester avec toute la force que nous avons, que nous opposerons à de nouvelles fermetures, que la classe ouvrière a le pouvoir et la force pour imposer ses solutions. Il faut discuter d'un Plan de Développement du Pays, avec l'intervention de toutes les masses, ouvriers, employés, ménagères, pour décider des reconversions nécessaires, des modernisations, de l'orientation et de la destination de la production, en fonction des besoins des masses exploitées. La planification de l'économie entre les mains et sous la direction de la clase ouvrière peut seule résoudre les problèmes actuels de chômage, de licenciements, de dépérissement des régions industrielles.

Le P.S.B. au gouvernement, ni les directions syndicales ne se proposent une telle lutte, ni une telle perspective : parce que sa réalisation est impossible par la voie de réformes, par la voie pacifique, par de nouvelles lois, ou par la lutte parlementaire, parce

(suite en page 4)

la nécessité du programme révolutionnaire

travers la rationalisation du travail, c'est-à-dire à travers l'augmentation de l'exploitation humaine, à travers une augmentation du rythme d'exploitation des ouvriers. Mais la préparation de la guerre atomique contre-révolutionnaire absorbe les 40 à 60 % de toutes les améliorations de la productivité et production.

Il y a deux formes pour s'opposer au programme actuel du P. S.I. : ou bien le programme de révolution prolétarienne, ou bien un programme de réformes de structure du capitalisme italien. Mais cette dernière possibilité n'existe pas en fait. Personne ne propose concrètement ce programme, parce qu'il n'existe pas. Basso (gauche socialiste) l'a dit clairement dans « Mondo Nuovo » : « Ils ne critiquent ni la rentrée au gouvernement, ni le Pacte Atlantique. Une politique révolutionnaire dirait avant tout : nous sommes contre la participation au gouvernement contre le Pacte Atlantique, et nous proposons un programme révolutionnaire de classe, de lutte anti-capitaliste. Eux, ils proposent certaines réformes, certaines améliorations, certaines nationalisations ; mais même pour réaliser cela, il faut une politique révolutionnaire. Et cela non plus, ils ne le proposent pas. Parce que les moyens qu'ils se proposent ou prévoient pour arriver à ces « réformes de structure » sont les « voies parlementaires ».

ELIMINER LES MONOPOLES SIGNIFIE DETRUIRE LE CAPITALISME

Le problème n'est pas les réformes de structure : le capitalisme ne peut faire de telles réformes, il ne peut se proposer de réformer le régime de propriété sans changer la structure de la société, les Communistes et une partie des Socialistes de gauche parlent d'éliminer les monopoles. Cela va à l'encontre de la nature du capitalisme. La forme actuelle de vie pour le capitalisme, ce sont les monopoles. Détruire les monopoles veut dire détruire le capitalisfme. Ni les communistes, ni les socialistes se proposent de détruire le capitalisme. Parce que l'unique manière de détruire le capitalisme est de prendre le pouvoir par la force. C'est l'unique manière d'éliminer les monopoles. Si on élimine la poignée demonopoles du capitalisme italien, on détruit le capitalisme italien. Ce qui revient à dire que « réformes de structure » veut dire abattre le capitalisme. Les réformes de structure sont une tromperie pour les masses. Comme c'est une tromperie de dire « défendre les droits démocratiques des masses ». Le problème est d'abattre tout le système de lois répressives qui tendent à intimider et à terroriser les masses. Mais on ne peut pas lutter pour éliminer les lois répressives sans abattre le capitalisme.

Le capitalisme ne peut pas faire moins que ces lois répressives. Les monopoles ne peuvent se soutenir sans ces lois répressives. L'unité logique du capitalisme ne peut pas être détruite. Et l'unité logique actuelle du capitalisme est : monopoles, lois répressives, Etat fort. Si l'on élimine un de ces trois facteurs, cela signifie la chute du capitalisme. Si les masses luttent et arrivent à abattre les lois répressives, elles abattent le système capitaliste. Si les masses arrivent à imposer un Gouvernement Ouvrier et Paysan, des partis communistes et socialistes, elles abattent le régime capitaliste. Si les masses parviennent à détruire les monopoles, elles détruisent le régime capitaliste. Parce qu'on ne peut pas détruire séparément tel ou tel monopole. C'est le capitalisme lui-même. C'est la base sur laquelle fonctionne le système capitaliste.

La lutte entre les monopoles mondiaux continue ; elle s'aiguise. Par exemple : la discussion du Marché Commun avec l'impérialisme yankee ; la lutte actuelle pour ce qui s'appelle le « Kennedy-round », le problème des tarifs douaniers. Toutes ces luttes continuent. Et les monopoles s'affaiblissent et s'éliminent entre eux. Quand, dans cette lutte, un monopole est éliminé, c'est un autre qui prend sa place. Donc le système capitaliste continue à fonctionner sur la même base qu'avant. Avec l'élimination d'un concurrent, le capitalisme continue, se basant sur le même système, qui est celui des monopoles. L'Italie est aux mains d'un petit groupe de monopoles. Pirelli, Montecatini, Edison, FIAT, IRI. IRI, qui appartient à l'Etat, est la base qui soutient le capitalisme italien pour faire face à la compétition mondiale. Cela montre la faiblesse du capitalisme italien : parce qu'un organisme étatique comme l'IRI court le risque d'accélérer les nationalisations contre l'intérêt privé, de stimuler le développement d'une bureaucratie étatique qui a des intérêts dans la propriété étatique, donne la possibilité à ce que le P.S.I. et le P.C.I. obtiennent une large base d'appui dans ces secteurs et alimente l'espoir que petit à petit on peut ainsi arriver au socialisme.

LA LUTTE DES MASSES CONTRE LES MESURES REPRESSIVES DE LA BOURGEOISIE

La condition nécessaire pour le capitalisme dans la phase actuelle, est le monopole. Monopole signifie Etat Fort, lois répressives, et la nécessité naturelle pour maintenir le monopole est d'augmenter les organismes de pouvoir qui le soutiennent. Etat Fort, lois répressives et préparation de la guerre atomique. Toutes les mesures qui tendent à faire croire que l'on peut abattre les monopoles sans abattre le capitalisme sont des tromperies pour les masses et rien de plus. Il n'existe aucun exemple qui démontre que la lutte des masses peut éliminer les monopoles, en maintenant le capitalisme, qu'elle peut éliminer les lois répressives sans abattre le pouvoir capitaliste.

Qu'est-ce que cela signifie, éliminer les monopoles ? Quelle force sociale et économique faut-il substituer aux monopoles ? L'Etat. Les nationalisations. Et les nationalisations signifient indubitablement un coup à l'intérêt privé capitaliste. Il y a des périodes dans lesquelles le capitalisme accepte des nationalisations. Quand un secteur ne peut financer une activité économique déterminée, on s'arrange pour que l'Etat se charge de la financer sous forme indirecte, comme cela est arrivé avec l'industrie électrique en Italie, et avec quelques branches de l'industrie et du commerce. Et comme cela arrive avec presque toutes les nationalisations dans les pays arriérés. La lute pour les réformes de structure a sa base essentielle dans la lutte contre les monopoles, et n'a par conséquent aucune possibilité d'être menée jusqu'au bout. Détruire les monopoles signifie en même temps détruire le capitalisme. Et l'on peut seulement détruire le capitalisme par la force. Un autre aspect est que les lois répressives elles non plus ne peuvent être éliminées par des voies parlementaires ou avec des réformes de structures législatives et juridiques. Le capitalisme ne peut changer ses structures actuelles. C'est idiot de croire cela. Tout au contraire : la nécessité de la compétition mondiale et la préparation de la guerre atomique mondiale exigent : monopoles ; Etat Fort ; lois répressives. Apparemment, il n'y a pas d'Etat Fort en Italie. Les spécialistes se trouvent au gouvernement, le système parlementaire fonctionne, il y a des juges ; des tribunaux, etc. Mais l'Etat Fort d'aujourd'hui n'est pas déterminé par la présence de militaires dans le gouvernement, ou par le non-fonctionnement du parlement, mais par l'élimination progressive des moyens et possibilités de lutte pour les droits démocratiques des masses, par l'impossibilité d'influencer à travers ces luttes, pour obtenir une meilleure distribution de la rente nationale, de la possibilité d'empêcher l'organisation d'un appareil répressif et la préparation de la guerre atomique. C'est cela un Etat Fort actuellement. Ce n'est pas la même chose que l'Etat Fort du temps de Hitler ou d'une dictature militaire, mais ce sont des mesures qui mènent au même processus de préparation de solutions historiques du capitalisme, c'est-à-dire la préparation de la guerre. Hitler devait installer une dictature fasciste, militaire, parce que le capitalisme allemand n'avait pas d'autre possibilité et profitait de la politique conciliatrice et aventurière du P.C. et de la collaboration du P.S. Le capitalisme italien a moins de forces que le capitalisme allemand d'alors, mais se sert en compensation d'une collaboration plus directe et complète des communistes et socialistes.

La gauche qui, indubitablement a essayé de s'opposer à Nenni, l'a fait avec des mesures réformistes, par la même voie conciliatrice que Nenni pratiquait envers le capitalisme. Pour lutter contre Nenni, il ne faut pas l'attaquer d'une façon abstraite en s'opposant aux mesures qu'il prend dans le gouvernement, ou en faisant un appel à réaliser un nouveau congrès du P.S.I., mais bien en opposant un programme de classe, en faisant appel au Front Unique de classe, analysant et démontrant que le capitalisme n'a pas de perspectives et que c'est impossible d'améliorer le capitalisme. Pas seulement une améloration historique, mais des mesures concrètes de salaires, de niveau de vie ; que le niveau de vie des masses est le plus haut possible à atteindre dans le capitalisme. Nenni fait un gouvernement pour soutenir le capitalisme, pas pour l'abattre. La bourgeoisie fait des appels à Nenni, l'accepte, parce que lui, accepte la tâche de soutenir le capitalisme, de défendre le capitalisme, inclus au prix des petites promesses comme l'amélioration de la forme de vie, etc. Mais la lutte pour l'amélioration du niveau de vie, la défense contre la diminution du niveau de vie, ce sont les masses qui la mènent.

La gauche du P.S.I., les secteurs révolutionnaires du P.S.I. et du P.C.I. doivent considérer qu'il n'y a aucune perspective de réformes, de changement de structure ou de réformes de structure. Ceci est tout-à-fait exclu. Le capitalisme n'a aucune possibilité de le faire, il n'acceptera jamais les réformes de structure : il se défendra, les rejettera. On peut bien réaliser certaines réformes de structure : avant la révolution, il y a un processus d'évolution, mais toute l'évolution qu'on peut faire est déjà faite. On ne peut plus faire aucne réforme de structure du capitalisme avec une certaine importance. Par exemple, on peut nationaliser une compagnie d'autobus ou une petite usine, une usine de produits chimiques à destination de la production militaire, on peut mettre les banques sous un certain contrôle, de par la nécessité d'ordonner le fonctionnement financier du capitalisme, mais cela ne va pas à l'encontre des grands trusts ; en plus cela favorise les grands trusts qui ont besoin de cela pour empêcher la concurrence des autres et pour éviter que la concurrence produise un désordre dans le fonctionnement financier. Ce sont ceux-là, les petits changements qu'on peut apporter au capitalisme, mais aucune réforme importante.

Les grandes réformes de structure du capitalisme ne peuvent plus se faire. Et les grandes réformes de structure sont : nationalisations des banques, du crédit, nationalisations des plus importantes branches de la production et du transport. Les transports sont nationalisés dans presque toute l'Europe, pour ce qui concerne les voies ferrées, mais pas, par exemple, les compagnies d'aviation. On peut nationaliser certains transports, certaines compagnies d'électricité, mais cela n'est pas un coup pour le pouvoir, la force, la stabilité, ni pour la domination de la structure de la société de la part du capitalisme. La finalité des réformes de structure est en dernière instance, l'élimination du pouvoir capitaliste ; sinon à quoi servent-elles, les réformes de structure ? Si c'est pour améliorer les salaires, il est logique qu'on n'y arrive pas. Les augmentations de salaires sont déterminées par les relations de classe et par les luttes des ouvriers. Elles ne sont déterminées ni par la lutte parlementaire, ni par l'activité ministérielle, mais par les luttes de la classe ouvrière qui conquièrent ces objectifs.

Une fois éliminée la possibilité de n'importe quelle forme de réformes de structure, la gauche doit considérer qu'elle ne peut attendre, ni du P.S.I., ni du P.C.I., aucne possibilité de mener de l'avant la lutte à l'intérieur de ces partis pour une perspective correcte.

C'est-à-dire que ces partis ne considèrent pasnécessaire de détruire le capitalisme ; ils luttent par la voie parlementaire. La voie pacifique à une direction précise. Une forme de pression, de faire peser la volonté de la majorité, mais sous quelle forme ? Si l'on ne le fait pas sous une forme révolutionnaire à travers la lutte des masses pour abattre le capitalisme, cela se fait à travers les voies parlementaires. Et la possibilité d'arriver à quelque chose à travers les voies parlementaires est totalement exclue. Si le capitalisme arrive à se voir en minorité au Parlement, il donne un coup d'Etat, inclus au prix de ne rester qu'à dix. Le capitalisme italien n'est pas celui du Dahomey ou du Togo, où la faiblesse de la structure capitaliste permet à dix ou vingt sergents de renverser le gouvernement. Ici, il n'y a aucune possibilité pour cela. Le capitalisme italien a suffisamment de force militaire, suffisamment de force politique et suffisamment d'armes atomiques, qui ne servent pas tellement à être utilisées contre l'U.R.S.S., ou contre les Etats Ouvriers, mais sont destinées surtout à être utilisées contre les masses italiennes ; ces armes, ils les possèdent surtout comme force contre les Etats Ouvrierset les masses italiennes.

Il est nécessaire que ce groupe de gauche comprenne la nécessité d'un programme révolutionnaire, qui part de la lutte pour les revendications communes, syndicales, salariales, pour les nécessités économiques et sociales de la classe ouvrière, jusqu'à la lutte pour arriver au Front Unique pour abattre le capitalisme. La puissance du P.C.I. est apparente et celle du P.S.I. également. Quand le P.C.I. doit s'appuyer sur Nenni, pour empêcher la crise, pour empêcher que le P.S.I. se déchire, c'est parce qu'il sent que son propre parti est apte pour recevoir les influences de la révolution. Il n'est pas exclu que cela intéresse à la direction du P.C.I. que le P.S.I. se divise, mais si seulement cette division se produit sans grande répercussion. Cela intéresse la direction du P. C.I., parce qu'avec cela, elle augmente son poids politique et pour pouvoir exiger une conciliation ou pour essayer une conciliation avec le capitalisme italien pour aller au gouvernement ; mais le centre du problème — nous répétons ici ce que nous disions l'année passée dans les autres articles — et ce qui se confirme aujourd'hui avec clarté, c'est que les problèmes vitaux ne se déterminent pas à l'échelle nationale, mais internationale. Le problème vital du capitalisme italien est la préparation de la guerre mondiale atomique contre-révolutionnaire, d'être les champions de la préparation de cette guerre et de la guerre elle-même.

LE PROGRAMME DE LUTTE

C'est là les bases sur lesquelles doit s'appuyer la direction de gauche pour se lancer à la lutte, pour faire un appel à une nouvelle organisation révolutionnaire avec un programme révolutionnaire. L'histoire ne la condamnera pas ; elle la favorisera. L'histoire n'est pas exprimée par les directions du Parti Comuniste, ni de Nenni. Les masses nela condamneront pas. Au contraire, elles l'appuyeront. Nous faisons un appel à la gauche du P.S.I. pour qu'elle se décide à une action, en faisant des appels pour mener de l'avant un programme dirigé à la classe ouvrière. Augmentations de salaires, échelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail, aucune usine fermée, pas de chômage. Nationalisation immédiate sans indemnisation. Fonctionnement sots contrôle ouvrier. Contrôle Ouvrier, comités d'usines.

(suite en page 4)

la nécessité du programme révolutionnaire

travers la rationalisation du travail, c'est-à-dire à travers l'augmentation de l'exploitation humaine, à travers une augmentation du rythme d'exploitation des ouvriers. Mais la préparation de la guerre atomique contre-révolutionnaire absorbe les 40 à 60 % de toutes les améliorations de la productivité et production.

Il y a deux formes pour s'opposer au programme actuel du P. S.I. : ou bien le programme de révolution prolétarienne, ou bien un programme de réformes de structure du capitalisme italien. Mais cette dernière possibilité n'existe pas en fait. Personne ne propose concrètement ce programme, parce qu'il n'existe pas. Basso (gauche socialiste) l'a dit clairement dans « Mondo Nuovo » : « Ils ne critiquent ni la rentrée au gouvernement, ni le Pacte Atlantique. Une politique révolutionnaire dirait avant tout : nous sommes contre la participation au gouvernement contre le Pacte Atlantique, et nous proposons un programme révolutionnaire de classe, de lutte anti-capitaliste. Eux, ils proposent certaines réformes, certaines améliorations, certaines nationalisations ; mais même pour réaliser cela, il faut une politique révolutionnaire. Et cela non plus, ils ne le proposent pas. Parce que les moyens qu'ils se proposent ou prévoient pour arriver à ces « réformes de structure » sont les « voies parlementaires ».

ELIMINER LES MONOPOLES SIGNIFIE DETRUIRE LE CAPITALISME

Le problème n'est pas les réformes de structure : le capitalisme ne peut faire de telles réformes, il ne peut se proposer de réformer le régime de propriété sans changer la structure de la société, les Communistes et une partie des Socialistes de gauche parlent d'éliminer les monopoles. Cela va à l'encontre de la nature du capitalisme. La forme actuelle de vie pour le capitalisme, ce sont les monopoles. Détruire les monopoles veut dire détruire le capitalisfme. Ni les communistes, ni les socialistes se proposent de détruire le capitalisme. Parce que l'unique manière de détruire le capitalisme est de prendre le pouvoir par la force. C'est l'unique manière d'éliminer les monopoles. Si on élimine la poignée demonopoles du capitalisme italien, on détruit le capitalisme italien. Ce qui revient à dire que « réformes de structure » veut dire abattre le capitalisme. Les réformes de structure sont une tromperie pour les masses. Comme c'est une tromperie de dire « défendre les droits démocratiques des masses ». Le problème est d'abattre tout le système de lois répressives qui tendent à intimider et à terroriser les masses. Mais on ne peut pas lutter pour éliminer les lois répressives sans abattre le capitalisme.

Le capitalisme ne peut pas faire moins que ces lois répressives. Les monopoles ne peuvent se soutenir sans ces lois répressives. L'unité logique du capitalisme ne peut pas être détruite. Et l'unité logique actuelle du capitalisme est : monopoles, lois répressives, Etat fort. Si l'on élimine un de ces trois facteurs, cela signifie la chute du capitalisme. Si les masses luttent et arrivent à abattre les lois répressives, elles abattent le système capitaliste. Si les masses arrivent à imposer un Gouvernement Ouvrier et Paysan, des partis communistes et socialistes, elles abattent le régime capitaliste. Si les masses parviennent à détruire les monopoles, elles détruisent le régime capitaliste. Parce qu'on ne peut pas détruire séparément tel ou tel monopole. C'est le capitalisme lui-même. C'est la base sur laquelle fonctionne le système capitaliste.

La lutte entre les monopoles mondiaux continue ; elle s'aiguise. Par exemple : la discussion du Marché Commun avec l'impérialisme yankee ; la lutte actuelle pour ce qui s'appelle le « Kennedy-round », le problème des tarifs douaniers. Toutes ces luttes continuent. Et les monopoles s'affaiblissent et s'éliminent entre eux. Quand, dans cette lutte, un monopole est éliminé, c'est un autre qui prend sa place. Donc le système capitaliste continue à fonctionner sur la même base qu'avant. Avec l'élimination d'un concurrent, le capitalisme continue, se basant sur le même système, qui est celui des monopoles. L'Italie est aux mains d'un petit groupe de monopoles. Pirelli, Montecatini, Edison, FIAT, IRI. IRI, qui appartient à l'Etat, est la base qui soutient le capitalisme italien pour faire face à la compétition mondiale. Cela montre la faiblesse du capitalisme italien : parce qu'un organisme étatique comme l'IRI court le risque d'accélérer les nationalisations contre l'intérêt privé, de stimuler le développement d'une bureaucratie étatique qui a des intérêts dans la propriété étatique, donne la possibilité à ce que le P.S.I. et le P.C.I. obtiennent une large base d'appui dans ces secteurs et alimente l'espoir que petit à petit on peut ainsi arriver au socialisme.

LA LUTTE DES MASSES CONTRE LES MESURES REPRESSIVES DE LA BOURGEOISIE

La condition nécessaire pour le capitalisme dans la phase actuelle, est le monopole. Monopole signifie Etat Fort, lois répressives, et la nécessité naturelle pour maintenir le monopole est d'augmenter les organismes de pouvoir qui le soutiennent. Etat Fort, lois répressives et préparation de la guerre atomique. Toutes les mesures qui tendent à faire croire que l'on peut abattre les monopoles sans abattre le capitalisme sont des tromperies pour les masses et rien de plus. Il n'existe aucun exemple qui démontre que la lutte des masses peut éliminer les monopoles, en maintenant le capitalisme, qu'elle peut éliminer les lois répressives sans abattre le pouvoir capitaliste.

Qu'est-ce que cela signifie, éliminer les monopoles ? Quelle force sociale et économique faut-il substituer aux monopoles ? L'Etat. Les nationalisations. Et les nationalisations signifient indubitablement un coup à l'intérêt privé capitaliste. Il y a des périodes dans lesquelles le capitalisme accepte des nationalisations. Quand un secteur ne peut financer une activité économique déterminée, on s'arrange pour que l'Etat se charge de la financer sous forme indirecte, comme cela est arrivé avec l'industrie électrique en Italie, et avec quelques branches de l'industrie et du commerce. Et comme cela arrive avec presque toutes les nationalisations dans les pays arriérés. La lute pour les réformes de structure a sa base essentielle dans la lutte contre les monopoles, et n'a par conséquent aucune possibilité d'être menée jusqu'au bout. Détruire les monopoles signifie en même temps détruire le capitalisme. Et l'on peut seulement détruire le capitalisme par la force. Un autre aspect est que les lois répressives elles non plus ne peuvent être éliminées par des voies parlementaires ou avec des réformes de structures législatives et juridiques. Le capitalisme ne peut changer ses structures actuelles. C'est idiot de croire cela. Tout au contraire : la nécessité de la compétition mondiale et la préparation de la guerre atomique mondiale exigent : monopoles ; Etat Fort ; lois répressives. Apparemment, il n'y a pas d'Etat Fort en Italie. Les spécialistes se trouvent au gouvernement, le système parlementaire fonctionne, il y a des juges ; des tribunaux, etc. Mais l'Etat Fort d'aujourd'hui n'est pas déterminé par la présence de militaires dans le gouvernement, ou par le non-fonctionnement du parlement, mais par l'élimination progressive des moyens et possibilités de lutte pour les droits démocratiques des masses, par l'impossibilité d'influencer à travers ces luttes, pour obtenir une meilleure distribution de la rente nationale, de la possibilité d'empêcher l'organisation d'un appareil répressif et la préparation de la guerre atomique. C'est cela un Etat Fort actuellement. Ce n'est pas la même chose que l'Etat Fort du temps de Hitler ou d'une dictature militaire, mais ce sont des mesures qui mènent au même processus de préparation de solutions historiques du capitalisme, c'est-à-dire la préparation de la guerre. Hitler devait installer une dictature fasciste, militaire, parce que le capitalisme allemand n'avait pas d'autre possibilité et profitait de la politique conciliatrice et aventurière du P.C. et de la collaboration du P.S. Le capitalisme italien a moins de forces que le capitalisme allemand d'alors, mais se sert en compensation d'une collaboration plus directe et complète des communistes et socialistes.

La gauche qui, indubitablement a essayé de s'opposer à Nenni, l'a fait avec des mesures réformistes, par la même voie conciliatrice que Nenni pratiquait envers le capitalisme. Pour lutter contre Nenni, il ne faut pas l'attaquer d'une façon abstraite en s'opposant aux mesures qu'il prend dans le gouvernement, ou en faisant un appel à réaliser un nouveau congrès du P.S.I., mais bien en opposant un programme de classe, en faisant appel au Front Unique de classe, analysant et démontrant que le capitalisme n'a pas de perspectives et que c'est impossible d'améliorer le capitalisme. Pas seulement une amélioration historique, mais des mesures concrètes de salaires, de niveau de vie ; que le niveau de vie des masses est le plus haut possible à atteindre dans le capitalisme. Nenni fait un gouvernement pour soutenir le capitalisme, pas pour l'abattre. La bourgeoisie fait des appels à Nenni, l'accepte, parce que lui, accepte la tâche de soutenir le capitalisme, de défendre le capitalisme, inclus au prix des petites promesses comme l'amélioration de la forme de vie, etc. Mais la lutte pour l'amélioration du niveau de vie, la défense contre la diminution du niveau de vie, ce sont les masses qui la mènent.

La gauche du P.S.I., les secteurs révolutionnaires du P.S.I. et du P.C.I. doivent considérer qu'il n'y a aucune perspective de réformes, de changement de structure ou de réformes de structure. Ceci est tout-à-fait exclu. Le capitalisme n'a aucune possibilité de le faire, il n'acceptera jamais les réformes de structure : il se défendra, les rejettera. On peut bien réaliser certaines réformes de structure : avant la révolution, il y a un processus d'évolution, mais toute l'évolution qu'on peut faire est déjà faite. On ne peut plus faire aucne réforme de structure du capitalisme avec une certaine importance. Par exemple, on peut nationaliser une compagnie d'autobus ou une petite usine, une usine de produits chimiques à destination de la production militaire, on peut mettre les banques sous un certain contrôle, de par la nécessité d'ordonner le fonctionnement financier du capitalisme, mais cela ne va pas à l'encontre des grands trusts ; en plus cela favorise les grands trusts qui ont besoin de cela pour empêcher la concurrence des autres et pour éviter que la concurrence produise un désordre dans le fonctionnement financier. Ce sont ceux-là, les petits changements qu'on peut apporter au capitalisme, mais aucune réforme importante.

Les grandes réformes de structure du capitalisme ne peuvent plus se faire. Et les grandes réformes de structure sont : nationalisations des banques, du crédit, nationalisations des plus importantes branches de la production et du transport. Les transports sont nationalisés dans presque toute l'Europe, pour ce qui concerne les voies ferrées, mais pas, par exemple, les compagnies d'aviation. On peut nationaliser certains transports, certaines compagnies d'électricité, mais cela n'est pas un coup pour le pouvoir, la force, la stabilité, ni pour la domination de la structure de la société de la part du capitalisme. La finalité des réformes de structure est en dernière instance, l'élimination du pouvoir capitaliste ; sinon à quoi servent-elles, les réformes de structure ? Si c'est pour améliorer les salaires, il est logique qu'on n'y arrive pas. Les augmentations de salaires sont déterminées par les relations de classe et par les luttes des ouvriers. Elles ne sont déterminées ni par la lutte parlementaire, ni par l'activité ministérielle, mais par les luttes de la classe ouvrière qui conquièrent ces objectifs.

Une fois éliminée la possibilité de n'importe quelle forme de réformes de structure, la gauche doit considérer qu'elle ne peut attendre, ni du P.S.I., ni du P.C.I., aucne possibilité de mener de l'avant la lutte à l'intérieur de ces partis pour une perspective correcte.

C'est-à-dire que ces partis ne considèrent pasnécessaire de détruire le capitalisme ; ils luttent par la voie parlementaire. La voie pacifique à une direction précise. Une forme de pression, de faire peser la volonté de la majorité, mais sous quelle forme ? Si l'on ne le fait pas sous une forme révolutionnaire à travers la lutte des masses pour abattre le capitalisme, cela se fait à travers les voies parlementaires. Et la possibilité d'arriver à quelque chose à travers les voies parlementaires est totalement exclue. Si le capitalisme arrive à se voir en minorité au Parlement, il donne un coup d'Etat, inclus au prix de ne rester qu'à dix. Le capitalisme italien n'est pas celui du Dahomey ou du Togo, où la faiblesse de la structure capitaliste permet à dix ou vingt sergents de renverser le gouvernement. Ici, il n'y a aucune possibilité pour cela. Le capitalisme italien a suffisamment de force militaire, suffisamment de force politique et suffisamment d'armes atomiques, qui ne servent pas tellement à être utilisées contre l'U.R.S.S., ou contre les Etats Ouvriers, mais sont destinées surtout à être utilisées contre les masses italiennes ; ces armes, ils les possèdent surtout comme force contre les Etats Ouvrierset les masses italiennes.

Il est nécessaire que ce groupe de gauche comprenne la nécessité d'un programme révolutionnaire, qui part de la lutte pour les revendications communes, syndicales, salariales, pour les nécessités économiques et sociales de la classe ouvrière, jusqu'à la lutte pour arriver au Front Unique pour abattre le capitalisme. La puissance du P.C.I. est apparente et celle du P.S.I. également. Quand le P.C.I. doit s'appuyer sur Nenni, pour empêcher la crise, pour empêcher que le P.S.I. se déchire, c'est parce qu'il sent que son propre parti est apte pour recevoir les influences de la révolution. Il n'est pas exclu que cela intéresse à la direction du P.C.I. que le P.S.I. se divise, mais si seulement cette division se produit sans grande répercussion. Cela intéresse la direction du P. C.I., parce qu'avec cela, elle augmente son poids politique et pour pouvoir exiger une conciliation ou pour essayer une conciliation avec le capitalisme italien pour aller au gouvernement ; mais le centre du problème — nous répétons ici ce que nous disions l'année passée dans les autres articles — et ce qui se confirme aujourd'hui avec clarté, c'est que les problèmes vitaux ne se déterminent pas à l'échelle nationale, mais internationale. Le problème vital du capitalisme italien est la préparation de la guerre mondiale atomique contre-révolutionnaire, d'être les champions de la préparation de cette guerre et de la guerre elle-même.

LE PROGRAMME DE LUTTE

C'est là les bases sur lesquelles doit s'appuyer la direction de gauche pour se lancer à la lutte, pour faire un appel à une nouvelle organisation révolutionnaire avec un programme révolutionnaire. L'histoire ne la condamnera pas ; elle la favorisera. L'histoire n'est pas exprimée par les directions du Parti Comuniste, ni de Nenni. Les masses nela condamneront pas. Au contraire, elles l'appuyeront. Nous faisons un appel à la gauche du P.S.I. pour qu'elle se décide à une action, en faisant des appels pour mener de l'avant un programme dirigé à la classe ouvrière. Augmentations de salaires, échelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail, aucune usine fermée, pas de chômage. Nationalisation immédiate sans indemnisation. Fonctionnement sots contrôle ouvrier. Contrôle Ouvrier, comités d'usines.

(suite en page 4)

Hommage de solidarité révolutionnaire aux Guerilleros du mouvement révolutionnaire du 13 novembre du Guatemala assassinés et emprisonnés par la dictature militaire !

Le 23 juillet, deux camarades, membres dirigeants du Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre, ont été assassinés et cinq autres emprisonnés. Les membres du 13 novembre étaient dans une maison ; ils ont été encerclés par l'armée et la police et la maison a été criblée de balles. Deux des membres du 13, Augusto Vicente Loarca, appelé Estefano dans le 13, et Ramon Najera, appelé Paco dans le 13, sont sortis pour faire face à la répression de l'armée et de la police. Ils ont défendu la maison, ils sont sortis dans la rue pour affronter ouvertement la police (ils étaient plus de 50) pour donner le temps aux autres camarades restant dans la maison, autres 5 membres du 13 de s'échapper. Estefano a tué 11 policiers (c'est le commentaire que font certains des policiers eux-mêmes qui sont intervenus), Estefano est sorti au milieu de la rue ; il a affronté les policiers et l'armée et est retourné dans la maison ; alors qu'il était blessé et ne pouvait plus lutter, un policier est entré par derrière et lui a tiré dans le dos. L'autre camarade, Paco, fut gravement blessé et dut cesser de tirer. La police le jeta dans une auto et le laissa perdre son sang jusqu'à la mort.

Le même jour, quatre maisons du Parti Communiste ont été violées, 10 à 14 membres du P.C. ont été arrêtés, de nombreuses armes et des imprimeries, etc., furent séquestréees. Deux membres du P.C. connaissaient la maison où se trouvaient les membres du 13 novembre. Personne d'autre ne la connaissait. Ce sont les communistes qui ont dénoncé la maison du 13 novembre à la police. Deux semaines auparavant, un militant du P.C. était passé au 13 novembre pour quelques jours seulement. Il déserta et retourna au P.C., ou à un de ses groupes. Deux autres militants communistes connaissaient la maison. Ce sont eux qui ont été les délateurs directs ou indirects de la maison. Antérieurement, Turcios, qui était auparavant membre du 13, a dénoncé publiquement pour son propre compte certains membres du 13. La police était renseignée directement par les services qui lui rendaient les membres du P. C. et Turcios. Aucun membre du P.C. ne s'est défendu, ni a défendu les maisons et les positions. Ils se sont livrés, comme de coutume. C'est de ce milieu qu'est venue la délation contre le 13 novembre. Les membres du 13 novembre ont défendu leur maison au prix de leurs vies. Les 5 qui furent fait prisonniers, l'ont été après avoir épuisé leurs munitions et après s'être échappés sur les toits des maisons. L'un d'eux put s'échapper, mais il était blessé et fut arrêté un jour et demi plus tard.

Les membres du 13 novembre ont été livrés par le P.C. ; pendant des semaines, le P.C., directement et indirectement en utilisant Turcios, s'est consacré à dénoncer, à provoquer directement les membres du 13 comme Trotskystes, comme si c'étaient des aventuriers et qu'ils ne méritaient pas le respect des membres révolutionnaires ou des militants révolutionnaires. Turcios a joué directement un rôle l'agent au service de la provocation du P.C. Dans le P.C., la police dispose d'agents à son service, variés et bien placés. En outre, la politique de conciliation, de coexistence, d'alliance avec la bourgeoisie permet facilement à la police de placer ses agents et de gagner à son service les membres du P.C. qui se déçoivent rapidement de la politique de ce parti. La politique, la ligne et les objectifs d'alliance avec la bourgeoisie du P.C. se prépare, étend les bases pour que la police trouve des agents à volonté.

Les membres du 13 novembre ont démontré que, dans la polémique publique contre le P.C. et son agent Turcios, délateur policier de révolutionnaires (Turcios qui était commandant au 13 novembre et passé au P.C. pour servir la police), ils savaient défendre les positions et le programme de la révolution socialiste aussi bien dans la polémique et la lutte politique contre le P.C. que, les armes à la main, directement contre la répression militaire et policière. Le P.C. et Turcios accusaient, calomniaient les camarades du 13 novembre d'être des agents de l'aventurisme et de la provocation. Ils faisaient campagne publique pour calomnier ceux du 13, en déclarant qu'ils étaient incapables de lutter, que ce programme n'avait pas de possibilités, qu'il était le produit des provocateurs trotskystes. Ils présentaient le programme de la révolution socialiste du 13 novembre, comme s'il ne pouvait pas entraîner, élever la résolution de lutte parce qu'il était faux et utopique. La défense des camarades du 13, armes à la main, l'assassinat de deux de ses dirigeants, cela démontre que le programme de la révolution socialiste armée donne sécurité et confiance à lutter pour lui et affronter avec la décision et la vie, la répression assassine de la police et de l'armée. La force, la décision des camarades du 13 à défendre leurs positions, à ne pas se livrer et à lutter contre la police est un exemple que c'est le programme de la révolution socialiste qui arme la résolution contre la police, c'est un exemple que c'est le programme de la révolution socialiste qui arme et armera la résolution des militants du 13 à défendre toute sortes de conquêtes, de positions et d'actions pour le programme et les objectifs socialistes de la révolution. Les militants du P.C. se livrent ou, comme Turcios, désertent de la lutte pour le programme et se livrent à des aventures et des actions individuelles.

Le coup n'a pas découragé les camarades du 13 novembre. Cela fait partie de la lutte. Ils continuent leur lutte avec décision et fermeté. Les communistes ont voulu effrayer ceux du 13 en les appelant Trotskystes comme si c'était une faute. Les communistes n'ont d'autorité pour convaincre personne au Guatémala. Au contraire, ceux du 13 ont fièrement rejeté les tentatives de provocation policière du P.C. et de Turcios et ont continué et continuent leur lutte pour le programme de la révolution socialiste.

La police est en train de torturer et d'appliquer des mesures assassines contre les 5 autres membres du 13 prisonniers. On ne sait pas quelle est leur situation parce que la police ne leur a même pas laissé voir leur famille. Il y a un but combiné, une alliance directe entre la police et le P. C. pour frapper, réprimer le 13 novembre. La police, tandis qu'elle arrête des communistes, utilise l'intérêt du P.C. contre le 13 novembre, pour se servir d'eux et éliminer le 13, par n'importe quel moyen. Pas de moyen politique, ni révolutionnaire, pas de discussion, ni de polémique. Il ne le fait pas parce qu'il n'a pas raison, pas de force, pas d'autorité. C'est la politique, le programme du 13 qui est correct. Pour cela, le P.C. s'allie à la police, directement ou indirectement.

La presse mondiale a fait le silence sur ces assassinats et sur l'action vaillante et révolutionnaire du 13, sur l'action héroïque de Estefano et Paco. Il y a un complot de silence sur la lutte du 13. Il est nécessaire d'organiser des commissions, pour rendre publics cet assassinat et ces détentions. Qu'on donne aux prisonniers le droit de défense et de relations avec leur famille, etc. On nous communique récemment que la Fédération Universitaire du Guatémala a pris en charge la défense des cinq détenus et a intenté un procès pour crime contre le chef de la police du Guatémala pour avoir assassiné les deux camarades Estefano et Paco.

Il est nécessaire de développer une campagne de presse, de radio, en défense des membres du Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre, pour défendre les cinq camarades emprisonnés et rendre hommage aux deux camarades assassinés.

Nous appelons tous les militants politiques et syndicaux, toute la classe ouvrière, à exprimer sa solidarité avec cette lutte et à exiger le droit à la défense des camarades emprisonnés et leur libération. Nous appelons à discuter cela dans les assemblées syndicales, dans les réunions syndicales, dans les organisations politiques, P.C., P.C. pro-chinois, P.W.T., M. P.W., à faire voter des résolutions de solidarité avec les camarades emprisonnés et le M.R. 13, à envoyer des lettres de protestation à l'ambassade du Guatémala en Belgique, à adresser directement à la guerilla du M.R. 13 des messages de solidarité, à exprimer cette solidarité et ce soutien dans toutes les manifestations, dans des arrêts de travail.

Nous appelons les militants politiques ou syndicaux, de la classe ouvrière, à faire connaître autour d'eux, à discuter le programme et les objectifs de la lutte du Mouvement révolutionnaire du 13 Novembre, qui lutte pour la révolution socialiste au Guatémala ; nous les appelons à faire insérer cet appel dans la presse de leur organisation, groupe, parti ou syndicat.

EDITORIAL (suite)

qu'elle met en question la structure et tout le fonctionnement même du système capitaliste ; cette lutte exige de se mener dans la perspective du pouvoir ouvrier ; c'est tout le pouvoir capitaliste qu'il faudra détruire pour garantir les conquêtes et réaliser définitivement la planification de l'économie selon les intérêts de la population. C'est pour cela qu'il est nécessaire que ce soient les masses laborieuses, dans leur ensemble, que ce soit toute la classe ouvrière qui intervienne dans la lutte, qui prépare et organise les occupations d'usines, organise la solidarité avec toutes les luttes dans une usine contre sa fermeture, grèves, pour soutenir chaque lutte. Il faut tirer les conclusions de la grève des mineurs de La Batterie ; organiser des comités de front unique à la base pour empêcher les licenciements, ou pour organiser la solidarité avec les travailleurs licenciés d'autres usines, et mettre en avant les mots d'ordre anti-capitalistes, avec les méthodes qu'ils exigent pour leur concrétisation : planification sous la direction et le contrôle ouvrier, expropriation sans indemnisation de l'industrie de base et des entreprises qui ferment, fonctionnement sous contrôle ouvrier ! Intervention et mobilisation de toute la classe ouvrière pour faire avancer ce programme !

RÉFORMES DE STRUCTURE (suite)

La gauche socialiste doit unir sa lutte parlementaire à la lutte syndicale pour affronter le sabotage et la structure de l'appareil administratif bureaucratique contre-révolutionnaire des directions syndicales. Comités d'usines, comités de quartiers. Comme l'ont fait les mineurs boliviens. Il ne s'agit pas seulement de faire des appels pour un programme, mais il faut faire des appels à une activité concrète pour mener de l'avant ce programme. Et il faut baser tout sur le terrain syndical. Un programme général de nationalisations, de défense inconditionnelle des Etats Ouvriers, de défense inconditionnelle de la révolution coloniale ; et défense inconditionnelle ne signifie pas seulement des déclarations, des ordres du jour, mais des démonstrations, des arrêts de travail, des grèves générales, commençant par la grève générale en appui au prolétariat espagnol.

Tout cela lié à l'aide économique, militaire, etc. Préparation militaire des masses italiennes pour faire face à la répression et à la contre-révolution. Programme général de Front Unique des socialistes, communistes, syndicalistes ; un appel à toutes ces organisations avec ce programme, mais sans attendre qu'elles répondent. Pour impulser la lutte de l'avant, il est nécessaire de commencer immédiatement, soit partant des syndicats, soit d'une région, etc. Exiger la représentation proportionnelle dans les syndicats, droits démocratiques pour toutes les tendances révolutionnaires dans le mouvement ouvrier. Programme syndical et politique de Front Unique en appui des luttes des paysans ; la terre aux paysans, expropriation de la terre ; collectivisation des grandes propriétés agricoles capitalistes ; appui inconditionnel aux luttes des paysans ; comités d'ouvriers et paysans pour l'appui réciproque dans les luttes ; alliance ouvriers - paysans ; la base essentielle de la Centrale Ouvrière et le courant qui doit se former, doit être le programme de l'expropriation de la terre sans indemnisation, la distribution aux paysans et l'exploitation collective des grands terrains agricoles.

Faire un appel à un Front Unique de tous les partis communistes, socialistes, les syndicats, de tout le monde, pour l'appui inconditionnel à la révolution coloniale. Faire des appels aux Etats Ouvriers et exiger de leurs directions l'appui inconditionnel à la révolution coloniale, aux grandes luttes des masses dans tous les pays, commençant par les luttes des masses espagnoles, des révolutions coloniales en Asie, Afrique et Amérique Latine. Lutter pour un Congrès mondial du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, pour l'élaboration de ce programme à l'échelle mondiale et la lutte pour ce programme.

Le P.C.I. et le P.S.I. essayeront de maintenir le lien avec la classe ouvrière pour ne pas perdre le contrôle et pour faire face au développement d'une gauche révolutionnaire. Ils ne sabotent pas toutes les luttes dela classe ouvrière. Ils appuient tout mouvement qui veut donner des améliorations ou des conquêtes de la classe ouvrière, inclus les luttes qui limite le pouvoir capitaliste ; ils acceptent également les nationalisations, à condition que cela ne signifie pas une mobilisation révolutionnaire. Mais aujourd'hui, on ne peut plus faire aucune action importante de la classe ouvrière sans qu'elle se base sur l'action et la perspective anti-capitalistes. N'importe quelle tentative pour arriver à des conquêtes importantes de la classe ouvrière sur la base du parlement, en faisant seulement un travail de secteur par secteur, par une lutte articulée, a comme objectif d'affaiblir la force de la classe ouvrière. Il est nécessaire de préparer des mouvements unifiés vers une Grève Générale, des mouvements de secteurs, des Fronts Uniques d'ouvriers, paysans et petits-bourgeois pauvres.

J. POSADAS.

POUR VOUS ABONNER

ABONNEMENT ORDINAIRE :

6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS

1 an — 24 numéros : 100 FRANCS

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS

★

Prière de s'adresser :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND
Pour la correspondance :
Même adresse.

EDITEUR RESPONSABLE
et envoi d'argent par mandat postal
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

4me Année — N° 35.

2 OCTOBRE 1965.

— BI-MENSUEL —

Le prochain numéro sortira le 16 oct. 1965

LE NUMERO : 5 FRANCS

EDITORIAL : La déclaration de Eyskens montre la faiblesse extrême du Gouvernement Capitaliste et la nécessité de la lutte pour le programme révolutionnaire

La classe ouvrière avait envoyé Eyskens au poteau, pendant la grande grève de 1960-61, mais la bourgeoisie l'a remis au pouvoir, avec la participation et la collaboration du P.S.B. Eyskens a été repris au gouvernement, comme un représentant qualifié des intérêts des grands capitalistes. Il l'a encore bien montré avec sa récente déclaration.

Cette déclaration reprend le memorandum de la F.I.B. et l'adopte comme programme. C'est un programme qui cherche désespérément à garantir et à défendre les bénéfices capitalistes, à faire payer aux masses exploitées, les conséquences de la crise capitaliste.

Eyskens prévoit un « ensemble de mesures » pour équilibrer le budget de l'Etat : c'est à dire pour donner à l'Etat les moyens de subsidier les entreprises défaillantes, d'accorder des crédits et des facilités aux investissements, d'augmenter le budget militaire, de préparation à la guerre atomique de l'impérialisme mondial contre les masses.

Ces moyens, l'Etat capitaliste ne peut les chercher que dans la surexploitation des masses : c'est cela que prévoit Eyskens : lever de nouveaux impôts sur les masses laborieuses, reprendre les conquêtes de la classe ouvrière, réduire le budget de l'Education, contraindre à la pause sociale.

Les dirigeants socialistes collaborent à cette politique. Mais le problème par eux est de faire face au mécontentement, au dégoût et à l'indignation des masses, qui se portent jusque dans l'appareil socialiste. La crise est telle dans le P.S.B. que l'on voit un Larock ou un Collard, élever des plaintes et des protestations contre « les mesures réactionnaires » de Eyskens. C'est de la démagogie et de la peur de leur part ! parce que toute la direction socialiste a approuvé l'entrée du P.S.B. au Gouvernement en ayant pleine conscience du rôle que la bourgeoisie voulait lui faire jouer.

Toutefois, ces protestations et les divergences qui s'expriment au sein même du Bureau du P.S.B reflètent de très loin, la pression des masses et leur révolte qui va bouleverser le Parti Socialiste tout entier.

Eykens montre que la bourgeoisie sent aussi ce danger : dans sa déclaration, il a menacé de donner sa démission si son programme n'est pas adopté et appliqué. Il veut faire pression sur les socialistes en leur disant : « Attention ! le programme que je propose est le seul moyen de sauver et de maintenir en vie le système capitaliste. A vous d'étouffer vos divergences, de contenir la classe ouvrière et d'appliquer ce que je propose ! ».

Cela est une expression formidable de la grande faiblesse du capitalisme. La bourgeoisie est amenée à prendre des mesures réactionnaires contre les masses, parce qu'il ne peut plus vivre autrement ; et elle dépend du Parti Socialiste pour les mettre en application, tout en voyant la crise qui le secoue !

Cette situation d'extrême faiblesse de la bourgeoisie montre aussi que toutes les conditions existent pour que la classe et toutes les masses exploitées partent à l'offensive et qu'il faut tirer profit de cette crise pour avancer les revendications anti-capitalistes des masses.

Cependant, aucune direction ouvrière ne se prépare pour cela. Au contraire, c'est une lutte complètement défensive que mènent la F.G.T.B., le Parti Communiste, le P.W.T. Et les capitalistes ont la possibilité de fermer des usines, des charbonnages, de mettre des ouvriers au chômage, de réduire le niveau de vie des masses, sans subir encore la riposte massive de la classe ouvrière.

Les directions du mouvement ouvrier ont laissé le patronat fermer La Batterie, les Ateliers de l'Est de Marchiennes, des usines textiles et des charbonnages en Flandre. Leurs protestations ont été purement verbales.

L'exemple des Usines Gilson a été bien clair : après l'agitation qu'ont fait la F.G.T.B., le P.C., le P.W.T. à propos de la mise au chômage de 500 ouvriers, le patronat a annoncé qu'il s'agissait d'une mesure provisoire.

Et toutes les organisations se sont apaisées.

La mise au chômage est à présent définitive, et elle l'a toujours été dans l'intention patronale. C'est parce que aucune de ces organisations n'a appelé à la lutte pour imposer les solutions de la classe ouvrière, les seules possibles : expropriation du patronat, ouverture des livres de comptes, fonctionnement de l'usine sous contrôle ouvrier. Si certains — comme « La Gauche » — ont repris quelques-uns de ces mots d'ordre, ils l'ont fait sans montrer et proposer les méthodes de lutte nécessaires pour atteindre ces objectifs : occupation de l'usine, grève au finish de tous les ouvriers qui y sont employés, mobilisation de tous les travailleurs de la région, grèves de solidarité. Ils ont laissé la solution dans les mains, soit du Gouvernement, soit des parlementaires ou des autorités régionales, en faisant des appels ou des pressions sur ces organismes de la bourgeoisie.

Pourtant, ce ne sont pas les masses qui refusent la lutte ! Les mineurs de La Batterie ont démontré cela clairement : lorsque la classe ouvrière trouve le chemin pour s'organiser, elle est disposée à aller jusqu'au bout.

C'est cela que doivent poser et discuter les congrès que préparent le P.W.T., le P.C., la F.G.T.B. : la nécessité d'organiser la force et la disposition révolutionnaires de la classe ouvrière, pour faire triompher le programme des nationalisations, du contrôle ouvrier, de la lutte contre tous les licenciements et le chômage, pour le maintien du niveau de vie, etc.

Nous appelons tous les militants de ces organisations ouvrières, les militants du P.C. pro-chinois, à défendre et à lutter pour ce programme dans leurs organisations, dans leurs usines, à prendre l'initiative du Front Unique à la base pour diriger directement les luttes.

3me anniversaire

Le troisième anniversaire de « LA LUTTE OUVRIERE », organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section belge de la IVe Internationale, se donne dans un processus de montée de la révolution mondiale, qui s'exprime puissamment au Viet-Nam et à Saint-Domingue, dans toute la révolution coloniale, par le développement des tendances et courants marxistes-révolutionnaires dans les pays capitalistes, par le renforcement de la révolution politique dans les Etats Ouvriers dégénérés, comme l'U.R.S.S., la Pologne, la Hongrie.

De cette situation, « LA LUTTE OUVRIERE » et principalement par les articles du camarade J. Posadas, veut donner l'analyse marxiste et répondre, comme organisateur de la classe, avec le programme de la IVe Internationale, aux nécessités objectives de la lutte révolutionnaire, à la recherche, de la part du prolétariat belge et son avant-garde, d'un programme anti-capitaliste pour la construction de la tendance marxiste-révolutionnaire, face à la poltique réformiste et conciliatrice des directions ouvrières.

L'évolution même de « LA LUTTE OUVRIERE », partant d'une publication mensuelle et imprimée, jusqu'à la parution régulière bi-mensuelle, et dans la perspective d'une publication hebdomadaire à bref délai, est l'expression du dynamisme du Parti, de l'Internationale, du camarade Posadas, en même temps qu'une nécessité de répondre aux exigences de la lutte des masses en Belgique, à la nécessité objective de la construction d'une direction révolutionnaire, la nouvelle Internationale Communiste des Masses, capable de donner le programme anti-capitaliste et anti-impérialiste et d'élaborer la stratégie mondiale pour le renversement du capitalisme et la construction du socialisme.

Nous appelons tous les militants, les sympathisants, l'avant-garde du mouvement ouvrier, à apporter leur soutien à « LA LUTTE OUVRIERE », à développer la campagne d'abonnements, à aider à la diffusion et la vente du journal, à faire connaître les positions et la politique de la IVe Internationale, à donner leur soutien financier, à collaborer au rôle irremplaçable de « LA LUTTE OUVRIERE » pour impulser le Front Unique anti-capitaliste à travers la construction de la tendance marxiste-révolutionnaire en Belgique.

LA REDACTION.

Manifestons à Florennes !

- Pour la destruction des bases militaires de l'impérialisme.
- Pour le Front Unique Anti-Impérialiste Mondial.
- Pour la lutte contre le capitalisme en Belgique.

La manifestation du 3 octobre contre la base atomique américaine de Florennes est un premier pas dans l'organisation en Belgique de la lutte contre l'impérialisme. Il serait absurde de considérer cette manifestation comme un réflexe d'auto-défense d'une population locale menacée par le danger d'explosion accidentelle d'une des bombes entreposées. Dans les Eats Ouvriers également, il y a des entrepôts d'armes nucléaires, mais il n'y a pas de manifestations. Le sentiment qui pousse les masses à intervenir contre la présence de ces bases est le produit direct de l'avance de la révolution mondiale et de la perte d'autorité constante de l'impérialisme, politiquement, socialement et militairement. Les masses comprennent au travers des échecs successifs de l'impérialisme en Afrique, à St-Domingue, au Viet-Nam, que l'issue inévitable est la guerre atomique, qu'il n'y a pas de coexistence pacifique. De là vient le sentiment qui pousse à manifester contre les bases impérialistes.

Partout où l'impérialisme a de telles bases, il y a de telles manifestations. Au Japon, en Angleterre, en Belgique, à Panama, en Turquie et en Grèce, les masses se lancent dans des actions de plus en plus audacieuses contre les piliers essentiels du système militaire de l'impérialisme. Le sentiment commun qui les impulse est anti-impérialiste et témoigne de l'existence sous forme empirique du Front Unique Anti-Impérialiste Mondial ainsi que de la nécessité de l'organiser. Pour cette raison, appeler à manifester à Florennes implique appeler à l'organisation de ce Front Unique Anti-Impérialiste Mondial.

Appeler à ce Front Unique signifie avant tout organiser dans chaque pays la lutte contre le capitalisme. Aucun des mots d'ordre de la manifestation ne parle de cela. Les bases américaines en Belgique n'ont cependant pas comme unique objectif la défense des intérêts particuliers de l'impérialisme yankee. Elles font partie du système défensif et contre-révolutionnaire du capitalisme à l'échelle mondiale. Contre-révolutionnaires, parce que, comme au Viet-Nam, le capitalisme national et l'impérialisme n'hésiteraient pas à s'en servir contre tout mouvement révolutionnaire. S'il y a des bases américaines en Belgique, elles y sont de par la volonté ou

(suite en page 6)

LA CRISE AIGUE
et l'organisation des luttes des masses en

par J. POSADAS

La crise de Grèce indique le cours ascendant de la révolution au Moyen-Orient et dans la Méditerranée : la révolution avance l'influence directe du développement de la révolution au Moyen-Orient qui a impulsé cette lutte. Chypre a stimulé la lutte en Grèce, mais c'est essentiellement à pas de géant, pas seulement en Yougoslavie et en Albanie, mais aussi à Chypre. La résistance de la Grèce est, avec la Turquie, le centre vital de l'impérialisme au Moyen-Orient. Avec des pays comme la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, l'Atlantique n'est pas mis en doute pour le capitalisme. Mais en ce qui concerne la Méditerranée, la Grèce et la Turquie sont le point-clef. Une telle crise renverse toute la stratégie que l'impérialisme avait mise sur pied avec l'O.T.A.N. Et cette stratégie s'effondre parce qu'il y a, en Grèce, une crise sociale très profonde.

En 1943-45, la révolution était sur le point de triompher en Grèce. Mais Staline passa un accord avec l'impérialisme pour livrer la révolution grecque et assassina tous les dirigeants communistes. Il n'assassina pas seulement les trotskystes — 300 furent massacrés en une seule nuit — mais également les dirigeants du Parti Communiste grec, dont le secrétaire du P.C. grec, qui était pour la révolution et qui fut livré et assassiné. Après ce massacre, la bourgeoisie grecque réussit à stabiliser son pouvoir, sa force. Mais maintenant éclate une crise dans son propre camp, dans son propre centre, ce qui signifie que la crise sociale est très grave et très profonde. Nous répétons que ceci représente un coup très dur porté à la stabilité et à la domination impérialiste dans le Moyen-Orient et la Méditerranée.

La crise ministérielle en Grèce est le reflet d'une crise sociale très profonde. A la base de cette crise sociale, il y a la dénonciation de l'existence d'un groupe d'environ 250 officiers subalternes qui a formé un mouvement pour conduire la Grèce au neutralisme. La Grèce est un des piliers de l'impérialisme : avec la Turquie, c'est la base du dispositif de l'O.T.A.N. Et quand, en Grèce, il se forme un groupe d'officiers qui lutte ou pousse au neutralisme, c'est un coup porté à l'impérialisme, d'autant plus que celui qui est considéré comme le chef de ce mouvement est le fils du premier ministre Papandréou qui, après avoir été ministre du roi, passe à l'opposition au roi.

La crise de Grèce, jointe à la situation en Turquie — où est apparu également un groupe d'officiers demandant la neutralisation de la Turquie, et où on a nationalisé le pétrole et quelques autres productions — affaiblit tout le potentiel et la base de l'impérialisme dans la Méditerranée. La Grèce et la Turquie sont essentielles car elles dominent l'entrée de la Mer Noire et l'accès à l'Union Soviétique. De plus, ces pays étaient le centre du terrorisme impérialiste contre la révolution au Moyen-Orient. Si l'impérialisme perd le contrôle sur la Grèce et la Turquie, tout son dispositif s'effondre. La crise actuelle est très grave : il y a eu des manifestations de plus d'un demi-million de personnes en faveur de Papandréou. Celui-ci est un ministre libéral, sans plus. Dans le parti conservateur, il y a un ministre plus libéral que lui, qui voulait accorder quelques mesures progressistes, plus de liberté.

En ce qui concerne le Viet-Nam, la liquidation de Taylor indique la crise profonde au sein de l'impérialisme. Taylor est le stratège de la guerre contre le Viet-Nam du Nord et la Chine. Il avait fait plusieurs plans pour essayer de vaincre, depuis celui des « villages stratégiques » jusqu'à celui des « replis stratégiques ». Il n'y a pas longtemps, Taylor disait : « Avant deux mois, nous serons chez nous ». Le voilà chez lui, à la seule différence qu'on l'a renvoyé, lui et ses plans avec. Mais l'échec de Taylor ne signifie pas que les Yankees ont abandonné l'idée d'envahir le Viet-Nam du Nord et la Chine : cela indique seulement qu'ils cherchent à négocier avec l'Union Soviétique. Cette mesure était un point d'appui pour discuter avec l'U.R.S.S., et les négociations avec l'U.R.S.S. ont conduit à zéro.

Maintenant, Harriman déclare qu'il n'est pas allé à Moscou pour faire des concessions en Europe en échange du Viet-Nam. En réalité, c'est bien pour cela qu'il est allé à Moscou : mais la bureaucratie soviétique n'a pas voulu céder ce que l'impérialisme lui demandait. Au contraire, elle s'est vue obligée à lancer un appel à tous les partis communistes pour résister au Viet-Nam et a annoncé, de plus, qu'elle allait envoyer au Viet-Nam plus d'armes qu'elle ne l'avait fait jusqu'ici.

L'impérialisme hésite à aller plus loin, à envahir le Viet-Nam du Nord, parce qu'il redoute l'affrontement avec des avions soviétiques, par exemple. Vous vous rappelez qu'il y a quelques mois, les avions soviétiques firent face aux quadrimoteurs américains et en abattirent plusieurs ; puis ils disparurent. Nous avons dit alors dans certains articles que c'était là un avertissement donné par l'U.R.S.S. : il signalait un handicap pour les Yankees ; pour ce genre de missions, ils ne peuvent utiliser leurs avions à réaction ; ils doivent se servir d'avions lents, qui volent bas et qui peuvent être abattus facilement par les chasseurs à réaction soviétiques.

Harriman a été envoyé à Moscou pour voir quelles nouvelles négociations on pouvait faire avec l'Union Soviétique, à quel accord on pourrait arriver en échange du retrait de Taylor, mesure par laquelles les Yankees démontraient qu'ils étaient disposés à discuter et à négocier. Il semble que les Soviétiques n'aient pu rien leur offrir. Le dernier communiqué des Soviétiques renferme cependant une concession de leur part : dans ce communiqué, ils appellent tous les Etats socialistes à faire face à l'impérialisme, mais ils ne font pas mention du retrait des troupes américaines du Viet-Nam. Dans les communiqués antérieurs, ils plaçaient au centre l'exigence du retrait des troupes américaines. Cette fois, ils n'en parlent plus ; par contre, ils soulignent que les Américains doivent négocier avec le Nord-Viet-Nam.

C'est une concession des Soviétiques, mais une concession qui sert bien peu l'impérialisme, car, que peuvent-ils négocier avec le Vietcong - Même supposant un accord possible sur la neutralité, des élections ou le retrait des Yankees, pour ces derniers, tout ceci représente une défaite. Du point de vue politique, les Soviétiques ont fait une concession en n'exigeant plus comme condition préalable le retrait des troupes américaines. De toute façon, il semble que l'accord est resté très limité puisque, ni du côté des Soviétiques, ni de celui des Américains, n'a été publié de communiqué faisant état d'un accord établi. La crise reste inchangée, continuant à s'aggraver de jour en jour.

Il y a, aux Etats-Unis, des secteurs qui veulent envahir le Viet-Nam du Nord dès maintenant. Toutes les conférences que Johnson célèbre avec l'Etat-Major sont des discussions au sujet de la portée qu'aurait une invasion du Nord-Viet-Nam. Dans ce cadre, la guerre est possible dans un délai de 4 mois ou d'un jour. Mais il n'est pas absolument certain que l'invasion du Viet-Nam du Nord entraîne la guerre : elle entraînera l'intervention chinoise, et celle-ci peut avoir des conséquences énormes, immenses : elle peut entraîner l'intervention massive inévitable de l'U.R.S.S.

Ce qui est certain, c'est que les Yankees sentent qu'ils ne peuvent gagner la guerre telle qu'elle se poursuit et que les principaux politiciens américains sont contre la continuation de la guerre, alors que les militaires sont pour son intensification. Telle est la lutte qu'il y a entre la Maison Blanche et le Pentagone. Il n'y a pas de désaccord sur les objectifs et le but : le désaccord porte sur comment y parvenir. Ce désaccord implique et exprime de façon objectivement claire que la crise de l'impérialisme est due à ce qu'il ne peut continuer la guerre jusqu'au bout, qu'il ne peut écraser le Viet-Nam, mais qu'il ne peut non plus se retirer, ni concilier avec la bureaucratie soviétique, ni obtenir d'elle qu'elle lui permette d'aller plus avant dans son agression. La bureaucratie ne peut permettre cela en raison de sa propre crise interne. Il y a de cela une preuve décisive. Dernièrement, c'est **L'Etoile Rouge** (journal de l'Armée soviétique) qui parle, et non la **Pravda.** Tous les communiqués agressifs contre l'impérialisme sont publiés par **L'Etoile Rouge,** et ils sont accompagnés de déclarations agressives de la part des maréchaux soviétiques.

Un des points qui montre la crise mondiale du capitalisme est le fait que la lutte contre le communisme a cessé d'être le centre de sa campagne de propagande. Et ceci malgré que l'impérialisme dispose de tout un appareil de propagande, par radio, presse, télévision, etc., où collaborent des imbéciles sous contrat et des imbéciles libres (parmi eux, Bob Hope, qui est allé à Saint-Domingue pour distraire les troupes : ce n'est pas seulement une canaille, un agent de l'impérialisme : son comique date du siècle dernier), malgré toute une campagne officielle qui concentre tous les moyens de diffusion, de propagande dont dispose l'impérialisme, mobilisés pour montrer le danger du Viet-Nam.

Aujourd'hui, le centre de la propagande n'est plus la lutte contre le communisme. La campagne tend à placer les masses petites-bourgeoises des U.S.A. devant une situation de fait : si nous perdons le Viet-Nam, nous perdons tout. Ils ne disent plus : « Attention ! Communisme ! », mais : « Si nous partons, nous perdons tout ! ». L'impérialisme n'a recueilli aucun appui, aucune mobilisation en faveur de son intervention au Viet-Nam. Au contraire, les masses nord-américaines se manifestent de plus en plus contre cette intervention, au cours de discussions à la radio ou à la télévision, dans des manifestations. Tout le monde sait qu'il y a eu des manifestations de 20.000 personnes : il y a eu des polémiques par radio et télévision qu'ont suivies jusqu'à 130.000 personnes. Des groupes entiers d'étudiants s'offrent pour aller lutter au Viet-Nam contre l'impérialisme. Ceci, joint au désaccord interne, indique l'énorme crise de l'impérialisme yankee.

LES MESURES PRISES PAR LES CHINOIS, S'APPUYANT SUR LA BASE DE L'ARMEE, INDIQUENT LA CRISE INTERIEURE AIGUE

Bien que la crise de Saint-Domingue continue, elle est passée du premier au second plan. Ce qui est fondamental aujourd'hui, c'est la crise du Viet-Nam, de Grèce et de Turquie, qui sont les points qui vont déterminer les pas à venir dans la crise internationale. Ceci montre l'impuissance tant du capitalisme comme de la bureaucratie des Etats Ouvriers, à supporter cette situation et leur impuissance à la contrôler. Les dernières mesures prises par les Chinois : suppression du salut dans l'armée, non-assujettissement des soldats à leurs supérieurs, droit de critique du soldat envers ses supérieurs, montrent la crise aiguë qui se développe en Chine. Ce n'est pas seulement une crise partielle ou passagère, mais une crise qui démontre que la direction du P.C. chinois, ou l'aile de cette direction qui peut contrôler, dominer ou décider, a recours aux masses, s'appuie sur elles dans sa lutte contre des secteurs de type conservateur qui sont liés à l'impérialisme, courlisme et du capitalisme.

Quand on demande aux soldats de contrôler leurs propres chefs et de les dénoncer, c'est parce que l'on n'est pas sûr des chefs, c'est-à-dire que l'on ne s'appuie pas sur les chefs, mais que l'on recherche une base dans la volonté populaire d'intervenir. En commençant par les soldats, cette volonté va être transmise aux ouvriers des usines. Ceux-ci vont dire : « Pourquoi ne ferions-nous pas la même chose avec nos chefs, avec les administrateurs ? Pourquoi ne déciderions-nous pas, nous aussi ? ». On donne aux soldats non seulement le droit de critiquer leurs chefs, mais aussi de discuter les plans, car, dans la critique, ils vont être obligés de discuter aussi les plans . Par exemple, si le plan du Parti ou de l'Etat n'est pas respecté, les soldats ont le droit de refuser d'exécuter une application contraire à ces plans. Ceci revient à leur donner le droit de critique et aussi le droit d'opposition. Si les Chinois se voient obligés de recourir à la base, c'est parce qu'ils sentent qu'il y a un secteur bureaucratique, conservateur, auquel ils doivent faire face, et aussi parce qu'ils craignent que ce seteur oppose une résistance. Sinon, pourquoi parleraient-ils de l'unité indissoluble du peuple chinois ? Nous croyons qu'il y a une untié — pas aussi indissoluble qu'ils le disent — mais une unité assez grande et profonde. Mais pourquoi doivent-ils s'appuyer sur les soldats contre les chefs ? S'il y avait une telle unité, ils n'auraient pas à prendre une telle résolution : on continuerait comme on l'avait fait jusqu'à maintenant. Ceci montre qu'il y a une crise intérieure et qu'à la base de celle-ci, il y a non les problèmes intérieurs de programme de production, ou d'avance de la révolution ou de la politique, là-bas en particulier, mais essentiellement la politique internationale à adopter face à la situation mondiale.

Il est certain que, derrière cette mesure des Chinois, se dissimule ou s'exprime une lutte sur la ligne internationale à appliquer : tel est le fond de la question. Ce qui est en discussion, ce ne sont pas les problèmes intérieurs de la Chine, mais les problèmes mondiaux de la politique internationale de la Chine. S'il s'agissait de problèmes intérieurs, la crise s'exprimerait d'une autre façon. Par exemple : on mènerait une discussion sur l'art, ou sur l'économie, ou sur la culture. Mais, lorsque l'on centralise directement sur l'armée, c'est que la crise est liée directement au problème de la défense nationale, de la situation internationale, etc. Ce sont les problèmes vitaux aujourd'hui : non pas intérieurs, mais extérieurs, sur la politique mondiale.

De plus, comme disait Marx : « La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure », et, inévitablement, si on donne aux soldats le droit de critiquer, si on met en question le commandement des chefs, ceci va se répercuter dans le reste de la société. Cela ne peut pas ne pas se répercuter. Cela peut tarder un temps plus ou moins long — cela dépend d'une série de facteurs, de la situation politique mondiale, de la lutte de classe mondiale — mais inévitablement, on va tendre à étendre ses conclusions : le contrôle de la base sur les chefs et les officiers, le fonctionnement soviétique, sous une forme encore défigurée et non organique. Ceci exprime la profonde crise qui existe dans la direction chinoise.

En même temps que cette situation se développe, les Soviéti-

DU CAPITALISME
un Front Unique Mondial Anti-Impérialiste

ques ont multiplié leurs déclarations, leurs tentatives d'un arrangement avec les Chinois. Dans les dernières déclarations des Soviétiques, l'appel à un accord se répète de façon beaucoup plus fréquente et continue qu'au cours des étapes antérieures et, dernièrement, les Soviétiques ont lancé trois appels directs aux Chinois. Dans la réunion de Bucarest, les Soviétiques ont appelé les Chinois à un accord et, en même temps, il y a une répartition du travail entre la direction du Parti Communiste et le gouvernement soviétique : tandis que certains dirigeants soviétiques se consacrent à critiquer et menacer l'impérialisme, d'autres continuent avec la poltique de la main tendue.

Le Congrès de Roumanie a été un prétexte et un moyen pour essayer de trouver une base d'accord entre Soviétiques et Chinois : accord sur jusqu'où il est nécessaire de défendre le Vietnam et sur les moyens à employer pour le défendre. Evidemment, ils ne sont arrivés à aucun résultat. Mais ce qui est, par ailleurs, évident, c'est qu'il existe un grand souci des directions des Etats Ouvriers, afin de ne pas permettre à l'impérialisme de continuer à attaquer le Viet-Nam. Il est évident que cette préoccupation, de même que la déclaration de Roumanie, est en train de mettre en difficulté la politique et l'alliance de coexistence pacifique de l'impérialisme avec la bureaucratie soviétique, et que ceci aggrave les difficultés intérieures.

L'IMMENSE FAIBLESSE DE L'IMPERIALISME ET LA MONTEE CONTINUELLE DES LUTTES DES MASSES EN AMERIQUE LATINE

Le départ de Taylor n'est pas une annulation, un abandon du plan impérialiste d'invasion du Viet-Nam du Nord et de la Chine. Cette mesure tend seulement à retirer le représentant de ce plan, pour créer une base sur laquelle discuter avec les Soviétiques pour mesurer jusqu'à quel nouvel accord ils peuvent arriver. Ceci indique l'immense faiblesse de l'impérialisme qui n'a rien à offrir, et qui n'a d'autre solution que d'envoyer de plus en plus de troupes. L'impérialisme ne va pas essayer d'arriver à un accord sur le Viet-Nan : le seul accord qu'il pourrait accepter devrait inclure qu'il puisse rester au Viet-Nam. Tout autre accord est, par lui, inacceptable. L'impérialisme sent que, pour écraser le Vietcong, il doit déclencher la guerre mondiale, ou tout au moins envahir le Viet-Nam du Nord et dans un temps un peu plus long, être obligé d'étendre la guerre.

Si l'impérialisme avait la force et la décision suffisante pour envahir le Viet-Nam du Nord, il l'aurait déjà fait, comme à Saint-Domingue. S'il ne l'a pas fait, ce n'est pas faute de forces militaires : il en a de reste. S'il ne l'a pas fait, c'est parce qu'il comprend que bombarder le Viet-Nam du nord d'une façon massive chinoise, l'intervention massive de l'U.R.S.S., soit sous forme d'aide militaire, de conseillers militaire, de volontaires, etc. C'est-à-dire avancer sur le chemin de la guerre mondiale. L'impérialisme recule et c'est ce qui montre qu'il a peur.

La faiblesse de l'impérialisme est immense. Ceci ne se reflète pas seulement au Viet-Nam, mais aussi à Saint-Domingue, où l'impérialisme doit discuter, chercher un président qui plaise aux Dominicains, essayer de le leur faire accepter : il ne peut l'imposer par la force des baïonnettes. De plus, les Yankees en sont à conquérir 3 mètres de rue par jour. En trois mois de lutte, l'impérialisme n'a pu écraser les masses dominicaines. Le fait qu'on n'ait pu trouver aucune solution « viable », bien que Caamano ait essayé de concilier, illustre l'avance de la révolution. Caamano a accepté la candidature de Garcia Godoy. Mais, dans un meeting qui s'est tenu, et dans des déclarations d'organismes ou de personnes isolées, dans lesquels s'exprime la volonté de lutte des masses, cette candidature est rejetée : on accuse Godoy d'être un homme des Trujillo, et affirme la volonté d'aller de l'avant avec pour objectif la révolution dominicaine.

Sans direction, sans programme, sans organisation préalable, la force de la révolution socialiste dominicaine, s'exprime dans cette résistance à céder à l'alliance, à la conciliation avec le capitalisme. Alors que Caamano tend à céder, les masses déclarent ne rien vouloir céder : telle est la force de la révolution.

La crise de l'impérialisme est immense et c'est là ce qui importe le plus. La tournée de Frei est une expression de la crise de l'impérialisme. Ce que Frei est allé cherché, c'est, non pas une aide économique, mais un appui à une politique sociale. Le voyage de Frei, à la recherche d'un appui auprès du capitalisme européen, a eu pour objectif, non seulement de freiner et d'exercer un certain chantage vis-à-vis de la pression, des investissements, et des finances yankees, mais surtout d'essayer d'associer un secteur du capitalisme à la réalisation d'un plan tendant à un certain développement économique qui permette de contenir la révolution. C'est une tentative vaine, mais c'est tout ce que peut faire la bourgeoisie pour montrer quelque initiative encore et chercher quelques mesures pour contenir la révolution. Mais cet appui, elle le recherche en Europe, et non aux U.S.A., et c'est là le plus important.

A travers Frei, c'est la bourgeoisie latino-américaine qui démontre qu'elle ne peut déjà plus faire confiance à l impérialisme yankee. Il n'y a pas d'uniformité dans cette façon de penser, mais l'attitude de Frei va ouvrir le chemin à d'autres secteurs. Frei n'est pas allé chercher seulement des capitaux pour investir au Chili : ce qu'il demande, c'est un appui économique pour une politique à long terme. Cette politique va échouer, c'est certain. Il n'a aucune possibilité de triompher, car la volonté d'action et de lutte des masses est bien supérieure à tout ce que le capitalisme peut faire et parce que le processus de décomposition sociale et d'avance de la révolution est bien supérieur à toutes les petites mesures que le capitalisme peut prendre pour le contenir. La preuve déterminante en est la situation au Chili même : Frei a dû déclarer que son gouvernement n'est ni capitaliste, ni communiste, mais qu'il recherche une solution intermédiaire. Il ne s'agit pas là de déclarations démagogique, pour obtenir des voix : il est en train d'essayer de trouver une équipe, de la bourgeoisie et même de l'impérialisme, qui comprenne la nécessité de faire de plus grandes concessions. Sa tentative est vouée à l'échec, car l'impérialisme ne peut faire davantage de concessions : il est en train de jouer sa dernière possibilité de se soutenir.

Ceci indique la crise de l'impérialisme, qui ne peut intervenir pour contenir la crise sociale en Amérique Latine. Auparavant, c'était l'impérialisme yankee qui intervenait, accordait des subventions, investissait des capitaux. Maintenant, non.

La crise est immense au sein même de l'impérialisme yankee. Le fait qu'il ait dû lui-même liquider Taylor a montré, aux yeux de la bourgeoisie latino-américaine et du monde, la faiblesse immense du capitalisme. La bourgeoisie du monde entier a vu que l'impérialisme n'exerce aucun contrôle, ni n'a d eforce pour résoudre une crise comme celle du Viet-Nam. Elle voit que les cuirassés, les avions à réaction, les armes atomiques, l'argent, l'énorme quantité de capitaux dont dispose l'impérialisme, sont insuffisants pour résoudre le problème du Viet-Nam ou de Saint-Domingue.

La bourgeoisie d'Amérique Latine et du monde voit la faiblesse de l'impérialisme, et c'est alors qu'elle tend à chercher des solutions, ou au moins un renfort, ailleurs : de là l'attitude de Frei. Frei n'exprime pas simplement une attitude particulière : il reflète un relâchement, une faiblesse dans les relations entre la bourgeoisie et le capitalisme, relâchement dû au fait que la bourgeoisie sent l'affaiblissement croissant de l'impérialisme. Et ceci est le résultat de l'action révolutionnaire des masses qui empêchent l'impérialisme de trouver une solution. A l'intérieur des U.S.A., cela s'exprime par le retrait de Taylor. Pour négocier avec les Soviétiques, ils doivent retirer Taylor, qui était le centre vital, qui exprimait l'agressivité de l'impérialisme. S'ils font cela, c'est parce qu'ils n'ont pas autre chose à offrir, sinon ils l'auraient maintenu, pour maintenir la confiance et la sécurité dans les plans militaires et la décision de l'impérialisme. Au même moment où Johnson crie : « Nous sommes disposés à négocier, mais aussi à aller jusqu'aux conséquences ultimes », il doit rappeler Taylor.

Avant, l'impérialisme disait : « Nous sommes disposés à aller jusqu'aux conséquences ultimes » après y être déjà allé. Comme à Saint-Domingue, il déclarait : « Nous sommes disposés à enquêter à Saint-Domingue », alors qu'il y avait déjà 40.000 Marines dans l'île. Cette fois, Johnson doit parler, parler constamment, en s'adressant, c'est certain, aux Soviétiques, mais en même temps il doit se contenir à Saint-Domingue, il ne peut intervenir ouvertement au Guatemala ni au Pérou, bien qu'il ait offert des armes et des hommes, il ne peut intervenir ouvertement ni en Colombie, ni au Venezuela. Cela ne veut pas dire qu'il ne va pas le faire : il se peut qu'il le fasse demain, et il va le tenter, dès maintenant. Mais cela signifie qu'il est contenu, freiné par la bourgeoisie, en raison de l'action des masses qui, par leurs luttes, créent une situation de crise intérieure dans chaque pays. C'est cette crise intérieure qui fait que l'impérialisme ne peut trouver nulle part un secteur de la bourgeoisie qui soit indifférent à la pression des masses. La bourgeoisie ne cède pas à la pression des masses, mais elle a peur d'elles. Elle ne sait que trop qu'une prise de position pro-impérialiste précipiterait la décomposition et la crise sociale. D'où l'attitude timide, dans le fond, du gouvernement péruvien.

En Amérique Latine, la lutte des masses paysannes et ouvrières va croissant. Il y a des occupations de terres partout. Toutes les dictatures qui se sont imposées doivent battre en retraite, aussi bien en Equateur qu'au Guatemala ou au Brésil ; la dictature est incapable d'augmenter son pouvoir ni sa force ; son intention serait de renforcer le régime dictatorial : en réalité, elle n'en fait rien.

La décomposition des dictatures du Brésil, du Guatemala, d'Equateur, est une conséquence de la lutte des masses. Au sein de toutes ces Juntes se développent des contradictions internes qui sont dues au fait qu'elles n'arrivent pas à trouver un équilibre pour dominer les masses.

Ce qui vient de se produire en Equateur indique la décomposition de la dictature : la Junte vient de signer un accord après la grève générale faite par les masses. Cette énorme mobilisation des masses fut stimulée d'abord par un secteur de la bourgeoisie — essayant de tirer des avantages en faveur des intérêts particuliers de la bourgeoisie — mais les étudiants ont continué leur lutte et stimulé d'autres secteurs comme, entre autres : les ouvriers, les dockers, les chauffeurs et les paysans. On a vu la bourgeoisie de Guayaquil entrer en dissidence avec celle de Quito. Il y a une différence entre ces deux bourgeoisies : celle de Quito représente directement la vieille oligarchie basée sur le café, la canne à sucre et le coton. La bourgeoisie de Guayaquil a un intérêt plus direct au développement commercial intérieur du pays : elle a plus d'intérêt pour le marché intérieur que celle de Quito, qui travaille pour l'exportation. Après ces mouvements de masses, la dictature militaire a cédé et les mouvements se sont terminés parce qu'elle a accepté d'incorporer au gouvernement trois civils de Guayaquil, et non de Quito. Elle a recherché un contact avec la bourgeoisie nationale, qui s'intéresse au marché interne. Bien que cela ne signifie pas qu'elle va céder beaucoup, ni que la dictature va se terminer tout de suite, cela représente un coup porté à l'homogénéité de l'équipe dictatoriale, et surtout cela ouvre un champ de pression énorme aux masses.

La même chose au Brésil. Lacerda qui se présentait comme le centre résolu à imposer la dictature est actuellement laissé de côté, et le gouvernement du Brésil est en train d'attaquer la ligne dure plus sévèrement que tous les autres secteurs. Neuf dirigeants communistes viennent d'être mis en liberté. Nous ne croyons pas que cette libération soit seulement un indice de la libéralisation du régime, mais un moyen de préparer le terrain pour un front unique et de permettre aux communistes d'appuyer Castela Branco ou un candidat de cette tendance. De toutes façons, c'est une concession de la part de la dictature.

Au Guatemala de même. La dictature est impuissante à freiner le Mouvement du 13 Novembre malgré tous les moyens militaires dont elle dispose. Elle est arrivée à un degré de décomposition intérieure tel que ses membres se recherchent mutuellement pour se liquider et qu'ils manifestent leur satisfaction lorsqu'un ministre qui favorisait une autre tendance, est liquidé. Cette décomposition n'est pas le résultat de leur propre évolution, mais la conséquence de l'énorme résistance des masses et du fait qu'aucune mesure capitaliste ne peut aujourd'hui résoudre les problèmes posés par l'énorme crise sociale du Guatemala.

Dans toute l'Amérique Centrale se produisent des mouvements de paysans avec occupation des terres ; il y a des centres de guerilla au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua ,au Honduras, au Costa Rica ; des grèves de professeurs, d'étudiants, de médecins, d'employés, grèves qui se répètent de plus en plus souvent et qui ne sont plus réprimées sauvagement comme elles l'étaient avant. Ce qui ne veut pas dire que ces gouvernements ont perdu la volonté de réprimer, mais qu'ils ne se sentent pas assez forts pour le faire parce qu'ils se sentent partiellement paralysés par leur propre décomposition intérieure. Ces actions menées en Amérique Centrale expriment la montée de la révolution dans toute l'Amérique Latine. Il s'agit là de mouvements constants, réitérés.

Tous les imbéciles — c'est une véritable imbécillité de dire une chose pareille — qui disent « l'économie de l'Amérique Latine a été distortionnée, déviée par les interventions de l'impérialisme» sont dans l'erreur. L'économie de l'Amérique Latine, ses structures économiques sont le résultat de la division mondiale du travail. Ces pays ont été incorporés à la production mondiale par l'impérialisme et il est évident que celui-ci les y a intégrés en fonction de ses propres intérêts.

Ces pays se sont incorporés à la vie mondiale, au marché mondial, à la division mondiale à travers les intérêts du capitalisme. C'est pourquoi l'économie latino-américaine est ce qu'elle est. Il n'y avait pas d'autres manières de le faire, car celui qui dominait était celui qui détenait le pouvoir

LA CRISE AIGUE DU CAPITALISME...

économique. La différence qui existe entre cette conclusion et celle qui dit ou admet que l'économie latino-américaine a été déviée, étranglée on tronquée consiste en ce que, ceux qui soutiennent une telle hypothèse maintiennent ouverte la possibilité de ce que un secteur bourgeois ou une tendance bourgeoise soit capable de redresser cette économie. Arbenz a déjà voulu la redresser. Peron et Goulart aussi. Par contre la conception qui s'appuie sur le fait que l'économie latino-américaine est le résultat de la division mondiale du travail, du marché mondial dominé par l'impérialisme et le capitalisme pose qu'il n'y a pas d'autres possibilités pour développer ces pays, que de renverser le capitalisme par la révolution.

Il n'y a aucune possibilité de faire ce développement à travers une formule bourgeoise démocratique, qu'il s'agisse de Frei, de Peron ou de Goulart. De là tous les échecs des gouvernements nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois. Echecs qui ne sont pas dûs à l'impuissance économique, au manque de programme, mais au fait qu'ils ne peuvent avancer, qu'ils entrent en heurt avec la nécessité objective de choisir entre les deux lignes historiques qui déterminent la vie : la voie capitaliste ou la révolution. Ils veulent rester au milieu, exploiter cette situation : c'est impossible, et c'est pourquoi ils échouent et ils vont continuer à échouer. C'est également la raison pour laquelle la tendance de la révolution socialiste continue à avancer.

LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION EXACERBE LA CRISE DU CAPITALISME

La crise intérieure de l'impérialisme est un reflet de toute cette situation. Lorsqu'il y a une crise à l'intérieur du secteur capitaliste, au centre vital du capitalisme, comme c'est le cas pour les Etats-Unis, ce n'est pas seulement dû à une crise économique, financière, commerciale ou politique. Le facteur essentiel est qu'ils ne peuvent mener de l'avant la politique agressive, d'invasion des pays, comme ils en auraient besoin, parce qu'ils se heurtent à l'énorme résistance des masses. C'est cela qui crée la crise intérieure. Ils sont alors devant la nécessité de chercher plusieurs chemins, autant qu'il y a de tendances bourgeoises. Lorsqu'il existe un si grand nombre de tendances face à une telle situation de crise sociale, c'est une démonstration de l'insécurité du capitalisme. La liquidation de Taylor montre cette insécurité de l'impérialisme et la croissance des tendances pessimistes.

La crise de Grèce est l'expression de la profondeur de la crise, de la démoralisation de la bourgeoisie mondiale. Ce qui ne veut pas dire que la bourgeoisie se lance au hasard et déserte, mais que l'équipe bourgeoise, au lieu d'intervenir résolue et décidée, est en train de s'affaiblir. Dans un autre cas, il n'y aurait pas la crise en Grèce. Là est le centre vital pour les plans de l'impérialisme. C'est la même chose que l'affaiblissement de la bourgeoisie allemande. Si l'impérialisme avait maintenu ses forces, sa capacité, son autorité, sa capacité face à la bourgeoisie du monde, il n'y aurait pas eu de crise en Grèce. Au lieu de renforcer l'équipe bourgeoise mondiale dans l'assurance ,la sécurité et la confiance dans l'action finale et les objectifs de l'impérialisme, celle-ci perd force et autorité constamment. S'il n'en était pas ainsi, il n'y aurait pas eu la crise en Grèce, ni ce qui se passe avec De Gaulle. Il n'y aurait pas la résistance de De Gaulle à l'impérialisme, ni le rapprochement de celui-ci avec la bureaucratie soviétique, ni l'augmentation des échanges commerciaux de la bureaucratie soviétique avec l'impérialisme français. On ne doit pas se situer par rapport à la crise économique. Ce qui détermine dans cette étape historique, ce n'est pas la crise économique, mais politique et sociale des régimes.

L'impérialisme augmente constamment de 4,5 % annuellement la production et la productivité. Il pourrait doubler sa production et sa productivité, mais il la contient parce qu'il ne sait pas à qui la vendre. Il y a la crise de l'agriculture. Il doit exporter du blé et concurrencer des pays dont il voudrait maintenir la stabilité sociale. Ainsi retire-t-il à l'Argentine la vente de 500.000 tonnes de blé. Ce qui signifie une crise énorme. Et si l'impérialisme, qui a intérêt à maintenir comme son alliée la bourgeoisie argentine, doit vendre du blé, entrant ainsi directement en concurrence avec elle, c'est parce qu'il n'y a pas d'autre issue. Ils disent à l'impérialisme : « Nous diminuons la crise ainsi que des productions annuelles ». Mensonge ! La crise ne diminue pas chaque année, elle augmente, bien au contraire. Du point de vue des échanges commerciaux, ils doivent attendre. Du point de vue de la balance des paiements en général, ils ont un déficit. Le paiement se prend en général dans les échanges commerciaux, les investissements de capitaux, les entrées d'intérêts.

L'impérialisme yankee a des intérêts de change dans les échanges commerciaux, mais, comme il doit investir dans le monde pour contenir la révolution, il essaye de la contenir à l'échelle mondiale en tachant de saboter la lutte révolutionnaire des masses. Il prépare la guerre mondiale, subventionne les groupes contre-révolutionnaires auxquels il donne plus de 5 millions de dollars. Pour cela le déficit constant et la réserve de Johnson. Pour cela que la guerre du Viet-Nam est un cancer qui va en s'élargissant. Et ils ne peuvent plus, comme autrefois, envoyer des millions de dollars ; au contraire, la Bourse des valeurs de New-York reflète systhématiquement et à la minute cette situation de tension. Lorsque Taylor a démissionné, il y a eu évidemment une baisse des actions en Bourse : une répercussion immédiate, non pas pour toutes les actions des grandes firnances qui sont celles qui dominent, mais parmi les moyennes qui reflètent l'état d'esprit des grandes et moyennes finances. La haute finance est celle qui domine et qui sait ce qu'elle veut. C'est là que se reflète l'état d'esprit. Et c'est pour cela que la Banque reflète l'état d'esprit pessimiste de l'ensemble de la bourgeoisie.

Lorsqu'il y a des réactions aussi rapides, c'est parce qu'il y a insécurité dans le capitalisme. Sinon, ces quelques actions ne seraient pas déterminantes en Bourse. Quand il en est ainsi, c'est parce qu'il y a une action directe dans la situation mondiale des finances, qui ne peuvent soutenir la guerre et la révolution. Cela montre la faiblesse énorme de l'impérialisme yankee. Et l'expérience prouve que l'on ne peut contenir l'avance d'aucune révolution, en dépit de tous les investissements et forces de domination. La guerre continue au Viet-Nam, le chaos, la crise se poursuivent dans le propre camp impérialiste.

Cela montre l'appui qui existe au développement de la révolution. L'impérialisme démontre une énorme faiblesse, sa division mondiale s'accentue. De Gaulle prend des mesures différentes de celles de l'impérialisme yankee sans être contre ses objectifs et ses fins. Les deux veulent la défaite des Etats Ouvriers, la défaite de la révolution mondiale et le développement du capitalisme.

Tous les deux veulent la même chose, mais ils sont aussi incompétents l'un que l'autre. De Gaulle met au premier plan son intérêt capitaliste contre celui des Yankees au prix des intérêts capitalistes communs. Mais il n'a déjà plus confiance dans l'issue capitaliste parce qu'en plus de la crise, des contradictions du capitalisme, la concurrence entre eux est un élément fondamental de la crise mondiale capitaliste exacerbée par tout le développement de la révolution qui enlève confiance et sécurité dans la perspective du capitalisme. Aussi chaque bourgeoisie essaye-t-elle de résoudre par elle-même.

Une preuve incontestable réside dans l'attitude de Wilson, qui a pris une série de mesures capitalistes en tant qu'agent défenseur de l'impérialisme. Il a défendu inconditionnellement la poltique de l'impérialisme au Viet-Nam, à Saint-Domingue. Il n'a cependant jamais cessé de prendre des mesures qui indiquent qu'il doit répondre à la pression intérieure. Le Comité qu'il a formé pour voyager dans le monde, pour chercher un accord sur le Viet-Nam, ne répond pas à la nécessité d'un tel accord, mais que peut-être l'impérialisme veut en finir avec le Viet-Nam. Le Vietnam l'intéresse en particulier parce qu'il y va de l'existence du régime capitaliste, parce qu'en Malaisie ça va très mal, et ils ont intérêt à corriger tout cela, car il y a une influence permanente sur la Malaisie.

Lorsque l'impérialisme anglais doit prendre cette résolution sur la formation du Comité, c'est parce qu'il doit répondre à la pression intérieure et la calmer. Une démonstration de cette pression intérieure est la résolution votée par le Syndicat des Transports qui, par deux fois consécutives, a voté pour que le gouvernement anglais n'accompagne pas l'impérialisme yankee dans sa politique d'agression au Viet-Nam et à Saint-Domingue. Cela c'est une véritable révolution. Ainsi, bien qu'ils aient appuyé le gouvernement travailliste, les syndicats se manifestent contre sa politique extérieure. Pourquoi ce Comité Wilson ? Non pas parce que ces types sont en train de rechercher la paix au Viet-Nam ou pour arrêter les Yankees. C'est pour se défendre soi-même de la pression du prolétariat anglais. C'est la même chose en ce qui concerne l'attitude de De Gaulle, qui tend à se différencier de l'impérialisme. De Gaulle veut récupérer des marchés, dans les Etats Ouvriers inclus.

DANS DES CONDITIONS DE FAIBLESSE ET DE CRISE DU CAPITALISME, LES DIRECTIONS DES ETATS OUVRIERS CONCILIENT ET CONTINUENT LA LUTTE

Il en et de même pour la situation de l'Allemagne capitaliste, qui veut négocier avec les Soviétiques. Tout ce panorama international montre la faiblesse immense de l'impérialisme. Face à cela, voyons l'attitude des Etats Ouvriers. Elle est criminelle ! Elle montre la stupidité de la bureaucratie parce que ses intérêts économiques l'empêchent d'être rationnelle, d'être dialectique, d'être révolutionnaire. En défendant des intérêts inavouables, ou en ayant une observation impure du monde ,elle doit être incorrecte. Elle ne peut voir le monde correctement, elle ne peut impulser la révolution quand elle a des intérêts qui sont contre la révolution.. La politique extérieure est toujours continuation de la politique intérieure. Les Etats Ouvriers, inclus la Chine, se trouvent dans une situation mondiale magnifique pour faire un appel aux massees, pour renverser le capitalisme ; cependant, ils ne font rien pour cela.

En dernière instance, la politique de De Gaulle vise à remplacer les autres capitalistes dans leurs négociations avec les Etats Ouvriers en tâchant de ne pas être entraîné par la politique d'intervention au Viet-Nam, à St-Domingue, pour essayer de renforcer les investissements de capitaux en France. L'impérialisme français est le plus faible des grands impérialismes : nord-américain, anglais, allemand et français. Il est le plus faible. C'est lui qui produit au plus haut coût de production, avec une base industrielle arriérée, même s'il a fait une série de très importants investissements dans les dernières années qui ont élevé beaucoup la production et la productivité. Mais même ainsi, il a les plus hauts coûts face à la concurrence mondiale. L'impérialisme français a intérêt pour lui-même, sans accompagner la politique de l'impérialisme yankee. C'est parce qu'il sent la faiblesse et parce qu'il y a une décomposition des relations capitalistes mondiales. Non qu'il se désintéresse du régime capitaliste, mais parce qu'il défend sa finalité objective : le maintenir. C'est la décomposition qui s'exprime, entre autres, dans la politique extérieure.

La dernière réunion du Comité du Parti Communiste roumain a sorti une résolution où ils disent que chaque Etat Ouvrier doit être indépendant. Rien n'est plus absurde : l'indépendance dans chaque pays est une mesure capitaliste. Les Etats Ouvriers ne doivent pas sortir de résolutions pour maintenir l'indépendance de chaque Etat Ouvrier. Ce qu'ils doivent dire, c'est comment unir et planifier tous les Etats Ouvriers et comment les défendre.

Cette résolution d'indépendance de chaque Etat Ouvrier répond non à l'intérêt du développement de l'Etat Ouvrier, mais à l'intérête de la bureaucratie conservatrice qui a des intérêts partiels, nationalistes. Pas nationalistes du point de vue anti-impérialiste — comme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux — mais du point de vue arriéré, conservateur, en dernière instance d'intérêt de contention de la révolution ; de là vient cette résolution qui est une ignominie pour la révolution, face au monde capitaliste qui se divise constamment, qui s'affaiblit, qui entre en crise aiguë.

Les Etats Ouvriers font des résolutions, imitant le régime capitaliste ; ce n'est pas par nécessité pour l'Etat Ouvrier, mais cela répond à qui dirige l'Etat Ouvrier, c'est-à-dire les directions conservatrices la bureaucratie. Pour cela, cette résolution récente, en pleine crise du capitalisme, quand il est frappé de tous côtés, quand les masses, sans rien dans les mains, chassent le capitalisme du Viet-Nam, de Saint-Domingue, quand les masses, sans aucun moyen de résistance matérielle ni militaire (sauf très élémentaire) font front à 150.000 soldats nord-américains qui ont des armes modernes, sous la menace de la guerre atomique ! Ceci démontre que l'impérialisme est facile à écraser. Il est très facile de le vaincre ! Ses moyens militaires supérieurs ne démoralisent pas les masses. Au contraire, la résistance des masses au Viet-Nam et à Saint-Domingue démoralise immédiatement l'armée nord-américaine. C'est pour cela qu'ils ont retiré les Marines de Saint-Domingue et les ont changés, aprce que ceux-ci, en contact avec la population, se demandent : « Que venons-nous faire ici ? ». Ils l'ont compris et c'est pourquoi ils sont démoralisés. Au Viet-Nam également. Au Viet-Nam, ils ont des troupes spéciales, sélectionnées, et le résultat, c'est qu'ils sont mis en déroute par les communistes. Si, devant 15 Nord-Américains, arrive un Viet-Cong, tous disparaissent. Où vont-ils ? Chercher des renforts, parce qu'il y a un Viet-Cong !

La discussion sino-soviétique qui continue et qui s'est exprimée dans la discussion de Roumanie, n'est pas la conséquence de la divergence des intérêts des Etats Ouvriers. Nous répétons que c'est la conséquence des divergences des intérêts entre les directions de ces Etats Ouvriers parce qu'ils ne reflètent pas directement les intérêts révolutionnaires de la structure économique du développement social, de la nécessité objective des Etats Ouvriers. Pour se développer, les Etats Ouvriers ont besoin d'une poltique révolutionnaire, et cela est commun à la Chine comme à l'Union Soviétique.

La crise sino-soviétique serait résolue en 10 minutes si les directions répondaient à la nécessité objective de l'avance des Etats Ouvriers. C'est pourquoi il apparaît une telle confusion qui n'est qu'apparente. Elle existe parce que les deux bureaucraties ont des intérêts nationaux, rien de plus. La récente déclaration de la Roumanie, qui prononce sa neutralité dans le conflit sino-soviétique, démontre et confirme l'existence d'intérêts nationaux et non pas d'intérêts internationaux et révolutionnaires. Sinon, la Roumanie ne pourrait pas être neutre : elle devrait intervenir et impulser la position révolutionnaire. Et si ni la Chine, ni l'Union Soviétique ont cette position révolutionnaire, la Roumanie devrait proposer alors qu'elle est la ligne internationale révolutionnaire. Elle n'intervient pas parce que sa neutralité coïncide avec son intérêt conservateur intérieur.

Quand ils parlent de centralisme démocratique, ce sont des paroles vaines ; de même, quand ils parlent de la ligne marxiste-léniniste. Tous les Etats Ouvriers parlent de la ligne marxiste-léniniste. Mais quelle est la ligne marxiste-léniniste ? La ligne marxiste- léniniste est l'internationalisme prolétarien. Et l'internationalisme prolétarien est d'impulser la révolution dans n'importe

(Suite page 6)

Liberté pour les Guerilleros Guatémaltèques

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), a commencé la campagne d'appui au Mouvement Révolutionnaire du 13 Novembre, envoyé une lettre de protestation à l'Ambassade du Guatémala contre l'assassinat des deux camarades et l'emprisonnement des cinq autres membres du MR13, un communiqué de presse et un appel aux militants politiques et syndicaux de la classe ouvrière belge.

Nous appelons à continuer de développer la campagne pour la libération des cinq membres du MR13 pour leur défense juridique, à discuter du programme et de la lutte pour la révolution socialiste du Guatémala.

Nous joignons à cet appel la lettre adressée aux organisations politiques et syndicales.

Le 23 juillet, la police de Peralta Azurdia a assassiné au Guatémala le paysan RAMON NAJERA (Paco) et le Colonel AUGUSTO LOARCA ARGUETA (Estefano), membres du MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DU 13 NOVEMBRE, soussignants de la « Première Déclaration de la Sierra des Mines », et a emprisonné cinq autres membres du MR13. Aucun d'eux ne s'est rendu. La lutte a duré jusqu'au moment où, blessés, Estefano et Paco furent assassinés et que cinq autres combattants révolutionnaires furent capturés. Estefano a tué 11 policiers. Une pareille lutte peut seulement avoir lieu quand il y a une sécurité, une force et une confiance dans les idées, le programme et les objectifs de la Révolution Socialiste et de son triomphe.

La bourgeoisie du Guatémala s'est lancée désespérément à réprimer la guerilla face à son extension, son écho et succès parmi les paysans et dans les villes. C'est le même niveau de désespoir qui a mené le Parti Communiste à faire la délation, qui a mené l'excamarade Turcios à déserter et à dénoncer les noms des dirigeants et membres clandestins du Mouvement. Seulement eux connaissaient la maison de la guerilla, où ils furent assassinés.

Le Parti Communiste ne mène aucune lutte politique contre le MR13 parce qu'il n'a aucune raison de le faire et ne trouve aucun écho face au prestige du programme de la Révolution Socialiste de la Guerilla qui est appuyée par les masses guatémaltèques. Pour cette raison, leur lutte est de dénoncer, pour aider le capitalisme à tenter d'écraser la guerilla. Il faut condamner la trahison contre les révolutionnaires !

Nous appelons à envoyer des résolutions de condamnation de ces assassinats et emprisonnements !

Exiger la liberté immédiate des cinq révolutionnaires emprisonnés et empêcher leur assassinat !

Nous appelons à faire parvenir ces résolutions à l'ambassade du Guatémala et à les accompagner d'arrêts de travail et de manifestations.

Nous appelons à envoyer en salut et hommage révolutionnaire, un appui des syndicats et des masses de Belgique à la guerilla socialiste du Mouvement Révolutionnaire 13 Novembre du Guatémala !

Nous appelons à faire parvenir cela à la guerilla, en donnant la plus grande propagande dans toute la presse, la radio, etc. Il faut unir notre lutte et campagne à la mobilisation de la « Fédération des Etudiants du Guatémala » pour la défense des cinq prisonniers, à leur manifestation réalisée pour la défense des droits humains !

Charleroi, 12 septembre 1965.
Parti Ouvrier Révolutionnaire
Trotskyste — Section Belge de
la IVe Internationale.

Préparer le Congrès de la F. G. T. B. avec la pleine intervention des ouvriers

Cet article est le premier d'une série que nous consacrerons à la préparation de ce Congrès.

Ce Congrès, qui se tiendra prochainement, aura lieu alors que la situation sociale, économique, politique du capitalisme se détériore de plus en plus.

Le capitalisme n'a aucune perspective, aucune solution valables pour résoudre, pour arrêter cette crise.

Le Congrès va essayer de donner une solution à cette crise sociale qui se précise. La solution à tout cela, ce sont les ouvriers qui doivent la donner, en imposant des mesures anti-capitalistes, en organisant leur intervention pour faire peser et exprimer leur véritable force.

Le Congrès peut être un moyen d'organisation de la volonté de lutte de la classe ouvrière. Mais ce congrès doit être préparé le mieux possible, avec dans les usines, le respect de la démocratie syndicale. Que les délégués qui veulent rester honnêtes, organisent des assemblées, des discussions dans les usines, afin que les ouvriers puissent dire ce qu'ils pensent, ce qu'il faut faire. Exigeons immédiatement la publication de tous les documents préparatoires de ce Congrès, notamment ce Memarandum de la F.G. T.B. en réponse au memorandum de la F.I.B.

Le congrès doit être une réponse à l'augmentation du coût de la vie, aux fermetures des usines et des charbonnages, aux licenciements. A tout cela, les travailleurs doivent imposer leurs solutions, rejetter les compromis des dirigeants vendus.

Ce congrès doit être un moyen de partir à l'offensive pour nos revendications anti-capitalistes : les 40 heures sans diminution de salaires, avec des tâches de 40 heures, l'augmentation générale des salaires, l'échelle mobile des salaires pour qu'il y ait automatiquement augmentation des salaires dès que le coût réel de la vie augmente ; la mise en fonctionnement par les ouvriers des entreprises jugées non rentables par les patrons, la nationalisation des industries-clefs.

Seule la mobilisation, l'action directe des masses peut donner ces solutions, c'est en fonction de cela que doit se préparaer le Congrès.

Face à la faillite impérialiste en Asie :

MOBILISER LES MASSES DE L'INDE, DU PAKISTAN, DU CACHEMIRE DANS LE FRONT UNIQUE ANTI-IMPERIALISTE, POUR LE PROGRAMME DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

Ce qu'il est important de considérer dans le conflit indo-pakistanais n'est pas en premier lieu l'affrontement armé, mais surtout les causes qui l'ont rendu possible et tout ce qu'elles expriment, c'est-à-dire avant tout et surtout, la crise totale de l'impérialisme pour qui l'unique issue est la guerre. Non pas la guerre entre pays capitalistes, mais une lutte acharnée contre le développement des forces révolutionnaires dans le monde entier. En même temps, cet affrontement montre comment tout conflit, même localisé, sous l'influence de la révolution mondiale en élévation constante, tend très rapidement à être un centre de lutte révolutionnaire et de ce fait à influencer, à impulser à son tour la lutte des masses dans le monde.

On ne peut analyser le conflit du Cachemire comme un fait isolé. Cette nouvelle crise est l'expression de l'échec de la politique impérialiste sur toute la ligne et particulièrement dans le Sud-Est asiatique et du renforcement des forces populaires.. L'action et la décision anti-impérialistes des masses du Viet-Nam, à Saint-Domingue, d'Amérique Latine exercent une influence immense sur les masses du Cachemire, du Pakistan et de l'Inde et sont un facteur déterminant de la décomposition générale du camp impérialiste.

L'Inde et le Pakistan font tous deux partie des mêmes organisations de l'impérialisme. Cela montre une fois de plus l'impuissance du capitalisme et de l'impérialisme à régler leurs propres affaires, à conserver leur autorité, à préserver et renforcer l'unité dont ils auraient tant besoin pour faire face à la montée de la révolution.

L'O.N.U., l'O.T.A.N, l'O.T.A.S.E., le C.E.N.T.O., tous ces organismes créés par l'impérialisme pour mener de l'avant sa politique, échouent lamentablement. C'est là une preuve de son insécurité historique, de sa perte constante d'autorité. Si l'impérialisme avait encore des perspectives, des solutions à proposer, il lui serait facile de conserver l'autorité recherchée. Mais face aux défaites de son chef de file yankee, au Viet-Nam, à Saint-Domingue, au Congo, face à la vanité de ses efforts pour maintenir le calme en son sein même, les capitalistes des différentes nations se décident à chercher eux-mêmes perspectives et solutions.

L'impérialisme mesure très bien la portée illimitée de ce conflit, d'où son hésitation à intervenir. Voilà pourquoi l'impérialisme yankee garde une apparente neutralité dans ce conflit, pourquoi il hésite à intervenir militairement alors que pour lui il n'y a pas d'autre solution. Il devrait intervenir aux Indes qui sont un de ses principaux bastions militaires. Il ne le fait pas parce qu'il sait que la base réelle du conflit au Cachemire est sociale. Il n'a pas oublié les rébellions et mouvements insurectionnels qui ont eu lieu dans ce pays. Il veut à tout prix éviter que son attitude à nouveau provoque de pareilles situations, d'autant plus que la Chine toute proche, malgré une politique opportuniste et conciliatrice de bureaucratie, est un pôle d'attraction pour les masses. Cela ne veut pas dire que l'impérialisme cède aux mobilisations des masses, mais il en a peur. Son unique issue est l'intervention militaire : écraser. Pour cela, l'impérialisme cherche le moment, tache de gagner du temps, de profiter de l'aide de la bureaucratie soviétique et négocie pour sauver la face, car une nouvelle intervention serait un nouvel échec pour lui. La reprise des hostilités démontre cependant que les négociations n'arrangent rien.

L'attitude de la bureaucratie soviétique dans ce conflit est ouvertement contre-révolutionnaire. Jamais comme à présent, l'U.R.S.S. n'a demandé l'intervention d'un organisme de l'impérialisme pour résoudre une crise. En outre, l'U.R.S.S. propose ses bons offices pour des négociations entre l'Inde et le Pakistan en faisant croire aux masses qu'une paix négociée est possible. C'est un coup direct à l'avance de la révolution et à l'intervention des masses en Inde comme au Pakistan. Alors que les masses pakistanaises font des grèves et manifestations pour protester contre les négociations que l'impérialisme yankee propose parce qu'elles savent que cela ne résoudrait rien, elles voient que l'U.R.S.S. s'allie à l'impérialisme. C'est un coup direct aux masses de l'Inde comme du Pakistan qui, d'une part, sentent le désir d'intervention des masses d'U.R.S.S., voient leur dynamisme et volonté de défendre l'Etat Ouvrier Soviétique et d'intervenir dans la révolution mondiale, et, d'autre part, assistent aux manœuvres de la bureaucratie pour enlever toute possibilité d'aide.

L'attitude des Chinois, elle aussi, prête à confusion et n'est pas un stimulant pour l'avance de la révolution. C'est une attitude opportuniste qui montre bien les forces contradictoires auxquelles sont soumis le gouvernement et le P.C. Chinois. D'un côté, la force des masses chinoises qui poussent leurs dirigeants à intervenir pour impulser la révolution. De l'autre côté, les forces qui sont le produit direct du manque de compréhension marxiste et du manque de confiance dans le rôle créateur des masses, et qui sont à l'origine du manque de dynamisme, de sécurité historique et de persévérance de la direction chinoise.

Pourquoi la Chine donne-t-elle son soutien verbal au Pakistan dans ce conflit ? Pourquoi cet ultimatum à l'Inde ? La réponse à ces questions ne doit pas être recherchée dans les « qualités ou défauts » particuliers de l'Inde et du Pakistan, de leurs gouvernements, mais en Chine même. Les gouvernements hindous et pakistanais sont pro-capitalistes et agissent contre les masses. L'attitude correcte de la Chine serait un soutien au masses de ces deux pays, aux masses du Cachemire pour se soulever contre leurs gouvernements pour s'unir dans la lutte anti-impérialiste et supprimer les causes de leurs sinistres conditions de vie et de guerres contantes. Une attitude correcte serait de démontrer que la solution ne se trouve pas dans l'appartenance du Cachemire à l'Inde ou au Pakistan mais dans la lutte pour le socialisme et l'instauration de nouveaux Etats Ouvriers. Ce serait une position révolutionnaire. Mais non, les Chinois soutiennent le gouvernement du Pakistan, leur position est opportuniste et conciliatrice. Ils agissent ainsi en partie pour manifester leur opposition à l'U.R. S.S. qui continue la livraison d'armes à l'Inde. Bien sûr, il faut s'opposer à cette politique contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S., mais pas de cette manière. Il faut le faire en montrant qu'en Chine ce sont les masses qui décident, il faut le montrer en faisant fonctionner en Chine Soviets et communes. Ils doivent montrer que la seule politique valable et possible, c'est l'appui inconditionnel aux masses en lutte, ils doivent faire des appels aux masses d'U. R.S.S. à renverser la bureaucratie pour qu'elles puissent s'exprimer pleinement.

D'où la Chine sort-elle brusquement l'audace pour poser un tel ultimatum contre l'Inde ? Ce sont les masses qui font pression et poussent les dirigeants à intervenir. Les masses, chaque jour, disent : « Nous voulons intervenir, nous y sommes prêts, laissez-nous aller ». Et le gouvernement, qui n'a pas d'objectif contre-révolutionnaire ni d'intérêts proprement bureaucratiques cède. Il cède, mais pas en exprimant ce que veulent les masses. C'est-à-dire impulser la révolution aux Indes comme au Pakistan. Il cède, et au lieu de ce qu'attendent les masses, il lance un ultimatum à un gouvernement, ce qui exprime leur conception bureaucratique de la révolution et leur manque de confiance dans les masses. Les masses ont une meilleure attitude que leur direction. La politique de la Chine, comme la veulent les masses, doit être résolument anti-impérialiste et de soutien complet à la révolution aux Indes, dans toute l'Asie et le monde.

Nous appelons les camarades Chinois de reconsidérer leur attitude et de réfléchir à ce qu'est le programme marxiste-révolutionnaire pour mener à bien leur rôle de centre d'attraction et d'impulsion en tant qu'Etat Ouvrier. Les Chinois doivent lancer des appels aux masses des Indes à intervenir contre leur gouvernement, à exproprier et redistribuer les terres, à mettre sur pieds des organismes de double pouvoir, tels que Soviets et Communes pour abattre leur gouvernement et installer un nouvel Etat Ouvrier. Le même appel aux masses du Pakistan et du Cachemire. Il faut les pousser à l'organisation du Front Unique anti-impérialiste, à expulser les bases de l'impérialisme yankee de leurs pays.

La condition pour mener une telle politique est qu'en Chine puisse s'exprimer toute la force de l'Etat Ouvrier, dans la démocratie socialiste et l'intervention des masses dans leurs organismes : le syndicat, par la pluralité de Partis, les Communes, les Soviets.

LA CRISE DU CAPITALISME... (suite)

quelle partie du monde, et les Etats Ouvriers à la disposition de l'impulsion à la révolution. Non seulement parce que c'est une nécessité et un devoir historique de principe : ce n'est pas la raison fondamentale. La raison fondamentale est que l'existence des Etats Ouvriers est inséparable du développement de la révolution. C'est sur cela que sont basés ces principes. Comme, pour exister, le capitalisme a besoin qu'il y ait plus d'Etats capitalistes pour se soutenir, les Etats Ouvriers, eux, ont besoin qu'il y ait plus d'Etats Ouvriers. Et la seule façon de développer de nouveaux Etats Ouvriers, c'est la révolution, et il n'y a pas d'autre manière de faire la révolution que la forme violente et armée : milices, guérillas, révolutions. Bien ! Ont-ils discuté de cela en Roumanie ? Non, absolument pas. Ils ont discuté des divergences entre eux. On mesure ici le degré d'impuissance auquel est arrivée la bureaucratie soviétique pour résoudre un problème quelconque de façon progressiste.

L'attitude de la bureaucratie soviétique au Viet-Nam n'est pas dictée par la décision de la bureaucratie soviétique, mais imposée par l'armée soviétique qui voit un danger dans la relation des forces militaires favorables à l'impérialisme yankee. C'est une attitude bureaucratique qui convient plus que l'attitude de Brejnev et Kossiguyne, mais qui, en dernière instance, est bureaucratique, car elle ne fait pas appel aux masses, mais essaie de contenir l'avance militaire de l'impérialisme.

Toutes ces conditions montrent l'état de crise du capitalisme, la faiblesse de sa résistance, son incapacité pour faire front à la révolution. Les Etats Ouvriers ne peuvent en profiter, parce que leurs directions, au lieu de se baser sur cette crise du capitalisme pour impulser la révolution, essaient de concilier, de contenir la révolution. Elles savent que la révolution est aussi leur fin. Ce n'est pas la peur de la guerre atomique. La bureaucratie soviétique ne stimule pas la révolution, non par peur de la guerre atomique, mais surtout parce qu'elle est conscient que la révolution va la rejeter aussi et n'a pas besoin d'elle. La première mesure de la révolution est de nettoyer la maison, d'éliminer les vieux détritus et la poubelle, et la bureaucratie est la poubelle.

La bureaucratie a le même intérêt que le capitalisme à empêcher la révolution, mais de par une autre nature, parce qu'elle a surgi d'un Etat Ouvrier. Elle joue la même fonction : écraser la révolution. Elle se voit obligée d'empêcher que l'impérialisme avance car, alors, il la délogerait ; mais elle n'a pas non plus intérêt à l'avance de la révolution, car elle aussi la délogerait. Dans cette contradiction, la bureaucratie mène une politique intermédiaire qui n'est ni coexistence, ni pacifique, parce qu'elle ne coexiste nulle part. Il faut voir comment ils discutent au Viet-Nam ! Là, nous voyons la discussion dans la coexistence pacifique ! Là nous voyons comment ils discutent : « Nous avons cent divisions » (il faut multiplier par 40). Voilà leur discussion. Les Soviétiques envoient une fusée dans la lune, disant aux Yankees : « Voyez ce que nous avons », ou ils envoient une petite aide au Viet-Nam : rampes de lancement anti-fusées, ou menacent d'envoyer une aide. On discute d'une façon indirecte : telle est la politique des Soviétiques, mais sans aucun appel aux masses.

La réunion de Roumanie est une ignominie, qui n'a fait aucun appel aux masses dominicaines, aux masses vietnamiennes, aux masses exploitées, aux masses sous la domination de l'impérialisme, aux masses des pays sapitalistes à se soulever contre le capitalisme. Pas un seul appel aux masses du monde ! Et la relation, la prolongation de la force des Etats Ouvriers consistent dans leur unité avec les masses du monde : c'est une base d'appui mondial. Cette réunion est une tentative conciliatrice et l'attitude des Chinois n'est en rien différente de celle des Soviétiques. Ils ont été là et n'ont pris aucune attitude supérieure à celle des Soviétiques. Ils ont été d'accord avec toutes les résolutions conciliatrices, avec un langage plus à gauche, mais avec des attitudes stupides de cirque, d'indifférence ou d'accusations de bureaucrates, mais ils n'ont lancé aucun appel aux masses.

Les Chinois n'ont lancé aucun appel aux masses : ni les Chinois, ni les Cubains, ni les Soviétiques, aucun d'entre eux. Alors que leur devoir était d'appeler les masses du monde à se lever contre le capitalisme, d'appeler les masses vietnamiennes à ne faire aucune conciliation aux Yankees. A bas les Yankees ! Appeler les masses à ce qu'elles prennent les terres et se les répartissent, à ce qu'elles exproprient l'impérialisme, à ce qu'elles collectivisent les terres. Appeler les masses de Thaïlande, du Laos, du Cambodge et aussi du Japon et de l'Inde. Ils n'ont pas lancé de tels appels pour concilier avec la bourgeoisie.

En Italie, il y a une crise constante depuis la fin de la guerre. Cette réunion de Roumanie n'a lancé aucun appel aux masses italiennes à prendre le pouvoir. Il y a deux mois, les partis communistes d'Europe se sont réunis sans lancer aucun appel aux masses d'Europe à prendre le pouvoir, ni à porter de l'avant le programme socialiste. Aucun appel à un programme d'action révolutionnaire, unique forme de pouvoir mobiliser les masses et de lutter contre le capitalisme. Ni un appel de soutien aux masses espagnoles. Rien : une indifférence totale. Cette réunion de Roumanie démontre toute l'ignominie de la bureaucratie qui, dans des conditions exceptionnelles de Front Unique Mondial, a fait le silence et a ignoré l'existence de la lutte des masses du monde qui, sans directions communistes — contre les directions communistes — essayent de prendre le pouvoir. C'est une véritable ignominie dont ils paieront les conséquences à court délai.

La bureaucratie n'a pas un pouvoir intouchable en tout moment. La situation intérieure de la Chine, les réformes dans l'armée chinoise sont l'expression d'une lutte intérieure, et cette lutte part d'un secteur qui veut impulser la révoluton. La forme sous laquelle se reflète cette volonté de faire avancer la révolution est la mesure prise. Comme il n'y a pas d'indépendance des masses qui leur permette de s'exprimer, comme il n'y a pas d'indépendance des masses qui leur permette de déterminer la lutte qui impulse la révolution, on doit mesurer toutes ces expressions indirectes.

(Suite au prochain numéro)

LA PRESSE TROTSKYSTE

CUARTA INTERNACIONAL
Organo del Comité Ejecutivo de la IV internacional Casilla 1204
MONTEVIDEO (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA
Casilla 1204 — Correo Central
MONTEVIDEO (Uruguay).

ALGERIE

REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IV Internationale.

ANGLETERRE

RED FLAG
Organe du « Revolutionary Worker's Party » (Trotsk.)
21, Bolton Road, E. 15.

ARGENTINE

VOZ PROLETARIA
Organe du Partido Obrero (T.)
Centenario Uruguayo 1751
LANUS — PCIA DE BUENOS AIRES.

BOLIVIE

LUCHA OBRERA
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Amadeo Vargas Arce
ORURO.

BRESIL

FRENTE OPERARIA
Caixa Postal 4562
SAO-PAULO.

CHILI

LUCHA OBRERA
Organe du Uartido Obrero Revolucionario
Casilla 14054
SANTIAGO DE CHILE.

CUBA

VOZ PROLETARIA
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Monte n. 12, estq. Zulueta
AP. 11 — Piso 2
LA HABANA.

ESPAGNE

LUCHA OBRERA
Organe du Partido Obrero Revolucionario.

FRANCE

LUTTE COMMUNISTE
Goldstein, B.P. 33-17
PARIS.

ITALIE

LOTTE OPERAIA
Organe du Partido Comunista Rivoluzionario
Casella Postale 5059
ROMA — OSTIENSE.

MEXIQUE

VOZ OBRERA
Organe du Partido Obrero Revolucionario
APDO POSTAL 1370 — AD.
MEXICO D.F.

PEROU

VOZ OBRERA
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Apartado 5044 — C. Central
LIMA.

URUGUAY

FRENTE OBRERO
Organe du Partido Obrero Revolucionario
Gral Flores, 2515
MONTEVIDEO.

PROGRAMME DU P. O. R. (T)

— Augmentation générale des salaires. Salaire vital minimum en fonction du coût de la Vie. Echelle mobile des salaires.
— Echelle mobile des heures de travail ; partage du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire.
— A travail égal, salaire égal pour hommes et femmes et pour tous les travailleurs de toutes les régions du pays.
— Contrôle ouvrier sur les conditions de travail, les cadences, la production et les salaires à l'intérieur de l'usine.
— Pour un mois complet de congés payés, avec double pécule en 1966.
— Pension à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, au niveau du salaire moyen d'un ouvrier.
— Pour un véritable Service National de Santé : médecins et médicaments gratuits pour tous, aux frais de la bourgeoisie capitaliste et sous contrôle ouvrier.
— Pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, payée comme l'actuelle et avec une tâche de 40 heures.
— Etatisation des entreprises capitalistes, sans indemnisation ni compensation. Contrôle ouvrier de la production. Gestion ouvrière de l'industrie étatisée. Etatisation des Banques. Ouverture des livres patronaux.
— Pas de fermetures des charbonnages : maintien de leur exploitation, amélioration de la capacité technique ; augmentation de la productivité au bénéfice des mineurs : diminution des heures de travail, augmentation des salaires.
— Monopole d'Etat du commerce extérieur et du commerce grossiste intérieur, sous contrôle ouvrier.
— Expropriation sans indemnisation, étatisation sous gestion ouvrière des grandes propriétés agricoles. Formation de coopératives des petites exploitations paysannes. Etatisation sous contrôle ouvrier et paysan du commerce agricole.
— Pas de licenciement. Pas d'usine ou d'entreprise fermée. Occupation par les ouvriers, mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier et vente de ses produits.
— Tous les bénéfices de l'automation au service des masses.
— Pour la défense des droits démocratiques. Droit de vote à 18 ans. Pour la pleine liberté et démocratie syndicales. Démocratie interne dans les Partis Ouvriers, droit de tendance dans les partis et syndicats. Représentation proportionnelle et pleine vie et activité politiques, démocratiques internes. Discuter tous les problèmes et les résoudre sur la base de l'intervention pleine de la classe. Comités d'usines pour soutenir la pleine démocratie syndicale.
— Pour le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-impérialiste. Front Unique des ouvriers flamands et wallons contre le capitalisme flamand et wallon.
— Pour la Centrale Ouvrière Unique qui regroupe les travailleurs de tout le pays.
— Solidarité de classe avec les luttes des travailleurs d'Europe. Pour la Centrale Ouvrière Unique de toute la classe ouvrière européenne.
— Rupture de toutes les alliances militaires, économiques, politiques, faites pour la défense du régime capitaliste contre les Etats Ouvriers et la révolution coloniale.
— Alliance et complète solidarité avec la révolution coloniale ; avec l'U.R.S.S., la Chine, Cuba et les autres Etats Ouvriers.
— Lutte contre toute oppression de l'impérialisme belge, militaire, économique, politique, au Congo. Alliance et solidarité complète avec le peuple congolais.
— Pour des groupes ouvriers de défense ; milices ouvrières.
— Pour la préparation de la grève générale, avec l'organisation du Front Unique Prolétarien dans la lutte pour imposer ce programme.
— Pour la République Socialiste Belge. Pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde.

FLORENNES... (suite)

avec l'accord de l'Etat Capitaliste Belge et il est inconcevable d'envisager leur disparition sans comprendre la nécessité d'abattre le capitalisme national.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) appuie cette manifestation de Florennes et appelle eses participants ainsi que la population locale à organiser la mise en quarantaine totale des militaires yankees. Rompre toutes les relations personnelles et commerciales avec tous les militaires américains. Bras de fer contre tous les représentants de l'impérialisme yankee. Boycott total de la base de Florennes. Nous appelons à organiser le Front Unique Anti-capitaliste pour rompre le chaînon belge de l'impérialisme et s'incorporer complètement au Front Unique Anti-Impérialiste Mondial.

POUR VOUS ABONNER

ABONNEMENT ORDINAIRE :
6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS
1 an — 24 numéros : 100 FRANCS

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS

★

Prière de s'adresser :
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND
Pour la correspondance : Même adresse.

EDITEUR RESPONSABLE
et envoi d'argent par mandat postal
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

L'impérialisme hors du Viet-Nam !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

SPÉCIMEN

4me Année — ~~N° 35.~~ 36

16 OCTOBRE 1965

—— BI-MENSUEL ——

Le prochain numéro sortira le 30 oct. 1965

LE NUMERO : 5 FRANCS

Solidarité avec le Peuple Viet-Namien !

Nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé par le « **COMITE POUR LA JOURNEE EN FAVEUR DU VIET-NAM** » auquel nous demandons de répondre en manifestant le samedi 16 octobre à Bruxelles dans l'esprit et avec l'objectif anti-impérialiste qui s'en dégagent, en avançant les mots d'ordre de :

— Front unique anti-capitaliste en Belgique.
— Front unique anti-impérialiste mondial.
— Pour la destruction des bases militaires de l'impérialisme.
— Reconnaissance par tous les gouvernements du F.N.L. comme représentant du peuple viet-namien.
— Solidarité avec les révolutions coloniales.

La concentration pour cette manifestation : à 15 h., boulevard Emile JACQMAIN.

« Le Comité pour la Journée en faveur du Viet-Nam » propose aux peuples du monde de faire des 15 et 16 octobre prochain des Journées Internationales de protestation contre les interventions militaires nord américaines. Le Comité réalisera une manifestation publique de protestation à Berkeley le 15 octobre, suivie d'actions de révolte massive le 16.

Nous exhortons tous les peuples pour qu'ils s'unissent afin de démontrer leur refus de la politique agressive du gouvernement nord-américain :

— à l'intérieur des Etats-Unis, en collaborant avec notre Comité et le S.D.S. (Mouvement étudiant pour une société démocratique) dans l'organisation de protestations au cours de ces deux jours ;
— à l'extérieur des Etats-Unis, en organisant des démonstrations massives dans chaque pays, en appui à notre lutte et celle de tous les peuples contre l'intervention militaire yankee.

Des formes d'actions directes aux Etats-Unis peuvent être : blocus de la dernière gare de l'armée à Oakland (port voisin de Berkeley), d'où sont embarquées les munitions pour le Viet-Nam ; incitation publique à la désertion des soldats nord-américains envoyés à la guerre.

L'impact de l'opinion publique mondiale se fera sentir à Washington si on organise, par exemple, des protestations devant les ambassades nord-américaines en Europe ,en Afrique, en Amérique Latine, en Asie, accompagnées de protestations sur tout le territoire des Etats-Unis.

Le moment est venu de dépasser les simples déclarations contre la politique de guerre Le moment est arrivé de s'opposer dans l'action et de dire aux Etats-Unis : ASSEZ !

Le Comité pour la Journée en faveur du Viet-Nam, fondé au début de mai 1965 pour « organiser une protestation publique », est une organisation d'étudiants, de professeurs et de groupes de personnes de la région de Berkeley - San Francisco (Etats-Unis), regroupés autour de la déclaration de principe suivante :

Nous nous opposons à l'intervention nord-américaine au Viet-Nam, en République Dominicaine et dans un quelconque autre lieu. Des luttes révolutionnaires pour l'autodétermination des peuples surgissent dans le monde entier. Nous croyons que l'intervention nord-américaine est destinée à étouffer ces mouvements : elle est immorale et menace la paix du monde.

Le Comité pour la Journée en faveur du Viet-Nam organise des actions directes de « teans-ins » sorte de cours publics dans la rue), d'éclaircissements de la population à travers des visites au porte à porte, et d'autres activités en opposition à l'intervention nord-américaine. Nous croyons que la lutte pour l'autodétermination des peuples est intimement liée avec la lutte pour la démocratie aux Etats-Unis, une démocratie réelle, dans laquelle le peuple connaisse les faits réels avec le pouvoir de participer dans les décisions. Les luttes contre le racisme, la pauvreté, le conformisme bureaucratique des Etats-Unis sont parties d'un même mouvement que la lutte contre le militarisme yankee.

Nous devons construire aux Etats-Unis un nouvel ordre et nous unir avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine dans cette construction d'un monde nouveau.

EDITORIAL : (Par J. Posadas)

LA LUTTE DE CLASSE EN BELGIQUE ET LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

Le capitalisme belge, tout comme le capitalisme européen dans son ensemble, ne peut donner aucune solution. Sa puissance économique est réelle, mais cette puissance économique ne lui confère pas une plus grande stabilité sociale, bien au contraire. Aucun gouvernement capitaliste d'Europe ne se soutient sur la base de l'appui des partis bourgeois, ou grâce à une base sociale qui appuie le capitalisme. C'est seulement la politique des Partis Communistes et Socialistes qui permet au capitalisme d'avoir une base d'appui sur laquelle se maintenir. Le Capitalisme n'en a plus pour longtemps. Il est actuellement obligé à faire toute une reconversion de son industrie plus importante que toutes celles qu'il a faites jusqu'ici, même en ce qui concerne le charbon. Il doit faire face à la nécessité d'investir une grande quantité de capitaux, de supprimer des ouvriers — et ces ouvriers, il ne peut pas les tuer ! S'il le pouvait, il le ferait — et il doit à tout prix augmenter la production et la productivité.

Le problème des ouvriers italiens, turcs, grecs, estpagnols qui viennent travailler en Belgique, en France, en Allemagne, montre l'immense faiblesse du capitalisme, qui a été incapable d'organiser socialement le marché pour répondre aux nécessités du développement de la production et de la productivité.

Il ne s'agit pas, de toute façon, d'augmenter la production et la productivité en fonction de la consommation : plus de 40 % de la production mondiale est destinée à des fins militaires, de guerre. Ceci représente une dépense énorme pour l'humanité, mais que le capitalisme est obligé de faire, non seulement pour préparer la guerre, pour la déclencher à n'importe quel moment, mais aussi parce que s'il cessait de consacrer 40 % de son potentiel de production à la fabrication d'armement, le système capitaliste tout entier se paralyserait. L'augmentation de la production et de la productivité ne s'est pas accompagnée d'un développement identique de la consommation. Pour le mesurer, il suffit de voir que dans les pays capitalistes continuent à subsister les mêmes problèmes qu'il y a cent ans : il y a encore des maisons sans eau, sans électricité, sans installations sanitaires ; en France, en Belgique, en Angleterre, on construit encore des maisons de six étages sans ascenseurs ; problèmes de transports, d'équipements sanitaires, même dans des pays aussi développés que la Belgique. Le capitalisme est incapable de résoudre de tels problèmes, alors qu'il investit tout dans la construction d'armes atomiques. Tous les avantages et les bénéfices de l'automation et de la cybernétique, servent à financer la préparation de la guerre, et à payer les frais des guerres contre-révolutionnaires que l'impérialisme est en train de mener, au Viet-Nam, à Cuba, au Pakistan, à St-Domingue. Ceci provoque de nouvelles contradictions et prépare de nouvelles crises, qui ne sont plus des crises de croissances, mais des crises de structures, dues à la décomposition du système, à son effondrement.

Pour faire face à la crise, le capitalisme tend à coup de grands investissements à remplacer les vieux équipements par de nouvelles machines. Pour réduire le coût de production et faire face à la concurrence, il est obligé de liquider la petite industrie, la petite production.

C'est pourquoi le phénomène se donne aujourd'hui différemment que dans d'autres époques : le développement de l'industrie ne s'accompagne pas d'un développement de la petite-bourgeoisie. Il y a une grande concentration du capital et de la production, mais il ne surgissent plus de petites usines, d'accessoires par exemple.

Depuis la seconde guerre mondiale, le capitalisme ne peut plus supporter cela. Il ne peut plus supporter non plus le poids du petit artisanat. Même si l'artisanat l'intéresse encore pour certaines raisons de production, il tend de plus en plus à l'absorber. Ce que faisaient avant 50 ou 100 artisans, est fabriqué maintenant par une usine, dont la production alimente 100 usines. Par exemple : une usine textile a besoin d'une série d'activités complémentaires que l'usine n'a pas d'intérêt à intégrer, parce que cela reviendrait trop cher. Avant elle donnait ce travail à de petits groupes d'artisans. Aujourd'hui, le capitalisme a monté de grandes usines, qui regroupent une série de petites activités, et qui servent pour tous.

Il y a constamment des fermetures d'usines. C'est un phénomène qui se donne aussi en France, en Italie. En Italie on est arrivé à fermer des usines qui employaient des milliers d'ouvriers. Dans l'ensemble, le chômage ne pèse pas encore très lourd, parce qu'il y a encore une certaine capacité de réabsorption, surtout dans l'industrie militaire. Mais cela ne va pas durer longtemps encore.

Une autre expression du même phénomène c'est ce qui se passe dans l'agriculture ; il y a un processus constant d'élimination de populations rurales. Chaque année, des milliers de familles paysannes quittent la campagne pour la ville. Les petits paysans sont éliminés, soit parce qu'ils ne peuvent plus payer faute de crédits, soit parce qu'ils ne peuvent pas faire face à la concurrence, et alors ils doivent vendre leur terre, s'ils sont propriétaires, soit qu'ils ne peuvent plus payer les loyers, soit que le prix de vente des produits agricoles ne correspond pas au coût de production.

C'est pour cela qu'il y a constamment des manifestations de paysans. Ces manifestations sont faites par des couches sociales qui jusqu'ici avaient appuyé le capitalisme et étaient une des bases sociales petites-bourgeoises de soutien au capitalisme.

Pour conserver leur appui, le capitalisme, d'une façon ou d'une autre, faisait une politique de crédit, qui leur permettait de subsister. Maintenant, il ne le fait plus. Aujourd'hui, le capitalisme a intérêt à éliminer la petite production, à la concentrer, de façon à réduire le coût de production.

Les petites parcelles produisent à un prix très élevé, et le capitalisme a besoin d'abaisser les prix pour faire face à la concurrence mondiale dont la première expression est le Marché Commun Européen.

Cette concentration fait perdre au capitalisme une de ses bases sociales. Mais il ne peut pas faire autrement car pour vivre, il a besoin de réduire le coût de production. Et ceci ne peut se faire qu'au moyen de grandes exploitations agricoles, avec investissements de grands capitaux, de mécanisation, d'électrification, par l'emploi constant d'engrais chimiques. Tout ceci représente des frais que le petit cultivateur ne peut pas supporter. Il est éliminé. C'est ainsi que se fait la concentration de l'agriculture.

DONNER UNE REPONSE REVOLUTIONNAIRE AU PROBLEME LINGUISTIQUE

Le capitalisme sent qu'il arrive à sa fin. C'est pour cela qu'il organise des bandes fascistes, qui attaquent les centres d'enseignements en français. Le problème linguistique a été créé artificiellement. Ces groupes fascistes sont des équipes organisées par la haute finance dans le but d'aggraver l'antagonisme et d'empêcher l'unification de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie dans tout le pays. C'est surtout une tentative de faire pression. Mais cela n'a aucune chance de subsister. Ce n'est pas la première fois que le capitalisme a recours à ce vieux truc et cela montre bien qu'il ne trouve aucun écho dans la population.

Il y avait deux cents ans que le capitalisme belge vivait ainsi. Il ne s'était pas rendu compte jusqu'à maintenant qu'il y avait des Flamands et des Wallons. S'il agite maintenant ce problème, c'est parce qu'il se sent en danger et parce qu'il voit que malgré la politique du P.S.B., la direction socialiste est une chose et que la base socialiste en est une autre. Si le capitalisme avait confiance dans la capacité de la direction socialiste de paralyser les masses, il ne recourrait pas aux bandes fascistes. S'il le fait, et s'il prépare en même temps des lois sur la réglementation du droit de grève et sur le blocage des salaires, c'est parce qu'il sent que les masses socialistes ne vont pas suivre leur direction.

La résolution du problème linguistique, qui est un problème réel, consiste à vivre ensemble. Mais on ne peut pas le résoudre à travers la revendication d'une confédération, parce que le capitalisme est incapable de réaliser une telle fédération. L'Etat Ouvrier, lui, peut la réaliser. Après la prise du pouvoir par le prolétariat, on peut réaliser une fédération des Républiques Soviétiques Belges. Et alors, en trois ans, tous les Flamands apprendront le Français, non parce qu'on va les obliger, mais parce que c'est une langue plus facile, et plus universelle.

Il faut rechercher toujours ce qui est le plus progressiste, ce qui permet

(Suite page 5)

LA CRISE AIGUE
et l'organisation des luttes des masses en

par J. POSADAS (suite)

LA FORCE DES ETATS OUVRIERS, C'EST LA VOLONTE DES MASSES D'ABATTRE LE CAPITALISME

La crise d'Algérie montre toute la faiblesse de ces types sans vergogne. Il n'y a ni intervention correcte, objective, révolutionnaire socialistes sur les événements d'Algérie. Depuis les erreurs de Fidel Castro (qui appelait fasciste le coup de Boumedienne) à la correction postérieure où ce n'était plus fasciste, mais réactionnaire (depuis, il s'est démontré que ce n'était pas non plus réactionnaire), que l'intention soit réactionnaire est une chose, que la finalité arrive à être réactionnaire est autre chose. Tous ont échoué. Nous avons été les seuls qui ont analysé. Pourquoi Fidel Castro s'est-il demandé : « Que se passe-t-il en Algérie ? ». Ceci n'est pas une politique sensée. La politique correcte est de comprendre les causes sociales, et aucun d'eux n'a compris les causes sociales.

Aucun d'eux n'a compris que la révolution peut avancer par des moyens tièdes, conciliateurs, limités, partant du sommet en forme bureaucratique, jusqu'à une certaine limite passée laquelle (quand s'approche l'étape d'une transformation vers un Etat Ouvrier) le saut nécessaire pour l'Etat Ouvrier nécessite une politique révolutionnaire avec l'intervention des masses. Cette crise en Algérie est justement une leçon pour toutes les révolutions coloniales.

Quel est le travail des Chinois ? Quelle est la résolution des Soviétiques sur cela ? Nul. Si les Chinois, ni les Soviétiques n'ont dit une seule parole de cela, aucun d'eux n'a analysé le problème de l'Algérie. Cubains, Soviétiques et Chinois se sont unifiés pour dire que c'est une question interne. « Qu'est-ce que c'est que cela, une question interne ? ». C'est comme si nous disions : « Je ne vais pas dans la maison du voisin ». Il n'y a pas de maison du voisin dans la lutte de classes. Dans la lutte de classes et révolutionnaire, il y a seulement deux maisons : le capitalisme mondial et les masses exploitées dans l'échelle mondiale. Il faut intervenir et, en plus, tirer les conclusions, tirer les expériences, pour les appliquer autre part. Ni les Chinois, ni les Cubains, ni les Soviétiques ne tirent aucune conclusion. Non seulement parce qu'ils ne sont pas capables de le faire, mais aussi parce qu'ils n'ont pas intérêt à le faire. S'ils se mettaient à étudier cette situation, ils devraient tirer des conclusions qui seraient contre leur propre politique, qui condamneraient leur propre politique.

La conclusion la plus importante sur la crise d'Algérie, nous le répétons, est que la révolution peut avancer même par à-coups, dirigée administrativement, parce que la force — qui est l'intervention des masses — est immense et qu'elle fait avancer l'étatisation et le contrôle de la propriété. Mais ceci a une limite déterminée car, si la révolution n'est pas, à mesure qu'elle se développe, accompagnée en même temps par le contrôle social des masses, le secteur bourgeois qui a été dépossédé de la propriété, mais qui reste cependant comme organisation sociale, intervient et influence les secteurs les plus faibles de la révolution et les prend comme points d'appui pour étendre son influence. Ceci est une loi inaltérable de toute la révolution et le sera jusqu'au socialisme.

Dans cette étape, s'il n'existe pas de parti révolutionnaire, s'il n'existe pas d'action révolutionnaire, si les masses n'interviennent pas, et si ces masses ne se préparent pas et n'ont pas l'opportunité indépendante d'intervenir, le chemin est ouvert pour que les secteurs réactionnaires, rétrogrades, conservateurs, parasitaires, aient la possibilité d'intervenir. Ceci est ce qui se passe en Algérie. Une conclusion de cette expérience d'Algérie : dans toute révolution, il faut développer, en même temps que l'étatisation de la propriété, que l'élimination du pouvoir bourgeois, l'élévation des organes d'exécution, de contrôle, d'organisation et d'orientation des masses. Ceci est la conclusion actuelle.

Nous sommes les seuls qui avons tiré cette conclusion, et nous sommes les seuls parce que nous avons la conscience de ce qu'il est nécessaire de faire avancer la révolution. Tandis que les Cubains, les Chinois, les Soviétiques ne l'ont pas fait parce qu'ils n'appuient pas consciemment (les Chinois surtout) l'impulsion à la révolution. Leur confusion, leur faiblesse théorique, leur manque de compréhension marxiste du problème révolutionnaire de l'Histoire, les amènent à cette position conciliatrice.

Alors que la révolution, dans le monde entier, est à la portée de la main !

Tandis que l'impérialisme frappe en Bolivie (et donne des coups assez sérieux) ; tandis que l'impérialisme est arrivé, d'une manière ou d'une autre, à frapper le Mouvement du 13 Novembre au Guatemala, en assassinant 2 militants révolutionnaires et en mettant en prison d'autres militants. Cela ne va pas arrêter l'action du 13 Novembre, ni la révolution bolivienne.

Les câbles viennent de notifier que l'armée va être retirée des mines et va être remplacée par une police spéciale : ceci est une retraite, car l'armée avait la force d'écraser et de tuer tous les mineurs, comme elle l'a fait antérieurement. A l'époque antérieure à Paz Estensoro, ils ont tiré, d'un avion au-dessus du lac Titicaca, sur des centaines de dirigeants ouvriers ; ils ont tiré sur eux depuis 3.000 mètres d'altitude, et de nuit, avec de l'eau congelée. Pourquoi n'ont-ils pas fait cela maintenant ? Les troupes ne sont pas entrées dans les mines, elles les ont seulement entourées ; en échange maintenant, ils parlent de mettre des troupes près des centres des mines, c'est-à-dire qu'ils ont peur d'entrer en conflit. S'ils ont en mains les forces, qu'y a-t-il de mieux que d'écraser les masses ? Ils peuvent alors imposer tout le programme économique qu'ils veulent. Ni l'impérialisme, ni la dictature militaire n'ont comme mission et comme intérêt de profiter ou de respecter les droits démocratiques des masses ; leur mission est justement de les écraser.

Quand, en Bolivie, après avoir vaincu, ils ne le font pas, c'est parce qu'ils n'en ont pas la force. Ils ont des armes, canons, avions, tanks, etc., mais la résistance des masses les déroute, les déconcerte et, de plus, la continuité de la lutte des masses crée une crise intérieure qui les affaiblit. Ceci est la situation qui existe. En dehors de la IVe Internationale, en dehors des trotskystes, personne n'a analysé cette situation dans l'Histoire. Et, dans cette réunion de Roumanie, ils n'ont pas dit une parole sur la Bolivie. Pas une parole ! Quand le devoir des Etats Ouvriers — qui est l'expression la plus élémentaire de la force prolétarienne organisée — est d'intervenir dans le monde, ils n'interviennent nulle part. Ils n'interviennent pas, non seulement parce qu'ils ne sont pas capables de comprendre pour intervenir, mais parce qu'ils ne veulent pas entrer en conflit avec le capitalisme. La même chose qu'à Saint-Domingue ! L'action de la bureaucratie soviétique est : « Je ne me mêle pas de tes affaires, et toi, tu ne te mêles pas des miennes ». Mais il résulte que ni l'un ni l'autre ne peuvent faire autrement que de s'en mêler, parce que la révolution et la révolution essaient d'avancer continuellement.

Les réformes dans l'armée chinoise ont une très grande signification. Cela signifie qu'il y a une crise intérieure, qu'un secteur du Parti Communiste et du gouvernement chinois, possiblement majoritaire, peut actuellement décider et qu'il s'appuie sur les masses et stimule l'action des masses, mais dans une forme militaire ; les Chinois ne devront pas s'arrêter ici. Il y a une contradiction immense entre la résolution des Chinois d'élever le droit de critique des soldats sur leurs propres chefs, et le fait qu'ils n'interviennent ni en Bolivie, ni à Saint-Domingue, ni même au Viet-Nam. C'est une immense contradiction.

Pour augmenter leur pouvoir et vaincre la bureaucratie soviétique, les Chinois doivent commencer par établir un lien unique, de fer, avec la révolution mondiale. L'unique forme de le faire est d'appuyer directement la révolution, entre autres celle d'Algérie. Quand les Chinois n'analysent pas la situation en Algérie, c'est comme s'ils restaient dans le vide, et ils n'orientent pas l'avant-garde révolutionnaire mondiale, ils n'orientent pas les partis communistes, les masses des Etats Ouvriers à comprendre le phénomène d'Algérie qui est simple et va s'étendre aux autres révolutions coloniales à court délai.

Les Chinois font abstraction de cette situation et, par cela même, affaiblissent en conséquence leur pourvoir mondial. La force des 650 millions d'habitants, ce n'est pas la décision inébranlable des masses chinoises de défendre leur Etat Ouvrier, ce n'est pas le pouvoir militaire chinois ou les bombes atomiques chinoises, ce n'est pas cela la force des Chinois. De même que la force des Soviétiques, ce n'est pas leurs bombes atomiques, ni leurs fusées, ni leurs satellites. La force de chacun des deux est la volonté des masses du monde d'abattre le capitalisme.

A Saint-Domingue, le capitalisme n'affronte ni les obus soviétiques, ni les bombes atomiques chinoises ,ni les satellites, ni les bombes atomiques soviétiques, mais la volonté des masses dominicaines. Et si l'impérialisme n'a pas été plus avant, c'est parce qu'il a eu peur d'entrer en conflit avec la réaction des masses nord-américaines qui reçoivent l'influence de la révolution mondiale. C'est cela la force des Etats Ouvriers !

Les Chinois disent : « La décision du monde ne sera pas donnée par les armes, mais par les masses ». Pourquoi, alors ne s'appuient-ils pas sur les masses ? Ils s'y appuient, mais de façon conciliatrice, administrative. Nous répétons : l'affaire d'Algérie est un point culminant. L'Algérie montre une étape de la révolution coloniale mondiale, un stade durant lequel il faut tirer des conclusions de principe. En dehors de nous, personne n'a été capable de s'orienter objectivement à voir les causes du phénomène et les conclusions, non plus que les perspectives du phénomène du coup de Boumedienne en Algérie. Et ils n'ont pu tirer de conclusions parce que, entre eux et la révolution, il n'y a pas une identité objective.

D'une manière ou d'une autre, face à la nécessité objective de l'avance de la révolution et des directions des Etats Ouvriers — y inclus les Chinois — il y a des contradictions parce que, entre l'un et l'autre, il n'y a pas une identité complète de l'avance consciente, ouverte, de la révolution. Il y a de l'indécision, de l'insécurité et de la crainte. Dans cette situation mondiale, cette réunion de Roumanie ne reflète pas la puissance des partis communistes. Dans cette réunion de Roumanie ne s'est pas réuni seulement le Parti Communiste de Roumanie : ce fut un centre de réunion des directions de tous les Etats Ouvriers. Ce fut une espèce de réunion qui remplaça celle qui devait se faire en décembre passé et démontra qu'ils ont laissé passer l'analyse des problèmes les plus importants de l'Histoire actuelle. Elle montre leur immense faiblesse. Leur devoir était de discuter, de tirer des conclusions dans la même ligne que celles que nous tirons.

Leur indifférence est due à ce qu'ils ont peur d'intervenir parce que cela entrerait en choc avec leurs intérêts conservateurs. Cependant, il existe tous les chemins pour organiser un Front Unique Mondial.

Le discours de Fidel Castro n'est pas un simple discours. C'est l'expression intérieure d'une crise et de l'avance de la révolution politique qu'il ne peut déjà plus contenir : il doit céder. Dans l'étape antérieure, il a déjà cédé en enfermant les trotskystes ; cette fois, il s'aligne objectivement avec la ligne trotskyste. Il a manifesté que la révolution avance et est incontenable, et que la décision finale est la guerre atomique. Il appelle les révolutionnaires d'Amérique Latine à suivre l'exemple de Cuba, il n'appelle pas concrètement à prendre le pouvoir. Il ne suffit pas de dire qu'il faut faire la révolution.

Le discours de Fidel Castro est une répétition de ce que les trotskystes ont dit il y a six ans et pour quoi des camarades furent expulsés et des membres de la Section Cubaine de la IVe Internationale furent emprisonnés. Par exemple, il ne suffit pas de dire de faire la révolution, mais de dire comment les masses en Argentine ont occupé les usines ; et la C.T.C. cubaine devrait leur faire un appui direct et ouvertement. Les masses de Saint-Domingue luttent pour le progrès, et il commence à se faire la différenciation entre Caamano et les masses. Appeler les masses de Saint-Domingue, du Brésil, à lutter pour le programme pour renverser le régime capitaliste, appeler ouvertement, faire des manifestations et meetings à Cuba.

Faire des manifestations indépendantes des masses ne signifie pas le faire avec un programme indépendant de la révolution so-

LE FRONT COMMUN ETRE L'INSTRUMENT LA BASE ET DU PRO-

Prochainement la F.G.T.B. et la C.S.C., faisant un front commun ,présenteront leur programme de revendications à la F.I.B. et au gouvernement.

Entretemps, le gouvernement poursuit son offensive, cherchant à limiter, même à stopper tout mouvement revendicatif, même d'importance minime, défendant ainsi les intérêts du capitalisme, qui ne veut plus céder quoi que ce soit, sous risque de s'effondrer tout-à-fait, vu la situation qui se dégrade de plus en plus pour lui.

La classe ouvrière, elle, est disposée à se lancer à la lutte pour ses justes revendications ; les ouvriers tendent à s'unir pour imposer leurs solutions, leur programme qui, sans être bien défini, n'en est pas moins dur.

Sous peine d'être débordés à bref délai, les syndicats doivent présenter un programme en front commun, un programme tout-à-fait insuffisant, qui ne parle pas d'augmentation générale des salaires (car la F.I.B. n'en veut pas entendre parler), qui ne touche pas les points immédiats les plus graves, comme le contrôle sur les cadences de travail, les 40 heures...

Les syndicats sentent qu'ils doivent faire face à cette opposition très vive du gouvernement et de la F.I.B. à toute concession. Pour cela, ils s'unissent dant un Front Commun, qui est le reflet de l'unification à la base, des ouvriers, qui se préparent pour de grandes luttes. Reflet, mais pas une réponse, car cette unification se fait bureaucratiquement.

La solution doit être : réaliser l'unification à la base, présenter un programme conçu par les ouvriers F.G.T.B., C.S.C. et non-syndiqués, programme devant être le fruit de discussions, faites en assemblées générales où la démocratie syndicale doit être rigoureusement observée. Dans ces assemblées, le délégué n'a ni plus ni moins de droits qu'un autre ouvrier. Il doit accepter la discussion sur tous les problèmes et être le porte-parole des décisions prises dans les assemblées.

Le programme de Front Social F.G.T.B. - C.S.C. contient des revendications minimum à défen-

DU CAPITALISME
un Front Unique Mondial Anti-Impérialiste

cialiste, que les organismes soient ceux qui décident. C'est cela appuyer la révolution. Une déclaration abstraite et « Vive la Révolution ! » ne suffisent pas. Il faut appuyer la révolution et dire comment l'impulser. La mobilisation des masses cubaines, de façon indépendante, serait une force plus puissante que tous les discours de Fidel Castro réunis et de tous les dirigeants révolutionnaires du monde.

Les masses latino-américaines et nord-américaines verraient la révolution dirigée par les masses, et cela leur donnerait une immense assurance.

Les appels de forme abstraite, à ce qu'ils nous imitent, à ce que l'impérialisme sera impuissant, à prendre le pouvoir, tout cela est bien, et les trotskystes le disent depuis six ans, et c'est pour cela qu'ils ont été poursuivis par les communistes et aussi par Fidel Castro. Il faut appeler concrètement les masses à prendre le pouvoir. Il ne suffit pas d'envoyer des armes, de l'argent, bien que la révolution cubaine ait le droit de le faire. Le plus grand coup que l'on peut porter à l'impérialisme est d'appeler les masses à renverser le système capitaliste, en appuyant chaque grève, le programme pour la liquidation du capitalisme. Exproprier le capitalisme sans indemnisation, la terre aux paysans, expropriation des latifundios sans indemnisation, milices, appeler à la formation de milices. Par exemple, pour les masses ouvrières argentines, ce serait une idiotie de les appeler à faire des guerillas ; il faut les appeler à organiser la grève générale, pour prendre le pouvoir ; pour les masses chiliennes, la même chose : il faut les appeler au Front Unique pour l'expropriation de l'impérialisme, des latifundios, à organiser des milices, occupation d'usines et des terres, à former des comités d'ouvriers et paysans.

Ceci est la forme objective de lutter contre la révolution. Au Pérou, l'action des guerillas est limitée. Si les masses péruviennes ouvrières et paysannes ne sentent pas qu'elles s'organisent, qu'on les organise, les guerillas n'auront pas plus d'effet qu'elles n'en ont eu jusqu'à maintenant. Il faut appeler à s'organiser, à occuper les terres, maintenant contrôler les usines, les faire fonctionner, grève générale, exproprier l'impérialisme en occupant les usines.

LES MASSES DU MONDE S'UNISSENT DANS L'ACTION REVOLUTIONNAIRE EN UN FRONT UNIQUE MONDIAL ANTI-IMPERIALISTE

Il y a la nécessité d'un Front Unique Mondial. Il faut le réitérer, il faut lutter dans chaque pays pour le Front Unique Mondial Anti-impérialiste. Aujourd'hui, la lutte mondiale anti-impérialiste est la lutte anti-capitaliste. Il n'y a pas d'autre façon pour chasser l'impérialisme d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique, que de renverser le capitalisme. Il n'y a pas d'autre centre que le Front Montial Anti-impérialiste, ni d'autre manière d'inclure les millions de paysans, petits-bourgeois, masses exploitées non prolétariennes d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique.

Ce qui conditionne le Front Unique Mondial Anti-impérialiste, ce n'est pas la forme de Front Unique Mondial, mais le programme de lutte et le programme de lutte est la mobilisation contre l'impérialisme : expropriation de l'impérialisme, occupation des usines de l'impérialisme, expulsion et prise d'otages à l'impérialisme. Sans que les Chinois, les Cubains et les Soviétiques le disent, les masses agissent ainsi. En Argentine, les masses ont pris 37 responsables d'entreprises comme otages. En Equateur, au Guatemala, en Colombie, au Brésil, en Uruguay, en Italie, s'étendent constamment les occupations d'usines, la prise d'otages. Sans être dirigés par les partis communistes, sans directives, mais au contraire : avec les directives des communistes contre les occupations d'usines, les masses agissent ainsi. Cela veut dire que les masses, par leurs propres expériences, par leur propre décision, atteignent la compréhension de la lutte et sont unifiées dans le sentiment de Front Unique Mondial Anti-impérialiste.

Occuper les usines en Italie, ce n'est pas la même chose qu'occuper, par exemple, les usines en Equateur. Les masses italiennes sont organisées en partis : Centrale Ouvrière, Parti Socialiste, Parti Communiste, qui sont tous contre l'occupation d'usines, et les ouvriers occupent les usines. Pourquoi ? Parce que les masses italiennes ont la sécurité de le faire. Elles votent pour le P.C. et, indubitablement, continueront à voter pour lui, elles votent P.S. I.U.P. et continueront à voter P.S.I.U.P. Elles sentent la nécessité d'un centre qui unifie la lutte générale, elles sentent qu'elles doivent être unifiées, organisées contre le capitalisme.

Le Front Unique Anti-impérialiste doit se définir non par la déclaration du programme et des objectifs, mais par le programme concret de lutte : grèves, occupations d'usines, expropriation de la terre, collectivisation de la terre ; exproprier l'impérialisme sans indemnisation, appeler les paysans à occuper les terres, à ce qu'ils les défendent avec les armes en main et sans indemnisation, appeler à l'organisation de milices dans chaque quartier, dans chaque usine, que chaque syndicat ait sa milice, avec des armes. Il faut faire comme au Congo, où ils ont commencé avec des fourchettes et terminé avec des avions qu'ils ont pris à l'impérialisme. L'organisation des milices ouvrières est la forme d'organisation de la lutte des classes. La lutte de guerilla combinée avec les milices et l'action prolétarienne dans les grandes villes. Toute l'expérience montre que les masses se lancent de leur propre expérience dans ce type de lutte.

En Equateur, les masses ont occupé des usines, des lieux de travail, et organisé un commencement de milices. En Colombie, au Venezuela, au Guatemala, il y a également une tendance des masses à l'organisation de milices de manière empirique, très empirique et confuse, car elles n'ont ni directives, ni centre, ni direction, ni moyen matériel pour organiser. Mais elles tendent à le faire. Dans n'importe quelle grève, les masse tendent à utiliser des moyens révolutionnaires de classe : séquestration d'otages, occupation des locaux, armement, etc. C'est cela la milice ! Le principe de la milice n'est pas d'avoir une arme, de défiler et de s'y connaître en questions militaires, mais c'est la décision du de faire qu'un milicien soit capable d'en entraîner cent ou mille dans chaque lieu de travail.

Ce début de conscience de la milice existe partout. Il n'y a pas de pays qui ne le connaisse pas, que ce soit en Argentine, au Brésil ou au Mexique. Les masses sont en train de montrer, de dire aux dirigeants des Etats Ouvriers qu'elles sont aptes et disposées à prendre le pouvoir. Mais ceux-ci ferment les yeux, leur tournent le dos et discutent de l'indépendance de chaque Etat ouvrier. C'est stupide et criminel, c'est une ignominie contre le développement et la nécessité de la révolution. Les masses sont au-dessus de tous ces stupides dirigeants qui ne sont qu'un résidu de l'Histoire, qui ne représentent ni ne reflètent les intérêts du progrès humain. Ce sont les masses qui, sans direction, sans parti, sans centralisation dans des organismes, reflètent le progrès humain en tâchant de généraliser leurs expériences.

Les masses de n'importe quel pays du monde appliquent immédiatement les conclusions, les actions, les moyens de lutte qu'elles voient appliqués avec succès dans d'autres pays. Et elles n'ont aucun parti, en dehors de la IVe Internationale, qui généralise cette expérience. Alors, pourquoi se transmet-elle et se développe-t-elle ? Parce que les masses sont prêtes pour la lutte. Si elles ne l'étaient pas, elles ne seraient pas ainsi convaincues. Elles ne doutent pas, elles n'ont pas peur.

Lorsque les masses réfléchissent et s'arrêtent, c'est parce qu'elles ne sentent pas sur le pas à franchir, non par crainte, couardise ou indécision historique, mais parce qu'elles n'ont pas une centre politique d'organisation. Aussi les mases se lancent-elles à l'action de manière empirique, désordonnée et spontanée. Elles ne parviendront pas à concrétiser de grandes actions car elles ne rencontrent pas l'écho, la réceptivité dans les partis qui ont une influence sur les masses : les partis communistes et les Etats Ouvriers. C'est cela que doivent aujourd'hui discuter les partis communistes et tirer les conclusions. C'est la mission, le devoir, l'obligation historique des dirigeants des Etats Ouvriers pour répondre à la volonté de prendre le pouvoir qu'expriment les masses.

Il faut discuter des événements d'Algérie, l'action des masses, l'organisation spontanée des milices, des guerillas, des grèves, l'occupation des usines, bases essentielles pour organiser l'action et poursuivre jusqu'au renversement du capitalisme. A l'inverse, la bureaucratie des Etats Ouvriers poursuit au sommet des négociations avec l'impérialisme. Il est faux de dire que c'est par peur de la guerre atomique qui est inévitable et que personne ne pourra empêcher. Lorsque nous disions cela il y a quelques années, on nous traitait de fous, de maniaques de la guerre atomique. Aujourd'hui, c'est une chose commune. Bosch vient de déclarer à la radio et à la télévision que la guere atomique est inévitable, après avoir analysé les Etats-Unis. Il trouve alors que l'impérialisme ne va pas partir seul, mais qu'il faut l'écraser par la force. L'impérialisme ne va pas partir : il répondra par la guerre atomique. Tel est le processus par lequel Bosch est arrivé à la conclusion de l'inévitabilité de la guerre.

L'impérialisme va répondre avec la guerre atomique. Plus avancera et s'approfondira la révolution, plus s'affaiblira le pouvoir de l'impérialisme et moins dommageable, moins grave sera la guerre atomique. Plus avance la révolution, moins l'impérialisme aura de bases pour pouvoir causer des dommages à l'humanité. De là la nécessité de l'avance de la révolution. Si, en 1945, les partis communistes n'avaient pas empêché les masses de prendre le pouvoir en Irak, en Grèce et dans le reste de l'Europe, si en 1948, les partis communistes avaient développé les Etats ouvriers qui se sont installés pour qu'ils puissent influencer toute l'Europe, l'Europe serait aujourd'hui sur le chemin du socialisme. En conséquence, la capacité de l'impérialisme de s'armer avec des bombes atomiques aurait été infiniment moindre qu'aujourd'hui et il aurait été immédiatement vaincu. Là sont les délais historiques.

L'impérialisme tâche de gagner du temps pour qu'au moment où il le jugera convenable ou quand il traversera une crise intérieure — même s'il ne juge pas le moment tout-à-fait convenable — il lance la guerre, même si c'est irrationnel. Les raisonnements du capitalisme obéissent aux intérêts de la propriété de l'exploitation ; c'est cela le rationnel dans le capitalisme. Quels que soient les intérêts de l'humanité, ce qui est irrationnel ne l'intéresse pas. Attendre du capitalisme un comportement rationnel pour empêcher la guerre atomique, c'est être stupide et croire que le capitalisme, arrivé à un certain moment, va dire : « Bon, ils ont gagné. Le socialisme est meilleur. J'ai accompli ma mission et je rentre à la maison ». Cela est bon pour le rêve idiot des bureaurates qui pensent que cela va être ainsi. L'impérialisme ne va pas au-delà des raisons qui lui sont propres, c'est-à-dire : l'intérêt de la propriété privée, ne pas abandonner la scène de l'histoire jusqu'à ce qu'on l'expulse par la force. Avant d'être mis dehors par la force, il va recourir à l'ultime résistance, qui est la guerre atomique.

Il faut se préparer pour cela. Plus de temps passera, pire ce sera. Il est naïf de la part des Chinois de penser qu'il faut attendre qu'ils aient des armes atomiques pour vaincre les impérialistes ou, pour le moins, avoir un plus grand pouvoir de représailles. Il est incontestable que les armes des Chinois vont représenter un pouvoir de représaille, mais, dans le même temps, les Yankees vont faire des bombes atomiques encore plus puissantes. Si, en même temps qu'ils préparent des bombes atomiques, les Chinois faisaient une politique révolutionnaire et appelaient les masses à prendre le pouvoir, développant en Chine les Soviets et les communes, et donnaient à l'organisation des milices une base de soviet permettant une vie indépendante des masses, alors oui, la fabrication des bombes atomiques serait licite.

Si, tandis qu'ils appuient la révolution, les Chinois appelaient au renversement du pouvoir capitaliste à l'organisation sociale actuelle de la Chine, ils auraient une plus grande influence que toutes les armes atomiques qu'ils sont en train de préparer. Mais ils ne font pas cela car ils ont une faible compréhension marxiste de l'Histoire, une faible expérience et aussi une faible pré-

(Suite page 4)

FGTB - CSC DOIT DU FRONT UNIQUE A GRAMME OUVRIER

dre ; mais pour obtenir réellement des points comme « à travail égal, salaire égal », un contrôle sur les rythmes de travail ou encore un plan de logements à bon marché, la pression de discussion ne suffit plus, parce que le capitalisme ne peut plus les accorder. Il est donc nécessaire d'organiser dès maintenant des discussions, de faire de l'agitation au sein de la classe ouvrière pour préparer sa mobilisation.

Concernant la pension : 48.000 fr. ne suffisent pas. Il faut lutter pour une pension égale au salaire moyen d'un ouvrier.

De plus en plus, le coût de la vie augmente, le pouvoir d'achat des travailleurs diminue. En conséquent, il faut imposer l'Echelle Mobile des salaires, c'est-à-dire le contrôle par les ouvriers du système, qui augmente automatiquement les salaires en fonction de l'augmentation du prix des marchandises.

Non au chômage ! Partage du travail entre tous les ouvriers, sans perte de salaire !

Pour ces objectifs, il faut l'unification à la base, des travailleurs F.G.T.B., C.S.C. et non-syndiqués, qui doivent pouvoir intervenir dans des assemblées communes, avec pleine démocratie syndicale. Le Front Commun F.G.T.B. -C.S.C. est un reflet de cette nécessité, mais pas une réponse, car cette unité n'existe pas à la base d'une façon démocratique. Il faut exiger des assemblées régulières, avec des discussions sur les salaires, le chômage, les licenciements, sur l'automation dont les bénéfices doivent revenir aux ouvriers.

Le programme commun doit aussi soulever le problème de la réduction des heures de travail, qui doit être posé par l'ensemble de la classe ouvrière, et pas par l'initiative de chaque usine ou branche industrielle à part.

Assemblées régulières, avec pleine démocratie syndicale, seront le premier pas pour discuter et pouvoir imposer nos revendications, toutes nos revendications et nos solutions à tous les problèmes que le capitalisme ne peut pas résoudre.

LA CRISE DU CAPITALISME (suite)

upation pour élever la com-hension marxiste à cette éta-de l'Histoire.

Nous rappelons un fait élo-ent. Les événements d'Algérie sont pas un simple coup d'Etat érieur. Ils marquent une étape la révolution. Pourquoi les inois ne l'ont-ils pas étudié ? n'ont fait ni discussion, ni ar-es, ni documents ; rien. Ils ont ssé passer le fait par empiris- bureaucratique, par incapaci- théorique pour comprendre, is aussi par peur sociale vu r politique de conciliation. us répétons : il est nécessaire ntervenir.

l faut que les Etats Ouvriers interviennent dans l'étape actuelle de la révolution. La crise du capitalisme s'élève en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Il y a la crise de l'OTAN, la crise de la Grèce, de la Turquie, la crise avec De Gaulle, la crise du Marché Commun auropéen dans laquelle l'impérialisme français essaye de dominer pour ne pas être soumis. Il essaye de tirer de plus grands avantages en faisant peser ses négociations avec les Soviétiques. Cela démontre l'énorme faiblesse du Marché Commun européen, qui a atteint son point culminant. Et la crise se poursuit à travers le chômage dans plusieurs pays.

EXPERIENCE ET LA NECESSITE HISTORIQUE ELIMINENT LA POLITIQUE REFORMISTE E COEXISTENCE PACIFIQUE ET ASSUMENT BJECTIVEMENT LA POLITIQUE TROSTKYSTE

Les trotskystes ont obtenu un triomphe en Belgique en se présen-nt pour la première fois comme parti aux élections, avec le pro-amme du parti dans quatre très petites zones. Ils ont obtenu 377 ix (10 % des votes aux pro-Chinois). Ces 377 voix aux camarades, ns de petites localités, sont des voix données au programme trots-ste. Avoir voté ce programme signifie que les ouvriers qui l'ont té ont vaincu une résistance, une pression et une énorme cam-gne offensive contre le vote aux trotskystes. Toutes ces zones sont minées par les socialistes, la « gauche », par les pro-Chinois. Lors-'il y a une telle différenciation : trois courants appelés de gauche Gauche, les pro-Chinois, les pro-Moscou) et, en plus de cela, 377 ix pour les trotskystes, cela signifie qu'il y a un courant d'opinion aucoup plus grand, plus étendu, plus nombreux, infiniment plus mbreux que les 377 voix. Car le mécanisme, le processus par le-el se décide le vote n'est pas déterminé par la position induvi-elle de chacun.

Les votes donnés aux trotskys- sont le résultat d'un rejet de ute résistance : résistance aux essions, aux attaquees des so-alistes, des pro-Chinois, du gou-rnement, de la presse, etc. Le t de vaincre une telle résistan- ne se produit que lorsqu'il y un état d'opinion publique de ute une couche de la popula-on où l'on discute, où l'on hange des opinions, où l'on nime mutuellement dans cet hange, mais seulement un sec-ur se décide à faire le pas. est l'exemple du processus de vant-garde révolutionnaire mparée avec le reste de la clas- C'est l'expression d'un état de urage qui avance plus avant. est l'expression d'un secteur du olétariat qui avance plus avant ue la classe, qui exprime une eciion du rete de la clae.

Nou devon conidérer que les 7 voix n'expriment qu'une uantité minimum, qu'un pour-ntage minimum de l'aire, du oupe de sympathisants et de la écision d'appuyer le trotskysme. ous pouvons facilement calculer u'il faut multiplier par 7 la uantité de voix possible à obte-r. Ce qui signifie la quantité adhérents au sein des couches la population exploitée qui est sposée à appuyer le programme otskyste ou à sympathiser dans s autres activités. Aussi les otskystes belges doivent-ils s'ap-uyer sur cette conclusion pour ncer de nouveaux appels au ront Unique et organiser avec écision pour le Front Unique lo-al dans diverses zones ; ce qui ncontrera assez d'échos.

L'appui aux trotskystes en Bel-que n'implique pas une attitude articulière de ce pays envers les otskystes, mais que les condi-ons existent pour l'organisation une tendance révolutionnaire ui lutte pour le programme de révolution socialiste. Voilà la gnification. Inclus aussi, indu-itablement, les votes aux pro-hinois — qui ont été assez nom-reux — et les votes maintenus u Parti Communiste. Tout ceci ndique qu'il y a une croissance de la couche ouvrière, de l'opinion publique ouvrière qui veut appuyer les trotskystes. Les fondements de cette interprétation ne sont pas dûs aux caprices ou à l'abstraction, mais peuvent se mesurer à travers les votes aux pro-Chinois qui montrent l'existence d'une opinion publique vers la gauche, non dans un sens abstrait, mais vers une politique révolutionnaire.

A l'échelle mondiale, la politique des trotskystes est de plus en plus reprise. En Italie, on vient de publier une nouvelle édition du « Capital » avec un prologue qui dit : « ...La IIIe et la IVe Internationale sont déjà entrées dans l'Histoire comme un fait récent (c'est-à-dire qui se justifie) et Léon Trotsky a formé la IVe Internationale en s'appuyant sur les plus purs principes de Marx et de Lénine ». La politique trotskyste circule de l'une ou l'autre manière dans tous les pays du monde. Partout, on occupe des usines, on prend des otages, on forme des milices, on lance des guerillas et, les armes à la main, on impluse la révolution. Au Pérou, les guerillas naissent à la vie avec un programme quasi socialiste et leur finalité objective est anti-capitaliste. Au Guatemala, les guerillas, malgré les coups reçus et malgré l'énorme pression contraire du Parti Communiste et le silence des Cubains et des Chinois — se développent sur le programme de la révolution socialiste. Toute cette situation n'est pas due au fait que les trotskystes ont grossi en nombre ou en puissance matérielle, mais que l'expérience historique, la nécessité historique éliminent la politique conciliatrice, conformiste, de coxeistence et assument objectivement la politique trotskyste.

Les trotskystes ne s'enorgueillissent pas de ce que la lutte des classes emprunte le chemin trotskyste, prenne la politique et les objectifs trotskystes. Cela montre simplement que c'est une nécessité historique et nous appelons au Front Unique pour appliquer cette politique. Nous appelons à un Front Unique de toutes les tendances révolutionnaires, avec les Chinois, les Soviétiques, les Yougoslaves, avec tous les courants du mouvement ouvrier révolutionnaire, pour lutter pour le programme qui synthétise que les masses sont au-dessus des directions, qu'elles agissent au-dessus des directions et se transmettent leurs expériences par-dessus les directions.

Ce programme, c'est : milices, guerillas, occupation des usines, des terres, prises d'otages, etc., c'est-à-dire tout ce que font les masses. Aucun parti communiste n'appelle à cela. Ni même le P.C. chinois qui dit qu'il faut le faire, mais qui n'appelle pas concrètement lorsqu'il y a des événements comme en Bolivie, comme en Algérie. Il ne dit pas aux masses ce qu'il faut faire. Pourquoi ? C'est au fond par insécurité. Nous appelons à mener de l'avant la mise en pratique de ce programme.

Nous appelons au FRONT UNIQUE MONDIAL ANTI-IMPERIALISTE des Etats Ouvriers, des Partis Communistes, des tendances et courants révolutionnaires socialistes et des secteurs nationalistes révolutionnaires avec la IVe Internationale sur la base de l'expropriation sans indemnisation des terres impérialistes, les usines impérialistes. A la porte l'impérialisme de chaque pays ! A la porte les missions militaires ! A bas les bases militaires. Pour renverser l'impérialisme, il faut organiser des milices, des guerillas, des grèves générales, l'organisation des masses dans une Centrale Unique ouvrière et paysanne ; il faut le Parti Ouvrier Révolutionnaire Marxiste. Le Front Unique ouvrier et paysan, l'alliance ouvrière, paysanne, étudiante sur le programme de l'expulsion dc l'impérialisme, de l'expropriation et de l'étatisation de toutes les propriétés et l'organisation des milices sous contrôle ouvrier.

Tel est le programme sur lequel il faut appeler, le programme qui accélèrera la chute du capitalisme, qui saura profiter de son immense faiblesse et qui assurera, en même temps que la chute du capitalisme, de moindres dommages aux masses dans la guerre atomique. Telle est la conclusion de cette situation mondiale.

L'analyse de la situation économique n'est pas fondamentale. Ce n'est pas cette situation qui est déterminante, bien qu'elle soit un facteur important. Le facteur déterminant est la volonté sociale des masses de lutter, même dans cette situation d'abondance du capitalisme. Il est nécessaire de rappeler que la puissance économique de l'impérialisme yankee diminue constamment. C'est pour cette raison qu'ils étudient minute par minute leur situation économique. Il y a, aux Etats-Unis, une préoccupation directe de la situation économique. Pourquoi ont-ils peur que la moindre diminution des ventes, du commerce, de la production, dans une branche importante entraîne tout le reste ? Cela signifie faiblesse du capitalisme mondial, d'autant que le capitalisme mondial s'appuie fondamentalement sur l'existence de la production de guerre. Les journaux ont, par erreur, récemment publié que 60 % de la production mondiale étaient destinés à la guerre. C'est une erreur. Mais il est vrai que les 25 % de toute la production mondiale brut vont pour la guerre. C'est énorme ! Il suffit de voir les milliards que cela signifie. Et cela affecte énormément le régime capitaliste et chaque fois davantage.

Le pouvoir capitaliste augmente chaque jour la concentration du capital et financière, mais diminue ses forces et sa puissance sociale, parce qu'il perd des bases petites-bourgeoises et paysannes. Il ne s'agit pas seulement de perte d'autorité politique dans la petite-bourgeoisie des professions libérales, mais aussi dans la petite-bourgeoisie propriétaire : petits patrons, artisans, petits industriels. Car les besoins de la politique de guerre, les besoins de la compétition et de la concurrence avec les Etats Ouvriers, et le commerce avec eux élèvent l'énorme concentration du capital et son pouvoir financier, mais éliminent sa force sociale.

La bourgeoisie mondiale, le capitalisme, l'impérialisme mondial augmentent leur puissance économique et leur force militaire, mais voient leur force, leur autorité sociale diminuer. Et ce qui va déterminer le processus historique, c'est la puissance, la force, l'autorité sociales de la lutte révolutionnaire des masses. Pour cela, nous réitérons notre appel au Front Unique Anti-impérialiste Mondial dont la conséquence sera la chute du capitalisme et de l'impérialisme.

J. POSADAS.

26 juillet 1965.

PROGRAMME DU P. O. R. (T)

— Augmentation générale des salaires. Salaire vital minimum en fonction du coût de la Vie. Echelle mobile des salaires.

— Echelle mobile des heures de travail ; partage du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire.

— A travail égal, salaire égal pour hommes et femmes et pour tous les travailleurs de toutes les régions du pays.

— Contrôle ouvrier sur les conditions de travail, les cadences, la production et les salaires à l'intérieur de l'usine.

— Pour un mois complet de congés payés, avec double pécule en 1966.

— Pension à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, au niveau du salaire moyen d'un ouvrier.

— Pour un véritable Service National de Santé : médecins et médicaments gratuits pour tous, aux frais de la bourgeoisie capitaliste et sous contrôle ouvrier.

— Pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, payée comme l'actuelle et avec une tâche de 40 heures.

— Etatisation des entreprises capitalistes, sans indemnisation ni compensation. Contrôle ouvrier de la production. Gestion ouvrière de l'industrie étatisée. Etatisation des Banques. Ouverture des livres patronaux.

— Pas de fermetures des charbonnages : maintien de leur exploitation, amélioration de la capacité technique ; augmentation de la productivité au bénéfice des mineurs : diminution des heures de travail, augmentation des salaires.

— Monopole d'Etat du commerce extérieur et du commerce grossiste intérieur, sous contrôle ouvrier.

— Expropriation sans indemnisation, étatisation sous gestion ouvrière des grandes propriétés agricoles. Formation de coopératives des petites exploitations paysannes. Etatisation sous contrôle ouvrier et paysan du commerce agricole.

— Pas de licenciement. Pas d'usine ou d'entreprise fermée. Occupation par les ouvriers, mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier et vente de ses produits.

— Tous les bénéfices de l'automation au service des masses.

— Pour la défense des droits démocratiques. Droit de vote à 18 ans. Pour la pleine liberté et démocratie syndicales. Démocratie interne dans les Partis Ouvriers, droit de tendance dans les partis et syndicats. Représentation proportionnelle et pleine vie et activité politiques, démocratiques internes. Discuter tous les problèmes et les résoudre sur la base de l'intervention pleine de la classe. Comités d'usines pour soutenir la pleine démocratie syndicale.

— Pour le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-impérialiste. Front Unique des ouvriers flamands et wallons contre le capitalisme flamand et wallon.

— Pour la Centrale Ouvrière Unique qui regroupe les travailleurs de tout le pays.

— Solidarité de classe avec les luttes des travailleurs d'Europe. Pour la Centrale Ouvrière Unique de toute la classe ouvrière européenne.

— Rupture de toutes les alliances militaires, économiques, politiques, faites pour la défense du régime capitaliste contre les Etats Ouvriers et la révolution coloniale.

— Alliance et complète solidarité avec la révolution coloniale ; avec l'U.R.S.S., la Chine, Cuba et les autres Etats Ouvriers.

— Lutte contre toute oppression de l'impérialisme belge, militaire, économique, politique, au Congo. Alliance et solidarité complète avec le peuple congolais.

— Pour des groupes ouvriers de défense ; milices ouvrières.

— Pour la préparation de la grève générale, avec l'organisation du Front Unique Prolétarien dans la lutte pour imposer ce programme.

— Pour la République Socialiste Belge. Pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde.

EDITORIAL : (SUITE)

de communiquer avec tout le monde. C'est cela la solution. Et la base pour cette solution, c'est que Wallons et Flamands s'unifient dans un Etat Ouvrier. Il n'y a pas d'autre solution. Pour cela, il faut unir le problème des langues à la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Mais entretemps, il faut donner une réponse, d'agitation, de propagande, qui élève d'un côté comme de l'autre les couches nécessaires pour faire cela, chez les Flamands et les Wallons. Ces couches existent déjà. Le fait qu'existe la F.G.T.B. signifie qu'il n'y a aucun inconvénient pour les Wallons et les Flamands à être ensemble. Toutes les autres tentatives de division et de fragmentation, comme le font les Communistes et les Socialistes — Parti Communiste Wallon et Flamand — sont des attitudes opportunistes et réactionnaires, qui tendent à séparer les intérêts unis des masses exploitées. Parce que les masses ne tendent pas à se séparer, mais à s'unir.

Les problèmes de nationalité, de culture existent, mais vont disparaître spontanément. Les langues, les idiomes vont disparaître, pour faire face à une seule langue universelle, unificatrice.

Mais en attendant, il faut porter une attention aux problèmes qui existent en tâchant de les résoudre d'une façon progressiste, qui impulse, anime et développe l'unification de la lutte anti-capitaliste, la construction et le développement d'un Etat Ouvrier. Poser le problème en dehors de cette perspective, c'est le poser d'une façon abstraite.

Mais le capitalisme a besoin de faire cette division. Du point de vue commercial, financier, cela ne présente pour lui aucun inconvénient. Le bourgeois flamand et le bourgeois wallon signent de la même façon leurs chèques. Ils créent artificiellement de tels problèmes, pour empêcher l'unification du prolétariat. Surtout à cette étape, pour empêcher que la petite-bourgeoisie ne soit entraînée par la lutte de classe et révolutionnaire, et ne s'incorpore au Front Unique dans le but de renverser le capitalisme.

La culture actuelle dépend de la structure capitaliste, du régime de propriété privée. C'est ainsi qu'il faut poser la solution du problème.

Quand Lénine écrivait sur l'autodétermination des peuples en 1911 et quand il l'a appliquée en 1917, il n'a pas posé le problème en abstrait, mais en fonction du développement de l'Etat Ouvrier. Lénine disait « Nous sommes pour l'autodétermination des peuples. Si un peuple avec une telle culture, une telle langue, veut se séparer et vire indépendamment, bien, qu'il le fasse. Mais nous ne lui recommandons pas. Nous lui conseillons de fonctionner avec nous, avec leur langue, dans l'Etat Ouvrier, fusionné dans la Fédération de Républiques Soviétiques ».

La langue et la culture sont des moyens transitoires de communication et de connaissance. Mais la vie est permanente. Les rapports sociaux déterminent la culture. La vie, ce n'est pas la culture, ni la langue, qui la forme. Langue et culture sont conséquences des nécessités de la vie. Dans une étape déterminée, la langue et la culture sont des piliers du développement Mais dans le régime capitaliste, la langue et la culture sont des instruments de progrès fort transitoires, qui servent aussi bien pour le progrès que pour la réaction. Par exemple, la culture européenne est la plus élevée, ou au moins celle qui se dit la plus élevée. Mais malgré cela, les pays d'Europe sont les plus arriérés, parce que si on les mesure en fonction de l'histoire humaine, c'est en Europe que la Révolution est la moins avancée. Dans le reste du monde, elle est plus avancée. Or, l'instrument de la culture le plus important dans cette époque, c'est la Révolution.

LA CRISE DU CAPITALISME PROVOQUE UNE CRISE DANS LES DIRECTIONS POLITIQUES ET SYNDICALES DU MOUVEMENT OUVRIER

Il est impossible de continuer avec le programme réformiste car le capitalisme ne peut même plus supporter un tel programme. Comme la direction du P.S.B., de La Gauche, du P.C. et des pro-Chinois n'a rien d'autre à offrir qu'un programme de conciliation avec le capitalisme, comme ils font le jeu du capitalisme en adoptant la division entre la Wallonie, les Flandres et Bruxelles-Centre, comme ils sont à la remorque du capitalisme sur le problème linguistique, et comme ils espéraient pouvoir encore obtenir quelques concessions du capitalisme, à fin d'avoir quelque chose à offrir aux ouvriers, ces directions ne voient actuellement plus aucune issue. De là la crise des directions.

C'est ce qui explique la formation d'un nouveau Parti Socialiste, et c'est à cela que répond également le discours gauchiste de Bracops. (Il faut s'attendre à d'autres discours gauchistes). Le fait de voir un membre de la droite socialiste faire un discours de gauche, n'est pas contradictoire. Il tend à remplacer le manque d'un programme, de prise de position, par des déclarations. Parmi ces déclarations gauchissantes, il a dû inclure deux points, qui ont pour but de se gagner la sympathie et la confiance de la majeure partie de la classe ouvrière. C'est ce qu'il recherche quand il dit : « Il faut continuer la lutte permanente contre le capitalisme » et que, sur ce point, « Marx a toujours eu et aura toujours raison : la lutte de classe est irremplaçable ». Il est évident que Bracops donne sa propre interprétation, sa vue personnelle, de la lutte de classe : c'est un bureaucrate. Mais le plus important c'est qu'il soit obligé de tenir un tel langage.

Pendant les élections, ils n'ont pas parlé de cette façon là. Pourquoi le font-ils maintenant ? C'est une tentative d'attirer sur eux l'attention du prolétariat. Si Bracops avait de telles positions, pourquoi ne les a-t-il pas exposées avant les élections ? Pourquoi n'a-t-il pas à ce moment là proposé tout un programme de lutte de classe anti-capitaliste ? En fait, son discours s'adresse à toute une couche de la base socialiste qui est sortie des élections, non pas abattue, mais furieuse et pleine de méfiance envers le Parti Socialiste. La classe ouvrière n'est pas indifférente. La preuve en est le langage qu'ils emploient. Si les ouvriers étaient indifférents, les bureaucrates emploieraient un langage réformiste argumentant que pour avancer ce qu'il aurait fallu c'est un programme encore plus réformiste, plus conciliateur. L'attitude actuelle des dirigeants socialistes montre l'existence au sein du P.S.B. de tout un secteur qui cherche à mener de l'avant la lutte de classe et révolutionnaire.

Tous les Partis Socialistes et Communistes du monde ont basé leur politique sur l'attitude de concessions de la part du capitalisme. Mais comme le capitalisme ne peut déjà plus rien céder, et comme ni le P.S.B. ni le P.C., ni La Gauche n'ont une autre politique, un autre programme, une autre lutte à offrir, eux-mêmes entrent en crise. Tous les problèmes, problème linguistique, chômage, etc., qui sont des problèmes réels sont à résoudre, au cours des prochaines étapes dans le cadre de lutte pour le plein emploi pour les droits démocratiques, politiques et syndicaux des masses, de la lutte contre l'impérialisme — et non la lutte pour l'indépendance de la Belgique ! Ce serait renvoyer en arrière de cent en quelques années —, de la lutte pour le programme, qui garantissent aux masses l'emploi et les salaires.

Les masses ont compris que pour obtenir ce programme minimum, il faut renverser le capitalisme. Car celui-ci ne veut plus rien offrir, il n'a plus aucune possibilité d'extension.

De là la crise du P.S.B. et du P.C. Car il y a aussi une crise du Parti Communiste en dépit de la petite augmentation de leurs voix. Lors des dernières élections, il y a eu une grande proportion d'abstentions, surtout de la part des ouvriers. En présence d'une telle manifestation de rejet par la base socialiste de la politique de sa direction, les communistes n'ont pas été capables de recueillir ce mécontentement. Les pro-Chinois eux aussi sont restés très faibles et leur développement est minime en relation avec le nombre des abstentions. Or, ces abstentions ne viennent ni de la bourgeoisie, ni de la petite-bourgeoisie. Au contraire, la bourgeoisie a voté en polarisant ses voix : ce qui a été perdu par un secteur bourgeois a été gagné par un autre. Mais les voix qu'ont perdues les socialistes ne sont allées ni aux communistes, ni aux pro-Chinois. Elles se sont abstenues. L'abstention est une manifestation de mécontentement, d'opposition, de lutte passive. Si le P.C. avait une capacité d'attraction, d'influence, d'organisation, il aurait gagné ces voix là. Les abstentions sont autant de votes contre le P.S.B. Les conditions étaient ouvertes pour le P.C. de canaliser ce mécontentement de la base socialiste et d'une partie de la base socia-chrétienne.

Si cette crise du P.C. n'a pas encore eu jusqu'à maintenant de plus graves conséquences, c'est en raison de la crise dans le P.S.B. et dans le mouvement syndical. Toute une couche d'ouvriers veut lutter, veut agir et recherche un centre pour pouvoir s'exprimer et unifier ses luttes, faute d'organismes. C'est pour cela qu'elle va encore au P.C. Les voix ne signifient donc pas un accord sur la base de la politique du P.C., mais une volonté de se centraliser. Si ce secteur avait confiance dans le P.C., l'attraction de celui-ci serait bien plus grande. Il y a un grand vide qui s'exprime : crise dans le Parti Socialiste, abstentions massives et orientation assez faible de la classe vers les communistes et les pro-Chinois.

Les voix recueillies par les Trotskystes sont l'expression de l'existence de cette couche qui recherche un centre. Il faut avoir constamment dans l'esprit que quand il y a un tel courant trotskyste — parce que 377 voix c'est beaucoup pour une si petite région — on peut considérer que dans l'ensemble du pays, la force du Parti est bien plus grande. Il est vrai que Charleroi est une zone de concentration ouvrière, mais c'est une petite région. Les autres grandes concentrations ouvrières n'ont pas été touchées. Si le Parti avait pu s'y présenter, il aurait recueilli beaucoup plus de mille voix.

Il y a crise du mouvement syndical et politique en Belgique et cette crise fait partie de la crise mondiale du capitalisme, et les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier.

La crise est énorme également au sein du mouvement syndical. La lutte à l'intérieur de la bureaucratie syndicale, de la hautebureaucratie et de la direction moyenne, reflète cette crise. Les cadres moyens syndicalistes s'opposent à la bourgeoisie mais aussi à leur direction du Parti Socialiste. Ils ont peur de ce que la politique de la direction, l'alliance entre le Parti Socialiste et le capitalisme, ne sacrifie les intérêts de la bureaucratie syndicale. Celle-ci, pour manœuvrer a besoin d'une certaine marge pour pouvoir répondre aux pressions de la base ouvrière, sur les salaires ou le problème du chômage, par exemple. Si le capitalisme ne veut plus accorder cette marge, la base va tendre à se passer des bureaucrates syndicaux. C'est pour cela qu'ils luttent contre le gouvernement, contre la direction socialiste. Ils sentent que leur existence est en danger. Si les syndicalistes poussent ce cri d'alarme, c'est parce que la situation est grave. Ils disent au gouvernement et au capitalisme : « Faites les réformes de structure, elles sont très modérées. Si vous ne les faites pas, les ouvriers vont les faire complètement ». C'est un cri d'alarme. Les directions syndicales s'adressent aussi à la direction du Parti Socialiste en lui posant qu'elle doit aller moins vite dans la voie de la capitulation devant le capitalisme. Elle ne lui demande pas de ne pas céder, mais elle lui demande de préserver une marge de manœuvres pour pouvoir, le cas échéant, céder aux revendications fondamentales des ouvriers : salaire, chômage, etc. Mais même cela, le capitalisme ne peut plus le permettre. Et les luttes à l'intérieur du Parti Socialiste vont s'aggraver. La direction du P.S.B. n'a pas d'autres perspectives que la politique gouvernementale. Elle sent que si elle offre la moindre résistance, elle va stimuler l'action indépendante des masses. Un tel phénomène pousserait la bourgeoisie à se passer du concours des socialistes.

La base de l'accord entre la bourgeoisie et le P.S.B.. la raison même de l'existence de celui-ci, c'est d'empêcher l'action indépendante des masses. C'est pour cela qu'ils sont actuellement obligés à une telle politique. Mais pour les masses, une telle situation ne peut durer. Elles sentent par leur propre expérience, formée dans la grande grève de 1960-61 et dans les grèves qu'il y a eu constamment, chaque année, qu'il y a déjà un secteur nombreux de la classe ouvrière qui est arrivé à la conclusion et qui est disposé à lutter pour l'organisation d'organismes de classe révolutionnaire indépendants et de la bourgeoisie et de la bureaucratie syndicale.

La crise syndicale va éclater à court délai. Une des bases pour y faire face est le programme qui unifie les actions des masses dans tout le pays et le développement d'une tendance, d'une petite avant-garde capable d'influencer les masses.

Dans un de ces aspects fondamentaux, l'organisation syndicale est d'une certaine façon rétrograde et réactionnaire : c'est celui qui touche au rôle des délégués syndicaux. Le mouvement ouvrier se développe dans la lutte dans chaque usine, dans chaque secteur d'usine et chaque section a des délégués. Mais tel qu'il agit maintenant, le délégué est un patron des ouvriers, et non le représentant de leur volonté. La direction syndicale, les délégués doivent être simplement des représentants de la volonté de lutte des ouvriers. Et rien de plus ! Ils doivent exécuter les décisions des ouvriers, et non leur imposer leur propre volonté. Il est nécessaire en conséquence de lutter pour changer, pour éliminer le fonctionnement actuel du délégué. Il faut mener une campagne pour l'élection dans chaque section d'un délégué pour chaque quinze ou vingt ouvriers. Celui-ci doit se soumettre à la volonté de sa section qui se manifeste à travers des assemblées, desréunions régulières au cours desquelles c'est la section tout entière qui décide et le délégué ne fait que transmettre ce qu'a décidé l'assemblée. Quand les délégués font des réunions entre eux, ils doivent communiquer à leur section ce qui a été discuté. La section à son tour le discute et décide en acceptant, en rejetant ou en corrigeant. Le délégué transmet ensuite cette décision. C'est cela la démocratie syndicale. Tout le reste est dictature syndicale. Le fonctionnement du délégué doit être régulier. Il doit y avoir chaque semaine une réunion entre les délégués de la section. Mais à chaque problème qui surgit dans la section, on doit y répondre par une réunion du délégué avec les ouvriers. Et c'est l'assemblée qui prend la décision que les délégués transmettent aux autres délégués de l'usine. Il faut faire des assemblées d'usine régulières. Les bureaucraties disent : « Ce n'est pas possible, comment allons-nous faire une assemblée avec 8.000 ouvriers ? ». Et pourquoi non ? Qu'est-ce qui l'empêche ? Quand il y a des grèves ou des manifestations, plus de 10.000 ouvriers y participent. Pourquoi pas dans une assemblée ? Les bureaucrates cherchent à épouvanter les ouvriers en présentant cela comme une chose impossible. Mais cela ne l'est pas. Les syndicats ont de l'argent. Ils peuvent louer des lieuxde réunions. On peut faire l'assemblée dans un stade, dans la rue. A Cuba, on fait des réunions de plus de 100.000 ouvriers dans la rue. Le plus important c'est de permettre aux ouvriers d'exprimer leur opinion, de les encourager à le faire, d'accepter et d'appliquer la décision des ouvriers. Il faut faire des assemblées régulières par usine et par branche d'industrie. Par exemple, une assemblée d'ouvriers métallurgistes. Pourquoi pas ? Parce qu'ils sont nombreux ? Alors on loue un stade. Un tel fonctionnement permet de développer la capacité, l'autoémulation des ouvriers et permet en conséquence de développer les capacités de contrôle, d'initiative : cela exercerait une influence sur la petite-bourgeoisie et l'artisanat. Et surtout, cela permettait d'influencer politiquement et socialement la base ouvrière et petite-bourgeoisie qui est encore influencée par les sociaux chrétiens.

Cela va être la base pour le Front Unique et ce sont les ouvriers eux-mêmes qui vont le réaliser. A tout événement important, les masses tendent à se rassembler. Il faut lutter contre le fonctionnement actuel du mouvement ouvrier, et appeler à l'organisation d'actions communes en commençant par changer le fonctionnement interne : **délégués élus démocratiquement et révocables à n'importe quel moment ; délégués soumis à la volonté de ceux qu'ils représentent, qui peuvent les révoquer à n'importe quel moment ; le délégué ne doit pas représenter son opinion, mais celle de la section ; ne pas soumettre celle-ci, mais s'y soumettre.**

Il faut lutter pour changer le fonctionnement, en même temps qu'on organise dans le mouvement ouvrier une lutte contre le chômage. Organiser des meetings, des manifestations, poser dans les congrès la lutte contre le chômage en liaison avec la lutte pour l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière : diminution des heures de travail, échelle mobile des salaires, augmentation des avantages sociaux. Si le capitalisme prétend qu'il ne peut faire cela, que s'il le fait, il s'écroule, qu'il s'écroule. Et nous allons l'y aider ! L'effondrement du capitalisme signifie effondrement des patrons, mais pas de la Belgique tout entière. Si les conquêtes des masses altèrent le fonctionnement du capitalisme, le capitalisme doit disparaître.

(Suite page 6)

ESPAGNE : Salut au 3me anniversaire de l'édition clandestine de LUCHA OBRERA

Le journal bi-mensuel **Lucha Obrera,** organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyste), section espagnole de la IVe Internationale, entre dans sa 4e année. **Lucha Obrera** est édité, ronéotypé dans la clandestinité ; il est le seul journal ouvrier s'éditant à l'intérieur même de l'Espagne.

Lucha Obrera défend le programme de la IVe Internationale menant de l'avant un programme concret pour la lutte en Espagne. Il joue un rôle fondamental pour la construction d'un courant révolutionnaire organisé et centralisé.

De nombreux tracts de propagande et d'agitation, donnant le programme pour les « syndicats clandestins », sont diffusés à travers tout le pays, donnant d'une façon permanente l'analyse trotskyste de la situation et traçant les tâches du prolétariat en Espagne.

Nous saluons **Lucha Obrera** en son 3e anniversaire et appelons toute l'avant-garde ouvrière à lui apporter son soutien.

«Lotto Operaia» hebdomadaire

Cet événement, d'importance historique, répond au processus dynamique des luttes des masses italiennes contre le capitalisme et à leur recherche constante du programme et de la politique révolutionnaire. Cela répond surtout à l'aspect le plus important de ces luttes : à la lutte pour le courant marxiste révolutionnaire et qui est déjà arrivé à un degré important. Le rôle organisateur de **Lotta Operaia** dans le processus de constitution du courant révolutionnaire a eu une fonction décisive et sa sortie hebdomadaire multipliera par mille cette fonction.

Lotta Operaia hebdomadaire sera un instrument encore plus puissant pour l'impulsion et le guide conscient de la lutte révolutionnaire des masses italiennes. Elle donnera force au lien objectif de la IVe Internationale avec les masses ; c'est-à-dire à la coïncidence de son action, de son programme avec la lutte des masses

Nous le faisons maintenant, après avoir avancé dans la solution des problèmes financiers et après le développement impétueux du Parti.

Lotta Operaia hebdomadaire est la conquête la plus importante des luttes des masses italiennes en cette phase de décisions définitives entre la révolution prolétarienne et le capitalisme.

Les masses ne permettront aucun pas en arrière.

La section belge salue la parution de **Lotta Operaia** hebdomadaire, le rôle organisateur et impulsateur sous l'orientation constante du camarade Posadas, des forces révolutionnaires en un courant conscient révolutionnaire.

Ceci montre la fusion et la coïncidence de notre action avec la volonté, la recherche des masses d'un programme d'une conception révolutionnaire bolchevique des luttes.

EDITORIAL : (SUITE)

POUR REALISER LES REFORMES DE STRUCTURE, IL FAUT RENVERSER LE CAPITALISME

C'est pourquoi tout programme de réformes de structure est puéril. De plus, c'est une tentative multi-latérale de tromper les masses. Le capitalisme ne peut faire aucune réforme de structure. Dans les pays encore sous domination capitaliste, toute réforme de structure importante qui permet un meilleur développement des conditions de vie de la population porterait un coup direct à l'existence du capitalisme. Une telle réforme freinerait la capitalisation et ceci le capitalisme ne peut le supporetr surtout au moment où il doit faire face aux énormes dépenses de guerre.

Le capitalisme peut faire quelques réformes sans grande portée, comme par exemple municipaliser quelques entreprises privées. Mais il sait que toute réforme de structure importante stimulerait les masses à continuer dans cette voie et à passer de la réforme au changement des structures. Non seulement donc le capitalisme n'est pas en condition pour supporter de telles réformes, mais de plus, il a conscience qu'en y cédant, il stimulerait dans le prolétariat des forces qui pousseraient à passer de la réforme au changement complet des structures. Il y a, par exemple, le problème du chômage. Que disent les réformes de structure sur ce problème ? Suppression du chômage ? Mais qu'est-ce qu'il faut faire pour cela ? Le patron dit : « Je ne peux pas employer plus d'ouvriers, ce serait une perte pour moi ». Et l'ouvrier répond : « Je ne veux pas mourir de faim. Les patrons sont des canailles, et nous des milliers d'honnêtes gens. Que meurent donc les patrons ! Etatisons les mines, les usines, planifions la production et produisons pour tous ! ». Au lieu de cela, que disent les socialistes ? Les socialistes et Mandel ? Réformes de structure ! Et si le capitalisme ne veut pas faire des réformes de structure ? C'est une stupidité de croire que le capitalisme va accepter de céder à ces réformes de structure, parce qu'il a la force pour le faire. Quelle est l'attitude actuelle du capitalisme belge ? concentrer les capitaux, les retirer d'une série d'entreprises pour les concentrer dans un petit nombre, c'est-à-dire exactement le contraire de ce à quoi prétendent arriver les réformes de structure. Le chemin que suit le capitalisfe le mène à sa concentration en grands cartels européens. La conclusion normale, logique, dialectique du Marché Commun Européen le conduit de l'association commerciale, industrielle. finaicière à la constitution des cartels, et des cartels à la domination de tout le marché européen par un petit noyau de capitalistes européens.

Le capitalisme n'est en condition de céder à aucune réforme. Tout ce qu'il pouvait faire, il l'a fait après la guerre, quand il avait encore la force et la résistance suffisantes pour faire des concessions.

Toutes les réformes de structure peuvent se faire au moyen de la révolution et pour faire des réformes de structure, il faut prendre le pouvoir. Mais évidemment, c'est stupide de lutter pour le pouvoir pour ne faire que des réformes de structure.

L'intérêt du capitalishe, sa recherche du profit, le conduit à concentrer de plus en plus le pouvoir dans des mains de moins en moins nombreuses, de façon à développer la technique et l'automation. Dans une usine où il y avait autrefois mille ouvriers pour 150 techniciens, le rapport est maintenant de mille ouvriers pour 250 techniciens. Aux U.S.A., dans les grandes usines, il y avait autrefois 78 % d'ouvriers pour 22 % d'ingénieurs et techniciens. Le changement correspond à une augmentation de la production de 25 à 30 %. Tel est le cycle, et si le capitalisme ne le continue pas, il meurt. Toute réforme de structure doit tenir compte de cela, des rapports de production, de la concurrence, etc. Il ne suffit pas de prendre une entreprise et de produire. Quel doit être le coût de la production, pour pouvoir supporter la concurrence ? Une coopérative peut supporter des conditions défavorables pendant un temps, mais rien de plus. Aujourd'hui, les coopérativese ne peuvent plus rien supporter. De toute façon, les coopératives ne sont qu'une façon trompeuse de présenter une entreprise capitaliste. Toutes les grandes coopérativees sont des entreprises capitalistes auxquelles on a associé l'aristocratie ouvrière. Elles ne peuvent plus aujourd'hui supporter la concurrence capitaliste.

Toute réforme de structure doit tenir compte de la concurrence mondiale. Aujourd'hui, aux U.S,A. et en Allemagne, grâce au développement de la technique et de la capitalisation, on produit à un coût qui est la moitié de celui de la Belgique. Mais pour cela, il faut des capitaux, des machines, des techniciens, et la bourgeoisie n'a pas les moyens pour les payer.

Mais tout cela n'est qu'une hypothèse, qui suppose que la bourgeoisie ait un intérêt quelconque pour faire les réformes de structure. Ce n'est pas le cas. Au contraire, elle a besoin de plus en plus pour se concentrer. Toute réforme de structure signifierait dans une première étape un bouleversement de l'appareil de production, et la tendance du capitalisme est de s'unifier, de se centraliser, sous le contrôle du grand capital, en vue des marchés communs. Toute réforme de structure se heurte à cette nécessité. La vie du capitalisme ne se détermine pas en fonction de telle ou telle industrie, mais sur l'ensemble des rapports de production. Le problème du capitalisme, aujourd'hui, c'est bien sur la production, mais surtout la productivité : c'est-à-dire dans un même temps, produire plus et mieux qu'avant. Mieux, non pas en qualité — celle-ci est chaque fois pire — mais à un moindre coût total de production. C'est pour cela qu'il remplace des ouvriers belges par des ouvriers grecs, turcs, etc., dans les mines. Ce n'est pas seulement une mesure réactionnaire. C'est aussi une nécessité économique du capitalisme, pour faire face à la concurrence. Et la concurrence exige la baisse du prix de production, l'augmentation de la productivité. On peut exiger de l'ouvrier belge qu'il augmente sa production, jusqu'à une certaine limite seulement, car il peut encore choisir son travail. L'ouvrier immigré, lui, est obligé de travailler n'importe où ; et c'est dans n'importe quelles conditions. C'est une exploitation sauvage.

Du point de vue objectif, des exigences de la production et de la productivité, les réformes sont impossibles. Le capitalisme belge ne peut plus les supporter. Pour qu'il les accepte, il faudrait les lui imposer par la force. Mais en recourant à la force, on prend le pouvoir. Et si les masses le prennent, elles ne vont pas se limiter à faire des réformes : elles vont changer le régime.

Le mot d'ordre de réformes de structure ne répond à aucune logique. Il n'est pas exclu d'arriver à obtenir des étatisations partielles, mais cela ne signifie pas que par une réforme ou une autre on va en arriver à liquider le capitalisme. C'est pourtant ce qui est posé implicitement dans le programme de réformes de structure : une réforme par ici et par là, et jusqu'à ce que le capitalisme finalement est dépassé par les réformes.

La consigne d'étatisation de certaines industries est toujours valable. Mais les étatisations sont de simples conquêtes que la classe ouvrière arrache au cours de sa lutte contre le capitalisme. Ce ne sont pas des objectifs finals. Ce peut être l'objectif d'une grève. Ce sont des mesures que le prolétariat tend à obtenir afin de rendre le rapport de forces entre lui et le capitalisme plus favorable, de façon à renforcer la force sociale du prolétariat et à diminuer la force économique et sociale du capitalisme. Mais cela n'empêche pas qu'il faut de toute façon renverser le capitalisme.

La consigne d'étatisation doit être claire. Mandel et Cie parlent d'étatisations desmines, par exemple, mais si en même temps qu'on lutte pour l'étatisation on ne lutte pas pour le contrôle ouvrier et pour la nationalisation des banques, l'industrie étatisée sera sabotée par tout le reste de la finance capitaliste.

Toute industrie étatisée importante a besoin de deux choses : crédit et facilités commerciales pour pouvoir fonctionner. Il y a des moments que l'entreprise a besoin d'un capital qu'elle n'a pas. Elle doit recourir au crédit ; sans crédit, une entreprise ne sait pas fonctionner. C'est pour cela que l'Etat joue un rôle important dans la politique de crédits, par les subventions qu'il accorde aux secteurs privés, quand ceux-ci n'ont pas les capitaux nécessaires ou, s'ils les ont, ne veulent pas les risquer. Quand le capitalisme est obligé de céder des étatisations, tout le capital privé contribue à saboter cette industrie en lui coupant les crédits. Toute réforme de structure doit inclure le point suivant : comment faire fonctionner ensuite les industries étatisées ?

Les réformes de structure sont une expression de la politique de coexistence pacifique, car elles empêchent les masses de prendre la voie révolutionnaire et les trompent en les orientant vers des revendications impossibles à obtenir. Si la consigne de réformes de structure stimulait les masses à la lutte anti-capitaliste, les masses l'auraient déjà acceptée et appliquée. Car elles mesureraient l'objectif de la consigne en fonction de leur lutte quotidienne. Mais les masses voient qu'il y a une contradiction dans le comportement des délégués, des dirigeants syndicaux et politiques des partis dits ouvriers. Ceci n'encourage pas les masses à lutter. Car elles voient que les mêmes dirigeants, qui les appellent à lutter pour les réformes de structure, les empêchent en même temps de mener leur propre lutte. C'est ce qui explique aussi les abstentions aux élections. Il faut agiter des consignes comme étatisation des mines, car c'est à travers une série de consignes comme celle-là que les masses se centralisent pour renverser le capitalisme. Mais il faut poser : étatisation des mines, contrôle ouvrier, programme de production qui tient compte des intérêts de la population belge et tend à satisfaire à ses besoins. Aucune mine, aucune usine fermée, étatisation sous contrôle ouvrier. Planification de la production à travers les syndicats et par les ouvriers eux-mêmes à travers une discussion publique dans toute la classe ouvrière. Les patrons, le gouvernement vont dire dans de telles conditions, qu'ils ne peuvent plus supporter la concurrence des autres capitalistes. Mais pour l'ouvrier, ce problème n'est pas de concurrencer le capitalisme français, mais de vivre. Les usines dans les mains des ouvriers, auront une plus grande capacité de production et vont produire pour les ouvriers.

Le problème va se poser à très bref délai. Les mineurs vont dire : étatisons les mines. Il y a besoin d'argent pour les faire fonctionner ? Crédit de l'Etat. L'Etat n'a pas d'argent ? Etatisation de la banque privée. L'Etat ne veut pas concéder des crédits ? Il faut renverser l'Etat ! Les dernières expériences des masses belges après les grèves du Borinage, montrent une conscience ascendante. Il y a tout un secteur qui cherche cette réponse, qui essaie de l'impulser. Il l'a recherchée à travers les grèves et continue à le faire et aussi dans les élections, en appuyant les Trotskystes, les pro-Chinois, etc.

Les socialistes, les communistes. Mandel, viennent au secours du capitalisme avec leurs réformes de structure. Mais les masses vont envoyer les réformes de structure au diable.

IL N'Y A PLUS DE PLACE POUR UN NOUVEAU PARTI REFORMISTE

Le nouveau Parti Socialiste qui vient de se former est une expression de cette situation. C'est dans un certain sens un avertissement. Il signale qu'il est en train de se développer une tendance où au moins la base pour une tendance révolutionnaire. Son intention n'est pas d'organiser cette tendance mais, au contraire, d'essayer de profiter de la situation en canalisant les éléments surgis de la gauchisation d'un secteur de la base socialiste, de la base démocrate chrétienne, de groupes wallons, flamands, etc.

Jusqu'à présent, on ne connait qu'une série de déclarations, mais si ce nouveau parti se maintient dans la ligne du programme annoncé par Huysmans, il n'en a pas pour longtemps. C'est un programme conciliateur, qui reprend avec d'autres phrases la même ligne que celle du P.S.B. Le plus profond de ce programme consiste à dire : « Nous luttons pour les masses prolétariennes ! ». Les socialistes et les communistes aussi disent cela. Mais parler de la lutte pour les masses prolétariennes sans poser un programme précis concret, c'est parler dans le vide. La lutte pour les masses, c'est-à-dire la lutte de classe et révolutionnaire. La lutte de classe est une chose, la lutte de classe révolutionnaire en est une autre. La lutte de classe c'est la lutte pour la distribution du revenu national ; la lutte de classe et révolutionnaire unit la lutte pour une plus juste répartition immédiate du revenu national à la lutte pour l'organisation des masses dans la lutte politique pour le renversement du régime.

Il n'y a plus de place pour un nouveau parti réformiste. Tout parti qui ne s'organise pas sur la base d'un objectif révolutionnaire est condamné à disparaître, quelle que soit l'impulsion initiale qui lui donne naissance. Il n'a pas de point d'appui, il débouche sur le vide. Les masses ne quittent pas le P.S.B. parce que Spaak est un idiot, mais parce que c'est un agent direct du capitalisme. Les secteurs qui quittent le P.S.B. le font pour manifester leur opposition à la politique conciliatrice, réformiste d'adaptation au capitalisme du P.S.B. Si le nouveau parti répète la même politique, mais en la déguisant, en lui donnant un autre nom. et en l'exprimant avec des phrases plus ronflantes, les masses vont le rejeter de la même façon. Il peut au début recevoir l'appui d'une couche ouvrière qui tend de l'impulser, d'y trouver un centre. Mais rapidement, ce secteur va s'en aller. Les ouvriers ne vont pas changer un réformisme pour un autre. De toute façon, la formation de ce nouveau parti exprime la profondeur de la crise dans la direction ouvrière, qui essaie de la canaliser à son profit.

L'ORGANISATION DE LA TENDANCE REVOLUTIONNAIRE ET LE FRONT UNIQUE POUR LE PROGRAMME DE LUTTE ANTI-CAPITALISTE

Malgré une énorme pression qui s'exerce sur le prolétraiat de la part du capitalisme, du gouvernement et des appareils réformistes, il n'y a aucun déclin de l'esprit de lutte. S'il en était ainsi, le capitalisme se serait lancé à une offensive beaucoup plus ouverte contre la classe ouvrière. Le capitalisme ne peut pas trouver une base d'appui pour sa politique réactionnaire ; il est obligé à recourir à des manœuvres pour camouffler ses intentions. S'il agit ainsi, c'est parce qu'il sent que dans une couche du prolétariat se maintient vivante la préoccupation pour les problèmes de la lutte de classe et révolutionnaire.

Le résultat des dernières élections n'a pas montré une tendance à la désertion. Bien au contraire. La légère augmentation des voix communistes et pro-Chinoises, les voix recueillies par les Trotskystes, les abstentions ont une même signification : il s'agit de la même tendance qui cherche à impulser l'action indépendante révolutionnaire de classe, et qui exprime à des niveaux différents de compréhension. Dans ce processus de mûrissement, d'organisation de la tendance révolutionnaire, des groupes, des tendances s'élèvent d'une façon générale, mais à un rythme différent, qui exprime un niveau différent de compréhension. Quand dans une étape se produit un phénomène commun, même s'il s'exprime sous des façons diverses, ce qu'il faut retenir, ce sur quoi il faut s'appuyer, ce n'est pas l'expression différente, mais le phénomène commun qui est à la base de toutes ses prises de position : les abstentions, l'appui aux Trotskystes, le renforcement des communistes et des pro-Chinois exprime un seul et même phénomène : le rejet de la politique du P.S.B. Ceux qui l'ont exprimé, de la façon la plus avancée, en manifestant le plus d'assurance, ce sont ceux qui ont voté pour les Trotskystes, puis ceux qui ont voté pour les pro-Chinois, et ensuite ceux qui ont voté en s'abstenant. Les abstentions sont un niveau inférieur, L'abstention est une forme d'opposition passive, qui exprime un manque de confiance et de décision. Mais de toute façon, tout ce secteur qui échappe à l'influence socialiste est la base pour l'organisation en Belgique d'une tendance de classe et révolutionnaire.

Le secteur le plus décidé est celui qui a voté pour les Trotskystes. En votant, il manifeste : nous sommes disposés à aller plus loin, mais nous voulons voir avant si vous êtes capables d'avancer. Les votes signifient une tentative d'impulser. d'encourager, de donner confiance à la direction trotskyste, de lui faire savoir qu'elle a un appui et qu'elle doit se décider à apparaître, à fonctionner constamment, à agir comme direction. Cette base continue à exister. L'attitude de notre parti à cette étape va être décisive. Celui-ci ne doit pas se limiter à publier le journal, mais il doit être capable d'organiser, d'intervenir, de répondre aux besoins d'organisation de toute cette couche ouvrière et petite-bourgeoise. Il doit intervenir sur chaque problème, non après, mais avant ; il doit être capable de prévoir et d'orienter. L'autorité s'acquiert avant les événements par la capacité de prévision, d'orientation et d'organisation. Si les masses voient le parti capable de prévoir, d'orienter et de tirer les conclusions, en appelant à la lutte pour l'organisation de la tendance révolutionnaire, leur confiance dans le Parti augmentera. Elles le verront capable, résolu et décidé. Dans la prévision, l'orientation et l'exécution. La campagne électorale a été une démonstration de ses capacités. Mais si par la suiet, le parti diminue le rythme de son action, ce secteur qui impulsait le parti se retire et recule, parce que ce qu'ils ont cherché c'est d'impulser le Parti ; et s'ils voient que le Parti n'avance pas, ils n'insistent pas : ils se retirent ou se replient sur la lutte syndicale. Une telle attitude ne signifie pas qu'ils ne sont pas disposés à lutter. **De toute façon, dans ces groupes comme dans l'ensemble du secteur qui est sorti du P.S.B., il y a des éléments qui peuvent être gagnés à l'organisation de la tendance. On ne peut pas les influencer immédiatement au même niveau. De la même façon qu'ils se sont exprimés de façon différente, en montrant une compréhension et une volonté de lutte différentes, ils vont aussi recevoir notre influence de façon différente. Bien que la politique et les positions révolutionnaires tendent à niveler la capacité de compréhension, à unifier les sentiments, la volonté de combat, du plus arriéré au plus avancé, il n'est pas encore possible d'arriver à une telle unification. Ce qui est possible dès maintenant, c'est d'exercer une influence pour développer dans ce secteur leur confiance dans le Parti. Il faut se préparer pour profiter de toutes les opportunités pour développer des tendances, sur la base de ce secteur immenses qui se sont abstenus, ou qui ont voté pro-Chinois, communiste ou trotskyste.**

Les Trotskystes ont joué déjà unrôle très important dans la voie de la formation de la tendance révolutionnaire. Et ce rôle va être sans cesse croissant. Le Parti ne doit pas se mesurer à son nombre, mais par sa capacité d'influence et d'organisation. Il est aujourd'hui capable de comprendre, de donner une orientation politique correcte, et d'organiser. Son intervention dans les élections l'a démontré. C'est une épreuve très importante : un petit groupe avec peu de moyens, persécuté par la police, et qui a dû réaliser ses activités en se cachant, a obtenu 377 voix, dans une petite région. Ce chiffre, il faut le multiplier par dix, car chaque vote ne signifie pas une décision individuelle. Voter pour le P.O.R. (T.) signifiait affronter une grande pression, le terrorisme des communistes, des pro-Chinois, des Mandel, du P.S.B., du gouvernement. Pour que les ouvriers se décident à voter, il fallait que l'impulsion leur soit donnée par un groupe plus large qui n'a pas encore voté pour nous, mais qui observé, discuté et échangé des impressions. L'opinion publique ouvrière se forme et se développe dans les usines, dans le syndicat, dans le quartier, à la maison, en discutant. Les ouvriers ne gardent pas leurs opinions pour eux-mêmes, ils les communiquent aux autres, pour essayer que se forme l'opinion publique ouvrière. Et c'est pour cela que nous vous disons qu'il faut multiplier nos votes par dix. Ce ne sont pas des gens qui vont venir immédiatement au Parti. Mais cela indique que l'influence du Trotskysme est vive à Charleroi, et que cette expression est d'autant plus importante à une étape où il y a une abstention massive et une augmentation considérable des voix pro-Chinoises. C'est toute une couche révolutionnaire qui existe et c'est sur elle qu'il faut s'appuyer pour développer le Parti.

Il faut répondre à la crise croissante des directions du mouvement ouvrier par un Front Unique à la base, en général, et pour chaque action, en particulier, c'est-à-dire pour chaque région, chaque branche d'industrie, en appelant à la centralisation de l'action syndicale, dont une des bases doit être un programe de réponse au chômage et la diminution des salaires. Cette réponse doit être : échelle mobile des heures de travail, tout progrès technique, toute augmentation de la production doit se traduire en avantages pour les masses exploitées, sous forme des heures de travail et d'augmentation de salaires et d'avantages sociaux ; pas une usine fermée, mais étatisation et fonctionnement sous contrôle ouvrier ; planification de la production.

Le mouvement ouvrier doit établir un plan de réponse à la crise sociale et économique du pays, en présentant un programme qui répond aux nécessités des masses exploitées, un programme de production, de planification, de développement de l'économie, un programme du mouvement ouvrier dans lequel on appelle à lutter pour chacun des points et pour le programme dans son ensemble sur la base de la démocratie syndicale, de la participation proportionnelle de la classe à la direction ; Front Unique de tous les Partis et de tous les syndicats en vue de l'organisation de la lutte pour ce programme.

Telle est la base pour l'organisation de tendances révolutionnaires en Belgique.

Octobre 1965.

LOCAL DU PARTI :
RUE DES BRASSEURS, 17
GILLY
Permanence de 18 h. 30 à 19 h. 30
sauf samedi et dimanche.

EDITEUR RESPONSABLE
et envoi d'argent par mandat postal
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

FACE AU CONFLIT CAPITALISTE ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN : LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE DES ETATS OUVRIERS EST NECESSAIRE (par J. Posadas)

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

La Lutte Ouvrière

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

— LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

★

— AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

4me Année — N° 37.

30 OCTOBRE 1965.

—— BI-MENSUEL ——

Le prochain numéro sortira le 13 nov. 1965

LE NUMERO : 5 FRANCS

EDITORIAL :

Pour répondre au programme réactionnaire du Gouvernement :

FRONT UNIQUE DANS LES USINES

pour les quarante heures et l'augmentation des salaires !

DEMOCRATIE SYNDICALE !

La préoccupation constante du gouvernement capitaliste, lors de la discussion de son budget, est de chercher à camoufler, à détourner l'attention sur toutes les mesures réactionnaires qu'il prend, pour essayer d'éviter l'affrontement avec les masses exploitées.

Cependant, il n'a pas d'autre issue que d'établir de nouveaux impôts, d'augmenter les taxes et les prix. Il n'existe pas de désaccord sur ce principe entre le P.S.B. et la bourgeoisie. Parce que les socialistes sont au gouvernement pour sauver le capitalisme. Ils sont pas conséquent conduits à accepter et à participer à l'augmentation du budget militaire, l'augmentation des crédits et de facilités aux grandes sociétés capitalistes.

Toutes les discussions au gouvernement ont porté sur la forme dans laquelle présenter et imposer ce programme devant les masses, et finalement les socialistes se sont inclinés totalement devant les nécessités du capitalisme :il n'y a pas d'autre moyen pour celui-ci de se maintenir et de continuer à fonctionner.

Malgré la soumission du P.S.B., la bourgeoisie reste inquiète, parce qu'elle a conscience que le P.S.B. lui-même n'a pas assez de force, ni d'autorité pour empêcher les masses de lutter et d'exprimer leur volonté anti-capitaliste. C'est pour cela qu'un secteur plus dur appelle toute la bourgeoisie à se méfier du gouvernement P.S.C. - P.S.B., à regarder l'exemple de l'Italie où le centre-gauche ne parvient pas à empêcher les grèves et les mobilisations de la classe ouvrière, l'exemple de l'Angleterre où le travaillisme n'est pas une garantie contre le mécontentement des masses. La bourgeoisie sent que malgré tous ses efforts, le P.S.B. ne lui sera pas utile, et un secteur bourgeois prépare déjà sa liquidation. Le P.L.P., par exemple, est en train de former toute une équipe de rechange pour un futur gouvernement.

« Le Peuple » donne un écho de ces discussions dans la bourgeoisie, en disant qu'il ne faut pas un De Gaulle en Belgique, que la population ne l'acceptera pas. C'est un plaidoyer en fait pour dire que le P.S.B. est encore nécessaire au gouvernement et au capitalisme.

C'est cela le rôle du Parti Socialiste aujourd'hui. Mettre en œuvre toutes ses forces, son appareil et la collaboration des directions syndicales pour sauver le capitalisme. La direction socialiste est intégrée au système capitaliste et elle s'allie à la bourgeoisie dans une peur commune de l'intervention et de la mobilisation des masses qui les liquideraient ensemble.

Le Front Commun de la F.G.T.B. et de la C.S.C. fait partie de cette intention de garantir le capitalisme contre l'intervention indépendante des masses. Comme le capitalisme ne peut plus rien céder aujourd'hui, les directions syndicales ont réduit leur programme de revendications à de petites revendications qui ne sortent pas des marges du capitalisme.

Le gouvernement a déjà répondu favorablement à ces revendications. C'est-à-dire qu'il y a un Front unique des directions syndicales et du gouvernement, contre les revendications et le mécontentement des masses exploitées !

La réponse des directions syndicales et politiques « de gauche » à toutes ces mesures et cette attitude de goucilier, de manœuvrer, de chercher comment faire encore pour empêcher que la classe ouvrière intervienne directement, pour empêcher que le courant révolutionnaire qui se développe dans l'avant-garde puisse s'exprimer. Le point commun de toutes ces directions est de ne pas dénoncer clairement la politique capitaliste du P.S.B., de laisser toutes les portes ouvertes aux conciliations et aux accords avec la direction socialiste. Le congrès du P.C. et le congrès de la Régionale F.G.T.B. de Liège le montrent.

Le P.C., dans son congrès, cherche « le dialogue » et dit clairement qu'il ne souhaite pas la destruction du P.S.B., que le P.S.B. doit trouver les ressources pour répondre aux besoins de la classe ouvrière et qu'il peut encore changer. Pour le P.C., l'objectif principal de la lutte doit être de trouver un front commun avec le P.S.B., en particulier sur le plan parlementaire.

Le congrès de la Régionale F.G.T.B. fait la même politique conciliatrice : en même temps qu'il défend l'indépendance syndicale, il laisse la porte ouverte pour une nouvelle « action commune » avec le P.S.B., selon « les circonstances ». Dans quelles circonstances pourra-t-on encore espérer du Parti Socialiste qu'il lutte pour les intérêts de la classe ouvrière ?

Mais la classe ouvrière donne une autre réponse : elle cherche une issue révolutionnaire à ses problèmes, les mots d'ordre et les méthodes de lutte qui lui permettent d'avancer.

Au congrès syndical, Yerna a déclaré qu'il faut demander des subsides au gouvernement pour empêcher la fermeture d'un nouveau charbonnage. Mais les ouvriers eux-mêmes, menacés directement par les licenciements et le chômage, ont répondu par la grève de La Batterie ! Et ils disent, à Braine-le-Comte : « Il faut occuper l'usine! ». Ce sont ces méthodes-là dont la classe ouvrière a besoin, et qu'elle mettra en application. Dans cette petite usine de Braine, qui n'est pas un secteur décisif, les ouvriers trouvent la force et la conscience de dire : « La perspective de solution est dans l'occupation d'usine ». Cela veut dire que dans toute la classe ouvrière, cette même tendance est en train de mûrir et qu'elle va se développer à bref délai.

Au congrès F.G.T.B., cette volonté de lutte anti-capitaliste est parvenue à s'exprimer : des délégués sont intervenus exigeant la lutte immédiate pour les 40 heures ! Les orateurs ont dû donner leur réponse bureaucratique et confuse à tout un secteur qui attend l'action directe ! Mais le congrès n'a pas répondu aux besoins de cette lutte, à la volonté de la classe ouvrière de se mobiliser directement contre le régime capitaliste et d'employer des méthodes de lutte révolutionnaires comme l'occupation de l'usine, pour faire avancer ses revendications.

Il n'est sorti aucune perspective d'action de ce congrès. Robert Lambion a escamoté la lutte pour les 40 heures en disant qu'il faut attendre une décision nationale, mais la décision nationale ne viendra pas puisque cette revendication a été écartée du programme F.G.T.B. - C.S.C. Cela veut dire que la direction liégeoise refuse elle aussi d'engager la lutte.

Cependant la situation de la classe ouvrière va continuer à se détériorer. Le coût de la vie va encore augmenter, de même que le chômage et les fermetures d'entreprises.

La résolution des ouvriers de Braine-le-Comte, l'exigeance de la lutte immédiate pour les 40 heures qui s'est exprimée jusque dans ce congrès, montrent que la classe ouvrière est disposée à lutter, à prendre l'initiative

(Suite page 2)

La grève du « Drapeau Rouge » et la crise de la bureaucratie des Partis Communistes

La grève des journalistes et ouvriers qui collaborent au « Drapeau Rouge » exprime de façon éclatante la crise intérieure du P.C. dans lequel s'opposent les différents secteurs de la bureaucratie communiste — la bureaucratie ayant des attributions techniques et celle de la direction — et indique nettement les fausses conceptions qui régissent la vie de ce parti. En même temps, cette crise s'inscrit dans le cadre de la crise de tous les P.C. et particulièrement de celui de l'U.R.S.S.

Cette grève fut déclenchée par l'expulsion d'un rédacteur du « Drapeau Rouge ». C'est ici que s'exprime l'évolution de différents secteurs bureaucratiques dans le Parti, secteurs qui ont des intérêts ou qui subissent des pressions différentes qui finalement se heurtent. La bureaucratie « journalistique » a des intérêts dans le journal qui lui, est une entreprise vitale. Pour elle, le journal n'est plus un instrument politique, pour faire pénétrer la ligne politique et les thèses du Parti dans les masses, mais une entreprise commerciale : une feuille qui doit se vendre à la plus grande échelle possible. Leur but est de vouloir mettre la presse communiste à la hauteur de la presse bourgeoise. Ainsi, on ne profite pas de l'augmentation du nombre de pages afin de pouvoir donner une meilleure réponse aux problèmes et luttes de la classe ouvrière, en donnant des mots d'ordre et des orientations. Que bien du contraire, ils en profitent pour développer les rubriques Sports et Divers, afin que les larges couches ouvrières — non pas l'avant-garde — trouvent un intérêt à acheter le journal. Le but n'est pas d'élever la compréhension de l'avant-garde, d'impulser toute la classe à s'organiser dans la lutte pour ses revendications, mais de « satisfaire » un cercle de lecteurs attirés en général vers le communisme et les Etats Ouvriers, mais qui n'ont pas une claire compréhension politique ni une position de lutte décidée.

Finalement, cette tendance s'est heurtée aux intérêts de la bureaucratie de la Direction du Parti qui, elle, a ses intérêts dans la stabilité de ses fonctions politiques, administratives, et doit trouver un coupable pour expliquer le fait que les effectifs et l'influence du Parti ne croît pas proportionnellement aux gains de voix qu'ils ont eu aux élections. Elle doit trouver « un coupable » afin que la bureaucratie tout entière ne soit pas mise en cause. La bureaucratie se prépare à

(Suite page 2)

STOP AUX FERMETURES : AU CHAOS CAPITALISTE, DONNER LES SOLUTIONS DE CLASSE

Poussé par la nécessité de concentrer de plus en plus la production afin d'augmenter la productivité et de diminuer ainsi les prix de revient pour affronter la concurrence croissante, le capitalisme s'est lancé dans un plan à vaste échelle de réduction du personne et de fermeture des petites entreprises.

Pas une semaine sans nouveaux licenciements, sans nouvelles fermetures. Cette fois, ce sont les Filatures Gantoises qui annoncent la fermeture prochaine de leur usine de Braine-le-Comte.

Il ne s'agit pas d'un fait isolé, mais d'un plan d'ensemble dont l'application va se généraliser et s'accélérer comme il est analysé dans un récent article de Posadas sur la Belgique. Pour faire face à la crise mondiale du textile due à la concurrence croissante, au remplacement des fibres naturelles par les fibres synthétiques et à la sous-consommation provoquée par la chute du pouvoir d'achat des masses, le capitalisme a besoin de concentrer l'industrie textile en quelques grands trusts à capitaux internationaux, augmenter la productivité, réduire le coût de production.

La lutte contre la fermeture de ces usines s'inscrit donc dans la lutte d'ensemble des masses pour la défense de l'emploi et de leur niveau de vie. La seule façon de s'opposer à ces atteintes c'est un plan d'action de toute la classe ouvrière pour le contrôle sur l'industrie et la mise en fonctionnement au service des masses exploitées. Les usines textiles aux mains des ouvriers peuvent produire plus et moins cher pour tous, et en Belgique, comme dans le reste du monde, les masses ont besoin de linge, de vêtements, et moins chers.

Les syndicats n'ont aucun intérêt à poser le problème en ces termes, car cela poserait une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière, pour imposer le contrôle ouvrier et la lutte pour la défense de l'emploi et du niveau de vie. C'est pourquoi le programme de la F.G.T.B., de même que les résolutions du Congrès de la Régionale de Liège, incluent des points contre le chômage, mais que dans des cas concrets, comme celui de Braine, les dirigeants syndicaux concilient, négocient des « solutions élégantes » tendant à ménager les intérêts capitalistes.

On isole chaque usine, chaque cas, on ne dit même pas un mot des ouvriers flamands touchés eux aussi par la menace qui pèse sur toute l'industrie textile.

La classe ouvrière manifeste pourtant sa volonté de couper court à cette offensive en imposant « ses solutions ». A La Louvière, des chaulages crient : « Stop aux fermetures » en même temps qu'une bombe est déposée chez le bourgmestre. A Braine-le-Comte, à l'annonce de la fermeture, les ouvriers ont répondu par la menace d'occuper l'usine.

Ceci montre la volonté de la classe ouvrière d'imposer par la force la défense de ses intérêts. Pas une usine fermée ! Répondre à la menace par l'occupation de l'usine ! Faire appel à tous le souvriers de la région et aux ouvriers du textile en envoyant des délégations et en faisant des meetings les appelant à la grève en solidarité avec les ouvriers licenciés. Appeler les ouvriers de l'industrie de la chaussure du Borinage qui, eux aussi, sont en conflit avec le patronat, à faire le Front Unique dans la lutte.

Des symptômes comme la bombe de La Louvière montrent que la classe ouvrière n'est pas résignée, mais furieuse devant la trahison des bureaucrates et des partis et que se développe en elle le sentiment de devoir prendre en mains la lutte par des moyens même de guerre civile.

La politique de pression sur les directions bureaucratisées aussi bien que sur la bourgeoisie a montré ses limites. Les directions, comme l'annonce le « Front Social », font tout faire pour diviser, morceler, localiser les luttes. Il faut y répondre par l'organisation à la base en vue de l'action en front unique de la classe ouvrière.

L'occupation de l'usine des Filatures Gantoises et sa mise en fonctionnement par les ouvriers eux-mêmes et la vente des marchandises entreposées doit être le point de départ d'un mouvement tendant à élaborer et à imposer le contrôle ouvrier sur l'industrie.

Pas de fermetures ! Occupation des usines ! Mise en fonctionnement par et pour les ouvriers.

Pas de solutions « élégantes » négociées entre les bureaucrates syndicaux et les patrons sur le dos de la classe ouvrière : ouverture d'une discussion démocratique pour trouver et imposer une solution ouvrière à la crise actuelle. Constitution partout, de comités de Front Unique à la base pour imposer aux syndicats un plan d'action immédiate contre l'offensive patronale. Pour une assemblée de tous les ouvriers du textile avec libre exercice du droit à la démocratie syndicale pour imposer le contrôle ouvrier sur l'industrie textile.

ABONNEZ-VOUS !

EDITORIAL :

(suite)

et à partir à l'offensive pour son droit au travail et à des conditions de vie et de travail dignes. Le courant révolutionnaire de l'avant-garde se développe dans ce mécontentement croissant.

Il faut préparer et organiser la lutte pour les 40 heures payées 48, avec des tâches de 40 heures, pour l'augmentation générale des salaires, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, l'occupation des usines et des mines qui ferment, leur fonctionnement sous contrôle ouvrier. Organiser le Front Unique pour ce programme, à la base, dans les usines, pour l'imposer dans les faits, dans la lutte, contre le front unique des directions. Il faut exiger et imposer des assemblées démocratiques et de front unique dans les usines, la pleine démocratie syndicale. Tous les militants ouvriers, l'avant-garde dans les usines, communiste, socialiste, sans parti, ne doivent pas attendre de décisions ou d'initiatives des directions. Il faut prendre l'initiative dans les usines directement, en publiant des tracts, des bulletins, en constituant des groupes de Front Unique dans les usines pour le programme anti-capitaliste, la pleine démocratie syndicale.

Dans ce processus et dans l'intervention directe pour la lutte anti-capitaliste et le front unique à la base, le courant révolutionnaire de l'avant-garde se développe et prend confiance dans ses propres forces, pour porter la lutte à un niveau plus élevé, la lutte pour la construction de la direction politique révolutionnaire, pour la prise du pouvoir et la constitution du gouvernement Ouvrier-Paysan en Belgique. La lutte pour les revendications de salaires et la diminution du temps de travail sont nécessaires dans l'immédiat, mais il faut s'y lancer et les préparer dans la perspective que la solution véritable et définitive de tous les problèmes des masses exploitées est dans la lutte pour le pouvoir et dans la constitution du gouvernement ouvrier et paysan.

« DRAPEAU ROUGE »

(suite)

jouer le même rôle de plein soutien gouvernemental que le P.S.B. en cas d'appel à l'aide de la bourgeoisie, en participant à des groupes et commissions parlementaires. Pour cela, la direction du Parti a besoin de pouvoir agir en toute liberté. Elle ne peut se passer de la bureaucratie « technique » mais ne peut davantage supporter d'être sous sa domination.

En même temps, cette expulsion est une réponse bureaucratique comme de coutume, à la pression des militants de base du Parti. La base militante sincèrement révolutionnaire, mesure de mieux en mieux l'opportunisme et le réformiste de la politique du P.C. et son incapacité à diriger les luttes de la classe vers des objectifs révolutionnaires. Elle commence à comprendre que c'est la structure et les conceptions de la direction du Parti qui en portent la responsabilité. Et la bureaucratie se défend contre cette prise de conscience en rendant « coupable » un secteur de la bureaucratie pour sauver l'autre.

C'est la même crise qui se déroule dans les P.C. du monde entier, et particulièrement en U.R.S.S. L'exclusion d'un rédacteur du « Drapeau Rouge » est la reproduction au degré inférieur, de la liquidation de Krouchtchev, qui compromettait trop le Parti par ses alliances contre-révolutionnaires directes et indirectes avec l'impérialisme. C'était une réponse bureaucratique à la pression des masses soviétiques. Il ne s'agit donc pas dans le cas du « Drapeau Rouge » comme dans celui de Krouchtchev d'événements isolés, mais de la crise de la bureaucratie qui doit défendre son existence contre la pression des masses et qui le fait en donnant une réponse bureaucratique.

A travers cette grève, il apparait clairement qu'à la base des organismes du Parti, comme le journal, se trouve une équipe de professionnels et non de militants. Le P.C. n'a pas été capable, ni ne s'est efforcé de former des équipes de militants. Dans la mesure où son but n'est plus la formation de cadres et militants révolutionnaires dans la perspective de la lutte révolutionnaire pour renverser le régime — il a en réalité ses intérêts dans le statu quo — le Parti s'est contenté d'avoir une équipe professionnelle sur laquelle il tient toutefois à conserver un contrôle ferme.

La grève en évoluant sur des revendications salariales montre en même temps que les conceptions du Parti n'ont rien à voir avec la lutte de classe. Le Parti s'est comporté comme un patron vis-à-vis des ouvriers qui tra-

(Suite page 3)

POUR UNE PREPARATION DEMOCRATIQUE DU CONGRES DE LA F. G. T. B.

Il faut organiser une campagne immédiate d'agitation, de discussion et de mobilisation dans les usines, sur la base d'un programme de lutte anti-capitaliste

Pour l'étape actuelle, les luttes qui vont se développer sur le plan syndical ont une importance fondamentale.

Le capitalisme a fait appel aux services du P.S.B. pour essayer de résister à sa propre crise, de contenir les masses ; et le gouvernement de même que les syndicats patronaux, développent leur offensive contre le niveau de vie, les droits démocratiques des masses. Il n'y a plus d'autre moyen pour le capitalisme de subsister qu'en reprenant aux masses ce qu'elles ont conquis, en augmentant les impôts et les taxes, en faisant peser sur la classe ouvrière et les masses tout le prix de la concentration de l'industrie, de l'augmentation de la productivité, pour résister à la concurrence capitaliste mondiale et européenne, de la préparation à la guerre mondiale. Toutes les mesures prises par les patrons pour défendre et augmenter leurs bénéfices, se traduisent pour les ouvriers par des restrictions sur les salaires, par l'augmentation du coût de la vie, l'accélération des rythmes de travail, les mises au chômage, les licenciements et les fermetures d'entreprises.

C'est dans de telles conditions que la F.G.T.B. tiendra son prochain congrès national. Ce congrès doit prendre position devant toutes ces questions, et donner une perspective, des mots d'ordre, un programme de lutte anti-capitaliste pour organiser la riposte de la classe ouvrière.

Cependant, les dirigeants syndicaux ne se préparent pas pour cela. Ils se préparent au contraire à freiner les luttes, les initatives de la classe ouvrière, à empêcher que celle-ci puisse s'exprimer et faire peser sa décision de lutte dans le congrès.

Le programme de revendications immédiates que la F.G.T.B. et la C.S.C. ont élaboré répond en dernière instance à cette intention.

Il contient des revendications correctes et nécessaires, comme la gratuité des transports pour les travailleurs, la gratuité des vêtements de travail, le double pécule pour les congés, le paiement intégral des 10 jours fériés par an. Mais il reste tout-à-fait imprécis sur deux revendications importantes qu'il aborde : « A travail égal, salaire égal » et l'étude des rythmes de travail.

Ces deux revendications, ni le gouvernement, ni le patronat ne pourront les accorder avec des négociations et des discussions au sommet. L'égalité des salaires est une revendication qui va contre toute la politique et les intérêts des capitalistes : ceux-ci ont établi des différences entre les salaires des hommes et des femmes, des jeunes, des ouvriers étrangers, des ouvriers wallons et flamands, avec le but conscient de « diviser pour régner », de maintenir les ouvriers divisés dans l'usine et dans le pays, pour en tirer, eux, tout le bénéfice, exploiter à meilleur prix une grande partie des travailleurs.

D'autre part, quelle étude faut-il faire sur les rythmes de travail ? Les ouvriers savent assez, parce qu'ils le subissent tous les jours, que le capitalisme augmente continuellement les cadences et le rendement, qu'ils utilisent les chronométreurs, les primes de production, le travail à pièces, etc., pour produire toujours plus vite. Ils le font parce que c'est une base fondamentale pour eux. Pour se maintenir devant la concurrence du Marché Commun, il faut produire plus et moins cher et ce sont les ouvriers qui paient en travaillant toujours plus durement.

Cela veut dire que pour obtenir la diminution des cadences, de même que l'égalité des salaires, les capitalistes ne cèderont pas sur de simples pressions. Il est nécessaire de préparer la lutte pour ces revendications, mais la lutte directe de la classe ouvrière, là où elle a sa force : dans les usines, pas à des tables ministérielles. Il faut organiser une campagne d'agitation, de discussion, la mobilisation de toute la classe ouvrière sur ces revendications pour qu'elles puissent aboutir. Et y ajouter le contrôle ouvrier sur les cadences et sur l'application de l'égalité des salaires.

Le programme immédiat propose aussi de porter le montant des pensions à 48.000 fr. Avec cet argent là, les travailleurs ont juste de quoi ne pas mourrir de faim lorsqu'ils sont retraités. Pour Major et Cie, il n'est pas question d'exiger plus que ce que le gouvernement propose, et le programme se soumet au budget du gouvernement. La F.G.T.B. de Liège avait fait la proposition encore bien modérée, de porter le montant des pensions à 60.000 fr. l'an. Mais il n'est pas question de cela pour le gouvernement puisqu'il envisage déjà de couvrir une partie de son budget avec l'argent contenu dans les caisses de pension que les travailleurs alimentent, eux, continuellement. Les dirigeants F.G.T.B. prennent une telle position pour deux raisons : d'abord parce qu'ils ne sont pas décidés à organiser la lutte contre le gouvernement auquel participent les socialistes, ensuite c'est une manœuvre de leur part pour orienter l'opposition d'une tendance syndicale sur un problème qui ne touche pas l'ensemble de la classe ouvrière, mais un secteur en marge, c'est-à-dire pour porter la lutte sur une voie de garage et éviter l'intervention de la classe ouvrière.

Sur la diminution du temps de travail, les directions syndicales refusent de prendre position et laissent l'initiative aux différentes centrales professionnelles. Cela veut dire qu'elles refusent d'engager la lutte pour les 40 heures, pour la pension à 60 ans, pour les 4 semaines de congés payés. Parce que les capitalistes, sur ce plan là, ne céderont pas davantage. La semaine de 40 heures avec un salaire de 48 et des tâches de 40 heures, c'est un coup direct contre leur course au profit et contre leur intérêt vital qui est d'augmenter la productivité sans cesse. Pourtant, la diminution du temps de travail est une nécessité immédiate et il faudra mener la lutte d'ensemble pour l'arracher et la mobilisation de toute la classe ouvrière.

C'est pour cette raison que les directions syndicales l'écartent de leur programme. Elles cherchent à diviser, à localiser toutes les initiatives que les ouvriers peuvent prendre, en ayant bien conscience qu'il est impossible d'arracher cette revendication sur un secteur limité. Elles savent aussi que sur le plan des Centrales, cette revendication est déjà laissée de côté. Par exemple, la Centrale des Métallurgistes a signé la paix sociale avec Fabrimétal jusque fin 1966, moyennant l'obtention de 44 heures au mois de mai.

Ce programme commun est surtout insuffisant. A part les deux revendications pour lesquelles il ne pose d'ailleurs aucun mot d'ordre pour la lutte, il fait le silence complet sur tous les problèmes qui sont fondamentaux aujourd'hui, même pour toute la classe ouvrière : l'augmentation du coût de la vie, le blocage des salaires, les licenciements, le fermetures de mines et d'usines. Pour répondre à tout cela, il faut établir un programme immédiat de lutte. Ce sont des problèmes centraux de toute la classe ouvrière en Belgique, et le silence des directions syndicales est en fait une acceptation tacite pour laisser au capitalisme et à son gouvernement l'initiative d'attaquer tous les droits fondamentaux des travailleurs : le droit à un niveau de vie convenable et le droit au travail. L'augmentation du coût de la vie, le blocage des salaires, les fermetures d'entreprises sont le produit de la crise actuelle du capitalisme : le Marché Commun organise la concentration des entreprises, des industries dans les grands monopoles, liquide et élimine les entreprises trop petites ou trop vétustes, parce qu'il n'y a plus d'autre manière de vivre pour le capitalisme. La lutte pour la concurrence et pour se maintenir conduit inévitablement les capitalistes à restreindre les augmentations de salaires, c'est nécessaire pour maintenir leurs profits et leur propre fonctionnement.

Les directions syndicales ont volontairement mis de côté tous les points essentiels et qui exigent une réponse immédiate de lutte. Elles ont mis la classe ouvrière et les propres militants syndicaux devant un fait accompli. Ce programme a été établi de façon tout-à-fait anti-démocratique. Il n'a pas été présenté dans les usines, ni discuté, ni établi par des assemblées ouvrières : il n'y a eu aucun vote sur ce programme. Mais c'est ainsi que Major et les dirigeants se préparent pour le Congrès F.G.T.B. Ils se sont hâtés de préparer un cahier de revendications, de le négocier avec le gouvernement et la F.I.B. Lorsque le Congrès aura lieu, ils se présenteront avec quelques points secondaires déjà acquis et imposeront sur cette base leur volonté de bureaucrates et de serviteurs du capitalisme. Ils se préparent pour signer de nouveaux accords de « programmation sociale » ou économique, avec les capitalistes, c'est-à-dire pour signer la paix sociale, donner l'assurance qu'ils ne permettront aucune lutte, aucune intervention des masses. Ils se sont présentés dès maintenant avec leur programme, pour prévenir toute opposition ou pour l'orienter sur une voie de garage, pour empêcher que au sein même du Congrès, des tendances dures ne puissent s'exprimer.

Les directions syndicales auraient cependant intérêt à ce que les salaires soient augmentés, à empêcher les fermetures. Mais ils n'abordent pas tous ces problèmes, parce que pour les résoudre, il faut stimuler et organiser l'intervention et la mobilisation de toute la classe ouvrière. S'il était encore possible d'obtenir des augmentations de salaires, au moyen de négociations, ils les auraient mises dans leur programme, de même pour les 40 heures. Mais le capitalisme ne peut plus rien céder sur de simples pressions. Il ne peut plus accorder d'améliorations pour les masses, aujourd'hui c'est le contraire : la bourgeoisie, au travers du gouvernement ou directement dans les usines, essaie de reprendre aux masses. Et toutes les discussions au sommet aboutissent forcément au profit des capitalistes. Mais la bureaucratie syndicale n'a pas d'autre issue que d'aller toujours plus loin dans les négociations et les conciliations, parce que sa grande peur c'est de laisser les masse intervenir et décider. Ils sentent bien qu'ils seraient débordés et que si les masses interviennent directement, ils seraient liquidés.

Toute la bureaucratie syndicale F.G.T.B. et C.S.C. a basé son existence sur les petites réformes qu'elles pouvait obtenir du capitalisme. Aujourd'hui ce n'est plus possible. Et la crise éclate de plus en plus ouvertement face à la crise du capitalisme à laquelle les dirigeants doivent faire face et au mécontentement grandissant des masses, surtout à leurs dispositions de lutte, qui cherchent à s'organiser et à s'unifier.

Le Front Commun F.G.T.B. - C.S.C. est un reflet de cette situation. Les deux centrales syndicales établissent un programme commun. Elles montrent ainsi au sommet, une image déformée et lointaine de front unique qui est en train de s'établir dans la base, dans les usines. Mais elles s'unissent fondamentalement pour se défendre toutes deux du front unique de lutte que la classe ouvrière cherche à construire. Pour cela, elles essaient ensemble d'exercer une pression plus forte sur le gouvernement et sur le capitalisme, pour en tirer certains avantages et avec cela faire face à la classe ouvrière. Le front commun des directions ne répond pas aux nécessités de la lutte anti-capitaliste, parce que celles-ci n'organisent pas ce front dans les usines, elles étouffent la démocratie syndicale et ne proposent pas de programme qui unifie la classe ouvrière. Au contraire, lorsqu'il s'agit d'une revendication unificatrice comme la lutte pour les 40 heures, ils divisent.

L'unification de la classe ouvrière doit se réaliser sur la base de la démocratie syndicale la plus complète, de l'indépendance syndicale vis-à-vis des partis, du gouvernement et du capitalisme ; de la lutte pour mener de l'avant un programme anti-capitaliste.

La solution véritable et définitive de tous les problèmes de la classe ouvrière se trouve dans la construction de l'Etat Ouvrier, dans la prise du pouvoir et le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Parce que le capitalisme n'a plus aucune capacité pour céder des améliorations tant soit peu importantes, ni de supporter des réformes. Cependant, il est nécessaire de préparer cette perspective et d'organiser toutes les forces des masses pour la réaliser. Il est nécessaire de montrer et de lutter pour l'alternative prolétarienne devant toutes les attaques du capitalisme contre les masses, devant la crise toujours plus aigue du régime. **pour la classe ouvrière, une nécessité Dans l'immédiat, c'est une nécessité impérieuse, de s'organiser pour défendre ses conditions de vie et son droit au travail :**

POUR LE PROGRAMME DE L'AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES ET L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

La classe ouvrière n'a pas de moyen réel pour contrôler les prix et empêcher leur augmentation, car celle-ci est le résultat de toute la politique capitaliste du Marché Commun. Toutes les « Commissions de contrôle des prix » ne sont qu'une duperie pour les masses.

La seule possibilité de lutte de la classe ouvrière est d'exiger et d'imposer l'augmentation automatique des salaires en fonction du coût réel de la vie. Ce n'est pas l'Etat qui doit établir cet index, ni des commissions paritaires au sommet, mais il doit être établi par les ouvriers eux-mêmes, par les ouvrières et les ménagères, par des commissions d'usines et syndicales. L'index tel qu'il est aujourd'hui, ne réflète pas le coût réel de la vie. Mais même ainsi, le patronat, de même que l'Etat capitaliste le considèrent comme une charge dont ils essayent de se débarrasser. Cela montre encore dans quelle crise ils se trouvent. Non seulement ils ne céderont pas à des augmentations de salaires, mais ils essaient de reprendre aux masses une de leurs conquêtes. Il est nécessaire bien sûr de mener la lutte pour que le patronat continue à respecter l'index, mais cela n'est pas suffisant aujourd'hui. Il faut non seulement se défendre, mais surtout partir à l'offensive contre la détérrioration du niveau de vie des masses.

ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL, DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL, LA SEMAINE DE 40 HEURES PAYEES 48, AVEC DES TACHES DE 40 HEURES.

Cette revendication est également fondamentale pour les perspectives immédiates de lutte. Le chômage, les licenciements ne sont pas une menace lointaine pour les masses. Aujourd'hui déjà, toute la décomposiiton du capitalisme met cette lutte à l'ordre du jour.

PAS DE FERMETURES D'USINES NI DE CHARBONNAGES. FONCTIONNEMENT SOUS CONTROLE OUVRIER. NATIONALISATION DE TOUTES LES ENTREPRISES MENACEES ET DE TOUTE L'INDUSTRIE DE BASE.

Ces mots d'ordre se trouvent au programme de la F.G.T.G. Cependant, dans la situation concrète, ils ne sont jamais agités, les directions n'engagent aucune lutte pour les mener de l'avant.

De nombreuses usines ont déjà fermé leurs portes et licencié des milliers d'ouvriers. La réponse des directions a été des protestations purement verbales ; elles ont protesté auprès du gouvernement, demandé l'intervention de l'Etat, mais en fait cela signifiait laisser à l'Etat capitaliste la décision. Le résultat en est que les usines et les charbonnages continuent à fermer et qu'aucune lutte n'est engagée par la direction syndicale.

(Suite page 3)

L'ELOIGNEMENT DE GUEVARRA

et la lutte pour le programme et la direction révolutionnaires

La lutte qui se donne actuellement à Cuba démontre en partie les effets d'un manque d'équipe. Lan construction d'une équipe n'est que de récente date. Là où se montre que la révolution avance, c'est l'attitude envers Guevara. Cela a une très grande importance. Ce n'est pas un succès pour les Staliniens. Immédiatement c'est un coup qui favorise les Staliniens, mais en même temps cela démontre l'énorme faiblesse de l'appareil du P.C. : ils doivent reconnaître Guevarra et qu'il y a derrière lui toute une tendance. Ils ne peuvent pas l'éliminer, ils ne peuvent pas l'annuler politiquement. Au contraire, ils doivent lui faire des éloges, le présenter comme un révolutionnaire et montrer devant le peuple cubain et les masses de tout le monde qu'ils ont pris en secret une décision injuste à l'égard de Guevarra. S'ils avaient eu une attitude honnête, ils auraient présenté Guevarra lui-même. Mais ils ne l'accusent pas : ils le séparent, mais doivent apparaître avec une lettre de sa part, et cela signifie qu'existe maintenant à Cuba une tendance guevarriste, et que les communistes ont été incapables de l'empêcher. Dans une autre étape, ils l'auraient tué, assassiné, mis en prison. Nous devons nous baser sur cette perspective : le cours ascendant de la bureaucratie est terminé.

Pour cela, il va être très important que vous fassiez une campagne pour expliquer le pourquoi, l'origine de la bureaucratie, et pourquoi la bureaucratie n'a plus devant elle une période historique pour pouvoir se développer — comme en URSS — même si elle prend la direction dans certaines révolutions. Cuba en est un exemple et l'Indonésie aussi.

Nous répétons que le fait d'avoir écarté Guevarra a la signification suivante : il y a une orientation vers la droite de la part du gouvernement de Fidel Castro ; c'est-à-dire qu'il a cédé aux Soviétiques ; c'est-à-dire que les concessions ne se limitent pas à écarter Guevarra, mais cela porte aussi sur la planification de l'économie nationale et on le verra dans peu de temps. En même temps que l'on doit écarter Guevarra sans accusation, et sans mener une lutte ouverte, c'est parce que Guevarra a une force et parce qu'il a un appui à l'intérieur et qu'il y a un courant trotskyste. Même si maintenant il se dit guevarriste, en réalité il est trotskyste. Il est certain qu'il y a un coup contre l'aile gauche, mais ce n'est pas un triomphe d'importance, ni pour Castro, ni pour la bureaucratie soviétique. Quand nous parlons de gauche, c'est d'une façon relative. Dans la lute de classe, il n'y a ni gauche ni droite. Il y a des positions qui sont correctes ou ne le sont pas ; des positions réformistes ou révolutionnaires. C'est une distinction qu'a créée la bourgeoisie et petite-bourgeoisie. C'est une tendance qui s'incline de l'un ou de l'autre côté vers des revendications démocratiques ou des revendications révolutionnaires. Dans la révolution, il n'y a pas de gauche ni de droite. Il y a la lutte pour le programme de la révolution. Le fait d'avoir écarté Guevarra signifie qu'il y a une discussion à l'intérieur depuis six mois. Si Guevarra n'avait pas eu de force, il n'y aurait pas eu besoin de discuter si longtemps. Et Castro n'aurait pas dû se présenter avec une lettre, disant que Guevarra se retire de sa propre volonté. S'il y a eu des discussions pendant six mois, c'est parce qu'il y a eu des tentatives de discussion, essayant d'arriver à un accord et parce qu'il y avait une opposition très grande à ce qu'on écarte Guevarra. Cette force n'a pas disparu avec lui. Le fait d'avoir placé maintenant un ministre communiste à la place de fonction de l'Industrie, veut dire qu'ils veulent liquider tout l'appareil qu'avait mis sur pied Guevarra, mais la force de Guevarra n'est pas cela. Guevarra était le ministre qui allait parler devant les syndicats et qui posait les problèmes d'une façon « plus à gauche » que tous les autres dirigeants cubains. C'est lui qui a posé la théorie du stimulant matérialiste et l'intervention des masses d'une façon encore confuse, mais il a posé le problème. Il le posait encore d'une façon protectionniste et idéaliste. Toute cette base de force n'a pas disparu. Ils ont porté un coup en écartant le chef, mais la tendance reste vivante et pour pouvoir arriver à ses objectifs, elle va devoir s'organiser politiquement. Castro peut jouer le rôle de centriste entre les Chinois, les Soviétiques et Guevarra, mais aujourd'hui il n'y a plus de place pour le centrisme Le centrisme peut avoir sa place quand il y a une période de calme dans la lutte sociale et au moment où la lutte de classe n'est pas dans un moment aigu. L'exemple en est que le rôle centriste de Staline a disparu de l'histoire. Il y a une concession de la part de Fidel Castro à la droite, c'est-à-dire aux Soviétiques, et cela va avoir des conséquences. Parce qu'il est possible qu'ils vont essayer de planifier l'économie en adoptant les mêmes réformes que vient d'adopter l'Union Soviétique. Mais cela non plus n'a pas de perspective de succès. Parce que Cuba a moins de ressources pour supporter une telle réforme. Il y a une proposition de Castro de laisser partir tous les opposants aux Etats-Unis, qui peut être liée à un changement dans la planification de l'économie. Et pour empêcher des troubles, ou que ce secteur puisse essayer de profiter de la situation, il les éloigne du pays. Parce que les changements qu'ils veulent faire, il y a beaucoup de chance qu'ils vont être les mêmes qu'en URSS. C'est une tentative de conciliation avec l'impérialisme. C'est pourquoi Johnson a accepté immédiatement.

Quand Castro fait une telle proposition, c'est parce qu'ils en avaient discuté auparavant et qu'il était sûr que l'impérialisme allait accepter. Il n'y a pas eu une improvisation de Fidel Castro : ils en avaient discuté auparavant. Il faut s'attendre à une résistance politique et à une organisation de tendances politiques à Cuba. Cela ne va pas être immédiat, mais il va y en avoir. La Chine ne peut pas accepter une telle acceptation. Même si les Chinois le désirent, ils ne peuvent pas le supporter.

3 octobre 1965.

J. POSADAS.

POUR UNE PREPARATION DEMOCRATIQUE...

(suite)

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL. CONTROLE OUVRIER SUR LES SALAIRES, LES CADENCES ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

La réalisation et la lutte pour ce programme ont besoin de l'intervention de toute la classe ouvrière. Il faut le discuter, faire une campagne dans les usines pour s'organiser. Mais il n'y a pas de possibilités de lutter sans imposer en même temps la démocratie syndicale la plus complète, dans les usines et dans l'organisation.

Il faut des assemblées régulières dans les usines, où tous les ouvriers peuvent intervenir, discuter, décider. Le délégué n'a aucun pouvoir au-dessus des ouvriers, il n'est que leur représentant, leur potre-parole. Pas de dictature syndicale. Les délégués doivent être sous le contrôle absolu des ouvriers et révocables à n'importe quel moment. Il faut un délégué par 20 ou 30 ouvriers. Organiser des assemblées, des réunions, des meetings de plusieurs usines, d'une branche industrielle. Mener toute une campagne à travers tout le pays pour un programme immédiat, agiter ce programme, permettre l'intervention pleine et indépendante de la classe ouvrière, avec le droit de tendance.

L'INDEPENDANCE SYNDICALE.

Est simplement un mot si elle n'implique pas le fonctionnement de la démocratie syndicale dans l'usine, la mobilisation indépendante des masses. Dans un secteur de l'appareil F.G.T.B. à Liège, les dirigeants syndicaux ont rompu avec l'Action Commune, avec le P.S.B.

C'est un pas en avant qui montre surtout que la classe ouvrière veut avancer dans sa lutte contre le capitalisme et surmonter les obstacles des appareils et des partis ouvriers bureaucratiques. Mais cette lutte reste sans issue si elle est menée au sein de l'appareil syndical. Il faut montrer l'exemple de la démocratie syndicale, qui sera un stimulant et un encouragement pour toute la classe ouvrière pour l'entraîner dans la lutte.

L'indépendance syndicale, cela veut dire qu'il ne faut accepter aucun compromis, aucune programmation avec le gouvernement ou le patronat, aucune paix sociale et rejeter tous les accords qui ont été signés et dans lesquels les directions ont accepté de ne permettre aucune grève. C'est une entrave et un sabotage à la lutte de la classe ouvrière.

C'est à la base, dans les usines, que le front commun F.G.T.B. - C.S.C. doit se construire. Organiser des assemblées de Front Unique des ouvriers de toute l'usine, pour le programme de lutte, avec la pleine démocratie et le droit de tendance. Sur cette base, et pour concrétiser et porter à un plus haut niveau l'unification empirique de la classe ouvrière, il faut appeler et agiter le mot d'ordre de la Centrale Ouvrière Unique en Belgique.

NOUS APPELONS TOUS LES MILITANTS SYNDICAUX, LES MILITANTS ET LES OUVRIERS COMMUNISTES, SOCIALISTES ET SANS PARTI, A ENGAGER LA LUTTE POUR CE PROGRAMME, POUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE A L'USINE, POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX ET LA DECISION DE LUTTE ANTI-CAPITALISTE DE LA CLASSE OUVRIERE AU PROCHAIN CONGRES DE LA F.G.T.B. POUR PREPARER ET ORGANISER AVANT ET APRES CE CONGRES LE FRONT UNIQUE ANTI-CAPITALISTE A LA BASE. NOUS APPELONS TOUS CES CAMAADES A DISCUTER DANS L'USINE, A FORMER DES GROUPES, FAIRE DES REUNIONS, EDITER DES TRACTS, DES BULLETINS POUR FAIRE AVANCER LA LUTTE.

Le 23 octobre 1965.

LE BUREAU POLITIQUE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE)
Section Belge de la IVe Internationale.

« DRAPEAU ROUGE »

(suite)

vaillent pour son compte. C'est un coup direct à la classe qui veut voir dans le P.C. un centre pour sa lutte anti-capitaliste et constate le contraire ; non simplement une attitude opportuniste, réformiste, de conciliation avec le patronat, mais en outre des intérêts et réactions patronales. Cela enlève la confiance aux militants communistes et révolutionnaires et donne la possibilité à la bourgeoisie et aux partis réformistes de discréditer les idées et conceptions marxistes-léninistes en profitant de la crise de la bureaucratie.

L'avant-garde ouvrière — et particulièrement celle qui donne son soutien au P.C. — doit tirer des conclusions de cette expression de crise de sa direction. Il n'est pas possible de mener la lutte, d'avancer sur des positions révolutionnaires, si le Parti ne réflète pas la volonté de la classe. Il faut donc renforcer la lutte au sein du Parti, dans l'organisation d'une tendance révolutionnaire, pour renverser cette bureaucratie et construire la direction révolutionnaire.

PROGRAMME DU P. O. R. (T)

- Augmentation générale des salaires. Salaire vital minimum en fonction du coût de la Vie. Echelle mobile des salaires.
- Echelle mobile des heures de travail ; partage du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire.
- A travail égal, salaire égal pour hommes et femmes et pour tous les travailleurs de toutes les régions du pays.
- Contrôle ouvrier sur les conditions de travail, les cadences, la production et les salaires à l'intérieur de l'usine.
- Pour un mois complet de congés payés, avec double pécule, en 1965.
- Pension à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, au niveau du salaire moyen d'un ouvrier.
- Pour un véritable Service National de Santé : médecins et médicaments gratuits pour tous, aux frais de la bourgeoisie capitaliste et sous contrôle ouvrier.
- Pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, payée comme l'actuelle et avec une tâche de 40 heures.
- Etatisation des entreprises capitalistes, sans indemnisation ni compensation. Contrôle ouvrier de la production. Gestion ouvrière de l'industrie étatisée. Etatisation des Banques. Ouverture des livres patronaux.
- Pas de fermetures des charbonnages : maintien de leur exploitation, amélioration de la capacité technique ; augmentation de la productivité au bénéfice des mineurs : diminution des heures de travail, augmentation des salaires.
- Monopole d'Etat du commerce extérieur et du commerce grossiste intérieur, sous contrôle ouvrier.
- Expropriation sans indemnité, étatisation sous gestion ouvrière des grandes propriétés agricoles. Formation de coopératives des petites exploitations paysannes. Etatisation sous contrôle ouvrier et paysan du commerce agricole.
- Pas de licenciement. Pas d'usine ou d'entreprise fermée. Occupation par les ouvriers, mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier et vente de ses produits.
- Tous les bénéfices de l'automation au service des masses.
- Pour la défense des droits démocratiques. Droit de vote à 18 ans. Pour la pleine liberté et démocratie syndicales. Démocratie interne dans les Partis Ouvriers, droit de tendance dans les partis et syndicats. Représentation proportionnelle et pleine vie et activité politiques, démocratiques internes. Discuter tous les problèmes et les résoudre sur la base de l'intervention pleine de la classe. Comités d'usines pour soutenir la pleine démocratie syndicale.
- Pour le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-impérialiste. Front Unique des ouvriers flamands et wallons contre le capitalisme flamand et wallon.
- Pour la Centrale Ouvrière Unique qui regroupe les travailleurs de tout le pays.
- Solidarité de classe avec les luttes des travailleurs d'Europe. Pour la Centrale Ouvrière Unique de toute la classe ouvrière européenne.
- Rupture de toutes les alliances militaires, économiques, politiques, faites pour la défense du régime capitaliste contre les Etats Ouvriers et la révolution coloniale.
- Alliance et complète solidarité avec la révolution coloniale ; avec l'U.R.S.S., la Chine, Cuba et les autres Etats Ouvriers.
- Lutte contre toute oppression de l'impérialisme belge, militaire, économique, politique, au Congo. Alliance et solidarité complète avec le peuple congolais.
- Pour des groupes ouvriers de défense ; milices ouvrières.
- Pour la préparation de la grève générale, avec l'organisation du Front Unique Prolétarien dans la lutte pour imposer ce programme.
- Pour la République Socialiste Belge. Pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde.

LES EGOUTS DE HERSTAL

Le cloaque réformiste et les solutions ouvrières

Une violente indignation s'est emparée récemment de la population d'un quartier de Herstal qui s'est brusquement vue mettre le couteau sur la gorge par les Services Publics. L'Administration communale du lieu, qui vient de faire installer les égouts dans un quartier, s'est en effet adressée aux propriétaires des habitations que dessert le collectif ; pour leur réclamer, sans autre forme de procès, une contribution énorme au coût des travaux.

La réaction ne s'est pas faite attendre et après une réunion à laquelle assistèrent bon nombre des gens visés par cette mesure, une délégation s'en est allée trouver les édiles communaux qui, comme il fallait s'y attendre, rejetèrent les responsabilités sur l'Etat, dénonçant la situation présente comme étant un des effets de la Loi Unique. Cela est incontestable en effet, mais il est tout aussi correct de rappeler que, **en 1962, lorsqu'il fut signifié au Conseil Communal qu'il devrait surtout compter sur les revenus communaux pour les travaux à entreprendre, ce même conseil s'abstint d'alerter la population sur la signification et les conséquences qu'entraînerait cette mesure.** Ceci est surtout vrai pour les trois conseillers communistes qui aujourd'hui s'empressent de protester afin de ne pas se discréditer davantage aux yeux de la population. Si en 1962, ils se sont opposés à ces mesures, ce que nous ne garantissons pas, **ils l'ont fait de manière absolument bureaucratique, sans appel à la population, sans aucune campagne d'information, d'opposition.**

Ainsi donc, avant même que soit mis au point le budget de l'Etat, voilà que s'élèvent de façon directe, des protestations ou appels à l'aide dont celui des Villes n'est pas le moins tragique.

Il faudrait, disent les représentants des Villes et Communes, quelque 2 milliards pour équilibrer notre budget, et l'Etat semble plus disposé à nous laisser livrés à nous-mêmes qu'à nous accorder les crédits nécessaires.

Il est vrai, et les représentants des Villes ne l'ignorent pas, que l'Etat de qui ils sont les agents, a d'autres chats à fouetter. L'axe sur lequel s'appuie le capitalisme belge et autour duquel gravitent toutes ses préoccupations, c'est la concentration économique dans le Marché Commun et la préparation de la guerre jointe à la mise au point de tout un système contre-révolutionnaire dont la gendarmerie, par exemple, n'est qu'un des éléments.

Il suffit, pour s'en convaincre, de

(Suite page 6)

FACE AU CONFLIT CAPITALISTE ENTRE LE PAKISTAN ET L'INDE :

(Par J. Posadas)

La nature de ce conflit se situe dans le fait de deux états capitalistes récemment libérés de la direction directe impérialiste, mais qui ne se sont pas rendus indépendants des finances et du commerce mondial de l'impérialisme. Sous l'une ou l'autre forme, ces deux pays ont été des agents de l'impérialisme, jusqu'à il y a peu d'années. Par exemple, le Pakistan était un des principaux représentants de l'impérialisme à l'O.N.U. L'Inde a toujours été un représentant direct de l'impérialisme. Bien que les heurts des intérêts de la bourgeoisie nationale indienne avec l'impérialisme aient été et soient encore aigus, la bourgeoisie indienne a conscience qu'elle ne peut aspirer à son indépendance de l'impérialisme parce qu'elle n'en a pas les moyens économiques et sociaux et parce qu'elle est menacée constamment par la révolution, et cela la conduit à se soumettre à l'impérialisme yankee.

Elle a changé de maître. Avant, c'étaient les impérialistes anglais, maintenant ce sont les Yankees. Pour le Pakistan, il en était de même. Le Pakistan, après sa séparation d'avec l'Inde, a continué à se soumettre à l'impérialisme yankee. Il était un centre essentiel des Yankees en Asie ; la preuve en est dans les armements que les Yankees donnaient au Pakistan, en tant que base, que point d'appui du propre impérialiste yankee. **Mais c'était en même temps une base de la politique : diviser pour régner : la séparation des deux pays, Inde et Pakistan n'obéit pas simplement à une nécessité de différence raciale, linguistique, mais c'était une politique de l'impérialisme, auquel convenait, comme il ne pouvait pas continuer à dominer l'Inde, une telle division pour lancer les deux pays l'un contre l'autre, et alors pouvoir gouverner.** Le Cachemire faisait partie de cette politique. L'impérialisme, de même que la bureaucratie soviétique, ne s'attendait pas à un développement de la révolution mondiale, et ne s'attendait pas par conséquent à ce que les deux pays seraient influencés par la révolution coloniale et mondiale, sur le dos de l'impérialisme. L'impérialisme a fait une politique, comme il l'a faite en Israël, en espérant créer un point d'appui contre l'avance de la révolution, c'est-à-dire : des bases stratégiques. L'impérialisme yankee a fait comme l'impérialisme anglais : diviser pour régner, mais il doit faire la même chose, dans une situation nouvelle dans laquelle il ne peut ni contrôler, ni dominer, c'est-à-dire qu'il ne peut pas empêcher l'influence de la révolution coloniale. **Le Pakistan a été influencé par la révolution coloniale, mais l'Inde elle-même l'a été bien avant lui. La preuve en est que tous les gouvernements nationalistes de l'Inde ont une couleur socialisante, un certain caractère socialisant, et qu'ils ne se sont pas dressés directement, aux Nations Unies, contre l'ensemble des Etats Ouvriers.** L'Inde a été un point d'appui contre la Chine, mais en même temps, elle a été associée à d'autres Etats Ouvriers. Les gouvernements indiens ont eu peur de paraître devant les masses comme directement associés et soumis à l'impérialisme.

Au Pakistan aussi : depuis 1959, il y a eu un processus de développement de tendances nationalistes, un certain développement du marché intérieur et la tendance à une certaine indépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Le conflit entre ces deux pays est dû au retard du développement de la révolution coloniale. Les causes du conflit ne sont pas le produit direct des manœuvres de l'impérialisme. L'impérialisme manœuvre évidemment, il esaie de tirer des avantages, il incite, impulse surtout les Indiens, afin d'empêcher la stabilisation d'un gouvernement nationaliste au Pakistan et pour avoir un point d'appui contre la Chine. **L'Inde est un point d'appui de l'impérialisme contre la Chine.** Mais les causes de ce conflit ne sont pas imputables directement à l'intention et la volonté de l'impérialisme de provoquer un conflit. Ce conflit surgit fondamentalement comme une expression, une démonstration du retard dans les moyens, de l'incapacité du capitalisme à résoudre les problèmes des pays arriérés. Ce sont deux pays arriérés qui ont développé des intérêts particuliers de secteurs bourgeois. **On parle de conflit de races. Il n'y a aucun conflit de races ! Il y a un conflit d'intérêts nationaux, d'intérêts de bourgeoisies.** Ce n'est pas un conflit pour des questions raciales, ce sont des intérêts de bourgeoisies nationales où chacune veut développer dans son propre pays.

Telle est la cause du conflit. Le Cachemire est indubitablement une base de conflit racial, parce qu'il est gouverné par des Indiens et que la population est musulmane, et parce qu'elle est unie socialement, spirituellement, consciemment et intellectuellement au Pakistan. Mais la politique du Pakistan n'a rien fait pour promouvoir au Cachemire un mouvement intérieur. Si le Pakistan s'était lancé à promouvoir la résolution agraire au Cachemire, la collectivisation de la terre, il n'y aurait aucun problème : le peuple du Cachemire se soulève et chasse les Indiens qui n'ont aucune force, aucune possibilité sociale de se maintenir.

La contradiction essentielle de l'existence du Cachemire, comme centre de conflit, est l'arriération des méthodes et des moyens capitalistes pour résoudre les problèmes qui surgissent dans les pays libérés de l'impérialisme, et c'est en plus, la limitation, les méthodes bureaucratiques administratives des Etats Ouvriers, la Chine incluse, pour résoudre ces problèmes et influencer ces pays pour qu'ils se développent et se rendent indépendants dans la voie de la révolution socialiste, pour qu'ils adoptent la voie de la révolution socialiste. Le Cachemire pose le même problème aujourd'hui comme à l'époque de l'impérialisme, et le capitalisme a été incapable de le résoudre. Mais les Etats Ouvriers n'ont pas à suivre le chemin capitaliste ! **La Chine devait avoir lancé le mot d'ordre : pour résoudre le problème du Cachemire, il faut résoudre le problème de la terre :** c'est un pays avec 99 % de paysans, un pays de production agraire : **appeler à la collectivisation des terres, à l'expropriation de la terre, appeler à la révolution agraire. Cela résoud le problème du Cachemire, et aussi celui du Pakistan et de l'Inde.** Les Chinois ne l'ont pas fait pour ne pas rompre avec le Pakistan, ni avec l'Inde, et en outre, pour ne pas rompre avec les bourgeoisies d'Asie et d'Afrique ; c'est-à-dire que pour maintenir le front avec les bourgeoisies d'Asie et d'Afrique, ils ne font pas la politique révolutionnaire, mais ils en tirent plus de prix que d'avantages parce que c'est un front incertain, très peu sûr. Ce n'est pas un front qui appuie, impulse la révolution coloniale, c'est un front indécis et en constant recul. La preuve en est l'Algérie.

Le Pakistan et l'Inde par contre, s'ils n'ont pas été capables de résoudre ce problème c'est parce qu'ils suivent encore les formes de solution, les structures, les perspectives capitalistes. Tel est le conflit actuel. Un conflit capitaliste ! Deux pays et deux bourgeoisies ont été coloniales, qui ne le sont plus, ce sont des pays capitalistes, bien que le Pakistan soit plus développé que l'Inde du point de vue social ; rien de plus ; mais en Inde par contre, il y a le Kerala qui continue un développement infiniment supérieur au Pakistan et qui est la démonstration de la combinaison d'un processus de retard énorme avec, en même temps, les conditions aptes et possibles pour le développement de la révolution agraire et socialiste dans ce pays.

Ce sont deux bourgeoisies qui se disputent un terrain énorme, une zone, pour l'exploiter au bénéfice de l'un ou l'autre secteur du capitalisme, le Pakistan ou l'Inde. Et l'impérialisme intervient afin de faire pression et d'empêcher le développement de la révolution coloniale. **La révolution coloniale dans ces pays, aussi bien l'Inde que le Pakistan et le Cachemire, a un seul aspect : la révolution agraire !** La composition sociale est paysanne à 90 %. La solution de tout le problème social, ethnique, linguistique, etc., se décide sur la base de l'économie, sur la base de celui qui domine, de ceux à qui appartient la terre. C'est cela le problème. C'est un conflit qui prend ses sources différentes dans l'opposition des intérêts capitalistes de la bourgeoisie indienne et de ceux de la bourgeoisie pakistanaise, rien de plus. Il n'y a aucun intérêt de la révolution coloniale là-dedans.

Le Pakistan est plus progressiste dans certains aspects et il appuie la Chine, mais il le fait par intérêt propre, parce qu'il ne voit pas d'autre manière de développer l'économie de ces pays que par une telle politique : un certain développement de l'économie, la tendance à impulser la production par certaines mesures d'étatisation. Rien de plus. C'est un pays capitaliste !

L'attitude à prendre pour résoudre ces problèmes, n'est pas d'appuyer un pays contre un autre. La position de la Chine pour maintenir ses frontières doit être un Front Unique avec les masses du monde. Il faut insister à nouveau sur la politique de Lénine. L'alliance avec un secteur de la bourgeoisie contre l'autre est correcte, si ce sont deux pays sortis directement de la libération coloniale, ou deux pays capitalistes (1).

C'est correct de s'appuyer sur un secteur contre l'autre, ou de s'appuyer sur un secteur progressif qui peut impulser la lutte de classe et la révolution, mais ce n'est rien à côté de l'alliance avec les masses de chaque pays.

Toute alliance, tout appui, toute intervention dans des conflits interbourgeois ou tout appui ou front unique avec l'un ou l'autre secteur bourgeois, colonial, semi-colonial ou capitaliste doit se faire en même temps qu'un appel aux masses, une mobilisation de classe qui se différencie des intérêts du gouvernement, un appel à résoudre les problèmes de ces pays, soit de frontières, soit de territoires, de la même façon qu'ils ont été résolus en Chine, c'est-à-dire avec la lutte pour le pouvoir, la lutte pour la terre. S'il n'en est pas ainsi, on apparait en appuyant la bourgeoisie d'un pays contre celle de l'autre, et elles sont toutes les deux chauvinistes et, en dernière instance, réactionnaires, même en considérant que le Cachemire est musulman ; les masses alors, ne voient pas la seule issue progressiste qui existe, l'issue anti-capitaliste. **Les directions bourgeoises de ces pays s'appuient sur ce front unique avec la Chine, avec la révolution, ils l'utilisent contre les masses du pays !** Le front unique que fait la Chine avec le Pakistan ne lui garantit pas ses frontières, l'appui diplomatique du Pakistan à la Chine sert surtout à la propre bourgeoisie du Pakistan pour acquérir prestige et autorité devant leurs masses, et l'avantage social pour l'Etat Ouvrier Chinois est très réduit. Du point de vue de la révolution, l'avantage est plus grand pour la bourgeoisie que pour l'Etat Ouvrier. Ce front n'augmente pas la puissance militaire de la Chine et il augmente par contre le pouvoir social, politique, de la bourgeoisie du Pakistan pour empêcher le développement de la révolution au Pakistan, au Cachemire et aussi en Inde. **L'impérialisme peut profiter de cette situation parce que, en face de lui, il n'y a pas une politique qui tende à opposer les masses, comme classe, au capitalisme, à l'impérialisme. C'est un grand avantage pour le capitalisme et celui-ci continue à l'utiliser.**

Il n'y a pas de solution spécifique à ces problèmes. La politique d'appui au Pakistan contre l'Inde, même indirectement, l'appui d'une bourgeoisie contre l'autre, n'a rien de progressiste. Il n'est pas exclu de pouvoir appuyer la bourgeoisie d'un pays capitaliste contre un autre, ce n'est pas exclu, mais cela dépend avec quelle politique on l'appuie. Par exemple, si De Gaulle appuie le droit à l'auto-détermination des masses du Viet-nam du Nord, nous appuyons une telle politique de De Gaulle, nous appuyons cette politique, nous appuyons telle déclaration, mais les masses du Parti Communiste de France doivent exiger de leur parti qu'il manifeste, qu'il fasse des meetings et des campagnes pour que cette politique soit appliquée. De Gaulle appuie la neutralité du Viet-nam parce que cela lui sert, parce que cela sert sa politique de concurrence avec l'impérialisme yankee et il tire profit, il se base sur la politique de coexistence pacifique des partis communistes et de la bureaucratie soviétique. En France, le Parti Communiste Français doit développer en même temps la lutte des masses contre le capitalisme français pour le programme de revendications syndicales et pour le renversement du capitalisme français. Il doit obliger le gouvernement de De Gaulle à défendre aux Nations Unies la déclaration du droit à l'autodétermination. Il faut en même temps que les masses françaises luttent pour leurs propres intérêts de classe, contre le capitalisme et contre l'impérialisme français. En même temps, le P.C. français doit exiger de De Gaulle qu'il mène cette politique d'auto-détermination pour le Viet-nam, aussi pour les autres pays d'Asie et d'Afrique que lui-même maintient sous domination ! Telle est la politique correcte.

La Chine, où le parti communiste apparait devant les masses du monde en donnant un appui à un gouvernement qui, pour ses propres intérêts, pour tirer profit de la concurrence et des luttes inter-capitalistes, se voit obligé à faire une politique d'appui à une révolution coloniale, parce qu'il ne peut pas l'empêcher. Les Chinois doivent faire cela, appuyer une telle mesure prise par la bourgeoisie d'un pays capitaliste pour son propre bénéfice, mais sans apparaître, aux yeux des masses du monde, associés à un pays capitaliste ; au contraire, ils doivent se différencier, ils doivent montrer que cette politique du pays capitaliste est simplement une tentative d'usufruit d'une situation mondiale pour en tirer un bénéfice capitaliste, rien de plus !

Pour le problème du Pakistan, la politique correcte de l'Etat Ouvrier, c'est de ne donner appui ni à l'Inde, ni au Pakistan, **mais de proposer une solution au-dessus des intérêts bourgeois de l'Inde et du Pakistan ;** la solution proposée par le Pakistan n'est pas révolutionnaire : il demande l'annexion du Cachemire parce que ce sont des musulmans, mais cela ne veut pas dire qu'ils veulent être capitalistes !

Ils appellent à l'auto-détermination, à un plébiscite ; indubitablement, on va voter pour l'annexion au Pakistan, parce que c'est la majorité, parce que racialement, il en est déjà décidé ainsi. Pour cela, la bourgeoisie s'y oppose. Mais cela ne veut pas dire que ce soit l'attitude la plus progressiste et possible, parce que cela signifie annexer à un pays capitaliste un nouveau secteur qui va renforcer la bourgeoisie et le capitalisme au Pakistan. La politique correcte par contre, c'est que l'Etat Ouvrier Chinois, les partis communistes du monde, les Etats Ouvriers du monde, les Etats Ouvriers soviétique, cubain, tchèque, etc., doivent proposer l'auto-détermination du Cachemire dans ce conflit, mais ils doivent proposer en même temps que l'auto-détermination du Cachemire se fasse sur la base de la révolution agraire, de l'unification dans une fédération avec le Pakistan, mais pas séparée de l'Inde, une fédération pour la construction de l'Etat Ouvrier. **Mettre en avant la révolution agraire.** La base de la Fédération Inde, Pakistan, Cachemire, c'est la révolution agraire, c'est un état socialiste, un pays socialiste, une fédération socialiste. Le problème des langues, le problème des races est un héritage de la culture, du développement social, commercial capitaliste, ce n'est pas un problème de l'Etat Ouvrier. L'Union Soviétique a résolu tous les problèmes des langues, des pays arriérés, en dix ans. Comment ? En les associant sous forme de fédération, d'auto-détermination, de reconnaissance des cultures et des langues, etc., en les associant de façon centralisée dans une Fédération de Républiques Socialistes Soviétiques. C'est la position correcte, que les Chinois devraient adopter. Les Chinois pensent que cela va leur faire perdre l'appui du Pakistan capitaliste : indubitablement, les relations vont s'en ressentir, mais il y aura d'autres part, tout l'appui des masses qui vont faire pression sur le gouvernement capitaliste du Pakistan pour le déloger. Et s'il y a aujourd'hui un recul dans les relations et l'appui, il y aura demain un appui infiniment supérieur, parce que ce sera la révolution à bref délai.

Il faut résoudre le problème non pas du Cachemire, mais de l'existence du capitalisme en Inde et au Pakistan et au Cachemire. La solution à ce problème, c'est d'appeler à une fédération de l'Inde, du Pakistan et du Cachemire, pour qu'ils s'unifient sur la base du programme de la révolution socialiste. Telle est la position correcte.

L'attitude des Chinois est opportuniste, complètement opportuniste ! La menace des Chinois contre cette zone indienne est opportuniste. C'est correct que les Chinois, par des moyens militaires, défendent les frontières de l'Etat Ouvrier, surtout les frontières avec l'Inde qui est un agent de l'impérialisme dans ce sens ; mais leur attitude concrète présente est incorrecte !

En plein conflit entre l'Inde et le Pakistan, dans lequel les masses de l'un et l'autre pays se sont regroupées derrière chaque pays pour défendre des intérêts capitalistes, la Chine apparait avec une série de préoccupations et de facteurs qui ne vont pas être compris par les masses. Les masses vont voir la Chine intervenir dans une simple question de territoires, elles ne la voient pas intervenir pour faire progresser la révolution. Si les masses indiennes recevaient l'appel à prendre les terres, à réaliser la révolution agraire, à faire un front unique pour impulser la révolution en Inde, si elles voyaient un appui inconditionnel au développement de la révolution, si elles voyaient un appui inconditionnel au développement de la révolution, si elles voyaient que la défense des frontières sert à empêcher que ces frontières entre la Chine et l'Inde ne soient utilisées comme provocation par l'impérialisme au travers du gouvernement indien, comme point d'appui pour envahir la Chine, alors ce serait correct. Si les Chinois faisaient un tel appel, alors leur attitude serait correcte.

La demande des Chinois de démanteler la zone du Sinkin, qui est une menace constante de l'impérialisme, est correcte. La menace d'intervenir est également correcte si elle est accompagnée d'un appel aux masses et au peuple pour qu'ils interviennent. Alors le peuple voit que c'est une menace contre la Chine communiste et que celle-ci appelle les masses à prendre les terres. **Alors les masses comprendraient, elles verraient que la demande des Chinois de démanteler les positions militaires du côté de la frontière chinoise a pour but de défendre la révolution et elles le comprendraient parce que ce serait un appel à étendre la révolution dans leur pays et dans l'Inde : à prendre les terres, à occuper les terres.**

Les mobilisations des Chinois pour défendre leurs frontières, pour élimi-

LA VIE DU PARTI

Une délégation du Parti a participé à la manifestation en faveur du Viet-nam organisée à Bruxelles le 16 octobre, répondant ainsi à l'appel lancé par le « Viet-nam Day Comitee ». Le Parti s'est manifesté clairement en avançant le mot d'ordre de « Front Unique Anti-Impérialiste » sur une grande banderole portée par deux camarades qui se sont mêmes vus relayés à certains moments par d'autres manifestants.

Répondant au souhait exprimé par le Viet-nam Day Comitee » dans son appel, de voir les manifestations se dérouler aux ambassades des Etats-Unis, les camarades , appuyés par certains manifestants, scandaient le mot d'ordre : « A l'ambassade » que les dirigeants qui encadraient la manifestation s'employèrent à étouffer avec rage.

Notre journal « La Lutte Ouvrière » dans lequel était publié intégralement l'appel du « Viet-nam Day Comitee » a été vendu et très bien accueilli. La publication de ce document dans notre journal que tout le monde peut se procurer, dément de façon cinglante le mensonge conscient de « La Voix du Peuple » qui, épilogant sur cette manifestation, accuse les Trotskystes d'avoir tronqué l'appel du Comité (que eux-mêmes ont refusé de publier).

★★

Dans le cadre de la campagne menée par le Parti dans la perspective du prochain Congrès de la F.G.T.B., un document a été distribué le 24 octobre au Congrès régional de la Fédération Liège-Huy-Waremme.

Ce document, qui est publié dans le présent journal, a en outre, été distribué aux principales usines de la région wallonne du pays, ainsi qu'à l'Arbed à Gand.

En outre, quantité de délégués syndicaux de tout le pays vont en recevoir communication.

Ce document a été transmis en plusieurs exemplaires aux sympathisants du Parti qui, dans leur milieu, dans tous les coins du pays, pourront en faire la discussion et s'en servir comme d'une plate-forme de tendances en vue de la préparation du Congrès.

Des militants du P.C.W. et du P.W.T. ont également reçu le document en même temps qu'un appel à en discuter et en faire un instrument de lutte dans leur milieu.

Ce document peut être obtenu au local du Parti pendant les heures de permanence.

LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE DES ETATS OUVRIERS EST NECESSAIRE

ner et démanteler la préparation militaire de l'Inde dans cette zone, précédées d'un tel appel, auraient été acceptées par les masses indiennes comme la prolongation de la politique révolutionnaire, et elles y auraient vu, non pas la défense nationaliste de la Chine, mais la défense de la révolution, en Inde et en Chine ! Par contre, maintenant, elles ne voient que la défense nationaliste de la Chine. Elles ne peuvent voir le développement de la révolution. La politique d'un Etat Ouvrier doit se présenter devant les masses comme une prolongation des intérêts révolutionnaires de l'Etat Ouvrier. Pas comme une expression des intérêts nationaux de cet Etat Ouvrier. Il n'y a pas d'intérêts nationaux ! Les intérêts nationaux ne peuvent pas toucher les masses. L'attitude des Chinois est un coup terrible contre la révolution chinoise et contre la révolution coloniale dans toute l'Asie, parce que les masses ne voient pas les Chinois impulser la révolution, elles les voient prendre des mesures diplomatiques au sommet. Pour cela, l'attitude des Chinois est incorrecte. La position correcte est un appel aux masses du Pakistan, du Cachemire et de l'Inde à un front unique : à prendre les terres, occuper les terres, appeler le armées à soutenir les prises des terres et à discuter dans une assemblée constituante afin d'organiser la Fédération des Républiques Socialistes du Pakistan, du Cachemire et de l'Inde. C'est cela la politique correcte. Naturellement, ils vont trouver, demain, dans une étape très courte, l'appui de toute la base sociale de ces pays.

La politique des Chinois tend à chercher, en dernière instance, l'appui des masses de ces pays, d'une façon indirecte et diplomatique, au travers des accords avec les pays, avec les gouvernements. Cela est incorrect ! C'est une forme limitée, lente et en outre indécise, incertaine et qui permet au capitalisme de gagner du temps. Tandis que la position correcte dans ce processus, c'est un appel des Chinois à occuper, à prendre les terres dans ces pays, à constituer la Fédération Socialiste de ces pays et, en plus, aider avec des armes, avec des hommes, de l'argent et des agitateurs, pour que la révolution agraire se réalise, aussi bien au Pakistan qu'en Inde et qu'au Cachemire.

On peut voir en même temps, la démonstration de l'impuissance du capitalisme à résoudre les problèmes des pays arriérés, des pays auxquels il est obligé de concéder l'indépendance politique. Une indépendance politique relative puisqu'il les domine économiquement. Il est impuissant à rien résoudre. On voit aussi, d'autre part, que l'on ne peut imiter les méthodes capitalistes, même au nom d'un Etat Ouvrier.

Les problèmes de l'Inde et du Pakistan, du Cachemire, sont les mêmes qui vont se poser dans tout le Sud-Est Asiatique : Viet-nam du Sud, du Nord dans peu de temps, Laos, Thailande, Birmanie : la Fédération Socialiste des pays assiatiques est une nécessité. Quelle est l'attitude des Chinois ? Appuyer l'indépendance de chacun de ces pays pour en être eux-mêmes le centre. Cela est incorrect ! Une fédération de pays socialistes, celle-là aurait un effet immédiat et énorme sur les masses. Dans une étape très courte, les Chinois vont avoir un appui immensément plus grand que tout ce que peuvent donner les bourgeoisies aujourd'hui : l'appui révolutionnaire des masses. (2).

Le conflit Inde-Pakistan est un conflit artificiel, il est produit par les conséquences du développement de la révolution mondiale, de l'impuissance du capitalisme à résoudre les problèmes de ces pays et aussi de la politique bureaucratique, administrative des Etats Ouvriers.

Sans aucun doute, la politique de la bureaucratie soviétique est différente de celle des Chinois. La politique de la bureaucratie soviétique est une tentative de ne pas rompre avec la bourgeoisie indienne. Mais la politique de l'Etat Ouvrier Chinois essaie de ne pas rompre avec la bourgeoisie pakistanaise. Ils montrent devant les masses de ces pays que les Etats Ouvriers ne sont pas capables d'avoir une politique commune, et cela est nuisible, plus grave que tous les sièges militaires des Indiens aux frontières chinoises !

Parce que cela empêche les masses de ces pays de s'unifier intérieurement, de rencontrer un centre d'unification, et par conséquent les Etats Ouvriers, cela donne à la bourgeoisie les conditions sociales intellectuelles et spirituelles pour faire pression sur les masses ; **les masses voient une division dans les Etats Ouvriers, alors, quelle confiance, quelle sécurité peuvent-elles avoir ? Qu'est-ce qui va attirer les masses ? Elles sont incitées à se diviser, à se séparer, à subir l'effet de la campagne, de la démagogie, des intérêts nationaux sur lesquels se décharge le capitalisme.** La preuve en est toute la campagne nationaliste en Inde, et aussi au Pakistan.

La politique des Etats Ouvriers permet à la bourgeoisie de ces pays de s'appuyer sur le sentiment national des masses, pour s'en servir et les lancer les unes contre les autres. La bureaucratie soviétique cherche une stabilité avec le capitalisme mondial ; c'est pour cela que l'impérialisme yankee n'intervient pas directement aux Inde et il laisse l'URSS intervenir. Et les masses voient cela ! L'URSS, en fonction des intérêts de sa bureaucratie et de la coexistence pacifique veut empêcher le développement de la révolution mondiale et intervient dans ce sens en Inde. La politique du Gouvernement et du Parti Communiste Chinois n'est pas beaucoup moins néfaste. Elle n'est pas beaucoup moins néfaste parce qu'elle est dans la même ligne : ils tendent à séparer les intérêts nationaux de la bourgeoisie et non pas sur les masses. Mais ce conflit montre devant les masses du monde — et c'est un coup énorme aux masses coloniales du monde ! — qu'il y a une possibilité pour développer la révolution au Pakistan et au Cachemire, qu'il y a des conflits dérivant de l'existence antérieure du capitalisme et que dans cette situation, les Etats Ouvriers sont impuissants, incapables d'avoir une politique progressiste, une politique révolutionnaire. **Cela a un effet nocif immensément plus grand que toute la puissance militaire de l'impérialisme yankee !** Les Chinois doivent comprendre cela. La direction du Parti Communiste et de l'Etat Ouvrier Chinois doivent comprendre que leur politique est néfaste et qu'elle retire aux masses du monde des points d'appui. La révolution, ce sont les masses qui la font, non pas les gouvernements ; la révolution, c'est l'élévation de la conscience et de la décision révolutionnaire des masses qui la fait, et non pas une direction, ni celle du Pakistan, ni celle de l'Inde, ni celle des Partis Communistes. Et les Chinois s'appuient sur des gouvernements, sur les structures capitalistes de ces pays, pour en tirer des avantages diplomatiques ; ils ne s'appuient pas sur la révolution pour tirer des avantages révolutionnaires.

Ce conflit sino-soviétique, au travers du problème de l'Inde, montre que la Chine et l'URSS sont arrivées aux limites de leurs possibilités de coexistence dans une dispute mondiale. Il montre que les intérêts de la révolution coloniale mondiale, les intérêts de la révolution chinoise, qui a besoin de s'étendre, de se préparer, de prévoir une avance de l'impérialisme, ne pourront plus coexister longtemps, polémiquer longtemps avec la bureaucratie soviétique. Cela montre que la crise entre les uns et les autres est arrivée à son sommet. Mais cela montre en même temps la nécessité pour les Chinois de devoir changer de politique à bref délai, et outre de changer de politique, ils devront appuyer ouvertement la révolution mondiale, la révolution coloniale mondiale (3).

La conférence afro-asiatique approche ; la politique des Chinois dans ce conflit Inde-Pakistan, Cachemire, est un coup terrible à la révolution coloniale. Aucun pays colonial ne va appuyer la politique des Chinois ; bien qu'ils voient la manœuvre de l'impérialisme qui s'appuie sur les Indiens, pour essayer de maintenr l'Etat Ouvrier Chinois dans une constante préoccupation, de les soumettre à une menace constante d'invasion, ils voient d'autre part que l'Etat Ouvrier est obligé de maintenir ses forces et de se présenter aux yeux des masses du monde pour disputer des territoires, pas pour impulser la révolution, et l'impérialisme fait cette manœuvre consciemment pour compromettre l'Etat Ouvrier Chinois dans une politique nationaliste et chauvine. C'est le plus grand avantage de l'impérialisme. Les masses de la Conférence Afro-Asiatique vont voir, non pas la discussion pour impulser la révolution

Le conflit montre, d'une part, l'impuissance et l'incapacité du capitalisme pour résoudre les problèmes des pays arriérés, l'incapacité pour éliminer la faim — la moitié de la population en Inde, au Pakistan et au Cachemire meurt de faim — alors que l'Etat Ouvrier a supprimé la faim en dix ans de développement de mesures socialistes. **C'est là-dessus que doivent s'appuyer les Chinois et c'est cela qu'ils doivent montrer aux masses de ces pays !**

L'Etat Ouvrier Soviétique, et ce fut la politique de Lénine et Trotsky en 1917, montrait que devant le choix entre un territoire et l'impulsion à la révolution, **il choisissait l'impulsion à la révolution,** et que le territoire venait après ; un problème de territoire ne servait pas alors à renforcer l'intérêt national de la bureaucratie, mais à affirmer et développer la révolution. Par conséquent, il n'y a pas de dispute de territoire en soi, mais une dispute d'impulsion de la révolution.

La finalité fondamentale de la politique des Etats Ouvriers doit être d'impulser la révolution parce que c'est la base indestructible, irremplaçable pour le soutien et le développement des Etats Ouvriers et la construction du socialisme.

La dispute au sujet d'un territoire doit être un motif pour impulser la révolution. Par exemple, cette zone est disputée avec les Indiens. Il faut appeler les masses indiennes à se soulever, à prendre les armes, à prendre les terres et montrer aux masses indiennes qu'elles n'ont pas d'intérêt dans la dispute de ce territoire, sans cela les masses indiennes vont appuyer leur bourgeoisie, conduites par leurs sentiments, leurs intérêts nationaux, par leur formation spirituelle nationale, etc.

Cette dispute sino-soviétique est une des plus graves et des plus nocives pour le développement de la révolution et pour les intérêts des Etats Ouvriers. Le plus important de tout, c'est que, devant les masses du monde, l'Union Soviétique, Etat Ouvrier, et la Chine, Etat Ouvrier, se présentent en train de se disputer, et de se disputer pour un territoire, et donnent leur appui militaire et politique à l'une et l'autre bourgeoisie. Devant les masses du monde ! C'est une perte de prestige, un coup à l'esprit, au souffle, à l'impulsion de la révolution mondiale. C'est une attitude capitularde de la part de la bureaucratie soviétique qui, conduite par ses intérêts de coexistence pacifique, appuie la bourgeoisie indienne contre les masses indiennes ! Mais la bureaucratie peut faire une telle politique, parce que de la part des Chinois, il y a une attitude et une politique semblables. Si les Chinois faisaient un appel à prendre le pouvoir, la bureaucratie soviétique aurait de grandes difficultés à faire sa politique, de grandes difficultés.

Parce qu'elle rencontrerait une résistance immense de la part des masses et le développement de la révolution indienne s'exprimerait à l'intérieur de l'Union Soviétique. C'est une dispute entre secteurs bureaucratiques et non pas pour la révolution.

La IVe Internationale appelle à résoudre le problème de ce conflit indo-pakistanais, en lançant un appel à la prise des terres au Cachemire, à la prise des terres au Pakistan, à la prise des terres en Inde ; elle appelle les masses communistes, les secteurs pro-chinois du Parti Communiste, à se soulever dans chacun de leur pays pour que la solution du problème Pakistan-Inde-Cachemire se décide au travers de la prise des terres, appeler à prendre les terres ; et sur la base de la prise des terres, résoudre le problème du Cachemire, par l'auto-détermination, pour empêcher qu'il ne se forme un nouvel état, une paralysie économique, afin que l'auto-détermination soit un pas progressiste, non pas un recul. L'auto-détermination doit être accompagnée d'un appel à la formation d'une Fédération de Républiques Socialistes du Pakistan, Cachemire, de l'Inde, et l'auto-détermination à l'intérieur de l'Inde, vu la quantité énorme de langues qui existent, mais soumise aux intérêts de la centralisation économique. Dans le cas contraire, l'auto-détermination — qui est parfois appuyée par l'impérialisme — signifie la parcellisation économique, et la fin que poursuit l'impérialisme est de noyer ces Etats. L'auto-détermination doit être accompagnée de mesures permettant le respect des intérêts d'idiomes, de langues — parce qu'il est encore nécessaire de s'appuyer là-dessus, mais il faut développer l'économie.

Autrement, l'auto-détermination est une mesure de recul du progrès social **et elle doit être une avance du progrès social.** De même qu'il faut faire des concessions aux paysans pour maintenir leur appui social et impulser la révolution, de même l'auto-détermination est une mesure transitoire, ce n'est pas une solution historique comme le socialisme, comme la prise du pouvoir, c'est une mesure transitoire afin d'incorporer à la révolution des masses immenses, afin de gagner du temps, d'influencer sur leur conscience révolutionnaire, et ensuite faire disparaître le problème de l'auto-détermination en fusionnant les masses dans un sentiment, un fonctionnement centralisés. Autrement, l'auto-détermination est une parcellisation de l'économie.

Pour cela, la politique des Chinois est une politique opportuniste, qui ne tient pas compte de l'expérience immense qu'est la révolution russe, la révolution chinoise ,la révolution cubaine, la révolution au Viet-nam. Les Chinois s'appuient sur des sentiments capitalistes pour s'opposer à la bureaucratie soviétique, ce qui démontre toute la conception administrative, bureaucratique de toute la bureaucratie chinoise.

Il faut avancer les mots d'ordre : auto-détermination pour le Cachemire ! Appel à prendre les terres ! Fonctionnement collectif ! Partage des terres ! Organisation des petites propriétés en coopératives avec l'aide de l'Etat ! Etatisation de la banque ! Appui et crédit aux paysans au travers de la banque étatisée ! Planification de l'économie du Pakistan, de l'Inde, du Cachemire, afin de développer l'économie, en les associant aux Etats Ouvriers ! Fédération de Républiques Socialistes du Cachemire, de l'Inde et du Pakistan, sur la base de l'auto-détermination du Cachemire, unie à la Fédération.

Tels sont les mots d'ordre corrects. Appel aux masses du monde et à l'U RSS pour qu'elles interviennent. Une telle proposition de la part des Chinois impulserait énormément, au sein de l'Union Soviétique, des tendances, des groupes, des secteurs, de l'armée, qui se verraient obligés d'appuyer, de chercher un point d'appui pour le développement de tendances révolutionnaires ; et en plus, cela couperait la voie et l'accès à l'impérialisme. Cela aurait une énorme influence sur les masses révolutionnaires d'Asie, d'Afrique, **et cela préparerait les conditions absolument irremplaçables pour une impulsion révolutionnaire de la Conférence Afro-Asiatique de fin d'octobre.**

17 septembre 1965.

J. POSADAS.

---

(1)

La politique des partis communistes, la politique de toutes les organisations qui veulent défendre les intérêts révolutionnaires des masses, doit être de faire un appel révolutionnaire pour intervenir dans ce conflit capitaliste, pour la solution révolutionnaire de ce conflit capitaliste.

La Fédération des Républiques Socialistes et la prise du pouvoir au Cachemire, Pakistan et Inde ; l'auto-détermination du Cachemire, la planification de l'économie, le monopole du commerce extérieur, l'étatisation de la banque, c'est-à-dire le programme de la révolution socialiste ; l'alliance ouvrière et paysanne et le Gouvernement Ouvrier et Paysan.

(2)

Comme nous l'avons dit dans nos articles sur le Viet-nam et St-Domingue, le capitalisme mondial voit avec une grande préoccupation l'aiguisement de la tension et le risque qu'il y a dans le conflit du Pakistan, il y voit la possibilité qu'il s'étende et soit une base pour promouvoir la guerre mondiale, la guerre atomique, il voit toute son incapacité et son impuissance à contenir le processus révolutionnaire.

Le capitalisme mondial a peur que le conflit indo-pakistanais ne se développe en révolution mondiale, parce que l'intervention de la Chine, ou bien la continuité, ou le développement de ce conflit pourrait provoquer le développement dela révolution aussi bien en Inde qu'au Pakistan. Quand un événement comme le Viet-nam ou St-Domingue suscite une telle tension mondiale, c'est parce que le capitalisme n'a pas l'autorité ni la force pour contenir, pour faire face, il n'a pas les moyens ni matériels, ni sociaux, ni politiques ; il a le commerce, il a la production, mais cela ne lui sert à rien devant le développement de la révolution. Comme le disait Fullbright, il y a quelques temps, l'erreur de la politique américaine au Viet-nam constituait à vouloir résoudre par le débarquement des marines, un processus de révolution sociale. Il le dit maintenant parce qu'il voit l'impuissance du capitalisme nord-américain, de l'impérialisme yankee à terroriser et à intimider les masses. Fullbright fermait la bouche auparavant, parce qu'il croyait que c'était possible de terroriser les masses au moyen des avions, des bateaux, des marines et des tanks et que l'impérialisme pourrait donner une solution militaire. Il a essayé de donner une solution militaire à St-Domingue, en appuyant Wessin et Imbert Barrera, mais les masses de St-Domingue s'y sont opposées et les ont chassés ; elles ont imposé à l'impérialisme une énorme défaite avec le retrait de Imbert Barrera et de Wessin, et avec la concession d'élections, qui sont une retraite de l'intention de l'impérialisme d'imposer une dictature militaire, même s'il cherche à appuyer une tendance capitaliste pour maintenir le capitalisme. Les élections vont stimuler, de toute façon, le développement de la révolution. Les masses du monde ont vu cela. Et elles sentent en outre, que c'est une défaite de l'impérialisme et que dans leur résistance, les masses peuvent faire face à n'importe quelle armée capitaliste. C'est là-dessus que doivent s'appuyer les Chinois ! Comprendre que les masses sont capables de résister sans rien ! Les masses de St-Domingue n'ont pas plus d'armes qu'au Pakistan ou au Cachemire ! Elles en ont moins ! C'est là-dessus que doivent se baser les Chinois et les directions qui se disent ouvrières dans le monde, qui prétendent défendre les intérêts des masses face au capitalisme.

Cette crise du Pakistan-Inde devient un centre de possibilité d'extension vers la guerre mondiale parce que la faiblesse sociale, la faiblesse d'autorité, de poids, de capacité de l'impérialisme pour contenir la révolution est de telle nature que celui-ci a peur qu'un tel conflit se développe. Pour cela, l'appel de l'impérial;isme yankee à un arrangement ; il a essayé de voir si les Indiens pouvaient régler le problème du Pakistan ; les Yankees ont essayé de s'appuyer sur l'Inde pour faire pression sur le Pakistan pour que celui-ci reste au sein de l'OTAN, et pour qu'il rompe avec les Chinois. Le conflit a obligé la bourgeoisie du Pakistan à rechercher l'appui des Chinois : pour avoir l'appui de leurs masses, ils avaient besoin de se développer vers une politique de développement économique permettant de contenir le développement de la révolution au Pakistan, ou de se présenter comme si elle assumait la direction de cette révolution ; quand l'impérialisme a vu qu'il ne pouvait contenir la révolution par des mesures économiques, par des mesures d'aide économique et militaire — il continue à envoyer une aide économique au Pakistan — alors il a utilisé et utilise directement l'Inde pour faire pression sur le Pakistan, au travers du Cachemire, en maintenant le Cachemire comme un centre de dispute où l'impérialisme joue le rôle d'arbitre ; mais le développement de la révolution l'a délogé de ce rôle d'arbitre, qu'il voulait faire en s'appuyant sur l'Inde et le Pakistan contre la Chine et contre la révolution dans toute l'Asie et en empêchant le développement de la révolution aussi bien en Inde qu'au Pakistan. Tel est le jeu de l'impérialisme. Et aussi, de se servir de l'Inde comme d'un point d'appui pour lancer des actions militaires contre l'Etat Ouvrier, **pour maintenir constamment l'Etat Ouvrier dans le danger d'une invasion. C'est l'intention de l'impérialisme, c'est l'aspiration qu'il avait, mais dans laquelle il a également échoué.**

(Suite page 6)

CONFLIT INDO-PAKISTANAIS
(suite)

Comme à St-Domingue, comme au Viet-nam, l'impérialisme a échoué. Il faut tirer la conclusion que si un événment aussi petit que celui de l'Inde et du Pakistan devient un conflit mondial et que même le Pape doit déclarer que nous sommes à la veille d'une guerre mondiale, c'est parce que le monde est uni et parce qu'il n'y a aucune possibilité de résoudre ce problème ; toute solution ne sera que transitoire parce que c'est toute la force de la révolution coloniale mondiale qui s'exprime.

L'union de tout le processus de la révolution mondiale est en train de s'exprimer : les élections en Allemagne, le congrès des syndicats en Angleterre, les masses du Pérou, les masses du Brésil, les crises en Argentine, les masses de St-Domingue, les guerillas du Guatemala, le programme du Mouvement Révolutionnaire du 13 Novembre, tout cela fait partie de ce processus d'élévation constante et d'inter-influence de la révolution.

C'est cela la peur de l'impérialisme. Celui-ci voulait localiser le conflit et il ne le peut pas. Malgré l'intérêt de l'impérialisme yankee, de la bureaucratie soviétique et des Chinois à localiser le conflit, ceux-ci ne le peuvent pas ! Pour cela, les subtilités et la peur de l'impérialisme à intervenir, le fait qu'il n'est pas intervenu directement, indique directement la tension qui existe ; l'intervention de la Chine et de l'URSS montrent que c'est toute la révolution mondiale qui s'exprime dans ce conflit. L'Etat Ouvrier Chinois a intérêt à intervenir dans ce conflit, parce qu'il fait partie de l'union des Etats Ouvriers avec la révolution coloniale, même si dans ce cas concret les Chinois ne sont pas intervenus avec une politique révolutionnaire et si les Soviétiques sont intervenus avec une politique d'alliance avec le capitalisme.

La pression des nécessités du développement de la révolution oblige la bourgeoisie du Pakistan, pour pouvoir se maintenir, à résoudre le problème du Cachemire, pour répondre aux masses mêmes du Pakistan, qui sont en train de s'élever, de se développer et qui veulent aller de l'avant avec la révolution. Pour cela, chaque petit conflit, comme celui-ci, devient un centre mondial de polarisation. Le monde est apte déjà pour être enveloppé dans la révolution mondiale et chaque conflit peut entraîner la révolution mondiale. Par conséquent, l'impérialisme va lancer la guerre atomique avant. Chacun de ces conflits met toujours en cause la possibilité de la guerre atomique.

La position de l'URSS diffère de celle de 1962, dans le sens qu'elle n'appuie pas directement les Indiens, parce qu'elle redoute d'affronter directement la Chine. Cela indique la crise intérieure de l'Union Soviétique : il y a des secteurs dans l'armée, dans la bureaucratie et dans la population qui sont contre une telle poltique qui serait une défaite pour les Chinois et une rupture de l'équilibre en faveur de l'impérialisme yankee.

L'URSS essaie de résoudre ce conflit d'une manière administrative et bureaucratique, parce que sa position n'est pas d'impulser la révolution, mais de décider bureaucratiquement du point de vue de la conception capitaliste.

Il faut développer une politique qui entrave toute l'intention de la bourgeoisie indienne et pakistanaise de profiter du sentiment national des masses à leur propre avantage. Faire un appel à la bourgeoisie indienne pour résoudre ce problème de la façon suivante (un appel non seulement dirigé aux masses, mais aussi aux gouvernements) : une solution pour développer l'économie de cespays : démontrer comment la Chine, en dix ans, et dans des conditions de retard bien plus grandes que celles du Pakistan et de 'Inde, a pu atteindre un déveoppement économique le plus grand de tous les pays asiatiques, puissant. Elle a résolu le problème de la faim, elle a un grand développement de son économie nous appelons à résoudre les problèmes de ces pays, dans la forme où la Chine les a résolus. Démontrer que c'est le retard économique qui incite, qui stimule, qui impulse les intérêts de la bourgeoisie contre les masses et que c'est une des causes de ce conflit. Un appel au Front Unique de ces pays, à dicuter la solution du développement économique de ces pays sur la base de la planification de l'économie et de mesures qui échappent au contrôle de l'impérialisme. Appeler au Front Unique ! Que la Chine fasse cet appel ! Un appel qui va tendre à affaiblir la capacité et les moyens et activités politiques de la bourgeoisie indienne, surtout pour compter sur l'appui des masses ou bien les neutraliser et les paralyser.

(3) SUITE CONFLIT INDO-PAKISTANAIS

Les partis communistes du monde appuient, en général, la politique de l'URSS et de l'Inde contre la Chine. Sans le dire clairement, c'est cette position qu'ils assument, qu'ils tendent à manifester ou qu'ils laissent paraître.

Indubitablement, si le conflit s'aiguise, ils vont prendre parti ouvertement pour la Chine. Cependant, ce sera un motif de crise à l'intérieur des Partis Communistes. La politique du P.C. Soviétique est infiniment plus nocive que celle de la direction chinoise, parce qu'elle est guidée par l'intérêt de maintenir le statu-quo, la coexistence pacifique avec l'impérialisme et de mener de l'avant le sabotage à tout développement de la révolution. Le devoir révolutionnaire en défense des intérêts des masses révolutionnaires des partis communistes est d'appuyer le programme que nous avons dit.

En 1962, la crise sino-soviétique et la crise de la bureaucratie soviétique s'exprimaient dans la prise de position en défense de l'Inde. En 1962, la bureaucratie soviétique envoyait aux Indes des avions qui étaient contre la Chine. Actuellement, elle doit prendre une attitude d'apparente neutralité, même d'appui à la Chine, mais en cherchant à contenir le conflit. Elle ne s'anime pas à soutenir ouvertement l'Inde contre le Pakistan par crainte des effets intérieurs et internationaux dans les partis communistes, et parmi les masses des patrtis communistes contre la bureaucratie soviétique. C'est une démonstration de la crise des partic communistes et de la bureaucratie soviétique et du progrès des conditions pour la révolution politique.

J. POSADAS.

Premier anniversaire de 'REVOLUCION SOCIALISTA'

Organe du Mouvement Révolutionnaire 13 Novembre

Le « Mouvement Révolutionnaire 13 Novembre » du Guatemala a publié, dans le numéro 16 de son organe « Révolution Socialiste », l'article du camarade Posadas sur le coup d'Etat en Algérie (en vente en français dans une brochure supplément de « LUTTE COMMUNISTE »).

Ce numéro contient également un article de célébration du premier anniversaire du journal, dans lequel il est répondu à certaines déclarations de Turcios, ex-membre du MR 13, passé aujourd'hui au P.G.T. (parti communiste), contre le Mouvement et contre le trotskysme. L'article dit entre autres : « Il ne s'agit plus aujourd'hui de discuter de l'activité du Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyste) du Mexique, qui sont des camarades révolutionnaires qui ont appuyé inconditionnellement toutes les formes de la révolution guatémaltèque, comme l'ont fait tous les trotskystes de la IVe Internationale dans le monde ».

Nous saluons très chaleureusement la publication de l'article du camarade Posadas, ce qui confirme l'orientation irremplaçable de la IVme Internationale dans la révolution coloniale.

FRONT UNIQUE ANTI-CAPITALISTE MONDIAL
FRONT UNIQUE ANTI-CAPITALISTE EN BELGIQUE

Pour les 15 et 16 octobre, le « Vietnam Day Comitee » appelait, sans exclusive, toutes les organisations, tous les partis ouvriers, les étudiants, les intellectuels du monde à organiser partout, devant les ambassades des U.S.A., des manifestations condamnant les agressions contre-révolutionnaires yankees au Viet-nam, St-Domingue, et exprimant la solidarité active avec les peuples.

Les 15 et 16 octobre, dans la plupart des villes importantes des U.S.A., une centaine de milliers de manifestants ont répondu à cet appel. A Berkeley, 10.000 manifestants ont tenté à deux reprises de marcher vers la base de regroupement des troupes en partance pour le Viet-nam. Un peu partout, de véritables appels à la désertion se sont élevés, de petits groupes encore déchirent publiquement leur feuille de route, exprimant ainsi leur volonté de ne pas se battre contre les peuples qui luttent pour changer leurs conditions de vie et construire le socialisme.

Comme analysé dans des articles antérieurs du camarade Posadas, cet appel et ces manifestations croissantes sont extrêmement importantes. Elles signalent les répercussions de l'avance constante de la révolution mondiale à l'intérieur même des Etats-Unis, comme cela s'était d'ailleurs manifesté à propos de Cuba et de St-Domingue. Ces mobilisations contre l'agression yankee au Viet-nam montrent que des secteurs toujours plus importants de la population aux U.S.A. rejetent la propagande intense de leur gouvernement, tendant à présenter l'intervention américaine comme une contribution à la cause de la liberté et de la démocratie, contre le « péril communiste ». Ces secteurs ont pris conscience de ce qui est en jeu, quand les troupes yankees interviennent au Vietnam, aussi bien que dans la répression du mouvement noir : c'est la défense des intérêts de l'impérialisme mondial, c'est la lutte des secteurs de la haute finance et du grand capital international contre les peuples soulevés pour en finir avec les régimes d'exploitation.

Ce n'est encore qu'une petite minorité qui est passée de la résistance passive à l'opposition ouverte, active. Mais, comme l'analysait Posadas, pour que des secteurs d'étudiants, d'intellectuels se lancent à affronter l'appareil répressif le plus puissant du monde, c'est qu'ils se sentent soutenus par un mouvement d'opinion beaucoup plus vaste, en particulier de la petite-bourgeoisie, qui a été le principal soutien social du gouvernement, à la ligne Kennedy. Ce mouvement d'opinion qui ne s'est pas encore manifesté dans toute son ampleur, inquiète pourtant le gouvernement américain qui sent de plus en plus qu'à travers la solidarité avec le peuple du Viet-nam ou de St-Domingue, avec la lutte des noirs, c'est le système lui-même, le régime qui commence à être mis en cause.

Cet appel du « Viet-nam Day Comitee » avait un autre sens extrêmement important : dans le texte était implicite la conscience que, dans ces agressions, ce qui est en cause ce n'est pas la politique du gouvernement américain vis-à-vis de tel ou tel pays, mais que les troupes américaines interviennent comme agents de l'impérialisme mondial, contre les peuples du monde entier et que, par conséquent, il est nécessaire d'unifier aussi, à l'échelle mondiale, la lutte contre l'impérialisme.

Cet appel était un reflet lointain, déformé, du sentiment de la nécessité d'un **Front Unique Anti-Impérialiste** à échelle mondiale.

Lointain et déformé, car en s'adressant aux partis, aux directions du mouvement ouvrier, il méconnaissait le fait que ces mêmes directions, ces mêmes organisations ont manifesté leur opposition à la réalisation de ce Front Unique, à l'élaboration d'une stratégie mondiale anti-impérialiste, en commençant par un **Front Unique Anti-Capitaliste dans chaque pays de ce qui reste au capitalisme.**

Cette opposition des directions bureaucratiques à toutes les mobilisations qui signifient une avance dans l'unification de la lutte des masses, s'est manifestée dans l'absence de réponse à cet appel. Aucun Etat Ouvrier n'a organisé la moindre manifestation en réponse à cet appel, ce qui aurait signifié une énorme impulsion à la lutte des masses dans le monde, et surtout aux Etats-Unis. Mais manifester en U.R.S.S. contre l'agression américaine, c'était reposer la question d'une aide révolutionnaire, directe, sous toutes ses formes, des Etats Ouvriers à la révolution mondiale et ceci est contraire aux intérêts conciliateurs des bureaucraties. Seule la direction chinoise a salué cet appel, tardivement, sans s'y associer.

Aucun Parti Communiste, aucun Parti Socialiste dans le monde n'a organisé, ni à cette occasion ni avant d'ailleurs, de manifestations massives contre l'impérialisme. En France, pas de manifestations ! A Rome, 1.000 manifestants, alors que le moindre appel, la moindre campagne du P.C. auraient permis de réunir des centaines de milliers de manifestants. En Belgique même, il n'y a eu aucune campagne d'agitation en vue de cette manifestation : « La Wallonie » publie l'appel, en signalant son importance, le... 20 octobre ! « La Voix du Peuple » qualifie cet appel de... mystification !

Pour des raisons différentes, mais qui finalement ont le même résultat, tous ces organismes ont manifesté leur opposition à la mobilisation des masses. Le P.S.B. devait rester fidèle à sa politique de conciliation avec l'impérialisme américain. Le P.C. de son côté, vu son intérêt dans le statu-quo entre les forces de l'impérialisme et les forces révolutionnaires, a suivi sa ligne de « coexistence pacifique », c'est-à-dire ne pas heurter de face l'impérialisme, ce qui en dernière instance, veut dire ne pas le heurter du tout. Pour le P.C. pro-chinois, le problème se posait autrement. Son attitude exprimait sa fausse conception de lutte. La direction de ce parti se croit la seule direction ouvrière valable et en conséquence, s'est opposée d'abord à cette manifestation, dont l'appel fut lancé par un autre mouvement. Ce n'est qu'à la suite de la pression de sa propre base que le P.C. pro-chinois a répondu à cet appel, en essayant alors de dominer la manifestation.

Devant le sentiment de la base, de ce qu'il était impossible de ne pas s'associer à cet appel, une manifestation a été organisée. Mais comme dans le cas de la manifestation de Florennes, les directions se sont attachées à lui ôter son caractère de mobilisation massive **anti-impérialiste et anti-capitaliste.** Telle est l'explication du fait pourquoi le mot d'ordre « à l'ambassade », inclus en toutes lettres dans l'appel, ait été ignoré par les organisateurs. Les quelques slogans agités tendaient à réduire la lutte du peuple viet-namien à une lutte nationaliste (U.S. go home) et la manifestation elle-même à une dénonciation des méthodes de guerre, sans poser le fond, c'est-à-dire la lutte révolutionnaire du peuple viet-namien et du monde pour le socialisme. Les slogans : « Johnson assassin » et « Yankees nazis » ne sont pas seulement faux du point de vue historique, ils tendent à dévier la lutte des masses de leur objectif : la lutte contre l'impérialisme mondial et ses agents dans le monde : les troupes yankees et les gouvernements capitalistes.

Notre parti, en s'associant à la manifestation, rappelle ses mots d'ordre qui sont les mêmes devant toute agression de l'impérialisme, au Viet-nam, à St-Domingue, au Gabon, au Congo-Léopoldville ou ailleurs :

- Retrait inconditionnel des troupes impérialistes et en particulier des troupes yankees du Viet-nam et de St-Domingue.
- Reconnaissance des directions ou des gouvernements que les peuples en lutte se sont donnés. Reconnaissance du F.L.N.
- Appui inconditionnel de la part des Etats Ouvriers et des organisations du mouvement ouvrier aux masses révolutionnaires du monde.

La IVe Internationale lutte dans le monde entier pour la réalisation du **Front Unique Anti-Impérialiste,** lançant dans ce sens des appels aux peuples des Etats Ouvriers, et au peuple chinois en particulier, à l'unification de leur lutte avec celle des masses révolutionnaires du monde.

En Belgique, l'appui et la solidarité avec les masses viet-namiennes passe par la lutte pour le renversement du capitalisme belge, véritable base de l'impérialisme belge dans notre pays.

Front Unique Anti-Capitaliste !

Ce sentiment de l'unité des luttes révolutionnaires existe dans les masses belges. Notre parti continuera à agiter cette consigne, liant les revendications des masses exploitées belges à la solidarité avec les peuples en lutte dans le monde et à dénoncer les manœuvres de division des directions bureaucratiques du mouvement ouvrier.

Nous appelons en particulier à la constitution de comité de **Front Unique** à la base, afin de faire pression sur les organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats, en vue de cette unification et pour faire parvenir aux militants anti-impérialistes des U.S.A. la solidarité et l'appui des masses belges face à la répression dont ils sont menacés par la constitution d'une commission d'enquête.

Pour une manifestation massive, de Front Unique, contre le capitalisme et l'impérialisme, nous faisons appel à tous les militants du P.S., des P.C., des syndicats.

LES EGOUTS DE HERSTAL (suite)

considérer la suite de fermetures d'usines et de charbonnages, la détérioration galopante du niveau de vie, l'exploitation accrue du prolétariat industriel, qui sont les résultantes de la concentration capitaliste ; et, d'autre part, de se rappeler que l'armée vient de voir son budget augmenté de 10 milliards.

Considérer l'appel angoissé des Villes et Communes en dehors de ce cadre signifie de nouveaux errements et tendrait à engager l'opposition qui s'est exprimée et organisée dans la population de Herstal, sur la voie de garage du recours et des appels à « la bonne volonté de l'Etat ».

Le problème réel du gouvernement n'est pas de boucler le budget, sinon de déterminer quels sont les secteurs qui vont supporter le préjudice de la concentration capitaliste et de la politique de préparation de la guerre sur laquelle le capitalisme fonde tous ses espoirs de survie. Et, si c'est un « problème », la cause en est que le seul secteur qui aux yeux du capitalisme doit subir ce préjudice est celui des deniers publics et que précisément ce secteur est très chatouilleux lorsqu'il se sent mis en cause par une politique gouvernementale anti-ouvrière.

Pour cela, c'est un « problème » pour le gouvernement qui appréhende de plus en plus les réactions du prolétariat qu'il se sait incapable de contenir.

Un coup d'œil aux chiffres est d'ailleurs édifiant pour confirmer cette opinion concernant le budget. Pour les huit premiers mois de 1965, l'on a enregistré des plus-values de recettes par rapport aux prévisions d'environ 2 milliards de francs alors que dans sa forme initiale, le budget ordinaire présentait un boni de 2,6 milliards. Ces chiffres parlent et disent bien que s'il s'agissait simplement de « boucler » le budget, l'opération ne serait pas si ardue... mais il y a les 10 milliards à l'armée et les crédits à l'industrie.

Il est donc tout-à-fait illusoire de s'attendre à une aide efficace de l'Etat aux Villes et aux Communes. Pour cette raison, les événements de Herstal méritent une attention particulière, car ils ne sont que le présage de toute une série de situations difficiles des communes.

Il faut en arriver à la conclusion que le capitalisme ne peut plus rien céder et que dorénavant l'Etat va faire la sourde oreille aux appels comme ceux qui émanent de la population de Herstal ou des Villes et Communes. Le problème de Herstal n'est pas soluble par les voies traditionnelles parlementaires, mais bien **par l'intervention décidée de la population.** Si le gouevrnement doit céder, il ne le fera qu'à ce prix et devant une attitude énergique de la base qui dans les conditions actuelles de crise sociale du capitalisme, risquerait de mettre le feu aux poudres et de déclencher des actions plus vastes de la classe ouvrière qui a accumulé pas mal de rancœur et de motifs d'engager la lutte anti-capitaliste ouvertement. Seule, l'imminence d'un tel danger peut contraindre le gouvernement à céder. Encore faut-il que le pouvoir capitaliste voie pour cela la population organisée et décidée.

Il faut, dans le cas de Herstal, organiser **un comité de quartier** composé des éléments les plus actifs et résolus de la population du lieu. Ce comité de quartier doit discuter à fond du problème posé et expliquer, comme nous le faisons, que la solution se trouve dans l'action directe de la population et non dans les appels à l'Etat.

Il faut que ce comité de quartier fasse une campagne d'agitation et d'explication de la situation afin de convaincre et d'unir sur la base de la résolution de ne pas céder un seul centime et de s'en tenir à cette résolution jusqu'au bout. Ne rien céder.

Il faut que le comité se prépare à défendre quiconque pourrait être pris à partie individuellement par l'appareil policier de répression qui va tenter d'intimider, de terroriser. En pareil cas, le comité de quartier doit organiser des manifestations, des meetings, élargir le mouvement aux autres communes en expliquant et invitant à agir solidairement par la création d'autres comités de quartiers.

Enfin et surtout, il faut se diriger aux usines, expliquer la situation aux ouvriers qui doivent eux aussi s'attendre à une offensive anti-ouvrière du capitalisme et dont les intérêts sont similaires à ceux de la population ouvrière de Herstal.

LE VOYAGE DU PAPE A L'O.N.U.

Un effort désespéré en faveur de la coexistence pacifique

La visite du Pape aux Nations Unies démontre, une fois de plus, toute la faiblesse immense du capitalisme. L'Eglise est le centre idéologique de la propriété privée et par conséquent, du capitalisme. Quand celui qui représente ce centre doit aller à l'O.N.U. pour demander aux hommes de ne pas faire la guerre, cela démontre que Dieu est impuissant pour l'empêcher. Quand le Pape se voit obligé d'aller à l'O.N.U. pour faire pression, pour essayer d'attirer l'attention sur le danger de la guerre, cela veut dire que le danger de la guerre est réel, et à court délai.

Il y est allé en disant : « Faites attention avec la guerre ». Mais en même temps, il n'accuse pas les communistes ,ni les Etats Ouvriers, ni même les Chinois ! Au contraire, il dit : « Il faut gagner les Chinois ». Le Pape va comme un orientateur politique. Et il se voit obligé de faire de la sorte parce qu'il voit que toute possibilité de contrôle échappe des mains de l'impérialisme. Il intervient en avertissant que le danger devient impressionnant. Mais en même temps, il essaie d'augmenter le prestige et le poids de l'Eglise, en faveur de l'Eglise parce que l'Eglise en a perdu assez dans tous les domaines. Quand un Pape quelconque doit aller à l'O.N.U. et dire : « Messieurs, Dieu m'a délégué pour voir si c'était possible d'empêcher la guerre, parce que si la guerre arrive, on va tous au diable et cela va être quelque chose de terrible », c'est parce qu'il se rend compte que la Révolution est incontenable. Il ne se dirige pas contre le communisme, mais il dit : « Faites un accord ! Sinon, on perd tout ». Et quand il ajoute : « Kennedy disait : ou bien nous en terminons avec la guerre, ou bien la guerre en termine avec nous », cela veut dire : si nous ne nous mettons pas d'accord, ce sera la Révolution Mondiale. En rappelant ces paroles, il agit comme un agent conscient du capitalisme mondial. Le Pape ! L'ennemi juré numéro un du communisme ! Et cela montre que la force de la révolution dépasse à la fois le capitalisme et la bureaucratie soviétique. En même temps, il essaie de regagner pour l'Eglise une partie du terrain perdu en se présentant comme une force qui est au-dessus des divergences humaines. Mais cette force — tellement au-dessus des divergences humaines — vient rappeler : Faisons la paix, où nous allons tous au diable, et le Pape inclus. Et il se montre devant les yeux de l'humanité avec une faiblesse terrible.

Ce que dit le Pape n'est pas pure démagogie ; il est allé en disant : il faut faire un Front Unique, la coexistence pacifique au fond, et en conséquence, l'impérialisme doit faire des concessions, la bureaucratie également, et même les Chinois. Il le dit clairement : « Il faut donner confiance à ceux qui n'en ont pas aujourd'hui, pour qu'ils puissent rentrer aux Nations Unies ». Et cela s'adresse aux Chinois parce que les Chinois et les Indonésiens — et les Trotskystes — sont les seuls à ne pas être représentés à l'O.N.U.

En même temps, le Pape veut se présenter comme jouant un rôle indépendant entre le capitalisme, le communisme et les Etats Ouvriers, à effet de regagner une activité tant sur les masses des pays capitalistes que sur certains secteurs des Etats Ouvriers. En effet, la politique de coexistence pacifique, et les réformes économiques, mènent la bureaucratie à faire des concessions aux catholiques, comme en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, Hongrie...

Une telle politique de l'Eglise démontre à la fois une faiblesse immense du capitalisme à l'échelle mondiale, la faiblesse de l'Eglise, et en outre, une tentative de tirer des avantages. Implicitement, il reconnaît l'existence des Etats Ouvriers, le progrès de la Révolution et que l'intérêt commun du capitalisme, de l'Eglise et de la bureaucratie est de se défendre de la révolution. Le Pape démontre qu'il ne défend pas les intérêts de l'humanité. Il veut empêcher que la lutte entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme permette l'avance des Chinois et des Indochinois et de la révolution. Il se réfère concrètement à l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine. Ce discours du Pape est un document politique .Ce n'est pas une prière « du ciel , mais de la terre dans laquelle est démontré que l'inspiration du Pape ne vient pas du ciel, mais de l'observation directe des luttes coloniales et de la révolution. **Cela doit nous mener à la conclusion de ce qu'est l'état d'esprit de l'impérialisme. De l'impérialisme et de la bureaucratie, parce que le Pape vient parler à l'O.N.U. après que toutes les bureaucraties des Etats Ouvriers avaient fait savoir, directement ou indirectement, qu'elles resteraient dans la salle durant le discours du Pape. L'acceptation de la présence du Pape à l'O.N.U., de la part de la bureaucratie soviétique, est en faveur du Pape. Parce que cela démontre que les Etats Ouvriers acceptent la médiation et la fonction de l'Eglise. Cela signifie un coup pour la révolution, mais la venue du Pape à l'O.N.U. montre avant tout le recul, chaque fois plus grand, des forces contre-révolutionnaires.**

Octobre 1965.

LE NOUVEAU PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS NE REPOND PAS A LA NECESSITE DE LA DIRECTION REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT

Le P.W.T., l'U.G.S. et le groupement flamand dirigé par Huysmans, ont créé récemment, lors de leur congrès d'octobre, la Confédération Socialiste des Travailleurs. La création de ce nouveau parti est une expression de toute la crise qui se développe dans la direction du mouvement ouvrier. La classe ouvrière rejette de plus en plus ouvertement la politique de conciliation avec le capitalisme, de ses directions. Dans son avant-garde, un secteur important se forme, cherche à s'organiser, à donner une perspective et une issue révolutionnaire à tous les problèmes et les luttes des masses. Et l'avant-garde fait pression sur ses directions. C'est elle qui a obligé les dirigeants socialistes de gauche de rompre avec le P.S.B. Jusqu'à la dernière minute, tous ces dirigeants se sont accrochés au Parti Socialiste. A aucun moment, ils ne se sont préparés pour cette rupture, pour organiser la lutte pour un programme et une tendance révolutionnaires. Ils ont rompu parce qu'ils n'avaient plus aucune issue. Pour ne pas se couper complètement de leur propre base et pour essayer de jouer encore leur rôle, ils se sont résignés à former ce nouveau parti, à canaliser ainsi à leur profit le courant de l'avant-garde qui poussait pour une issue révolutionnaire. Le programme de ce nouveau parti est encore réformiste et de conciliation ! Il ne répond pas aux nécessités de lutte et d'organisation de la classe ouvrière et de tous les militants et les ouvriers qui avaient fait entendre leur aspiration, leur volonté de construire un parti révolutionnaire, un parti internationaliste, un parti propre.

Il y a une contradiction énorme entre les objectifs du nouveau parti : le renversement du capitalisme et l'établissement du régime socialiste, et ses objectifs pour le présent : les réformes de structure. Le programme de réformes de structure conçoit la lutte comme si le capitalisme avait encore assez de ressources et de forces pour supporter des réformes, pour faire des concessions aux masses exploitées. En luttant pour des réformes de structure aujourd'hui, cela recule à un avenir indéfini la lutte pour le pouvoir. Il n'y a aucune relation entre les deux éléments. L'objectif réformiste de ce programme correspond avec les méthodes réformistes et conciliatrices de lutte que propose le nouveau parti : de pression sur les gouvernements et le capitalisme, même au travers de grèves, de pression au travers du Parlement, de conciliation avec les directions syndicales. A aucun moment, la C.S.T. n'envisage l'organisation de l'intervention indépendante de la classe ouvrière et des organismes qui lui permettront de s'exprimer.

Le programme dit : renforcement des organisations syndicales, formation d'un groupe parlementaire. Et leur but est le même au Parlement, comme dans l'appareil syndical : Legrève justifiait son alliance avec les communistes en disant qu'il se proposait ainsi de « gauchir les communistes ». Mais le P.C. est toute une structure basée sur la coexistence pacifique et sur les voies pacifiques au socialisme et qui ne se laissera jamais entraîner sur des positions révolutionnaires. Le résultat d'une telle alliance est que Legrève et les dirigeants du nouveau parti font un front unique avec les Communistes, mais sur la base du programme et des propres conceptions du P.C.

C'est la même chose dans l'appareil syndical : le renforcement des organisations syndicales, sans proposer et sans mettre de l'avant un programme révolutionnaire et l'initiative de la classe ouvrière, revient à couvrir la politique conciliatrice des directions syndicales et à se faire leur allié contre la classe ouvrière qui tend, de plus en plus audacieusement, à déborder ses propres directions.

Sur la base d'un tel programme, le nouveau Parti Socialiste ne pourra se maintenir longtemps en vie. Parce qu'il n'a aucune raison d'être ! S'il fait la concurrence au P.C., au M.P.W., au P.S.B. même, pourquoi faudrait-il se rallier à lui ? Les réformes de structure sont au programme de tous les partis ouvriers. Pourquoi remplacer un parti réformiste par un autre ?

Cependant, si ce nouveau parti a pu naître, c'est parce que les conditions existent pour construire des tendances révolutionnaires dans l'avant-garde prolétarienne. Tout un secteur de l'avant-garde a appuyé ce parti pour le pousser en avant, pour chercher un centre d'organisation. C'est cela qui a donné la force à Huysmans de se lancer à diriger un groupe flamand.

Tous les militants, les ouvriers qui ont impulsé à la formation de ce nouveau parti, doivent continuer la lutte pour la tendance révolutionnaire, pour le parti marxiste-révolutionnaire. Du sein de ce parti, et fondamentalement dans les usines, il faut continuer et développer la lutte pour le Front Unique Anti-Capitaliste, pour l'organisation et l'intervention indépendante de la classe ouvrière, pour faire avancer le programme de transition, le seul avec lequel il sera possible de réaliser cet objectif du renversement du capitalisme.

LE GUERILLERO — N° 15.

DERNIERE HEURE :

La dictature séquestre et assassine les prisonniers politiques
Des hélicoptères yankees bombardent les villages d'Izabal

★ ***Assez de tortures et d,assassinats dans les prisons !***

★ ***Qu,apparaissent les emprisonnés séquestrés par la police et par l,armée !***

★ ***A la porte, les militaires yankees et l,impérialisme !***

★ ***A la porte du Guatemala !***

Nous dénonçons devant les masses du Guatemala et du monde que la dictature de Paralta Azurdia est en train d'assassiner les prisonniers politiques. Les prisons des villes de Guatemala, Puerto Barrios, Zacapa et de tout le pays sont remplies de prisonniers politiques, paysans, ouvriers, étudiants, qui sont frappés chaque nuit. Le 22 juillet, la dictature a assassiné lâchement les camarades **AUGUSTO VICENTE LOARCAS** et **ROMAN NAGERA** dans les rues de Guatemala. Le même jour, elle annonçait avoir emprisonné plus d'une dizaine de paysans, étudiants et ouvriers. La plupart d'entre eux **ONT DISPARU, LA POLICE NIE LES DETENIR EN PRISON. PEUT-ETRE CERTAINS D'ENTRE EUX SONT-ILS MORTS ASSASSINES, LA VIE DE TOUS EST EN DANGER !**

LA DICTATURE EST EN TRAIN D'ASSASSINER DES PAYSANS ET DES OUVRIERS DANS LES PRISONS ! MOBILISONS-NOUS POUR SAUVER LEURS VIES ET METTRE FIN AUX CRIMESS DE LA DICTATURE !

La dictature a été rejetée massivement, unanimement, par tout le peuple du Guatemala au moment de la dernière farce électorale. Sur 100 Guatémaltèques, 95 sont contre la dictature. Cependant, ces archi-criminels continuent d'autant plus la répression, l'assassinat, leur carnage hystérique qu'ils sont plus isolés, repetés et faibles. **IL FAUT EN FINIR AVEC CELA !**

La dictature a ouvert la porte à l'intervention directe de l'impérialisme yankee. **DES HELICOPTERES YANKEES BOMBARDENT DES VILLAGES ET DES CHAMPS DANS LA ZONE DE IZABAL,** et ce depuis le 21 juillet. Les troupes et les mercenaires du gouvernement parcourent la montagne pour rechercher apparemment des guerilleros, mais en réalité pour intimider et terroriser les paysans. **C'EST UNE ACTION COMBINEE ENTRE LES HELICOPTERES YANKEES, LES AGENTS DE L'UNITED FRUIT Co ET L'ARMEE DE PERALTA AZURDIA, CONTRE LES PAYSANS DE IZABAL.** L'armée, à la fin de la période précédente, à la fin des élections, a intensifié les actions d'incendie de villages, la destruction des récoltes, l'assassinat des paysans, la violation des femmes. Ils envahissent les champs, font fuir les paysans, battent et torturent leurs femmes et leurs enfants. Ils emmènent avec eux des dizaines de paysans prisonniers qu'ils torturent et qui ne réapparaissent plus jamais. **BEAUCOUP ONT ETE ASSASSINES IGNOMINIEUSEMENT, DES VILLAGES ENTIERS, COMME PIEDRA-PARADA, ONT ETE INCENDIES ET DETRUITS.** L'agression des diplomates yankees contre les femmes guatémaltèques a provoqué une vague d'indignation et de protestation. C'est là peu de chose à côté des bombardements de villages et des disparitions, tortures et assassinats que doivent endurer les paysans et paysannes.

Depuis le rejet électoral, l'armée de la dictature a intensifé encore plus son offensive criminelle. Incapables et impuissants à écraser la guerilla du « MR 13 » qui continue à s'organiser pour la lutte dans la montagne, les militaires, les valets desYankees, s'acharnent contre les paysans guatémaltèques. C'est là l'unique guerre qu'ils savent faire et dans laquelle ils se sentent forts.

Beaucoup de prisonniers politiques sont en danger de mort. Certains sont blessés et ne reçoivent aucune assistance médicale. Ils sont maintenus dans des cellules immondes. Il y a des dirigeants ouvriers emprisonnés et frappés. L'un des paysans prisonniers risque de perdre la vue et la police l'a fait disparaître. **LES RECOURS AUX DROITS DE LA PERSONNE ET A L'HABEAS CORPUS SONT UNE FARCE !**

Le « MR 13 dénonce ces crimes de la dictature chaque fois plus faible, corrompue et rejetée, dénonce les crimes des militaires qui se sont alliés avec l'armée impérialiste yankee, contre les paysans de notre pays. Le « MR 13 » déclare une fois de plus que tous les sbires, tortionnaires et criminels, représentants et complices de la dictature, comme dans le cas de la révolution cubaine, paieront inexorablement leurs assassinats, leurs crimes et n'échapperont pas à la justice des masses.

Le « MR 13 » lance un appel **URGENT,** vigoureux, aux masses du pays, aux étudiants, paysans, employés, commerçants, professions libérales, à tous les travailleurs du Guatemala, aux organisations ouvrières et étudiantes, aux partis politiques anti-impérialistes, à mener de l'avant, par tous les moyens, une campagne immédiate contre les assassinats, les tortures de la dictature, pour la liberté de tous les emprisonnés politiques, pour les libertés démocratiques des masses.

La levée de l'état de siège est une farce de plus. Les criminels qui gouvernent au nom de l'impérialisme ne s'en iront pas par les méthodes électorales, même s'ils perdent là. Il faut les expulser. Les tortures et les assassinats ne cesseront pas simplement parce que les masses sont contre. Il faut mobiliser maintenant en obligeant le gouvernement à céder et à reculer. **IL FAUT QU'IL SENTE CE REFUS ET LA MOBILISATION ACTIVE, VIGOUREUSE, DES ETUDIANTS, DE LA CLASSE OUVRIERE, DE TOUTE LA POPULATION, PARTOUT !**

NOUS LANÇONS UN APPEL A LA MOBILISATION, A LA REALISATION DE REUNIONS, D'ASSEMBLEES, A ENVOYER DES DECLARATIONS AUX JOURNAUX, A PLUSIEURS JOURNAUX, A PRESENTER DES RECOURS POUR QUE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES PUISSENT ETRE VUS, A EXIGER QUE CESSENT LES TORTURES ET LES DISPARITIONS, A PRESENTER COMME ORGANISATIONS, PARTIS, SYNDICATS, DES RECLAMATIONS POUR OBTENIR QUE LES CHEFS POLICIERS QUI TORTURENT, QUE LES MILITAIRES QUI INCENDIENT SOIENT POURSUIVIS EN JUSTICE.

IL FAUT QUE LES PRISONNIERS DISPARUS REAPPARAISSENT ! QUE REAPPARAISSENT LES DETENUS DEPUIS LE 22 JUILLET, TORTURES, SEQUESTRES PAR LA POLICE ET PAR L'ARMEE ! ASSEZ DE TORTURES ET DE CRIMES ! ASSEZ D'ASSASSINATS DANS LES PRISONS !

IL FAUT QUE LES BLESSES REÇOIVENT UNE ASSISTANCE MEDICALE! QUE SOIT AUTORISEE L'INTERVENTION DE MEDECINS DESIGNES PAR LES FAMILLES OU LES ORGANISATIONS OUVRIERES ET ETUDIANTES ! CHATIMENT IMMEDIAT POUR TOUS LES TORTIONNAIRES ET ASSASSINS ! PAS UN SEUL PRISONNIER POLITIQUE DANS LES PRISONS AU GUATEMALA !

HALTE A LA REPRESSION CONTRE LES PAYSANS ! A BAS LES AVIONS ET LES TROUPES YANKEES QUI BOMBARDENT, MASSACRENT LES PAYSANS DES MONTAGNES ET DE IZABAL ! A LA PORTE L'UNITED FRUIT ! EXPROPRIATION SANS INDEMNISATION DE SES PROPRIETES ! LA TERRE AUX PAYSANS !

A BAS LA DICTATURE MILITAIRE ! VIVE LA GUERILLA DU « M.R. 13 NOVEMBRE » ! VIVE LA REVOLUTION AGRAIRE ET SOCIALISTE AU GUATEMALA ! VIVE LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

Nous lançons un appel aux masses du monde, aux organisations ouvrières, politiques et syndicales, aux centrales et aux syndicats de toute l'Amérique Latine et du monde, aux organisations et partis anti-impérialistes, au mouvement guerillero d'Amérique Latine, aux Etats Ouvriers, à tous les partis, organisations militantes et combattantes anti-impérialistes et anti-capitalistes du monde entier, à lancer une campange mondiale contre la répression de l'impérialisme et de la dictature au Guatemala, contre les assassinats et tortures de paysans, d'ouvriers et prisonniers politiques, pour l'expulsion de l'impérialisme et de ses agents au Gautemala, pour les droits, les libertés démocratiques et la vie des masses guatémaltèques.

Nous lançons un appel à rendre partout public et à donner la plus grande diffusion à cet appel, à y souscrire, à le défendre et à l'appuyer par tous les moyens.

OUVRIERS, ETUDIANTS, PAYSANS, ARMEZ-VOUS !

LA DIRECTION NATIONALE DU M.R. 13 NOVEMBRE.

Guatemala, 9 août 1965.

DANS L'ATTENTE D'UNE NOUVELLE ADRESSE DE L'EDITEUR RESPONSABLE, **N'ADRESSEZ PLUS AUCUNE CORRESPONDANCE** AU 30, NIEUWBRUGKAAI, A GAND.

Les décisions du Soviet Suprême de l'U. R. S. S. aggravent les contradictions entre les intérêts de la bureaucratie et ceux de l'Etat Ouvrier

Par J. POSADAS

La dernière réunion du Soviet Suprême confirme tout ce que nous avons analysé jusqu'à maintenant. Trois membres du Parti ont monté en grade au coût du secteur des administrateurs économistes, planificateurs, etc. : la montée de Brejnev, Poliovsky et Chelipine. Il y a une lutte entre l'appareil du Parti, la bureaucratie et les militaires. L'appareil du parti a peur que le contrôle lui échappe des mains, il sent qu'il va dépendre des administrateurs pour le développement de l'économie. Mais il veut avoir des garanties pour pouvoir les contrôler. Ils se défendent, d'une manière bureaucratique, administrative, à travers la défense de leurs propres intérêts, comme caste bureaucratique de l'Etat Ouvrier.

Cette réforme économique peut mener — s'il n'y a pas de réactions dans un temps de six mois à un an — à une crise sérieuse. La montée de Brejnev et Cie indique une grande lutte interne. En plus, il faut s'attendre dans peu de temps, à de grandes grèves en URSS. Ces grandes grèves en URSS vont ouvrir le chemin pour rencontrer la centralisation et renverser la bureaucratie. Il va y avoir de grandes grèves parce que ces réformes économiques ne vont pas bénéficier à l'ensemble de la classe ouvrière, mais à un petit secteur, au coût du reste. La bureaucratie est complètement désorientée. Elle n'est pas unifiée. En son sein, il y a des intérêts différents qui se forment. C'est tout-à-fait empirique, il n'y a aucune nécessité. Il y a des plans qui sont contradictoires les uns avec les autres, il y a des heurts, des antagonismes. Et cela, inévitablement, doit s'exprimer.

L'armée ne se fait pas encore entendre. Un fait assez significatif est que dans cette réunion du Soviet Suprême, l'armée n'était pas représentée. Toutes les informations indiquent que dans l'armée existent de vieux militaires conservateurs, mais aussi toute une couche de jeunes officiers, qui veulent mener une ligne dure envers l'impérialisme.

Dans la deuxième période, les Chinois ont augmenté leurs attaques et leur agressivité envers la bureaucratie soviétique et ont dit clairement : « Si l'impérialisme nous attaque et la bureaucratie soviétique le soutient, cela signifie la fin de la bureaucratie ». C'est la première fois que les Chinois le posent ainsi. Les Chinois ne se dirigent pas à Brejnev ni à Chelypine, qui sont des bureaucrates insensibles. Ils se sont dirigés à l'armée, parce qu'ils sont au courant qu'il y a toute une couche dans l'armée qui sent qu'une défaite de la Chine signifie un bénéfice pour l'impérialisme et augmente la relation des forces en faveur de l'impérialisme. Les Chinois s'adressent à la couche de l'armée qui aspire à une ligne dure et qui est disposée à mener la lutte contre l'impérialisme. Ils essayent de s'appuyer sur cette couche, de la pressionner, de l'impulser contre l'équipe de Brejnev et Kossyguine. Quand il se passe de tels événements, cela veut dire qu'il y a une crise à l'intérieur de la bureaucratie soviétique et que la bureaucratie essaye de s'en sortir avec ses réformes économiques.

Nous répétons le jugement que nous avons déjà porté, il y a plusieurs années. Le régime capitaliste avec à sa tête l'impérialisme yankee n'a pas la force de concilier à la fois avec les Soviétiques et les Chinois. L'impérialisme doit concilier déjà avec l'URSS et la coexistence pacifique, ce qui permet en une certaine manière d'affaiblir le capitalisme, et le fait en raison de la situation à la quelle sont arrivés les Etats Ouvriers et les possibilités économiques de l'Etat Ouvrier. Tout va contre l'Etat Ouvrier, mais la base est la force économique et militaire de l'E.O. et permet de faire une telle politique. Ce n'est pas que cela soit bien de faire ainsi, mais il est suffisamment développé pour le faire. Pas la Chine qui, en dernière instance, l'affaiblit. Les dernières réformes économiques qu'on vient de faire en URSS, si elles se poursuivent pour plus de deux ans encore, vont poser nécessairement le changement de structure de propriété. Et cela est la mort de la bureaucratie. C'est pour cela que dans la dernière réunion du Comité Central, la bureaucratie du P.C. a gagné des positions et elle est montée à des postes plus hauts, afin de contrôler les secteurs de la bureaucratie administrative et planificative pour empêcher qu'ils n'augmentent leur pouvoir et écarte la bureaucratie du parti.

La bureaucratie de la planification, qui a son intérêt d'existence dans la planification peut à un moment proposer d'instaurer de nouveau la propriété privée, et la bureaucratie du Parti non. Pour cela, ils veulent augmenter le pouvoir du Parti, et en même temps cela indique que la bureaucratie n'a aucune confiance dans ce nouveau plan, et quand ce plan va échouer — comme il va échouer — ils vont être liquidés, comme on a liquidé Krouchtchev. Il va falloir trouver un coupable pour cela et ils tendent à montrer que c'est seulement un secteur de la bureaucratie et pas la bureaucratie dans son ensemble. Cela veut dire que se préparent de nouveaux changements, de nouvelles luttes en URSS.

3 octobre 1965.

LA PRESSE TROTSKYSTE

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA
Casilla 1204 - Correo Central MONTEVIDEO - URUGUAY.

CUARTA INTERNACIONAL
Casilla 1204 - Correo Central MONTEVIDEO - URUGUAY.

ANGLETERRE : RED FLAG
Revolutionary Workers Party, 21, Bolton Rd. E 15, LONDRES.

FRANCE : LUTTE COMMUNISTE
Parti Communiste Révolutionnaire, Roch'congar, 21, av. du Président Wilson, LA PLAINE St-DENIS.

ARGENTINE : VOZ PROLETARIA
Partido Obrero (T), Centenario Uruguayo 1751, Lanus, PCIA de BUENOS AIRES.

CHILI : LUCHA OBRERA
Partido Obrero Revolucionario, Casila 10 D. correo San Miguel, SANTIAGO DE CHILE.

ITALIE : LOTTA OPERAIA
Partito Comunista Revoluzionario, Casella Postale 5059, ROMA - OSTIENSE.

MEXIQUE : VOZ OBRERA
Partido Obrero Revolucionario, Alfonso LIZARRAGUA Apdo. Postal 7 - 1039, MEXICO DF.

URUGUAY : FRENTE OBRERO
Partido Obrero Revolucionario, General Flores 2515, MONTEVIDEO.

S'ADRESSER AUX AUTRES SECTIONS POUR :

ALGERIE : REVOLUTION SOCIALISTE
Groupe IVe Internationale (Trotskyste), ALGER.

BOLIVIE : LUCHA OBRERA
Partido Obrero Revolucionario.

BRESIL : FRENTE OPERAIA

CUBA : VOZ PROLETARIA
Partido Obrero Revolucionario.

ESPAGNE : LUCHA OBRERA
Partido Obrero Revolucionario.

PEROU : VOZ OBRERA
Partido Obrero Revolucionario.

INDONESIE : Un nouveau centre de crise dans la révolution coloniale

(Par J. Posadas)

Il faut donner une grande importance aux derniers événements en Indonésie, de même qu'aux résolutions de la dernière réunion du Soviet en U.R.S.S., parce qu'ils vont exercer une influence sur le cours de la révolution dans le monde entier, sur la lutte des partis politiques, des partis ouvriers, etc. Le parti doit intervenir immédiatement, avec des articles, des réunions. Sans attendre le journal, il faut discuter et sortir une résolution, un document. Si l'on ne peut pas faire une réunion, il faut écrire une lettre, échanger les impressions en ce qui concerne la ligne politique, de manière à pouvoir intervenir immédiatement.

Il est faux de présenter la situation en Indonésie, ayant comme motivation la maladie de Soekarno. Il se peut que sa maladie ait fait déclencher le coup en ce moment, mais cela n'a pas de sens de croire que cette maladie de Soekarno peut provoquer une révolution.

La crise était en train de se développer déjà, sous une forme empirique, depuis tout un temps : les forces de la révolution, des masses qui veulent avancer (et elles l'ont démontré), la nécessité pour la révolution de progresser ; tout cela pose la nécessité de passer à l'étatisation complète. **Ces événements en Indonésie font partie de la situation internationale. L'Indonésie a rompu avec l'O.N.U., a initié la formation de milices : c'étaient des réponses à la nécessité de faire avancer la révolution.** Ceci a provoqué la crise, tant pour ce qui concerne les forces conservatrices, qui veulent s'opposer à cette avance, que pour les forces qui impulsent la révolution — les pro-chinois et le Parti Communiste en particulier. Il est certain que Soekarno représentait un équilibre. Mais lui-même n'a aucune force. L'équilibre qu'il y avait jusqu'aujourd'hui s'inclinait toujours plus vers la gauche ; mais il n'avait aucune force militaire pour imposer une telle orientation. De là vient la crise. Et cette crise n'est pas résolue, quelle que soit la solution transitoire à laquelle on arrive. Il est clair que des mesures armées sont nécessaires pour compléter l'étatisation. **L'Indonésie joue un rôle fondamental dans l'actuelle relation de forces entre la révolution et l'impérialisme. C'est donc une des bases essentielles d'appui aux Chinois et elle exerce une influence sur toute l'Asie. Le Parti Communiste Indonésien a une fonction très importante en relation avec les autres Partis Communistes du monde.**

Même si un coup de droite triomphe en Indonésie, il ne pourra pas perdurer pour longtemps, parce que pour se soutenir, il devrait reculer en ce qui concerne les étatisations, et toutes les prises de position en politique internationale. La politique extérieure de l'Indonésie correspond à sa politique intérieure. Au fur et à mesure que les étatisations avançaient, que les occupations d'usines s'organisaient, que Soekarno proposait lui-même la formation de milices, la rupture avec l'O. N.U. devenait nécessaire, de même que sa solidarité et le Front Unique avec les Chinois, et l'adoption de mesures contre l'impérialisme yankee, jusqu'au point qu'il ne restait que l'ambassadeur des Etats-Unis, et que tous les organismes sur lesquels s'appuie l'impérialisme — les associations culturelles, les clubs, etc., avaient été éliminés.

Cela veut dire que la crise existait déjà. Un secteur de l'Etat Major de l'armée se prononçait contre la formation de milices. C'est cela l'origine de la crise. Et cela n'a rien à voir avec la maladie de Soekarno.

La crise n'est pas résolue en Indonésie. Les rebelles ont pris l'initiative et en plusieurs côtés, il y a des luttes et, suivant les dires d'un haut fonctionnaire gouvernemental, une partie des troupes ont passé du côté des rebelles à Java. A l'encontre de ce que voulait l'armée, Soekarno a dû parler d'« incidents » et Subandrio, le Ministre des Relations Extérieures, réassume ses fonctions et pourtant il faisait partie du Conseil de la Révolution.

Il est important de voir que Soekarno peut jouer ce rôle d'équilibre parce que le Parti Communiste Chinois mène une politique de conciliation. Même en prenant des mesures anti-impérialistes, ces mesures étaient de toute façon limitées, parce qu'on pouvait aller beaucoup plus loin. Par exemple, en ce qui concerne le problème des milices. Le Parti Communiste a deux millions et demi d'affiliés et a obtenu quelque douze millions de votes. Pourquoi n'appelle-t-il pas les masses à sortir dans la rue quand il fait un appel à la formation de milices ? Il peut le faire ! Le mot d'ordre qu'il lance, des milices, est révolutionnaire. Mais les moyens pour l'appliquer pas. Les milices sont nécessaires et le P.C. les agite parce qu'il comprend que l'armée est aux mains de la droite, et même ainsi, il agit sous l'impulsion des Chinois. S'ils s'étaient lancés à l'organisation de milices, il n'y aurait pas eu un tel problème : l'armée n'aurait pas eu des possibilités pour donner un coup. Les secteurs conservateurs de l'armée, liés aux propriétaires fonciers et le secteur des commerçants — qui existent encore en Indonésie — sont la base de la pénétration pour l'impérialisme — se sont opposés aux milices. Aujourd'hui, dans un journal, on rappelle une phrase du Ministre de la Guerre : quand les Chinois proposaient l'organisation de milices en Indonésie, les généraux indonésiens ont dit : « Ce qui est bien pour la Chine ne l'est pas nécessairement pour l'Indonésie ». Cela exprimait toute une crise en puissance, et c'est dans une telle situation qu'une douleur de Soekarno peut provoquer une guerre civile. La crise est grave et elle va perdurer, même si la droite gagne. Pour cela, il faut inclure ces événements dans le processus de montée de la révolution. Cependant, il y a un danger assez grand : celui de la division de l'Indonésie. Une telle division peut momentanément être favorable à l'impérialisme. Mais par après pas, parce que cela va être un motif pour la guerre civile qui va mouvoir toute l'Asie.

4 octobre 1965.

J. POSADAS.

« La Lutte Ouvrière » fait peau neuve

Ce numéro de « La Lutte Ouvrière » inaugure la sortie de notre journal sur huit pages. Cette mesure, ainsi que d'autres, répondent à la préoccupation du Parti d'améliorer le journal afin d'en faire un instrument politique aussi perfectionné que possible.

Dans le même ordre d'idées, il a été décidé de l'imprimer en plus petits caractères afin de permettre la publication de la majeure partie des documents de l'Internationale qui sont d'une valeur immense dans le travail de construction d'une tendance révolutionnaire en Belgique et dans la lutte pour le Front Unique Anti-Capitaliste.

Les documents de l'Internationale et particulièrement du camarade Posadas acquièrent de plus en plus de poids dans la construction du Front Unique Anti-Impérialiste Mondial auquel ils sont une contribution irremplaçable. Ce critère est à la base de cette décision d'améliorer constamment notre journal.

Parmi d'autres mesures dans ce sens, il convient de noter que d'ici peu, la présentation du titre de notre journal sera modifiée et légèrement amputées pour devenir « LUTTE OUVRIERE », en place de « La Lutte Ouvrière ».

Parmi les autres décisions à retenir, il y a la publication d'un bulletin « Supplément à Lutte Ouvrière » qui reprendra les principaux documents de l'Internationale et paraîtra régulièrement. Les titres de ces bulletins ainsi que le moyen de se les procurer seront communiqués prochainement.

Il va de soi que toutes ces mesures nécessitent de grands efforts financiers du Parti qui renouvelle ses appels aux sympathisants à cotiser, à s'abonner et à diffuser « LUTTE OUVRIERE ».

Le 24 octobre 1965. Le Comité de Rédaction.

LOCAL DU PARTI :
RUE DES BRASSEURS, 17
GILLY
Permanence de 18 h. 30 à 19 h. 30 sauf samedi et dimanche.

SUPPLEMENTS A « LUTTE OUVRIERE »

N° 1 GUATEMALA

N° 2 ESPAGNE

N° 3 MEXIQUE

N° 4 HOMMAGE A LEON TROTSKY

N° 5 DOCUMENTS DE LA DERNIERE ECOLE DES CADRES DE LA IVe INTERNATIONALE EN AMERIQUE LATINE.

POUR VOUS ABONNER

ABONNEMENT ORDINAIRE :

6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS

1 an — 24 numéros : 100 FRANCS

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS

EDITEUR RESPONSABLE
CLAUDINE POLET
30, Nieuwbrugkaai, GAND.

La lutte pour le programme révolutionnaire est la tâche la plus importante du Prolétariat Italien

par J. POSADAS (page 4)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière

SPÉCIMEN

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

LISEZ EN PAGE 2 :

Les réformes économiques en U.R.S.S., portent atteinte à l'Etat Ouvrier, développent des privilèges et ouvrent une étape de grèves, de lutte ouvrière vers le renversement du pouvoir de la bureaucratie.

Par J. POSADAS.

4me Année. — N° 38. — 20-11-1965.

BI-MENSUEL

5 FRANCS.

PAS D'ECONOMIES SUR LE DOS DES MASSES!

Pour mener la lutte, il faut construire la Tendance Révolutionnaire

Editorial

Le programme financier du gouvernement va faire peser sur la masse ouvrière et toutes les masses exploitées les déficits et les nouvelles ressources que cherche l'Etat capitaliste pour payer sa politique de préparation de la guerre et de crise économique.

Apparemment, le gouvernement va diminuer les impôts directs pour les revenus modestes. Mais en réalité, toutes les augmentations des impôts indirects, des taxes, la diminution des crédits aux chemins de fer, etc., vont entraîner rapidement une forte hausse du coût de la vie, l'augmentation des produits de consommation, des loyers, des transports. En plus, tout le soi-disant programme social du gouvernement, ce sont les travailleurs qui le paieront avec l'augmentation des cotisations sociales.

Il faut ajouter les nouvelles taxes communales, puisque l'Etat réduit ses crédits aux communes.

Ce budget de l'Etat est destiné essentiellement à renforcer l'armée et la préparation à la guerre atomique, à soutenir le capitalisme dans ses besoins annuels de concentration, d'automation.

Les socialistes participent à tout ce programme, pour cautionner de telles mesures et donner des garanties à la bourgeoisie, qu'ils empêcheront les initiatives et les interventions de la classe ouvrière. Ils présentent leur participation comme une nécessité pour empêcher la régression sociale. Mais ils sont les complices et les collaborateurs directs de toute la politique de la bourgeoisie contre les masses. Leur opposition a été purement formelle : ils ont obtenu de faire lever un impôt sur les revenus de plus d'un million ! Mais à ce prix, ils acceptent toutes les mesures qui vont conduire à une détérioration encore plus rapide du niveau de vie des masses.

S'il est vrai que le chômage ne pèse pas encore lourdement sur l'ensemble de la classe, parce qu'il reste une certaine capacité d'absorption dans l'industrie de la guerre, mais cela ne pourra durer ainsi. Pour maintenir et augmenter ses bénéfices, la concentration des capitaux et des entreprises va s'accentuer aux dépens des petites et moyennes entreprises. L'automation permettra également au capitalisme d'augmenter sa production, tout en licenciant des ouvriers, et ainsi de réduire le prix de revient des produits. Partout d'ailleurs, les patrons cherchent une main-d'œuvre moins chère. Cela se voit déjà clairement pour les charbonnages. Les mineurs licenciés à la suite des fermetures ne sont réembauchés qu'avec des salaires beaucoup plus bas. Ainsi les patrons comptent faire pression sur l'ensemble de la classe, en mettant un frein à la lutte revendicative en matière de salaires.

Et le P.S.B. au gouvernement cautionne toute cette politique ! Son opposition ne vise pas à une pression sur le gouvernement, mais c'est une façon de manœuvrer pour ne pas apparaître devant la classe ouvrière avec des mains trop sales et de garder un semblant de contrôle, après que la classe ouvrière, lors des dernières élections, a marqué son dégoût de cette politique traître et anti-ouvrière.

L'avant-garde ouvrière a déserté finalement le P.S.B., qui ne peut plus être un centre pour ces luttes et elle s'est exprimée en votant pour les Trotskystes, en appuyant électoralement le P.C., ou en s'abstenant. Une couche importante de l'avant-garde a voulu se centrer dans le P.C.. Mais déjà ce parti couve une crise, parce que lui non plus ne pose une alternative révolutionnaire et n'est pas disposé à se reposer sur la volonté de lutte de sa base. Cette crise ne se déroule pas encore au grand jour, grâce à la crise du P.S.B. et le fait que cette couche l'a appuyé électoralement. Mais les premiers aspects de crise se sont déjà fait jour : l'exclusion de Grippa et Cie, la grève du « Drapeau Rouge » et la discussion qui s'est déroulée récemment entre le sénateur Noël et la direction du Parti. Dans cette discussion, ni Noël ni Burnelle n'ont exprimé leur propre point de vue. D'une façon différente, ils ont donné une réponse indirecte, bureaucratique à la pression de cette avant-garde. René Noël, qui est en contact direct avec une large couche qui a déserté le P.S.B., a répondu en disant qu'il fallait laisser de côté cet organisme mort qu'est le P. S.B. intégré au régime capitaliste. Pourtant, Noël n'est ni plus ni moins bureaucrate que Burnelle, qui veut faire pression sur le P.S.B. et l'obliger à « coller plus au mouvement ouvrier » parce qu'il estime que l'écroulement total du P.S.B. ne profitera pas à « La Gauche ». C'est-à-dire que Burnelle compte encore sur l'appareil et l'expérience du P.S.B. pour contenir, d'une meilleure façon, la lutte de la classe. Mais en même temps, il doit agir avec diligence, en parlant de « gauchir le P.S.B. » parce qu'il sent bien le danger (pour lui et son appareil) que la classe prend conscience du manque total de contenu de lutte du P.C. et cherchera son centre ailleurs, ce qui provoquerait la rupture du P.C.

Pour cette raison d'ailleurs, le P.C. offre en même temps le dialogue avec le P.W.T. qui d'ailleurs accépte volontairement cette offre, prouvant ainsi une fois encore qu'en fait il n'a rien de nouveau à présenter, qu'un réformisme mieux présenté que celui du P.S.B. et du P.C., avec une terminologie plus violente, plus à gauche, mais qui cache une attitude tout-à-fait semblable à celle du P.C. Ainsi le P.W.T. fait l'éloge du congrès du P.C., où la classe ouvrière aurait été présente et dans lequel, malgré quelques différences secondaires, le programme de « La Gauche » aurait trouvé son expression : le fédéralisme et les réformes de structure. Est-ce le programme du P.C., du P.W.T. qui s'est exprimé dans ce congrès ? Ne serait-ce pas plutôt le programme commun du réformisme ? D'ailleurs, sur d'autres points encore, le P.W.T. et le P.C. se rejoignent drôlement. La politique du P.C. ? Faire pression sur le gouvernement pour qu'il continue à céder des réformes. Celui du P.W.T. : faire pression sur le P.C. pour qu'il fasse plus pression sur le gouvernement !

Sa propre politique, sous une forme plus démagogique, exprime le même phénomène : « Préparer l'action contre les fermetures des entreprises ». Quelle action, comment la préparer ? En instaurant le contrôle ouvrier et en exigeant l'ouverture des livres de comptes patronaux.

Mais pour le P.W.T., ces mots d'ordre sont tout-à-fait vidés de leur sens révolutionnaire. Il exige le contrôle ouvrier sur les subsides du gouvernement contre le déclin économique, à travers les conseils d'entreprises, en y associant un commissaire nommé par le Ministère de l'Emploi, donc un agent du gouvernement et du capitalisme. C'est une tromperie pure et simple de la classe ouvrière, qui ne tardera pas à s'en rendre compte. Il n'y a plus de place pour un nouveau réformisme et le P.W.T., en maintenant cette ligne, est destiné à la mort, quoique son appareil, qui déjà n'a pas la force de celui du P.S.B. ou même du P.C., peut encore subsister pour un petit temps.

L'avant-garde ouvrière belge, en même temps, est en train d'accumuler une énorme force et sécurité, qui cherche une nouvelle issue, un centre révolutionnaire. Déjà cette force s'est exprimée directement dans la grève 1960-61 (qui se rediscute avec une nouvelle force dans les usines), la grève de La Batterie, la menace d'occupation des usines textiles à Braine-le-Comte, et dans une série innombrable de grèves et mobilisations de tous côtés, et s'est exprimée d'une façon indirecte dans les élections législatives. C'est la tendance révolutionnaire fraîche et dynamique qui est en train de trouver une issue. Elle n'a pas encore trouvé son expression organisée, mais son existence est prouvée par la réponse que les Partis Ouvriers et syndicats doivent donner dans les congrès et déclarations, quand ils doivent parler des nationalisations des entreprises, d'une forme d'index qui représente mieux le coût de la vie — en y insérant les loyers, les services, les légumes et les fruits — quand la lutte pour les 40 heures immédiatement se traduit dans le congrès de la F.G.T.B., où les délégués sont pourtant bien sélectionnés.

Et cette avant-garde, qui vit et agit dans la classe et ne manquera pas de l'entraîner tout entière, ne tardera pas à comprendre le rôle de ses directions — tant P.S.B. que P.C. et P.W.T. — pour se lancer avec un majeur effort à l'organisation concrète de ses organismes de combat pour un programme de lutte de classe et révolutionnaire.

Nous faison un appel à cette avant-garde, et particulièrement celle qui se trouve au P.C., après avoir abandonné le P.S.B., pour analyser le rôle de leur direction et continuer la lutte dans l'organisation du Front Unique anti-capitaliste à la base, dans les usines et quartiers, pour donner une réponse vigoureuse d'action de classe à l'offensive du patronat, en discutant du programme et moyens de lutte pour imposer ses solutions, en exigeant la pleine démocratie syndicale dans les entreprises.

LE 48ème ANNIVERSAIRE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Les masses du monde mènent de l'avant son programme et ses objectifs.

Ce sont les masses du monde entier, dans leur lutte héroïque pour le triomphe de la révolution, qui sont en train d'apporter le plus grand hommage à la Révolution d'Octobre 1917.

En 1917, pour la premièer fois dans son histoire, la classe ouvrière a pris le pouvoir, a construit le premier Etat Ouvrier et a ouvert ainsi l'époque que nous vivons maintenant : celle de l'avance et du triomphe de la révolution mondiale.

Les masses exploitées du monde se lancent dans cette même lutte, avec le même dévouement, la même audace révolutionnaire, avec leur énorme capacité de création et d'organisation. Mais elles ont, pour appuyer leurs luttes, l'exemple de l'Etat Ouvrier Soviétique et de tous les Etots Ouvriers qui se sont construits après lui.

Malgré l'usurpation du pouvoir par la bureaucratie soviétique, malgré la dégénérescence des Partis Communistes, la classe ouvrière a pu, non seulement sauvegarder et faire avancer sa première conquête historique, mais construire 13 nouveaux Etats Ouvriers et faire avancer la révolution à l'échelle mondiale.

L'objectif fondamental de l'Etat Ouvrier Soviétique, sous la direction du Parti Bolchevik, de Lénine et de Trotsky, était de s'appuyer sur cette conquête pour étendre la révolution. La continuation et le développement de l'Etat Ouvrier se trouvent dans le triomphe mondial de la révolution. C'est cela que les masses du monde sont en train de réaliser aujourd'hui.

La bureaucratie soviétique a employé toute sa force matérielle, son énorme appareil de répression et la propre autorité des Etats Ouvriers, pour empêcher cette extension de la révolution, laisser écraser et abandonner les révolutions dans d'autres pays; pour défendre ses privilèges et ses fonctions usurpatrices, avec la coexistence pacifique.

Mais elle n'a pu y parvenir, parce que la révolution socialiste est une nécessité historique, qui doit triompher.

Les masses et le prolétariat de l'URSS ont maintenu bien vivantes toutes les traditions, et la force de leur révolution, du pouvoir des Soviets, et de la démocratie socialiste. Elles sont en train de mûrir en elles les conditions pour revenir à cette étape, où c'était elles qui dirigeaient, qui créaient, qui décidaient. La Révolution Politique continue à avancer en URSS et provoque la crise, et va liquider à bref délai le pouvoir de la bureaucratie.

Pour l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, les autorités soviétiques veulent « réhabiliter » trotsky, dans une certaine mesure. C'est une démonstration formidable de leur décomposition ! Elles ne peuvent continuer à imposer le mensonge et la mystification, et Trotsky est bien vivant dans les masses soviétiques.

Mais Trotsky, ce n'est pas un nom, c'est le programme de la pleine démocratie socialiste, de l'intervention et du pouvoir de décision, des masses. C'est pour faire face à la volonté des masses soviétiques de réaliser ce programme que la bureaucratie soviétique parle maintenant de réhabiliter Trotsky. Mais elle n'a pas la capacité, ni l'intérêt de rétablir la démocratie, de soutenir et de faire avancer la révolution mondiale. Cela représente sa mort ! Ce sont les masses révolutionnaires, les masses soviétiques et du monde entier qui la liquideront, parce qu'elles feront triompher leurs aspirations, elles feront triompher les idées de 1917, la révolution socialiste, dans le monde entier.

Il ne s'agit pas de commémorer un anniversaire. Nous devons tirer pour aujourd'hui, pour la lutte d'aujourd'hui toutes les expériences et la richesse immenses de la Révolution d'Octobre et de l'époque révolutionnaire qu'elle a inaugurée. Depuis 1917, les masses ont accumulé une très riche expérience et l'exemple de la Révolution Russe et de l'avance de tous les Etats Ouvriers ont élevé la conscience socialiste des masses. Lénine et Trotsky, le Parti Bolchevik, ont posé les jalons et l'exemple de la direction révolutionnaire ; la IVe Internationale les a maintenus dans toute leur pureté et leur force. Elle défend et mène de l'avant avec la même décision et responsabilité révolutionnaire sous la direction du camarade Posadas, la lutte pour le programme et les méthodes, la conception bolchevique de la révolution socialiste.

L'étape d'aujourd'hui est celle de la construction de la direction mondiale révolutionnaire des masses, de la nouvelle Internationale Communiste des masses. Les masses du monde, avec leur énorme conscience et capacité, en posent les conditions dans le Front Unique qu'elles réalisent, dans les faits, contre l'impérialisme et le capitalisme.

LES REFORMES ECONOMIQUES EN U.R.S.S. DEVELOPPENT DES PRIVILEGES ET DE LUTTE OUVRIERE VERS LE RENVERSEMENT

par J. POSADAS

Les récentes réformes économiques et de planification en URSS sont en relation avec les changements intervenus au sein du Soviet Suprême avec la montée de Brejnev, Ponansky et Chelepine : ce sont là deux aspects d'une même évolution.

Ces réformes économiques sont réactionnaires : elles marquent un recul, un retour à des formes capitalistes. Elles ouvrent la porte à l'établissement de relations capitalistes. Non seulement les rapports normalement basés sur le salaire, le revenu, sont renforcés, mais cette fois il y a affaiblissement de la planification, de la possibilité, pour l'Etat Ouvrier de contrôler la production, les prix ou le marché. C'est une ouverture vers le capitalisme. Mais ils ne vont pas réussir dans leur tentative, nous en sommes certains : la classe ouvrière va les liquider avant qu'ils n'aient pu parvenir à leurs fins. La classe ouvrière a été capable de renverser le tzarisme ; elle a liquidé le capitalisme dans plus de la moitié de l'Europe ; de même en Chine, à Cuba ; elle est en train de l'expulser dans quinze autre pays : dans peu de temps encore, elle va renverser également la bureaucratie soviétique.

La réforme qu'ils viennent d'introduire ne se justifie absolument pas du point de vue économique. La bureaucratie a publié récemment — ce sont Brejnev et Kossyguine qui en ont informé — qu'il y a eu un énorme progrès de l'économie soviétique, une augmentation formidable de la production et de la productivité. Il n'y avait donc aucune raison économique d'introduire de nouvelles réformes, puisque l'augmentation est progressive et constante. Tous les leaders soviétiques coïncident dans leurs rapports pour souligner que l'économie soviétique est en train de dépasser l'économie capitaliste. Pourquoi, alors, introduire maintenant de telles réformes ?

Ceci signifie que les véritables raisons ne sont pas de cet ordre. La véritable cause de ces réformes, c'est que la bureaucratie ne peut plus maintenir l'ancienne planification et défendre en même temps son rôle. Dans le processus de développement de l'économie et de la société soviétiques, s'est développé et continue à se développer un secteur de la bureaucratie, celui des planificateurs, des administrateurs, des techniciens, des gérants, et aussi une partie de l'aristocratie ouvrière, et c'est ce secteur là qui est intéressé aux réformes actuelles. C'est Kossyguine qui a présenté le rapport. Avec des hommes comme Liberman, il a été à la tête de la campagne pour les réformes et les changements. Car les mesures qui viennent d'être prises sont le résultat d'une discussion qui dure depuis plusieurs années et qui met aux prises ce secteur de la bureaucratie avec celui de l'appareil du Parti. Il s'agit là de secteurs différents de la bureaucratie, dont les intérêts sont également différents.

Les récentes réformes ont été imposées par le secteur des techniciens. Ceux-ci n'ont aucune perspective dans le développement de l'économie planifiée. Le degré de développement atteint par l'économie soviétique, même réalisé à travers une planification bureaucratique exige de plus en plus l'intervention des masses, une intervention directe, une espèce de contrôle ouvrier de la production. Non pas un contrôle ouvrier dans le sens de celui que le prolétariat revendique sous régime capitaliste, mais une planification qui réponde au besoin, à l'exigence de développement de l'économie soviétique, qui soit en accord avec l'énorme puissance de l'économie soviétique, où cependant un secteur reste très faible : l'agriculture.

Les dernières réformes introduites ne vont pas développer, élever la puissance de l'économie soviétique, mais au contraire l'affaiblir. Ce qui a permis à l'Etat Ouvrier de dépasser le capitalisme et de réaliser en 30 ans ce que le capitalisme n'a pas été capable de faire en plusieurs siècles, c'est la planification, la centralisation, la soumission de toute l'économie à un plan, et la décentralisation dans l'application de ce plan. L'élimination de ce plan central va perturber, porter atteinte au développement de la puissance et de la centralisation de la force économique et sociale de l'Etat Ouvrier. Or celui-ci a pu se développer, développer son industrie métallurgique, chimique, la physique et la technique, une puissante industrie atomique grâce justement à la centralisation.

La planification de la production permet de calculer le coût de production et de vente, de produire en fonction des besoins de la consommation. Elle n'empêche pas le public d'acheter plus tel produit que tel autre, mais exerce une pression pour qu'on produise plus tel ou tel article. Cette pression, dans la mesure où elle est planifiée, contrôlée, dans la mesure où l'Etat n'agit pas dans le but de rechercher un profit quelconque, ne signifie pas automatiquement, comme en régime capitaliste, hausse des prix. L'offre et la demande sont contrôlées, et non éliminées, puisque les consommateurs continuent à exercer une pression en achetant tel produit plutôt que tel autre, mais une acceptation plus grande d'un article ne se traduit en aucun cas par élévation de son prix. Les hausses des prix ne peuvent être provoquées que par une hausse du coût de production : augmentation du prix des matières premières si celles-ci doivent être importées, par exemple.

L'économie planifiée, le contrôle du commerce extérieur, seul l'Etat Ouvrier est en mesure de les réaliser parce que son intérêt n'est pas déterminé par le profit. La vente d'une série de produits sur le marché libre va provoquer une hausse des prix. Les bureaucrates vont essayer d'empêcher cette hausse, mais dans le marché libre, aucun contrôle n'est plus possible, un marché noir, parallèle, va donc surgir.

C'est cette centralisation que les mesures actuelles tendent à rompre. Elles n'ont pas encore touché tous les secteurs de l'économie, mais si la bureaucratie se maintient au pouvoir, elle va tendre à entraîner dans cette voie l'ensemble de l'économie : telle est la logique des réformes actuelles.

Nous répétons que la bureaucratie ne pourra pas mener sa tentative jusqu'au bout, car elle sera renversée avant. Les nouvelles réformes impliquent en même temps une assez grande différenciation entre les usines. Ce n'est pas l'autosuggestion : c'est pire encore, c'est encore plus réactionnaire. L'autogestion représente un recul par rapport à la planification. La preuve en est la Yougoslavie qui vient de faire des réformes dans un sens capitaliste. La Yougoslavie n'est pas un état capitaliste, elle n'est pas encore revenue au capitalisme, mais les coups répétés portés à la planification de l'économie et de la production vont entraîner inévitablement, postérieurement, un retour à la propriété privée de secteurs entiers de l'économie. C'est à cela que conduisent les réformes de la bureaucratie, mais elle ne va pas pouvoir le faire. Les récentes réformes économiques en Yougoslavie, les diminutions des salaires, l'énorme augmentation du prix des principaux articles de consommation et le chômage sont des résultats de la même ligne. Dans l'Etat Ouvrier, il ne peut pas, il ne doit pas y avoir de chômage. En Yougoslavie, ce sont les réformes économiques, le recul de la centralisation, le retour aux intérêts particuliers de chaque usine qui ont conduit à une telle situation. Sous le régime de propriété étatisée, la planification centralisée élimine la recherche de l'intérêt particulier de telle ou telle usine. Une planification à l'échelle nationale unifie toutes les forces du pays et la production s'organise en fonction des intérêts de l'ensemble du pays, sans tenir compte des intérêts particuliers de tels ou tels secteurs. L'objectif n'est pas, alors, l'obtention d'un profit, mais de produire en fonction des besoins de la population, de ce que celle-ci peut payer, de produire les armes nécessaires pour la défense nationale, et de développer l'économie dans son ensemble. Seule la planification centralisée permet d'atteindre de tels objectifs, même si on est obligé de maintenir pendant un certain temps le salaire. La planification centralisée empêche le développement des intérêts particuliers de couches ou de secteurs de la société. C'est du rôle de la bureaucratie dans l'économie que surgit la base pour le sentiment, la conscience d'intérêts privés. Tant que l'être humain continue à être soumis à la nécessité de produire pour vivre, comme c'est encore le cas, son rôle dans l'économie détermine son rôle dans la société. Le prolétariat a un rôle déterminant dans la société parce qu'il a un rôle irremplaçable dans l'économie. Sa conscience de classe, le développement de sa conscience socialiste dépendent de son rôle dans l'économie car c'est ce qui lui permet d'acquérir la conscience collective qui est la base de la conscience communiste. Il sent que dans l'usine, l'atelier, dans les champs, c'est l'ensemble des ouvriers qui détermine la production. Chaque ouvrier en particulier n'est rien : ensemble, ils représentent une force immense. Les ouvriers sentent qu'ils sont les cellules de base de la société et c'est ainsi que s'élève en eux la conscience collective.

Le marxisme, le bolchévisme, le trotskysme se sont développés, non pas en raison de leur propagande, mais parce qu'existent les conditions sociales et historiques qui leur permettent de se développer. Ces conditions sont déterminées par le rôle de la classe dans la production. La formation de sa conscience collective, solidaire, fraternelle, la formation du sentiment et de la conscience socialistes naissent de son rôle dans l'économie. C'est parce que l'ouvrier voit que son rôle dans la production est collectif, que son intérêt est collectif, que sa conscience collective et son sentiment socialiste s'élèvent : sa solution est la solution pour tous et par conséquent progressiste et nécessaire.

Le retour en arrière, le retour à la production déterminée par l'intérêt de chaque usine particulière ne représente pas seulement une décentralisation : cette mesure tend à développer des intérêts privés, et tout comme l'autogestion, elle n'a pas pour but d'élever la conscience socialiste des masses. Elle ne tend pas à développer l'esprit collectif socialiste, bien au contraire, elle tend à le détruire. Aucune propagande ne peut remédier les effets de telles mesures.

La planification centralisée, la production en fonction des besoins de la population tout entière, et à des prix adaptés au pouvoir d'achat, même quand cette production reste encore insuffisante pour couvrir tous les besoins, développent le sentiment et la conscience collectifs. La production en fonction de celui qui peut payer, qui a les moyens de choisir et de décider, stimule au contraire les intérêts individuels, s'oppose et empêche le développement de la conscience socialiste et favorise le développement de couches, de secteurs complets de la société qui ont intérêt à tirer le maximum de profit pour eux, aux dépens du reste.

CES REFORMES VONT STIMULER EN URSS, LA REANIMATION DE LA LUTTE DE CLASSE.

Cette réforme que vient de faire la bureaucratie est un stimulant immense pour les intérêts privés, particuliers, de secteurs importants de la société soviétique. Une telle mesure va, de plus, stimuler la lutte entre différents secteurs pour la distribution du revenu national à leur propre profit.

Jusqu'à présent, les syndicats soviétiques ont été ignorés. Il n'y a aucune vie syndicale en Union Soviétique : les syndicats y ont une existence purement nominale. Les Partis Communistes du monde entier, y compris les Cubains et les Chinois, Mao Tsé Tung et Fidel Castro n'ont fait à ce sujet aucune critique, aucune attaque, n'ont mené aucune campagne pour réclamer la liberté syndicale en Union Soviétique, pour réclamer le droit, pour les masses soviétiques, à s'exprimer librement à travers leurs syndicats. Le P.C. et l'Etat Ouvrier Chinois ont pourtant là un puissant argument contre la bureaucratie soviétique. Pourquoi ne l'ont-ils jamais utilisé ? C'est qu'une critique sur ce point à la bureaucratie se retournerait aussitôt contre eux. La même chose pour Fidel Castro.

Ces réformes vont encore aggraver les contradictions et les antagonismes entre la bureaucratie, les administrateurs, les planificateurs et l'aristocratie ouvrière. Il existe en Union Soviétique une aristocratie constituée par ceux qui étaient, il y a 30 ans, les Stakhanovistes, et ceux, qui sans être Stakhanovistes, en raison de diverses raisons de l'économie, reçoivent des salaires allant jusqu'au double de celui d'un ouvrier normal. L'immense majorité des ouvriers soviétiques consomment peu. Les statistiques que fournissent les usines d'automobiles, de textiles, de machines à coudre, etc., montrent que ces articles ne sont achetés que par un secteur très restreint de la population. Si ces articles ne se fabriquent pas en plus grande quantité, ce n'est pas faute d'une plus grande capacité productive, mais faute de marché, c'est-à-dire de gens en mesure de les acheter.

Ces réformes ont pour but, entre autres, de satisfaire tout un secteur énorme, de millions et de millions de bureaucrates, qui peuvent, eux, acheter, choisir et sélectionner, qui ont élevé des exigences et des prétentions au-dessus du niveau de la société soviétique. Ce sont eux qui ont à la fois assez d'argent pour acheter et le pouvoir d'exiger pour eux-mêmes et à leur bénéfice exclusif, une meilleure production. Les réformes ne sont pas destinées au bénéfice de tout le peuple soviétique, mais seulement d'une couche de 10, 15 ou 20 millions de bureaucrates.

La preuve en est que ces réformes touchent justement les articles que consomme la bureaucratie : machines à coudre, téléviseurs, tissus, chaussures : pas des chaussures ou des tissus de consommation courante, mais des articles d'un certain luxe, à l'usage de la bureaucratie.

Ceci est un des effets de la réforme, mais sa cause véritable, profonde, est que la bureaucratie ne peut plus continuer à planifier. Le résultat des derniers plans a montré que la bureaucratie est incapable de résoudre des problèmees comme celui de l'agriculture. En continuant avec de telles planifications, la bureaucratie se trouverait aux prises avec de grands obstacles et de grandes contradictions. Contradiction entre les masses, les paysans en premier lieu, et un secteur de la bureaucratie qui, pour essayer de stimuler le retour au capitalisme à une plus grande échelle, pour justifier sa propre existence, a introduit ces réformes. Pour pouvoir les réaliser, la bureaucratie a besoin de la coexistence pacifique poussée à fond, alors que les nécessités sociales du développement de l'Union Soviétique et de la révolution coloniale et mondiale entrent de plus en plus en contradiction avec cette coexistence pacifique. A bref délai, cette contradiction va éclater ouvertement et de plus en plus ouvertement à l'intérieur même de l'Union Soviétique. Le secteur bureaucratique des administrateurs et planificateurs est celui qui a poussé l'ensemble de la bureaucratie à adopter de telles mesures. C'est le produit de luttes antérieures au sein de la bureaucratie. De telles luttes n'ont pas pour but le progrès de l'Union Soviétique, mais montrent, de plus en plus clairement que la bureaucratie est incapable de continuer à diriger l'Etat Ouvrier comme elle l'a fait jusqu'ici.

Jusqu'ici, pour justifier son rôle de direction, la bureaucratie défendait au moins les formes historiques de l'Etat Ouvrier.

Cette fois, pour se défendre, pour subsister, pour éviter l'éclatement entre les trois secteurs fondamentaux de la bureaucratie : le Parti, l'Armée et les planificateurs, la bureaucratie en vient à faire de telles concessions qui sont un énorme pas en arrière sur les conquêtes historiques de l'Etat Ouvrier. Ce n'est pas là l'aboutissement d'un plan tendant à faire progresser l'économie : de telles mesures ne vont pas développer l'économie soviétique, mais au contraire, la faire reculer. Il peut y avoir un développement pendant 6 mois, mais en mesurant dans un délai historique plus large, ces réformes vont provoquer un recul. L'exemple de la Yougoslavie est éloquent.

LES FOURONS : pour la défense des droits démocratiques des masses, il faut lutter pour le pouvoir ouvrier.

Lorsque le précédent gouvernement P.S.B. - P.S.C. a décidé que les Fourons appartenaient désormais à la province flamande du Limbourg, il l'a fait avec le plus grand arbitraire et contre la volonté exprimée par toute la population de rester dans la province de Liège. C'était une provocation consciente de la bourgeoisie, et cela faisait partie de toute son offensive destinée à détourner sur le plan linguistique les préoccupations et l'agitation des directions du mouvement ouvrier.

Cette décision ne provenait d'aucune nécessité économique ou autre, de la bourgeoisie. Elle l'a prise dans un but délibéré de provocation ! C'est dans ce même but qu'elle organise, finance et donne des armes aux groupes fascistes du « « Vlaamse Militanten Orde », pour faire des actes de vandalisme dans les villages des Fourons.

Quelle doit être la réponse du mouvement ouvrier ? La population des Fourons défend son droit légitime à l'auto-détermination. Mais on ne peut pas considérer ce problème isolément de toute la politique de la bourgeoisie et de la réponse de classe que doit y donner la classe ouvrière.

La préoccupation fondamentale de la bourgeoisie est de se défendre contre la lutte anti-capitaliste de la classe ouvrière. Pour cela, tous les moyens sont bons. Pour cela, elle s'appuie sur le Part Socialiste ; et elle tire avantage de la politique réformiste de toutes les directions du mouvement ouvrier ; principalement ici, du M.P.W., qui a basé sa politique sur le fédéralisme et la défense de la « Communauté Wallonne ». Le M.P.W. fait de la lutte pour les Fourons, le centre de son agitation. Mais pourquoi n'a-t-il pas fait la même chose contre les fermetures d'usines, pour organiser la solidarité avec les mineurs de La Batterie, pour appuyer et élargir leur grève ? Parce qu'il s'agissait alors d'affronter directement le capitalisme, d'avancer des positions de lutte de classe et révolutionnaire, de permettre l'intervention indépendante de la classe ouvrière.

L'agitation à propos des Fourons, donne apparemment une couverture combative à la direction du M.P.W., sans l'obliger à aller plus loin.

Cependant, toute son agitation à propos des Fourons même est sans issue, parce qu'elle pose la lutte en abstrait, sans y mettre en cause le régime capitaliste ! Il en est de la population des Fourons, comme de tous les droits démocratiques des masses : la bourgeoisie tendra toujours plus à les restreindre, à les réprimer, parce que dans sa propre crise ,elle ne peut faire autrement.

On ne peut pas isoler le problème des Fourons de la lutte de classes et révolutionnaire. Il s'agit d'une atteinte aux libertés démocratiques, comme l'ont été les lois sur le maintien de l'ordre, comme le sont les tentatives d'intégrer les syndicats au régime capitaliste, etc.

Mais le M.P.W. pose la lutte comme s'il s'agissait de défendre les droits d'une communauté contre une autre. Cela, c'est faire le jeu de la bourgeoisie dont l'intérêt est de diviser les Flamands contre les Wallons, d'inventer des lois linguistiques et de faire des provocations contre les masses, comme aux Fourons.

Il faut donner une réponse anti-capitaliste à propos des Fourons : la lutte pour le droit à l'auto-détermination fait partie de la lutte pour le pouvoir ouvrier. Il faut faire le Front Unique des ouvriers flamands et wallons en vue du pouvoir ouvrier. C'est la seule perspective dans laquelle les masses pourront exercer pleinement leurs droits démocratiques.

PORTENT ATTEINTE A L'ETAT OUVRIER, OUVRENT UNE ETAPE DE GREVES, DU POUVOIR DE LA BUREAUCRATIE

Il y avait eu jusqu'à maintenant un Front Unique de la bureaucratie , mais cette dernière réforme montre que le Front Unique ne peut plus continuer, qu'il y a une lutte d'intérêts au sein de la bureaucratie elle-même et que celle-ci ne peut plus, comme avant, continuer à se soutenir. Pour maintenir le Front Unique, il a fallu faire ces réformes, qui sont un énorme pas en arrière et qui portent atteinte aux structures économiques mêmes de l'Etat Ouvrier, qui sont pourtant la base commune de l'existence de toute la bureaucratie. Les conséquences ne vont pas être visibles immédiatement, parce qu'il est prévu un délai de 3 à 4 ans pour la mise en application de ces réformes, mais on va commencer à en sentir les effets très bientôt.

LA BUREAUCRATIE REDOUTE LES REACTIONS DES MASSES SOVIETIQUES.

Si la bureaucratie prévoit un tel délai pour l'application des mesures décidées, c'est justement parce qu'elle veut faire un essai, voir si cela ne va pas provoquer de conflits avec les masses, si cela ne va pas faire reculer l'économie : c'est une tentative pour mesurer d'abord la résistance des masses. Si le plan échoue, le secteur de la bureaucratie du parti, représenté par Brejnev, Chelipine, Poniansky se réserve la possibilité de s'allier avec la bureaucratie de l'armée pour liquider les technocrates, administrateurs, etc.

La décision de la bureaucratie d'imposer ce qu'ils appellent une participation des ouvriers est une mesure de protection contre les effets désastreux, qu'ils prévoient, de ces réformes économiques. Mais une telle défense bureaucratique ne va avoir aucun effet. Les technocrates, les administrateurs, les planificateurs, les directeurs d'usines, trouveront le moyen de s'associer l'aristocratie ouvrière. Le résultat va donc être que le reste du prolétariat va devoir s'organiser pour lutter pour la défense de ses conditions de vie qui vont encore se dégrader et non s'élever. L'économie ne va pas reculer, historiquement, mais le rythme possible et nécessaire de développement ne pourra pas être maintenu. La nouvelle planification ne se fait pas en fonction des besoins et des exigences de la population, mais la production de biens de consommation va être, dans une proportion importante, déterminée par ceux qui possèdent, c'est-à-dire, la bureaucratie. Ceci va se répercuter sur l'ensemble de l'appareil de production : matières premières, machines, ouvriers et techniciens employés. Le marché de la production va s'en trouver altéré.

La planification touche tous les aspects de l'économie : main-d'œuvre, salaires, prix, marché. Sans empêcher le jeu de l'offre et de la demande, elle l'empêche d'avoir les conséquences désastreuses qu'il a sous régime capitaliste, en le contrôlant et en le dirigeant. Les réformes économiques en URSS, ouvrant la porte à la réintroduction de l'offre et de la demande de type capitaliste, vont également, comme conséquence inévitable, ouvrir la voie à la réanimation de la lutte de classe. Lutte de classe qui va avoir pour centre le prolétariat et qui va opposer celui-ci, non pas à ce qui subsiste encore de petite bourgeoisie propriétaire terrienne, par exemple, mais à la bureaucratie, aux technocrates et administrateurs. Lutte pour la défense des salaires, lutte pour que l'industrie produise ce dont le peuple a besoin et non ce que désire la bureaucratie, lutte pour la démocratie syndicale. En conséquence de ces réformes, il faut s'attendre à une réanimation de la pression syndicale et même à de grandes grèves.

En même temps que l'on décide ces réformes économiques, des changements ont lieu au sein du Soviet Suprême, où la bureaucratie de l'appareil du Parti accapare les postes les plus importants. Cela indique que l'appareil du Parti n'a ucune confiance et redoute une réaction des masses à ces mesures. Il prend dès maintenant les postes-clefs pour pouvoir arrêter et liquider cette tentative. Ce n'est pas là sa seule crainte, car il sent que, en cas de réussite, les réformes économiques faites vont augmenter le poids et l'importance des administrateurs, c'est-à-dire d'un secteur qui est son rival dans l'appropriation du revenu national. Un tel souci est évidemment une stupidité, ces mesures n'ont aucune possibilité de réussir, mais ceci montre bien quelle est la mentalité de la bureaucratie, cette même mentalité qui s'est déjà manifestée quand elle a voulu livrer Cuba et le Viet-nam, et que seules les masses l'en ont empêchée.

Cependant, pour essayer de trouver une certaine base d'appui, ils parlent de contrôle des ouvriers et d'une plus grande participation de ceux-ci. Tout ceci est mensonge ! Il n'y a pas en Union Soviétique la moindre participation des ouvriers ! Sinon, ils auraient été appelés à discuter de ce plan. Pourquoi Fidel Castro, qui parle si souvent de démocratie et de droits démocratiques, ne dénonce-t-il pas ce fait ? Nous invitons Fidel Castro à dénoncer la ligne de ce plan en Union Soviétique, à dénoncer le fait que personne n'ait eu le droit d'en discuter. C'est l'équipe de la bureaucratie, sans consulter avec personne, qui a décidé de ce plan et de sa mise en route.

Ils prétendent que l'Etat Ouvrier Soviétique est un Etat Socialiste, que la démocratie socialiste y est respectée et que tout se fait en fonction du peuple. Qui donc a discuté de ces mesures ? Quand ils parlent de participation des ouvriers, de contrôle ouvrier, qui va l'exercer ? Ce contrôle sera réservé à l'aristocratie ouvrière, son rôle sera d'exercer un contrôle sur les gérants et les administrateurs, pour empêcher que ceux-ci ne s'approprient tous les bénéfices et, poussés par leur recherche du profit, ne conduisent l'économie soviétique à une gestion usine par usine, c'est-à-dire au chaos et à la catastrophe économique. Ils veulent essayer d'éviter d'en arriver à une situation comme celle qui existe en Yougoslavie où le chaos est dû à l'intérêt, pour chaque usine, de tirer le maximum de profits pour elle-même. C'est pour cette raison que les bureaucrates en viennent à parler de contrôle ouvrier, mais il ne s'agit évidemment pas de l'ensemble des ouvriers, sinon seulement de l'aristocratie ouvrière liée à la bureaucratie, à l'appareil du Parti et des Syndicats. Cette mesure ne répond qu'à la nécessité, pour un secteur de la bureaucratie de se protéger.

De toutes façons, ces mesures, en Union Soviétique, vont conduire à un chaos économique terrible : en Yougoslavie, il n'a pas été seulement nécessaire de corriger la planification, mais on a vu encore apparaître le chômage, la hausse du coût de la vie, avec, de plus, une diminution du rythme de développement économique. En Union Soviétique, comme en Yougoslavie, ces mesures vont provoquer le désordre et l'anarchie qui sont propres au régime capitaliste d'économie de marché. La planification avait, entres autres buts, celui d'empêcher le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, c'est-à-dire, non de l'empêcher, mais de le contrôler, de le diriger. Dans l'économie capitaliste, l'offre et la demande ne peuvent être ni contrôlées, ni dirigées, et c'est celui qui a le plus de moyens qui, en dernière instance, décide de la production et aussi des prix.

Le prolétariat soviétique n'a pas besoin, comme le polétariat des autres pays dans ce qui reste du capitalisme, de lutter pour l'élimination du capitaisme et de l'impérialisme à l'intérieur même du pays. La lutte de classe contre le capitalisme et l'impérialisme ne se pose donc pas à lui comme un problème de politique intérieure. En politique intérieure, la tâche qui se pose au prolétariat soviétique, c'est celle de faire progresser son Etat Ouvrier au moyen de la planification de l'économie vers l'établissement de mesures socialistes. Il ne se sent donc pas dans la même situation que le prolétariat du reste du monde : il se sent meilleur, plus capable et aussi plus en mesure d'imposer ce qu'il veut. Il a la force que lui confère le sentiment d'avoir été capable de construire l'Etat Ouvrier. Il est également sensible à l'approche du règlement de comptes final, et il voit bien que les Partis Communistes, dans le monde entier, ne mènent pas une politique révolutionnaire. Le prolétariat soviétique n'a pas eu l'occasion de sentir, de recevoir l'influence de la vie marxiste de cette époque. L'exemple qu'il reçoit des luttes dans le reste du monde ne lui sert à rien, bien au contraire. Cet ensemble de conditions fait que le prolétariat soviétique a la conscience et le sentiment de ce qu'il lui est possible d'obtenir tout ce dont il a besoin, tant que cela ne signifie pas mettre en danger l'existence de l'Etat Ouvrier. Or, jusqu'à présent, malgré l'existence de la bureaucratie, il y a eu un progrès constant et réel de l'Etat Ouvrier et de son économie, cette progression ne s'est arrêtée à aucun moment. Maintenant, ce n'est plus le cas : les dernières mesures signifient un retour en arrière et c'est pourquoi vont surgir les problèmes que nous énumérions plus haut : approfondissement de la lutte de classe en Union Soviétique, non pas, et nous le répétons, entre le prolétariat et les paysans petits propriétaires ou artisans, mais bien entre le prolétariat et la bureaucratie. Dans le cadre de cette lutte, une des revendications les plus importantes va être celle de la démocratie syndicale, de l'indépendance syndicale et du droit de grève. Les conditions sont en train de mûrir en URSS pour le déclanchement de grèves massives.

Le prolétariat en URSS et dans le reste des Etats Ouvriers n'a pas pu renverser plus tôt la bureaucratie pour une série de raisons historiques, mais il ne peut permettre à la bureaucratie de continuer à affermir son pouvoir et de se constituer comme une classe sociale. Et justement les réformes actuelles sont un essai, de la part de la bureaucratie de se constituer comme classe, en agissant consciemment dans le sens de se constituer comme une nouvelle classe. Aux questions des journalistes qui lui demandaient si de telles mesures ne signifiaient pas un retour au capitalisme, ce misérable de Kossyguine n'a pas été capable de donner une autre réponse que : « Non, parce que la propriété continue à être sociale ». — « Mais pour le reste, tout fonctionne comme sous le régime capitaliste.... ». — « Oui, mais la propriété continue à être sociale ».

Les rapports entre l'individu et l'économie sont déterminés par le régime de propriété. Mais si les rapports sociaux, la répartition du revenu national ne correspond pas au régime de propriété, si l'ensemble de l'économie n'est pas soumis aux nécessités de la propriété étatisée et si, comme c'est le cas actuellement, l'élimination de la planification stimule la concurrence entre les usines sur la base de la recherche de leur propre profit, comme cela s'est déjà vu en Yougoslavie, alors ces intérêts particuliers vont faire pression dans le sens d'un retour à la propriété privée. Telle est la conclusion logique, inévitable, des mesures qui viennent d'être prises.

C'est une des raisons pour lesquelles l'impérialisme yankee et le capitalisme mondial attendent et espèrent de ces réformes des avantages pour eux. Ils espèrent pouvoir tirer profit du fait de ces réformes, en distorsionnant l'économie des Etats Ouvriers vont les affaiblir socialement. Ce n'est pas ce qui va empêcher le capitalisme de détourner la guerre, mais cela l'encourage à essayer de tirer encore profit de la situation. Ce qui retient le capitalisme, ce qui le freine au moment de déclencher la guerre nucléaire, globale, c'est qu'il sent de plus en plus qu'il ne va pas survivre à une telle guerre. Mais il s'est déjà lancé à la guerre au Viet-nam, à St-Domingue, à Cuba, en Corée, au Congo, etc.

Un fait qui doit aussi retenir notre attention, c'est qu'au cours de toute cette discussion au sujet des réformes on n'a absolument pas parlé de l'armée. Ceci ne signifie absolument pas que l'armée soit indifférente au débat. Elle y a intérêt, mais elle n'a pas le poids, la force nécessaires et elle n'est pas liée directement aux formes de production. La bureaucratie de l'armée veut que la production augmente, qu'on mette à sa disposition une plus grande quantité d'armes, qu'on augmente ses salaires et qu'elle puisse bien vivre, et c'est pourquoi elle attend de voir les résultats de ces réformes.

La timidité même de cette réforme, le fait que la bureaucratie se donne un délai de trois ans pour la mettre en application, la discussion qui en a précédé l'annonce expriment bien la lâcheté de la bureaucratie et combien elle craint et redoute la réaction des masses soviétiques. Elle sent que les masses soviétiques vont y voir un recul historique. C'est pourquoi ils affirment avec une telle instance qu'il ne s'agit en aucun cas d'un retour au capitalisme. Pourtant, c'est bien d'un retour au capitalisme qu'il s'agit ! La propriété continue à être étatisée, mais les formes de production et de développement sont les mêmes que sous régime capitaliste. En faisant reposer, comme ils le font, l'augmentation de la production sur le stimulant du profit, ils vont devoir en arriver à un retour à la propriété privée. Cela signifie la mort de la bureaucratie ; c'est une des dernières et on peut même dire la dernière de ses tentatives pour se maintenir. Ceci montre qu'elle ne peut plus supporter plus longtemps la planification et que ses intérêts sont entrés en choc violent avec ceux de la société soviétique tout entière. Du développement, du fonctionnement de la bureaucratie ont surgi des couches dont les intérêts se heurtent aux nécessités de l'économie étatisée et planifiée : ces couches sont constituées par les technocrates, les administrateurs, les directeurs, qui ont, eux, intérêt à un retour à la propriété privée.

Comme Trotsky l'analysait, tous les secteurs de la bureaucratie n'ont pas les mêmes intérêts. Par exemple, la bureaucratie du Parti redoute de se voir dépouillée du pouvoir, à mesure que les techniciens et administrateurs, se basant sur leur rôle dans la production se sentent de plus en plus sûrs d'eux-mêmes et de leurs capacités, et ces réformes vont être un stimulant de plus pour eux ! Si les autres secteurs bureaucratiques, l'appareil du Parti et le commandement de l'armée essentiellement, permettent de telles réformes, c'est parce qu'ils y voient le seul moyen d'apaiser les disputes internes au sein de la bureaucratie elle-même et de maintenir celle-ci unie, condition indispensable à son maintien au pouvoir.

Les réformes, les concessions qu'elles consentent aux techniciens et administrateurs ne se limitent pas à l'industrie, mais touchent également l'agriculture. Cette fois, ils ont pratiquement supprimé toute la réglementation à laquelle les kolkhoses étaient assujettis : et on leur a attribué plus de terre en exploitation privée. Juridiquement, la terre continue à être propiété de l'Etat, mais son exploitation par les kolkhoses est privée. Donner plus de terres aux kolkhoziens pour qu'ils les exploitent de façon individuelle, cela revient à autoriser les paysans à consacrer moins de temps aux cultures du kolkhoze et beaucoup plus à leurs parcelles individuelles. En les autorisant ensuite à mettre leur production en vente libre sur le marché, c'est faire un pas énorme dans le sens de l'abandon du contrôle de l'Etat sur le marché et sur les prix. Pourtant, c'est cet ensemble de dispositions : planification de l'économie, contrôle de l'Etat sur les prix, contrôle de l'Etat sur le marché grâce à sa domination des achats et des ventes, monopole du commerce extérieur qui empêche les influences du marché mondial capitaliste de se faire sentir à l'intérieur de l'Etat Ouvrier, qui avait permis à l'Etat Ouvrier d'atteindre un tel développement en si peu d'années. L'influence des relations directes avec le capitalisme ne se limite pas seulement à l'économie, mais elle se répercute en influence politique et sociale par les intérêts mêmes qu'elle suscite.

Par exemple, si de telles réformes se poursuivaient pendant 5 ou 6 ans, les planificateurs se rendraient compte que si le marché intérieur ne les satisfait pas, s'il n'est pas suffisant pour absorber toute la production possible, leur intérêt leur dicte de produire pour le marché extérieur : pour augmenter sans cesse leur profit, ils vont donc tendre à se débarrasser du monopole d'Etat sur le commerce extrieur. C'est pourquoi de telles mesures n'ont aucune perspective historique de pouvoir se maintenir.

DE LA BUREAUCRATIE. CES MESURES VONT ACCELERER LA CHUTE

C'est pourquoi, avec la même sécurité que lorsque nous affirmions que la crise de Cuba annonçait la chute prochaine de Krouchtchev, nous affirmons aujourd'hui que ces mesures que vient de prendre la bureaucratie vont accélérer sa chute. C'est pourquoi le capitalisme mondial a adopté devant ces mesures, une attitude très souple, il n'a pas fait à leur propos beaucoup de propagande : c'est à peine s'il les a commentées, alors qu'il aurait pu s'en servir pour combattre le communisme en proclamant : « Le communisme a échoué, les Russes en reviennent au capitalisme ! ». Il se tait pour ne pas créer de difficultés à la bureaucratie. De la même façon que la presse bourgeoise n'a fait aucun commentaire au sujet de l'éloignement de Guevara à Cuba. Bien que le capitalisme mondial ne puisse qu'être d'accord avec de telles mesures, il ne veut rien dire qui puisse porter préjudice à la bureaucratie soviétique ou à la direction cubaine actuelle.

Les réformes économiques qui viennent d'être adoptées en Union Soviétique, en donnant une impulsion énorme à l'établissement d'une économie basée sur l'offre et la demande, veut encore accentuer les différences qui existent entre les différents secteurs de la population, en ce qui concerne le pouvoir d'achat. Dans les Etats Ouvriers, aussi bien en Union Soviétique qu'en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Chine ou à Cuba, subsistent, même avant de telles réformes, des formes de rapports capitalistes, à travers le maintien du salaire. Le salaire à dû être maintenu, c'était une nécessité dans la première phase de la construction des premiers Etats Ouvriers, mais ce n'est plus le cas maintenant : les conditions historiques et le niveau atteint par les Etats Ouvriers permettent sa suppression progressive. Il y a maintenant 14 Etats Ouvriers. Il y a de plus une élévation de la conscience révolutionnaire, de la compréhension socialiste, non seulement du prolétariat, mais même de la paysannerie à échelle mondiale. Ceci crée de meilleures conditions historiques qui permettent de franchir plus rapidement les étapes, de progresser par bonds dialectiques et permet, sans attendre un développement très poussé de l'économie, de tendre immédiatement à une certaine égalisation des

(suite page 6)

Les mesures qui viennent d'être prises vont inévitablement produire, à bref délai, une réactivation des conflits internes en Union Soviétique. La bureaucratie va se trouver face aux masses avec toute son impuissance historique. Il est certain que les masses soviétiques sentent qu'on est entré dans l'étape du règlement de comptes final, de la lutte finale contre le capitalisme. Le prolétariat du monde entier, les masses d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine sentent et voient que ce moment se rapproche. Les masses soviétiques, comme le reste des masses du monde, sont soumises à l'interinfluence de la révolution mondiale. S'il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de réaction plus ouverte du prolétariat soviétique, c'est en raison d'une série de conditions historiques, entre elles, l'absence de points d'appui directs à échelle mondiale, qui est un phénomène commun pour l'ensemble du prolétariat mondial.

LA LUTTE POUR LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE EST

par J. POSADAS

La crise du P.C.I va se poursuivre de façon ininterrompue. Le P.C.I. va chercher à conciier, à soumettre le mouvement ouvrier à cette conciliation avec les patrons, avec la bourgeoisie, avec l'Etat capitaliste. Mais les marges de manœuvre, déjà très réduites, vont se rétrécir de plus en plus, parce que la crise du capitalisme italien, comme celle du capitalisme tout entier, va s'aggraver sans cesse. Par conséquent, le capitalisme va laisser de moins en moins de possibilités au P.C.I. pour sa politique de conciliation. Les masses manifestent constamment leur volonté de lutte en occupant les usines, les terres. Cette mobilisation croissante réduit les possibilités objectives de conciliation pour le P.C.I. de même d'ailleurs que pour le P.S.I.U.P.

Le P.C.I. va être obligé de répondre à cette situation. Il va essayer de faire encore des manœuvres, de concilier ; mais il va être obligé aussi de faire des concessions, à céder en partie et à livrer bataille sur des points limités, partiels, pour essayer d'empêcher des grèves générales. Le P.C.I. va s'employer à éviter l'unification des luttes des masses paysannes avec celle des ouvriers, des employés, des étudiants, de secteurs petits-bourgeois. Il va tenter d'empêcher que l'élévation révolutionnaire de la situation ne débouche sur la réalisation de fronts uniques qui lancent l'offensive contre le capitalisme. De toute façon, par des positions de luttes même limitées, il va devoir répondre.

Le capitalisme ne va plus faire de concessions. Le chômage augmente. Les salaires diminuent. Le capitalisme n'a plus aucune perspective de développement : il a besoin de moderniser tout son appareil de production, toute sa structure. Le capitalisme italien va donc se trouver dans des conditions toujours plus difficiles pour pouvoir céder des augmentations de salaires, des diminutions d'horaires de travail. Au contraire, pour pouvoir rénover toute sa structure industrielle et faire la concurrence aux autres industries européennes sur le marché mondial, il doit augmenter la productivité, se concentrer et par conséquent accroître le chômage. Dans l'agriculture, c'est la même situation.

Tout le processus actuel de concentration capitaliste va contre toute possibilité de conciliation et c'est pourquoi la crise à l'intérieur du P.C.I. et du P.S.I.U.P. va s'aggraver. Le Front Unique que les masses communistes et socialistes sont en train de réaliser à la base dans les usines, à la campagne, avec des secteurs d'employés et d'étudiants, au cours des réunions, des discussions de sections, vont stimuler des secteurs qui vont exercer une pression toujours plus grande.

L'homogénéité actuelle, apparente du P.C.I., même à propos du parti unique, n'est due qu'au fait que les bureaucrates essayent de se présenter unis contre la pression des masses. Nonante sept pour cent des effectifs du parti sont contre le parti unique qui n'est défendu que par l'appareil bureaucratique et administratif. Mais les masses ne se mobilisent pas aujourd'hui sur cette question. Ce dont elles sentent les nécessités, c'est d'un programme qui réponde à la crise actuelle, au chômage, aux baisses de salaires, aux mauvaises conditions de vie et à l'absence de liberté démocratiques. Cela ne veut pas dire que les masses se désintéressent du parti unique : l'énorme majorité du P.S.I.U.P. et du P.C.I. a repoussé le parti unique tel qu'il était proposé par les directions, dais constamment, dans leurs luttes, elle agit en ce sens. Dans les usines et dans les syndicats, les masses manifestent leur opposition à la politique de conciliation et font pression pour mener de l'avant, un programme de classe qui réponde à ce qui est aujourd'hui leur préoccupation vitale : défense des salaires, du plein emploi, du niveau de vie.

On assiste à la parution de dizaines de journaux : la plupart sont de sections du P.S.I.U.P. ; certains du P.C.I.; il y a aussi les pro-Chinois, mais ces derniers ont peu d'importance car c'est le P.S.I.U.P. qui exprime aujourd'hui les positions de la gauche. Le P.S.I.U.P. est devenu un mouvement de masses, après la rupture avec le P.S.I., parce qu'il s'est présenté devant les masses comme une alternative de classe révolutionnaire. Tous ces journaux sont un écho, une expression directe de tendances qui, surtout au sein du P.S.I.U.P. veulent faire pression vers des prises de position révolutionnaires. Ils exercent une influence que le P.C.I. La base du P.C.I. recherche l'appui, l'influence de celle du P.S.I.U.P. pour essayer à son tour de faire pression sur sa propre direction.

LES TENDANCES REVOLUTIONNAIRES VONT S'AFFIRMER AU COURS DES PROCHAINES ETAPES.

Pour toutes les raisons que nous venons d'exposer, dans les mois à venir vont se produire de grandes luttes et des tendances révolutionnaires vont surgir, qui n'auront peut-être pas le temps de se développer comme telles, mais qui vont être la direction de grandes luttes de classe et mener de l'avant l'assaut au pouvoir. Il est nécessaire que l'avant-garde prolétarienne sente qu'il est possible de prendre le pouvoir, qu'il existe une base qui lui permet d'entraîner le reste de la classe. L'avant-garde prolétarienne manifeste son désir de lutte, son courage, sa volonté. Mais le mûrissement de la classe n'est pas uniforme. Tous ces journaux, tous ces tracts, tous ces bulletins édités par le P.S.I.U.P. montrent tout un secteur très important de l'avant-garde qui veut faire la révolution, qui est conscient du fait que la solution n'est pas dans la lutte seulement pour les salaires, les conditions de travail, l'emploi, mais qu'il faut abattre le capitalisme.

La formation du P.S.I.U.P. lui-même a montré qu'un secteur nombreux des masses exploitées, ouvriers, paysans, employés, mais surtout ouvriers, voulait lutter sur des positions révolutionnaires : il s'est concentré dans le P.S.I.U.P. pour stimuler et influencer le P.C.I. Car le P.S.I.U.P. n'était pas formé seulement avec des militants socialistes. Beaucoup de militants du P.C.I. y ont participé immédiatement. Dans les usines, dans les ateliers, à la campagne, des militants de base du parti communiste ont encouragé le P.S.I.U.P. à mener cette lutte. Ces dizaines de publications ne sont pas le reflet de la décision de sections ou de groupes : elles sont l'expression de la vie politique des masse du P.C.I. Il est impossible que la masse du P.S.I.U.P., qui ne représente que dix pour cent des effectifs du P.C.I., et que l'avant-garde du P.S.I.U.P. qui a édité ces publications et qui ne représente elle-même que 10 à 15 pour cent des effectifs du P.S.I.U.P., aient à elles seules la froce et la décision de mener une telle activité si elles ne se sentaient pas stimulées, appuyées, par la base du P.C.I. qui participe souvent directement à ces publications. Celles-ci ne reflètent donc pas seulement la décision de cette avant-garde, mais l'état d'esprit qui règne dans la base du P.C.I. Elles montrent, à un niveau déjà très élevé qu'il existe dans les masses tout un courant disposé à lutter pour le pouvoir, pour renverser le capitalisme.

Mais entre cette avant-garde et les autres secteurs du prolétariat, il y a encore une distance très grande. Mais inévitablement, la crise qui se développe dans le P.C.I., dans le P.S.I.U.P — crise due à la crise du capitalisme et à l'impossibilité d'y répondre par une politique qui reste dans le cadre du système capitaliste — va se développer et encourager des tendances qui vont ouvrir la voie pour une solution prolétarienne. Aucune force ne peut s'opposer au développement de ce processus. Ces dizaines de journaux qui sont en train de paraître vont exercer une puissante, une énorme influence.

Après les congrès du P.S.I.U.P., du P.C.I. et du P.S.I., il va y avoir des expulsions, des règlements de comptes avec les directions bureaucratiques, conciliatrices et réformistes. Ces dernières vont essayer de se débarrasser de la tendance de classe, de la tendance révolutionnaire. Mais ils ont peu de chance, pour ne pas dire aucune, d'y parvenir. D'une façon ou d'une autre, ces directions elles-mêmes, pour conserver l'appui des masses, vont être obligées d'affronter le capitalisme. Et puis, il faut compter avec l'aggravation de la crise mondiale.

Si la lutte de classe pouvait ne pas s'aggraver, à échelle mondiale, dans la période qui s'ouvre, les directions des partis communistes du monde, et en Italie, la direction du P.C.I. et celle du P.S.I.U.P., auraient encore une possibilité de tromper encore une fois les masses, de faire pression sur la bourgeoisie et d'obliger celle-ci à céder. Mais les événéments du Pakistan, de l'Inde, de St-Domingue, du Viet-nam, c'est-à-dire les agressions constantes de l'impérialisme, ses constantes défaites et ses échecs, placent le capitalisme dans l'impossibilité de concilier.

La coexistence pacifique n'est plus dans une phase ascendante : bien au contraire, les terrains ou l'appliquer se réduisent de plus en plus et on assiste à des affrontements de plus en plus graves, de plus en plus sérieux entre la révolution et l'impérialisme. Malgré toute la volonté de l'impérialisme et de la bureaucratie, de parvenir encore à des accords, la base pour de tels accords se fait de plus en plus restreinte.

C'est en ce sens qu'il est nécessaire d'ouvrir une perspective pour cette avant-garde qui se développe en Italie : elle-même a senti et compris qu'il est nécessaire de renverser le capitalisme. Mais c'est là une tâche que l'avant-garde ne peut réaliser à elle seule : ces éléments ne peuvent mûrir indépendamment du reste du prolétariat ;ils l'ont fait en contact avec la base communiste, sous l'influence de la révolution mondiale.

Les Trotskystes jouent un rôle très important dans ce processus, mais ils n'en ont pas été l'axe. Ce qui lui a donné naissance c'est : l'influence de la révolution mondiale — et l'existence dans le P.S.I.U.P., dès sa constitution, d'une base propice, décidée, pour le développement d'une tendance révolutionnaire.

Si « Mondo Nuovo » reflétait les tendances révolutionnaires, les tendances anti-capitalistes du P.S.I.U.P., il se vendrait à des millions d'exemplaires. C'est parce qu'il ne le fait pas qu'apparaissent tous ces journaux. Ceux-ci n'auraient aucune raison d'être, ne se publieraient pas si « Mondo Nuovo » était un centre d'organisation révolutionnaire, s'il reflétait le mûrissement, le développement de la tendance révolutionnaire.

On peut dire la même chose du P.C.I., avec certaines différences dues au fait que là, la direction est encore monolytique. Mais tous ces journaux qui sortent vont, inévitablement, stimuler la base du P.C.I à en faire autant.

Le mûrissement des différents secteurs du prolétariat et des masses n'est pas uniforme : il n'atteint pas le même niveau partout. Un secteur seulement s'est lancé à la réalisation de cette tâche. Le reste de la classe ne comprend pas encore cette avant-garde : la classe tout entière n'a pas encore compris que ses directions sont traîtres et criminelles et qu'elle ne veulent pas le renversement du capitalisme. Le prolétariat vit dans le souci constant, sous la pression de la nécessité de résoudre les problèmes matériels : il y a le chômage, on ne trouve plus de travail, les salaires sont bas et les prix montent continuellement. De plus, les atteintes aux libertés démocratiques augmentent constamment.

Il est nécessaire d'établir un programme de revendications pour la défense des libertés démocratiques, pour l'abolition de tous les décrets et lois répressives, réactionnaires. Il faut mener la lutte pour imposer le droit de grève sans restrictions, le droit d'organisation illimité, pour le contrôle ouvrier. Il faut organiser, avec les ouvriers des usines et avec ceux des champs, les comités d'auto-défense qui sont la base pour la mise sur pied des milices ouvrières. Il faut lutter immédiatement pour tout cela ; la classe ouvrière tout entière, l'immense majorité des masses, vivent dans la préoccupation ; elles espèrent encore que la direction du P.C.I. cèdera à leur pression, parce qu'elles l'ont vu céder sur des points partiels, à propos de telle ou telle grève. En effet, quand le P.C.I. voit que les choses risquent d'échapper à son contrôle, il cède, c'est-à-dire, il tient tête au patron, il ne se range pas à ses côtés. Saragat, Nenni, sont passés ouvertement dans le camp des patrons. Les masses voient que le P.C.I. ne le fait pas : il essaie de concilier, de freiner et de limiter les mobilisations, mais dans certains cas, pour maintenir son autorité devant les masses, il sait céder à leur pression.

LES MASSES ET LEUR AVANT-GARDE : COMMENT SE DEVELOPPE LE PROCESSUS DE MURISSEMENT.

La classe ouvrière ne mûrit pas de façon uniforme. La volonté révolutionnaire, anti-capitaliste, la décision d'abattre le capitalisme sont communes à toutes les masses exploitées. Ces dernières en ont donné des preuves répétées. Depuis 1945, périodiquement, la classe ouvrière a entraîné la petite-bourgeoisie et les paysans et manifesté cette volonté de renverser le capitalisme. Le dernier exemple a été l'enterrement de Togliatti. La manifestation massive à laquelle il a donné le prétexte, a été un moyen pour les masses d'exprimer, par leur concentration, leur désir de voir leurs directions organiser la lutte pour le pouvoir. Il n'y a pas que des communistes qui ont assisté aux funérailles de Togliatti : tous y sont allés, jusqu'aux démocrates chrétiens, pour dire : « Nous sommes là ». Aux Etats-Unis, sur une population de deux cents millions d'habitants, entre trois et quatre cents mille personnes ont assisté à l'enterrement de Kennedy. Pourtant cet assassinat avait secoué tout le capitalisme mondial, qui s'est mobilisé pour ces funérailles. Pendant cinq jours, la presse, la radio, la T.V. n'ont pas parlé d'autre chose, et pourtant, seulement 300.000 personnes se sont déplacées. Aujourd'hui, s'il se produisait un attentat contre Longo, la moitié de l'Italie descendrait dans la rue ! Les gens disent : « Qu'importe ! Longo, c'est Longo ! Nous descendons dans la rue ! ». C'est pourquoi le capitalisme italien agit avec tant de ménagements avec le P.C.I. : il se rend compte du rôle que joue le P.C.I. et il essaie de l'exploiter à fond.

Il n'y a pas longtemps, les directions communistes et socialistes pouvaient encore tromper les masses. Maintenant, elles ne pourront plus le faire. Dans un délai maximum de deux ans, les masses seront amenées à prendre le pouvoir, et elles vont le prendre.

La preuve en est que les masses réalisent constamment des occupations d'usines, de terres, qu'elles vont à la grève contre la direction du P.C.I. Contre les consignes du P.C.I., contre les consignes de Togliatti lui-même, elles sont allées à l'enterrement de Togliatti, mais c'était pour manifester leur volonté de lutte révolutionnaire.

L'avant-garde prolétarienne, elle est arrivée à la compréhension politique, organisative, programmatique de la nécessité d'abattre le capitalisme. C'est ce qu'elle démontre et exprime à travers les dizaines de journaux qui se publient dans le P.S.I.U.P. et dans les bulletins et journaux qui circulent aussi dans le P.C.I., pas encore publiquement, mais clandestinement. A travers ces publications, c'est un secteur important des militants du P.C.I. et du P.S.I.U.P. qui manifeste sa volonté d'organiser la lutte pour le renversement du capitalisme, c'est-à-dire, une avant-garde déjà organisée, qui fait pression et recherche la voie pour abattre le capitalisme. Le reste de la classe ne suit pas encore cette avant-garde dans sa tentative d'organiser une nouvelle direction. La classe appuie partiellement cette avant-garde dont elle voit les intentions révolutionnaires, mais jusqu'à présent, elle continue à espérer que les directions du P.C.I. et du P.S.I.U.P. avancent.

Le même phénomène s'exprime également dans le fait qu'aussi bien la base du P.C.I. que celle du P.S.I.U.P. se soit montrée hostile au parti unique. Le fait qu'elle s'oppose au parti unique ne veut pas dire qu'elles soient contre le front unique (c'est exactement le contraire qui s'exprime dans tous ces journaux) mais les masses ne voient dans cette propositions des directions qu'une nouvelle escroquerie, une manœuvre bureaucratique qui va contre leur propre volonté révolutionnaire.

Cette prpoosition du parti unique ne repose pas sur la base d'un programme révolutionnaire de lutte anti-capitaliste, elle n'a pas pour but de stimuler la lutte des masse, mais au contraire de la freiner ; elle ne s'accompagne d'aucun appel à la grève générale ni d'un appel à opposer à la crise du capitalisme un programme d'expropriation, de contrôle ouvrier, d'échelle mobile des salaires. C'est pour cela que les masses sentent que cette proposition va contre elles, que les directions aussi bien du P.S.I.U.P. que du P.C.I. s'opposent à ce qu'elles s'organisent pour abattre le capitalisme. Elles tirent la conclusion logique et correcte, qui est que cet appel des directions ne répond pas à un désir d'unifier la volonté révolutionnaire des masses mais à une manœuvre pour les empêcher d'exprimer leur volonté révolutionnaire. Les masses maintiennent leur volonté de Front Unique dans l'action : c'est en Front Unique qu'elles réalisent les occupations d'usines, il y a l'amorce de Fronts Uniques dans les syndicats. C'est l'avant-garde qui mène de l'avant toutes ces activités, mais elle n'entraîne pas encore le reste de la classe. La classe tout entière éprouve de la sympathie pour ces secteurs plus avancés. Si elle n'est pas encore entraînée, c'est parce qu'elle n'est pas encore arrivée à la conclusion que ses directions ne sont pas disposées à mener la lutte pour le pouvoir. Il lui manque une plus grande compréhension, une plus grande expérience ou des conclusions qui lui permettraient de passer par-dessus les consignes de ses directions. Ces conditions ne sont pas encore réunies, mais elles vont l'être à bref délai. Cela ne veut pas dire que l eprolétariat fasse confiance aux directions : il fait grève, accupe des usines et appuie, directement ou indirectement, les groupes qui publient ces journaux. Mais la classe sent la nécessité d'un centre organisatif si elle ne voit pas encore cette avant-garde capable de jouer ce rôle. Elle la voit capable d'organiser des occupations d'usines, décidée à s'opposer aux directions des partis, mais elle la sent encore trop indécise organisationnellement pour pouvoir se transformer en un organisme de direction pour diriger la lutte pour le pouvoir. C'est pourquoi le'nsemble de la classe ne se décide pas à rompre avec ces partis traditionnels.

L'avant-garde elle-même a peur de se trouver séparée du reste des masses, c'est pourquoi elle hésite à sortir du centre organisé dans lequel elle se trouve, à rompre avec les partis ouvriers. Elle n'en voit pas encore la nécessité, mais surtout elle ne se sent pas politiquement assez sûre d'elle-même pour agir seule, c'est pourquoi elle essaie encore d'entraîner les directions en faisant pression sur elles. Tous ces journaux qui se publient actuellement sont plus orientés à faire pression sur les directions, à les pousser en avant qu'à les remplacer et à organiser une tendance qui appelle à occuper les usines ou à lancer une grève générale. Pour que le reste du prolétariat suive l'avant-garde, il faut qu'il la voie décidée à assumer ce rôle. Si ces dizaines de journaux se décidaient à s'organiser en une seule tendance, et ils ont déjà la force pour le faire, cela aurait une répercussion énorme sur l'ensemble des masses exploitées : pas seulement sur la base du P.S.I.U.P., mais aussi sur celle du P.C.I.

Le mûrissement de la classe n'est pas uniforme. Seule une avant-garde a déjà atteint la compréhension suffisante pour se décider à apparaître publiquement et à rompre avec les directions : c'est le début de cette rupture qui s'annonce à travers cette parution de journaux. Mais la classe tout entière n'est pas immobile : elle agit, occupe les usines et lutte aussi contre ses propres directions, mais elle ne voit pas encore ni la nécessité, ni la possibilité de rompre avec celle-ci. D'où la distance qui sépare l'avant-garde du reste du prolétariat et des masses exploitées. Cette distance peut s'éliminer à bref délai. La crise qui se développe va obliger tous ces groupes et secteurs d'avant-garde révolutionnaires à se poser la nécessité de diriger et d'organiser eux-mêmes directement une série d'activités et de réunions qui vont tendre à unifier tous ces journaux, à réaliser un Front Unique. Tous ces journaux ont un point commun : la revendication d'une politique révolutionnaire, de méthodes d'organisation prolétariennes avec eds grèves et des occupations d'usines et a la volonté d'opposer au programme du capitalisme un programme révolutionnaire anti-capitaliste. Mais jusqu'à maintenant, il n'y a aucune coordination entre eux. Il faut aider ces différents groupes à s'organiser et à formuler un programme commun : alors le reste de la classe verra en eux la direction capable de mener la lutte pour le pouvoir. Tant que les masses ne les verront pas décidés à lutter pour la direction de la révolution, elles resteront dans l'expectative, qu'il s'agisse de la base du P.S.I.U.P. ou de celle du P.C.I. La révolution mondiale donne une énorme confiance aux masses exploitées et elles espèrent qu'en faisant pression sur leurs directions, celles-ci finiront par changer. C'est pour cela que tout en étant contre les directives du P.S.I.U.P., du P.C.I. ou du P.S.I., tout en désobéissant aux consignes qui leurs sont données, elles continuent à voter pour ces partis. Elles ont acquis la compréhension révolutionnaire de ce qu'il est nécessaire, pour renverser le capitalis-

A TACHE LA PLUS IMPORTANTE DU PROLETARIAT ITALIEN

me, de rester centralisées ; et c'est en fonction de cet objectif fondamental, le renversement du capitalisme, qu'elles agissent. Elles ne sont pas encore décidées à s'organiser indépendamment, à rompre avec les directions parce qu'elles n'ont pas encore trouvé un autre centre avec une autorité suffisante. Ce centre, ces nouveaux journaux doivent le donner et « Mondo Nuovo » lui-même peut le devenir à bref délai.

« MONDO NUOVO » ET LES JOURNAUX ET BULLETINS DE SECTIONS ET DE FEDERATIONS.

« Mondo Nuovo » manifeste un énorme retard. Le « Corriere della Sera » publie continuellement des articles sur l'Amérique Latine, le Chili, le Brésil, l'Argentine, le Pérou, la Colombie, le Guatemala, des articles qui, du point de vue capitaliste sont objectifs : ils ne sont pas favorables à la révolution, mais ils exposent une série de points de vue et de problèmes qui montrent la crise sociale révolutionnaire de ces pays. En publiant ces articles, le « Coriere della Sera » montre que la crise du capitalisme italien est liée à la crise du capitalisme dans le monde entier. Il est obligé de répondre à la petite-bourgeoisie qui est cliente de ce journal, qui est l'appui social du capitalisme italien, il doit répondre à l'influence de la révolution qui tend à influencer la petite-bourgeoisie qui, si elle ne trouve pas une réponse capitaliste pour lui donner sécurité et confiance, sera gagnée par la révolution. Ces articles tendent à montrer à la petite-bourgeoisie que le capitalisme se préoccupe de tous ces problèmes, qu'il a une solution à leur donner. Tous ces articles en arrivent toujours à la même conclusion : il faut changer. Mais changer quoi ? Si le « Corriere della Sera » comprend qu'il faut changer quelque chose dans ces pays, pourquoi ne change-t-il pas en Italie, où il y a la même situation ? Mais évidemment de cela il ne dit rien.

Sur ce point, « Mondo Nuovo » aussi bien que l'Unita sont en retard. « Mondo Nuovo » devrait publier, comme il l'a fait il y a un certain temps, des articles sur le Guatemala, la Colombie et le Pérou, des articles qui montrent la nécessité du programme révolutionnaire : ce sont de tels articles qui font gagner une énorme autorité sur des secteurs de la petite-bourgeoisie radicalisée, du prolétariat et même des paysans, qui suivent ces problèmes avec autant d'attention que ceux de leur propre vie. S'il n'y avait pas un tel intérêt pour tous ces problèmes, les journaux comme le « Corriere della Sera » ou même « La Stampa » ne publieraient pas sans cesse des articles sur les pays latino-américains et afro-asiatiques. Cet intérêt de la petite-bourgeoisie radicalisée, existe aussi dans l'avant-garde prolétarienne. « Mondo Nuovo » doit donc reprendre la publication de tels articles qui lui font gagner l'autorité et développent la base sociale du parti. Le P.S.I.U.P. doit mener de l'avant la lutte pour l'objectif fixé au début : la constitution de la tendance révolutionnaire. S'il ne le fait pas, il est condamné à se dissoudre et à disparaître à bref délai.

Le mûrissement inégal de la classe ne signifie pas que l'ensemble de celle-ci doit nécessairement parcourir le chemin qu'a parcouru son avant-garde. La masse est déjà mûre, a déjà la décision de lutter contre le capitalisme. Il ne lui manque que de voir que son avant-garde est capable de discuter la direction de la révolution, de la lutte pour le programme révolutionnaire, aux directions traditionnelles du P.C.I. et du P.S.I.U.P. Le programme immédiat doit comprendre le contrôle ouvrier, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, des expropriations, des occupations d'usines. Un tel programe ne pourra pas se réaliser si on ne lutte pas en même temps pour le pouvoir. Dans ce processus de mûrissement inégal, certains secteurs ont atteint une compréhension élevée. Ils se sont exprimés dans les grèves et les occupations d'usines. Mais la lutte pour renverser le capitalisme ne se fait pas au niveau d'une usine ou d'une grève. C'est à ce niveau que s'exprime de façon catégorique, la différenciation de mûrissement e tde décision de lutte entre l'avant-garde et le reste de la classe. Pour unir toutes les masses dans une même volonté de lutte, il ne suffit pas de formuler un programme révolutionnaire, de le diffuser, de l'agiter et d'en faire la propagande. Les masses vivent leur vie quotidienne et pour cela elles doivent aujourd'hui faire face à toute une série de problèmes : chômage, salaires, hausses du coût de la vie, hausse des loyers, à tous les problèmes dûs au manque d'eau, d'électricité, d'installations sanitaires, à tous les dégâts causés par les inondations. Il faut donc répondre aux problèmes de la vie quotidienne des masses. Ces dizaines de publications nouvelles doivent s'adresser non seulement aux bases des partis, mais à l'ensemble des masses du pays. Ils doivent répondre, non seulement aux grands problèmes de la lutte contre le capitalisme, de la défense des masses d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, mais aussi aux problèmes concrets, quotidiens. Ils doivent faire appel à un Front Unique, qui unifie la lutte pour : aucune usine fermée, toutes les usines en fonctionnement, toutes les usines fermées expropriées sans indemnités et mises en fonctionnement par l'Etat sous contrôle ouvrier.

Les secteurs qui publient ces journaux doivent réaliser les tâches suivantes : appeler à la lutte pour le pouvoir sur la base d'un programme complet et diriger cet appel à la direction du parti, en appelant celle-ci à un Front Unique, mais en même temps organiser et lutter en se présentant eux-mêmes, ouvertement, comme la nouvelle direction objective. La direction du P.S.I.U.P. va être dépassée dans très peu de temps. Si le P.S.I.U.P. n'adopte pas une ligne révolutionnaire, il sera bientôt absorbé par le P.C.I. et ce qui en restera deviendra un nouveau parti carriériste du style de P.S.I. Il n'y a pas de place pour un nouveau parti entre le P.S.I. et le P.C.I. Ces deux partis représentent les deux ailes conciliatrices et réformistes du mouvement ouvrier. Un nouveau parti réformiste ne se justifie pas et ne peut pas trouver de base sociale. La preuve en est que le P.S.I.U.P. ,en un an et demi d'existence, a déjà traversé trois crises. La crise actuelle s'exprime dans « Mondo Nuovo » par un vide, une paralysie politique. Au même moment, les discussions internes se réaniment, les nouveaux journaux se multiplient. Un an et demi après la fondation du P.S.I.U.P., tous ces journaux et bulletins montrent toute la crise interne et reflètent le fait que la base s'élève constamment par rapport à la ligne adoptée par le P.S.I.U.P. à son origine ,alors que la direction recule sans cesse sur ses positions initiales. Une telle crise ne va pas pouvoir durer longtemps, et ces journaux le disent clairement : ou bien le P.S.I.U.P. avance, ou bien il diparaît et cède la place à unenouvelle tendance et à un nouveau parti de classe et révolutionnaire.

Les groupes qui sortent ces journaux doivent s'organiser pour lutter pour le programme qui est commun à tous : abattre le capitalisme, et apparaître comme un centre, une tendance. Il est nécessaire, ils doivent s'imposer à la direction elle-même. C'est là le devoir d'un militant révolutionnaire, qu'il soit du P.C.I., du P.S.I.U.P. ou du P.S.I. : sa dignité est déterminée par la lutte pour le socialisme. Les partis sont transitoires : ils ne sont qu'une nécessité transitoire de l'histoire. Ils se constituent, se développent et meurent en fonction d'une nécessité historique : celle d'organiser les masses pour la prise du pouvoir. Si leur programme, leurs consignes ne sont pas respectées, ils perdent toute raison d'exister.

LE PARTI, INSTRUMENT DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE, ET LE ROLE DE L'AVANT-GARDE.

Les masses, tout en restant centralisées dans leurs partis, doivent lutter pour le programme révolutionnaire. Comme disaient Marx, Engels, Lénine et Trotsky, les partis ne sont que des instruments transitoires de l'histoire et en tant que tels reflètent une nécessité de celle-ci. Le socialisme n'aura pas besoin de partis car il n'y aura plus de lutte de classe, car il n'y aura plus de dispute pour la distribution des ressources. Les masses révolutionnaires, ces secteurs qui publient tous ces journaux, les bases du P.C.I. ou du P.S.I.U.P. doivent être des représentants fidèles et responsables des intérêts révolutionnaires des masses ; par conséquent, ils doivent organiser la tendance qui lutte pour le programme révolutionnaire. Il existe déjà une base suffisante pour mener cette lutte.

Quand nous parlions de mûrissement inégal de la classe ouvrière, cela signifie que, malgré la volonté révolutionnaire de la classe tout entière, seule l'avant-garde est déjà disposée à assumer la responsabilité de cette lutte. Dans le reste de la classe, il n'y a pas encore la confiance et la sécurité suffisantes. Mais ces conditions sont en train de se préparer.

La masse mûrit à travers la lutte concrète, quotidienne. Elle acquiert la conscience de la nécessité d'abattre le capitalisme. Il y a une énorme influence de la révolution mondiale sur les masses : elles voient que la révolution avance, que les Etats Ouvriers avancent, que les partis communistes se développent. C'est ainsi que l'ensemble de la classe développe sa confiance et elle exige de sa direction qu'elle aille de l'avant. Les partis ouvriers n'avancent pas, ni dans le programme, ni dans leur politique, ils sont bureaucratisés, mais la révolution, elle, avance et les partis recueillent les effets de cette avance en se présentant comme ceux qui l'ont organisée. Ils mentent quand ils disent cela. L'Italie en est la preuve : le P.C.I. évite de donner une réponse programmatique révolutionnaire à la nécessité de lutter contre le capitalisme. Les masses luttent, mais comme elles restent centralisées dans le P.C.I., la direction utilise cette centralisation contre la volonté révolutionnaire des masses. Une avant-garde a déjà compris cette situation et décidé de lutter contre ces directions impuissantes et incapables. A bref délai, toutes les masses vont arriver à la même conclusion. C'est pour cela que l'avant-garde prolétarienne doit dès aujourd'hui, les appeler à lutter.

Vecchietti est allé à Moscou. Avec qui a-t-il discuté de ce voyage ? Le P.S.I.U.P. s'est créé contre le P.C.I. : en effet, si sa ligne avait été la même que celle du P.C.I., il se serait fusionné à lui. Le P.S.I.U.P. s'est constitué parce que la politique du P.C.I. ne répondait pas aux besoins et aux intérêts révolutionnaires des masses. Avec qui Vecchietti a-t-il discuté lors de son séjour à Moscou et à quel sujet ? Les masses l'ignorent. Pourquoi n'a-t-on pas fait un congrès pour discuter de ce voyage, de son but et de ce qui serait discuté à Moscou ? C'est cela la démocratie. Les masses du P.S.I.U.P. ignorent ce que font leurs dirigeants. C'est seulement à travers un congrès qu'elles apprennent qu'il y a un programme. Un programme ne doit pas être tenu secret. Il doit être connu et discuté à l'avance par les masses du parti, celles-ci doivent intervenir, accepter ou rejeter. La véritable démocratie c'est le pouvoir de discuter sans aucune pression. Il faut poser la discussion devant toutes les masses exploitées sans exclusive. Une telle discussion ne va pas contre le centralisme démocratique, mais au contraire le favorise. D'autre part, le centralisme se justifie seulement quand il y a un programme révolutionnaire. Quand il n'y a pas de programme révolutionnaire, quand le but n'est pas la lutte contre le capitalisme, le centralisme démocratique n'est qu'un assujettissement des masses. Le centralisme démocratique n'est que la nécessité des luttes pour le programme de la révolution, pour le renversement du capitalisme. Il ne surgit pas d'une vie abstraite du parti : ni le P.S.I.U.P., ni le P.C.I. n'ont un programme révolutionnaire. Et c'est pourquoi dans la prochaine phase, cette avant-garde qui se manifeste aujourd'hui à travers la publication de journaux, aura une influence et une liaison directe beaucoup plus grandes avec le reste des masses, pour pouvoir les organiser.

LES CONGRES DU P.C.I. ET DU P.S.I.U.P. SE PREPARENT DE FAÇON BUREAUCRATIQUE, SANS PROGRAMME POUR FAIRE FACE A LA CRISE DU CAPITALISME.

L'organisation d'une nouvelle direction est déjà en marche, mais cette nouvelle direction révolutionnaire redoute pour le moment de rompre avec la classe en rompant avec la centralisation à l'intérieur du P.C.I. et du P.S.I.U.P. L'avant-garde ouvrière, qui s'exprime à travers ces dizaines de journaux, la masse communiste qui réalise les occupations d'usines et mène de l'avant les actions de Front Unique (Front Unique entre le P.S.I.U.P., le P.C.I., la gauche de la démocratie chrétienne et la base ouvrière socialiste) s'opposent en même temps au parti unique : cela démontre de leur part une compréhension politique très élevée. Il y a dans la base de ces partis une compréhension politique infiniment supérieure à celle de toutes leurs directions. C'est pour cela qu'elles s'opposent au parti unique. Si les masses avaient senti que le parti unique était possible et utile, elles l'auraient appuyé. Elles ne sont pas contre le Front Unique puisqu'elles le réalisent tous les jours dans les usines, dans les bureaux, dans la campagne.

L'avant-garde prolétarienne éduque, stimule et entraîne le reste de la classe dans l'action. Elle sent qu'à travers le Front Unique, elle a un moyen de faire pression contre les directions. Au contraire, le parti unique la soumettrait à l'appareil de la bureaucratie, c'est pourquoi c'est l'avant-garde prolétarienne qui est à la tête de l'opposition au Parti Unique. Un secteur de l'appareil bureaucratique s'oppose aussi au parti unique, mais c'est par intérêt : ce secteur sent qu'il est politiquement liquidé et qu'à travers du parti unique, il ne servirait plus l'objectif de l'alliance avec le capitalisme italien, une politique de réforme du capitalisme. L'avant-garde prolétarienne, elle, s'oppose au parti unique, parce qu'elle sent que c'est une manœuvre : elle rejette le parti unique tout en réalisant dans la lutte un Front Unique concret. Ceci démontre qu'elle a compris que le parti unique signifierait se soumettre à l'appareil bureaucratique, le renforcer eu augmentant son poid eadministratif, et c'est à cela qu'elle s'oppose.

Il faut s'attendre à ce que les conditions actuelles de crise donnent naissance à brève échéance à de très grandes avances de la lutte declasse. Le capitalisme italien n'a plus aucune perspective. Son attitude de s'accrocher à l'impérialisme américain exprime cette situation : le capitalisme italien recherche la protection de l'impérialisme parce qu'il n'a plus aucune confiance, aucune sécuirté, ni dans son armée, ni dans sa police, ni dans son appareil économique, ni dans ses capitaux, ni dans ses industries. C'est pourquoi il s'accroche désespérément à l'impérialisme américain.

C'est sur cette perspective que nous devons nous appuyer. Il faut voir que la pression est infiniment plus grande, que les conditions objectives sont infiniment meilleures que dans le passé et que les bureaucraties du P.C.I. et du P.S.I. ne vont plus pouvoir contenir et dévier les masses. C'est la base sur laquelle il faut s'appuyer pour faire avancer la lutte. Les congrès des partis socialiste et communiste qui se préparent cherchent à éluder tous les problèmes fondamentaux. La crise de ces partis va s'aggraver. A deux ou trois de leur congrès, aucun de ces partis n'a encore dit quel programme il faut discuter, quel est le rpogramme à appliquer pour faire face à la crise du capitalisme italien. Toutes leurs discussions selimitent à des manœuvres bureaucratiques, à des actions diplomatiques. Nous pouvons laisser de côté le P.S.I., mais il ne faut pas oublier qu'il a encore une base ouvrière importante et qu'il recueille presque deux millions de votes : il représente un secteur important de la petite-bourgeoisie réformiste et conciliatrice mais socialiste, qui n'est pas à un niveau inférieur à celui de la bureaucratie du parti Communiste. Le P.S.I.U.P. et le P.C.I. préparent leur congrès sans aucun programme anti-capitaliste : au contraire, leurs discussions portent sur comment réformer, améliorer, adapter les conditions de fonctionnement de l'économie capitaliste.

La crise est évidente. Le capitalisme se voit obligé de fermer des usines, c'est-à-dire d'augmenter le chômage pour pouvoir renouveler son appareil de production et augmenter sa productivité en licenciant des ouvriers et développant le travail à la chaîne et l'automation. A la campagne, il a besoin d'investir de grandes sommes de capitaux pour concentrer la production en de grandes explotitations qui puissent appliquer les avances de la technique et il doit éliminer les petits paysans, les petits producteurs. Ce processus va provoquer de nouvelles crises. Face à cela, ni le P.S.I.U.P., ni le P.C.I. n'ont proposé aucun programme qui réponde à cette situation, et pourant l'un se trouve à deux mois et tl'autre à trois mois de son congrès.

La crise mondiale du capitalisme s'exprime à travers des conflits armés comme ceux du Viet-nam, de St-Domingue, le conflit indo-pakistanais, le conflit sino-indien. La crise sociale se développe en Amérique Latine, au Moyen-Orient. Le conflit sino-soviétique marque l'affrontement de la politique d'adaptation à l'impérialisme menée par la bureaucratie soviétique et la tentative de la bureaucratie chinoise de mener de l'avant une politique d'opposition à l'impérialisme américain (la ligne des Chinois n'est pas encore révolutionnaire, mais elle contient des éléments révolutionnaires). La crise du capitalisme mondial s'exprime aussi à travers la concurrence acharnée entre les divers capitalismes (De Gaulle, en rompant pratiquement avec l'OTAN, en est une expression) et des heurts continuels entre eux : la crise grecque, la crise anglaise ,la crise allemande, la crise française, la crise italienne en sont des exemples. Pourtant, les directions des partis n'offrent pas un mot de réponse de classe à cette crise complète de décomposition du capitalisme mondial. C'est là la conséquence de la politique bureaucratique. Mais l'attitude qui consiste à éviter de répondre à ces problèmes avec un programme d'ensemble va encore aggraver la crise qui existe déjà à l'intérieur de ces partis. Jusqu'à présent, ils avaient puu résoudre ces crises entre bureaucrates, les masses n'avaient pas encore la possibilité d'y intervenir. Mais cela ne va plus durer longtemps. Le capitalisme ne peut plus faire de concessions aux masses, ni aux partis communistes. La bureaucratie soviôétique elle-même ne peut plus faire de concessions à l'impérialisme. La déclaration de Kossyguine a été catégorique. Il s'est vu obligé de dire à l'impérialisme américain : « Vous devez partir du Viet-nam, nous ne pouvons plus concilier ». Et Kossyguine ne ment pas quand il fait une telle déclaration : il a vraiment essayé comme Krouchtchev, de résoudre le conflit par des moyens pacifiques, ils ont essayé de livrer le Viet-nam. Mais ils n'ont pas pu. Aujourd'hui, ils sont obligés de s'opposer à l'impérialisme et de le menacer. Cela ne veut pas dire que cela va être la guerre immédiatement, mais à l'avenir l'impérialisme devra tenir du fait que la bureaucratie ne pourra plus rester insensible s'il poursuit son agression au Viet-nam ou s'il s'attaque à la Chine. Toutes les perspectives indiquent donc une aggravation de la crise révolutionnaire mondiale. Les Partis Communistes n'en tiennent aucun compte, ni dans leurs réunions, ni dans leurs congrès, ils n'organisent pas de manifestations, il n'y a pas de vie politique à l'intérieur de ces partis, pas plus d'ailleurs que dans les syndicats.

AVANT, PENDANT ET APRES LES CONGRES : IMPULSER ET ORGANISER LA TENDANCE ET LE FRONT UNIQUE SUR LA BASE DU PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE.

Les masses du monde entier en Afrique, en Asie, en Amérique Latine et même aux Etats-Unis, manifestent contre l'impérialisme américain et en appui du peuple viet-namien, par des mobilisations, des occupations des universités, en saccageant les centres culturels de l'impérialisme. Partout les occupations d'usines et le contrôle ouvrier sont appliqués comme solution aux problèmes concrets du chômage et des salaires.

Le P.C.I., le P.S.I.U.P. et le P.S.I. se taisent sur tout cela. Mais cela ne manquera pas d'avoir des répercussions sur la masse communiste qui va se sentir au-dessus de sa propre direction. Même si les directions veulent éviter cette discussion dans leurs congrès, ces derniers vont inévitablement refléter cette situation. Mais rien ne va se résoudre dans les congrès. Il suffit de voir qu'à trois mois des congrès, il n'y a encore aucune discussion politique à leur sujet. « Mondo Nuovo » ne dit pas un mot du congrès, du programme, de la discussion. Quelles que soient les résolutions révolutionnaires que l'on essaie de porter au congrès du P.S.I.U.P. et du P.C.I., elles n'ont aucune chance

La lutte pour le programme révolutionnaire est la tâche la plus importante du Prolétariat Italien (suite)

d'être adoptées car ces congrès sont préparés au sommet. Ils se préparent à répondre à la crise du capitalisme, dont ils sont conscients, non par des mesures révolutionnaires, mais par des mesures de conciliation, en essayant de faire des réformes pour s'adapter à la crise du capitalisme.

C'est en dehors des congrès, avant, pendant et après leur réunion que la crise va se résoudre. C'est à cela qu'il faut appeler la tendance révolutionnaire. Il faut lui montrer qu'il n'y a rien à attendre de ces congrès car elle est en train de réaliser toute une campagne pour porter au congrès le plus possible de résolutions révolutionnaires. Ce qu'elle doit faire, c'est mener une agitation dans tout le pays pour préparer le congrès par des actions d'expropriation du capitalisme : pas une usine fermée, nationalisation sans indemnisation et fonctionnement sous contrôle ouvrier, expropriation et distribution des terres aux paysans, moratoire des dettes des petits paysans et formation de coopératives pour les petits producteurs agricoles, expropriation par l'Etat et mise en fonctionnement collectif des grandes exploitations agricoles : expropriation des grandes entreprises, échelle mobile des salaires, des heures de travail ; appui inconditionnel à la révolution coloniale ; Front Unique de tout le prolétariat du pays, socialistes, communistes, etc. ; Front Unique de toutes les masses exploitées, paysans, ouvriers, étudiants, petite-bourgeoisie sur la base de ce programme. Il faut appeler au Front Unique européen, à la constitution d'une seule centrale ouvrière pour faire faice à la crise du capitalisme européen, crise sociale, mais qui commence à s'accompagner d'une crise économique. Il faut regrouper à échelle européenne, les syndicats par secteurs économiques. Il faut réaliser le Front Unique du prolétariat européen, des syndicats, des centrales ouvrières, des patris socialistes et communistes sur la base du programme que nous venons de citer. En vue du congrès lui-même, il faut se mettre d'accord sur ce programme et arriver à des positions programmatiques qui répondent aux problèmes vitaux des masses à cette étape : chômage, diminution des salaires, fermetures d'usines, licenciements d'ouvriers, expulsions continuelles des petits paysans de leurs terres. Ces dizaines et dizaines de publications du P.S.I.U.P. doivent mener ensemble l'agitation pour ce programme, appeler à lutter en Front Unique pour sa réalisation, en s'élevant depuis ces problèmes immédiats jusqu'aux grandes décisions politiques, jusqu'à la lutte pour l'écrasement du capitalisme. Les masses sont préoccupées par ces problèmes immédiats et c'est sur cette base que le Front Unique doit se réaliser. Toutes ces publications doivent se mettre d'accord et faire appel aux masses des autres partis pour le Front Unique. Mais il faut commencer à l'organiser concrètement dans les usines, dans les quartiers, sur tous les lieux de travail pour stimuler les directions, faire pression sur elles en vue du Front Unique. C'est sur cette base que pourra se réaliser un travail efficace qui va avoir une grande portée dans la prochaine phase. Il y a déjà des usines qui sont en train de le faire par leur propre initiative. Comme nous l'analysions plus haut, la parution de ces journaux indique l'existence dans les usines et dans les syndicats, à la campagne, d'un secteur beaucoup plus vaste qui veut la même chose. Ce processus s'est élevé au cours des derniers mois et cela exprime le développement dans tout le pays de tendances qui cherchent à mener de l'avant un programme révolutionnaire.

« Mondo Nuovo » peut jouer un rôle énorme. Au début, il s'est beaucoup vendu, on attendait beaucoup de lui. Tous ces journaux qui apparaissent maintenant viennent de secteurs qui ont vu que « Mondu Nuovo » devenait aussi pacifiste, aussi conciliateur, aussi opportuniste que les autres journaux. Ils ont alors essayé de sortir leurs propres publications pour pousser «Mondo Nuovo» de l'avant. «Mondo Nuovo» peut se ressaisir. Les articles qu'il a publié sur l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie ont eu une importance énorme : le public y a vu une ligne révolutionnaire et « Mondo NuoVo » a gagné de l'autorité. Depuis cette époque, il y a un recul constant : maintenant « Mondo Nuovo » ne parle plus de rien. Il peut de nouveau jouer un grand rôle s'il reprend la lutte pour un programme anti-captialiste. Il ne doit pas craindre les conséquences d'une telle décision, mais s'il ne la prend pas, d'autres vont le faire. Il y a une nécessité objective d'un journal de masses qui donne une réponse ouvrière, de classe et révolutionnaire à la crise du capitalisme. Toutes ces publications sont un avertissement et cela va s'exprimer aussi dans le P.C.I.

La démocratie chrétienne conserve une base dans la petite-bourgeoisie, mais celui-ci est aidé à son tour par le P.C.I. et par le P.S.I.U.P. Si la tendance de gauche qui existe dans la démocratie chrétienne n'avance pas plus, c'est parce qu'elle ne voit pas grande différence entre ce que fait son parti et ce que font les communistes et socialistes. Si « Mondo Nuovo » lance une politique et un programme anti-capitalistes, il va entrer en conflit avec le P.C.I., avec Neni et avec Moscou. Mais par contre, il va recevoir l'appui des masses et s'il ne le fait pas, d'autres vont le faire. Il n'y a pas de place en Italie pour un P.C.I. et P.S.I.U.P. avec une même politique conciliatrice, et pour la conciliation et l'alliance avec le capitalisme, le P.C.I. est le maître incontesté. La différence entre le P.S.I. et le P.C.I. consiste dans le fait que le premier fait l'alliance avec le capitalisme national, alors que le second suit la ligne de la bureaucratie des Etats Ouvriers. Les luttes entre les appareils de ces deux partis sont purement bureaucratiques. Elles ne font pas avancer la révolution : c'est pour cela qu'elles ne trouvent aucun écho dans les masses. Par contre, à la base, les militants socialistes ,communistes et du P.S.I.U.P. font Front Unique pour occuper les usines. Les masses rejettent ces luttes inter-bureaucratiques : toute leur préoccupation est de mener de l'avant la lutte de classe. Ces congrès seront simplement une escroquerie contre les masses, pour tenter de faire une politique d'adaptation au capitalisme, en collaboration avec la bureaucratie soviétique, avec la bureaucratie des Etats Ouvriers, et dans l'intérêt direct des bureaucraties de ces partis. Tels sont ces congrès.

PAS DE PARTI UNIQUE, MAIS UN FRONT UNIQUE ANTI-CAPITALISTE.

Les discussions pour l'opportunité de constituer un parti unique et de maintenir l'indépendance de ces partis n'a aucune perspective. Le parti unique est exclu en Italie. Les masses le refusent.

Il faut mener de l'avant toute une lutte, une campagne énorme pour que les tendances qui existent dans le P.S.I.U.P., dans le P.C.I., dans le P.S.I., mènent de l'avant le programme pour le Front Unique pour faire face à la crise du capitalisme. La lutte que Amendola est en train de mener pour le Parti Unique, qui permette de s'adapter à la situation de crise ou de rendre le P.C.I. indépendant de la bureaucratie soviétique est sans perspectives.

Les masses italiennes ont compris qu'il est nécessaire de se centraliser autour du Parti, elles voient l'avance de la révolution dans le monde, l'avance des Etats Ouvriers, les énormes progrès du communisme partout ; elles n'arrivent pas encore à comprendre toute la trahison des directions des Etats Ouvriers, mais elles manifestent leur volonté révolutionnaire de prendre le pouvoir. C'est pour cette raison que la grande masse continue à vouloir rester au P.C.I. Elle voit dans le P.C.I. un centre. La direction du P.C.I. ne représente en rien cette masse : elle n'a pu se maintenir que par des escroqueries et en se servant des masses elles-mêmes. Cela, elle ne va plus pouvoir le faire longtemps. Le développement même de la crise capitaliste va éliminer cette possibilité.

La tentative d'Amendola de constituer un Parti Unique est une pure folie : il n'y a plus de possibilités de stabiliser le capitalisme, qui est la base fondamentale pour pouvoir mener une politique conciliatrice, opportuniste, d'alliance avec lui, sur la base d'un programme de réforme et de rénovation du capitalisme. S'il se forme aujourd'hui un Parti Unique, s'il y a des tendances à réaliser un Parti Unique, cela va se donner sous la forme d'un Front Unique sur un programme anti-capitaliste.

Toutes ces tendances, les groupes qui, au sein du P.C.I., travaillent en Front Unique avec les ouvriers, les paysans, les masses exploitées du P.S.I.U.P. doivent exiger, non pas le Parti Unique qui ne laisserait subsister aucun parti pour s'opposer au capitalisme, mais un Front Unique. C'est cela qu'il faut réaliser maintenant, et avec le programme que nous posons. Mais pour cela, il faut lutter et se préparer à poursuivre cette lutte au-delà du congrès. Il faut essayer de faire que ce programme s'exprime dans les congrès du P.S.I.U.P. et du P.C.I., mais en même temps se préparer à continuer la lutte après. Il ne faut pas entretenir des illusions et croire que dans ces congrès des problèmes vont être résolus. Ces congrès ne vont rien résoudre du tout parce que la bureaucratie les a « arrangés » à l'avance. Les masses qui ont cru trouver dans ces congrès un moyen de faire pression pour impulser la lutte en avant, quand elles verront que c'est impossible, vont continuer leurs luttes vers d'autres voies. Les conditions objectives vont les y inciter.

Les perspectives ne sont pas d'une passivité des masses. Les congrès qui se préparent esquivent, ignorent tous les problèmes qui concernent directement la vie et les luttes des masses d'Italie, d'Europe et du monde. Les masses, elles, en tiennent compte, même si elles ne comprennent pas encore idéologiquement toute la situation ou si cette compréhension ne se traduit pas encore de façon organisée. Les masses cherchent à donner une réponse sociale et politique à tous ces problèmes.

C'est sur cette situation qu'il faut se baser pour organiser des courants et des tendances, mais à l'intérieur des partis communistes et socialistes. Ces groupes doivent, dès maintenant, de façon clandestine ou publique, selon les possibilités et en fonction de la nécessité de maintenir leur fonctionnement à l'intérieur de ces partis, entrer en contact entre eux, réaliser des actions de Front Unique et faire pression, au niveau de leurs lieux de travail respectifs, pour mener de l'avant une politique révolutionnaire. Militants socialistes, communistes ou du P.S.I.U.P. doivent, sur leurs lieux de travail, réaliser des accords révolutionnaires, sans appeler à la constitution d'un nouveau parti. Une telle politique va stimuler énormément la réalisation d'un Front Unique à échelle mondiale. Il ne faut pas se laisser impressionner par la force et le poids des appareils bureaucratiques du P.C.I. et du P.S.I.U.P. C'est vrai qu'ils sont énormes. Mais c'est en comparant avec la situation d'il y a dix ans qu'on peut mesurer combien le P.C.I. est en train de perdre toute force et toute capacité.

Ce n'est pas la mort de Togliatti qui a affaibli le P.C.I. ; s'il vivait, ce serait la même chose. Togliatti sur la possibilité de concilier à la fois avec le capitalisme italien et avec la bureaucratie soviétique. La crise du capitalisme et des bureaucrates des Etats Ouvriers rend impossible une telle conciliation. Les conditions objectives placent cet énorme appareil bureaucratique dans des conditions toujours plus mauvaises et il n'arrive plus à se maintenir debout. La centralisation des masses dans le P.C.I. et dans le P.S.I.U.P. ne signifie absolument pas qu'elles font encore confiance à ces directions. Il faut dès maintenant s'organiser et organiser des courants et des tendances qui luttent et qui agissent, d'accord entre eux, pour la réalisation de ce programme de revendications de classe. Il faut répondre à la crise actuelle du capitalisme en Italie, en Europe et dans le monde en luttant pour l'alliance ouvrière et paysanne, vers le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Il faut chercher à influencer les congrès, mais sans en attendre des résultats décisifs : c'est la continuation de la lutte après et en dehors des congrès qui va donner des résultats importants, parce que les conditions seront favorables, à échelle nationale, mais aussi à échelle mondiale : crise croissante du capitalisme, liquidation de la « coexistence pacifique », avance de la révolution, formation partout de tendances et de courants révolutionnaires qui vont stimuler les masses du monde entier à rechercher la voie révolutionnaire en dehors des Partis Communistes et Socialistes.

Ce que l'on voit aujourd'hui de la crise des partis socialistes et communistes n'est encore qu'une manifestation superficielle, mais dans la prochaine étape, cette crise va se manifester dans toute son ampleur. Il est impossible de résoudre cette crise par le jeu d'équipes de rechange, comme prétendent le faire les Livio Maïtan et Cie. Ces individus s'offrent pour jouer le rôle de direction de rechange pour le P.C.I., mais ils n'ont aucune chance de pouvoir s'affirmer. Toutes leurs actions ne sont que des manœuvres qui servent, consciemment ou non, les intérêts de la bureaucratie soviétique et des directions bureaucratiques des Partis Communistes, et du capitalisme. Ces gens ne sont pas à craindre car ils n'ont devant eux aucune perspective. La crise mondiale du capitalisme, le règlement de comptes final, les préparatifs en vue de la guerre mondiale atomique excluent la possibilité de pouvoir disposer d'un nouveau délai historique pour mener à bien une telle politique de rechange. Ce sont là des rêves de bureaucrates, qui espèrent faire carrière et ne répondent à aucune nécessité historique.

LUTTER CONTRE LE CAPITALISME DANS LA PERSPECTIVE DU GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN.

Il faut se préparer, organiser des courants, des tendances révolutionnaires, se mettre d'accord, socialistes, communistes, militants du P.S.I.U.P., pour mener de l'avant une politique qui donne une réponse de classe à la crise économique, sociale et politique du capitalisme sur la base du programme que nous avons exposé plus haut : échelle mobile des salaires et des heures de travail, pas une seule usine fermée, mais mise en fonctionnement, après son expropriation par l'Etat, sous contrôle ouvrier ; constitution de groupes ouvriers d'auto-défense, premier pas vers la constitution de milices ; moratoires de toutes les dettes des paysans, petits et moyens, fermiers et propriétaires ; crédit de l'Etat, sans intérêt ; aide technique aux paysans ; constitution de coopératives agricoles ; augmentation des salaires des ouvriers agricoles ; Front Unique entre Socialistes, P.S.I.U.P. et Communistes pour mener de l'avant ce programme en réalisant, sur cette base, des mobilisations de masses.

Le Parlement a déjà fait la preuve qu'il n'a plus aucun rôle : pour la lutte de classe, il a perdu toute importance historique. C'est pour pouvoir survivre que le capitalisme maintient les communistes et les socialistes au Parlement : il essaie d'éviter ainsi que les masses ne s'orientent vers d'autres voies. Les masses, faute de se voir offrir une autre perspective, essaient de faire pression sur ces parlementaires socialistes et communistes pour qu'ils agissent au sein du Parlement. Il faut rejeter toute illusion d'arriver à résoudre cette crise du capitalisme à travers le Parlement : celui-ci ne va pas empêcher les fermetures d'usines, ni donner du travail à ceux qui n'en ont pas.

La politique actuelle de l'Etat consiste à concéder des crédits énormes aux usines qui ferment, aux usines en faillite, pour essayer de maintenir sur pied la structure capitaliste. Il aide les patrons, mais ne fait rien pour les ouvriers et les paysans. Seulement un pourcentage infime de ce que l'Etat dépense en faveur de la grande et moyenne industrie a été attribué aux victimes des récentes inondations. Cela montre bien ce que veut le capitalisme et qu'il ne faut rien attendre du Parlement. Il faut utiliser le Parlement comme une simple tribune pour y faire des dénonciations, des appels à l'organisation et de l'agitation en faveur du FRONT UNIQUE. Il faut faire des meetings dans les quartiers, devant les usines, unir syndicat, usine et quartier. Il faut faire des meetings à l'intérieur même des usines, des ateliers. Il faut imposer des élections de délégués, c'est là un point essentiel de la démocratie prolétarienne.

Ni le P.C.I., ni le P.S.I., ni le P.S.I.U.P. ne disent un mot au sujet de la démocratie prolétarienne. Ils usurpent bureaucratiquement la représentation démocratique des masses. Les masses n'ont aucun moyen d'exprimer leur opinion. La preuve en est que le P.C.I., à trois mois de son congrès, ne fait pas la moindre mention des problèmes que pose la crise du capitalisme en Italie et dans le monde. Il ne mobilise pas les masses, ne fait aucun appel à lutter pour un programme anti-capitaliste. Il est nécessaire de développer toute une campagne de manifestations, de meetings, de grèves, avec occupations d'usines, d'assemblées d'usine et d'atelier, d'assemblées de délégués d'atelier de toutes les usines, pour mener de l'avant le programme révolutionnaire. Il faut revendiquer : Front Unique des ouvriers avec les paysans, les employés, la petite-bourgeoisie et les étudiants ; démocratie syndicale : droit pour toutes les tendances du mouvement ouvrier de s'exprimer librement, publication de journaux syndicaux où toutes les tendances aient le droit de s'exprimer ; représentation proportionnelle de toutes les tendances dans la direction du mouvement syndical. Front Unique entre les militants du P.C.I., du P.S.I. et P.S.I.U.P. ; Front Unique, non avec Nenni, qui le repoussera, mais avec la base socialiste : celle-ci i n edoitaatssluebeqrans te : celle-ci doit sentir que la base du P.C.I. et du P.S.I.U.P. s'agitent et cherche à la gagner ; c'est de cette façon qu'on peut entraîner la base ouvrière, petite-bourgeoise et paysanne du P.S.I. ; politique de Front Unique sur la base d'un programme de classe qui attirera toutes ces masses, et même la base ouvrière et syndicale de la gauche démocrate chrétienne.

C'est sur cette base que des tendances surgies au sein de ces partis doivent s'unir et répondre aux supercheries, aux escroqueries des directions dans les congrès. Ces congrès ne vont rien résoudre. Les masses doivent continuer à lutter sans attendre que ces congrès prennent de décisions importantes. Il faut se préparer dès maintenant à continuer la lutte pour le Front Unique, pour le programme révolutionnaire, et préparer ainsi la voie du Gouvernement Ouvrier et Paysan.

J. POSADAS.

Le 16 octobre 1965.

LES REFORMES ECONOMIQUES EN URSS (suite)

salaires. Nous avons posé cela pour Cuba la première fois en 1959 : Guevarra avait alors rejeté cette mesure ; en 1963, il devait la reprendre à son compte et cette prise de position est une des raisons qui ont motivé l'élimination de Guevarra. De telles positions sont évidemment des idées, des conceptions trotskystes. De plus, ce qui a contribué à faire prendre à Guevarra de telles positions, c'est le voyage qu'il a effectué en Chine, en Algérie, au Mali : ses idées n'étaient plus le fruit d'une réflexion ou d'une imagination : son contact direct avec une série de pays lui a fait mesurer qu'il était possible d'appliquer de telles mesures. Dans tous les travaux récemment publiés de Guevarra, il y a, au milieu de beaucoup de confusion, une tentative de démontrer qu'il est possible de réaliser immédiatement une certaine égalisation des salaires et que pour que l'Etat Ouvrier se développe, il est indispensable de développer l'esprit et la conscience socialiste des masses.

Jusqu'à présent, la bureaucratie des Etats Ouvriers avait pu jusqu'à un certain point cacher l'antagonisme existant entre ses intérêts et ceux du reste de la population (jusqu'à un certain point seulement car la population voit bien comment elle agit et quelle est sa mentalité ; les masses connaissent son rôle immonde). Mais maintenant, ce rôle de la bureaucratie va apparaître de plus en plus ouvertement, à mesure que les luttes en son sein vont s'approfondir. Tout ceci va signifier un frein énorme au développement de la production et de la productivité. Il va y avoir un déséquilibre croissant dans la production qui va, comme en en Yougoslavie, porter préjudice à l'économie toute entière.

La seule base valable et ferme pour augmenter la production et la productivité dans les Etats Ouvriers est celle qui repose sur la planification centralisée et le monopole d'Etat sur le commerce extérieur, car la planification permet de mettre en jeu toutes les forces, tous les recours du pays, de façon centralisée et élimine la concurrence et l'anarchie. La concurrence est justement une des principales causes qui limitent la production du capitalisme et l'acheminement vers sa liquidation. Car concurrence signifie dispersion des forces, productives et sociales, gaspillage. La bureaucratie introduit cela en Union Soviétique. Mais un tel gaspillage ne va pas pouvoir durer longtemps. Toute l'idiotie, la mentalité immonde de la bureaucratie se manifestent quand elle s'imagine qu'avec de tels procédés, elle va augmenter la production : elle va peut-être augmenter dans 5, 10 ou 20 usines,

AU CONGRES DE LA F.G.T.B. LIEGEOISE, SE SONT EXPRIMEES LA CRISE DU REFORMISME ET LA NECESSITE DE CONSTRUIRE LA TENDANCE REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIERE

Le Congrès régional de la F.G.T.B. liégeoise a exprimé lui aussi, la crise qui se développe dans la direction du mouvement ouvrier, et qui est la crise du réformise. Il n'a pu donner aucune réponse anti-capitaliste, aucune perspective de lutte et d'intervention indépendante de la classe ouvrière, sur tous les problèmes que celle-ci affronte actuellement. Le congrès n'a pas discuté, ni pris de décisions sur les expériences vivantes et concrètes des masses, de la région liégeoies et de tout le pays ; sur les fermetures de charbonnages qui vont se multiplier à bref délai, sur les problèmes de l'automation et de la concentration capitaliste dont la classe ouvrière subit le poids : il y a des menaces de licenciements, de déclassement, de chômage, pour les ouvriers de l'Espérance. Il y a des fermetures d'usines dans le Centre et le Borinage, d'usines textiles dans le Brabant wallon et la région gantoise. Il y a une menace de crise sur toute la sidérurgie. Il y a l'augmentation accélérée du coût de la vie qui vient encore s'aggraver avec les mesures fiscales du gouvernement.

Sur tous ces problèmes, les résolutions de la F.G.T.B. donnent une réponse générale, une réponse réformiste : la nécessité des réformes de tructures.

En même temps, ils ont dû constater que la lutte pour les réformes de structures n'a pas avancé du tout et que rien n'a encore été réalisé du programme de 1954. Mais pourquoi en est-il ainsi, il faut tirer ce bilan et le congrès ne l'a pas fait et a continué à affirmer sa fidélité au même programme.

La logique de la conception réformiste conduit à poursuivre la même politique qui, depuis 10 ans, est impuissante devant l'aggravation constante des conditions de vie des masses.

Les résolutions du congrès préconisent que le « programme d'expansion économique du gouvernement pour 1966-70, ait un caractère impératif ». Mais qui décide d'un tel programme et en fonction de quoi est-il établi, avec quels capitaux ? Ce sont les capitalistes eux-mêmes qui décident, ce sont eux qui possèdent ces moyens et ils décident en fonction de leur plus grand profit, de leurs possibilités de concurrence et de leur préparation à la guerre atomique.

Le rôle de l'Etat là-dedans est de protéger et de favoriser légalement les décisions des grands capitalistes, de leur accorder des crédits et des subsides. C'est à cela que sert la Société Nationale d'Investissements.

N'importe quel programme établi par le gouvernement bourgeois servira les intérêts des capitalistes et jamais les intérêts des masses exploitées.

Les dirigeants syndicaux proposent en même temps un plan contre le déclin de la Wallonie et exigent la reconversion de l'industrie et une politique permettant le plein emploi. Pour réaliser cela, il faut une société régionale de développement public. Mais qui fournira les capitaux et quel contrôle la classe ouvrière peut-elle exercer ? Ce serait cette fois jouer le rôle de la S.N.I. sur le plan wallon. Mais les capitalistes n'en ont pas besoin. Si cela répondait aux nécessités du capitalisme, il l'aurait déjà établie.

Le plan de reconversion proposé par la F.G.T.B. est en définitive une alternative bourgeoise, parce ce qu'il est établi en fonction de la concurrence capitaliste internationale, et non pas en fonction des besoins des masses laborieuses.

Elle propose de reconvertir l'industrie wallonne dans des secteurs encore en expansion sur le plan du marché capitaliste. Mais cela ne peut pas aboutir : si le capitalisme ne fait pas de telles reconversions, c'est parce que sa propre structure ne le lui permet pas. S'il avait vu un intérêt pour ses profits à produire dans ces secteurs, il l'aurait déjà fait. Mais c'est le contraire qui arrive. Pour de tels investissements, les capitaux vont à l'étranger ; le voyage du roi en Amérique Latine est destiné à cela : chercher de nouveaux débouchés et des possibilités d'investissements qui rapportent beaucoup.

Il faut que le mouvement ouvrier établisse sa propre planification de l'économie, mais la planification en fonction du marché capitaliste, les monopoles la font déjà eux-mêmes, et elle conduit inévitablement à la fermeture des charbonnages, de toutes les petites et moyennes entreprises qui ne résistent pas à la concurrence. Pourtant, il existe un marché énorme, qui n'est pas satisfait : celui des besoins des masses exploitées pour avoir un logement convenable, de l'eau, du gaz, de l'électricité, des moyens de transports, des machines agricoles, etc. Il faut tenir compte de ce marché là pour faire un plan. Autrement il n'y a pas de perspectives.

Sur leur propre programme, les dirigeants F.G.T.B. reculent : ils proposent la nationalisation de l'énergie. Mais pourquoi pas la nationalisation des chargbonnages ? Une chose est d'exprimer sa solidarité avec les travailleurs licenciés à cause des fermetures, mais il faut mettre en avant la lutte et les moyens, le programme nécessaire pour y remédier. Là se montre la contradiction la plus grande où aboutit toute la politique réformiste : d'un côté, ils font des résolutions de solidarité ; et de l'autre, comme l'a encore répété Yerna, ils demandent des subsides au gouvernement pour empêcher les fermetures, et c'est la seule perspective concrète qui s'exprime. Il est possible même que le gouvernement accorde encore des subsides pour un temps limité, afin d'essayer d'éviter l'affrontement avec la classe ouvrière. Mais cela ne résoud rien. Quand les mineurs de La Batterie ont occupé leur mine pour empêcher sa fermeture et ont appelé tous les mineurs et toute la classe ouvirière à la solidarité, qu'a fait la F.G.T.B. ? La Centrale des Mineurs a ouvertement saboté cette grève et la direction régionale est allée chercher des subsides et des promesses au gouvernement. **Maintenant ils se disent solidaires des travailleurs victimes des fermetures ! Mais lorsque les ouvriers par leur propre initiative, et en s'organisant directement, ont montré quel chemin il fallait prendre pour empêcher les fermetures, ils ont tous fermé les yeux et n'ont pas bougé le petit doigt.**

Le congrès devait prendre la résolution de soutenir et d'appuyer, de stimuler toutes les luttes de la classe ouvrière contre les fermetures et proposer le programme anti-capitaliste avec lequel cette lutte peut aboutir : la nationalisation des mines et appeler à la mobilisation générale de toute la région pour soutenir chaque usine en grève.

Le programme des réformes de structure ne veut pas sortir des limites du capitalisme et se base sur l'illusion qu'il est encore possible d'obtenir de lui certaines réformes. Les méthodes d'action pour aboutir à sa réalisation vont ensemble avec cette conception : ce sont des méthodes de pression sur le gouvernement, de pression de l'appareil syndical, sans l'intervention de la classe ouvrière. Cependant, même pour réaliser ce programme, il faut la mobilisation et l'intervention indépendante de la classe ouvrière. Pour obtenir qu'aucune usine ne soit fermée avant une reconversion préalable, il n'y a pas d'autre moyen que d'appeler la classe ouvrière à la maintenir ouverte ! Et il faut mener une lutte directe contre le capitalisme, mais cela conduit immédiatement beaucoup plus loin qu'à de simples réformes, cela conduit à l'établissement d'un double pouvoir au niveau de l'usine.

Cela, les dirigeants syndicaux le redoutent le plus. Parce que cela stimule la classe ouvrière à intervenir, à prendre elle-même les décisions et les initiatives et à laisser de côté toute la bureaucratie syndicale. La crainte de l'intervention indépendante de la classe ouvrière est commune à tout l'appareil syndical et c'est la base de toutes les conciliations entre toutes les tendances de l'appareil syndical. Dans le congrès, les résolutions n'ont proposé aucune perspective de lutte, d'action complète ! **La bureaucratie syndicale est unie par cette préoccupation : ne pas se laisser déborder, dépasser par la classe ouvrière. Pas de mobilisation ! Pas d'intervention des masses !** Ainsi « La Wallonie » publie sans commentaires, sans se démarquer, le discours de Major dans une réunion avec des représentants de la bourgeoisie, où il dit clairement que la mobilisation de toute la classe ouvrière n'est pas à souhaiter, que l'on peut tolérer tout au plus des grèves partielles, localisées, et que, d'autre part, les patrons et les ouvriers devraient s'entendre dans les entreprises en vue du bien-être général. C'est une déclaration de collaboration de classe et un sabotage de la classe ouvrière !

Les résolutions finales du congrès n'ont pas réflété les discussions qui se sont déroulées en son sein. Malgré sa préparation bureaucratique, malgré l'absence de discussions, de débat de toute la classe ouvrière pour préparer ce congrès, il y a eu une grande pression de la base. Le congrès n'y a pas donné une réponse, parce que la classe ouvrière n'y est pas intervenue directement, mais lesinterventions de plusieurs délégués et les discussions ont rendu la classe ouvrière présente au congrès. Le discours même de Yerna l'a montré, celui-ci s'est vu obligé d'affirmer à plusieurs reprises que tous les dirigeants n'ont jamais agi contre les intérêts de la classe ouvrière. Il a répondu à des critiques, qui ne venaient cependant pas directement de l'assemblée. Il a essayé de démontrer la fidélité de la direction F.G.T.B. à la combativité de la classe ouvrière, il a dû se justifier de l'utilité des commissions paritaires, des négociations avec les capitalistes, il a dû s'assurer qu'il restait partisan des grandes actions de la classe ouvrière ; toute une intervention sur la défensive.

La discussion la plus importante a porté sur les 40 heures. Plusieurs délégués sont intervenus en exigeant la lutte immédiate pour cette revendication. Là, ils ont été les porte-parole, directs ou indirects, de la volonté anti-capitaliste de la classe ouvrière. C'est une revendication fondamentale dans les conditions actuelles, mais pour laquelle le capitalisme ne cédera pas sur de simples pressions ; c'est une revendication aussi, qui va unifier la lutte de tout le prolétariat européen. Pour ces raisons, les bureaucrates syndicaux veulent éviter d'en discuter et surtout de de voir se lancer à la lutte pour la conquérir. Lambion a répondu aux interventions, en essayant d'escamoter la discussion. Il s'est réfugié derrière le fait que la Régionale liégeoise ne peut pas prendre de décision seule. Mais comme déjà, sur le plan national, la F.G.T.B. a exclu cette revendication de son programme immédiat et en laisse l'initiative aux différentes centrales professionnelles, cela veut dire que Lambion volontairement refuse d'engager la lutte pour les 40 heures ! Comme ces délégués l'ont exigé, c'est immédiatement qu'il faut organiser la lutte pour les 40 heures ! Non seulement pour la défense des travailleurs contre la fatigue des cadences, mais comme un mot d'ordre et une réponse anti-capitaliste contre les menaces de chômage, pour faire bénéficier la classe ouvrière de l'automation.

L'indépendance syndicale de laquelle se revendique la régionale liégeoise est aussi un élément de crise dans le mouvement syndical : la déclaration de l'indépendance syndicale a été imposée aux dirigeants syndicaux devant la volonté de la classe ouvrière de rompre avec le réformisme. Mais ils en sont restés là. En même temps qu'ils ont répété leur fidélité à ce principe, dans le congrès ils ont laissé la porte ouverte à une nouvelle action commune avec le P.S.B. Mais quel changement de circonstance peut amener le P.S.B. à défendre les intérêts de la classe ouvrière ! Le P.S.B. s'est complètement intégré dans le régime capitaliste et ne pourra changer de rôle, quelles que soient les conditions politiques futures !

Pour être logique avec le principe de l'indépendance syndicale, il faut poser le problème : comment le programme de lutte pourra-t-il se réaliser ? Si le P.S.B. n'exprime plus politiquement les aspirations du mouvement syndical, comment pourra-t-il faire avancer ses revendications ? La démonstration que l'action politique est indispensable et ne peut se dissocier de l'action syndicale est donnée par le M.P.W. où se retrouvent tous les dirigeants syndicaux liégeois. Mais cela montre en même temps qu'ils ne veulent pas sortir des limites du réformisme ! et c'est de plus en plus difficile aujourd'hui ! Il y a chaque fois moins de marge de manœuvre possible entre la volonté de lutte anti-capitaliste des masses et la politique d'alliance au capitalisme du P.S.B. et des Major. Les limites données délibérément à l'indépendance syndicale reflètent cela : ou bien il faut aboutir à organiser l'intervention de la classe ouvrière, permettre l'expression de la tendance révolutionnaire qui se développe en elle, lutter pour le programme et pour la direction révolutionnaires de la classe ouvrière, ou bien il faut, sous l'une ou l'autre forme, maintenir les liens avec le P.S.B. et avec les hauts dirigeants de l'appareil syndical. C'est cela que font les dirigeants liégeois ! La solidarité de l'appareil et de leur propre fonction de bureaucrates l'emporte sur la fidélité aux aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière. C'est la base de leur crise, parce qu'ils sont obligés de toute façon de répondre et d'être sensibles à la pression de la classe ouvrière.

L'indépendance syndicale pose le problème de la construction du parti révolutionnaire capable d'être l'expression de la volonté anti-capitaliste que la classe ouvrière exprime encore dans le terrain syndical. Si le P.S.B. n'est plus l'expression politique du mouvement syndical, cela veut dire en même temps que le Parlement, les méthodes de lutte légales et pacifiques ne permettront jamais la réalisation des aspirations des masses. Il faut organiser la lutte, avancer le programme révolutionnaire dans la perspective de lutter pour le pouvoir ouvrier en Belgique. Il faut rompre avec la politique réformiste et de conciliation qui ne peut aboutir à aucune concession de la part du capitalisme, parce qu'il n'est plus en condition de céder sur rien !

La lutte pour construire la tendance révolutionnaire est à l'ordre du jour et c'est une conclusion à tirer de ce congrès de la F.G.T.B. liégeoise.

Appel aux militants Pro-Chinois

Dénoncer les falsifications de la « Voix du Peuple » qui tente d'identifier le réformisme de l'U.R.S.S. au Trotskysme !

A plusieurs reprises déjà, nous avons émis l'opinion selon laquelle un courant dans la base militante du Parti Communiste pro-Chinois lutte et s'oriente vers des positions révolutionnaires.

Les premiers éléments concrets qui déterminèrent cette opinion sont apparus il y a quelques mois dans « La Voix du Peuple » sous forme de notes, puis d'articles qui, s'enhardissant au fur et à mesure que s'exacerbaient les différends entre la base et la direction de ce parti, tentaient d'identifier le trotskysme aux réformistes de « La Gauche », voire à la bureaucratie titiste.

A en juger par leur violence accrue, ces attaques (car c'est bien de cela qu'il s'agit et non de critiques constructives) ne semblent pas avoir extrait l'épine que la direction du P.C. pro-Chinois porte dans le talon. Et plus ils frappent du pied, plus l'épine s'enfonce et les blesse !

Car toutes ces attaques au trotskysme poursuivent en réalité cet objectif : masquer le programme révolutionnaire, semer le doute et la confusion, faire obstacle aux tentatives de Front Unique entre certains secteurs de la base du P.C. pro-Chinois et notre parti.

Cette double manœuvre de « La Voix du Peuple » d'associer le Trotskysme à l'U.G.S. et de là au réformisme, a pour but de cacher, passer sous silence l'existence de la IVe Internationale en Belgique, son action et avant tout son programme vers lequel évoluent les tendances et courants révolutionnaires qui germent dans le mouvement ouvrier et en l'occurence dans la propre base militante et sympathisante du P.C. pro-Chinois.

La qualification de « réformiste » appliquée au programme de l'U.G.S. est correcte. Par contre, l'association de cette politique au Trotskysme relève du plus haut manquement d'objectivité.

Que dit le programme de l'U.G.S. ? « Réformes de structure anti-capitalistes ». Nous disons : « Il n'y a pas de réformes de structure anti-capitalistes possibles ». Si le capitalisme pouvait les supporter, il le ferait lui-même, pour éviter l'action des masses ; mais il ne peut plus rien céder. Par contre, nous disons : « Il y a la possibilité d'abattre le capitalisme. Il faut s'y préparer : Front Unique sur un programme anti-capitaliste et révolutionnaire ! ». Dans le numéro 34 de « La Lutte Ouvrière », nous publions un article du camarade Posadas intitulé : « L'impossibilité des réformes de structure et la nécessité du programme révolutionnaire ». Quoi de commun avec le réformisme de « La Gauche » ?

Que fait l'U.G.S. ? Elle s'allie à Huysmans et son nouveau parti. Analysons pourquoi ce parti : aux élections et dans la lutte chaque jour, la classe ouvrière a manifesté son rejet de la politique réformiste du P.S.B. Elle a retiré 25 % de ses voix au P.S.B. en s'abstenant, en votant pour le P.C., pour le P.C. pro-Chinois et aussi pour le programme trotskyste à Charleroi. Cela signifie une intense polarisation des forces sociales sur une position anti-capitaliste et que se créent les conditions pour un parti marxiste-révolutionnaire de masses, pour le Front Unique prolétarien anti-capitaliste. Mandel, quant à lui, voit dans les élections une défaite des forces de « gauche ». Quel est donc le point commun entre lui et nous ?

La Confédération Socialiste des Travailleurs se pose comme canalisateur de ces courants marxistes-révolutionnaires. Par contre, que disent les trotskystes, quel est notre programme ? Nos mots d'ordre et la ligne de nos actions est : « Front Unique anti-capitaliste ! Impulser les tendances marxistes-révolutionnaires dans la perspective et pour la construction du parti marxiste révolutionnaire de masses! ».

Quelle analogie entre ce programme et celui de la C.S.T. ? Se revendiquer du trotskysme est une chose ; mener la politique trotskyste est autre chose! Pour l'U.G.S. et le P.W.T. qui tentent de capter et dévier ces courants évoluant vers des positions marxistes-révolutionnaires, se revendiquer « du trotskysme » leur paraît la meilleure propagande. Mais le prolétariat ne s'arrête pas à une appellation. Il n'y a que la direction pro-chinoise pour

(suite page 8)

LETTRE DU « VIET-NAM COMMITTEE » AU PARTI

CAMARADES,

Le Viet-nam Day Comittee vous remercie sincèrement pour vos souhaits de succès aux journées de protestation et pour votre soutien dans nos actions contre l'intervention militaire américaine.

Comme vous aurez sans doute vu dans les journaux, notre marche a eu plus de 12.000 manifestants, une indication de la force que ce mouvement a obtenue. Les manifestations dans les autres Etats ainsi que dans les pays d'Europe et des autres continents nous encouragent à continuer nos efforts.

Les 15 et 16 octobre ont obtenu en effet le soutien et la force pour le mouvement contre la guerre ; et les journées internationales de protestation dans tous les pays ne furent que le commencement d'une protestation unanime et continuelle contre l'intervention militaire. Nous avons l'intention ici, à Berkeley, d'organiser d'autres manifestations pour la cessation de la guerre.

Nous avons des difficultés de la part des maires d'Oakland et de Berkeley, de la police et d'autres membres du gouvernement qui veulent nous empêcher de manifester à tout prix. Nous espérons que vous nous soutiendrez dans nos actions futures.

Nous vous prions de croire à l'assurance de nos sentiments fraternels.

S. P.
International Committee
Viet-nam Day Committee.

Les réformes économiques en U.R.S.S. (suite)

mais l'ensemble de la production va stagner et cela va signifier un énorme gaspillage de forces, d'énergie, de matériel, de force de travail. Il faut s'attendre aussi à l'apparition du chômage, car la libre concurrence, la production enfonction de la clientèle n'a de sens que si cela s'accompagne de la liberté, pour chaque usine, de décider elle-même de sa production et des salaires à payer à ses ouvriers, ce qui signifie que les actuelles différences de salaires vont encore augmenter, réintroduisant à bref délai tout le chaos capitaliste.

Toutes ces réformes, destinées à satisfaire les couches bureaucratiques et de l'aristocratie ouvrière vont stimuler le développement de l'intérêt privé et, par conséquent, une conscience et un esprit individualistes. C'est la coexistence pacifique opposée à la solidarité avec la solidarité mondiale, à l'appui à la révolution mondiale. Tous ces secteurs qui aujourd'hui tendent à se soustraire à la planification, à établir un contact direct avec le marché, ont déjà des intérêts qui leur sont propres, même s'ils sont encore liés au régime de la propriété étatisée. Cette contradiction s'exprime dans la politique extérieure de coexistence, qui n'a plus rien à voir avec la révolution et la guerre. Pour mener à bien les réformes qu'elle a entreprises, la bureaucratie a besoin de pousser jusqu'au bout la coexistence pacifique, l'alliance avec l'impérialisme mondial pour empêcher la révolution.

LE PROGRAMME DE TRANSITION DE LA IVe INTERNATIONALE POUR LES ETATS OUVRIERS.

Mais les nécessités de la situation objective, la lutte des masses d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, et aussi les luttes du prolétariat en Europe vont à l'encontre d'une telle politique. La nécessité d'une lutte révolutionnaire croît et s'élève. La bureaucratie entreprend ses réformes en plein développement de la révolution mondiale et c'est ce qui va hâter sa chute. Le capitalisme essaie de profiter de cette situation, mais les avantages qu'il peut encore en retirer sont bien minces. Par contre, il faut s'attendre à des réactions violentes du prolétariat soviétique. Il se prépare en Union Soviétique et dans tous les Etats Ouvriers des luttes dans lesquelles le programme de transition de la IVe Internationale va prendre immédiatement une importance primordiale : droits démocratiques des masses, droit à la pluralité de partis ouvriers, droits syndicaux, droit de grève, contrôle ouvrier.

Toutes ces revendications vont se poser à bref délai. La voie de la révolution politique va s'ouvrir devant les masses qui vont se différencier de plus en plus de la bureaucratie. Celle-ci a tardé trois ans avant de présenter ses réformes : elle a peur, elle ne sait plus où trouver encore les moyens de se soutenir, de trouver un équilibre. C'est pourquoi elle a dû céder devant le secteur le plus éloigné des intérêts de l'Etat Ouvrier, celui des techniciens et planificateurs. Ceci marque la fin de la bureaucratie. La pression de la révolution mondiale va l'obliger, soit à céder devant l'impérialisme américain, soit à tenter de le freiner. Dans le cas du Viet-nam, par exemple, ce n'est pas la bureaucratie qui a décidé d'intervenir pour freiner l'impérialisme américain, mais un secteur de l'armée, dont les intérêts sont distincts de ceux des techniciens et des bureaucrates de l'appareil du parti. Cet antagonisme entre ces trois secteurs fondamentaux de la bureaucratie va aller croissant à mesure que se développe la révolution mondiale. La soi-disant direction collégiale, collective est un mensonge : il n'y a rien de pareil, mais bien trois secteurs dont les intérêts sont divergents et qui manquent de confiance l'un dans l'autre. Jusqu'à la chute de Krouchtchev, c'est le secteur de l'appareil du parti qui décidait. Krouchtchev a été liquidé parce qu'il avait tenté de céder à l'impérialisme Cuba et le Viet-nam. Mais le programme de l'équipe qui l'a remplacé n'est pas meilleur. Celle-ci s'est attachée à corriger toutes les mesures qu'avait introduites Krouchtchev, sauf bien sûr les réformes fondamentales, celles qui portaient le plus atteinte à l'Etat Ouvrier, c'est-à-dire essentiellement les concessions qu'il avait faites aux paysans. Ces mesures là, elles, sont maintenues ; bien plus, on les étend maintenant à l'industrie. Les intérêts liés à l'établissement de rapports directs entre la production et le marché vont se développer et aggraver les antagonismes existants, surtout en ce qui concerne le prolétariat. Les chocs vont se faire chaque fois plus violents. Il faut s'attendre à voir très bientôt de nouvelles expressions de cette crise, peut-être lors du prochain Comité Central : les secteurs bureaucratiques de l'appareil du Parti vont essayer de prendre sous leur contrôle un nombre encore plus grand de postes-clefs, afin de se défendre des conséquences de ces réorganisations de l'économie.

Il faut s'attendre aussi à une réaction de la part des Chinois, même si elle est encore limitée et conciliatrice. Ils vont devoir attaquer ces mesures qui vont contre les intérêts de l'Etat Ouvrier Chinois. Mais la réaction la plus importante va être celle des masses soviétiques et elles ne se feront pas attendre longtemps.

Nous répétons que ces réformes vont développer la production et la productivité dans quelques entreprises, mais au dépens de l'ensemble de l'économie. Ces imbéciles se figurent-ils avoir inventé quelque chose ? Ce que propose Liberman, il y a des siècles que le capitalisme l'applique ! Ils se présentent devant les massees soviétiques comme de grands inventeurs : « Regardez ce que nous venons de découvrir ! ». Et le capitalisme réplique : « Nous, il y a des siècles que nous avons fait tout cela et voyez dans quel pétrin nous sommes ! ».

Une couche de la bureaucratie — 10 à 20 millions de prsonnes qui ont intérêt à voir s'établir ce jeu de l'offre et de la demande parce qu'ils ont les moyens d'y participer — va accentuer la tendance à la hausse des prix. Personne ne va pouvoir contrôler ce processus et le marché libre va s'imposer. Celui qui aura de l'argent tâchera d'acheter à n'importe quel prix. Les directeurs, les administrateurs vont orienter la production en vue de la recherche du plus grand profit et tout le développement de la production va être conditionné par ce marché. Dans un tel climat, les intérêts, les rapports, les sentiments, l'esprit capitaliste qui existent déjà, vont se développer de plus belle.

Seul le développement de l'économie planifiée permet de développer les sentiments collectifs tout en développant la production et la productivité. Ce qui est néecssaire aujourd'hui en URSS, c'est une intervention planifiée des masses. Celle-ci remplacera, non seulement les organes de répression, mais aussi les organes d'administration. Il faut aller vers l'autoadministration par les masses des entreprises, non pas en vue d'un profit plus grand de chaque usine, mais dans l'intérêt de l'ensemble de la collectivité. C'est ainsi qu'avance le socialisme. Cette avance s'exprime, dans l'Etat Ouvrier, par une exigence sans cesse croissante, d'une planification, d'une centralisation strictes et de l'intervention directe des masses. La seule base pour le développement de la production, c'est l'intervention directe des masses. La seule base pour le développement de la production, c'est l'intervention directe des masses dans cette planification, dans la direction et la distribution de la production.

Les mesures qui viennent d'être prises vont exactement en sens contraire. Elles tendent à développer la concurrence. Celle-ci disparaît dans l'économie planifiée. Ces réformes vont développer l'intérêt individuel, le gaspillage et ....un renforcement des organes de répression.

Les masses vont donc y répondre par la lutte syndicale. Mais en même temps, elles vont élever leur lutte pour la révolution politique. Tout ceci va aggraver la crise au sein des Partis Communistes du monde entier.

Le développement des antagonismes interbureaucratiques et entre la bureaucratie et les masses va être un puissant facteur d'unification entre les actions des masses soviétiques et la révolution mondiale.

La bureaucratie ne va pas pouvoir faire face aux conséquences de ces réformes. Les différences sociales vont s'aggraver et avec elles, les luttes, les antagonismes internes. L'intérêt, la préoccupation des masses soviétiques pour trouver le moyen de s'unifier et d'intervenir directement, vont s'élever et elles vont tendre à se lier aux secteurs révolutionnaires de l'armée. En conclusion, les luttes internes vont s'exacerber en URSS, en même temps que les masse soviétiques vont tendre de plus en plus directement à s'unir à la révolution mondiale.

J. POSADAS.

9 octobre 1965.

Apportez votre soutien financier !

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section belge de la IVe Internationale, lance un appel urgent à tous ses membres, sympathisants, lecteurs de « LUTTE OUVRIERE » à contribuer à l'effort financier que nécessite l'amélioration du journal.

Celui-ci sort à présent sur huit pages imprimées en petits caractères afin de permettre la publication d'une plus grande partie des documents de l'Internationale, de pouvoir mieux répondre aux problèmes et aux luttes de la classe ouvrière, pour la construction d'une direction révolutionnaire en Belgique et du Front Unique anti-capitaliste et anti-impérialiste mondial.

COTISEZ, ABONNEZ-VOUS, DIFFUSEZ «LUTTE OUVRIERE».

ABONNEZ VOS CAMARADES !

FAITES-NOUS PARVENIR VOTRE PARTICIPATION !

ELEVEZ SANS CESSE VOTRE SOUTIEN FINANCIER !

SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES MINEURS BOLIVIENS

Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskyste (IVe Internationale)
Section Bolivienne de la IVe Internationale Oruro, 22 septembre 1965.

COMMUNIQUE DE PRESSE

A toutes les sections de l'Internationale, à leurs journaux, aux organisations syndicales et fédérations ouvrières, aux organisations étudiantes, universitaires, aux partis ouvriers et organisations anti-impéralstes, aux organisations paysannes d'Amérique Latine, des Etats-Unis, d'Asie, d'Afrique, d'Europe.

Le PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (trotskyste) — section bolivienne de la IVe Internationale — dénonce devant le mouvement ouvrier, paysan, devant les masses populaires en général, ce que la dictature militaire de Bolivie vient de commettre avec le massacre le plus sanglant de ces dernières années, contre le prolétariat minier bolivien.

Répétant les massacres massifs de La Rosca, la dictature n'a pas trouvé d'autres moyens que l'assassinat pour empêcher le développement de la révolution et l'avance sur le chemin du pouvoir des masses boliviennes.

Les actions de la Garde Nationale, de l'armée et de la réaction contre les zones d'habitations des mineurs de Siglo XX, Catavi, contre les villages de Llallagua et Uncia, ont causé la mort de 55 personnes et des blessures à 110 autres, ainsi qu'un grand nombre d'emprisonnés qui ont été incarcérés dans les camps de concentration de la dictature à Beni.

La provocation de la dictature a commencé avec la détention des dirigeants qui composent le comité clandestin et que les ouvriers avaient élus à la direction de Siglo XX et Catavi.

A la suite de ces détentions, les ouvriers ont convoqué une assemblée au cours de laquelle ils ont décidé d'organiser une manifestation sur le local de la police pour reprendre leurs dirigeants détenus dans le dit local. C'est dans ces conditions que les premiers heurts se sont produits, qui ont dégénéré ultérieurement en véritable guerre civile localisée. Les ouvriers ont détruit le local de la police à la dynamite et, munis de quelques fusils, ils ont infligé leurs premières défaites à la police.

Deux policiers et deux mineurs ont été tués et dix-sept blessés à la suite des premiers affrontements. Malgré cela, les ouvriers n'ont pu récupérer leurs dirigeants. L'air est resté chargé d'électricité au point d'amener rapidement un nouveau déclenchement de heurts et d'affrontements plus violents et plus larges dans les jours qui suivirent. La dictature a renforcé l'armée et occupé militairement les campements miniers avec trois régiments spécialisés dans la répression et les massacres.

La lutte, inégale en hommes, inégale en armes, a repris et a mis en évidence tout l'héroïsme, toute la combativité, toute la ferveur révolutionnaire qui a existé et qui existe dans le prolétariat minier de toute l'Amérique Latine. La lutte a entraîné toute la population exploitée de ces centres miniers. Elle a ébranlé toute la population du pays. Elle fut un soulèvement, une insurrection des mineurs au caractère d'une guerre civile. Ils luttèrent avec un acharnement féroce et sans aucun type de discrimination des deux côtés.

En plein couvre-feu et malgré la répression sans pitié de l'armée et de la police, les mineurs se sont regroupés, ne comptant que sur de rares munitions, armes, dynamite ; sans aucune direction, mais avec l'appui de toute la population minière du pays. L'initiative et l'impulsion révolutionnaire, la ferme décision de ne pas reculer s'élevèrent incessamment malgré la conscience de ne pouvoir compter avec la mobilisation solidaire du prolétariat mineur qui se trouvait, dans ces moments-là, occupé militairement dans leur quartier.

Avec ces éléments — si faibles du point de vue matériel, si forts du point de vue social — les ouvriers se lancèrent à faire face à la provocation et à la répression sanglante. Des secteurs importants des mineurs se sont jetés dans la lutte, ainsi que des enfants et quelques femmes. Le reste de la population de Catavi et de Siglo XX, dUncia, de Llallagua, apporte son encouragement à travers une infinité de faits et gestes en faveur de ceux qui se battirent quatre jours durant contre des forces infiniment supérieures. Ils ont infligé à la police non de faibles pertes comme l'a dit la presse, mais de violentes attaques contre les édifices publics, l'église, la mairie et contre tout ce qui signifiait l'autorité des capitalistes et des massacreurs. Tout cela, la dictature n'en a pas parlé car ç'aurait été reconnaître le type de victoire qu'avaient remporté les masses.

Sans direction, les ouvriers ont organisé cette lutte. Ils l'ont fait sur la marche des événements en développant, seconde après seconde, initiative et décision pour empêcher que la dictature puisse donner le coup qu'elle voulait donner en écrasant l'esprit de lutte des mineurs. Ceux-ci, à Catavi, Siglo XX, Llallagua et Uncia, n'ont aucun sentiment de défaite. Au contraire, ils maintiennent intact leur esprit de lutte qui s'exprimera à nouveau dans les prochaines luttes contre la dictature.

Le reste des populations minières des autres centres a vécu intensément ces événements, tout comme l'ensemble des masses du pays. Les travailleurs des mines unifiées de Potosi ont fait 48 heures de grève, ceux de Colquiri, Huanuni, Viloco, Quechisla, San José, Caracoles et Coro-Coro ont fait des arrêts de travail, des manifestations contre la dictature. Les universitaires de La Paz et Oruro ont annoncé des manifestations dans le même sens.

S'il est hors de doute que l'armée a occupé les mines, a brutalement renforcé ses effectifs dans les quartiers miniers, il est non moins certain que la lutte va reprendre et continuer dans les prochaines semaines avec de nouveaux affrontements, là, à Catavi et ailleurs. A Catavi, à Siglo XX, la lutte est celle de l'avant-garde minière qui a exprimé comme le détonateur la situation générale du pays.

La dictature est impuissante à empêcher ce processus. Elle pleure cyniquement les morts en en rejetant la faute sur les militants du Parti Ouvrier Révolutionnaire, sur les Trotskystes. Elle sent l'effet défaitiste de cette situation sur elle-même et sur l'armée. La dictature tente, avec ces massacres, d'obtenir ce que le rapport de forces ne lui a pas permis de faire en mai contre les organisations des masses.

A ce moment-là, notre Parti et notre Internationale disaient que la dictature n'avait pas réussi à vaincre l'esprit de lutte des masses et que de nouveaux coups, massacres, emprisonnements, se préparaient dans la mesure où les mineurs, comme expression d'une situation nationale, allaient regrouper et réorganiser leur direction et leurs actions.

Devant cette situation, le PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (trotskyste — IVe Internationale) rend un hommage révolutionnaire à ceux qui sont tombés dans la lutte avec la conviction que leurs vies ont servi et serviront pour affermir la lutte pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan en Bolivie.

Le PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (trotskyste — IVe Internationale) appelle les sections de l'Internationale, les syndicats, les fédérations et centrales ouvrières, les organisations et syndicats paysans, les partis ouvriers, les organisations universitaires et étudiantes, les organisations anti-impérialistes, à donner au présent communiqué une large diffusion avec tous les moyens à leur portée.

Nous appelons à l'organsation d'actions de protestation et de réprobation de ce nouveau massacre perpétré par la dictature et l'impérialisme contre les masses boliviennes. Nous appelons toutes les organisations mentionnées à envoyer des résolutions à notre adresse (*) pour que nous les fassions arriver aux organisations touchées par la répression et pour une large diffusion en Bolivie par notre intermédiaire.

Nous appelons, en plus de ces protestations et répudiations, à élever la lutte dans toute l'Amérique Latine pour la Centrale Unique des ouvriers et des paysans, pour l'organisation à l'échelle latino-américaine du Front Unique anti-impérialiste pour expulser l'impérialisme et instaurer un gouvernement ouvrier et paysan en Bolive et dans toute l'Amérique Latine.

GLOIRE AUX MORTS TOMBES DANS LE MASSACRE DE LA DICTATURE BOLIVIENNE, DANS LA LUTTE POUR LIQUIDER L'IMPERIALISME ET LE CAPITALISME EN BOLIVE !

VIVE LA SOLIDARITE DES MASSES LATINO-AMERICAINES AVEC LES LUTTES DES MASSES BOLIVIENNES CONTRE LA DICTATURE ASSASSINE, AGENT DU CAPITALISME ET DE L'IMPERIALISME EN BOLIVIE !

Pour le Bureau Politique du Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyste)
Section bolivienne de la IVe Internationale
Amadeo VARGAS ARCE.

(*) Casillo de Correo 644 — Oruro (Bolivie).

APPEL AUX PRO-CHINOIS
(suite)

s'en tenir là car cela lui convient pour attaquer le trotskysme. Le programme lui, avance et cherche un programme qui réponde à sa volonté. Il ne s'arrêtera pas à celui de l'U.G.S. qui est totalement étranger à la IVe Internationale trotskyste.

La direction du P.C. pro-Chinois sait parfaitement que « La Gauche », l'U.G.S., le P.W.T. n'ont rien à voir avec le trotskysme, avec la IVe Internationale. Cette direction pro-chinoise n'ignore pas les nombreuses analyses politiques et critiques que notre parti a faites de « La Gauche », de l'U.G.S. et du P.W.T.

La direction du P.C. pro-Chinois n'est pas sans savoir que certains membres de ces organisations, U.G.S., P.W.T., qu'elle cite trotskystes, sont en réalité la négation du trotskysme, que leur capitulation vieille de plus de cinq ans a été l'objet de notre part de critiques maintes fois réitérées, autrement sévères et impitoyables que tout ce qu'elle même peut poser.

« La Voix du Peuple » dans certains articles dédiés à « La Gauche » n'utilise-t-elle pas occasionnellement certaines critiques publiées plusieurs fois dans « La Lutte Ouvrière ». Enfin, peut-être est-il bon de rappeler que le Parti Communiste pro-Chinois lui-même n'avait pas encore vu le jour que déjà le P.O.R. (T.) analysait et critiquait « La Gauche ».

Et cette direction trompe ses militants. Lorsque nous critiqons le Parti Communiste pro-Chinois, nous ne le faisons pas sur la base du programme des « Krouchtchéviens ». Votre direction attaque le trotskysme en lui attribuant le programme d'un parti réformiste ! Il s'agit là d'une falsifi- d'une « tactique révolutionnaire ».

Il faut que tous les militants du P.C. pro-Chinois exigent de poser le problème comme il se doit ! Que la direction du P.C. pro-Chinois relise l'article de Mao Tse Toung publié dans le numéro 45 de « La Voix du Peuple » et tâche de s'y conformer y aiderait beaucoup !

Nous proposons d'ouvrir un débat public, le plus large possible, sur les programmes du P.C. pro-Chinois et de notre parti, de faire une discussion aussi large que possible sur ce qu'est le trotskysme, la IVe Internationale, sur comment organiser et faire avancer la lutte anti-capitaliste et révolutionnaire. Il faut porter cette discussion à tous les échelons de votre parti, contraindre votre direction à porter le débat devant la classe ouvrière et son avant-garde.

De cette manière, nous pourrons faire échec au réformisme de l'U.G.S., comme du P.S.B., du P.C. et des autres partis et à travers le Front Unique, avancer dans la construction du Parti Marxiste-Révolutionnaire de Masses en Belgique.

ERRATA

Dans le numéro précédent de « La Lutte Ouvrière », lire « **Front Unique anti-impérialiste mondial** » en place de « **Front Unique anti-capitaliste mondial** » dans le titre de l'article concernant la manifestation du 15 octobre à Bruxelles.

Editeur responsable : Claudine POLET — Local du Parti : Rue des Brasseurs, 17, GILLY.

L'Indonésie : Nouvelle expression de l'échec de la coexistence pacifique.

par J. POSADAS (page 4)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière

LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

Lisez en page 6 : Dans la campagne, faire avancer la construction de la tendance révolutionnaire.

Ce n'est qu'en attaquant le capitalisme avec des mobilisations, des grèves, que les masses changeront leur situation.

De J. POSADAS.

N° 39. — 18 - 12 - 65. — Bi-mensuel. — 4me Année. — 5 francs.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) — SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

Editorial

A LA POLITIQUE CONCILIATRICE DES DIRECTIONS OUVRIERES FACE AU PLAN DU CAPITALISME,

OPPOSER LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE !

L'attaque du capitalisme contre le niveau de vie des masses exploitées se fait de plus en plus générale. En plus des nouveaux impôts que le gouvernement P.S.B. - P.S.C. va mettre en application, les menaces contre le droit au travail de la classe ouvrière deviennent chaque fois plus nombreuses et plus importantes. Les fermetures d'usines, les mesures de licenciements, les déplacements avec pertes de salaires, les mesures de chômage atteignent de larges secteurs de la classe ouvrière. La plupart des grandes usines métallurgiques de la région de Liège, de Charleroi, du Centre, du Borinage sont menacées. Il en est de même pour tous les charbonnages qui fonctionnent encore, que ce soit dans le bassin liégeois, à Charleroi, ou en Campine. Dans l'industrie textile également, la crise capitaliste menace de nombreux travailleurs.

Devant toutes ces attaques aux masses, la politique de conciliation avec le capitalisme, de toutes les directions du mouvement ouvrier, reste complètement impuissante et paralysée. Cela s'exprime avec le plus de clarté dans la crise qui secoue toujours plus durement le Parti Socialiste. L'opposition représentée par les Glinne, Cools, Merlot, parce qu'elle refuse de sortir de la politique conciliatrice et réformiste, ne peut aboutir à aucune solution. pour la classe ouvrière. Tous ces dirigeants « de gauche » proposent des réformes que la bourgeoisie ne peut même plus accepter aujourd'hui. Ils demandent une « justice fiscale », qu'il est impossible d'attendre d'un gouvernement dirigé par le capitalisme ! Leur plan de rechange repose en outre essentiellement sur la lutte parlementaire, au moyen d'amendements, de discussions dans les commissions etc., où la classe ouvrière n'a aucun moyen, aucun pouvoir pour imposer ses solutions. Le Parti Communiste et le nouveau Parti Socialiste de gauche ne sortent pas non plus de cette politique de conciliation et de réformes, ils ne proposent rien de plus que Glinne lui-même ! Ils entrent dans le même jeu de réclamer des impôts plus justes. Il n'y a pas d'impôts justes ou injustes avec la bourgeoisie au pouvoir. Même un impôt sur le capital ou les bénéfices des capitalistes ne sera une solution à aucun des problèmes de la classe ouvrière, parce que tout le budget du gouvernement sert pour les besoins de la bourgeoisie, pas pour les besoins des masses.

La classe ouvrière développe toute sa lutte là où elle concentre sa force : dans les usines, dans les quartiers et c'est là qu'elle se prépare à l'offensive anti-capitaliste. Il y a un énorme effort d'organisation et de regroupement, de recherche du programme anti-capitaliste au sein de l'avant-garde de la classe ouvrière, qui ne se manifeste pas encore d'une façon claire et centralisée, mais qui se prépare à s'exprimer ouvertement.

Le manifeste lancé par la délégation syndicale des usines d'Anglo-Germain dans le Centre, les prises de position de la Régionale des Métallurgistes F.G.T.B. du Centre, les discussions menées par les délégués F.G.T.B. de Charleroi reflètent cette volonté de l'avant-garde de s'organiser et de partir en lutte.

Les délégués métallurgistes de Charleroi ont discuté dans leur assemblée de la nécessité de mener une lutte contre les fermetures d'usines, et de partir à l'action sans plus attendre. Cela montre la pression énorme que la classe ouvrière exerce sur tous ces dirigeants syndicaux, qui ne sont certes pas les porte-parole de la volonté anti-capitaliste de la base ! Mais ces délégués sont obligés de parler de lutter et d'agir contre les fermetures, alors que toutes leurs positions et leurs attitudes bureaucratiques et conciliatrices les ont fait complices des attaques du patronat contre la classe ouvrière. La Providence, Hanrez, Le Ruau, Hainaut-Sambre en sont des exemples ! Et c'est une canaille de bureaucrate comme Davister qui proteste du manque de démocratie au sein de l'appareil de la F.G.T.B. ! Alors que tout l'appareil syndical de Charleroi, à cette même réunion, mandate en cercle fermé ses délégués pour le congrès national de la F.G.T.B. et qu'il n'y a eu aucune assemblée d'usine, aucune discussion à la base, et même pas un congrès régional pour préparer ce congrès national ! Les propositions de lutte et l'exigence de la démocratie syndicale qui sortent de cette assemblée ne sont pas le produit de la propre volonté des délégués qui y assistaient, mais bien de la profonde volonté de lutte anti-capitaliste, et de la disposition de l'avant-garde prolétarienne à mener cette lutte de l'avant !

Il faut dénoncer à ce propos les positions opportunistes du Parti Communiste, qui salue cette assemblée de Charleroi, comme une « excellente assemblée »... qui a laissé une impression « particulièrement positive »... Cette prise de position ouverte en faveur de la bureaucratie de la F.G.T.B. fait partie de la politique de conciliation et de réformisme du Parti Communiste.

Les prises de position de la régionale F.G.T.B. du Centre vont dans le même sens que celles des délégués de Charleroi, et elles sont elles aussi une expression déformée de la lutte que prépare le prolétariat.

La nécessité d'organiser l'offensive de la classe ouvrière s'est manifestée aussi chez les mineurs de Houthalen en Campine, qui ont fait une manifestation à Bruxelles pour protester contre les projets de fermeture de leur charbonnage, et au travers de la délégation d'ouvriers et d'employés des A.C.E.C., de l'Espérance, de la F.N. et d'autres usines liégeoises, auprès de la Fédération du P.S.B., qui a demandé de mener la lutte contre les fermetures, les licenciements, le chômage dans ces entreprises.

Cependant, ni le programme, ni les méthodes de lutte proposées par toutes ces assemblées et ces groupes, ne pourront conduire à la victoire de la classe ouvrière ; parce qu'ils ne sortent pas des marges du réformisme : le manifeste des délégués du Centre propose comme premier objectif de lutte le vote d'une loi au Parlement pour empêcher toute nouvelle fermeture, et le contrôle public des entreprises subsidiées par l'Etat. Mais le Parlement ne représente pas la classe ouvrière, et une telle loi est tout-à-fait en dehors des intérêts et des intentions de la bourgeoisie, et aussi de ses possibilités.

De même, les dirigeants de la C.S.C. ont conduit la délégation des mineurs de Campine devant les portes du ministre pour lui demander d'empêcher la fermeture du charbonnage ; la délégation de Liège a demandé elle, au Parti Socialiste de mener la lutte contre le plan capitaliste. La régionale F.G.T.B. du Centre réclame une action vigoureuse de la classe ouvrière dans son ensemble, et le contrôle ouvrier, mais sans proposer les moyens nécessaires pour l'imposer.

Il faut organiser l'intervention directe et indépendante de la classe ouvrière pour donner une perspective anti-capitaliste à sa lutte ! Sans rien attendre du Parlement, ni du gouvernement, ni du P.S.B. ! Les ouvriers de l'Espérance-Chertal ont à leur tour, montré l'exemple en organisant des arrêts de travail pour empêcher le déclassement de certains de leurs camarades, et en exigeant la démocratie syndicale, la discussion et le vote dans les assemblées d'usines de toute proposition ou convention venant de la direction syndicale.

A toute menace de fermeture, de licenciement, de chômage, de déplacements d'ouvriers avec perte de salaire, il faut répondre avec le programme anti-capitaliste de : pas un seul licenciement ! pas de fermeture des usines ! Si les capitalistes ne sont pas capables de faire fonctionner l'usine, il faut les exproprier, sans indemnisation, faire fonctionner l'usine directement sous contrôle ouvrier, mettre en vente ses produits, exiger des crédits de l'Etat pour soutenir son fonctionnement. Etatisation des entreprises menacées de fermeture, et nationalisation des banques pour assurer les crédits nécessaires à leur fonctionnement.

Il faut imposer dans l'usine, le contrôle ouvirer sur les salaires et la production. Contre les mesures de licenciements et de chômage, imposer l'échelle mobile des heures de travail, le partage du travail entre tous les ouvriers de l'usine, la diminution du temps de travail, les 40 heures pour maintenant !

La classe ouvrière est pleinement disposée à mener de l'avant cette lutte révolutionnaire, et avec les méthodes de lutte qu'elle exige : arrêts de travail, grèves, occupation d'usines, mobilisation de toute la population laborieuse autour de chaque usine en grève, mobilisation de toute la classe ouvrière pour appliquer et imposer ce programme dans chaque lieu de travail.

C'est à la lutte pour ce programme que nous appelons tous les militants de l'avant-garde ouvrière, socialistes, communistes, sans parti. Il faut mener la discussion de ce programme dans toutes les usines, former des groupes des camarades décidés à le mener de l'avant dans chaque section,

(Suite page 8)

Soutenez « Lutte Ouvrière »

Aux ouvriers d'avant-garde, aux étudiants, aux intellectuels révolutionnaires, aux camarades sympathisants et amis du Parti, à tous nos lecteurs.

CAMARADE, nous vous lançons un appel urgent, à vous personnellement, à votre famille, à vos camarades et amis, à apporter votre soutien financier au Parti.

Votre participation a permis jusqu'à présent la publication régulière de « Lutte Ouvrière », son amélioration, sa diffusion sans cesse élargie.

Or, l'augmentation des prix de l'imprimeur met le Parti devant de grandes difficultés, malgré l'augmentation de la vente et des cotisations.

Notre intervention, de plus en plus fréquente et concrète aux usines et quartiers, au moyen de tracts, de meetings, d'affiches, nécessite l'achat coûteux de papier, stencil, d'encre, etc.

L'intervention du Parti, la publication bi-mensuelle du journal, sont indispensables aujourd'hui, parce qu'elles répondent à la nécessité impérieuse d'informer, d'orienter l'avant-garde de la classe ouvrière dans la lutte pour la construction d'une tendance et d'une direction révolutionnaires en Belgique, dans sa lutte directe à l'usine pour un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste.

L'existence et l'activité du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) en Belgique, la valeur politique et la contribution irremplaçable de « Lutte Ouvrière », qui est un instrument important pour l'organisation et la construction du Front Unique Anti-Capitaliste et Anti-Impérialiste, ont déjà rencontré votre appui et votre soutien. C'est pourquoi nous comptons sur vous.

Nous vous proposons un soutien à « Lutte Ouvrière » sous les formes suivantes :

— si vous n'êtes pas encore abonné, faites-le le plus vite possible ; prenez un abonnement de soutien ; commandez-nous quelques journaux afin de les vendre à vos camarades ; abonnez-les.
— augmentez votre cotisation ; donnez une cotisation spéciale pour le journal.
— participez à la tombola du Parti, en prenant des billets, en les vendant autour de vous, en faisant cadeau d'un objet pour la tombola.
— **faites-nous parvenir votre participation financière, qui permettra de maintenir la publication bi-mensuelle, sur 8 pages, en petits caractères, de « Lutte Ouvrière », qui permettra de donner une réponse toujours meilleure aux problèmes de la classe ouvrière dans sa lutte pour imposer ses solutions.**

LE BUREAU POLITIQUE.

Adressez tous les envois d'argent sous forme de mandat à l'adresse du Parti.

En Argentine, les masses avancent vers le double pouvoir.

Nous publions des passages d'une lettre des camarades d'Argentine, qui montre l'élévation du processus révolutionnaire, dans lequel les masses montrent leur décision de construire des organismes de double pouvoir. L'élévation de ce processus avec des méthodes de guerre civile, s'est exprimé encore une fois à l'occasion de la commémoration, de la part des masses, du 17 octobre, date de l'insurrection populaire anti-impérialiste de 1945.

LA REDACTION.

...Le « 17 octobre » que la direction péroniste avait préparé pour imposer une direction bourgeoise, en utilisant l'autorité de Péron et la possibilité de son retour, et pour sacrifier l'aile syndicale opposée à cette politique, le 17 octobre, s'est présenté comme le centre de la mobilisation, de la centralisation des masses pour envoyer au diable ces projets. Les « Gorilles » ont senti cela et ont mobilisé leurs chefs civils, ils sont sortis pour faire pression en vue d'empêcher la concentration du 17, et déterminer un coup d'Etat. Ils se sont vus débordés. Les « Gorilles » ont été mis en défaite, le gouvernement et la direction bourgeoise du péronisme ont été complètement débordés. Un seul mot courait dans les usines : « Aller du Parc Patricios (quartier ouvrier où devait se commémorer le « 17 octobre », N.D.R.) au Quartier Nord (quartier résidentiel de la haute bourgeoisie, N.D.R.) ». Le climat de guerre civile surgissait de jour en jour, de minute en minute. Le message de paix de Peron (apporté par sa femme, quelques jours aparavant à Buenos Aires) s'était transformé pour les masses en cri de guerre.

C'était un véritable climat de guerre civile. La femme de Peron passa de l'Alvear Palace Hotel (l'hôtel le plus luxueux de Buenos Aires), au syndicat des électriciens, de là au quartier ouvrier de Caceros, et put ainsi disparaître. les masses ont fait disparaître sa politique, pour cela, elle aussi a disparu. Jusqu'à présent, on ne connaît pas le texte du message de paix de Péron. Les masses l'ont rejeté et enterré. La presse bourgeoise rapporte que pour distraire l'attention dela police, Framini et Vandor (dirigeants de l'aile syndicale, l'un textile, l'autre métallurgique), provoquèrent en pleine rue, en pleine place publique, un incident violent avec des dirigeants politiques, en les accusant de traîtres, et ceux-ci à leur tour disaient à Framini et Vandor qu'ils s'imaginaient que seuls les syndicats maintenaient le péronisme. La presse dit que dans cet incident, « préparé » pour distraire la vigilance et permettre la fuite d'Isabelle Peron, ils en sont arrivés à des menaces de violence. Que ce soit ou non un stratagème, cela symbolise clairement le niveau de crise et le degré de différenciation entre la direction péroniste et une aile syndicale. A partir de ce moment, Vandor, déjà presque éliminé, se transforme en centre.

Le 17 octobre, la direction se soumet à l'interdiction de la manifestation, mais les masses et surtout l'avant-garde, non. Un secteur minoritaire, des secteurs de l'avant-garde et des jeunes, femmes et hommes, se sont lancés à la lutte contre la police dans le Parc Patricios. Les masses ne sont pas intervenues, elles ont attendu le lundi (le 17 tombait un dimanche pour la chance de l'oligarchie) pour se renforcer dans les usines, et peser de façon organisée. Mais le secteur d'avant-garde qui intervient dans la lutte le fait pour affronter le gouvernement, en défi déclaré au pouvoir capitaliste, pour faire peser et décider sa direction et les masses. Ils luttèrent comme des lions. C'était remarquable de voir des hommes et des jeunes femmes, avec des pierres, des bâtons, n'importe quel projectile qui leur tombait sous la main, faire face au corps d'infanterie de la police, armé jusqu'aux dents. Il y eut des scènes émouvantes. Une petite vieille, au beau milieu des gaz lacrymogènes et des coups de feu, distribuait des manches à balai aux jeunes.

Pour la police, de même que pour les masses, c'était un essai de guerre civile. Des terrasses, des corniches, de tous côtés, les gens appuyaient et applaudissaient ceux qui combattaient la police, les incitant à la lutte, les aidant. Les portes des maisons s'ouvraient pour laisser passer les ouvriers poursuivis et se refermaient devant la police. Tout le quartier est uni aux masses. Les gens entraient dans des dizaines de maisons, reprenaient leur souffle et sortaient à nouveau.

(....) Nous avions prévu que les masses se seraient renforcées le jour suivant dans les usines et les quartiers ouvriers et que seul un secteur de l'avant-garde prolétarienne aurait lutté au Parc Patricios.

(....) La police tirait en l'air et par terre ; mais dans la lutte, dans la construction des barricades, etc., on pouvait noter mille incidents. Les gens ont montré un degré extraordinaire d'initiative pour construire des barricades. On a combattu jusqu'à 9 heures. Et la police ne s'en est pas tirée à peu de frais. Plus d'une fois, nous avons vu la police fuir à toutes jambes quand elle avait épuisé ses gaz lacrymogènes et que les colonnes de manifestants avançaient.

Les officiers étaient hystériques et impuissants.... Après la lutte, la police a fait 700 arrestations....

(....) **Au commissariat, se réalisaient de nombreuses réunions. Il n'y avait qu'une préoccupation : grève générale et milices. La chose la plus notable était la généralité des conclusions sur la nécessité de la milice. Et ils disaient textuellement : milices ; certains disaient groupes armés, d'autres, commandos, mais beaucoup : milice, milice.**

Au commissariat, tous étaient traités avec des gants blancs. Ils recevaient du café et du lait, et quand vint l'ordre de libération, le commissaire a dit : « Rappelez-vous que nous vous avons bien traités », etc. Et quand les gens se serraient la main, ils disaient : « Au revoir et à un autre 17 octobre ». La décision de la grève était déjà prise.

La bureaucratie a cherché à négocier, en se réunissant le lundi, en faisant des menaces, sans prendre de résolution, et ajournant la réunion au mardi. Le mardi, elle s'est réunie à nouveau en menaçant de mesures concrètes et répressives, et enfin le mercredi, elle décide que le jeudi, il y aura un arrêt de travail de quatre heures avec cinq lieux de concentration, et décrète la grève dans la Capitale et à Avellaneda, pour la première journée de grève articulée. Le jeudi, ily eut grève, mais surtout à Buenos Aires, dans la ville et dans la périphérie, et au lieu de cinq lieux de concentration, il y en eut au moins cent, dans tous les centres vitaux, sur les places et dans les quartiers.

A nouveau éclata la lutte violente avec la police. Tout survenait comme nous l'avions prévu. En se renforçant dans leurs usines, les masses ont débordé leurs directions. Elles ont senti que c'était elles qui décidaient, et elles se sont lancées à cette décision....

(....) Le jeudi, les colonnes de métallurgistes, des ouvriers textiles, des ouvriers de l'industrie de la viande, des dockers, des électriciens, se sont concentrées et ont improvisé des meetings qui ne pouvaient jamais se réaliser que partiellement parce que la police chargeait avec fureur. A nouveau, la lutte. A nouveau les barricades. Cette fois, il y eut près de 100 prisonniers, 15 blessés et un mort. La répression de la police, les blessés et la mort d'un ouvrier précipitèrent la situation : « GREVE GENERALE » était le cri unanime et il se met en pratique. Le C.G.T. décréta la grève générale pour le jour suivant. Ce n'est pas elle qui l'a décrétée ; elle l'a reconnue parce que le jeudi, beaucoup d'usines avaient abandonné le travail. La direction syndicale des cheminots et des dirigeants syndicaux indépendants (courant minoritairenon péroniste de la C.G.T.) décidèrent de ne pas adhérer à la grève.

Tant pis pour eux ! La grève fut totale malgré tout. Cheminots, employés de commerce, instituteurs, tous faisaient grève. Les masses avaient gagné. Elles se sont imposées à leurs directions, et Isabelle Peron s'est volatilisée, et en même temps qu'elle, les Cornejo, Linarès, Guerci, Farias, Gomez, Moralez (dirigeants bourgeois du péronisme, N.D.R.).

Au milieu de tout cela, il y a la Bernalesa (usine textile de 3.000 ouvriers, N.D.R.), **qui est occupée par les ouvriers, avec des otages, et mise en fonctionnement ; les produits sont commercialisés, et avec le produit de la vente, les ouvriers se paient leurs salaires en retard ; pour éviter qu'elle soit démantelée, l'usine est entourée de balles de coton et des groupes d'ouvriers, munis de torches, se tiennent prêts à y mettre le feu si la police veut pénétrer. A titre d'avertissement, les ouvriers ont fait sauter deux bombes dans les cours. La police s'est alors retirée et l'usine continue à fonctionner sous le contrôle et l'occupation des ouvriers. Cela s'est passé dans le feu de la lutte qui se développait.**

(....) Après la grève générale du vendredi, au cours de cette même journée, le Parti a fait un tract imprimé. Notre Parti est le seul à s'être présenté avec un tract, qui apportait les conclusions de la grève, alors que celle-ci n'était pas encore terminée. A vingt heures, ce jour-là, nous nous présentons dans une assemblée d'étudiants, avec le tract. Ce fut une bombe. De même dans les usines le jour suivant.

(Suite page 8)

Sauvez la vie des paysans Guatémaltèques Roberto Duarte Diaz et Lucindo Ramirez Munoz

CAMARADES,

Nous publions ci-dessous, l'appel urgent lancé par le Mouvement Révolutionnaire du 13 Novembre du Guatémala, pour empêcher l'assassinat de deux paysans par la dictature pro-impérialiste de Peralta Azurdia.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) s'associe à cet appel et demande à votre organisation d'exprimer la solidarité du mouvement ouvrier de Belgique en prenant part à cette campagne pour sauver la vie de Roberto Duarte Diaz et Luciano Ramirez Munoz.

Il faut envoyer des résolutions, des télégrammes de protestation, faire pression sur le gouvernement guatémaltèque et ses représentants pour arrêter ces crimes !

Vous pouvez adresser vos protestations aux adresses suivantes :

— Colonel Peralta Azurdia, Palais du Gouvernement Guatémala, République du Guatémala.

— Sixième Salle d'Appel du District de Zacapa, Guatémala.

— Ambassade du Guatémala, avenue Albert, à Bruxelles

Nous vous demandons d'envoyer également une copie de vos résolutions à l'adresse suivante : C. POLET, B. P. 73, Charleroi-Sud.

AUX PARTIS OUVRIERS, CENTRALES OUVRIERES ET PAYSANNES, ORGANISATIONS OUVRIERES ET PAYSANNES ANTI-IMPERIALISTES, MOUVEMENTS DE GUERILLAS ET DE LIBERATION DE TOUS LES PAYS, A TOUS LES ETATS OUVRIERS.

CAMARADES : Le Mouvement Révolutionnaire du 13 Novembre du Guatémala, qui dirige et organise la lutte armée de guerillas pour la révolution socialiste dans notre pays, s'adresse à tout le mouvement ouvrier révolutionnaire et anti-impérialiste mondial, pour dénoncer le nouveau crime que prétend commettre la dictature pro-impérialiste de Peralta Azurdia.

Pour accomplir les ordres de la United Fruit Co (promotrice de la contre-révolution au Guatémala en 1954), les juges de la dictature ont condamné à mort deux travailleurs paysans ROBERTO DUARTE DIAZ et LUCIANO RAMIREZ MUNOZ. On les accuse d'avoir contribué à abattre un hélicoptère de l'UFCO le 21 juillet de cette année et d'avoir participé au jugement de deux de ses occupants, le Yankee Green et le Guatémaltèque Minondo, éléments condamnés pour les services qu'ils ont rendu à l'UFCO en réprimant les travailleurs et les paysans. L'hélicoptère fut détruit et ces deux individus furent jugés par une patrouille de notre mouvement, le MR-13, comme nous en avons informé à ce moment tout le peuple du Guatémala.

ROBERTO DUARTE DIAZ et LUCIANO RAMIREZ MUNOZ furent arrêtés postérieurement d'une façon arbitraire, parce qu'ils étaient des habitants de la zone, et ils sont complètement innocents. La sentence se base uniquement sur des confessions arrachées sous la torture ; mais eux-mêmes ne reconnaissent pas ces confessions. La dictature n'a pu présenter un seul témoin pour justifier sa sentence.

En plus de constituer un vil assassinat, tout le procès est une monstruosité juridique, ainsi que l'ont qualifié l'Association des Etudiants du Guatémala (AEU) et l'Association « Le Droit », des étudiants de sciences juridiques. Le procès a été en appel à la Sixième Salle du District de Zacapa, après que plusieurs juges se soient excusés pour ne pas se faire complices de ce crime. La dictature a dû dicter un décret-loi spécial et désigner des juges spéciaux pour sanctionner cet assassinat. C'est ainsi que s'est créée la Sixième Salle qui se dispose à rendre la sentence.

Les guerillas du MR-13 ont averti publiquement les juges de cette salle et tous les complices de ce crime, que s'ils rendent la sentence de mort, c'est leur propre sentence de mort qu'ils signeront. Ils seront condamnés par notre mouvement, au moment nécessaire, comme nous l'avons fait avec les sbires et les bourreaux dans le passé ; le dernier de ceux-ci fut le Ministre de la Guerre en fonctions de la dictature, qui prétendait envoyer des troupes à St-Domingue.

Mais en même temps, le MR-13 a appelé tous les secteurs de la population à arrêter la main assassine de la dictature. Les organisations estudiantines, la AEU, la AED, se sont mobilisées pour dénoncer ce procès et pour désigner des commissions de défense des accusés (qui en première instance n'ont même pas pu parler avec leurs « défenseurs » imposés).

Le Syndicat Ferroviaire, le Syndicat des Travailleurs de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale, d'autres organisations ont envoyé des télégrammes de protestation à la Sixième Salle. Nous signalons que dans notre pays, des titulaires imposés par la dictature dirigent la majorité des syndicats, et ceux qui ne sont pas dans ce cas, vivent sous la pression permanente et la persécution terroriste du gouvernement. Mais c'est à cause de l'indignation immense à la base que des directions syndicales comme dans ces cas, peuvent prendre de telles décisions.

Cet assassinat légal que prétend effectuer la dictature a pour but de donner satisfaction à l'UFCO et à l'impérialisme yankee, mais aussi d'intimider et de terroriser les ouvriers et les paysans du Guatémala, d'essayer de contenir par la terreur le développement de la lutte des guerillas, des Comités Paysans, des Milices armées paysannes que le MR-13 organise et étend dans tout le territoire rebelle d'Izabal, dans le Nord-Est du pays. La dictature voit que l'influence du MR-13, de la guerilla s'étend à tout le pays, que de nouveaux secteurs s'incorporent ou se préparent à s'incorporer à la lutte. Dans cette campagne de terreur, il y a aussi l'incendie des ranchs, la torture des paysans, le vol de leurs récoltes et de leurs animaux pour l'armée, la destruction complète de villages. La dernière incursion répressive de l'armée de la dictature s'est réalisée contre les villages de NAHUAS et de SEMINOLA, envahis par les troupes, après que les guerillas leur aient infligé une perte de six hommes dans une embuscade. L'armée a fusillé sur place, sans procès, QUATRE PAYSANS et elle en a emmené DIX-SEPT de force ; ceux-ci n'ont pas encore reparu et ont probablement été assassinés eux aussi.

Camarades : le MR-13 s'adresse à vous tous, en appelant à une grande mobilisation, à une campagne mondiale de solidarité pour sauver la vie des deux paysans que la dictature veut assassiner « légalement ». Que dans tous les pays, les organisations ouvrières, les syndicats, les partis ouvriers et anti-impérialistes organisent des meetings et des réunions, qu'ils fassent des résolutions, qu'ils envoient des délégations aux ambassades du Guatémala, qu'ils dénoncent par tous les moyens ce crime que prépare la dictature. Tout le mouvement ouvrier mondial doit savoir que la dictature guatémaltèque se prépare à fusiller deux travailleurs innocents. QUE TOUT LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE SE PRONONCE, DENONCE CE CRIME, SE MOBILISE PAR TOUS LES MOYENS POUR ARRETER LA MAIN ASSASSINE DE LA DICTATURE DE PERALTA AZURIDIA.

Camarades : il faut se mobiliser pour sauver la vie de ROBERTO DUARTE DIAZ et LUCIANO RAMIREZ MUNOZ ! La dictature de Peralta Azurdia est faible, corrompue, châtiée par les guerillas et la résistance de tout le peuple du Guatémala. Frappez-la, camarades ! Mobilisez-vous contre ses crimes ! Dénoncez la répression contre les paysans et le peuple du Guatémala. La dictature dit qu'il y a 300 prisonniers politiques ; en réalité, il y a plus de 1.500 prisonniers politiques qui remplissent les prisons du Guatémala, des révolutionnaires, ouvriers, paysans et étudiants. Que tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial exige leur liberté, la dictature doit sentir la puissance de sa mobilisation sur ses représentants, ses ambassadeurs, ses colonels, sur sa propre tête ! Que nos frères de classe nous appuient dans le monde entier, qu'ils nous aident à sauver la vie de ces deux travailleurs paysans ! Il faut empêcher l'assassinat de ROBERTO DUARTE DIAZ et LUCIANO RAMIREZ !

Camarades : nous demandons que cet appel soit diffusé le plus largement possible dans les journaux, les publications, les radios ouvrières et révolutionnaires. Nous sommes sûrs que la solidarité prolétarienne avec la révolution guatémaltèque se fera sentir dans toute sa force.

Vive la Révolution Socialiste Guatémaltèque ! Vive la Révolution Mondiale !

La Direction Nationale du Mouvement Révolutionnaire du 13 Novembre.

Guatémala, le 13 novembre 1965.

La crise du P.S.B. et la nécessité du Front Unique anti-capitaliste à la base

Il est évident que le P.S.B. se débat dans une sérieuse crise intérieure, qu'on ne parvient déjà plus à camoufler, bien qu'elle n'ait pas encore éclaté au grand jour. Cette crise se cristallise aujourd'hui autour de la discussion du budget proposé par l'équipe Harmel, mais ce ne sont pas là ses racines. Il ne s'agit pas non plus d'une crise qui met en jeu la ligne programmatique et les fondements du parti. Mais le Parti Socialiste cherche à trouver un équilibre entre son rôle de collaboration avec le régime capitaliste, en freinant et déviant les luttes de la classe, et le fait qu'il s'aperçoit qu'il perd de plus en plus le contrôle sur les masses, ce qui met donc en jeu son propre rôle.

C'est une crise qui se prépare déjà de longue date. Après la grève générale de 1960-61, des couches de l'avant-garde ouvrière avaient compris que le P.S.B. ne pouvait ni ne voulait pas assumer le rôle d'un Parti Ouvrier qui réponde aux aspirations de la classe. Cette avant-garde comprit que le P.S.B., au gouvernement, tentait de plus en plus de jouer le rôle que la bourgoisie nationale lui offrait : être la courroie de transmission de sa politique dans le mouvement ouvrier. Cette compréhension s'est traduite indirectement dans la lutte de « La Gauche », au sein du Parti, qui s'est finalement soldée par l'exclusion de la tendance de gauche. Indirectement, parce que la base n'avait pas les moyens pour influencer démocratiquement sa direction et parce que « La Gauche » non plus n'était pas capable de donner une issue révolutionnaire aux mobilisations de la classe.

Avec l'exclusion de « La Gauche », le P.S.B. espérait faire régner l'ordre dans ses rangs et pouvoir poursuivre sans obstacle son rôle de collaboration avec le régime. Mais les mobilisations et grèves incessantes et surtout les résultats des élections législatives ont fait sentir au P.S.B. que des couches plus larges prennent conscience de ce rôle de chien de garde du capitalisme et rejettent cette politique.

Mais la conculsion que le P.S.B. en tire n'est pas de revoir son attitude et d'adopter un programme anti-capitaliste, mais de trouver une solution pour pouvoir maintenir et développer son rôle. Telle est la discussion qui se déroule actuellement. Il n'y a pas de désaccord sur les principes. Les deux tendances qui se dessinent maintenant (en fait, il y en a bien plus, parce qu'il n'y en a pas deux qui prétendent la même chose) ont voté la confiance au gouvernement et accentuent en dernière instance la ligne et le sens du budget. Le fond le l'intervention de Spaak, disant que les budgets de 1967 et 1967 seront aussi difficiles que celui de 1966, celle de Merlot qui prétend que de toute manière il faut trouver une issue pour le déficit, et celle de Glinne quand il dit : « Il faut vouloir des finances de la politique que nous voulons » visent exactement la même chose : accepter la proposition Harmel. Les divergences apparaissent quand il s'agit de trouver la manière pour faire accepter cette politique, comment la présenter devant la classe ouvrière. C'est cela le problème qui se pose devant le P.S.B. Il est conscient que la bourgeoisie accepte sa collaboration quand il peut offrir des garanties de contrôler et dominer les réactions des masses. Il sent que, quand il n'y parviendra plus, le capitalisme n'aura plus besoin de lui, le mettra de côté et trouvera une autre solution.

Spaak, Collard et Spinoy traduisent la ligne dure, qui ne cache plus ses intentions. Ils sont des agents du capitalisme et de l'impérialisme (il ne faut pas oublier que Spaak fut et est encore l'idéologue de l'OTAN et qu'en tant que tel, il commanda l'envoi des paras belges pour réprimer la rébellion au Congo). Ils ne visent qu'à renforcer le Front Unique avec le capitalisme. La menace de Spaak de quitter le Parti n'était qu'une pression en plus pour obliger certains dirigeants qui hésitaient encore devant les conséquences qu'une telle politique allait amener à accepter ses propos. Collard spécialement a exprimé concrètement que le P.S.B. ne veut pas sortir des limites permises par le capitalisme, que de cette façon, la solution gouvernementale est l'unique possibilité pour la bourgeoisie et qu'ils vont la soutenir. Personne ne peut encore douter quand il proclame : « Si nous quittons le gouvernement, une autre équipe appliquera les mêmes mesures. Si nous menons l'opposition, nous ne pouvons même pas combattre ces propositions, sachant qu'en rentrant au gouvernement, nous devrions quand même les appliquer, comme nous avons dû maintenir l'augmentation de la taxe de transmission après avoir combattu la loi unique ! ».

L'opposition de Glinne, Merlot etCie n'est qu'apparente. Ils essayent de formuler des propositions, en tenant compte de la pression de la base. Glinne particulièrement agit ainsi, en voulant donner une réponse à des secteurs qui sont liés à la bureaucratie syndicale. Pour cette raison, il veut maintenir le P.S.B. dans une conception réformiste. Ces secteurs bureaucratiques doivent répondre à la volonté de lutte de leur base. Mais au lieu de répondre par un programme anti-capitaliste et révolutionnaire, ils mènent la bataille pour certaines revendications, qu'ils espèrent que le capitalisme saurait encore accorder, en voulant transformer pacifiquement le régime, petit à petit, vers une répartition « plus juste » du revenu national, sans jamais heurter de face le régime, ni en dépassant jamais les limites permises par le système. Ce sont ces secteurs là qui inspirent Glinne à défendre ces conceptions réformistes de lutte de classe.

Ses propositions montrent clairement que lui aussi veut s'en tenir au système actuel, qu'il veut détourner la lutte de la classe vers une lutte parlementaire. La base de ses propositions revient en fait à vouloir changer une politique bourgeoise pour une autre, à poursuivre les mêmes buts par d'autres moyens. C'est cela le sens de son « NON » à la nouvelle loi unique. Mais une telle politique n'a pas de perspectives.

Glinne s'oppose aux impôts indirects et propose de taxer plus le capital. Mais ce n'est pas possible dans le régime capitaliste, qui ne va jamais permettre pareille chose. Le capitalisme a besoin de toutes ses ressources pour faire face à la concurrence accrue et aux besoins de la préparation de sa guerre contre-révolutionnaire. Vouloir imposer le grand capital est porter atteinte au système même, et pour ce faire, il faut pouvoir proposer quelque chose à la place. C'est-à-dire qu'il faut faire appel à l'intervention massive de la classe sur la base d'un programme anti-capitaliste et révolutionnaire avec des méthodes de classe. Vouloir augmenter de quelques pour cents les impôts sur les grands revenus c'est vouloir discuter les problèmes du capitalisme. Cela est une façon d'agir petite-bourgeoise. Nous ne devons discuter les problèmes que du point de vue de la classe, donc en défendant un programme qui donne une réponse à la détérioration des conditions de vie et de travail, en organisant la lutte pour les revendications anti-capitalistes et révolutionnaires.

Il est clair que Glinne ne se propose pas cela, que le P.S.B. ne le permettra jamais. Même une opposition si timide que celle de Glinne, Merlot et Cie a provoqué des heurts violents. C'est une crise qui se développe et qui nécessairement va éclater à court délai. Au fur et à mesure que le capitalisme augmentera son offensive contre la classe ouvrière et que l'aile dure du P.S.B. rentrera dans ce jeu, même des oppositions si timides et hésitantes ne pourront plus être permises. Si jusqu'à ce jour, Glinne a pu se maintenir au P.S.B., en défendant ses positions qui vont à l'encontre de l'option de Spaak et Cie, cela est dû au fait que provisoirement le parti peut encore tirer des bénéfices de cette tendance, en gagnant le soutien et l'appui des couches petites-bourgeoises. Mais le P.S.B. devra continuer son rôle de domination des luttes incessantes et croissantes de la classe, pour pouvoir se maintenir en vie. Il devra sans cesse rétrécir la moindre ombre de tendance et opposition, ce qui aboutira finalement à de nouvelles crises et scissions.

En même temps, l'opposition de Glinne est démagogique et opportuniste. Elle ne vise pas à donner une réponse concrète à la base, mais de préserver le parti d'un « suicide » comme disait Merlot. De là viennent leurs propositions de réformer la structure du parti, pour permettre une plus grande intervention de la base, de refaire un congrès où les travailleurs peuvent donner leur avis sur la participation gouvernementale et les propos budgétaires. C'est un moyen habile pour maintenir les ouvriers liés au P.S.B., pour les détourner des actions directes, qui échapperont inévitablement au contrôle du parti. Une pareille politique leur est rendue possible grâce à la politique du Parti Communiste et du P.W.T. Dans la mesure que ces organisations non plus ne donnent aucune réponse révolutionnaire aux aspirations des masses, une grandepartie de la classe ouvrière se trouve encore au P.S.B., comme pour maintenir son centre de classe. Les ouvriers ne vont pas changer un réformisme pour un autre. Ils mesurent très bien que le programme et le langage gauchiste du P.C. et du P.W.T. ne couvrent qu'une même politique.

Il n'y a pas de perspectives dans la lutte parlementaire. La grève de 1960-61 et toutes les mobilisations de la classe par après ont montré clairement la nécessité de l'organisation de l'avant-garde ouvrière, sur la base d'un programme anti-capitaliste révolutionnaire, face aux tentatives du capitalisme pour s'attaquer toujours plus vigoureusement au niveau de vie de la classe, à son droit au travail, et face à la crise du P.S.B. et des autres organisations ouvrières en général. Il faut développer la lutte indépendante de la classe, là où elle se trouve, dans les usines et les quartiers ouvriers. Le capitalisme tentera de concentrer davantage son capital, de fermer des entreprises, d'augmenter les cadences de travail, de détériorer le niveau de vie des masses. Il faut répondre par l'action offensive de la classe, en imposant la démocratie syndicale. Par des mobilisations et des grèves, il faut développer la lutte pour la nationalisation des entreprises-clefs, sous contrôle ouvrier, pour que les bénéfices de l'automation reviennent à la classe ouvrière, pour la semaine de 40 heures payées 48 et avec une tâche pour 40 heures, pour l'échelle mobile des heures de travail et des salaires.

Nous faisons un appel à l'avant-garde ouvrière pour renforcer sa lutte indépendante pour ces revendications, en formant des comités d'usine et de quartier, en formant des groupes d'opposition syndicale et en faisant connaître cette lutte dans des bulletins de fraction, dans des actions de Front Unique à la base. Nous faisons un appel particulier à la base du Parti Socialiste, qui veut sincèrement lutter pour des perspectives socialistes, à analyser une fois de plus l'attitude de leur direction et en s'intégrant dans le Front Unique Prolétarien anti-capitaliste pour ces revendications de classe.

Le récent document du P.C. Chinois

Un pas vers l'organisation du Front Unique Mondial des Forces Révolutionnaires

« Le conflit sino-soviétique est produit de la nécessité de définir et organiser la stratégie révolutionnaire mondiale pour abattre l'impérialisme ».

S'appuyant sur cette conclusion émise dès les origines de la discussion entre P.C. chinois et soviétique, la IVe Internationale et notre Parti insistèrent donc sur le mot d'ordre du Front Unique Anti-Impérialiste Mondial, résultat d'autre part d'une analyse objective de la situation internationale caractérisée par l'avance impétueuse de la révolution mondiale.

Aujourd'hui, porté par ce que Chou en-Laï lui-même appelle « le nouvel et puissant ouragan révolutionnaire anti-yankee qui se déchaîne », nous vient du P.C. Chinois un nouveau document de très grande signification, intitulé « De « l'unité d'action » de la nouvelle direction du P.C.U.S. ».

Ce document mérite une attention particulière, des conclusions claires, des résolutions constructives de chaque militant, de chaque organisation révolutionnaire et de nous-mêmes. Il est une contribution à la construction du Front Unique Anti-Impérialiste Mondial. Il ne s'agit donc pas d'en faire un aliment de plus au moulin des invectives anti-krouchtchéviennes, mais de lui réserver un sort bien supérieur : en faire une base pour avancer plus rapidement et sûrement dans la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste. Les échos que ce document a suscités dans la presse bourgeoise témoignent d'ailleurs de la valeur de ses implications.

Ainsi, « Le Soir » se demande si « on verra bientôt les Chinois condamner la « trahison » des Soviétiques avec la même virulence que Lénine et ses amis le faisaient contre les chefs de la IIe Internationale ? ».

L'auteur de cet article, bien qu'il ne dise pas que ces « condamnations » faites par Lénine furent le prélude à une rupture historique et à l'organisation de l'avant-garde bolchévique qui devait prendre le pouvoir ; traduit très bien les inquiétudes de la bourgeoisie mondiale qui prend conscience encore davantage des jours sombres qui l'attendent et des délais qui se raccourcissent pour le règlement final des comptes.

Mais voyons comment se manifeste l'objet de cette appréhension, comment le concrétiser et en faire vraiment un instrument décisif.

L'importance du document chinois réside précisément en ce qu'il est un appel, bien que assez confus encore, à rompre avec la bureaucratie de l'U.R.S.S., autrement dit avec les héritiers de cette même lignée révisionniste que Lénine rejeta en fondant la IIIe Internationale. Le P.C. Chinois, pour la première fois, appelle le peuple d'U.R.S.S. à combattre ses dirigeants. Il lance cet appel d'une manière indirecte en affirmant que si le révisionnisme se manifestait en Chine, les forces révolutionnaires devraient le contrebattre. Les Chinois ne disent pas encore nettement « nous rompons », mais que penser de ces affirmations comprises dans la déclaration : « Il n'existe entre nous que des choses qui nous séparent et nous opposent ; rien qui nous unisse et nous soit commun « ou encore » avant tout nos relations sont de dure opposition ».

Il n'est pas exclu que dans ces affirmations, il y ait encore certaines velléités de faire pression et d'influencer sur la composition de l'équipe dirigeante de l'U.R.S.S., de précipiter la chute de Brejnev, Kossiguyne et Cie. Mais de toute façon, il reste peu de temps pour de telles maœuvres et ce récent document, en appelant indirectement les masses d'U.R.S.S. à abattre la bureaucratie, est un tremplin de qualité pour faire un bon saut.

Ce saut répond au contenu de toute la situation mondiale. Pendant tout un temps, la querelle Pékin - Moscou couvait sous les cendres. La révolution mondiale quant à elle n'en restait pas là. En Indonésie comme en Algérie, la révolution progressait, l'impérialisme s'est vu contraint de frapper en désespoir de cause. Il a semé le vent, il récolte la tempête. En Indonésie, la guerre civile est engagée, en Algérie, la chute de Boumédienne se prépare et se devine au travers des prises de position de l'U.G.T.A. En Indonésie, Soekarno vient d'être contraint de nationaliser toute la banque, toutes les entreprises et de remettre à l'Etat le monopole du commerce extérieur. Empiriquement la révolution avance. Il est évident que les événements d'Indonésie auront donné matière à réflexion au P.C. Chinois qui doit en arriver à la conclusion que l'avance de la révolution mondiale nécessite une direction révolutionnaire consciente, mieux préparée que ne l'était celle du P.C. indonésien qui se contente d'assister à la guerre civile sans donner aucune directive.

D'autre part, les menaces d'extension à l'Asie de l'agression yankee au Vietnam pèsent aussi lourdement dans la balance. Tous ces facteurs ont suscité la réflexion du P.C.C. qui se référant à Lénine déclare qu'il ne put « se passer d'une pause, d'un retour aux questions élémentaires, d'une nouvelle préparation qui lui permit de s'assimiler les leçons d'une si riche substance et d'offrir la possibilité à des masses infiniment plus imposantes, d'avancer encore, cette fois d'un pas beaucoup plus ferme, plus conscient, plus assuré, plus droit ». Il semble donc que la pause soit terminée et l'histoire qui, en si peu d'années a poussé le P.C.C. à avancer si vite, ne va pas s'arrêter en si bon chemin. Le P.C. chinois va avancer, poussé par cet ouragan dont parle Chou en-Laï.

Les Chinois prennent déjà leur élan pour le saut lorsque dans ce même doeument ils appellent à créer de nouveaux partis marxistes - léninistes et à un regroupement de toutes les forces révolutionnaires. Nous nous arrêterons sur cet aspect de leur déclaration.

Au stade actuel de développement de la révolution mondiale, l'organisation d'une direction mondiale révolutionnaire consciente s'impose ainsi que l'unité des forces révolutionnaires. Tel est le problème que le P.C. chinois aborde. Telle est la conclusion d'analyses antérieures de la IVe Internationale. L'unité s'impose, le Front Unique Anti- Impérialiste Mondial s'impose, le Front Unique Anti-Capitaliste dans chaque pays en est le préliminaire.

Nous pensons que les militants et dirigeants du Parti Communiste de Belgique (pro-chinois) doivent étudier ce document du P.C.C. avec une grande attention et préoccupation. Jusqu'à présent, l'essentiel de leurs conclusions se limite à de nouvelles mises en garde contre le néo-révisionnisme krouchtchévien. Ils ignorent ainsi l'essentiel de ce document que notre Parti, de son côté, a largement discuté. Le P.C. C. appelle au regroupement de toutes les forces révolutionnaires. Notre Parti représente une tendance révolutionnaire, et non la seule. Le Parti Communiste de Belgique commet une lourde erreur en passant sous silence nos prises de positions. Dans le numéro précédent de notre journal, nous dénonçons la tentative de « La Voix du Peuple » d'identifier le trotskysme au réformisme de l'U.G.S. La IVe Internationale est représentée en Belgique par le P.O.R. (T.), s'exprime par son journal « Lutte Ouvrière ». Dans le numéro de « La Voix du Peuple » postérieur à celui contenant le document du P.C.C., continuent d'apparaître les mêmes calomnies alliant les trotskystes aux krouchtchéviens ou à l'U.G.S. (C. S.T.), alors que dans ce même numéro du journal, il est dit : « Les partis marxistes - léninistes n'ont jamais craint la confrontation des thèses en présence. Ils ont toujours publié les textes intégraux des attaques révisionnistes sachant que ceux-ci, comme d'ailleurs toutes les actions des révisionnistes, seraient pour les communistes, pour les masses, d'excellents professeurs par l'exemple négatif. Le P.C.C. a toujours été fidèle à cette règle. Innombrables sont les textes du P.C.U.S. qui ont paru dans les journaux du P.C.C. MAIS LA PEUR DES FAITS, LA PEUR DE LA VERITE, LA PEUR DE LA POLEMIQUE LOYALE a par contre incité les krouchtchéviens et en particulier ceux du P.C.U.S. à cacher au peuple soviétique les textes et les documents des marxistes - léninistes. POUR TROMPER LES MASSES, POUR TROMPER LES MEMBRES DE LEUR PARTI, ILS SE SONT EFFORCES DE MANIPULER LES TEXTES, DE LES TRONQUER, DE LES DEFORMER, AFIN DE POUVOIR SE LIVRER A UNE POLEMIQUE DELOYALE ET SANS PRINCIPE.

Nous appelons les dirigeants du P. C. de Belgique à être conséquents avec leurs déclarations. Nous exigeons et nous demandons à tous les militants du P.C. de Belgique d'exiger la publication de nos démentis et prises de positions concernant les mensonges de « La Voix du Peuple ». Des centaines d'ouvriers et militants d'avant-garde qui lisent notre journal attendent que « La Voix du Peuple » reconnaisse ses mensonges.

Dans le sommaire du document du P.C.C., il est dit que l'unité d'action est impossible avec « ceux qui prennent les ennemis pour des amis et INVERSEMENT ». Il faut en tirer les conclusions effectivement. Notre Parti appelle à l'organisation du Front Unique Anti-Capitaliste en Belgique depuis des mois et travaille à son organisation.

Depuis des mois, « La Voix du Peuple » pour seule réponse déverse un flot de calomnies anti-trotskystes. Jamais le Front Unique ne pourra se réaliser sur cette base.

Nous appelons tous les militants du Parti Communiste de Belgique et les dirigeants de ce parti à y réfléchir. De jour en jour la crise du capitalisme belge s'exacerbe jointe à la crise des partis réformistes. Divers courants révolutionnaires mûrissent actuellement dans la classe ouvrière belge, qui appellent à l'organisation du Parti Marxiste-Révolutionnaire de Masses. Il faut dès maintenant y contribuer sur la base du Front Unique Anti-Capitaliste auquel nous appelons.

INDONESIE : NOUVELLE EXPRESSION DE

par J. POSADAS

Cette crise en Indonésie (soulèvement, répression, persécution des communistes) et l'impasse qu'il ya actuellement peut être mesurée dans l'attitude de Sukarno qui revient au tripartisme antérieur : musulmans, nationalistes (armée) et communistes. La crise se poursuit ainsi selon la même ligne qu'avant l'éclatement de la tentative révolutionnaire.

LE DEVELOPPEMENT DE LA CRISE DE LA REVOLUTION COLONIALE

La crise en Indonésie fait partie de la crise générale du développement de la révolution dans les pays autrefois coloniaux et semi-coloniaux. Comme en Algérie, les secteurs conservateurs contraints d'appuyer la révolution ou intéressés à le faire exercent le maximum de leur poids, car ils ne sont pas décidés à continuer à donner cet appui. En effet, jusqu'à cette étape, leurs intérêts coïncidaient avec ceux de la révolution ou, du moins, y avait-il quelques possibilités de la faire coïncider. Cela n'est déjà plus possible, il y a l'insécurité du lendemain et la possibilités d'utiliser la politique de coexistence pacifique de la bureaucratie soviétique. Ces secteurs — en Algérie comme en Indonésie — issus essentiellement de l'armée, où ils peuvent centraliser leurs forces, montrent qu'au fond, et quelle que soit l'origine de la lutte, les soulèvements et crises actuelles sont l'expression de la nécessité d'impulser la révolution, déliminer les secteurs qui s'opposent à ses progrès sous toutes formes et à toutes ses possibilités actuelles.

Le problème de l'élimination de l'armée se pose à nouveau, car elle est inévitablement liée aux seceturs de propriétaires fonciers, à l'Eglise et, à travers ces points, à l'impérialisme. Il faut la remplacer par les milices populaires.

Ceci est le fond de la qustion, quelle que soit nouvelles suffisantes. Mais à travers celles que donne la presse, on peut faire quelques pronostics déjà suffisamment solides pour être décisifs. Quelle que soit l'origine du mouvement, la façon le fond reste : la nécessité pour l'Indonésie d'adont il a commencé, l'incidence du soulèvement, vancer vers le socialiste, d'éliminer ce qui reste du capitalisme, d'installer un Etat Ouvrier et une forme de pouvoir prolétarien et de faire face en conséquence aux forces qui s'opposent de manière organique et organisée à cette tâche.

La dernière année montre en Indonésie un très grand progrès de la continuation de la révolution vers un Etat Ouvrier. Elle est arrivée quasiment au point culminant des possibilités d'avancer tout en maintenant l'accord entre les musulmans, l'armée, les nationalistes et le Parti Communiste.

Les mesures prises cette année ont été les nationalisations de presque toutes les formes de propriété nationale, de presque tout le commerce, de la Banque, l'expropriation des principales forces de l'impérialisme. Mais à l'intérieur, les terres sont toujours aux mains des propriétaires fonciers qui ne trouvent pas d'appui ni dans les villes, ni auprès des ouvriers, ni auprès de la petite-bourgeoisie pauvre. Ces secteurs ne trouvent d'appui que dans l'armée, c'est leur base sociale pour résister aux mesures qui font avancer la révolution et qui poussent à l'élimination totale de toutes les forces capitalistes.

La mobilisation actuelle des masses musulmanes, appelées par l'armée, ne signifie pas que ces masses sont anti-communistes et qu'elles se mobilisent en appui à l'impérialisme et au capitalisme. C'est la fausse politique du Parti Communiste, des Chinois, la fausse politique du « bloc des quatre classes » qui a empêché les masses d'être gagnées consciemment à l'organisation des milices et d'en terminer avec le capitalisme.

LA TERRE AUX PAYSANS !

Le centre essentiel qui unit les masses indonésiennes est le problème de la terre. Elles sont divisées idéologiquement et religieusement : musulmans, boudhistes, Parti Communiste. Mais cette division est superficielle. L'immense majorité de la population indonésienne, qui est paysanne, est unie par le même intérêt: la terre.

La politique des « quatre classes » patronnée et encore appuyée par les Chinois — bien que dans la dernière période, ceux-ci se sont davantage orientés en faveur de la révolution prolétarienne — a rendu plus facile qu'un secteur des grands propriétaires liés à cette armée ait une influence sur les masses musulmanes. Cette influence ne s'exerce pas parce que les masses sont divisées sur les problèmes idéologiques et religieux, mais parce que les masses paysannes ne se sentent pas unies au reste de la population sur le problème de la terre. Il n'y a pas d'agitation pour la terre alors que c'est l'essentiel à faire.

Le Parti Comuniste et les Chinois ont proposé la formation de milices et cela est correct. Mais cette proposition de nationalisation de la Banque, du Commerce, de la formation de milices, etc., si elle n'est pas accompagnée de l'expropriation de la terre, reste en l'air, laissant aux mains des musulmans et de la droite de l'armée toute capacité d'influence sur les masses musulmanes.

Ce qui impulse les masses en Indonésie — dans leur majorité paysannes — c'est le problème de la terre. Si les communistes indonésiens et les Chinois avaient lancé un appel à la formation des milices et avaient organisé avec agitation et propagande, avec des actions, l'expropriation et l'occupation des terres, ils auraient unis toutes les masses et supprimé toute base d'influence de l'armée.

Même aujourd'hui l'armée, avec le pouvoir en main, ne s'est pas lancée à aller très loin dans la répression contre les communistes. Elle n'a pas parlé une seule fois de rendre les propriétés étatisées à l'impérialisme. Au contraire, ils se sont tus. Et Sukarno a annoncé un discours dans lequel il appellerait à poursuivre la lutte contre l'impérialisme, à ce que les masses ne reculent pas dans cette lutte.

Les dernières périodes ont montré un processus d'avance des mesures politiques, non pas seulement économiques et sociales, mais politiques. La rupture avec l'O.N.U., l'unification avec la Chine sur les problèmes de politique mondiale — surtout en ce qui concerne l'échec de la conférence d'Alger — la demande du P.C. indonésien et l'acceptation par Sukarno de la possibilité de la formation des milices, l'activité des syndicats occupant les entreprises impérialistes et les faisant fonctionner ; tout cela indique une ascension de la révolution du point de vue politique. Cette ascension doit se terminer inévitablement soit par une réaction de la droite de l'armée ou par une impulsion plus grande des masses.

Aussi, pour avancer, la révolution doit-elle éliminer l'obstacle principal que constituent l'armée et sa droite. C'est le problème qui est au centre de la crise.

La « mort » de Sukarno était un prétexte. Il est un centre d'équilibre. Il peut jouer ce rôle à cause de l'absence d'une force décisive, d'une capacité de décision, de force matérielle, tant de la part des communistes que de l'armée, que des musulmans unis à l'armée. Sukarno peut jouer ce rôle parce qu'il représente un secteur et une tendance issue de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie. Il est un arbitre entre ces forces.

Le fait que Sukarno ait joué un si petit rôle dans cette crise et qu'il redevienne à présent un arbitre, indique qu'il n'y a aucun secteur qui, pour son propre compte, puisse décider de la situation. Aussi, les mêmes bases d'un éclatement de la crise à n'importe quel moment existent-elles.

La base de la crise reste au fond que l'Indonésie a besoin de suivre le chemin de la révolution. Elle doit avancer et terminer l'expropriation des terres.

Les secteur de l'armée et musulmans se trouvent sur la même position d'accord pour vouloir exproprier l'impérialisme, pour nationaliser la Banque, le Commerce, pour nationaliser toutes les industries de l'impérialisme. Ils ont accepté. Mais le problème central reste celui de la terre.

Pour avancer, la révolution a besoin d'éliminer tous les obstacles qui l'en empêchent et ces obstacles sont l'armée, les forces conservatrices organisées. Là vient la déclaration du Parti Communiste et de Sukarno, pour former des milices en vue d'exercer une pression sur l'armée, mais sans succès. L'armée offre des résistances. Il n'y a pas et il n'y aura pas d'autres formes pour avancer que de mobiliser les masses autour d'un centre commun à tous les secteurs de la population indonésienne : la terre aux paysans. Cette mesure est celle qu'il faut prendre maintenant et inévitablement en Indonésie.

La timidité, la faiblesse de Sukarno pour mener de l'avant ces mesures, pour se heurter à l'armée, l'empêche d'agiter de mot d'ordre. Et c'est cela qu'il faut faire dans la prochaine étape. Là est le fond de la question.

IL FAUT ELIMINER LES SECTEURS DE DROITE DE L'ARMEE : MILICES OUVRIERES

Le coup d'Untung a été une tentative d'éliminer la droite de l'armée mais d'une manière administrative et sans intervention des masses. Il est très possible qu'un secteur de l'armée, à la gauche du Parti Communiste, ait cru pouvoir profiter d'une opportunité pour entraîner le reste de l'armée et un secteur des masses.

L'attitude du Parti Communiste a été peureuse et imbécile. Une fois le coup d'Etat d'Untung réalisé, le P.C. aurait dû lancer un appel aux masses sur le mot d'ordre principal de la terre aux paysans. Il n'a rien fait de cela.

Par contre, la droite de l'armée a pu réagir car il n'y avait pas de mot d'ordre de mobilisation des masses. Si le Parti Communiste et les Chinois avaient appelé les paysans à prendre la terre, cela aurait résolu le problème. Parce qu'alors les masses auraient trouvé un moyen de s'unfier en un même sentiment, en un même intérêt, dans une même nécessité : la terre aux paysans.

C'est tout cela qui a permis à l'armée de prendre en main le contrôle qu'elle a à présent. Mais ce qui démontre sa faiblesse sociale est qu'elle ne peut aller plus loin. Aller plus loin signifierait liquider le Parti Communiste, rompre avec la Chine et rendre à l'impérialisme ses propriétés. Elle ne le peut pas parce que sa base sociale ne le lui permet pas. Les paysans ont conscience que les nationalisations leur conviennent, qu'elles sont progressives, et ils attendent la réforme agraire.

Nous insistons : ce qui maintient le retard et la division idéologique est le manque d'une solution au problème de la terre. Résoudre le problème idéologique et religieux signifie résoudre le problème dela terre.

Ce qui maintient encore le paysan attaché à ses sentiments musulmans, en division avec le reste de la population — ce qui permet à l'armée de l'utiliser et donc aussi à l'impérialisme — c'est l'absence d'un centre commun pour résoudre le problème de la terre.

Cette crise a montré que la politique du « bloc des quatre classes » menée par les Chinois est terminée. Elle n'a plus de possibilités. Les « quatre classes » étaient : les propriétaires fonciers, la bourgeoisie, les ouvriers, les paysans, tout cela est liquidé.

Pour avancer, la révolution doit en finir avec cette ligne et adopter la consigne des milices ouvrières. Mais pas uniquement car ce serait insuffisant si elle n'est pas accompagnée de celle de la terre aux paysans. Là est le Front Unique de toutes les masses exploitées.

Pour toutes ces raisons, on peut assimiler cette crise à celle de l'Algérie. La révolution peut avancer, coïncider et concilier avec différentes tendances conservatrices, parasitaires, mais jusqu'à une étape déterminée.

Cette crise indonésienne est un avertissement très sérieux aux autres révolutions coloniales du monde. Sukarno a essayé de dévier l'attention des masses, d'impulser l'attention et la préoccupation des masses, de gagner un prestige et des positions face à l'armée en lui cédant sur le problème de la Malaisie, de l'incorporation de territoires malais à l'Indonésie.

C'est une attitude incorrecte de la part de la direction de l'Indonésie comme de la part des Chinois qui l'ont appuyée, même si c'est d'une façon indirecte. Le problème de la Malaisie ne peut être résolu qu'avec une Fédération socialiste, comme dans le cas de l'Inde et du Pakistan. Une Fédération dans laquelle les Etats décideront d'entrer.

Mais qui sait comment va se faire cette Fédération ? En planifiant l'économie, en donnant la terre aux paysans ? Sur cette base se lèvera toute la Malaisie contre l'impérialisme. Mais ni les Chinois, ni Sukarno, ni le P.C. indonésien n'ont posé ce problème. Ils ont posé les problèmes en terme de nationaliste et de nationalisme, ce qui donne une base à l'armée qui soutient cela les armes à la main. Et elle se montre comme un élément nécessaire tant qu'il s'agit de mesures bureaucratiques, administratives et militaires. Mais si à l'inverse on passe de ces moyens au terrain des luttes sociales, on élimine le facteur de la nécessité de l'armée, car ce sont les masses qui agissent.

En conséquence, ces problèmes continuent à faire partie des besoins de ce processus d'avance de la révolution en Indonésie. Et là il n'y a pas d'autre issue que l'élimination des secteurs de droite de l'armée et leur remplacement par les milices populaires, l'organisation des syndicats, le Front Unique anti-impérialiste et anti-capitaliste du Parti Communiste, des masses ouvrières et paysannes sur le programme de la terre aux paysans.

LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE DE L'INDONESIE NE PEUT FAIRE MARCHE ARRIERE

Personne ne pourra faire reculer le processus révolutionnaire déjà atteint en Indonésie. Même si l'armée triomphe, elle devra, si elle veut revenir en arrière, imposer une dictature militaire. Et les conditions historiques n'existent pas pour telle dictature. Cette crise, même si elle ne résoud pas immédiatement tous les problèmes du pouvoir en Indonésie, va les reposer à court délai.

La politique des « quatre classes », d'alliance entre Sukarno, les musulmans, les propriétaires fonciers, le Parti Communiste, les Chinois, arrive à sa fin. Le Parti Communiste est l'un des principaux responsables de cette situation ; car c'est lui qui a accepté l'élimination des droits démocratiques, du fonctionnement indépendant des partis et même des syndicats, soumettant tout à un régime présidentialiste.

Le Parti Communiste a appuyé Sukarno dans toutes ces mesures de répression aux droits politiques et démocratiques des masses. Aussi est-il nécessaire, pour réanimer, élever la vie des masses, de les appeler à intervenir dans ce processus. Le Parti Communiste ne l'a pas fait ; et il faut le faire. Les Chinois doivent appeler les masses à intervenir : grève générale, mobilisations, occupation d'usines, la terre aux paysans ; appel aux soldats à se rebeller et à défendre le programme de la terre aux paysans. De cette crise doit sortir l'élimination de tout le pouvoir capitaliste. Tel est le programme de cette crise.

Les communistes essayent à nouveau de concilier. Non qu'ils se sentent faibles et peu sûrs, mais parce que le développement de la révolution n'est pas dans leur programme. Ce qui démontre qu'ils parlent plus qu'ils n'agissent et qu'ils disent : « Nous impulserons la révolution » et n'impulsent rien du tout. Ils se sont tus en permettant la répression des locaux communistes, la détention de milliers de militants communistes, ce qui a donné à l'armée l'impression qu'elle était plus forte qu'en réalité. Si l'armée avait une force, elle aurait déjà tout liquidé ; elle en est à faire pression sur le gouvernement pour qu'il interdise le Parti Communiste, mais ils ne s'animent pas à le faire directement de leur propre chef.. C'est dire combien elle est faible, sans appui sociale ferme ou avec une base très arriérée avec laquelle elle entrera en heurt parce qu'elle réclamera la terre.

De là son attitude parfois même résolue de réprimer, mais pas en ce qui concerne la portée de l'objectif : le but final. Et le Parti Communiste ne fait pas un seul appel aux masses !

LES MASSES SONT DISPOSEES A INTERVENIR

Untung, avec son coup, aurait dû appeler les masses à sortir à la rue sur la base de « la terre aux paysans », rupture définitive avec l'impérialisme, nouvelle association internationale des pays opprimés avec les Etats Ouvriers, contrôle ouvrier de la production, gouvernement ouvrier et paysan, étatisation du reste de la propriété capitaliste et impérialiste. Ça c'est le programme pour impulser les masses, mais surtout, il faut « la terre aux paysans ! ».

Cette crise montre que l'avance de la conciliation entre les différentes tendances conservatrices, parasitaires et révolutionnaires, peut coïncider pendant un certain temps parce que l'économie et la société le permettent, peuvent les supporter. Mais, dans l'étape où il faut passer à concrétiser les aspects fondamentaux de l'économie et des problèmes de la terre, il n'y a plus de base et les conflits se développent. Et la solution n'est que les armes à la main. Le Parti Communiste n'a pas préparé cette étape avec les armes à la main, alors que les masses sont disposées à le faire.

Nous ne devons pas prendre ce succès éphémère de l'armée comme une couardise des masses. Elles ne sont pas intervenues car elle ne savent pas que faire. Elles sentent qu'il y a un conflit contre la révolution, bien que l'armée n'agite aucun mot d'ordre pour rendre les entreprises aux impérialistes. Elles voient que le Parti Communiste est frappé, mais qu'il n'y a pas d'attaques aux syndicats. Elles ne voient pas une répression directe. Les masses sont disposées à intervenir et à lutter, la preuve en est qu'elles ont fait échec aux tentatives de l'armée de réprimer un secteur ouvrier.

Un appel au mouvement ouvrier permettrait dans l'immédiat d'empêcher que les masses musulmanes soient utilisées comme moyen de pression par les militaires. Et la base qui peut attirer ces masses musulmanes est la revendication de la terre aux paysans.

Le Parti Communiste indonésien a une immense quantité de voix : 8 à 10 millions ; c'est le plus fort de tous les P.C. des pays capitalistes. Cependant ,il n'a pas empêché que l'armée se soulève. Cela doit être un exemple, une expérience pour les directions, pour les partis, pour les cadres et militants communistes et socialistes d'Europe, particulièrement de France et d'Italie. Car cela démontre que le poids électoral n'est pas suffisant, mais qu'il faut la mobilisation sociale.

Dans des étapes déterminées, quand la bourgeoisie comprend et sent qu'elle ne peut déjà plus contenir, dévier ou assujettir le processus, alors elle se prépare pour un coup contre-révolutionnaire car, de toute manière, elle n'a pas d'autre issue.

Ce qui se passe en Indonésie est tout-à-fait clair. Si le Parti Communiste avait organisé des milices, fait occuper les terres, les usines, lancé un appel aux ouvriers agricoles pour le Front Unique et leur mobilisation, il aurait désorganisé et liquidé l'armée.

Cela est une conclusion d'une importance fondamentale que les militants communistes, les directions des P.C. d'Europe et du monde doivent tirer.

Les masses prolétariennes de Djakarta et des principales villes ne sont pas encore intervenues. Il faut s'attendre à une réaction du prolétariat.

ECHEC DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

C'est pourquoi Sukarno a tenté dernièrement de rétablir l'équilibre des forces. D'abord parce qu'il craint de laisser le pouvoir aux mains des militaires, mais ensuite et fondamentalement parce qu'il sent qu'un tel pouvoir serait éphémère et signifierait une guerre civile dans laquelle ce qui reste du capitalisme disparaîtrait. Il essaie d'avancer de façon contournée.

L'INDONESIE VIT UN DEBUT DE GUERRE CIVILE

Cette expérience de commencement de guerre civile en Indonésie est rendue claire et déterminante grâce aux expériences que l'on peut tirer des autres révolutions : milices ouvrières, programme de la terre aux paysans, Front Unique ouvrier et paysan, mobilisation des masses, élimination de l'armée pour des milices populaires en maintenant une petite couche de professionnels, des petites zones, mais dépourvues de pouvoir social et politique. En Indonésie, la bourgeoisie n'a pas de force sociale, ni aucune force politique : sa force réside dans l'armée. On trouve ici une nouvelle expérience pour la révolution dans les ex-colonies et semi-colonies.

Il faut que les Chinois, les Cubains, toutes les directions des Etats Ouvriers : Partis Communistes, directions du mouvement ouvrier mondial, fassent un appel aux masses indonésiennes pour la mobilisation pour contenir une telle répression terroriste contre les masses communistes, contre le Parti Communiste (qui, dans le fond, essaie de faire reculer la révolution), un appel pour le Front Unique, la terre aux paysans, l'élimination de l'armée, le Front Unique Prolétarien, le gouvernement ouvrier et paysan, pour la solution de ce problème en Indonésie. Si cela n'est pas posé maintenant, cela va se poser bientôt.

Cette révolution d'Indonésie marque une étape de la révolution mondiale. C'est la fin d'une période : la fin de l'avance lente de la révolution, des conquêtes graduelles : Egypte, Syrie, Liban, Algérie, Indonésie, montrent que les conquêtes graduelles sont terminées. Pour avancer, il faut éliminer les secteurs de l'armée, de la bourgeoisie, qui empêchent d'aller de l'avant, sinon la révolution s'arrête, recule et entre en crise.

C'est en ce sens que l'attitude de Fidel Castro dans l'élimination de Guevara était en train de démontrer à Cuba le processus d'ascension de la révolution et la nécessité d'une direction consciente et centralisée. L'élimination à Cuba de Guevara est un bénéfice donné par Fidel Castro aux tendances conservatrices, réactionnaires et contre-révolutionnaires de tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, en particulier des pays qui sont dans un processus de lutte pour la révolution socialiste : Algérie, Indonésie, Egypte. C'est un processus d'avance de la révolution, mais où les obstacles ne sont, à cette étape, ni économiques, ni créés par l'impérialisme, mais proviennent de forces intérieures qui résistent au progrès de la révolution et que l'on rencontre particulièrement dans l'armée.

C'est pourquoi ce processus montre que la prochaine étape sera celle d'une puissante impulsion du développement des masses qui passeront à l'action plus directe. Elles sentiront la nécessité d'intervenir, et la crise dans les partis communistes va augmenter.

Cette situation en Indonésie va provoquer une crise dans les Partis Communistes indonésiens et chinois, qui sentiront que la politique des « quatre classes » ne peut plus marcher et est arrivée à son extrême limite. Quel que soit le coup qu'ont subi les masses en Indonésie de la part des militaires, leur réaction sera doublement puissante et prendra une forme beaucoup plus concentrée et puissante. Elles vont sentir la nécessité de milices ouvrières, du programme de réforme agraire, d'expropriation de la terre, de la remise des terres aux paysans, de l'unité ouvrière-paysanne, de l'unité des musulmans, communistes, prolétaires à travers un gouvernement ouvrier et paysan. Voici l'expérience que l'on peut tirer. Tous ceux qui proposent autre chose seront battus, comme seront battus les militaires en Indonésie.

Une preuve déterminante montrant que ce processus est en ascension est que l'impérialisme, qui n'a pu tirer que peu de bénéfices, est intervenu avec une extrême faiblesse. La bureaucratie soviétique est intervenue en faisant pression sur Sukarno, mais non dans le but d'appuyer les Chinois et le Parti Communiste d'Indonésie. Elle a tenté avec cette pression d'arrêter les militaires et de gagner une autorité politique face au Parti Communiste indonésien pour démontrer que c'est la bureaucratie soviétique qui décide et peut avoir une action déterminante, et non les Chinois. Ceci fait partie de son jugement bureaucratique.

LA NON-INTERVENTION DES SOVIETIQUES ET DES CHINOIS

Les Soviétiques n'ont rien dit, ni fait aucun appel. Ils ont fait des appels à Sukarno, mais non aux masses.

En dehors des trotskystes, personne n'a appelé les masses à intervenir en Indonésie, alors que, sans un tel appel, on ne peut trouver de solution. Le pouvoir militaire est très faible, absolument faible. Rien n'est encore réglé maintenant. L'aviation a d'abord appuyé le coup de Untong et si, ensuite, elle s'est déclarée contre et l'a condamné, c'est parce qu'elle a vu que cela n'avançait pas. Ce coup fut une aventure, produit de l'instabilité en Indonésie ; il s'était créé déjà antérieurement des organisations se préparant pour un coup militaire, pour liquider le Parti Communiste à la mort de Sukarno, pour liquider l'avance de la révolution.

Le pouvoir de Sukarno est très limité. Il existe en réalité parce que le Parti Communiste l'appuie dans le but d'une politique de conciliation des « quatre classes », car Sukarno n'a aucun pouvoir social. En réalité, c'est le P.C. qui l'appuie et ce sont maintenant les militaires qui s'agrippent à lui comme un centre d'équilibre. Mais Sukarno n'a aucune force sociale propre. Il a une force sociale, mais qui n'est pas décisive. S'il appelait les masses à se mobiliser, il balayerait les restes du capitalisme. La preuve en est que, dans les dernières étapes, Sukarno a dû faire des concessions contre l'impérialisme. La sortie de l'Indonésie de l'O.N.U. fut un coup terrible à l'O.N.U., un coup énorme au capitalisme et à l'impérialisme. Ceci montre que la révolution est en ascension en Indonésie et que l'obstacle est l'armée et que, dans la prochaine étape, cela va se poser de façon très aiguë.

Il faut condamner l'attitude des Chinois. Ils ne sont pas intervenus, n'ont pas fait d'appels, n'ont émis aucun jugement, n'ont fait aucun appel à l'intervention, ont mené une politique de conciliation, non de prudence, mais de conciliation. Les Chinois doivent réfléchir et voir que cette situation est le résultat de la politique du « bloc des quatre classes ».

Il n'est pas incorrect de s'appuyer sur la dispute entre les secteurs bourgeois, impérialistes, mais il ne faut pas le faire aux dépens de l'avance de la révolution.

Les militaires veulent profiter de la défaite du coup de Untong, provoquée par le fait qu'il n'y a pas eu d'appel aux masses, pour tenter de gagner des positions et de contenir la révolution pour ensuite restituer le pouvoir à l'impérialisme, ou l'appeler à investir de l'argent. Si les communistes avaient immédiatement fait appel à l'intervention des masses lors du coup de Untong, les possibilités de réaction de la droite de l'armée auraient été liquidées. Il faut tirer la conclusion de la nécessité pour le P.C., pour les Chinois, d'appeler à un Front Unique Anti-Impérialiste, d'appeler les masses à prendre le pouvoir, donner la terre aux paysans, prendre les terres, former un Front Unique ouvrier et paysan, un gouvernement ouvrier et paysan, un contrôle ouvrier, une nouvelle organisation en Asie, Afrique, Amérique Latine, de ces pays contre l'impérialisme en un Front Unique Mondial anti-impérialiste. Appui inconditionnel à la révolution, appeler à renverser, armes en main, l'impérialisme. Voici le programme pour répondre à la nécessité d'impulser les révolutions comme en Indonésie, R.A.U., Algérie, etc.

L'ARMEE VA TENTER DE TIRER TOUS LES AVANTAGES POSSIBLES DE SON POUVOIR TRANSITOIRE

En Indonésie, les trotskystes ont été assassinés, emprisonnés, leurs droits démocratiques leur ont été supprimés. Cela fait quatre mois, Aidit, secrétaire du P.C., a remercié Sukarno d'avoir supprimé aux trotskystes leur droit de fonctionner comme parti ; ils ne présentent pas les trotskystes comme impérialistes, mais comme étant unis au néo-capitalisme.

Les trotskystes ont eu d'importantes forces en Indonésie ; leur important mouvement a été poursuivi, réprimé; et leurs membres assassinés par le gouvernement Sukarno, aidé des communistes. Nous ne savons pas actuellement quelle est la situation des trotskystes en Indonésie parce que les communisations sont coupées avec ce pays, mais nous supposons que les trotskystes ont été à la tête des luttes pour essayer d'impulser, de mener de l'avant la révolution et, maintenant, pour contenir la répression des militaires, pour passer à l'offensive. Le programme des trotskystes en Indonésie est ce que nous venons de donner dans cet article.

L'armée va tenter de tirer tous les avantages possibles de son pouvoir transitoire, en mettant le P.C. en illégalité, et s'appuyer là-dessus pour réprimer les masses et les syndicats, affaiblir le pouvoir des syndicats, rompre ou diminuer les relations avec la Chine pour permettre à la bourgeoisie nationale alliée aux propriétaires et à l'impérialisme d'avoir un plus grand poids.

Cette lutte actuelle reflète que le processus de la révolution en Indonésie (en tant que semi-colonie) avance vers la révolution socialiste, et il va y avoir des chocs violents entre les intérêts de la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire les propriétaires et la bourgeoisie nationale avec le prolétariat.

Les étatisations ont augmenté le pouvoir économique de la bourgeoisie nationale, non le pouvoir social, mais le pouvoir économique.

Dans le même plan que les intérêts économiques, un poids social déterminé. C'est pourquoi elle est associée aux propriétaires et à l'armée, qui forment la base pour affronter le prolétariat.

En atteignant le niveau actuel d'étatisation d'un certain monopole du commerce extériuer, d'étatisation de la banque, la révolution indonésienne affaiblit le pouvoir de l'impérialisme et, logiquement, les intérêts de la bourgeoisie nationale et du prolétariat s'affrontent.

C'est pourquoi Sukarno représente l'équilibre entre la bourgeoisie nationale, l'armée, les propriétaires et les masses. Il représente tout un mouvement petit-bourgeois qui est en équilibre, mais un équilibre qui tend à se rompre continuellement. Le pouvoir de l'Etat augmentant et le pouvoir social du prolétariat, son pouvoir organique de classe n'augmentant pas, il est logique que la bourgeoisie tente d'éliminer en sa faveur les conquête faites par la révolution et dispute au prolétariat les conséquences de ces conquêtes. Il y a une certaine similitude avec l'étape de Peron en Argentine et, de façon plus lointaine, avec ce qui se passe en Algérie.

Les étatisations diminuent le pouvoir de l'impérialisme et, en général, le pouvoir du capitalisme, mais en particulier augmentent les possibilités de poids économique et, en partie, le poids social de la bourgeoisie nationale.

C'est pourquoi le P.C. indonésien, dans la dernière étape, essaie de mener une politique indirecte contre le néo-capitalisme d'Indonésie, mais au somment, en associant Sukarno et en lui laissant les rênes pour mener une campagne contre les secteurs capitalistes nationaux.

Le P.C. indonésien se préoccupe davantage de combattre les trotskystes plutôt que la bourgeoisie naissante et les propriétaires. Et les secteurs capitalistes nationaux sentent que, pour pouvoir tirer un bénéfice exclusif des étatisations, ils doivent le disputer au prolétariat et, en conséquence, éliminer le pouvoir prolétarien.

Il n'existe pas encore en Indonésie un pouvoir prolétarien véritablemnt instauré, mais il est en train de le devenir. Les grèves, les dernières occupations, toutes les dernières activités d'étatisation ont été déterminées par la mobilisation du prolétariat qui a occupé les usines, les mines, les entreprises prétrolières, les banques, a fait des grèves ; la bourgeoisie nationale voit que le prolétariat lui dispute le pouvoir et les bénéfices des étatisations. C'est pourquoi elle se prépare pour donner un coup, en cas de liquidation, de mort de Sukarno, pour le remplacer avec une dictature militaire. C'est le fond de la question.

L'attitude des comunistes et des Chinois est incorrecte. Ils peuvent et doivent maintenir un accord même avec Sukarno et autres secteurs de la bourgeoisie nationale, toujours et quand cela a pour résultat : la mobilisation des masses, les étatisations, mais pas aux dépense de l'indépendance de classe du prolétariat. Comme l'enseignent la révolution russe et les autres révolutions, si le Front Unique avec la petite-bourgeoisie, avec les secteurs petits-bourgeois, les secteurs de l'armée, si le Front Unique contre l'impérialisme n'est pas accompagné d'une action indépendante de classe du prolétariat, l'armée canalise en sa faveur et donne, tente de donner des coups militaires au nom des intérêts de la bourgeoisie nationale et du capitalisme dans son ensemble — et dans ce sens aussi de l'impérialisme — et cherche la solution de l'impérialisme pour se maintenir.

Le prolétariat augmentera son pouvoir social de contrôle ouvrier, d'occupation d'usines et des postes-clés de la société en éliminant le pouvoir de l'armée à travers des milices, des tribunaux populaires, en éliminant le pouvoir économique de la bourgeoisie à travers le contrôle ouvrier, des commissions de planification de l'économie, même sans être encore un Etat Ouvrier. Si le prolétariat n'accompagne pas ces mesures d'étatisation, il permettra à l'armée, à la bourgeoisie, de s'organiser et de faire un Front unique.

C'est le processus actuel en Indonésie. Le processus de liquidation des intérêts ou de la force économique de l'impérialisme a permis à la bourgeoisie nationale de développer sa propre force, ses intérêts et de disputer la domination de la société. C'est l'actuelle dispute. L'armée, associée avec la bourgeoisie nationale aux propriétaires, se préparait à donner un coup pour contrôler et pouvoir empêcher que le prolétariat continue à bénéficier de la révolution, comme c'est inévitable, à travers le pouvoir prolétarien.

C'est pourquoi le soulèvement de Untung est seulement un symptôme de la grave crise qui existe, car le développement de l'économie exige ou le pouvoir prolétarien, ou un retour en arrière. La bourgeoisie nationale ne peut maintenir l'étape actuelle. Même en ayant éliminé le P.C. transitoirement, même en l'ayant mis dans l'illégalité, la base sociale exige un pouvoir qui ne peut être accompagné ou réalisé par la bourgeoisie, qui doit, pour se maintenir au pouvoir, appuyer l'impérialisme et reculer.

Le Front Unique réalisé entre les musulmans, la bourgeoisie nationale, les propriétaires, l'armée, le P.C. et les Chinois ne pouvait, ni ne peut durer. Il devait se rompre parce que le développement social de la lutte des masses, le développement des étatisations va mettre face à face le prolétariat et la bourgeoisie, alliée aux propriétaires, à l'armée, ceux-ci appuyant l'impérialisme. C'est pourquoi le coup a échoué : à cause de la nécessité d'appeler le capital étranger à l'aide.

Ceci montre que le prolétariat doit accompagner avec le pouvoir social et politique toute mesure de progrès économique, c'est-à-dire : éliminer l'armée par des milices ouvrières, en les constituant même sans avoir éliminé l'armée, en constitutant ses propres forces, en mobilisant par des grèves, occupations d'usines, en appelant les masses paysannes au Front Unique à travers l'expropriation de la terre, en appelant à occuper les terres, à faire des comités et des tribunaux populaires se substituant au pouvoir judiciaire de la bourgeoisie. Appeler à constituer des conseils économiques qui planifient l'économie pour éliminer le pouvoir social et économique de la bourgeoisie pour qu'elle ne bénéficie pas de l'avance de la révolution.

L'Indonésie, comme l'Algérie, montre clairement que, si le prolétariat n'agit pas ainsi, cela permet aux ennemis de classe, à la bourgeoisie, aux propriétaires, de se grouper pour disputer le pouvoir au prolétariat.

Comme en Algérie, les étatisations acquises par la révolution arrivent à un tel degré que la conciliation entre la bourgeoisie et le prolétariat arrive à sa fin. Non parce qu'avant c'était possible, mais parce que l'absence d'un pouvoir prolétarien avec un programme révolutionnaire, était remplacée par un Front Unique mené par la direction petite-bourgeoise de la révolution.

Cette conciliation était bénéfique pour le capitalisme car cela lui permettait de subsister ; au contraire, il n'aurait pas subsisté si on s'était appuyé sur le prolétariat. Et la situation actuelle de l'Indonésie est la conséquence de cette situation où le capitalisme tente de disputer le pouvoir au prolétariat.

. POSADAS.

20 octobre 1965.

Ce n'est qu'en attaquant le capitalisme... (suite de la p. 6)

Plus il y a d'agitation, plus intense est la campagne, plus de groupes peuvent se former et se développer, et demain nous en obtiendrons les fruits. Il faut s'appuyer sur la crise du P.C. qui va éclater inévitablement, quel que soit le gagnant : Mitterand ou De Gaulle.

Pour empêcher que la nouvelle crise du P.C. ne désempare une série de tendances et groupes, il faut dès maintenant mener une campagne pour un Front Unique pour ce programme révolutionnaire.

C'est une mobilisation qui dépasse le cadre des élections et qui mène en avant le Front Unique par ce programme anti-capitaliste. Il faut appeler les masses communistes à s'opposer à la direction du P.C., contre l'appui à Mitterand, exiger le Front Unique avec un programme anti-capitaliste, d'appui inconditionnel à la Révolution à St-Domingue, Viet-nam, Chine. Appui inconditionnel à un Front Unique mondial, un Front Unique européen : syndicats, partis ouvriers, avec un programme qui part de la lutte contre les conséquences de l'automation. A mesure qu'augmente la productivité, diminution des heures de travail, contrôle ouvrier, plus de vacances, augmentation de la paie pour les vacances, contrôle ouvrier sur toutes les conséquences qui surgissent de l'automation. Ne pas s'opposer à l'automation, mais la contrôler. Et lutter pour le pouvoir. Parce que, malgré le contrôle que le prolétariat doit et peut faire si cela continue, inévitablement, les conséquences seront désastreuses pour le prolétariat. Parce que de toute manière, le capitalisme doit s'appuyer chaque fois plus sur une plus grande automation. La base de la productivité est l'automation et la cybernétique. Il n'y a pas de façon de lutter contre cela et l'unique forme d'empêcher que leurs conséquences soient contre les ouvriers est de renverser le capitalisme. Il faut discuter cela, il faut analyser. Les syndicats doivent discuter cela, sortir un programme, des conclusions. Faire des meetings qui ne posent pas le problème des élections, mais celui de l'alternative : capitalisme ou gouvernement ouvrier et paysan.

Il faut tendre à chercher une solution d'ensemble pour les masses exploitées d'Europe, ce qui est la forme d'organiser la force des masses. Il faut appeler à un Front Unique en Italie, Belgique, France, dans toute l'Europe. Une seule centrale ouvrière d'Europe, avec un programme qui réponde à la crise sociale et économique du capitalisme, à la défense des droits démocratiques des masses, à la lutte anti-capitaliste, à la défense de la Révolution Mondiale coloniale : ceci est le programme pour quoi il faut opter.

Front Unique des Partis ouvriers et les syndicats dans toute l'Europe. Que le mouvement ouvrier fasse une planification de l'économie, une reconversion de l'économie.

Le capitalisme français augmente sa préoccupation, sa recherche scientifique non seulement pour une augmentation de la productivité, mais aussi dans le domaine des armes atomiques. L'investissement que fait l'impérialisme français pour les armes atomiques est supérieur à ce qu'il investit dans l'industrie. Le progrès de l'industrie atomique de guerre est supérieur à celui de l'industrie privée. Voici l'image de ce qu'est le capitalisme et de ce que doit faire Mitterand.

Le manque d'indépendance de la classe ouvrière, la soumission à l'appui d'une candidature bourgeoise, est un coup qui favorise les plans du capitalisme, cela ne favorise en rien les masses, mais les masses ont la force pour donner elles-mêmes une solution. Ceci est l'agitation qu'il faut mener.

J. POSADAS.

Dans la campagne électorale, faire avancer la construction de la tendance révolutionnaire !

Ce n'est qu'en attaquant le capitalisme avec des mobilisations, des grèves, que les masses changeront leur situation ! (extraits) par J. Posadas

C'est dans le processus de crise du capitalisme que se placent les élections. Cette crise n'est pas fondamentalement économique. Le capitalisme a de ce point de vue assez de solidité. Dans l'industrie de consommation, de guerre, la majorité est aux mains du capital privé. Ce sont ces capitalistes qui ont intérêt à maintenir, à développer la production. Mais ils ne veulent et n'ont pas de quoi investir. Aussi est-ce l'Etat qui prend l'initiative, ce qui montre la profonde faiblesse du capitalisme.

Presque tous les investissements sont dirigés non pas à contenir la pression de la classe ouvrière, ou à canaliser le malaise social, mais à maintenir en fonctionnement la marche constante de l'appareil capitaliste, comme cela se fait dans toute l'Europe. Car ils se rendent compte qu'un chômage en masse exercerait une pression à laquelle ils ne pourraient résister. Que cela obligerait le P.C. à faire face et que là la propre direction du P.C. serait dépassée.

POURQUOI LES COMMUNISTES N'ONT PAS PRESENTE UN CANDIDAT ?

Avec le soutien à Mitterand, les communistes se lancent à recueillir les fruits de la crise qui va venir après les élections. Ils ne se sont pas présentés avec leur propre candidat car ils auraient non seulement stimulé l'indépendance de la classe ouvrière, mais encore coupé les liens avec la bourgeoisie. Or, ils doivent montrer à celle-ci qu'ils ne sont pas disposés à lui disputer le pouvoir. Aussi appuient-ils expressément un candidat bourgeois pour développer la conciliation et la coexistence pacifique. Ils n'ont pas d'autre issue. Il est certain qu'il y a là un commencement de Front Populaire pour tâcher de contenir d'une façon passive les masses, pour exercer une pression contre le gouvernement, pour maintenir la politique générale de coexistence avec le capitalisme. Si les communistes le pouvaient, ils ne feraient pas une telle politique d'une façon occasionnelle car ils recherchent autre chose avec le capitalisme.

Lorsque nous disons d'une façon permanente, les communistes sont conciliateurs avec le capitalisme, ils sont leur allié, cela ne signifie pas qu'ils aient les mêmes intérêts. Si le P.C. pouvait prendre le pouvoir, c'est-à-dire si la direction pouvait le prendre — sans mobilisation — ils le feraient dès à présent. Mais leur propre attitude démontre qu'il n'est pas possible de le prendre sans révolution.

La discussion à l'intérieur du P.C. ne reflète pas seulement l'existence de deux tendances qui répondent peut-être à des intérêts spécifiques de secteurs du parti, mais surtout l'affrontement sérieux des éléments soumis, liés à la pression syndicale d'une part, à la direction du P.C. de l'autre. Les éléments soumis à la pression des masses ouvrières doivent y répondre.

Il y a un conflit qui — comme tout le laisse prévoir — va s'accroître avec la crise sociale et économique du capitalisme. La direction liée au mouvement ouvrier a le même esprit de conciliation, la même volonté d'alliance avec le capitalisme que la direction du P.C. Mais leurs intérêts sont distincts. Les uns sont soumis directement à la pression de la classe ouvrière et doivent d'une certaine manière y répondre.

..../....

L'attaque de Descamps est une attaque démagogique, car elle n'offre rien de supérieur, elle ne mobilise pas. C'est une polémique contre la direction du P.C. accusée d'être l'alliée de De Gaulle. Cela peut se démontrer facilement. Ce qu'il faut, c'est appeler les masses à se mobiliser, à occuper les usines sur le programme des revendications économiques, de salaire, de plein emploi, de lutte contre les conséquences de l'automation. Sinon, c'est pure démagogie. Et c'est cela qui permet à la direction du P.C. de se maintenir. Ce n'est pas seulement cela, mais c'est un point d'appui pour la direction de la C.G.T. Cela permet à la direction communiste de dire aux ouvriers : « Qu'offrent-ils ? ». Alors que les uns comme les autres sont face à la crise du capitalisme.

C'est d'une façon démagogique que les communistes ont tant douté à appuyer l'un ou l'autre candidat, ont tant parlé du candidat unique. Il y a eu assez de discussions par derrière pour trouver le candidat appuyé par les socialistes et les comunistes. Les intérêts de ceux-ci ne sont pas les mêmes. Le Parti Socialiste est un agent direct de l'impérialisme français ; le P.C., de la bureaucratie soviétique avec en plus ses propres intérêts. Pourquoi alors se retrouveront-ils en accord sur la candidature ? Quelle est la base de leur conciliation ? Ils ont tous les deux intérêt à ne pas se présenter avec un programme ouvrier indépendant. Il ne leur convient ni à l'un, ni à l'autre, que De Gaulle apparaisse sans une opposition. Ils veulent canaliser un secteur de la petite-bourgeoisie, non pour gagner les élections, mais parce qu'ils voient avec la candidature Mitterand la façon d'empêcher une mobilisation de classe.

..../....

VEUT GAGNER DU TEMPS LA DIRECTION DU P.C.

Les communistes n'ont fait aucun appel à la classe ouvrière et n'ont aucun intérêt à le faire ; ayant au fond intérêt à ce que De Gaulle triomphe. Ils pensent que ce triomphe maintiendra la politique actuelle. Dans tout cela, il y a une manœuvre : montrer à la petite bourgeoisie, à la base socialiste et communiste qu'il y a entre eux un Front. Ils ne peuvent parler de Front Ouvrier et doivent appuyer un candidat bourgeois. Ils sont conscients que cela va être un coup dur pour leur base. Mais ils comptent qu'en dehors du P.C., il n'y a rien, que la S.F.I.O. C'est pire ou pareil.

En conséquence, l'attitude du P.C. est d'essayer de gagner du temps, en vue d'une politique future. Elle veut démontrer avoir voulu faire un front unique, impulser une politique contre le « pouvoir personnel ». Et que cela a échoué. C'est-à-dire faire une politique d'opposition non réelle à De Gaulle, sans apparaître d'une façon indépendante et tâcher aussi d'influencer les masses de la S.F.I.O. Telle est la politique du P.C. C'est une erreur cohérente.

Les doutes du P.C. pour résoudre ont exprimé les différentes pressions, mais aussi son insécurité. Il n'y a pas de voie nettement tracée. Ils doivent répondre à leur base qui est contre Mitterand et montrer en même temps à la bourgeoisie qu'ils ne veulent pas d'une action indépendante de classe. Ils doivent maintenir leur force électorale.

La politique du P.C. n'est pas décidée. Elle oscille sous la double pression du propre parti, des besoins de donner une réponse au chômage, à l'augmentation du coût de la vie, de donner son appui à la révolution coloniale et à maintenir l'alliance avec la bourgeoisie en contenant les masses sans apparaître indépendant pour donner un soutien à la candidature De Gaulle.

Il y a environ 8 mois, nous avons dit dans un article que le P.C. appuierait probablement De Gaulle. Aujourd'hui, nous soutenons la même chose. Si leur appui n'est pas direct, c'est parce qu'il entraînerait une rupture du P.C. Aussi l'appui à Mitterand est-il un moyen indirect d'appuyer De Gaulle ; ce qui a pour effet de produire un relâchement électoral.

LA BOURGEOISIE DISCUTE LE PROGRAMME DE DE GAULLE

La spéculation que fait De Gaulle ne vient pas seulement des conflits de sommet. Il est possible que la bourgeoisie ait déjà décidé concernant la candidature De Gaulle ; ce qui ne signifie pas pour la personne de De Gaulle, mais pour sa politique. De Gaulle, c'est une politique, une ligne. Ce que la bourgeoisie discute actuellement est de savoir s'il est convenable de continuer cette politique. Peut-elle continuer la concurrence avec les Yankees, avec les Anglais, les Allemands ? Peut-elle soutenir un chômage croissant, les besoins d'investir, de s'étendre commercialement ? A tous ces égards, les dernières prises de positions de l'impérialisme français sont intéressantes.

La bourgeoisie ne discute pas seulement du point de vue international de ce que doit être la prochaine étape, car suivre de Gaulle n'est pas seulement suivre sa politique économique, mais sa poltique internationale.

L'état-major de l'armée appuie De Gaulle qui représente une aspiration de la bourgeoisie française et non une politique individualiste, de pouvoir personnel. Où est le pouvoir personnel ? D'un point de vue bourgeois, De Gaulle est plus démocratique que les autres présidents bourgeois ; il a reconnu la Chine, il est d'accord pour son entrée à l'O.N.U., pour la neutralité du Viet-nam, il critique les crimes des Yankees. Quel autre président a fait cela ? Il est clair que De Gaulle agit ainsi parce que l'impérialisme français a été chassé du Viet-nam.

Il y a peu, une délégation de parlementaires français s'est rendue au Mexique, et aux journalistes qui les questionnaient sur ce qu'ils pensaient du Viet-nam, s'ils pensaient que la France pourrait regagner position et prestige au Viet-nam, ils ont répondu : « Lorsqu'on vous jette par la porte, on ne peut pas rentrer par la fenêtre ».

..../....

LA CRISE SOCIALE ET ECONOMIQUE DE LA BOURGEOISIE VA S'ACCENTUER

Le problème de l'impérialisme français n'est pas un problème de réserves monétaires. Pour se maintenir, l'impérialisme français doit s'étendre. Aussi, doit-il employer la plus grandes partie des réserves dans le développement de la productivité en vue de concurrencer avec les autres capitalismes.

Ils doivent développer la productivité, rénover en partie l'appareil de production, moderniser la production agricole, et pour cela concentrer le capital financier, non seulement à travers les banques, mais aussi à travers les grandes sociétés financières.

Une preuve de la crise du capitalisme est donnée par le fait qu'il y a progressivement de plus en plus de capitaux français à l'étranger. La relation entre les investissements intérieurs et extérieurs continue certes à être favorable aux investissements intérieurs, mais la progression est plus forte à l'extérieur. C'est-à-dire que la politique de De Gaulle ne peut empêcher que chaque capitaliste recherche un plus haut taux de profit moyen à l'étranger.

Si les communistes veulent corriger le capitalisme français, domestiquer les monopoles, s'ils veulent gagner les élections, ils auront ces mêmes problèmes à résoudre. Mais il n'y a pas la possibilité pour faire en France ce que les travaillistes font en Angleterre.

Si De Gaulle triomphe, il ne pourra poursuivre cette politique. Il devra faire une politique de répression. En effet, pour se maintenir face à la concurrence mondiale, le capitalisme français va devoir en faire supporter les frais à la classe ouvrière. Celle-ci devra payer la réorganisation de l'appareil productif avec le chômage, de plus fortes cadences de travail, un plus grand rendement. Et cela, ils ne pourront l'obtenir sans une politique de répression syndicale et politique.

La crise sociale et économique du capitalisme va aller en s'accentuant. La capacité d'absorption de l'Etat est considérable. Bien supérieure au passé et à travers une intervention directe de l'Etat. Il faut mesurer la France non pas en elle-même car ses problèmes sont ceux du capitalisme mondial. L'Amérique du Nord ne peut plus prêter davantage. L'impérialisme yankee en est à devoir stimuler le rapatriement des capitaux.

..../....

DANS LA CAMPAGNE ELECTORALE : REPONDRE AUX PROBLEMES DU CHOMAGE, SALAIRES, LIBERTE OUVRIERE

Les problèmes qui préoccupent les masses en France sont ceux du chômage, des salaires, du temps de travail, des logements, des droits démocratiques ; c'est à partir de là qu'elles interviennent dans les luttes. Aussi est-il nécessaire de voir quelle sera l'attitude du gros des masses dans les prochaines élections et quelle sera l'attitude de l'ensemble de la classe ouvrière pour voir l'action à suivre demain.

Il est certain qu'il y a une assez grande opposition à la candidature Mitterand, mais jusqu'à présent, il n'y a rien qui démontre une rébellion de masse. Il y a une protestation des masses communistes, mais elles n'ont rien pour aller au-delà car la base du P.C. veut maintenir son unité dans le parti et en ce sens elle portera ses efforts et là encore il faut voir quelle sera l'attitude du prolétariat dans les prochaines élections. La discussion électorale ne doit être qu'une simple étape de la lutte de classe. Mais l'immense majorité des masses qui est obligée d'intervenir quotidiennement va intervenir massivement dans les élections en essayant d'exercer sa pression et il faut tirer les conclusions de ce que les masses ne vont pas rester à la maison. Si nous pensions que les masses allaient s'abstenir, ne pas intervenir, nous devrions tirer d'autres conclusions, mais à notre avis, elles vont essayer de voter, bien qu'il y aura un grand nombre d'abstentions du fait du soutien à la candidature Mitterand.

Il est possible de présenter une candidature ouvrière sur un programme ouvrier, s'appuyant sur des mobilisations, des meetings, des occupations d'usines, pour une intervention indépendante de la classe. Cela influencerait le P.C. Mais il faut considérer que la classe ouvrière est regroupée autour du P.C. et, en partie, de la S.F.I.O., et elle n'a rien vu de meilleur dans aucune autre organisation y incluse la C.F.D.T. Aussi, va-t-elle hésiter avant de s'abstenir. Aussi une grande abstention ou un grand nombre de votes en blanc sera-t-il très significatif. Ils exprimeront l'existence d'une avant-garde qui cherche le programme révolutionnaire.

Il faut prendre les élections comme un test ; organiser des meetings, des manifestations et réunir la plus grande quantité de voix sur un vote politique.

Ce que nous pouvons dire, c'est que le prolétariat est disposé à lutter et à soutenir une candidature anti-capitaliste. Il le montre dans les grèves, les occupations d'usines, dans le dynamisme de sa lutte. Et aussi dans l'échec de la C.F.D.T. En effet, si le prolétariat désertait le P.C., une grande quantité de gens se seraient incorporés à la C.F.D.T. Mais celle-ci n'a pas gagné grand-chose. Elle n'a joué aucun rôle important après un an et demi d'existence. Il y a eu des grèves, des mobilisations importantes et cette centrale n'est pas en ascension. Et le prolétariat français malgré toutes les raisons qu'il a d'être contre le P.C. ne l'abandonne pas parce qu'il ne voit rien de meilleur. Il voit dans le P.C. quelque chose de différent que la direction de Descamp.

Il voit que son parti a mené de grandes luttes et que de toute façon, les Etats Ouvriers se développent. Aussi, espère-t-il faire pression sur lui et c'est cela qui va déterminer son attitude dans les élections.

..../....

Il faut considérer que les masses du P.C. ont raison de ne pas vouloir se détacher du P.C. Elles veulent voir. Ils ont vu que tous les groupes qui se sont développés se sont décomposés, désorganisés. Mais surtout l'exemple des pro-chinois fut un grand coup pour elles.

Les groupes pro-chinois permettent à la direction du P.C., beaucoup plus que la politique de la bourgeoisie, de se maintenir. La politique des groupes pro-chinois n'est pas très différente de celle de la direction du P.C. Leurs activités, leur programme, leurs perspectives sont celles de la conciliation. C'est un mélange de conciliation, soit avec le capitalisme, soit de critiques envers le capitalisme, mais qui n'est accompagné ni par un programme, ni par une lutte, ni par une activité, ni par un développement d'ensemble d'activités, soit théorique, politique organisative pour organiser le renversement du capitalisme en France pour comprendre l'appui à la révolution mondiale.

..../....

Elle n'a pas encore vu, ni senti surtout, face à la politique des Chinois, de centre pour faire pression sur la direction du Parti pour entraîner le reste des masses. L'avant-garde communiste ne veut pas se séparer du reste de la classe, et ne va pas le faire.

La tâche n'est pas de les faire rompre avec le P.C. En plus d'être incorrect, c'est impossible. L'avant-garde du P.C. sent la Révolution Mondiale, essaie de l'exprimer, dans le camp syndical, par des grèves en prenant des initiatives, occupations, c'est elle qui mène en avant et impulse, qui accepte la pression des secteurs les plus mal payés qui veulent lutter pour augmenter leurs conditions de vie, mais elle ne voit pas la possibilité de s'élever en une direction politique centralisée. Parce que les groupes qui se sont séparés et qui critiquent la direction du P.C. ne mènent pas une meilleure politique que la direction du P.C., surtout les pro-chinois qui jouent un rôle négatif national énorme. Parce que en dernière instance, ils servent de justification politique au P.C. pour se maintenir.

C'est une des conditions qui rend difficile la tâche du Parti.

Notre travail est d'influencer ces courants, ces tendances, cette base communiste, sans s'attendre à ce qu'elle se brise. S'adresser à elle pour qu'elle lutte à l'intérieur du P.C., des syndicats, dans les usines pour le programme anti-capitaliste, indépendant de la classe ouvrière, et que nous allons agiter. Tel est notre objectif.

Il est possible que De Gaulle gagne, que le candidat de la bourgeoisie gagne. C'est possible, mais pas absolument sûr. Le changement de la politique de De Gaulle concernant les paysans vise à retrouver là une base sociale d'appui. Mais le changement ne peut être complet. De Gaulle essaye tout simplement de gagner du temps, parce qu'il n'a pas un programme qui puisse donner satisfaction aux paysans.

Il y a un changement formel de De Gaulle vis-à-vis du Marché Commun. Couve de Murville et deux ou trois autres ministres déclarent chaque jour : « Notre objectif est le Marché Commun ». C'est leur manière de faire la campagne électorale pour retenir l'attention des secteurs de la bourgeoisie et de la paysannerie. Mais il y aura inévitablement, maintenant ou plus tard, une rupture de la petite et moyenne paysannerie avec De Gaulle, car la politique est dirigée aux secteurs de la haute finance, à l'encontre des petits producteurs. Il veut défendre la grande production, l'armement, l'industrie de guerre. Et cela ce sont les ouvriers et les paysans qui doivent le payer.

Après les élections, la crise va être plus aiguë, les conditions vont empirer, et il faut se préparer dès maintenant en appelant au Front Unique.

..../....

IL EXISTE LES CONDITIONS POUR UN FRONT UNIQUE

C'est-à-dire qu'il existe des conditions exceptionnelles pour un Front Unique pour lutter pour la disparition du chômage, l'augmentation des salaires, pour l'augmentation des droits démocratiques des masses et conquêtes ouvrières qui permettent d'établir les conditions pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan, c'est-à-dire pour renverser le capitalisme, pour organiser la lutte pour la chute du capitalisme.

La masse ouvrière des grands secteurs de la petite-bourgeoisie entre en conflit avec la bourgeoisie. C'est une base de Front Unique pour opposer un programme ouvrier au programme de la bourgeoisie.

C'est sur cette base qu'il faut trouver les conditions, les courants, les tendances, l'avant-garde prolétarienne dans le P.C., la S.F.I.O., dans les tendances indépendantes dans la C.F.D.T. Il ne faut pas se laisser attirer par les élections en elles-mêmes, mais tirer les conclusions après les élections : que la lutte pour le Front Unique maintenant ne cesse pas maintenant, elle va continuer demain, parce que la lutte en commun pour l'occupation, le salaire, les droits démocratiques contre l'automation, pour l'appui à la Révolution Coloniale va continuer.

C'est pour cela que ces courants qui aspirent, qui luttent pour améliorer les conditions de vie du prolétariat, pour renverser le capitalisme, doivent se baser sur une politique de perspective, non pour maintenant seulement, mais pour après les élections aussi. Mais maintenant, il faut faire une campagne, une grande agitation dans tout le pays.

(Suite page 5)

AU MEXIQUE : L'ACTION DES TROTSKYSTES ET L'ALLIANCE OUVRIERS-ETUDIANTS

Cher camarade,

Les camarades viennent de réaliser une action d'une énorme importance : ce sont eux qui ont organisé et dirigé la prise des autobus (qu'on appelle ici camions) à partir de vendredi dernier. Je vais te faire le récit des faits afin que vous puissiez l'utiliser pour informer.

Le syndicat de la ligne d'autobus General Anaya avait distribué un tract demandant l'appui des étudiants dans sa lutte pour la liste de revendications et pour la libération de son dirigeant, Lazaro Valdes, séquestré par la police, en accord avec le patronat, et dont on ne retrouvait pas la trace.

Vendredi, il y eut une assemblée à l'Université. La fraction étudiante trotskyste y est intervenue, proposant l'appui total aux conducteurs. Toutes lesinterventions reçurent l'accord. Les camarades proposèrent de réaliser immédiatement une action directe d'appui à la lutte : sortir de l'Université et les y garder comme otages jusqu'à ce qu'apparaisse le dirigeant séquestré. Environ 1.000 étudiants sortirent en manifestation. Ils arrêtaient chaque autobus de la ligne qui arrivait, montaient à bord, faisaient un meeting demandant la collaboration du public et emmenaient l'autobus « prisonnier » jusqu'à l'esplanade de l'Université. Les camarades furent les champions des meetings dans les autobus.

Le public les appuyait et même les applaudissait. Les conducteurs ont amené les autobus jusqu'à l'Université et les ont laissés là après avoir dégonflé les pneus et enlevé l'une ou l'autre des pièces, de façon à ce qu'ils ne puissent être récupérés par surprise. Les autobus furent occupés de cette façon, ce qui paralysa complètement la ligne. Ensuite, il fut décidé de continuer de l'avant : ils s'emparèrent d'une jeep du service de surveillance de l'Université (une espèce de police intérieure) dont les quatre occupants s'enfuirent en courant ; la jeep fut, elle aussi, emmenée « prisonnière » et ses pneus dégonflés.

Vers une heure du matin est apparu le chef du service juridique de l'Université, un nommé Serrato, tout affolé et en pantoufles, tel qu'on l'avait fait sortir du lit.

Il dit que cela suffisait comme ça, de prendre les autobus, et demanda aux étudiants ce qu'ils voulaient. Ceux-ci exigèrent la libération de Valdes. « Bon ! et si je vous amène Valdes, vous rendrez les autobus » demanda le type. « Amenez-le d'abord et on discutera après », lui fut-il répondu.

Une heure plus tard, Valdes, séquestré, et dont personne ne savait ce qu'il était devenu, faisait sa réapparition et on l'amenait à l'Université. « Bon, et maintenant, rendez les autobus » dit Serrato. « Maintenant, nous ne rendrons rien jusqu'à ce que soit signé le contrat collectif que réclament les conducteurs ». Le type du service juridique partit en pleurant, disant qu'on l'avait trompé.

Le lendemain matin, tout le monde discutait à l'Université. Une assemblée permanente se tenait autour des autobus pris. Les camarades proposèrent l'étatisation des lignes de transport. Un autre proposa le contrôle ouvrier. Les camarades posèrent la consigne de syndicat unique de conducteurs pour toutes les lignes et la nécessité d'étendre le mouvement à toutes les lignes pour imposer la convention collective et le syndicat unique. Des ouvriers d'autres usines vinrent demander que les étudiants interviennent aussi chez eux dirent qu'ils avaient besoin de leur appui et étaient disposés à recevoir cet appui. L'alliance ouvriers-étudiants était en marche à travers la prise des autobus. Le gouvernement montra une hésitation énorme avant d'intervennr, craignant d'aggraver la situation, et parce qu'il voyait que l'action et les méthodes des étudiants bénéficiaient de l'appui populaire. Les pro-Chinois et les pro-Soviétiques étaient débordés et tremblaient devant les conséquences. Ils ne participaient pas à l'initiative et tout un secteur d'entre eux, aussi bien pro-chinois que pro-soviétique, s'opposa à la prise des autobus et voulait que ceux-ci soient rendus. Mais les étudiants allaient de l'avant et appuyaient en tout nos camarades. Au moment où un autobus faisait son entrée, pris par les camarades, un groupe les accueillait au cri de « Vive les Trotskystes ! ». Sur tous les autobus pris, les camarades collèrent des affiches (semblables à celles que vous avez faites) avec les consignes du parti signées par la fraction étudiante. Les affiches trotskystes apparaissaient partout. Le premier jour, la presse accusa directement les trotskystes d'être les responsables de « l'action violente » et des « méthodes révolutionnaires », et même d'organiser des « groupes de chòc révolutionnaires ». Dès le deuxième jour, silence au sujet des trotskystes.

Dans toutes les réunions, assistaient des groupes de conducteurs. A l'assemblée du samedi matin, et à celle du lundi, après la victoire, assistaient des conducteurs de la plupart des autres lignes, venus manifester leur appui. Ceux de la ligne « Genral Anaya » déclarèrent que c'était eux qui avaient pris l'initiative d'appeler les étudiants parce qu'ils voyaient que l'appareil des bureaucrates syndicaux les empêchait de mobiliser l'appui des autres secteurs ouvriers, et aussi parce qu'ils avaient vu les étudiants se mobiliser pour le Viet-nam et St-Domingue (manifestations où nos camarades furent à la tête), qu'ils avaient vu avec quelle agressivité et quelle décision ils agissaient, et qu'ils étaient certains de trouver un appui. Le résultat fut énorme.

Le samedi après-midi, on laissa seulement une garde (dont nos camarades faisaient partie) pour surveiller les autobus. Le type du service juridique vint, avec une force de police supérieure à celle des étudiants de garde, et accompagné des propriétaires des autobus. Il déclara que tout était arrangé et qu'il fallait rendre les autobus. Un de nos camarades répondit qu'il devait montrer le contrat signé, et l'autre, avec hauteur, dit qu'il n'avait rien à montrer à personne et que, s'ils ne rendaient pas les autobus immédiatement, la force publique interviendrait pour rétablir l'ordre. Les étudiants avaient préparé des cocktails Molotov avec l'essence des autobus. Nos camarades intervèrent alors pour déclarer que, si on essayait d'emmener les autobus de force, ou si la force publique intervenait, ils allaient se défendre et, pour commencer, brûler tous les autobus pris, et que, par conséquent, mieux valait montrer le contrat signé. Un patron vint en courant apporter une copie du contrat signé. Notre camarade le lut, dit qu'il ne comprenait rien, qu'il ne pouvait savoir si c'était vrai ou faux, et réclama qu'un dirigeant des conducteurs vienne témoigner que le patronat avait bien signé le contrat. A l'instant, ils firent venir un dirigeant qui confirma que le patronat avait cédé sur tout et qu'ils avaient gagné. C'est alors que les autobus furent rendus. Triomphe complet.

Lundi, il y eut une assemblée-bilan à l'Université, à laquelle assistèrent étudiants et ouvriers, et les camarades sont en train de préparer un meeting de la fraction étudiante afin de tirer les conclusions : alliance ouvriers-étudiants, étatisation avec contrôle ouvrier, contrat collectif pour toutes les lignes d'autobus dans lequel soit inclus : échelle mobile et syndicat unique de conducteurs, soutien aux conducteurs des autres lignes et aux autres secteurs ouvxriers, envoi de délégations aux usines des Chemins de Fer pour informer et discuter les conclusions, Centrale unique avec un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste.

La prise des autobus a eu une énorme répercussion dans tout le mouvement ouvrier et dans toute la population, qui appuya cette action. Le patronat et le gouvernement se hâtèrent d'arranger les choses par crainte des répercussions. Ceci se place dans une situation de montée des luttes : il y a eu des occupations de terres, la semaine antérieure, dans le Michoacan, dans le cadre d'une ligne constante de

(Suite page 8)

PROGRAMME DU P.O.R. (T)

— Augmentation générale des salaires. Salaire vital minimum en fonction du coût de la Vie. Echelle mobile des salaires.
— Echelle mobile des heures de travail ; partage du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire.
— A travail égal, salaire égal pour hommes et femmes et pour tous les travailleurs de toutes les régions du pays.
— Contrôle ouvrier sur les conditions de travail, les cadences, la production et les salaires à l'intérieur de l'usine.
— Pour un mois complet de congés payés, avec double pécule, en 1965.
— Pension à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, au niveau du salaire moyen d'un ouvrier.
— Pour un véritable Service National de Santé : médecins et médicaments gratuits pour tous, aux frais de la bourgeoisie capitaliste et sous contrôle ouvrier.
— Pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, payée comme l'actuelle et avec une tâche de 40 heures.
— Etatisation des entreprises capitalistes, sans indemnisation ni compensation. Contrôle ouvrier de la production. Gestion ouvrière de l'industrie étatisée. Etatisation des Banques. Ouverture des livres patronaux.
— Pas de fermetures des charbonnages : maintien de leur exploitation, amélioration de la capacité technique ; augmentation de la productivité au bénéfice des mineurs : diminution des heures de travail, augmentation des salaires.
— Monopole d'Etat du commerce extérieur et du commerce grossiste intérieur, sous contrôle ouvrier.
— Expropriation sans indemnité, étatisation sous gestion ouvrière des grandes propriétés agricoles. Formation de coopératives des petites exploitations paysannes. Etatisation sous contrôle ouvrier et paysan du commerce agricole.
— Pas de licenciement. Pas d'usine ou d'entreprise fermée. Occupation par les ouvriers, mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier et vente de ses produits.
— Tous les bénéfices de l'automation au service des masses.
— Pour la défense des droits démocratiques. Droit de vote à 18 ans. Pour la pleine liberté et démocratie syndicales. Démocratie interne dans les Partis Ouvriers, droit de tendance dans les partis et syndicats. Représentation proportionnelle et pleine vie et activité politiques, démocratiques internes. Discuter tous les problèmes et les résoudre sur la base de l'intervention pleine de la classe. Comités d'usines pour soutenir la pleine démocratie syndicale.
— Pour le Front Unique Prolétarien et le Front Unique Anti-impérialiste. Front Unique des ouvriers flamands et wallons contre le capitalisme flamand et wallon.
— Pour la Centrale Ouvrière Unique qui regroupe les travailleurs de tout le pays.
— Solidarité de classe avec les luttes des travailleurs d'Europe. Pour la Centrale Ouvrière Unique de toute la classe ouvrière européenne.
— Rupture de toutes les alliances militaires, économiques, politiques, faites pour la défense du régime capitaliste contre les Etats Ouvriers et la révolution coloniale.
— Alliance et complète solidarité avec la révolution coloniale ; avec l'U.R.S.S., la Chine, Cuba et les autres Etats Ouvriers.
— Lutte contre toute oppression de l'impérialisme belge, militaire, économique, politique, au Congo. Alliance et solidarité complète avec le peuple congolais.
— Pour des groupes ouvriers de défense ; milices ouvrières.
— Pour la préparation de la grève générale, avec l'organisation du Front Unique Prolétarien dans la lutte pour imposer ce programme.
— Pour la République Socialiste Belge. Pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde.

AU CONGO :
L'avance de la révolution empêche toute stabilisation du capitalisme et de l'impérialisme

Au Congo, se mesurent une fois de plus l'avance de la révolution mondiale et la faiblesse de l'impérialisme. C'est une situation complexe qui se déroule là-bas, et que l'on ne peut pas expliquer si on ne fait pas rentrer en compte l'avance de la révolution congolaise, qui n'a pu être écrasée malgré l'intervention directe et indirecte de l'impérialisme américain et belge.

Le coup d'Etat que vient d'effectuer Mobutu et son équipe militaire, en est une démonstration claire. Malgré ses apparences « d'homme fort », il est dorénavant clair qu'il ne saura plus mener de l'avant une ligne qui réponde exclusivement aux intérêts de l'impérialisme. Ce qui fait que Mobutu est une expression indirecte du développement de la guerilla qui, déjà, pèse sur la vie politique du pays et auquel il faut donner une réponse.

A tour de rôle, différentes couches gouvernementales ont voulu donner une réponse à cette avance. La première tentative fut de l'écraser par la force. Dans ce but là, l'impérialisme belge et américain ont maintenu Tschombé au pouvoir, parce qu'il défendait jusqu'au bout leurs positions. Avec une aide militaire accrue, ils ont cru écraser d'un coup la rébellion, pour que personne n'en parle plus. Mais ce fut un échec. Tschombé dut faire face à un ennemi qui était plus fort et mieux organisé qu'il ne le croyait. Aussi la guerre civile perdura. Devant l'échec de cette tentative, des couches nationales diverses ont voulu donner une meilleure réponse. C'est la raison des luttes intérieures entre Tschombé et Kasavubu. Le but de ce dernier fut de faire coexister la position de l'impérialisme, les intérêts nationaux, instaurer le calme pour pouvoir développer le pays du point de vue économique, avec les couches les plus disposées à la conciliation, de la rébellion. Mais les négociations dans ce but avec Gbenye ne rapportèrent pas le succès espéré. C'est-à-dire que malgré la conciliation de ce dernier, la guerilla continua de se développer, indiquant que son niveau de mûrissement dépassait déjà de loin l'étape d'une lutte de libération nationale et que la lutte pour la libération sociale s'affermit.

Devant ce nouvel échec, la lutte intérieure des couches gouvernementales se renforça. Kasavubu destitue Tshombé... le gouvernement Kimba n'obtient pas la majorité... Kimba succède à Kimba... Etc... Il se développa une situation des plus confuses, dans laquelle personne ne pouvait encore être sûr du lendemain. C'est une indication claire de la faiblesse de l'impérialisme. Un régime qui a encore des perspectives et qui se sent sûr de lui, trouve facilement le dirigeant pour maintenir l'ordre.

De ce désordre intérieur, Mobutu profita pour jouer son jeu de couche nationale militaire. Sa position oscille entre celle de Tshombé et Kimba, en tentant de trouver un nouvel équilibre national. Le fait d'avoir écarté Tshombé de l'équipe gouvernementale qu'il a mise au pouvoir, n'est pas une manœuvre habile pour laisser de côté un homme qui fut trop haï par tout le monde, et de continuer sa politique avec une autre façade. De là, la préoccupation de « La Libre Belgique », du fait que « quelque chose se passe au Cong ! ». Ce qui se passe est que l'équipe de Mobutu ne va plus défendre exclusivement les intérêts du capital belge et américain, mais que par contre, elle va essayer de former une bourgeoisie nationale avec des intérêts propres, qui ne concordent pas nécessairement avec ceux de l'impérialisme. Et en tant que tel, Mobutu n'échappera pas aux influences de la guerilla, qui ne cesse d'augmenter de puissance et dont de nouveaux échos indiquent qu'elle se prépare à une nouvelle offensive.

Tout indique qu'à l'heure actuelle, il n'est plus possible d'installer une « équipe forte » avec la moindre chance qu'elle parvienne encore à se maintenir. Si c'était encore possible, l'impérialisme l'aurait tenté.

Mais l'exemple de maints pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine montre l'échec d'une telle politique. Et Mobutu devra en tenir compte. C'est cela qui préoccupe « La Libre Belgique ». Le fait que malgré tout, deux ministres du gouvernement Kimba figurent au gouvernement actuel, tandis que Tshombé est tenu à l'écart ne doit pas rassurer le capitalisme belge. Et encore moins la déclaration gouvernementale de Mobutu — répétée dans une interview à Radio Brazzaville ! — proclamant qu'il envisage de mettre l'armée congolaise à la disposition de l'Organisation d'Unité Africaine — une fois écrasée la rébellion au Congo — pour libérer l'Angola et d'autres pays africains du colonialisme. Une contradiction apparemment qui résulte d'un côté des intérêts nationalistes de l'équipe Mobutu, mais dont le danger n'échappe pas au capitalisme. Il est à craindre en effet que Mobutu va continuer la tentative de s'appuyer sur une aile de la rébellion, pour en arriver à une union nationale. Mais cela ne peut être qu'une solution provisoire, qui finalement favorise la révolution.

La révolution congolaise fait partie de la révolution mondiale, dont le rythme de développement s'accroît chaque jour, en s'enrichissant des expériences de la lutte mondiale des peuples. Et c'est un acquis de cette lutte que non seulement il n'est plus possible de lui infliger des coups définitifs, mais qu'en plus on ne peut plus la faire stagner au stade d'une lutte de libération nationale. Comme le démontre surtout la lutte du Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre au Guatémala, et à des niveaux différents, les luttes dans tous les pays africains, asiatiques et latino-américains, chaque lutte qui débute avec des objectifs nationalistes, au cours de cette même lutte trouve la force pour continuer vers une lutte de libération sociale et l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan. Telle est aussi la perspective de la révolution congolaise ! Et comment Mobutu saura-t-il faire face à ce mouvement, si en même temps il va appuyer la lutte de libération nationale en Angola.

C'est une situation énormément riche qui se développe au Congo, dont il faudra savoir profiter pour développer la lutte de la guerilla congolaise, qui semble de nouveau se décider à une nouvelle phase de lutte. Devant une pareille situation, l'attitude de l'U.R.S.S. une fois de plus est une politique de conciliation. La réaction soviétique devant le récent coup d'Etat fut de déplorer la disparition de Kimba de la scène politique, en le représentant comme plus à gauche. Ce qu'il faut défendre ici n'est pas le gouvernement, en lui donnant une chance pour pouvoir se maintenir, mais l'avance de la révolution mondiale, dont la révolution congolaise fait partie intégrante. La tâche des Etats Ouvriers, des Partis Communistes du monde entier et de toutes les organisations révolutionnaires est d'appeler à un Front Unique Mondial pour faire avancer la révolution, d'alimenter la force de ce Front Unique avec un programme de lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste.

LA PRESSE TROTSKYSTE

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA
Casilla 1204 - Correo Central MONTEVIDEO - URUGUAY.

CUARTA INTERNACIONAL
Casilla 1204 - Correo Central MONTEVIDEO - URUGUAY.

ANGLETERRE : RED FLAG
Revolutionary Workers Party, 21, Bolton Rd. E 15, LONDRES.

FRANCE : LUTTE COMMUNISTE
Parti Communiste Révolutionnaire, Roch'congar, 21, av. du Président Wilson, LA PLAINE St-DENIS.

ARGENTINE : VOZ PROLETARIA
Partido Obrero (T), Centenario Uruguayo 1751, Lanus, PCIA de BUENOS AIRES.

CHILI : LUCHA OBRERA
Partido Obrero Revolucionario, Casila 10 D. correo San Miguel, SANTIAGO DE CHILE.

ITALIE : LOTTA OPERAIA
Partito Comunista Revoluzionario, Casella Postale 5059, ROMA - OSTIENSE.

MEXIQUE : VOZ OBRERA
Partido Obrero Revolucionario, Alfonso LIZARRAGUA Apdo. Postal 7 - 1039, MEXICO DF.

URUGUAY : FRENTE OBRERO
Partido Obrero Revolucionario, General Flores 2515, MONTEVIDEO.

S'ADRESSER AUX AUTRES SECTIONS POUR :

ALGERIE : REVOLUTION SOCIALISTE
Groupe IVe Internationale (Trotskyste), ALGER.

BOLIVIE : LUCHA OBRERA
Partido Obrero Revolucionario.

BRESIL : FRENTE OPERAIA

CUBA : VOZ PROLETARIA
Partido Obrero Revolucionario.

ESPAGNE : LUCHA OBRERA
Partido Obrero Revolucionario.

PEROU : VOZ OBRERA
Partido Obrero Revolucionario.

CHEZ HANREZ :

Pour prévenir toute atteinte au droit au travail, les délégués syndicaux doivent informer des projets patronaux

DEMOCRATIE SYNDICALE !

Chez Hanrez, bien qu'il n'y ait eu aucune déclaration officielle, beaucoup de faits montrent que le patronat se prépare à frapper les ouvriers dans leur droit au travail et leur niveau de vie.

Il y a depuis tout un temps, une grande diminution des commandes, certains secteurs sont complètement sans travail, d'autres partiellement, et le patronat ne demande plus d'heures supplémentaires.

Le permanent syndical ne paraît même plus dans l'usine ! Il envoie des porte-parole pour répandre le bruit que, grâce à Lardinois, le chômage a été évité à Hanrez, mais en même temps pour entretenir la confusion, un climat d'incertitude parmi les ouvriers.

Il n'y a pourtant aucun doute que la délégation syndicale est suffisamment informée sur les projets patronaux, mais elle veut maintenir l'incertitude et les doutes pour empêcher consciemment que ce soient l'ensemble des ouvriers qui préparent et organisent la lutte.

La délégation doit rendre des comptes aux ouvriers ! Elle doit organiser une discussion sur toutes ces futures attaques, informer les ouvriers complètement ! Il faut décider dans une assemblée de toute l'usine comment préparer l'offensive, pour empêcher un seul licenciement !

Toutes les discussions qui se mènent dans l'usine expriment la préoccupation des ouvriers et leur volonté de maintenir leurs droits et de ne permettre aucun licenciement.

Devant la carence de la direction syndicale, devant son attitude bureaucratique, de patron, vis-à-vis des ouvriers, il faut se préparer à la lutte malgré elle. Par manque d'information, il est difficile de prévoir jusqu'où ira l'attaque patronale, si l'usine fermera entièrement, ou si certains secteurs seulement seront fermés. Mais il faut se préparer à la riposte des ouvriers. Parce que ce problème de Hanrez n'est pas isolé. Il se passe la même chose dans de nombreux secteurs de l'industrie, dans les charbonnages, les textiles, et maintenant dans la métallurgie. C'est la crise de tout le capitalisme en Belgique qui se manifeste par des déplacements avec perte de salaires, le chômage, des licenciements massifs, des fermetures d'usines. Les usines Gilson doivent servir d'exemple quant aux objectifs de la lutte à mener : le patronat a fini par fermer complètement l'usine, après avoir manœuvré, en disant que ce n'était que provisoire, que tout le personnel ne serait pas licencié, etc. Le résultat est que 1.800 ouvriers et employés ont été définitivement licenciés ! Cela a été possible essentiellement à cause de la politique de conciliation des directions syndicales qui ont envoyé des supplications aux ministres capitalistes, qui ont toujours participé à la campagne de déconcertement du patronat, qui n'ont à aucun moment montré la situation réelle, ni préparer la lutte pour y faire face.

Plusieurs ouvriers de Hanrez l'ont exprimé clairement : il ne faut pas permettre un seul licenciement, c'est tout le personnel qui est menacé directement. Si un secteur est menacé, toute l'usine doit se solidariser avec lui et faire grève !

Il faut exiger des comptes de la délégation syndicale ! Et indépendamment d'elle qui est prête à concilier et à collaborer, il est nécessaire de faire une discussion dans l'usine avec cette perspective : le patronat se prépare à l'attaque, il n'y a pas d'arrangement possible avec lui, il ne faut pas qu'il touche au droit au travail d'un seul ouvrier de l'usine ! Pas un seul licenciement ! Grève immédiate de tous les ouvriers devant n'importe quelle atteinte aux salaires, par des déplacements dans l'usine, ou au droit au travail, par des licenciements, des mises en chômage, etc.

En même temps, il est nécessaire de discuter du programme de lutte anti-capitaliste avec lequel répondre à l'incapacité du capitalisme de maintenir l'usine. Si le patronat n'est pas capable de continuer à faire fonctionner l'usine, les ouvriers en sont capables : il faut discuter de l'expropriation sans indemnisation, de l'étatisation de l'usine, de la mise en fonctionnement par les ouvriers eux-mêmes, avec des crédits de l'Etat, sous contrôle ouvrier. Cette perspective est à l'ordre du jour parce qu'elle seule pourra répondre définitivement à tous les problèmes que la crise capitaliste pose à la classe ouvrière.

Mais dans l'immédiat : nous appelons les camarades les plus décidés à mener la lutte de l'avant, à préparer la mobilisation, la grève, de tous les ouvriers devant la première attaque patronale, à former des groupes dans chaque section de l'usine, pour mener cette préparation de l'avant, à prendre en mains la direction de la lutte, et toute la discussion sur le programme anti-capitaliste.

EDITORIAL

(suite)

dans chaque atelier, sortir des bulletins pour agiter ce programme, des manifestes, des tracts, entrer en contact avec d'autres usines pour coordonner les luttes, d'abord sur le plan régional, pour aboutir au plan national.

Nous appelons en particulier les camarades militants du Parti Communiste pro-chinois à discuter du programme anti-capitaliste révolutionnaire, au sein de leur organisation, avec leurs camarades de travail, pour donner toute son expression et sa force à leur désir de lutte révolutionnaire.

Nous les appelons à discuter ce programme avec les camarades trotskystes, à organiser avec eux le Front Unique Anti-Capitaliste à la base.

La lutte pour la pleine démocratie syndicale est tout-à-fait unie à la lutte pour le programme révolutionnaire. Cette nécessité a été ressentie par les ouvriers de l'Espérance qui en ont fait leur première exigence en même temps qu'ils organisaient leur intervention. Il faut l'exiger de tous les délégués syndicaux des usines, et l'imposer malgré leur résistance et leur rôle de frein, pour préparer le front unique à la base de tous les ouvriers, syndiqués et non-syndiqués, et la discussion du programme anti-capitaliste dans des assemblées de tous les ouvriers de chaque usine !

C'est cela le « plan de rechange » de la classe ouvrière devant le plan d'attaques capitalistes ! En même temps qu'il faut dire non aux nouveaux impôts, nous appelons à proposer et à mener de l'avant la lutte pour le programme et le plan d'offensive de la classe ouvrière.

ARGENTINE (suite)

Sans aucun doute, la base attendait notre conclusion. Quand ils voyaient les piquets de grève en train de distribuer le tract, les ouvriers faisaient des paris : « Je parie que ce sont les trotskystes ». Ils s'arrachaient les tracts des mains. On n'avait pas le temps de les distribuer.

Maintenant, la C.G.T. annonce de nouvelles mesures de lutte. Mais les masses ont déjà décidé : ORGANISER LA GREVE GENERALE. ORGANISER LES MILICES. Les masses ont compris que l'on ne peut affronter la lutte qui se précipite avec des pierres, et c'est pourquoi elle s'organisent....

(....) Notre fraction étudiante a joué un rôle important, décisif dans le congrès de la F.N.A. (Fédération Universitaire d'Argentine) ; elle fut le centre ou l'axe politique et idéologique de l'opposition au stalinisme et au réformisme, à la nouvelle Union Démocratique. Tandis que les masses combattaient dans la rue contre la police, le Parti Communiste distribuait dans le centre de la ville — il n'est pas apparu dans les lieux de la lutte — un tract d'appui au discours du Pape Paul VI.

Dans le Congrès de la F.U.A., le Parti fut le centre d'une tendance anti-impérialiste. La lutte s'engagea dès le début. « Voz Proletaria » contenant l'article que le Parti a publié sur l'élimination de Guevara, dans lequel on qualifie de socialement et politiquement apocryphe, la soi-disant lettre de renonciation, du plus clair style stalinien, provoqua un intérêt énorme. On a vendu 60 copies de Voz Proletaria et de nombreux bulletins avec l'article de Posadas sur les étudiants mexicains, qui a orienté le Congrès, outre du matériel de Editorial Presente, et tout ce que nous avions vendu de vendable. Nous avions érigé un kiosque au milieu du Congrès avec des pancartes et tout. Au début, un militant anti-impérialiste a proposé de nommer Guevara comme président d'honneur. Cela a causé du brouhaha. Ceux du Parti Communiste s'y opposaient et proposaient à sa place : tous ceux, en général, qui sont tombés dans la lutte. Un délégué à nous est intervenu en faisant une ample relation sur la situation révolutionnaire en Amérique Latine, sur la phase actuelle, sur la coexistence pacifique, sur la guerre et le règlement de comptes, sur le Guatémala, le Pérou, sur le 17 octobre, sur le rôle des étudiants dans cette phase, sur la ligne de l'article de Posadas, etc., et il a terminé en disant que le P.C. s'oppose à la désignation de Guevara parce que « vous l'avez éliminé, de même que vous avez voulu éliminer nos camarades et notre Parti » (cris, remous, scandale, etc., autant de Voz Proletaria en plus que nous vendons).

La F.U.A. est un cadavre et ce congrès a été à son enterrement. Ce qui importe, c'est de mesurer notre autorité sur de larges secteurs anti-impérialistes des étudiants.

(....) Une autre chose qui a eu un grand effet, c'est l'article sur le rôle des militaires anti-impérialistes dans la guerre atomique. La petite-bourgeoisie est préoccupée par cet article. Ils disent : « Nous ne sommes pas d'accord », mais ils veulent dire : « Nous ne voulons pas la guerre atomique, mais cet article la montre avec une trop grande clarté et.... ». On continue à demander le numéro de Voz Proletaria contenant cet article. En réalité, ils sont effrayés par l'audace politique et l'objectivité du trotskysme.

C'est la première fois que l'on fait un article de ce type, qui prévoit et organise l'activité en vue de la guerre atomique. Cela a effrayé certains, mais a provoqué une grande impression.

25 octobre 1965.

Mexique (suite)

luttes paysannes. La prise des autobus n'a pas montré seulement la décision et l'agressivité des étudiants, sous la direction concrète de la fraction trotskyste, dans l'action ; elle a montré que les ouvriers sont disposés à adpoter ces méthodes et qu'ils les appuient : ce sont les conducteurs eux-mêmes qui ont conduit les autobus à l'Université, et ils étaient tout-à-fait d'accord avec les mesures prises. Ceci montre que l'ensemble du mouvement ouvrier, de même que la population, appuient ces méthodes. Tel est l'état d'esprit qui mûrit, malgré l'absence d'un centre ouvrier national. C'est de là qu'est sortie la décision, pour une seule ligne, de faire appel aux étudiants : c'est le reflet de la décision collective. Ils savaient que les étudiants allaient prendre la même voie et adopter les mêmes mesures agressives qu'ils avaient déjà employées pour les manifestations pour St-Domingue et le Viet-nam, et c'est cela qu'ils sont allés chercher. Ceci montre que, lors de prochaines actions, ils vont eux-mêmes employer ce genre de méthodes et que la décision vient de secteurs plus importants et de plus de poids que celui des conducteurs, mais que la chaîne des bureaucrates s'est brisée au niveau de son maillon le plus faible. C'est un pas énorme dans les luttes étudiantes qui unissent les luttes anti-impérialistes pour le Vietnam et St-Domingue à la lutte pour les revendications concrètes des masses, du prolétariat et, demain, des paysans (comme cela s'est déjà produit lors de mobilisations d'étudiants des Universités de l'intérieur) et, à court délai, les paysans vont aller de plus en plus demander l'appui des étudiants.

C'est le mûrissement, encore indirect, d'un centre ouvrier national, pour le prolétariat, la paysannerie et les masses, d'un centre avec les méthodes et le programme révolutionnaires. L'action des trotskystes, sur la base d'une petite fraction, s'est révélée d'une importance immense. L'autorité des camarades a énormément augmenté. Après ces actions, d'autres étudiants ont demandé leur incorporation, et nous nous préparons à croître et recruter. Les camarades ont publié un numéro bien présenté de « Lutte Etudiante », bulletin de la fraction. Fait avant l'action, le bulletin fut vendu hier : les 50 exemplaires que les camarades avaient emportés furent vendus en5 secondes environ.

Voilà les nouvelles. Une accolade à tous les camarades, pour l'activité de la section, l'appui aux guerillas, pour « Voz Obrera ».

L.

LOCAL DU PARTI : Rue des Brasseurs, 17 GILLY

Pour vous abonner :

ABONNEMENT ORDINAIRE :

6 mois - 12 numéros : 50 frs
1 an - 24 numéros : 100 frs

ABONNEMENT DE SOUTIEN :

150 frs

Veuillez noter que toute correspondance destinée au Parti doit être adressée à :
CLAUDINE POLET
Boîte Postale 73
Charleroi-Sud.

ERRATA

Dans le numéro 38 de « Lutte Ouvrière », deux erreurs se sont glissées :

— Le mot « DE » manquait dans le titre « Le 48e anniversaire de la Révolution d'Octobre ».
— Dans le titre de « L'appel aux militants pro-Chinois, lire « U.G.S. » au lieu de « U.R.S.S. ».

Nos lecteurs voudront bien nous excuser pour ces erreurs qu'ils auront certainement rectifiées d'eux-mêmes.

LA REDACTION

Editeur responsable : Claudine POLET — Local du Parti : Rue des Brasseurs, 17, GILLY.

Une erreur de dernière minute a été commise dans le titre des pages 2 et 3 de « Lutte Ouvrière » (article de J. Posadas).

Le vrai titre est le suivant :

La crise de croissance de la révolution mondiale, en pleine ascension des luttes révolutionnaires des masses, exige le Front Unique Anti-Impérialiste et Anti-Capitaliste sur l'objectif du Gouvernement Ouvrier et Paysan

Nous prions nos lecteurs de nous excuser.

IIIe CONFÉRENCE NATIONALE DE LA SECTION ITALIENNE DE LA 4e INTERNATIONALE

La crise de croissance de la révolution mondiale...

par J. POSADAS (page 2)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE) — SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE

LA SUBSTITUTION DE L'ETAT PROLETARIEN A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS POSSIBLE SANS REVOLUTION VIOLENTE.

LENINE.

AVEC LE PARTI, NOUS SOMMES TOUT... SANS LE PARTI, NOUS NE SOMMES RIEN.

TROTSKY.

Lisez en page 5 : LE MURISSEMENT REVOLUTIONNAIRE DES MASSES ET L'IMPUISSANCE DE LA CONCEPTION REFORMISTE DU NOUVEAU PARTI SOCIALISTE « DE GAUCHE ».

N° 40. — 31 - 12 - 65. — Bi-mensuel. — 4me Année. — 5 francs.

ASSEZ DE MANŒUVRES PARLEMENTAIRES !

Organiser à la base la riposte ouvrière aux mesures réactionnaires du gouvernement.

Les projets fiscaux du gouvernement ont été voté au Parlement et l'amendement Merlot a été repoussé. On pouvait le prévoir à l'avance. La crise du capitalisme est telle que le gouvernement ne peut plus faire de concessions, si petites soient-elles. Il est décidé à se lancer à fond dans l'attaque au niveau de vie de la classe ouvrière, à son droit au travail, car il sent que c'est là la dernière chance du capitalisme pour maintenir son pouvoir. Il ne se soucie même plus des apparences, il ne prend plus la peine de faire quelques concessions, quitte à les reprendre de l'autre main. La bourgeoisie est décidée à imposer sa politique par n'importe quel moyen. Pour faire face à la concurrence inter-capitaliste, il faut une concentration de capitaux toujours plus élevée, une augmentation de la production, mais surtout de la productivité à des rythmes sans cesse accrus. La montée de la révolution exige du capitalisme un effort financier toujours plus grand dans la préparation de la guerre. C'est la classe ouvrière qui doit faire les frais de l'ensemble de cette politique, nécessaire à la survie du capitalisme.

Pendant toute une période, le capitalisme a compté, pour imposer les mesures qui lui convenaient, sur la collaboration des bureaucraties des partis et des syndicats, des socialistes et des communistes, à qui il laissait le rôle de contenir et dévier les luttes de la classe ouvrière, en échange de certaines concessions secondaires, qui n'affectaient en rien le système, mais qui servaient aux bureaucraties pour justifier leur existence et maintenir les luttes dans une perspective parlementaire. Mais aujourd'hui, le capitalisme en est arrivé à ne plus pouvoir céder, même sur des points secondaires. De plus, il est conscient que l'appareil du P.S.B. n'est plus en mesure d'assurer un contrôle total de la lutte des masses, puisque l'avant-garde ouvrière tend de plus en plus à se lancer indépendamment à la lutte et fait des tentatives de constitution d'une organisation indépendante à la base. Le capitalisme a conscience que dans de telles conditions, la moindre concession de sa part stimulerait les luttes, au lieu de le dévier, en renforçant la confiance de la classe ouvrière dans sa propre force.

C'est en fonction de l'état actuel du rapport des forces, qu'il était prévisible que l'amendement Merlot ne serait pas adopté, si modeste soit-il dans ses prétentions. Le fond d'un tel amendement consistait à ne plus discuter en fonction d'objectifs de classe, mais de situer la discussion sur le terrain des problèmes du capitalisme, en restant à l'intérieur du système. Il revenait à dire : « Le gouvernement doit combler son déficit. Comment allons-nous distribuer, pour que ce soit « plus juste » les nouvelles taxes que le gouvernement est « obligé » d'appliquer ». Il ne discutait ni le problème des taxes, ni leur montant, mais il se limitait à proposer, fort timidement, qu'une partie de ces taxes retombe sur les gros revenus.

Il est criminel de dire, comme le font aussi bien les socialistes que les communistes et le P.W.T., que l'amendement a « failli passer » et qu'il suffit de renforcer la lutte parlementaire pour obtenir des réformes. Ce n'est qu'en renforçant la lutte de classe indépendante du prolétariat sur la base d'un programme anti-capitaliste et révolutionnaire, qu'on peut porter des coups motrels au capitalisme. Il faut instaurer le contrôle ouvrier et le fonctionnement d'organismes de double pouvoir, ou bien le capitalisme imposera les mesures qu'il considère nécessaires. Le maintien du régime actuel n'offre pas d'autres perspectives que celles d'une exploitation toujours plus grande du prolétariat à mesure que va continuer à s'aggraver la crise du capitalisme.

Et cela, les directions le savent, puisque Collard lui-même a affirmé dans une déclaration : « Si nous n'appliquons pas les mesures budgétaires proposées par le gouvernement, d'autres que nous les appliqueront ». Le capitalisme ne peut pas reculer et il va essayer d'imposer ses solutions, avec ou sans la participation des socialistes au gouvernement. Il peut même tenter d'installer un gouvernement dur. Tant qu'on reste dans le cadre de la légalité parlementaire et de pressions sur le gouvernement, comme le préconisent le P.C. et le nouveau Parti Socialiste, le capitalisme finit toujours par imposer ses mesures. C'est ce qu'a montré l'expérience de la grande grève de 1960-61. Et la classe ouvrière l'a bien compris, en qualifiant de superloi unique les mesures du gouvernement « socialiste » actuel.

Forte de cette expérience, la classe ouvrière essaie de faire peser partout où elle le peut, sa décision de lutte, montrant ainsi qu'elle est décidée à faire peser tout son poids et toute son autorité, pour tenir le capitalisme en échec, cela s'est reflété, de façon très lointaine et très déformée, dans les pré-congrès et le congrès de la F.G.T.B. Tout était pourtant mis en œuvre pour empêcher l'expression de l'opinion et de l'état d'esprit des ouvriers : des congrès « cuisinés », des délégués sélectionnés, les textes préparatoires publiés en dernière minute n'ont pas pu être discutés dans les usines. Les revendications immédiates de la classe ouvrière, comme la réduction du temps de travail, ne figuraient pas à l'ordre du jour. Par contre, la direction de la F.G.T.B. a essayé de centraliser l'attention de l'avant-garde ouvrière sur une série de problèmes, intéressants sans doute, mais que ne sont pas au premier plan de la lutte : elle espérait éviter de répondre aux problèmes qui sont à l'ordre du jour dans toutes les usines, mais elle n'y est pas arrivée complètement. Dans les congrès régionaux surtout, où la pression de la base se fait sentir de plus près, certains bureaucrates, comme Davister, ont dû tenir un langage de gauche. Ce n'est pas que Davister et Cie partagent les sentiments des ouvriers ou soient disposés à y répondre. Mais ils sentent toute la force et la portée de la pression et pour sauvegarder leurs intérêts de bureaucrates, ils affichent en paroles des positions gauchissantes. Au congrès national, le même Davister s'est empressé d'oublier ses propres paroles pour se rallier aux résolutions, vides de toute portée combattive qui ont été adoptées, se limitant à déplorer la position du gouvernement tout en soulignant les revendications obtenues par voie de négociation, et les efforts faits par le gouvernement pour résoudre la crise économique.

Editorial

La F.G.T.B. se limite à dire qu'elle ne peut se déclarer d'accord avec la programmation sociale du gouvernement. Les différents rapports ont été adoptés à la quasi unanimité, l'unité sacrée est donc sauvegardée, mais elle ne fait que dissimuler une crise qui se développe et qui s'exprime dans les paroles de plusieurs orateurs, qui font mention de résistances apparues au sein de leurs régionales, et qui estiment que ces dernières ont le droit de conserver leur propre opinion.

La pression ne va pas disparaître devant cette unité de façade. Elle vient d'un courant beaucoup plus profond, qui commence à s'organiser à la base, dans les usines, à travers les mobilisations. Pour que des échos de cette pression se fassent sentir jusque dans un milieu tellement choisi, il faut qu'il ait atteint un niveau de mûrissement et de volonté de lutte très élevé.

Il est nécessaire de développer ce courant dans les luttes de chaque jour afin de former une direction révolutionnaire, capable d'impulser et d'orienter les mobilisations ouvrières pour faire peser la force de la classe tout entière, en vue de donner une solution de classe à la crise. Il faut lutter en même temps pour le programme anti-capitaliste révolutionnaire et pour le respect de la démocratie syndicale. Il faut en finir avec le divorce qui existe actuellement entre la volonté de la classe et de son avant-garde et la politique de ses « mandatés » syndicaux. En luttant pour qu'une réponse de classe soit donnée aux fermetures d'usines et aux licenciements — occupation et mise en fonctionnement, contrôle ouvrier — l'avant-garde ouvrière doit organiser la lutte pour la démocratie syndicale en exigeant : des assemblées régulières, la discussion de tous les problèmes posés, l'adoption de propositions d'action, et en imposant aux délégués qu'ils défendent l'opinion de la base. Le programme de la F.G.T.B. ne doit plus être établi en petit comité, mais refléter la volonté du prolétariat, les besoins vitaux de celui-ci et être discuté dans toutes les usines, dans tous les quartiers ouvriers.

Les mesures fiscales que vient d'arrêter le gouvernement ne sont pas dues à des difficultés momentanées, mais répondent à une nécessité vitale du capitalisme. Il n'y a donc aucune solution à attendre du jeu des pressions et des négociations parlementaires. Avec l'aggravation de la crise mortelle du capitalisme, de nouvelles attaques sont en préparation. La classe ouvrière n'a pas d'autres alternatives que celle de s'imposer, avec son programme anti-capitaliste et révolutionnaire, avec son organisation indépendante à la base, dans les usines, en rejetant une fois pour toutes le réformisme de ses directions.

La lutte pour dominer les inondations et autres fléaux naturels, s'inscrit dans le cadre de la lutte anti-capitaliste

Les fléaux que la nature inflige encore à la population : innondations, tremblements de terre, etc., sont vraiment quelque chose d'absurde à notre époque de développement technique et scientifique et qui montre la nécessité de liquider le capitalisme. Parce que le capitalisme, par sa propre structure, n'a pas intérêt à les éviter.

C'est d'autant plus scandaleux que la science et la technique modernes disposent des moyens pour éviter, prévoir, rendre impossible ces catastrophes. Mais ces moyens sont aux mains du capitalisme ! Et celui-ci agit en fonction de ses intérêts de classe : son souci est de rechercher du profit, et non pas celle du bien-être et de la vie de la population.

La presse capitaliste cherche à montrer les inondations, de même que les récents tremblements de terre (qui ont causé des dommages physiques et matériels à des centaines de personnes modestes), comme un fléau de la nature. Tous les organismes bourgeois, le gouvernement, les partis ouvriers qui concilient avec le capitalisme, suivent la même ligne. Mais c'est un mensonge. Au moment où l'humanité se propose de conquérir le ciel (les vols des Vostock montrent la voie), et où l'automation et l'électronique peuvent faire fonctionner automatiquement des usines entières, au moment où dans tous les Etats Ouvriers, en U.R.S.S., en Chine, on parvient à changer le cours des fleuves, à irriguer des déserts, c'est un non-sens de parler des fléaux naturels. C'est seulement l'existence du capitalisme qui contraint les masses exploitées à subir les rigueurs de la nature, alors qu'il est possible de la soumettre et de la dominer. Mais le capitalisme n'y a pas intérêt, de même qu'il n'a pas intérêt à maintenir la production du charbon ou le plein rendement des usines métallurgiques ou textiles ,par exemple. Entre ces « catastrophes » sociales et les catastrophes naturelles, il n'y a pas de différence dans le fond. Leur base est la même : c'est la survivance du capitalisme qui ne peut pas être rationnelle, qui agit en fonction de ses intérêts de classe. L'Etat, qui est à son service, obéit à cet intérêt : là où le profit ne peut être maintenu, il ferme des usines, des charbonnages ; là où il n'a pas un intérêt direct, comme dans le cas des quartiers qui subissent les conséquences des montées des eaux, des maisons trop vieilles qui peuvent s'écrouler dans un tremblement de terre, le capitalisme ne fait pas de plans ; il ne canalise pas les rivières, il ne construit pas de digues, parce que cela ne répond pas à ses intérêts commerciaux ou industriels.

Il faut se baser là-dessus, pour résoudre ces problèmes, qui ont une solution. Ils font partie des crimes du capitalisme. Pour les résoudre, il faut avant tout défendre une politique de classe, qui pose le point de vue prolétarien au-dessus du point de vue bourgeois. Il faut ouvrir la voie de l'expropriation du capitalisme.

Les organisations ouvrières doivent permettre et développer l'organisation et l'initiative des masses. Il faut assainir les quartiers ouvriers, faire un plan de construction, d'habitations solides et modernes, contenant l'eau courante, la lumière ; un plan de défense contre les montées des eaux, de canalisations préalables, de digues, de barrages. Cela impose de mettre les bénéfices de la technique et de la science au service des masses. Cela fait partie du programme pour la liquidation du capitalisme.

Les masses ne peuvent pas attendre : il faut prendre l'initiative, organiser des comités de quartiers, d'usines, exiger que les syndicats et les partis ouvriers accomplissent leur devoir. Leurs représentants communaux doivent mettre au service des masses tous les moyens disponibles pour entamer des travaux d'assainissement. Il faut planifier l'action des masses dans ce sens, chercher les capitaux nécessaires dans les banques, mobiliser les masses et exiger la nationalisation des banques ; exiger que les usines fabriquant du matériel de construction, mettent tout à la disposition de ce plan ; il faut exproprier ces usines sous contrôle ouvrier, appeler à la collaboration des techniciens sympathisants du mouvement ouvrier ; il faut organiser des comités d'ouvriers, d'employés, de techniciens pour planifier cette action. Cela peut très bien se faire ! Et il ne suffit pas de faire des dénonciations au Parlement ou aux Conseils communaux. Il faut un plan ouvrier pour faire face à tous ces problèmes, et développer l'initiative des masses devant ces catastrophes naturelles !

Ces plans de revendications, de luttes concrètes des masse pour améliorer leur situation et empêcher les cataclysmes, doivent faire partie du programme général de lutte pour le renversement du capitalisme dans le pays.

La crise de croissance de la révolution mondiale, en pleine ascension, exige le Front Unique Anti-Impérialiste sur

3me CONFERENCE NATIONALE DE

par J. POSADAS

La particularité historique de cette Conférence est qu'elle se tient en plein processus d'élévation, d'ascension mondiale de la lutte des classes. Celle-ci semble se dérouler d'une façon contradictoire, parce qu'elle laisse apparaître sous certains aspects un recul : Indonésie, Algérie, Cuba, Syrie, et en partie l'Afrique, alors qu'il n'en est rien en réalité. En effet, le mûrissement de la révolution mondiale n'est pas consciemment dirigé par la direction dont elle a besoin. Il se déroule d'une manière empirique, sans objectifs et sans programme conscients, sans directions qui organisent la révolution. Les révolutions s'imposent aux organisations, aux directions, les transforment et les changent ou creusent leur tombeau et les y enterrent.

Toutes les directions qui s'opposent au développement de la révolution sont soit éliminées, soit sur le point de l'être, ou bien encore le seront. Le cours objectif de l'histoire ne peut être mesuré par des accidents ou des faits partiels ou occasionnels.

Le monde est une unité complète et ce qui en détermine son évolution, son cours, sa marche, est la soif, la volonté, la conscience révolutionnaires des masses qui veulent changer le monde. Les masses y sont disposées et sont en train de le faire : sans direction, sans parti, sans programme, partant de rien, absolument de rien.

Il est en conséquence logique que, dans ce processus, s'affrontent la nécessité objective de la révolution, ses progrès, ses objectifs en Afrique, Asie, Amérique Latine, en Europe et l'absence de direction, de programme, d'organismes. Là est la raison des formes contradictoires qu'elle prend, des heurts que nous observons. Ces heurts ne permettent pas un processus permanent d'ascension, mais causent indubitablement des arrêts, des déviations sur tel ou tel aspect partiel, mais sans que soit jamais abandonnée l'impulsion initiale, ses objectifs, son besoin objectif de progrès. Tout cela n'est jamais perdu.

Nous en avons la preuve concluante avec l'Indonésie. Nous voyons dans cette situation une contradiction de la nature que nous venons d'analyser. Le cours de la révolution y est ascendant. Il peut se développer, mûrir dans certaines périodes et marcher de l'avant sans direction, sans parti, sans programme. Mais à un moment déterminé, il a besoin, pour continuer à s'étendre, à avancer, d'une direction, d'un programme, d'une fusion avec cette direction et ce programme. C'est ce qui se passe en Indonésie, en Algérie, en partie à Cuba et en Amérique Latine. Ce sont ces crises de croissance qui signifient que la révolution progresse, avance, développant son appui dans les masses, mais manque d'une direction, d'un programme, d'organismes. Pour ceux qui disposent de tout cela, ils sont insuffisants et inutiles parce que ne correspondant pas à cette étape de la révolution (c'est le cas de Cuba).

Cette période de crise de croissance va se poursuivre à bref délai avec une nouvelle et énorme impulsion à la révolution. En Indonésie, malgré les secteurs conservateurs de l'armée qui sont intervenus, ont triomphé, ont tenté d'imposer un recul à la révolution, nous observons qu'un mois après le coup d'Etat contre-révolutionnaire, ils n'ont pu asseoir aucun pouvoir, ni le consolider. Et les masses ont vu qu'en Indonésie, ce n'est ni l'armée, ni Sukarno, ni le programme de la Constitution indonésienne qu'il faut, mais l'étatisation, le contrôle ouvrier, l'occupation des entreprises et leur mise en fonctionnement par les ouvriers des tribunaux populaires, le gouvernement ouvrier et paysan.

LE PROCESSUS DE MURISSEMENT QUE VIT CUBA

Fidel Castro a éliminé Guevrara, l'a expulsé de Cuba. Dans l'article de J. Posadas : « L'expulsion de Guevara est un coup à la révolution socialiste cubaine », il est analysé que l'existence ou non de la lettre de Guevara est chose secondaire. Il est possible qu'une telle lettre n'existe pas. Ce qui importe est l'élimination de Guevara qui est une tentative d'écarter l'aile gauche de la révolution, aile qui va vers le programme trotskyste.

Sans le vouloir, Guevara a tout d'abord combattu le programme trotskyste ; mais pour impulser la révolution, il a dû aller vers ce programme et s'appuyer sur ces trotskystes. C'est la raison pour laquelle ils l'ont éliminé. Guevara disparu, le processus de mûrissement intérieur n'en continue pas moins. D'où l'indigne parodie, la misérable comédie de Fidel Castro. Guevara est un révolutionnaire qui dénote de tout un processus en ascension. Malgré ses erreurs, son opposition au Trotskysme, Guevara est un révolutionnaire digne, qui a progressé, dans les dernières années, dans la compréhension de l'organisation de la révolution en se dédiant à l'extension de son programme pour essayer d'unifier l'Asie, l'Afrique, l'Amérique Latine sur la conception de la révolution permanente, contre la coexistence pacifique, pour la lutte révolutionnaire, pour en finir avec le capitalisme.

En présentant un dirigeant qui a lutté toutes ces dernières années pour ce programme, Castro ne fait que jouer une misérable et indigne comédie d'individus ou de bureaucrates. (Même s'il ne le veut pas, il se rapproche par là du bureaucrate). Présenter un révolutionnaire comme Guevara abandonnant la lutte à Cuba, qui est le centre vital de la révolution en Amérique Latine, sous le prétexte d'une conception empirique et idéaliste (« je vais lutter ailleurs », alors que c'est à Cuba qu'il faut la mener), est se moquer des masses et de l'Histoire. C'est agir avec une mentalité bureaucratique. N'ont-ils tiré aucune leçon de Staline ?

Staline a assassiné Trotsky, a assassiné des centaines de milliers de trotskystes, tout comme Ho Chi Minh au Viet-nam. En Chine, ils ont tué des centaines, des milliers de trotskystes. Et cependant, le programme du Trotskysme, la politique trotskyste, le développement du trotskysme s'imposent à cette étape avec l'appui des masses. Ils influencent et entraînent le mouvement des masses. Bien que le Trotskysme ne soit pas encore une direction de masses, il y a une autorité auprès d'elles. Le document du P.C. colombien, publié par « Pékin Information » (ce qui signifie que les Chinois l'approuvent) est trotskyste. Il ne s'agit pas là d'un programme communiste. Un tel programme n'a jamais été dans la mentalité de la direction du Parti Communiste, mais il était présent dans celle des masses. Elles le veulent, elles l'ont toujours voulu et recherché. C'est cette recherche, cette volonté qui est à la base du Front Unique des masses communistes et du P.S.I.U.P. en Italie avec la base prolétarienne du P.S.I. Mais cela n'a jamais été dans la tête de la direction communiste colombienne.

Le P.C. colombien sort aujourd'hui un tel programme, non comme le fruit d'une conclusion théorique à laquelle il serait parvenu, mais à cause de l'influence exercée par le développement objectif de la révolution mondiale. Celle-ci les amène aux conclusions prévues par les Trotskystes, celles pour lesquelles ils se sont organisés pour intervenir dans le développement du processus qui, demain verra un déroulement rapide et impossible à contenir de toute la révolution.

Voilà ce qu'est le Trotskysme. Staline a tué Trotsky, assassiné des milliers de trotskystes, et le programme est aujourd'hui présent, car il répond à une nécessité objective. Aussi lorsqu'en 1965, Fidel Castro joue une si lamentable comédie, c'est non seulement parce qu'il n'a rien tiré des leçons de l'Histoire, mais parce qu'il est dépassé par elle, dépassé par les masses qui ont le besoin objectif de développer la révolution cubaine. Il est débordé par l'avance de la révolution cubaine qui tend à s'unir à celle de la révolution mondiale. Telle est une des conclusions principales de cette situation.

Si Fidel Castro sentait, vivait — simplement vivait — recevait l'influence objective de la situation, il irait de l'avant en faisant face à Moscou. Il est bien certain qu'il ne s'est pas livré à Moscou ; il a essayé de résister, mais en n'offrant que la crosse du fusil ; ce qui signifie qu'à court terme, il devra ou changer, ou se donner complètement, car la révolution cubaine ne peut se maintenir dans la situation actuelle.

C'est ce rôle que doit jouer Guevara à cette étape. Bien qu'avec un retard et des doutes, il a accepté les conclusions des trotskystes ; à savoir que la révolution cubaine tendait à se développer, entraînant et développant la révolution latino-américaine, africaine, asiatique et mondiale, en front unique avec les Etats ouvriers s'appuyant sur le programme de la révolution prolétarienne, l'élimination de la coexistence pacifique, la lutte les armes à la main pour renverser le capitalisme, pour un appui inconditionnel à toutes les révolutions en Afrique, Asie, Amérique Latine. Même si c'est tardivement, Guevara a compris cela, alors que Fidel Castro lui tourne le dos pour regarder vers Moscou.

Castro conserve des réserves vis-à-vis de Moscou comme un produit de son attitude centriste, sentant la révolution, mais ne la comprenant pas. Il ne sent pas les masses, n'a pas de compréhension théorique, idéologique et politique. Là sont ces ambiguités et contradictions, mais aussi sa fin.

Nous déclarons, en toute responsabilité dans cette conférence, tout comme dans l'article mentionné, qu'il s'agit du commencement de la fin de Fidel Castro. Son rôle historique, progressiste est terminé. Il n'est ni misérable, ni canaille, mais sa politique l'est. Son rôle progressif vient de se terminer. En tant que centriste, il s'est associé jusqu'à la droite de Moscou, contre le progrès de la Révolution que représentent Guevara et les Chinois.

Quelle que soit l'honnêteté personnelle de Fidel Castro (nous pensons que c'est un homme honnête ; mais pas un révolutionnaire marxiste, comme nous l'avons dit maintes fois dans plusieurs articles), sa phase d'ascension est terminée. Il n'est toutefois pas exclu qu'il change dans un sens favorable aux luttes révolutionnaires des masses. Cela est toujours possible chez un centriste (qui reçoit la pression de la droite en liaison avec son manque de confiance dans les masses, dans la révolution, dans l'action l'initiative et leur capacité créatrice). Il est honnête, a des sentiments et une conscience révolutionnaires. Il veut le progrès de la révolution et cela l'unit à la gauche. Mais son point faible est l'absence d'une compréhension idéologique et politique, d'une vie fondue à celle des masses qui lui permettrait de recevoir et de sentir leur influence.

Marx, Engels, Lénine et Trotsky ne furent pas révolutionnaires parce qu'on fabricait chez eux des révolutionnaires. Ils ont eu la compréhension idéologique de la révolution. Ils s'y sont préparés consciencieusement. Mais pour avoir sécurité, pour maintenir constamment leurs progrès idéologiques, politiques, révolutionnaires, ils ont vécu liés aux masses, en les sentant, en les écoutant, en les faisant intervenir.

Lénine et Trotsky ont appris de Marx et d'Engels, et nous, nous apprenons de tous. Ce sont eux qui ont posé que sans l'intervention des masses, sans leur opinion publique, sans leur jugement et leur contrôle, toute ligne politique — même courte — se pervertit. Il faut appliquer constamment la politique et si là n'intervient pas le contrôle des masses, leur impulsion, leur situmulant, alors la ligne se flétrit car on ne peut voir, sentir et appliquer. Un recul se marque et les tendances conservatrices s'élèvent.

Tel est le rôle que joue Fidel Castro. Entre Guevara et Moscou, entre les masses du monde et Moscou, il a choisi Moscou. Non pas encore complètement, mais déjà en grande partie. Ce n'est pas une défaite du Trotskysme, une défaite de la ligne de Guevara. C'est la défaite d'une direction (celle de Guevara) qui a organisé empiriquement, sans conscience, sans s'appuyer sur les traditions, sans sentir la nécessité de l'objectivité du programme qu'est le Trotskysme. De là la confusion, l'absence d'une lutte de Guevara, son manque de courage politique et historique.

Dans des conditions infiniment pires que celles de Guevara à Cuba, les trotskystes en Union Soviétique, en Chine, au Viet-nam, à Cuba même, bien que n'étant que de petites poignées, ont fait face à Staline, au puissant appareil du P.C. du Viet-nam. Des centaines de milliers de trotskystes sont morts en défendant le programme, la politique ; grâce à eux, la continuité objective a pu se maintenir, se démontrer et aller au triomphe.

Sans ces luttes, la tradition ne se serait pas maintenue. En Italie, alors que les masses parlent le langage direct de la lutte, ni le P.C.I., ni le P.S.I.U.P. ne peuvent s'adresser à elles. Et les masses s'expriment comme elles peuvent. Il se publie des dizaines de journaux internes d'opposition à l'intérieur du P.S.I.U.P., du P.C.I. Il y a la grève de l'électricité, les efforts d'action dans les usines, les quartiers, les sections qui essaient de se stimuler réciproquement pour impulser une politique de classe. C'est la recherche, en l'absence de moyens organisatifs et centralisés, d'une impulsion des masses pour l'action, et cette action qui maintient si précaire le capitalisme. C'est cela qui l'empêche de frapper, alors que Doro et Colombo y sont décidés. La haute finance italienne est décidée à frapper la classe ouvrière. Si elle ne l'a pas encore fait, c'est par peur, non de Longo dont elle se moque et qui n'est rien d'autre qu'un instrument du capitalisme, mais des masses. Elle tient compte de l'initiative créatrice des masses, des occupations d'usines, de terres, de la persistance des grèves, de leur intervention massive. De tout cela, la grande industrie tient compte.

C'est de cela qu'a peur le capitalisme italien et c'est ce qui le contient, sinon il aurait déjà lancé l'offensive.

Et c'est ce que Fidel Castro ne sent pas, que Guevara n'a pas senti au début et sent à présent, parce qu'il ne s'y est pas préparé et, empiriquement, a donné la bataille sans avoir l'instrument nécessaire, à savoir la fraction ou le parti. Sans fraction, sans parti, il n'y a pas de lutte révolutionnaire, les forces organiques des masses se trouvent éparpillées ici et là, de tous côtés, sans un centre organisationnel pour vivre, élaborer, décider, impulser. Sans parti, sans fractions, les forces motrices, organisatrices de classe ne trouvent pas l'instrument qui les dirige et les impulse. Il n'y a pase cela.

LA DISCUSSION STIMULE LA CAPACITE D'ORGANISATION

Les dizaines de journaux du P.C.I., du P.S.I.U.P. qui circulent en Italie vont encore se multiplier. Dans la tête de 20 % des militants du P.C.I., du P.S.I.U.P., il y a le désir de faire un journal. Dans ces journaux, la tendance, la fraction est impliquée. Nous appelons fraction, l'ensemble des militants qui se réunissent, vivent politiquement pour défendre un programme de classe. Comme ils ne peuvent le faire ouvertement, fonctionner démocratiquement, révolutionnairement dans le sein des partis et des syndicats, ils doivent mener une vie clandestine. S'ils pouvaient le faire ouvertement, ils le feraient, comme c'était le cas à l'époque de Lénine et de Trotsky.

Lénine et Trotsky discutaient publiquement en pleine révolution. Des livres sur les syndicats, la démocratie dans l'Etat ouvrier, la politique extérieure de l'Etat ouvrier, comment développer la révolution, sur la politique économique de l'Etat ouvrier ont été écrits et publiés en pleine guerre civile.

Dans de telles conditions, la discussion semble apparemment dévier l'attention, la compréhension, la centralisation. Mensonge ! La discussion ne paralyse pas la volonté combattante ; mensonge ! Quand l'objectif de la révolution est d'impulser l'action des masses, la discussion éveille les énergies. Elle stimule les capacités créatrices, la vision, le désir de faire, d'organiser seule ; la discussion sans effet paralyse ; celle dans laquelle les masses ne se sentent pas dans leur milieu, avec le droit de discuter, de décider, de rejeter, d'approuver, d'impulser. Cela, certes, paralyse. Quel que soit le niveau de compréhension, d'évolution politique des masses, il n'y a pas un seul exemple dans l'Histoire où celles-ci adoptent une politique à l'encontre de leurs intérêts de classe, jamais ! Pas un seul exemple !

Les masses peuvent se tromper circonstantiellement, dans une réunion, sur un fait donné. Mais l'erreur est limitée. L'application, les premières conclusions leur font comprendre qu'il faut éliminer cette erreur, car ce sont leurs intérêts de classe confrontés à l'ennemi.

Jamais le prolétariat n'a pris de décision historique contre lui-même. Alors, pourquoi avoir peur de la discussion ? Pourquoi craindre que le prolétariat discute ? Pourquoi laisser ce privilège au sommet ? Le sommet a peur que les masses discutent parce qu'il n'est pas disposé à aller aussi loin qu'elles. Là est la raison de la peur de discuter et rien d'autre.

A l'époque de la révolution russe, comme à celle de la révolution cubaine, chinoise, ils se sont appuyés sur les masses, car les objectifs de la direction coïncidaient avec les désirs des masses d'aller de l'avant. Lorsque la direction s'arrête, perd confiance, impulsion, vigueur historique, sécurité, alors elle doit essayer de contenir les masses. Mais celles-ci ne perdent ni vigueur, ni sécurité. Dans la lettre que nous avons lue hier sur les événements récents d'Argentine, il y a des faits qui se déroulent tous les jours en Italie. Une « vieille » de 75 ans, en plein affrontement avec la police, est intervenue en distribuant des manches à balai aux grévistes pour qu'ils puissent se battre contre la police, et elle-même frappait.

Sous la dénomination de « vieux », la bourgeoisie veut signifier inutile. Et avec son action, cette vieille dit à la bourgeoisie : « Va au diable, je sers encore assez ! ». La lutte de classe lui fait sentir qu'elle est très utile, qu'elle vit et qu'elle participe.

De tels faits se produisent quotidiennement en Italie. Dans les occupations de terres dans le sud, tout le monde participe : depuis les enfants jusqu'aux vieillards de 85 ans. Tous interviennent. La lutte de classe, l'impulsion de la lutte anticapitaliste unifie et stimule l'ensemble de la classe.

L'attitude Fidel Castro est un très grand coup au développement de la révolution socialiste cubaine. Mais ses conséquences seront très limitées, car nous ne sommes plus en 1927, au début du recul de la révolution russe. En même temps, que Fidel Castro prend cette mesure, les guerillas guatémaltèques progressent constamment sur le programme de la révolution socialiste. En fonctionnant comme parti, elles ont démontré qu'il est absolument nécessaire pour leur progrès de se constituer en parti révolutionnaire. Elles sont en train de dominer tout le Guatémala.

Cela ne signifie pas qu'elles contrôlent tout militairement et politiquement, mais que la vie politique qui monte va à la rencontre du 13 Novembre. De même, le programme des guerillas péruviennes, malgré l'assassinat de de la Puente — qui reste à confirmer — ne se sont pas arrêtées et ne s'arrêteront pas. Elles ont déjà assez de force et d'appui dans les masses, surtout chez les paysans et dans des secteurs du prolétariat. Rien ne pourra les faire reculer.

LES ARMES NE DECIDENT PLUS DE L'HISTOIRE

Les guerillas péruviennes entrent dans l'Histoire avec le programme de la révolution socialiste. En Colombie, elles ont hérité d'une certaine tradition antérieure du Parti Révolutionnaire du prolétariat. Il y avait dans ce pays trois partis communistes : l'un agent de la bourgeoisie, l'autre agent de Moscou et le troisième appelé Parti Communiste Prolétarien qui tâchait de représenter, d'organiser les masses colombiennes pour la lutte pour le pouvoir.

Cette crise du Parti Communiste colombien, la récente décision d'adopter le programme révolutionnaire sont le fruit d'une influence directe des guerillas du Guatémala, du Pérou, de la Colombie et de la Bolivie.

En Bolivie, les masses ont été désarmées, abandonnées par leur direction qui a intégralement fui - 250 dirigeants se sont enfuis - laissant les masses sans rien. Mais celles-ci ne sont pas rentrées à la maison. Elles se sont réunies, ont discuté et donné une nouvelle direction, sans aucune hésitation. Cela a été rendu possible, car en appuyant la direction qui a fui, les masses voulaient lutter contre le capitalisme. Elles voulaient im-

Anti-Capitaliste sur des luttes révolutionnaires des masses l'objectif du Gouvernement Ouvrier et Paysan

LA SECTION ITALIENNE DE LA IVe INTERNATIONALE

pulser la révolution bolivienne. La direction a fui ; ce fut un coup, qui a confondu, désorienté les masses. Mais elles se sont immédiatement ressaisies en organisant une nouvelle direction, une nouvelle action de guerre civile.

Cela a démontré que ni l'abandon de la direction syndicale, ni la répression militaire, l'assassinat d'au moins 500 militants et dirigeants mineurs, ni le terrorisme n'ont fait déserter les masses. En pleine répression, cernés par l'armée, l'aviation, les tanks, les mineurs ont déclaré Llallagua et Siglo XX « territoires des mineurs ». Ce ne fut pas une déclaration idéaliste, mais démonstrative de ce que les masses étaient décidées à éliminer l'armée. C'est la raison pour laquelle malgré tout le pouvoir de l'armée, l'assassinat de centaines de dirigeants ouvriers, les masses continuent de discuter, de parlementer en sélectionnant 130 nouveaux délégués. Ceux-ci discutent à leur tour avec la junte militaire et disent exactement la même chose que ce qu'avaient dit les mineurs qui sont motrs. Ils défendent le même programme, les mêmes objectifs, soutiennent les mêmes revendications.

La presse bourgeoise de Bolivie publiait des déclarations de la junte militaire telles que : « Pourquoi a-t-on dissout les syndicats ? ». Ils ont essayé en vain de terroriser, d'écraser, d'affaiblir les sentiments, la volonté de combat des ouvriers. Les masses restent vivantes et cela, c'est le trotskysme. Elles ne se dénomment pas trotskystes, les mineurs boliviens ne sont pas membres du Parti Trotskyste de Bolivie — certains le sont — mais ils agissent, cherchent, luttent comme les trotskystes. De là le Front Unique. Et ceci dans toute l'Amérique Latine.

En Argentine, voilà 10 ans que Peron s'est enfui ; 10 ans que l'armée a triomphé. L'armée d'Argentine est puissante, fortement équipée d'avions et de toutes sortes d'armes que les Américains lui ont données. C'est l'armée la plus puissante d'Amérique Latine qui, il y a 10 ans, se plaçait au-dessus des masses peronistes, en tâchant de les terroriser. Ces masses ont continué à se battre pendant 10 ans ! Concentrées, elles ont développé une tendance de classe, occupé des usines, les faisant fonctionner, vendant la production, imposant des arrêts généraux du travail, le contrôle ouvrier. Elles ont lutté pour le programme trotskyste de Huerta Grande. Pendant le même temps, l'armée se brisait en 36 morceaux.

En Argentine, comme en Bolivie, il est clair que ce ne sont pas les armes qui décident, mais la volonté révolutionnaire des masses. Les armes jouent incontestablement un rôle important. Si nous avions dès à présent ici des armes, nous ne discuterions pas ici, mais ailleurs. Mais les armes ne sont pas ce qui décide ; car, en dernière instance, elles sont un instrument en vue d'appliquer des décisions, des conclusions qui partent de la volonté des masses ou du capitalisme. Les armes ne décident pas.

Le capitalisme a de formidables armes atomiques, d'énormes moyens matériels pour écraser toute la population du monde, mais il ne peut empêcher qu'aux Etats-Unis se déroulent des manifestations contre la guerre au Viet-nam. Il ne peut empêcher sous son nez St-Domingue, il doit accepter des élections alors qu'il avait envoyé 70.000 hommes pour les empêcher.

Au Brésil, un coup d'Etat a été donné l'année passée pour terroriser les masses, pour les écraser. L'objectif premier du capitalisme lorsqu'il emploie les armes est de terroriser, d'écraser, inhiber, d'empêcher la capacité des masses de se faire sentir, d'intimider leurs actions. Le capitalisme dispose de dizaines de moyens pour terroriser : le chômage, les bas salaires, les renvois, la pression de la famille, la terreur policière et la terreur de la guerre. Mais les masses n'ont pas peur, elles avancent, elles progressent constamment.

L'impérialisme a envoyé 70.000 hommes à St-Domingue, des divisions, des tanks, des hélicoptères et des tracts avec la tête imbécile de Johnson pour appeler à la démocratie. Le résultat a été que l'impérialisme a dû accepter les élections, parce qu'il n'a pu imposer une solution militaire.

Au Brésil, après avoir pendant un an et demi tenté d'intimider, de terroriser, d'écraser les masses, et malgré le manque de syndicats, de mouvement politique, l'apparente inactivité de classe. Les élections ont permis à la classe de res élections ont démontré que les masses vivaient politiquement, préoccupées, attentives et disposées à intervenir. Après un an et demi d'absence d'activité de classe et en dépit du fait qu'avant même le coup d'Etat, le mouvement syndical était très petit, les élections ont montré qu'elles pouvaient donner un centre polarisateur permettant aux masses de s'unifier. Les masses ont appuyé les candidats d'opposition, non comme le moindre mal entre deux capitalistes, mais parce qu'elles n'avaient pas d'autres moyens pour exprimer leur désir d'action centralisée de classe. Les élections ont permis à la classe de se rencontrer et de se sentir à travers tout le pays, bien que n'ayant pas de syndicats, de partis de classe, sans moyens de vie politique organisée. Elles ont montré là qu'elles attendent le moment d'intervenir.

L'immense majorité des masses a appuyé le candidat d'opposition dans ces élections. Il ne s'agit pas d'un appui à un candidat bourgeois contre un autre, mais d'un moyen d'agir d'une manière centralisée. Les élections ont ainsi montré que dans tout le Brésil, les masses étaient disposées à agir, qu'elles y étaient prêtes. Tous les ouvriers ou tous les paysans ne sont pas intervenus car ce sont des élections censitaires, au Brésil ne votent que les alphabètes. C'est-à-dire que l'immense majorité ne vote pas. 85 % des paysans brésiliens sont alalphabètes ; c'est-à-dire analphabètes par rapport aux structures de la société et des relations capitalistes. Bien sûr, ils ne savent ni lire, ni écrire, mais ils ne sont pas analphabètes du point de vue culturel. Si l'on demande à un paysan brésilien qui sont les politiciens bourgeois, il n'a aucun intérêt. Mais si on lui demande qui est Mao tse-Toung, alors il connaît tout. Les paysans brésiliens n'ont aucune résistance à la culture, ils veulent apprendre tout ce qu'ils sentent utile pour leur progrès et rejettent tout ce qu'ils ne sentent utile à cette fin. Ils ne savent ni lire, ni écrire parce qu'ils n'ont pas eu la possibilité d'apprendre, mais leur désir de progrès se démontre dans tout ce qu'ils savent ; comment Mao tse-Toung a renversé le capitalisme en Chine pour mettre un gouvernement ouvrier et paysan.

Tel est le sentiment des masses, non seulement du Brésil, mais de toute l'Amérique Latine. C'est la raison pour laquelle l'impérialisme yankee a besoin de contenir le processus révolutionnaire, de détruire la volonté combattante des masses. Mais il n'a pu détruire St-Domingue qui n'a que 4 millions d'habitants, un petit pays sans poids économique dans le monde (si St-Domingue disparaissait du point de vue économique, on ne s'en apercevrait pas). Et cependant, pourquoi pèse-t-il tant socialement ? Pourquoi l'impérialisme se voit-il obligé d'accepter les élections, de retirer en partie ses troupes, de contenir son offensive militaire ? (même si aujourd'hui, ils tâchent de la reprendre). Après avoir essayé d'écraser les masse dominicaines et d'imposer une dictature militaire, ils ont dû accepter un gouvernement de transition et des élections du fait qu'ils n'avaient pas d'appui pour imposer une solution militaire. Ils ont une force économique et financière plus puissante que jamais, mais aucune force sociale. Là est la raison pour laquelle les armes ne décident pas. Les Chinois disent aujourd'hui la même chose. Les trotskystes, et avant eux, les bolcheviques, comme Marx et Engels, le disent depuis 1848.

Aujourd'hui, les Chinois découvrent cette vérité, mais en même temps ils continuent d'avancer d'une façon très limitée dans les conclusions que cette prise de position implique. Pour pouvoir l'appliquer, il faut le programme révolutionnaire et un appel aux masses à prendre le pouvoir. Il ne suffit pas de conclure que les armes ne décident pas, il faut organiser l'action pour que les armes servent à faire triompher l'action, la volonté de changement, de progrès, la révolution. Dans le capitalisme, les armes ne décident pas.

Mais lorsque les armes sont un instrument de progrès, le véhicule, le moyen pour imposer une solution historique progressiste, la révolution socialiste, alors elles deviennent décisives.

Cette conclusion n'est pas encore claire pour les Chinois. Cela est inhérent à leur compréhension. Les armes sont un intrument de décision lorsqu'elles expriment le progrès de l'Histoire qu'est la révolution socialiste, mais elles exigent alors l'organisation adéquate. Il faut la lutte pour le programme anti-capitaliste dans chaque pays, la lutte pour le front unique anti-capitaliste mondial, la lutte pour le progrès, qui part de l'action des masses pour des revendications comme les salaires, pour aller vers des occupations, le contrôle ouvrier, tout cela uni pour jeter à bas le capitalisme.

Les Chinois n'ont pas encore acquis la compréhension de tout cela, ni Guevara. Voilà pourquoi est parti Guevara. S'il avait compris à temps la nécessité de l'organisation de la lutte avec un programme, il aurait pu au minimum gagner à cette conception toute l'Amérique Latine ou au moins une influence immense, avec la possibilité d'organiser un courant dans tous les pays d'Amérique Latine ; des courants s'appuyant sur le programme anti-capitaliste. La preuve en est donnée par le Guatémala.

A partir de ce processus du Guatémala, s'ouvre une nouvelle étape de l'Histoire qui montre aux directions de la révolution coloniale, aux organismes qui luttent en Asie, en Afrique et en Amérique Latine contre l'impérialisme, que les guerillas, sans un objectif qui unisse et organise politiquement la population, se dissolvent.

Les guerillas, comme celle du Guatémala, doivent se développer comme un instrument d'organisation politique. C'est pour cela que notre travail depuis des années, est d'insister, de centrer la préoccupation de toutes les guerillas, des directions, des courants, des guerillas qui aspirent à la lutte anti-capitaliste de ne pas se limiter. Car si elles se maintiennent sur ce plan de terrorisme, d'action de répression, d'attentats, de séquestration, elles ne parviendront pas à progresser, à s'élever socialement et se décomposeront, car elles ne pourront pas attirer la population.

Au Guatémala, il a été démontré que des guerillas parties d'un point de vue strictement militaire, se sont transformées en organisation politique, en parti révolutionnaire avec un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste. Ceci est la plus importante expression, la plus élevée à cette étape de l'Histoire. Et Guevara ne s'appuie pas sur cela, il n'a pas su l'exploiter. Il avait ce processus devant les yeux, mais n'a pas su le voir. L'absence de vie politique à Cuba a empêché la direction de la révolution cubaine, l'équipe guevariste de tirer toutes les conclusions favorables de l'expérience du développement de la révolution socialiste. Il n'ont pu en conséquence attirer, organiser, avoir des points d'appui pour impulser les courants à l'intérieur et à l'extérieur de Cuba. La lutte dans les sommets, même lorsque les positions sont en grande partie correctes, si elle ne débouche pas sur l'organisation des masses, se perd. Car la volonté et la compréhension des directions sont toujours inférieures à la volonté combattive, à la décision des masses.

LE ROLE DU PROLETARIAT DANS LA REVOLUTION

La volonté de combattre de la base, dans les usines, les quartiers, les campagnes, est supérieure à celle des directions, même les plus conséquentes et révolutionnaires. C'est cette lutte historique qu'a menée Lénine dans le Parti Bolchévique et ce fut aussi son triomphe historique. Il a montré que même une direction des plus honnêtes dans l'Histoire (comme la direction bolchévique) n'a pu progresser qu'à travers le courant qu'était Lénine et sa recherche permanente pour recevoir l'influence des masses.

Les masses ont toujours, toujours démontré, dans les petites comme dans les grandes choses : problèmes des grèves, du contrôle ouvrier, de la lutte pour le pouvoir, qu'elles étaient au-dessus des directions. Les masses sont toujours disposées à aller au maximum de leurs possibilités. Entre les masses et la direction, il y a une énorme différence historique : les masses ne vivent pas préoccupées par les conclusions, par les difficultés ou par l'insécurité. Mais au contraire, elles vivent impulsées par leur propre sécurité, leur propre capacité. Leur rôle dans l'économie, dans la société leur fait sentir que la société dépend d'elles. Tel est le rôle du prolétariat dans la révolution, de par le fait de sa place dans la production.

C'est pour cela que dans tous les mouvements révolutionnaires, dans toutes les étapes révolutionnaires, comme celle que nous vivons, l'avantgarde prolétarienne est là où il y a la plus grande concentration, c'est celle qui peut s'exprimer. Ce n'est pas que la concentration permette toujours de s'exprimer, mais c'est le rôle du prolétariat dans la production qui donne de l'assurance : il entraîne le reste de la population pour l'élever jusqu'à sa propre assurance.

Les masses minières boliviennes sont inébranlables, invincibles car elles se sentent maîtresses de la Bolivie, le centre vital du pays. En plus de leur rôle dans la production, elles ont acquis une conscience.

Là est le rôle du Parti : pouvoir généraliser en partant de la compréhension, de la décision des secteurs les plus avancés du prolétariat, de ceux qui montrent avoir atteint la compréhension révolutionnaire, la décision des secteurs, des groupes, des tendances du prolétariat, du reste de la population. Tel est le grand rôle du Parti, mais à condition qu'il s'appuie sur le prolétariat.

Guevara n'a pas pensé à cela alors qu'il aurait dû y penser. S'il avait organisé en s'appuyant sur l'expérience la plus élevée qu'il avait, c'est-à-dire le trotskysme, s'il avait donné ouvertement la bataille, sans pour cela triompher, il aurait éveillé d'énormes forces à Cuba. Là et dans le reste de l'Amérique Latine, il aurait influencé à bref délai le développement de la révolution socialiste.

Ceci est un exemple montrant l'étape que nous sommes en train de vivre ; ce n'est pas un problème d'économie capitaliste.

Ce n'est pas la crise économique du capitalisme qui a de l'importance ; au contraire, elle est secondaire. Ce qui détermine le cours de cette étape de l'Histoire, le processus de cette étape de l'Histoire, c'est le développement incontenable de la révolution socialiste mondiale. La crise de croissance de la révolution en Asie, Afrique, Amérique Latine, la crise des partis communistes, de la bureaucratie soviétique, la crise sino-soviétique et le développement des tendances révolutionnaires, empiriques, sans conscience, sans programme, mais qui sont stimulées en cherchent à l'être, pour avancer avec le programme de la révolution socialiste.

Que discute-t-on en Indonésie ? Comment progresser ! C'est le fond de la crise. De là va surgir l'expérience de secteurs importants du Parti Communiste, c'est-à-dire de grandes masses, d'importants groupes et tendances : pour faire progresser la révolution indonésienne, ils vont comprendre qu'il faut éliminer les généraux de droite. Et pour les liquider, organiser des milices ouvrières et développer la démocratie socialiste des masses.

Dans cette crise de croissance de la révolution indonésienne, la possibilité pour les généraux réactionnaires de se maintenir — bien qu'ils aient essayé, durant une période, d'empêcher le développement de la révolution — ne se base pas sur leur propre force. Sinon, ils l'auraient utilisée. Leur force réside seulement dans l'indécision, la conciliation, la politique opportuniste du P.C. et des Chinois. D'un côté, cette politique et de l'autre côté, le manque de compréhension historique des Chinois qui mènent encore leur politique de « quatre classes », variante de la coexistence pacifique.

La politique des « quatre classes » n'est pas incorrecte, mais ses objectifs le sont. Qu'est-ce que la politique des « quatre classes » ? C'est un front unique des intellectuels, bourgeois, paysans ouvriers et militaires. On peut faire un front unique. Mais pour faire un tel front unique, il faut l'action indépendante du Parti Communiste, de l'action de classe, pour qu'en même temps que se fait le front unique, les masses luttent avec leurs objectifs révolutionnaires et appellent les paysans à prendre les terres.

Le manque d'une vie de parti, d'organismes, le manque d'organisation de tendances révolutionnaires n'a pas permis à Guevara de mener, imposer ou développer ses conclusions révolutionnaires. Il a voulu les maintenir dans les sommets. Il a essayé d'aller à la base, mais d'une façon très limitée et tardivement. Il n'a pas donné la bataille quand il était nécessaire, il n'a pas appris, ni su tirer les conclusions à temps. Il les a tirées, mais tard. Tard d'un certain point de vue, non du point de vue historique.

Tard d'un certain point de vue, parce que, s'il avait tiré les conclusions avant et organisé l'action en s'appuyant sur les trotskystes, il aurait organisé les tendances révolutionnaires. De cette manière, les Soviétiques auraient également attaqué, il aurait peut-être été expulsé aussi de Cuba, mais la tendance aurait pu se développer, mais elle va se développer. Parce que le cours objectif nécessite la tendance révolutionnaire.

Toute la comédie de Fidel Castro, la lecture de la lettre de Guevara, les apparents éloges de Guevara à Fidel Castro — parce que nous mettons en doute l'authenticité de la lettre — de même que nous ignorons si Guevara vit ou s'ils l'ont tué — et les éloges de Fidel Castro, présentant Guevara comme un grand révolutionnaire, n'auraient pas eu lieu s'il n'y avait pas une tendance guevariste révolutionnaire, voulant impulser la révolution socialiste à Cuba. Fidel Castro s'est appuyé sur cette comédie, pour faire du chantage aux Soviétiques, comme tout centriste. Il montre à la bureaucratie soviétique qu'il existe une importante tendance révolutionnaire pour limiter les concessions qu'exigent les Soviétiques. Ceci est la politique du centrisme, de chantage, de la commercialisation diplomatique.

IL N'Y A PAS DE BASE HISTORIQUE POUR LE CENTRISME DE FIDEL CASTRO

Staline a déjà montré que la seule possibilité pour le centrisme d'exister et d'avoir une certaine durée, c'est que la révolution n'avance pas. Quand la révolution avance, le centrisme n'a aucune base historique pour se soutenir. La révolution se développe, et Fidel Castro n'a aucune base historique pour s'appuyer dans sa politique de centrisme, entre les Soviétiques, Guevara, les Chinois et les Trotskystes.

C'est l'expérience historique de ce qui est arrivé avec Guevara. Mais cela indique aussi la profonde crise de Cuba. Toutes les mentions, toutes les concessions de Castro à la tendance guevariste — et parmi elles deux ou trois membres du nouveau parti — sont destinées à contenir la pression de la tendance révolutionnaire à Cuba. Mais pour combien de temps ? Fidel Castro démontre par cela, également, qu'il craint cette tendance ; il veut, en même temps, qu'il se défend des Soviétiques, se défendre de la gauche. Le Bureau politique du nouveau parti est contre les Soviétiques. C'est indubitable. Mais la politique est pro-soviétique.

Ce qui détermine l'Histoire, ce n'est pas les noms, ni les représentations diplomatiques, ni la politique objective que l'on mène, mais le programme et la finalité objective. Fidel Castro a appelé « Granma » le nouveau journal du nouveau parti, et il fait des éloges à Guevara, l'appelle un grand révolutionnaire, et il le liquide.

Si Castro reconnaît que Guevara est un grand révolutionnaire, et est d'accord, il doit l'appuyer. Et appeler, de la tribune, a appuyer cette politique et montrer les différences entre lui et Guevara. Guevara appelle à la lutte pour la révolution socialiste, l'insurrection armée, la révolution prolétarienne, contre la coexistence. Castro, lui, ne dit rien de cela : il fait l'éloge de Guevara : « Empêchons que Guevara ne parte, Guevara doit rester, doit exprimer sa pensée, doit lutter pour sa politique ».

Toute son attitude : le choix du nom « Granma » et l'éloge de Guevara, est faite pour esca-

(Suite en page 4)

APRES LES ELECTIONS :

Le gouvernement bourgeois va tenter de réimposer, par la répression, son autorité perdue

Transformer la cohésion acquise par les forces de gauche, en Front Unique anti-capitaliste

Les résultats des élections du 5 décembre indiquent un grand développement de la crise politique de la bourgeoisie, ainsi qu'une perte de son appui social bien plus importante que ce qu'elle-même supposait : les rapports entre le régime, les ouvriers et les paysans se sont tendus, entraînant une polarisation de classe.

De ces résultats découle clairement une double sensation : l'instabilité de la bourgeoisie ; un certain développement de la cohésion de la gauche, des forces anti-capitalistes.

Avec ces élections, l'autorité nationale et internationale du gouvernement du grand capital a reçu un grand coup. Le régime autoritaire « extra-parlementaire » que représente De Gaulle voulait tirer sa légitimité de la fiction d'un appui et d'une approbation majoritaires. Le gouvernement du grand capital, du grand commandement de l'armée, incarné par De Gaulle, s'appuyait sur la crise des partis bourgeois et du système parlementaire, sur la politique conciliatrice de la direction du P.C.F. et de la S.F.I.O. Mais ces élections montrent que De Gaulle n'a pu constituer aucune force politique stable. La politique internationale de l'impérialisme français s'est appuyée sur un équilibre si instable que la chute de l'autorité de De Gaulle est aujourd'hui un coup à toute cette politique et met en évidence son extrême faiblesse sociale et politique, intérieure et extérieure.

L'impérialisme et de grands secteurs de la bourgeoisie vont essayer de profiter de ce coup pour tenter d'imposer des changements à cette politique.

En France, la bourgeoisie est alarmée, tout comme l'ensemble de ses alliés atlantiques, du recul de De Gaulle, car elle a conscience que ce n'est pas au profit d'autres secteurs de son propre camp, mais à leur détriment.

Lecanuet, candidat appuyé par l'impérialisme américain et par les vieux secteurs bourgeois lésés par la politique de concentration du grand capital, n'a pas réussi à se présenter comme une alternative. Il a enlevé des voix à De Gaulle sur sa droite, tout en mettant en évidence la faiblesse et l'impuissance de tous les autres courants politiques bourgeois regroupés derrière lui.

A l'extrême-droite, il y a l'échec complet de Tixier-Vignancour, qui reçoit la moitié des voix recueillies dans le passé par Poujade, la moitié du pourcentage obtenu, il y a trois ans, par les « Algérie française ». C'est là une expression de l'échec du fascisme, déjà écrasé par la révolution coloniale. L'appui à Mitterand pour le second tour de Soustelle, Poujade, Lecanuet, Tixier-Vignancour et Sergent, exprime la crise complète, la dégringolade de cette droite. De son côté, Marcilhacy n'arrive pas non plus à réunir une force de droite.

C'est dans le vote à Mitterand — candidature présentée par le P.C.F., la S.F.I.O., le P.S.U., la C.G.T. — que s'est rassemblé tout le grand mécontentement existant dans la classe ouvrière, dans des couches de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie. Cette candidature n'a pas donné une véritable expression à ce mécontentement, ne donnant aucune forme d'intervention à ces forces. Ce n'est que d'une manière transitoire que la protestation s'exprime dans ce vote.

La bourgeoisie ne se trompe pas sur ce qu'il y a derrière Mitterand. Elle interprète ses voix comme potentiellement dangereuses pour sa stabilité. Elle a conscience que des secteurs larges de masses ont voulu intervenir pour manifester leur opposition, leur volonté anti-capitaliste en votant Mitterand, par manque d'une véritable expression propre.

Ce vote à Mitterand est loin d'exprimer toute la force anti-capitaliste qu'il y a dans les masses. L'analyse des résultats montre que Mitterand n'a pas reçu l'ensemble des voix P.C.F., S.F.I.O., P.S.U. et Radicaux. Les trois partis ouvriers à eux seuls auraient signifié un pourcentage de 36 %, et de 44 % si l'on inclut les Radicaux, alors que Mitterand reçoit moins de 32 %.

A l'échelle nationale et sur la région parisienne, Mitterand recueille la même quantité de voix que le P.C.F., la S.F.I.O., le P.S.U. en 1962, alors que, cette fois-ci, il y a en plus les Radicaux et 3 millions de nouveaux électeurs. Sur a région parisienne seule, il y a 300.000 électeurs de plus qu'en 1962 ; et, comme « L'Humanité » le reconnaît elle-même, la candidature Mitterrand non seulement n'a pas gagné de nouvelles voix, mais a diminué en pourcentage.

Dans des quartiers comme St-Denis, Ivry, dans des villes comme Marseille et dans différentes régions ouvrières, Miterrand reçoit moins de voix que ce qu'ont eu les candidats communistes, socialistes et le P.S.U. aux élections parlementaires de 1962 ou aux municipales de 1964. Même si les abstentions et les votes en blanc ont diminué, il y a 10.000 votes en blanc en banlieue, 11.000 à Paris, 6.000 à Marseille, et les votes à Barbu ne peuvent être analysés que comme un vote de protestation, d'opposition aux alternatives bourgeoises présentées.

L'avant-garde ouvrière n'a pas lancé les forces pour mener de l'avant la campagne. Plusieurs secteurs ont offert une grande résistance à la candidature Mitterrand et à son programme bourgeois. La base communiste, socialiste, a cherché à intervenir, à exercer son poids. Mais, face à l'absence d'une autre possibilité immédiate, des secteurs de l'avant-garde se sont pliés tout en conservant entière leur résistance.

La classe ouvrière ne s'est pas mon gramme et ses solutions pour gagner d'autres secteurs. Aucun nouveau secteur n'a été gagné. Mais la crise ouverte du gaullisme, que la perte de voix à De Gaulle a enregistrée, ce n'est pas l'alternative bourgeoise de Miterrand soutenu par le P.C.F. et la S.F.I.O. qui pouvait canaliser, attirer et récupérer les opposants. C'est la raison pour laquelle, même dans des quartiers ouvriers comme St-Denis, De Gaulle recueille 13.000 voix, tandis qu'à Ivry Miterrand ne l'emporte qu'avec 53 %. De Gaulle a reçu des voix à cause de l'influence de sa politique extérieure, mais surtout à cause du manque d'une perspective capable d'attirer tous ces secteurs derrière le front ouvrier.

En résumé, les élections ont montré la centralisation de la classe ouvrière, de secteurs paysans et de la petite-bourgeoisie, en même temps qu'une méfiance de secteurs de l'avant-garde contre le programme et le candidat bourgeois derrière lequel s'est faite transitoirement cette centralisation. Dans la période à venir, cette avant-garde tâchera de s'appuyer sur l'unification du front des masses pour faire avancer la lutte : la classe ouvrière va développer ses attaques, son offensive face à un gouvernement et à une bourgeoisie affaiblis.

Le deuxième tour se présente avec un grand affaiblissement du camp de la bourgeoisie, et celui-ci va tâcher de reconstituer son unité. Mais déjà, la bourgeoisie française et les autres impérialismes tâchent d'obtenir de De Gaulle des garanties, comme dit « Le Figaro », « des apaisements en matière de politique étrangère, intérieure, et sur les grands problèmes économiques ». D'une certaine façon, la discussion qui, pendant des mois, avant la présentation de la candidature de De Gaulle, s'est faite dans ce camp, reprend aujourd'hui publiquement, et Lecanuet s'en fait le porte-parole.

Mitterrand, qui a déjà le soutien de Tixier-Vignancour, tâchera de donner de nouvelles garanties d'une politique bourgeoise, parlementariste, en vue de rassembler les secteurs capitalistes.

Plus que jamais, il est clair que ce n'est ni le programme ni la candidature de Mitterrand qui peut donner expression à la force cohésionnée qui s'est montrée dans les élections, ni qui pourra attirer les secteurs populaires qui ont voté De Gaulle, mais qui se mobilisent dans les grèves, les manifestations ouvrières, paysannes, de la Fonction publique.

La bourgeoisie a perdu autorité, force et capacité politique pour continuer à gouverner. Le parlementarisme perdra encore du terrain car le capitalisme ne renoncera pas à sa centralisation, et le gouvernement tâchera de s'imposer par des méthodes de plus en plus dictatoriales, de plus en plus violentes, proches du coup d'Etat, pour tâcher de compenser son affaiblissement politique et social. Les méthodes autoritaires, anti-démocratiques, sont déjà utilisées dans la campagne pour le second tour, à l'O.R.T.F., etc. Cela montre que le gouvernement laissera tomber son masque démocratique pour imposer son pouvoir. L'armée reprendra un rôle plus grand dans la direction politique, comme cela s'est passé lors de l'avènement du régime.

La répression contre le mouvement ouvrier, les droits syndicaux et politiques des masses va se développer. De Gaulle tâchera de faire l'unité du camp bourgeois, d'attirer les secteurs qui ont soutenu Lecanuet, au moyen de cette répression, voire avec un élargissement du gouvernement. De toute façon, la crise politique déjà exprimée dans ces élections va se développer, y inclus dans l'U.N.R., dans les forces gaullistes : déjà, Debré associe démocratie avec désordre. L'« union » et l'« ordre » dont a besoin la bourgeoisie ont perdu de nouvelles bases sociales et politiques. Elle fait face à une opposition de plus en plus centralisée de la classe ouvrière et des masses ; aussi le gouvernement tâchera-t-il de s'imposer par la force.

La force des masses, en partie exprimée dans ces élections, devra s'exprimer et défendre dans la rue ses droits, disputer dans la rue chaque nouvelle conquête. Ce ne sera pas sous la direction de Miterrand, ni avec les méthodes parlementaires de Guy Mollet ou de Rochet, ni avec le programme présenté dans ces élections que la classe ouvrière trouvera ses instruments pour se battrecontre le capitalisme et contre le nouveau gouvernement bourgeois.

Les masses, qui ont montré déjà leur capacité de cohésion, trouveront dans un Front Unique des organisations ouvrières du P.C.F., de la S.F.I.O., du P.S.U., de la C.G.T., de F.O., de la C.F.D.T., de l'U.N.E.F., de la F.E.N., dans la lutte **pour les 40 heures, contre les licenciements, pour l'échelle mobile des salaires, pour l'expropriation et la mise en fonctionnement des usines par les ouvriers, pour le Pouvoir Ouvrier,** pour le triomphe de toutes les revendications, la force pour profiter de toutes les possibilités qu'ouvre cet affaiblissement du capitalisme. Cette force ne servira pas à renforcer une autre aile du capitalisme, mais fera avancer les intérêts indépendants des ouvriers, des paysans, des employés.

Nous appelons pour ce deuxième tour à renforcer le **Front Unique** contre le capitalisme, à préparer la grève générale, à maintenir le vote contre De Gaulle, contre Mitterrand, en mettant dans les urnes le programme ouvrier. Ce vote politique n'est pas une action individuelle ; il fait partie de la lutte pour la formation du courant révolutionnaire communiste, pour préparer et impulser le Front unique prolétarien dans la préparation de la grève générale contre le régime capitaliste.

Nous appelons à préparer immédiatement les grandes luttes d'après les élections (dans lesquelles le capitalisme va se lancer afin de reconstituer son front divisé et affaibli dans une offensive anti-ouvrière) pour imposer le programme, les revendications anti-capitalistes, pour faire triompher la politique et l'action ouvrière non pas sur le terrain électoral qui est celui de la bourgeoisie, mais sur celui de la lutte des classes dans les usines, les ateliers, les quartiers ouvriers, les campagnes, dans la rue.

Le mûrissement révolutionnaire

(suite de la page 5)

rationalisation des entreprises. Alors la classe ouvrière n'a aucune perspective à sa lutte si elle doit espérer que le parlement réponde à ses aspirations et à ses besoins.

Pour empêcher les fermetures, pour conquérir le contrôle ouvrier sur la production, la classe ouvrière ne peut compter que sur sa propre force, elle doit imposer sa volonté directement dans les usines. L'action des travailleurs ne doit pas s'orienter à faire pression sur le parlement, mais à occuper les usines menacées de fermeture, à les faire fonctionner et en vendre les produits, à organiser directement la dualité de pouvoir.

Même si les dirigeants de la C.S.T. reprennent dans leur programme certains points du programme de transition de la IVe Internationale, comme l'ouverture des livres de comptes patronaux, le contrôle ouvrier sur la production, la nationalisation des banques, c'est pour aboutir à une politique de conciliation avec le capitalisme ; comme cette « proposition de loi » le montre.

La même conception conciliatrice se manifeste dans la « Lettre ouverte au Congrès de la F.G.T.B. » publiée par « La Gauche ». Cette lettre supplie les dirigeants syndicaux de prendre la direction de la lutte anti-capitaliste des masses, faute de quoi la classe ouvrière serait démoralisée, confondue, abattue. « La Gauche » montre qu'elle a conscience de l'immobilisme de la direction F.G.T.B. devant l'offensive de la bourgeoisie, mais en même temps, elle laisse à cette même direction toute l'initiative de mener la lutte ! Ce n'est pas là un point de vue de classe, mais le résultat de la propre conception réformiste des dirigeants de la C.S.T.

La classe ouvrière voit elle aussi, l'immobilisme et la dégénérescence de sa direction syndicale, mais elle ne se détourne pas pour cela de la lutte. Elle cherche les moyens de s'organiser, d'avancer malgré les freins de l'appareil, de dépasser ses directions, et elle développe dans son avant-garde un courant révolutionnaire, qui s'est exprimé à plusieurs reprises dans des grèves, dans la formation de groupes d'usines et qui a contraint un secteur de la gauche socialiste à rompre avec le P.S.B. Par contre, les dirigeants de la C.S.T., devant l'immobilisme de la F.G.T.B. se lamentent et laissent éclater un véritable désespoir ! C'est parce que leurs propres idées réformistes et leur politique de conciliation avec tout l'appareil du mouvement ouvrier ne rencontrent plus de base d'appui.

La crise ne se trouve pas dans la classe ouvrière, ni dans son avant-garde, mais dans la C.S.T. elle-même. Et c'est une expression de toute la crise insoluble du réformisme.

Nous invitions fraternellement les militants de la C.S.T., ouvriers, étudiants, à discuter le programme et les conceptions de leur direction. Nous les invitons à engager le débat, parce que nous sommes convaincus que l'action de Mandel, Le Grève, etc., est un obstacle confusionniste dans le chemin de la lutte concrète contre le capitalisme en Belgique, dans cette étape.

La crise de croissance de la révolution mondiale

(suite de la page 3)

moter, pour tromper les masses. C'est l'expression du centrisme, toujours sensible à la pression de la révolution, mais sans le courage d'aller de l'avant et qui essaye de cacher cela sous des noms.

Staline a assassiné les révolutionnaires au nom de Lénine. Ce qui est important n'est pas le nom utilisé, mais la politique, le programme, les objectifs, l'organisation. C'est cela qui décide.

Dans son introduction aux thèses, Longo a dit que l'application de la coexistence pacifique, des réformes, serait déterminée par la résistance que fait la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie a déjà démontré sa résistance. Et celle-ci est claire. Le problème est de répondre.

Les masses ont déjà démontré comment elles sont disposées à lutter. Elles sont unifiées. La déclaration de Longo est destinée à faire du commerce avec la bourgeoisie, à lui dire : « Attention ! les masses sont en mouvement, elles sont unifiées, il faut leur faire des concessions, parce que moi, je ne peux plus contenir leur pression ». C'est ce qu'a dit Longo. Le reste est pour cacher et tromper les masses et pour apparaître comme ayant une décision de lutte.

Il ne faut pas craindre à Cubain les conséquences d'un arrêt de l'aide économique des Soviétiques. Il est possible que la bureaucratie soviétique coupe l'aide, ou coupe les achats, mais il n'est pas facile de le faire. La bureaucratie soviétique veut livrer le Viet-nam et n'a pas pu arriver à un accord avec Kennedy ; elle n'a pas pu, c'est pourquoi Krouchtchev est tombé, et c'est pourquoi le nouveau gouvernement va tomber.

Ils ont voulu livrer le Viet-nam — il suffit de lire les déclarations de Krouchtchev, l'année dernière — mais ils n'ont pas pu. Pourquoi ? Parce que les Etats ouvriers : l'Union Soviétique, Chine, Tchécoslovaquie, Pologne, etc., tous les Etats ouvriers n'ont pu permettre une avance de l'impérialisme en Asie. Il leur a fallu résister. Non pas la bureaucratie qui a peur et de la révolution et de la guerre atomique, car cela signifie sa disparition, mais l'Etat ouvrier en lui-même qui ne peut permettre une plus grande avance de l'impérialisme.

La même chose à Cuba. Pourquoi, en 1962, Kennedy n'a-t-il pas envahi Cuba ? Si l'impérialisme n'a pas envahi Cuba, c'est avant tout et surtout par crainte de la révolution latino-américaine. Pourquoi, avec la terreur militaire, n'ont-ils pas imposé une dictature à St-Domingue ? Ils avaient et ont intérêt à le faire et ils n'ont pas d'autre solution. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Qui les a retenus ? Les Soviétiques s'en seraient lavé les mains.

Nous rappelons que la bureaucratie soviétique a mis quatre jours pour en parler. Les premiers quatre jours, elle disait : « C'est une barbarie », « contre la démocratie », protestations bourgeoises. Ce sont les masses latino-américaines qui se sont mobilisées. Fidel Castro s'est tu. Il n'y eut pas un seul meeting à Cuba en défense de St-Domingue. En Italie, à des milliers de kilomètres, avec les problèmes qu'ont le prolétariat et les masses exploitées italiennes, il y a eu des meetings en défense de St-Domingue. A Cuba, la direction n'a organisé aucun meeting. Il y a eu des déclarations du gouvernement, de la direction syndicale, mais aucune mobilisation.

Il était nécessaire et il est nécessaire, pour lier les masses de Cuba, de St-Domingue et des Etats-Unis, de mobiliser les masses cubaines. La non-mobilisation des masses cubaines n'est pas un hasard. C'est pour ne pas entrer en conflit avec l'impérialisme. C'est une politique conciliatrice, et l'Etat ouvrier cubain n'en tire aucun bénéfice ; au contraire, car moins les masses interviennent et plus l'impérialisme est tenté d'avancer. Et plus interviennent les masses, plus l'impérialisme recule.

Nous en avons la preuve à St-Domingue. L'impérialisme et le capitalisme y ont des dizaines de milliers d'hommes, une capacité de feu immense, des tanks, des avions, des flottes complètes. Et au total, ils ne sont pas plus de quelques milliers de guerilleros, et ils sont en train de chasser l'impérialisme et lui ont provoqué une défaite plus importante que la défaite militaire.

La résistance des masses à St–Domingue, c'est ce qui est en train de provoquer la mobilisation aux Etats-Unis. Les masses des Etats-Unis voient l'impérialisme yankee puissant : avec des armes atomiques, des avions, des flottes, 140.000 bateaux, 500.000 avions pouvant transporter des bombes atomiques. Et le peuple nord-américain voit les masses du Viet-nam, de St-Domingue, sans rien, leur résister et les chasser. Cela élève la volonté des masses des Etats-Unis, élève leur compréhension et leur fait voir la faiblesse de l'impérialisme yankee. Elles voient les masses de ces pays, peu nombreuses, sans moyens économiques et militaires, le repousser. En conséquence, cela stimule l'action des masses nord-américaines.

Il est indubitable que ce ne sont toujours que des étudiants, mais ils sont 150.000, et dans les centres vitaux où se préparent les cadres politiques de l'impérialisme yankee, dans ces universités où s'élaborent et se préparent les cadres économiques, politiques, financiers qui soutiennent la structure politique de l'impérialisme yankee. Et presque dans ces lieux, la révolution mondiale a une influence. Pas grâce à la politique de Fidel Castro, ni de la bureaucratie soviétique, conciliateurs avec l'impérialisme, mais grâce à la lutte, à la résistance, à l'action volontaire, ininterrompue, des masses d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

C'est sur cela que Guevara devrait s'appuyer. C'est irremplaçable. Cette expérience faite par Guevara montre qu'à court délai, il y aura une lutte ouverte à Cuba. Fidel Castro n'a pas fait gratuitement une telle concession comme celle de présenter Guevara comme une révolutionnaire et de le présenter en réalité comme ayant raison. Il ne lui a fait aucune attaque politique ; au contraire, il a fait un éloge de l'action révolutionnaire de Guevara.

En 1927 et dans les années suivantes, Staline a assassiné tous les opposants et les a présentés comme des ennemis, agents du capitalisme. Encore aujourd'hui, les partis communistes présentent les trotskystes et oppositionnels de gauche comme des agents du capitalisme. Mais chaque fois avec moins de force. Fidel Castro n'a pas pu présenter Guevara comme un agent du capitalisme, mais il a dû le présenter comme un révolutionnaire. Mais il a fait cela à cause de la pression des masses.

Quand Fidel Castro a lu la lettre que lui a adressée Guevara, quand il a dit : « Ceci est la lettre de Guevara », il y a eu cinq minutes d'applaudissements ininterrompus. Quand Castro a voulu recommencer à parler au nom de Guevara, il y a eu une nouvelle interruption de plusieurs minutes et les cris de « Vive le comandant Guevara ! ». Mais plus important encore que cette réunion, reflétant l'appui à Guevara, à la politique menée par Guevara, c'est que les changements à Cuba n'ont pas été discutés.

(Suite au prochain numéro)

Salut à la reparution de « LA NOUVELLE DEFENSE »

La Classe Ouvrière avance dans la construction de sa nouvelle direction

La nouvelle loi unique n'est qu'un maillon dans la chaîne des tentatives d'attaque de la part du patronat au niveau de vie de la classe ouvrière et son droit au travail. Il devient clair que la moindre concession ne peut plus être supportée par la bourgeoisie, qui doit constamment préserver et augmenter ses marges bénéficiaires. Pour ce faire, malgré la concurrence accrue du Marché Commun, et à l'échelle mondiale, le capitalisme a besoin de concentrer ses capitaux et de les investir dans des secteurs qui sont rentables pour lui. De là la nécessité des fermetures d'entreprises. D'autre part, il lui faut baisser le coût de production et augmenter la productivité, au moyen de l'automation, ce qui lui permet de produire plus avec moins de personnel. Là est la raison des licenciements. C'est un ensemble logique, inhérent au système capitaliste.

Il est impossible de rompre cette logique, en voulant garder intact le système même. Pourtant, c'est le rôle que les directions ouvrières politiques et syndicales se proposent de jouer : aboutir à certaines réformes au moyen de négociations et pourparlers sans fin, et ce au moment où la classe ouvrière exprime sous mille façons sa volonté de combat contre le capitalisme, pour la réalisation de ses revendications économiques et surtout sociales. Objectivement, cela revient à un rôle de frein et de sabotage de la lutte de classe, qui vise à dévier l'attention et à tromper la classe tout entière

Mais l'avant-garde ouvrière n'a pu être endormie. Depuis la grève de 1960-61, elle n'a cessé d'accumuler des expériences, d'élever son niveau de mûrissement, et elle a observé critiquement sa direction politique et syndicale. Elle a constaté que, au fur et à mesure que sa direction avançait dans son rôle de collaboration avec le patronat, en esayant de se faire le porte-parole des intérêts patronaux, la démocratie syndicale était supprimée progressivement, que les acords sont conclus hors du savoir de la classe, que même en cas d'assemblées d'usine, la délégation ne tient plus compte du point de vue des ouvriers. Et son attitude n'a pas été de résignation. Tout en maintenant son centre de classe, l'avant-garde a continué sa lutte pour les revendications de la classe. Et au cours de cette lutte, elle est arrivée à un haut niveau de sécurité dans sa propre force.

Déjà, la bureaucratie syndicale ne peut plus contrôler et contenir cette lutte, qui s'exprime avec tant de décision, que des secteurs de la bureaucratie, qui sont en contact direct avec la base, doivent donner une certaine réponse à la pression. La régionale F.G.T.B. des Métallurgistes du Centre en est encore une preuve. Ici s'exprime toute la contradiction entre les prises de position et les manœuvres d'une bureaucratie qui veut maintenir la lutte dans les limites « légales », mais qui, en même temps, doit défendre sa fonction, son existence en se faisant le porte-parole indirect de sa base. Cela n'a aucune logique de mettre ensemble l'option que « des mesures légales doivent être prises pour empêcher les fermetures des entreprises » et de réclamer « le contrôle ouvrier le plus large », sinon la logique de l'avance de la lutte de classe et la décision de l'avant-garde ouvrière, qui se réflète dans les prises de position d'une partie de sa direction. Cela ne veut pas dire que ces dirigeants sont disposés à lutter effectivement pour le « contrôle ouvrier ». Mais cette partie de la bureaucratie constate que la classe, faute d'une direction résolue, qui se base sur un programme anti-capitaliste et le défend avec des méthodes de lutte de classe et révolutionnaire, s'est lancée dans une lutte de plus en plus indépendante, qui tend à créer une propre direction. Elle sent que, dans ce cas, son rôle et son existence sont menacés. Alors elle donne une réponse dans la forme, en gauchissant ses déclarations, en essayant de les concilier avec la méthode de lutte « légale ». Mais, de moins en moins, cette conciliation reste possible. Parce que l'avant-garde ne va pas se contenter de déclarations. Elle veut passer à l'action. Elle va renforcer sa lutte indépendante, sortir avec des propres initiatives d'organisation, des propositions à l'action, des actions concrètes.

Cela trouve son expression dans les multiples mobilisations et grèves, qui éclatent continuellement, sous l'impulsion de comités d'ouvriers. Aussi la reparution de « La Nouvelle Défense » (bulletin d'information des ouvriers verriers de Belgique). Ce bulletin a vu le jour, il y a presqu'un an, en réponse du rôle traitre de la délégation syndicale. L'objectif était d'unir les ouvriers verriers dans un Front Unique à la base, pour former un groupe de pression syndicale. C'était l'expression d'un courant révolutionnaire, qui cherchait à se développer. Et si les ouvriers verriers ont senti la force pour ce faire, c'est que dans toutes les usines, dans les syndicats et les partis politiques existent de pareilles tendances, qui vont sortir à la lumière dans un bref délai. « La Nouvelle Défense » était l'expression de tout un courant, qui n'a pas pu être écrasé, malgré le jeu des directions politiques et syndicales, qui ont voulu contenir cette initiative, en déviant la lutte vers des objectifs réformistes. Le résultat apparent de cette politique amenait la disparition du bulletin, parce que l'ensemble du courant ne voulait pas changer la politique traitre de son organisation syndicale pour un autre réformisme, et ne se sentait pas encore la force organique pour continuer son initiative. Le bulletin a disparu, mais non la combattivité et la décision, qui ont continué à se développer. Et voilà que « La Nouvelle Défense » vient de réapparaître ! Ce n'est pas l'initative d'un groupe d'ouvriers seulement, qui agit pour son propre compte, mais l'expression des ouvriers, tous ensemble, qui ont maintenu leur pression et qui font connaître leur désir d'organiser leur Front Unique à la base. Là est le sens de l'appel aux ouvriers verriers flamands pour lutter ensemble contre « la bureaucratisation des organisations syndicales et l'ennemi commun : le capitalisme ».

Ainsi s'est vérifiée l'analyse de notre Parti, au moment que « La Nouvelle Défense » commençait à refléter des positions réformistes. Nous avons dit qu'il n'y avait aucune perspective dans cette lutte, que le bulletin n'allait plus être soutenu par l'ensemble des ouvriers et était voué à l'échec, si le programme anti-capitaliste et révolutionnaire et la lutte indépendante en Front Unique à la base étaient abandonnés. Et nous avons insisté avec nos appels à « La Nouvelle Défense », aux courants révolutionnaires qui se développent partout, pour continuer la lutte indépendante sur la base d'un programme anti-capitaliste et révolutionnaire. Avec la réapparution de « La Nouvelle Défense », il est montré qu'inévitablement au cours de sa lutte, l'avant-garde doit rencontrer le programme et l'organisation révolutionnaires. C'est cela le Trotskysme.

Nous saluons la reparution de « La Nouvelle Défense» et surtout l'élargissement du Comité avec des camarades des Glaceries d'Auvelais, comme expression du fait que toute l'avant-garde ouvrière est décidée à la lutte pour la construction de sa propre direction. Nous encourageons et soutenons ces camarades dans leur lutte pour la démocratie syndicale, qui doit permettre à l'ensemble de la classe d'exprimer ses revendications anti-capitalistes.

Il n'y a plus de temps pour attendre que la délégation syndicale fasse son « mea culpa » et redonne la parole aux ouvriers. Ce n'est que par la décision et la force de la lutte de tous qu'ils vont y être contraints. Lutter pour la démocratie syndicale est avancer dans la lutte indépendante contre la fermeture d'entreprises, contre les licenciements, pour la réduction du temps de travail en y donnant une réponse anti-capitaliste : pour l'échelle mobile des heures de travail et des salaires, ouverture des livres de comptes, contrôle ouvrier. Imposer que tous les problèmes soient discutés en assemblée, afin de définir les actions concrètes qui s'imposent. Il ne faut plus permettre que la délégation défende son opinion : elle est mandatée par les ouvriers et doit défendre l'opinion exprimée dans les assemblées, même si ce n'est pas la leur. Sinon la délégation n'a aucune justification et doit être réélue ! Mais pour arriver à ces fins, il est nécessaire que la classe fasse peser toute sa force et décision combattive. Ainsi, il faut que « La Nouvelle Défense » et comme partie intégrante de tout un courant révolutionnaire qui mûrit, renforce sa lutte, en se définissant clairement sur la base d'un programme anti-capitaliste et révolutionnaire, qui soit réellement l'expression des intérêts de la classe ouvrière.

Aux Camarades Pro-Chinois :

Les problèmes linguistiques sont de faux problèmes, en Belgique aussi bien qu'au Burundi !

« La Voix du Peuple » parle, dans un article sur le Burundi, de « l'urgence de former un véritable parti révolutionnaire solidement implanté dans les masses Hutu et Tutsi ». L'auteur ajoute : « Lui seul permettra au peuple burundi d'éliminer les faux problèmes ethniques, créés et entretenus artificiellement par les impérialistes occidentaux. Lui seul permettra au Burundi d'accéder à une véritable indépendance nationale ».

Nous demandons aux camarades pro-chinois pourquoi ils n'appliquent pas le même critère, la même analyse, pour traiter du problème des Wallons et des Flamands.

Puisque au Burundi, les différences raciales entre Hutu etTutsi n'ont pas l'importance que les impérialistes et les féodaux nationaux veulent leur donner, pour essayer d'empêcher l'unification des masses, puisqu'« un véritable parti révolutionnaire solidement implanté dans les masses peut éliminer les faux problèmes ethniques », que dire de la Belgique ?

La Belgique est un pays capitaliste développé et, par conséquent, elle compte avec un prolétariat puissant et organisé, qui a derrière lui une longue tradition de lutte et chez qui la conscience de classe et le sentiment de son unité comme classe dans tout le pays sont clairement développés, comme cela s'exprime dans les luttes et dans le Front Unique établi de fait !

Ici, la manœuvre « linguistique » de la bourgeoisie apparaît de façon encore plus évidente : elle essaie d'utiliser des couches petites-bourgeoises pour imposer son idéologie et essayer de confondre les masses en les divisant.

Les divisions linguistiques entre Wallons et Flamands sont réellement un faux problème créé par la bourgeoisie et soigneusement entretenues par les directions réformistes. Les masses exploitées le comprennent et elle s'unissent dans la lutte.

Ce dont il s'agit, c'est de créer en Belgique, comme partout dans le monde, une direction révolutionnaire, armée d'une compréhension marxiste de tous les problèmes et qui applique, dans l'analyse comme dans l'organisation et dans l'action, le marxisme révolutionnaire, ce qui lui permettra de se transformer en direction de masses en se liant à celles-ci dans la construction d'un courant marxiste révolutionnaire.

C'est ce manque d'une complète compréhension marxiste qui empêche les camarades de « La Voix du Peuple » de voir que le problème des relations entre Wallons et Flamands est aussi faux que celui des conflits entre Hutus et Tutsis, même si, du fait de différences historiques entre les pays, ces problèmes pèsent plus lourd au Burundi.

Nous invitons les camarades de « La Voix du Peuple » à approfondir leurs analyses et à appliquer à tous les problèmes les principes de la dialectique marxiste révolutionnaire. C'est dans cette voie qu'ils feront échec aux pressions des couches petites-bourgeoises qui transmettent l'idéologie capitaliste au sein même du mouvement ouvrier et révolutionnaire. C'est par l'étude et la discussion avec les militants révolutionnaires qui mûrissent dans le prolétariat belge qu'ils dépasseront des slogans comme « indépendance nationale » et « impérialisme flamand » pour participer à l'élaboration du programme d'un Front Unique Prolétarien, base pour la constitution, en Belgique, d'un courant révolutionnaire de masses.

LE MURISSEMENT REVOLUTIONNAIRE DES MASSES...

et l'impuissance de la conception réformiste du nouveau Parti Socialiste « De Gauche »

Le meeting organisé par la C.S.T., avec Mandel et Le Grève, a mis clairement au jour les méthodes et la politique réformistes de ce nouveau parti socialiste de gauche et a montré en même temps son impuissance à faire face au mûrissement de l'avant-garde vers la formation du courant révolutionnaire dans la lutte pour le programme anti-capitaliste.

L'absence de militants d'avant-garde à ce meeting de Charleroi n'est pas le produit, comme le prétend Mandel, de la démoralisation de la classe ouvrière, mais bien de son rejet de la politique et des conceptions réformistes du nouveau parti, et montre l'attitude critique de l'avant-garde envers ce parti.

Mandel, depuis des années, a renié le programme et les méthodes révolutionnaires du trotskysme et il a pour cette raison, été expulsé de la IVe Internationale. Aujourd'hui, c'est sur la classe ouvrière qu'il rejette son propre scepticisme d'intellectuel petit-bourgeois devant les perspectives de la révolution, sa propre impuissance et incapacité à construire un courant et une direction révolutionnaires de l'avant-garde en Belgique !

En reniant depuis longtemps les idées du marxisme-révolutionnaire, il a perdu aujourd'hui complètement la possibilité de voir, de sentir le mûrissement révolutionnaire dans le pays.

Cela s'est exprimé dans son attitude arrogante et bureaucratique devant des camarades qui voulaient lui montrer qu'il ne disait pas la vérité et que, contrairement à sa pensée, la classe ouvrière était disposée à se battre. Pour toute réponse, il s'est irrité et a réagi avec des méthodes terroristes de bureaucrate pour les faire taire. C'est une complète dégénérescence chez lui ! Il se met en rage lorsqu'un ouvrier lui lance à la figure sa politique réformiste et son scepticisme ; mais lorsque Glinne, en janvier dernier, capitulait devant l'appareil du P.S.B. et restait aux côtés de Spaak, « La Gauche » continuait à le considérer comme une « honorable personnalité ». Au travers de cette attitude, de cet exemple, les militants sincères de La Gauche, de la C.S.T., qui cherchent à avancer vers le programme révolutionnaire, peuvent voir pourquoi, avec une telle direction, ils n'arrivent pas à entraîner l'avant-garde du prolétariat belge.

Le fond de la question est que la politique et les méthodes réformistes, même exprimées avec des paroles plus « rouges » ne convainquent pas cette avant-garde.

L'échec du meeting de Charleroi en est une nouvelle démonstration. Pour pouvoir répondre à la maturité des conditions pour l'organisation du courant révolutionnaire, il faut avancer le programme révolutionnaire, qui donne une alternative claire, une réponse de classe, à tous les problèmes posés par le processus qui se développe en Belgique. Le programme de la C.S.T. ne donne pas une telle alternative.

Un nouvel exemple est donné par les prises de position de Le Grève qui, d'autre part, a eu l'impudence, le public restreint ne satisfaisant pas son attente, de ne pas prendre la parole au meeting de Charleroi, alors que la propagande diffusée l'annonçait comme principal orateur !

Celui-ci propose que le parlement vote une loi interdisant, dans certaines conditions, les fermetures d'entreprises et permettant ainsi de sauvegarder la sécurité d'existence de la classe ouvrière. L'action de la classe ouvrière dans cette perspective est envisagée simplement comme un moyen de pression sur le Parlement. Cette position est réformiste et sans issue ! Le parlement est et restera un instrument dont la bourgeoisie se sert pour imposer sa domination de classe. Et le maintien de son pouvoir de classe capitaliste, exige pour elle des mesures de fermetures, de concentration, de

(Suite en page 4)

APPEL URGENT !

La phase actuelle de la lutte de classes en Belgique rend encore plus nécessaire le rôle d'orientation et de direction révolutionnaires de « Lutte Ouvrière ». C'est pourquoi les militants révolutionnaires du P.O.R. (T.) font actuellement d'énormes efforts pour pouvoir maintenir la sortie bi-mensuelle et sur 8 pages de « Lutte Ouvrière ». Mais le soutien à « Lutte Ouvrière » est un devoir pour toute l'avant-garde révolutionnaire belge.

Nous lançons un appel urgent à cette avant-garde, à tous les militants révolutionnaires des partis ouvriers, à tous les camarades qui, dans les usines et à l'intérieur de leurs partis respectifs, luttent pour la cause de la révolution belge. Nous faisons appel à tous ceux qui lisent régulièrement ou périodiquement notre journal. « Lutte Ouvrière » a besoin de votre aide !

Nous appelons à former, dans les usines, des groupes d'ouvriers pour lire, discuter et diffuser « Lutte Ouvrière ».

Que chaque militant ou chaque groupe s'abonne et fasse des abonnements autour de lui !

Que chaque militant, chaque groupe nous envoie des idées et des propositions pour la diffusion du journal.

Que chaque groupe recueille des cotisations de soutien et nous les envoie.

Nous appelons tous ceux qui lisent déjà notre journal à s'abonner et à nous envoyer des cotisations régulières. Que tous ceux qui en ont les moyens souscrivent un abonnement de soutien.

Que tous ceux qui lisent notre journal considèrent que leur aide est nécessaire. A tous, nous répétons notre appel !

QUE CHAQUE SYMPATHISANT ENVOIE UNE COTISATION SPECIALE POUR LE SOUTIEN A « LUTTE OUVRIERE » !

QUE CHAQUE LECTEUR DEVIENNE UN ABONNE !

QUE CHAQUE ABONNE FASSE DE NOUVAUX ABONNES !

REPONSE DU P.O.R.(T.) A UN APPEL DU " VIET-NAM DAY COMMITTEE „

Devant le développement des luttes et les triomphes de plus en plus éclatants remportés par le peuple viet-namien, devant le développement d'une situation révolutionnaire dans toute une série de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, devant le renforcement du courant de solidarité révolutionnaire avec la lutte du peuple viet-namien dans les pays capitalistes, dans les Etats Ouvriers et en particulier en Union Soviétique, l'impérialisme américain se trouve de plus en plus acculé.

Après l'échec des tentatives des divers « messagers » anglais, français, italiens, devant l'impossibilité pour la bureaucratie et l'impérialisme d'arriver à trouver un terrain de négociation, la prétendue suspension actuelle des bombardements constitue une des dernières tentatives, de la part des Etats-Unis de donner un prétexte à la bureaucratie soviétique pour entamer des négociations, tentative qui échouera comme les précédentes, car aucune des deux parties ne peut plus céder : tout accord impliquerait au moins le départ des troupes américaines, et la seule chose que les Etats-Unis ne peuvent pas faire, c'est se retirer.

Pour ne pas « continuer à perdre la guerre », pour ne pas voir s'écrouler ce qui leur reste d'autorité, pour ne pas accroître les facteurs de décomposition et de démobilisation au sein de leurs propres troupes, les Etats-Unis vont se trouver devant la nécessité d'intensifier la guerre, comme les destructions de cultures et de centres industriels, ainsi que l'extension des combats au Cambodge en sont des préfigurations.

C'est pourquoi le Pape et les représentants de la tendance la plus lucide de l'impérialisme, qui voient dans une guerre totale contre le Viet-nam et la Chine Populaire, le déclenchement de la guerre mondiale et que celle-ci verra la défaite et la liquidation de l'impérialisme, multiplient en ce moment les efforts pour essayer d'arriver à un accord avec les dirigeants de l'U.R.S.S. Mais la liquidation de Mikoyan, les manifestations de masses en faveur du Viet-nam en U.R.S.S. et les récentes prises de position des Soviétiques, indiquent clairement que ceux-ci non plus ne peuvent plus céder sous peine d'être liquidés eux-mêmes. En 1962, Mikoyan était envoyé à Cuba pour « convaincre » Castro de la nécessité d'accepter un pacte avec l'impérialisme ; en 1965, Mikoyan doit être liquidé et les dirigeants soviétiques doivent faire des déclarations par lesquelles ils avertissent les Etats-Unis que si l'agression se poursuit, ils vont être obligés d'intervenir de plus en plus directement et que le peuple soviétique ne supportera pas un nouvel accord sur le dos des masses révolutionnaires du Viet-nam.

Nous publions ci-dessous un appel du Viet-nam Day Comittee auquel nous nous associons et qui montre qu'aux Etats-Unis, se développe un courant qui suit attentivement les développements de la guerre et qui est décidé à se joindre au courant de solidarité mondial avec les masses du Viet-nam. Il y a cependant une contradiction entre le fait de dénoncer le caractère impérialiste de cette agression américaine et le fait d'entretenir l'illusion qu'on puisse y mettre fin par des manifestations et des pressions sur des gouvernements capitalistes, comme le gouvernement belge, par exemple.

Le seul soutien efficace à apporter aux masse révolutionnaires du Viet-nam, c'est le développement de la lutte révolutionnaire anti-capitaliste dans chaque pays, et à l'échelle mondiale.

Manifester sa solidarité avec le peuple viet-namien, aux Etats-Unis, c'est non seulement dénoncer l'agression impérialiste des troupes américaines, mais lier cette dénonciation aux revendications anti-capitalistes du peuple américain, des millions de chômeurs, du prolétariat noir.

Lutter contre l'impérialisme américain, en Belgique, c'est lutter pour la révolution socialiste en Belgique même !

Nous appelons une fois de plus, les ouvriers, les militants des organisations ouvrières, partis et syndicats belges à s'organiser et à lutter au sein de leurs organisations pour impulser celles-ci à exprimer leur solidarité avec la révolution viet-namienne et à avancer vers la réalisation en Belgique d'un Front Unique anti-capitaliste.

Pour une manifestation centrale des partis et des syndicats, de tous les militants anti-capitalistes et anti-impérialistes belges, contre l'impérialisme américain et contre les atteintes portées par le gouvernement au niveau de vie et aux droits des travailleurs.

Pour le Front Unique anti-impérialiste mondial des masses révolutionnaires et des peuples des Etats Ouvriers.

Pour le soutien inconditionnel de la Révolution Viet-namienne !

VIET-NAM DAY COMMITEE
2407 Fulton Street
Berkeley, California
USA

17 Décembre 1965.

CHERS AMIS,

Selon les dernières nouvelles circulant à l'O.N.U. (le 14 décembre 1965), il est probable qu'après la cessation des bombardements contre le Viet-nam proposée pour la semaine de Noël, le gouvernement Jonhson va déclarer la guerre (on ne dit pas à quel pays).

Le lendemain du jour où ces nouvelles circulèrent, on a annoncé le bombardement de la grande centrale hydro-électrique située près de Haïphong, au Nord-Viet-nam. Si ces informations sont exactes, le gouvernement de la République Démocratique du Viet-nam — avec lequel les Etats-Unis feignent de vouloir négocier pendant l'interruption des bombardements — va se trouver devant la difficile situation d'avoir à risquer sa propre existence en tant que nation s'il rejette les exigences américaines.

2) Nous proposons à tous les groupes qui, partout se consacrent à la cause de la paix, ainsi qu'à toutes les organisations et à toutes les personnes qui s'opposent à la guerre, de demander publiquement aux Etats-Unis de prouver leur volonté de voir se rétablir la paix en Indochine en suspendant dès maintenant les bombardements pour une durée illimitée.

2) Comme il est fort probable que les Etats-Unis vont bientôt étendre la guerre et bombarder les grandes agglomérations viet-namiennes, il est urgent que tous les groupes qui s'opposent à la guerre répondent immédiatement, dans le monde entier, à cette nouvelle situation. Nous proposons donc que dès que la déclaration de guerre ou les bombardements seront connus, que des manifestations soient déclenchées dans toutes les capitales de pays, devant les ambassades américaines, devant les consulats, les bibliothèques, les bases militaires, et cela dans le plus grand nombre possible de pays. Une telle réponse pourrait se transformer en une « escalade » du mouvement contre la guerre.

3) Il se peut également qu'une fois la guerre déclarée, le gouvernement américain mette brutalement fin aux manifestations aux U.S.A. même. Nous comptons donc sur nos amis. Nous sommes sûrs que vous allez continuer le travail commencé à travers le monde ,poursuivre l'effort nécessaire pour mettre en évidence la vérité en ce qui concerne cette guerre et vous efforcer de convaincre vos gouvernements qu'il faut y mettre fin.

Vos amis dans la lutte.

Suzanne POLLARD, Chairman International Committee Viet-nam Day Committee.

En Espagne :

Développer les comités de Front Unique dans tout le pays, pour renverser Franco.

Nous publions ci-dessous l'éditorial du numéro de la première quinzaine de décembre de « Lucha Obrera », organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), section espagnole de la IVe Internationale.

« Lucha Obrera », le seul journal révolutionnaire édité clandestinement et régulièrement à l'intérieur même de l'Espagne franquiste, répond, avec l'analyse et les consignes immédiates concrètes de la IVe Internationale à la nouvelle phase ascendante de la Révolution Espagnole.

Les consignes de « Congrès National des Syndicats Libres Ouvriers, Paysans et Etudiants » et de « Comités de Front Unique, partout, à la base, pour préparer le renversement révolutionnaire du régime fasciste et capitaliste de Franco », agitées actuellement en Espagne par le P.O.R. (T.) ont été élaborées par le Camarade J. Posadas, en conculsion de son analyse sur la situation révolutionnaire en Espagne « Le Gouvernement Ouvrier et Paysan est la seule issue pour la crise sociale et économique ».

Le développement actuel, à travers des articles sur le développement des manifestations estudiantines, confirme la justesse de ces consignes.

DEVELOPPER LES COMITES DE FRONT UNIQUE DANS TOUT LE PAYS, POUR RENVERSER FRANCO

Sous la pression constante de la lutte du prolétariat, des paysans, des étudiants, de la petite bourgeoisie pauvre, sous les coups des mobilisations, des grèves et des manifestations de rue, face à la décomposition de la bourgeoisie, le régime fasciste et capitaliste de Franco essaie de freiner le développement des luttes et de « réparer » sa propre décomposition sociale. Toute la presse espagnole signale ouvertement le danger de la situation actuelle et crie à la nécessité d'un changement, tout en montrant les dangers d'un tel changement : il faudrait trouver une solution idéale pour que celui-ci puisse se faire sans dommages. Des secteurs bourgeois, comme l'Opus Dei, font pression sur le Gouvernement pour qu'il cède, pour qu'il leur laisse la place, tout en se lançant à toutes sortes d'acords avec les vieilles directions ouvrières en exil pour leur demander leur aide. L'inopérante réforme de la Loi sur la Presse, la discussion aux Cortès sur la réforme de l'article 222 du Code qui réprime les grèves, les rumeurs relatives à de prochaines élections, tout ceci entre dans le cadre du même processus qui conduit au renversement de Franco et à la liquidation du système capitaliste.

Le pacte que viennent de signer les anarchistes — la direction en exil — (avec les représentants des syndicats fascistes) illustre bien la politique des vieilles directions ouvrières qui sont disposées à collaborer avec la bourgeoisie pour essayer d'empêcher la mobilisation révolutionnaire de toutes les masses exploitées espagnoles. Les dirigeants communistes critiquent ce pacte, mais Carillo lui-même expose, dans un document global tout un programme de main tendue à la bourgeoisie, dans lequel il démontre que le Parti Communiste s'opposera à toute violence, qu'il fera tout pour canaliser la situation, « éviter les désordres » et qu'il protégera la propriété privée, indemnisant tout ce qu'il sera nécessaire d'exproprier.

Tout ceci démontre la profonde crise du régime et, en même temps, la politique de toutes les vieilles directions, face à un mouvement qui s'éveille et s'unifie dans tout le pays avec l'objectif immédiat de renverser Franco.

Les grèves en Asturie, au Pays Basque, les grèves et manifestations des étudiants et des ouvriers agricoles, l'appui que ces luttes reçoivent dans des secteurs de la petite bourgeoisie pauvre, montrent que les masses espagnoles sont en train de se préparer, dans leur conscience, mais aussi de façon organisationnelle, pour de grandes mobilisations révolutionnaires et que ce qu'elles recherchent, ce n'est pas une issue « démocratique bourgeoise », mais bien une issue révolutionnaire, la seule qui réponde à leurs intérêts de classe.

Les leaders intellectuels bourgeois, comme Tierno Galvan et Cie, dont le but est aussi d'essayer de canaliser cette situation à leur profit et de s'appuyer sur les mouvements actuels pour se présenter comme une solution de rechange, tout en essayant de contrôler et de dominer le processus. Mais tout le développement des luttes est en train de montrer que le mouvement révolutionnaire avance indépendamment de ces manœuvres à la recherche de voies révolutionnaires et d'un centre sur lequel s'appuyer pour se lancer à l'assaut du régime.

Le fonctionnement, public maintenant dans les usines, de Syndicats Révolutionaires clandestins, les réunions de comités de quartiers et de comités d'usines ou de mines, comme il s'en tient en Asturies, les réunions et assemblées libres des étudiants, montrent que dans le processus même de leur élévation, les luttes posent de nouvelles nécessités organisatives et d'action. Il est nécessaire une unification autour d'un programme révolutionnaire qui englobe les revendications de toutes les masses exploitées espagnoles et les unifie en un FRONT UNIQUE REVOLUTIONNAIRE dans la lutte contre le régime.

La lutte pour les revendications démocratiques, pour les droits à la syndicalisation, le droit de grève, la liberté d'association, de fonctionnement de partis politiques est unie à la lutte pour les revendications de salaires et autres revendications économiques : Echelle Mobile des Salaires et des heures de travail, pas de licenciement, contrôle ouvrier, salaire minimum vital. Et ces luttes rendent nécessaires les formes organisationnelles capables de coordonner les luttes à échelle du pays tout entier et de le mener en avant.

Il est nécessaire un plan et des mobilisations tendant au Front Unique des syndicats ouvriers et les syndicats paysans et étudiants, pour se mobiliser ensemble pour le triomphe de ces revendications communes.

Dans le même temps, ces syndicats qui fonctionnent déjà ouvertement dans les usines, dans certaines zones agricoles, dans les universités et facultés, doivent apparaître publiquement, en lançant des appels publics à la petite bourgeoisie pauvre, aux intellectuels, et en appelant à la convocation d'un Congrès National Libre des Syndicats Ouvriers, Paysans et d'Etudiants, congrès qui se pose pour tâche d'établir le programme du Front Unique pour le renversement de Franco.

Il faut appeler à des mobilisations nationales, à des meetings, à des manifestations, à des grèves, tout en développant dans tout le pays des COMITES DE FRONT UNIQUE POUR LE RENVERSEMENT DE FRANCO à tous les niveaux dans les usines, dans les mines, dans les quartiers ouvriers, dans les villages et les réunions agricoles, dans les Universités et les Facultés : des comités de Front Unique qui discutent politiquement, qui aient une vie politique intense, de discussons démocratiques, auxquelles tout le monde participe, femmes, enfants, personnes dites « âgées », en posant comme base la nécessité du renversement du régime et de l'instauration d'un gouvernement choisi par le peuple par l'intermédiaire de ses représentants syndicaux, des représentants de tous les ouvriers, de tous les paysans, de tous les étudiants. Ces comités prépareront une mobilisation de tout le pays qui conduira à la **grève générale insurrectionnelle.**

Décembre 1965.

BUREAU POLITIQUE DU P.O.R. (T.)
SECTION ESPAGNOLE DE LA IVe INTERNATIONALE.

LA PRESSE TROTSKYSTE

Revista Marxista Latino-Americana
Casilla 1204 - Correo Central
Montevideo - Uruguay.

Cuarta Internacional
Casilla 1204 - Correo Central
Montevideo - Uruguay.

Angleterre : Red Flag
Revolutionary Workers Parti,
21, Bolton Rd. E 15, Londres.

France : Lutte Communiste
Parti Communiste Révolutionnaire,
Roch'congar, 21, av. du Président Wilson, La Plaine St-Denis.

Argentine : Voz Proletaria
Partido Obrero (T), Centenario Uruguayo 1751, Lanus, Pcia de Buenos Aires.

Chili : Lucha Obrera
Partido Obrero Revolucionario,
Casila 10 D. correo San Miguel,
Santiago de Chile.

Italie : Lotta Operaia
Partito Comunista Revoluzionario,
Casella Postale 5059,
Roma - Ostiense.

Mexique : Voz Obrera
Partido Obrero Revolucionario,
Alfonso Lizarragua Apdo. Postal 7 - 1039, Mexico DF.

Uruguay : Frente Obrero
Partido Obrero Revolucionario,
General Flores 2515, Montevideo.

S'ADRESSER AUX AUTRES SESCTIONS POUR :

Algérie : Révolution Socialiste
Groupe IVe Internationale (Trotskyste), Alger.

Bolivie : Lucha Obrera
Partido Obrero Revolucionario.

Brésil : Frente Operaia
Partido Obrero Revolucionario.

Cuba : Voz Proletaria
Partido Obrero Revolucionario.

Espagne : Lucha Obrera
Partido Obrero Revolucionario.

Pérou : Voz Obrera
Partido Obrero Revolucionario.

LOCAL DU PARTI :
RUE DES BRASSEURS, 17
GILLY

POUR VOUS ABONNER

ABONNEMENT ORDINAIRE :

6 mois — 12 numéros : 50 FRANCS

1 an — 24 numéros : 100 FRANCS

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FRANCS

Veuillez noter que toute correspondance destinée au Parti doit être adressée à :

CLAUDINE POLET
Boîte Postale 73
Charleroi-Sud.

Editeur responsable : Claudine POLET — Local du Parti : Rue des Brasseurs, 17, GILLY.